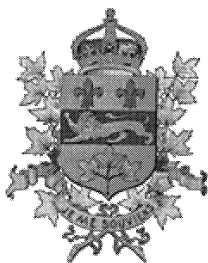


DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

20e Législature - 2e session

Vol. 1 - Séances du 24 février au 31 mars 1937

1937



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

20e Législature — 2e session

Vol. 1 — Séances du 24 février au 31 mars 1937

1937

Texte établi par Christian Blais et Martine Plante

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec

2009

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- . -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot
Recherche et reconstitution:	Martine Plante Christian Blais
Introduction :	Christian Blais
Traduction:	Conceptum
Révision et édition:	Marie Auger Donald Chouinard Michel Rhéaume
Indexation:	Monique Fortier
Collaboration:	Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Martin Pelletier Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés
Dépôt légal – 4^e trimestre 2009
Bibliothèque et Archives nationales Québec
ISBN 978-2-551-23869-9
ISSN 0847-4273
15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le Québec, le Canada et le monde en 1937

La crise économique mondiale se poursuit depuis 1929. Le chômage et son triste cortège affectent une large part de la population québécoise. Nombre de chômeurs « déprimés, déformés, découragés, désabusés, démoralisés, pessimistes », pour reprendre les termes du député de Québec-Est, Oscar Drouin, dépendent des secours directs pour « continuer leurs jours dans le dénuement et la désespérance » (10 mars). Le député de Rouville, Laurent Barré, s'en prend lui aussi aux secours directs qui, dit-il, forcent les gens à vivre sans rien faire : « Mort au chômage, du travail pour tout le monde: que ce soit là notre mot d'ordre! » (24 mars) C'est en ces termes qu'il invite les parlementaires à redoubler d'efforts pour donner de l'ouvrage à la population.

La situation économique s'est quand même améliorée. En 1937, l'avenir s'annonce meilleur. Comme l'affirme cependant le trésorier Martin Beattie Fisher, « le chômage ne diminue pas dans la proportion de l'augmentation de la production » (6 avril). La machine remplace l'homme, dit-on, ce qui contribue à diminuer le travail (voir bill 9).

Le contexte international est tendu. La guerre civile en Espagne sert de banc d'essai aux armées fascistes italienne et allemande, aux côtés des nationalistes du général Franco. C'est l'ère des dictatures. Mussolini a instauré un régime totalitaire en Italie en 1922; Salazar, au Portugal en 1932; Hitler, en Allemagne en 1933; Somoza, au Nicaragua en 1936; Estigarribia, au Paraguay en 1937 et Vargas, au Brésil en 1937. En Asie, le Japon envahit la Chine en 1937. Tranquillement, les pays occidentaux se préparent à la guerre. Au Canada, les budgets de la défense sont accrus modestement pendant qu'on resserre les alliances avec les États-Unis de Roosevelt et la Grande-Bretagne de Chamberlain.

La crise économique amène également le gouvernement fédéral, du premier ministre libéral William Lyon Mackenzie King, à enquêter sur les pouvoirs législatifs des gouvernements fédéral et provinciaux. En 1937, la Commission royale sur les relations entre le dominion et les provinces (commission Rowell-Sirois) est instituée¹. Le rapport, déposé en 1940, amènera le gouvernement à convertir l'administration au keynésianisme par l'entremise de législations sociales et centralisatrices.

Au Québec, l'année 1937 débute avec le décès du frère André (Alfred Bessette, décédé le 6 janvier), fondateur de l'Oratoire Saint-Joseph et ami personnel du premier ministre. Maurice Duplessis puisera d'ailleurs dans ses propres économies pour lui offrir le mausolée où repose toujours la dépouille².

Dans un autre registre, malgré le marasme économique, l'année 1937 est riche au point de vue culturel au Québec³. Cette année-là, l'abbé Charles-Émile Gadbois commence la publication des cahiers de la « Bonne chanson»; l'abbé Félix-Antoine Savard publie son roman *Menaud, maître-draveur*; le père Émile Legault fonde la troupe de théâtre des Compagnons de saint Laurent; l'année 1937 correspond aussi à la mort de l'artiste Marc-Aurèle de Foy Suzor-Coté; notons enfin que la chanteuse populaire Mary Travers, *La Bolduc*, est victime d'un grave accident de la route en juin 1937.

Sur la scène politique québécoise, il y a de l'électricité dans l'air. Depuis la publication du *Programme de restauration sociale* en 1933, des réformistes tels que René Hamel, Ernest Grégoire et René Chaloult prônent de vigoureuses mesures pour faire, entre autres, la lutte aux trusts de l'électricité. Avec Paul Gouin à leur tête et une poignée de députés libéraux dissidents, ils fondent l'Action libérale nationale (ALN) en 1934. Aux élections générales de 1935, l'ALN forme une coalition avec le Parti conservateur de Duplessis. L'alliance Gouin-Duplessis constitue une solide opposition. Elle force le gouvernement à mener une enquête sur la gestion des comptes publics. Des exemples de corruption et de gaspillage sont révélés au grand jour. En 1936, cette enquête entraîne la démission du premier ministre Louis-Alexandre Taschereau et amène le nouveau premier ministre, Adélard Godbout, à déclencher des élections.

Grâce au succès médiatique que connaît l'enquête des comptes publics, Duplessis est au sommet de sa popularité. Par contraste, Gouin, à cause de « son tempérament d'intellectuel calme pondéré – selon le député Adhémar Raynault –, n'était pas conciliable avec les goûts

d'une époque qui exigeait des chefs vigoureux et agressifs⁴ ». Gouin finit par retirer son appui à Duplessis; il décide de ne pas se présenter aux élections générales de 1936. Sa décision repose sur le fait que Duplessis refuse, contrairement aux dernières élections, de réserver des comtés à des candidats de l'ALN⁵.

Au sortir du scrutin, les députés des deux formations, réunis sous la bannière de l'Union nationale, renversent le gouvernement libéral. Dès la formation de son cabinet ministériel, Duplessis écarte les esprits réformistes et fait de l'Union nationale un parti véritablement conservateur. Les anciens ténors de l'ALN, c'est-à-dire Philippe Hamel, Ernest Lacroix et Ernest Ouellet, ne pourront pas mettre en branle leur programme de réformes nationales, sociales et économiques. Seul Oscar Drouin, réformiste tempéré, devient ministre des Terres et Forêts en 1936. À la longue, ce dernier croit pouvoir convaincre Duplessis d'appliquer certaines promesses tenues lors de la campagne électorale, notamment sur la question de la nationalisation de l'électricité.

Lors de la session d'urgence de 1936, le premier ministre s'était illustré notamment avec l'établissement du crédit rural; mais les déceptions sont amères pour le « clan Hamel ». C'est dans ce contexte que s'ouvre la 2^e session de la 20^e Législature, le 24 février 1937.

« La session qui s'ouvre aujourd'hui sera longue et fertile en incidents », titre avec justesse le chroniqueur parlementaire de *L'Événement*. Si les journalistes et la foule qui se pressent dans les galeries s'attendent à « des sensations », cette première journée se déroule par contre « dans une atmosphère des plus paisibles »⁶. Ce n'est que partie remise.

Les parlementaires : le réalignment des forces

La Chambre de 1937 se présente sous « un aspect quelque peu nouveau⁷ », comparativement à 1936. À l'ouverture de la session, sur les 90 banquettes de l'Assemblée législative, une seule est vacante. Raoul Poulin, député de Beauce, a remis sa démission le 14 décembre 1936 après avoir constaté le « rôle envahissant du patronage dans la fonction d'un député ». Une élection partielle, tenue dans cette circonscription le 17 mars 1937, permet à Joseph-Émile Perron de venir siéger sous la bannière de l'Union nationale. Duplessis peut compter sur une solide majorité à l'Assemblée législative. Officiellement, la composition de la Chambre est la suivante : 76 unionistes et 14 libéraux. La réalité est plus complexe.

D'une part, Lucien Lamoureux, député libéral d'Iberville, appuie le gouvernement unioniste depuis 1936. Mais c'est dans les rangs de l'Union nationale que l'on rencontre le plus de dissidence. Depuis 1936, le député de Québec-Centre, Philippe Hamel, le député de Québec, Adolphe Marcoux, le député de Kamouraska, René Chaloult, et le député de Montmagny, Ernest Grégoire, avaient rompu avec les ministériels. En 1937, deux autres députés se joignent du côté des dissidents, ou de « l'opposition déguisée » selon l'expression du premier ministre : il y a d'abord Oscar Drouin, député de Québec-Est, qui donne sa démission comme ministre des Terres et Forêts le 22 février, soit deux jours seulement avant l'ouverture de la session, et Candide Rochefort, député de Montréal-Sainte-Marie, qui finit, après une brève hésitation, par ajouter sa voix à celle des dissidents.

Fait à noter, les maires de Québec et de Montréal siègent tous deux à l'Assemblée législative. Le député de Montmagny, Grégoire, est maire de la ville de Québec depuis le 1^{er} mars 1934. Le député de L'Assomption, Raynault, est maire de Montréal depuis le 15 décembre 1936⁸. Bien plus, l'un de ses adversaires à la course à la mairie est également député. Il s'agit de Candide Rochefort. La campagne municipale montréalaise qui a opposé ces deux députés de l'Union nationale n'est pas étrangère au fait que le représentant de Montréal-Sainte-Marie soit en froid avec le gouvernement, d'autant que ce dernier s'était présenté comme un disciple d'Hamel avant la tenue des élections⁹.

Au Conseil exécutif, une seule modification à relever : le 23 février, le premier ministre prend à sa charge le département des Terres et Forêts, succédant à Drouin. Au Conseil législatif, Louis-Arthur Giroux est nommé conseiller de la division de Wellington, le 23 février 1937, succédant à William Stephen Bullock décédé en fonction. D'autres changements surviennent, à la fin de la session, avec le décès de George Bryson fils, conseiller législatif de la division d'Inkerman, le 5 mai 1937. Ce dernier siégeait à la Chambre haute depuis 1887, une carrière

longue de 49 ans, 8 mois et 15 jours. Charles Allan Smart lui succède le 18 mai, mais ce dernier meurt le 4 juin 1937. Il n'aura pas l'occasion de siéger au Salon rouge. De même, le conseiller de la division de Shawinigan, Némèse Garneau, meurt le 16 novembre 1937. Précisons aussi que l'on compte des dissidents parmi les conseillers législatifs, puisque Ernest Ouellet et Élisée Thériault¹⁰ soutiennent les idées réformistes du « clan Hamel ». La majorité des conseillers demeure tout de même d'allégeance libérale.

Maurice Duplessis, chef de l'Union nationale

Depuis qu'il est premier ministre, Duplessis ne prône ni la nationalisation de l'électricité ni aucun autre article du programme politique de l'ALN¹¹. Pragmatique et conservateur, il cherche plutôt à faire progresser le Québec en misant sur le développement des ressources naturelles par le privé et, forcément, par les compagnies étrangères. Il entend aussi continuer à favoriser la classe rurale par le crédit agricole et par la colonisation.

Ceux qui défendaient avec détermination les causes idéalistes de l'ALN sont déçus par les orientations du nouveau gouvernement. Car les premières réalisations de l'Union nationale ne sont pas à la hauteur des promesses faites lors de la campagne électorale. Si le premier ministre fait « quelques essais timides de politique économique et sociale », il faut oublier les réformes attendues et, comme le dit l'abbé Lionel Groulx, « faire notre deuil de la grande politique nationale que nous avions rêvée¹² ».

Duplessis parvient tout de même à s'afficher comme le champion de l'autonomie provinciale. Là-dessus, le premier ministre est catégorique comme l'avait été avant lui son prédécesseur Louis-Alexandre Taschereau. En 1937, « l'heure est arrivée, croit Duplessis, de faire une mise au point [...] dans le but d'accomplir un devoir auquel on ne saurait se soustraire quand on a reçu le mandat de sauvegarder et de faire respecter les intérêts de la population de notre province » (14 mai). Lors de l'étude détaillée des crédits, les parlementaires en viennent à discuter la loi aidant à soulager le chômage et les misères de l'agriculture, adoptée par Ottawa. Deux clauses de cette loi obligent les provinces, en échange des contributions du gouvernement fédéral, à soumettre un bilan de leurs opérations financières et, le cas échéant, des fonctionnaires fédéraux pourront faire des investigations. « Il faudrait voir l'homme d'Ottawa qui viendrait se mettre le nez dans nos affaires », de rétorquer Duplessis! « Si nous voulons de l'argent d'Ottawa, nous ne le voulons pas en nous aplatisant, et nous n'allons pas présenter les mains pour qu'on nous mette les menottes. » Il poursuit :

La province de Québec ne se laissera jamais intimider. Non jamais! La province de Québec n'est pas une province qu'on achète avec de gros montants d'argent ou des bribes d'argent. Si on croit une minute qu'on va écraser notre autonomie, notre mentalité, nos traditions, nos coutumes avec un petit ou un gros tas d'argent ou d'or, on se trompe. Nous ne laisserons pas Ottawa violer l'autonomie de la province. Si l'autorité fédérale veut notre collaboration, j'en suis, mais si on veut la guerre, on va l'avoir à tout moment. [...]

Le jour où nous laisserons pénétrer Ottawa dans le domaine financier, ce sera ensuite la pénétration dans tous les domaines. Laisser le fédéral pénétrer dans notre domaine financier, cela veut dire laisser le fédéral se mêler de l'administration de notre enseignement, de nos hôpitaux, et de nos communautés que nous subventionnons largement, et pour lesquels nous sommes appelés à voter des subsides. [...] La perte d'un droit ne s'accomplit pas toujours en un clin d'œil, mais elle s'accomplit par une pénétration lente et sûre comme celle que présente la loi en question.

Duplessis est un parlementaire aguerri. Tous l'admettent. Le député libéral de Montréal-Saint-Louis, Peter Bercovitch, reconnaît en Duplessis un gentilhomme intègre et courtois, mais « il a de désastreux écarts parlementaires et dirige le débat sur des terrains qui n'ont rien à voir avec la question. Il est trop prompt, peut-être » (24 mars). Alexis Gagnon, journaliste au *Devoir*, opine dans le même sens :

Le premier ministre, de l'avis des vieux courriéristes, est un des hommes les plus dangereux à rencontrer sur le terrain parlementaire. Souplesse, verve, rapidité

d'évolution en font un dur capitaine. Ses ennemis le poursuivent sur un terrain qu'ils croient sûr, le pressent, mais après quelques escarmouches, ils se trouvent manœuvrés sur un autre terrain et ce sont eux qui désormais doivent manœuvrer à leur tour pour s'échapper du maquis¹³.

Pour sa part, Chaloult affirme que Duplessis est « vieux jeu, vieux moule. Il est resté de la génération des hommes de 80 ans, dit-il, avec tous les bobards de la bonne entente et de la "coopération entre les deux grandes races". D'instinct, il est hostile à toute idée jeune et généreuse. Son buste serait digne de figurer dans une galerie d'antiquités » (9 mars). Dans ses mémoires, Chaloult reconnaît en revanche que le député de Trois-Rivières est doté de grandes qualités : la vivacité intellectuelle et une mémoire extraordinaire sont de celles-là. « Lui soumettait-on un projet de loi, il le parcourait en diagonale et, avant la fin de la lecture, l'avait déjà saisi¹⁴. » Durant la session de 1937, on comprend mieux pourquoi Duplessis s'étonne d'entendre les députés de l'opposition se plaindre que les projets de loi soient souvent distribués le jour même de leur étude¹⁵.

Le premier ministre ne perd jamais une occasion pour vanter l'œuvre de l'Union nationale. À de multiples reprises, on l'entend dire que son parti a déjà plus de réalisations à son actif que l'ancien gouvernement a pu en faire en 40 ans. Sans compter qu'il ne se prive pas, au passage, pour faire des comparaisons désobligeantes avec « l'ancien régime » de Taschereau. Mais *a contrario* lorsqu'il s'agit d'entendre les arguments de l'opposition, il lui semble que « l'heure des discours est terminée et [que] le temps d'agir est arrivé » (10 mai).

Au reste, le 27 octobre 1937, Duplessis procède à l'ouverture officielle du Club Renaissance, situé sur la Grande-Allée à Québec. Les partisans de l'Union nationale pourront désormais s'y réunir et échanger leurs vues. Ce jour-là, le premier ministre félicite les organisateurs pour le nom du nouveau club politique :

La renaissance, c'est ce que nous voulons donner à la province. Nous voulons une renaissance politique, une renaissance nationale, une renaissance sociale. Nous sommes dans la province de Québec à l'aube d'une renaissance dans tous les domaines. Ce qu'il nous faut surtout, c'est la renaissance de la solidarité nationale¹⁶.

L'opposition officielle

« Les députés de la gauche forment une vaillante armée, mais petite. » Voilà comment Téléphore-Damien Bouchard, chef de l'opposition parlementaire, qualifie les représentants du Parti libéral. Pour le seconder en Chambre, Bouchard peut compter sur son lieutenant, le député de Berthier, Cléophas Bastien. Durant la session de 1937, Léon Casgrain, député libéral de Rivière-du-Loup, se démarque également par ses nombreuses interventions¹⁷.

Adélard Godbout, quant à lui, demeure chef du Parti libéral, malgré sa défaite dans son comté de L'Islet par le député unioniste, Joseph Bilodeau. Déchargé du travail législatif, Godbout se consacre à la réorganisation de son parti¹⁸. « Il préside les caucus, avise ses lieutenants et dirige l'attaque et la défense » et, parfois même, assiste aux débats parlementaires dans les galeries de l'Assemblée législative (voir la séance du 2 mars)¹⁹.

Bouchard demeure loyal à Godbout. Dans une assemblée de militants libéraux tenue à l'hôtel Windsor, à Montréal, le 17 juin 1937, il prononce un discours dans lequel il ne tarit pas d'éloges à son endroit : « Il reste au gouvernail du navire si fortement mis en péril par la tourmente populaire; il n'est pas un capitaine qui abandonne son navire au plus fort de la tempête. Il reste à la barre pour faire profiter son équipage, et ceux qui ont lié leur destinée politique à la sienne, de son expérience et de son travail²⁰. »

Toujours en 1937, Bouchard fonde l'hebdomadaire *En Avant*, afin de faire la lutte à l'Union nationale et défendre les principaux idéaux du Parti libéral. Claude-Henri Grignon, auteur d'*Un homme et son péché* et des *Belles histoires des pays d'en haut*, signera plusieurs articles dans ce journal sous le pseudonyme de Valdombre²¹.

Durant la session, Bouchard et Duplessis prennent un égal plaisir à mener leurs luttes parlementaires. « La bataille politique est leur élément naturel », note l'historien Robert Rumilly²². Sur le parquet de la Chambre, les propos échangés sont durs et, lorsque l'occasion se présente, les accusations (fondées ou non) sont toujours percutantes.

Duplessis n'hésite jamais à rappeler que le chef de l'opposition appartient à l'ancien régime qui a été « complice d'abus qui ont valu à son parti la réprobation populaire, et que nous avons peine à réparer. Mon honorable ami, poursuit-il, est ici le représentant d'un régime qui a sacrifié la province, d'un régime qui a tout saboté, qui a ouvert l'abîme que nous essayons de combler » (3 mars).

En riposte, Bouchard accuse le premier ministre de ne pas avoir tenu ses promesses électorales et reproche au gouvernement de ne présenter que des « bills de camouflage », c'est-à-dire des projets de loi sans véritable portée. Il s'indigne aussi devant les destitutions en masse d'employés – nommés sous le régime libéral – qui ont suivi l'avènement de l'Union nationale au pouvoir. Le patronage ne fait que changer de couleur autrement dit²³. À propos de l'engagement du chef de l'Union nationale de faire cesser la domination des compagnies d'électricité, Bouchard blâme Duplessis d'avoir accordé d'abord « sa reconnaissance envers les bailleurs de fonds de sa caisse électorale » plutôt qu'à ses anciens camarades de l'ALN « qui l'avaient effectivement porté au pouvoir »²⁴. Bref, le « gouvernement Duplessis est le gouvernement de la déception intégrale », selon lui²⁵.

À l'égard du groupe formé de dissidents de l'Union nationale, Godbout et Bouchard adoptent la stratégie de la main tendue, en 1936 et en 1937. Les libéraux ne cessent de courtoiser Hamel, Grégoire et Chaloult. Au cours de la présente session, une collaboration étroite s'établit également entre Bouchard et Drouin²⁶. Le chef de l'opposition commente souvent la rupture des dissidents de l'Union nationale et, partant de là, il conclut sur la faiblesse du gouvernement : « Nous ne sommes qu'à six mois de sa formation et déjà le bloc solide a commencé à s'effriter; les clés de voûte et les plus belles pierres de l'arche se détachent du monument édifié sur le sable mouvant de la calomnie et des préjugés populaires; l'écroulement final n'est pas loin (3 mars). »

« L'opposition déguisée »

Hamel, Drouin, Grégoire, Chaloult, Marcoux et Rochefort constituent les membres dissidents de l'Union nationale. Durant les débats de 1937, tous et chacun font part de leur amère déception à l'encontre de Duplessis qui, à la suite de sa victoire aux élections générales, a renié le programme initial de l'ALN.

Le docteur Philippe Hamel, depuis qu'il a été écarté du Conseil exécutif, est à la tête des dissidents. À l'Assemblée législative, il parle de « restauration sociale à rebours de nos promesses » et ne cesse de clamer que « Duplessis n'aurait jamais été premier ministre s'il n'avait pas signé l'engagement relatif à l'électricité » (9 mars).

En contrepartie, Hamel n'aime peut-être pas autant la joute parlementaire que Duplessis et Bouchard. « Je n'aime pas la bataille, mais je ne la crains pas; j'aime la paix, mais non pas à n'importe quel prix », tranche-t-il en retour. Comme le souligne Chaloult dans ses mémoires :

Philippe Hamel continue en Chambre à dénoncer la dictature économique. Il y prononce de vibrants discours, très documentés, dont personne n'osait d'ailleurs tenter la réfutation. Son style est toujours correct. Il ne donne pas toute sa mesure cependant, car les interruptions, les injures parfois et les sarcasmes dont il est l'objet de la part de la majorité parlementaire lui enlèvent des moyens. Ceux qui l'applaudissaient hier le chahutent aujourd'hui bien qu'il expose les mêmes thèses²⁷.

Honnête et convaincu par la justesse de ses idées politiques, Hamel est déterminé à réaliser un jour la nationalisation de l'électricité. « Et j'espère bien que lorsque je serai enterré six pieds sous terre, le peuple aussi comprendra et verra que c'est pour lui que j'ai livré mes combats, que c'est parce que je l'aurai aimé. » (4 mai) Or, c'est avec un certain mépris que

Duplessis considère les ardents défenseurs de la nationalisation, « ceux qui ont des idées fixes et qui veulent faire passer toute la politique par un fil²⁸ ».

Quant à Oscar Drouin, honni par le « clan Hamel » depuis qu'il avait accepté un ministère en 1936, il rentre pour ainsi dire au bercail. Il conserve à l'égard du premier ministre de bons souvenirs de leur profonde amitié. De sorte qu'il est profondément blessé lorsque Duplessis l'accuse d'avoir été déloyal et ingrat. « Le cœur, les sentiments, les personnalités, tout cela compte pour moi. Mais, je l'ai dit et je le répète, je préfère rester fidèle aux idées plutôt que de rester fidèle aux personnalités, et là-dessus, nous ne nous entendons pas. » (10 mars) Sans contester, Drouin demeure convaincu du bien-fondé de la nationalisation de l'électricité. Il est formel : « Un jour viendra où ces idées pour lesquelles nous avons combattu triompheront, car elles sont faites pour avancer et elles avanceront. Elles ne peuvent disparaître! » (10 mai)

René Chaloult est un autre député dissident qui intervient souvent durant la session. Ardent nationaliste, il est un partisan de la première heure de la nationalisation. Et, en dépit des événements, il se considère toujours comme un député de l'Union nationale. Ce sont plutôt les députés ministériels qui décident de l'exclure du parti au début de la session de 1937. En fait, le 25 février, lors d'une réunion du caucus de l'Union nationale, Chaloult et Marcoux décident de s'y présenter bien que n'ayant pas été invités. Les whips du parti, François Pouliot²⁹ et Émile Boiteau, les avisent aussitôt qu'ils ne sont pas les bienvenus. Chaloult est en colère. Il déclare à la presse que « M. Duplessis est un tyran pire que M. Taschereau »; il convoque ensuite une réunion au Manège militaire de Québec. Le 30 avril, Hamel, Chaloult, Drouin, Grégoire, Marcoux et les conseillers législatifs Ouellet et Thériault adoptent la résolution suivante :

Attendu que Maurice Duplessis ne représente plus le sentiment populaire;
Attendu que Maurice Duplessis refuse de remplir le mandat formel pour lequel il a été élu;
Attendu que l'assemblée de cet après-midi est une preuve manifeste qu'il gouverne contre l'opinion du peuple et celle de l'Union nationale;
Le peuple de Québec exige sa démission immédiate³⁰.

Fidèle à lui-même, Chaloult n'entend toutefois pas faire d'opposition systématique à l'Assemblée législative :

J'ai toujours trouvé stupide ce genre parlementaire qui consiste à louer et blâmer indistinctement, suivant qu'on appartient à l'un ou l'autre parti. La vie est plus complexe que cela, et l'homme aussi. Il n'y a pas d'homme, ni de parti, si vicié soit-il, qui ne puisse offrir quelque chose de bien. Je n'hésiterai donc pas à approuver les lois qui me sembleront bonnes, et je critiquerai sans faiblesse, mais avec mesure, toutes celles qui me paraîtront mauvaises. (9 mars)

Finalement, le 26 juin 1937, les députés dissidents de l'Union nationale annonceront la fondation d'une nouvelle formation politique : le Parti national. Il sera composé des députés Hamel, Drouin, Grégoire, Marcoux et Chaloult et des conseillers législatifs Thériault et Ouellet³¹. Rochefort n'adhérera pas au mouvement.

Le discours du trône

Le 24 février 1937, le lieutenant-gouverneur Esioff-Léon Patenaude ouvre la session par le traditionnel discours inaugural³². Il rend hommage au nouveau souverain George VI qui sera couronné le 12 mai suivant. Rappelons que le roi Édouard VIII avait abdicqué le 10 décembre 1936 en faveur de son frère, à la suite de la « crise constitutionnelle » provoquée par son intention d'épouser Mme Wallis Simpson, une Américaine divorcée.

Patenaude invite les parlementaires à continuer le travail de réforme commencé à la dernière session, c'est-à-dire « assurer l'honnêteté des élections, améliorer le sort des travailleurs, rendre plus efficace la loi des retraites pour la vieillesse, procurer aux agriculteurs et à ceux qui désirent le devenir les fonds dont ils peuvent manquer, venir en aide à la petite propriété, faire disparaître la duperie des obligations industrielles mal garanties ».

Quant à la législation à venir, il table sur l'importance de faire fructifier l'agriculture, la colonisation, l'industrie, le commerce, le domaine forestier et l'industrie minière. Puis le lieutenant-gouverneur en vient au cœur de « son » programme législatif : l'électricité. Dans les journaux, on avait rapporté que le public avait « hâte de connaître les grandes lignes de la législation, en particulier ce qui concerne l'électricité, puisque c'est sur ce point que M. Oscar Drouin s'est séparé du gouvernement³³ ». Voici ce qui en est :

Le gouvernement n'a accordé aucun permis autorisant l'aménagement de chutes d'eau; il a amené certaines compagnies à vendre l'électricité à des taux plus bas, mais il n'entend pas s'arrêter là dans la voie des réformes qui s'imposent. Les abus dans la distribution de l'électricité doivent cesser partout où ils existent, et le ministère est bien déterminé à les combattre avec énergie, par tous les moyens à sa disposition, mais avec toute la prudence dont les administrateurs de la chose publique ne doivent jamais se départir. Dès cette session, il vous soumettra toute la législation actuellement possible en vue de remédier aux abus des compagnies d'électricité.

Entre autres choses, il vous proposera d'accorder, de façon efficace et juste, à toute municipalité de notre province, le droit de municipaliser le service de l'électricité dans son territoire.

De plus, il vous demandera de créer un organisme possédant le pouvoir d'installer certaines centrales électriques, qui devront rester la propriété de la province et dont l'exploitation, indépendante des compagnies d'électricité et des clientèles politiques, devra s'effectuer dans l'intérêt général.

Le discours sur l'adresse en réponse au discours du trône donne lieu à des débats passionnés. D'entrée de jeu, William Ross Bulloch, député unioniste de Westmount, fait une déclaration qui montre la position réelle de son parti sur la question de l'électricité :

Je ne présente aucun argument pour ou contre les compagnies d'électricité. Mais je ne puis m'empêcher de constater que plusieurs de ces compagnies établies dans notre province ont non seulement fourni la lumière et l'énergie électrique pour les besoins de la communauté, mais qu'elles ont attiré dans notre province de nombreuses industries qui auraient pu s'en aller ailleurs. On parle souvent d'abus, dans le discours du trône, et je suis sûr que si les abus existent chez nos compagnies d'électricité de la province, on apportera, lorsqu'il s'agira d'étudier la question, un esprit de coopération, de façon que les droits de tous soient sauvegardés lorsqu'il s'agira de remédier à ces abus. (25 février)

Selon Hamel, « le gouvernement semble se vanter de ce qu'il n'a pas accompli et promettre plus qu'il ne tiendra. Il se vante d'avoir assuré l'honnêteté des élections, mais on ne voit pas dans la loi électorale les promesses que nous avons faites: vote obligatoire, publication des souscriptions électorales ». Il va plus loin : « Le discours du trône promet des centrales électriques dans une phraséologie qui empeste le trust. »

Drouin – dans un discours qui dure sept heures – ne joue pas non plus dans la dentelle: « C'est un chef-d'œuvre de trompe-l'œil complet, rempli d'expressions que j'ai rencontrées sur d'autres lèvres, un chef-d'œuvre débordant de termes ambigus, équivoques, de phrases amphigouriques tendant à démontrer qu'on donne beaucoup alors qu'on donne très peu. » (11 mars) À propos de la concurrence d'État aux trusts d'électricité, Drouin est formel :

Nous devons entrer en possession de nos pouvoirs d'eau par l'étatisation. Sans ce moyen, nous continuerons à mener, comme depuis 50 ans, la vie économique que nous avons menée. On continuera à nous faire luire la possibilité d'une réalisation qui ne viendra jamais. Nous avons besoin d'une politique de nationalisme économique; il est temps qu'elle vienne et elle viendra, car le peuple est dégoûté des conditions économiques et sociales. Je connais le poulx de notre peuple. Il nous faut une âme nationale, une culture intensifiée, une éducation intensifiée. Je prononce des paroles graves et j'en prends la responsabilité.

L'adresse est adoptée le 11 mars dans la tourmente. À 23 heures, lorsque Cyrille Dumaine, député libéral de Bagot, propose l'ajournement du débat, Duplessis, sans avis préalable, insiste pour que les députés de l'opposition vident la question, persuadé d'avance que « c'est le temps de prendre le vote ». Les ministériels votent donc contre l'ajournement, ce qui provoque l'ire des libéraux et des dissidents de l'Union nationale. C'en est trop! Le chef de l'opposition termine ainsi :

Comme, selon toute vraisemblance, l'opposition n'est plus nécessaire à cette Assemblée, et comme les membres du gouvernement de Sa Majesté ne peuvent apparemment plus compter sur la protection du *Règlement* de cette Chambre, puisque rien ne nous protège plus et que nous sommes un contre sept, il est parfaitement inutile de venir siéger ici, si le gouvernement procède, fier de sa force, comme dans les temps antiques.

Alors, dans ce cas, je me retire et je demande à mes collègues de me suivre tout simplement. Nous laisserons le gouvernement faire ce qu'il veut, puisque c'est son intention évidente de faire les choses comme dans l'ancien temps.

À la séance suivante, les députés de l'opposition entament un boycott d'une journée des travaux parlementaires. Bouchard reste à son bureau et remet une déclaration aux journalistes :

Nous avons décidé de ne pas assister ce matin à la séance de 11 heures de la chambre parce que nous désirons protester contre le despotisme et les dénis de justice du premier ministre qui nous prive des moyens que mettent à notre disposition les règlements de l'Assemblée législative pour remplir convenablement notre devoir de membres de l'opposition. C'est ainsi que le chef du gouvernement est en train d'abolir, et rapidement, les privilèges des représentants du peuple pour faire de notre Parlement provincial un simulacre d'assemblée représentative, pour la remplacer par l'autocratie la plus absolue [...] ³⁴.

Les finances publiques

L'honorable Martin Beattie Fisher, trésorier de la province, lit le discours sur le budget le 6 avril. « Ceci est le premier budget dont le présent gouvernement accepte l'entière responsabilité », tient-il à préciser. Il emploie par ailleurs une nouvelle méthode de comptabilité ³⁵. Pour l'année 1937-1938, il estime les revenus de la province à 46,8 millions de dollars et les dépenses projetées à 78 millions de dollars, ce qui annonce un déficit de 31 millions de dollars.

Le trésorier parle ensuite de chômage, de « la grande industrie fondamentale de l'agriculture » et de la colonisation. Réalisant la détresse des sans-travail, il compte sur les travaux de voirie pour fournir de l'ouvrage aux chômeurs. L'amélioration des routes constitue une valeur économique sûre :

Les bonnes routes ont donné naissance à l'une des plus importantes industries, celle des véhicules automobiles. Les garages, postes de gazoline et de service, les divers moyens de transport sont autant d'avantages pour l'agriculture, l'industrie et le commerce. Le tourisme également est devenu une industrie très florissante, et le gouvernement actuel est convaincu qu'en construisant de bonnes routes, il en maintiendra et accroîtra le rendement.

Des crédits de 15 millions de dollars sont donc alloués aux travaux de voirie « pour commencer la transformation de nos étroits et poussiéreux chemins en larges voies sans poussière, pour le plus grand bonheur des automobilistes ». En donnant ainsi du travail aux chômeurs, le gouvernement souhaite à tout prix débarrasser la province « de ce vicieux système appelé secours directs ». En substance, 12,77 % du budget total est consacré au département de la Voirie. C'est toutefois le Trésor qui absorbe la majeure part du budget avec 23,54 %. Vient plus loin l'Agriculture avec 9,01 %, l'Instruction publique avec 7,01 %, le Travail avec 6,73 %, la Colonisation avec 6,29 % et le Service civil avec 6,29 %.

L'opposition libérale et les dissidents critiquent le budget. Selon les calculs de Bouchard, les dépenses courantes du gouvernement ne sont pas toutes capitalisées dans les estimés du trésorier : le déficit réel de la province se chiffrerait plutôt à 50 millions de dollars.

De leur côté, les députés ministériels décident de ne pas prendre part au débat pour qu'il soit voté plus rapidement.

Les faits marquants de la session

Au cours de la session de 1937, toutes les occasions sont bonnes pour soulever la question de l'électricité, un sujet récurrent qui fera l'objet de nombreux débats. Duplessis ne se lasse pas, non plus, de revenir sur la victoire du candidat de l'Union nationale à l'élection partielle de Beauce. Les libéraux, pour leur part, commentent à plusieurs reprises l'emprunt de 51 millions de dollars, contracté sans soumission, par le gouvernement en 1936.

Au total, 208 projets de loi sont présentés à l'Assemblée législative et trois au Conseil législatif et, de ce nombre, 155 sont sanctionnés. Hélas, les travaux de l'Assemblée législative se déroulent dans une atmosphère plus que désinvolte. Lorsque les libéraux ou les députés dissidents de l'Union nationale ont la parole, ils sont presque systématiquement interrompus par les ministériels par des questions, par des propos non parlementaires, par des accusations, voire par des applaudissements à tout rompre. Les députés de l'opposition se plaignent du relâchement dans l'application du *Règlement*³⁶. Le chef de l'opposition en vient même à regretter « l'atmosphère des anciens jours où nous pouvions, dit-il, rechercher le bien de cette province dans la gentilhommierie française, qui donnait à nos délibérations un décorum que j'espère retrouver au cours de la présente session » (3 mars)³⁷.

À son tour, Bastien prétend que le « Parlement de Québec n'est plus une Législature, mais un show. Le journal *La Province* dit que l'on fait du théâtre à la Chambre. C'est ce qui se passe, dit-il. Le ministre va pour parler, mais c'est un peu comme au théâtre: il y a un souffleur qui dit aux acteurs quoi dire. Le souffleur ici, c'est le premier ministre qui souffle au ministre de ne pas répondre » (19 avril). Pour lui, « l'Union nationale c'est un "One man government", le gouvernement d'un seul homme » (7 avril).

Il va sans dire que le premier ministre Duplessis, fort de sa majorité, entend gouverner dans la voie qu'il s'est tracée :

Ici au gouvernement, nous sommes placés sur une colline. Cela nous permet une vue d'ensemble de tous les problèmes et de tenir compte de tous les droits et de tous les intérêts. La charge et les fonctions de premier ministre et de ministres font que nous sommes mieux placés que d'autres pour voir là où est le devoir et nous rendre compte des besoins et des droits. (3 mars)

La loi protégeant la province contre la propagande communiste

La crise économique et les combats entre la gauche et la droite en Europe – en Espagne plus particulièrement – nourrissent les inquiétudes de la population et du clergé contre la « menace communiste » au Québec. Au dire du cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve, les menées subversives des communistes dans la province sont bien réelles : « Le feu est allumé parmi nous, poursuit-il, et il est urgent de le circonscrire puisqu'on ne peut d'ici longtemps l'éteindre³⁸. » Dès 1936, le premier ministre part en croisade³⁹.

À la deuxième séance de la session de 1937, Duplessis attire l'attention des parlementaires et, surtout, celle des autorités du bureau de poste du Parlement sur le fait que « la littérature communiste ne doit pas être distribuée par leur entremise. [...] S'ils n'en tiennent pas compte, nous prendrons les moyens de nous débarrasser des communistes et de ceux qui font leur jeu au Parlement », ajoute-t-il (5 février). Bien qu'il soit prêt à collaborer avec le gouvernement pour combattre le communisme, Charles-Auguste Bertrand, député libéral de Montréal-Laurier, apporte un exemplaire du journal communiste *Clarté* « soigneusement enveloppé » pour montrer qu'il est difficile, voire impossible, pour les employés de la poste de trier ce genre de courrier.

Le 10 mars, le bill 8, mieux connu sous la désignation de la « loi du cadenas », est lu une première fois en Chambre. Deux jours plus tard, dans une autre motion, le premier ministre revient à la charge contre la propagande communiste. Il demande un appui plus musclé des autorités fédérales pour combattre les menées des communistes. Il termine ainsi : « Tant que j'aurai un souffle de vie, je n'épargnerai rien, je ferai tout en mon pouvoir pour faire disparaître le communisme de la province de Québec. Les scènes effroyables qui se déroulent dans l'Europe ensanglantée ne nous permettent pas d'hésiter un moment. » (12 mars)

Durant la séance du 17 mars, la loi protégeant la province contre la propagande communiste est adoptée en 2^e et en 3^e lecture. Il s'agit d'un projet de loi inusité, déclare le premier ministre : « Nous devons faire face à des circonstances hors de l'ordinaire et, en conséquence, recourir à des moyens hors de l'ordinaire. Aux grands maux les grands remèdes ». Il insiste sur le fait que le communisme doit être considéré comme l'ennemi numéro un. Il explique enfin qu'avec cette loi, le gouvernement aura « le droit de cadenasser tous les endroits où il se fait de la propagande communiste. »

L'opposition est également convaincue qu'il existe des « foyers de communisme dans la province » ; elle émet toutefois des réserves quant à l'application de cette loi. Peter Bercovitch, député libéral de Montréal-Saint-Louis, s'inquiète de n'y trouver aucune définition du mot « communisme ». Le premier ministre lui répond qu'il est bien difficile de donner une définition et, de toute façon, tranche-t-il, « on sait ce que c'est le communiste ». « Let us go a step further » rétorque Bercovitch. Le député de Montréal-Saint-Louis demande à ce que les mots « fascisme » et « anarchie » soient inclus dans la loi : « Je n'ai rien, personnellement, contre le sieur Hitler, dit-il, mais il est reconnu comme un adversaire de la démocratie, et la doctrine qu'il préconise est tout aussi dangereuse que celle que l'on veut combattre. » En guise de réponse, Duplessis fait remarquer au député de confession judaïque qu'il n'y a pas de véritable danger pour la démocratie au Québec. Finalement, Bercovitch déplore que l'application de la loi ne donnera pas suffisamment de temps à ceux chargés de mener des raids contre les communistes de juger convenablement avant d'agir. Duplessis y avait pensé, mais croit justement que l'efficacité de sa loi dépend de « la célérité dans l'action ».

La critique de Chaloult – qui rejoint celle des autres députés réformistes – est d'une autre nature :

Le libéralisme économique est la cause du communisme qui est un danger et un écueil. [...] Ceci m'amène à dire que le communisme est beaucoup moins dangereux que le capitalisme abusif. Lorsque la cause du mal disparaîtra, l'effet disparaîtra de même. Tous les Canadiens français sont soucieux de l'ordre. Comme question de fait, je ne connais pas de Canadiens français qui aient des sentiments communistes. Si l'on est communiste dans cette province, c'est parce que l'on est malheureux, c'est qu'on n'a pas de quoi manger, et qu'il y a de la misère. Si on veut supprimer la source même du communisme, supprimons les monopoles, celui du charbon, celui de la gazoline, celui de l'électricité, du lait et les autres et, si nous réussissons à combattre loyalement tous les monopoles, nous pourrons nous en réjouir : il n'y aura plus rien à craindre du communisme dans la province de Québec.

La « loi du cadenas » est sanctionnée le 24 mars et elle est appliquée pour la première fois le 9 novembre suivant contre les bureaux du journal communiste *Clarté* et à l'*Artistic Printing* à Montréal. Vingt ans plus tard, la Cour suprême du Canada finira par juger cette loi anticonstitutionnelle.

L'électricité

Trois lois concernant l'électricité sont présentées par Duplessis : la loi autorisant toutes les corporations municipales à municipaliser l'électricité (bill 17), la loi instituant la Régie provinciale de l'électricité (bill 48) et la loi établissant et assurant la concurrence de l'État relativement aux ressources hydroélectriques (bill 49). L'étude de chacune de ces lois provoque des débats houleux. En résumé, les députés dissidents de l'Union nationale estiment ces lois

comme étant sans grande efficacité; les libéraux, eux, considèrent que ces lois sont similaires à celles adoptées par le gouvernement libéral en 1935⁴⁰.

Le débat sur le projet de loi 17 sur la municipalisation de l'électricité permet à Duplessis de remettre les pendules à l'heure concernant la concurrence publique aux entreprises privées :

Les compagnies ont le droit de vivre chez nous. Les capitalistes n'ont rien à craindre sous ce régime. Le capital honnête et sain a le droit à la protection, car s'il n'y a plus de capital, il n'y aurait pas de compagnies, et sans compagnies, il n'y aura plus d'employés et il n'y aura plus de taxes à percevoir. La loi actuelle ne veut pas faire mal au capital, mais au contraire, elle veut montrer d'une manière irréfutable qu'il est bienvenu dans la province.

Sans compter qu'il ne faut jamais oublier, de l'avis du premier ministre, « qu'une politique solide s'installe dans la modération qu'il ne faut pas confondre avec la lâcheté ». Pour justifier cette approche, il accuse les gouvernements libéraux d'avoir permis aux monopoles d'avoir pu s'enraciner dans la province depuis trop longtemps; autrement dit, Duplessis est convaincu à l'avance qu'il ne peut modifier l'ordre des choses dans un court laps de temps.

Bouchard, député et maire de Saint-Hyacinthe, juge que cette loi est inutile puisque les statuts de la province permettent déjà la municipalisation de l'électricité. Il cite le cas de la ville de Saint-Hyacinthe en exemple. Il n'hésite pas à dire que cette loi a été rédigée à la demande des trusts qui n'ont cessé leurs souscriptions à l'Union nationale depuis les dernières élections; cette loi tend plutôt à décourager la municipalisation, croit-il.

Drouin, qui a démissionné du cabinet parce que le gouvernement ne s'est pas engagé « immédiatement dans une politique de concurrence d'État aux compagnies d'électricité », juge que la loi est décevante. Celle-ci « ne comprend ni grands désavantages ni grands progrès dans la répression du monopole. Comme on dit dans *L'Aiglon* de Rostand: "Front moyen, bouche moyenne, buste moyen, taille moyenne, pas moyen" » (22 avril).

L'Assemblée étudie plus tard le bill 48 donnant à la Régie de l'électricité des pouvoirs accrus pour enquêter sur les grandes compagnies. Ultimement, la fixation des prix de vente de l'électricité pourra être régie par le gouvernement. Hamel est exaspéré. Il y a déjà trop longtemps qu'on fait des études; il poursuit en disant que les expériences passées ont prouvé l'inutilité de la surveillance des puissants trusts de l'électricité. « Avec la loi, on va charger l'agneau de surveiller le loup », de conclure le député de Québec-Centre (4 mai). Au demeurant, il rappelle que le programme de l'ALN promettait de nationaliser la centrale électrique de Beauharnois. Rien n'y fait. Pour l'heure, le gouvernement estime que la nationalisation est impossible.

Durant la considération des résolutions, les ministériels décident de ne plus répondre à aucune question. Après quelques minutes, le président demande le vote. Malgré les protestations, les votes sont enregistrés. Le chef de l'opposition s'indigne. Il se lève sur une question de privilège pour dénoncer le gouvernement qui a adopté les résolutions « sans tenir compte du désir déclaré de certains députés de parler ». La liberté de parole est supprimée, dit-il. Les esprits s'échauffent et la séance est suspendue, le temps de permettre au Président d'étudier la motion de blâme en délibéré. Celle-ci est rejetée, mais les députés de l'opposition prennent leur revanche le jour même. En comité plénier, après avoir constaté que la copie anglaise du projet de loi n'a pas été distribuée, ils parviennent à ce que la Chambre passe à un autre ordre du jour.

Quant au bill 49, il a pour objectif d'établir la concurrence de l'État au Témiscamingue, en Abitibi et au Lac-Saint-Jean. Drouin est amèrement déçu, lui qui rêvait plutôt d'une concurrence d'État à la Montreal Light, Heat & Power ainsi qu'à la Southern Canada Power. Hamel, une fois encore, comprend qu'il a été trompé sur toute la ligne par Duplessis : « Je me suis battu pour une idée, je suis entré dans la vie politique pour une idée: on nous avait tout promis en matière d'électricité et, plus j'étudie les bills que l'on présente, plus je m'aperçois qu'on n'obtient rien de cela. » (11 mai) Selon l'expression préférée du député Hamel, le premier ministre a usé de son « fouet en laine d'angora contre les trusts ».

Les bills 17, 48 et 49 sont sanctionnés le 20 mai 1937.

De plus belle, la question de l'électricité est évoquée durant l'étude détaillée des crédits. Duplessis parle du salaire des institutrices et indique qu'il veut augmenter leur traitement. Pour augmenter les fonds du revenu consolidé et, à la fin, améliorer le sort des institutrices, il entend abolir certaines exemptions fiscales accordées aux compagnies d'électricité. « Nous croyons que les compagnies d'électricité doivent contribuer à distribuer non seulement la lumière matérielle, mais aussi la lumière intellectuelle », dit-il, utilisant une métaphore dont il usera et abusera par la suite. Bouchard et Hamel critiquent l'attitude du gouvernement. Ils s'objectent à ce que l'on fasse croire à la population que « les augmentations de salaires pour les instituteurs et les institutrices viennent des trusts ». (16 avril)

Les mesures sociales

Depuis le début de la crise économique, le nombre de déshérités augmente en flèche. Tant et si bien que dans le discours du trône, le gouvernement indique son désir d'appliquer « les meilleures méthodes de venir en aide aux mères et aux orphelins nécessiteux ». Le bill 21 instituant l'assistance aux mères nécessiteuses est présenté par William Tremblay, ministre du Travail. Ceci n'est pas une loi de charité, tient-il à préciser, « mais un droit acquis que la mère nécessiteuse possède envers la société » (25 mars). Maurice Pelletier, député de Lotbinière, espère quant à lui que cette aide contribuera « à rehausser les salaires en enlevant la main-d'œuvre féminine dans bien des milieux » et, par le fait même, entraînera « une ouverture pour les hommes et les jeunes gens ». Or, les conditions d'admission à cette aide gouvernementale sont élevées. Malgré tout, cette nouvelle prise en charge de l'État annonce un tournant dans l'histoire des politiques sociales au Québec⁴¹. Il y a rupture avec les façons de faire des précédents gouvernements.

Dans la foulée, le bill 25 de l'assistance aux aveugles est adopté, de même que le bill 11 relatif au bien-être de la jeunesse interdisant le travail des enfants âgés de moins de 16 ans, excepté dans certains emplois liés à l'agriculture. Il y a aussi le bill 7 favorisant le progrès des pêcheries et venant en aide aux pêcheurs qui est digne de mention.

Signalons enfin le bill 47 qui assure des salaires raisonnables aux ouvriers travaillant dans les exploitations forestières, puis le bill 209 intitulé « Loi des salaires raisonnables ». Cette dernière loi – qui améliore la loi pourvoyant à la fixation d'un salaire minimum pour les femmes adoptée sous Taschereau en 1919 – deviendra la loi du salaire minimum en 1940. Comme l'explique le premier ministre, un office des salaires raisonnables sera créé pour servir de tribunal d'arbitrage. Bien que les recommandations de cet organisme ne soient pas exécutoires, il peut fixer le salaire des ouvriers et les heures de travail⁴². Cette loi limitant les prérogatives des syndicats est contestée, car le gouvernement peut désormais fixer arbitrairement les salaires durant les conflits ouvriers⁴³.

Les lois sur la langue française

Premièrement, le bill 38 relatif à l'interprétation des lois de la province a pour but de faire prévaloir la version française sur la version anglaise dans le Code civil, le Code de procédure civile et les Statuts quand il y aura divergence (9 avril). Comme l'explique Joseph Bilodeau, ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, c'était auparavant la version anglaise qui prévalait; du moins, certains juges étaient de cet avis. Mais, puisque la plupart des lois sont rédigées en français « et comme le français est ici la langue de la majorité », la version française primera à l'avenir au Québec (15 avril). La *Gazette* de Montréal et des associations orangistes dénonceront cette mesure⁴⁴. Cette loi sera rappelée dès la session suivante par le gouvernement unioniste.

Deuxièmement, en juin 1937, la capitale tiendra de nouveau un « congrès du parler français ». La seconde loi sur la langue française présentée par le gouvernement coïncide ainsi avec le 25^e anniversaire du premier Congrès de la langue française, tenu à Québec en 1912. Bilodeau présente alors le bill 64 qui attribue un montant total de 20 000 \$ pour contribuer au succès de l'événement. Si le ministre soutient que « le bon parler français est une qualité essentielle à l'avenir de notre nationalité », il tient quand même à préciser que « la nation canadienne se développera dans la mesure où les deux grandes races qui la composent assureront, dans l'harmonie, l'épanouissement de leurs qualités » (17 mai).

Le déséquilibre fiscal

Durant l'étude en comité plénier du bill 28 concernant la révision des divers systèmes de taxation dans la province, Duplessis parle de la Constitution de 1867. Il explique quelles sont les taxes que les gouvernements fédéral et provinciaux peuvent percevoir et, du même souffle, note que la délimitation de juridiction entre les deux paliers prête à interprétation.

À cause de la crise économique qui perdure, il apparaît maintenant au premier ministre du Québec que « les pouvoirs accordés aux parties contractantes de la Confédération ne correspondent plus aux besoins de l'heure » (2 avril). Même s'il comprend qu'Ottawa doit faire face à des demandes multiples, Duplessis croit d'une part que « que les provinces d'Ontario et Québec ne reçoivent pas la part du revenu qui leur appartient à cause des sacrifices, des services, qu'elles ont consentis ». Le projet de loi à l'étude a donc pour objectif « de rétablir l'équilibre dans la fiscalité municipale et provinciale ». Il est question, à terme, de chercher à coopérer avec Ottawa pour rajuster le système de taxation du Québec.

L'enquête des comptes publics

Le gouvernement considère qu'il est de l'intérêt général de poursuivre l'enquête commencée au comité des comptes publics. Sous la présidence d'Alexandre Taché, député de Hull, l'enquête confirme à nouveau l'insuffisance de contrôle sur les deniers publics par l'ancienne administration. On y apprend en outre que Bouchard, lorsqu'il était président de l'Assemblée législative, a acheté des valises pour le compte du gouvernement à la compagnie d'imprimerie Yamaska, transférée au nom de sa fille. Au cours de la session de 1937, les ministériels ne se lasseront jamais de faire référence au mot « valise » pour embêter le chef de l'opposition.

À son exemple, Bouchard souhaite étendre l'enquête aux actes de l'administration de l'Union nationale, mais Duplessis refuse de convoquer les témoins demandés par l'opposition. Deux poids, deux mesures, dénonce Bouchard. Néanmoins, ce dernier parvient à y faire contredire un autre témoin qui, auparavant, avait entaché le gouvernement Taschereau. Il réussit du coup à disculper quelque peu le Parti libéral⁴⁵.

Après la session, Bouchard commente l'enquête des comptes publics qui, dit-il, a été la cause principale de la défaite des libéraux aux élections générales de 1936 :

L'époque de la réalisation est arrivée. L'arbre qui devait donner une récolte si généreuse n'a produit que des fruits secs. M. Duplessis voulait faire l'ange et, confirmant le vieux proverbe, il n'a fait que la bête. [...] Il a réussi à prouver, après un an et quelques mois d'enquête, que quelques rares employés ont manqué de probité et d'honnêteté sur les trente mille qui étaient au service du gouvernement libéral et que, dans le plus grand nombre de cas, ces informations n'étaient basées que sur la calomnie ou les racontars en l'air d'informateurs malhonnêtes qui croient tous les gens affligés de leurs propres défauts⁴⁶.

L'importance de la petite propriété, selon Duplessis

Pour le premier ministre, la propriété unifamiliale est « un des remparts qui endiguent le communisme », rien de moins⁴⁷ :

S'il y a quelque chose que nous voulons encourager et protéger, c'est bien la diffusion de la petite propriété. La petite propriété, c'est une institution sacrée. Et la meilleure façon de l'encourager, c'est de voir à ce que personne ne puisse la grever. La petite propriété, c'est la base de la stabilité et du contentement, c'est la base de la prospérité, du progrès et de la stabilité du peuple. La petite propriété est à la base même de la décentralisation de la richesse, tout en étant un facteur de bien-être, un encouragement au travail; elle est encore un stimulant pour les petits qui l'entourent de tous leurs efforts. [...] La petite propriété menacée de ruine, c'est une forteresse qui s'écroule. (26 avril)

Le « patronage »

Pour contrer le chômage, le gouvernement mise avant tout sur les travaux publics. L'occasion est trop belle. Le gouvernement ne se cache pas de vouloir faire du favoritisme pour récompenser les amis du régime.

Lors de l'étude des crédits du département de la Voirie, Cyrille Dumaine, député de Bagot, demande au premier ministre s'il a l'intention de faire réparer les routes, de préférence celles situées dans les comtés qui lui sont favorables (10 mai) :

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement que nous allons favoriser nos amis d'abord.

M. Dumaine (Bagot): C'est épouvantable d'entendre cela. C'est la première fois en cette Chambre qu'un premier ministre déclare que ses amis seulement travailleront sur les routes. Et il dit cela, lui, un premier ministre chrétien. [...] Les administrateurs de la province devraient protéger et prendre les intérêts de toute la population, sans distinction de quartiers. Les chômeurs rouges doivent autant travailler que les chômeurs bleus. [...]

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. D'abord, il n'est pas question de chômage, il est question de voirie. Le député ne peut donc pas parler de chômeurs bleus ou rouges. J'ai dit et je répète que, dans les travaux qui seront donnés, nos amis qualifiés et compétents qui nous ont aidés vont avoir la préférence et que nous allons employer ceux-là avec plaisir de préférence aux adversaires, mais sans injustice.

Au cours de la même séance, le premier ministre atténue un tant soit peu ses propos, disant que les « amis du gouvernement, libéraux comme conservateurs nationaux, auront avec plaisir la préférence ».

Le Conseil législatif

Lors de la campagne électorale de 1936, Duplessis avait promis de réformer le Conseil législatif en un conseil économique. Sa création a été ajournée aux calendes grecques, ironise le chef de l'opposition (2 mars).

Afin de le conseiller en matière économique, Duplessis a plutôt décidé de créer un organisme, dirigé par le professeur et économiste Esdras Minville, pour faire l'inventaire des ressources naturelles du Québec; à cela s'ajoutent dans chacun des ministères, dit-il, « des experts indépendants de la politique pour nous conseiller » (10 mars). Enfin, lors de la nomination de nouveaux conseillers législatifs, Duplessis s'est assuré que ceux-ci appuieraient la réforme du Conseil législatif le temps venu.

Drouin juge que nous sommes bien loin d'un conseil économique :

Le Conseil législatif, tel qu'il est actuellement, je n'ai pas d'objection à dire ce que j'en pense et je vais le dire bien franchement: c'est une vétusté de l'ancien temps, c'est une vieille relique de l'époque quaternaire au point de vue politique, c'est une institution désuète qui ne rend aucun service à la province, qui n'est plus qu'une chambre de confirmation, qui n'est plus qu'une institution protectrice des gros intérêts et c'est le château fort législatif de la dictature économique dans cette province.

En dépit des critiques, la Chambre haute continue son travail en apportant des amendements à différents projets de loi en 1937. Notamment, les conseillers législatifs interviennent pour changer le titre du bill 30, intitulé à l'origine « loi pour sauvegarder et protéger les meilleurs intérêts de la colonisation et pour réparer les erreurs de l'ancien gouvernement, à ce sujet ». Les libéraux de l'Assemblée législative, quant à eux, s'étaient

objectés en vain pour que le gouvernement cesse de faire des pamphlets politiques avec leurs lois.

En particulier, les conseillers législatifs refusent de voter à la vapeur le bill 63 relatif aux tribunaux, qui a pour but de réformer l'organisation judiciaire de la province. L'historien Robert Rumilly raconte :

Duplessis vient lui-même expliquer son projet aux conseillers législatifs, dans une réunion spéciale – non pas une séance proprement dite – tenue à huis clos. La démarche ne suffisant pas, il brandit la menace classique de l'abolition d'une chambre inutile. Pour une fois, les honorables bravent la menace. Jacob Nicol et Hector Laferté demandent le renvoi du bill à la session suivante. Ernest Ouellet et John Hall menacent d'agiter l'opinion. Chapais offre et fait accepter un ajournement d'une semaine⁴⁸.

N'empêche, le Conseil législatif obtiendra de menus amendements à la réforme judiciaire.

Le prix de l'essence

La question du prix de l'essence traverse les décennies. Déjà en 1937, Oscar Drouin déclare :

Les prix de la gazoline sont excessifs. Nous payons l'essence plus cher qu'aux États-Unis, parce qu'il y a une combine. Tout ce commerce est entre les mains de la *Standard Oil* du New Jersey ou d'un syndicat anglo-hollandais. J'attire l'attention de mes compatriotes sur la nécessité de démolir ce trust s'ils ne veulent pas rester pauvres pendant que les autres races s'enrichissent. Sans doute voit-on des Canadiens français qui sont employés de ces stations de gazoline, des "pompeurs" de pneu, des essuyeurs de vitres, des balayeurs, mais enfin tout le gros de l'argent qui découle de ce commerce, zéro, trois fois zéro, ça va aux États-Unis. Voilà ce qu'il nous reste. [...] À mon humble avis, le gouvernement devrait faire une enquête générale et complète sur la hausse des prix de la gazoline et sur les moyens de rendre ce commerce aux nôtres. (11 mars)

De choses et d'autres...

Le gouvernement unioniste particulièrement est sensible à l'égard des agriculteurs et des défricheurs. « Le colon est un faiseur de terre; il est, si l'on peut dire, un agrandisseur de la patrie », de renchérir le député unioniste de Témiscouata, Louis-Félix Dubé. Voilà pourquoi le gouvernement entend non seulement continuer la politique du crédit rural, mais il augmente à 15 millions de dollars les montants alloués à cet octroi (bill 6). Il est longuement question aussi du salaire des bûcherons et des draveurs, au cours de la session.

Par ailleurs, le secrétaire de la province, Joseph-Henri-Albiny Paquette, fait adopter la loi modifiant la loi des bourses (bill 39). Compte tenu du nombre croissant de Québécois fréquentant les universités américaines, cette loi permettra à plus d'étudiants d'aller compléter leur formation ailleurs qu'en France.

Le gouvernement intervient également en faveur des Sulpiciens, aux prises avec une dette de 6 500 000 \$ (bill 58)⁴⁹; il vient plusieurs fois en aide aux Gaspésiens avec la réouverture de l'usine de Chandler (bill 62) et par l'inauguration du parc de la Gaspésie (bill 20); il autorise la création de l'École du meuble à Montréal (bill 4) et modifie la loi des pensions de vieillesse (bill 46).

Au demeurant, une lettre de W. B. Pitkin, professeur de l'Université de Columbia aux États-Unis, publiée dans le *Globe and Mail* de Toronto, soulève l'indignation des parlementaires. Dans une motion spéciale, Bouchard demande à la Chambre de protester contre les insultes et les accusations malicieuses qui ont été portées contre les Canadiens français (6 et 7 avril).

L'occupation de l'édifice de la Commission du chômage, à Montréal, par la police provinciale fait couler beaucoup d'encre dans les journaux et amène l'opposition à s'interroger sur les raisons qui ont mené à l'ingérence du premier ministre dans cette affaire « qui tient du roman policier » (23, 24 et 30 mars). La grève dans l'industrie du vêtement à Montréal, déclenchée le 15 avril 1937, trouve également écho sur le parquet de la Chambre. Le procureur général (Duplessis) avait exigé un retour au travail dans les 24 heures et ordonné l'arrestation de Raoul Trépanier, président du Conseil des métiers et du travail, et de Bernard Shane, chef du comité d'organisation de la grève. L'affaire donne lieu à plusieurs interrogations de la part de l'opposition (3 et 18 mai)⁵⁰.

Il y a aussi des rumeurs qui courent en 1937. Depuis que Richard Bedford Bennett, le chef des conservateurs à Ottawa, a annoncé qu'il quittera la politique en 1938, d'aucuns affirment que Duplessis est pressenti pour lui succéder. En Chambre, le premier ministre dément ces ouï-dire. « Ceux qui colportent que je vais à Ottawa se trompent! » (3 mai). « La politique fédérale ne m'intéresse pas », dit-il (14 mai).

À la fin, l'historien Robert Rumilly commente à son tour la session de 1937. Il exprime le sentiment qu'avait la population en général envers le premier ministre. Selon lui, « T.-D. Bouchard et Philippe Hamel ont beau dire et beau faire : la province de Québec n'a d'yeux que pour son Maurice »⁵¹.

Faits divers, faits cocasses...

Par moments, les députés parviennent à présenter leurs arguments dans la bonne humeur. D'autres fois, certains députés en viennent à un cheveu de régler leurs différends par les poings (26 mai et 29 avril) :

Jeux de mots

À la séance du 4 mars, les députés de l'Union nationale ont le cœur à rire. Pendant le discours de Charles-Auguste Bertrand, député libéral de Montréal-Laurier, un page va lui porter un minuscule fanal avec verre, réservoir et mèche. Tous se rappellent alors que Bertrand, lorsqu'il était procureur général dans le cabinet Godbout, avait affirmé que le Parti libéral rechercherait la vérité au cours de l'enquête des comptes publics, armé « d'un fanal d'une main et d'un fouet de l'autre main ».

Plus tard au cours de la même séance, le député est lassé d'être victime de plaisanteries :

M. Bertrand (Montréal-Laurier): M. le Président, je veux [...] bien discuter en souriant, mais ne rien faire pour autre chose. Si c'est simplement de l'esprit ou du calembour qu'on veut faire au lieu de discuter, ce ne sera plus le "Salon de la race".

(Applaudissements du côté de l'opposition.)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce sera le salon de la farce.

(Rires.)

Refonte des lois

En bon orateur, Duplessis sait déridier son auditoire. Le 30 avril, lors de l'étude des résolutions du bill 26, Léon Casgrain demande au gouvernement combien il entend payer les personnes chargées de la refonte des lois. Le premier ministre refuse de donner un montant précis. Casgrain insiste, le sourire aux lèvres. Finalement, Duplessis répond : « Sur la question des traitements, tout ce que je peux affirmer à mon honorable ami, c'est que les salaires de ceux qui feront la refonte des lois seront une juste moyenne entre le maximum auquel il pense et le minimum auquel nous pensons. »

Vente du cidre

Le 13 mai, Émile Boiteau, député de Bellechasse, propose que le gouvernement prenne les moyens d'encourager la production et la vente du cidre au Québec. Il faut savoir que les lois ne permettent pas encore le commerce de cidre; seule la fabrication pour la consommation domestique est permise par le gouvernement fédéral.

Après avoir fait l'historique de cette boisson, Boiteau affirme que le cidre, au point de vue thérapeutique, constitue une liqueur hygiénique. Les médecins européens, dit-il, recommandent fortement les cidres pour la cure des maladies du rein et du tube digestif. Le secondaire de la motion, Hormidas Langlais, député des Îles-de-la-Madeleine, en rajoute : « [...] le cidre est une boisson saine et agréable; elle rend gai, active la vivacité de l'esprit, de la pensée et, surtout, ne provoque pas chez l'être humain cette sorte d'abrutissement que produit la bière. Plusieurs médecins le recommandent et le prescrivent contre les rhumatismes, la goutte, la névrite et les maladies du foie. »

Laurent Barré, député de Rouville⁵², résume les qualités de la boisson en une phrase : « Il y a autant de chansons dans un verre de cidre que dans n'importe quel autre breuvage. » Il ne croit pas si bien dire. Le jour même, durant l'étude des crédits, les parlementaires se mettent à chanter « les bons vieux airs d'autrefois » : *Frère Jacques*, *En avant la cantinière*, *Un Canadien errant*, *Dans le bon vieux temps*, etc.

Un projet de loi sur la légalisation du cidre sera présenté à la session de 1938 (bill 85)⁵³.

Christian Blais

Critique des sources

Les membres de la Tribune de la presse à Québec en 1937⁵⁴

Gérard Ouellet, de *L'Action catholique*, est le président de la Tribune de la presse et Damase Potvin, de *La Presse*, en est le secrétaire. En 1937 ce dernier fête d'ailleurs le 25^e anniversaire de son entrée à la « Galerie de presse ». À la fin de la séance du 13 avril, tous les parlementaires l'applaudissent longuement. Duplessis explique que les députés ne siégeront pas dans la soirée afin que le jubilaire puisse être dignement fêté. Avec un brin d'humour, il ajoute : « À son âge, après une fête comme celle-là, il ne pourra venir à la séance du soir. [...] [L]e jubilaire ne serait pas en état de travailler plus longtemps. »

Les autres membres connus de la Tribune sont Edmond Chassé, de *L'Événement*, Abel Vineberg, de la *Montreal Gazette*, et Alexis Gagnon et Henri St-Pierre, du *Devoir*⁵⁵. Des comptes-rendus quotidiens des débats sont également publiés dans *Le Journal*, *Le Chronicle-Telegraph*, le *Montreal Daily Star*, le *Montreal Herald*, *Le Canada*, *Le Droit* et *La Tribune*.

S'ajoutent à cela les chroniques publiées périodiquement dans les hebdomadaires, notamment dans *L'Écho de Saint-Justin* et dans *Le Saint-Laurent* qui, parfois, offrent des comptes rendus détaillés des députés de leur comté respectif, Cléophas Bastien, député de Berthier, et Alfred Dubé, député de Rimouski. On trouve également la même chronique intitulée « La semaine parlementaire » dans *Le courrier de Berthierville*, *Le Guide*, *Le Bien Public*, *L'Écho de Saint-Justin*, *Le Nicolétain*, *Le Dorchester*, *L'Écho de Frontenac*, *Le Progrès du Saguenay*, *L'Éclairer*, *La Parole*, *La Voix des Bois Francs*, *Le Peuple*, *Le Progrès du Golfe*, le *Journal de Waterloo*, *l'Écho du Bas-St-Laurent* et le *Canadien*. De simples résumés des débats sont publiés enfin dans *La Terre de chez nous*, *L'idée ouvrière*, *Le Clairon*, le *Petit Journal*, la *Gazette de Valleyfield*, le *Monde Ouvrier*, *Le Peuple*, *l'Union des Cantons de l'Est*, la *Gazette du Nord*, *Le Nationaliste et le Devoir*, *Le Dorchester*, *L'Éclairer*, *Le Nicolétain*, *Le Guide*, le *courrier de Saint-Hyacinthe*, *The Spokeman*, le *Sherbrooke Daily Record* et *L'Illustration Nouvelle*.

La critique des sources⁵⁶

Durant les débats, la ligne éditoriale des principaux quotidiens est souvent évoquée par les parlementaires. L'opposition rappelle que *L'Action catholique* est un « journal très sympathique au premier ministre » (30 mars). Même chose pour *Le Journal* que le chef de l'opposition considère comme l'organe officiel du gouvernement. Duplessis s'en défend bien :

Quand il [Bouchard] dit que *Le Journal* est l'organe du gouvernement, il se trompe, c'est faux. Il est sympathique au gouvernement, mais le gouvernement n'a aucun organe dans la province de Québec. [...] *Le Journal* exprime généralement des opinions favorables au gouvernement, mais il n'est pas le journal du gouvernement. Il n'y a aucun journal qui puisse se réclamer d'être l'organe du gouvernement. (1^{er} avril)

De bon aloi, tous les quotidiens présentent des comptes rendus honnêtes des débats de l'Assemblée. C'est l'avis que partage René Chaloult, député de Kamouraska :

La Législature de Québec constitue une excellente tribune pour la propagation des idées, d'autant plus que, depuis six mois, la presse paraît disposée à relater fidèlement ce qui s'y passe. Je ne connais pas personnellement de journaliste qui ne soit soucieux d'objectivité, mais parfois il y a le patron. [...] Quoi qu'il en soit, sans les flagorner, ce qui ne serait pas conforme à mon tempérament, je crois qu'il est juste de reconnaître la bonne volonté des courriéristes parlementaires et leur désir sincère de vérité. (9 mars)

Chaloult émet cependant quelques réserves à l'encontre de la ligne éditoriale des principaux journaux anglophones. Au sujet de la volte-face du premier ministre sur la

nationalisation de l'électricité, il lui demande d'expliquer pourquoi « tous les partisans des monopoles, comme le *Herald* et la *Gazette* qui ne trouvaient pas de mots assez violents pour le dénoncer, soient devenus ses plus zélés thuriféraires » (9 mars)? En réaction, il prie « spécialement la presse de langue anglaise, dans laquelle notre pensée nous a paru singulièrement altérée, de nous accorder "fair-play" et de rapporter fidèlement nos paroles à ce sujet. C'est un devoir de justice auquel, croyons-nous, on ne cherchera pas à se dérober » (8 avril).

Les libéraux, non plus, ne ménagent pas leurs mots au sujet de la *Gazette*. Le 13 avril, pendant l'étude d'un crédit de 100 000 \$ « pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature », un échange entre le premier ministre et le chef de l'opposition est révélateur :

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Maintenant, la *Gazette*, par exemple, que le premier ministre a tant dénoncée autrefois, la *Gazette*, cette vieille... - je ne dirai pas le mot, je ne donnerai pas le nom, ce n'est pas parlementaire - cette vieille qui avait prostitué ses opinions parce que nous lui donnions des contrats, parce que le gouvernement était libéral, elle a changé elle aussi. Ce n'est pas sa faute ni celle des journalistes. C'est parce que le gouvernement a changé. On n'entend plus le premier ministre la vouer à toutes les gémonies, la dénoncer comme l'organe des trusts et de la rue Saint-Jacques. La *Gazette* a décidé de changer d'opinion parce que le premier ministre n'est plus le même. C'est le cas de le dire: plus ça change, plus c'est la même chose. [...]

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): [...] Il a parlé de la *Gazette*. Si quelqu'un a eu à s'en plaindre dans le passé, c'est bien celui qui vous parle. Dieu sait si nous avons eu à nous en plaindre! Nous n'avons jamais pleuré. Je note l'aveu du chef de l'opposition que son régime lui donnait des contrats pour qu'elle lui soit favorable; sous son régime, on se servait des fonds publics pour prostituer le journalisme. Il a semblé tellement sincère que je lui donnerais l'absolution si j'en avais le pouvoir.

Comme question de fait, les contrats d'impression par le gouvernement demeurent une source vitale de revenus pour les journaux. Et, au cours de la même séance, Duplessis laisse entendre que tous les journaux auront « leur part de patronage ». Il nuance toutefois sa pensée :

Tous les journaux, peu importe leur point de vue politique, auront des contrats si nous croyons qu'ils sont honnêtes. Mais je puis dire ceci: nous avons toujours fait de ce côté une grande différence entre le journal lui-même, l'œuvre, et le journaliste. [...] Jamais je ne reprocherai à un journal de lutter contre le gouvernement, pourvu que ce soit une lutte loyale et que l'on se serve d'arguments sérieux et honnêtes. Une presse libre doit aussi être une presse loyale.

Depuis 1936, les organes libéraux vivent donc des années de vaches maigres. *Le Soleil* reçoit beaucoup moins de contrats d'impression de la part du gouvernement et *Le Canada*, plus un seul. En contrepartie, *Le Journal* et *L'Action catholique* se partagent les contrats⁵⁷. Cependant, au cours de la session de 1937, Duplessis réduit la part d'impression attribuée à *L'Action catholique*, puisque ce journal a donné un compte rendu sympathique de l'assemblée des dissidents de l'Union nationale au Manège militaire de Québec. Bouchard félicite l'attitude du journal, disant que *L'Action catholique* « a gardé son indépendance, ses opinions, mais par contre, précise-t-il, elle a perdu ses contrats. Ça lui apprendra à rester indépendante. C'est ce qui lui apprendra à être un journal respectant ses opinions ».

Cela dit, les journaux d'allégeance libérale publient toujours des comptes rendus détaillés des débats de l'Assemblée législative. Aucun détail ne leur échappe, surtout les passages qui montrent les députés de l'Union nationale sous leurs plus mauvais jours; aucune scène disgracieuse n'est oubliée, montrant ainsi le manque de décorum qui règne au Salon vert. Par exemple, on insiste sur le fait qu'un député « bâille tout haut » ou qu'un autre « laisse échapper un son guttural qui indique visiblement son intention de cracher ». *Le Soleil* et *Le Canada*

rapportent même, en plein cœur de leur chronique parlementaire, les critiques que lance à haute voix un certain spectateur dans les galeries à l'encontre des députés ministériels (5 mai).

Explications sur des faits publiés

En 1937, il y a peu de mises au point concernant les comptes rendus des principaux quotidiens. A fortiori, les chroniqueurs parlementaires ne sont jamais accusés d'avoir volontairement déformé les propos des parlementaires. « On ne m'a pas compris. Je suis si loin de la galerie de la presse que l'on a de la difficulté à m'entendre. » C'est ainsi que le député libéral de Rivière-du-Loup explique la raison pour laquelle *Le Journal* a mal rapporté ses paroles.

Il y a parfois des erreurs typographiques qui peuvent dénaturer la pensée des députés. Notamment, Cléophas Bastien, député de Berthier, est mal cité lorsque *Le Soleil* lui fait dire: « L'écurie du gouvernement a exploité les colons », alors qu'il n'a jamais dit cela. « J'ai bien voulu dire et préciser "l'incurie" du gouvernement dans cette affaire », dit-il, devenant en même temps la risée de ses collègues.

Un autre cas particulier à signaler. À la séance du 27 avril, le député unioniste de Missisquoi, François Pouliot, cherche à contredire certaines assertions faites par le chef de l'opposition. Bouchard et Bastien protestent. Le chahut qui s'ensuit empêche Pouliot de citer, comme il le voulait, une série de statistiques. Étant donné qu'il n'arrive pas à se faire entendre, il termine en disant : « Puisque je ne puis produire des chiffres ici, je vais les donner aux journaux et on va en prendre connaissance quand même. » (27 avril) Comme de juste, après la séance, le député de Missisquoi remet aux journalistes les renseignements qu'il n'a pas réussi à dire en Chambre. Il tenait, dit-il, à les faire connaître au public pour étayer son argumentation au cours du débat.

Observation faite, on conclut que les comptes rendus des journalistes de la Tribune de la presse constituent une source très fiable et complète, et ce, en dépit de leur allégeance politique respective.

Christian Blais

Notes de l'introduction historique est de la critique des sources

1. Cette commission est d'abord présidée par Newton W. Rowell (1937-1938), puis par Joseph Sirois (1938-1940).
2. Conrad Black, *Maurice Duplessis*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1999, p. 155.
3. Voir : Yvan Lamonde et Denis Saint-Jacques (dir.), *1937 : un tournant culturel*, Québec, PUL, 2009, 368 p.
4. Adémar Raynault, *Témoin d'une époque*, Montréal, Éditions du Jour, 1970, p. 87.
5. Jacques Lacoursière, *Histoire populaire du Québec*, Sillery, Septentrion, 1997, p. 224.
6. « La session qui s'ouvre aujourd'hui promet d'offrir des sensations », *Le Nouvelliste*, 24 février 1937, p. 1;
7. « La session s'ouvre dans une atmosphère calme selon le rite coutumier », *L'Événement*, 25 février 1937, p. 3.
8. « La session qui s'ouvre aujourd'hui sera longue et fertile en incidents », *L'Événement*, 24 février 1937, p. 3.
9. Les résultats officiels du « recomptage » seront connu le 7 janvier 1937.
10. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec : L'Autonomie provinciale*, Montréal, Fides, 1966, p. 109.
11. Élisée Thériault était le beau-frère de Philippe Hamel.
12. « Un programme c'est bon avant les élections et les élections sont terminées », aurait dit Duplessis à Chaloult en 1936, René Chaloult, *Mémoires politiques*, Montréal, Éditions du Jour, 1969, p. 67.
13. Lionel Groulx, 1^{er} septembre 1936, cité par R. Chaloult, *Mémoires politiques*..., 91.
14. *Le Devoir*, 24 mars 1937.
15. R. Chaloult, *Mémoires politiques*, p. 21.
16. « Fréquemment des lois dont l'encre d'imprimeries n'était pas encore séchée ont été adoptés dans leurs trois lectures au cours de la même séance qu'elles nous étaient communiquées pour la première fois. »
17. Téléphone- Damien Bouchard, *Le régime de la déception*, Saint-Hyacinthe, Imprimerie Yamaska, 1937, p. 26.
18. « Ce qu'il faut, c'est la renaissance de la solidarité nationale », *L'Action catholique*, 28 octobre 1937, p. 1.
19. À la séance du 30 mars 1937, Duplessis passe ce commentaire : « Le chef de l'opposition! On ne sait plus qui l'est. Le député de Saint-Hyacinthe prétend l'être, M. Godbout dit que c'est lui, le député de Berthier (M. Bastien) voudrait l'être et le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) fait ce qu'il peut. »
20. Jean-Guy Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout*, Québec (Ph. D. histoire, Université Laval), 1977, p. 216.
21. T.-D. Bouchard, *Le régime de la déception*..., p. 6.
22. *Ibid.*
23. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 135.
24. *Ibid.*
25. Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain : Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express, 1989, p. 135.
26. *Ibid.*, p. 9-10.
27. T.-D. Bouchard, *Le régime de la déception*, p. 15.
28. J.-G. Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout*, p. 218.
29. Chaloult, *Mémoires politiques*, p. 93.
30. « Ce qu'il faut, c'est la renaissance de la solidarité nationale », *L'Action catholique*, 28 octobre 1937, p. 1.
31. Il s'agit de John Samuel Bourque, selon R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 109.
32. « Le peuple de Québec exige la démission immédiate de Maurice Duplessis », *Le Nationaliste et le Devoir*, 4 mars 1937, p. 8.
33. *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke, <http://www.bilan.usherbrooke.ca>. « Il faut attendre six mois avant que ces élus ne demandent à être désignés à l'Assemblée législative comme députés du Parti national. »
34. Pour en savoir plus sur Patenaude, voir : Frédéric Lemieux, Christian Blais et Pierre Hamelin, *L'histoire du Québec à travers ses lieutenants-gouverneurs*, Québec, Les Publications du Québec, 2005, 432 p.
35. « La session qui s'ouvre aujourd'hui sera longue et fertile en incidents », *L'Événement*, 24 février 1937, p. 3.
36. « Il règne, en Chambre, un régime de tyrannie et d'arbitraire », *Le Soleil*, 13 mars 1937, p. 1 et 22.
37. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 124-125.
38. Bien candide, Joseph-Grégoire Bélanger, député unioniste de Montréal-Dorion, répond à cela, disant : « Je comprends que parfois vous vous plaignez qu'il n'y a pas de décorum ici, qu'il y a un relâchement évident dans les règlements mais, si cela se produit, si nous ne sommes pas parlementaires, c'est plutôt parce que nous voulons nous déridier un peu, et prendre quelquefois les choses sur un ton badin, que pour vous créer des embêtements. » (12 mars)
39. Duplessis et « ses sicaires [ont] ravalé le niveau de la Chambre des députés à celui des tavernes les plus mal tenues dans les camps miniers », T.-D. Bouchard, *Le régime de la déception*..., p. 26.
40. Cité par Richard Jones, *Duplessis et le gouvernement de l'Union nationale*, Ottawa, La société historique du Canada, brochure historique no 35, 1983, p. 10.
41. En octobre 1936, 15 000 fidèles, dont le cardinal, le maire de Québec et le nouveau premier ministre de la province, se réunissent au Colisée de Québec pour lancer une croisade contre le communisme. *Ibid.*
42. À la séance du 10 mai, Duplessis considère quant à lui que les lois sur l'électricité passées en 1935 étaient seulement une tactique préélectorale pour ne rien faire.
43. *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke, <http://www.bilan.usherbrooke.ca>.
44. *Ibid.* À ce sujet, voir aussi : C. Black, *Maurice Duplessis*, p. 159-160 et R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*..., p. 143-144.
45. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain*..., p. 77.

-
- 44 . R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 143.
 45 . J.-G. Genest, *Vie et œuvre d'Adélard Godbout*, p. 219-220.
 46 . T.-D. Bouchard, *Le régime de la déception*, p. 24.
 47 . Sur le même sujet, voir : Christian Blais, Gilles Gallichan, Frédéric Lemieux et Jocelyn Saint-Pierre, *Québec : quatre siècles d'une capitale*, Québec, Publication du Québec, 2008, p. 446-447.
 48 . R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 142-143.
 49 . Ce règlement fera passer dans le patrimoine québécois la Bibliothèque Saint-Sulpice qui deviendra, 30 ans plus tard, la Bibliothèque nationale du Québec. Voir aussi : R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, p. 141.
 50 . L'Office des salaires raisonnables servira notamment à dénouer la grève du textile de 1937, avant qu'une convention collective ne soit signée entre la Dominion Textile et les travailleurs affiliés à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), à l'automne 1937. *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke, <http://www.bilan.usherbrooke.ca>.
 51 . *Ibid.* p. 151.
 52 . Le député de Rouville avait fait une motion similaire à la séance du 11 avril 1934.
 53 . Une discussion sur le cidre à lieu à la séance du 10 avril 1933.
 54 . Pour de plus amples renseignements, voir : Jocelyn Saint-Pierre, *Histoire de la Tribune de la presse à Québec, 1871-1959*, Montréal, VLB éditeur, 2007, 315 p.
 55 . Jocelyn Saint-Pierre, *Les membres de la tribune de la presse : liste chronologique, 1871-1989*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990, Bibliographie et documentation, no 34.
 56 . Sur la méthodologie relative à la reconstitution des débats, voir : Gilles Gallichan, « Le Parlement "rapaillé". La méthodologie de la reconstitution des débats », *Les Cahiers des Dix*, no 58 (2004), p. 275-296.
 57 . Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps*, Montréal, Fides, 1973, p. 307.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement, L'
Gazette, The
Montreal Daily Herald, The
Montreal Daily Star, The
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle-Telegraph, The
Soleil, Le

Journaux complémentaires

Action, L'
Autorité nouvelle
Avenir du Nord, L'
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Boussole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadian Labour Press, The
Canadien/Le Canadien liberal, Le
Canadien de Thetford, Le
Clairon de Saint-Hyacinthe, Le
Clarté, La
Colon, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de Laviolette, Le
Courrier de Montmagny, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Croix, La
Dorchester, Le
Droit, Le
Écho de Frontenac, L'
Écho de Saint-Justin, L'
Écho du Bas-Saint-Laurent, L'
Écho du Nord, L'
Éclaireur, L'
Étendard de Bellechasse, L'
Étoile de l'Est, L'
Étoile du Nord, L'
Gazette de Valleyfield, La
Gazette du Nord, La
Guide, Le
Idée ouvrière, L'
Illustration nouvelle, L'
Journal, Le
Journal de Waterloo, Le

Mégantic, Le
Messager de Verdun, Le
Monde ouvrier, Le
Nation, La
Nationaliste et Le Devoir, Le
Nicolétain, Le
Nouvelliste, Le
Ordre, L'
Opinion de Hull, L'
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Saguenay, Le
Province, La
Quotidien, Le
Régional, Le
Saint-Laurent, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sherbrooke Telegram
Sorelois, Le
Spokeman, The
St. Maurice Valley Chronicle, The
Standard, The
Stanstead Journal, The
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Sherbrooke, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Unité, L'
Voix de l'Est, La
Voix des Bois-Francs
Voix des Mille-Isles, La

Autres sources

Fisher, Martin Beattie, Walter George. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable M. B. Fisher, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 6 avril 1937.* [s.l.]: 1937. 13 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1937, Québec 1937.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1937, Québec 1937.

Québec, Prov. *Bills, 3^e session, 14^e Parlement, 1937.*

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. LXXII: Session 1937, Québec, 1937, vi, 391, lxxii p.*

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1937, Vol. LXXII, Québec, 1937, vi, 393, lxxix p.*

Québec, Prov. *Statutes of the Province of Quebec, 1 George VI, Québec, Printer of the King, Québec, 1937, 805 p.*

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 1 George VI, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1937, 784 p.

Rapports des comités généraux, 2^e session, 1937.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique (1937).....	vii
Critique des sources (1937)	xxiv
Bibliographie.....	xxix
Table des matières.....	xxxiii
L'Exécutif en 1937	xxxvii
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xxxix
Par ordre de circonscription	xli
Débats	
1 Séance du mardi 24 février 1937.....	1-5
2 Séance du mercredi 25 février 1937.....	7-16
3 Séance du mardi 2 mars 1937	17-45
4 Séance du mercredi 3 mars 1937.....	47-72
5 Séance du jeudi 4 mars 1937.....	73-94
6 Séance du mardi 9 mars 1937	95-138
7 Séance du mercredi 10 mars 1937.....	139-173
8 Séance du jeudi 11 mars 1937.....	175-208
9 Séance du vendredi 12 mars 1937.....	209-219
10 Séance du mardi 16 mars 1937	221-240
11 Séance du mercredi 17 mars 1937.....	241-263
12 Séance du jeudi 18 mars 1937.....	265-282
13 Séance du vendredi 19 mars 1937.....	283
14 Séance du mardi 23 mars 1937	285-315
15 Séance du mercredi 24 mars 1937.....	317-348
16 Séance du jeudi 25 mars 1937.....	349-365
17 Séance du mardi 30 mars 1937	367-401

18	Séance du mercredi 31 mars 1937.....	403-429
19	Séance du jeudi 1 ^{er} avril 1937.....	431-464
20	Séance du vendredi 2 avril 1937.....	465-483
21	Séance du mardi 6 avril 1937.....	485-519
22	Séance du mercredi 7 avril 1937.....	521-539
23	Séance du jeudi 8 avril 1937.....	541-569
24	Séance du vendredi 9 avril 1937.....	571-592
25	Séance du mardi 13 avril 1937.....	593-614
26	Séance du mercredi 14 avril 1937.....	615-642
27	Séance du jeudi 15 avril 1937.....	643-674
28	Séance du vendredi 16 avril 1937.....	675-688
29	Séance du lundi 19 avril 1937.....	689-714
30	Séance du mardi 20 avril 1937.....	715-733
31	Séance du mercredi 21 avril 1937.....	735-750
32	Séance du jeudi 22 avril 1937.....	751-771
33	Séance du vendredi 23 avril 1937.....	773-808
34	Séance du lundi 26 avril 1937.....	809-830
35	Séance du mardi 27 avril 1937.....	831-854
36	Séance du mercredi 28 avril 1937.....	855-888
37	Séance du jeudi 29 avril 1937.....	889-919
38	Séance du vendredi 30 avril 1937.....	921-932
39	Séance du lundi 3 mai 1937.....	933-969
40	Séance du mardi 4 mai 1937.....	971-1008
41	Séance du mercredi 5 mai 1937.....	1009-1038
42	Séance du vendredi 7 mai 1937.....	1039-1055
43	Séance du lundi 10 mai 1937.....	1057-1090
44	Séance du mardi 11 mai 1937.....	1091-1126
45	Séance du jeudi 13 mai 1937.....	1127-1159

46 Séance du vendredi 14 mai 1937.....	1161-1194
47 Séance du lundi 17 mai 1937	1195-1240
48 Séance du mardi 18 mai 1937	1241-1273
49 Séance du mercredi 19 mai 1937	1275-1319
50 Séance du jeudi 20 mai 1937.....	1321-1336
51 Séance du mercredi 26 mai 1937	1337-1353
52 Séance du jeudi 27 mai 1937.....	1355-1361

Index des participants	1363
Index des sujets	1419
Index des bills publics et privés	1451

L'HONORABLE ÉSIOFF-LÉON PATENAUDE

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

**Membres du Conseil exécutif
1937**

L'honorable Maurice Le Noblet Duplessis, premier ministre, procureur général et ministre des Terres et Forêts

L'honorable Joseph Bilodeau, ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce

L'honorable Bona Dussault, ministre de l'Agriculture

L'honorable Henri Lemaître Auger, ministre de la Colonisation

L'honorable Onésime Gagnon, ministre des Mines et des Pêcheries

L'honorable Joseph-Henri-Albiny Paquette, ministre de la Santé et secrétaire de la province

L'honorable William Tremblay, ministre du Travail

L'honorable John Samuel Bourque, ministre des Travaux publics

L'honorable Martin Beattie Fisher, trésorier de la province

L'honorable François-Joseph Leduc, ministre de la Voirie

L'honorable Antonio Élie, ministre sans portefeuille

L'honorable Gilbert Layton, ministre sans portefeuille

L'honorable Thomas Joseph Coonan, ministre sans portefeuille

L'honorable Thomas Chapais, ministre sans portefeuille

Orateur

L'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
AUGER, Georges-Adélar	UN	Gatineau
AUGER, Henry Lemaître	UN	Montréal-Saint-Jacques
BARRÉ, Laurent	UN	Rouville
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BARRETTE, Herman	UN	Terrebonne
BASTIEN, Cléophas	L	Berthier
BEAUDRY, Rouville	UN	Stanstead
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BÉIQUE, Hortensius	UN	Chambly
BÉLANGER, Joseph-Grégoire	UN	Montréal-Dorion
BELLEMARE, Dionel	UN	Vaudreuil
BERCOVITCH, Peter	L	Montréal-Saint-Louis
BERTRAND, Charles-Auguste	L	Montréal-Laurier
BERTRAND, Pierre	UN	Saint-Sauveur
BILODEAU, Joseph	UN	L'Islet
BOITEAU, Émile	UN	Bellechasse
BOUCHARD, Télesphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
BOUTHILLIER, Alexis	L	Saint-Jean
BOYER, Auguste	UN	Châteauguay
BULLOCH, William Ross	UN	Westmount
CARIGNAN, Anatole	UN	Jacques-Cartier
CARON, Joseph-Napoléon	UN	Maskinongé
CASGRAIN, Léon	L	Rivière-du-Loup
CASTONGUAY, Antoine	UN	Roberval
CHALOULT, René	UN	Kamouraska
CHOQUETTE, Hector	UN	Shefford
CONNORS, Francis Lawrence	L	Montréal-Sainte-Anne
COONAN, Thomas Joseph	UN	Montréal-Saint-Laurent
DANSEREAU, Georges-Étienne	L	Argenteuil
DELAGRAVE, Charles	L	Québec-Ouest
DROUIN, Oscar	UN	Québec-Est
DUBÉ, Alfred	UN	Rimouski
DUBÉ, Louis-Félix	UN	Témiscouata
DUCHARME, Charles Romulus	UN	Laviolette
DUGUAY, Joseph-Léonard	UN	Lac-Saint-Jean
DUMAINE, Cyrille	L	Bagot
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	UN	Trois-Rivières
DUSSAULT, Bona	UN	Portneuf
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
FISHER, Martin Beattie	UN	Huntingdon
FLEURY, Émery	UN	Nicolet
GAGNÉ, Joseph-David	UN	Arthabaska
GAGNON, Onésime	UN	Matane
GOUDREAU, Albert	UN	Richmond
GRÉGOIRE, Joseph-Ernest	UN	Montmagny
HAMEL, Philippe	UN	Québec-Centre
JOLICOEUR, Henri	UN	Bonaventure
LABBÉ, Tancrede	UN	Mégantic
LABELLE, René	UN	Montréal-Saint-Henri

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Député	Allégeance politique	Circonscription
LAFLEUR, Pierre-Auguste	UN	Montréal-Verdun
LAMOUREUX, Lucien	L	Iberville
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LARIVIÈRE, Nil-Élie	UN	Témiscamingue
LAROCHELLE, Joseph-Théophile	UN	Lévis
LAROCHE, Arthur	UN	Chicoutimi
LAWN, Edward Charles	L	Pontiac
LAYTON, Gilbert	UN	Montréal-Saint-Georges
LECLERC, Arthur	UN	Charlevoix-Saguenay
LEDUC, Édouard	UN	Soulanges
LEDUC, François-Joseph	UN	Laval
LESAGE, Émile	UN	Abitibi
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MARCOUX, Adolphe	UN	Québec
MARIER, Joseph	UN	Drummond
MESSIER, Félix	L	Verchères
MONETTE, Philippe	UN	Napierville-Laprairie
PAQUETTE, Joseph-Henri-Albiny	UN	Labelle
PARADIS, Ferdinand	UN	Matapédia
PELLETIER, Joseph-Alphonse	UN	Gaspé-Nord
PELLETIER, Maurice	UN	Lotbinière
PERRON, Joseph-Émile	UN	Beauce
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
POULIOT, François-A.	UN	Missisquoi
RAYNAULT, Adhémar	UN	L'Assomption
ROBINSON, Jonathan	UN	Brome
ROCHFERT, Candide	UN	Montréal-Sainte-Marie
ROUSSEAU, Ulphée-Wilbrod	UN	Champlain
ROY, Joseph-Félix	UN	Montmorency
SAUVÉ, Delpha	UN	Beauharnois
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
SHERMAN, Payson Alton	UN	Compton
TACHÉ, Alexandre	UN	Hull
TARDIF, Patrice	UN	Frontenac
TELLIER, Maurice	UN	Montcalm
THIBEAULT, Gérard	UN	Montréal-Mercier
TREMBLAY, William	UN	Maisonnette
TRUDEL, Marc	UN	Saint-Maurice
TURCOTTE, Joseph-Célestin-Avila	L	Richelieu
VACHON, Henri	UN	Wolfe

Allégeance politique :

L - Libéral
UN - Union nationale

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI	UN	Lesage, Émile
ARGENTEUIL	L	Dansereau, Georges-Étienne
ARTHABASKA	UN	Gagné, Joseph-David
BAGOT	L	Dumaine, Cyrille
BEAUCE	UN	Perron, Joseph-Émile
BEAUHARNOIS	UN	Sauvé, Delpha
BELLECHASSE	UN	Boiteau, Émile
BERTHIER	L	Bastien, Cléophas
BONAVENTURE	UN	Jolicoeur, Henri
BROME	UN	Robinson, Jonathan
CHAMBLY	UN	Béique, Hortensius
CHAMPLAIN	UN	Rousseau, Ulphée-Wilbrod
CHARLEVOIX-SAGUENAY	UN	Leclerc, Arthur
CHÂTEAUGUAY	UN	Boyer, Auguste
CHICOUTIMI	UN	Larouche, Arthur
COMPTON	UN	Sherman, Payson Alton
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	UN	Marier, Joseph
FRONTENAC	UN	Tardif, Patrice
GASPÉ-NORD	UN	Pelletier, Joseph-Alphonse
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	UN	Auger, Georges-Adélard
HULL	UN	Taché, Alexandre
HUNTINGDON	UN	Fisher, Martin Beattie
IBERVILLE	L	Lamoureux, Lucien
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	UN	Carignan, Anatole
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
KAMOURASKA	UN	Chaloult, René
L'ASSOMPTION	UN	Raynault, Adhémar
LABELLE	UN	Paquette, Joseph-Henri-Albiny
LAC-SAINT-JEAN	UN	Duguay, Joseph-Léonard
LAVAL	UN	Leduc, François-Joseph
LAVIOLETTE	UN	Ducharme, Charles Romulus
LÉVIS	UN	Larochelle, Joseph-Théophile
L'ISLET	UN	Bilodeau, Joseph
LOTBINIÈRE	UN	Pelletier, Maurice
MAISONNEUVE	UN	Tremblay, William
MASKINONGÉ	UN	Caron, Joseph-Napoléon
MATANE	UN	Gagnon, Onésime
MATAPÉDIA	UN	Paradis, Ferdinand
MÉGANTIC	UN	Labbé, Tancrede
MISSISQUOI	UN	Pouliot, François-A.
MONTCALM	UN	Tellier, Maurice
MONTMAGNY	UN	Grégoire, Joseph-Ernest
MONTMORENCY	UN	Roy, Joseph-Félix
MONTRÉAL-DORION	UN	Bélanger, Joseph-Grégoire
MONTRÉAL-LAURIER	L	Bertrand, Charles-Auguste
MONTRÉAL-MERCIER	UN	Thibeault, Gérard

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTRÉAL-SAINTE-ANNE	L	Connors, Francis Lawrence
MONTRÉAL-SAINTE-MARIE	UN	Rocheffort, Candide
MONTRÉAL-SAINT-GEORGES	UN	Layton, Gilbert
MONTRÉAL-SAINT-HENRI	UN	Labelle, René
MONTRÉAL-SAINT-JACQUES	UN	Auger, Henry Lemaître
MONTRÉAL-SAINT-LAURENT	UN	Coonan, Thomas Joseph
MONTRÉAL-SAINT-LOUIS	L	Bercovitch, Peter
MONTRÉAL-VERDUN	UN	Lafleur, Pierre-Auguste
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	UN	Monette, Philippe
NICOLET	UN	Fleury, Émery
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	L	Lawn, Edward Charles
PORTNEUF	UN	Dussault, Bona
QUÉBEC	UN	Marcoux, Adolphe
QUÉBEC-CENTRE	UN	Hamel, Philippe
QUÉBEC-EST	UN	Drouin, Oscar
QUÉBEC-OUEST	L	Delagrave, Charles
RICHELIEU	L	Turcotte, Joseph-Célestin-Avila
RICHMOND	UN	Goudreau, Albert
RIMOUSKI	UN	Dubé, Alfred
RIVIÈRE-DU-LOUP	L	Casgrain, Léon
ROBERVAL	UN	Castonguay, Antoine
ROUVILLE	UN	Barré, Laurent
SAINT-HYACINTHE	L	Bouchard, Télesphore-Damien
SAINT-JEAN	L	Bouthillier, Alexis
SAINT-MAURICE	UN	Trudel, Marc
SAINT-SAUVEUR	UN	Bertrand, Pierre
SHEFFORD	UN	Choquette, Hector
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
SOULANGES	UN	Leduc, Édouard
STANSTEAD	UN	Beaudry, Rouville
TÉMISCAMINGUE	UN	Larivière, Nil-Élie
TÉMISCOUATA	UN	Dubé, Louis-Félix
TERREBONNE	UN	Barrette, Hermann
TROIS-RIVIÈRES	UN	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL	UN	Bellemare, Dionel
VERCHÈRES	L	Messier, Félix
WESTMOUNT	UN	Bulloch, William Ross
WOLFE	UN	Vachon, Henri
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

Allégeance politique :

L - Libéral
UN - Union nationale

Séance du mercredi 24 février 1937

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Arthur Saint-Jacques, huissier de la verge noire, apporte le message suivant:

Messieurs, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, le greffier et les députés se rendent auprès de Son Honneur dans la salle des séances du Conseil.

Et, les députés étant de retour¹,

Brefs d'élection:

M. l'Orateur fait rapport que, durant la vacance, il a reçu la notification de la vacance survenue dans le district électoral de Beauce et qu'il a adressé, en conséquence, son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau bref d'élection pour ledit district électoral.

Vacances dans les districts électoraux:**District électoral
de Beauce**

Saint-Martin, Beauce, 14 décembre 1936

L'honorable Paul Sauvé,
Président de l'Assemblée législative

Monsieur le Président,

Je vous donne, par la présente lettre, ma démission comme membre de l'Assemblée législative pour la division électorale de Beauce.

(Signé) Dr Raoul Poulin,
Médecin, Saint-Martin de Beauce

Témoins:

(Signé) Édouard-E. Poulin,
marchand, Saint-Martin, Beauce
(Signé) Robert Poulin,
commis, Saint-Martin, Beauce

**Prestation
des serments d'office**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger)², la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Discours
du trône**

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous avez été convoqués pour continuer l'élaboration des mesures progressives que le gouvernement désire appliquer sans tarder, pour reprendre l'étude des projets particuliers - plusieurs d'intérêt public - qui sont devenus caducs à la dissolution de la dernière législature, et aussi pour examiner différentes autres lois qui vous seront soumises.

L'avènement de Sa Majesté le roi George VI, dont le noble caractère et les belles qualités avaient depuis longtemps gagné tous les cœurs, a été salué avec joie chez nous. Au milieu des vicissitudes des temps présents, il est consolant de constater que le trône reste non seulement le symbole du lien qui unit les nations britanniques, mais le rempart de nos

institutions démocratiques et de nos libertés constitutionnelles. Daigne le ciel guider toujours les actions de notre nouveau souverain et lui accorder, ainsi qu'à notre très gracieuse souveraine, un règne long, heureux et des plus prospères.

Le redressement économique, en notre province, s'effectue graduellement, mais sûrement. Grâce aux qualités de notre population, grâce aux initiatives du ministère, grâce aussi aux mesures que vous avez approuvées à la dernière session, l'avenir s'annonce meilleur.

Sans doute, de savoir que la politique et la législation sont orientées vers la protection du capital humain, que l'agriculture et la colonisation occupent, dans les préoccupations administratives, le rang qui leur appartient, que les ressources naturelles serviront la collectivité, que l'on s'emploie à faire à notre jeunesse la place qui lui revient dans la mise en valeur de notre patrimoine, jeunes et vieux de chez nous ont repris confiance. Cette foi en des lendemains féconds, le gouvernement veut travailler à l'affermir davantage avec votre précieuse collaboration.

Déjà vous avez voulu, par des lois, assurer l'honnêteté des élections, améliorer le sort des travailleurs, rendre plus efficace la loi des retraites pour la vieillesse, procurer aux agriculteurs et à ceux qui désirent le devenir les fonds dont ils peuvent manquer, venir en aide à la petite propriété, faire disparaître la duperie des obligations industrielles mal garanties; de son côté, le ministère, tout en veillant à l'exécution de ces lois, a pris les moyens de faire payer des salaires raisonnables aux ouvriers, de réprimer les abus de certains concessionnaires, particulièrement de compagnies distributrices d'électricité. Au cours de la session qui s'ouvre, vous serez appelés à continuer le travail de réforme que vous avez commencé l'automne dernier.

Des mesures importantes vous seront soumises en vue d'aider à la restauration de l'agriculture et au progrès de la colonisation.

Le gouvernement n'oublie pas que, chez nous, la colonisation est intimement liée à l'agriculture. Aussi, recherche-t-il l'expansion agricole en poursuivant d'après un plan d'ensemble la séparation du domaine arable du domaine forestier, de telle sorte que défricheurs et exploitants de la forêt soient entièrement libres sur leurs terres respectives et puissent en tirer tout le rendement qu'ils ont droit d'en attendre.

Pendant les vacances, deux comités d'études ont été formés: l'un pour indiquer les moyens de sauvegarder la petite propriété dans les centres

urbains, l'autre pour faire toute suggestion propre à améliorer la loi actuelle sur les contrats collectifs; de plus, il s'est tenu à Québec un congrès forestier dont les délibérations ne manqueront pas d'avoir les meilleurs résultats, surtout si elles reçoivent l'adhésion très utile des autres provinces de la Confédération, dont les représentants seront convoqués à cette fin dans le plus court délai possible. Le gouvernement se propose d'accueillir favorablement les recommandations de ces comités et de la conférence projetée.

L'avenir de l'industrie minière du Québec est des plus brillants. Les progrès qu'elle a accomplis et les avantages dont elle peut bénéficier depuis quelques mois permettent de fonder sur elle de grandes espérances.

Mais il ne faudrait pas que la spéculation vienne tout gâcher. C'est pourquoi on vous demandera d'approuver une loi destinée à mieux prévenir les fraudes dans le commerce des titres miniers et à protéger l'épargne contre les menées des exploitants.

Suivant l'autorisation que vous lui avez donnée à la dernière session, le ministère fait procéder, par des techniciens compétents et impartiaux, à l'inventaire de notre patrimoine national, inventaire nécessaire pour bien connaître la valeur de nos ressources et de nos moyens d'action, indispensable aussi pour offrir à toute initiative les éléments de sécurité propres à assurer le succès. Les techniciens ont commencé leur travail par nos ressources hydroélectriques.

Le gouvernement n'a accordé aucun permis autorisant l'aménagement de chutes d'eau; il a amené certaines compagnies à vendre l'électricité à des taux plus bas, mais il n'entend pas s'arrêter là dans la voie des réformes qui s'imposent. Les abus dans la distribution de l'électricité doivent cesser partout où ils existent, et le ministère est bien déterminé à les combattre avec énergie, par tous les moyens à sa disposition, mais avec toute la prudence dont les administrateurs de la chose publique ne doivent jamais se départir. Dès cette session, il vous soumettra toute la législation actuellement possible en vue de remédier aux abus des compagnies d'électricité.

Entre autres choses, il vous proposera d'accorder, de façon efficace et juste, à toute municipalité de notre province, le droit de municipaliser le service de l'électricité dans son territoire.

De plus, il vous demandera de créer un organisme possédant le pouvoir d'installer certaines

centrales électriques, qui devront rester la propriété de la province et dont l'exploitation, indépendante des compagnies d'électricité et des clientèles politiques, devra s'effectuer dans l'intérêt général.

Le gouvernement désire appliquer les meilleures méthodes de venir en aide aux mères et aux orphelins nécessiteux, et il vous soumettra une législation à ce sujet.

Nos lois ont besoin, en général, d'être coordonnées et leurs textes manquent de la clarté et de la précision nécessaires. Vous serez invités à en autoriser la refonte.

La constitutionnalité des lois qui déterminent l'organisation de quelques-uns de nos tribunaux a été révoquée en doute. Ces tribunaux ne peuvent rester ainsi sous la menace continue de poursuites en invalidation de leurs décisions.

Une réorganisation s'impose. Un projet de loi sera présenté en vue de raffermir l'autorité de ces tribunaux et de mettre leur compétence à l'abri de toute atteinte.

Le gouvernement désire aider dans la mesure du possible au maintien du crédit municipal, qui est à la base du crédit de la province. Il vous invitera à étudier un projet de conversion volontaire des dettes municipales.

Vous serez appelés à légiférer sur la voirie, dont il importe de diriger les activités de façon à en faire profiter toute la province, sur le chômage, auquel vos ministres s'efforcent de remédier avec l'intention bien arrêtée d'y mettre fin le plus tôt possible, sur plusieurs autres problèmes, particulièrement la protection des classes travailleuses, la santé publique, l'éducation et les pêcheries.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les *Comptes publics* de l'an dernier vous seront distribués. Tout indique que les résultats de l'exercice courant seront plus satisfaisants. Le gouvernement travaille à rétablir l'équilibre entre les revenus et les dépenses, en pratiquant l'économie et en activant la rentrée des contributions. L'étude du rajustement de notre système d'impôts est devenue nécessaire, et vous saurez y donner toute votre attention.

Le gouvernement considère qu'il est de l'intérêt général de continuer et poursuivre l'enquête commencée au comité des comptes publics.

Le budget des dépenses prévues pour le prochain exercice vous sera soumis, et je vous demanderai de l'approuver.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Les questions dont vous serez saisis sont aussi importantes que nombreuses, et j'aime à croire que vos délibérations seront inspirées par l'amour de la justice et le souci du bien public. Je demande à Dieu de bénir vos travaux, pour qu'ils contribuent au bonheur et à la prospérité de notre province.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que la prise en considération du discours du trône ait lieu à la prochaine séance.

Adopté.

Formation des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que les comités permanents suivants soient institués, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et, que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

Composition d'un comité spécial

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-

Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation, et je propose que les honorables MM. Duplessis, Auger, Fisher, MM. Bastien, Béïque, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Pouliot (Missisquoi), Laflleur et Tardif forment ledit comité spécial.

Adopté.

Adresse au roi George VI

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Depuis la dernière réunion de ce Parlement, il s'est passé un événement de grande importance en Angleterre. Le discours du trône fait d'ailleurs allusion à l'avènement de notre nouveau et gracieux souverain George VI.

Cet événement a particulièrement remué l'opinion dans l'Empire britannique, surtout dans la province de Québec. Mais, grâce au talent et au doigté merveilleux du premier ministre, le très honorable Stanley Baldwin, la crise constitutionnelle d'alors s'est réglée.

J'estime que c'est le devoir de la Législature de présenter au nouveau roi et à la famille royale non seulement nos hommages et nos souhaits, mais aussi l'expression de notre vive admiration et profonde estime. En conséquence, j'ai l'honneur de proposer, avec l'appui de l'honorable chef de l'opposition, s'il le veut, la modeste résolution suivante: Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté le roi George VI dans les termes suivants:

À SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ
LE ROI GEORGE VI

TRÈS GRACIEUX SOUVERAIN,

Nous, les membres
de l'Assemblée législative de Québec, réunis en Parlement, sommes heureux de profiter des premiers moments de notre session annuelle pour saluer avec joie votre accession au trône.

En notre nom comme au nom de ceux que nous représentons, nous Vous prions de recevoir l'assurance de notre fidélité à la couronne britannique et l'hommage de notre respectueux attachement à Votre personne ainsi qu'à celles de Notre gracieuse Souveraine et de Leurs Altesses royales les

princesses Élizabeth et Margaret-Rose. Nulle part, que Votre Majesté veuille le croire, la loyauté de vos nombreux sujets ne restera plus sincère et plus parfaite que dans notre province de Québec.

La confiance que Votre Majesté a su mériter par son noble caractère et ses excellentes qualités, l'affection que le charme exquis de la reine et des princesses royales inspire à tous, sont sans doute le gage d'un règne heureux.

Nous formons des vœux pour Votre bonheur et celui de Votre auguste famille, et nous demandons à Dieu, "de qui vient tout pouvoir et procède toute sagesse", que votre avènement marque une ère de paix et de prospérité, pour la gloire de notre cher pays comme de la couronne britannique.

Il est ordonné qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative a voté l'adresse ci-dessus et lui demander d'y donner son adhésion.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois qu'il est important de signaler les sentiments du peuple de notre province, et d'assurer la fidélité de notre province à nos nouveaux souverains, et je seconde avec plaisir la motion dont le premier ministre vient de donner lecture.

Adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Paquette (Labelle)**, secrétaire de la province, transmet à M. l'Orateur les deux messages suivants de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Rapport de l'Imprimeur du Roi

M. l'Orateur lit le premier message comme suit:

É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés

à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, ce 24 février 1937
(Document de la session no 4)

Nominations au service civil

M. l'Orateur lit le second message comme suit:

É.-L. Patenaude, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, ce 24 février 1937
(Document de la session no 5)

Dépôt de documents:

Députés élus aux élections générales du 17 août 1936

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre le document suivant:

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Liste indiquant le nom des personnes qui, aux élections générales tenues conformément aux brefs émis le 10 juillet 1936, ont été déclarées élues députés à l'Assemblée législative de la province de Québec, ainsi que le nom des personnes à qui lesdits brefs avaient été adressés. (Document de la session no 3)

Travaux de l'Assemblée

M. l'Orateur: J'invite les membres du comité des onze à se réunir demain matin à 11 heures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
10 heures.

M. l'Orateur: Très bien, réunion à 10 heures demain matin du comité des onze.

La séance est levée à 4 h 20.

NOTES

1. À l'entrée des ministres, M. Drouin jette à peine un coup d'œil sur ses anciens collègues. Le 22 février 1937, à la suite d'une divergence d'opinions sur la question de l'électricité, ce dernier avait dû donner sa démission comme ministre des Terres et Forêts. De même, un groupe de députés dissidents n'applaudissent pas: MM. Hamel, Grégoire, Chaloult et Rochefort.

2. C'est M. Auger qui, à la suite de la démission de M. Drouin, appuie les motions du premier ministre.

Séance du jeudi 25 février 1937

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 15¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Au début de cette session, dit-il, je dois demander au public qui occupe les galeries, pendant les séances, de s'asseoir, car il ne peut rester debout. Je serai obligé de faire évacuer les galeries par tous ceux qui seront debout. Le nombre de cartes distribuées pour l'admission dans les galeries correspond bien au nombre de sièges². Je demanderais aussi aux hommes dans les galeries de se décoiffer dès qu'il entrent dans les galeries et de rester décoiffés durant tout le temps des séances. Ils doivent aussi éviter de faire du tapage. Le public ne doit pas non plus se porter à des manifestations extérieures, comme les cris et les applaudissements; il n'a pas le droit de manifester son approbation ou sa réprobation d'aucune façon envers l'un ou l'autre des membres de cette Chambre. Les règlements de la Chambre sont formels à ce sujet et c'est, je crois, dans l'intérêt de tout le monde qu'ils soient respectés. J'espère, en terminant, que ces simples remarques suffiront et que je n'aurai pas à prendre de mesures plus sévères que celles-ci, pour faire respecter les règlements.

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bouchard);
- de la ville LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Carignan);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Carignan);
- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ducharme);
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lafleur);
- de la Commission des écoles catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de faire certains emprunts (M. Lafleur);

- de The Sherbrooke Railway & Power Co., demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Marier);

- de la Chambre de commerce de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à faire certains paiements (M. Marier);

- des syndics de la paroisse de Sainte-Philomène de Rosemont, demandant l'adoption d'une loi leur accordant certains pouvoirs (M. Thibeault).

Rapports du comité spécial:**Composition
des comités permanents****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a choisi, comme devant faire partie des divers comités permanents, les membres dont les noms suivent:

Comité permanent des règlements: Les honorables MM. Coonan, Gagnon, Layton, MM. Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Langlais, Larochelle, Larouche, Marcoux, Marier, Roy.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication: Les honorables MM. Duplessis, Bourque, Dussault, Paquette, MM. Auger (Gatineau), Barrette (Joliette), Bastien, Bégin, Bêïque, Bélanger, Bellemare, Bercovitch, Bouthillier, Bulloch, Carignan, Castonguay, Choquette, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Ducharme, Duguay, Fleury, Gagné, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Larivière, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Messier, Paradis, Pouliot (Missisquoi), Rochefort, Rousseau, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Tardif, Thibeault, Turcotte.

Comité permanent des privilèges et élections: Les honorables MM. Coonan, Gagnon, Leduc,

MM. Barré, Barrette (Terrebonne), Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bertrand (Saint-Sauveur), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Ducharme, Duguay, Dumaine, Jolicoeur, Lesage, Marier, Monette, Pouliot (Gaspé-Sud), Robinson, Tellier, Trudel.

Comité permanent des bills privés en général:
Les honorables MM. Duplessis, Auger, Bilodeau, Bourque, Coonan, Dussault, Élie, Fisher, Gagnon, Layton, Leduc, Paquette, Tremblay, MM. Auger (Gatineau), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Beaudry, Bégin, Béïque, Bélanger, Bellemare, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bertrand (Saint-Sauveur), Boiteau, Bouchard, Bouthillier, Boyer, Bulloch, Carignan, Caron, Casgrain, Castonguay, Chaloult, Choquette, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Dumaine, Fleury, Gagné, Goudreau, Grégoire, Hamel, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Marier, Messier, Monette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rochefort, Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Turcotte, Vachon.

Comité permanent du Code municipal: Les honorables MM. Bilodeau, Dussault, Élie, Fisher, Leduc, MM. Auger (Gatineau), Barré, Bastien, Beaudry, Béïque, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bouchard, Bouthillier, Carignan, Caron, Casgrain, Castonguay, Choquette, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Dumaine, Fleury, Gaspé, Goudreau, Grégoire, Labbé, Lamoureux, Larivière, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Marier, Messier, Paradis, Raynault, Sherman, Taché, Tardif, Turcotte, Vachon.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: Les honorables MM. Duplessis, Auger, Bourque, Dussault, Élie, Fisher, Paquette, MM. Auger (Gatineau), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Beaudry, Bégin, Bellemare, Boiteau, Bouchard, Bouthillier, Boyer, Caron, Casgrain, Castonguay, Chaloult, Choquette, Dansereau, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Dumaine, Fleury, Goudreau, Grégoire, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Messier, Monette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Raynault, Robinson, Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Tardif, Tellier, Trudel, Turcotte, Vachon.

Comité permanent des comptes publics: Les honorables MM. Duplessis, Bourque, Fisher, Layton, Paquette, Tremblay, MM. Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Béïque, Bélanger, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Boyer, Caron, Casgrain, Connors, Delagrave, Drouin, Duguay, Dumaine, Hamel, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lorrain, Marier, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault.

Comité permanent des bills publics en général:
Les honorables MM. Duplessis, Auger, Bilodeau, Coonan, Fisher, Gagnon, Paquette, MM. Barrette (Terrebonne), Bastien, Béïque, Bélanger, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Boyer, Bulloch, Carignan, Casgrain, Delagrave, Drouin, Ducharme, Duguay, Dumaine, Jolicoeur, Lafleur, Langlais, Leclerc, Marier, Monette, Paradis, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Roy, Taché, Tellier, Trudel.

Comité permanent des industries et du commerce: Les honorables MM. Auger, Bilodeau, Coonan, Élie, Layton, Tremblay, MM. Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Beaudry, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bouchard, Bulloch, Carignan, Castonguay, Connors, Dansereau, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Gagné, Grégoire, Hamel, Labbé, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larochelle, Lawn, Lorrain, Marcoux, Messier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Rochefort, Rousseau, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Thibeault, Turcotte.

Le rapport est adopté.

Dépôt de documents:

Rapport du ministre des Travaux publics

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Travaux publics, pour l'année finissant le 30 juin 1936. (Document de la session no 6)

Rapport du ministère de la Colonisation

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport

succinct des activités du ministère de la Colonisation, pour l'année finissant le 30 juin 1936. (Document de la session no 7)

Questions de privilège:

Sécurité et ordre au parlement

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Avant de passer à l'ordre du jour, je désirerais faire une observation concernant les privilèges des députés. J'ai entendu avec plaisir les remarques que vous avez faites, M. l'Orateur, au sujet de l'observance des règlements de la Chambre. Je suis heureux de voir que l'on veut revenir au décorum. Il nous faut du décorum. *L'Action catholique* disait ce matin: Le gouvernement a décidé d'être plus sévère sur la question du décorum qu'on doit observer à la Chambre basse. Je remarque que ces règlements concernant l'ordre qui doit régner dans un parlement ne sont pas nouveaux pour la plupart, mais plusieurs avaient été relégués aux oubliettes par le passé. Il s'était même produit des abus déplorables.

Au cours de la dernière session, on a eu à se plaindre des nombreuses manifestations dans les galeries et à l'entrée et à la sortie des Chambres. Je suis heureux de constater que le gouvernement a décidé de sortir des oubliettes, où il les avait relégués, ces règlements essentiels de la Chambre.

Je salue avec plaisir la décision qui a été prise en faveur de l'observance d'un décorum plus digne. Cependant, je tiens à dire que ce n'est pas l'ancien gouvernement qui avait relégué ces règlements aux oubliettes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas d'objection à ce que le chef de l'opposition parlementaire parle sur cette question, mais quand il parle des règlements, il devrait au moins s'y conformer. S'il est si chatouilleux sur les règlements, qu'il commence donc par les observer lui-même! Il n'a pas le droit de faire un discours; parler comme il le fait est contraire aux règlements.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): En réponse au premier ministre, je dois dire que je me suis levé sur une question de privilège. S'il veut me laisser continuer, au lieu de m'interrompre, il verra que c'est des privilèges des députés et du peuple que je parle, et je veux continuer mon discours. Si le premier ministre veut m'entendre, il constatera que

c'est bien une question de privilège. Je remarque en effet que personne ne sera plus admis sur le parquet de la Chambre à partir de midi, quand il y aura séance dans l'après-midi.

C'est, je suppose, l'Orateur de la Chambre qui a dicté ce nouveau règlement, après avoir complètement ignoré les règlements de la Chambre pendant la dernière session. C'est, cette fois, vouloir aller trop loin dans l'excès contraire. Je ne connais pas de règlement qui empêche un député d'amener quelqu'un à son siège en dehors des séances de la Chambre, de midi à l'heure d'ouverture de la séance. Les députés n'ont pas de bureaux pour recevoir leurs électeurs. L'article 82 des règlements de la Chambre ne stipule pas autre chose que d'empêcher le public de se présenter sur le parquet de la Chambre au cours d'une séance du Parlement. Il est admis qu'entre-temps, cependant, un député peut recevoir à son bureau un électeur ou un visiteur.

Vous empêcherez même cela! Nous ne sommes pas organisés comme à Ottawa, où les députés disposent de chambres particulières pour leurs réceptions ou leurs visites simples. Il convient d'être sévère, mais c'est trop de restriction que de prohiber entièrement l'entrée du peuple au palais législatif. Je me rappelle que le chef du gouvernement actuel se plaignait autrefois que l'ancienne administration mettait trop d'entraves à l'entrée des spectateurs. Pourtant, il parlait de remplacer l'état de choses de ce temps: le nouveau gouvernement avait déclamé souvent en arrivant au pouvoir: "Voici la maison du peuple."

La maison du peuple ne l'est plus depuis qu'il a été élu. On en est rendu à fermer les portes à clef, on met des barrières près du trône, on sème toutes sortes d'embarras pour empêcher le peuple d'avoir accès au Parlement. Les lois les plus élémentaires pour la sécurité ne sont pas observées.

Cette question n'est pas seulement une question de privilège. C'est aussi une question de sécurité. Au point de vue de la sécurité publique, je signale un autre danger dans l'application trop étroite de ces nouveaux règlements. Hier, on a fermé à clé presque toutes les portes du palais législatif, au cours des cérémonies qui se déroulaient à l'intérieur. S'il y avait eu panique à ce moment, comment seraient sortis les députés et le public invité à l'ouverture de la session?

Si on veut prévenir des désordres, je n'ai aucune objection; qu'on mette des gardes à chacune des portes, mais qu'on laisse ces dernières non fermées à clé. Je comprends que nous passons par des temps dangereux. Il faut prévenir les hécatombes

et ne pas seulement penser à se protéger contre le public. Mais je vois que le gouvernement s'est aperçu que le public est en ébullition et qu'il n'est pas aussi tranquille qu'il y a cinq ans ou 10 ans.

M. Lamoureux (Iberville): Oh! Oh!
(Rires)

Des députés protestent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je comprends que l'on prenne des mesures pour éviter des manifestations, pour maintenir l'ordre, mais on n'a pas le droit d'exagérer au point de barrer toutes les portes et de fermer l'entrée du parquet à nos électeurs. Que l'on fasse respecter les règlements, mais que l'on ne soit pas plus sévère que les règlements.

M. Lesage (Abitibi): Je propose que l'on achète des masques à gaz pour les députés.
(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous en aurez peut-être besoin avant longtemps, des masques à gaz.

Une voix à droite: On va les faire venir d'Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les remarques du chef de l'opposition ne peuvent qu'attirer le sourire de ceux qui sont au courant de ce qui se passait au temps de l'ancien gouvernement. J'ai dit et je répète que ce parlement est la maison du peuple, mais dans certains cas, on reconnaîtra que c'est de notre devoir d'empêcher des hécatombes, comme dit le chef de l'opposition. Hier, c'était un cas particulier. Nous avons lancé des invitations aux personnages officiels de cette province. Il fallait prendre des mesures pour les recevoir, car il faut que Québec reste la province la plus absolument polie. Il était donc nécessaire de faciliter l'accès de la Chambre à ces invités.

Le gouvernement n'a eu connaissance qu'aucune porte n'ait été fermée à clé. Mais il est évident que, pour des événements comme celui d'hier, il faut prendre certaines mesures spéciales. Quand il s'agit d'un événement unique, il faut prendre des mesures uniques! Nous avons donné ordre d'ouvrir toutes les portes qui étaient fermées, mais quand de grandes circonstances l'exigent, nous devons prendre des mesures différentes des jours ordinaires. Depuis

que je suis devenu premier ministre, toutes les portes qui étaient fermées ont été ouvertes.

(Applaudissements)

Le chef de l'opposition dit que les députés ne peuvent plus recevoir leurs électeurs. Nous n'empêchons pas cela. Mais je rappellerai que du temps que j'étais chef de l'opposition, je disposais de peu d'espace pour recevoir les gens, et que mes députés occupaient une chambre où ne pouvaient pas tenir deux personnes et que celle des députés de l'opposition était à peine plus grande. J'ai fait changer cela quand je suis devenu premier ministre. Nous avons donné au chef de l'opposition un appartement plus grand et commode que celui que j'avais, un vaste bureau avec antichambre, et nous donnons aux députés des endroits où travailler.

Nous devons cependant tenir compte de la situation actuelle. Ce n'est pas nous qui avons construit le parlement. Aujourd'hui, nous devons prendre des précautions contre le feu et pour assurer le confort aux spectateurs.

Nous voulons le confort du peuple dans la maison du peuple, et c'est l'assurer que de prendre des mesures de protection au cours d'une journée comme hier. On parle de portes fermées à clé...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne fais pas ça pour faire de la politique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas eu de portes fermées. L'ancien gouvernement fermait les portes à clé le jour, mais il les ouvrait la nuit pour sortir des documents. Je répète que les portes que l'ancien régime avait fait fermer, parce qu'il ne voulait pas admettre le peuple ici, nous les avons fait ouvrir.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste contre ce discours que le premier ministre prononce pour les journaux. Il sait fort bien que ce qu'il dit est faux. La province ne peut pas être gouvernée par le mensonge. Le chef du gouvernement sait parfaitement que la plupart des portes ont été fermées à clé, hier. Il essaie de détourner la discussion.

Clameurs à droite: Oh! Oh!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande aux députés d'écouter le chef de l'opposition avec patience. Il faut être indulgent! Quand on sait dans quelle situation il est...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Parlons-en! Ma situation est bien meilleure que la vôtre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je note les paroles du chef de l'opposition. Je constate que le chef de l'opposition a une haute idée de sa personne. Je félicite le chef de l'opposition de sa modestie. S'il n'en était pas ainsi, il n'y aurait personne pour penser à lui. Hier, il y a eu urgence, à cause de circonstances spéciales pour la cérémonie d'ouverture; et pour protéger le public et les invités, nous avons dû fermer les portes à clé.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tiens, tiens, il l'admet...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais nous allons ouvrir les portes et les coffres pour y découvrir les abus et les turpitudes commis par les partisans de mon honorable ami quand ils étaient au pouvoir.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur: Vu que l'Orateur est personnellement concerné dans les remarques qui ont été échangées entre le premier ministre et le chef de l'opposition, et que je n'ai pas voulu interrompre, je tiens à dire que j'ai pris moi-même la responsabilité de faire certaines modifications. C'est l'Orateur qui a ordonné que les citoyens ne soient pas admis sur le parquet de la Chambre, de midi à 3 heures et dans l'intervalle qui sépare la séance de l'après-midi de la séance du soir.

Sans vouloir insinuer quoi que ce soit contre personne, je dis qu'il y a eu des abus dans le passé, et j'ai pris sur moi de faire des modifications aux règlements et de faire fermer l'Assemblée législative à partir de midi.

Je crois que j'étais justifié d'agir ainsi. Un article des règlements dit que l'Orateur est responsable du maintien de l'ordre, même en dehors des séances de la Chambre. Il n'y a pas un parlement au monde où l'on tolère les abus qui se sont commis. Je ne crois pas, par ailleurs, qu'il existe un seul Parlement où l'on tolère l'accès du public au parquet.

Je crois que les membres de cette Chambre coopéreront avec l'Orateur pour l'aider à faire observer les directives qu'il donne, pour l'intérêt général de tous les députés et pour la dignité et le décorum qui s'imposent dans les délibérations de cette Chambre. Nous pouvons admettre le public dans les galeries, mais il faut réserver le parquet pour les membres de la Chambre.

Adresse en réponse au discours du trône

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri) propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Bulloch), que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. l'Orateur, c'est, je crois, la première fois que la division Montréal-Saint-Henri a l'honneur, par l'entremise de son représentant à la Législature de Québec, de proposer une adresse en réponse au discours du trône lu par le lieutenant-gouverneur.

J'étais, M. l'Orateur, quelque peu perplexe lorsque j'ai appris que j'aurais à remplir cette dure tâche, mais, après avoir écouté attentivement et relu non moins attentivement le discours prononcé par Son Excellence le lieutenant-gouverneur, mes craintes se sont dissipées parce que la législation préconisée dans ce discours est tellement à point et correspond tellement bien à ce que la population attend de ses gouvernants que le tout pourrait facilement se passer de commentaires.

Permettez-moi, M. l'Orateur, de compter sur votre indulgence et sur celle des honorables membres de cette Chambre. Il se peut que quelquefois je n'emploie pas toujours les termes absolument parlementaires, mais soyez assuré qu'ils ne seront pas dictés par une mauvaise foi, mais bien au contraire par un manque d'expérience tout à fait normal.

N'ayant jamais ambitionné les honneurs politiques ou sociaux, n'ayant jamais aspiré et n'aspirant à aucun portefeuille, vous pouvez être assuré, M. l'Orateur, que les quelques remarques que je pourrai faire ne seront pas dictées par l'amertume, ni la déception, ni la mauvaise foi, ni même par l'intérêt personnel, mais au contraire, elles seront dictées par un seul motif: l'intérêt du peuple.

Vous me permettez, M. l'Orateur, de faire un peu machine arrière, et de passer rapidement en revue les principaux actes du gouvernement de

l'Union nationale, dont je suis orgueilleux d'être un humble membre. Vous comprenez ma prédilection pour les questions qui touchent de près la classe ouvrière de cette province. Il est une classe de la société qui me touche tout particulièrement au cœur, c'est la classe des sans-travail. Il me fait plaisir de constater que, depuis quelques mois à peine au pouvoir, le gouvernement actuel a réussi à améliorer énormément la situation des sans-travail de Québec.

Vous avez par exemple la loi de pension de vieillesse passée à la vapeur par l'ancien gouvernement à la veille des élections du 17 août dernier, qui, grâce au dévouement incessant du ministre du Travail, porte aujourd'hui des fruits remarquables.

Nous avons eu également des travaux pour venir en aide aux sans-travail de cette province, travaux qui ont réussi à soulager énormément la misère qui existait dans les centres urbains surtout.

Nous avons eu aussi quantité d'autres lois d'intérêt général qui sont en vigueur depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel: crédit agricole, loi permettant l'inventaire de notre patrimoine national, loi assurant l'honnêteté des élections, etc.

Et voilà le travail effectué par un gouvernement depuis quelques mois au pouvoir, alors que nos prédécesseurs, qui détenaient les rênes de ce pouvoir depuis quatre décades, avaient négligé et laissé toutes les choses à l'abandon.

Il est une double raison, M. l'Orateur, qui me rende fier de proposer cette adresse, c'est que j'ai constaté avec plaisir que le discours du trône comportait une législation adéquate aux besoins de la population québécoise.

Ce n'est un secret pour personne, les journaux de la province de Québec se sont plu à le citer en maintes et maintes occasions; certains adversaires politiques ont cru faire de l'esprit en le répétant, savoir: que votre humble serviteur est un député chômeur.

Mais, si celui qui vous parle présentement a eu à subir les effets désastreux d'une mauvaise administration, il a su étudier les causes du malheur qui frappait la grande majorité ouvrière de cette province.

Je suis heureux de constater que le discours du trône comporte des projets de législation relativement à la question de l'électricité.

Permettez-moi de me faire le porte-parole des ouvriers de cette province et de dire que ce que le peuple attend, c'est d'abord du pain sur la table. La question de l'électricité est une question importante,

mais je crois qu'elle ne devrait pas passer avant la solution du problème du chômage dans la province.

Et ainsi, je tiens à féliciter publiquement et au nom de tous ceux qui en ont bénéficié, et ils sont légions, le premier ministre de la province ainsi que son collègue non moins dévoué, le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), pour le travail incessant et le résultat merveilleux obtenu dans le règlement partiel du chômage.

Un autre item du discours du trône, j'en suis convaincu, qui sèmera la joie dans tous les cœurs bien nés, c'est l'allocation aux mères et aux orphelins nécessiteux. Encore là, M. l'Orateur, vous avez une question sociale qui aurait dû être réglée depuis nombre d'années, mais qui, comme tout le reste d'ailleurs, a été négligée par nos prédécesseurs.

Malgré la quantité des améliorations qui se sont produites dans cette province depuis l'avènement de l'Union nationale, nous avons été en mesure de constater avec quel doigté et quelle prudence l'honorable premier ministre et ses collègues du cabinet ont administré la chose publique dans cette province.

Il est un vieux dicton que personne ne peut faire mentir, qui dit que la vertu ou le bon sens existe dans le juste milieu. Je crois qu'à vouloir résoudre les problèmes sociaux et économiques qui intéressent la population de cette province, d'une manière irréfléchie et peut-être même inconsciente, on risquerait de faire crouler l'échafaudage économique que des gens sérieux et bien pensants, tels que l'honorable premier ministre et ses collègues, sont en train de construire.

Je ne voudrais pas, M. l'Orateur, terminer ces quelques remarques sans remercier l'honorable premier ministre et ses collègues du présent gouvernement pour le geste magnifique qu'ils ont bien voulu poser, en déclarant dans le discours du trône qu'ils s'occuperont d'une manière toute spéciale de la question des jeunes de chez nous.

Vous comprenez parfaitement, M. l'Orateur, la satisfaction naturelle que je ressens lorsqu'il s'agit de sauver toute une jeunesse, alors que celui qui vous parle présentement croit les représenter d'une manière autorisée, puisque j'ai l'insigne honneur d'être le plus jeune membre de la Législature.

(Applaudissements à droite)

M. Bulloch (Westmount): M. l'Orateur, je remercie l'honorable premier ministre de l'honneur qu'il m'a fait en m'invitant à seconder l'adresse en réponse au discours du trône.

Je tiens à exprimer ma satisfaction, dit-il, de voir dans le discours du trône un hommage de la province de Québec au nouveau roi, Sa Majesté George VI.

Il est aussi intéressant d'observer que non seulement la reprise économique progresse dans notre province, mais il est encore plus intéressant de constater une augmentation marquée de l'intérêt que prennent les électeurs pour la politique provinciale. J'ai eu le plaisir, il y a de cela environ une semaine, d'avoir comme invité le premier ministre de cette province à un banquet organisé par les électeurs de mon comté. Sept cents personnes étaient présentes, représentant les intérêts industriels et commerciaux de la ville de Montréal. Elles ont eu l'opportunité de rencontrer le premier ministre et d'échanger leurs vues avec les siennes.

Il me semble que, si les intérêts qui participent à la vie de notre province pouvaient se rencontrer plus souvent dans des circonstances semblables, il en résulterait une plus grande coopération entre le gouvernement et les intérêts commerciaux, ce qui est tout à fait désirable et même nécessaire pour l'avancement de notre province. Je suis heureux de faire remarquer que le discours du premier ministre en cette circonstance a inspiré confiance et a donné l'assurance que le commerce honnête n'a rien à craindre de l'intervention du gouvernement.

Il est intéressant de constater que les lois passées à la dernière session ont été effectives. Je ne parle pas de la nouvelle loi électorale, qui n'a pas encore eu l'occasion d'être appliquée, mais j'ai confiance que lors de l'élection du comté de Beauce, on aura l'opportunité de constater que la nouvelle loi opère à l'avantage du voteur honnête.

Je voudrais aussi dire quelques mots à propos de la loi des pensions de vieillesse. Des milliers de vieillards de la province ont été heureux de recevoir une pension, pour les mettre à l'abri des tracasseries financières. Dans plusieurs foyers, par le passé, plusieurs de nos personnes âgées envisageaient l'avenir avec découragement et inquiétude. Si notre gouvernement n'a fait qu'illuminer l'existence de nos citoyens arrivés au crépuscule de leur vie, qui se retrouvent sans amis, sans ressources et sans espoir, il aura atteint un objectif dont bien peu de gouvernements peuvent se vanter.

J'ai confiance que le département en charge de ce programme règlera les cas encore en suspens pour que, dans un avenir rapproché, tous les candidats admissibles reçoivent leur pension.

Ces dernières années, nous avons été témoins du travail accompli dans le domaine de la

colonisation en cette province. Ces efforts sont notables, mais, jusqu'à ce que le gouvernement actuel entre en fonction, les résultats des plans de colonisation n'ont pas répondu aux attentes. J'ai confiance que la nouvelle législation que l'on déposera sera tout à fait originale et offrira aux citoyens une chance de quitter les cités, les villes, ainsi que l'inactivité. J'ai confiance qu'il est de l'intention de ce gouvernement de fournir des terres propres à la colonisation et que les infrastructures requises seront renouvelées ou construites pour que le colon, où qu'il soit établi, ne soit jamais isolé ou séparé des plus vieilles régions de notre province.

Lorsque nous observons la situation en cette province, nous nous rendons compte que l'avenir est beaucoup plus prometteur qu'auparavant. La prospérité économique de notre province dépend fondamentalement du développement de notre agriculture, de notre industrie et de nos mines. Il est du devoir du gouvernement de cette province non seulement de protéger nos richesses naturelles pour la génération actuelle, mais de développer ces ressources de telle sorte que les jeunes gens de cette province participent activement dans les développements futurs, ce qui leur permettra de bâtir une patrie plutôt que de chercher de meilleurs emplois et opportunités ailleurs.

Ainsi, je suis heureux d'apprendre que des techniciens qualifiés fourniront au gouvernement un inventaire indiquant la valeur de nos ressources naturelles. Je suis confiant que le gouvernement gèrera ce patrimoine providentiel de façon à attirer le capital et à fournir des emplois adéquatement protégés, pour que les droits de chacun soient sauvegardés.

Le discours du trône offre un intérêt particulier quant à la question hydroélectrique. J'aurais pu garder le silence sur ce point, mais ce n'est pas mon intention de le faire. Bien que la question prête à discussion, elle est trop importante pour qu'on l'omette. Je ne présente aucun argument pour ou contre les compagnies d'électricité. Mais je ne puis m'empêcher de constater que plusieurs de ces compagnies établies dans notre province ont non seulement fourni la lumière et l'énergie électrique pour les besoins de la communauté, mais qu'elles ont attiré dans notre province de nombreuses industries qui auraient pu s'en aller ailleurs.

On parle souvent d'abus, dans le discours du trône, et je suis sûr que si les abus existent chez nos compagnies d'électricité de la province, on apportera, lorsqu'il s'agira d'étudier la question, un esprit de coopération, de façon que les droits de tous soient sauvegardés lorsqu'il s'agira de remédier à ces abus.

Parmi ces droits dont je viens de parler, il en est qui représentent de nombreux actionnaires. Je lisais avec un vif intérêt, l'autre jour, les remarques du président d'une de nos grandes compagnies d'électricité que je voudrais vous citer: Ce sera, disait-il, la politique de l'avenir de n'épargner aucun effort pour coopérer de toute façon possible à la croissance économique de la province de Québec. C'est une politique naturelle et logique, puisque le contrôle de cette compagnie est entre les mains de ses 12,000 actionnaires de la province de Québec.

Vous constaterez que cette compagnie n'est pas la propriété d'un seul individu, mais la propriété de 12,000 citoyens de la province de Québec qui sont vitalement intéressés et dont on risquerait de léser gravement les intérêts, si on en venait à une législation trop radicale. Quant à la loi sur la municipalisation des services électriques et à la commission que le gouvernement a l'intention de former pour le développement d'usines hydroélectriques, me sera-t-il permis de suggérer, avant d'entreprendre de tels travaux, qu'on fasse une enquête dans les entreprises étatisées, de sorte que la province ne se lancera pas dans des entreprises qui plus tard pourraient s'avérer déficitaires et charger d'autant le contribuable. Je suis certain, toutefois, que le bon jugement, dont le chef du gouvernement fait preuve, servira également dans les matières de cette sorte et qu'aucune entreprise ne sera tentée sinon sur une base de saine expérience économique.

Bien que le retour à la prospérité se fasse sentir partout, il est encore certaines classes qui méritent une attention toute spéciale. Je veux parler ici des mères nécessiteuses et des orphelins. Je serais heureux de supporter dans toute la mesure de mes capacités toute législation qui permettra à ces classes d'obtenir plus facilement le nécessaire, et qui facilitera l'éducation des jeunes enfants qui, par suite de circonstances incontrôlables, n'ont pas cette part de bonheur qu'ils sont en droit d'attendre de la vie.

Je remarque que nos lois seront révisées suivant la garantie que nous donne le discours du trône à ce sujet. Je suis d'avis que plusieurs procès inutiles auraient souvent été évités si la rédaction de nos lois avait été plus claire et plus précise. C'est un pas de plus dans la bonne administration de la chose judiciaire, et il ne fait aucun doute que cet article du discours du trône sera accueilli favorablement par la profession légale et par tous ceux qui recherchaient la simplicité dans les formules légales.

J'espère qu'en réorganisant ainsi le domaine judiciaire, le gouvernement n'oubliera pas de s'intéresser au projet visant à l'installation de

tribunaux qui verront à s'occuper exclusivement des lois de la circulation et des infractions à ces lois dans les grands centres. Tous ceux qui connaissent bien les problèmes de la circulation sont d'avis depuis longtemps qu'un tribunal spécial devrait avoir pour mission de régler les causes se rapportant aux accidents de la rue et autres.

Les travaux de chômage autorisés par le gouvernement, au cours de la dernière session, ont contribué à aider un nombre considérable de sans-travail qui auraient été sans rien faire si le gouvernement n'avait pas appliqué cette politique. Je remarque avec joie que ces travaux seront continués activement, surtout à l'époque de la belle saison, et qu'ils aideront encore des milliers de citoyens. Par cette politique, non seulement le gouvernement aidera les miséreux, mais encore il améliorera notre réseau routier qui nous vaut chaque année la visite de milliers de touristes à l'heure où le mouvement touristique constitue une excellente source de revenus pour le commerce et l'industrie.

Passons maintenant à un autre sujet. Les payeurs de taxes, qui ont trop longtemps souffert de leur fardeau, n'ont pas été oubliés dans le discours du trône. Le gouvernement leur promet qu'il étudiera un projet de réajustement des taxes, et son geste sera fort apprécié des citoyens qui se sont efforcés de remplir honnêtement et consciencieusement leurs obligations à l'époque de la dépression, et qui maintenant estiment que leur cas doit être sérieusement considéré. Si le gouvernement peut administrer ses affaires de manière à diminuer pour les contribuables le fardeau des taxes, il ranimera la confiance au milieu des classes populaires et il favorisera grandement le retour à la prospérité.

Tout comme le cours du Saint-Laurent, sillonné par des frêters qui se dirigent vers toutes les parties du globe, distribue ici et là les produits de nos fermes, de nos industries et de nos richesses naturelles, ainsi le cours de la législation que présentera le gouvernement servira à porter le message de nos bonnes volontés au milieu de tous les éléments qui composent la population heureuse de la province de Québec.

Mon dernier mot sera pour dire que je suis heureux du rajustement du système fiscal que nous a annoncé l'honorable premier ministre.

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de seconder la motion qui vient d'être présentée.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Bertrand), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

Littérature communiste au parlement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je désire attirer l'attention des autorités du bureau de poste du parlement provincial sur le fait que de la littérature communiste ne doit pas être distribuée par leur entremise. J'ai déjà défini l'attitude du gouvernement sur le communisme, et je donne un dernier avertissement au maître de poste du parlement, nommé par l'ancien régime, et à ses employés. S'ils n'en tiennent pas compte, nous prendrons les moyens de nous débarrasser des communistes et de ceux qui font leur jeu au parlement.

(Applaudissements du côté ministériel)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne veux pas prendre la défense des communistes, que je réprouve, mais il y a des règlements postaux qui défendent d'ouvrir les lettres et les paquets qui portent une adresse. M. le premier ministre serait injuste de destituer les employés du bureau de poste, si on se sert de la poste pour distribuer de la littérature. La poste est un service fédéral et c'est le gouvernement d'Ottawa qui est responsable. Les employés du gouvernement, comme les autres, doivent se soumettre à la loi.

Si les employés des postes reçoivent des journaux communistes, portant une adresse, c'est leur devoir de les distribuer. Ils n'ont pas le droit, sous peine du pénitencier, de supprimer des matières postales.

Le procureur général ferait mieux de porter ses doléances à Ottawa et, là-dessus, je suis prêt à le seconder. Il est injuste de faire les employés juges des matières postales. Ils n'ont pas le droit d'ouvrir une lettre ou un colis pour savoir ce qu'il contient.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'attitude de l'honorable chef de l'opposition me surprend. Il croit qu'il n'y a aucune autorité pour faire respecter nos traditions canadiennes-françaises. Les employés du bureau de poste du parlement sont sous l'autorité du gouvernement de Québec. S'il n'y a pas moyen d'empêcher l'illégalité, il faudra légaliser l'empêchement.

Je répète que nous ne tolérerons pas la distribution de littérature communiste par le bureau de poste du parlement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais le gouvernement n'a pas le droit de les forcer à faire des illégalités.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le chef de l'opposition pense que c'est illégal d'empêcher le mal, nous allons légaliser l'empêchement du mal. Les postes au parlement ont reçu des journaux communistes sous forme de circulaires et ne portant aucune adresse. Il est inconcevable que des employés des postes n'aient pas pensé à voir ce que contenaient ces circulaires. La littérature communiste ne doit pas entrer ici. Les employés n'ont pas le droit d'ouvrir les lettres, mais l'autorité provinciale peut certainement empêcher, dans le parlement, la distribution de circulaires communistes.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): En toute justice pour les employés du bureau de poste, que je n'ai pas mission de défendre, je désire porter à la connaissance du gouvernement mon cas personnel. J'ai reçu un journal communiste, *Clarté*, dans l'état où je le montre. C'est tel qu'il est là que je l'ai reçu. Il est soigneusement enveloppé et adressé à mon nom, Bertrand, Charles-Auguste. Comme il est enroulé, il est impossible aux employés de savoir de quel journal il s'agit, à moins de faire partir l'enveloppe, ce qui leur est défendu par la loi. Sans vouloir me dire favorable à cette littérature infecte, que j'ai envoyée tout de suite au plancher, et sans être chargé de défendre les employés, je tiens à faire ces remarques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il y a une différence entre un journal enveloppé comme celui du député de Laurier et un autre sans adresse³, comme celui dont je parlais tantôt. Je note avec plaisir les déclarations du député de Laurier contre le communisme, et je souhaite qu'il contribuera, en collaborant avec le gouvernement, en envoyant le journal au département du procureur général au lieu de jeter le journal sur le plancher, et à placer ceux qui le répandent là où ils doivent être placés.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Je serais heureux de répondre à cette invitation et de collaborer avec le gouvernement pour combattre le communisme.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, appuyé par le représentant de Montréal-

Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. À un caucus de l'Union nationale tenu ce matin, M. René Chaloult, député de Kamouraska, n'ayant pas été invité, a été expulsé.

2. C'est par centaines que les gens se présentent maintenant au parlement pour assister aux séances.

3. Selon *La Tribune* du 26 février 1937, à la page 7, il montre alors un document.

Séance du mardi 2 mars 1937

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Il (l'Orateur) réitère au public qu'il fera évacuer les galeries si le bruit ne cesse pas.

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- du Crédit Foncier Franco-Canadien, demandant l'adoption d'une loi validant l'acte de dation en paiement par la Chambre de commerce du district de Montréal (M. Boyer);
- de l'Association des vétérans policiers de Montréal, demandant l'adoption d'une loi abrogeant et modifiant certains articles de la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal (M. Boyer);
- de l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boiteau);
- de la Commission des écoles catholiques romaines de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à faire certains emprunts (M. Delagrave);
- de la ville de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant un règlement (M. Larouche);
- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Leduc, Soulanges);
- des Frères des écoles chrétiennes de Québec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Marcoux);
- des Frères des écoles chrétiennes de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Marcoux);
- de Order Sons of Italy in Quebec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Monette);
- de la communauté des sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant l'île de Saint-Bernard et modifiant la charte de la ville de Châteauguay (M. Monette);

- de dame Alice Amyot et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Georges-Élie Amyot (M. Monette);

- du brigadier général Charles Allan Smart et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sur le nom de "Quebec Goldfields Transport Company" (M. Barrette, Terrebonne).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (l'honorable M. Bouchard);
- de la ville LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Carignan);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Carignan);
- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Ducharme);
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Lafleur);
- de la Commission des écoles catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de faire certains emprunts (M. Lafleur);
- de The Sherbrooke Railway & Power Co., demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Marier);
- de la Chambre de commerce de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à faire certains paiements (M. Marier);
- des syndics de la paroisse de Sainte-Philomène de Rosemont, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs (M. Thibeault).

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Duplessis pour son président et M. Boyer, pour son vice-président, et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à huit membres.

Adopté.

M. Pouliot (Missisquoi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Pouliot (Missisquoi) pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Bégin pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à quinze membres.

Adopté.

M. Carignan (Jacques-Cartier): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Carignan pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Duguay pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Marier pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. Tardif (Frontenac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Tardif pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. Taché (Hull): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Taché pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à quinze membres.

Adopté.

M. Gagné (Arthabaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries et du commerce. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Gagné pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Conseil législatif

Le 25 février 1937

Résolu: Que l'adresse de l'Assemblée législative à Sa Très Excellente Majesté le roi George VI, à l'occasion de son accession au trône, reçoive l'assentiment de cette Chambre, et que le blanc laissé dans cette adresse soit rempli en y insérant les mots "le Conseil législatif et".

Il est ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative l'informant que cette Chambre a donné son assentiment à ladite adresse.

Il est ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Conseil législatif

Le 25 février 1937

Résolu: Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, comme suit:

À Son Honneur
l'honorable Ésiöff-Léon Patenaude,
lieutenant-gouverneur de la province
de Québec,

Nous, fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Conseil législatif..... de la province de Québec, réunis en législature provinciale, avons résolu de présenter une adresse à Sa Gracieuse

Majesté le roi, pour lui faire part de nos félicitations à l'occasion de son accession au trône.

Nous sollicitons le privilège de prier Votre Honneur de vouloir bien transmettre ladite adresse à Son Excellence le très honorable baron Tweedsmuir d'Elsfield, gouverneur général du Canada, priant Son Excellence de faire parvenir cette adresse à Sa Gracieuse Majesté le roi.

Il est ordonné qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative l'informant que cette Chambre a voté ladite adresse destinée à l'honorable lieutenant-gouverneur et qu'elle demande l'agrément de l'Assemblée législative.

Il est ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Accession au trône de George VI

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que cette Chambre adopte l'adresse du Conseil législatif à l'honorable lieutenant-gouverneur, après y avoir rempli le blanc qui s'y trouve par les mots "et l'Assemblée législative".

Adopté.

Il est ordonné qu'un message soit adressé au Conseil législatif pour l'informer de l'adoption de la résolution ci-dessus.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

Le 25 février 1937

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité composé des honorables MM. Bryson, Chapais, Choquette, Daniel, Kelly, Nicol, Raymond et Simard pour aider l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement en tant que les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour agir au nom de ce Conseil comme membres du comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer ladite Bibliothèque.

Il est ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative, qu'elle lui soit transmise par le greffier du Conseil législatif, et que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Comité permanent mixte de la Bibliothèque de la Législature

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que les honorables MM. Fisher, Gagnon, Paquette, Leduc et Élie, MM. Barré, Bélanger, Bertrand (Montréal-Laurier), Boyer, Casgrain, Dumaine, Monette, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Roy et Taché soient nommés membres du comité de la Bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature.

Adopté.

Il est ordonné qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message lui communiquant la résolution ci-dessus et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Comité permanent mixte des impressions législatives

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Auger et Coonan; MM. Auger (Gatineau), Bastien, Bertrand (Saint-Sauveur), Bulloch, Delagrave, Labelle, Lafleur et Vachon représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Composition des comités permanents

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que le nom de M. Tellier soit ajouté à la liste des membres du comité permanent du Code municipal, celui de M. Larivière à la liste des membres du comité permanent de l'industrie et du commerce, et celui de

M. Larochelle à la liste des membres du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Adopté.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 25 février, sur la motion proposée le même jour, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)¹:
(Applaudissements à gauche) Avant d'entrer dans la discussion proprement dite du programme que le gouvernement nous annonce dans le discours du trône, pour la présente session, me serait-il permis de faire certaines remarques sur la situation générale de la politique provinciale depuis le changement de ministère? Il est certain que le peuple de la province de Québec attendait avec une certaine anxiété ce que notre nouvelle administration se proposait d'accomplir pour mettre en pratique les principes que les candidats de l'Union nationale ont défendus au cours des dernières élections.

Six mois se sont écoulés depuis, et la situation économique et sociale de notre province ne s'est guère améliorée. Ce ne sont certes pas les lois qui ont été adoptées au cours de la session d'urgence qui auraient pu rendre cette situation meilleure, et j'en donnerai les raisons au cours des remarques que je me propose de faire.

Je crois qu'il n'est pas hors de propos de noter dès maintenant le changement de physionomie de la Chambre des députés. Au cours de la dernière session, qui s'est terminée il y a quelque trois mois, j'avais le plaisir de voir aux côtés du chef du gouvernement celui qu'il appelait complaisamment

son bras droit, l'honorable député de Québec-Est (M. Drouin). Depuis plusieurs semaines, la rumeur nous avait appris qu'il y avait des dissensions profondes entre le premier ministre et le ministre des Terres et Forêts (M. Drouin). Ces rumeurs sont devenues tellement importantes que les journaux s'en sont emparés et les ont fait connaître au grand public.

Le gouvernement a d'abord nié l'existence de ces prétendus dissentiments, mais, un beau matin, on apprenait officiellement que le ministre des Terres et Forêts avait donné sa démission, et que cette démission avait été acceptée par son chef. C'est ce qui fait que le premier ministre a changé de bras droit et que le député de Québec-Est, s'acheminant vers les froides régions de l'opposition, qu'il pourrait, soit dit en passant, peut-être rendre chaudes, est séparé de son ancien alter ego de quelques banquettes, où siègent des ministres de la couronne qui ont su rester *personas gratas* auprès du premier ministre.

Nous avons lu dans les journaux la correspondance ou, du moins, une partie de la correspondance qui s'est échangée entre le chef du gouvernement et son ancien premier lieutenant. De cette correspondance, nous avons pu conclure que, quand le chef de l'opposition accusait le premier ministre, au cours de la session d'urgence, de s'être écarté de son programme, le chef de l'opposition n'avait pas complètement tort, puisque c'est sur une question de principe que le député de Québec-Est (M. Drouin) a cessé de faire partie du gouvernement.

Le député de Québec-Est est d'opinion que parce qu'un homme est devenu ministre, il n'a pas le droit d'oublier les promesses d'importance majeure qu'il a faites à ses électeurs, pour s'assurer de la majorité de leurs votes. Ce sentiment est un sentiment noble qui lui fait honneur et qui le rend digne d'éloges, même de la part de ceux qui ne partagent pas ses opinions politiques.

Je connais bien celui qui m'a remplacé au ministère des Terres et Forêts. Je me flatte d'être un de ses amis; pendant longtemps, nous avons même été des compagnons d'armes. Nous poursuivions et nous poursuivons encore tous les deux un même idéal: servir le peuple en le protégeant contre les abus des forts et des puissants, quels qu'ils soient.

Un député ministériel: Pendant 40 ans.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Durant 40 ans, toujours. Nous nous sommes séparés sur des questions de tactique ou sur des divergences dans le choix des moyens à adopter pour atteindre notre but

commun. Ceux qui liront attentivement la déclaration de l'ancien ministre des Terres et Forêts (M. Drouin) verront que, sur la question de l'électricité, nos idées sont restées passablement semblables. Aussi, lorsque j'accuse le gouvernement de n'avoir pas exécuté les réformes promises au moment où il luttait pour prendre le pouvoir, je ne puis pas être loin de la vérité.

Si le député de Québec-Est était un homme fortuné, le geste qu'il a fait, en laissant une position comportant des avantages matériels aussi importants que ceux que comporte l'occupation d'un poste de ministre, serait déjà beau. Mais ceux qui connaissent bien le député de Québec-Est (M. Drouin) savent qu'il est loin d'être un homme fortuné, et c'est ce qui fait que ce geste est non seulement beau, mais admirable. C'est pourquoi, non seulement comme ami personnel, mais comme chef de l'opposition libérale, je lui offre mes félicitations les plus sincères.

M. Tardif (Frontenac): Vous allez l'avoir.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) suggère que d'autres députés suivent l'exemple désintéressé des siens.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Oh! Très bien, et nous sommes tous des imbéciles, de ce côté-ci.

(Rires à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Au cours des remarques que je faisais sur l'adresse en réponse au discours du trône de la session précédente, j'accusais le premier ministre d'avoir négligé de convoquer les députés de l'Union nationale en caucus, pour prendre leur opinion sur la législation qui devait être apportée par le gouvernement, à la session d'urgence.

Je rappelais à cette Chambre que nos anciens premiers ministres avaient été blâmés d'agir en autocrates et de ne jamais consulter les députés sur la législation projetée; je disais que cette accusation de celui qui était alors chef de l'opposition était fausse, car je n'ai pas connu de session au cours de laquelle les chefs du Parti libéral n'avaient pas consulté les députés ministériels sur les lois importantes, et j'ajoutais que le nouveau chef du gouvernement se conduit précisément comme il accusait ses prédécesseurs de se conduire.

Évidemment, mes remarques ont eu un bon effet, car la rumeur et les journaux nous ont appris que le chef du gouvernement avait, dès jeudi de la

semaine dernière, convoqué un caucus de certains députés de l'Union nationale. Je dis de certains députés car, si tous avaient été élus comme tels, tous ne furent pas appelés, à l'inverse de la sentence biblique bien connue qui veut qu'il y ait toujours beaucoup plus d'appelés que d'élus.

Cette rumeur, qui s'est confirmée par la suite, voulait que cinq des députés nationaux, parmi les plus marquants d'entre eux, et certainement ceux qui contribuèrent le plus à la victoire du nouveau gouvernement, n'eussent pas été invités à ce caucus par les whips de leur parti qui, évidemment, avaient reçu des instructions du chef suprême. Cet incident prête à des réflexions qu'il n'est pas hors de propos de faire dans les circonstances présentes. Cet incident nous montre clairement là où veut se cacher l'autocratie et le despotisme.

Il semble que les règles les plus élémentaires de la démocratie veulent que, tant et aussi longtemps que les membres d'un corps quelconque n'ont pas été priés de donner leur démission ou invités à se retirer par la majorité de leurs collègues, ils aient le droit d'assister aux délibérations de ce corps. Si le Parti national désirait expulser cinq de ses membres pour cause, ces membres auraient dû être convoqués, au moins pour leur permettre de proposer leur défense, s'ils jugeaient à propos de le faire.

Évidemment, le chef de l'Union nationale n'est pas assujéti aux lois auxquelles il voulait soumettre ses adversaires autrefois et, se fiant sur la force numérique de son parti, il a exclu, sans aucune formalité, cinq des hommes qui l'ont le plus aidé à prendre le pouvoir.

Un député ministériel: C'est vous qui le dites.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Que n'aurait-il pas dit si un des anciens premiers ministres libéraux avait agi comme il l'a fait en cette circonstance? Évidemment, les temps sont changés au Parlement.

Un député ministériel: Le gouvernement aussi.

(Rires à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai siégé ici depuis bientôt 25 ans. J'appartenais au Parti libéral, ce parti que l'ancien chef de l'opposition accusait d'avoir été récemment dirigé par un despote et un autocrate. Ceux qui connaissent notre histoire politique dans ses menus détails savent qu'au cours

de ma carrière j'ai souvent différé d'opinion avec mon chef et que j'ai même, sur des questions politiques de la plus haute importance, fait des discours diamétralement opposés aux vues de mes chefs.

M. Béique (Chambly): C'était pour un portefeuille.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Jamais je n'ai été exclu des caucus du Parti libéral et jamais même les whips n'ont oublié de m'inviter à y être présent. Je dis ceci pour signaler la différence qu'il y a sous ce rapport entre la conduite de ceux que le premier ministre actuel accusait d'être des tyrans, et celle qu'il tient lui-même à l'égard des hommes auxquels il doit la position qu'il occupe dans le moment.

Au début de la dernière session, je disais que le gouvernement siégeait sur un volcan qui devait tôt ou tard faire éruption. Mon affirmation a été accueillie avec des sourires, mais trois mois à peine de pouvoir se sont chargés d'établir que je n'avais pas tort. Le gouvernement compte un ministre de moins qui s'en est allé, parce qu'il était d'opinion que le gouvernement n'adoptait pas une législation conforme au programme électoral de l'Union nationale dans ses articles les plus importants. Cinq des députés partisans de l'Union nationale sont chassés du parti ministériel par un ukase venu de haut lieu. La physionomie de la Chambre est donc loin d'être celle qui existait lors de la convocation de la session d'urgence.

Pourquoi ce changement s'est-il opéré, et en si peu de temps? C'est que le gouvernement, par son manque de sincérité, a perdu la confiance de ses principaux lieutenants comme il a perdu, dans le peuple, la confiance de la grande majorité de ceux qui avaient changé d'allégeance politique, parce qu'ils croyaient que l'heure était arrivée, dans la province de Québec, de faire disparaître les abus supposés ou réels qui étaient condamnés par les adversaires des anciens gouvernements.

Ce changement d'opinions est-il motivé? C'est cette question à laquelle je veux répondre affirmativement dans les quelques remarques que je ferai. Je prouverai la vérité de cette proposition en faisant une revue rapide des erreurs inexcusables et des fautes condamnables de la nouvelle administration depuis son accession au pouvoir, et en commentant les principaux articles du programme que nous annonce le discours du trône.

Une des accusations qui ont le plus impressionné l'électorat de notre jeunesse canadienne-française, et qui était cependant la moins fondée, a été que l'ancien gouvernement avait sacrifié les droits et les intérêts des Canadiens français, au profit des Canadiens anglais. Une des promesses les plus alléchantes que le chef du gouvernement et ses lieutenants aient faites dans les comtés à majorité canadienne-française, c'a été de redonner aux nôtres toute la considération et la prépondérance auxquelles notre élément racique avait droit.

J'ai déjà signalé que nos adversaires, dans le but de se faire du capital politique, faisaient un crime au Parti libéral de toujours confier le ministère du Trésor à un député de langue anglaise, et on se promettait bien, si l'Union nationale venait au pouvoir, de confier cet important portefeuille à un Canadien français, pour prouver qu'un des nôtres pouvait administrer ce département tout aussi bien qu'un titulaire de langue anglaise. Le premier ministre a cependant continué la tradition de nommer un député anglais comme chef de ce ministère, et il a par là prouvé que ce ne devait pas être un grand crime pour les libéraux d'avoir respecté cette tradition de bonne entente. Nous avions un ministre sans portefeuille de langue anglaise dans le cabinet; le nouveau premier ministre en a nommé deux. Pourquoi donc nous avoir accusés, dans les milieux canadiens-français, d'avoir donné trop de prépondérance à l'élément anglais?

Le premier ministre devait aussi encourager nos financiers canadiens-français, dont l'ancien gouvernement, prétendait-il avec véhémence, sacrifiait les intérêts au profit des argentiers anglais. Quand il a eu à financer son emprunt secret de \$51,000,000, ce n'est pas à un Canadien français qu'il s'est adressé, mais à M. Pittfield, un Anglais de la rue Saint-Jacques.

Je ne veux pas rappeler ici la campagne odieuse que l'on a faite contre le Parti libéral, pour soulever les préjugés de race et de langue. Tout le monde se rappelle que nos adversaires sont allés tellement loin qu'ils ont dû supprimer de leur circulaire principale plusieurs paragraphes, qui étaient tellement violents et anti-anglais que leur maintien dans cette circulaire officielle aurait pu faire perdre des milliers et des milliers de votes au parti de l'Union nationale, dans les Cantons-de-l'Est. Je ne dirai pas que le chef du gouvernement a oublié les discours qu'il faisait sur ce point, au cours des élections. Il se les rappelle, bien que sa conduite soit diamétralement opposée à ce qu'il disait alors. S'il voulait nier, je pourrais lui répondre qu'il continue,

lorsqu'il est dans les centres français, à soulever les préjugés de race contre les Anglais et que, dans les milieux anglais, il flagorne, comme il l'a toujours fait, l'élément anglo-protestant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Ce n'est pas mon habitude de soulever des points d'ordre, mais je crois devoir le faire pour protester contre cette déclaration du chef de l'opposition parlementaire, à l'effet que j'aurais soulevé et que je soulève encore des préjugés de race. Je défie le chef de l'opposition, ou qui que ce soit, de trouver dans tous mes discours, avant, pendant ou après les élections, un seul mot d'appel aux préjugés de race.

Jamais, au cours de la dernière campagne électorale, ni dans les assemblées publiques, ni dans mes discours à la radio, jamais dans ma carrière politique, je n'ai soulevé le cri de race. J'ai déjà eu l'occasion de le déclarer à la radio: tant que je serai premier ministre, jamais je n'élèverai le cri de race, jamais je n'aurai recours aux préjugés, et j'y suis pour longtemps, n'en déplaie au chef de l'opposition et à ceux qui...

(Applaudissements et ovation dans les galeries)

M. l'Orateur: Il n'est pas permis au public de manifester de quelque manière que ce soit. Autrement, dit-il, je me verrai dans l'obligation de faire évacuer les galeries.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit et je répète que tant que je serai premier ministre, ni de près ni de loin, je ne ferai appel aux préjugés de race. Nous avons trop besoin de l'entente entre les minorités dans notre province; nous avons trop de frères éloignés, qui sont en minorité, aux États-Unis et ailleurs, pour que nous allions faire une campagne aussi odieuse et néfaste que celle dont parle le chef de l'opposition.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cette déclaration du premier ministre aurait dû être faite au cours de la réplique, car ce n'était pas un point d'ordre, c'est tout simplement une déclaration qu'il fait à cette Chambre. C'est tout simplement une déclaration qu'il devrait faire lorsqu'il me répondra. Mais j'affirme et je maintiens ce que je dis, et je vais le prouver au cours de mes remarques. L'honorable premier ministre ignore-t-il qu'on a distribué une circulaire dans laquelle on soulevait le cri de race?

(Il prend alors dans sa main un écrit qui faisait partie de la littérature électorale de l'Union nationale)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas être désagréable à mon honorable ami, non seulement je répète, mais je déclare que jamais, directement ou indirectement, je n'ai fait appel aux préjugés de race, non seulement depuis que je suis premier ministre, mais dans toute ma carrière politique.

(Applaudissements à droite)

L'écrit que tient l'honorable chef d'opposition dans ses mains a été préparé par des amis de l'ancien régime et, dès que j'en ai pris connaissance, je l'ai condamné, et j'ai donné instruction de le faire disparaître. Dès que j'ai été informé de sa diffusion, je l'ai répudié.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'honorable premier ministre ne peut dire que ce sont uniquement des amis de l'ancien régime. Je persiste à nier cette affirmation du premier ministre.

M. l'Orateur: Il y a un règlement qui décrète que tout député doit accepter les déclarations formelles faites par un membre de cette Chambre, sur les questions qui le concernent personnellement, et je maintiens le point d'ordre soulevé par le premier ministre. Le Règlement de la Chambre est très précis à ce sujet.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Parlant sur le point d'ordre, je soumets qu'on ne peut enlever à un député le droit de faire une remarque qui s'applique non seulement à un autre collègue, mais à tous ses adversaires. Il ne s'agit pas ici d'une attaque personnelle, mais d'une attaque contre nos adversaires.

M. l'Orateur: Le Règlement est formel sur ce point.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je me soumets, j'entends bien respecter les règlements de la Chambre, mais j'espère qu'ils seront appliqués avec la même sévérité pour tout le monde. Je n'ai pas d'objection à accepter les déclarations de l'honorable premier ministre, mais je vais continuer mes remarques, et on va voir qui a raison. Je dis que le premier ministre prétend ne pas avoir soulevé des préjugés de race. C'est ce qu'il prétend ici et, quand il va dans les milieux anglais, il flagorne...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Laissons-le faire! Car il est fort à plaindre!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On verra qui sera le plus à plaindre après mon discours!

Je commence par rappeler l'incident de la maison Simpson...

Un député ministériel: Pas Mme Simpson²?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) parlait alors dans le sous-sol de l'église Saint-Alphonse-d'Youville, aux électeurs du comté de Laval qui offraient un banquet au ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc). Je n'ai pas besoin de dire que les convives n'étaient pas de la même race que ceux qui assistaient au banquet du député de Westmount (M. Bulloch). L'endroit et l'auditoire étaient propices pour soulever des applaudissements en attaquant les propriétaires d'une maison anglaise, et il faut dire que le premier ministre n'a pas voulu manquer son effet. Je répète ses mots textuellement, tels qu'ils ont été rapportés par *Le Devoir*:

"Je dis à la maison Simpson de Montréal que les jours de l'exploitation des employés ont cessé; ils sont finis! Il y a une loi qui oblige les employeurs à payer certains salaires. Que fait la maison Simpson? Je parle de la maison Simpson de Montréal, angle Sainte-Catherine et Metcalfe. Lorsque ses employés sont arrivés à la période où le salaire augmente, elle flanque ses employés dehors et ceux-ci doivent recommencer. Mais ça va finir, et je vous en donne ma parole!"

(Applaudissements à droite)

Pour bien impressionner ses auditeurs canadiens-français, le premier ministre, dans l'espace d'une courte minute, répète trois fois le nom de la maison Simpson: "Je dis à la maison Simpson de Montréal... Que fait la maison Simpson? Je parle de la maison Simpson de Montréal, angle Sainte-Catherine et Metcalfe."

Or, la maison Simpson a répondu au premier ministre. Qu'a-t-elle répondu, la maison Simpson, de Montréal, angle Sainte-Catherine et Metcalfe? Elle a nié carrément l'affirmation du premier ministre par une lettre de son gérant, qui a été publiée dans les journaux du 12 février.

Dans cette lettre, elle a demandé au premier ministre d'apporter une rétractation à sa déclaration et de la corriger, en justice, pour cette maison. Depuis, le premier ministre s'est tu sur cette question, et nous n'avons pas appris qu'il avait institué une

action pour prouver qu'il était justifiable de porter des accusations aussi graves à une institution dans laquelle travaillent un bon nombre de Canadiens français.

Je ne suis pas chargé de défendre la maison Simpson avec laquelle je n'ai jamais eu de relations d'affaires, mais je rappelle cet incident pour signaler à nos amis les Anglais comme ils sont des poires, ceux d'entre eux qui gobent notre premier ministre sur ses sentiments de bonne entente.

Écoutons maintenant notre premier ministre parlant à l'auditoire "select" et aux convives du "high life" de Montréal, en habits à queue de morue, qui assistaient au banquet de l'honorable député de Westmount (M. Bulloch).

Le premier ministre ne parle plus aux "Canayens" du comté de Laval. Il a devant lui l'élite du comté le plus anglais de la province de Québec. Il n'attaquera pas la maison Simpson, mais il ne manquera pas de faire sa cour aux "Britishers to the core".

Comment s'y prendra-t-il pour étaler son amour, son admiration pour les qualités supérieures des fils d'Albion? Il le fera en admettant implicitement, mais bien clairement, l'infériorité des nôtres sous le rapport des connaissances administratives.

Pour ne pas être accusé de mal interpréter les paroles du chef du gouvernement, je les cite telles qu'elles sont rapportées textuellement dans *Le Devoir*, dans son numéro du 16 février dernier:

"Nous ferons venir, dit-il, des experts d'Angleterre et de France, de préférence d'Angleterre, pour étudier et nous aider à réviser notre système de taxation au complet sur une base de justice et d'efficacité."

N'est-ce pas avouer, clair comme la lumière du soleil, que nous n'avons pas de Canadiens français qui peuvent, aussi bien que des Anglais des îles britanniques, aviser notre gouvernement sur les problèmes de fiscalité? Que diront nos experts qui ont fait des études spéciales sur cette matière?

Que diront nos professeurs d'université de cette déclaration de celui qui devait ouvrir des horizons nouveaux à notre élite canadienne-française? Parce que le chef du gouvernement n'a pas fait d'études spéciales de cette question, pense-t-il qu'il n'y a personne chez les 2,500,000 Canadiens français qui ait étudié le problème de l'imposition des taxes?

Le premier ministre n'ignore pas que nous avons chez les nôtres de belles intelligences servies par des études profondes qui peuvent, aussi bien

qu'un étranger de quelque race que ce soit et peut-être mieux, en raison de leurs connaissances parfaites de la situation locale, aviser le gouvernement qui confesse son incompétence sur les questions de fiscalité.

Mais le premier ministre était devant un auditoire anglais, et il a voulu plaire à cet auditoire, se souciant fort peu du certificat d'incompétence qu'il décernait à nos techniciens canadiens-français.

Tel est l'accroissement de considération que le nouveau régime a pour notre élite canadienne-française. Passons à d'autres questions.

Un des principaux articles du programme électoral du nouveau gouvernement énoncé à la Baie-du-Febvre, dans le comté de Yamaska, le 12 juillet dernier, était l'adoption d'une loi assurant des élections honnêtes, loi qui devait contenir des dispositions pour forcer à rendre publics les noms des souscripteurs à la caisse électorale.

De manière à ce qu'on ne dise pas que je représente mal les promesses qui ont été faites ce jour-là à l'électorat par le premier ministre actuel, je cite du texte officiel qui a été reproduit par la *Gazette* du 13 juillet:

"Programme de l'Union nationale pour les prochaines élections provinciales, tel que présenté cet après-midi par Maurice Duplessis, K.C., à Baie-du-Febvre, comté de Yamaska.

"1. Une loi des élections honnête incluant une disposition qui prévoit que tous les partis politiques doivent faire connaître la liste complète des souscripteurs à leur caisse électorale."

Le député de Trois-Rivières nous promettait donc une loi nous garantissant des élections honnêtes, qui forcerait les souscripteurs réels des fonds de graissage "slush fund" à la caisse électorale à publier leurs noms, de manière à ce que le public puisse connaître leur identité.

Le gouvernement a, il est vrai, fait adopter une nouvelle loi électorale. Cette loi nous assure-t-elle des élections parfaitement honnêtes comme on nous l'avait promis?

Il est permis d'en douter, puisque le premier ministre a commencé par omettre de remplir sa promesse, au sujet de la publication d'une liste intégrale des noms des souscripteurs à la caisse électorale.

Pour se disculper d'avoir manqué sur ce point à sa parole donnée, il a expliqué que, dès que les élections furent terminées, il s'est rendu compte qu'il ne pouvait pas trouver de formule qui assurerait l'exécution d'une loi forçant ceux qui souscrivent aux élections de faire connaître leur nom et leur adresse.

Peut-être est-ce le député de la Beauce au fédéral, M. Édouard Lacroix, qui a fait comprendre au premier ministre les risques qu'il avait pris en faisant une promesse aussi aventureuse. En effet, M. Lacroix, qui est très curieux, voulait connaître la provenance des \$150,000 ou \$185,000 de fonds électoraux qui, d'après des informations qu'il avait reçues de gens dignes de foi, auraient été souscrits dans les mains du gardien de la caisse électorale du parti aujourd'hui au pouvoir, par les grands intérêts hydroélectriques de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je regrette d'être obligé de soulever de nouveau une question d'ordre. Nous n'avons pas le temps de nier tout ce qui se dit dans les assemblées politiques. Mais, puisque j'en ai l'occasion aujourd'hui, je nie de la façon la plus catégorique, et je défie qui que ce soit, y compris le chef de l'opposition, d'attaquer mon intégrité personnelle. Et, si le chef de l'opposition a du courage, qu'il essaie de m'enlever un seul cheveu sur la tête et de prouver que je n'ai jamais reçu pareil argent. En ce qui concerne la déclaration qu'il vient de faire, j'affirme que je n'ai jamais reçu ni \$150,000, ni \$50,000, ni \$15,000, ni \$1,500. S'il fallait poursuivre devant les tribunaux tous ceux qui portent des accusations de ce genre, nous perdriions notre temps.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre n'avait pas besoin de soulever de point d'ordre, car je ne l'ai jamais accusé d'avoir reçu personnellement \$150,000 du trust de l'électricité. Cette déclaration du premier ministre n'était pas nécessaire. Je ne dis pas, je n'ai pas dit qu'il a reçu personnellement de l'argent.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):

Vous l'avez insinué.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce que M. Lacroix a dit, c'est que la caisse électorale du premier ministre a reçu \$150,000 du trust de l'électricité, et que le premier ministre ne l'a jamais nié. Je n'ai porté aucune accusation contre l'honorable premier ministre. Quand je voudrai en porter, je procéderai suivant les règlements de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'est également faux.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai porté aucune accusation contre l'honorable premier ministre. Quand je voudrai en porter, je procéderai suivant les règlements de la Chambre. Je n'ai rien contre l'intégrité personnelle du premier ministre, mais je tiens à signaler que la déclaration du député de Beauce n'a jamais été contredite. Si une loi rétroactive avait été passée à l'effet d'obliger les partis politiques à donner les noms de leurs souscripteurs, je crois que le gouvernement aurait été joliment embarrassé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dites-vous ça pour le député de Québec-Est (M. Drouin)?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il est regrettable que le chef du gouvernement n'ait pas réussi à trouver une formule pour forcer, sous peine d'amende et de prison, le souscripteur aux fonds électoraux de faire connaître son nom et son adresse. S'il avait donné un effet rétroactif à cette loi, lui qui est si friand de rétroactivité, cela nous expliquerait peut-être une des grandes causes des dissensions qui se sont produites depuis les élections entre le chef du gouvernement et les partisans de la lutte à mort contre les trusts électriques, le ministre des Terres et Forêts (M. Drouin), le député de Québec-Centre (M. Hamel) et leurs amis.

Tous les honorables députés de cette Chambre admettront que le premier ministre n'a pas dû se casser la tête pendant de très longues heures à rechercher la formule qu'il dit avoir été dans l'impossibilité de trouver. Ce qu'il a trouvé facilement à l'époque des élections, c'est le bon effet qu'aurait une promesse de cette nature sur un électorat disposé à croire en la sincérité de politiciens se réclamant, au nom des grands principes, de la morale et de la vertu intégrale, d'un ordre nouveau qui devait faire disparaître de la politique tous ses aspects disgracieux. Il était facile de s'attirer des votes de notre population honnête en disant: "Si nous sommes élus, nous forcerons les souscripteurs de la caisse électorale à faire connaître leurs noms véritables, sous peine de prison."

L'élection terminée, l'utilité des fonds secrets d'élection reconnue, le danger de signaler la provenance véritable de ces fonds secrets non moins reconnue, la certitude de tarir la source de ces fonds secrets en adoptant une loi forçant la publication des noms des donateurs intéressés, il est certain qu'il devait être très difficile pour le premier ministre de trouver une formule qui aurait réglé le cas et qui

aurait pu être, par exemple, tout simplement: "Toute personne souscrivant directement ou indirectement à l'élection d'un candidat ou d'un groupe quelconque de candidats sans publier dans un délai de sept jours, dans la *Gazette officielle*, le montant qu'elle a souscrit et la provenance réelle des fonds souscrits, est passible d'un emprisonnement d'au moins un an et de pas plus de cinq ans."

Cette formule était peut-être radicale, mais il me semble que c'était à quelque chose de cette nature que s'attendaient les électeurs de la province qui ont entendu les discours enflammés du premier ministre actuel.

Quoi qu'il en soit, le premier ministre a dû se torturer fortement les méninges pour trouver la formule adéquate; il la cherche encore, de même que le député de la Beauce au fédéral, M. Lacroix, attend encore la réponse à la question qu'il lui a posée au sujet de la grosse souscription des trusts électriques.

Évidemment, les promesses électorales inconsidérées sont temporairement utiles; elles servent à tromper l'électorat. Celui qui les fait sait qu'elles sont impossibles à tenir, mais il espère toujours qu'elles pourront être oubliées, avant que le peuple ne soit complètement désabusé.

Une seconde promesse faite par le premier ministre à la Baie-du-Febvre, c'est que la loi Dillon serait abolie, mais avec un effet rétroactif.

"2. Une nouvelle loi des élections contestées ayant un "effet rétroactif", dit l'article de la *Gazette*.

Le gouvernement, à sa session d'urgence, a fait adopter une nouvelle loi des élections contestées, mais le premier ministre, dont le parti avait sur les bras quelques contestations, a oublié une partie essentielle de sa promesse à ce sujet, celle d'inclure une disposition décrétant que la nouvelle loi s'appliquerait dans son intégrité aux élections qui venaient de se terminer. C'est ce qui fait que tous les députés dont les élections ont été contestées se sont appliqués, qu'ils soient des libéraux, qu'ils soient des nationaux, à bénéficier des anciennes dispositions de la loi Dillon qui sont restées en vigueur pour les élections passées, malgré la promesse formelle du premier ministre au contraire.

Autant le chef actuel du gouvernement a fait des promesses électorales, autant en a emporté le vent. Il n'est pas étonnant que les hommes sincères, qui avaient foi dans le programme mirobolant que l'on présentait à l'électorat, se détachent maintenant du chef du gouvernement qui continue à administrer la province suivant les vieilles formules qu'il trouvait anciennement surannées et contraires à l'intérêt de la masse.

Une autre promesse que le premier ministre faisait à l'électorat, c'était d'établir un gouvernement vraiment représentatif: "A true representative government", dit la *Gazette*. Un vrai gouvernement représentatif, c'est essentiellement un gouvernement dans lequel l'influence des représentants du peuple peut se faire sentir. L'influence des représentants du peuple ne peut se faire sentir qu'à la condition que ceux qui sont à la tête de l'administration ne mettent aucune entrave à la liberté de la discussion et ne viennent priver les députés d'aucun des privilèges qui leur sont garantis par la loi, les règlements de la Chambre et les usages des Parlements britanniques. C'est par le maintien de ces privilèges que les représentants du peuple peuvent obtenir les informations qui leur sont nécessaires pour remplir avec efficacité leur devoir de censure des actes du gouvernement qu'ils jugeraient contraires à l'intérêt public.

La Chambre des députés n'a pas été instituée tout simplement pour donner à l'aveuglette son approbation aux actes du gouvernement, à l'instar d'un commis de bureau qui imprime avec un timbre la signature de son patron sur des lettres qui lui ont été dictées.

Un des plus grands reproches que l'on ait faits aux anciennes administrations, c'a été précisément de diriger les procédures de la Chambre de manière à empêcher la libre discussion de se faire sur les matières soumises aux délibérations des députés. Ces accusations, comme toujours, étaient d'une exagération grossière, ce que les anciens de cette Chambre ont pu constater en comparant ce qui se faisait jadis et ce qui s'est produit au cours de la dernière session.

Presque toutes les lois que nous avons eues à considérer ne nous ont été remises qu'au début de la séance au cours de laquelle on les a adoptées. Je me suis plaint fréquemment de l'impossibilité dans laquelle le gouvernement plaçait tous les députés de prendre connaissance des lois sur lesquelles nous avons eu à nous prononcer. La réponse que m'a invariablement faite le premier ministre, c'est qu'il avait décidé d'adopter ces lois séance tenante et qu'elles seraient ainsi adoptées, que l'opposition le veuille ou ne le veuille pas.

J'ai signalé les dangers qu'offrait au gouvernement lui-même une attitude aussi intransigente. Je lui ai rappelé que, dans des lois ainsi fabriquées à la vapeur, il pouvait se glisser de nombreuses erreurs dont les conséquences pouvaient être très dommageables à l'ordre public et à des intérêts privés des plus légitimes. La preuve que j'ai

eu raison sur ce point, c'est que nos lois sont revenues pour un certain nombre amendées dans leur partie essentielle par le Conseil législatif, amendements dont la nécessité a été clairement établie par leur acceptation sans discussion par le premier ministre. Il est à espérer qu'au cours de la présente session le gouvernement en reviendra à l'ancien usage de faire distribuer les lois à l'avance, de manière à ce que les députés puissent les étudier pour pouvoir les discuter en connaissance de cause.

Il va falloir aussi que le gouvernement se décide à se conformer aux règlements de la Chambre, afin que les députés puissent se procurer, en temps utile, les informations et les documents qui leur sont nécessaires pour faire une critique saine de l'administration publique, et pour suggérer les réformes qu'ils peuvent avoir à soumettre au gouvernement, ou à exposer à l'opinion publique de la province. Sous ce rapport, au cours de la session d'urgence, le gouvernement a réussi, grâce à sa force numérique, à priver l'opposition de tous les éléments d'information dont nous avons besoin pour défendre l'intérêt public.

Les règlements de la Chambre autorisent les députés à poser des questions aux ministres de la couronne sur tout sujet d'intérêt général, et ces règlements et les usages veulent que chaque département intéressé donne une réponse claire, précise et véridique aux questions posées. Ils vont même jusqu'à décréter que la réponse ne doit pas contenir d'expressions d'opinions. Me serait-il permis de vous citer quelques réponses du gouvernement pour marquer de quelle façon on a suivi ces règlements et renseigné les députés de la Chambre?

Je prends les textes officiels rapportés aux pages 100 et 101 des *Procès verbaux* de la dernière session.

Le 23 octobre, l'honorable député de Pontiac posait la question suivante:

"M. Lawn (Pontiac): Quand les salaires des bûcherons ont-ils été augmentés à \$37 par mois?

"2. a. À compter de quelle date?

"b. En vertu de quel pouvoir?"

La réponse rapportée a été lue par l'ancien ministre des Terres et Forêts (M. Drouin). La voici:

"Les salaires des bûcherons ont été augmentés d'une manière efficace et effective, d'abord à \$37, et ensuite à \$40, depuis l'entrée en fonction du nouveau gouvernement."

"Cette augmentation a été exigée par le gouvernement actuel en vertu des pouvoirs que possède depuis de nombreuses années la province et qui sont mentionnés dans les lois provinciales,

lesquelles constituent des documents publics à la portée des membres de cette Chambre."

L'honorable député de Pontiac n'a donc pas pu savoir du gouvernement à quelle date le salaire minimum de \$37 avait été imposé en faveur des bûcherons. Il est aussi resté dans le vague quant à ce qui concerne le salaire de \$40, au sujet duquel il n'avait fait aucune demande. On verra subséquemment, quand je discuterai la question des salaires minima aux bûcherons, pourquoi on a laissé le député de Pontiac dans le vague.

Sur la question concernant le pouvoir en vertu duquel le salaire avait été porté à \$37, le député est référé à l'ensemble des lois provinciales, ce qui l'a placé en face d'une tâche aussi ardue que celle qui serait imposée à une personne à laquelle on demanderait de rechercher une épingle dans un voyage de foin.

Voyons si un député de l'Union nationale, non encore rayé des cadres de son parti par la seule volonté du chef suprême, sera plus heureux que le député libéral de Pontiac (M. Lawn).

Le 22 octobre, il posait la question suivante:

"M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Est-ce que le gouvernement a passé un contrat avec la General Steel Wares of Canada relativement à l'achat des plaques d'automobiles?"

"Dans l'affirmative:

"a. Est-ce que le contrat stipule le taux de salaire par heure pour les employés de la General Steel Wares travaillant à ces plaques d'automobiles?"

"b. Est-ce que le contrat passé entre le gouvernement et la General Steel Wares stipule le nombre d'heures par semaine que les employés de la General Steel Wares doivent travailler à la fabrication des plaques d'automobiles?"

Il était facile de donner une réponse claire à cette question par un simple "non" à la première demande. Voici comment répond le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) qui, en vertu des règlements de la Chambre, n'a pas le droit dans ses réponses d'émettre une expression d'opinion:

"La General Steel Wares of Canada Ltd., dont l'usine est située en la cité de Montréal, dans le comté de Saint-Henri, particulièrement affecté par le chômage, a été chargée par le gouvernement de fabriquer des plaques d'automobiles suivant la réponse déjà donnée à la séance de mardi, le 27 octobre 1936.

"Cette entreprise est avantageuse pour la province en général et très profitable à la classe ouvrière en particulier."

Comme on le voit, le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) a été fort incomplètement

renseigné. Aussi, pourquoi a-t-il été si curieux? Sa trop grande curiosité est peut-être l'une des causes pour lesquelles le whip de son parti l'a oublié au caucus de la semaine dernière.

Le chef de l'opposition n'a pas été plus chanceux aux mains du premier ministre. Le 23 octobre, je posais la question suivante:

"À quelle date a été adopté l'ordre en conseil mentionné par le premier ministre dans son discours en Chambre, prononcé le 22 octobre courant, fixant le prix minimum du salaire des bûcherons à \$40 par mois?"

J'avais posé cette question dès le lendemain de la déclaration du premier ministre, de manière à en bien rendre le sens. Il paraît que je me suis trompé, car 12 jours après avoir posé ma question, je recevais la réponse suivante de l'honorable premier ministre:

"Cette question, telle que posée, ne correspond pas aux déclarations faites par le premier ministre.

"Depuis son arrivée au pouvoir, le nouveau gouvernement a établi pour les bûcherons de bien meilleures conditions de travail que celles maintenues pendant des années par l'ancien gouvernement."

Si ce n'est pas là une expression d'opinion du genre de celles défendues par les règlements, je ne comprends plus ce que veut dire le français.

La vérité vraie au sujet de ma question, c'est qu'il n'y avait, à cette époque, aucun ordre en conseil fixant le salaire minimum des bûcherons à \$40.

Je termine ces citations en rapportant une autre question qui était posée par le député si curieux de Sainte-Marie:

"M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): 1. Est-ce qu'il est dans l'intention du gouvernement de prendre certaines mesures relativement à l'abolition des taudis dans Montréal?"

L'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) satisfait la curiosité de ses collègues en lui répondant:

"Le gouvernement a l'intention d'adopter, aussitôt que possible, toutes les mesures susceptibles d'améliorer la situation de la province et particulièrement de la cité de Montréal."

Si le député de Montréal-Sainte-Marie n'est pas satisfait de l'amplitude de la tâche que s'impose le gouvernement, il est, évidemment, difficile à satisfaire; le gouvernement de l'Union nationale se propose une tâche herculéenne, puisque aucune des mesures susceptibles d'améliorer la situation à Montréal et dans toute la province ne devait être

oubliée par ses ministres. Comment se fait-il qu'on n'ait pas encore commencé à démolir les taudis de Montréal, à quatre mois tout près de distance de la promesse du ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay)?

M. l'Orateur, j'ai cité ces questions et ces réponses pour faire comprendre qu'à moins que le gouvernement n'ait décidé de changer son attitude sur la question des renseignements à fournir aux députés, nous aurons raison de nous plaindre que nos administrateurs veulent nous mettre dans l'impossibilité de remplir convenablement notre rôle de censeurs des actes du gouvernement. Le gouvernement devra nous fournir des réponses claires et précises.

Les délibérations de l'Assemblée législative ne sont pas de simples jeux d'esprit comme on en a faits au cours de la session d'urgence; ce n'est pas avec des bons mots, ni avec des farces, qu'on peut administrer un pays, surtout dans un temps de crise comme celui que nous traversons.

Pour remplir convenablement son rôle, l'opposition doit obtenir avec le moins de délai possible des réponses aux questions que lui permettent de poser les règlements de la Chambre. Si nos questions ne sont pas conformes à ces règlements, que le gouvernement les fasse rayer de l'ordre du jour, comme il a le droit de le demander.

Non seulement nous devons obtenir des réponses en temps utile aux questions que nous posons, mais le gouvernement devra se faire un devoir de produire, sans délai inutile, les documents que nous réclamons.

Au cours de la dernière session, le 20 octobre, le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) posait une question au sujet de l'annulation de certaines assurances. Le 23 du même mois, je posais, moi aussi, une question au sujet des assurances collectives. Le 28 octobre, le gouvernement n'avait pas encore répondu à ces deux questions et, par un ordre de la Chambre, il les faisait convertir en deux motions pour production de documents, et il faisait adopter ces deux motions. La session d'urgence est terminée depuis bientôt quatre mois et nous avons commencé la seconde session. J'attends encore les réponses à ces deux questions.

Le 10 novembre, la Chambre votait deux adresses en vertu desquelles on devait produire:

"1. Une copie du rapport du comité exécutif en date du 9 octobre 1936 et approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 13 octobre 1936, concernant une réduction des droits de coupe et une modification du mode de mesurage de ceux-ci."

"2. Copie des conventions ou du contrat relatif aux assurances collectives sur la vie des employés et des officiers du gouvernement existant en 1936 avant le 1^{er} août, et celles ou celui existant à l'heure actuelle."

Je n'ai pas encore été mis en possession de ces divers documents, et le seul que j'ai pu me procurer d'une manière non officielle, c'est une copie non certifiée de l'ordre en conseil ratifié par le lieutenant-gouverneur, le 13 octobre, et ayant trait aux modifications des droits de coupe.

Comment peut-on espérer avoir un gouvernement réellement représentatif si, en privant les députés de la connaissance des actes du gouvernement, on les met dans l'impossibilité de les étudier et de manifester les vues de leurs électeurs sur l'administration publique? Quoi qu'en aient prétendu nos adversaires, jamais des abus de pouvoir de cette nature ne se sont produits avant la nouvelle administration dans la Chambre des députés. Nous ne sommes plus au temps de l'administration de la chose publique en cabinet secret.

Nos ancêtres ont combattu pour nous obtenir un gouvernement responsable. Nous avons obtenu le gouvernement responsable, mais il ne faut pas que cette liberté n'existe que dans la loi; il faut qu'elle existe en fait, et la première responsabilité qui incombe au gouvernement, c'est celle de rendre compte à la Chambre des députés de ses actes. Si, comme à la session dernière, on permet au gouvernement d'administrer la province par des ordres en conseil ou d'autres actes administratifs sur lesquels la Chambre ne pourra avoir aucun contrôle, parce qu'ils seront tenus secrets, nous faisons machine en arrière et nous nous acheminons de nouveau vers l'absolutisme et la dictature.

M. Barrette (Terrebonne): Et vous autres, avec vos canons d'Ottawa?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cette dictature, l'opposition libérale en a senti le talon de fer au cours de la session d'urgence, et cinq membres de l'Union nationale qui appartenaient alors au parti ministériel viennent d'en faire l'expérience. Quelle sera leur réaction sous la botte prussienne qui veut écraser leur liberté d'expression d'opinions, nous le verrons au cours de la présente session.

Quant à ce qui concerne l'opposition libérale, je dois dire que nous n'avons pas l'intention de laisser diminuer nos privilèges de représentants du peuple sans protester avec véhémence et même sans agir, au besoin.

M. Béique (Chambly): Votre majorité n'est pas grosse.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pas grosse, mais suffisante. Le gouvernement, une fois rendu au pouvoir, devait envoyer en prison les canailles.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Ce ne sera pas long. Ils vont y aller.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous avons reçu de nos électeurs le mandat de voir à la bonne administration de la province. Ce mandat, nous ne pouvons pas convenablement l'exercer si, par un arbitraire quelconque, le gouvernement nous prive des droits qui nous sont assurés par la Constitution et les règlements de la Chambre.

Des renseignements, des productions de documents, nous en avons demandé en vertu de ces droits, à la dernière session. On nous en a privés injustement; nous avons protesté et nous continuerons à en demander. Et nous insisterons sur leur production en temps utile, au cas où on voudrait continuer le système inauguré par le gouvernement au cours de la session d'urgence. Nous avons un devoir à remplir envers le peuple de cette province et nous le remplirons jusqu'au bout, advienne que pourra.

Le premier ministre n'a pas démontré jusqu'ici qu'il avait l'intention d'établir un gouvernement vraiment représentatif, comme il l'a promis dans son programme électoral. Jamais nous n'avons eu un gouvernement plus personnel que le sien. L'expulsion des cinq députés nationaux, sans un vote préalable du caucus du parti ministériel, en est une preuve évidente pour tous ceux qui ne partagent pas les vues politiques de l'opposition libérale. Si la majorité actuelle du parti ministériel peut s'accommoder de ce gouvernement personnel, elle qui, au temps des élections, se plaignait de la prétendue autocratie de nos anciens premiers ministres libéraux, c'est son affaire. C'est en somme une question de régie interne pour nos collègues de la droite et, tant et aussi longtemps que ce gouvernement personnel voudra nous laisser jouir des droits et des privilèges garantis aux représentants du peuple, nous ne chicanerons pas nos adversaires qui ont le droit d'abdiquer leur liberté pour se laisser guider par qui ils voudront.

Une des promesses faites par le premier ministre dans son programme électoral a été la réforme du Conseil législatif qu'il devait remplacer par un conseil économique. Le gouvernement n'a

encore rien fait sous ce rapport et, comme ses prédécesseurs, quand un conseiller législatif est appelé dans un monde meilleur, il le remplace par un de ses partisans. Plus ça change, plus c'est la même chose. Nous sommes donc encore loin du conseil économique; sa création a été ajournée aux calendes grecques.

Le premier ministre nous avait aussi promis, dans un but d'économie, de réduire le nombre des ministres. J'ai signalé, au cours de la dernière session, que nous avions 10 ministres, lorsque nous avons laissé le pouvoir, et que le nouveau gouvernement en comprenait 15. Il y en a actuellement 14, parce que le département des Terres et Forêts, un des plus importants ministères, est présentement vacant.

Nous avons trop de ministres, d'après nos adversaires du temps des libéraux. On en a augmenté le nombre de 50 % et, pour tâcher de faire oublier le surcroît formidable de dépenses que cette augmentation entraîne, on a diminué leur salaire de 12½ % environ, en oubliant de mentionner que leur travail avait été diminué de 50 %, puisque leur nombre a été accru dans cette proportion. Le résultat de ce chambardement, c'est une augmentation de dépenses propres aux ministres et à leur personnel particulier d'environ \$50,000 par année.

Pour de prétendues raisons d'économie, on a diminué l'indemnité des députés de 10 %, mais, de manière à ce que les députés soient des heureux perdants, on leur a accordé une session additionnelle d'une trentaine de jours, avec pleine indemnité, ce qui fait que, quand la présente législature sera terminée, si elle dure les quatre années coutumières, les députés auront reçu comme indemnité \$11,250 alors que, sous l'ancien système, sans retranchement d'indemnité, ils n'auraient reçu que \$10,000. Le résultat de toute cette réforme, si on en fait disparaître le camouflage, c'est que les députés recevront pour la présente législature une augmentation réelle de 11 % au lieu de subir la diminution apparente de 10 %. Il n'y a aucun doute que seuls ceux des électeurs qui aiment à prendre des vessies pour des lanternes seront satisfaits de cette économie à l'envers que nous devons au nouveau gouvernement.

Un autre article du programme soumis à la Baie-du-Febvre par le chef du nouveau gouvernement, c'est celui ayant trait au remplacement des soumissions privées par des soumissions publiques dans les achats du gouvernement, etc.

Le nouveau gouvernement a donné des contrats pour des millions et des millions de travaux

publics. Il a négocié un emprunt de \$50,000,000, et bien rares sont les personnes qui ont eu connaissance de demandes de soumissions publiques par la voie des journaux.

Personnellement, je n'ai eu connaissance que d'une seule de ces demandes de soumissions. Il convient de donner quelques détails sur cette demande de soumissions extraordinaires, pour l'information de ceux qui veulent devenir experts dans l'art du camouflage.

Ces soumissions devaient être ouvertes le 2 novembre, qui tombait un lundi. Elles étaient demandées pour la construction d'une route de plusieurs milles de longueur, située dans le nord, à 150 milles de la capitale.

La demande de soumissions datée du 27 octobre est parue dans *L'Événement* du mercredi 28 octobre. Il n'y a aucun doute que tous les contracteurs de la province ont dû être informés de cette demande de soumissions et qu'ils doivent avoir eu le temps d'envoyer des ingénieurs dans la région lointaine pour préparer des prix et les soumettre au département intéressé dans l'espace de 72 heures environ. Heureusement pour eux que tout peut maintenant se faire à l'électricité avec le nouveau gouvernement de l'Union nationale.

Nous avons posé des questions pour savoir si, dans le cas de la vente des \$51,000,000 d'obligations et de l'octroi du contrat pour les plaques d'automobiles, on avait demandé des soumissions par la voie des journaux. Nous n'avons jamais eu de réponse affirmative.

Évidemment, le chef du gouvernement a oublié ses promesses de rendre le favoritisme politique impossible, par la publication de demandes de soumissions publiques, chaque fois que le gouvernement devait avoir à octroyer un contrat quelconque.

Un autre article de son programme que le premier ministre a mis en grande lumière à l'assemblée de la Baie-du-Febvre a été, encore d'après la *Gazette*: "la dénonciation et l'emprisonnement de la canaille financière exploitant la misère publique". Je ne sais pas exactement quels sont les financiers canailles que le premier ministre avait alors dans l'esprit. Peut-être pensait-il aux trustards du charbon que l'on avait promis de faire emprisonner après les avoir poursuivis, à tous les jours, s'ils continuaient leurs exactions contre les pauvres qui souffraient de froid, parce que les hauts prix du combustible les empêchaient de maintenir du feu dans leurs poêles. Peut-être pensait-il à d'autres exploiters de la misère publique.

Ce qu'il y a de certain, c'est que, depuis que nous avons un nouveau procureur général, nous entendons bien encore des menaces comme celles qu'il faisait à la Baie-du-Febvre, mais les prisons sont encore vides de ces grandes canailles financières qu'il devait y conduire. Nous attendrons probablement longtemps encore avant de voir le premier ministre sévir avec une rigueur telle que celle qu'il nous faisait pressentir.

Le rédacteur de la *Gazette* a résumé les idées du temps du premier ministre actuel sur les agissements des trusts électriques dans une phrase lapidaire qu'il a citée comme quinzième article du programme électoral: "Les menottes pour le trust de l'électricité". Ce n'est qu'aux prisonniers dangereux qu'on applique les menottes. C'est sans doute parce que le premier ministre ne se hâtait pas assez de mettre les bracelets d'acier aux poignets des monopolisateurs d'électricité que le ministre des Terres et Forêts a laissé tomber son portefeuille. Le premier ministre dira qu'il ne faut pas interpréter cette phrase dans son sens réel, mais dans un sens figuré.

Si tel est bien le cas, il est probable que, par là, il voulait répéter sous une forme littéraire la promesse qu'il faisait d'exproprier la Beauharnois dans les 24 heures³ de son accession au pouvoir. Cela serait réellement poser les menottes au trust de l'électricité, mais les 24 heures sont passées et le premier ministre ne paraît pas anxieux, si l'on en juge par les récents événements qui se sont produits au sein du parti ministériel, de passer les menottes à la corporation de la Beauharnois. La cote des valeurs électriques, qui continue à se maintenir avec une tendance à la hausse, indique que ceux qui contrôlent ces valeurs ne sont guère effrayés des menottes de la Baie-du-Febvre.

Je reviendrai un peu plus tard sur toute cette question de l'électricité. Je la signale en ce moment tout simplement pour noter que l'expropriation de la Beauharnois est une des promesses majeures que le premier ministre a oubliées.

Dans la vacance, en dépit du fait que les adversaires de notre parti ont accusé les ministres libéraux de voyager trop souvent, les ministres du nouveau gouvernement ont laissé notre province comme une nuée d'hirondelles au premier temps froid de l'automne. Ils ont voyagé par terre et par mer et, quand ils étaient dans la province, ils ont été banquetés ici et là. Au cours de ces banquets, ils ont parlé, et la radio et la presse ont disséminé leurs affirmations un peu partout. Au temps des élections, on avait protesté, parfois avec fureur, contre les

dépenses inutiles qu'occasionnaient les banquets qui étaient donnés aux anciens ministres.

On devait les faire cesser et appliquer les dépenses ainsi épargnées à soulager la misère de ceux que la crise du chômage faisait souffrir du froid et de la faim. Naturellement, c'était une promesse d'élection et, comme toutes les autres, l'enthousiasme de la victoire les a fait oublier, et les ministres ont continué d'être banquetés et les chômeurs nécessiteux ont continué d'être tirillés par la faim ou par le froid, comme ils l'étaient auparavant. Parmi les affirmations qui ont été faites par les ministres, il y en a une qui a frappé l'attention du public, et je suis l'un de ceux qui souhaitent qu'elle ne soit pas encore que du camouflé et qu'elle se vérifie dans la réalité.

Le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher), à un banquet quelconque, a déclaré que le gouvernement, au cours du présent exercice, avait déjà réussi à diminuer les dépenses courantes de \$4,000,000. Comme il n'a pas fait connaître les sources de cette diminution, il est peut-être important, pour que les esprits ne s'égarent pas dans de faux sentiers, de faire quelques considérations sur ce qui s'est passé depuis le 30 juin 1936 qui a précédé le premier jour de l'exercice financier actuel.

On sait que la tactique d'obstruction du parti qui est actuellement au pouvoir a été la cause que le budget pour l'exercice présent n'a été voté qu'au mois de novembre dernier. Tout le monde sait aussi que le lieutenant-gouverneur a refusé de signer tout mandat spécial autorisant d'autres dépenses que celles requises pour le paiement des salaires des employés permanents et celles occasionnées par des travaux de nécessité urgente. C'est dire qu'à venir jusqu'au mois de novembre, la province a été privée de tous ses services qui n'étaient pas de nécessité urgente et que, pendant toute cette longue durée, il y a eu une diminution correspondante des dépenses qui ne peut pas être attribuée à l'administration du nouveau gouvernement. Et il est bon de noter que les mois où l'on a dû se limiter obligatoirement au strict nécessaire sans avoir en main les pièces comptables pouvant l'établir, mais il est certain que le montant de ces économies doit entrer pour une proportion considérable dans le chiffre signalé par le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher).

Il est assez difficile d'évaluer même approximativement l'économie réalisée de ce chef, sans avoir en main les pièces comptables pouvant l'établir, mais il est certain que le montant de ces économies doit entrer pour une proportion considérable dans le chiffre signalé par le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher).

Je suis officieusement informé qu'un très grand nombre de services que l'ancien gouvernement mettait à la disposition des citoyens de cette

province, dans le département de l'hygiène, dans celui de l'Agriculture et dans plusieurs autres, ont été abandonnés par le nouveau gouvernement.

À Saint-Hyacinthe, le gouvernement a aboli les dispensaires municipaux qui rendaient des services considérables à la population la moins fortunée de notre ville, et je suppose que la même chose a dû être faite dans tous les autres centres ouvriers de la province qui bénéficiaient de cliniques antituberculeuses et contre la mortalité infantile.

Dans le département d'Agriculture, on aurait abandonné une foule de services que l'ancien gouvernement avait établis pour aider, de diverses façons, nos cultivateurs.

On a aussi arrêté l'impression des rapports des différents départements de la Législature, sous prétexte d'économie. C'est là un excellent moyen de priver les députés des informations dont ils ont nécessairement besoin pour se rendre compte des activités de chaque département.

Pour sauver une centaine de mille dollars qui iraient à faire vivre des ouvriers un peu partout dans la province, on va rompre la collection des rapports départementaux que nous avons depuis un très grand nombre d'années, et qui servent à marquer les étapes du progrès dans chaque département.

Nous serons probablement la seule province à ne pas pouvoir faire des échanges de rapports imprimés avec le Parlement fédéral et les provinces sœurs du dominion. C'est là le progrès à rebours qui nous est donné par le nouveau gouvernement.

De plus, on a abandonné une foule de services jugés nécessaires par l'ancien gouvernement. On a même négligé de faire imprimer les Statuts devant contenir les lois de la dernière session. Presque toutes ces lois sont maintenant en force, et pas un seul avocat de la province n'a par devers lui les Statuts qui les contiennent.

On vient de déposer sur le bureau de la Chambre un message du lieutenant-gouverneur transmettant le rapport que l'Imprimeur du Roi doit faire au commencement de chaque session, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, avec d'autres renseignements concernant la distribution et un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Ce rapport est en blanc et il n'y a de chiffres que ceux indiquant l'année 1936 et le montant de \$41.80, qui est indiqué comme somme payée pour distribution des Statuts. Ce rapport indique donc qu'aucun Statut n'a été imprimé pour la dernière session.

Il n'est pas étonnant que, si l'on a supprimé des services aussi essentiels que celui de l'impression des Statuts, on a dû réaliser des économies considérables mais qui finiront par coûter très cher à la province.

On n'a pas même publié les lois dans un supplément de la *Gazette officielle*, ce qui aurait pu se faire à très peu de frais et qui se faisait à chaque session pour la législation publique, quand il y en avait suffisamment.

Une des autres raisons pour lesquelles le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) a pu réaliser une économie apparente assez considérable, c'est que le gouvernement néglige de payer des sommes réellement dues dans différents départements de l'administration publique.

Il ne se passe pas de jour sans que je reçoive, de part et d'autre, des lettres de créanciers du gouvernement qui se plaignent qu'on néglige de leur payer des comptes qui sont dus depuis longtemps. Ces économies finiront par coûter cher à la province. J'attirerai spécialement l'attention du gouvernement sur les sommes qui sont dues aux officiers réviseurs de chaque comté qui avaient été nommés par le gouvernement Godbout et qui ont rendu des services incalculables à la province pour accélérer le paiement des pensions de vieillesse.

Si le gouvernement peut se vanter aujourd'hui d'avoir déjà payé une quinzaine de mille pensionnaires, il le doit au travail de ses officiers réviseurs, et leur travail devrait être rémunéré d'après le tarif raisonnable qui avait été mis en vigueur par l'ancien gouvernement. Et cette situation que je signale au sujet des dettes dues dans le département des pensions de vieillesse se répète en s'accroissant dans plusieurs autres départements.

Il n'est pas étonnant que, si le gouvernement supprime des services essentiels, s'il ne paie pas les dettes légitimement dues, son trésorier puisse se vanter d'avoir diminué ses déboursés depuis le mois de juin comparativement aux exercices fiscaux où les anciens gouvernements maintenaient ces services et payaient leurs dettes courantes.

Lorsque viendra l'étude du budget, il y aura aussi lieu d'étudier non seulement les chapitres où il se trouvera des diminutions de dépenses, mais aussi ceux dans lesquels on aura établi des augmentations. Comme contribuable de cette province, je souhaite que la balance soit favorable au gouvernement, mais à la condition qu'on n'ait pas supprimé des services nécessaires à la bonne administration et au progrès du pays.

La déclaration du trésorier de la province indiquerait que le nouveau gouvernement a opéré, au

chapitre des dépenses, des réformes sages qui contribueraient à diminuer considérablement nos déboursés. Je ne conteste pas que, dans certains domaines d'importance mineure, on ait pu faire certaines améliorations, mais le gouvernement de l'ordre nouveau a-t-il rempli ses promesses sur les réformes majeures qu'il promettait à l'électorat au chapitre de notre fiscalité provinciale? Sans hésitation, je réponds non, et je le prouve par les deux actes les plus importants de son administration.

Au cours des deux dernières élections, nos adversaires avaient pour principal article de leur programme la publicité de la demande de prix pour toutes les transactions financières du gouvernement. On a accusé le Parti libéral d'avoir vendu des obligations sans demandes préalables de soumissions par la voie des journaux. On a prétendu que ces ventes privées de débentures publiques prêtaient au favoritisme politique et aux commissions secrètes. Le nouveau gouvernement devait faire cesser cet ordre de choses pour protéger le Trésor public; il ne se ferait plus aucune vente d'obligations sans que cette vente ne soit annoncée et dans la *Gazette officielle* et dans tous les grands journaux de la province.

Voyons comment l'administration nouvelle a tenu cette promesse et demandons-nous pourquoi on l'a violée aussi cyniquement qu'on l'a fait, quelques jours seulement après l'accession au pouvoir.

Un beau matin du commencement d'octobre, on apprend que le gouvernement de l'ordre nouveau venait de vendre, dans le secret du cabinet, pour \$51,000,000 d'obligations. Personne, dans la province, hors du petit cercle des intéressés immédiats, n'avait entendu parler de cette transaction dans laquelle des millions et des millions de la province devaient changer de mains. La nouvelle de ce marché, arrangé entre les quatre murs de la chambre noire, surprit le monde financier et le public comme un coup de foudre dans un firmament sans nuages.

Nous étions à la veille de l'ouverture des Chambres, et on ne pouvait pas comprendre pourquoi le nouveau gouvernement, qui avait promis de faire cesser l'administration par des ordres en conseil, venait d'en adopter un pour régler une transaction de la catégorie de celles que le nouveau premier ministre avait anciennement classées comme relevant exclusivement des députés.

Il y avait réellement lieu d'être étonné. En effet, cet emprunt n'était pas légal; il n'était pas urgent et il était fait contrairement à la politique préconisée par le parti au pouvoir, lors des dernières élections.

Rien dans la loi n'autorisait le lieutenant-gouverneur en conseil de contracter un emprunt de cette nature et de cette importance. Non seulement il était illégal, mais son illégalité était admise par les deux parties contractantes; le cabinet et M. Pittfield. La preuve, nous la retrouvons dans le fait que les prêteurs ont exigé que la transaction soit ratifiée par un acte subséquent de la Législature et cette constatation est aussi faite dans la loi elle-même qui a ratifié l'emprunt.

La résolution numéro 6, qui accompagnait la présentation de la loi et qui a été incluse dans cette loi, est très explicite sur ce point:

"Résolu, sixièmement: Que l'emprunt effectué par l'application de l'arrêté en conseil no 2632, approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil le 30 septembre 1936, au montant de cinquante et un millions de dollars, sera ratifié à toutes fins que de droit; que cet emprunt sera considéré avoir été effectué en vertu du pouvoir d'emprunt présentement délégué au lieutenant-gouverneur en conseil, et que les dispositions 3, 4 et 5 s'appliqueront à cet emprunt."

Il est donc prouvé hors de tout doute que cet emprunt a été contracté en vertu d'un pouvoir qui n'existait pas et que le premier ministre s'est engagé à faire établir subséquemment par la majorité qu'il commande en Chambre.

Pourquoi le gouvernement et M. Pittfield ont-ils pris le risque d'engager \$51,000,000 dans une transaction qui aurait pu être annulée et qui n'aurait pas dû être ratifiée par la Chambre? Il est facile de le comprendre. Le seul moyen qui existait d'assurer à M. Pittfield cette transaction plantureuse, c'était de la garder secrète jusqu'à sa consommation. C'est d'abord pour cette raison que le premier ministre a marché sur l'engagement qu'il avait pris de n'accorder aucun contrat important sans demander des soumissions ouvertes au public par la voie des journaux. Attendre quelques jours pour la faire autoriser par les Chambres, cela pouvait se faire sans aucun ennui pour la province, mais la publication de la loi aurait donné l'éveil aux concurrents, et M. Pittfield aurait eu des compétiteurs. La province certainement s'en serait trouvée mieux, mais l'intérêt de M. Pittfield et de ses amis devait passer avant celui du pays.

Combien nous a coûté cet emprunt fait dans des circonstances si suspectes? Le gouvernement a admis par sa réponse du 4 novembre que les \$51,000,000 d'obligations ne lui avaient rapporté que \$50,373,000; il a donc coûté au Trésor provincial \$627,000. Voilà un montant qui me paraît

suffisamment important pour faire l'objet d'une demande de soumissions ouvertes à tous les intéressés. Malgré le grand amour que le premier ministre témoigne en temps d'élections aux institutions canadiennes-françaises, le marché a été accordé secrètement à M. Pittfield, qui n'est pas le chef, que je sache, d'une maison canadienne-française. On a prudemment écarté les maisons canadiennes-françaises en supprimant la demande de soumissions publiques qu'on avait promise à l'électorat sur tous les contrats d'importance quelconque. Qui voudra prétendre qu'une somme dépassant de beaucoup le demi-million n'est pas une somme de dépenses suffisante pour autoriser les gens qui accusaient le Parti libéral de favoriser les ventes privées, pour enrichir leurs amis et leurs parents, à demander des soumissions, s'ils étaient sincères dans leurs accusations?

J'ai rappelé que, quelques semaines après cette transaction louche, le conseil municipal de Saint-Hyacinthe vendait des obligations à 3½ % pour un montant approximatif de \$250,000. On admettra que les obligations du gouvernement ont, même avec leur plus bas taux d'intérêt, une valeur égale à celle d'une petite ville de 16,000 âmes. L'escompte payé par le gouvernement aurait dû être sensiblement le même que celui payé par notre ville. Il en a coûté sept fois plus au gouvernement provincial pour négocier son emprunt. La ville de Saint-Hyacinthe n'a payé que \$0.17 par cent dollars d'escompte sur ses débentures. À ce taux, le gouvernement n'aurait déboursé que \$86,700 d'escompte. Les procès-verbaux admettent qu'il lui en a coûté \$627,000; la perte se chiffre donc à \$540,000.

Pourquoi cette différence? Tout simplement parce que la ville de Saint-Hyacinthe a demandé des soumissions par la voie des journaux, aux maisons anglaises comme aux maisons canadiennes-françaises. Les plus bas soumissionnaires étant la maison L.-G. Beaubien et Cie et la Banque de Montréal, le contrat leur a été adjugé, publiquement, séance tenante. Si le conseil municipal, à l'instar du prétendu gouvernement de l'ordre nouveau, avait voulu favoriser ses amis, il aurait procédé, lui aussi, en chambre secrète, et le résultat aurait été de la même nature que celui qu'a obtenu la nouvelle administration provinciale qui s'était donné pourtant pour mission d'établir un régime sain dans la Vieille Capitale.

Le premier ministre a essayé de défendre cette transaction condamnable en prétendant que la province a fait un bon marché, que jamais, depuis 40 ans, nous n'avons obtenu des taux annuels aussi

bas et qu'il avait emprunté à meilleures conditions que le gouvernement fédéral, ce qui reste à prouver, comme on le verra par la suite de mon discours.

Il n'est pas étonnant que le gouvernement ait pu contracter un emprunt à des taux plus bas que ceux qui nous ont été faits en ces dernières années. D'abord, le crédit de la province a été laissé intact par les anciennes administrations, car les campagnes de diffamation de leurs adversaires n'ont pu ébranler la confiance des hommes sérieux, sachant faire la part légitime du vrai et de l'exagération des politiciens en mal de détruire leurs adversaires. En second lieu, jamais le marché de l'argent n'a été aussi favorable qu'il ne l'était au moment de la transaction. Le bas taux d'intérêt ne peut pas justifier le gouvernement de ne pas avoir demandé de soumissions, et le fait qu'Ottawa n'aurait pas obtenu sur son emprunt de \$85,000,000 des conditions aussi avantageuses ne le justifie pas non plus de ne pas avoir rempli cette formalité qui aurait pu nous sauver au-delà de un demi-million.

C'est au banquet donné en l'honneur de mon ami l'honorable député de Westmount (M. Bulloch) que le premier ministre a tenté de justifier cet emprunt condamnable, et il y a fait des déclarations qu'il faut prendre avec un grain de sel.

À propos de banquet, il n'est pas hors de propos de régler immédiatement un petit point à ce sujet. Rapportant les paroles du premier ministre sous le titre: "Monsieur Bouchard et les banquets", *Le Devoir* écrit:

"M. Bouchard se scandalise des banquets qui nous sont offerts par la population. Outre que ces banquets sont une occasion où les amis peuvent se rencontrer, qu'ils aident à la circulation de l'argent, sans nuire à qui que ce soit, M. Bouchard n'a pas paru se rendre compte de l'incongruité qu'il y a, pour un monsieur qui parle au milieu d'un banquet, de reprocher à d'autres d'assister à d'autres banquets."

Quels sont ceux qui se disaient scandalisés des banquets au cours des dernières élections? Quels sont ceux qui s'engageaient, il y a quelque six mois à peine, à faire cesser ce qu'ils appelaient des orgies pour en appliquer la dépense au soulagement de la misère des chômeurs, si ce ne sont le premier ministre actuel et ses collègues de l'ordre nouveau?

Le premier ministre veut me mettre en contradiction avec moi-même en prétendant que je parlais au cours d'un banquet, quand je lui rappelais son attitude d'il y a six mois. Le député de Trois-Rivières confond intentionnellement de simples déjeuners-causeries avec des banquets; il sait bien qu'un banquet est un dîner d'apparat, un festin

organisé pour célébrer un événement heureux dans la vie de celui que l'on veut honorer en mangeant la dinde truffée et en faisant sauter les bouchons des bouteilles de champagne, vieilles dans les caves de renommée européenne. Un déjeuner-causerie, comme tous ceux qui se donnent régulièrement au cours de la saison d'hiver au Club de Réforme, est un repas ordinaire du midi à la fin duquel un ou plusieurs invités font une allocution sur un sujet d'actualité. Le coût de ces repas est le même que celui chargé régulièrement, et aucune sollicitation spéciale par vente de cartes à l'avance n'est faite pour y attirer des convives.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Mais c'est tellement ennuyeux.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est à ces déjeuners-causeries que j'assiste chaque semaine. Il n'y a que le député de Trois-Rivières et ses amis de l'Union nationale qui les qualifient de banquets. Si cela peut rendre la chose plus claire à mes adversaires, je leur déclare qu'à la fin de la dernière session j'ai refusé de laisser organiser deux banquets que l'on m'offrait, un dans la ville de Saint-Hyacinthe, et l'autre, dans la métropole.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Est-ce qu'il y aurait eu du monde?

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne parlais donc pas au cours d'un banquet quand je me suis adressé au premier ministre, et il n'y a que lui qui a trouvé ce qu'il appelle de l'incongruité dans mon attitude. J'ai eu raison, au cours d'un déjeuner-causerie, de reprocher aux ministres d'assister à de si fréquents banquets quand ils nous avaient eux-mêmes voués aux gémonies, parce que nous avons accepté des banquets au cours de ces dernières années. S'ils étaient sincères quand ils nous faisaient ces reproches, pourquoi font-ils, sur une plus grande échelle, la même chose que nous? Qu'y a-t-il donc de changé sous le régime de l'ordre nouveau?

L'honorable M. Paquette (Labelle): Nous payons nous-mêmes pour nos banquets.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef de l'opposition se plaignait des destitutions en masse.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): L'épuration n'est pas finie, ça ne fait que commencer.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je laisse faire les interruptions, mais je constate qu'elles sont beaucoup moins nombreuses⁴ et beaucoup moins fortes que durant la session d'urgence. Ça veut dire quelque chose.

(Rires, des députés ministériels l'interrompent encore)

Attendez une minute, je vais vous servir le sirop qu'il faut pour votre rhume.

Pour revenir à la question du scandale de l'emprunt des \$51,000,000, monsieur le premier ministre, pour se défendre, dit, toujours d'après *Le Devoir*, sous le titre: "70¢ à Québec - \$1.81 à Ottawa":

"Monsieur Bouchard trouve que notre emprunt a été trop coûteux. Mais qu'il considère l'emprunt de \$85,000,000 que le gouvernement fédéral vient de négocier. Le gouvernement fédéral a payé pour frais de courtage la somme de \$1.75 plus 6 ¢ de frais d'impression et d'annonces, soit \$1.81, alors que le gouvernement de Québec a payé 70¢ par cent piastres - l'impression ne nous ayant rien coûté."

Donc, alors que le gouvernement fédéral payait \$1.81 par cent piastres, nous payions 70¢.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est exact et vous l'admettez quand vous serez renseignés.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce ne serait pas mal si c'était exact. Mais, comme toujours, ce n'est que du camouflage, et de la pire espèce. Laissons de côté l'affirmation relative au gouvernement fédéral et prenons celle qui nous intéresse particulièrement. L'emprunt ne nous aurait donc coûté que \$0.70 dans le cent dollars, si on s'en tient au discours du premier ministre. Comme il ne faut pas prendre tout ce qu'il dit comme parole d'évangile, donnons-nous la peine de vérifier.

On a vendu pour \$51,000,000 de débentures, d'après la réponse officielle du gouvernement donnée à la page 100 des procès-verbaux de la dernière session. Si la négociation de ces débentures ne nous avait coûté que 70¢ par cent dollars, la somme totale de ce coût aurait été de \$7,000 par \$1,000,000, et de \$357,000 pour les \$51,000,000. Dans ce cas, le revenu net aurait été \$51,000,000, moins \$357,000, soit \$50,643,000. Or, qu'est-il réellement resté dans le Trésor après la livraison des obligations? La réponse officielle du trésorier provincial (l'honorable M. Fisher) que je viens de citer déclare qu'il n'est resté que \$50,373,000. Où se trouve la différence de \$270,000 entre le chiffre déclaré par le premier ministre et celui mentionné par le trésorier?

La négociation de ces obligations nous a donc coûté plus que 70¢ comme a voulu nous le faire croire le premier ministre. Les frais réels ont été de \$627,000, soit \$1.23 par cent dollars, ce qui fait un écart de 53¢ dans le cent dollars entre le pourcentage déclaré par le premier ministre et le pourcentage réel.

C'est là la piètre défense du chef du gouvernement. Si elle peut satisfaire ses collègues de l'Union nationale, elle ne satisfera certainement pas l'opinion publique qui a le droit de s'attendre à des renseignements complets du premier ministre, sur une matière aussi importante que celle-là.

L'opposition verra au cours de la session à obtenir des intéressés ces renseignements complets que réclame le public.

Au cours de mes remarques, j'ai déclaré que jamais nous n'avons eu à Québec un gouvernement plus personnel et plus absolu que celui que nous avons à l'heure actuelle. Je veux maintenant attirer l'attention de la Chambre sur un sujet que ce gouvernement absolu m'a mis dans l'impossibilité de discuter à la session d'urgence, en me privant de la copie de l'ordre en conseil dont j'avais besoin pour étayer mes accusations.

Comme je l'ai dit antérieurement, le 5 novembre, j'avais inscrit sur l'ordre du jour la demande de la production de cet ordre en conseil, mais le premier ministre n'a appelé ma motion qu'au moment d'une absence de 15 minutes à la Chambre, de manière à me priver de mon droit de parole sur cette affaire. J'ai demandé la réinscription de cette motion sur l'ordre du jour, mais on me l'a refusée. C'est la raison pour laquelle je n'ai pu attirer avant aujourd'hui l'attention de la Chambre sur cet acte d'administration condamnable du département des Terres et Forêts.

Pourquoi le gouvernement a-t-il manœuvré pour m'empêcher de soulever cette question à la dernière session? On s'en rendra compte facilement après avoir pris connaissance de certains faits qui, s'ils regardent encore très mal à l'heure actuelle, auraient paru encore pires à quelques jours des déclarations grandiloquentes du premier ministre sur la protection qu'on doit donner aux bûcherons, le sort qu'on doit faire à ceux qui les exploitent en forêt, et la sauvegarde des deniers publics. Le premier ministre avait déclaré que le gouvernement avait officiellement fixé le salaire minimum des bûcherons à \$40 par mois, et on avait mentionné un ordre en conseil qui réglait cette question. J'ai demandé la production de cet ordre en conseil; on m'a répondu que j'avais mal interprété les paroles du chef du gouvernement, et on n'a pas produit de document.

Si j'avais demandé la production de cet ordre en conseil, c'est que j'étais convaincu qu'il existait. J'ai compris, par cette réponse, que le salaire minimum de \$40 n'avait pas été fixé par ordre en conseil. J'ai alors demandé la production de l'arrêté ministériel établissant les relations des entrepreneurs en forêt avec le gouvernement, et c'est ce document qu'on a négligé de me produire officiellement et dont je me suis procuré une copie en m'adressant à un des intéressés auxquels on l'avait distribué.

En Chambre et dans la presse, le chef du gouvernement avait affirmé avoir porté le salaire minimum des bûcherons de \$30 à \$40 par mois, laissant entendre par là que le Parti libéral n'avait établi que ce montant comme salaire minimum. La vérité exacte, c'est que le salaire minimum décrété par les libéraux, par l'entremise de la Commission des bûcherons, était de \$37 et non de \$30.

On sait que, malgré la volonté clairement exprimée par l'unanimité des bûcherons de la province de Québec, le gouvernement nouveau a aboli la Commission des bûcherons et, par le fait même, le salaire minimum fixé à \$37 par les libéraux. Le gouvernement a-t-il réellement établi un salaire minimum de \$40? Non seulement il n'a pas établi ce salaire minimum de \$40, mais il a même fait disparaître celui de \$37. En effet, tout ce qui a trait au salaire minimum des bûcherons dans l'ordre en conseil du 9 octobre, c'est ce qui suit:

"Les concessionnaires exploitant des billes de sciage, pour profiter des avantages que leur consent dans l'intérêt public le présent arrêté, devront:

"5. Payer aux ouvriers de la forêt des salaires raisonnables."

C'est là la seule obligation légale qu'assument les entrepreneurs dans l'arrêté en conseil qui règle leurs obligations envers le département des Terres et Forêts.

Le chef du gouvernement nous a dit qu'il avait informé verbalement et fait informer les propriétaires de limites sur les terres de la couronne de payer \$40 comme salaire minimum. Qui garantira l'exécution de cette obligation, maintenant que les bûcherons n'ont plus de commission pour surveiller leurs intérêts, et maintenant que les propriétaires de limites ont entre les mains un document ne les obligeant légalement qu'à payer un salaire raisonnable?

Les bûcherons sont donc loin du \$52 par mois de salaire minimum que leur avaient promis les orateurs du gouvernement nouveau. Et maintenant, se rappelle-t-on les "sermonnades" que l'ancien gouvernement a reçues du premier ministre actuel

quand il consentait à la réduction des droits de coupe? "Ces réductions, disait le député de Trois-Rivières, n'étaient consenties que pour favoriser des amis, des parents ou des souscripteurs à la caisse électorale libérale, que pour favoriser les gros marchands de bois, au détriment de la caisse publique. Si le gouvernement de l'ordre nouveau venait à être établi, on cesserait de suivre une politique aussi désastreuse et les marchands de bois paieraient le plein tarif établi." Comment le nouveau chef du gouvernement a-t-il rempli cette promesse?

L'ordre en conseil que je viens de citer réduit les droits de coupe dans une proportion de plus de 50 % en certains cas.

Le prix du pin blanc est baissé de \$2 à \$0.85 le cent pieds cubes; le pin rouge, de \$1.15 à \$0.85; le pin gris, de \$1.20 au même prix de \$0.85; l'épinette et le bouleau, de \$1.20 à \$0.75; la pruche, le tremble et le peuplier, de \$1.00 à \$0.60.

Non seulement on a consenti cette réduction phénoménale, mais on a permis aux marchands de bois de mesurer les quantités coupées par le plus petit diamètre de la bille, contrairement aux règlements existant pour le mesurage du bois. Le petit bout au bûcheron et le gros bout au marchand de bois. Voici le paragraphe de l'ordre en conseil autorisant ce mesurage singulier:

"Le ministre est autorisé pour les opérations forestières se terminant au 1^{er} mai 1937:

"1. À permettre aux concessionnaires forestiers, pour les fins des droits de coupe seulement, d'établir le contenu en pieds cubes des billes destinées au sciage, et utilisées à cette fin, d'après le petit diamètre (diamètre au petit bout)."

Les experts dans le mesurage du bois vous diront que cette façon de mesurer par le petit bout, au lieu que par le centre, constitue une réduction considérable des droits payables au gouvernement. Un des experts m'a déclaré que cet ordre en conseil fera perdre au Trésor provincial au moins \$650,000 pendant la présente saison, et un entrepreneur, avec qui je causais de la chose, m'a affirmé que ce montant était encore fort en-deçà de la réalité.

C'est là, messieurs, l'amélioration considérable dans l'administration du département des Terres et Forêts que nous devons au gouvernement de l'homme qui devait faire rendre gorge aux grandes compagnies forestières et aux exploiters de toutes sortes.

Si la caisse électorale du parti au pouvoir, aux dernières élections, était aussi généreusement fournie que l'a dit le député de Beauce au fédéral, il faut avouer que le gouvernement actuel traite

passablement bien ses amis d'hier et de toujours, à en juger par l'affaire de la vente des \$51,000,000 d'obligations, celle de la réduction des droits de coupe et de l'abolition de la Commission des bûcherons. Le règne de la domination des gros intérêts n'est évidemment pas encore aboli dans la province de Québec.

M. l'Orateur, avant de passer à la considération du programme énoncé par le discours du trône...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Comment, vous n'avez pas encore commencé? Vous avez dit la première partie de votre discours?

(Rires, y compris M. Bouchard)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): ... et après avoir discuté quelques-uns des actes d'administration générale du nouveau gouvernement, je crois qu'il est de mon devoir de protester énergiquement sur une question de régie interne contre la destitution en masse des officiers et des employés qui ont été nommés sous le régime libéral.

Sans être le partisan d'un service civil qui serait indépendant des ministres, je ne crois pas au système en vertu duquel les employés civils et les officiers publics doivent être déplacés à chaque changement de régime. Je crois que ce système est encore pire que le premier. Le danger qu'il y a de donner trop d'indépendance au service civil, c'est d'en faire une institution bureaucratique qui peut dominer un gouvernement responsable et faire dégénérer le gouvernement populaire en une administration faite par les employés publics. Ce danger cependant est moins grave que celui que présente la destitution en masse des serviteurs publics sans autre raison que celle de remplacer les personnes nommées par un gouvernement défait par les partisans de la nouvelle administration.

Quand un employé public est nommé, il y a un contrat tacite entre lui et le gouvernement en vertu duquel il a droit de conserver sa position tant et aussi longtemps qu'il remplit fidèlement ses devoirs et qu'il ne s'immisce en aucune façon dans nos luttes politiques.

Cette opinion que j'exprime est celle qui a été manifestée à plusieurs reprises, au cours des dernières élections, par le chef du gouvernement. Il a répété partout dans la province que les employés et les officiers publics, qui remplissaient fidèlement leur devoir et qui ne s'occupaient pas des luttes politiques, n'avaient aucune raison de craindre de perdre leur situation. Il a clamé partout que seuls les

voleurs et ceux qui se mêleraient aux querelles de parti seraient chassés du service civil.

Ce n'est pas le temps de citer des cas particuliers, mais quel est l'homme qui peut prétendre, devant les destitutions en masse qui ont été faites par le parti au pouvoir, en présence de la déclaration du ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) à l'effet que c'est une mitrailleuse que l'on devrait employer pour exécuter les employés libéraux parce qu'une guillotine, ça ne fonctionne pas assez rapidement, devant le refus constant du gouvernement d'accorder des enquêtes aux employés destitués, quel est l'homme, dis-je, qui peut prétendre que le gouvernement actuel n'a pas violé radicalement sa promesse de respecter les droits des employés honnêtes qui ne se sont pas mêlés de politique? Et ce qu'il y a de tragique dans ces destitutions d'employés fidèles, c'est que le premier ministre n'a jamais voulu modifier les déclarations outrées qu'il faisait lorsqu'il publiait aux quatre coins de la province que seuls les employés malhonnêtes seraient déplacés par le nouveau gouvernement.

Tous ceux qui sont destitués sans cause apparente passent pour des voleurs, et il n'est pas étonnant qu'ils réclament avec insistance des enquêtes pour laver leur réputation auprès de leurs parents, de leurs amis et de la population en général. Dans la plupart des cas, ces employés fidèles, dont un très grand nombre ont blanchi...

M. Béïque (Chambly): Il y en a qui ont surtout rougi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): ... au service de la province, n'ont pas même la consolation de recevoir un simple accusé de réception de leur demande. Il s'agit d'employés honnêtes qui se sont usés à bien servir leur province.

M. Béïque (Chambly): Parlez-nous des parjures du comté de Chambly.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il est de mon devoir, comme chef de l'opposition et comme simple citoyen, de protester énergiquement contre une politique aussi barbare que celle de destituer sans cause des employés publics et de vouer leur famille à la misère et à la faim, dans un très grand nombre de cas, et contre le déni de justice dont le gouvernement se rend coupable, en refusant les enquêtes demandées.

Je termine la première partie de la preuve de ma proposition, sur cette question des destitutions

politiques en masse. Je crois avoir mentionné des faits topiques en nombre suffisamment considérable pour avoir établi clairement que les anciens amis de l'Union nationale qui étaient sincères dans leur revendication ont raison de se séparer en masse du gouvernement, parce que ce gouvernement a été une déception cruelle pour eux.

La scission entre les chefs de l'Union nationale en est venue à son point culminant au début du mois de février dernier, et le premier ministre n'a pas cru devoir prendre des mesures radicales pour tâcher d'empêcher de se propager le germe de la désagrégation du parti ministériel. Un ministre et quatre députés ont été rayés des cadres ministériels. Il a appliqué le fer rouge sur la plaie vive, mais les incidents de ces jours derniers, et principalement l'assemblée de dimanche au Manège militaire, indiquent que son opération chirurgicale n'a pas eu l'effet qu'il en attendait. D'ailleurs, le premier ministre, qui aime toujours avoir plusieurs cordes à son arc, a préparé un discours du trône dans lequel nous retrouvons l'annonce de mesures de camouflage qu'il introduira pour pallier, en autant qu'il est possible de le faire, au mauvais effet que peut produire dans les rangs des ministériels et dans l'opinion publique de la province le divorce en bloc de ces jours derniers.

Ce sont les plus radicaux de l'Union nationale qui ont été boutés hors de l'aile ministérielle; ces prétendus radicaux ont de nombreux amis et chez les députés et parmi le peuple. Pour conserver au gouvernement ceux qui lui restent, il faut un programme apparemment radical, pour essayer de faire croire aux fidèles que les dissidents sont des êtres incontentables. C'est pourquoi le discours du trône a une teinte faiblement révolutionnaire, et le vieux conservateur qui se plaît à citer Mgr Freppel sur l'intervention de l'État dans les affaires a dû être fort marri, dans le tréfonds de son cœur, en apprenant que le chef du gouvernement actuel, issu d'une souche conservatrice si pure, proposerait des mesures peu concordantes avec les idées de l'évêque député de Brest, au Parlement français.

Personnellement, sans connaître le détail des lois qu'on nous annonce, je suis convaincu qu'elles ne mettront pas en danger la fortune de nos magnats des compagnies de courant électrique, ni celle des barons de la finance de la rue Saint-Jacques. On me permettra, dans mon étude du discours du trône, de borner mes remarques à ses énoncés principaux seulement car, comme celui de la session précédente, il paraît plutôt avoir été rédigé par un journaliste prolix que par un légiste, amant de la précision et au courant de la loi constitutionnelle.

Je désirerais d'abord faire une réserve quant à ce qui concerne la déclaration relative à la loi des pensions de vieillesse. Le discours dit: "Déjà vous avez voulu, par des lois... rendre plus efficace la loi des retraites pour la vieillesse." Il aurait été désirable que le discours du trône spécifiât en quoi le gouvernement a amélioré la loi des pensions de vieillesse. On comprend pourquoi on ne l'a pas fait, car on ne peut rien trouver dans la nouvelle loi qui modifie l'ancienne dans le sens de son amélioration. On sait, d'abord, que la loi des pensions de vieillesse est une loi du gouvernement fédéral et que l'Assemblée législative ne peut pas l'amender. Tout ce que peut faire la Législature, c'est de voir à son administration.

Le seul changement important qui a été fait à la loi secondaire provinciale l'a été pour destituer en masse les officiers réviseurs de comté et enlever aux conseils municipaux la charge de faire recevoir par leur secrétaire-trésorier, dans chaque municipalité, les demandes de pension des vieillards qui y résident. Avant ce changement, les vieillards avaient dans leur propre paroisse un officier public pour préparer gratuitement leur demande. Ce fut un moyen de leur causer des ennuis. À l'heure actuelle, ils doivent écrire à la Commission, faire venir des blancs et trouver des personnes bénévoles pour remplir leur formule, s'ils ne peuvent pas payer un homme de profession pour le faire.

On sait que les pauvres qui sont âgés de 70 ans sont dans des conditions telles qu'il est désirable de leur sauver le plus d'ennuis possible. C'est pour cela que l'ancien gouvernement, pour sortir l'octroi des pensions de vieillesse du domaine de la politique et pour rendre l'accès à ces pensions le plus facile possible, avait fait une obligation au conseil municipal de nos quatorze cents municipalités de désigner un homme, préférablement leur secrétaire-trésorier, pour recevoir les demandes des vieillards des deux sexes ayant droit aux pensions.

Il n'est pas étonnant que le chef du gouvernement ait pris ce sabotage pour une amélioration car, à un banquet auquel il assistait le 8 février dernier, il est allé jusqu'à laisser entendre que c'est son gouvernement à lui qui a doté la province de Québec de la loi des pensions de vieillesse. Voici, en effet, ce que rapporte *Le Devoir* du 9 février à ce sujet:

"M. Duplessis signale en plus l'établissement des pensions de vieillesse, pensions refusées par le gouvernement précédent et qui fonctionnent ici après quelques mois, alors qu'ailleurs il a pris deux années pour commencer à opérer."

Quel est l'homme ne connaissant pas le premier ministre de cette province qui pourrait s'imaginer qu'on pourrait trouver dans la bouche du chef du gouvernement une déclaration aussi contraire aux faits que celle-là?

La loi établissant les pensions de vieillesse dans la province de Québec a été proposée par votre humble serviteur et votée par le gouvernement libéral. Si le chef actuel du gouvernement peut s'enorgueillir du fait que, à quelques mois de son adoption, il y a au-delà de 15,500 personnes qui retirent des pensions chez nous, c'est dû au fait que cette loi n'était pas une loi de camouflage, que ses promoteurs voulaient réellement qu'elle produise son effet parce qu'ils croyaient sincèrement dans son utilité sociale.

Le chef du gouvernement peut-il en dire autant? Il est permis d'en douter, si l'on en juge par les déclarations à ce sujet de deux hommes qui l'ont bien connu: M. Guertin, l'ancien député de Hull, et un des honorables députés de cette Chambre qui siège à la droite, l'honorable député de Rouville (M. Barré).

Le 19 septembre 1934, M. Guertin, alors député de Hull, tenait une assemblée dans cette ville pour faire connaître les raisons pour lesquelles il refusait de reconnaître le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) comme son chef. M. Guertin a donc été un précurseur pour les membres de l'Union nationale qui sont actuellement en révolte ouverte contre le chef du gouvernement.

Il n'y a pas à les blâmer d'être en retard car, si M. Guertin s'est séparé avant eux, c'est tout simplement parce que le hasard des circonstances lui avait fait rencontrer le député de Trois-Rivières plus tôt qu'eux.

M. Guertin, qui savait que les paroles s'envolent mais que les écrits restent, a publié un pamphlet pour que le peuple de la province restât au fait des idées maîtresses du discours qu'il prononça en cette circonstance, et, de la circulaire qu'il a publiée, le lendemain de l'assemblée, j'extrais ce qui suit quant à ce qui concerne l'attitude passée du député de Trois-Rivières au sujet des pensions de vieillesse:

"11 novembre 1931 - Dans un discours à la Chambre, M. Duplessis condamne cette loi comme ne répondant pas à nos aspirations ni à nos traditions." (Voir journaux du 12 novembre, entre autres, *L'Événement* et la *Gazette*).

"11 janvier 1934 - Dans un discours à la Chambre, il répète qu'il n'aime pas cette loi." (Voir la *Gazette* du 12 janvier 1934).

"22 mars 1929 - Il est le secondeur d'une motion demandant la nomination d'un comité pour, entre autres choses, rechercher et trouver quel mode il serait possible d'adopter pour protéger nos vieillards indigents, sans injustice et sans affecter la situation économique de la province; vu qu'un des membres du gouvernement a déclaré tenir pour antisociale la loi des pensions de vieillesse et que des juristes consultés par le gouvernement l'ont jugée inconstitutionnelle." Peut-on, comme il le réclame, dire que c'est là être en faveur de la loi? M. Guertin a expliqué avoir voté pour cette motion comme pis aller, MM. Duplessis et autres, du parti, lui ayant refusé le privilège de présenter une motion demandant au gouvernement d'adopter la loi.

"Session 1933 - M. Duplessis, comme chef temporaire, réussit à convaincre la majorité des députés conservateurs que M. Guertin ne doit pas présenter une motion demandant cette loi; il avance toutes sortes de raisons pour s'opposer à cette loi. M. Guertin propose la résolution quand même." (Voir *Procès-verbaux 1933*, p. 357).

"Un amendement du gouvernement empêche M. Duplessis de voter contre la résolution."

"Session 1933 - M. Duplessis ne prend pas part au débat pour féliciter la Commission des assurances sociales pour son rapport en faveur de la loi des pensions de vieillesse et des pensions aux mères nécessiteuses. Était-il très content de leur conclusion?"

Ceci établit bien clairement que le premier ministre a tort de laisser entendre dans ses discours que c'est son gouvernement qui a fait adopter la loi des pensions de vieillesse. Tous ceux qui connaissent l'histoire politique de notre province, en ces dernières années, admettront que, si le chef du gouvernement n'avait pas prêté main-forte ouvertement et à la sourdine, comme le déclare le député de Hull, à ceux qui, dans l'ancien gouvernement, étaient opposés à la loi des pensions de vieillesse, que s'il avait mis le zèle pour la faire adopter qu'il mettait pour l'empêcher d'être inscrite dans nos Statuts, il y a longtemps que les vieillards de cette province recevraient leur pension du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est 6 heures. L'honorable chef de l'opposition est très amusant et je me demande s'il en a encore pour longtemps. Le chef de l'opposition est-il trop fatigué pour continuer?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah! Non. Je peux parler encore longtemps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous n'avons pas d'objection à continuer la séance. Mais, si le chef de l'opposition est fatigué, il peut demander l'ajournement. Assurément, il doit être fatigué, mais il ne l'est sûrement pas encore comme nous autres en effet. Ça nous paraît long, mais ça nous amuse.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'en ai pour une heure encore, comme il faut. Je n'ai donc pas objection à ajourner.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À quand? À ce soir ou à demain?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas d'objection à ajourner à demain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si c'est le désir de l'honorable chef de l'opposition, très bien.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Bertrand), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Dépôt de documents:**État des
mandats spéciaux**

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province. (Voir le tableau à la page suivante)

État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

	<i>Service et rapports du Conseil</i>	<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
10.	Département du secrétaire de la province: Université de Montréal: Octroi spécial..... (O.C. no 3571, du 23 décembre 1936)	50,000.00	50,000.00	.....
11.	Divers services: <i>Département des Travaux publics:</i> Taxes d'eau sur les édifices publics: Édifice central "E" et École Normale Laval.....	2,949.00	2,536.22	412.78
	<i>Département du Travail:</i> Dépenses contingentes..... (O.C. no 3570, du 24 décembre 1936)	25,000.00	9,139.04	15,860.96
12.	Divers services: <i>Législation - Assemblée législative:</i> Traitements, dépenses contingentes, etc.....	50,450.00	.....	50,450.00
	<i>Bibliothèque de la Législature:</i> Traitements, dépenses contingentes, etc.....	5,000.00	.....	5,000.00
	<i>Service civil - Dépenses d'administration:</i> Dépt. du Trésor: Bureau de l'auditeur..... Ministres sans portefeuille.....	2,500.00 1,500.00	2,500.00 .....	..... 1,500.00
	<i>Secrétaire de la province:</i> Fonds des écoles élémentaires..... Économie domestique.....	192,863.48 16,000.00	142,200.66 16,000.00	50,662.82
	<i>Affaires municipales, Industrie et Commerce:</i> Salaires et dépenses de voyage, etc., se rattachant aux renseignements commerciaux de l'Industrie et du commerce, des recherches économiques, etc.	25,000.00	2,460.38	22,539.62
	<i>Colonisation:</i> Administration, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture..... Primes de défrichement, de labour et de résidence..... (O.C. no 252, du 1 ^{er} février 1937)	165,000.00 200,000.00	22,448.09 30,827.50	142,551.91 169,172.50

État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
13.	Divers services:			
	<i>Items dont les crédits sont insuffisants:</i>			
	<i>Dette publique:</i>			
	Dette publique et amortissement de l'escompte sur emprunts émis.....	70,000.00	.....	70,000.00
	<i>Administration de la justice:</i>			
	Divers	80,000.00	.....	80,000.00
	<i>Département du secrétaire de la province:</i>			
	Fonds des écoles élémentaires.....	20,641.71	.....	20,641.71
	<i>Services divers:</i>			
	Divers en général.....	15,000.00	.....	15,000.00
	<i>Service civil:</i>			
	<i>Dépenses contingentes:</i>			
	Département du Trésor, Bureau du trésorier.....	1,500.00	.....	1,500.00
	Département du Trésor, Bureau de l'auditeur - (Dépenses du voyage et autres re-investigations)	3,500.00	677.87	2,822.13
	<i>Colonisation:</i>			
	Grains de semence: (À être distribués dans les districts d'Abitibi, Gatineau, Labelle, Lac Saint-Jean, Bas-Saint-Laurent (de la Rivière-du-Loup à Gaspé inclusivement):	450,000.00	.....	450,000.00
	<i>Agriculture:</i>			
	Grains de semence: (À être distribués dans divers comtés de la province, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas couverts par le département. de la Colonisation):	300,000.00	.....	300,000.00
	<i>Terres et Forêts:</i>			
	Arpentages: (Pour rencontrer les dépenses des districts miniers et de colonisation):	50,000.00	.....	50,000.00

NOTES

1. M. Bouchard parle pendant 2 h 15, selon *Le Devoir* du 3 mars 1937, à la page 1. L'honorable M. Adélard Godbout, ancien premier ministre et chef du Parti libéral, assiste à cette séance dans la galerie des conseillers législatifs, selon *Le Journal* du 3 mars 1937, à la page 3.

2. Cette voix fait ici référence à l'épouse du roi Édouard VIII. Lorsque ce roi annonça son intention d'épouser Mme Simpson, femme divorcée et de nationalité américaine, ceci provoqua une crise de gouvernement. Le roi abdiqua en faveur de son frère George VI (décembre 1936), devint duc de Windsor et épousa Mme Simpson en France en 1937.

3. "six mois", selon *Le Droit* du 3 mars 1937, à la page 8.

4. "moins ennuyeuse", selon *Le Clairon* du 5 mars 1937, à la page 1.

Séance du mercredi 3 mars 1937

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Louis-Philippe Lafond, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et validant son titre relatif à la propriété d'un certain emplacement situé en la cité de Drummondville, comté de Drummond (M. Marier);
- des directeurs du fonds des veuves et orphelins des ministres du syndic de l'Église presbytérienne d'Écosse, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à acheter de la puissance du Canada des pensions pour le compte des bénéficiaires (M. Bulloch);
- de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Choquette);
- des syndics de la paroisse de Sainte-Famille de Granby, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de prélever les sommes nécessaires pour pourvoir aux remboursements d'emprunts (M. Choquette);
- de la corporation municipale de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certain règlement et certain contrat faits et passés entre elle et la Donnacona Paper Company (M. Delagrave);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions et certain contrat passés et faits entre eux et la Donnacona Paper Company (M. Delagrave);
- de dame Hermine Dalbec et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Alfred Dalbec (M. Jolicoeur);
- de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Messier);
- de Joseph Anatole Marier et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Baie-Comeau (M. Leclerc);

- de A. Joly de Lotbinière et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Conseil armorial de Québec (M. Pelletier, Lotbinière);

- d'Adélard Bélanger, demandant l'adoption d'une loi rétablissant son titre de propriété à un certain emplacement situé à Montréal (M. Thibeault).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- du Crédit Foncier Franco-Canadien, demandant l'adoption d'une loi validant l'acte de dation en paiement par la Chambre de commerce du district de Montréal (M. Boyer);
- de l'Association des vétérans policiers de Montréal, demandant l'adoption d'une loi abrogeant et modifiant certains articles de la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal (M. Boyer);
- de l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boiteau);
- de la Commission des écoles catholiques romaines de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à faire certains emprunts (M. Delagrave);
- de la ville de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant un règlement (M. Larouche);
- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Leduc, Soulanges);
- des Frères des écoles chrétiennes de Québec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Marcoux);
- des Frères des écoles chrétiennes de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Marcoux);
- de Order Sons of Italy in Quebec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation (M. Monette);
- de la communauté des sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant l'île de Saint-Bernard et modifiant la charte de la ville de Châteauguay (M. Monette);

- de dame Alice Amyot et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Georges-Élie Amyot (M. Monette);

- du brigadier général Charles Allan Smart et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sur le nom de "Quebec Goldfields Transport Company" (M. Barrette, Terrebonne).

Rapports de comités:

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Chambre de commerce de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à faire certains paiements;

- de la ville LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Le rapport est adopté.

Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande la permission de présenter le bill 75 concernant la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie.

Cette compagnie demande certains pouvoirs additionnels qui peuvent lui être conférés en vertu de la loi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) demande la permission de présenter le bill 80 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Chambre de commerce de Saint-Hyacinthe

M. Marier (Drummond) demande la permission de présenter le bill 117 autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à emprunter pour rencontrer les obligations de la Chambre de commerce de Saint-Hyacinthe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Lachine

M. Carignan (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 96 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de la ville LaSalle

M. Carignan (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 95 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 2 mars, sur la motion proposée le mercredi 25 février dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres¹.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
(Applaudissements à gauche) Ces considérations m'amènent au paragraphe du discours du trône ayant trait à ce qu'on a convenu d'appeler l'aide aux veuves et aux orphelins.

Ce paragraphe se lit comme suit:

"Le gouvernement désire appliquer les meilleures méthodes de venir en aide aux mères et aux orphelins nécessiteux et il vous soumettra une législation à ce sujet."

Comme on le voit, ce paragraphe est très vague et il se pourrait bien qu'il fasse ne reproduire que les anciennes idées du chef du gouvernement sur cette question.

Voyons ce que le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) pensait de cette question, et de certaines autres lois sociales, en 1933 et en 1934, d'après M. Guertin et aussi d'après le député de Rouville (M. Barré). Sous le titre: "Assistance aux mères nécessiteuses" ou, pour ceux qui veulent jouer sur les mots, "Pensions aux veuves et aux orphelins", M. Guertin écrivait:

"Avril 1933 - Alors qu'il est chef temporaire, il tente de faire censurer, par un caucus secret, M. Guertin, parce que celui-ci présente une motion demandant au gouvernement d'instituer une telle loi, malgré la défense qu'il lui fit. Motion présentée et rejetée par la Chambre sans qu'un vote ne soit pris. M. Duplessis et ses partisans refusent de se lever pour exiger le vote comme le demandaient MM. Guertin et Barré - M. Duplessis ne parle pas.

"Voir *Procès-verbaux*, 1933, page 358: Texte anglais, le texte français étant erroné tel que le déclare M. L.-P. Geoffrion, le greffier de la Chambre, dans une lettre à M. Guertin en date du 9 octobre 1934. Voir aussi les journaux quotidiens du 13 avril 1933, particulièrement *L'Événement*, *Le Soleil* et *Le Canada*.

"31 janvier 1934 - M. Barré propose: Vu la recommandation de la Commission des assurances sociales au gouvernement de la province de Québec d'instituer un régime d'assistance aux mères nécessiteuses, cette Chambre est d'avis que ce régime peut et doit être institué au plus tôt et invite le gouvernement à présenter dès cette session la législation nécessaire.

"L'honorable M. David propose en amendement, secondé par M. J.-N. Francoeur: "Que la motion de l'honorable député de Rouville soit amendée et que les mots après "aux mères nécessiteuses" soient retranchés et remplacés par les suivants: "Cette Chambre est d'avis qu'aussitôt que la position financière de la province le permettra, le gouvernement considère la possibilité de créer ce régime d'assistance aux mères nécessiteuses."

"Tous les députés conservateurs y compris M. Duplessis votèrent contre cet amendement, lequel fut adopté par le vote des députés libéraux.

"M. Duplessis se leva alors et insista pour que le vote soit pris sur la motion telle qu'amendée, laquelle se lisait comme suit:

"Que, vu la recommandation de la Commission des assurances sociales au gouvernement de la province de Québec d'instituer un régime d'assistance aux mères nécessiteuses, cette Chambre est d'avis qu'aussitôt que la position financière de la province le permettra, le gouvernement considère la possibilité de créer ce régime d'assistance aux mères nécessiteuses.

"C'était reconnaître formellement le principe que des pensions soient accordées aux mères nécessiteuses. M. Duplessis vota contre avec ses partisans, les libéraux, plus MM. Guertin et Barré, votant pour. (Voir *Procès-verbaux* 1934, pages 83-84)

"M. Duplessis donna deux votes négatifs sans se prononcer d'aucune façon. Peut-il dire maintenant qu'il est en faveur des pensions aux mères nécessiteuses?

"M. Guertin a défié M. Duplessis de lui indiquer un seul discours prononcé par lui (l'honorable M. Duplessis) soit à la Chambre, soit ailleurs, dans lequel il préconisa cette mesure, avant sa tournée dans le district de Hull, en septembre 1934. Doit-on croire que M. Duplessis est maintenant converti, ou bien qu'il tente de berner les électeurs de Hull et des environs?"

Voyons maintenant ce qu'en pensait le député de Rouville, en 1933. Le pamphlet de M. Guertin nous le révèle:

"17 septembre 1933 - Dans une lettre publique à M. Houde, M. Barré dit, en parlant de M. Duplessis: Toujours, il a refusé et même parfois il a employé son autorité pour nous empêcher ou essayer de nous empêcher de prêcher ces réformes et ces lois sociales, telles que pensions aux vieillards, secours aux mères nécessiteuses, allocations familiales, réglementation du travail féminin, salaires minima, limitation des heures de travail, etc."

L'honorable M. Gagnon (Matane):

M. l'Orateur, je demande pardon au chef de l'opposition. L'honorable chef de l'opposition me permettra-t-il une question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Certainement.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Si je comprends bien, votre parti était en faveur des allocations aux mères nécessiteuses. Alors, pourquoi ne les a-t-il pas données lorsqu'il était au pouvoir?

Pourquoi l'honorable chef de l'opposition n'a-t-il pas présenté la loi lorsqu'il était ministre?

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'honorable ministre qui m'interrompt devrait savoir que du temps que j'étais Orateur de cette Chambre, je ne pouvais présenter de pareilles législations. Ce n'est pas à l'Orateur...

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je n'ai pas fait mention du temps où l'honorable chef de l'opposition était Orateur, mais j'ai bien précisé au contraire qu'il s'agissait, sauf erreur, du temps où il était ministre. Il le fut pendant un an.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est vrai que j'ai été ministre un an, mais on ne peut présenter des lois que pendant la session seulement. Nous n'avons eu qu'une très courte session alors que j'étais ministre. Si je n'ai pas proposé la loi aux mères nécessiteuses, c'est que je n'en ai pas eu le temps, la session s'étant terminée brusquement. Mais j'ai toujours été en faveur d'une pension aux mères nécessiteuses. Si l'honorable ministre des Mines doute que j'aie fait quelque chose en matière de lois sociales, qu'il se rappelle que j'étais tellement en faveur de réformes sociales que, pendant la courte session où j'ai été ministre, j'ai eu l'honneur de proposer moi-même une loi des pensions de vieillesse.

(Applaudissements)

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Oui, mais ça a pris du temps.

(Manifestation dans les tribunes du public)

M. l'Orateur: Je rappelle au public dans les galeries qu'il n'a pas le droit de manifester, ni pour un côté ni pour un autre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Dans tous les cas, les hommes désintéressés que j'ai cités...

Un député ministériel: Ah oui, désintéressé M. Guertin.

Des députés ministériels: Ah! Ah!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, on peut rire. Mais M. Guertin, qui a siégé ici pendant

plusieurs années, était un brave homme, un homme désintéressé, et l'honorable ministre qui vient de m'interrompre a été trop heureux de l'avoir comme collègue dans son parti. M. Guertin est un bon citoyen qui a rendu des grands services au Parti conservateur. C'était un conservateur, lui, mais il était très dévoué à tous et je suis heureux de le citer en exemple. En exemple pour ceux qui veulent placer l'intérêt de la province avant l'esprit de parti. Le député de Rouville, M. Barré, est aussi un autre brave de ce calibre...

(Applaudissements à droite)

... il mérite quand même des félicitations pour son attitude franche. Ce n'est pas lui qui a changé d'opinion, s'il siège aujourd'hui à droite, mais son chef. Ces opinions d'hommes désintéressés et le vague du discours du trône au sujet des pensions aux veuves et aux orphelins nous autorisent à attendre le texte lui-même de la loi qui sera proposée par le gouvernement, pour dire si nous en approuverons l'adoption.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): On est pour ça nous autres aussi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il est sûr que, si cette loi n'est qu'une loi de camouflage destinée à sauver plutôt la face du gouvernement qu'à venir en aide aux mères nécessiteuses, nous la condamnerons comme nous avons condamné toutes les lois que nous avons jugées inutiles et contraires à l'intérêt public, malgré leur belle apparence de façade.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Vous avez toujours combattu ces lois sociales.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est moi qui ai proposé la loi des pensions de vieillesse.

Le discours du trône nous annonce une réorganisation de certains de nos tribunaux. Voilà encore une déclaration bien vague et qui semblerait confirmer une rumeur qui court depuis quelques mois et qui voudrait qu'un de nos tribunaux provinciaux les plus importants disparaisse pour être remplacé par une autre forme de tribunal. Je donne cette rumeur pour ce qu'elle vaut, car il me semble que le gouvernement n'osera pas chambarder ainsi l'administration de la justice criminelle dans notre province.

Avant de discuter une question de cette importance, force m'est d'attendre d'être mis en possession du texte de la nouvelle loi. Si nous découvrons que ce changement n'est opéré que pour

destituer en bloc les magistrats que nous avons à l'heure actuelle, magistrats jouissant de cette inamovibilité qui est une des meilleures garanties d'une administration saine de la justice, nous la combattons avec toute la vigueur que nous pourrons et par tous les moyens qui seront à notre disposition.

M. l'Orateur, je passe maintenant à la question de l'électricité qui fait l'objet du plus long paragraphe du discours du trône. Par les récents événements qui se sont produits dans les rangs ministériels, le chef du gouvernement a senti qu'ils étaient sérieux, un grand nombre de ceux qui ont fait les dernières campagnes à ses côtés, pour en arriver à établir dans cette province des taux raisonnables pour la vente du courant électrique. Comme votre humble serviteur, ils sont convaincus que seule la concurrence de l'État peut avoir raison de l'entêtement intéressé des grands monopoles hydroélectriques à tenir les prix à un niveau exorbitant, et pour l'éclairage et pour le pouvoir-moteur.

Le chef actuel du gouvernement était un grand étatiseur au cours de la dernière élection. Il devait, 24 heures après son arrivée au pouvoir, exproprier la grande centrale de la Beauharnois. Six mois se sont écoulés depuis le changement de régime, et l'eau qui continue à faire mouvoir les turbines de l'usine géante fait encore tourner des génératrices appartenant à la même compagnie privée.

On se rappelle les châtiments terribles que le député de Trois-Rivières devait infliger à ceux qui s'étaient servis de nos ressources naturelles pour exploiter le peuple; le premier ministre brandit bien encore son fouet contre les grandes compagnies, mais, nous a dit le député de Québec-Centre (M. Hamel), c'est un fouet de laine pour ne pas leur faire bobo.

Je suis heureux de constater que je ne suis plus le seul à prétendre publiquement que les déclarations de l'ancien chef de l'opposition contre les grandes corporations électriques n'étaient que du camouflage pour surprendre l'opinion publique; les plus zélés de ses anciens lieutenants répètent aujourd'hui la même chose, et demain, le nombre de ceux qui lui auront retiré ouvertement leur appui sera décuplé.

Le gouvernement a voulu éluder la question directe en convainquant les compagnies de baisser quelque peu leurs taux. Il y a eu une baisse à Québec et les journaux amis du pouvoir, pour tâter l'opinion publique, viennent d'annoncer une baisse générale possible de 15 %, baisse pouvant cependant être modifiée ou annulée par un décret d'une nouvelle commission à créer.

Les discours que nous avons entendus dimanche et qui ont été prononcés au Manège militaire, au cours d'une assemblée dont la masse des auditeurs a accueilli le nom de notre premier ministre avec les mêmes huées et les mêmes vociférations par lesquelles il faisait, il y a quelque six mois, accueillir les noms des anciens chefs du gouvernement, ces discours, dis-je, indiquent clairement que la masse ne sera pas satisfaite du palliatif que lui offre le gouvernement sous la forme de ces taux faiblement réduits. Et la masse a raison.

Des députés: Oui, elle a changé de gouvernement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous avons eu le même problème à résoudre à Saint-Hyacinthe et, malgré les entraves que la partisannerie politique a mises dans notre chemin, nous l'avons résolu.

Ce n'est pas une réduction de 10 % et de 15 % que nous avons obtenue en utilisant la manière forte pour mater notre trust local. Les taux ont été coupés en deux, et ceux qui existaient avant la construction de notre centrale municipale étaient de 100 % plus élevés que ceux dont nous bénéficions aujourd'hui. Nous ne nous sommes pas contentés de soulever les préjugés populaires au temps des élections pour élire nos candidats; nous avons accompli ce que nous avions promis et nous avons obtenu les résultats que nous attendions de notre politique de concurrence par le peuple dans le domaine de l'électricité.

Lorsque les électeurs de Saint-Hyacinthe eurent voté, à une majorité formidable, le règlement autorisant la construction de la centrale municipale, la compagnie nous a offert une réduction de taux de 33 1/3 %, alors qu'avant le vote elle déclarait être dans l'impossibilité absolue de faire une diminution quelconque. La réduction était relativement considérable, mais nous l'avons refusée quand même et, malgré la campagne que faisaient nos adversaires politiques, pour nous forcer à l'accepter, en exagérant les risques que nous courrions dans l'établissement de notre centrale, nous avons construit notre usine municipale.

Si on veut avoir une idée du résultat, on n'a qu'à consulter les tarifs de deux époques. Avant la municipalisation, nous payions pour notre courant d'éclairage 7 1/2 ¢ net le kilowattheure et 2 1/2 ¢, net, pour le courant de cuisson. À l'heure actuelle, nous payons une charge fixe mensuelle de 30 ¢, plus 3 ¢ seulement pour les premiers 60 kilowatts-heure, et 1 1/2 ¢ pour les kilowatts additionnels. Ce tarif nous permet néanmoins, malgré la guerre de corsaires que

nous fait le trust local, de réaliser des profits, profits qui sont suffisants pour qu'on fasse aux consommateurs la remise de la charge fixe, ce qui fait qu'en réalité le tarif actuel de la ville de Saint-Hyacinthe n'est que de 3¢ pour les premiers 60 kilowatts-heure, et de 1½¢ pour tous les kilowatts additionnels. Ainsi, une facture mensuelle de 100 kilowatts-heure d'éclairage et 300 kilowatts-heure de cuisson nous coûtait anciennement \$15; une pareille facture ne nous coûte plus aujourd'hui que \$6.90. L'ancien coût était donc de 300 % environ plus élevé. Pour une consommation plus faible de 50 kilowatts-heure d'éclairage par mois, net, 150 kilowatts-heure pour cuisson, le coût était anciennement de \$7.25; il n'est plus que de \$3.90, ce qui fait qu'il y a encore sensiblement 100 % de différence entre le coût actuel et le coût ancien.

Bien que notre usine municipale n'ait qu'une capacité de 2,400 chevaux-vapeur, elle a aussi rendu des services considérables aux manufacturiers de la ville. La concurrence leur a permis d'obtenir des taux qui leur sauvent des milliers de dollars à tous les mois. Ils ne sont pas rares les industriels qui ont pu épargner le quart des dépenses qu'ils faisaient anciennement pour leur pouvoir-moteur.

La municipalisation fait économiser au-delà de \$75,000 par année aux citoyens de notre ville. Cela veut dire que, dans deux ans, nous aurons complètement payé notre usine municipale, mise en opération le 1^{er} décembre 1934, par les épargnes que nous aurons fait réaliser à nos contribuables. Les adversaires de la municipalisation sont priés d'en prendre note.

En présence de ces faits, il n'est donc pas étonnant que les partisans de la concurrence par l'État ne se déclarent pas satisfaits des réductions de 10 % ou 15 % suggérées pour la prévenir. Cette politique est une politique de camouflage comme toute celle annoncée sur l'électricité par le discours du trône.

Relativement à la politique du gouvernement sur cette question, le discours du trône présente, cette année, un aspect extraordinaire. Le but essentiel d'un discours du trône, c'est d'annoncer des réformes à faire et des mesures nouvelles à adopter. Le présent discours du trône, se départant de son rôle habituel, préconise sur cette matière des lois qui existent dans nos Statuts depuis bientôt deux ans. C'est ce qui fait qu'il constitue une approbation évidente de la politique récente de l'ancien gouvernement sur l'exploitation de nos ressources hydroélectriques, au lieu d'annoncer des mesures nouvelles de celui qui est au pouvoir.

Examinons le cas. Le paragraphe relatif à la question de l'électricité commence par l'affirmation suivante: "Le gouvernement n'a accordé aucun permis autorisant l'aménagement de chutes d'eau." Qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie tout simplement que le nouveau gouvernement n'a pas fait de concessions additionnelles de forces hydrauliques. Cela n'a rien d'étonnant car, même s'il avait voulu en faire, il ne pouvait en concéder légalement.

Depuis plusieurs mois, avant la chute du gouvernement libéral, une grande compagnie minière était en instances auprès des ministres pour obtenir des droits de développement hydraulique additionnels. Ces droits lui ont été refusés parce qu'une loi que je faisais adopter en 1935 mettait le gouvernement dans l'impossibilité de faire à une corporation privée aucune concession nouvelle de pouvoirs d'eau excédant 500 chevaux-vapeur, à moins d'une loi de la Législature. L'exception avait été faite pour le cas où des particuliers, propriétaires de petites industries comme des moulins à farine, des scieries mécaniques, auraient eu besoin de petits pouvoirs pour l'utilité de leurs petits établissements. Je lis l'article de la loi pour bien établir l'impossibilité dans laquelle se trouvait le nouveau gouvernement de faire aucune concession additionnelle de chutes d'eau. On le trouve dans la section 8 du chapitre 23 des Statuts de 1935 sous le titre "Des concessions futures de chutes d'eau et rapides:"

"86. À compter du 15 avril 1935, toute aliénation ou tout bail de forces hydrauliques d'une puissance naturelle moyenne de 500 chevaux et plus, faisant partie du domaine public, ne peut être fait qu'en vertu d'une loi de la Législature, si cette aliénation ou ce bail est fait en faveur d'une corporation autre qu'une corporation municipale."

Le haut fait du gouvernement qui n'a pas concédé d'exploitation nouvelle en pouvoirs d'eau est, donc, très peu méritoire, puisqu'une des réformes données à cette province par le Parti libéral le mettait dans l'absolue impossibilité de le faire. C'est être vertueux à bon compte que d'être mis dans l'impossibilité de mal faire.

Si cette loi, remettant à la Législature les pouvoirs qu'avait anciennement le lieutenant-gouverneur en conseil, n'eût pas existé, qui peut nous garantir qu'on n'en aurait pas agi sur cette question avec les gros intérêts comme on a agi avec M. Pittfield sur la question de l'emprunt secret de \$51,000,000 et avec les marchands de bois sur la question de l'abaissement des droits de coupe?

Grâce à cette loi démocratique que le Parti libéral a donnée à la province en 1935, c'est la Chambre des députés qui décidera s'il est d'intérêt public de concéder de nouveaux pouvoirs d'eau à des corporations privées, ou s'il ne vaut pas mieux les exploiter en régie publique, par le peuple et pour le peuple. Une de nos réformes sur l'électricité aura donc prouvé son utilité même à ceux qui prétendaient honnêtement que nos trois lois en cette matière étaient inefficaces.

Le discours du trône, faisant suite aux menaces faites à Montréal par le premier ministre contre les grandes compagnies d'électricité, nous annonce que le gouvernement a l'intention de prendre des mesures pour faire cesser les abus de ces compagnies. Je prends note avec plaisir de cette déclaration du premier ministre et je peux l'assurer que le chef de l'opposition et ses collègues l'aideront à trouver des lois pour faire cesser ces abus.

Nous avons actuellement une Commission d'électricité qui était chargée de mettre fin à la plupart de ces abus. Elle avait les pouvoirs les plus étendus pour empêcher la surcapitalisation des compagnies d'électricité. Elle devait même retrancher du coût de vente du courant toute charge provenant de la surcapitalisation, du paiement de salaires exagérés aux directeurs ou de tout déboursé n'étant pas fait exclusivement pour la production de l'énergie électrique. Cette Commission a aussi le droit de casser les contrats existants quand elle les juge non équitables. Elle possède les plus amples pouvoirs d'enquête pour établir la valeur réelle des systèmes de nos grandes compagnies hydroélectriques et elle a commencé depuis plusieurs mois à établir la valeur équitable de ces grandes entreprises.

La ville de Saint-Hyacinthe et quelques villes sœurs se sont adressées à cette Commission pour se plaindre de certains procédés du principal trust électrique de la région des Cantons-de-l'Est et de la vallée de la Yamaska et de celle du Richelieu. La Commission a commencé son travail, mais le changement du gouvernement a été suivi de la démission de son président, M. Augustin Frigon, et les affaires en sont restées dans le statu quo. Je ne dis pas que le jugement des commissaires aurait été infaillible, ni qu'il aurait donné satisfaction au peuple de la province. Mais ce qu'il y a de certain, c'est que nous avons un recours efficace contre les jugements de cette Commission au sujet de l'abaissement des taux. Ce recours était celui qui nous est garanti par la loi permettant au gouvernement d'établir une ou plusieurs centrales électriques pour produire et

vendre de l'électricité au peuple de cette province. Ce recours efficace, c'est celui que nous avons exercé sur une échelle modeste, il est vrai, dans la ville de Saint-Hyacinthe, mais qui nous a donné les magnifiques résultats que j'ai mentionnés tout à l'heure.

J'ai fait, il y a un moment, allusion à la guerre de corsaires qui nous est livrée dans notre ville par le trust local. Je veux, aussi rapidement qu'il me sera possible de le faire, signaler les abus révoltants dont se rend coupable la Southern Canada Power Company pour tâcher de ruiner notre centrale municipale; en les relatant, on comprendra quel patriotisme anime une certaine catégorie de consommateurs d'électricité de notre ville, pour que le conseil municipal puisse réussir à maintenir l'opération de sa centrale électrique en réalisant chaque année des profits substantiels.

Dès que la centrale municipale a commencé à vendre du courant dans la ville de Saint-Hyacinthe à des taux raisonnables, la compagnie a institué un système particulier de vente de courant électrique pour usage domestique, qui lui permet de faire des taux de faveur sans que le public ne puisse exercer de contrôle sur cette vente de courant à des prix réduits et la plupart du temps ridiculement bas. Ces prix de coupeurs de gorges peuvent exister par le fait que la compagnie vend son courant chez nous, pour usage domestique, sans compteur pour mesurer la dépense du client. Le prix est fixé arbitrairement et il est toujours assez bas pour offrir une économie considérable au consommateur s'alimentant à l'usine municipale.

Les agents de la compagnie consentent des taux, sans compteur, aussi bas que 77¢ par mois, et l'agent a bien soin de dire au client qu'il pourra se servir du courant tant qu'il voudra. Et ces taux à prix fixe sont consentis non seulement pour l'éclairage, mais aussi pour le service des poêles de cuisine, des moteurs, des chaufférettes et de tout autre appareil mu par l'électricité.

Ce sont ces taux qui font qu'à Saint-Hyacinthe un grand nombre de personnes chauffent leur maison en grande partie à l'électricité. C'est ce qui fait que les lampes éclairent la nuit, le jour, non seulement les maisons, mais même les cours, les hangars et les poulaillers. C'est ce qui fait de plus que, de temps à autre, prennent feu les transformateurs de la compagnie privée parce qu'ils deviennent trop chargés et que si souvent on voit un électricien perché dans un poteau pour découvrir le client qui la vole trop, après avoir été invité à la voler modérément.

Je désire signaler ici le danger qu'offre pour la morale cette invitation quasi formelle d'utiliser plus de courant que le contrat écrit n'en autorise. C'est favoriser la malhonnêteté et habituer les gens à méconnaître les principes de probité.

M. Hamel (Québec-Centre): Mon honorable collègue me permettra-t-il une question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai aucune objection.

M. Hamel (Québec-Centre): Est-ce que vous ne vous êtes pas plaints devant la Commission de l'électricité parce que la compagnie coupait les prix?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui. Non seulement la ville de Saint-Hyacinthe a porté plainte, mais plusieurs autres villes ont fait la même chose. Une enquête a été commencée par la Commission sur cette situation, mais avec la démission du président, M. Augustin Frigon, l'affaire en est restée là. M. Frigon n'a pu agir, il fut destitué par le nouveau régime.

M. Hamel (Québec-Centre): Est-ce que M. Frigon, *prima facie*, n'a pas trouvé vos plaintes révoltantes? Il a préféré enquêter sur la capitalisation de la compagnie.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne peux pas dire que M. Frigon n'a pas trouvé ça révoltant. C'était révoltant et je suis certain que nous aurions eu jugement en notre faveur, mais nous avons dit que si nous n'avions pas satisfaction avec cette enquête de la Commission, nous aurions recours à la Chambre, comme d'ailleurs nous y aurons recours durant la présente session.

Je n'ai pas besoin de dire que l'appât du gain, qui est très considérable dans certains cas, a privé notre usine d'un grand nombre de clients. Il n'y a pas de doute que la compagnie a mis ce système de la vente sans compteur en vigueur pour tâcher d'induire le conseil municipal à faire la même chose. Nous avons compris le piège du trust et il a été le seul à s'y prendre les pattes. Il est vrai que le fait qu'il peut exploiter le public en dehors de la ville de Saint-Hyacinthe lui permet de se rattraper ailleurs des pertes qu'il fait ici dans le but de ruiner notre usine.

Nous avons un tarif équitable nous permettant de joindre les deux bouts avec un profit raisonnable. Les gens qui voient clair et qui sont des

patriotes sont satisfaits de la réduction de 50 % qu'il leur a procurée et ils sont en nombre suffisant pour supporter notre centrale. Le trust peut en être averti et se convaincre que le conseil municipal ne changera pas son tarif.

Le gouvernement peut adopter des lois pour faire cesser cet état de choses dangereux pour la morale publique et excessivement préjudiciable aux intérêts des villes, dont les citoyens ont eu le courage de municipaliser l'électricité, dans le but d'empêcher les trusts de continuer à les exploiter.

Il y a des lois pour empêcher de vendre le combustible et les denrées autrement qu'au poids et à la mesure. Ces lois ont été édictées pour protéger le public consommateur et faire cesser les rapines des commerçants de mauvaise foi. Pourquoi ne pas adopter dans la province une loi forçant toutes les compagnies d'électricité à vendre le courant au kilowattheure, qui est une mesure légale reconnue dans le monde entier? Les compagnies, par cette loi, seraient mises dans l'impossibilité de faire des faveurs particulières à des clients d'une même catégorie et notre compagnie locale ne pourrait pas laisser subsister les taux ridicules et le système favorisant la malhonnêteté qu'elle maintient à Saint-Hyacinthe.

Une autre loi devrait aussi être adoptée pour forcer les compagnies à consentir dans leur réseau un tarif uniforme pour les villes et les municipalités de même population. Cette loi aurait pour effet d'empêcher immédiatement la Southern Canada Power de maintenir des taux excessivement bas dans notre ville sans en donner le bénéfice aux villes de même population, comme Saint-Jean, Drummondville et Granby. Ces deux lois mettraient fin immédiatement à la guerre déloyale qui nous est faite par le trust local, obligé de faire cesser ces pratiques de concurrence malhonnêtes.

Voilà, M. l'Orateur, quelques abus que je désirais signaler et quelques remèdes que j'avais à suggérer pour y mettre fin.

Le discours du trône, à propos de municipalisation, dit: "Dès cette session, il (le gouvernement) vous proposera d'accorder, de façon efficace et juste, à toute municipalité de notre province le droit de municipaliser le service de l'électricité dans son territoire." À cette lecture, on serait porté à croire qu'il y a des municipalités dans la province qui sont privées du droit de municipaliser l'électricité. C'est là l'impression que veut donner le gouvernement, de manière à pouvoir réclamer pour lui le mérite d'avoir donné aux municipalités le droit complet de municipalisation.

Je vais donner, pour que ce camouflage ne puisse pas avoir d'effet chez les gens qui aiment à voir clair, lecture d'extraits du texte de la loi sur la municipalisation que nous avons adoptée en 1935:

"2. La présente loi, (chapitre 49 des Statuts 25-26 George V), s'applique à toute corporation municipale, qu'elle soit constituée en corporation en vertu d'une loi générale ou qu'elle le soit par une loi spéciale; et toutes les dispositions d'une loi générale ou spéciale incompatibles avec celles de la présente loi sont abrogées ou modifiées en conséquence."

"4. Toute corporation municipale peut adopter, modifier ou abroger des règlements pour l'établissement et l'administration d'un système électrique, pour les besoins publics et ceux des particuliers ou des corporations désirant s'en servir dans leurs maisons, bâtiments ou établissements."

"6. Le conseil municipal est revêtu de tous les pouvoirs nécessaires pour établir et administrer le système électrique que prévoit le règlement.

"Il peut, dans le but de rencontrer les intérêts des sommes dépensées pour son établissement et de créer un fonds d'amortissement, imposer par règlement, sur tous les propriétaires ou occupants de maisons, magasins ou autres bâtiments, une taxe spéciale annuelle sur la valeur cotisée de ces maisons, bâtiments et établissements, y compris le terrain."

Est-ce que la Législature peut donner des droits plus amples et plus clairs aux corporations pour municipaliser le service de l'électricité? Évidemment, le gouvernement veut continuer la tactique de ses chefs qui consistait à nier l'existence de lois favorisant la municipalisation dans la province, et de nature à mettre dans les mains des consommateurs des armes avec lesquelles ils pouvaient combattre efficacement l'exploitation des trusts.

La loi sur la municipalisation, qu'annonce le discours du trône, existe dans nos Statuts, quoi qu'en ait voulu et quoi qu'en veuille prétendre l'administration actuelle. Le discours du trône, continuant à traiter de la question de l'électricité, dit: "De plus, il vous demandera de créer un organisme possédant le pouvoir d'installer certaines centrales électriques, qui devront rester la propriété de la province et dont l'exploitation, indépendante des compagnies d'électricité et des clientèles politiques, devra s'effectuer dans l'intérêt général."

Cet organisme que nous annonce le discours du trône, il existe actuellement. Il a été donné à la province en 1935 par le gouvernement libéral, quand il a fait adopter la loi modifiant la loi du régime des

eaux courantes. Cette loi est citée au chapitre 23, du Statut 25-26 George V. Je lis l'article ayant trait à l'établissement de centrales étatisées:

"78. La Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit entre les mains du ministre chargé de la mise à exécution de la présente loi tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle peut entreprendre et le coût probable d'iceux, peut être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil:

"a. À aménager et exploiter les chutes d'eau et les rapides non concédés, situés sur les cours d'eau du domaine public.

"b. À construire, maintenir et opérer tout établissement, usine, machinerie, réseau, système et accessoires et à exécuter tous travaux pour la transmission, l'approvisionnement et la distribution d'énergie électrique provenant des forces hydrauliques mentionnées ci-dessus ou achetées par ladite commission.

"c. À acheter de toute centrale électrique de l'énergie pour ses propres fins ou pour la revendre à toute corporation municipale pour son utilisation propre ou pour vente au détail suivant la loi."

Que cette loi ait établi un système d'hydro provinciale, on ne peut plus le contester. L'organe principal du gouvernement l'admet lui-même et, comme on ne saurait chez nos adversaires mettre en doute l'affirmation du *Devoir*, je la donne. Voici ce qu'il écrivait tout récemment, au début de la crise ministérielle, sous le titre bien catégorique: "L'Hydro existe depuis mai 1935 - La loi 25-26 George V, chapitre 23."

"Au sujet du projet d'une hydro provinciale, écrit ce journal, il se trouve qu'en fait, l'hydro électrique provinciale québécoise existe depuis le 18 mai 1935. Notre hydro ne porte pas le nom, mais elle existe tout de même." *Le Devoir* fait suivre ces remarques de la citation de la loi que je viens de lire.

Cet aveu de nos adversaires, qui ont prétendu qu'il n'y avait rien dans nos nouvelles lois d'électricité, vient un peu tard, mais il aura quand même son utilité. Il démontre que le discours du trône nous annonce des choses existant déjà dans nos lois et, si le nouveau gouvernement croit devoir les annoncer, c'est que les lois que nous avons adoptées étaient d'intérêt public. Puisque le nouveau gouvernement veut faire passer des lois identiques pour mettre fin aux abus des trusts, c'est donc que nos lois étaient de nature à protéger le public. Si le gouvernement veut passer des lois identiques aux nôtres, c'est donc que sa critique d'autrefois était injustifiée.

Les dissidents de l'Union nationale ne paraissent pas avoir grande foi dans les centrales que se proposerait d'établir le gouvernement, et leurs soupçons sont basés sur des craintes justifiées.

Il y a lieu de construire des centrales pour faire baisser le coût de l'électricité là où il s'en dépense suffisamment. Mais il y a centrale et centrale. Si on établit une centrale dans les régions inhabitées du Nord, au profit des propriétaires de mines, les centres habités de la province, où les trusts électriques récoltent leurs revenus plantureux, se sentiront fort peu des bienfaits de l'établissement de la centrale.

Cette centrale peut aussi devenir une menace pour la municipalisation et l'étatisation si on l'établit dans un centre où, nécessairement, elle devra être une faillite. Dans ce cas, la centrale servira de beaucoup mieux les intérêts des monopoles électriques que ceux des consommateurs. Mon ami le député de Québec-Centre (M. Hamel), qui a lu, comme moi, les rapports de la grande enquête de la Commission du commerce fédéral des États-Unis, est au fait de ces manœuvres des grandes corporations, manœuvres par lesquelles, sous prétexte de nuire aux gros intérêts financiers, on ruine plus facilement les meilleures armes des consommateurs d'électricité.

Je crois en avoir dit suffisamment sur la question de l'électricité pour démontrer que le discours du trône ne fait, en somme, qu'annoncer des réformes qui sont actuellement établies par nos lois. Les efforts que le gouvernement y fait pour se représenter comme un adversaire acharné des trusts électriques sont apparents. Mais ce n'est que du camouflage comme celui dont le peuple s'est déjà rendu compte au cours de l'administration du nouveau gouvernement depuis août dernier.

M. l'Orateur, au lendemain des dernières élections, les gens ne connaissant que superficiellement les arcanes de la politique se sont imaginé, par le grand nombre de candidats de l'Union nationale qui étaient élus, que nous aurions le gouvernement le plus fort que nous ayons eu depuis longtemps. La morgue passée du premier ministre et son sarcasme continu en présence du petit nombre des membres de l'opposition nous ont fait voir qu'il était l'esclave de la même illusion.

Jamais nous n'avons eu un gouvernement plus faible. Nous ne sommes qu'à six mois de sa formation et déjà le bloc solide a commencé à s'effriter; les clés de voûte et les plus belles pierres de l'arche se détachent du monument édifié sur le sable mouvant de la calomnie et des préjugés populaires; l'écroulement final n'est pas loin. Ce n'est

certainement pas un gouvernement fort que nous avons; je l'ai démontré en passant rapidement en revue ses actes depuis qu'il a pris le pouvoir et en signalant que le discours du trône n'annonce qu'une politique de camouflage comme celle dont nous avons été affligés dans notre province depuis son existence. Les gens de bonne volonté, à quelque parti qu'ils appartiennent, et qui commencent à voir clair dans le jeu du gouvernement, ont donc raison de s'en séparer. Je ne suis pas étonné de voir les masses populaires conspuer ceux qu'elles portaient aux nues, il y a six mois à peine.

Ayant été investi de la charge de chef de l'opposition, j'ai commencé à attaquer le gouvernement dès les premiers jours de la dernière session. Je devais le faire, car le gouvernement n'avait pas perdu une minute pour violer les promesses les plus sacrées qu'il faisait au cours des élections dont nous étions sortis, il y avait à peine un mois. J'ai compris que son chef, qui est surtout un tacticien politique, avait voulu abuser de la faiblesse numérique dans laquelle nous avait laissés en Chambre le vote populaire et du manque nécessaire d'expérience de ses propres députés, dont la plupart siégeaient ici pour la première fois, pour perpétrer, au profit de ses amis et des bailleurs de fonds de la caisse électorale de son parti, des saignées sur le Trésor public, comme celles de la vente sans soumissions des \$51,000,000 d'obligations et de la réduction formidable des droits de coupe, deux opérations qui, à elles seules, ont fait perdre au-delà de \$1,000,000 à la province.

Le premier ministre doit réaliser maintenant que le chef de l'opposition n'a pas été atterré par les dernières élections et qu'il ne s'est pas non plus laissé terroriser par ses menaces aussi ridicules que violentes. J'ai fait mon devoir et j'ai eu raison de le faire. Les événements qui se sont déroulés jusqu'ici l'ont prouvé hors de tout doute. L'opposition continuera à faire son devoir sans peur comme sans reproches. Ma tâche est particulièrement ingrate; elle serait cependant tolérable et même agréable si nous retrouvions dans cette Chambre l'atmosphère des anciens jours où nous pouvions rechercher le bien de cette province dans la gentillesse française, qui donnait à nos délibérations un décorum que j'espère retrouver au cours de la présente session.

(Rires)

Quoi qu'il en soit, nous continuerons à travailler comme par le passé, dans l'ordre ou dans le désordre, dans l'intérêt du peuple de la province. Si nos travaux, si durs soient-ils, contribuent à hâter l'accession au pouvoir d'un gouvernement réellement

imbu de ces idées progressives dans lesquelles la masse populaire a foi, si nos efforts peuvent arriver à unir toutes les bonnes volontés, et chez nos partisans et chez ceux qui ne partagent pas nos couleurs politiques, à en constituer un faisceau d'attaque auquel le gouvernement ne saura résister pour nous empêcher d'atteindre un but commun, je remercierai la Providence de m'avoir laissé debout sur le champ de bataille pour aider à une œuvre de salut public.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

se lève.

(Une ovation, des cris et des applaudissements retentissent).

M. l'Orateur: Les spectateurs doivent rester tranquilles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. l'Orateur, il existe une coutume parlementaire qui est très ancienne et à laquelle les chefs de la droite et de la gauche n'ont jamais failli en cette Chambre. Cette coutume, à base de courtoisie et de gentilhommerie, coutume dont jamais ne se sont départis les chefs de gouvernement ni les chefs d'opposition, et en vertu de laquelle leurs premières paroles sont pour féliciter le proposeur (M. Labelle) et le secondeur (M. Bulloch) de l'adresse en réponse au discours du trône, quelles que soient leurs convictions politiques. Je regrette que celui qui se prétend le chef de l'opposition dans son discours très court...

(Rires)

... n'ait pas jugé à propos de suivre cette coutume parlementaire, qui est une tradition. Pourtant, le proposeur et le secondeur sont dignes d'être félicités.

L'honorable député de Saint-Henri (M. Labelle), le proposeur, est un jeune homme d'avenir, et le gouvernement l'a choisi pour présenter l'adresse non seulement à cause de son talent remarquable, mais surtout parce qu'il représente en cette Chambre la jeune classe ouvrière, et parce qu'il est le député d'une circonscription électorale où le chômage est particulièrement très vif et très aigu et d'un comté où les ouvriers sont en grand nombre. Je regrette sincèrement que l'honorable chef de l'opposition n'ait pas cru à propos de féliciter un député représentant la classe ouvrière, ce sympathique représentant des chômeurs de la province.

Est-ce à dire que le chef de l'opposition n'a pas voulu le féliciter parce qu'il est représentant

ouvrier, qu'il est le représentant des chômeurs? Dois-je comprendre que le Parti libéral méprise les petits et les humbles? Est-ce à dire qu'il n'a cure de la classe ouvrière et qu'il croit que parce que le député de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle) est le représentant des jeunes et des chômeurs, il doit recevoir du mépris?

Je n'ose le croire, mais c'est tout comme si cela était. Mais ce que je puis dire, c'est que l'honorable député de Montréal-Saint-Henri a l'admiration du chef du gouvernement, des députés de cette Chambre et des électeurs de toute la province. Au nom de l'immense majorité de cette province et de cette Chambre, je félicite chaleureusement le député de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle).

(Applaudissements à droite)

L'honorable député de Westmount (M. Bulloch) représente un comté important, qui compte un grand nombre d'électeurs. Il a secondé l'adresse et, suivant son droit, a exprimé des opinions personnelles. Je le félicite de la façon qu'il a accompli sa tâche. L'honorable chef de l'opposition l'a ignoré lui aussi. Est-ce que l'honorable chef de l'opposition, qui a insinué que nous voulions soulever les questions de race, n'a pas voulu féliciter le député représentant la division de Westmount parce qu'il s'agissait d'un député anglais? Je ne le sais pas, mais cela paraît tout comme.

Il est aussi une autre coutume, à base de loyauté celle-là, en vertu de laquelle à l'ouverture de la session, le chef du gouvernement, tout comme le chef de l'opposition et les députés qui se lèvent pour la première fois, doit saluer l'accession au trône du nouveau souverain. C'est une habitude que rappelait le premier paragraphe du discours du trône. Et il convenait particulièrement au chef de la loyale opposition de Sa Majesté de le rappeler.

Le chef de l'opposition (M. Bouchard) a été muet sur ce point. Le chef de la loyale opposition a-t-il voulu prendre le ton de ceux qui mènent actuellement une campagne de déloyauté à la couronne et à tout ce qui représente l'autorité, en oubliant l'événement dont le discours du trône fait une mention spéciale? Je n'ose le croire, mais c'est tout comme si cela était, et je m'empresse de réitérer à Sa Majesté l'assurance de notre parfaite loyauté.

(Applaudissements à droite)

L'honorable chef de l'opposition a aimé mieux faire certaines allusions à base personnelle. Quoi qu'il en soit, je tiens à dire immédiatement que le gouvernement et celui qui vous parle en son nom en ce moment se fichent pas mal des injures et des

insultes qui peuvent leur être adressées. Nous ne sommes pas ici à une époque d'angoisse et de souffrance générales, alors que notre jeunesse est dans la misère, quand les chômeurs sont dans l'angoisse, quand les agriculteurs et les colons sont dans l'anxiété, nous ne sommes pas ici pour lancer des injures et faire des personnalités, mais pour travailler, de cœur et d'âme, au bien de notre province que nous voulons grande et prospère.

Aussi, je ne répondrai pas, ni de près ni de loin, aux injures et aux insultes dont il est question. Je vais borner mes remarques aux choses de la province pour lesquelles nous avons pleinement accepté toutes les responsabilités. Les injures ne valent rien devant l'image de la patrie. C'est une satisfaction de voir que, lorsqu'on travaille pour le bien de sa province, l'on provoque la désapprobation de ceux qui se font inconsciemment peut-être les ennemis de la province.

(Applaudissements à droite)

Je bornerai, dans les circonstances, mes remarques à la discussion politique. Cependant, M. l'Orateur, si je dédaigne les personnalités, je suis obligé de rétablir certains faits qui ont paru réjouir le chef de l'opposition. Le chef de l'opposition s'est réjoui d'un événement récent dans notre monde politique. Tout ce qui réjouit le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) et ses amis devrait être suspect à ceux qui aiment leur province. Le chef de l'opposition appartient à l'ancien régime, qui a saboté ce que nous avons de plus sacré. Il a été complice d'abus qui ont valu à son parti la réprobation populaire, et que nous avons peine à réparer. Mon honorable ami est ici le représentant d'un régime qui a sacrifié la province, d'un régime qui a tout saboté, qui a ouvert l'abîme que nous essayons de combler; et lorsque quelqu'un ou quelque chose réjouit les tenants de ce régime, on est en lieu de se demander si ce quelqu'un est dans la voie droite.

L'honorable député de Saint-Hyacinthe a eu des paroles émuës pour le député de Québec-Est (M. Drouin). Il l'a félicité de son geste à titre de chef de l'opposition. Féliciter un député qui siège du côté du gouvernement, n'est-ce pas là permettre de voir quel est le but ultime des tenants de cette campagne? Cela ouvre des portes à certaines perspectives, cela permettra de dessiller les yeux de certaines gens qui devront se demander s'ils sont vraiment dans la bonne voie. Il devra se rappeler que l'ancien premier ministre, M. Godbout, déclarait à la radio pendant la dernière campagne électorale que si le député de Québec-Est (M. Drouin) siégeait à la 74^e place dans

le Parti libéral, c'est parce qu'il n'y avait pas de 75^e place.

Et maintenant, l'honorable chef de l'opposition dit que le député de Québec-Est est un grand homme parce qu'il a démissionné. Est-ce que le député de Saint-Hyacinthe, qui ambitionne de remplacer M. Godbout à la tête du Parti libéral, saisit cette occasion de le contredire? Je l'ignore, mais ce que je sais, c'est que j'ai entendu moi-même l'honorable chef actuel de l'opposition parler du député de Québec-Est en des termes qui n'avaient rien d'amical. Quant à nous, nous avons cru de notre devoir, et nous l'avons accompli avec joie, nous avons cru de notre devoir d'appeler le député de Québec-Est à siéger avec nous.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, je veux remettre au point un fait personnel. Je dois faire remarquer au premier ministre que jamais, ni devant le premier ministre, ni devant personne, je n'ai insinué quoi que ce soit contre mon ami l'honorable député de Québec-Est. Et il le sait.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remarque l'aveu de l'honorable chef de l'opposition. Le chef de l'opposition, M. l'Orateur, dit qu'il n'a rien insinué contre le député de Québec-Est. Il ne dit pas qu'il n'a jamais rien déclaré contre lui.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je déclare que je n'ai jamais rien déclaré non plus...

(Rires)

... contre le député de Québec-Est. Je ne veux pas qu'on insinue ici des choses qui n'existent pas. Je défie qu'on trouve quoi que ce soit dans mes déclarations contre le député de Québec-Est (M. Drouin).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je disais, il y a un instant, que je voulais seulement rétablir des faits. En tout cas, la politique générale est plus importante que les attaques personnelles et c'est ce qui nous occupe pour le moment. J'ai simplement voulu établir les faits et attirer l'attention de la Chambre sur les tactiques de l'opposition, car j'ai des choses plus importantes à traiter que ces incidents. Je veux mettre la population en garde, afin qu'elle sache où doivent se ranger ceux qui veulent le bien de la province et ceux qui veulent le retour du régime exécré et exécration que le peuple a relégué pour toujours dans l'opposition...

(Applaudissements à droite)

... où il se trouve maintenant représenté par nos amis d'en face.

M. l'Orateur, je disais donc que nous avons appelé le député de Québec-Est à faire partie du gouvernement. Nous lui avons confié l'important ministère des Terres et Forêts. Pendant six mois, nous avons collaboré avec lui. Il a cru, et ses collègues ont cru à l'unanimité que, d'un côté, sa démission devait être donnée et que, de l'autre côté, elle devait être acceptée. Au cours de la présente session, il y aura sans doute des débats qui nous permettront d'examiner tous les angles des sujets sur lesquels nous avons divergé d'opinions. Mais nous ne devons pas, aujourd'hui, consacrer à des questions personnelles un temps que réclament les questions politiques les plus importantes. Pour le moment, nous allons nous occuper de politique générale et des intérêts supérieurs de notre province, sans perdre de temps. Notre temps sera peut-être mieux employé.

M. l'Orateur, le chef de l'opposition a prétendu faire un tableau de nos œuvres, pour tenter de démontrer que le gouvernement actuel n'a rien fait et ne fera jamais rien. Pourquoi parler pendant près de quatre heures pour dire rien et ne parler de rien? On peut s'imaginer quel temps il aurait fallu à mon honorable ami pour faire son discours s'il s'était avisé de croire, dans sa sagesse, que nous avons fait quelque chose ou que nous étions pour faire quelque chose. Le chef de l'opposition parlerait encore, et pour longtemps. Notre travail, nous allons le continuer sans détour et sans crainte.

Je voudrais aujourd'hui, à mon tour, bien simplement et bien sincèrement, brosser un tableau de ce qui a été fait, de ce qu'il faut faire, de ce que nous avons accompli et de ce que nous entendons accomplir dans l'intérêt de la province. Parlons franchement, sans peur. Ceux qui connaissent le chef de l'opposition savent que nous ne sommes pas plus peureux aujourd'hui que lorsque nous recevions, tous les jours, des lettres de menaces pendant les séances du comité des comptes publics. Rien ne m'a arrêté.

Je sais que le chef de l'opposition du temps a reçu des lettres de menaces, des lettres d'intimidation, mais je n'en ai cure. Je ferai mon devoir et je remplirai mon mandat jusqu'au bout pour ceux qui pensent que la province doit être bien protégée. J'ai reçu un mandat de cinq ans, confié par tous les électeurs de la province, mandat que je vais garder pendant cinq ans si la Providence me prête vie, et pendant tout le terme parlementaire, afin de mettre en pratique le programme de réformes que nous avons ensemble élaboré durant la dernière campagne.

(Applaudissements)

On sait dans quelles circonstances ont eu lieu les dernières élections. Pendant nombre d'années, pendant plusieurs années, une petite opposition courageuse, une opposition comprenant un tout petit nombre de députés, mais vaillante et valeureuse, s'est battue avec énergie, enthousiasme et désintéressement. Cette petite opposition a fait des brèches profondes dans les rangs ministériels d'alors. Pour un homme de cœur, n'est-il pas vrai maintenant, M. l'Orateur, que ceux qui ont droit à la reconnaissance de la population sont ceux qui ont été les pionniers de la bataille et les artisans de la victoire?

Nous avons entrepris les élections du 25 novembre 1935 avec le concours de nouveaux alliés et le gouvernement Taschereau n'a surnagé qu'avec quelques voix de majorité. N'est-il pas vrai que le gouvernement Taschereau, qui avait encore le nombre suffisant, se maintenant au pouvoir et que tous les votes enregistrés en Chambre étaient en sa faveur après les élections de novembre? N'est-il pas vrai que M. Taschereau nous disait, en 1936: "Nous sommes ici, vous êtes là. Nous allons rester ici, et vous allez rester là."?

Qu'est-ce qui a amené sa défaite? Voyons maintenant ce qui s'est produit. Il y a eu l'enquête des comptes publics et, le 11 juin, ceux qui nous disaient: "Vous êtes là, nous sommes ici" ont dû sortir par le soupirail de la cave, tant ils avaient peur. C'est l'enquête des comptes publics qui a secoué les derniers vestiges de ce parti; c'est cette même enquête qui a été portée devant la population et qui a permis au peuple de la province de réaliser que l'ancien régime méritait d'être battu et condamné comme il l'a été.

(Applaudissements à droite)

Il fallait de nouvelles élections. C'est pourquoi, M. l'Orateur, le gouvernement, en sortant de cette enquête, a pris ensuite deux mois après la prorogation des Chambres, à faire les élections, laissant souffrir le peuple. Pourquoi l'ancien gouvernement a-t-il retardé ainsi? C'est parce que le régime voulait se cramponner au pouvoir. L'avenir, un avenir prochain, nous dira pourquoi.

Après notre arrivée au pouvoir, qu'est-ce que nous avons constaté? On sait qu'avant d'opérer des réformes il faut connaître où en sont les choses. Il nous fallait connaître la profondeur de l'abîme creusé par l'ancien régime. Il nous fallait savoir la profondeur de l'abîme à combler dans l'intérêt du peuple. Dans tous les départements, c'était le désordre. L'ancien régime laissait crever le peuple dans une province riche.

L'ancien régime maintenait le département du Trésor avec un personnel insuffisant, qui allait jusqu'à la négligence coupable, pour contrôler honnêtement les deniers publics. Au département du revenu, les argents n'étaient pas perçus comme on devait le faire. L'ancien régime maintenait les employés du département du revenu dans une situation telle que certains revenus ne pouvaient être retirés.

Depuis 40 ans, le gouvernement administrait une province riche, une province belle, grande, remplie de ressources inépuisables. Nous avons ici six habitants par mille carré et une population qui vit au milieu de ressources naturelles incalculables. Pourtant, l'agriculture était dans le marasme, les colons étaient dans l'insuffisance et les trusts continuaient leurs déprédations partout en dépit des avertissements de l'opposition du temps.

La jeunesse était négligée, les vols des deniers publics se pratiquaient ouvertement, les revenus de la province n'entraient pas dans le Trésor parce que l'administration fonctionnait mal, etc. C'était quasi le désastre, tout n'était pas à refaire, tout était à faire. Voilà en résumé, et sans exagération, quelle était la situation à notre arrivée au pouvoir.

Qu'est-ce que nous avons fait? Nous avons été assermentés le 26 août dernier, il y a de cela à peine six mois; nous arrivions dans des décombres semblables, au milieu des tracas de toutes sortes amenés par les abus de l'ancien régime, au milieu de certains employés qui n'avaient pas même le sens de la loyauté non seulement à l'égard du parti, mais à l'égard du gouvernement. Nous avons travaillé sans compter au milieu de difficultés sans nombre. Il n'y avait pas d'argent dans la caisse provinciale.

Il y avait une somme de \$52,000,000 qui était due par l'ancien régime. Sur cette dette, il y avait \$5,000,000 de dettes courantes, \$25,000,000 en billets à la banque et qui n'étaient pas payés et qui portaient un gros intérêt, \$10,000,000 d'obligations pour un emprunt échéant le 2 novembre, et pour rencontrer toutes ces dettes, nous n'avions que \$1,000,000 à notre disposition dans les coffres. Nous avons aussitôt entrepris des démarches pour obtenir l'argent nécessaire, pour faire circuler l'argent, et nous avons obtenu une somme de \$51,000,000 à des taux d'intérêt que la province n'avait jamais connus et à des conditions plus avantageuses que jamais aucun régime n'avait obtenues, et je défie n'importe quel homme honnête de prouver le contraire.

Nous avons obtenu le tout à des conditions que la province de Québec n'a jamais connues dans

le passé, sous l'ancien régime. M. l'Orateur, tout ceci peut se dire vite, car une telle transaction financière est plus facile à résumer qu'à accomplir. Jusqu'à ce moment, sans argent, il nous était impossible de payer les colons, de soutenir l'agriculture, de subventionner les hôpitaux, les orphelinats, de payer les salaires.

L'argent était le nerf qu'il nous fallait aussitôt pour faire marcher normalement l'administration de la province. Nous avons trouvé de l'argent, et à quelles conditions? Notre emprunt de \$51,000,000 se répartit comme suit: nous avons obtenu \$12,000,000 à 1 %; \$12,000,000 à 1¼ %; \$12,000,000 à 2½ % et \$15,000,000 à 3 %.

Le chef de l'opposition, qui ne voyait dans tout ceci que des gros chiffres, s'est dit, sans doute: Voilà de bien gros chiffres. Voilà un moyen de faire du train. Il va être facile de les commenter de façon à tromper l'électorat en notre faveur. Les montants sont gros, cela impressionnera l'électeur. Il est parti en guerre aussitôt, il a enfourché son "dada", et il est parti à discuter cet emprunt. Je dis, et je défie qui que ce soit de nier que cet emprunt a sauvé \$250,000 à la province par année, en économie d'intérêts sur les comptes courants.

Si nous faisons une comparaison avec l'emprunt de \$86,000,000 contracté par le gouvernement fédéral, nous avons sauvé pour la province au-delà de \$1,000,000 dans cette transaction. Le chef de l'opposition a prétendu que nous avions payé de hautes commissions et des escomptes. Il a dit: "C'est un scandale." Je vais lui faire une offre immédiatement: s'il consent à ce que nous suspendions le débat sur le discours du trône, quand il le voudra, qu'il ait le courage de porter des accusations directement, en mettant son siège en jeu, et s'il trouve que dans cette transaction le trésorier provincial, l'auditeur, M. Vézina, ou le premier ministre, directement ou indirectement, ont reçu des commissions, ont retiré un sou de cet emprunt, je m'engage à démissionner avec tout mon ministère, s'il le prouve; mais, s'il ne le prouve pas, qu'il s'engage à démissionner.

(Applaudissements à droite)

M. Larochelle (Lévis): Il ne se presse pas de se lever. Engagez-vous donc...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et ce n'est pas tout. Ici, nous avons contracté notre emprunt payable en monnaie canadienne, ce qui veut dire un escompte qui peut aller jusqu'à du 30 % de sauvé à cause du change. Ottawa en a contracté un

récemment payable en monnaie américaine. Pour ceux qui savent ce que signifie le change, c'est dire que nous avons épargné un escompte qui peut aller jusqu'à 10 % ou 12 %. Les frais d'impression n'ont pas été à la charge de la province, mais à celle des prêteurs. Pour la première fois, les débetures et les frais d'impression ont été payés par ceux qui les ont achetées. Tandis qu'Ottawa avait payé \$63,700 pour ces frais, Québec n'a rien eu à payer.

Le chef de l'opposition a dit que nous avions confié cet emprunt à M. Pittfield. Nous n'avons pas ses préjugés. Cet emprunt a été contracté par le ministère de la Banque Royale du Canada et de la Banque Provinciale, qui avaient reçu instruction de faciliter la vente de ces obligations aux maisons canadiennes, et particulièrement les maisons canadiennes-françaises.

Je défie le chef de l'opposition de dire le contraire de tout ceci. Non seulement cet emprunt a été contracté dans des conditions avantageuses, mais il a été souscrit en deux heures seulement entre 10 heures et midi, le jour même. Les financiers nous avaient demandé une commission de 90¢, alors qu'Ottawa avait payé une commission de \$1.15, par \$100. Le trésorier, M. Vézina et le premier ministre ont dit non. Nous les avons fait baisser à 70¢, sauvant ainsi plus de \$100,000 à la province.

Nous avons dit aux financiers: Si vous ne voulez pas nous accorder des conditions avantageuses, je vous donne ma parole que pour 50¢ de trop que vous aurez fait déboursier à la province, nous vous ferons payer \$5². Quand le chef de l'opposition dit que je parle d'une façon devant l'élément anglais et d'une autre devant l'élément canadien-français, et il donne comme exemple les récents discours que j'ai prononcés à Montréal en février, au banquet de l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) et ensuite au banquet du député de Westmount (M. Bulloch), il laisse trotter son imagination ou, si ce n'est pas cela, la mémoire lui fait défaut.

Pour montrer comme il est peu digne de foi, je dirai que j'ai dit ceci dans des discours à la radio au cours de deux banquets offerts à des collègues, et parler à la radio, ce n'est pourtant pas se cacher, puisqu'on s'adresse à tout le monde. Le chef de l'opposition dit qu'il veut se battre. Si le chef de l'opposition veut se battre, même par des moyens de ce genre, nous allons nous battre. Oui, j'espère qu'il va se battre.

(Applaudissements)

C'est très bien. Nous aimons ça, nous, la bataille.

(Applaudissements)

Autant nous aimons la bataille, autant la lutte nous stimule, autant le combat nous aiguillonne, autant que de nous entendre injurier par ceux qui, par des moyens que je ne puis qualifier en cette enceinte parlementaire, essaient de soulever les questions de race.

Qu'avons-nous fait après cela? Avant le début de la dernière session, nous avons révisé tant de choses que nous avons épargné à la province en frais divers d'administration une somme d'au-delà de \$3,000,000, et ce, du 26 août au 14 octobre. Au bureau d'enregistrement de Montréal, des salaires de mille dollars étaient payés à des parents ou des amis de ministres influents, à des gens qui étaient allés au bureau pendant deux mois sur une période de cinq années et huit mois.

Souvent, ces gens n'allaient pas même retirer leurs chèques; on les leur faisait parvenir, et ça coûté à la province \$44,000 par année pour ces parasites qui vivaient aux dépens du peuple. En nous débarrassant de ces parasites, ça nous a pris une demi-heure pour sauver \$44,000 à la province. \$44,000 par année, M. l'Orateur, savez-vous que cela représente les revenus d'un joli capital? Si le chef de l'opposition, qui a pris quatre heures à ne rien dire, avait employé son temps aussi efficacement, il aurait sauvé près de \$1,000,000.

(Rires et applaudissements à droite)

Dans le domaine des impressions de toutes sortes, nous avons aussi réalisé des économies considérables. Les compagnies ont été obligées de payer ce qu'elles devaient au département du revenu. Nous avons ainsi augmenté nos revenus de plusieurs millions, rien qu'en faisant cesser des abus, car il y avait des compagnies que l'ancien régime protégeait odieusement, tandis que les dépenses ont été diminuées de plusieurs millions partout et sans augmenter les taxes.

Ce n'est pas tout. Nous avons convoqué une session. Mais, avant la session, malgré tout l'ouvrage que nous avions à abattre, nous sommes allés à Ottawa et nous avons obtenu des contributions du gouvernement fédéral pour soulager le chômage. Je tiens à souligner la coopération que nous avons obtenue des autorités fédérales qui nous ont accueillis avec sympathie.

Je tiens à remercier les autorités fédérales de leur coopération. Nous avons obtenu d'Ottawa \$2,750,000; la province a contribué pour \$2,750,000, et ainsi, nous avons pu dépenser dans les centres plus particulièrement affectés par le chômage une somme de \$5,500,000, sans exiger aucune contribution de la part des municipalités.

Nous avons donné de l'ouvrage à plus de 10,000 sans-travail; nous avons donné 935,000 heures d'ouvrage et une somme de \$2,800,000 a été distribuée en salaires un peu partout. Est-ce là du bon ouvrage?

(Applaudissements)

Nous seulement nous donnions du travail aux chômeurs, mais les municipalités étaient soulagées d'autant des secours directs. Nous avons aidé au Trésor des municipalités.

Nous avons convoqué une session d'urgence. Qu'avons-nous fait? Le chef de l'opposition dit que nous n'avons rien fait. Nous avons dit que la loi électorale de l'ancien régime donnait lieu à des abus criants et que le droit de vote n'était pas protégé. Nous allons garantir l'honnêteté des élections, avons-nous dit. C'est ce que nous avons fait. Il faut maintenir cette institution dans son intégrité. Nous avons passé une nouvelle loi électorale qui n'est pas parfaite, sans doute, mais qui constitue une amélioration d'au moins 90 % sur l'ancienne loi.

Or, il est arrivé après la session qu'il s'est produit une vacance. Un député a démissionné et cette vacance s'est produite avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. Nous aurions pu attendre qu'elle entre en vigueur, soit le 1^{er} février, avant de considérer la démission du député de Beauce (M. Poulin). Nous n'étions pas obligés de faire des élections tout de suite. Nous avons laissé la loi venir en force. Nous avons dit: "Cette loi est bonne et nous n'avons pas peur, nous, de la mettre en force." Nous n'avons pas peur de donner à un comté le représentant qu'il choisit.

(Applaudissements à droite)

Ce n'est pas comme autrefois, alors que les élections complémentaires entraînaient souvent pour donner au gouvernement le temps de prendre des forces.

Nous avons dit également, après notre arrivée au pouvoir: "Il faut que la province de Québec conserve son caractère agricole." Je suis représentant d'une ville et j'aime beaucoup les villes, mais je suis convaincu que la campagne est notre force, la classe agricole est le grand réservoir de la race. Je dis que tant que l'agriculture ne sera pas prospère, il nous sera impossible d'espérer une amélioration. Si la province de Québec doit garder ses traditions, grandir et prospérer, c'est par la terre; comme Antée³, dont parlent les auteurs, c'est dans la terre qu'elle reprendra ses forces.

De toutes les questions qui nous intéressent, il n'en est pas de plus importante que l'agriculture. C'est pourquoi nous avons passé une loi pour aider

les cultivateurs. Nous avons dit aux cultivateurs de la province de Québec que nous allions mettre à leur disposition une somme de \$10,000,000 pour les aider à garder leurs fils sur la terre et les aider à traverser la crise et à les y maintenir eux-mêmes. Nous avons institué ce prêt agricole provincial, en évitant aux cultivateurs les frais d'enregistrement, les frais de recherche de titres.

Nous leur avons donné un crédit qui prête à 2½ %, tout en les débarrassant des frais d'enregistrement et des frais de recherche. La commission a été instituée et elle fonctionne déjà. Je défie qui que ce soit de critiquer honnêtement les membres de cette commission qui sont des experts. Nous allons rendre la loi plus familière et, dans peu de temps, les \$10,000,000 seront répandus dans la province. Et ce même \$10,000,000, nous allons l'augmenter dès la présente session.

M. Lamoureux (Iberville): Le père de l'agriculture disait récemment que cette loi du crédit agricole provincial est une loi néfaste.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas compris. L'honorable député d'Iberville parle sans doute de M. Godbout.

M. Lamoureux (Iberville): Oui. Le père de l'agriculture.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À Montréal, l'ancien ministre de l'Agriculture, qui voit très loin, a déclaré, dans un banquet au Club de Réforme, que le chef de l'opposition appelle des déjeuners-causeries, que la loi du crédit agricole était néfaste, et je remercie le député d'Iberville (M. Lamoureux), qui est un bon vieil agriculteur, de m'y faire penser. Il a ajouté: "Dans 25 ans, le peuple dira que cette loi a été la plus néfaste qui soit." Veut-il dire que dans 25 ans nous serons encore au pouvoir, ou que ça prend 25 ans à notre peuple pour comprendre?

Nous allons augmenter le crédit agricole de plusieurs millions, cette année. Le crédit agricole n'est pas une dépense, mais c'est un placement qui nous permet d'aider l'agriculture et de maintenir l'équilibre entre la population des villes et la population des campagnes, de sauver le crédit municipal, de décongestionner les centres urbains, et de protéger la base de l'agriculture. Nous avons voulu protéger la base et les fondations. Après cela, qu'avons-nous fait? En matière de colonisation, nous avons, de concert avec Ottawa, élaboré un projet en

vertu duquel nous avons placé sur les terres plus de 7,321 aides-cultivateurs. Nous allons également prendre toutes les mesures pour aider l'industrie laitière qui est également à la base de l'agriculture. Nous allons également faire quelque chose pour encourager la production du beurre et du fromage dans la province de Québec.

(Applaudissements à droite)

Nous allons mettre en application une politique essentiellement agricole; nous allons aider les coopératives vraiment à base de coopération. Nous allons encourager l'enseignement agricole, la diversification de l'agriculture et de l'exploitation agricole de même que la coopération bien entendue et établie sur des bases saines.

Bref, nous allons mettre en application, aussitôt que possible, une politique et une administration qui vont donner à l'agriculture l'essor dont elle a besoin. Nous allons avoir une politique de colonisation courageuse, car nous prétendons que la colonisation et l'agriculture sont plus importantes que la lumière électrique.

(Applaudissements, mouvements dans la salle)

Comme le disait un vieux cultivateur de Québec récemment, avec raison, j'aime mieux avoir du pain pour manger, même s'il fait noir, que de crever de faim à la lumière électrique.

(Applaudissements)

Sous l'ancien régime, la politique de colonisation a toujours été à base de patronage et de favoritisme, à base de basse politique. On a sacrifié le colon pour les marchands de bois. Nous allons supprimer les abus, mais sans rien bouleverser, sans rien saboter de ce qu'il y avait de bon avant nous. Dès cette année, nous allons continuer la classification des terres arables, commencée à peine sous l'ancien régime un an avant les élections; nous allons séparer le domaine de la colonisation du domaine forestier.

(Applaudissements)

À ce sujet, je tiens à rappeler que nous avons reçu une délégation présidée par Son Excellence Mgr Georges Courchesne⁴, évêque de Rimouski, dont faisaient partie tous les maires du comté de Témiscouata, délégation conduite par le vaillant et distingué député de Témiscouata (M. Dubé). On est venu nous demander s'il n'y aurait pas moyen d'obtenir l'expansion de la colonisation sur le domaine de la seigneurie Thomas, et de prendre des procédures pour ouvrir ce domaine à la colonisation. Cette région serait paralysée et il serait possible d'ouvrir plusieurs nouvelles paroisses.

Le gouvernement a répondu à l'évêque distingué de Rimouski: "Excellence, comptez sur le gouvernement. Il y a 50 ans que vous demandez cette amélioration. Sous l'ancien régime, vous n'avez rien pu obtenir. Sous le régime actuel, sans confisquer quoi que ce soit, nous allons passer, dès cette session, une loi - nous sommes contre la confiscation, nous voulons respecter les droits de chacun - par laquelle les colons du Témiscouata pourront s'établir sur les lots de la seigneurie Thomas; nous allons faire disparaître les embarras dans les titres de propriété."

L'entrevue a été bien courte, elle a duré une heure, bien comptée. Nous avons réalisé beaucoup de choses dans l'intérêt de la population en une heure. C'est le quart du temps que vient de mettre le chef de l'opposition à prononcer son discours.

(Rires)

Qu'est-ce que nous allons faire? Lorsque nous avons parcouru la Gaspésie, en période électorale, j'ai reçu un accueil chaleureux qui sans doute s'adressait à d'autres (l'honorable M. Duplessis regarde le Dr Hamel), mais pour l'occasion destiné à moi.

(Rires et applaudissements)

Dans la Gaspésie, ce coin enchanteur entre tous, un des plus vieux endroits de la province, j'ai été témoin de misère et de détresse à faire pleurer des roches. Et j'ai dit aux gens de la Gaspésie: "Nous allons prendre, sans délai, des mesures pour ouvrir un chemin entre la rive nord et la rive sud à travers la Gaspésie." Car, à l'heure actuelle, il faut faire jusqu'à 1,000 milles de détour pour rejoindre une paroisse du nord en partant de la paroisse située au sud, vis-à-vis de la précédente. Sous l'ancien régime, on n'avait pas songé à cela. L'ancien régime, de peur des compagnies de bois, aimait mieux accumuler la misère dans cette région. Nous n'avons pas peur des compagnies de bois, nous, lorsqu'il s'agit de l'intérêt public. Or, nous avons décidé l'ouverture de ce chemin qui va relier les deux rives, cela a pris le cinquième du temps pris par le chef de l'opposition pour son discours.

Non seulement le projet donnera de l'ouvrage et assurera le progrès de la région, mais c'est aussi la preuve que ni les marchands de bois, ni les trusts, ni les monopoles n'empêchent le gouvernement d'agir quand il s'agit de l'intérêt du peuple. La Gaspésie représentée avec la rive nord le coin de terre le plus riche au monde. Cette partie de la Gaspésie est le champ de pêche le plus magnifique, le plus riche au monde, grâce aux nombreux tributaires et aux conditions locales qui caractérisent cette région. Ces pêcheries constituent une de nos plus grandes richesses naturelles. Il faut avoir la colonisation des

pêcheries comme nous devons avoir la colonisation de la terre. Grâce à l'activité du dévoué ministre des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon),...

(Applaudissements)

... un des membres les plus distingués du cabinet, nous allons faire quelque chose de profitable.

Sous l'ancien régime, en 1935, il y avait parmi cette population 2,515 familles de pêcheurs groupant 11,896 dépendants qui devaient recevoir le secours direct, qui vivaient autrefois dans la misère, qui vivaient dans la misère au milieu de l'abondance, parce que l'ancien régime prévaricateur avait laissé pâtir le peuple en se faisant l'instrument des gros intérêts. Or, sous le régime déprédateur, que nous avons renversé, il en coûtait \$300,000 par année pour les secours aux pêcheurs.

Cette année, nous avons écrit à Ottawa et nous avons dit au gouvernement fédéral que, sous le gouvernement Taschereau, il s'était fait un accord en vertu duquel Ottawa abandonnait les pêcheries à la province et que, depuis ce temps-là, Ottawa ne payait plus rien. Je ne fais pas ici de politique fédérale. J'ai été élu pour faire de la politique provinciale, mais tant que je serai premier ministre, et je vais l'être encore longtemps en dépit de ceux qui veulent que je parte, entre autres les anciens amis du régime...

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

... nous avons donc dit au gouvernement fédéral: Vous avez passé une entente en vertu de laquelle vous avez abandonné les pêcheries québécoises. Cette entente est contraire à un récent jugement du Conseil privé. Vous allez annuler l'accord et payer à la province de Québec sa part. Car la province de Québec paie et ne retire rien des subsides fédéraux. Si cela s'est fait comme cela au temps des bleus et des rouges, il faut que ça cesse, car la patrie n'a pas de couleurs.

Ottawa est prêt. Voici ce que nous avons fait à date pour les pêcheurs. De plus, il y avait 30,000 livres (l'honorable M. Duplessis regarde le Dr Hamel) de morue séchée qui n'étaient pas vendues. Nous les avons vendues grâce à la collaboration, d'abord, du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) - un patriote s'il en est un, ...

(Applaudissements)

... grâce à la collaboration du ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), dont j'ai mentionné tout à l'heure les belles qualifications, et à la collaboration du ministre le plus jeune mais non le moins brillant du cabinet, un vrai jeune, qui nous a apporté le beau comté de L'Islet,...

(Applaudissements)

... je veux parler du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau).

Il y avait aussi 134,000 livres d'anguille entreposées à Québec et qui n'avaient pas été vendues. Pendant un an, l'ancien gouvernement ne s'en était pas occupé. Grâce au ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau), non seulement nous les avons vendues, et à bon prix, au prix égal au niveau du marché, mais nous avons aussi vendu la pêche complète de 1936.

Nous avons aussi vendu, de plus, dans Québec et en Ontario, pour la consommation provinciale des produits provinciaux, 6,000,000 de livres de poisson de la Gaspésie. C'est de l'ouvrage important, cela!

À comparer tout cela à l'ancien régime, je vous dis que c'est beaucoup faire en six mois. Vous nous direz peut-être: "Après avoir donné le prêt agricole, restauré la colonisation, l'agriculture, les pêcheries, c'était déjà avoir accompli beaucoup et bien, en pas beaucoup de temps. Vous devriez être satisfaits de cela." Ce n'est pas tout. Nous avons fait plus. Nous avons, dans la province de Québec, une des possibilités les plus merveilleuses: le développement minier. Nous avons entrepris le redressement économique et la récupération. Notre province est des plus riches en ressources minières.

Dans le temps de l'ancien régime, dont les représentants sont ici, nos mines sont restées pendant des années dans le marasme. L'ancien régime n'avait pas pensé ouvrir des carrières aux jeunes dans le domaine minier, si rempli de possibilités de toutes sortes. Puis on a fini par commencer l'élaboration d'une politique minière, mais si mal faite, tellement peu prévoyante, que ce sont les autres provinces qui en ont profité. De même, on avait négligé de former des compétences minières. Au lieu d'être un appoint à la province, on a vu des ministres directeurs de compagnies qui, en fournissant leurs noms à certaines entreprises, ont entraîné la ruine des épargnes d'un grand nombre de familles.

Nous avons activé la construction de la route Mont-Laurier-Senneterre que nous réclamions, dans l'opposition, depuis des années. De plus, nous avons donné 30 bourses d'études à des jeunes gens, qui sont allés étudier à l'étranger, qui veulent s'ouvrir une carrière dans les mines. La production minière s'est accrue depuis que nous sommes là. Nous avons permis à la mine Beattie l'installation de machinerie spéciale, à condition que les techniciens employés soient de la province de Québec et qu'elle paie des salaires raisonnables aux ouvriers.

On ne peut mieux signaler l'impulsion que nous avons donnée au développement minier que par la comparaison des chiffres de la production. Le résultat: rien que pour l'or, de \$15,000,000 qu'elle était de septembre à décembre 1936, la production a monté de \$2,000,000 pendant la période correspondante de 1937.

À part cela, nous avons accordé de l'aide pour la région de Chibougamau, particulièrement riche en possibilités que nous avons tenu à développer. Depuis 1912, cette riche région avait été examinée par des experts qui avaient demandé, à l'ancien gouvernement, la construction de chemins pour la développer. On n'en avait rien fait. Après quelques mois au pouvoir, nous avons ouvert un chemin d'hiver dans la région du Lac-Saint-Jean jusqu'à Chibougamau pour permettre aux citoyens de la province de s'y rendre et gagner de l'argent. C'est encore du bon ouvrage.

(Applaudissements)

Les mines sont très riches dans cette région. Nous avons fait autre chose. Tout à l'heure, j'ai parlé des ministres directeurs de compagnies. Dans la campagne provinciale, nous avions promis au peuple de mettre fin à cette situation. Or, dès la dernière session nous avons incorporé dans nos Statuts une loi pour interdire aux ministres les directorats de compagnie, ce qui empêchera des compagnies de se servir du nom des ministres pour sustenter des affaires, quelquefois pour servir à l'exploitation de la population, et aujourd'hui pas un membre du cabinet ne peut être dans le conseil d'administration d'une compagnie. C'était une réforme que d'ailleurs nous avions préconisée depuis de nombreuses années.

Nous avons aussi rétabli pour les ouvriers accidentés le droit de choisir leur médecin, et nous leur avons donné en plus deux recours au lieu d'un. Car l'ouvrier a non seulement le recours à la commission, mais, en cas de négligence coupable, il a aussi droit au recours contre le patron. À part cela, nous avons travaillé pour établir des salaires raisonnables. Les ministres intéressés qui parleront durant la session vous donneront plus de détails.

Nous avons aussi combattu les trusts du papier de façon efficace et pratique. Et nous sommes en mesure d'annoncer que le moulin de Chandler sera rouvert prochainement, grâce à l'activité admirable du député de Gaspé-Sud, le Dr Camille Pouliot. De même, il y a de grandes probabilités que le moulin de Chicoutimi sera rouvert lui aussi. Nous avons obtenu des concessions importantes de la Compagnie Price, qu'elle abandonne ses droits communs à l'organisation qui voudra exploiter le moulin; en

plus, elle lui cédera ses limites situées à proximité du moulin. Nous avons aussi demandé à la Consolidated Paper d'ouvrir le moulin du Cap-de-la-Madeleine, et nous avons fait la même demande à l'Abitibi Paper pour le moulin de Beaupré.

Ceux qui prétendent que le gouvernement actuel et le premier ministre sont des amis des trusts oublient particulièrement ceci. C'est qu'il a fait passer une loi limitant l'émission de débentures à la valeur réelle immobilière, et les prohibant sur les biens futurs. Avant que nous passions cette loi, avec \$10,000,000 d'actions, on pouvait émettre des débentures pour \$50,000,000. Nous avons demandé au gouvernement Taschereau de faire cesser ces abus.

Pourquoi demandions-nous cela? Parce que si les compagnies émettent des valeurs sur des biens futurs, elles pratiquent le mouillage des stocks. Lorsque, par exemple, on émet des débentures pour \$50,000,000 alors qu'il n'y a de valeurs que pour \$10,000,000, ça signifie qu'il y a du mouillage de stock pour \$40,000,000. Or, les épargnants achètent ces débentures parce que c'est supposé être garanti. Il importait de sauvegarder l'épargne populaire qui se fiait aux débentures.

Nous sommes la première province de la Confédération à avoir passé une loi défendant d'émettre des débentures au-delà de la valeur réelle. C'est la première loi émise pour contrôler efficacement la vente des débentures, et c'est la première province à prendre cette initiative. Ainsi, nous avons protégé des millions de l'épargne. Savez-vous qu'avec cette loi nous avons empêché la Compagnie Nesbitt (l'honorable M. Duplessis regarde encore le Dr Hamel) et la Montreal Light, Heat and Power Consolidated d'émettre des débentures...

(Applaudissements)

... parce qu'elles étaient des "holding companies" et, comme telles, n'avaient pas de biens immobiliers pour garantir ces débentures?

Nous avons coupé la tête au capital malsain. Nous avons été à la source du mal, courageusement. Les financiers sont venus nous trouver et nous ont dit: "Vous allez trop loin." Nous avons répondu que nous voulions la justice pour le capital sain, mais que nous ne voulions pas de la finance malhonnête. Si les compagnies ne veulent pas rester en notre province, c'est leur affaire.

Nous allons passer une loi pour obliger toutes les compagnies qui exploitent les ressources naturelles de la province d'avoir une charte et leur bureau-chef dans la province.

(Applaudissements à droite)

Pour ce qui reste des pensions de vieillesse, le crédit nous en revient totalement. Nous payions pour l'entretien des vieillards des autres provinces sans rien retirer. Le chef de l'opposition, à la première session de 1936, votait même contre une motion de l'opposition du temps demandant l'adoption immédiate de la loi de pension. Il est vrai que l'ancien gouvernement avait passé une loi à cet effet, mais malgré lui. À tel point que lorsque nous avons présenté une motion pour faire adopter cette loi immédiatement, le gouvernement a rejeté cette motion et le chef de l'opposition actuelle a parlé une heure pour tuer le temps, afin de permettre aux ministériels du temps de revenir en Chambre pour voter contre la motion.

(Applaudissements)

Nous avons forcé cette mesure dans la gorge de la députation moribonde et agonisante, dont la moitié du corps était étendue au comité des comptes publics. Mais la loi passée était si mauvaise qu'il a fallu l'amender et en garantir l'impartialité. Car nous avons voulu que les vieillards puissent obtenir leur pension en dehors de la politique. C'est pourquoi nous avons donné aux pensionnés le droit d'appel aux juges, qui sont placés, eux, au-dessus de la politique.

Grâce aux activités fécondes et brillantes du ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), la Commission des pensions de vieillesse a encore payé plus de \$2,000,000 à plus de 15,000 vieillards en moins d'un mois et, d'ici quelques mois, les autres vieillards recevront leur pension. Il est plus important de payer ces pensions aux vieux que d'avoir une lampe électrique.

(Rires et applaudissements)

Nous avons préconisé des pensions pour les mères nécessiteuses et les orphelins. Il est plus important de donner des allocations aux mères nécessiteuses que de discuter sur les cents et les demi-cents. Nous allons donner aux mères nécessiteuses, dès cette session, l'allocation que nous avons promise. De plus, sans rien bouleverser, nous allons passer une loi pour empêcher le travail des enfants à l'usine.

Voici là, rapidement fait, le tableau de nos activités efficaces et fécondes. De plus, nous sommes allés à Ottawa assister à la conférence sur les questions financières. Souvent, au milieu de tout notre ouvrage, nous avons été 16 ou 17 heures par jour sans manger.

(Applaudissements à droite)

Nous devons répondre à toutes les délégations. Malgré tout cela, nous sommes allés à

Ottawa, après la session, à la conférence interprovinciale sur des questions financières. La première chose que nous avons demandée, c'est l'abaissement du taux de l'intérêt pour sauver la petite propriété. Ici à Québec, nous avions déjà posé des actes pour aider la petite propriété que nous considérons comme un facteur essentiel de progrès, un rempart essentiel de l'ordre, une digue contre le communisme. Ottawa, d'une manière générale, a collaboré avec nous. On a répondu à notre question qu'elle était soumise pour la première fois et qu'on allait y penser.

De plus, pour le petit propriétaire, nous avons d'abord supprimé la loi qui obligeait les municipalités à vendre les propriétés grevées de plus de deux années de taxes. Nous avions aussi accordé aux propriétaires le droit de recourir au moratoire, même s'ils n'avaient pas acquitté les deux dernières années de taxes pour l'année courante. À Ottawa, je dois le dire, le gouvernement a manifesté son désir de coopérer avec nous, et je l'en remercie. Il a manifesté un beau désir de coopérer avec sincérité, mais il nous a fait remarquer que c'était la première fois que la question était soumise.

Car figurez-vous, M. l'Orateur, que l'administration précédente, depuis 40 ans, n'y avait pas pensé. Ottawa nous a dit: "Nous allons y penser, nous allons prendre les moyens d'aider le petit propriétaire, s'il y a moyen." Nous avons rendu inopérante une loi passée par l'administration Taschereau, qui favorisait le trust contre la petite propriété en lui permettant de s'en emparer. Nous avons supprimé les ventes forcées par les municipalités pour taxes, car cette loi encourageait les trusts, la centralisation de la propriété, etc.

Nous avons aussi créé une commission qui étudie actuellement les moyens de sauver la petite propriété. Nous attendons son rapport et prendrons en considération ses recommandations afin d'appliquer aussi vite que possible les moyens qu'elle nous suggérera. À la conférence d'Ottawa, nous avons, de plus, dit aux délégués que nous paierons dorénavant nos obligations en argent au lieu de les payer en or; cela peut représenter de 30 % à 35 % de différence. J'ai dit au gouvernement: Nous ne voulons pas imposer nos idées, mais je vous avertis que nous ne paierons pas en or.

En Angleterre comme aux États-Unis, on a abandonné l'étalon-or. Nous nous sommes autorisés de cela. C'est nous qui avons fait la demande, les délégués d'Ontario et des autres provinces se sont unis à nous et, grâce à leurs efforts, il résulte pour la province de Québec et les corporations québécoises

qu'elles vont sauver des millions de dollars. C'est grâce à cette décision que la Compagnie Price, une compagnie canadienne, se trouve aujourd'hui debout devant les intérêts américains, et c'est pour cela que vous voyez figurer deux ou trois Canadiens français dans son conseil d'administration.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, j'ai énuméré rapidement quelques-unes des choses que nous avons faites. Nous avons fait beaucoup plus. Nous aurons l'occasion, au cours de la session, d'y revenir. Aujourd'hui, je veux parler d'un sujet qui n'est pas le plus important ni le plus urgent, mais qui tout de même est des plus sérieux. Il s'agit de la question de l'électricité.

(Applaudissements isolés dans la galerie)⁵

Depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons réussi à faire baisser les taux de la Quebec Power, à Québec, de \$120,000 par année.

(Applaudissements à droite)

Nous l'avons fait en nous tenant debout et avec un fouet si bon qu'il vaut une réduction de \$120,000 pour le consommateur. C'est déjà quelque chose. Un fouet de \$120,000, après tout, n'est pas si mauvais. Je serais prêt à en employer souvent de ces fouets de \$120,000.

Un député ministériel: De la belle laine...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas tout. Nous avons dit à la Montreal Light, Heat and Power qu'elle doit baisser ses taux et d'une façon considérable. Le maire de Montréal en sait quelque chose. Il pourra vous en parler. Il a lui-même assisté aux entrevues que nous avons eues avec les officiers de cette compagnie. Nous avons dit aux trusts que l'heure était venue de réduire leurs taux. Et nous allons agir. Nous avons dit à tous les trusts que l'heure est arrivée, dans la province de Québec, de tenir compte des droits du public, et qu'il y a, dans la tête du ministère, des hommes prêts à faire leur devoir sans hésiter, sans faillir, en dépit des injures, et qui ont la conscience tout aussi blanche que celle de ceux qui se vantent.

Nous avons passé une loi qui, empêchant le mouillage des débetures, garantit déjà une base plus saine pour les taux. De plus, nous allons faire disparaître les trois lois de camouflage, votées par l'ancien régime à la veille des élections, sur l'électricité. Car, à la veille de l'élection de 1935, on avait passé ces lois pour leurrer la population avec l'intention de ne rien faire.

(Applaudissements à droite)

Qu'allons-nous faire? Dans notre politique d'électricité, nous allons tenir compte des besoins et des droits de chacun. Ici au gouvernement, nous sommes placés sur une colline. Cela nous permet une vue d'ensemble de tous les problèmes et de tenir compte de tous les droits et de tous les intérêts. La charge et les fonctions de premier ministre et de ministres font que nous sommes mieux placés que d'autres pour voir là où est le devoir et nous rendre compte des besoins et des droits. Nous n'oublierons pas que nous devons avant tout assurer l'avenir, et nous ne risquerons pas de ruiner l'avenir de notre jeunesse.

Nous ne sommes pas les ministres de 10 ou de 15 familles, ou rien que pour les Anglais, ou rien que pour les Canadiens français, mais pour toute la province. Nous sommes surtout les ministres de la jeunesse, notre espoir, notre avenir. Dirigeant le char de l'État, ce ne sont pas les membres d'une petite famille qui y prennent place, mais toute la jeunesse, toute la province. Car il ne faut pas oublier que si le navire sombre à cause d'un coup de barre donné trop brusquement, s'il échoue à cause de manœuvres précipitées, par le manque de prudence et de réflexion, c'est toute la race et toute la jeunesse qui paieront.

Or, il y a assez de misère, assez d'angoisse pour cette jeunesse, sans qu'on vienne ajouter une couronne d'épines à leur fardeau par une politique hâtive, mal mûrie et désastreuse. C'est parce que nous songions avant tout à l'avenir que nous avons dès la première session voté les argents nécessaires pour procéder à l'inventaire de notre richesse et de nos ressources naturelles.

(Applaudissements)

Nous avons commencé par le commencement. De même qu'avant de partir pour un voyage il faut s'assurer des moyens de locomotion, vérifier la route. C'est pour cela que nous avons commencé par voter les argents nécessaires à un inventaire national de nos ressources naturelles, pour connaître nos moyens d'action. Avant d'entreprendre un voyage, il nous faut savoir quels sont nos moyens de locomotion; avant d'aller à la chasse, il nous faut savoir si nous avons un fusil qui nous convient; avant de partir en automobile, il faut savoir si nous avons suffisamment d'essence dans le réservoir. La jeunesse est bien représentée dans le nouveau gouvernement et dans l'administration, où nous avons fait nombre de nominations.

Pour faire cet inventaire, nous avons commencé par nommer des compétences, des techniciens. C'est tout d'abord M. Esdras Minville⁶,

pas un trustard celui-là, mais un technicien, un membre de l'École sociale populaire, et nous lui avons adjoint des techniciens comme nous avons cherché à en nommer partout. Nous avons nommé M. Louis Coderre⁷, un diplômé des Hautes études commerciales, au département de l'Industrie et du Commerce.

Au département du procureur général, nous avons également nommé un jeune et une compétence; à la Colonisation, nous avons nommé M. J.-E. Laforce⁸, un expert en matière de colonisation; à l'Agriculture, M. Albert Rioux⁹, un expert. Ces techniciens travailleront avec des comités conjoints. Nous avons toujours cherché à nommer des experts partout. Nous avons commencé l'inventaire national qui n'a jamais été fait, et nous allons ainsi connaître nos ressources et les moyens de les faire valoir.

D'ici à ce que l'inventaire soit terminé, nous allons laisser de côté les trois lois hypocrites de l'électricité, passées par l'ancien régime, pour les remplacer par quoi? Par une loi de municipalisation franche et efficace, tout d'abord, qui va donner à toutes les municipalités sans exception le droit de municipaliser. L'honorable chef de l'opposition disait que "cette loi, c'est notre loi". S'il était sincère, je lui dirais qu'il n'est pas étonnant qu'il ait supporté cette loi, car il ne l'a jamais lue. L'ancienne loi disait qu'il fallait s'adresser à la Commission des services publics pour installer ou déplacer des fils et des poteaux, et s'adresser ensuite à la Commission de l'électricité. Nous enlèverons ces restrictions. Nous voulons une loi juste et efficace.

L'honorable chef de l'opposition a admis lui-même, tout à l'heure, qu'il s'était adressé à la Commission de l'électricité pour le cas de Saint-Hyacinthe. Je trouve amusant de l'entendre vanter les succès du système de municipalisation à Saint-Hyacinthe; elle est tellement bien menée que les compagnies vendent leur énergie à un coût plus bas que la sienne. Aujourd'hui, après avoir installé son système, il trouve que les compagnies vendent trop bon marché, et il voudrait les voir vendre leur électricité plus cher à cause de la concurrence que subit son système.

Nous, nous voulons un système qui va donner des taux raisonnables et honnêtes à la population. Je suis surpris de voir le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), le champion des bas taux d'électricité, choqué parce que les compagnies vendent leur électricité trop bon marché chez lui. Il a dit également que les gens de Saint-Hyacinthe volent de l'électricité. Je proteste, car je connais trop les

gens de Saint-Hyacinthe, et ils sont plus honnêtes que cela.

(Applaudissements à droite)

Nous allons créer une commission de cinq membres, que l'on désignera du nom que l'on voudra, mais qui va non seulement avoir pleins pouvoirs d'enquête, mais encore le devoir de régler les taux dans la province de Québec. Les compagnies vont être obligées de marcher. Pourquoi une commission de cinq membres? Parce que dans le passé, il fallait faire des enquêtes et que la commission commençait par les petites compagnies. Nous voulons commencer ces enquêtes contre les grosses compagnies. Il y aura obligation pour elle de faire des enquêtes qui porteront partout où nous lui ordonnerons de le faire. Les commissaires pourront faire porter leur enquête sur plusieurs points, sur plusieurs compagnies: la Montreal Light, Heat and Power, la Shawinigan Power, la Southern Canada Power, et la Compagnie du Pouvoir du Bas-Saint-Laurent.

Nous allons décréter que la compagnie sera obligée de faire fixer ses taux par la commission, et le fardeau de la preuve sera à la charge de la compagnie. Celle-ci sera obligée de mentionner quels sont les taux qu'elle désire charger et, si la décision comporte une réduction de plus de 15 % à 20 % plus basse que les taux mentionnés dans la proposition, la compagnie paiera tous les frais encourus. Nous allons faire fixer immédiatement l'actif physique des compagnies, et les taux ne seront basés que sur cet actif physique.

(Applaudissements à droite)

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Pauvre Oscar¹⁰! Ça, c'est une affaire qu'il n'aura pas compris, certain.

(Applaudissements)

M. Drouin (Québec-Est): L'honorable député verra que j'ai très bien compris, n'ayez pas peur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ferai remarquer au député de Québec-Est que le chef de l'opposition l'approuve.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas peur d'approuver le représentant de Québec-Est.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons définir ce qui constituera l'actif physique des compagnies. Quand nous disons l'actif physique, nous ne disons pas le passif, comme les débetures, obligations, etc., qui sont en réalité des dettes, mais

nous voulons parler du coût de production, des immeubles, usines, fils, poteaux, réseaux de transmission, etc. Nous allons prendre toutes les précautions nécessaires pour rendre pleine et entière justice aux compagnies, mais pour avoir également des taux efficaces.

Nous ne voulons rien détruire, rien bouleverser cependant. Nous ne confisquerons rien. Nous allons créer un organisme qui va pouvoir acquérir des pouvoirs d'eau, entre autres dans les régions de l'Abitibi et du Lac-Saint-Jean, et à Chibougamau, exploiter ou même exproprier des pouvoirs déjà existants. Ah! Je vois que le chef de l'opposition rit, mais ce sont là des développements importants tout de même.

M. Barrette (Terrebonne): C'est parce qu'il n'a pas compris.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela s'applique tout particulièrement dans le cas de l'Abitibi et du district de Chicoutimi. Nous commençons par ces centres, parce que ceux qui sont sincères dans cette question ne veulent pas s'engager dans des expériences à l'aveuglette. Si nous allions nous engager à l'aveuglette dans des dépenses de \$50,000,000 ou \$60,000,000, nous risquerions de ruiner la province et son crédit et nous condamnerions à un échec une politique qui peut produire de bons résultats chez nous.

Nous allons aider le développement minier et non les compagnies minières. Dans une certaine région située près d'ici, nous avons fait nous-mêmes les recherches nécessaires et nous avons empêché le jalonnement de mines d'or. En Gaspésie, il en sera de même, dans une région où nous faisons actuellement enquête pour savoir si nous pouvons exploiter avec profit certains terrains pétroliers.

Nous allons commencer par l'Abitibi parce que nous sommes sûrs de pouvoir vendre notre électricité, parce que nous contribuerons aussi à aider au développement minier. En Abitibi, la Compagnie Noranda nous a demandé le droit de développer des forces hydrauliques parce qu'elle en a besoin. L'honorable chef de l'opposition dit que le gouvernement n'a pas le droit d'accorder de nouvelles concessions en vertu d'une loi qu'il a proposée, mais le conseiller intime de son ancien collègue, le premier ministre d'autrefois, ce conseiller qui est M. Aimé Geoffrion, dit que le gouvernement détient ce pouvoir, car la loi ne défendait pas, dit M. Geoffrion, d'"augmenter" lesdits pouvoirs.

L'ancienne loi n'était pas complète. Elle disait qu'il n'était pas permis d'accorder de nouvelles concessions, mais elle ne parlait pas des concessions anciennes. Nous allons mettre une défense dans la loi pour les anciennes et les nouvelles concessions.

(Applaudissements)

Nous allons mettre dans la loi qu'aucun pouvoir d'eau ne sera concédé ni augmenté, ni aménagé, pour ces compagnies, sans le consentement de la Législature provinciale. Nous ne voulons pas nous laisser entraîner dans des embardées sans issue.

Nous voulons user de prudence raisonnable dont ne doit jamais se départir le législateur. La prudence est la mère de la sûreté, et se montrer prudent, c'est la ligne de conduite de celui qui aime sa province et qui entend continuer d'administrer dans la mesure de ses connaissances, de celui qui méprise les injures, les insultes, de celui qui a le courage de faire son devoir sans faillir et jusqu'au bout.

Cette prudence dont nous entourons nos actes, M. l'Orateur, nous la devons à ceux qui nous ont fait confiance. Nous leur devons d'être toujours prudents courageusement, mais énergiquement. L'honorable chef de l'opposition dit que le principe de l'hydro était dans l'ancienne loi. Le principe de l'hydro est dans ce que nous préconisons. L'hydro du chef de l'opposition, c'était une hydro "hydropique".

(Rires et applaudissements à droite)

Quand cette expérience aura été tentée, pas avec des actes qui seraient de nature à nuire au crédit de la province, quand les temps seront meilleurs, que notre situation sera devenue plus solide, et que notre expérience aura prouvé sa valeur, nous pourrons nous engager d'une manière définitive. Notre politique va aider le placement des jeunes. Cette nouvelle politique fera cependant comprendre aux trusts que le temps des abus est passé et que nous avons un gouvernement soucieux de ses responsabilités, un gouvernement qui ne va pas à l'aveuglette. La prudence, c'est la politique d'un homme qui veut faire son devoir malgré ceux qui veulent l'en empêcher.

Des députés: Très bien, très bien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La prudence, nous la devons aux jeunes comme aux vieux. Notre politique va donner du soleil à tous.

Sur la question du salaire des bûcherons, durant le peu de temps que nous avons été au pouvoir, nous l'avons restauré à une échelle plus élevée qu'il

ne l'avait été. Le chef de l'opposition a parlé des bûcherons, et il a dit que nous avions protégé les compagnies pour avoir des fonds électoraux; il a fait des insinuations. Quelle audace! Nous avons fait gagner aux ouvriers de la forêt des centaines de mille dollars de plus; les uns ont eu de \$4 à \$5 de plus par mois, les autres \$3 au moins. Nous leur avons fait payer des salaires plus élevés, des salaires raisonnables pour la première fois depuis 40 ans.

Le chef de l'opposition dit qu'il n'y a pas d'ordre en conseil pour les salaires. Nous n'avons pas fixé le salaire à \$30 ou à \$40 par un arrêté général, mais nous avons dit aux compagnies de papier: "Vous allez payer coûte que coûte un salaire raisonnable et nous allons le fixer dans les contrats. Vous allez acheter vos produits des colons et des cultivateurs de Québec et vous allez les payer un prix raisonnable." Cela n'avait jamais été fait.

Nous leur avons dit également: "Vous allez recruter votre main-d'œuvre dans le Québec." Le chef de l'opposition a parlé des bûcherons, lui, le pur des purs. Le chef de l'opposition a l'audace de parler de réductions. La mémoire du chef de l'opposition est courte. Il a cependant oublié de dire ce que fit l'ancien régime, celui dont il faisait partie.

Quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons découvert que, en 10 ans, le gouvernement dont il faisait partie a réduit les droits de coupe pour quelque chose comme \$7,300,000, faisant perdre ainsi \$730,000 par année à la province. L'Ontario Paper a joui de beaucoup d'exemptions de cette sorte. Pendant les élections de 1935, l'ancien régime, dont faisait partie le chef de l'opposition, a accordé une autre faveur à l'Ontario Paper. Scandale odieux et des mieux conditionnés que celui-là! L'Ontario Paper a obtenu des limites pour lesquelles elle devait payer \$3.35 du mille pieds, et je défie qui que ce soit de prouver le contraire. À la veille des élections de 1935, le gouvernement dont faisait partie l'honorable chef de l'opposition a passé un ordre en conseil pour exempter la compagnie de payer ce \$3.35 du mille pieds jusqu'à la fin de ses jours. L'ancien gouvernement a ainsi sauvé à la compagnie de \$150,000 à \$160,000 par année pour le reste de ses jours. Voilà qui pourrait payer la pension de vieillesse de plusieurs personnes. Je défie le chef de l'opposition de soutenir le contraire. Nous en verrons d'autres. Un autre petit scandale dont nous reparlerons, car l'enquête des comptes publics va continuer.

M. Barrette (Terrebonne): (S'adressant à M. Bouchard) Il fait chaud, hein?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est drôle de voir la situation du chef de l'opposition. Et c'est lui qui ose parler de fonds électoraux et de réductions des droits de coupe, lui, le pur des purs, qui voulait à la veille des élections de 1936 réduire les amendes et les pénalités imposées à ces compagnies-là de 90 %, soit de \$100,000. Nous allons au cours de la session avoir l'occasion de discuter les différentes réformes que nous préconisons.

Un député ministériel: Hein, hein, il ne dit plus rien là.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne fais que mentionner quelques réformes signalées dans le discours du trône et qu'un journal antipathique a qualifié de "discours le plus substantiel présenté depuis des années".

M. l'Orateur, depuis quelque temps, en certains quartiers et en certains milieux, il se fait une campagne que je ne veux pas qualifier et dont je ne m'occupe pas. À tous ceux qui y participent, je veux adresser mes derniers mots. Je dis à ceux-là qu'à l'heure critique que nous traversons, alors que tout le monde devrait s'unir pour sauver la province, pour la sortir de ses difficultés; à l'heure où il faut nous donner la main pour sauver notre jeunesse; qu'à l'heure où il ne faut pas directement ni indirectement fournir des armes à la révolution, si on refuse de nous donner la main, si ces gens ne veulent pas donner leur coopération, nous continuerons quand même à faire notre devoir et, méprisant l'injure, nous réprimerons le désordre où qu'il soit ou d'où qu'il vienne.

(Applaudissements)

Car, à une époque comme celle-ci, repousser le désordre, ce n'est pas l'œuvre d'un homme, aux prises avec des attaques personnelles, qui veut s'attaquer à des adversaires; mais c'est éteindre la flamme qui ne peut que produire une conflagration dans laquelle brûleraient notre foi, toutes nos plus belles traditions et tout ce que nous avons de plus cher. Peu important les injures, les insultes. Réprimer le désordre, en méprisant l'injure, c'est répondre aux devoirs de tous les hommes publics qui ont le cœur à la bonne place.

(Applaudissements à droite)

Il y a quelques jours, dans la ville que j'habite et que j'ai toujours habitée, mes concitoyens, qui m'ont vu grandir et me connaissent bien, au cours d'une démonstration inoubliable, votre humble serviteur a reçu de la part des plus hautes autorités

religieuses et civiles un témoignage d'estime et de confiance qui compense pour les ingratitude et les injures dont j'ai été l'objet. En les remerciant, je leur ai dit que je ferais toujours mon devoir.

Je ne dirai pas autre chose, aujourd'hui. S'il nous faut marcher de l'avant, nous allons marcher sans peur, sans précipitation, sans nous arrêter aux personnalités, mais en tendant à tous une main franche et loyale à ceux-là mêmes qui pourraient être mes ennemis, dans le seul but d'assurer le bien de notre province, pour lui donner la prospérité à laquelle elle doit tendre et qu'elle mérite.

(Applaudissements)

M. Bertrand (Montréal-Laurier): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 6 h 15¹¹.

NOTES

1. Il est 3 h 35, selon *Le Journal* du 4 mars 1937, à la page 3.

2. *La Patrie* du 4 mars 1937, à la page 4, indique que "pour 50¢ de trop que vous aurez fait déboursier à la province, nous vous ferons payer \$50". *Le Devoir* du 4 mars 1937, à la page 7, écrit: "(...) pour les \$50 de trop qu'ils feraient payer à la province, nous leur ferions payer \$500."

3. (Mythologie grecque) Géant, fils de Poséidon et de Gaia. Il reprenait force chaque fois qu'il touchait la Terre, dont il était issu.

4. Georges-Alexandre Courchesne (1880-1950). Né à Saint-Thomas-de-Pierreville le 13 septembre 1880. Ordonné prêtre le 10 juillet 1904, il est élevé au rang d'évêque du diocèse de Rimouski, le 1^{er} février 1928. Le 12 février 1946, il deviendra le premier archevêque de l'archidiocèse de Rimouski et demeurera en poste jusqu'à sa mort.

5. M. Sauvé regarde en fronçant les sourcils, selon *Le Canada* du 4 mars 1937, à la page 10.

6. Esdras Minville (1896-1975), professeur et économiste. Professeur (1924-1938), puis directeur (1938-1962) à l'École des hautes études commerciales (HEC). Conseiller technique au ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, (1936-1939). Il sera notamment membre de la Commission des semaines sociales du Canada, membre de la commission Tremblay (1953-1956) sur les problèmes constitutionnels. Doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal (1950-1957). Durant sa carrière, il collabora à de nombreuses revues et rédigea plusieurs ouvrages dans lesquels il développa une pensée économique et sociale axée sur le nationalisme qui faisait la promotion de la libération économique des Canadiens français.

7. Louis Coderre sera sous-ministre de 1936 à 1960 au ministère des Affaires municipales et de l'Industrie et du Commerce. De 1944 à 1979, ce ministère deviendra le "ministère de l'Industrie et Commerce".

8. Joseph-Ernest Laforce (1879-1977), journaliste, agent de colonisation et fonctionnaire. Correspondant parlementaire à Ottawa jusqu'en 1912, il est ensuite nommé agent de rapatriement du gouvernement fédéral aux États-Unis (1914-1926). Nommé agent de colonisation pour le Canadien National (1926-1936 et 1939-1944), il est ensuite sous-ministre de la colonisation (1936-1939). De 1933 à 1961, il siège au Conseil de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et le préside en 1936. Il sera directeur de la Commission du service civil de la province de Québec de 1944 à 1960.

9. Albert Rioux (1899-1983), agronome et agriculteur. Directeur diocésain de l'U.C.C. en 1928, vice-président général en 1929 et président général, de 1932 à 1936. En 1929, il est l'un des instigateurs du journal *La terre de chez nous*. Sous-ministre de l'Agriculture en 1936 à l'avènement du premier gouvernement Duplessis. Il dirige le comité qui prépare la "Loi du crédit agricole", réorganise le ministère et instaure le Service des recherches et le Service de l'enseignement. Muté à la Bibliothèque du parlement en 1939, il élabore un projet d'électrification rurale qui inspire la "Loi de l'électrification rurale" de 1945. Nommé commissaire de l'Office de l'électrification rurale par Duplessis, il en devient le président en 1960. Président de la Société canadienne d'établissement rural et président fondateur de la Société d'études

rurales, il prépare plusieurs mémoires pour les gouvernements fédéral et provincial, pour la commission Héon sur le commerce des produits agricoles en 1953, et la commission Tremblay sur les problèmes constitutionnels, en 1955. En 1971, il est chargé d'une mission au Liban pour le Service administratif canadien outre-mer (SACO). De 1972 à 1974, il représente le SACO en Algérie et en Tunisie.

10. Il s'agit d'Oscar Drouin.

11. *Le Journal* du 4 mars 1937, à la page 4, rapporte que toute la députation court ensuite vers le pupitre du premier ministre et les applaudissements reprennent dans les galeries. Un grand nombre d'auditeurs se tiennent alors dans le corridor et l'applaudissent lorsque l'honorable M. Duplessis sort de la Chambre. On entend aussi des "bravos" partout.

Séance du jeudi 4 mars 1937

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 15¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Three Rivers Grain & Elevator Company Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens (M. Barrette, Terrebonne);
- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Boiteau);
- du Dr Chs Langlois et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité un certain territoire du canton de Fournière, comté de l'Abitibi, et concernant The Canadian Malartic Gold Mines Ltd. (M. Lesage);
- de Canadian Home Assurance Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Robinson);
- de la Compagnie du chemin de fer Alma et Jonquière, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Robinson);
- de dame Marion Anderson Davidson, veuve de Leslie H. Gault, et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Leslie H. Gault (M. Robinson);
- de Henry D. Clapperton en sa qualité de fiduciaire des biens de J. K. L. Ross, demandant l'adoption d'une loi relative à la vente par lui du droit de réversion dans un fonds de rente créé en vertu du testament de feu James Ross (M. Robinson);
- de The Bishop's College School Association, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Robinson);
- de Henry Hawkins Rath et de dame Dorothy Gertrude Silcock, son épouse, demandant l'adoption d'une loi pour changer le nom d'Elizabeth Ann Wilson en celui d'Elizabeth Ann Rath, et le nom de George Silcock Wilson en celui de George Silcock Rath pour autres fins (M. Robinson);
- de William Ernest Greer et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en

corporation sous le nom de "The Congregation of Christians" (M. Robinson);

- de "Le Sun Trust Limitée", demandant l'adoption d'une loi confirmant les droits et pouvoirs octroyés à Quebec Saguenay and Chibougamau Railway Company, par sa charte et prolongeant les délais pour construire (M. Duguay).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Louis-Philippe Lafond, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et validant son titre relatif à la propriété d'un certain emplacement situé en la cité de Drummondville, comté de Drummond (M. Marier);
- des directeurs du fonds des veuves et orphelins des ministres du synode de l'Église presbytérienne d'Écosse, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à acheter de la puissance du Canada des pensions pour le compte des bénéficiaires (M. Bulloch);
- de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Choquette);
- des syndics de la paroisse de Sainte-Famille de Granby, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de prélever les sommes nécessaires pour pourvoir aux remboursements d'emprunts (M. Choquette);
- de la corporation municipale de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certain règlement et certain contrat faits et passés entre elle et la Donnacona Paper Company (M. Delagrave);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions et certain contrat passés et faits entre eux et la Donnacona Paper Company (M. Delagrave);
- de dame Hermine Dalbec et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Alfred Dalbec (M. Jolicoeur);
- de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Messier);
- de Joseph Anatole Marier et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Baie-Comeau (M. Leclerc);

- de A. Joly de Lotbinière et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Conseil armorial de Québec (M. Pelletier, Lotbinière);
- d'Adélard Bélanger, demandant l'adoption d'une loi rétablissant son titre de propriété à un certain emplacement situé à Montréal (M. Thibeault).

Rapports de comités:

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de dame Alice Amyot et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Georges-Élie Amyot;
- de l'Association des vétérans policiers de Montréal, demandant l'adoption d'une loi abrogeant et modifiant certains articles de la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal;
- de la ville de Kénogami, demandant l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant un règlement;
- des Frères des écoles chrétiennes de Québec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation;
- de la communauté des sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant l'île de Saint-Bernard et modifiant la charte de la ville de Châteauguay;
- de The Sherbrooke Railway & Power Co., demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Île Saint-Bernard, Châteauguay

M. Monette (Napierville-Laprairie) demande la permission de présenter le bill 91 modifiant la charte de la ville de Châteauguay, concernant l'île Saint-Bernard.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession Georges-Élie Amyot

M. Boyer (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 77 concernant la succession de feu l'honorable Georges-Élie Amyot.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal

M. Boyer (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 79 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Sherbrooke Railway and Power Company

M. Marier (Drummond) demande la permission de présenter le bill 87 modifiant la charte de The Sherbrooke Railway and Power Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Créanciers de Kénogami

M. Larouche (Chicoutimi) demande la permission de présenter le bill 111 ratifiant le règlement no 119 de la ville de Kénogami et la convention proposée à ses créanciers.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Frères des écoles chrétiennes de Québec

M. Marcoux (Québec) demande la permission de présenter le bill 105 constituant en corporation les Frères des écoles chrétiennes de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte des Frères des écoles chrétiennes

M. Marcoux (Québec) demande la permission de présenter le bill 104 modifiant la charte des Frères des écoles chrétiennes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Survivance de la faune

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), qu'un comité spécial soit institué pour étudier les questions relatives à la chasse et à la pêche, en vue d'assurer la survivance de la faune et d'augmenter les revenus de la province, et que le comité ait le pouvoir d'enquêter et d'envoyer quérir des personnes, des pièces et des

dossiers; et que le comité soit composé des honorables MM. Gagnon, Paquette, Bilodeau, Layton, de MM. Auger, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Beaudry, Bullock, Caron, Casgrain, Delagrave, Ducharme, Duguay, Dubé, Dumaine, Jolicoeur, Larouche, Larivière, Labbé, Lawn, Leclerc, Lorrain, Paradis, Pelletier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Tellier, Taché, Thibeault, Trudel.

Adopté.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 3 mars, sur la motion proposée le mercredi 25 février dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

(Applaudissements du côté de l'opposition)

M. Bertrand (Montréal-Laurier): M. l'Orateur, je tiens à exprimer tout d'abord à tous les membres de la Chambre le plaisir que j'ai eu de les rencontrer à la dernière session, alors que je venais en cette Chambre pour la première fois, et à leur dire à tous ma gratitude pour leur charmant accueil. J'ai rencontré ici d'anciens amis que l'exercice de ma profession m'avait fait connaître dans la vie. J'y ai vu des figures nouvelles; je me suis fait des amis, et je veux m'employer de mon mieux à cimenter les liens d'amitié entre tous les législateurs. Je prie tous mes collègues de croire que je ne suis pas un indifférent et que j'espère que les liens nouveaux n'en seront que plus doux et plus serrés.

Je veux d'abord faire une référence rapide au sujet d'une omission que le premier ministre, dans sa réplique d'hier, a reprochée au chef de l'opposition, qui aurait manqué à une tradition parlementaire en ne

félicitant pas le proposeur et le secondeur de l'adresse au discours du trône. Eh bien! Je parle en ce moment au nom du chef de l'opposition et au nom de l'opposition toute entière pour dire que cet oubli a été fait parce qu'il n'a pas encore, comme chef de l'opposition, l'expérience qu'il faut et qu'il est obligé d'admettre en toute modestie qu'il est inexpérimenté dans ce domaine. Comme il a beaucoup de besogne à abattre, on comprend que cette distraction lui ait échappé. Je suis persuadé qu'on oubliera que M. Bouchard a oublié... car pour avoir passé trop de temps du côté du gouvernement en Chambre, et il n'est pas en cette matière aussi ferré que l'actuel premier ministre. Comme l'oubli a été fait par inadvertance - l'honorable chef de l'opposition a tellement à faire - probablement par suite du fait que le voisin de gauche du chef de l'opposition ne peut le seconder dans toute la mesure d'un parlementaire d'expérience...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas juste pour l'honorable député de Berthier (M. Bastien).

M. Bertrand (Montréal-Laurier): ... qu'il a oublié une coutume généralement respectée, il me charge de l'excuser auprès de nos collègues de Saint-Henri (M. Labelle) et de Westmount (M. Bulloch) et de les féliciter de leurs discours. Je veux tout de suite assurer ces deux orateurs ministériels de nos félicitations les plus fraternelles. Nous avons aimé le discours du jeune député de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle) qui n'a rien à perdre du fait qu'il soit jeune, car il a de l'étoffe et il promet beaucoup. Le député de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle) doit être félicité de sa franchise quand il avoue qu'il était chômeur, fait dont il ne rougit pas et dont il n'a pas à rougir. Le fait qu'un chômeur soit maintenant député à la Chambre est en soi un succès significatif.

Quant au secondeur, le député de Westmount (M. Bulloch), nous devons également le féliciter. Il représente l'une des circonscriptions les plus représentatives de la province et il la représente dignement. La circonscription de Westmount est une circonscription financière dont le capital circule dans toutes nos entreprises. Nous permettrait-il de dire quelques mots relativement à certaines phrases de son discours sur des questions que nous avons raison de croire quelque peu controversées. Il a parlé des grandes entreprises d'électricité d'une façon qui nous a frappés, et nous espérons qu'au cours de la session, nous aurons l'occasion de l'entendre de nouveau exposer son point de vue à ce sujet.

M. l'Orateur, on a aussi fait un reproche au chef de l'opposition de ce qu'il ait oublié, dans son discours sur l'adresse, la mention de l'accession au trône de Sa Gracieuse Majesté George VI. Me permettra-t-on de dire amicalement à ce sujet que cela me surprend de la part du premier ministre. Je fais amicalement observer que je trouve l'attitude du premier ministre un peu étrange. Qu'il se rappelle qu'au début de la session, lorsqu'il proposa une adresse de félicitations et d'admiration profonde aux nouveaux souverains, le chef de l'opposition, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), d'un geste spontané seconda cette adresse. Lui était-il nécessaire de reprendre, dans son discours sur l'adresse, cette formule de loyauté? Je ne le crois pas et je pense qu'on le lui reproche à tort. Je tiens à assurer de nouveau nos souverains de notre loyauté la plus absolue et de notre fidélité.

M. l'Orateur, dans un effort oratoire dans lequel, je l'avoue, il s'est manifestement efforcé de donner le maximum d'effet, l'honorable premier ministre a prononcé des paroles qui m'ont particulièrement frappé et dont je veux relever au moins la substance. Il a dit: "Nous tenons l'opposition responsable des abus de l'ancien régime." Il a même ajouté: "L'opposition actuelle est complice des abus de l'ancien régime." Me permettra-t-il de faire observer que ces paroles sont pour le moins une injustice? Me permettra-t-il, rapidement et le plus sommairement possible, de rappeler un fait, ou certains faits qui sont publics?

Une enquête dite "enquête des comptes publics" a eu lieu. Tout le monde se rappelle qu'elle a eu lieu dans le tumulte; tout le monde se rappelle d'autre part qu'au cours de cette enquête il est arrivé que ce comité de la Chambre, par quelques-unes de ses opérations dirigées par le chef du gouvernement actuel, a jeté le discrédit sur certains hommes publics. De telle sorte que le principe de l'autorité lui-même était menacé. Vous vous rappelez de la tournure des événements alors. Et pourquoi ne pas dire que certaines autorités de la province, autorités complètement en dehors de la politique et dont les attitudes ne peuvent paraître suspectées, qui ne peuvent être influencées par aucune considération matérielle ou de parti, ces autorités purement sociales se sont inquiétées de la tournure des événements?

Parce qu'en somme le Parlement, à ce moment-là, était conduit par une foule qui manifestait de façon plutôt bruyante et parce que l'on sentait une espèce de remous créé par les passions populaires. Après tout cela, que s'est-il produit?

Mais, au cours de cette enquête, le gouvernement d'alors a démissionné et un nouveau chef est arrivé dans la personne de l'honorable Adélar Godbout. C'est alors que dans une allocution qu'il fit à la radio, peu de jours après, il m'a été fourni une opportunité particulièrement frappante de l'entendre lancer, à tous les échos de la province, un défi que personne encore, que je sache, n'a osé relever, un défi par lequel il a demandé à quiconque pouvait le mettre en lumière crue et en accusation personnelle indigne d'administrer la chose publique, de se lever et de le faire.

Il a mis ses adversaires au défi de démontrer qu'il était digne de certaines réprobations dont on accusait le gouvernement du temps. À ce moment, je me rappelle parfaitement la circonstance, parce qu'à ce moment-là j'étais encore resté, politiquement, en dehors du mouvement qui devait plus tard amener la formation du gouvernement, et je ne soupçonnais même pas qu'un concours de circonstances assez fort m'amènerait sous peu à faire partie de ce gouvernement. L'honorable M. Adélar Godbout avait ajouté ensuite: S'il y a des coupables, quels qu'ils soient, quel que soit leur nom, quelle que soit leur situation sociale, nous appliquerons contre eux les sanctions qui s'imposent, sans faiblesse et sans considération de personnes.

Des députés ministériels murmurent.

M. Bêïque (Chambly): (Riant) Ça lui a pris du temps.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, je vous demanderais de faire respecter l'ordre. Si les députés de droite ne veulent pas écouter les discours, je demanderais qu'ils nous laissent au moins la chance d'entendre ce qui se dit.

M. l'Orateur: Il est interdit aux députés de faire des observations, à moins de demander la permission de celui qui parle.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Je fus frappé par la noblesse de cette attitude de M. Godbout et par l'élévation de son langage, de ce professeur que l'on était allé chercher à sa chaire pour en faire un homme public, parce qu'il était un spécialiste dans l'administration qu'on venait de lui confier comme ministre de l'Agriculture. M. Adélar Godbout, cet homme, qui avait le respect général, d'une valeur telle qu'un groupe de nos adversaires essaya, à un certain moment, de l'avoir pour son

chef, non seulement du public, mais du monde de la politique et même de nos adversaires, cet homme-là a parlé...

M. Béïque (Chambly): Ça n'a pas frappé la province!

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Quand M. Godbout m'a demandé, je l'ai dit et je le répète, de faire partie de son gouvernement, j'ai d'abord hésité. Après avoir pesé, peut-être trop longtemps, le pour et le contre, j'ai cru devoir accepter. Pourquoi suis-je entré dans une administration éphémère? Je suis entré dans le cabinet Godbout parce que j'avais confiance en mon chef, après l'avoir entendu. Je suis entré dans une administration qui ne dura que quelques mois, parce que je croyais devoir collaborer pour ma part, qu'il y avait lieu à rétablir la paix et la tranquillité sociale. Je voulais pour ma part, si la chose était nécessaire, travailler de mon mieux, dans l'exercice d'une activité bien modeste et bien sincère, à relever la vie publique.

Je voulais aussi faire de mon mieux pour rechercher la vérité sur les accusations que l'on faisait quant à certains hommes publics, et si cela était nécessaire, comme M. Godbout l'avait reconnu, imposer des sanctions nécessaires, après une preuve légitime et sérieusement faite. Le dirais-je, j'avais le droit, et je l'ai exercé: j'ai posé, avant mon entrée dans le gouvernement, des conditions qui ont été acceptées. J'avais demandé une liberté d'action qui ne serait en rien entravée dans le travail de recherche de la vérité complète sur les accusations que l'on faisait planer sur certains hommes publics. Tout cela a été d'emblée accepté.

Quelle était la façon à suivre, d'après nous? Nous avons été d'opinion, après avoir étudié cette question sans aucune espèce de préjugé, et nous n'avons pas changé d'opinion depuis, que l'enquête des comptes publics, tenue par un comité de la Chambre composé d'hommes qui sont encore dans la politique active, qui constituent les partis aux prises, n'offrait pas les garanties d'impartialité qu'avaient le droit d'exiger le public et les hommes dont la réputation était en jeu.

Nous croyions à ce moment-là, et nous avons encore raison de croire, que la seule forme équitable d'enquête était, pour les hommes publics, comme pour les individus et comme pour n'importe quel citoyen, de s'adresser à un tribunal présidé par des juges, des hommes complètement en dehors du mouvement politique, dont l'intégrité et l'impartialité sont hors d'atteinte et dont on ne peut pas suspecter

ni les actes ni les décisions; des hommes revêtus de l'hermine et placés au-dessus des batailles quotidiennes de la vie et habitant des régions assez sereines pour que leurs délibérations et leurs décisions ne puissent pas être suspectées d'aucune espèce de partialité. Voilà notre façon de concevoir la recherche des faits que le comité des comptes publics avait semblé rendre nécessaire.

M. l'Orateur, j'ai employé, dans le temps, une formule dont nos amis se sont amusés et dont ils s'amusaient encore occasionnellement, puisque je viens de recevoir tout à l'heure la réplique d'un petit fanal². On a fait des gorges chaudes.

M. Barrette (Terrebonne): Le fanal, ah! ah!

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Mon amitié est trop franche pour me froisser de pareilles brimades. Je ne leur en veux pas, je ne suis pas ici pour sécréter de la bile ou de la rancœur. Non, la vie est trop courte pour tenir compte de ces petites tracasseries qui sont quelquefois des marques de considération indirectes sinon amicales qu'on me fait; du moins, je les prends comme telles et je ne m'en froisse aucunement. J'ai employé des phrases dont mes amis se sont amusés, et je dois admettre que le fanal dont on vient de m'envoyer une petite réplique, il y a cinq minutes, je m'en suis amusé et je m'en amuse encore.

Comme procureur général d'alors, j'avais dit que nous rechercherions la vérité, armés d'un fanal d'une main et d'un fouet de l'autre main. J'avais trouvé ce que je considérais et ce que j'avais appelé peut-être imprudemment une formule pittoresque; j'avais trouvé cette expression voulant dire que je voulais faire la lumière, un fanal d'une main et un fouet dans l'autre, pour, d'une part, essayer de faire la lumière, pour faire luire la vérité d'abord et, quand on nous la fournirait, appliquer le fouet sur le dos de ceux qui auraient prévariqué ou qui auraient manqué au devoir. Mes amis se sont amusés de cela; je répète que je ne leur en veux pas.

M. Barrette (Terrebonne): À quel département, en votre qualité de procureur général, aviez-vous confié la pompe à Césaire?

M. Bertrand (Montréal-Laurier): M. l'Orateur, je veux bien être jovial, mais ce n'est pas une question que me pose le député de Terrebonne (M. Barrette), c'est une farce. Nous sommes ici, si vous le voulez bien, pour discuter. Je veux bien discuter en souriant, mais ne rien faire pour autre

chose. Si c'est simplement de l'esprit ou du calembour qu'on veut faire au lieu de discuter, ce ne sera plus le "salon de la race".

(Applaudissements à gauche)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce sera le salon de la farce!

(Rires)

M. Bertrand (Montréal-Laurier): On m'a dit: "Votre fanal a été éteint." En toute candeur, je suis forcé d'admettre que mon fanal a été éteint comme on l'a dit en badinant. La province, je le reconnais, a bien éteint mon fanal et elle a brisé mon fouet. Seulement, malgré qu'il soit éteint, et qu'il soit brisé, j'ai bien le droit, je crois, d'observer, en me soumettant à son jugement qui est sans appel, de la part de l'électorat, que ma situation morale est un peu plus confortable aujourd'hui que celle de l'honorable premier ministre, qui a brandi un fouet lors de la campagne électorale. Mon fanal s'est éteint, mais qu'est-ce qu'il a fait, lui, de son fouet? Il ne l'a pas appelé de cette façon-là, mais il a vitupéré contre tous et, en arrivant au pouvoir, il est devenu le pourfendeur indigné de tous les mécréants.

Chevalier d'une nouvelle croisade, il devait fustiger tous les prévaricateurs. Il menaçait de ses mèches tous ceux qui, à quelque point de vue que ce soit, auraient pu prévariquer dans la province. Et voici que l'un de ceux que l'on considérerait comme les plus coupables, le trust de l'électricité, a brisé ce fouet-là misérablement. Et, au point de vue moral, en présence de sa province, il se trouve maintenant, l'honorable premier ministre, d'après l'expression du député de Québec-Centre (M. Hamel), n'avoir plus qu'un fouet de laine angora, qui n'est pas destiné à faire de mal à personne, mais qui servira simplement de jouet pour amuser les "gogos", flatter les bobos et à permettre au premier ministre de le passer tranquillement, dans un geste de caresse et sans préjudice, sur les épaules des gros intérêts financiers.

M. l'Orateur, je ne sais pas s'il s'en est rendu compte, mais le premier ministre m'a fait mal, m'a fait mal moralement hier quand il a dit: "Nous tenons l'opposition responsable et complice des abus de l'ancien régime." Ces abus de l'ancien régime, j'attends qu'on sache tout sur leur compte. M. l'Orateur, voulez-vous me permettre de vous dire que je suis ici avec un esprit libre, en homme désintéressé? Je l'ai dit sur les tribunes publiques, je le répète en Chambre et je n'entends pas que l'on me contredise; j'entends qu'on le sache, je le répète, j'ai l'esprit dégagé de tout préjugé. Et j'ai des raisons pour cela.

Parce que je suis ici sans avoir été forcé par personne d'y venir; parce que je ne devais rien, ce que l'on appelle rien, à l'ancien régime, et je ne lui dois encore absolument rien. Je me connais. Pour me prononcer sur ce régime, j'attends que la preuve soit complète, et j'agirai sans faiblesse; je formulerai comme un homme, sans faiblesse, un jugement qui résultera des faits. Si les faits sont ce que l'on a semblé dire, je serai prêt, comme je le suis encore, je le répète ici en Chambre comme je l'ai dit sur les tribunes politiques, à collaborer à l'application des sanctions.

Mais, M. l'Orateur, quand on me tient responsable, moi, comme complice des abus de l'ancien régime, on me frappe cruellement. Je n'ai rien, je n'ai pas d'argent, je n'ai pas non plus d'ambitions démesurées, et je me suis toujours tenu dans les bornes de la modestie qui me convient. Je me connais, M. l'Orateur, je connais bien mes limites. Et, à moins que l'on ne me prouve le contraire, je ne crois pas que j'aie jamais manqué de rester dans les restrictions de la modestie qui s'impose dans mon cas. Je ne fais pas de ma personnalité aucune espèce d'appréciation exagérée. Je ne vaux que ce que je vaux.

Mais, M. l'Orateur, il y a une chose dont je défie tout le monde, et le premier ministre en tête, et il me connaît depuis de longue date; il y a une chose dont je défie tout le monde de la province de m'enlever, c'est mon intégrité. Je n'ai que cela, et je le revendique pour ma famille, pour ma femme, pour mes enfants, pour mon avenir. J'aurai la peine de ma vie que mon association rapide et inopinée avec la politique m'enlevât une parcelle de mon honneur, que je veux revendiquer aujourd'hui avec une énergie redoublée, parce que je me sens injustement visé par cette imputation que je n'accepte pas. Je crois en avoir le droit.

(Applaudissements à gauche)

Si, M. l'Orateur, le premier ministre, qui a pu, je lui donne le bénéfice du doute, dépasser sa pensée en disant cela, si le premier ministre croit qu'il est justifiable au moindre degré de me tenir responsable solidairement de cet état de choses qu'il réprouve, de me tenir complice des abus de l'ancien régime, je mets mon siège en jeu si l'on ne peut pas établir cela; si on l'établissait, je partirai d'ici, car je considérerai que je n'ai pas le droit d'occuper ce siège sans avoir les mains nettes.

Mais, grâce à Dieu, je ne crains rien. Je le répète, je n'ai que cela pour moi et les miens, mais je veux le revendiquer avec une indignation redoublée. De ce qu'il a pu imputer indirectement sur mon

compte, je veux qu'il soit bien établi et entendu que j'en ai souffert, et je veux m'en plaindre comme j'en ai le droit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous n'auriez pas dû vous allier aux complices de l'ancien régime.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Heureusement, les idées dominent les hommes, les partis sont au-dessus des régimes et des coteries. S'il y a eu des fautes que je suis prêt à examiner dans les conditions morales que je viens d'énumérer, il y a eu aussi, et c'est là-dessus que l'on fait un silence prudent, il y a eu aussi des œuvres. Me sera-t-il permis de m'appuyer sur celles-là et sur la possibilité que, dans l'avenir, elles augmentent et se multiplient, pour réaffirmer que nous sommes encore ici des libéraux, que nous sommes encore attachés au parti qui, pendant 39 ans, a fait pour une part ce que je voudrais énumérer le plus succinctement possible et, si vous le voulez, en ne touchant pratiquement que les sommets.

C'est le Parti libéral, M. l'Orateur, qui a donné à la province de Québec la première loi des accidents du travail en 1909. Le Parti libéral devançait en ce temps tous les pays d'Europe, sauf, peut-être, la Belgique. C'est un gouvernement libéral qui a donné cette première loi d'accidents du travail dans le pays. C'est ce gouvernement libéral qui s'est également occupé des travaux publics, en donnant un ministre du Travail particulier à la province, pour permettre à cet administrateur d'étudier en détail les problèmes afférant à la situation du monde ouvrier.

C'est un gouvernement libéral qui, le premier, a nommé un ministre du Travail pris dans le monde ouvrier même, dans la personne de l'honorable C.-J. Arcand, que tout le monde a connu. C'est un gouvernement libéral qui a organisé la loi du salaire minimum, pour éviter par les employeurs et les propriétaires l'exploitation de la main-d'œuvre. C'est encore les libéraux qui ont réglementé, par des textes de loi susceptibles de les protéger, le travail des femmes et le travail général. C'est encore lui qui a nommé une commission chargée d'étudier les conditions physiques et morales du travail, de façon à éviter, surtout aux femmes et aux jeunes filles, les dangers de la promiscuité dans les usines.

Au point de vue de la colonisation, me permettra-t-on de rappeler que ce sont encore les libéraux qui ont ouvert des terres arables à la colonisation et qui ont fondé, dans des régions jusque là incultes et en friche, des paroisses nombreuses, qui

ont pu pousser comme des champignons dans les champs. C'est le Parti libéral qui, au point de vue de la colonisation, a absorbé ce que j'appellerais la critique constructive d'hommes comme Jean Prévost et Henri Bourassa, pour développer chez nous des terres nouvelles et livrer à plus de bras le développement de la province qui, encore actuellement, est en état de nourrir et de faire vivre 15 fois au moins la population que nous avons.

C'est encore le Parti libéral, pendant l'administration de ses 39 années, dont on fait assez facilement bon marché, qui a organisé au coût de \$100,000,000 la voirie et le système de routes qui couvrent la province entière, et qui permet la circulation des automobiles pratiquement dans toutes les saisons, occasionnant ainsi une circulation plus complète de l'argent et, par voie de conséquence directe, la prospérité générale.

C'est encore le Parti libéral qui nous a donné une loi des liqueurs, qui a été, je vous le rappelle, assez vivement discutée dans son principe et qui, cependant - je crois que nous avons le droit de le répéter sans risque d'être contredits - a à peu près supprimé dans son application pratiquement au complet l'ivrognerie d'habitude existante antérieurement à la loi de la Commission des liqueurs. La loi des liqueurs de la province de Québec a été copiée par la province vertueuse, puritaine par excellence, l'Ontario et même par les États-Unis qui se sont inspirés d'elle. Au point de vue du système de l'éducation, qui a fait la province de Québec?

M. Thibault (Montréal-Mercier): Comment se fait-il que vous avez dit tantôt que vous n'étiez pas responsable des abus de l'ancien régime? Depuis une dizaine de minutes, vous faites l'éloge de l'ancien régime. Alors, pourquoi tant le défendre?

(Applaudissements à droite)

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Je remarque que l'honorable député de Montréal-Mercier (M. Thibault) n'a pas suivi du tout mon exposé ou, s'il l'a suivi, il m'a imparfaitement compris. Je n'ai pas besoin, je crois, de me répéter, pour ne pas être ennuyeux, mais je vous réitère que j'ai le droit de faire une distinction entre ce que vous appelez l'ancien régime et ce que j'appelle le Parti libéral. Ce n'est pas tout à fait similaire.

(Applaudissements à gauche)

Passons maintenant à l'école du rang. C'est une institution sacrée que jamais le gouvernement actuel ne développera assez. Comme question de fait,

nous avons un système d'éducation qui a respecté totalement le caractère religieux de notre éducation dans Québec. Le corps unanimement respecté de nos évêques fait partie du Conseil de l'instruction publique aux termes d'une législation dont le Parti libéral a été l'initiateur, puisqu'il est là depuis 39 ans. Et vous savez ce qu'il a fait pour les écoles du rang. Je suis sûr que le secrétaire provincial actuel (l'honorable M. Paquette) ne me contredira pas, que le Parti libéral a développé dans des proportions qui ont bénéficié à la province ce que l'on appelle l'école du rang, le petit endroit où une race, à certaines heures ou à certains jours, représentée par sa fleur, la jeunesse, se réunit pour se pencher sur ses problèmes, pour se façonner une âme nationale. L'école du rang est une institution sacrée de la province de Québec, et que jamais le gouvernement actuel ne développera assez pour nous empêcher de collaborer à toutes ses mesures qui auront pour but de la protéger et de la faire progresser.

On a eu des écoles techniques pour subvenir le plus souvent à la pénurie de la classe ouvrière désireuse de s'instruire. Qui les a installées dans la province, les écoles techniques, si ce n'est pas le Parti libéral? Qui s'en est fait un moyen de subvenir à la pénurie dont certains ouvriers pouvaient souffrir, dans l'inspiration qu'ils pouvaient concevoir pour développer des connaissances particulières et techniques?

L'École des hautes études, qui en a eu l'inspiration, si ce n'est pas sir Lomer Gouin, alors premier ministre de la province et premier ministre libéral? Cette École des hautes études a organisé un système d'enseignement qui est susceptible d'ouvrir à notre jeunesse des carrières dont jusque là elle avait été éloignée. Cette école s'est trouvée, par un concours de circonstances imprévisibles, presque en avant de son temps. Elle a passé à travers la crise et elle est toujours là à distribuer sa science à notre jeunesse.

Et ces écoles industrielles, restant toujours dans le domaine de l'éducation et du développement intellectuel de la jeunesse, qui les a instituées, si ce n'est pas le Parti libéral?

Qui s'est de la sorte penché avec un dévouement qu'on ne niera pas, je crois, sur les déshérités de la fortune pour les réhabiliter et les réconcilier avec la société? Il y a les asiles d'aliénés auxquels le gouvernement libéral et le Parti libéral n'ont pas ménagé les octrois, pour leur permettre de fonctionner au bénéfice de ceux qui devaient se retirer dans la paix et dans un travail de réhabilitation profitable de leurs facultés surmenées.

Quant aux hôpitaux, tout le monde sait que c'est le Parti libéral qui les a pratiquement sauvés par le jeu de la loi de l'assistance publique, sans laquelle, dans certains cas, des institutions infiniment nécessaires, ou en tout cas très opportunes au maintien de la vie et de l'ordre dans la province, auraient été exposées à disparaître.

Au point de vue de l'agriculture, est-ce que ce n'est pas le Parti libéral qui a organisé les coopératives, les cercles agricoles? Est-ce que ce n'est pas lui qui a développé les fermes modèles dans les principaux centres? Est-ce que ce n'est pas lui qui a fourni les services des agronomes pour permettre à la province d'améliorer sa culture générale?

M. l'Orateur, je voudrais souligner un autre service que le Parti libéral a rendu à la province, qu'il a rendu même à la race, et c'est le suivant. Il a sauvé le droit civil dans la province. Qui l'a préservé dans Québec, qui a toujours résisté aux tentatives d'unification de notre législation privée, surtout en matière de droit civil, pour nous conserver le code que nous avons et le système de lois privées qui répond à la conception française du droit, si ce n'est pas le Parti libéral?

Et ceci me rappelle que non pas dernièrement, mais lors de l'organisation de la Confédération, qu'on appelle l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, lors de l'organisation de ce système général qui devait régir le pays, l'un des Pères de la Confédération, sir John A. MacDonald, a essayé ce que l'on appelait l'union législative entre les provinces. L'union législative, c'est-à-dire l'uniformisation des lois générales qui régleraient les rapports de citoyens entre eux. Et c'est sir George-Étienne Cartier qui lui résista jusqu'à la dernière limite. Même rendu à Londres, lorsque l'on discutait le bill qui devait régir le Canada, c'est là que Cartier, par la fermeté de son attitude, s'est opposé à l'union législative de façon à nous conserver le droit civil.

Un député ministériel: Cartier était-il un libéral?

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Qui a sauvé nos lois civiles, qui nous a conservé notre code, nos lois françaises, sinon le Parti libéral? Eh bien! M. l'Orateur, une tentative nouvelle a été faite pour uniformiser notre droit, et on sait parfaitement à quoi je fais allusion. Des tentatives répétées ont été faites pour que, sous prétexte d'uniformisation, Québec consentît à l'abandon de ses droits civils. Qui l'a défendu, qui l'a maintenu, si ce ne sont pas les administrateurs libéraux?

Et la loi de la protection contre les fraudes, en matière de vente de valeurs mobilières, qui l'a adoptée, si ce n'est pas encore les libéraux, ou qui l'a fait voter si ce n'est pas encore un gouvernement libéral? Et par là je dis, M. l'Orateur, que l'on a mis l'épargne de la province à l'abri des menées de certains agioteurs, de certains faiseurs, qui drainaient antérieurement l'épargne, en faisant l'offre de valeurs qui n'offraient aucune espèce de garanties sérieuses. C'est encore un gouvernement libéral qui, voyant que l'épargne populaire était en danger, s'est employé, par un texte de loi clair, à faire cesser cet état de choses dangereux.

J'arrive à un autre item qui a son importance et c'est celui du développement hydraulique dans la province. Force est bien, je crois, d'admettre que le développement hydraulique et le harnachement de nos cours d'eau dans la province de Québec ont été faits par du capital privé, parfois même, c'est-à-dire par du capital privé et étranger. Me serait-il permis de dire quelles sont les réactions, en particulier, de ce fait? Comme question de fait, quand le développement du régime des eaux dans Québec a commencé à s'effectuer dans la province, c'était en somme, nous disait-on, anticiper sur l'avenir. Et est-ce que, en fait, nos concitoyens de Québec auraient été dans le temps en possession des capitaux nécessaires pour développer eux-mêmes le régime de nos eaux et pour nous donner une hydroélectricité que nous aurions pu déclarer à nous complètement?

Poser la question, c'est la résoudre. Quand le régime des eaux a commencé, nos compatriotes n'avaient pas les capitaux nécessaires pour s'y intéresser. Comme le disent quelques-uns de nos publicistes et quelques-uns de nos penseurs ou économistes, nous avons été pendant longtemps une race en lutte. La race canadienne-française, le peuple catholique de Québec, a été en lutte pendant un siècle pour sa survivance, et elle n'avait pu accumuler de capitaux.

Et, comme le dit dans des vers qui sont fameux l'un des poètes de chez nous: "Il fut toute une époque, et longtemps notre race n'eut que son bras pour glaive et son corps pour cuirasse".

Est-ce qu'on peut raisonnablement faire reproche que du capital étranger se soit permis de développer chez nous notre régime des eaux, vu le bénéfice que notre population en a retiré? Il n'y a pas, je crois, de bons arguments qui tiennent, vu le bénéfice que notre population en a retiré. D'ailleurs, sur ce point particulier, je veux revenir un peu en détail, pour la commenter un peu, sur la législation qui nous régit dans le moment.

Je pose de plus la question suivante: "Qui est-ce qui a sauvé dans le temps l'ancienne Banque Nationale, si ce n'est pas le Parti libéral? Qui a versé des millions à l'Université de Montréal pour l'empêcher d'aller au désastre, si ce n'est pas encore le Parti libéral dont nous nous réclamons? Qui, l'été dernier, est venu au secours de cette grande institution aux abois, incapable de payer les salaires de ses professeurs et menacée de la perspective troublante d'être obligée de fermer ses portes, si ce n'est pas celui qui a présentement l'honneur de vous parler et qui, comme secrétaire provincial, a amené le cabinet Godbout à voter une somme de \$100,000 pour ce service particulier et sauver ainsi, je l'affirme, parce que le fait m'a été confié par les autorités auxquelles j'avais affaire, pour sauver ainsi, je le répète, l'Université de Montréal de l'obligation malheureuse ou de l'opportunité triste de fermer ses portes, parce qu'elle n'avait pas le moyen de payer à ses professeurs trois ou quatre mois de salaire qui leur étaient dus? Nous avons à cette fin porté un chèque de \$100,000 à l'Université de Montréal. Qui, en un mot, pendant 39 ans s'est trouvé partout dans la province, là où il y avait besoin de répondre à des nécessités urgentes et à secourir des misères, des tracas, ou à donner un coup de main pour le développement du progrès? C'est le Parti libéral.

Enfin, le gouvernement qui a précédé celui-ci était-il si mauvais, puisque le premier ministre soulignait hier encore qu'on n'a mis que deux heures à souscrire à Québec un emprunt de \$51,000,000? Nous pouvons dire au gouvernement nouveau pour lequel nous avons du respect: "Vous n'êtes là que d'hier". Vous venez de faire avec succès, dites-vous, un emprunt de \$51,000,000 dont le chef du gouvernement nous a donné les détails. Il a souligné lui-même que la souscription à cet emprunt n'a pris que deux heures, de 10 heures à midi, et qu'une somme de \$51,000,000 a été, dans ce bref espace de temps, absorbée par le marché.

Qu'est-ce à dire, sinon que vous avez pris un état de choses qui vous a permis de bénéficier d'un crédit considérable, que vous avez pris une province qu'un des chefs du Parti conservateur, encore actuellement en office comme tel à Ottawa, a qualifiée de "première province de la Confédération", la première province de la Confédération, dis-je, celle qui offre encore la meilleure garantie, celle dont les emprunts sont, pour ainsi dire, absorbés automatiquement, celle dont les valeurs sont arrachées par tous ceux qui veulent faire des placements sûrs? Qui a permis cela, sinon la main du Parti libéral?

J'ai dit au gouvernement et à son chef: Le Parti libéral vous a rendu un état de choses sain et vous avez eu la mauvaise grâce en somme, en prenant des mains libérales, de nous, de mordre cette main-là.

(Rires à droite et applaudissements à gauche)

Puisque je parle d'emprunt, pourquoi ne pas revenir un peu sur les questions posées par le chef de l'opposition au chef du gouvernement? Le chef de l'opposition a fait un exposé qui lui a permis, prétend-il, d'établir que l'emprunt de \$51,000,000 aurait coûté à la province la somme rondelette de \$627,000⁵. C'est une affirmation; elle est vraie ou elle est fausse, mais il me semble qu'elle mérite d'être discutée ou qu'elle appelle une réponse de la part du chef du gouvernement, puisqu'il s'agit d'à peu près les deux tiers d'un million. Il y a eu des questions faites à ce sujet, et il n'y a pas eu de réponses de la part du gouvernement.

On dit: Vous avez fait affaire avec un syndicat ou avec un homme dont le nom sonne à l'anglaise; vous avez favorisé M. Pittfield. Vous aviez dit que la part que les nôtres avaient dans les affaires n'était pas la leur, que les nôtres n'avaient pas leur place dans les affaires de la province et qu'il était temps de la leur ouvrir large; vous avez fait des reproches à ce que vous appelez des promiscuités scandaleuses de l'ancien régime avec la haute finance occulte, et avec les trusts anglais et l'argent étranger.

Est-ce que vous n'avez pas fait exactement la même chose? Mais pourquoi ne nous donnez-vous pas un peu d'éclaircissements, de façon à permettre de juger la grandeur de votre état d'âme et la pureté de vos intentions? M. le premier ministre, je veux être loyal, il est encore temps de vous expliquer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Est-ce une question?

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Le premier ministre n'a pas donné sa réponse, et j'avoue qu'étant venu ici avec un esprit un peu curieux - on a dû remarquer que j'ai passé une bonne partie de mon temps ici, à plutôt observer qu'à faire autre chose - je suis venu ici en curieux et je voudrais bien savoir ce qu'il en est.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Est-ce une question?

M. Bertrand (Montréal-Laurier): J'avoue que je n'ai pas encore compris. Peut-être que quelqu'un, de sa part, quelqu'un de son entourage,

voudra répondre plus tard, mais il me semblait que l'on aurait dû donner un peu plus de clarté.

Comme question de fait, comme le premier ministre a jusqu'à aujourd'hui tourné autour de la question, on peut espérer une explication de sa part à ce sujet. Comment le premier ministre a-t-il contourné l'écueil que le chef de l'opposition avait soulevé devant lui à ce sujet? Comment a-t-il fait le tour du récif...

Un député: Il avait un bon fanal!

M. Bertrand (Montréal-Laurier): ... il a répondu ceci au chef de l'opposition. Dans un grand mouvement oratoire dont il paraît avoir le secret et qui a eu un certain retentissement...

Un député: Et comment!

M. Bertrand (Montréal-Laurier): ... il a dit ceci: "J'affirme que ni moi, ni l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Fisher), ni le vérificateur des comptes de la province, M. Vézina, n'avons reçu un sou de l'emprunt de \$51,000,000." Je le crois, et nous n'avons jamais dit le contraire. Et il a mis son siège en jeu. Nous n'avons pas dit le contraire, et c'était bien joli de sa part de faire un mouvement à ce sujet, de soulever la Chambre et de ne pas perdre une occasion par la même circonstance d'enflammer la galerie.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Il est bon, hein, notre premier ministre.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): C'était bien beau de faire ce mouvement-là et de revendiquer une intégrité qui n'était pas attaquée...

(Rires à droite)

... mais nous n'avons jamais dit cela, et je ne le dis pas encore, et l'opposition ne l'insinue même pas. Nous n'avons jamais dit cela, mais ce que nous avons dit et ce que nous avons le droit de réitérer, c'est qu'il y a des traces que la province aurait fait une perte de \$627,000 ou qu'il aurait été occasionné dans l'emprunt de \$51,000,000 une dépense, un coût, je ne dis pas une soustraction, mais un manquement de \$627,000. Nous voudrions savoir si ceci est resté exclusivement dans les mains de M. Pittfield.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je ne veux pas interrompre inutilement mon honorable ami, mais est-ce qu'il me permettrait une question? Est-ce que le procureur général de l'ancien

gouvernement est au fait que l'emprunt que nous avons contracté est celui qui a coûté le meilleur marché à la province, que l'emprunt a été contracté à des conditions plus avantageuses que n'importe quel autre, dans une proportion de 30 % à 40 %?

(Applaudissements à droite)

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Je n'ai pas l'habitude, M. l'Orateur, de farder ma pensée et de prendre des détours. Le premier ministre me pose une question, je réponds en toute candeur: Non, je ne le savais pas.

(Rires et applaudissements à gauche)

Seulement, j'accepte l'information de la part du chef du gouvernement, mais il me permettra, j'en suis sûr, malgré que ce ne soit pas du tout une malice à son adresse, ni une façon de douter de sa parole, il me permettra d'en faire la vérification. Mais, même si tel était le fait, est-ce qu'il en résulterait que nous n'avons pas le droit de poser des questions sur une dépense de \$627,000, et est-ce qu'il en résulterait que l'on va nous refuser le droit de demander si tout est resté entre les mains de M. Pittfield, ou si nos compatriotes, les Canadiens français que l'on devait habiller, sous le nouveau régime, en dimanche tous les jours de la semaine et faire reluire de bonheur, en ont eu la moindre parcelle?

(Applaudissements à gauche)

M. l'Orateur, j'aborde la question un peu plus controversée celle-là, je l'avoue, d'après les apparences, de l'électricité. Ah! Je suis loin d'être actuellement une espèce d'expert dans cette matière, qu'intéresse plutôt le génie. L'ancien ministre de la Voirie serait beaucoup plus à l'aise que moi pour parler de cette question-là.

En fait, le premier ministre a prononcé hier des paroles que j'ai notées: "Nous allons donner à la province de Québec une loi franche de municipalisation franche." En quoi, M. l'Orateur, si nous avons une loi actuellement qui touche à la municipalisation des pouvoirs d'eau, en quoi la loi actuelle n'est-elle pas franche? C'est ce que le premier ministre, probablement par une indiscretion comparable à celle qu'il a mise au compte de l'honorable chef de l'opposition, a oublié de nous dire: en quoi la loi n'est-elle pas franche? Quelles sont les imperfections qui le font prêcher contre cette vertu qu'il aurait dû respecter?

M. l'Orateur, je me permets de référer la Chambre au texte de la loi concernant la municipalisation de l'électricité. Elle a été sanctionnée le 18 mai 1935. Qu'est-ce qu'elle dit exactement? (M. Bertrand cite alors le texte de la loi

en question. Il a probablement lu la section III de cette loi, laquelle se lit comme suit:)

"4. Toute corporation municipale peut adopter, modifier ou abroger des règlements pour l'établissement et l'administration d'un système électrique, pour les besoins publics et ceux des particuliers ou des corporations désirant s'en servir dans leurs maisons, bâtiments ou établissements.

"Un exemplaire de ce règlement doit être transmis à la commission qui peut, dans les 30 jours qui suivent la date de la réception de cet exemplaire du règlement, donner son avis sur toute disposition dudit règlement sur laquelle elle désire faire connaître son opinion, si elle le juge à propos.

"Si cet avis de la commission a été donné dans les délais voulus, le greffier ou le secrétaire-trésorier doit en donner communication aux membres du conseil avant que ceux-ci ne puissent prendre une décision définitive sur ledit règlement.

"L'avis de la commission n'est donné qu'à titre d'information et ne lie aucunement le conseil.

"La commission n'est pas tenue de donner cet avis et, au cas où elle refuse ou néglige de le faire dans le délai ci-dessus, le conseil peut procéder à une décision définitive sur le règlement."

M. le premier ministre, d'après ce que j'ai remarqué hier, aurait dit que la loi de la municipalisation de l'électricité avait des défauts considérables, capitaux, à ses yeux, parce qu'une corporation, pour pouvoir municipaliser, avait besoin de la permission de la Commission de l'électricité. Je réponds respectueusement que ceci ne répond pas à la rédaction que je viens de lire et qui dit que "l'avis de la commission n'est donné qu'à titre d'information et ne lie aucunement le conseil".

Ce qui veut dire, à moins que je ne m'abuse, que, quel que soit l'avis de la Commission, quelle que soit la notification qu'elle donne au conseil de son attitude, en rapport avec le règlement, le conseil n'est pas obligé d'en tenir compte, peut passer outre à son avis, adopter le règlement suivant le mode qu'il considère le plus propre, nonobstant l'avis même adverse de la commission consultée.

Je soumets respectueusement au premier ministre que cette différence paraît être notable, entre le texte de la partie de l'article que j'ai soumis à la considération de la Chambre et la remarque qu'il a faite hier, disant que la municipalisation par une corporation est soumise à la permission de la Commission. Pour autant que je sache, à moins que ce texte-là ne dise des choses que je comprends mal, le texte dit: "L'avis de la commission n'est donné qu'à titre d'information et il ne lie aucunement le conseil."

Maintenant, qu'est-ce que dit exactement au sujet de la municipalisation le discours du trône? "Entre autres choses, il vous proposera d'accorder, de façon efficace et juste, à toute municipalité de notre province, le droit de municipaliser le service de l'électricité dans son territoire." Ce qui veut dire quoi? Ce qui veut dire: Nous allons faire une loi pour permettre aux corporations municipales de municipaliser l'électricité. Mais, M. l'Orateur, cette loi existe, je viens d'en donner lecture. Le texte ne prête à aucune espèce de confusion quelconque. Les corporations municipales, depuis le 18 mai 1935, ont indiscutablement le droit de municipaliser. La loi même qui régit ces cas s'est donné le mal de dire dans quelles conditions et par suite de quelles formalités.

Et voici que rétrogradant de presque deux ans bientôt, le gouvernement annonce qu'il va donner aux municipalités ou corporations le droit de municipaliser. À moins que mon esprit ne soit obnubilé par un concours de circonstances qui seraient regrettables et qui me feraient perdre le sens des choses, je ne comprends rien à cette contradiction, entre, d'une part, une affirmation du discours du trône qui annonce en apparence une mesure nouvelle au bénéfice de la province et, d'autre part, un texte de loi en force depuis le 18 mai 1935, qui nous régit et en vertu duquel les municipalités qui en ont le désir peuvent municipaliser tant qu'elles le voudront.

Et j'ajoute qu'en le faisant, elles n'auront même pas la complication et l'empêchement dont parlait le premier ministre, hier, puisque aussi bien l'affirmation qu'il a faite "que l'on ne peut pas municipaliser sans la permission de la Commission" me paraît contredite par le texte dont je viens de donner connaissance à la Chambre. Le discours du trône annonce donc comme nouvelle une mesure qui est ancienne.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable premier ministre a parlé d'autres choses et il a dit: "Nous allons faire fixer l'actif physique des compagnies et nous allons leur imposer de n'exiger que des taux en conséquence." Cela veut dire que le gouvernement se propose de faire faire un relevé exact, probablement par des experts ou par des comptables, de la valeur de l'actif de ces compagnies-là, de leur actif physique, et le gouvernement imposera à ces compagnies de réduire leurs taux à la valeur de leur actif physique.

C'est bien, à moins que je ne m'abuse, le sens exact de la déclaration du premier ministre. Je dis encore que cela n'est pas nouveau, que la déclaration du chef du gouvernement, à ce sujet-là, n'est pas encore une innovation. Je dis à cette Chambre que le

premier ministre n'a pas innové, il n'annonce rien au public. Au contraire, il ne lui fait aucune espèce de cadeau puisque cela est dans la loi actuelle, faite par l'ancien gouvernement.

(M. Bertrand lit alors l'article 32 de la loi concernant la Commission de l'électricité de Québec, ainsi que l'article 33, qui parlent des enquêtes que la Commission de l'électricité doit faire sur l'actif physique).

"32. Tous les taux et charges réclamés par un service public doivent être établis tant dans l'intérêt du consommateur que dans celui du service public lui-même et de ses bailleurs de fonds, et leur détermination doit être faite eu égard aux intérêts économiques de la province, aux conditions particulières de l'utilisation et de la qualité du service dont il s'agit, tout en assurant un revenu juste et raisonnable à ce service public, mais, toutefois, en ne tenant compte que des dépenses réellement et équitablement inhérentes à l'exploitation dudit service.

"33. 1. La commission, lorsqu'elle croit nécessaire et dans l'intérêt public d'agir ainsi, peut, de sa propre initiative ou à la suite d'une plainte, déterminer quels sont les taux, charges, classifications, règles, règlements, conditions, pratiques ou contrats qui sont justes, raisonnables et suffisants pour le service public intéressé.

"2. Après la date fixée par l'ordonnance pour la mise en vigueur de ces taux et charges, il est illégal pour le service public d'en demander ou recevoir d'autres que ceux ainsi fixés; et tous règlements, règles, classifications, conditions, pratiques, coutumes ou contrats qui auront été désapprouvés par la commission ne devront plus être employés ni suivis.

"3. Pour l'exercice des pouvoirs prévus au présent article, il ne doit être tenu compte dans l'appréciation de l'actif d'un service public que de la valeur réelle de l'entreprise et aussi seulement des capitaux réellement et utilement investis.

"4. La commission a le pouvoir de rendre une ordonnance désapprouvant ou modifiant les termes et conditions de tout contrat existant avant l'entrée en vigueur de la présente loi, concernant la distribution ou la vente de l'électricité pour l'éclairage, le chauffage, l'énergie ou la force motrice.

"5. Nul contrat pour approvisionnement d'énergie électrique requise pour l'éclairage ou pouvoir-moteur municipaux ne peut être fait pour une période de temps excédant cinq ans.

"6. Tout contrat, pour les fins mentionnées au paragraphe 5 précédent, qui a été fait antérieurement

au 15 mai 1935, pour une période de plus de cinq ans et qui n'a pas été autorisé ni ratifié par le vote des propriétaires ou par un acte de la Législature, ne peut avoir pour effet de lier la municipalité pour une période de plus de cinq ans de la date de sa signature, si le conseil municipal adopte un règlement de municipalisation de la production ou de l'achat et de la vente de l'électricité qui est ratifié conformément aux dispositions de la présente loi.

"Dans le cas où le règlement de municipalisation adopté d'après le paragraphe ci-dessus aura pour effet d'annuler un contrat existant, la commission devra, à la demande de l'une des parties à tel contrat, déterminer quelle somme devra être remboursée à ladite partie des montants qu'elle aura versés en argent à la municipalité comme considération audit contrat proportionnellement au temps restant à courir à partir de l'expiration du terme pendant lequel il aura été en force."

La loi de la Commission de l'électricité, votée sous le régime libéral, parle précisément d'enquête que la commission d'enquête devra faire sur l'actif physique des compagnies.

L'article 33 dit notamment: Ne doit être tenu compte dans l'appréciation de l'actif que de la valeur réelle et des capitaux réellement et utilement investis.

C'est ce que le premier ministre annonçait hier comme une mesure nouvelle.

(Applaudissements à gauche)

À moins que je ne sois complètement confondu et que les textes que j'ai eu l'occasion d'interpréter ne soient complètement incompréhensibles, ce texte-là équivaut exactement à ce que le premier ministre a annoncé hier comme mesure nouvelle: "Nous allons forcer les compagnies à nous permettre d'apprécier leur valeur physique, et nous allons leur imposer de limiter leurs taux au chiffre qui aura été ainsi établi."

Je m'aperçois que nous sommes peut-être un peu loin du programme qui régit nos amis de la droite depuis déjà quelque temps. Si, comme question de fait, les représentations qui ont été faites par des députés qui ne sont pas de notre groupe sont exactes, le programme qui régit fondamentalement le gouvernement actuel est le programme de l'Action libérale nationale. Si les paroles des députés de la droite ne se sont pas envolées aux quatre vents, c'est le programme de l'Action libérale nationale qui régit le gouvernement de l'Union nationale. Qu'est-ce qu'il est dit en particulier sur ce point dans le programme de l'Action libérale nationale? J'extrait du numéro du *Devoir*, publié le 28 juillet 1934, ceci:

"Briser par tous les moyens possibles l'emprise qu'ont sur la province et les municipalités les grandes institutions financières, le trust de l'électricité et celui de l'industrie du papier."

"2. Afin d'obtenir la baisse des taux de l'électricité, aménagement par la province au fur et à mesure des besoins des pouvoirs d'eau non encore concédés, ainsi que de ceux concédés et non encore exploités."

De plus, qu'on remarque ces mots, et ils sont, je crois, pour les fins de la discussion, essentiels: "De plus, enquête immédiate par une commission indépendante, spécialement nommée dans ce but et possédant tous les pouvoirs nécessaires, afin de déterminer s'il est vraiment dans l'intérêt de la province d'acquiescer graduellement, à un coût permettant d'abaisser substantiellement les taux actuels, tout en amortissant le prix d'achat des compagnies produisant ou distribuant l'électricité dans la province."

"3. Combattre les cartels du charbon, de la gasoline et du pain, en leur faisant une concurrence immédiate si nécessaire."

C'est là ce que j'extrait du programme de l'Action libérale nationale. D'après les déclarations faites par un député qui aura sûrement l'occasion, plus tard, de s'expliquer, d'après les déclarations de ce député, le programme de l'Action libérale nationale avait été solennellement endossé et accepté par le chef actuel du gouvernement, en novembre 1935, et il devrait encore régir les activités du gouvernement actuel. Je relève dans le discours du trône le langage officiel du gouvernement à ce sujet. On va voir par cette citation que le langage change de ton entre le programme dont je viens d'esquisser quelques grandes lignes, en fait de ce que l'on appelle des réformes économiques, et ce que l'on dit dans le discours du trône.

"Le gouvernement n'a accordé aucun permis autorisant l'aménagement de chutes d'eau; il a amené certaines compagnies à vendre l'électricité à des taux plus bas, mais il n'entend pas s'arrêter là dans la voie des réformes qui s'imposent. Les abus dans la distribution de l'électricité doivent cesser partout où ils existent, et le ministère est bien déterminé à les combattre avec énergie, par tous les moyens à sa disposition, mais avec toute la prudence dont les administrateurs de la chose publique ne doivent jamais se départir."

Du reste, des hommes qui n'appartiennent pas à notre groupe ne reconnaissent par le programme de l'Action libérale nationale et de l'Union nationale dans la déclaration de l'honorable

premier ministre. Le discours du trône nous dit que le gouvernement ira avec prudence. C'est cela que j'appelle la nouvelle formule ouatée. L'honorable ministre qui était chargé de l'administration de nos ressources naturelles n'a pas voulu adopter cette nouvelle formule. L'ex-ministre des Terres et Forêts, qui est aujourd'hui le député de Québec-Est (M. Drouin), l'a dit dans le mémoire qu'il a adressé à l'honorable premier ministre. L'ancien ministre a rappelé que l'Union nationale s'était engagée à combattre d'autres trusts et à poursuivre ceux qui les maintiennent dans leurs pratiques scandaleuses. Il attend encore sa réponse. Ce n'est plus le fouet qui claque, c'est la prudence qui commence, parce qu'on a la sensation un peu moins confortable de sa responsabilité ministérielle.

(Applaudissements à gauche)

On atténue les formules et le trust sera un petit peu plus tranquille qu'il ne l'était alors que le chef de l'opposition les menaçait des feux de l'Olympe.

Ce n'est plus la même figure. Ce sont des formules un peu plus délicates, plus aimables à l'égard des trusts. Il parle maintenant de prudence. Je représente respectueusement à cette Chambre que des circonstances particulières, dans lesquelles le ministre précisément qui était chargé de l'application de ce service public a laissé abruptement le gouvernement actuel, feront qu'il fournira des explications à cette Chambre, j'en suis sûr. Mais nous avons déjà des éléments pour juger ses convictions, et précisément parce que le point que je soulève actuellement a des rapports avec son départ, d'après la physionomie que des journaux ont donnée à cette rupture. Je me permets, au risque d'être démesurément long et d'imposer des ennuis à mes honorables collègues, de citer un journal qui a rendu compte, le 23 février 1937, d'une lettre adressée par l'honorable ministre des Terres et Forêts dans le temps, l'honorable député de Québec-Est (M. Drouin) maintenant, au chef du gouvernement.

"Québec, le 9 février 1937

"L'honorable M. M. L. Duplessis

"Premier ministre

"Hôtel du Gouvernement, Québec

"Mon cher premier ministre,

"Après avoir mûrement réfléchi, j'en viens à la conclusion qu'il est mieux d'exposer tout de suite mon point de vue d'une manière claire et précise sur certaines questions qui sont devant nous pour

solution, sans attendre plus longtemps, vu l'élection de Beauce dont les brefs peuvent être émis d'une journée à l'autre. Il est évident maintenant que l'élection ne peut avoir lieu avant que le discours du trône soit lu devant les Chambres, et je voudrais être en état de défendre le gouvernement aussi bien après la lecture de ce discours qu'avant. Or, dans le moment, je constate que je n'ai pu accepter tes vues ainsi que celles de mes collègues, spécialement sur une question des plus importantes de la politique provinciale: l'électricité. Nous nous sommes engagés à mettre à exécution un programme bien connu qui a été d'abord celui du Parti conservateur, puis ensuite de l'Action libérale nationale, de l'Union nationale Duplessis-Gouin, et, finalement, de l'Union nationale.

"Le Parti conservateur, à la convention de Sherbrooke où tu étais choisi chef du parti, a adopté une résolution en faveur d'une hydro. Plus tard, l'Action libérale nationale énonçait un programme d'aménagement, par la province, de pouvoirs d'eau pour faire concurrence au trust de l'électricité. Le 7 novembre 1935, tu signais une entente avec Paul Gouin, dans laquelle vous acceptiez tous les deux un même programme. Lors de la rupture avec M. Paul Gouin, nous avons proclamé pourtant que nous continuions à accepter le programme de l'Action libérale nationale comme base de notre politique. Il ne peut y avoir de doute que l'Union nationale s'est engagée devant la province à faire une concurrence d'État immédiate au trust de l'électricité, en un mot, à établir une hydro provinciale.

"Ma position personnelle doit être bien définie. En 1932 et en 1933, j'ai combattu, devant le comité des bills privés, avec toi pour donner à Québec le droit de municipaliser. En 1934, j'ai fait une lutte à la mairie de Québec où je dénonçais le contrat passé entre la Québec Power et la cité. En 1934, j'ai accompagné M. Bouchard dans plusieurs endroits de la province; nous étions en marge de notre parti et nous nous sommes déclarés catégoriquement en faveur de la concurrence d'État. Devant la commission Lapointe, j'ai préconisé formellement une hydro comme dans Ontario. En 1935, à la session, j'ai combattu les trois lois d'électricité de M. Taschereau, mais, tout en votant avec l'opposition sur chacune de ces lois, j'ai voté pour la deuxième lecture des résolutions du bill donnant certains pouvoirs de développement à la Commission des eaux courantes, parce que je considérais que ce bill, quoique n'étant qu'un embryon, qu'un squelette d'hydro, sans pouvoirs, contenait au moins le germe de l'étatisation, du

développement des pouvoirs d'eau par l'État. Quelques semaines après, j'ai rompu officiellement avec mon parti dans quatre causeries à la radio, dont l'une était consacrée à la question de l'électricité, et dans laquelle je préconisais encore une hydro. J'ai joint ensuite l'Action libérale nationale, puis l'Union nationale Duplessis-Gouin, plus tard l'Union nationale, et j'ai continué toujours à proclamer les mêmes principes. J'en viens à la conclusion que je ne pourrais continuer à faire partie d'un gouvernement qui n'établirait pas immédiatement la concurrence d'État, c'est-à-dire une hydro provinciale, et cela, dès la prochaine session.

"Après avoir étudié la chose sérieusement, voici les grandes lignes qui devront faire la base de la continuation de ma participation dans le présent gouvernement, quoique je sois prêt à discuter sur certains détails.

"1. Énonciation dans le prochain discours du trône, d'une manière claire, catégorique, décisive, que la province s'engage immédiatement dans une politique de concurrence d'État aux compagnies d'électricité.

"2. Création immédiate, au commencement de la prochaine session, d'une commission ou organisme appelé Hydro ou autrement, ayant les pouvoirs les plus généraux et les plus catégoriques à ce sujet.

"3. Avancement immédiat, par la province, à cet organisme, d'un budget suffisant, pour lui permettre d'établir des centrales à certains points stratégiques.

"4. Sanction immédiate après la passation de ces lois, sans attendre la fin de la session.

"5. Nomination, immédiatement après la sanction, de commissaires ou administrateurs reconnus comme favorisant ouvertement l'idée d'étatisation.

"6. Mise immédiate à la disposition de cet organisme ou de cette hydro de tous les pouvoirs d'eau non concédés.

"7. Retour immédiat à la couronne des pouvoirs d'eau concédés et non encore aménagés, également mis à la disposition de cet organisme.

"8. Amendement à la loi, ou nouvelle loi permettant l'expropriation de pouvoirs d'eau même aménagés, si nécessaire.

"9. Mesures extraordinairement sévères, pénalités rigoureuses civiles et criminelles, contre tout sabotage possible.

"Ce sont les grandes lignes que j'accepterai comme politique d'électricité à la prochaine session. Je suis prêt, encore une fois, à discuter sur les détails,

mais je ne puis reconnaître d'autres principes que ceux-là. Je tiens à signaler aussi que l'Union nationale a fait la lutte à d'autres trusts que celui de l'électricité, entre autres à ceux du charbon et de la gazoline.

"Sur la question du trust du charbon, j'ai dénoncé l'attitude du premier ministre Taschereau, qui n'avait pas voulu citer en justice devant les cours criminelles le sénateur Webster et les autres directeurs des compagnies de charbon condamnées. Je n'ai jamais réussi à obtenir cela du gouvernement Taschereau, mais je ne saurais plus longtemps différer mon attitude à ce sujet. Je me suis engagé devant le public à citer ces directeurs devant les cours criminelles, et je te demande de bien vouloir donner instruction aux officiers de ton département de les poursuivre immédiatement.

"Quant à ce qui concerne le trust de la gazoline, je suggère une enquête immédiate sur ce trust, pour connaître les meilleurs moyens de le combattre et de rétablir un commerce qui était entre les mains des citoyens de la province, il y a quelques années, et qui ne l'est plus. Nous avons dénoncé le Conseil législatif et avons demandé sa transformation en un conseil économique. Nous pouvons très bien créer un conseil économique pour le moment, sans attendre l'abolition complète du Conseil législatif. Mais nous devons immédiatement entreprendre l'abolition de ce Conseil. La première chose à faire est d'introduire un bill l'abolissant purement et simplement. Je ne doute pas de l'attitude de la Chambre; et quant au Conseil, s'il repousse ce bill, nous pourrions prendre les mesures appropriées, comme en Nouvelle-Écosse ou ailleurs.

"D'autres sujets doivent attirer notre attention spécialement dès la prochaine session. Nous avons promis de donner du travail à nos populations, mais nous ne guérirons pas la crise avec des travaux saisonniers seulement. J'ai fait connaître à plusieurs reprises ma politique à ce sujet: votation par les Chambres, suivant la politique de Roosevelt, d'un pouvoir d'emprunt considérable affecté à certains travaux publics à être entrepris immédiatement; choix de travaux permanents, à caractère national, pouvant profiter aux générations futures; emprunt à très longue échéance, afin de faire payer à ces générations futures ces travaux dont elles profiteront, et ne pas imposer l'unique fardeau sur la génération actuelle. Nous ne pouvons faire comme M. Taschereau, passer et attendre après Ottawa constamment. Nous devons avoir une politique nationale de récupération et nous devons remettre notre population au travail le plus tôt possible.

"Un autre problème qui a occupé notre attention, c'est celui des dettes des municipalités. Il faut régler ce problème. J'ai prétendu, et d'autres de l'Union nationale avec moi, que nous devons libérer complètement les municipalités du coût des travaux de chômage et des secours directs. C'est la réforme à accomplir et elle doit, à mon point de vue, être accomplie sans délai, dès la prochaine session. Nous devons libérer immédiatement les municipalités de ce fardeau, sans attendre la décision d'Ottawa. Je ne parle pas de la législation sociale et particulièrement de pension aux mères nécessiteuses, veuves et orphelins, car je comprends que tu as annoncé publiquement des projets de loi à ce sujet. Mais il y a encore plusieurs autres engagements importants à accomplir, comme la prime sur la fabrication du beurre et du fromage, loi du salaire minimum, etc., projets qu'il serait trop long d'énumérer dans cette lettre.

"En résumé, je tiens à dire que je me suis engagé devant le peuple à remplir et à mettre en opération le programme de l'Action libérale nationale, tel qu'accepté par l'Union nationale, et pour ma part, je ne puis faire autrement, à l'heure actuelle, que d'en demander l'exécution immédiate; c'est à cette seule condition que je continuerai ma participation au gouvernement. Tel que je le dis plus haut, je considère qu'il y a une différence fondamentale, spécialement sur la question de l'électricité, entre toi, mes collègues et moi-même. Je ne puis pas accepter tes vues et celles de mes collègues à ce sujet, et, à moins qu'elles ne soient modifiées, je ne pourrai plus faire partie du ministère. C'est une question de principe, de programme et de convictions qu'il m'est impossible d'abandonner.

"Espérant que mes vues seront acceptées et que nous pourrons continuer à collaborer comme dans le passé, je demeure ton bien dévoué,

"(signé) Oscar Drouin,
ministre"

Voilà, d'après une lettre que nous avons raison de croire sincère, ce que l'honorable ministre démissionnaire exigeait du gouvernement pour continuer à rester ministre des Terres et Forêts. Il a demandé qu'on lui donnât des garanties sur ces deux questions qu'il considérait capitales et, d'après ce que nous voyons, il attend encore une confirmation ou une réponse affirmative. Il devient de plus en plus évident que sa démission était justifiée par le fait que le gouvernement a refusé de s'engager à lui donner ce qu'il demande, c'est-à-dire le développement de la

concurrence immédiate de l'État et des procédures criminelles adéquates contre le trust du charbon et ceux qui le maintiennent dans ce qu'il considère être ses pratiques scandaleuses.

Rien n'a été fait à ce sujet et, d'après ce que nous voyons, j'avoue que je souhaite, comme député de cette Chambre, que nous ayons un moment où l'autre les explications exactes de l'ancien ministre sur une rupture qui nous intéresse et dont le caractère pourrait peut-être avoir quelques conséquences insoupçonnées.

(Applaudissements à gauche)

Il y a un paragraphe du discours du trône avec lequel je me fais un plaisir d'être en accord complet, c'est le paragraphe qui invoque la bénédiction de la Providence sur les travaux de la Chambre pour le bien de la province. Je suis certain que l'on ne soupçonnera pas l'absolue bonne foi du gouvernement sur ce point. Que la Providence bénisse les travaux des députés, c'est mon vœu, c'est mon vœu comme député et c'est mon vœu comme chrétien et comme catholique.

On me permettra également de dire que je suis heureux de rendre hommage au nouveau gouvernement d'avoir eu, dès son entrée, l'excellente idée de faire accrocher au-dessus du fauteuil du président l'image sacrée pour nous de Celui dont nous adorons la divinité et dont les enseignements sont acceptés par moi, dans ma vie privée et dans ma vie publique, comme règle de conduite. Je l'ai servi ailleurs dans d'autres domaines, de mon mieux, modestement, à peu près sans bruit, - dans tous les cas, je l'aurais préféré sans bruit - je l'ai servi de mon mieux, en collaborant à ce que l'on est convenu d'appeler la solution des questions sociales.

Je veux continuer à le servir comme chrétien, dans ma vie privée et dans ma vie publique, et comme catholique. L'esprit qui m'anime ici et qui inspire ma vie morale, c'est de collaborer de mon mieux, franchement, de tout mon cœur, à bien aider mes concitoyens qui sont en même temps pour la plupart mes coreligionnaires.

Je tends à ma province, je tends à tous ceux qui peuvent avoir besoin de quelque secours une main fraternelle. Il me semble que je suis en état de leur rendre service, ayant beaucoup de bonne volonté. J'en fais autant à l'égard du gouvernement; pour tout ce que je considérerai juste et dans tout ce qu'il pourra faire de bien, je serai prêt à collaborer et à m'élever au-dessus des contingences. Je ne suis pas buté sur des petitesse. Nous devrions être autre chose que des petits hommes. Tâchons, de notre mieux, d'atteindre les sommets, c'est encore là qu'on

respire le mieux. Ce que j'ambitionne, c'est le bien de ma race, la défense de mon Dieu, le progrès de mes concitoyens et le bien de mon pays⁶.

(Applaudissements à gauche)

M. Barré (Rouville): (Applaudissements à droite) Je n'ai pas l'intention de répondre aux discours des orateurs qui m'ont précédé. Ceux qui ont été attaqués peuvent se défendre, mais je désire me défendre aussi personnellement avant d'aborder quelques questions. M. l'Orateur, je ne veux donc répondre à personne, je ne veux attaquer personne, je ne veux détruire personne, parce que je ne veux la place de personne.

(Rires)

Je ne veux abaisser personne pour me grandir. Je ne crois pas à la grandeur de ceux qui abaissent les autres pour paraître plus grands. Comme celui qui a parlé avant moi, je crois à la valeur de l'homme en autant qu'il est fidèle aux enseignements de Celui qui nous regarde. Moi aussi, je veux seulement servir mon peuple, ma province, mon pays.

Je remercie le chef de l'opposition des compliments qu'il m'a faits. Je ferai toutefois remarquer à mon collègue qu'il s'est grandement trompé, hier, lorsqu'il a dit: "Ce n'est pas le député de Rouville qui changera d'idée." Erreur mon collègue!

(Rires et applaudissements à droite)

J'ai changé d'idée parce que celui-là seul qui n'a pas d'idées n'en change jamais. J'indiquerai plus tard un point sur lequel je suis en train de changer d'idée: l'étatisation. Il y a une chose sur laquelle je ne changerai pas d'idée. C'est un principe que m'a rappelé le député qui m'a précédé. Je n'ai pas l'intention de changer l'idée que j'ai toujours eue de bien servir mon Rédempteur. Il est des principes sur lesquels je n'ai pas changé, les principes de justice, de charité pour tous et de protection pour ceux qui en ont besoin. Mon prédécesseur veut que nous nous inspirions des principes chrétiens. En effet, il y a 30 ans que l'on multiplie les lois d'inspiration païenne.

Je tiens à établir la bonne foi qui m'animait à la session de 1935, et celle qui m'anime présentement. Le gouvernement au pouvoir, en 1935, le gouvernement Taschereau, a passé trois lois sur l'électricité. J'ai voté avec l'ancien gouvernement en faveur de deux de ces lois et j'ai voté contre une troisième. J'ai cru bien faire et je crois encore avoir bien fait. Je me suis séparé de mes amis pour voter deux fois avec l'ancien gouvernement. Je trouvais qu'il y avait du bon dans deux des trois lois

d'électricité. On m'en a fait des reproches, dans le temps, on m'en a peut-être tenu compte, mais on a probablement compris aujourd'hui qu'il fallait compter avec la malcommodité d'un homme. Mais enfin tout homme a son caractère!

Sur les deux premières, j'avais voté contre mon parti, non pas parce que je croyais qu'elles étaient parfaites, mais parce qu'il y avait du bon en elles, et j'ai cru que c'était une bonne chose. Ce n'était pas grand-chose, mais c'était un commencement. Le gouvernement qui n'avait jamais rien fait nous offrait un peu mieux; j'en ai profité. Faute de grives, on mange des merles. Enfin, faute de pain, on mange de la galette! En votant pour ces lois, je me disais qu'il vaut mieux quelque chose d'imparfait que rien du tout. J'ai voté pour deux de ces lois et je ne le regrette pas.

Dans l'avenir, avec le gouvernement actuel, même si les lois ne sont pas toujours de mon goût, je ferai de mon mieux pour les étudier, les perfectionner et, si elles sont bonnes, même si elles sont imparfaites, je voterai en faveur de ces lois. S'il présente de mauvaises lois, je les combattrai. Sur la question de l'électricité, je me permettrai de poser une question à nos amis de l'opposition. Je veux être de bon compte. Si ces lois étaient si bonnes sous l'ancien régime, comme l'ont déclaré et le chef de l'opposition et le député de Montréal-Laurier (M. Bertrand), je me demande pourquoi on a laissé ces trois lois inopérantes.

Comment se fait-il que, de 1931 à 1935, nous n'étions que 11 dans l'opposition, je dirais plutôt une douzaine de 11? Nous nous sommes battus, dans l'opposition, un contre sept, et nous avons vaincu. Pendant ces quatre années dans l'opposition, nous avons réclamé des lois à propos d'électricité; nous avons réclamé la municipalisation, entre autres. J'en reparlerai la semaine prochaine. La municipalisation, c'est après tout un remède boiteux, qui ne peut pas guérir tout le mal, mais c'est de meilleur augure que sous le régime libéral.

C'était quelque chose. Mais il ne faut pas aller trop vite en affaires. Je comprends mal que certains députés condamnent le gouvernement avant même de lui donner le temps de faire quelque chose. Le gouvernement du temps a cédé au point de passer ces lois. À la dernière minute, en 1935, le gouvernement a passé trois lois. Si ces lois étaient si bonnes, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas suivi l'exemple du cultivateur pour se lever plus tôt le matin et travailler un peu mieux? Je prends courageusement ma part de responsabilités, car j'ai voté pour deux de ces lois.

Pour passer à un autre sujet, je suis certain que le Parti libéral d'aujourd'hui est responsable du Parti libéral d'hier, quoi qu'en dise le député de Montréal-Laurier (M. Bertrand). Je voudrais bien, messieurs de la gauche, pouvoir effacer le passé d'un mot, dans certains cas, mais cela est impossible. J'ai déjà dit à certaines personnes, aux heures sombres de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.), alors que des hommes haut placés mais qui avaient le cœur bien bas prenaient sur ma ferme des photos qu'ils truquaient ensuite pour les répandre dans la province, je leur ai dit de venir fouiller dans ma famille et dans ma vie privée. Je ne dis pas que jamais je ne me suis trompé, mais j'ai dit à ces gens que "erreur n'est pas bassesse". Je me suis battu alors pour faire disparaître un régime que je croyais mauvais. On me jugera à mes actes. J'en porte la responsabilité.

On m'a attaqué dans ce que j'ai de plus cher, ma famille, ma femme et mes enfants. Je veux oublier tout cela. Il y a des choses qu'on aimerait pouvoir effacer mais qui ne s'effacent pas.

(Applaudissements)

Quant à ceux qui ont mal fait dans l'autre parti, qu'ils en portent la responsabilité, ils ne peuvent s'y soustraire. On ne peut pas effacer le passé, faire disparaître ce qui a déjà été. En comptabilité politique, on ne peut pas faire disparaître les créances, effacer le droit et garder l'avoir, faire disparaître la honte pour ne garder que la gloire. Le député de Montréal-Laurier (M. Bertrand) ne veut pas être tenu responsable des abus de l'ancien régime. Un habitant comme moi ne comprend pas grand-chose en comptabilité. Je ne sais si un procureur général comprendra mieux, je ne comprends pas grand-chose, mais il me paraît élémentaire que si l'on veut se réclamer de l'actif, il faut aussi porter le passif.

(Applaudissements prolongés à droite)

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Ce n'est pas mal, ça! C'est ce que je disais tout à l'heure.

M. Barré (Rouville): Avant d'aller plus loin, M. l'Orateur, je veux parler aujourd'hui de deux choses que je ne veux pas oublier de mentionner. C'est d'abord la petite école du rang. Le député de Montréal-Laurier (M. Bertrand) a parlé de la petite école du rang. Cette question me touche de bien près et je la connais. Oh! Celle-là, que je l'aime! C'est ma maman intellectuelle. Quand vous passerez chez nous, et qu'il n'y aura pas trop de poussière sur la route - j'espère que cela disparaîtra - vous verrez une petite maison grise au coin du rang. C'est le grand

séminaire du rang no 6 de Sainte-Séraphine. C'est là que j'ai fait mes études et d'où je suis sorti, à 13 ans, avec toutes sortes de diplômes qu'on ne montre pas.

Mais sait-on dans quelle condition l'école du rang se trouve dans la province? Au nouveau gouvernement d'en prendre note. Sur 10 de ces écoles, on en trouve sept qui sont mauvaises au point de vue sanitaire, à commencer par celle où j'ai fait mes études. Il faudrait de toute nécessité remédier à cet état de choses. Pourquoi n'en pas construire d'autres, me demandera-t-on. Nous les cultivateurs, nous sommes trop pauvres; pauvreté n'est pas vice, mais c'est bien malcommode.

(Applaudissements et rires)

Que dire maintenant de l'institutrice rurale? Que dire de ces filles toutes menues, toutes maigres qui n'ont souvent plus que les yeux et la voix, et qui ont pour mission de dégraisser les cerveaux des petits Canadiens? Pour cela, elles doivent toujours être de bonne humeur et manger peu. Savez-vous combien elle gagne, l'institutrice? Si on savait réellement dans quelles conditions elle remplit sa tâche, on dirait souvent: "Honte au peuple canadien!" Il y a des petites maîtresses d'école qui ne gagnent que \$125 par année, et je soutiens que la moyenne des salaires de ces institutrices n'atteint pas \$250 par année, et pourtant, on leur demande beaucoup en retour.

Pour obtenir ce maigre salaire, il lui faut une certaine intelligence, des certificats de compétence, un certificat de moralité parfaite, un certificat d'études, de la patience, et avec tout cela, endurer les critiques de tout le monde. On nous dira peut-être que ce n'est pas la faute de l'ancien régime, et que ce n'est pas la faute du nouveau. Mais pourtant, il y a de l'argent dans la province de Québec, où la situation de nos institutrices est pire que chez les Chinois. On pourra peut-être nous dire comment il se fait que, sous l'ancien régime, on a trouvé le moyen de couper la pension des institutrices et de faire perdre aux maîtresses devenues vieilles une partie de leur pension de vieillesse comme cela s'est pratiqué? Je n'ai jamais compris cette manœuvre.

Après tout, il y a encore de l'argent. Nous ne sommes pas si pauvres que cela, nous en trouvons bien pour d'autre chose. Pour l'institutrice de l'école de campagne, il n'en reste plus, et pourtant, il lui incombe de former la majorité de nos petits Canadiens. Il y a de l'argent dans la province, et il y a encore des gens qui touchent de grosses pensions. Malgré tout cela, la petite maîtresse d'école qui est devenue âgée voit sa pension encore diminuée. Le sort de la petite maîtresse d'école, ça, ça me touche,

car la petite école, l'éducation de la petite école du rang, c'est le lot de la masse des fils de cultivateurs.

Je sortirai peut-être de la question politique pour quelques instants, mais toute chaire est bonne à celui qui veut prêcher le bien. Je parlerai de l'éducation de nos jeunes cultivateurs. Très rares aujourd'hui, en ces temps de crise, sont les cultivateurs qui peuvent envoyer leurs enfants ailleurs qu'à la petite école de rang. Cette question ne relève pas seulement de la Chambre, mais c'est une réforme populaire que tout le monde comprendra.

Aujourd'hui, sur 10 fils de cultivateurs qui vont étudier ailleurs qu'à la petite école du rang, on peut compter qu'il n'y en a pas trois qui reviennent à la campagne. Ce sont des déracinés. C'est perdu pour la terre canadienne. Aujourd'hui, ceux qui comme moi aiment la terre diront à leur fils de 14 ans qui vient de terminer ses études: "Il est temps que tu te décides, tu es assez vieux pour fixer ton avenir. Si tu veux faire un prêtre, je ferai tous les sacrifices nécessaires pour te faire instruire, mais, si tu veux faire autre chose, reste donc ici."

L'enfant canadien qu'on arrache à la terre pour le mettre dans une maison d'éducation dite supérieure, on le déracine et il n'est plus bon pour la terre. J'ai donc gardé mes enfants à l'école du rang. J'ai demandé de l'instruction pour les enfants de la campagne. On leur dira peut-être qu'ils sont ignorants, mais mieux vaut être ignorant et savoir ce qu'on doit savoir que de paraître savant et de ne pas savoir ce qu'on doit savoir.

(Applaudissements)

J'ai demandé d'aider à l'instruction des cultivateurs. On me dira peut-être: "Le nouveau régime ne s'est pas plus rendu à vos demandes." Messieurs, j'attends. Quand on déménage, quand on "move", comme disent les Canadiens, ça prend au moins quelques mois pour faire le ménage de toute la maison avant d'en prendre possession. Il faut toujours un peu de temps avant de s'installer. J'attends l'action du gouvernement avant de juger. Dans l'intervalle, j'ai appris qu'il faut répéter nos idées pour qu'elles finissent par se faire jour, et je les répète. Préparons notre jeunesse à un rôle qui est le sien, à un rôle de terrien.

Mais je ferai remarquer, M. l'Orateur, que c'est la femme qui dirige l'homme au dernier ressort, et je reviens à la situation faite à nos cultivateurs. La même chose se passe chez nos filles de cultivateurs. Lorsqu'elles reviennent des écoles normales, il ne faut plus leur parler de marier un fils de cultivateur. À leur sortie de l'école, elles seront prêtes à épouser n'importe qui, à partir d'un commis jusqu'à un

vendeur de machines aratoires, mais elles ne voudront pas d'un fils d'habitant.

Je dis au gouvernement, à tous les gouvernements même, que toutes les sommes d'argent imaginables n'amélioreront pas la situation tant que les fils de cultivateurs ne seront pas traités également avec les autres membres de la société canadienne. Si l'on veut de l'ordre social dans cette province, il faut que les fils de cultivateurs soient les égaux des autres membres de la société.

(Applaudissements à droite)

On a dit tantôt une parole très vraie. Le député de Montréal-Laurier (M. Bertrand) me paraît être très franc, et tellement sincère qu'il dit la vérité sans y penser. Mon honorable ami a dit tout à l'heure au gouvernement: "Vous n'êtes là que d'hier," en nous désignant. Grosse vérité. C'est précisément pour cela, il me semble, que nous pouvons attendre un peu avant d'être trop difficiles, avant d'être trop sévères.

(Applaudissements à droite)

J'ai déclaré déjà que je n'entendais pas répondre à tous ceux qui ont parlé sur l'adresse. Je veux cependant m'acquitter d'un devoir de convenance, d'un devoir d'habitude, et offrir les félicitations d'usage au représentant du roi, Son Excellence le lieutenant-gouverneur, pour la manière dont il a donné lecture du discours du trône. Je ne le félicite pas de ce qu'il y avait dans le discours, mais tout simplement, je félicite le gouvernement de son discours du trône.

(Applaudissements à droite)

Ça ne veut pas dire que tout est dedans, que tout est fini. Tout n'est pas dans le discours du trône. On dit qu'un bon cultivateur n'a jamais fini son ouvrage et je crois qu'il en est de même d'un bon gouvernement. Je veux aussi féliciter le proposeur et le seconneur de l'adresse. Au proposeur, M. Labelle, le représentant de Montréal-Saint-Henri, je souhaite bon succès. Quant au seconneur, M. Bulloch, le représentant de Westmount, ma connaissance défectueuse de sa langue ne m'a pas permis de bien le comprendre, mais je le félicite tout de même, d'après les échos que j'ai eus de ses remarques. Je le félicite tout en me réservant le droit de différer d'opinion avec lui. J'ai félicité mon prédécesseur. Je lui ai reconnu une belle qualité, la franchise. J'espère qu'il ne m'en demandera pas davantage. Je félicite aussi le chef de l'opposition; il a attaqué le gouvernement, c'est son rôle; il s'en est bien acquitté. Le chef du gouvernement lui a répondu d'une façon victorieuse, disent ses amis, et je l'en félicite.

Avant d'aborder d'autres questions politiques, revenons un peu sur ce qu'est la province de Québec

au point de vue du gouvernement. Nous avons des problèmes compliqués à envisager. Gouverner la province, c'est une tâche immense et difficile, car quatre ou cinq régions se disputent la suprématie. D'abord, cette province est immense, et on y trouve deux, trois ou quatre grands districts.

Nous avons la région d'en bas, la région de Québec, qui est la capitale de temps immémorial, qui réclame sa part. Les gens de Québec se souviennent que leur ville est le siège du gouvernement, et qu'ils doivent avoir leur premier mot à dire. Nous avons la région de Montréal, qui prétend fournir tout l'argent, qui veut aussi avoir sa part d'influence. Les Cantons-de-l'Est se développent, et la région du Lac-Saint-Jean. Il y a aussi la Mauricie qui prend de l'importance.

(Rires et applaudissements)

La Mauricie, dont les gens ne veulent pas rester à l'arrière, surtout depuis qu'il se décerne tant de compliments à l'adresse du député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis). Tout cela rend la situation difficile. Au problème géographique s'ajoutent d'autres problèmes basés sur des questions de race. Nous les Canadiens, que l'on a diminués en accolant à leur nationalité le qualificatif de français depuis 50 ans, nous n'avons qu'une patrie et nous n'en avons point d'autre.

(Applaudissements)

Je suis Canadien. Pourquoi? Parce que je suis fils, petit-fils et arrière-petit-fils de Canadiens. Nous avons le droit de garder cette impression que nous sommes ici chez nous plus que n'importe qui. Ma patrie, c'est le Canada; je n'en ai pas d'autre. Les Canadiens d'importation récente ont une autre mère patrie, où ils ont des parents. Nos parents, tous nos parents à nous sont ici, au Canada. Je suis prêt à accorder leur part aux minorités, mais il n'en est pas moins vrai qu'il y en a ici qui peuvent penser à deux patries. Je suis prêt à accorder leur point de droit aux historiens, mais moi, je n'ai qu'une patrie, je me considère Canadien et rien que Canadien.

Je suis heureux que nous ayons prêté le serment d'allégeance aux nouveaux souverains d'Angleterre. Sans flagornerie, nous sommes loyaux à la couronne britannique, que nos pères ont défendue victorieusement contre une invasion américaine, lors de la guerre de l'Indépendance aux États-Unis. Nous sommes loyaux envers notre souverain le roi George VI et lui sommes fidèles. Nous avons fait la preuve de cette loyauté au drapeau en temps de détresse et continuons de faire flotter le drapeau britannique.

(Applaudissements à droite)

Rappelons-nous que lorsque les colons d'outre 45° voulaient la séparation, ce sont nos pères qui ont gardé le drapeau britannique sur la citadelle de Québec! N'empêche que nous devrions toujours être traités comme des gens qui sont chez eux. Malheureusement, il arrive que des écumeurs, plus intéressés que dévoués pour les leurs - toutes les races en ont produit de ces gibiers-là - se servent de ces questions de race pour prêcher en eau trouble. Je réclamerai, toutes les fois qu'il s'en présentera l'occasion, les droits des Canadiens d'origine française, pour les vieux Canadiens. Je suis prêt à marcher avec les Canadiens, quelle que soit leur origine, et, si on ne veut pas marcher avec nous, qu'on marche en arrière. Je dirai: "Bienvenue à tous ceux qui veulent vivre avec nous comme des frères, d'où qu'ils viennent", quelle que soit leur race ou leur religion, mais je protesterai vigoureusement quand le Canadien n'aura pas le droit d'être maître chez lui, et pour qu'il ne soit pas le dernier.

Nous voulons marcher la main dans la main avec les minorités, mais il appartient à un simple Canadien de réclamer les droits sacrés qui sont les nôtres. On nous traite parfois en parias. Je dis aux minorités: "Vous devrez nous respecter, sinon nous vous rendrons la monnaie de votre pièce." À ceux qui adorent le même Dieu que nous, mais pas dans les mêmes temples, je dis: "Si vous ne voulez pas vous entendre avec nous, vivez chez vous et nous vivrons chez nous."

(Applaudissements)

Un troisième problème qui mérite d'être considéré, c'est le problème politique avec tout ce qu'il entraîne. Nous avons ici un régime démocratique. Qui dit régime démocratique dit élection; qui dit élection dit bataille pour une élection; qui dit élection dit partis en présence. Le député de Rouville peut être indépendant des partis politiques, mais les partis ont leur nécessité. Les partis politiques sont une force et une puissance avec lesquelles il faut compter. Qui dit parti politique dit également chef, qu'il soit plus ou moins autocratique si l'on veut, selon son tempérament et la servilité de ses suivants, mais il faut un chef qui représente l'autorité. Un chef, cela peut être autocratique. Qui dit chef dit également suivants.

Parmi ces suivants, il y en a qui sont sincères; les autres, flatteurs, de vains flatteurs. Sous Louis XIV, on disait que plus les suivants étaient flatteurs, plus ils trahiraient le roi. Pas un parti n'y échappe. Je répète ce que j'ai déjà lu ailleurs: "Les plus flatteurs seront les premiers à vous trahir, plus ils se courbent bas, plus ils sont faibles."

Le problème démocratique suppose aussi des élections et les élections entraînent l'idée d'une caisse électorale et de souscripteurs. Cela ne veut pas dire que ce soient tous des canailles, que toutes les souscriptions sont mauvaises. La démocratie suppose aussi du patronage. Nous n'y échappons pas. Le chef de l'opposition s'est scandalisé du fait qu'il y avait eu des destitutions et des nominations. Pour ma part, j'aimerais mieux qu'il n'y ait pas de patronage, je serais plus tranquille et nos ministres auraient plus de temps pour administrer.

Mais la caisse électorale et le patronage, ce sont des choses qui existent et dont il faut prendre son parti. Après une nuit passée en chemin de fer, j'aimerais mieux me reposer chez moi et aller à la messe le dimanche, tranquille, que de recevoir des gens qui me demandent de les aider à se trouver un emploi au gouvernement. Je vais parler franchement. Si je fais de la peine aux ministres, je me sauverai. Il y a des problèmes terribles à régler, mais il faudrait aux ministres des journées de 36 heures et non de 24 heures et même moins pour les régler, car il leur faut répondre aux gens, et même s'ils ne peuvent leur donner des places à tous, il faut les recevoir.

Cependant, s'ils recevaient tous ceux qui nous demandent de leur procurer des entrevues avec les ministres, il leur resterait peu de temps pour les problèmes de la province. Il leur faut du repos et ils sont sans cesse harcelés de gens qui veulent avoir des positions. Je ne blâme pas ces gens qui ont besoin de travailler, car celui qui ne travaille pas et ne cherche pas à se trouver du travail, c'est un sans-cœur. Ces choses-là existaient lorsque nos amis de la gauche étaient à notre place. Que le chef de l'opposition ne se scandalise pas du patronage. Ses amis l'ont eu et l'ont exercé.

Pendant les années qu'il ont été au pouvoir, les libéraux ont exercé les destitutions avec toute la brutalité que je ne leur reproche pas. Elles ont existé pendant 40 ans, et le mal est changé de place, tout simplement. C'est dans la nature humaine, tout cela. C'est le nouveau gouvernement qui exerce le patronage. Je demanderai au gouvernement actuel, comme je l'ai toujours fait, de garder tous les bons employés. Par contre, s'ils ne font pas leur devoir, s'ils sont incapables, remplaçons-les.

M. l'Orateur, il est 6 heures et, avant de passer à des sujets plus sérieux, je propose, secondé par le député de Montréal-Verdun (M. Lafleur), l'ajournement du débat.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 75 concernant la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Obligations de la Chambre de commerce de Saint-Hyacinthe

M. Marier (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à emprunter pour rencontrer les obligations de la Chambre de commerce de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Lachine

M. Carignan (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 modifiant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de LaSalle

M. Carignan (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 modifiant la charte de la ville LaSalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi après-midi, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. MM. Hamel et Chaloult n'assistent pas à la séance; ils sont probablement allés à la convention de Beauce pour le choix d'un candidat oppositionniste, selon *La Patrie* du 5 mars 1937, à la page 5.

2. Les quotidiens rapportent que, pendant son discours, un page porte à M. Bertrand un minuscule fanal avec verre, réservoir et mèche. Il ne se laisse pas intimider et continue alors son discours. La plaisanterie plaît moins, par contre, à M. Bouchard, son voisin. La plupart des députés et des auditeurs, dans les galeries, n'ont pas eu, quant à eux, connaissance de cet incident.

3. Il s'agit de M. Césaire Gervais, ministre des Travaux publics et des Mines dans le cabinet Godbout, du 27 juin au 26 août 1936.

4. Il s'agit d'un poème de Louis Fréchette. Mais le poète est mal cité. "Il fut toute une époque, et longtemps notre race n'eut que sa voix pour glaive et son corps pour cuirasse."

5. "\$637,000", selon *Le Nouvelliste* du 4 mars 1937, à la page 4.

6. Ici, *L'Illustration nouvelle* du 5 mars 1937, à la page 5, ajoute "et le bien de Maurice".

Séance du mardi 9 mars 1937

Présidence de M. Trudel¹

La séance est ouverte à 3 h 20.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte
de Sherbrooke**

M. Beaudry (Stanstead) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Choquette), que l'article 510 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Sherbrooke demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence la pétition de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Charte
de Farnham**

M. Pouliot (Missisquoi) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béïque), que l'article 510 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Farnham demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la ville de Farnham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Three Rivers Grain & Elevator Company Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens (M. Barrette, Terrebonne);

- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte (M. Boiteau);

- de Dr Chs Langlois et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité un certain territoire du canton de Fournière, comté de l'Abitibi, et concernant The Canadian Malartic Gold Mines Ltd. (M. Lesage);

- de Canadian Home Assurance Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Robinson);

- de la Compagnie du chemin de fer Alma et Jonquière, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Robinson);

- de dame Marion Anderson Davidson, veuve de Leslie H. Gault, et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Leslie H. Gault (M. Robinson);

- de Henry D. Clapperton en sa qualité de fiduciaire des biens de J. K. L. Ross, demandant l'adoption d'une loi relative à la vente par lui du droit de réversion dans un fonds de rente créé en vertu du testament de feu James Ross (M. Robinson);

- de The Bishop's College School Association, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Robinson);

- de Henry Hawkins Rath et de dame Dorothy Gertrude Silcock, son épouse, demandant l'adoption d'une loi pour changer le nom d'Elizabeth Ann Wilson en celui d'Elizabeth Ann Rath, et le nom de George Silcock Wilson en celui de George Silcock Rath pour autres fins (M. Robinson);

- de William Ernest Greer et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de The Congregation of Christians (M. Robinson);

- de "Le Sun Trust Limitée", demandant l'adoption d'une loi confirmant les droits et pouvoirs octroyés à Quebec Saguenay and Chibougamau Railway Company par sa charte et prolongeant les délais pour construire (M. Duguay).

**Association des optométristes
et opticiens du Québec**

M. Bélanger (Montréal-Dorion) demande la permission de présenter le bill 150 refondant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 4 mars, sur la motion proposée le jeudi 25 février dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Barré (Rouville)²: M. l'Orateur, jeudi dernier, j'avais l'honneur de rappeler certains faits à cette Chambre, et j'ai mentionné plusieurs problèmes de notre régime démocratique qui compliquent l'administration de notre province. J'ai souligné d'abord le problème électif, le problème géographique et le problème ethnique. Ce dernier, résultant du fait que deux races différentes vivant dans la même province, complique tout particulièrement notre question économique. Il ne faut pas oublier que la question de l'argent, de la richesse, est influencée par cette dualité que j'ai signalée. Dans tous les pays, la question argent et la possession des richesses sont devenues des problèmes aigus.

Le problème est d'autant plus vrai que les Canadiens français - que j'appellerais les "vieux Canadiens" - fournissent le capital humain tandis que la richesse vient de leurs concitoyens. Cette pauvreté relative tient à plusieurs causes - je me contenterai d'en signaler une en particulier - et on la comprend quand on songe qu'à toutes les générations la terre

est morcelée, le domaine familial est divisé et subdivisé, la part de chacun se trouve graduellement plus petite. Si nous sommes toujours riches en enfants, nous sommes par contre pauvres en argent.

Notre peuple est assailli de trop de problèmes, particulièrement le problème professionnel. Depuis la Confédération, depuis que la province de Québec existe comme telle, le gouvernement et le Parlement ont toujours été contrôlés par des avocats. Sur 17 ou 18 premiers ministres, il y a eu 12 avocats. Nous avons même vu un cabinet formé à 100 % d'avocats. Je dis cela sans vouloir choquer l'honorable premier ministre. Je vois sourire l'honorable premier ministre. Je ne le mets pas en cause. Je dirai que je suis bien certain qu'il refuserait de présider un cabinet qui serait composé uniquement d'avocats. Moi aussi d'ailleurs, paysan, je refuserais de siéger dans cette Assemblée législative, où l'on fabrique des lois, s'il n'y avait pas un seul avocat.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Très bien.

M. Barré (Rouville): Je suis contre l'abus. Mais il ne faut pas confondre l'abus et l'usage. Cette situation a cependant entraîné une réaction. Ce fait a créé un problème professionnel. Il y a plus grave qu'un cabinet 100 % d'avocats. Ce qu'il y a de plus grave, c'est que, pendant bien des années, les travailleurs de toutes catégories ont été bernés. Ils se sont rendu compte que très souvent les compliments et les mamours qu'on leur faisait, en temps d'élection, c'était pour se moquer d'eux ensuite, de leur manque de vernis, parce qu'on ne les trouvait pas assez dégrossis. Quand les partis politiques sont certains qu'un parti va faire battre son candidat dans un comté, ils présentent parfois un ouvrier ou un cultivateur. Quand ils sont sûrs de la victoire, ils présentent des avocats. On a vu plus encore, un parti nous offrir un premier ministre grimé en habitant.

Quand, après 40 ans d'administration, le régime s'est trouvé tellement compromis, on est arrivé et on a dit: "On vous présente un habitant." De ces manœuvres est sortie la réaction qui nous vaut le problème professionnel. Le problème professionnel est grave, il est aigu. Tellement que demain, le représentant de Rouville (M. Barré), qui s'est constitué le prédicant de la dignité chez les habitants, sera peut-être obligé d'empêcher une lutte des classes. On dira qu'il veut soulever la lutte entre les classes quand, au contraire, il veut faire régner la justice entre elles. Je réclame la justice pour toutes les classes.

Après ces remarques de portée générale, je crois devoir entrer dans l'étude de la politique proprement dite. Je suis un paysan. Je suis un simple député, je ne suis même pas conseiller de mon village. Comme tel, on voudra que je m'en tienne surtout à l'étude des questions agricoles. Je connais surtout les choses agricoles, mais je sais que tous les problèmes sont enchevêtrés. Cependant, un peuple constitue un tout et il faut en étudier tous les aspects pour en avoir une vue d'ensemble.

C'est pourquoi je me permettrai de toucher d'autres problèmes. On se demandera aussi quelle autorité j'ai pour parler. Je n'en ai aucune. Je suis un simple député. Vis-à-vis du gouvernement, je suis libre. Je ne lui ai rien demandé. Il ne m'a rien offert. Il n'y a donc pas eu de refus. À ceux qui me demandent: Êtes-vous pour le gouvernement actuel?, je réponds: Je suis pour le maintien de l'ordre.

(Applaudissements)

Ce que le peuple veut, c'est un gouvernement qui agisse. Le peuple craint les changements trop brusques dans l'administration. Je dis donc aux gouvernants: Marchez de l'avant, faites quelque chose. Et, s'ils ne font rien, je serai prêt, dans le temps, à aider ceux qui les combattent. Quand je siégeais de l'autre côté, j'ai dit que je ne voterais non-confiance au gouvernement d'alors que s'il se présentait une raison grave et sérieuse. Et je dis la même chose pour le gouvernement actuel. Ceci dit, je vais encore plus loin.

Vous avez sans doute entendu parler, dans le passé, d'un homme dont on disait qu'il était une espèce de fou qui, pendant des années, a prêché toutes sortes de réformes qui passaient alors pour osées et exagérées: organisation des cultivateurs, ruralisation de l'enseignement, réforme de l'assiette fiscale pour les taxes municipales et scolaires et les contributions culturelles, crédit agricole à taux réduits, législation sociale juste, humaine, sans tomber dans le socialisme, primauté du capital humain sur le capital-argent, etc. Tout cela, je l'ai prêché depuis 15 ans, en 1922, 1923 et 1924, et je le prêche encore. Je continuerai à le faire avec d'autant plus d'ardeur que les événements m'ont prouvé que j'avais raison.

J'ai prêché toutes ces choses en compagnie d'hommes en qui j'avais confiance, avec un chef que je n'ai pas trahi. Je les ai prêchées aussi comme président de l'U.C.C.³. Je continuerai à le faire parce que je suis convaincu qu'elles comportent la solution du problème social. J'entends les réclamer encore parce que j'estime qu'il ne faut pas tout attendre des gouvernements, mais faire l'éducation du peuple et

l'amener à les demander lui-même. On trouve mes idées moins absurdes qu'en 1923 et je ne doute plus de la réalisation partielle au moins de ce que je demandais. On a commencé à les mettre en pratique.

Un chef que je n'ai pas trahi et qui ne m'a pas trahi les a prêchées dans toute la province. Tout cela m'a valu bien des reproches. En 1924, je passais pour pessimiste; en 1927, on me faisait taire. On me qualifia d'homme dangereux. C'était, paraît-il, dangereux de dire que nous allions au désastre. On y est pourtant arrivé par la suite. Nous avons eu, depuis, la débâcle, un peuple sans travail, une jeunesse découragée, la plaie des secours directs, écoles de paresse. Nous avons eu le moratoire, que j'ai prêché comme mesure temporaire et non comme mesure permanente. Je remarque que c'est aujourd'hui une mesure quasi permanente.

Nous avons aujourd'hui la peur du communisme. À ceux qui ont peur du communisme, je dirai: N'ayez pas peur du communisme. Il n'y a pas de danger de communisme chez le peuple. Je le connais, le peuple. Notre peuple est bon, respectueux du droit de propriété, et il veut le rester. Il est sain et honnête. Il faut qu'il le soit pour ne s'être pas gâté devant les mauvais exemples qui venaient de haut. Mais, pour qu'il le reste, il faut éliminer les facteurs susceptibles de le corrompre, il faut le garder bon. Mais, pour qu'il reste bon, il faut lui donner l'impression que ça ne paie pas d'être mauvais. Si certains coupables ne sont pas punis, le peuple croira que ceux qui ont volé peuvent échapper au châtimement. On lui causerait un mal terrible, si certains coupables qui ont été dénoncés n'étaient pas punis.

Mais, si les coupables dénoncés restent impunis, le peuple se dira qu'on peut être voleur pourvu qu'on soit puissant, et alors le peuple qui n'a pas la puissance individuelle recherchera la puissance collective. Il faut faire des exemples, si on veut que le peuple reste honnête, et je demande au gouvernement de faire son devoir et de montrer au peuple que les voleurs, quels qu'ils soient, sont punis non par esprit de vengeance, mais pour la justice, et que l'exemple nécessaire soit donné. Le gouvernement a des obligations écrasantes, mais il doit faire son devoir. Je dis au gouvernement: Faites votre devoir, montrez au peuple que les voleurs seront châtiés. Si la justice règne, le peuple restera bon.

Le peuple est bon et honnête, mais il veut vivre aussi. Vivre, ce n'est pas aller chercher, chaque semaine, une pitance que l'on n'a pas gagnée, pas vivre des secours directs seulement, mais du pain qu'il gagne et d'une vie morale et intellectuelle pleine.

Comme Dieu nous a créés pour le connaître, l'aimer, le servir, et pour connaître l'œuvre de Dieu, il est bon, autant que possible, d'avoir l'instruction nécessaire pour connaître ses œuvres. Cette instruction, je l'ai réclamée pour les miens, pour ceux de ma classe, de même que j'ai réclamé que l'on donne, dans la mesure du possible, de la justice et de l'équité, les choses nécessaires à la subsistance.

Il faut servir. Oui, mais pour servir, il faut les moyens, et cela m'amène à parler du crédit agricole. On va me répondre: Mais, Barré, le crédit agricole que tu réclames, tu l'as! Oui, légalement. Nous avons instauré le crédit agricole. Il est dans la loi, il existe en principe, il fonctionne en théorie, oui, mais en pratique, non. Nous avons un prêt agricole à 2½ % dans une loi que nous devons au gouvernement actuel et je l'en remercie. Je félicite cependant le gouvernement de l'avoir donné, mais il n'est pas parfait. J'en veux souligner les difficultés d'application.

L'Office du crédit agricole sera obligé d'opérer dans les conditions générales faites à tous les prêteurs. Il ne faut pas oublier que le prêteur, qu'il s'appelle Québec, Ottawa, une corporation ou un individu, doit considérer l'éventualité du recours à la loi pour mettre en valeur son obligation, et le recours à la loi coûte cher. Or, la série des taxes, des créances privilégiées est si nombreuse que l'hypothèque ne peut valoir pratiquement que pour 40 % de la valeur de la propriété. Aucun prêteur ne peut prêter au-delà de 25 % ou de 40 % de la valeur de la propriété.

Très bien, mais le crédit agricole ne peut servir à des jeunes gens qui veulent s'établir. Pour les établir, il faudrait du capital. Or, le crédit agricole ne peut assurer ce capital, et pourquoi? Nos terres sont grevées de créances privilégiées qui empêchent les cultivateurs de pouvoir emprunter. Ce n'est pas suffisant. Il y a le cas d'un cultivateur qui a cinq ou six garçons et autant de filles à établir. On peut conclure qu'en règle générale il est pauvre. Dans la région où j'habite, la valeur moyenne des propriétés varie de \$3,000 à \$4,000. Pour l'établissement de ses fils, pour l'emprunt fait au prêt agricole, le cultivateur doit payer le quart du prix de la terre, puis, ce qu'il faut pour l'équipement, soit \$1,500. Le quart représentant environ \$1,000, l'on voit que le cultivateur est dans l'impossibilité matérielle, dans 90 % des cas, d'établir chacun de ses fils. C'est presque impossible. Il n'en a pas le moyen.

La loi est aussi humainement parfaite que possible, mais elle ne peut pas servir à la foule de jeunes gens que l'on voudra établir sur des terres.

Il y a un grand nombre de terres libres, il y a de grandes propriétés arables que l'on pourrait morceler si on avait la possibilité de capital réalisable, mais les créances privilégiées, les frais de vente au shérif, les hypothèques, etc., constituent un tel fardeau préliminaire que personne ne veut prêter avec un tel handicap.

Que faut-il faire alors? Il faut faire disparaître les créances privilégiées qui sont trop nombreuses dans la province. Depuis 35 ans, on les a multipliées, soit pour celui-ci, soit pour celui-là, ou pour une profession ou pour une autre. Elles sont devenues si nombreuses qu'elles ne protègent plus personne et embarrassent tout le monde.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mon honorable ami voudra-t-il m'indiquer quels sont les privilèges qu'il faudrait faire disparaître en particulier?

M. Barré (Rouville): N'étant pas avocat et n'ayant pas la science légale infuse, je n'ai pas la liste devant moi, mais je puis tout de même lui en citer quelques-uns de mémoire pour vous démontrer qu'ils existent. Il y en a 16 ou 17⁴, à peu près: par exemple, la créance privilégiée pour le croque-mort, l'entrepreneur de pompes funèbres qui charge le corbillard, le cercueil et les frais de funérailles directement à quelqu'un qui ne peut payer les dettes du défunt, celle du médecin qui soigne à la dernière maladie et ne devrait pas avoir plus de droits que le marchand ou le cultivateur, qui ont habillé et nourri le débiteur. Privilège des frais d'enregistrement, des frais de justice, etc.

Les médecins sont des personnes excellentes qui rendent de grands services. Mais le boulanger qui fournit le pain, le cultivateur qui fournit la nourriture rendent aussi des services signalés. Le boulanger et l'habitant qui vendent les produits nécessaires pour ne pas crever de faim passent après les privilégiés. Il y a aussi les créances privilégiées de la vente par le shérif, du pharmacien, de l'avocat qui plaide une cause. Ces privilèges sont injustes et indus.

On dira: "Barré prêche l'égalité des hommes." Je crois que la loi devrait avant tout protéger les faibles et les petits. Je ne crois pas aux lois qui se préoccupent uniquement de protéger les forts et les puissants. Je ne veux pas non plus l'égalité des classes. Il y a inégalité de détail, s'il y a égalité foncière. Si nous avions des lois chrétiennes, elles protégeraient les faibles. Il faut supprimer ces privilèges. La disparition des privilèges, ça va faire mal à quelques-uns.

Nous sommes arrivés à un tournant de notre vie où il faut choisir ce qui peut faire mal à quelques-uns ou à la masse. Mais je crois qu'il vaut mieux faire un peu de mal à quelques-uns que beaucoup de mal à un grand nombre. Il faut faire disparaître les privilèges qui sont injustes. Je dis que l'abolition des privilèges ne fera mal qu'à votre orgueil.

Une autre question très importante, c'est de faire une nouvelle assiette pour les taxes municipales et scolaires et pour les contributions culturelles.

J'ai prêché cette réforme, dit-il, dès 1924 et je me suis fait copieusement enguirlander pour cela. J'ai essuyé alors plus d'une mercuriale: ce qu'on appelle un mauvais savon. Mais il est un fait inéluctable à considérer: le cultivateur a besoin de capital. Le but de la loi du crédit agricole est de donner du capital au cultivateur. Ce n'est pas suffisant. Il faut lui trouver les moyens de payer. Pour être capable de payer, il faudra qu'il vende, et ceci m'amène à traiter du problème de la coopération. Je ne veux faire de peine à personne, mais on est en droit de se demander si la coopération, dans la province de Québec, a été un succès.

Je serai peut-être un peu sévère pour quelques-uns. Je m'en excuse. La coopération n'a pas été un succès dans la province de Québec pour plusieurs raisons. En 1926-1927, le rapport du ministre de l'Agriculture parle de 383 sociétés coopératives. De cette date à 1933⁵, plusieurs autres furent formées.

Pourtant, le rapport de l'année 1936 parle de 135 sociétés coopératives dans la province, déduction faite des années 1928 et 1929 pour lesquelles je n'ai pu trouver de chiffres. L'échec est évident. Sur 500 sociétés formées à partir de 1909, il n'en restait que 135 dont la moitié n'ont pratiquement pas d'activités, en 1935, et ne font pas des affaires brillantes. Ce n'est donc pas un succès. Comment alors expliquer cet échec?

La raison de cet échec, c'est que d'abord la première erreur a été de faire le mot "coopération" synonyme d'opposition au commerce, alors que la coopération n'est pas une guerre au commerce, mais l'entraide entre les cultivateurs. La coopération dans la province a été une faillite. On en a fait un obstacle au commerce au lieu d'un stimulant. Une autre erreur, c'a été de subventionner les coopératives, à condition qu'elles achètent des machineries d'un vendeur déterminé, ou de telle marque. Ces agents exploitaient tout simplement la coopération. Une foule des octrois donnés aux coopératives ont ainsi servi avant tout à graisser le portefeuille d'agents. La coopérative n'ayant rien ne pouvait pas vivre. Il y a

peut-être deux coopératives qui ne réussissent pas mal, celle du tabac et celle des tomates à Rougemont.

Il (M. Barré) cite l'exemple de la coopérative des conserves à Rougemont, dans son comté, qui a réussi à avoir un produit uniforme de tout premier ordre, parce qu'on y a fait de la véritable coopérative.

Je demanderais deux choses au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault), qui a le département le plus difficile à administrer. Car mon ami qui préside à la voirie, s'il est mécontent du rendement d'un homme, peut le destituer et tout continue. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault), lui, doit travailler avec les cultivateurs qui sont chez eux et qui peuvent l'envoyer au diable si ça leur plaît. J'exprime donc toute mon admiration et ma sympathie à la fois au ministre actuel.

(Applaudissements à droite)

Aussi devra-t-il comprendre que ce n'est pas un ultimatum que je lui pose. Au contraire, je sais qu'il y faut du temps et, si ça retarde trop, je pourrai crier un peu plus fort. Le gouvernement doit encourager les coopératives, non pas en les faisant vivre, mais en leur aidant par une publicité de leurs produits, bien faite dans le Québec et ailleurs, et divers moyens.

Ceci m'amène à parler des industries connexes et particulièrement du cidre de pommes. Il se fait du très bon cidre dans mon comté. Il est très bon, le cidre de chez nous. On en fait du bon dans Rouville, mais on le boit en cachette parce que c'est défendu par la loi d'en faire, tandis qu'on peut s'empoisonner ouvertement avec l'alcool qui porte l'étiquette de la Commission des liqueurs. Pour que le cidre soit bon, il ne faut pas qu'il soit alcoolisé. Je demanderais aux avocats - ils sont utiles quelquefois - de nous faire une bonne loi qui nous permettrait de fabriquer du cidre sans nous exposer à être poursuivis. Je connais une demi-douzaine de fabricants. Le jour où la loi ne fera plus peur à ces gens-là, je pourrai donner une bonne liste de cultivateurs qui pourraient facilement renseigner les experts sur la façon de faire du bon cidre. Je les nommerai quand la fabrication du cidre sera permise.

(Rires)

Mais je ne veux pas de monopole dans la fabrication du cidre en notre province. Il faut que cette industrie reste aux paysans.

Il y a bien d'autres industries connexes à l'agriculture que l'on peut encourager. La toile, la filasse, le lin, le cordage, le sucre à betterave et d'autres choses pouvant employer la main-d'œuvre de nos campagnes et y apporter la prospérité. Que le gouvernement fasse faire des recherches! Même si,

dans 75 % des cas, on n'arrive pas à des résultats immédiatement pratiques, si l'on ne réussit qu'une fois sur quatre, ce sera déjà très beau. Il faut prendre tous les moyens d'amener des sources de revenus aux cultivateurs qui ne font pas d'argent avec leurs produits. Si un cultivateur part avec \$25 de légumes et n'en vend que pour \$10, comment peut-il acheter chez le marchand? Il porte des chaussures percées.

C'est le médecin qui en souffre, M. l'Orateur, car le cultivateur attrape le rhume et le médecin doit le soigner pour rien parce qu'il n'a pas d'argent pour le payer. Si nous avions fait marcher le progrès social et chrétien de pair avec le progrès matériel et moderne, nous serions un peu plus avancés. Pour vendre ses produits, il faut que les populations des villes soient capables de les acheter. De là la considération de certains problèmes ouvriers dont la solution serait à l'avantage des cultivateurs.

Il arrive encore que des ouvriers soient à l'œuvre pendant 10 et 12 heures par jour. Il y a quelqu'un dans ma famille qui travaille 70 heures par semaine, à une température qu'on veut garder à 90 degrés au moins. C'est inhumain, et je proteste contre cela. Je proteste parce qu'il s'agit de quelqu'un de ma famille, mais ce serait aussi révoltant s'il s'agissait d'un autre. Et cela se produit dans une foule d'industries. La limitation des heures de travail, je l'appellerais plutôt le partage du travail. Et c'est aussi beau que le partage de l'argent par les secours directs.

L'immoralité est érigée en système, il y a dévergondage des mœurs, la femme mariée est souvent forcée de travailler. Il faut que la société soit constituée de telle sorte que tout homme normalement constitué puisse avoir un foyer à lui, avec des enfants, et être capable de subvenir à ses besoins et aux besoins des siens. Il faut que la femme soit la reine de sa maison et l'éducatrice de ses enfants. Je demande la réglementation, la limitation du travail des femmes, et non nécessairement la suppression.

Nos amis de Québec (M. Marcoux), Québec-Centre (M. Hamel), Québec-Est (M. Drouin), et le maire de Québec (M. Grégoire), parleront de l'électricité. Le trust de l'électricité, je ne le connais pas beaucoup. J'en dirai peu de mots. Mais a-t-on déjà entendu parler du trust de la viande? Du trust du pain? Du trust des minoteries? Du trust des cuirs et des peaux? Du trust de l'argent? Du trust du lait? Celui-là, il me touche de près et je vais en parler. À Montréal, savez-vous que le lait rapporte au cultivateur \$2.09½ le 100 livres? Mais rendu à Montréal surtout. C'est dire que le cultivateur doit

tout fournir, les vaches, les étables, les pâturages. En plus, il doit endurer souvent un inspecteur, parfois gentil, mais des fois bien achalant. La distribution est plus rémunérée que la production. Et je demanderais, par exemple, à l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) s'il n'est pas vrai que dans son comté le lait est vendu \$4.50 et \$4.70 les 100 livres, c'est-à-dire 11 ou 12 cents la pinte?

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):

C'est le prix qu'on le paie. Mais, depuis quelque temps, on n'en achète plus beaucoup parce qu'on n'a pas d'argent.

M. Barré (Rouville): Voilà une parole qui indique un triste état de choses. Peu à peu, le cultivateur se sent étouffé par la main de trusts juifs new-yorkais. Il y a des choses qu'il faut dire. Le petit Canadien français peut faire bien des choses; ça peut aller nu-pieds, ça peut manger à tâtons, il n'est même pas besoin de fanal⁶, et encore moins d'électricité...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
rit et applaudit.

M. Barré (Rouville): ... mais il ne peut grandir sans pain ni lait. Les petits Canadiens, on n'élève pas cela avec un fanal, ni même avec de la lumière électrique, mais avec du pain et du lait.

(Applaudissements à droite)

M. Lamoureux (Iberville): Achetez la Beauharnois.

M. Barré (Rouville): On ne peut faire une race avec des gens qui sont privés de lait. On ne peut pas prétendre faire une race forte en élevant les enfants au thé et au café. Voici qu'un objet de première nécessité est laissé entièrement entre les mains de juifs new-yorkais. Le lait, m'ont dit les médecins, est une nourriture complète. Théoriquement, le lait rapporte \$2.10 parfois, mais pas en fait. Samedi soir, à une assemblée des producteurs de lait de mon comté, on a offert \$1.90 à condition qu'on puisse tout prendre. C'est une situation anormale.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Mon honorable ami voudra bien me permettre une question. Vous dites que le monopole du lait est entre les mains de juifs new-yorkais. Je demanderais au député de Rouville de nommer les noms de ces gens-là.

M. Barré (Rouville): Le député de Montréal-Saint-Louis me demande de faire une chose qu'il hésiterait peut-être à faire lui-même. Je vais le faire quand même. Il est de notoriété publique que de vieilles maisons canadiennes-françaises, comme par exemple la maison Joubert, ont été achetées par des firmes dont le capital-actions est détenu à New York. Je pourrais citer au député de Montréal-Saint-Louis encore les noms d'au moins 35 laiteries qui font partie du trust et qui sont dans la position de la maison ci-dessus mentionnée. Je ne nommerai pas les propriétaires des 15 ou 18 laiteries de Montréal.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je pensais que l'honorable député me donnerait des noms de juifs. J'ai demandé à l'honorable député de Rouville s'il connaissait les noms de ces propriétaires de New York dont il a parlé. Je veux savoir si ce sont des juifs qui sont à la tête du trust. J'aurais voulu les connaître, tout simplement.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Ils sont partout.

M. Barré (Rouville): Le député de Montréal-Saint-Louis ne s'y attend certainement pas, mais je vais lui faire un compliment et en faire aux capitalistes juifs. Ils sont très habiles en affaires et ils savent se servir de tous les truchements que leur permet la loi des compagnies pour cacher leurs noms. Tout le monde sait qu'ils ont le talent de fournir des capitaux sans que leur nom ne paraisse.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Le député veut-il me permettre une question?

M. Barré (Rouville): Assurément.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): L'honorable député de Rouville nous dira-t-il pourquoi il arrive 1,000 bidons de lait d'Ontario à Montréal, chaque jour?

M. Barré (Rouville): Montréal est très près de l'Ontario, les provinces ne sont pas divisées par des barrières tarifaires, et l'on ne peut exclure les produits d'une province voisine. Il n'y a pratiquement pas moyen d'empêcher le lait de l'Ontario de venir sur le marché de Montréal. Pourquoi tant de lait de l'Ontario? Parce que les compagnies ne veulent pas risquer d'en être privées. Si elles en manquaient, elles seraient des victimes, et elles préféreraient probablement faire des victimes.

Les cultivateurs ne reçoivent que \$2.09½ par 100 livres de lait, souvent moins, lorsque son lait contient 3.5 % de gras. Or, ce sont les laiteries elles-mêmes qui déterminent la richesse du lait. Le cultivateur n'a pas le droit d'en faire lui-même l'épreuve. Ceci se passe dans les fermes de Québec, et l'on dit que les cultivateurs sont "les rois de la terre". En Éthiopie, les rois avaient des esclaves. Dans la province de Québec, "les rois sont des esclaves". Les cultivateurs ne demandent pas de faveurs. Ils demandent seulement justice.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour combattre ce trust du lait?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, des mesures ont été prises pour combattre les trusts, ceux qui ont été mis au monde et tous ceux qui les ont laissés naître et les ont soutenus, c'est-à-dire les amis de mon honorable ami.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est à l'honorable député de Rouville que j'ai posé la question. Le premier ministre aurait dû laisser répondre le député de Rouville. J'aurais eu une réponse et non pas une farce.

M. Barré (Rouville): La question s'adressait à moi. Le gouvernement est au pouvoir depuis six mois. J'attends. Il y a une commission de l'industrie laitière fondée et viciée par l'ancien régime. Le nouveau gouvernement n'a pas fait de changements. Si on l'avait changée ou abolie, on aurait crié à la guillotine. Il y a un état de choses qui existe, et le gouvernement n'a pas eu le temps de passer le balai sur tout. Je suppose que le nettoyage se continuera. Il aurait probablement dû passer dans la Commission de l'industrie laitière. Mais j'attends.

Le cultivateur vend son lait pour pratiquement rien et il est obligé de subir toutes sortes d'inspections et d'épreuves. Je me demande s'il ne serait pas possible d'avoir un homme, sous le contrôle de la Commission ou du gouvernement, qui prendrait des échantillons et ferait des épreuves. Même s'il fallait charger quelque chose au cultivateur pour le salaire de cet employé. Pour le moment, il me semble que le cultivateur devrait avoir le droit de faire l'épreuve de son lait et de porter plainte si on le triche.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'honorable député de Rouville admettra qu'un cultivateur peut faire l'épreuve de son lait lui-même.

M. Barré (Rouville): Je ne l'admets pas et les laitiers n'accepteraient pas son lait, me dit le ministre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quelle loi empêche le cultivateur de faire l'épreuve de son propre lait?

M. Barré (Rouville): J'ai ce texte ici, mais je ne le trouve pas. Le chef de l'opposition n'aura qu'à consulter les Statuts. Les laiteries n'accepteraient pas cette épreuve. D'ailleurs, il y a une loi...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ha, ha, ha! Est-ce que le prix payé aux cultivateurs a augmenté depuis la création de la Commission de l'industrie laitière?

M. Barré (Rouville): Une question à la fois. Je veux bien être interrompu, je veux bien qu'on me pose des questions, mais je ne veux pas subir d'interrogatoire. Pour faire l'épreuve de son lait lui-même, il faut que le cultivateur ait un fermier spécial de l'École d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, et il n'y a pas un cultivateur sur mille qui en a. Quant au prix - réponse à la deuxième question - on nous a payé notre lait jusqu'à \$3 et on nous paie \$2.09 le 100 livres maintenant. Ce n'est pas suffisant. Je crois que c'est l'article 67. Je vais essayer de trouver le texte.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je voudrais que le député de Rouville me cite un jugement contre un cultivateur qui a fait lui-même l'épreuve de son lait.

M. Barré (Rouville): J'affirme qu'il y a un article à cet effet. Même si personne n'a jamais été condamné, le fait brutal est là et la loi reste une menace. L'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) vient de me passer la loi. Je l'en remercie. Que dit la loi? "Nul ne peut faire l'épreuve de son lait sans un certificat spécial d'expert de l'École d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe." On dit que quiconque, sans être muni d'un permis, fait l'épreuve de son lait ou de sa crème pour en déterminer la valeur en gras est en contravention avec la présente loi. Au bas de la même page, on fixe une amende de pas moins de \$5, et de pas plus de \$100, pour celui qui ne se conforme pas à cet article. Voilà la réponse à l'honorable chef parlementaire de l'opposition.

(Applaudissements prolongés à droite)

Un député: Avez-vous compris?

M. Barré (Rouville) parle de la loi des compagnies pour dire que la perfection ne peut être atteinte sans changer la Constitution pour mettre Québec et Ottawa d'accord. Il est contre tout changement à la Constitution. Puis il passe à la colonisation.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'honorable député de Rouville a oublié tout à l'heure l'article de la loi qui dit que ces dispositions ne s'appliquent pas à un laitier qui fait le commerce du lait à l'état naturel.

M. Barré (Rouville): Mais un cultivateur n'est pas un laitier. Il ne s'applique pas au laitier, mais il s'applique à un cultivateur comme moi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'aimerais que vous me citiez un jugement qui fait cette différence.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je pense qu'il manque de jugement, le chef de l'opposition.

M. Béïque (Chambly): Le peuple en a rendu un jugement et l'honorable chef de l'opposition en manque.

(Rires et applaudissements)

M. Barré (Rouville): Seuls peuvent avoir un permis pour l'examen du lait ceux qui ont fréquenté l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe.

Il (M. Barré) parle des compagnies à fonds social.

Il y a un pas de fait, car on ne peut plus exploiter des biens n'existant pas. Il y aurait d'autres changements à faire. Il y a la Constitution qui est parfois un obstacle. Je suis pour le respect absolu de la Constitution, je ne veux pas qu'on l'amende, mais il est possible que les gouvernements fassent des ententes et coopèrent.

La colonisation est fille de l'agriculture et les gouvernements n'auront jamais assez d'argent pour pousser à la conclusion quand les cultivateurs ne peuvent pas vivre. Pour coloniser, il faut être deux, autrement ça ne colonise pas.

(Rires et applaudissements)

Ceux qui ont fait de la colonisation avec des gens de la ville ont cassé leur pipe. Il faut donc des fils de cultivateurs pour faire des colons. Il y a 70,000 fils de cultivateurs qui pourraient devenir des

colons. Mais le fils de cultivateur ne deviendra colon que s'il sait que son père gagne sa vie sur la terre.

Le beurre et le fromage, maintenant. Je n'ai pas promis de primes dans mon comté, et je ne recevrai pas de reproche si le gouvernement n'en donne pas. Je ne crois pas qu'il serait avantageux de payer un sou ou deux sous pour chaque livre de fromage produit. Il conviendrait d'abord de voir à la classification des produits. Les ministres devraient s'entendre pour encourager la classification, en établissant des centres de classification des produits laitiers et en donnant des primes aux cultivateurs qui y expédient le beurre et le fromage. On ferait ainsi d'une pierre deux coups. Le gouvernement peut-il faire cela? Je le crois, sinon je lui demanderais pourquoi.

Je veux maintenant vous parler d'un sujet dont j'ai promis de vous entretenir: l'étatisation. On la considère comme une panacée universelle. La municipalisation de l'électricité, j'y crois, j'y ai cru. Seulement, dans 98 % des cas, ça ne vaudra rien parce qu'il faudrait acheter le courant. J'ai dit jeudi que j'avais presque changé d'idée sur l'étatisation de l'électricité. Si nous étatisons les poteaux et les fils, il faudra du courant. À Saint-Hyacinthe, il y a un beau système. Mais la combustion, l'explosion, le coup de marteau, tout cela pour moi revient au même. Pendant qu'on municipalisera, il y aura des compagnies plus puissantes installées depuis longtemps qui seront en mesure de faire une concurrence victorieuse.

Je vais parfois à Saint-Hyacinthe. Même ceux qu'on appelle les anti-bouchardistes disent que la guerre du trust de l'électricité est simplement écoeurante. À Saint-Hyacinthe, même les cultivateurs bouchardistes les plus ardents reconnaissent que la compagnie fait à la municipalité des conditions dégoûtantes et ruineuses. Je suis contre la municipalisation, contre l'étatisation. Donc, je ne crois pas au socialisme d'État comme panacée infaillible. Quand on se sera emparé de tout, ce sera comme en Russie.

D'ailleurs, j'ai remarqué qu'on étatisait seulement les entreprises qui ne payaient pas: les chemins de fer, par exemple. Nous avons étatisé un chemin de fer au Canada. Il nous coûte très cher. C'est une compagnie privée qui a le chemin de fer qui paie, et c'est l'État qui a l'autre. Je veux bien de la municipalisation, pourvu que ce soit avec quelque chose qui paie. Je suis prêt à faire des suggestions au gouvernement, et je crois que nous devons lui donner le temps et la chance de travailler.

(Applaudissements)

Quels que soient les hommes qui le composent, je respecte le gouvernement de ma province et je l'ai prouvé dans le passé. Je lui fais des suggestions, je pourrai lui faire des reproches, mais les moins acerbes possible. Je veux coopérer avec lui; plus tard, je le jugerai à ses œuvres. S'il ne fait rien, je serai prêt, dans le temps, à aider ceux qui le combattent. Il est dans l'intérêt de la province que le gouvernement soit stable. Le peuple en a assez des perturbations de ces dernières années. Il veut un gouvernement qui marche, un gouvernement qui agisse, un régime qui ne change pas trop vite.

M. Hamel (Québec-Centre)⁷: M. l'Orateur, j'ai écouté l'excellent discours du député de Rouville (M. Barré). Il a peint un tableau plutôt sombre. Avec tout le respect que je dois à cette Chambre, j'en viens à la conclusion que depuis plusieurs années, on met dans la bouche du représentant du roi une phraséologie nébuleuse, afin que le peuple ne sache pas où on le conduit. J'ai entendu, ces jours derniers, un membre de la Chambre haute apprécier le discours du trône à sa juste valeur, et je ne répéterai pas en cette enceinte les termes qu'il a employés pour le qualifier.

Dans ce discours, le gouvernement semble se vanter de ce qu'il n'a pas accompli et promettre plus qu'il ne tiendra. Il se vante d'avoir assuré l'honnêteté des élections, mais on ne voit pas dans la loi électorale les promesses que nous avions faites: vote obligatoire, publication des souscriptions électorales. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas respecté les promesses écrites en toutes lettres dans son programme sur les élections? A-t-il négligé d'exécuter ses promesses parce que c'eût été rendre les élections trop honnêtes?

Nous nous sommes présentés devant le peuple en nous engageant à établir le vote obligatoire, après référendum; en est-il question dans la nouvelle loi? Nous devons établir la carte d'identité dans les villes et villages de plus de 10,000 âmes; en est-il question dans la nouvelle loi? Nous devons diminuer les dépenses d'élections. Nous devons publier la liste des souscriptions à la caisse électorale; la nouvelle loi ne mentionne rien sur ce point.

Nous avons promis la limitation des souscriptions électorales individuelles: où en est-il question dans la nouvelle loi? La plaie du patronage, qui tire son origine en majeure partie des dettes que nous contractons envers certains individus pour services rendus au cours d'une campagne électorale, ce patronage continuera d'être le fléau de notre démocratie, parce que l'État n'assume pas toutes les

dépenses indispensables d'une élection. L'électoratisme, avec cette nouvelle loi, continuera son travail néfaste même si les élections se font plus honnêtement ou moins malhonnêtement.

Toutes ces promesses, nous les avons faites au peuple. Nous les retrouvons dans le programme de l'Action libérale nationale, comme dans celui de l'Union nationale. Qu'avons-nous fait de toutes ces promesses? Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas respecté les promesses écrites en toutes lettres dans son programme sur les élections? Est-ce pour avoir des élections plus honnêtes ou par crainte de les rendre trop honnêtes que le gouvernement a négligé de tenir ses promesses? Nous avons promulgué une loi électorale supérieure à l'ancienne, je veux le croire; il n'y a pas lieu de s'en vanter, mais pour quelle raison passer des lois en vitesse et oublier ses promesses? Cherche-t-on simplement des records de rapidité? N'eût-il pas été préférable de faire mieux et moins vite, et surtout de tenir parole?

Cette loi électorale a été passée par cette Chambre à la dernière législature, dans des conditions qui confinaient à la comédie. Nous n'avions même pas le temps de lire les articles de la loi que déjà ils étaient adoptés. Pourtant, la réforme de la loi électorale était d'une extrême importance. Devant l'influence des puissances d'argent sur les caisses électorales, un gouvernement conscient de ses responsabilités aurait dû préparer une loi qui eût empêché un candidat de se ruiner pour avoir le droit de venir ici, sur le parquet de cette Chambre, défendre les intérêts des citoyens contre les intrigues des gros bonnets de la finance.

Dans notre programme, nous avons mis que la supposition de personne (télégraphes) serait punissable par un an d'emprisonnement au moins, et la nouvelle loi parle de six mois à deux ans d'emprisonnement. Pourquoi cette latitude laissée au juge? Pourquoi n'avoir pas respecté notre engagement? Pourquoi mettre dans le programme un temps déterminé, puis le modifier ensuite dans la loi? Vous me direz que ce sont là des détails. Quand on promet d'imposer une pénalité définie, un parti qui se réclame de la restauration sociale ne doit pas modifier ses promesses, à moins qu'il n'ait pris des engagements d'écervelé ou d'imprudent.

Le gouvernement a accepté la loi des retraites pour la vieillesse sans s'occuper de son inspiration socialiste dans sa forme actuelle, sans tenir compte non plus des recommandations faites par la Commission des assurances sociales de Québec, dans son cinquième rapport, à la page 142, où il est dit que la Commission des assurances sociales est

éminemment favorable à l'institution d'un système contributoire et obligatoire d'assurance-vieillesse dans la province de Québec. Raison de justice, raison de logique, désir de promouvoir la conscience de la responsabilité, l'amour de l'indépendance, le goût de l'épargne au milieu de notre population, tout a contribué à créer chez elle cette conviction. C'est peut-être pour cela que l'honorable député de Rouville (M. Barré) nous a parlé tout à l'heure du danger du socialisme.

De plus, à la page 135 de ce même rapport, cette Commission recommande que la province de Québec prenne l'initiative d'une démarche collective des provinces auprès du gouvernement fédéral, dans l'intention de promouvoir et de faire établir un système d'assurance-vieillesse obligatoire et contributoire.

Le gouvernement est embrayé en grande vitesse. L'important, c'est de faire vite dans certains domaines, afin de pouvoir agir plus lentement contre les monopoles. Il faut impressionner le public. Nous comprenons que les retraites de vieillesse s'imposaient dans notre province où les gens, toute leur vie, ont travaillé pour des salaires de famine et se sont vus dans l'impossibilité de s'assurer une protection pour leurs vieux jours. Mais, lors de la promulgation d'une loi de cette importance, ne devait-on pas s'assurer de la portée d'une telle législation? Or, avec une loi d'assurance-vieillesse non contributoire, vous trouverez des démagogues, un jour, pour promettre de doubler ou tripler la somme allouée aux vieillards indigents, de baisser la limite d'âge à 60 ans, etc.

Nous commençons l'application de cette loi; nous devrions habituer les jeunes à se protéger pour leurs vieux jours, en leur faisant verser à l'État une modeste contribution annuelle ou semi-annuelle en conformité avec les sages recommandations de la Commission des assurances sociales. Nous devrions immédiatement entrer en pourparlers avec le gouvernement fédéral et lui demander s'il aurait objection à ce que nous appliquions ce système, du moins pour la part que le provincial est obligé de verser pour ces pensions.

La Commission des assurances sociales rapporte que les systèmes contributoires d'assurance-vieillesse existent en Bulgarie, au Chili, en Tchécoslovaquie, en Belgique, dans la République argentine, en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie, en Yougoslavie, en Grèce, en Espagne, au Luxembourg, en Suède et dans le canton Glaris en Suisse. N'est-ce pas assez pour nous convaincre?

Transformons donc la retraite de vieillesse en assurance: enlevons-lui sa forme d'assistance. Les vieillards d'aujourd'hui resteront pensionnaires quand même, rien ne sera changé pour eux. Seulement, nous commencerons dès maintenant à prévoir les écueils inévitables dans l'avenir, si nous négligeons d'adopter une pension de vieillesse contributoire et obligatoire.

À la dernière session, le gouvernement a présenté une loi du crédit agricole; c'était, à mon avis, une mesure qui tranchait singulièrement avec le reste de la législation passée en 1936.

Le crédit agricole dit ceci: J'espère que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) ne prêterait pas aux cultivateurs qui voudront se tirer d'une faillite aux dépens de l'État. J'ai entière confiance que le ministre de l'Agriculture se tiendra au-dessus de la politique quand il s'agira de distribuer ces crédits et qu'il ne prêterait qu'à ceux qui donneront des garanties morales et administratives de relèvement économique. C'est dire qu'en bien des cas, un agronome d'expérience pratique devra faire l'étude, sur place, du mode d'exploitation de la ferme du requérant et améliorer au besoin ses méthodes de culture et d'élevage avant de lui avancer des sommes qui pourraient augmenter son désastre personnel, tout en contribuant à en préparer un plus grand pour la province.

J'aurais voulu que le gouvernement instituât un crédit urbain pour faciliter la construction de la petite propriété dans nos villes. Il faut que l'État vienne aider au relèvement des affaires, parce que les banques n'ont pas compris leur rôle. Elles se sont plus occupées d'encaisser des obligations de gouvernements ou de municipalités dépréciées que de venir en aide aux citoyens en détresse. Leur conception sociale semble trop étroite en bien des circonstances pour aider au rapiècement d'une société qui se désagrège. La banque fait merveille quand la prospérité nous pénètre presque malgré nous, comme en enfonçant nos portes. Sitôt les années de disette arrivées, la banque est là aux aguets pour chercher des aubaines, prendre le commerce de celui-ci, arracher la propriété de celui-là, vendre à perte les titres de tel autre, etc. Elle solidifie sa position chancelante sur les ruines des petits commerçants et industriels. Elle grossit ses profits en augmentant le nombre des dépouillés.

Le gouvernement prétend avoir voulu venir en aide à la petite propriété. M. l'Orateur, est-ce bien vrai que le gouvernement a changé? Tout ce que l'on a fait pour le petit propriétaire, on a retardé l'échéance de ses dettes, on a prolongé son agonie.

Le bill 34 restera un modèle du genre. On veut sauver le petit propriétaire, mais on le laisse avec toutes ses obligations; si on les allège pour deux ou trois ans, c'est simplement pour les rendre plus lourdes par la suite. Il n'est pas de termes parlementaires qui me permettent de qualifier à mon goût une telle loi.

On a voulu faire disparaître la duperie des obligations industrielles mal garanties. Pour arriver à cette fin, on a permis d'hypothéquer les immeubles pour leur pleine valeur. C'est une grande erreur, pour employer un terme parlementaire. Émettre des obligations pour la pleine valeur d'un immeuble, ce n'est sûrement pas protéger l'épargne. Quand l'on voudra la protection des économies du peuple, il ne faudra pas simplement passer une loi à la vapeur, mais refaire toute la loi des compagnies, loi qui présentement légalise le vol, et cela, depuis trop longtemps. Aucune institution ne devrait pouvoir émettre des obligations pour plus que 60 % de la valeur de ses immeubles.

J'aimerais mieux, pour ma part, avancer 30 % en obligations gagées par le stock, la marchandise d'une puissante maison d'affaires, que de prêter 100 % sur la valeur réelle de ses immeubles. Celui qui avancera 30 % sur première hypothèque d'un stock aura certes son argent bien mieux gagé que le prêteur de la pleine valeur d'un immeuble. Le stock d'un commerce est plus facilement liquidable que l'immeuble. Puis, à vente forcée, un immeuble est souvent déprécié de plus de 50 %. Vous me direz peut-être que la loi ne me permet pas d'hypothéquer des biens meubles. Ne parlons pas de ce que la loi permet, parlons simplement de ce que la loi devrait permettre et ne permet pas. Je m'inquiète peu de ce que la loi a permis. Les résultats sont là comme preuve de nos mauvaises lois.

Le premier ministre a laissé entendre que cette loi pour la protection de l'épargne empêchait le mouillage dans les obligations. Elle empêche les compagnies de contrôle d'émettre des obligations, mais elle ne prévient pas le mouillage des capitaux, le mal dont souffre notre finance moderne. Qu'un premier ministre émette en cette Chambre, devant toute la députation de la province, l'opinion qu'il a mis fin au mouillage avec une telle loi, voilà qui ne laisse pas d'étonner. Ça me rappelle les jours de l'ancien premier ministre. La loi que l'on a fait voter l'an dernier n'a pas empêché la Montreal Light, Heat & Power Co. de continuer ses opérations avec son mouillage de stock.

Le mouillage dans la Montreal Light, Heat & Power Consolidated n'existe pas dans les obligations,

mais bien dans les actions ordinaires. En 1930, les 4,492,042 actions ordinaires de la Montreal Power représentaient une valeur d'après la cote en Bourse de \$332,482,784, et il n'y avait pas un seul centin de mise de fonds dans toute cette somme énorme de capitaux artificiels. Voilà du véritable mouillage, et la loi dont parle le premier ministre ne prévient pas ce mal à l'avenir. Si la Montreal Power ne peut pas vendre d'obligations, elle vendra des actions gagées par rien du tout et l'épargne continuera ainsi de s'engloutir dans ces entreprises.

De 1930 à 1933, la dépréciation des actions de Montreal Power en Bourse a été de plus de \$200,000,000. Plus de la moitié du coût de tout le service hydroélectrique de l'Ontario. Nous sommes trop pauvres pour imiter Ontario, mais assez riches pour subir des pertes de \$200,000,000. Dans le programme de restauration sociale de l'École sociale populaire, j'ai écrit les chapitres sur les trusts et sur la finance, et, malgré que le premier ministre soit souvent découragé de mon ignorance comme de celle de tous ses adversaires, je crois avoir le droit de lui dire que sa loi est enfantine.

Le discours du trône dit que le gouvernement a pris les moyens de faire payer des salaires raisonnables aux ouvriers. Le premier ministre a dit qu'il avait amélioré le sort des bûcherons. Je crois à l'esprit social du ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), mais il serait intéressant d'avoir devant nous les 25,000 ou les 30,000 bûcherons de cette province. Nous pourrions demander au premier ministre de répéter qu'il a amélioré leur sort, qu'il a aboli la commission des bûcherons contre leur gré pour mieux les protéger. La réaction serait peut-être surprenante, si mes informations sont bonnes.

Je donnerais beaucoup pour savoir s'il n'y a pas eu des marchés faits avant les élections, marchés par lesquels les compagnies s'engageaient à souscrire à la caisse électorale, à condition que l'on fit sauter la commission des bûcherons. Vous direz que je suis curieux, mais je donnerais beaucoup pour savoir la vérité sur ce point.

Je ne demande pas des défis, mais des explications plausibles. Vous expliquez-vous pourquoi on a fait disparaître cette commission, sachant que les années précédentes elle avait reçu jusqu'à 10,000 plaintes par année de la part des bûcherons? Le gouvernement n'a pas amélioré le sort des bûcherons, comme il le prétend. Probablement parce qu'il a reçu des fonds électoraux des marchands de bois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) applaudit.

M. Hamel (Québec-Centre): Des représentants des bûcherons dans l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) avaient demandé au gouvernement de maintenir cette commission, mais rien ne fit: elle devait disparaître. Et je crois tenir de bonne source que cette commission est morte malgré le désir du ministre des Terres et Forêts d'alors. Le ministre du Travail, lui aussi, voudrait bien améliorer le sort des ouvriers, je n'en doute pas, mais est-il capable de changer la mentalité de son chef?

Les dernières statistiques publiées par *La Semaine commerciale* du 22 janvier 1937, à la page 16, font voir que le budget hebdomadaire d'une famille moyenne est maintenant de \$16.99 pour la nourriture, le logement, le combustible et l'éclairage. C'est donc admettre qu'à moins de \$3 par jour, un homme ne peut pas vivre convenablement s'il a une famille de trois ou quatre enfants. Et à ce prix même, il n'est pas tenu compte du vêtement.

Vous avez eu une grève à la Dominion Textile où l'on paie des salaires de misère. Qu'est-il survenu? Le droit pour l'ouvrier de se syndiquer n'a pas été reconnu dans cette industrie. Les patrons refusent de reconnaître toute forme de syndicat, et cependant, cette industrie jouit d'une certaine protection douanière, qui permet de payer des revenus sur des capitaux soufflés outre mesure et de ruiner la santé du capital humain pour des salaires dérisoires. Se lèvera-t-il des gouvernants pour parler en maîtres à ces cyniques exploiters des nôtres? Quand donnerons-nous suite à ces enquêtes de toutes sortes? Prend-on plaisir à mettre simplement les abus à jour sans les réprimer pour irriter davantage le peuple? Si le gouvernement fédéral n'agit pas, le provincial aura-t-il la même indulgence pour les puissants que celle du gouvernement Taschereau?

Nos institutrices continuent de travailler pour des salaires de famine. J'apprends que l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. Paquette) a promis d'améliorer leur sort, je l'en félicite. J'en suis heureux. Il reste aussi à remplir un engagement envers les institutrices et les instituteurs mis à leur retraite, engagement que l'honorable secrétaire respectera bientôt, je l'espère, en leur accordant le traitement promis dans les Statuts.

Nos ouvriers ne sont pas mieux payés que les instituteurs et les institutrices. Pourquoi? Quand on étudie un peu la situation générale, on constate que peut-être près de 80 % des gens qui travaillent dans tous les domaines ne touchent pas un salaire convenable pour vivre. On est étonné que la prospérité ne revienne pas. On profite de cette loi de l'offre et de la demande pour l'appliquer

inhumainement dans le domaine du travail; on offre à un homme un salaire disproportionné aux exigences de la vie, parce que, prétend-on, on peut à ce prix en obtenir à satiété.

L'industriel ne raisonne pas. Il ne se demande pas comment tel ouvrier pourra faire vivre sa famille de huit ou 10 enfants avec un salaire de \$12 ou \$15 par semaine. Il voit son profit à lui et ne regarde pas plus loin. C'est la lutte âpre, implacable pour des profits destinés à payer un rendement sur des capitaux artificiels. Les compagnies doivent assurer un rendement à du capital mouillé. C'est l'ouvrier qui est frustré de son juste salaire, parce qu'on tolère un rendement excessif sur du capital inexistant.

À Québec, le salaire moyen du commis épicier de 14 à 20 ans est de \$3.99 par semaine, et la moyenne générale pour la jeunesse de 14 à 30 ans ne dépasse pas \$6.92. Dans certaines maisons de commerce, on alloue de 4¢ à 7¢ de l'heure et l'on exige du jeune homme 14 à 18 heures de travail par jour.

Je connais un père de famille qui, dans une institution de Québec, touche \$45 par mois et travaille sept jours par semaine, sauf un samedi après-midi et un dimanche par mois. Il est nourri à l'endroit où il travaille, mais doit pourvoir lui-même au soutien de sa famille. Des pâtisseries dans cette ville, hommes mariés, travaillent 12 à 14 heures par jour, sept jours par semaine, au salaire de \$7 par semaine.

Une institutrice fait la classe dans une famille à l'aise de Québec. Elle part de chez elle cinq fois la semaine pour instruire un enfant de sept ou huit ans, lui donne une demi-heure d'enseignement par jour, cette demi-heure représente plus souvent une heure qu'une demi-heure, et elle touche comme rémunération \$2 par mois; souvent même, elle est payée en retard.

Une jeune fille à l'emploi d'une de nos compagnies d'utilités publiques travaille six ou sept heures par jour, se loge et se nourrit, et reçoit comme salaire \$9 par mois. La compagnie, je dois l'avouer, pour être juste, lui donne un certain pourcentage sur les appels à longue distance, ce qui lui permet de toucher \$1 à \$1.25 par mois sous forme de boni. Des jeunes filles ont travaillé dans nos industries jusqu'à 33.5 heures pour \$1.42. La commission royale sur les écarts des prix, à la page 132 de son rapport, démontre qu'en Ontario les femmes reçoivent une moyenne de \$10.77, là où les travailleuses dans cette province ne touchent que \$6.23 comme moyenne. Et le plus étonnant, c'est que ces salaires sont payés par la même entreprise dans les deux provinces. Pouvez-

vous avoir une meilleure preuve de l'exploitation des nôtres?

Il serait facile de tracer une longue liste de cas aussi révoltants, ils sont tellement nombreux. On cherche cependant le moyen de régler la crise. Et l'on met une lenteur décourageante à remédier à ces abus. Le spectre abominable du communisme menace tous les pays et les tient dans l'effroi, parce que ces iniquités couvrent le monde.

Les fortunes amassées honnêtement sont un bienfait pour la société. Le riche plein de munificence pour les déshérités de la terre reçoit l'admiration de tous les rangs de la société. Mais les fortunes édifiées sur le vol du salaire, voilà des fortunes de malédiction, fortunes qui préparent les ruées sanglantes et fratricides, quand l'État trop faible leur permet de grossir sans fin.

Les salaires pour les servantes de \$6 à \$7 par mois ne sont pas rares et représentent 2 à 3 sous de l'heure. Dans une paroisse non loin de Québec, une industrie emploie 75 ouvriers et les paie 5¢ de l'heure, salaire minimum, et 8¢ de l'heure, salaire maximum. Dans une mine d'un comté voisin, les ouvriers travaillent 12 ou 14 heures par jour, à 12.5¢ de l'heure. Les patrons font signer des contrats à leurs employés dans lesquels ces derniers acceptent des salaires de famine, à tel point que le curé d'une paroisse me disait: "Je ne puis contenir l'indignation de mes paroissiens."

Ce qu'il faut, M. l'Orateur, ce sont des sanctions, sans quoi, je le répète, nous promulguons des lois dont la lecture donnera momentanément du réconfort à l'ouvrier, pour le laisser toujours soumis aux injustices des irréductibles exploités.

Retenir une partie du juste salaire d'un employé, n'est-ce pas le voler? Le gouvernement doit sévir contre les rusés exploités de leurs employés. Que de moyens on emploie pour obliger l'ouvrier à renoncer aux privilèges qui lui accorde la loi ou la convention collective! Dans telle usine, l'ouvrier poinçonne son heure d'arrivée au travail une heure ou deux en retard, de façon à permettre au patron de lui retenir sur son salaire ce temps non enregistré représentant tout de même du labeur. Dans telle autre usine, on paie le samedi le juste salaire à l'ouvrier, mais on l'oblige, le lundi, à remettre discrètement une partie de sa paye au patron.

Le gouvernement fixe, pour le travail des bûcherons, un salaire minimum en faveur du manœuvre expérimenté. Les patrons, pour se dérober à cette contrainte, obligent les bûcherons à signer des formules dans lesquelles ces derniers renoncent au

salaire minimum, vu leur incompétence. On force ainsi les bûcherons d'expérience en forêt à admettre faussement leur incompétence. L'ouvrier doit ainsi renoncer à la protection déjà minime que lui accorde la loi ou perdre son emploi. Les puissants se moquent donc de ces lois sans sanction et contraignent l'ouvrier à être complice contre lui-même. Ils le forcent à signer des écrits dans lesquels non seulement il renonce au juste salaire, mais déprécie sa propre valeur comme homme de métier.

Les salaires sont tellement bas qu'il se rencontre bien des cas où un chômeur reçoit un montant plus élevé sous les secours directs que le salaire de l'ouvrier employé dans une industrie ou dans un commerce. Les secours directs, c'est entendu, ne donnent à une famille que le strict nécessaire pour ne pas périr de faim. Le salaire ne devrait jamais être inférieur au montant que toucherait cet ouvrier vivant de la charité de l'État.

Je puis vous assurer que ces cas sont fort nombreux. L'assistance aux sans-emploi ne doit pas faire disparaître chez ces derniers le désir de reprendre le travail. Les travaux de chômage ne doivent pas empêcher les ouvriers de chercher dans l'industrie ou le commerce un emploi plus rémunérateur. Quand l'inverse se produit, quand les secours directs paient plus un homme oisif que l'indépendance et le commerce rémunèrent leur main-d'œuvre, il y a là une situation à redresser parce que le bon sens possède des droits que l'absurdité ne lui dispute pas impunément. Je ne parlerai pas du chômage, sauf pour demander que l'on insiste plus sur la réfection des taudis que sur des grands travaux de voirie pour y remédier.

La voirie semble détourner nos cultivateurs du goût du travail sur la terre et ne donne guère d'emplois aux chômeurs des villes. La situation est tellement grave que je ne craindrais pas de voir le gouvernement créer ce que j'appellerais un ministère du "Retour au travail". Il aurait une grosse besogne. Voilà des problèmes à étudier qui absorberaient les ménages de plusieurs. Et, si nous ne trouvons pas une solution pour donner le goût du travail à quelques-uns, pour donner du travail à ceux qui en désirent encore ardemment, il est impossible que nous sauvions la société d'une catastrophe générale. Si on ne prend pas des mesures énergiques, on s'en va à la faillite de la société.

Une industrie, il faut l'admettre, ne peut payer le juste salaire au père d'une famille nombreuse. Obliger un homme d'affaires à donner à un père de famille un salaire en proportion avec le nombre de ses enfants serait fatalement l'obliger à fermer l'usine

et la maison de commerce aux chefs de famille nombreuse et à donner la préférence aux célibataires. Résultat antisocial, vous en conviendrez. De toute nécessité cependant, les grandes familles doivent recevoir justice et être traitées avec les égards mérités. Personne ne retient son admiration devant une famille de 10 ou 15 enfants, mais quelle législation est venue à date secourir l'ouvrier honnête qui donne à sa patrie des vies nombreuses: le meilleur des capitaux?

Il existe cependant un moyen de rendre justice aux époux prolifiques, et ce moyen c'est l'allocation familiale. C'est le seul moyen de forcer les patrons à traiter les pères de famille comme les autres. Et, à moins d'une telle loi, les industriels et les commerçants continueront malgré eux de traiter les chefs de famille nombreuse comme des parias, des indésirables.

Or, comme la société, pour être organisée normalement, ne doit pas punir mais, au contraire, récompenser la famille bénie par une nombreuse progéniture, il faut de toute nécessité que l'État adopte une législation qui permettra à l'industriel d'utiliser ce chef de famille tout aussi bien que le jeune homme.

La loi de l'allocation familiale oblige l'ouvrier à verser à une caisse spéciale un léger pourcentage de son salaire hebdomadaire. Le patron en fait autant et, avec cette caisse ainsi constituée, on remet à chaque ouvrier, *au prorata* du nombre de ses enfants, un salaire additionnel en fin de semaine. En cas de déficit, le gouvernement lui-même vient apporter sa contribution à cette caisse. Ces allocations familiales ont eu un grand succès en France depuis 1922. Ces allocations familiales fonctionnent en Belgique, en Hollande, en Suède, en Allemagne, en Tchécoslovaquie, en Autriche, en Italie, en Australie, en Nouvelle-Zélande. La Commission des assurances sociales ne s'est pas déclarée en faveur des allocations familiales, dans son rapport de 1933.

Pour reconforter le père d'une famille nombreuse, la Commission des assurances sociales dit, à la page 108: "Il n'est pas besoin de dire qu'elle (la Commission) rend hommage à ceux qui ont consenti à porter le lourd fardeau d'une famille nombreuse." Le baume sent bon, mais n'est guère nourrissant. J'admets que la question des allocations familiales pose des problèmes difficiles. Mais sera-t-il dit que la société moderne demeurera incapable de trouver un moyen pour que l'homme de devoir soit traité avec plus d'égards que celui qui se livre aux pratiques du néo-malthusianisme? L'allocation familiale est un grand problème, mais il faut

l'envisager de front et pour le bonheur de tous, si nous voulons éviter qu'ils aient recours aux méthodes malthusiennes.

La situation est telle aujourd'hui que le salaire est insuffisant même pour la famille moyenne composée de trois enfants. Comment voulez-vous que le père de 8, 10, 12 enfants puisse donner à la société autre chose que des candidats à la tuberculose, des rachitiques, des futurs patients d'hôpitaux ou d'asiles?

Un des premiers moyens de mettre plus de justice dans la société, n'est-ce pas de donner à chacun le juste prix de son travail? Tant que nous n'aurons pas solutionné ce problème primordial, nous continuerons d'irriter le grand nombre des travailleurs, et nous nous exposons à ce qu'un jour prochain une explosion de colère se fasse dans les rangs de tous ces chefs de famille tenus dans une misère imméritée. L'élite sera châtiée de ses iniquités, pour peu qu'elle persiste à les laisser sans réparation. Si nous ne réglons pas ce problème, l'élite disparaîtra.

Ne demandons pas à un industriel consciencieux de hausser les salaires de ses employés quand ses concurrents continueront de fabriquer leur marchandise avec une main-d'œuvre piteusement rémunérée, car ce serait exiger des hommes au sens social chrétien la fermeture de leur industrie, l'abandon de leur commerce, pour laisser le champ libre aux pires exploiters. Ne demandons pas à l'épicier de mieux payer son personnel quand la compétition des magasins en série l'oblige à ne réclamer que des profits d'une fraction de sou par chaque livre de marchandise vendue.

Actuellement, c'est l'entreprise la plus exploiteuse de son personnel qui peut le plus abaisser le prix de revient de sa marchandise et s'emparer du marché. C'est une des conséquences du laisser-faire, de la liberté complète dans le commerce, liberté jusqu'à date religieusement respectée par l'État. C'est par l'application du corporatisme social que l'État pourrait s'affranchir de cette surveillance à l'infini qu'il doit exercer dans trop de domaines.

La hausse des salaires doit se faire avec prudence, graduellement, j'en conviens, parce que le salaire qui dépasserait une juste limite ruinerait les entreprises et jetterait sur le pavé tout le personnel. La hausse du salaire doit s'opérer dans de nombreux cas par les conventions collectives, et dans ces conventions, il faut tenir compte des conditions désavantageuses dans lesquelles se trouvent certaines industries de cette province quant au coût de l'électricité et du transport de la marchandise. Si un

industriel montréalais paie, par exemple, \$12,805 pour de l'énergie électrique que son concurrent, à Ottawa, obtient pour \$6,452.16⁸, cet écart dans le coût de la force motrice doit être absorbé par des coupures dans les salaires.

En justice, ces grosses coupures devraient se faire principalement dans le traitement des officiers supérieurs, mais d'ordinaire, c'est humain mais non chrétien: l'inverse se produit et l'ouvrier est mal payé pour aider le patron à solder le prix excessif de l'électricité en notre province. La hausse des salaires pourrait s'obtenir indirectement par une diminution des taxes en convertissant les dettes municipales, provinciales et fédérales, à un taux d'intérêt plus bas. Notre programme comportait la conversion de la dette provinciale à un taux plus bas. Y songe-t-on? Le gouvernement a refusé à la ville de Québec le droit de faire ce qu'il avait promis d'accomplir lui-même pour les finances de la province. Restauration sociale à rebours de nos promesses.

On peut aussi améliorer indirectement le salaire de l'ouvrier en abaissant le prix des nécessités de la vie telles que le charbon, l'électricité, l'essence, les produits textiles, etc. Une réduction du prix des produits de consommation indispensables abaisse naturellement le coût de la vie et équivaut à une hausse de salaire. Tous ces produits sont aujourd'hui entre les mains des monopoles. C'est à la réduction du prix de ces marchandises que l'État doit d'abord s'intéresser avant de songer à aiguïser sa hache pour couper la tête du communisme.

Enfin, il faut de toute nécessité une commission du salaire minimum munie des pouvoirs nécessaires pour régler les mille et une difficultés qui surgiront de toutes parts. Je la réclamaï tout récemment et j'apprends que le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) doit la nommer, et je l'en félicite. Cela vaut mieux que de couper la tête du communisme, car les ouvriers ont droit à des salaires raisonnables.

Il faut un salaire minimum pour les ouvriers qui ne peuvent participer aux conventions collectives. Ils sont nombreux, ces ouvriers, et l'État doit protéger particulièrement la classe des journaliers sans défense contre les exploiters, à la merci de patrons alliés aux trusts.

Le salaire de l'ouvrier s'améliorera sans hausser le prix de revient de la marchandise et, par conséquent, sans augmenter le coût de la vie, par la disparition de ces fameuses compagnies de contrôle, ces entreprises aux filiales multiples, chacune bien organisée, avec un conseil d'administration inutile, sur lequel siègent les mêmes gros bonnets, tout juste pour retirer des émoluments non mérités, des jetons de présence.

Ces compagnies de contrôle ne sont rien autre chose que de la finance moderne malhonnête, ce qui permet à une poignée d'oligarques, d'accapareurs, de s'installer en permanence dans des conseils d'administration pour y gérer la fortune des autres. Permettre des compagnies de contrôle, c'est nier le droit de propriété. Vous avez vu le défunt gouvernement de cette province permettre que les propriétaires de cinq actions pussent contrôler pendant 10 ans un capital qui pouvait se chiffrer jusqu'au montant de \$200,000,000. On donnait le droit à des personnes qui avaient mis \$5 de mise de fonds de contrôler à leur guise des millions qui ne leur appartenaient pas. C'est ce que les puissants appellent le respect du droit de propriété.

Le salaire de l'ouvrier s'améliorera sans hausser le coût de la vie, quand on fixera une limite aux traitements excessifs accordés aux officiers supérieurs des grandes entreprises.

Est-il une raison pour que le gérant d'une entreprise quelconque ait le droit de toucher, en paiement de son travail, des émoluments plus élevés que ceux d'un premier ministre? S'il est juste d'établir ainsi le salaire minimum, ce l'est autant de fixer un salaire maximum.

Le salaire de l'ouvrier s'améliorera aussi sans augmenter le coût de la vie, quand on cessera de donner un rendement sur les millions de capitaux artificiels que l'on trouve parsemés dans toutes nos sociétés anonymes par actions. L'exemple de la Dominion Textile, qui d'un placement de \$500,000, en 1906, a retiré \$14,000,000 en dividendes, en dit assez long. Cette compagnie, je le répète, a l'audace de refuser de reconnaître à ses employés le droit de se syndiquer. Elle paie des salaires de famine, abuse de son personnel. Ces entreprises ont mille et un moyens de ne pas se soumettre aux justes demandes de l'ouvrier. La Dominion Textile refuse le contrat collectif.

Dans les filatures de peluche, s'il se produit une cassure de 200 ou 300 brins, le tisserand est obligé de repasser ces brins un par un, ce qui lui prend deux ou trois heures de travail que les patrons ne rémunèrent pas. Pis encore, on le met à l'amende en lui faisant payer la partie du tissu détérioré par cette brisure.

C'est tout comme le bûcheron dans le bois: quand il abat un arbre dont le cœur est pourri, c'est lui qui est le coupable, c'est lui qui doit scier cet arbre en une certaine longueur pour s'assurer si une partie de l'arbre n'est pas utilisable, et après avoir fait toute cette besogne ardue, si le bois n'est pas accepté par les représentants de la compagnie, le bûcheron ne

touche rien pour son travail. On met sur le dos de l'ouvrier non seulement ses erreurs, mais aussi tous les accidents et les imprévus inhérents à une industrie. Le patron veut des profits.

Durant la crise, la Dominion Textile réduisait le salaire de ses ouvriers à un niveau révoltant, alors que, de 1929 à 1936, elle a payé en dividendes \$5,812,500 sur une mise de fonds initiale de \$500,000.

Nos ouvriers ne sont pas mieux payés que les instituteurs et les institutrices. Pourquoi? Parce que les compagnies doivent assurer un rendement à du capital mouillé. Tant qu'on n'aura pas résolu ce problème des capitaux mouillés, on continuera de prôner l'impossibilité de hausser les salaires. On fermera les usines plutôt que de se rendre aux justes demandes des ouvriers. Tout le monde connaît aujourd'hui le geste d'une compagnie de textile à Sherbrooke, en vue d'obtenir une plus forte protection douanière. Il n'est pas de limite à l'hypocrisie de ces exploiters de la misère humaine.

L'industrie ne paie pas de salaire à des hommes de paille. Les mannequins dans les vitrines de nos magasins ne touchent pas de salaire, et cependant ils représentent quelque chose. Le capital artificiel, lui, ne représente rien, et cependant, on lui permet de recevoir un salaire. C'est absurde, c'est du vol. Il fallait avoir déformé les esprits par un demi-siècle de libéralisme économique pour réussir à leur faire avaler des mesures aussi contraires à la plus élémentaire justice.

En quoi la justice souffrirait-elle si la loi des compagnies décrétrait:

1. Que le salaire des officiers supérieurs d'une société par actions ne pourra pas dépasser celui du premier ministre;

2. Que l'ouvrier non classifié touchera un salaire minimum en rapport avec le coût de la vie pour une famille moyenne;

3. Que les ouvriers donnant un rendement supérieur à la moyenne seront classifiés selon leur mérite et toucheront un salaire en conséquence;

4. Que le père de plus de quatre enfants recevra en plus de son salaire régulier une allocation en rapport avec le nombre de ses enfants;

5. Que le capital investi dans une entreprise recevra un rendement gradué en rapport avec les risques courus, mais ce rendement ne devra pas dépasser 8 % ou 10 %;

6. Que le surplus des recettes, une fois les frais d'exploitation et d'administration payés, soit divisible en parts égales entre le capital-argent et les ouvriers représentés par les officiers de leur syndicat.

Ces profits, l'ouvrier pourrait les transformer en titres de l'entreprise pour laquelle il travaille. L'ouvrier deviendra alors petit associé de son patron. Source d'harmonie et d'émulation.

Il pourrait encore s'en servir pour l'achat d'une propriété, mesure de sécurité sociale trop négligée chez nous. Avec ces profits, l'ouvrier pourrait payer des assurances-vie qui mettraient sa famille hors de l'obligation de recevoir une pension de l'État après sa mort, etc. Il pourrait payer les frais d'hôpitaux et les services du médecin, libérant d'autant le fardeau de l'assistance publique sur les municipalités et le gouvernement. Avec ces profits, l'ouvrier à 70 ans n'aurait pas à réclamer une pension de vieillesse, il aurait trouvé moyen d'économiser pour ses vieux jours.

L'industrie et le commerce croient avoir réussi des merveilles en exploitant leur main-d'œuvre. Ils oublient que l'État vient leur chercher plus que la différence sous forme de taxes de toutes sortes: loi des accidents du travail, pension des vieillards, assistance aux mères nécessiteuses, assistance publique dans les hôpitaux, assistance aux orphelins, entretien des aliénés, etc. Autant de répercussions diverses des salaires de misère. Mais, répondra le capitaliste, vous persécutez le capital. Qui placera son argent dans une entreprise si vous ne lui donnez pas de profits?

(L'honorable M. Duplessis, qui avait été absent pendant quelque temps, est revenu. Quelqu'un lui fait remarquer que le député a fait certaines allusions à l'effet que le gouvernement a été complaisant pour les grandes compagnies de bois, concernant les salaires des bûcherons, parce que ces compagnies ont été généreuses pour les fonds électoraux).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je ne veux pas interrompre inopinément l'orateur, le député de Québec-Centre (M. Hamel), mais on me rapporte, je ne sais si tel est le cas, que l'on aurait procédé par certaines allusions détournées pour laisser entendre que le gouvernement aurait reçu des argents de certaines compagnies s'occupant de l'industrie forestière pour garnir la caisse électorale. Or, je n'ai pas la moindre hésitation à déclarer que jamais, ni de près, ni de loin, ni directement, ni indirectement, le gouvernement n'a reçu aucune somme pour changer son attitude sur aucune question, pour nous dicter une conduite ou pour nous faire changer d'opinion dans la conduite de la chose publique. S'il est vrai que le député de

Québec-Centre (M. Hamel) a fait ces affirmations, et s'il a le courage de porter des accusations, qu'il mette son siège en jeu.

(Applaudissements)

M. Hamel (Québec-Centre): Je remarque que le premier ministre déclare qu'il n'a pas reçu d'argent pour le faire changer d'opinion. Je n'ai jamais prétendu que le premier ministre avait reçu de l'argent des marchands de bois pour changer d'opinion, mais est-ce qu'il n'en a pas reçu pour autre chose?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ferai remarquer au député de Québec-Centre que le député de Trois-Rivières a reçu moins d'argent pour faire sa lutte que n'en a reçu le député de Québec-Centre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Puisque nous en sommes sur cette question et que le premier ministre est prêt à mettre son siège en jeu, pourquoi ne relève-t-il pas le défi du député fédéral de Beauce, M. Édouard Lacroix, concernant l'accusation de \$150,000, qui a offert, lui aussi, de mettre son siège en jeu? M. Lacroix serait appelé à faire sa preuve et alors le premier ministre pourrait prouver ses dires. Ça pourrait mettre la chose au clair.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remarque tout d'abord que le député libéral de Rivière-du-Loup vient, avec empressement, à la rescousse du député de Québec-Centre. Je déclare que le gouvernement est prêt à instituer immédiatement une enquête sur la provenance des fonds électoraux depuis 20 ans à venir jusqu'à ce jour. Dans la Beauce, on parle de \$150,000 pour détourner l'opinion publique des véritables questions en jeu. Et j'ajouterais ceci: lorsque l'enquête des comptes publics sera reprise, je dis que le peuple saura alors pourquoi, en certains milieux, on cherche à soulever toutes sortes de questions, afin de détourner l'attention du public des révélations de cette enquête.

M. Hamel (Québec-Centre): L'honorable premier ministre n'a pas répondu à ma question. Le capital court des risques, n'est-il pas juste qu'il soit récompensé? Personne ne nie la justesse de ce raisonnement. Mais, quand nous demandons de cesser de rémunérer le capital artificiel, exigeons-nous une injustice envers le capital sain? Y a-t-il danger que le capital artificiel s'enfuie, puisqu'il ne représente rien?

Le capital court des risques, c'est admis. L'ouvrier aussi en assume et de plus considérables. Le capital ne peut rien sans l'ouvrier, et vice versa. C'est donc des associés indispensables pour l'édification des fortunes et des grandes entreprises. Le capital risque des fonds avec la perspective d'encaisser de plantureux profits. L'ouvrier, selon les conditions d'aujourd'hui, risque sa vie, ses membres, sa santé, pour avoir le droit de vivre une vie de misère, lui et sa famille. Le capitaliste court des risques pour s'enrichir. L'ouvrier court des risques pour rester pauvre. Le capital a tort de chercher des comparaisons.

Les maux engendrés par ce capital abusif et monopolisateur ont une étendue telle que seul l'État peut les guérir. Il y a des médecins qui retardent les amputations nécessaires assez longtemps pour que le malade en meure d'une "complication". Il y a des médecins qui diagnostiquent vite la gravité du mal, ne craignent pas de prendre les moyens extrêmes et d'amputer largement le mal pour sauver le malade. Il en est d'autres qui s'attaquent à l'effet, croyant guérir la cause. Ils suggèrent, par exemple, de couper la tête du communisme, mais lui laissent les moyens de se reproduire à l'infini. Ce sont des poseurs de cataplasmes sur des jambes de bois.

La société est malade, profondément malade. Elle donne des signes avant-coureurs de mouvements convulsifs. Nos chefs lui administreront-ils à temps le calmant requis: la mise à la raison des monopoles et le juste salaire? Voilà des points à régler sans retard.

Que l'on gouverne donc en grand politique, sans songer à sa popularité, sans se préoccuper des éloges ou de la critique de la presse. Il faut poser vigoureusement des actes et crever les abcès. Quiconque trahit les engagements pris devant le peuple ou par des écrits mérite, en ces jours difficiles, d'être honni avec la même vigueur que les traîtres sur le champ de bataille.

D'accord avec les sociologues et les économistes, c'est par l'agriculture que nous retournerons à la prospérité. Il faudra d'abord ruraliser l'enseignement dans nos écoles, de manière à faire aimer davantage la terre par les enfants du cultivateur. Il faudra améliorer nos écoles moyennes et supérieures et multiplier les cours agricoles postsecondaires. Au sommet de l'enseignement agricole, la province devrait créer un institut de recherche.

Nos sols sont pauvres en sel de chaux et en acide phosphorique. Il y est important de leur rendre leur richesse première en abaissant le prix des engrais chimiques. On dit qu'au Maroc et en Tunisie,

on trouve des phosphates naturels à très bon marché. Le gouvernement ne pourrait-il pas aider des coopératives à faire des importations de ces phosphates, pour les livrer aux cultivateurs à un prix très bas? Nous pourrions aussi obtenir des azotates, si le gouvernement avait des centrales électriques où il pourrait utiliser son surplus d'énergie pour la fixation de l'azote de l'air, comme cela se pratique aux États-Unis. Rien de cela ne s'accomplira chez nous avec l'esprit d'ordre ancien qui domine notre politique.

Le gouvernement devrait favoriser par tous les moyens l'esprit syndical dans la classe des agriculteurs et le développement des coopératives. À ce point de vue, il y aurait grand avantage pour la classe agricole à faire un rapprochement entre l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) et la Coopérative fédérée. C'est par les coopératives que nous nous accaparons nos marchés et que nous cessons d'importer de l'étranger des produits de consommation alimentaire. C'est par la coopérative que l'agriculteur obtiendra des prix lucratifs pour ses produits. C'est par la coopérative que l'agriculteur se procurera des instruments aratoires à un prix raisonnable. Vulgarisons l'esprit coopératif chez l'agriculteur par trop individualiste. Là se trouvent sa force et sa protection.

Le gouvernement devrait favoriser l'industrie du cidre et ne pas écouter les raisons de la Commission des liqueurs, opposée à la fabrication du cidre. Là, comme ailleurs, il existe des intérêts puissants hostiles à la vente du cidre, de crainte de nuire au commerce des vins importés. Le gouvernement devrait, de plus, favoriser chez nous l'industrie du sucre tiré de la betterave. Notre production de conserves alimentaires est déficitaire. Nous devrions la favoriser davantage dans les petits centres, n'en déplaise à certains gros profiteurs.

Gardons le cultivateur sur sa terre, n'essayons pas de lui faire perdre le goût de la vie des champs; n'allons pas le distraire dans son travail en l'attirant périodiquement dans des constructions de routes. Donnons au cultivateur assez de profits sur ses produits pour qu'il ne soit pas obligé de faire le travail d'un simple manœuvre, au salaire infime de \$1.50 à \$2 par jour. Que l'agriculteur aime la terre au point de ne pas la quitter pour la route. Qu'il vive de la terre et non de bouts de chemins. C'est une psychologie que l'on ne semble pas avoir comprise.

Que le budget de l'agriculteur reçoive toute l'importance méritée et que l'on ne traite pas avec indifférence, comme par le passé, le champ d'action d'où nous attendons le salut.

Pour sauver notre agriculture, il faudrait commencer par la base: l'enseignement. C'est le seul moyen d'obtenir le progrès. Pour démontrer le rôle que peut jouer l'instruction dans l'agriculture, prenons l'exemple du Danemark où l'étendue de terres en culture est deux fois moindre que celle de la province de Québec, cependant que la population rurale dépasse la nôtre de quelque 400,000 personnes.

M. Lamoureux (Iberville): L'honorable député de Québec-Centre dit que l'éducation est le seul moyen de faire progresser les cultivateurs. Ce n'est pas par l'enseignement qu'on pourra remédier à la situation. Le gouvernement a donné confiance aux cultivateurs par sa loi du crédit agricole que nous avons adoptée l'an dernier. C'est encore au père qu'il appartient d'instruire son fils. J'en connais quelque chose.

M. Hamel (Québec-Centre): Si j'ai bien compris, l'honorable député d'Iberville (M. Lamoureux) prétend que le meilleur éducateur d'une famille de cultivateurs, c'est le père.

M. Lamoureux (Iberville): La plupart du temps, oui. C'est la meilleure école.

M. Hamel (Québec-Centre): Quand le père est encore dans la routine, le fils y restera.
(Applaudissements à gauche)

M. Lamoureux (Iberville): Qu'est-ce qui fait la routine? C'est l'impossibilité du cultivateur de progresser et ce n'est pas souvent de sa faute.
(Applaudissements à droite)

C'est la crise qui a gardé les cultivateurs dans la routine. Ils étaient trop pauvres pour essayer d'en sortir.

M. Hamel (Québec-Centre): Au Danemark, où l'agriculture prospère, on ne croit pas à la routine. Les résultats du Danemark ont leur source dans l'éducation. Le sol du Danemark est relativement pauvre; toutefois, il fait vivre ses habitants et inonde de ses surplus les marchés étrangers. Je prends mes renseignements dans une conférence de M. Georges Michaud, donnée au congrès de l'Association des fermiers laitiers à Moncton, Nouveau-Brunswick, le 27 janvier de cette année.

Le Danemark, avec seulement deux fois plus de vaches laitières que n'en possède la province de Québec, produit quatre fois plus de beurre que nos cultivateurs.

La production du porc, qui se combine bien avec l'industrie laitière, atteint le plus haut point au Danemark. En 1932, vous comptiez 8,432,000 porcs au Danemark, alors que dans la province de Québec nous n'en avons que 611,000. À Québec, le blé donne 19.5 boisseaux à l'acre; au Danemark, 53. L'avoine, dans la province de Québec, donne un rendement de 28.7 boisseaux à l'acre; au Danemark, 65.2. Les pommes de terre, dans la province de Québec, 60 barils à l'acre; au Danemark, 92 barils, et ainsi de suite.

Ce développement merveilleux du Danemark ne trouve d'explication que dans l'enseignement agricole poussé à un très haut point. Chaque année, depuis 40 ans, 8,000 jeunes fermiers et fermières - le tiers de la jeunesse agricole danoise - passent par les écoles d'enseignement agricole moyen donné au cours de l'hiver.

M. Lamoureux (Iberville): Le Danemark est près de l'Angleterre.

M. Hamel (Québec-Centre): S'il existe certains moyens matériels de stimuler et de moderniser rapidement l'agriculture, telle l'électrification des fermes, ceci n'exclut pas l'importance et la nécessité de l'enseignement très poussé pour que le cultivateur connaisse des jours de prospérité. Nous sommes, pour le moins, 30 ans en retard, tant au point de vue d'enseignement agricole qu'au point de vue d'électrification rurale. Le premier ministre résume la question de la dissémination de l'électricité dans nos campagnes à une ampoule électrique. Quelle conception rétrécie!

Le premier ministre a parlé de la prospérité de nos mines, comme si on la devait à l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement. On se croirait encore sous le régime des vantardises.

(Applaudissements à gauche)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très bien.

M. Hamel (Québec-Centre): Le gouvernement a tort de se vanter à ce sujet. Il est incontestable qu'il y a eu amélioration dans l'industrie minière, mais cette amélioration n'est pas due aux derniers six mois de l'administration gouvernementale. Le gouvernement fait des efforts pour obtenir de l'amélioration dans ce domaine, je veux bien, mais il faudrait être bien naïf pour croire que, s'il y a de la prospérité dans les régions minières, elle est due aux derniers six mois d'administration gouvernementale.

Un député de l'opposition: Très bien.

M. Hamel (Québec-Centre): Les vieilles tactiques du gouvernement Taschereau ne sont donc pas mortes.

Un député de l'opposition: (Aux députés de l'opposition) Applaudissez, applaudissez.
(Rires à droite)

M. Hamel (Québec-Centre): La prospérité dans les mines, elle est due à des facteurs totalement indépendants de la politique de ce gouvernement. La course aux armements est probablement l'une des causes de la hausse du prix des métaux. Le cuivre est rendu à 17 sous la livre sur le marché de Londres, alors que durant la crise, si je ne me trompe, il était descendu jusqu'à 4 ou 5 sous. Ce n'est certes pas dû à la nouvelle loi des mines ni à l'envoi de boursiers à l'étranger, si le prix du cuivre a triplé.

Le prix de l'or a presque doublé en raison de l'inflation du papier-monnaie. Qu'est-ce que peut avoir là-dedans la politique du gouvernement? Ces méthodes de leurrer le public, nous les dénonçons sous l'ancien régime; elles ne sont pas plus recommandables sous un nouveau gouvernement.

Le gouvernement peut se décerner des fleurs pour avoir vendu toutes les anguilles du pays, sauf quelques rares spécimens...

M. Béique (Chambly): Il en reste encore!

M. Hamel (Québec-Centre) ... mais qu'il ne vienne pas nous faire avaler des couleuvres en prétendant qu'en six mois d'administration, il a amené la prospérité dans les mines.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
Le député de Québec-Centre nous conteste le droit de nous attribuer l'amélioration dans l'industrie minière. Pourquoi le député de Québec-Centre nous reproche-t-il de parler de prospérité minière quand, dans l'après-midi, il a mis sur le dos du gouvernement tous les péchés d'Israël?

M. Hamel (Québec-Centre): Je ne dis pas ça pour critiquer le gouvernement. Je dis que le gouvernement n'a pas le droit de s'attribuer le mérite de telles améliorations. C'est parce que vous vous servez d'arguments dont vous n'avez pas le droit de vous servir. Les compagnies minières restent soumises aux exigences déraisonnables des compagnies d'électricité. Elles paient \$50 le cheval-vapeur pour de l'énergie que nos compagnies achètent de l'hydro d'Ontario pour des prix gradués

de \$32.50 à \$17.50 le cheval-vapeur. Pour obtenir de l'électricité, les compagnies minières doivent signer des contrats pour toute la durée de la mine. Quelle exploitation injuste!

La Noranda vient d'obtenir le droit d'aménager une centrale électrique. Si je suis bien informé, son droit sur cette chute expirait l'année prochaine. Le premier ministre et plusieurs de ses ministres s'étaient pourtant engagés sur leur honneur à faire racheter par le gouvernement toutes les forces hydrauliques concédées mais non exploitées.

Le plan Rogers-Auger⁹ semble avoir été préparé avec soin. Malheureusement, il laisse un tiers du fardeau de l'établissement des colons aux municipalités déjà éreintées financièrement. Les propriétaires dans les villes ont déjà assumé une assez lourde charge en payant leur part des secours directs depuis six ou sept ans sans que le gouvernement leur impose maintenant les frais de rétablissement des colons sur des terres. Il est temps, grandement temps, que les gouvernements fédéral et provincial viennent à l'aide des municipalités.

Le 14 avril 1936, je disais en cette Chambre que c'est sur la question de l'électricité que le gouvernement Taschereau avait joué la plus grande comédie. Comme il n'aurait jamais voulu avouer publiquement qu'il était l'ami des trusts, il a employé tous les moyens mis à sa disposition pour paraître légiférer en faveur du consommateur, tout en continuant sa protection des monopoles devenus menaçants pour l'ordre social. Je répète volontiers aujourd'hui ces mêmes paroles à l'adresse du gouvernement Duplessis.

Avant d'entrer dans la politique active, j'assistai aux premières réunions de l'Action libérale nationale à Trois-Rivières. Je refusai de faire partie de ce groupement, au début, parce que je ne trouvais pas leur programme assez en conformité avec celui de la restauration sociale préparé par l'École sociale populaire de Montréal. Je m'objectai aussi au fait qu'on ne qualifiait pas ce nouveau mouvement de mouvement national, tout court.

Au printemps de 1935, on vint me demander à quelles conditions je ferais partie de l'Action libérale nationale. Je mis ces conditions par écrit. En y apportant quelques légères modifications, M. Paul Gouin les accepta, me disant que ses lieutenants le secondaient. Après l'élection de novembre 1935, on vint me dire que le chef de l'opposition était un ami des trusts et qu'il ne remplirait jamais les conditions signées par M. Paul Gouin. Je répondis à ces gens que j'avais parlé de mon programme de l'électricité sur les tribunes à côté du représentant de Trois-

Rivières (l'honorable M. Duplessis) et que jamais il ne m'en avait fait le moindre reproche.

Je parlais de la nationalisation sur des points stratégiques, je parlais de l'expropriation de la Beauharnois en 1935, tout comme en 1931. Comme on continuait à me répéter sans cesse: "M. Gouin a signé des conditions, mais le chef de l'opposition n'en fera jamais autant", ennuyé par ces taquineries, je leur demandai s'ils me laisseraient la paix une fois que le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) aurait signé tout comme M. Paul Gouin.

Un soir, dans une réunion où nous étions certainement plus d'une vingtaine, je demandai à M. le chef de l'opposition d'alors (l'honorable M. Duplessis) de signer le document portant les initiales de M. Gouin. Il signa sans la moindre hésitation, en me disant: "Si c'est là tout ce que tu veux, tu n'es pas difficile." J'en restai estomaqué et ma première réflexion fut la suivante: le chef est si bien convaincu que je serai obligé de le retenir, tant il veut en finir vite avec les trusts. Quelle illusion!

Durant la campagne de l'été 1936, on me reprocha de nouveau de m'être associé à un homme qui avait reçu de l'argent des trusts. Je ne pouvais nier la chose; tout ce que j'affirmais, c'est que je n'avais pas le droit de douter de la parole de mon chef, ni de sa signature, tant qu'il n'aurait pas posé des actes contraires à ses engagements verbaux et écrits.

M. l'Orateur, dans les relations d'affaires entre hommes, la parole d'honneur et l'écrit restent à la base de tout. Quand ces deux éléments ne comptent plus, les relations honnêtes se compliquent au point de devenir impraticables.

Sur ce papier initialé de M. Gouin et signé par le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), il est écrit:

1. Décréter qu'à l'avenir aucun pouvoir d'eau ne devra être concédé à des particuliers sans une loi de la Législature;

2. Concurrence d'État immédiate en donnant à la Commission des eaux courantes le pouvoir et le droit d'acheter, de produire, de transmettre et de distribuer l'électricité;

3. Abolition à l'avenir des contrats à long terme entre les corps publics et les compagnies privées. C'est ce que la ville de Québec demandait à la dernière session d'urgence, mais ça ne pressait pas, vu que c'était la ville qui se faisait tondre pendant que le trust empochait;

4. Annulation de tout contrat à long terme qui n'a pas déjà été ratifié par un référendum ou par la Législature;

5. Retour à la province des forces hydrauliques concédées mais non exploitées. Reprise de ces forces hydrauliques pour le prix qu'elles ont été payées au gouvernement, mais sans intérêt;

6. Accorder aux municipalités les droits les plus étendus de municipalisation avec l'aide et sous le contrôle de la Commission des eaux courantes dûment transformée à cet effet;

7. Obligation pour les compagnies électriques de créer entre les mains de l'État, par le versement annuel d'une redevance prise sur les revenus, mais calculée d'après un certain pourcentage de la capitalisation, une réserve avec laquelle le gouvernement pourra acheter les entreprises d'après la valeur matérielle de l'actif.

M. Barrette (Terrebonne): Mais c'est dans le discours du trône, cela.

(Applaudissements à droite)

M. Hamel (Québec-Centre): On m'a reproché fausement, au lendemain de la formation du ministère, d'avoir exigé l'expropriation de la Beauharnois en 24 heures. J'ai dit au public et à toute la province que nous exproprierions la Beauharnois. L'an dernier, en cette Chambre, je démontrais que, dès 1931, j'avais demandé l'expropriation de la Beauharnois. Dans le programme de restauration sociale, au chapitre des trusts, à la page 43, j'en parle de nouveau. Le 26 juillet 1934, j'en parle à la radio à toute la province, sous les auspices de l'Union catholique des cultivateurs. Ma conférence avait pour titre: "C'est un crime national d'avoir permis à la Beauharnois de devenir une filiale du trust de l'électricité." Après cette conférence, l'U.C.C. a reçu instructions de ne plus me laisser donner des causeries qui attaqueraient nos grandes institutions. On ne peut plus dire toute la vérité au public sur ces organisations financières où se cache le pire vol légalisé. Le désordre maintenant, c'est de dénoncer le désordre.

L'an dernier, en cette Chambre, sous le régime Taschereau, je disais: "Reprenons possession de la Beauharnois, la plus puissante source d'énergie électrique au monde, source dont la province n'aurait jamais dû se départir." Le 31 juillet 1936, durant la campagne électorale, j'ai parlé sur tout le réseau du Canada français, sous les auspices de l'Union nationale, et je m'exprimais ainsi: "Mesdames, Messieurs, le 18 août, nous serons au pouvoir, et le jour ne tardera pas, après notre arrivée sur la colline parlementaire, pour que la Beauharnois devienne propriété de l'État." Il était donc manifeste que ma politique contre les trusts comportait l'achat de la Beauharnois.

Maintenant, j'affirme ici sur mon honneur, et je défie qui que ce soit de me contredire: Jamais je n'ai été possesseur ni directement ou indirectement d'aucun titre de la Beauharnois ou de ses filiales. On m'informe qu'un ministre s'est permis de dire devant plusieurs personnes que j'avais des intérêts dans la Beauharnois. Je sais que les amis du trust colportent cette nouvelle par toute la province. Il faut de toute nécessité que l'on m'accuse comme un homme intéressé personnellement dans cette expropriation. Ce sont là des méthodes que la Chambre ne me permet pas de qualifier à mon goût.

On a dit, de plus, que j'étais l'intermédiaire de quelques personnes intéressées. C'est faux, c'est du mensonge pour tromper l'opinion publique. On a tenté, je le sais, de me compromettre, mais, si j'étais homme à chercher un profit malhonnête, il y a longtemps que je l'aurais encaissé et que je serais hors de la lutte, vivant grassement du fruit de ma trahison. J'ai pris toutes les précautions possibles pour m'assurer que je ne trompais pas le peuple en lui disant que le nouveau gouvernement mettrait les trusts à la raison. Je voulais tant la libération du peuple et je connaissais tant la puissance de corruption de ce triste monopole.

Eh bien! Je dis à la face de cette province: "Peuple québécois, nous t'avons trompé. Jamais, sous le gouvernement actuel, tu ne connaîtras des taux comparables à ceux de la province-sœur, Ontario." Je dis "jamais", M. l'Orateur, et je ne crains pas de me tromper. Et quand même nous les obtiendrions, ces taux, nous demeurerions encore en état d'infériorité parce que, avec les taux actuels, la province d'Ontario et ses municipalités amortissent leurs dettes.

Dans 25 ans, la dette du service hydroélectrique ontarien sera acquittée. Quand viendra cette période, nos fils seront si fortement concurrencés dans notre province que la main-d'œuvre sera obligée de travailler plus qu'aujourd'hui pour des prix de famine, sans quoi l'industrie ne pourra vivre. On ne songe pas à ces conséquences. On préfère se moquer de mon insistance à vouloir prévenir une erreur fatale.

Quand on est père de famille, il est des horizons que l'on scrute malgré soi; quand on voit grandir ceux à qui on a donné la vie, on s'inquiète nécessairement du sort que leur réserve l'avenir. Et devant la stupide erreur que nous commettons en nous laissant ainsi devancer de toutes parts, alors que nous possédons le nécessaire pour accomplir mieux que les autres, puis-je me lasser d'insister et de répéter: "Gare au danger, protégeons au moins

l'avenir de nos fils, si nous ne voulons pas nous protéger nous-mêmes de notre vivant."

Vous verrez avant longtemps des compétences en cette province me seconder en tous points. Je défie un économiste averti d'écrire un article sérieux pour me contredire sur ce point. Je parle d'un économiste assez courageux pour signer son nom. Le trust de l'électricité est infesté d'écrivains et de savants anonymes. C'est moins compromettant et le public ne saisit pas toujours l'impossibilité de la signature. Je rencontrais tout récemment un professeur très distingué qui m'approuve entièrement sur tous les points, même sur l'achat de la Beauharnois.

Mais je lui demandais: "Pourquoi n'exprimez-vous pas votre opinion?" "Je ne puis pas, me répondit-il, le gouvernement pourrait me faire perdre ma place!" C'est donc le même régime de terreur qui se poursuit. On le sent dans tous les domaines, même on le pratique avec plus de malice, plus d'acharnement que ne le faisait le défunt gouvernement, et le régime ne fait que commencer.

L'écrit signé de la main du premier ministre, c'est ce qui lui a permis de conserver notre confiance et de nous tenir à ses côtés. Eût-il refusé de signer, eût-il condamné ma politique contre le trust que jamais il n'aurait été élu premier ministre.

(Applaudissements dans les galeries)¹⁰

M. l'Orateur suppléant intervient.

M. Hamel (Québec-Centre): N'avons-nous pas le droit d'exiger, devant toute cette province, que cet écrit soit respecté mot pour mot? Je connaissais la perfidie du trust de l'électricité. Je savais le mal qu'il avait fait aux États-Unis, je sais le mal qu'il veut faire actuellement à M. Hepburn, de la province voisine. Tout le malaise présent dans notre province est dû à ses intrigues. Tout doit plier devant ce trust maudit, cette organisation de brigandage, je le répète à la suite du grand Roosevelt. Parce que je connaissais les méthodes de ce trust, j'ai pris d'autres précautions afin de m'assurer que le peuple au moins ne serait pas trompé, cette fois.

J'ai demandé à nombre de députés de s'engager sur leur honneur et par écrit à appuyer toute législation qui favoriserait la concurrence immédiate d'État au trust de l'électricité sur des points stratégiques. J'ai répété dans cet écrit toutes les clauses signées par l'honorable premier ministre, et je trouve au bas de ce document les signatures de l'honorable Oscar Drouin, de Son Honneur le maire Grégoire, de M. Henri Jolicoeur, de l'honorable

ministre Joseph Bilodeau, de M. le député Pouliot, de M. le député René Chaloult, de M. le député Émile Boiteau, de M. le Dr Adolphe Marcoux, de M. le Dr Marc Trudel, de M. Hormidas Langlais, de M. Arthur Larouche, de M. le Dr Arthur Leclerc, de l'honorable ministre Henry L. Auger, de l'honorable ministre William Tremblay, de M. le député P.-A. Lafleur, de M. le député Candide Rochefort, de l'ex-député, M. le Dr Raoul Poulin, de l'honorable ministre Antonio Élie, de M. Albert Gaudreau, l'ancien député, M. Z. Lesage, M. le député Anatole Carignan, de M. le député Grégoire Bélanger, enfin de Son Honneur le maire Adhémar Raynault.

Voilà les quelques signatures que j'ai ramassées sans difficulté. Je dois dire que personne n'a refusé de me la donner. J'en aurais obtenu plus si j'en avais demandé davantage. On signe sans discuter, avant les élections.

Toutes ces personnes se sont engagées à nous donner la concurrence immédiate de l'État, sur des points stratégiques, remarquez bien. Or, des points stratégiques, c'est la proximité des grands centres et non pas dans la Gaspésie ou dans le Lac-Saint-Jean ou dans l'Abitibi. D'ailleurs, des faits irréfutables attestent que le ministère était contre toute idée d'hydro. Devant la démission du représentant de Québec-Est (M. Drouin), le gouvernement a voulu tout simplement cacher sa reculade. Je ne suis pas entré dans le ministère parce que j'ai constaté que le premier ministre ne voulait pas respecter ses engagements. Son Honneur le maire Grégoire et l'honorable Ouellet ont refusé pour la même raison.

Voici trois refus d'entrer dans le ministère qui n'ont d'autre motif que le refus du premier ministre de respecter ses engagements. L'honorable député de Québec-Est croit que nous faisons erreur. Il consent, en toute sincérité, à faire partie du cabinet. Et voici que, six mois plus tard, il juge de son devoir de se séparer du représentant de Trois-Rivières pour les mêmes raisons que nous. Il l'a fort bien démontré par sa correspondance et par ses déclarations publiques demeurrées sans réponse.

Le premier ministre d'aujourd'hui est en aussi bons termes avec le trust de l'électricité que l'était M. Taschereau. Que l'on ne vienne pas jouer sur les mots. Concurrence immédiate ne veut pas dire 50 choses différentes. Quand on signe un document dans les mains de celui qui a prêché l'expropriation de la Beauharnois et que l'on accepte de faire la concurrence immédiate au monopole de l'électricité, on doit savoir ce que l'on signe et ce que l'on promet. Et sa faute, on ne l'efface pas en taxant les autres d'extrémistes.

Je vois souvent sur le parquet de cette Chambre les représentants du trust qui rôdent, accrochent nos députés, nos ministres à tour de rôle. Ah! Le rôle perfide. Le discours du trône promet des centrales électriques dans une phraséologie qui empeste le trust. Je donnerais beaucoup pour connaître l'auteur de ces quelques lignes où se cache toute la morgue du trust. Or, le premier ministre a refusé, après de longues discussions, à l'honorable député de Québec-Est (M. Drouin), une hydro telle que promise. On ne croyait pas que le ministre des Terres et Forêts aurait le courage, lui, le pauvre homme, d'abandonner le poste honorifique et lucratif qu'il détenait.

Mais, quand on eut sa démission entre les mains, on a cru sage de préparer un discours du trône qui annoncerait une concurrence simulée, afin d'amortir le coup donné au gouvernement par la démission héroïque du ministre des Terres et Forêts. Bel exemple de droiture et de courage que cette Chambre a souligné en applaudissant frénétiquement le premier ministre.

On veut laisser croire, aujourd'hui, que le député de Québec-Est a résigné trop vite et qu'il s'est fait rouler. Méthode usée que celle-là. Le député de Québec-Est a écrit une des plus belles pages de cette Législature. Le geste posé par le premier ministre lors de l'assermentation de son ministère, j'ai le qualificatif autocrate que lui a donné un des premiers hommes de cette province. Je ferai en sorte que cette appréciation passe à l'histoire.

Nous étions quatre à avoir combattu avec acharnement contre le trust de l'électricité, et tous les quatre nous sommes hors du ministère pour la même raison, parce que le chef ne respecte pas les promesses qu'il a prises devant le peuple et l'écrit qu'il a signé entre mes mains. Parce que nous n'avons pas voulu trahir notre programme, l'on dirige contre nous les mêmes tactiques que celles utilisées sous le régime Taschereau. C'est la même forme de persécution, le même "Crois ou meurs", le même espionnage, la même fourberie dans la presse, les mêmes mensonges répandus pour nuire. On cherche même à créer des courants de mécontentement pour obtenir nos démissions, craignant que l'inverse ne se produise contre les coupables.

Comme sous le régime Taschereau, pour tâcher de calmer l'opinion publique, on va créer une nouvelle commission de l'électricité. Ces commissions de contrôle ont été une faillite partout, et tout le monde sait ce qu'ont valu pour nous la Commission des services publics et la Commission de l'électricité. Elles disparaissent pour être remplacées par une

nouvelle comédie. C'était le moyen d'apaiser l'opinion publique sous le régime Taschereau: des commissions nouvelles, des études, des promesses, mais jamais le vrai, le seul remède de la nationalisation.

Chose étrange, après un discours du trône qui permet à la presse stipendiée de lancer partout que nous aurons enfin une hydro et de laisser croire au peuple qu'enfin il sera protégé, le proposeur de l'adoption de l'adresse (M. Labelle) vient nous dire qu'il y a des questions plus importantes que celle de l'électricité, et cite le chômage, comme si ces deux questions pouvaient se dissocier l'une de l'autre.

Ça me rappelle une parole du premier ministre avant l'assermentation de son ministère: "Il est un problème, disait-il, qui m'intéresse plus que celui de l'électricité, c'est l'établissement des jeunes." Le premier ministre, tout comme le proposeur (M. Labelle) de l'adoption de l'adresse, ne comprend pas que toutes ces questions ont des relations entre elles; que l'établissement des jeunes, que la disparition du chômage sont intimement liés au développement de la petite industrie et au progrès de l'agriculture, que vous ne pouvez obtenir à moins de vous mettre sur le même pied que les autres nations civilisées. Le progrès d'un pays se mesure presque par l'intensité de son électrification.

Mon ami le député de Westmount (M. Bulloch) parle contre la municipalisation et la nationalisation. S'il en est un dans cette Chambre qui aurait dû prendre une attitude contraire, c'est bien lui, le représentant d'une division électorale qui, depuis 30 ans, a municipalisé l'électricité chez elle. Les Westmountais ont vaincu chez eux le trust de l'électricité. C'est à leur honneur. La lutte contre le monopole de l'électricité serait-elle louable à Westmount et condamnable à Montréal? De l'esprit civique à Westmount deviendrait-il du communisme une fois transplanté à Montréal?

Les Westmountais peuvent acheter des actions de la Montreal Power, vivre de leurs plantureux dividendes, obtenus par l'exploitation des Montréalais, et s'en aller dans la ville de Westmount à l'abri de l'exploitation de ce même monopole. Ce que les citoyens ont fait dans Westmount démontre qu'ils ont été plus clairvoyants que nous; ils ne se sont pas laissés leurrer par les mensonges de la presse. Ils ont soutenu courageusement une concurrence déloyale de la part de la Montreal Power, que la Commission des services publics a tolérée pendant des années tout comme aujourd'hui la Commission de l'électricité permet, dans la ville de Saint-Hyacinthe, une compétition malhonnête de la part de la Southern Canada Power.

Vous avez vu le premier ministre de cette province prendre, ces jours derniers, une attitude favorable envers ces concurrents, tout comme l'aurait prise M. Alexandre Taschereau. Il n'y a rien de changé sur la question de l'électricité; je ne crains pas de le dire. On vous parle avec satisfaction des réductions obtenues par le gouvernement. En 1920, nous avions de la concurrence dans la ville de Québec. Deux compagnies se disputaient la clientèle. Ce qui coûtait \$30.68 alors pour de l'électricité industrielle coûte actuellement, après toutes les fameuses réductions annoncées à coups de tambour, \$69.16. Où est la réduction là-dedans, M. l'Orateur, je vous le demande?

Je puis vous montrer des comptes de décembre 1936 et de janvier 1937 où la même consommation coûte le même prix, bien que sur la facture de janvier une réduction soit annoncée. Un citoyen de cette ville me remet ses comptes pour un an. En décembre 1936, sa plus forte consommation est de 606 kilowatts-heure et la facture, de \$11.76. En janvier 1937, réduction mirobolante! La consommation augmente tout de suite de 536 kilowatts-heure, elle est presque le double de la plus forte consommation de l'année 1936. Étrange, n'est-ce pas? Son compte, le premier mois de réduction, est de \$16.30 quand le plus fort montant payé l'année précédente avait été de \$11.78. Ne discutez pas, c'est une réduction de taux.

Et, si vous ne comprenez pas, on vous répond: "Il vaut mieux manger du pain à la noirceur que de mourir de faim à la lumière électrique." Mieux que cela, au mois suivant, en février, la consommation d'électricité de ce même client baisse de 350 kilowatts-heure sur celle de janvier, et son compte de février est cependant plus élevé que celui de janvier. Plaiguez-vous à la compagnie, elle vous enverra une couple d'experts pour vous expliquer votre erreur. Payez ou bien on interrompt le service. Vive le trust, on a du pain sur la planche et, en rigolant, on le mange à la noirceur. Heureux peuple que nous sommes.

Des réductions, quand en aurons-nous qui permettront, par exemple, d'utiliser 670 kilowatts-heure pour \$4.69 comme à Ottawa quand, à Québec, vous ne pouvez en utiliser que 220 kilowatts-heure pour le même prix? Jamais, sans la nationalisation donnée par un gouvernement vraiment favorable à l'étatisation. Sur les réductions, il n'y a pas qu'à Québec où l'on joue le public. J'ai le détail des comptes pour un commerçant de Danville pour deux ans. En 1934, sa consommation totale a été de 800 kilowatts-heure et il a déboursé \$32. L'année

suivante, grande réduction annoncée. Il consomme un total de 795 kilowatts-heure, 5 kilowatts-heure de moins que l'année précédente, et ses comptes s'élèvent à \$51.19, par conséquent, une majoration dans ses comptes de \$19.19, quand il a consommé 5 kilowatts de moins. Beau commerce que celui de l'électricité dans la province de Québec! Quand donc cessera-t-on de se moquer ainsi du public? Il en est encore dans cette Chambre qui croient que les méthodes de persuasion et de compromis sont effectives.

En Angleterre, la commission Williamson, en 1918, après avoir tenu enquête, est venue à la conclusion qu'il était de l'intérêt national d'étatiser les centrales électriques, les lignes de transmission. Je dis ceci pour édifier mon ami de Westmount. Je vais lui faire voir que, s'il y a des communistes dans la province de Québec, il y a plus longtemps encore que l'Angleterre abrite ce genre de bolchevistes.

Les recommandations de cette commission, en 1918, ont été étouffées par le rôle que jouent, dans ce grand pays comme dans le nôtre, les puissances d'argent. Le bill qui a été présenté l'année suivante sur le rapport de cette commission Williamson a été étouffé au Parlement britannique par la Chambre des lords.

On avait promis de ramener le bill l'année suivante, mais rien n'a été fait. Les mêmes méthodes que chez nous ont été utilisées. On était pour la persuasion, la coopération. Or, en 1926, inquiet des résultats, le ministère du Transport institue une nouvelle commission d'enquête. Aux pages 7 et 8 de ce rapport, il est dit "que l'on a attendu avec patience pendant cinq ans et sans résultat, et que l'on en vient à la conclusion que la politique de persuasion a été une complète faillite".

Je dis cela encore pour mon ami de Westmount (M. Bulloch), et s'il veut que je lui fasse voir la documentation, non pas pour lui faire modifier ses idées - je sais que pour quiconque ayant atteint l'âge de 40 ou 50 ans, avec un esprit imbu de libéralisme économique, il n'y a rien à faire pour modifier cette mentalité. On peut être un parfait honnête homme, par ailleurs, un homme digne, mais on a le jugement faussé, voilà tout. Je voudrais qu'il vît ces documents; ça lui permettra de constater que je ne me permets pas d'aviser le gouvernement sans être au courant de ce que je préconise.

En Angleterre comme aux États-Unis, c'est par la nationalisation que l'on s'est mis à l'œuvre pour mater le trust. Et le trust, se sentant menacé de mort, cherche, aujourd'hui, une forme de coopération entre l'État et l'entreprise privée. Cette coopération

n'offrirait rien de dangereux, si on traitait avec des organisations saines dont les chefs auraient une mentalité droite. Mais, comme l'on dit si bien: "Quand le lion et l'agneau se couchent près l'un de l'autre, le lendemain l'agneau est en dedans du lion."

M. le premier ministre peut trouver des questions plus importantes que celle de l'électricité, mais je lui répondrai que la question de l'électricité est à l'ordre du jour dans tous les pays. La Nouvelle-Écosse encore vient d'adopter une loi pour l'électrification des fermes, à la dernière session. La prospérité des pays modernes est intimement liée aujourd'hui au développement de l'électricité. De plus, il est reconnu que si l'on ne met pas un terme à la dictature économique, nous passerons par la révolution.

Vous avez encore entendu Roosevelt s'exclamer, il y a deux ou trois jours: "Il nous faut d'abord notre liberté économique." Eh bien! M. l'Orateur, je la réclame pour cette province, la liberté économique. Et vous ne l'obtiendrez jamais avant d'avoir mis à la raison ce trust exploiteur, celui de l'électricité.

Régime de brigandage, je le répète, parce qu'il a dominé la presse, corrompu l'enseignement sur ce continent, tenu nos gouvernants en laisse; j'en ai donné la preuve à l'École du Plateau, le 18 janvier dernier. Les preuves sont là, accablantes, démontrant que l'intérêt des citoyens de cette province a été sacrifié, chaque fois, à l'avantage de ce monopole.

Devant la commission Lapointe, nous avons établi la preuve que nous étions en présence d'une organisation monstre qui dominait toute la vie économique de ce continent. Rien de cette preuve n'a été entamé. Ce trust corrompt notre administration publique. C'est lui le faiseur d'élection, le grand fournisseur des caisses électorales municipales, provinciale ou fédérale.

Quand le premier ministre dit que sa caisse électorale n'a jamais reçu d'argent du trust de l'électricité, je ne crains pas de dire, M. l'Orateur, que le premier ministre ne dit pas toute la vérité, car je sais pertinemment qu'en 1935 sa caisse électorale avait reçu de l'argent de la Montreal Power. Il me l'a avoué lui-même, mais il m'a assuré que c'était à son insu.

Ce trust exerce son influence néfaste même au bureau fédéral de l'inspection des compteurs. Ce bureau n'a jamais exercé la surveillance que demandait la protection des consommateurs. La preuve, vous la trouvez dans le rapport du Conseil national de recherche, à la page 12. Vous y lisez que c'est une pratique générale au Canada de régler les

compteurs trop vite sous prétexte que, dans un cas d'inspection, on tolère une avance de 3 %. Les compagnies ont pris cette tolérance comme une permission et ont réglé leurs compteurs à 3 % trop vite. Le Conseil national de recherche confirme que la vérification d'un transformateur est aussi importante que celle d'un compteur pour la protection du consommateur. Or, jamais ces transformateurs n'ont été inspectés par le gouvernement fédéral. C'est dire, M. l'Orateur, que le bureau d'inspection de contrôle fédéral a fait l'œuvre du trust de l'électricité et n'a pas protégé les consommateurs contre leurs exactions.

L'on vient nous dire que je prêche le communisme. Le mal est-il de dénoncer les abus ou de les commettre? Tant que nous ne mettrons pas fin par des moyens drastiques à cette exploitation honteuse du peuple, nous allons à pleine vitesse vers le grand chambardement, et il n'y a rien au monde qui nous arrêtera dans cette course si nos gouvernants continuent d'être faibles et d'être les instruments de cette puissance financière. Je n'aime pas la bataille, mais je ne la crains pas; j'aime la paix, mais non pas à n'importe quel prix. Je sais l'influence de la corruption, je sais quel rôle on joue aujourd'hui autour de nos amis pour les liguer contre nous, mais j'ai confiance en la volonté du peuple qui veut en finir avec ces exploitations. Quand bien même nous serions environnés de trahison, nous tiendrons jusqu'au bout pour le triomphe d'une cause juste.

Attendez les lois de la municipalisation que l'on prétend devoir être justes. Attendez pour voir si on ne laissera pas établies en maîtres les compagnies dans nos grandes villes, sous prétexte de droits acquis, toujours la même vieille ritournelle. La justice, je n'en attends pas d'un gouvernement qui, avant les élections, promettait que toutes les honnêtes gens pouvaient dormir tranquilles, qu'ils ne seraient pas destitués.

Quand je vois aujourd'hui ces mises à pied en série, ces chefs de département qui partent sous l'accusation ni plus ni moins d'avoir été des serviteurs malhonnêtes et à qui on refuse le droit d'une enquête, le droit de se justifier, de se défendre, même en dépit de tous les affidavits qu'ils donnent pour se disculper, je ne crois plus à l'esprit de justice d'un tel gouvernement.

De la justice, je n'en attends pas d'un gouvernement qui destitue un docteur Couillard, homme distingué, professionnel compétent, jouissant d'une réputation par tout le Canada, homme que la province d'Ontario veut avoir à son service; cet homme a été destitué sans qu'on lui donne le droit

d'être entendu, sur des accusations qu'il nie formellement. De la justice, je n'en attends pas d'un gouvernement dont le chef se permet de traiter de canailles des hommes qui le valent 100 fois, à tout point de vue. Que l'on cesse de nous assommer avec de ces phrases à base de loyauté, à base de justice, à base de prudence!

Je dirai au gouvernement Duplessis comme je disais au gouvernement Taschereau: "J'ai conscience de ma faiblesse, je ne suis pas grand-chose en face de telles puissances, mais j'ai aussi confiance en la puissance des idées pour lesquelles je combats, et j'ai surtout confiance en la fierté du peuple pour lequel je lutte de toutes mes forces. Je combattrai jusqu'au bout."

S'il ne m'est pas donné de voir lever la moisson, j'aurai au moins la satisfaction d'avoir mis la bonne semence en terre. S'il en est qui préfèrent manger leur pain à la noirceur et d'autres au fanal, je réclame pour mes compatriotes des conditions moins pénibles. Et, comme le disait en termes plus éloquents l'abbé Groulx: "Ce qui est déconcertant, ce n'est pas tant que nous en soyons rendus à un tel degré de déchéance, mais que nous l'acceptons comme un état normal." Je cite de mémoire.

Il faut du pain, mais encore faut-il prendre le moyen de l'obtenir, ce pain. Ce n'est pas en maintenant le peuple dans des conditions primitives qu'on lui donnera sa nourriture de chaque jour. Nous avons chez nous des richesses destinées au bien commun. Tous devraient en bénéficier et non pas seulement quelques classes privilégiées. Le bienfait des découvertes modernes, mais le gouvernement doit voir à ce qu'elles profitent au plus grand nombre. Le cultivateur de cette province ne peut accepter, comme une condition normale, de manger son pain à la noirceur ou au fanal.

En sommes-nous rendus à choisir entre manger à la noirceur ou mourir à la lumière électrique? Que l'on nous fasse grâce de tous ces sophismes pour endormir le peuple! La question de l'électricité se résume peut-être à une ampoule électrique pour ceux dont les horizons sont sans lendemain. Le gouvernement Taschereau est tombé sur la question de l'électricité. Celui de Roosevelt est monté au pouvoir sur la même question. Le régime Duplessis paiera cher sa volte-face.

M. l'Orateur-suppléant: Il est 6 heures. La séance continuera à 8 h 30.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30**Accès au parlement**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste, dit-il, contre le fait que la plupart des portes du parlement sont fermées et que des députés ont eu de la difficulté à entrer au parlement¹¹. M. l'Orateur, avant de passer à l'ordre du jour, je veux faire remarquer que nous siégeons devant des galeries peu remplies et que plusieurs personnes n'ont pas pu entrer au parlement ce soir. Je crois que nous devons porter ceci à la connaissance de l'opinion publique. Je proteste contre ce système de portes fermées.

Je proteste aussi contre le fait qu'il n'y a de la place dans les galeries que pour les amis du régime. Il y a une quantité de personnes à l'extérieur qui ne peuvent entrer par la porte centrale. Des députés ont même été arrêtés. Je ne blâme pas les agents de police, ils ne peuvent pas connaître tout le monde et ils suivent leurs ordres. Mais, s'il faut des cartes pour entrer, qu'on le dise et qu'on nous en donne.

Je ferai remarquer au public que la situation est difficile pour ceux qui font de l'opposition dans cette Chambre. Je désire, de plus, faire observer que nous sommes 14 députés de l'opposition et que nous n'avons que 28 cartes par jour à distribuer à nos amis pour assister aux séances de l'Assemblée législative. Et il y a plus de 300 places. Ce qui explique le sens de certaines ovations. Par mesure de politesse, qu'on nous avertisse quand on sera pour fermer les portes. Je proteste contre le système du gouvernement. Bien qu'il y ait une infinité de personnes dehors, à la porte, les galeries sont pratiquement vides. Il n'est pas étonnant que l'on applaudisse le gouvernement dans les galeries.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Avant de répondre au chef de l'opposition, je dois lui dire que ses remarques ne peuvent faire partie des affaires du jour. L'honorable chef de l'opposition est hors d'ordre, mais peu importe.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai eu soin de dire en commençant: "Avant les affaires du jour." Si le chef du gouvernement ne le sait pas...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne répondrai pas à toutes ses remarques car nous comprenons les sautes d'humeur du chef de l'opposition. Tout va mal pour lui, et donc, tout va bien pour la province.

(Rires et applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est pour cela que les portes sont fermées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je demanderais au chef de l'opposition d'être poli. À la dernière session de l'ancien gouvernement, j'ai fait entendre des revendications, parce que les portes étaient fermées, au sujet de l'admission des citoyens. Cette année, la population semble s'intéresser aux débats. Cependant, ce n'est pas nous qui avons bâti le parlement.

Il n'est pas à l'épreuve du feu. Les galeries ne sont pas grandes et il faut prendre des précautions. Le chef de l'opposition se plaint du fait que son groupe n'a que 28 cartes. Ce n'est pas de notre faute. S'il n'a que 28 cartes, c'est parce que l'Orateur donne deux cartes à chaque député, et la province a décidé qu'une opposition de 14 membres était suffisante.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est bien suffisant pour faire face au gouvernement actuel.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'entends toujours avec plaisir le député de Rivière-du-Loup qui vient de parler. Il a cependant l'habitude de faire ses discours assis. Cependant, la question est trop sérieuse pour qu'on veuille ainsi la ridiculiser. Nous sommes en faveur de l'ouverture des portes. On avait établi autrefois une consigne que personne ne pouvait entrer au parlement après 6 heures sans être obligé de signer dans le registre. Nous avons protesté contre la façon d'agir d'alors.

J'ajouterai ceci. Nous devons prendre des précautions parce que des amis de gens qui nous combattent - peut-être pas, je lui donnerai le bénéfice du doute, je ne soupçonne pas l'opposition avant d'en avoir des preuves - des amis de ceux qui combattent le gouvernement ont pénétré au parlement, tentant de forcer les portes et d'ouvrir les coffres-forts pour nous voler des documents.

Je suis en faveur que le parlement reste considéré comme la maison du peuple, mais le peuple est soucieux de l'ordre et du respect de l'autorité et des traditions dans sa maison, et il faut sauvegarder le public qui entre ici.

Il a pu arriver que certaines personnes n'aient pu pénétrer dans l'enceinte du parlement. Je le regrette, mais nous devons prendre des précautions pour éviter des catastrophes et le nombre de sièges est limité. Si le chef de l'opposition veut des cartes additionnelles, il peut en demander d'autres, nous serons heureux de les lui donner.

On est heureux qu'il parle et qu'il soit entendu, car ce n'est pas de nature à nuire au gouvernement. Ce n'est pas malin pour le gouvernement. Cependant, son attitude actuelle n'est pas conforme aux faits. Il tente de soulever les préjugés à propos de tout. Nous verrons à ce que la foule puisse pénétrer ici quand ce sera possible. Nous sommes pour la liberté, mais aussi pour l'ordre.

M. Bastien (Berthier): M. l'Orateur...

Des voix à droite: À l'ordre.

Des députés le rappellent à l'ordre¹².

Des voix à droite: À l'ordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre.

M. l'Orateur suppléant: L'incident est clos. La parole est au député de Québec-Centre (M. Hamel).

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'Orateur me bâillonne. Je ne m'assoierai pas tant que l'on ne me l'ordonnera pas.

Des députés: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur suppléant: La parole est au député de Québec-Centre.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée le jeudi 25 février dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre

fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Hamel (Québec-Centre): Le gouvernement s'attribue des mérites auxquels il n'a pas droit...

M. Barrette (Terrebonne): Puis-je poser une question à l'honorable député?

M. Béïque (Chambly): Je ne pense pas, c'est embarrassant.

M. Barrette (Terrebonne): C'est parce que je veux relever quelque chose qu'il a dit cet après-midi.

M. Hamel (Québec-Centre): J'ai à peine eu le temps de commencer mon discours, je n'ai encore rien dit qui puisse justifier une question.

M. Barrette (Terrebonne): C'est parce que je veux relever quelque chose que vous avez déclaré cet après-midi.

M. Béïque (Chambly): On le dira dans la Beauce.

M. Hamel (Québec-Centre): Je ne dis pas ça pour critiquer le gouvernement. Je dis que le gouvernement n'a pas le droit de s'attribuer le mérite de telles améliorations, car les industries minières restent assujetties aux exigences du trust de l'électricité.

La Noranda, déclare-t-il, a obtenu le droit de construire un pouvoir électrique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas intervenir inutilement. Je suis obligé d'interrompre l'honorable député de Québec-Centre pour rétablir la vérité. Je demanderais au député de Québec-Centre d'être au moins franc. Jamais la Noranda n'a obtenu un privilège quelconque, ni le pouvoir de développer un pouvoir électrique, du gouvernement actuel. Et, n'eût été l'opposition de tous les ministres, sauf du député de Québec-Est, la Noranda aurait obtenu ce pouvoir.

(Applaudissements à droite)

M. Hamel (Québec-Centre): Je constate cependant, dans la *Gazette officielle*, l'avis d'une compagnie demandant le droit d'aménager un

pouvoir pour la Noranda. La *Gazette officielle* nous a appris l'incorporation, à Québec, d'une compagnie au capital de \$2,000,000 qui devait exploiter les forces hydrauliques de la Noranda.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Noranda a demandé l'incorporation de la compagnie en question à Québec. Si elle a demandé une charte dans notre province, c'est parce que le premier ministre a dit à M. Murdock que jamais il n'obtiendrait quoi que ce soit de Québec s'il n'obtenait pas une charte en notre province.

M. Barrette (Terrebonne): Deuxième bouchon!

M. Hamel (Québec-Centre): Ce n'est pas la Noranda, d'après la *Gazette Officielle*, qui a demandé la charte, c'est une autre compagnie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la compagnie de M. Murdock, qui demandait une charte, qui a demandé au gouvernement du Québec le droit d'établir un barrage dans le Témiscamingue.

M. Hamel (Québec-Centre): Si je suis bien informé, le droit d'aménager une centrale ne devait-il pas se terminer cette année?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce une question que vous me posez? Si c'est une question, je réponds avec plaisir.

M. Hamel (Québec-Centre): Non. Je continue...

Une voix à droite: Écoutez la réponse.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri) fait une remarque.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande aux députés de ne pas interrompre l'honorable député, mais je dois répondre à sa question. J'écoute le député de Québec-Centre, en ce sens que je l'entends, mais je ne le suis pas. Je suis toujours heureux de le renseigner.

M. Murdock avait demandé au gouvernement de Québec le droit de construire un barrage au Témiscamingue. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Drouin) d'alors était en faveur d'accorder la charte à la compagnie et le droit de développer le pouvoir. M. Murdock est venu me voir, puis il est venu devant le cabinet avec

M. Nesbitt. Le ministre des Terres du temps était en faveur de l'octroi de ce privilège. Nous avons entendu M. Murdock et M. Nesbitt. Nous avons décidé que les arguments de M. Nesbitt contre la Noranda n'étaient pas sérieux. Le député de Québec-Est était prêt à accorder la permission de construire un barrage et de vendre du pouvoir; le premier ministre s'y est opposé. M. Nesbitt, qui avait déjà une compagnie dans l'Abitibi et ne voulait pas de concurrence, s'y est opposé.

Nous avons mis de côté les objections de M. Nesbitt et j'ai rencontré M. Murdock au Café du Parlement. Il ne s'agit pas là de secrets ministériels, car ces déclarations ont été faites en dehors. Il y avait là le ministre des Mines (l'honorable M. Gagnon), M. le Dr Gaby, ingénieur, et un autre dont le nom m'échappe. J'ai dit à M. Murdock: "En autant que le gouvernement est concerné, nous ne sommes pas pour accorder de privilèges sans avoir étudié la chose à fond." J'ai ajouté que d'ailleurs, je ne croyais pas que la province de Québec en avait le pouvoir.

M. Murdock a alors cité l'opinion de M. Aimé Geoffrion, un ami de l'ancien régime, qui prouvait que le gouvernement du Québec en avait clairement le droit. J'ai dit alors que nous allions poser quatre conditions essentielles avant de décider si nous allions l'accorder.

Premièrement, il devait incorporer la compagnie dans la province de Québec, malgré la charte d'Ottawa. M. Murdock a répondu: "C'est dur, car nous avons déjà une incorporation." J'ai répondu en anglais: "Take it or leave it." Il a accepté. Deuxième condition, j'ai dit: "Si vous développez le pouvoir, vous allez vous engager à charger les taux de l'hydro d'Ontario." M. Murdock a répondu de nouveau: "C'est dur." J'ai répondu encore: "Take it or leave it." Voilà comment nous parlons à ceux que nos adversaires appellent "les trustards".

(Applaudissements à droite)

J'ai posé comme troisième condition la suivante. J'ai dit: "Si nous accordons votre demande, vous allez vous engager à donner au gouvernement du Québec le pouvoir d'acheter votre pouvoir électrique au prix coûtant, plus 5 %, pas un sou de plus." M. Murdock a dit encore: "C'est dur." Et j'ai répondu: "Take it or leave it." Enfin, quatrième condition. J'ai dit: Vous allez donner la préférence aux techniciens de notre province, payer des salaires raisonnables et vous allez acheter votre matériel dans Québec. Vous aurez aussi votre siège social dans Québec. M. Murdock a déclaré qu'il acceptait.

Nous avons alors répondu que nous étudierions la question. Le député de Québec-Est

(M. Drouin) était alors en faveur d'accorder la demande sans ces conditions. Je répète que je dis ces choses sans toucher aux secrets ministériels, car elles ont été dites en dehors du cabinet. Nous avons décidé que la compagnie de M. Murdock n'aurait pas ce pouvoir. C'est le gouvernement de Québec qui va, pour la province, aménager la centrale que M. Murdock voulait aménager pour la Noranda.

(Applaudissements à droite)

M. Hamel (Québec-Centre): Je n'étais pas loin d'avoir dit la vérité. On a parlé de conversations intimes. Je suis au courant, moi aussi, de certaines conversations intimes. Je peux lire entre les lignes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis obligé d'interrompre de nouveau le député de Québec-Centre.

M. Chaloult (Kamouraska): Point d'ordre. Je prétends que l'on devrait laisser le député de Québec-Centre continuer son discours sans toujours l'interrompre comme on le fait depuis le début. Ça devient un parti pris.

M. Hamel (Québec-Centre): Je crois que c'est un parti pris de poser ainsi des questions et de soulever des points d'ordre à toute occasion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas un parti pris.

M. Chaloult (Kamouraska): Je soulève un point d'ordre. (Il veut continuer à parler).

Des députés murmurent et protestent.

Des députés ministériels: Silence!

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre!

Des députés: À l'ordre, à l'ordre!

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): (Faisant allusion à l'expulsion de M. Chaloult du caucus des députés ministériels) Le "colonel"¹³ va y aller si vous ne vous assoyez pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je disais au député de Québec-Centre qu'il n'a pas le droit de dire, s'il est un gentilhomme, que le chef du gouvernement se sert de conversations intimes. Je ne m'en suis jamais prévalu. Je le défie de le dire et de

le prouver. Le chef du gouvernement n'a jamais eu l'audace et le cynisme de certaines personnes qui parlent publiquement de se servir de certaines lettres confidentielles.

M. Chaloult (Kamouraska): M. l'Orateur, je maintiens mon point d'ordre. Il y a un règlement de la Chambre qui dit qu'on ne peut interrompre un député sans d'abord lui en demander la permission.

M. Hamel (Québec-Centre) reprend le fil de son discours. Il en vient à parler de l'achat de la Beauharnois et de ses déclarations antérieures sur cette question.

L'honorable M. Gagnon (Matane): N'est-il pas vrai que dans une brochure, dont le document que vous citez n'est qu'un résumé, il est dit que l'on devra faire d'abord une enquête sur les affaires de la Beauharnois avant de l'exproprier et que l'expropriation ne viendra que sur preuve d'abus suffisants? Je lis: Faire enquête sur la Beauharnois Power Corporation, la Beauharnois Company et la Montreal Light, Heat and Power Co., et, sur preuve d'abus suffisants, étatiser les usines hydroélectriques de la Beauharnois, en garantissant les obligations et en versant aux actionnaires une rémunération correspondant à leur mise de fonds réelle.

M. Hamel (Québec-Centre): J'ai écrit cela à la demande de M. Paul Gouin. Il n'était pas au courant de l'enquête fédérale sur la Beauharnois. Comme M. Gouin ne connaissait pas assez cette affaire, j'ai dû ajouter ce paragraphe, sachant que M. Gouin signerait de toute façon.

(Quelques auditeurs des galeries applaudissent).

M. l'Orateur suppléant: J'avertis, dit-il, le public de ne pas manifester.

M. Lamoureux (Iberville) veut poser une question.

M. Hamel (Québec-Centre) veut, déclare-t-il, continuer son discours.

(Une deuxième fois la foule manifeste).

M. l'Orateur suppléant donne un deuxième avertissement.

M. Hamel (Québec-Centre): M. Duplessis n'aurait jamais été premier ministre s'il n'avait pas signé l'engagement relatif à l'électricité.

M. Béique (Chambly): La gang n'est pas grosse.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pas mal, pas mal.

M. Hamel (Québec-Centre): J'avais fait signer un écrit à plusieurs députés s'engageant à approuver la concurrence d'État au trust de l'électricité. Personne n'a refusé de signer. Si j'en avais demandé plus, j'en aurais eu d'autres.

M. Béique (Chambly): C'est encore drôle.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Je ne veux pas être désagréable au député, mais, s'il parle d'un document que j'ai signé, moi et d'autres membres du gouvernement, je voudrais bien savoir pourquoi il ne représente pas les faits tels qu'ils sont. Je voudrais bien savoir en quoi l'on peut blâmer le gouvernement quand il annonce qu'il va mettre cette politique en pratique.

M. Hamel (Québec-Centre): Croyez-vous que si le gouvernement avait été disposé à la mettre en pratique, le représentant de Québec-Est aurait donné sa démission? Moi-même, je ne suis pas entré dans le ministère parce que j'ai constaté que le premier ministre ne voulait pas respecter ses engagements. Son Honneur le maire Grégoire et l'honorable J.-E. Ouellet, conseiller législatif, ont refusé pour la même raison. Je ne les tiens pas responsables, dit-il, sauf...

Un député: Sauf quoi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Dans une époque où des problèmes si importants appellent notre attention, je regrette d'être obligé de me lever de nouveau, mais je dois répondre à ces accusations personnelles. Il y a assez longtemps que l'on colporte des fables. Je n'ai jamais offert à l'honorable député de Québec-Centre d'être ministre avant le jour de l'assermentation. Je lui avais d'abord dit qu'il ne le serait pas, mais, le jour de l'assermentation du cabinet, certains députés, des amis du député de Québec-Centre, sont venus et m'ont demandé de lui offrir un portefeuille.

Par condescendance pour eux, je lui ai offert d'être ministre sans portefeuille. Quant au député de Montmagny, M. Grégoire, je lui ai offert d'être ministre, à la condition qu'il résigne à la mairie de Québec. Il ne voulait pas. Il ne voulait pas non plus

que les salaires des ministres et des députés soient réduits.

En ce qui concerne le conseiller législatif dont on a parlé (l'honorable M. Ouellet), je lui ai offert d'être ministre sans portefeuille, mais j'admets qu'il a exigé pour l'accepter que le député de Québec-Centre fût ministre lui-même.

M. Chaloult (Kamouraska): Point d'ordre. Le premier ministre impose la force de sa majorité. Il n'a pas le droit de faire des discours malgré le règlement. Il y a des règlements dans cette Chambre qui doivent être respectés. Ils seront observés ou l'on va y voir.

M. Hamel (Québec-Centre): J'ai assisté à cette réunion. Quand on a offert un ministère au maire Grégoire, il a d'abord déclaré: On va régler la question du député de Québec-Centre. Il est inexact qu'il ait refusé à cause des indemnités et parce qu'il ne voulait pas démissionner comme maire de Québec. Quant à moi, le premier ministre m'a offert le poste de président du Conseil économique, d'Orateur de la Chambre, puis de président de la Commission d'électricité. Je ne tenais pas au poste, mais aux idées.

M. Béique (Chambly): À l'assemblée de la semaine dernière, on vous a salué comme premier ministre de demain et vous n'avez pas refusé.

M. Hamel (Québec-Centre): Je reviens à la Beauharnois. J'avais promis de l'étatiser.

Il (M. Hamel) continue son discours et parle de l'étatisation immédiate de la Beauharnois, à savoir qu'il était entendu chez les chefs de l'Union nationale que cette mesure devait être appliquée sans délai.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce que dit le député de Québec-Centre n'est pas conforme à la vérité. À la grande assemblée tenue à Montréal, au Stadium, devant 100,000 personnes, il a dit devant moi: "Si le chef de l'opposition veut m'écouter, nous allons exproprier la Beauharnois quand nous serons au pouvoir."

M. Hamel (Québec-Centre): Nous avions la délicatesse de nos expressions. C'est vrai que j'ai dit cela, je l'avais pourtant promis avant, mais parlant après le premier ministre qui n'en avait pas soufflé mot, je ne voulais pas parler en maître et je voulais garder des formes. D'ailleurs, je l'avais déclaré catégoriquement quelques jours avant, dans une

causerie à la radio. Mais, à l'assemblée, j'ai cru mieux de ne pas m'engager autant.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Combien en coûterait-il pour acheter la Beauharnois?

M. Hamel (Québec-Centre): On paierait pour ce qu'on achèterait.

M. Barrette (Terrebonne): Vous avez parlé de \$75,000,000.

M. Hamel (Québec-Centre): Non.

M. Barrette (Terrebonne): Combien y a-t-il de stock mouillé?

M. Hamel (Québec-Centre): Le stock mouillé de la Beauharnois, on commence à le connaître pas mal, et puis il y en a moins que dans la Shawinigan et la Montreal Power. Il est question d'abus et de scandales qu'on rattache à la Beauharnois.

M. Barrette (Terrebonne): Et la Sterling Corporation, combien va-t-on payer pour ça? C'est du stock mouillé, ça aussi. C'est compris dans le \$75,000,000?

M. Hamel (Québec-Centre): L'enquête fédérale a eu lieu au sujet de la Beauharnois. Il faudrait punir les coupables. On ne va pas payer pour les scandales. On va payer ce que ça vaut.

M. Barrette (Terrebonne): Et le canal de navigation? Cela coûterait, l'achat de la Beauharnois, \$75,000,000.

M. Hamel (Québec-Centre): Le canal de navigation appartient au fédéral. Nous n'avons pas à acheter ce canal qui relève du fédéral, mais bien le pouvoir hydroélectrique. Je n'ai jamais parlé de \$75,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel montant avez-vous mentionné?

M. Hamel (Québec-Centre): J'ai parlé de \$60,000,000 d'obligations. Il y a \$69,000,000 d'obligations et \$26,000,000 d'actions à couper au moins par la moitié.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça fait \$82,000,000.

M. Hamel (Québec-Centre): Pas tant que cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ce que démontrent vos chiffres.

M. Hamel (Québec-Centre): Vous prenez ce qui fait votre affaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai pris vos chiffres.

M. Hamel (Québec-Centre): \$60,000,000 plus 5 % de \$36,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, \$78,000,000.

M. Hamel (Québec-Centre): Il y a aussi le montant de \$16,000,000 pour la construction du canal. Cela relève du fédéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et les obligations?

M. Hamel (Québec-Centre): Le fédéral s'arrangera.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, ça ne coûtera rien.

M. Hamel (Québec-Centre): Le coût principal serait la centrale. Toutes ces interpellations sont une tactique concertée pour détruire l'effet de mon discours et me faire sortir de moi-même.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Je soulève un point d'ordre. Le député de Québec-Centre n'a pas le droit de dire cela.

M. l'Orateur suppléant: Le point d'ordre du député de Lac-Saint-Jean (M. Duguay) est mal fondé.

M. Chaloult (Kamouraska): Je soulève un autre point d'ordre pour protester que c'est par tactique que l'on interrompt le député de Québec-Centre.

Je proteste contre cette attitude. Je demande que l'on respecte les règlements.

M. l'Orateur suppléant: Le point d'ordre est bien fondé, en vertu de l'article 15.

M. Hamel (Québec-Centre): On a décidé de m'interrompre. Je continue. Le député de Québec-Est (M. Drouin) avait eu confiance. Il a démissionné. On a alors décidé de créer une hydro. Les mesures sur l'électricité contenues dans le discours du trône ont été ajoutées après le départ du député de Québec-Est, comme ministre, pour en pallier les effets.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. J'affirme sur ma responsabilité de premier ministre que tout ce qui était dans le discours du trône a été décidé à la connaissance du député de Québec-Est, que son départ n'a pas eu pour effet de changer quoi que ce soit dans le discours du trône. Rien n'a été changé. Le gouvernement n'a peur de personne, pas même du député de Québec-Est, ni du député de Québec-Centre.

M. Hamel (Québec-Centre): Je comprends que le cabinet n'a pas peur de moi. J'espère que le premier ministre comprendra aussi que je n'ai pas peur de lui. Je crois être informé qu'on a parlé pour la première fois au député de Québec-Est de cette question d'hydro dans le discours du trône à Montréal, avant la démission.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La démission du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Drouin), c'est à ma demande qu'il l'a donnée, quand je lui ai dit, un lundi: "Va-t-en aujourd'hui. Tu démissionnes aujourd'hui."

M. Hamel (Québec-Centre): Heureusement qu'il y a des documents officiels.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a aussi des témoins.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Je crois que la Chambre a été généreuse pour le député de Québec-Centre en lui laissant faire toutes ses assertions gratuites. S'il veut porter des accusations, qu'il mette donc son siège en jeu. Il lance des accusations à tout le cabinet, et j'ai droit autant que lui à mon honneur.

Il faut être sérieux. S'il demande le respect pour lui-même, qu'il respecte aussi les autres. À sa place, je ne lancerais pas ainsi des accusations gratuites. Qu'il respecte donc ses collègues et le ministère. Quand j'affirmerai quelque chose contre lui, je serai en mesure de le prouver. Je veux qu'il nous respecte.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois que le point d'ordre n'en est pas un!

Une voix: J'suis-t'y dans l'ordre ou non? (La question reste sans réponse).

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Je n'ai pas soulevé de point d'ordre. Si j'avais su que le chef de l'opposition n'était pas éveillé quand j'ai commencé, j'aurais parlé plus fort.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Un député n'est pas obligé de mettre son siège en jeu, à moins qu'il ne porte d'accusation spécifique contre un de ses collègues. Or, il a parlé de façon générale contre les membres du gouvernement.

M. l'Orateur suppléant: Je ferai remarquer au député de Québec-Centre qu'il n'est pas dans l'ordre. Un règlement de la Chambre défend à un député d'en accuser un autre d'avoir manqué à sa parole. Il faut éviter de prêter des motifs injurieux aux autres députés et de procéder par insinuations.

M. Hamel (Québec-Centre): On veut faire croire que le député de Québec-Est (M. Drouin) a résigné trop vite, qu'il s'est fait rouler. Il a écrit une des belles pages de l'histoire de cette Législature.

M. Béique (Chambly): (Souriant) Il a aboli la commission des bûcherons.

M. Hamel (Québec-Centre): À la demande de qui? Nous étions quatre contre le trust de l'électricité. Nous sommes encore quatre et nous avons devant nous la même politique que celle de l'ancien régime. Nous avons à faire face à la même fourberie, dans la presse et partout, aux mêmes insinuations, aux mêmes mensonges.

Il parle de certaines méthodes d'espionnage et d'intimidation contre des députés qui ne plaisent pas au gouvernement.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je suis obligé de demander le rappel à l'ordre de l'honorable député. Un député n'a pas le droit d'imputer toutes sortes de motifs à ses collègues. Le député de Québec-Centre n'a pas le droit d'insinuer que le cabinet pratique des méthodes d'espionnage contre les députés ou prend des moyens pour exercer une influence indue. Les faits qui viennent d'être démontrés prouvent exactement le contraire de ce qu'il avance, et il n'a pas le droit d'attaquer ainsi les

membres du cabinet qui viennent de démontrer leur absolue sincérité, leur fidélité aux engagements pris.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Parlant sur le point d'ordre, je nie que le député de Québec-Centre ait affirmé cela. Il n'a jamais attaqué les membres du cabinet. C'est une autre preuve, comme je l'ai dit dans mon discours, que le gouvernement fait de la politique à base de camouflage.

M. Pelletier (Lotbinière): Ça fait votre affaire, à vous de l'opposition, pour faire oublier les vols.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le député de Québec-Centre n'a pas affirmé cela. C'est la politique de camouflage et de mensonge du gouvernement qu'il dénonce.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Taisez-vous, taisez-vous.

M. Pelletier (Lotbinière): Vous en avez fait pendant 40 ans, du camouflage. Vous avez volé la province pendant 40 ans¹⁴.

Un député demande au chef de l'opposition s'il est avocat.

M. l'Orateur suppléant: Le point d'ordre est fondé.

M. Hamel (Québec-Centre): Le proposeur de l'adresse (M. Labelle) a dit: "L'électricité n'est pas notre premier problème, c'est le chômage."

Un député ministériel: C'est vrai.

M. Hamel (Québec-Centre): La prétendue baisse des taux d'électricité à Québec produit des résultats variables. Il (M. Hamel) cite quelques comptes de la Quebec Power pour démontrer que l'on paie aussi cher qu'avant, sinon davantage. Comme si, dit-il, tous ces problèmes n'étaient pas liés entre eux. Je ne crois pas à la réduction des taux par les compagnies. Un citoyen m'écrit que son compte a augmenté depuis les nouveaux taux à Québec.

M. Boiteau (Bellechasse): Si vous voulez me donner les noms de ces citoyens, je me charge d'aller moi-même à la compagnie faire enquête, pour voir s'il y a erreur.

M. Hamel (Québec-Centre): Je vous le donnerai privément.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Sur mon compte, j'ai constaté une diminution substantielle. Je crois qu'il y a certainement erreur, car je dépense plus d'électricité que cela. Il cite des chiffres. Et ça me coûte moins cher.

M. Hamel (Québec-Centre): La compagnie devait savoir que vous êtes ministre.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Est-ce que le député de Québec-Centre veut insinuer que je paie moins cher que les autres parce que je suis ministre?

M. Hamel (Québec-Centre): Les compagnies sont habiles. Ça ne détruit pas mon argumentation.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Je soulève un point d'ordre et je demande au député de Québec-Centre de retirer son insinuation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Québec-Centre (M. Hamel) peut avoir les opinions qu'il voudra, c'est son droit, mais il doit être assez gentilhomme pour ne pas venir ternir la belle réputation d'un jeune homme qui le vaut, qui a occupé de si hautes situations, et lancer de pareilles accusations sans preuve, et surtout lancer des insinuations perfides contre un jeune homme qui a donné des preuves de son dévouement en travaillant au développement de la jeunesse canadienne-française.

(Applaudissements à droite)

M. Hamel (Québec-Centre): Je n'ai pas de leçon de politesse à recevoir. Le premier ministre, qui aime à donner des leçons de politesse, sait que je n'ai rien dit de pareil. Je n'affecte pas la réputation du député, je n'insinue rien. Si la compagnie veut charger meilleur marché à un ministre ou à un juge, c'est son affaire.

Un député ministériel: Retirez-les.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Pour la deuxième fois, je demande que le député de Québec-Centre soit forcé de retirer ses paroles.

M. Hamel (Québec-Centre): Je n'ai rien insinué.

Des députés: Retirez vos paroles.

M. Hamel (Québec-Centre): Je n'ai rien à retirer, car je n'accuse personne. Je dis simplement que, s'il plaît à une compagnie de faire des tarifs de faveur à un ministre sans qu'il le sache, à moi ou à lui, c'est habile de la part de la compagnie.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Pour la troisième fois, j'insiste pour que l'honorable député retire ses paroles.

M. Hamel (Québec-Centre): Je dis que je n'insinue rien.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je demande au ministre de citer les paroles qu'a prononcées le député de Québec-Centre (M. Hamel).

M. Barrette (Terrebonne): Ce n'est pas à vous qu'on demande ça, vous n'avez rien compris. Et, si vous n'avez rien compris, ça ne veut pas dire que le député n'a rien dit.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le député de Québec-Centre doit se rendre compte qu'il a fait une insinuation claire contre la réputation d'un ministre dont nous admirons l'intégrité. Le député de Québec-Centre a déclaré qu'il est très habile pour une compagnie d'accorder des taux de faveur à des ministres et à des juges. C'est une insinuation claire et brutale. Je soutiens que le député de Québec-Centre doit retirer par ailleurs insinuation.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre n'a-t-il pas insinué que le député de Québec-Centre n'est pas un gentilhomme? Qu'il retire ses paroles.

M. Hamel (Québec-Centre): Je n'ai rien insinué contre le ministre. L'honorable ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) m'a interrompu pour me dire qu'il payait moins cher, et je me suis demandé si la compagnie, qui est habile, ne lui faisait pas des taux de faveur parce qu'il est ministre.

Je lui ai répondu que les compagnies étaient assez fines pour voir à ce que les ministres, les juges, etc., aient la réduction promise. S'il voit dans mes paroles quelque chose de blessant, quelque chose qui soit de nature à entacher sa réputation, je les retire volontiers.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre!

M. Hamel (Québec-Centre): Le trust souscrit aux caisses électorales des gouvernements fédéraux, provinciaux, municipaux. Le premier ministre a nié. Il n'a pas dit toute la vérité. En 1935, la Montreal Light, Heat and Power a versé une souscription à la caisse électorale du parti national, à l'insu du premier ministre, je l'avoue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Plus que ça. Aux élections de 1935, un fonds fut perçu hors ma connaissance. De l'argent ainsi collecté, il y avait \$10,000 de la Montreal Light, Heat and Power. Une partie de cette somme a été donnée au député de Québec-Centre et une autre au député de Montmagny (M. Grégoire). Bien plus, j'ai même entendu le député de Québec-Centre déclarer qu'il sera prêt à accepter \$1,000,000 des trusts, pourvu que le peuple ne le sache pas.

M. Hamel (Québec-Centre): C'est une fausseté. En 1935, je n'ai pas reçu un sou de la caisse électorale. J'ai, par contre, donné de mon argent à des ministres et à des députés. J'ai même spécifié que si le parti en a reçu en 1935, de l'argent des trusts, c'est au moment où la victoire était douteuse, et j'ai bien dit que c'était à l'insu du premier ministre. Le trust a essayé de corrompre tout le monde.

Et l'on vient me dire que je prêche le communisme. Je demande que l'on pose des actes en conformité avec la justice, la loyauté et la prudence. Ce serait beaucoup plus éloquent que tous les discours de sirop d'érable dont on abreuve la population depuis trop longtemps.

(Applaudissements à gauche)

M. Chaloult (Kamouraska) se lève et demande la parole. Vers la fin de la dernière session, un député de cette Chambre, qui ne manque certes pas d'esprit, me reprochait d'être trop loquace: "Repose-toi un peu", me dit-il. "Mais je ne suis pas fatigué", lui répondis-je. "Alors, je t'en prie, repose-nous donc", répliqua-t-il. J'en suis désolé, mais je ne pourrai me rendre encore à l'invitation de mon excellent ami. M. l'Orateur, je suis plus que jamais résolu à parler et surtout à ne pas farder la vérité.

J'admets, en principe, que les grands parleurs sont de petits faiseurs et que trop de Canadiens français s'imaginent que leur devoir patriotique consiste à réciter des discours. Mais que faire autre chose dans cette Chambre? Influencer la législation?

Il n'y faut pas songer. Nous vivons sous un régime dictatorial comme nous n'en avons pas subi depuis un siècle, au temps de la terreur et de l'arbitraire qui ont provoqué les troubles de 1837. L'histoire se répète.

Dans ces conditions, l'influence directe d'un député ministériel est nulle auprès du potentat; il ne lui reste donc plus qu'à travailler l'opinion publique, par des discours et des écrits, afin de contraindre le premier ministre à appliquer son programme ou à s'en aller. C'est la conduite que j'entends tenir avec fermeté, convaincu d'atteindre mon objectif, quel que soit le temps qu'il faille y mettre.

La Législature de Québec constitue une excellente tribune pour la propagation des idées, d'autant plus que, depuis six mois, la presse paraît disposée à relater fidèlement ce qui s'y passe. Je ne connais pas personnellement de journaliste qui ne soit soucieux d'objectivité, mais parfois il y a le patron... Quoi qu'il en soit, sans les flagorner, ce qui ne serait pas conforme à mon tempérament, je crois qu'il est juste de reconnaître la bonne volonté des courriéristes parlementaires et leur désir sincère de vérité.

Dès le début de mon discours, je veux clairement disposer d'une équivoque. Tout d'abord, lorsque je critiquerai le gouvernement, qu'il soit bien compris, et j'insiste, qu'en dépit de la solidarité ministérielle je n'entends m'attaquer à aucun des ministres; je n'ignore pas que c'est le gouvernement d'un seul homme qui sévit à Québec en ce moment. Si, plus tard, il y a lieu de généraliser l'attaque, je n'hésiterai pas. Je répète ce que j'ai dit, que la députation nationale est supérieure à toutes celles qui l'ont précédée.

M. Béïque (Chambly): Je m'oppose à ce que le député de Kamouraska (M. Chaloult) lise son discours. J'ai toujours compris qu'il est contre les règlements de la Chambre d'y lire son discours.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il ne lit pas son discours, mais il le dit. Il y a dans les règlements une disposition qui permet au député de se servir de notes et de les consulter en lisant son discours. D'ailleurs, la coutume a toujours été de ne pas interrompre un orateur qui dit son discours en se servant d'un texte.

M. l'Orateur suppléant: Il est vrai que les règlements de la Chambre interdisent à un député de lire son discours, mais la coutume permet de se servir de notes. Le point d'ordre peut être bien fondé,

mais il reste que l'honorable député qui a la parole agit conformément à la coutume suivie dans cette Chambre.

M. Béïque (Chambly): Il est jeune, on va le laisser faire.

M. Chaloult (Kamouraska): Je ferai remarquer que je consulte tout simplement l'écrit que j'ai devant moi. Il va sans dire, *a fortiori*, que ce n'est pas mon intention de prendre à partie la députation nationale qui, je l'ai souvent dit et je le répète, dans son ensemble me paraît supérieure à toutes les précédentes. Pour ma part, je lui fais confiance. Mais j'ose croire que les circonstances ne me forceront pas à modifier mon jugement. On prétend d'ailleurs que malgré leurs qualités, nos compatriotes ne seraient pas dépourvus de quelques défauts. Il leur est arrivé dans l'histoire d'être plus fidèles aux grands mots et aux hommes qu'aux principes.

Avant de passer à la politique provinciale, un mot d'abord de nos amis d'Ottawa. La politique ne m'intéresse qu'en fonction de l'idée nationale, c'est-à-dire de l'idée canadienne-française. Mais tous les aspects de la question nationale me préoccupent et j'entends les envisager dans leur ensemble. C'est pourquoi je n'hésite pas, à la Législature française de Québec, de traiter de politique fédérale quand il s'agit de nos propres intérêts. C'est ainsi que je comprends mon devoir de député.

Donc, M. l'Orateur, à titre de député canadien-français, à titre de député national de Kamouraska, convaincu d'exprimer le sentiment nationaliste de la presque totalité de mes électeurs, je proteste contre la politique impérialiste et militariste du gouvernement King-Lapointe.

Ces messieurs tendent à nous entraîner dans des guerres impériales, malgré la volonté de tout un peuple. Peu nous chaut les démocraties et les nations étrangères, même si elles sont de langue anglaise; ce qui nous importe, à nous, c'est de nous libérer des obligations de l'Empire qui, dans moins de 40 ans, nous a entraînés dans deux guerres ruineuses.

Nous n'avons pas de millions à dépenser pour acheter des canons et des mitrailleuses, quand le peuple crève de faim et que nous ployons encore sous le fardeau des taxes accumulées par la tuerie de 1914. Les intérêts de l'Angleterre ne sont pas les nôtres et nous n'avons cure de ses intérêts. Sachez-le, M. Lapointe, et dites-le à M. King; on nous cassera la figure ici, avant de nous faire trouver la peau pour la gloire d'Albion. Nous n'avons cure des intérêts de l'Angleterre.

M. Lapointe, je le répète, n'est plus un chef canadien-français, s'il l'a déjà été, et il a porté un nouveau coup à la Confédération dont se dégoûte de plus en plus toute la jeunesse. Vous (M. Lapointe) avez totalement perdu contact avec votre peuple dont vous ne représentez plus les aspirations. Je veux bien reconnaître votre intégrité personnelle, mais, comme mandataire de votre ancien comté de Kamouraska, je vous assure que vous serez désormais renié par les vôtres dont vous avez paru méconnaître si gravement les intérêts les plus sacrés.

M. Woodworth, ironie des choses, fut à peu près le seul à exposer le point de vue canadien-français, lorsqu'il déclara: "Je n'ai pas l'intention de sacrifier mon fils et les fils de mes voisins dans le but d'aider à supprimer les races indigènes, à permettre à quelques capitalistes d'amasser des fortunes, tout cela au nom du patriotisme."

M. l'Orateur, je crois qu'il est opportun, en abordant la politique provinciale, de bien établir d'abord ce que signifie un parti national et une politique nationale. Nous chercherons ensuite si on trouve dans le discours du trône, et dans celui du député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), les éléments de cette politique nationale. Le parti auquel nous appartenons se dit national. J'aimerais bien savoir ce que signifie ce mot "national" et si ce vocable correspond à une idée. Autrefois, nous avions un Parti libéral et un Parti conservateur qui n'étaient autre chose que des groupements d'intérêts, comme le remarquait fort judicieusement un Français de passage au Canada. La raison d'être de ces partis consistait à déloger l'adversaire: "Ôte-toi de là que je m'y mette." Aucun principe ne les animait, au point qu'on a vu un premier ministre soi-disant libéral préconiser et appliquer pendant longtemps une politique tory.

Notre peuple se querellait pour satisfaire les appétits des chefs. Pas de plus navrant spectacle, depuis la Confédération, que ces luttes brutales pour des coteries, rouge ou bleu, qui, tour à tour, ou ensemble, comme aujourd'hui à Ottawa, ont trahi tous nos intérêts nationaux. Notre peuple, éternellement dupe, se querellait pour satisfaire les appétits des chefs.

Survient Honoré Mercier qui enfin créa un parti national. Après la pendaison de Riel, en 1885, il galvanisa notre peuple au cri de "Riel, notre frère, est mort." Il mena avec ardeur une campagne de réveil patriotique dans toute l'Amérique du Nord. Il nous rappela nos raisons de vivre. Il stimula vigoureusement notre fierté française.

Le premier, il dénonça nos partis meurtriers: "Cessons nos luttes fratricides et unissons-nous",

proclamait-il. Chef d'un parti national, vraiment national celui-là, il affirmait, le 24 juin 1889: "Comme représentant autorisé de la province de Québec, avec le sentiment de la responsabilité attachée à mes paroles, je déclare au nom de tous que nous sommes restés et que nous resterons catholiques et Français. Cette province de Québec est catholique et française et elle restera catholique et française."

Ce parti national, ce gouvernement national, et j'en avise le député de Trois-Rivières, ne se disait ni cosmopolite ni neutre, mais français et catholique, et c'est sur ce parti que le nôtre fut modelé. Je parle et je continuerai de parler du député de Trois-Rivières, car je refuse de reconnaître son titre de premier ministre, lui qui refuse de remplir le mandat formel pour lequel il a été élu.

Nous avons invité notre peuple à comprendre le sens de ses destinées et à entreprendre courageusement la conquête économique du Québec. Et c'est en proclamant très haut: "La province de Québec aux Canadiens français!" que nous nous sommes battus. Si le député de Trois-Rivières l'a oublié, moi je m'en souviens et les électeurs aussi s'en souviennent.

On me dispensera de rappeler comment fut formée l'Union nationale et comment nous y avons adhéré; tous ces faits sont dans la mémoire de chacun. Mais ce qui est incontestable, c'est que nous ne sommes pas entrés dans la bataille électorale pour écraser un Parti libéral corrompu, au profit d'un Parti conservateur justement discrédité, ou encore pour satisfaire les ambitions dévorantes d'un politicien arriviste. Non, nous avons renoncé à nos intérêts personnels et à notre tranquillité pour épouser la cause du peuple canadien-français qui nous faisait pitié, qui nous fait encore pitié,

M. l'Orateur. Et c'est pour tenter de le sortir malgré lui de sa servitude, pour lui rappeler que la seule place qui lui convient en cette province, c'est la première, c'est pour essayer de soulager un peu sa misère que nous avons accepté tant de sacrifices. Nous avons voulu, et je sais que c'est le cas de la plupart de mes collègues, le réveiller au souvenir de ses gloires passées et lui rappeler qu'il était indigne d'un peuple français de rester serviteur chez lui, et que la seule place qui lui convienne dans cette province, c'est la première.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
Est-ce pour ça que vous êtes allé dans le Sud?

M. Chaloult (Kamouraska): Je me rappelle qu'à Rivière-du-Loup, dans le cours du mois d'août

dernier, lorsque j'exposais la thèse nationaliste la plus hardie, celle de l'abbé Groulx, le chef de l'Union nationale d'alors m'applaudissait et m'encourageait. Lorsqu'il m'était alloué 10 minutes, il me laissait parler pendant près d'une demi-heure. Les idées nationalistes, elles étaient si bien portées, elles étaient si populaires et, surtout, elles se traduisaient si bien en votes... Et le chef d'alors écoutait nos conversations nationalistes avec une bienveillance si touchante, avec un sourire si engageant - jamais une contradiction; c'est vrai que nous étions utiles, à ce moment là - que nous, pauvres naïfs, nous nous demandions si, porté au pouvoir, il ne faudrait pas le retenir un peu.

Lorsqu'on parlait de nationaliser la Beauharnois, s'objectait-il? Non, nous n'étions jamais assez radicaux pour lui. Comme les temps ont changé! Mais ce n'est pas nous qui avons changé, M. l'Orateur, c'est lui. Et il le sait, et tous les hommes de bonne foi le savent. Pour nous, nous resterons ce que nous avons toujours été, Canadiens français d'abord. Aujourd'hui, nous sommes des nationaux et il est antinational. Qu'il cherche maintenant à nous qualifier de fanatiques et d'extrémistes, l'ex-chef, comme il l'a osé le jour de l'assermentation, et je lui certifie qu'il va rater son coup et qu'il ne réussira qu'à se discréditer lui-même, s'il est possible de l'être davantage. Son truc est éventé.

L'honorable M. Gagnon (Matane):

M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. En vertu de l'article 15 du Règlement de la Chambre, on ne peut pas insinuer que le chef du gouvernement a manqué de loyauté. L'honorable député de Kamouraska n'a pas le droit de se servir d'un pareil langage, et je demande qu'il retire ses paroles.

M. Chaloult (Kamouraska): Je retire tout ce que l'on voudra. Je n'ai pas d'objection à retirer ce que j'ai dit, maintenant que je l'ai dit et que les journaux pourront rapporter mes paroles.

Des députés: À l'ordre, à l'ordre.

M. Barrette (Terrebonne): L'honorable député ne peut pas répondre: "J'ai droit de le dire parce que je l'ai dit." Il a fait toutes sortes d'insinuations...

M. Chaloult (Kamouraska): Je n'ai pas insinué, j'ai dit. Et je crois que rien dans les règlements de la Chambre ne me défend de parler ainsi. S'il y a un article qui me le défend, que

m'importe? Je suis prêt à retirer tout ce qu'on voudra. On ne m'empêchera tout de même pas de le penser.

M. l'Orateur suppléant: L'honorable député n'a pas le droit de se rétracter de la manière dont il l'a fait.

M. Chaloult (Kamouraska): Je le fais de la manière qu'on voudra. Le député de Trois-Rivières, qui nous connaît, sait pertinemment que nous sommes tous disposés à accorder pleine mesure de justice à toutes les minorités dans cette province. Il feint de croire le contraire, mais il ne trompe personne. Qu'il le sache, il sera accusé publiquement d'être anti-Canadien français bien avant qu'on ne songe même à nous qualifier d'anti-Anglais.

Au reste, pas d'illusion: ce qui nous sépare du député de Trois-Rivières, ce n'est pas seulement la question de l'électricité, ni l'ensemble de la question économique, mais toute la question nationale.

M. Bêïque (Chambly): C'est le pouvoir!

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Et aussi la rancune.

M. Chaloult (Kamouraska): On ne m'empêchera pas de parler. Il y a des règlements dans cette Chambre. Quand je parle, j'ai le droit d'être écouté et je vais l'être, et je l'exige! Que ceux qui ne veulent pas m'écouter sortent.

(Ricanements)

Des députés: Hum, hum!

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Je proteste. L'honorable député n'a pas le droit de se faire un règlement pour lui-même.

M. Chaloult (Kamouraska): Je vais m'asseoir et, quand vous aurez fini, je parlerai.

Un député: Assieds-toi et reste assis.

Des députés: Il est plus intéressant lorsqu'il ne parle pas.

M. Bêïque (Chambly): Il ne parle pas, il déparle.

Un député: Vous êtes tous des imbéciles.

Des députés: À l'ordre, à l'ordre.

M. l'Orateur suppléant: Aucun député n'a le droit d'interrompre, à moins que ce ne soit sur un point d'ordre. Et j'entends faire respecter les règlements.

M. Chaloult (Kamouraska): Si l'on ne veut pas m'écouter, on peut toujours s'en aller. Nous, nous sommes des nationaux, et lui, il est antinational.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je m'oppose à ce que le représentant de Kamouraska se serve d'expressions telles que "antinational", "anti-Canadiens français". L'honorable député de Kamouraska n'a pas le droit de se servir d'un pareil langage et je demande qu'il retire ses paroles.

M. l'Orateur suppléant: Je maintiens le point d'ordre du représentant de Matane.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Je soulève un point d'ordre. Quand le député de Kamouraska dit que nous sommes antinationaux, je proteste. Ça fait 15 minutes qu'il lance des insinuations contre tous les députés de cette Chambre, sauf ceux qui l'ont suivi dans sa haine et sa rancune. Nous sommes ici 69 députés; parce qu'ils ne partagent pas les idées du représentant de Kamouraska, ils sont aussi fidèles et sincères envers leur race et leur province que lui. On n'a pas le droit d'insinuer que nous sommes des lâcheurs.

M. l'Orateur suppléant: Je trouve que le député de Kamouraska a des expressions insinuanes lorsqu'il dit que les députés nationaux sont antinationaux. Je lui demande de retirer cette expression.

M. Chaloult (Kamouraska): Je n'ai pas parlé des députés. J'ai dit au début de mon discours que nous, nous étions des nationaux et que le premier ministre était antinational par rapport à nous.

M. l'Orateur suppléant: Vous n'avez pas le droit de critiquer ma décision, à moins d'en appeler à la Chambre.

M. Chaloult (Kamouraska): Je ne prétends pas discuter vos décisions. Donc, je continue. Nous avons été élus comme nationaux, et c'est nous qui restons fidèles à notre mandat. Rien de commun entre cet homme et nous: il est vieux jeu, vieux moule. Il est resté de la génération des hommes de 80 ans, avec tous les bobards de la bonne entente et

de la "coopération entre les deux grandes races". D'instinct, il est hostile à toute idée jeune et généreuse. Son buste serait digne de figurer dans une galerie d'antiquités. Bref, pas d'erreur possible, c'est toute la question nationale qui est la cause de nos dissensions.

C'est la prétention du *Droit*, journal indépendant d'Ottawa, dont un excellent article sur "le différend Duplessis-Hamel" fut reproduit le 6 mars dernier dans *L'Action catholique*, autre journal indépendant et que n'aime plus beaucoup pour cela le député de Trois-Rivières. Déjà, il a tous les mêmes amis et ennemis que son prédécesseur. *Le Droit* écrit donc: "Le gouvernement Duplessis s'est sans doute montré supérieur au précédent, mais il n'a pas, jusqu'aujourd'hui, manifesté la volonté d'appliquer une politique essentiellement canadienne-française dans la province de Québec."

Inutile de chercher ailleurs. Là est la cause profonde de la crise que traverse présentement l'Union nationale. La question de l'électricité n'est que l'application de cette politique dans un domaine particulier. Un autre jour, *Le Droit* ajoute: "La démission de M. Drouin souligne la division profonde qui travaille le parti de l'Union nationale. M. Duplessis a le contrôle de la machine politique, mais les adversaires du trust de l'électricité ont avec eux le peuple.

Si M. Duplessis veut se maintenir au pouvoir, il va falloir qu'il donne des preuves qu'il entend mettre à exécution immédiatement le programme qu'il a demandé au peuple d'approuver, notamment contre le trust de l'électricité. Sinon, lui, que le peuple acclamait comme une idole en août dernier, tombera aussi vite qu'il est monté." Et cela ne tardera guère.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri) continue d'interrompre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prie mon honorable ami de Montréal-Saint-Henri de laisser en paix le pauvre député de Trois-Rivières.

M. Chaloult (Kamouraska): Je remercie le pauvre député de Trois-Rivières de ses bienveillantes paroles et je lui en suis bien reconnaissant. Qu'il vienne donc me rencontrer sur une tribune populaire. Que nous ayons le droit et le devoir d'instaurer dans le Québec une politique canadienne-française, je crois que la preuve n'en est plus à établir. C'est pour cela qu'en 1867 nous avons exigé une confédération, lorsqu'on nous offrait une union législative.

Si l'on veut savoir ce que signifie une politique nationale, qu'on lise la revue montréalaise *L'Action nationale*, qui étudie actuellement ce sujet. Dans le numéro de janvier, M. Maximilien Caron, professeur à l'Université de Montréal, la définit en ces termes: "C'est celle qui tend à rendre justice entière aux Canadiens français, sans léser les droits légitimes de nos concitoyens de l'autre race."

Et M. Eugène L'Heureux, dans *L'Action catholique* du 14 février, écrit: "Les idées politiques de la province, que nous laissons à chacun le soin de juger, témoignent incontestablement d'un souffle national (national au sens canadien-français), celui qui convient dans un tel domaine."

Enfin, M. l'abbé Groulx déclare de son côté: "Au lieu d'un État qui se donne des airs d'État neutre ou d'État cosmopolite, nous demandons un État qui gouverne d'abord pour les nationaux de cette province, pour la majorité de la population qui est canadienne-française. Un tel État français est-il possible dans une province de population mixte? Pourquoi pas? En quoi la présence de minorités empêche-t-elle une quantité de pays de donner à leur politique un caractère national?"

Il me paraît donc clairement établi qu'une politique nationale signifie une politique canadienne-française. Le député de Trois-Rivières et quelques attardés de son espèce sont les seuls à prétendre le contraire. Trouvons-nous les éléments constitutifs de cette politique nationale dans le discours du trône? En aucune façon. On n'y fait même pas allusion. Voilà un grave problème dont le discours du trône ne souffle pas un mot. Aucune politique véritablement nationale n'est pourtant possible sans la réforme de l'éducation qui est le fondement de tout.

On nous dit que la question de l'électricité n'est pas la seule, ni la plus importante, c'est tout à fait mon avis. C'est bien vrai, M. l'Orateur, qu'il n'y a pas que la question de l'électricité. Mais, de grâce, qu'on nous parle un peu des autres, ou bien, qu'on renonce au mot "national". Encore faudrait-il que l'on s'intéresse à la question vitale, raison d'être de notre parti, et qui consiste à établir une politique canadienne-française dans cette province. On n'y fait même pas allusion.

Il y a une autre question, également essentielle et qui se rattache étroitement à la première, c'est celle de l'éducation. Si nous avons conservé une mentalité serve, si nous manquons de confiance en nous-mêmes, si, trop généralement, nous sommes devenus un peuple de faibles et de peureux, c'est que nous avons été mal éduqués. On nous a laissé oublier que l'audace et la crânerie

étaient des qualités françaises. Nous sommes victimes du complexe d'infériorité et c'est la source de bien des maux. Seule une éducation appropriée peut corriger ce grave défaut. Le problème national est donc devenu dans une large mesure un problème d'éducation et même un problème d'enseignement. Il faut aussi améliorer la formation de notre Conseil de l'instruction publique, tout en reconnaissant le principe de sa composition, moitié par des clercs, moitié par des laïcs.

Il y a un autre sujet qu'ignore le discours du trône et dont, pour de véritables nationaux, la solution est urgente, c'est la réforme de nos lois matrimoniales. On sait que notre droit civil est contraire à notre droit canonique sur plus d'un point, et cela, dans notre catholique province de Québec. Le Code civil, qui provient du code de Napoléon, fut rédigé par MM. Caron, Morin et Day, à la demande de George-Étienne Cartier. Ces quatre messieurs avaient l'esprit farci de gallicanisme et de libéralisme, de sorte que notre législation sur le mariage n'est pas celle d'un État catholique. L'article 127 du Code civil est devenu tout à fait insuffisant pour garantir nos libertés religieuses, surtout depuis le décret *Ne Temere*, et notre jurisprudence est de plus en plus incohérente.

C'était le moment pour notre régime qui fait parade de religiosité à temps et à contretemps - à contretemps surtout - de traduire en actes ces convictions, s'il en a, et de proposer une législation sur le mariage. D'autant plus qu'à l'ouverture des tribunaux, le cardinal Villeneuve nous a discrètement suggéré, en présence du député de Trois-Rivières, d'incorporer en bloc le droit canonique dans notre législation civile à l'exemple de Mussolini. Et l'évêque de Trois-Rivières, celui-là même qui, avec tant d'adresse, sait mettre du baume sur les plaies des grands blessés, Mgr Comtois, a parlé dans le même sens.

Je ne trouve pas non plus, dans le discours du trône, cette prime sur le beurre et le fromage qu'a promise le gouvernement. Après que M. Godbout se fut engagé à accorder une prime sur ces denrées pendant la saison d'hiver, notre Bennett québécois y alla plus généreusement, il s'écria: "Moi, je la promets pour toute l'année." Nous attendons encore la réalisation de cette promesse et je crains que nous ne l'attendions longtemps. Comme représentant d'un comté agricole et comme député de l'Union nationale, je réclame impérieusement la réalisation de cette promesse dont je suis garant.

Et la jeunesse, M. l'Orateur, que fait-on pour la jeunesse? C'est pourtant en partie grâce à elle si

nous avons gagné élections. On devait destituer certaines jeunes filles qui, sans nécessité, travaillent au parlement et les remplacer par des jeunes gens, qui, de la sorte, gagneraient leur vie et pourraient se marier. Quelle réforme a-t-on apportée? On m'assure qu'on emploie plus de jeunes filles que jamais, qu'on en trouve même dans le bureau du procureur général (l'honorable M. Duplessis), où elles n'avaient pu encore pénétrer. C'est ainsi que nos jeunes gens continuent à végéter, eux qui pourtant méritaient un meilleur sort.

Enfin, notre université nationale de Montréal. Le discours du trône n'en parle pas et, semble-t-il, le gouvernement ne s'en soucie pas plus que de ses promesses électorales. Pourtant, il s'agit là, pour notre survivance, d'une autre question vitale à résoudre. C'est vrai, M. l'Orateur, il n'y a pas que la question de l'électricité. Ce qui me chagrine toutefois, c'est qu'on ait oublié toutes les autres pour parler surtout de celle-là, et en parler si mal. Le discours du député de Trois-Rivières, contrairement au discours du trône, contiendrait-il par hasard l'ébauche d'un programme national? Hélas! Il est absolument vide d'idées véritablement constructives et nationales. Des mots, de la rhétorique, de calembours surtout...

Le député de Trois-Rivières, fidèle partisan du Moi de Pascal, fait son propre éloge et nous entretient de sa popularité. Vraiment, se doute-t-il de quel côté vont les sympathies populaires? Qu'il vienne nous rencontrer en quelque endroit de la province que ce soit, et il le saura. Nous l'invitons à tenir avec nous des assemblées contradictoires, s'il veut connaître clairement la mesure de son impopularité. Qu'il tente donc d'organiser un meeting comme celui du Manège militaire, qui, au dire même de la *Gazette*, groupait pas moins de 10,000 personnes. Il aime à lancer des défis, notre dictateur en miniature. Eh bien! Nous le défions de pouvoir recueillir la moitié du quart des acclamations qui accueillent partout le député de Québec-Centre et celui de Québec-Est, et cela, en dépit de la police provinciale, des promesses d'emplois et des travaux publics, des honneurs et de l'argent de tous les monopoles.

Il pourra bien encore recueillir les suffrages de quelques partisans attardés, de quelques solliciteurs de patronage, de tous les serviteurs des trusts, sous quelque étiquette qu'ils se cachent, mais les masses, M. l'Orateur, toutes les masses canadiennes-françaises, dont il a trahi les intérêts, lui sont et lui resteront à jamais hostiles. Dans toutes nos assemblées de véritables nationaux, son nom y est

copieusement conspué, et que sera-ce lorsque nous aurons parcouru la province, tous les comtés de la province, et que de plus, par la radio, nous aurons révélé les dessous de sa politique à ceux qui, de bonne foi sans doute, sont encore disposés à lui accorder quelque crédit? Il ne pourra même plus paraître dans une assemblée publique canadienne-française.

Il n'ignore rien de tout cela, le député de Trois-Rivières, car il ne manque pas de flair électoral. Aussi, le voyez-vous crâner pour se donner du courage. Le député de Trois-Rivières est l'homme qui siffle pour tromper sa peur. Avec des airs grandiloquents, national Jupiter, il tonne, il menace, il foudroie. Obsédé par une idée fixe, il voit partout du communisme, excellent moyen de distraire l'attention du capitalisme et de ses abus. Voyez-le, notre procureur général (l'honorable M. Duplessis): il part en guerre pour réprimer le désordre, "pour éteindre - je cite ses paroles - la flamme qui ne peut que produire une conflagration dans laquelle brûleraient notre foi, nos traditions et tout ce que nous avons de plus cher." Il devient tragique lorsqu'il s'écrie: "Nous aimons ça, nous, la bataille." Soit, mais nous, nous ne l'aimons peut-être pas, la bataille? C'est ce que nous verrons.

On croit apercevoir l'ombre de Don Quichotte. Le député de Trois-Rivières, qui se proclame modestement le père de la province, s'attendrit subitement. Il manie l'hyperbole avec un brio, avec une dextérité vraiment remarquable. Écoutez-le: c'est toujours le plus beau, le plus grand, le plus noble. Il rappelle les Américains: "the biggest, the largest, the greatest in the world". Et tout cela se termine par le couplet traditionnel: "à base de justice, de probité, d'équité." Commentant la démission du député de Québec-Est (M. Drouin), charitablement, il nous avertit: "Ce qui réjouit le chef de l'opposition, la province doit s'en défier." Veut-il insinuer, car il est friand d'insinuations, que la province doit se méfier de celui qui réjouit les trusts?

Comment explique-t-il alors que tous les partisans des monopoles, comme le *Herald* et la *Gazette* qui ne trouvaient pas de mots assez violents pour le dénoncer, soient devenus ses plus zélés thuriféraires? Comment explique-t-il qu'il soit maintenant considéré comme un grand homme par tous les ennemis de la survivance française? Pourquoi alors tous les impérialistes, tous les loyalistes, tous les fédéralistes, tous les capitalistes - je donne à ces mots leur sens péjoratif - qui le maudissaient hier, rivalisent-ils aujourd'hui d'éloges à son endroit? Nous, nous sommes encore exécrés de ces messieurs, et c'est ce qui rassure le peuple.

Le député de Trois-Rivières peut aussi, à l'occasion, se montrer sympathique. Il n'oublie pas les compliments d'usage à ses ministres, il pense même à certains députés, surtout ceux qui éprouvent quelque hésitation. Il manie l'hypocrisie avec un brio, avec une dextérité vraiment remarquables. Au sujet de certaines campagnes, le député de Trois-Rivières déclare: "Les désordres, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, seront réprimés." Quelles sont ces campagnes? S'agit-il de la campagne menée par les monopoles pour opprimer notre peuple et le réduire au rang d'esclave? S'agit-il de la campagne impérialiste qui tend à nous entraîner dans les guerres de l'Empire? Dans ces cas, nous nous déclarons prêts à coopérer avec le procureur général (l'honorable M. Duplessis) pour notre émancipation.

Mais, hélas, je crains fort que mater les trusts soit le cadet de ses soucis. Cependant, si le procureur général entend brandir son fouet, pas de laine angora assurément, pour tenter de réprimer ce mouvement libérateur du nationalisme canadien-français, brise rafraîchissante qui souffle dans le Québec, je l'avertis qu'il va nous rencontrer sur son chemin avec 2,000,000¹⁵ de pauvres gueux qui réclament le droit de vivre dans leur propre province. Il y a trop longtemps que nous gémissions sous la botte de l'étranger. Il n'y a pas une puissance au monde, suivant les mots du style trifluvien, pour nous empêcher de réagir. La liberté ne se donne pas, elle se prend. Ce n'est pas pour des demi-mesures que le peuple a votées, mais pour un ordre nouveau, radicalement nouveau. Si l'on veut lui voler sa victoire, il n'attendra pas quatre ans pour le laisser savoir à qui de droit.

Depuis le père Cartier, George-Étienne - que l'on me pardonne si je l'appelle ainsi, mais je n'ai pas beaucoup de considération pour lui - qu'on nous corne les oreilles avec cette fameuse bonne entente. "Si on en parlait un peu moins¹⁶, M. l'Orateur, et si on cherchait davantage à la réaliser dans l'Union nationale, en appliquant notre programme, ne pensez-vous pas que ce serait plus pratique?" Que le député de Trois-Rivières lise donc le "Tartuffe" de Molière ou "les Fourberies de Scapin". Nous le combattons loyalement, mais je l'engage à ne pas user de certains procédés qui lui sont familiers, car il pourrait s'attirer des répliques cinglantes et tout à fait inattendues.

Le député de Trois-Rivières devient parfois mystique. Lui aussi, pensez donc, reçoit des témoignages d'évêques et, tout ému, il les brandit avec défi. Il ressemble aux chefs du régime précédent qui gardaient toujours en poche une lettre

de curé. Enfin, le député de Trois-Rivières sait être comique: en bon orateur, il déride son auditoire. Comme aux temps de l'ancien régime, il nous parle de prudence, de mesure, de charité. La bonne entente et la sainte modération ne sont pas oubliées. C'est lui, le Fouquier-Tinville¹⁷ des *Comptes publics*, le fougueux et le radical de l'été dernier, qui ose tenir ce langage¹⁸. Ce couplet serait touchant, s'il n'était rigolo.

Nous connaissons si bien sa vulnérabilité, pauvre député de Trois-Rivières. Nous l'avons longtemps pratiquée. Que le député de Trois-Rivières ne s'attende pas à trop de ménagements de notre part, qu'il ne s'imagine pas, par exemple, que nous avons épuisé nos munitions contre lui. Nous procédons graduellement. Je ne lui souhaite pas toutefois d'être traité lui-même comme il a traité les autres, quoiqu'il existe une justice immanente. Nous le combattons avec ardeur, bien que loyalement.

Pour ma part, je n'entends pas faire d'opposition systématique. J'ai toujours trouvé stupide ce genre parlementaire qui consiste à louer et blâmer indistinctement, suivant qu'on appartient à l'un ou l'autre parti. La vie est plus complexe que cela, et l'homme aussi. Il n'y a pas d'homme, ni de parti, si vicié soit-il, qui ne puisse offrir quelque chose de bien. Je n'hésiterai donc pas à approuver les lois qui me sembleront bonnes, et je critiquerai sans faiblesse, mais avec mesure, toutes celles qui me paraîtront mauvaises. Certes, je pourrai me tromper, mais je n'ai aucun parti pris et je suis toujours disposé à reconnaître mes fautes. Je protestais avec véhémence, l'hiver dernier, lorsque M. Paul Gouin m'affirmait que le député de Trois-Rivières était encore plus lié aux trusts que le premier ministre d'alors. J'admets aujourd'hui modestement qu'il avait raison.

Je puis affirmer que c'est aussi le désir de mes électeurs que je tiens une telle conduite. Il n'en serait pas ainsi que cela ne modifierait en rien ma détermination, car il suffit à ma sérénité de suivre un code de morale et d'honneur que je crois seul acceptable. Je ne suis pas entré dans la politique pour cultiver ma popularité en vue d'une réélection. Je ne me soucie nullement de ces considérations. Il me suffit d'avoir la conscience de remplir mon devoir. Mais, ceci étant clairement établi, on me permettra de constater avec bonheur jusqu'à quel point notre peuple s'est déjà libéré du joug partisan pour évoluer vers l'indépendance. L'immense majorité des électeurs reste patriote et incorruptible, et je m'en réjouis. Tous les jours, je reçois quantité de lettres, de la part des jeunes surtout, qui démontrent à

l'évidence qu'ils sont beaucoup plus soucieux d'être fidèles à une idée, à un principe, qu'à un homme ou à un parti. Je suis même profondément touché de quelques-unes de ces lettres et j'en remercie publiquement mes électeurs de Kamouraska. Ils auront été des précurseurs.

Je ne voudrais pas terminer mon discours avant de protester contre le renvoi injustifiable des employés civils. Je sais que, dans certains cas, des congés étaient indispensables. Mais je me rappelle que le député de Trois-Rivières a toujours déclaré que seuls les employés malhonnêtes ou incompetents seraient remerciés de leurs services.

Or, on m'informe qu'une quantité d'employés compétents et honnêtes sont mis sur le pavé, avec leur famille, sans aucun motif. On leur refuse toute enquête, on refuse même de leur donner des raisons. Ces procédés, M. l'Orateur, sont dignes de la Russie soviétique et, comme député de l'Union nationale, je les répudie, et je refuse de m'en rendre solidaire.

M. l'Orateur, en dépit de tout, je l'ai dit et je le répète, je n'ai pas perdu confiance de la réputation de cette Chambre. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) disait du député de Québec-Est (M. Drouin): "Celui-là s'est trop bien battu pour trahir." On peut affirmer la même chose de plusieurs députés. Je vois autour de moi des députés de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), de Bellechasse (M. Boiteau), de Bonaventure (M. Jolicoeur), de Lotbinière (M. Pelletier), de Montmorency (M. Roy), de Charlevoix (M. Leclerc), avec lesquels j'ai mené depuis toujours les luttes nationalistes. J'ai confiance en eux. Je suis convaincu qu'ils ne lâcheront pas.

Je vois aussi dans cette Chambre d'autres patriotes résolus comme les députés de Témiscamingue (M. Larivière), de Papineau (M. Lorrain), de Hull (M. Taché), de L'Assomption (M. Raynault), de Chicoutimi (M. Larouche); et je ne mentionne que quelques-uns de ceux que je connais le mieux de réputation.

Eux non plus ne peuvent lâcher et ils ne lâcheront pas. Je veux continuer à croire à la sincérité et à la loyauté de la députation nationale. À tous, je suis sûr que la Providence et leur générosité sauront inspirer un geste sauveur. Notre cher Québec verra encore de beaux jours. Il le mérite, car il a tant souffert¹⁹.

M. Bastien (Berthier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), l'ajournement du débat.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Avant l'ajournement de la Chambre, je tiens à dire que le gouvernement est prêt à procéder avec ses mesures, qui sont prêtes. Le peuple attend autre chose de nous que des discours et des discours de mécontents et d'écumeurs. Il y a deux semaines que le débat sur l'adresse se poursuit et il serait temps de nous mettre au travail.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je comprends que le gouvernement veut faire adopter ses mesures pour l'élection de Beauce, mais nous ne retarderons pas du tout les débats. L'opposition n'est nullement tenue de se priver de parler sur l'adresse. Si votre législation est prête, distribuez les bills.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. L'honorable Paul Sauvé est absent pour cause de maladie. C'est le vice-président, le Dr Marc Trudel (Saint-Maurice), qui le remplace. M. L.-P. Geoffrion, greffier de l'Assemblée législative, est absent pour la même raison; M. Jean Sénécal le remplace.

2. Il est 3 h 25.

3. U.C.C.: Créée en 1924, l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) était à la fois un groupe de pression et un syndicat agricole. L'U.C.C. devint l'Union des producteurs agricoles (U.P.A.) en 1972.

4. "17 ou 18", selon *La Tribune* du 10 mars 1937, à la page 9.

5. *La Presse* du 10 mars 1937, à la page 12, indique 1935.

6. Voir la séance du 4 mars 1937.

7. *La Patrie* du 10 mars 1937, à la page 4, indique que le discours de M. Hamel dure plus de deux heures. Le journal rapporte que, dès le début de ce

discours, l'honorable M. Duplessis quitte son siège pour environ une demi-heure.

8. Conférence du Plateau, selon *Le Devoir* du 10 mars 1937, à la page 6.

9. À la suite de la crise économique de 1929 sont mis sur pied divers programmes de colonisation. Ils permettent de diriger des chômeurs urbains et des fils d'agriculteurs vers les terres inhabitées du Témiscamingue et de l'Abitibi. Le plan Gordon (1932-1934), initiative conjointe des gouvernements du Canada et du Québec, au succès mitigé, est aboli en 1934. Norman Rogers, ministre fédéral du Travail, met sur pied un nouveau plan pour remplacer le plan Gordon. Suite à une entente entre les gouvernements d'Ottawa et de Québec, le 9 décembre 1936, le plan Rogers-Auger (1937-1939), du nom de Henry-Lemaître Auger, ministre provincial de la Colonisation, doit permettre la consolidation des nouvelles paroisses de colonisation. Les conditions difficiles telles que le manque d'encadrement, d'équipement et de soutien financier entraînent la diminution de moitié du nombre de colons.

10. Les galeries, qui, il n'y a pas si longtemps, se montraient si partialement favorables envers le gouvernement, manifestèrent bruyamment, durant cette séance, en faveur de MM. Hamel et Chaloult.

11. L'honorable C. Bastien et M. C. Dumaine, en effet, et un journaliste ont dû se soumettre à plusieurs formalités.

12. Selon *Le Soleil* du 10 mars 1937, à la page 3, les députés font alors "un vacarme d'enfer".

13. Il fait allusion au sergent d'armes, M. Athanase Guy.

14. M. Pelletier frappa des deux mains les pupitres de quelques députés ministériels, car il se promenait, pâle de rage, autour de M. Hamel, selon *Le Canada* du 10 mars 1937, à la page 1.

15. *La Presse* du 10 mars 1937, à la page 13, indique 2,900,000 pauvres.

16. L'endroit où a été prononcé ce passage, tiré de *La Patrie*, est incertain.

17. Magistrat et homme politique français (Hérouel, Picardie, 1746 - Paris 1795). Acquis aux idées

révolutionnaires, il fut nommé accusateur public au Tribunal révolutionnaire, où il devint le symbole de la rigueur impitoyable et de la cruauté terroriste. Lié aux cordeliers et aux ultra-révolutionnaires, il fut décrété d'accusations sous la Convention thermidorienne et condamné à mort après un long procès.

18. L'endroit où M. Chaloult mentionne ces deux paragraphes du *Devoir* est incertain.

19. Selon *Le Devoir*, ces discours confirment que le groupe dissident Hamel se range de façon définitive et officielle en opposition agressive et violente contre le gouvernement Duplessis. Toutefois, le groupe Hamel ne s'est pas rapproché de l'opposition libérale, malgré les applaudissements suggestifs des libéraux.

Séance du mercredi 10 mars 1937

Présidence de M. Trudel

La séance est ouverte à 3 h 20.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

J'avise les citoyens dans les galeries, dit-il, qu'ils ne doivent pas manifester en faveur ou contre un opinant. Si la chose se produit, je me trouverai dans l'obligation de faire évacuer les galeries, afin de maintenir l'ordre à l'Assemblée législative¹.

**Charte de
Trois-Rivières**

M. Ducharme (Laviolette) propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Les sœurs hospitalières de Saint-Joseph
de l'Hôtel-Dieu de Montréal**

M. Raynault (L'Assomption) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Duguay), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des sœurs hospitalières de Saint-Joseph, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de "Les religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal".

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition des sœurs hospitalières de Saint-Joseph, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de "Les religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal" est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Les inspecteurs d'appareils
sous pression**

M. Boyer (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant de Napierville-Laprairie (M. Monette), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des inspecteurs d'appareils sous pression, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les inspecteurs d'appareils sous pression.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence la pétition des inspecteurs d'appareils sous pression, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les inspecteurs d'appareils sous pression est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Beaudry);
- de la ville de Farnham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Pouliot, Missisquoi).

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 95 modifiant la charte de la ville LaSalle. Les articles 4 et 5 sont soumis à votre honorable Chambre pour considération.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des syndics de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Rosemont, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs;

- du brigadier général Charles Allen Smart et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de "Quebec Goldfields Transport Company";

- de Louis-Philippe Lafond, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et validant son titre relatif à la propriété d'un certain emplacement situé en la cité de Drummondville, comté de Drummond;

- des directeurs du fonds des veuves et orphelins des ministres du synode de l'Église presbytérienne d'Écosse, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à acheter de la puissance du Canada des pensions pour le compte des bénéficiaires;

- de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- des syndics de la paroisse de La-Sainte-Famille-de-Granby, demandant l'adoption d'une loi leur permettant de prélever les sommes nécessaires pour pourvoir aux remboursements d'emprunts;

- de la corporation municipale de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certain règlement et certain contrat faits et passés entre elle et la Donnacona Paper Company;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions et certain contrat passés et faits entre eux et la Donnacona Paper Company;

- de dame Hermine Dalbec et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Alfred Dalbec;

- de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- d'Adélard Bélanger, demandant l'adoption d'une loi rétablissant son titre de propriété à un certain emplacement situé à Montréal;

- de la Commission des écoles catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de faire certains emprunts.

The Quebec Goldfields Transport Company

M. Barrette (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 103 constituant en corporation The Quebec Goldfields Transport Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Droit de propriété d'Adélard Bélanger

M. Thibeault (Montréal-Mercier) demande la permission de présenter le bill 83 rétablissant le titre de propriété d'Adélard Bélanger à un certain emplacement situé à Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Syndics de Sainte-Philomène-de-Rosemont

M. Thibeault (Montréal-Mercier) demande la permission de présenter le bill 101 relatif aux syndics de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Rosemont.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Droit de propriété de Louis-Philippe Lafond

M. Marier (Drummond) demande la permission de présenter le bill 90 ratifiant et validant le titre de Louis-Philippe Lafond, relatif à la propriété d'un emplacement sis et situé en la cité de Drummondville, comté de Drummond.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Fonds des veuves et orphelins des ministres de l'Église presbytérienne

M. Bulloch (Westmount) demande la permission de présenter le bill 92 concernant les directeurs du fonds destiné aux veuves et orphelins des ministres du synode de l'Église presbytérienne du Canada en rapport avec l'Église d'Écosse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie

M. Messier (Verchères) demande la permission de présenter le bill 93 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission des écoles catholiques
de Verdun**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) demande la permission de présenter le bill 118 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Alfred Dalbec**

M. Jolicoeur (Bonaventure) demande la permission de présenter le bill 97 concernant la succession de feu Alfred Dalbec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Syndics de
La-Sainte-Famille-de-Granby**

M. Choquette (Shefford) demande la permission de présenter le bill 85 concernant les syndics de la paroisse de La-Sainte-Famille-de-Granby.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Granby**

M. Choquette (Shefford) demande la permission de présenter le bill 82 modifiant la charte de la cité de Granby.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Contrat entre les commissaires
d'écoles de Donnacona
et la Donnacona Paper Company**

M. Delagrave (Québec-Ouest) demande la permission de présenter le bill 119 ratifiant une résolution et un contrat passés entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Contrat entre la ville de Donnacona
et la Donnacona Paper Company**

M. Delagrave (Québec-Ouest) demande la permission de présenter le bill 120 ratifiant un règlement et un contrat passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Crédit agricole provincial

L'honorable M. Dussault (Portneuf) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 6 augmentant à quinze millions de dollars le crédit agricole provincial.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Mise en valeur
des ressources naturelles**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), la permission de présenter le bill 5 relatif à la mise en valeur des ressources naturelles de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Propagande communiste

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 8 protégeant la province contre la propagande communiste.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Aide aux pêcheurs

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 7 favorisant le progrès des pêcheries et venant en aide aux pêcheurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**École du meuble
de Montréal**

L'honorable M. Paquette (Labelle) demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 4 autorisant la création de l'École du meuble dans la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Exemptions et commutations
des taxes municipales et scolaires**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission

de présenter le bill 9 autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'expropriation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 10 relatif à l'expropriation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Exemptions de taxes municipales

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), la permission de présenter le bill 3 relatif aux exemptions de taxes municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Municipalités des régions minières

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 13 concernant les municipalités dans les régions minières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Explications sur des faits publiés:

Le trust du lait et les juifs

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je désirerais corriger une impression erronée émanant du discours de mon honorable collègue de Rouville (M. Barré). Il a dit, hier, qu'il y avait un trust du lait à Montréal et que ce trust est contrôlé par des juifs de la cité de New York. Je l'ai interrompu et lui ai demandé de nommer les juifs qu'il mettait ainsi en cause, et il m'a répondu que ce sont ceux qui ont acheté la compagnie Joubert.

Je ne veux pas pour un moment faire croire que les juifs ne possèdent rien, que les juifs n'ont pas droit d'être propriétaires de laiteries, mais, au sujet de la maison Joubert, il a fait une erreur. Je suis certain que, si je démontre à l'honorable député qu'il a commis une erreur, il s'empressera de se corriger. Le

député de Rouville voudra donc me permettre de lui dire que la maison Joubert a été acquise en 1929 par la Borden Milk Company, qui n'a pas un seul directeur de la religion juive dans son conseil d'administration.

M. Barré (Rouville): Comme les règlements de la Chambre m'obligent à accepter la parole du député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), je me conforme à ces règlements.

Crédit agricole provincial

M. l'Orateur suppléant: (Consultant le premier ministre des yeux) L'honorable ministre de l'Agriculture.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 6 augmentant à quinze millions de dollars le crédit agricole provincial.

Adopté.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, l'adresse en réponse au discours du trône n'a pas encore été adoptée et les règlements de la Chambre disent formellement qu'on ne peut procéder à toute autre matière avant cette adoption. Je demande que les règlements de la Chambre soient respectés. Je m'oppose donc à cette motion et soulève la question d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne comprends pas l'attitude du chef de l'opposition. Il s'agit d'une loi qui presse: donner \$5,000,000 de plus au crédit agricole pour prêter aux cultivateurs. Je suis surpris que le chef de l'opposition s'oppose à ce que le gouvernement vienne en aide à l'agriculture, qu'il s'oppose à une mesure aussi nécessaire et aussi pressante. Les cultivateurs ont besoin de bien d'autres choses que des points d'ordre et des discours inutiles. Ils ont besoin d'argent et c'est ce que nous voulons leur donner. Je comprends d'autant moins la position de l'honorable chef de l'opposition qu'il s'agit d'un avis qui a pour effet d'inviter la Chambre à étudier, à sa prochaine séance, les résolutions préliminaires au projet de loi, et non pas de la discussion du bill.

Je suis surpris de l'attitude hostile de l'opposition à l'égard de la classe agricole. Je ne savais pas que l'animosité de l'opposition envers les cultivateurs était telle que le chef de l'opposition s'objecterait à une mesure aussi urgente. Je dis que le temps des discours est fini, j'en avertis le chef de l'opposition et ceux qui combattent le gouvernement. Quant à l'adresse, on a dit que le gouvernement n'avait pas la confiance de la Chambre. On prétend, en certains milieux - le chef de l'opposition et ses amis - que le gouvernement est en danger. Eh bien! Que l'on vote donc, si c'est cela qu'on prétend, nous allons voir de quel côté est la majorité en cette Chambre.

(Applaudissements à droite)

Nous n'avons pas peur du verdict de la Chambre.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): En vertu de mon droit de réplique, je dis au chef du gouvernement qu'il n'y a rien qui presse moins que l'adoption de cette loi qu'on veut passer avant d'avoir adopté l'adresse. Au cours de la dernière session - session d'urgence - on a passé à la vapeur une loi donnant \$10,000,000 aux cultivateurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition dit qu'il veut user de son droit de réplique. Ce droit n'existe pas dans les règlements. Il n'y a pas de réplique sur un point d'ordre.

M. Drouin (Québec-Est): Je comprends que j'ai le droit de parler sur le point d'ordre. Je veux être bien fixé sur la portée de l'avis que présente le chef du gouvernement. Nous parlons maintenant sur le discours du trône. Or, il existe une vieille coutume parlementaire britannique, reconnue par tous les Parlements, à l'effet que le discours du trône doit être adopté par une adresse avant d'étudier n'importe quelle autre mesure importante. La discussion doit se terminer là-dessus avant que d'autre chose ne soit entrepris. Les règlements doivent être observés.

J'admettrai cependant qu'on a déjà dérogé à cette coutume, je le sais; on y a dérogé au Parlement provincial. Mais nous ne pouvons pas procéder sans savoir où nous allons d'abord. Je veux dire bien clairement ici que nous avons le droit de parler sur le discours du trône, et de parler sur le discours du trône tel qu'il est. Je ne nie pas que la mesure qu'on nous propose est une mesure importante, mais le fait est que si nous continuons comme nous avons

commencé, je sais qu'à la prochaine séance le chef du gouvernement, qui indique les items, appellera la mesure de l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) et la discussion sur le discours du trône en sera interrompue.

Pour ma part, je n'ai pas encore parlé sur l'adresse. Je me flatte de croire que je dirai des choses intéressantes sur des événements importants qui se sont passés, et je crois que le gouvernement ne doit pas m'en empêcher. En d'autres termes, on ne doit pas passer à d'autres mesures, tout importantes qu'elles soient, sans avoir terminé le débat sur le discours du trône. Encore une fois, je ne doute pas que la loi en elle-même peut être très bonne.

La mesure que l'on se propose d'étudier est bonne, mais je dis qu'on veut appeler la discussion actuellement, afin d'influencer sur le résultat de l'élection du comté de Beauce et nous empêcher, moi en particulier, de parler avant le verdict de la Beauce sur des questions importantes et les événements qui viennent de se passer.

Le premier ministre dit qu'il n'a pas peur du verdict de la Chambre.

(Mouvements à droite)

Attendons la fin. Il n'y a pas que le verdict de la Chambre qui compte. Il n'a pas peur de ce verdict, très bien, mais il y a un verdict beaucoup plus important à l'heure actuelle, et c'est le verdict de Beauce. Celui-là, nous ne le craignons pas, nous.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne crois pas qu'il y ait intérêt ni urgence pour la province dans une pareille motion. Les règlements disent que la Chambre ne doit pas engager de débat important avant l'adoption de l'adresse. Aucune de ses motions ne doit être adoptée avant que l'adresse ne soit acceptée par la Chambre. On ne doit pas commencer les délibérations avant l'adresse. Ces règlements ont du bon. Si je comprends bien l'attitude du premier ministre, il veut interrompre le débat pour passer la résolution d'une loi portant de \$10,000,000 à \$15,000,000 le montant que le gouvernement doit apporter en contribution au crédit agricole provincial. Or, l'Office du crédit agricole n'a pas encore dépensé une seule piastre du montant de \$10,000,000; pas un seul prêt n'a encore été consenti.

Quelle urgence peut-il y avoir pour déroger aux usages et coutumes britanniques de tous les Parlements? Pourquoi demander immédiatement cet accroissement? Il n'y a rien qui presse. Si la loi était votée, elle devrait encore attendre la sanction du lieutenant-gouverneur. Tant qu'il restera quelques millions, il n'y a pas urgence d'en voter d'autres. C'est

peut-être qu'il y a une élection qui se poursuit dans la province de Québec, et pour faire un effet électoral de quelque importance. Je comprends qu'il y a une urgence pour le gouvernement. Je comprends que ceux qui envisagent le prêt agricole au point de vue électoral trouvent urgente la votation de cette loi. Cette loi, pour le moment, est d'un intérêt électoral exclusif.

Des députés ministériels protestent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous sommes ici en présence du bill le moins urgent de la session. En tout cas, on ne nous a pas démontré qu'il était urgent. Il est temps que l'on cesse de regarder la législation dans l'intérêt électoral seulement. Sans cet intérêt, on ne briserait pas la coutume parlementaire. D'ailleurs, nous disions l'an dernier que le montant serait insuffisant. Je crois devoir me prononcer contre, pour le moment, tant qu'on n'aura pas démontré l'urgence de cette mesure.

Un député: Après 39 ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La motion devant la Chambre demande, suivant le règlement, d'étudier sans délai, c'est-à-dire à la prochaine séance ou demain, les possibilités de porter de \$10,000,000 à \$15,000,000 le fonds du crédit agricole. C'est une motion conforme au discours du trône; c'est absolument logique avec notre politique et avec ce que nous avons dit au cours de la campagne électorale. C'est la continuation des actes que nous avons déjà posés à la session d'urgence.

La classe agricole a besoin qu'on l'aide. C'est un élément de stabilité à nulle autre pareille. Pourquoi lui refuser cette aide? L'opposition dit que ça ne presse pas de donner des secours à l'agriculture, d'aider le cultivateur à placer ses fils, de nous permettre de donner du pain aux fils du cultivateur nécessaireux. Ceux-là qui disent que ça ne presse pas, je les plains. Le gouvernement, lui, trouve que ça presse de venir en aide aux agriculteurs.

(Applaudissements à droite)

L'agriculture attend. L'opposition et les amis de l'opposition disent ceci: que la résolution du crédit agricole est présentée dans le but d'influencer le résultat de l'élection de Beauce. Je proteste au nom des électeurs de Beauce. Quelle injure pour les électeurs de Beauce! Les électeurs de Beauce ne sont pas à vendre, eux.

(Applaudissements à droite)

Et je dis qu'il est indigne de la part de l'opposition et de ses amis de laisser ainsi planer des doutes sur l'honnêteté des électeurs de la Beauce. Le gouvernement proteste. Quelle honte pour ceux-là qui laissent planer des doutes sur l'électorat de Beauce, pour ceux-là qui ne veulent pas prendre la parole des électeurs de Beauce et veulent leur faire signer des écrits mettant ainsi en doute la parole de ces électeurs!

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition nous a dit que \$10,000,000, ce n'était pas suffisant. C'est \$10,000,000 de plus que l'ancien gouvernement a donné aux cultivateurs. S'il en est ainsi, il est plus urgent que jamais de voter immédiatement un autre montant de \$5,000,000. Donnons-en plus, si ce n'est pas suffisant. Nous considérons cette législation comme très sérieuse, nous ne faisons que faire notre devoir. Nous voulons l'introduire avant la fin du débat.

On invoque le Règlement. Et, quant à étudier de telles questions avant l'adoption du discours du trône, on l'a fait dans plusieurs Parlements. Cela n'est pas déroger aux coutumes britanniques en vigueur dans tous les Parlements, cela s'est fait récemment en Ontario, à Ottawa. Ah! Il y a trop longtemps qu'on prétend que le gouvernement n'a pas la confiance des Chambres. Nous allons voter pour savoir quels sont les amis des cultivateurs et quels sont les politiciers.

(Applaudissements à droite)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): (Souriant) J'ai écouté avec intérêt le discours sur le point d'ordre du premier ministre sur la question soulevée. Évidemment, il semble certain que l'élection de Beauce inquiète le gouvernement. Il éprouve le besoin d'en parler à sa manière.

Le premier ministre s'est levé sur une motion pour faire un grand discours sur l'agriculture, en ne manquant pas de dire à l'opposition, parce que nous n'y trouvons aucune urgence: "Nous aimons les cultivateurs et vous ne les aimez pas. Vous êtes ennemis des cultivateurs parce que vous ne voulez pas voter ces crédits."

Là n'est pas la question. Il est question de l'article 636 du Règlement, qui dit qu'on ne doit pas discuter une question importante avant l'adoption de l'adresse. Le premier ministre prétend-il que ces \$5,000,000 ne sont pas importants?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Continuez de lire.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il n'y a pas de suite. Ça finit là.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, non. Continuez, lisez les notes au bas.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je crois qu'on veut m'interrompre. Que le premier ministre me laisse finir. Il est vrai qu'on ajoute en effet qu'on peut suspendre le règlement en cas d'urgence.

(Applaudissements à droite)

Mais, dans le cas qui nous occupe, où est l'urgence? Aucune piastre n'a encore été prêtée du crédit de \$10,000,000 voté à la dernière session.

M. Béïque (Chambly): Changez le député.

M. Bastien (Berthier): Ne parlant pas pour la galerie et pour les électeurs de Beauce, je dis qu'il n'y a aucune urgence. Avant de voter d'autres montants, qu'on dépense donc ce qui a déjà été voté, et ensuite on en votera d'autres si ce n'est pas suffisant. Mais les discours pour les électeurs de Beauce, gardons-les pour la Beauce.

M. Béïque (Chambly): Va donc rejoindre M. Lacroix.

M. Bastien (Berthier): M. l'Orateur...

M. Béïque (Chambly): (Souriant) Tiens, bonjour, M. la Voix²...
(Rires)

M. Bastien (Berthier): Il n'y a pas d'urgence de voter cette loi. Il n'y en a que dans l'imagination du premier ministre qui pense à l'élection de Beauce. Le premier ministre veut rompre la tradition établie dans cette Chambre pour faire de la propagande auprès des électeurs de Beauce.

M. Béïque (Chambly): Nous n'avons pas besoin de cela.

M. Bastien (Berthier): Le gouvernement pense à faire de la propagande électorale pour l'élection de Beauce avec son prêt agricole qui est déjà bien suffisant avec \$10,000,000, puisque l'Office n'a pas encore commencé à fonctionner complètement. On n'a pas nommé tous les inspecteurs de comtés. Ceux de Berthier ne sont pas encore nommés. Mais le premier ministre veut empêcher les députés de parler sur l'adresse.

M. l'Orateur suppléant: La dernière note du dernier paragraphe dit que l'on peut suspendre le règlement s'il y a urgence. Les règlements permettent d'étudier avant la fin de l'adresse une question très urgente. La motion est devant la Chambre.

M. Béïque (Chambly): Mais dites donc! Vous n'avez pas de candidat dans la Beauce, vous autres³.

La motion est adoptée sur division.

Aide aux pêcheurs

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, appuyé par le représentant d'Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 7 favorisant le progrès des pêcheries et venant en aide aux pêcheurs.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je soulève le même point d'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Y a-t-il encore urgence pour que l'on continue à déroger, par une seconde résolution, aux règlements?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est urgent de réparer sans délai les ravages de l'ancien régime.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, je proteste.

M. Boyer (Châteauguay): Pour "moé", il est fou.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce que le premier ministre va faire la même réponse sur la prochaine motion?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) veut parler.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne parle pas sur le point d'ordre, mais sur la motion. Je voudrais bien savoir qui va m'empêcher de parler sur une motion.

M. Boyer (Châteauguay): Nous autres, nous autres.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Dans la première motion, on avait entortillé la question avec les \$5,000,000 du prêt agricole. Mais il ne peut plus invoquer le même argument dans le cas présent. J'accuse le chef du gouvernement de ne pas répondre à l'opposition lorsqu'elle lui demande la raison des nombreux écarts parlementaires qu'il se permet. L'opinion veut le savoir.

J'accuse le chef du gouvernement de ne pas répondre au chef de l'opposition et lui dire en quoi la motion est urgente. Tout ce qu'on fait là, c'est du camouflage. Il n'y a aucune urgence, mais on veut que ça paraisse bien devant les électeurs de Beauce. Lorsque nous le demandons, on nous répond par des farces. On a voulu administrer avec des farces, mais le régime des farces commence à avoir son effet dans la province.

Des députés: Brrr...Brrr.

M. Béïque (Chambly): C'est le chef de l'opposition qui est une farce.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Déjà, six membres du gouvernement se sont séparés, six des plus brillants et des plus sérieux membres de l'Union nationale, parce qu'il n'y a que des farces dans le gouvernement, parce qu'ils en avaient assez. Ils étaient mécontents de voir qu'on ne cherchait qu'à faire des farces au lieu de donner une législation. Le gouvernement perd peu à peu sa grosse majorité. Un jour viendra où il aura une majorité si petite qu'il sera heureux de se raccrocher aux règlements pour se faire écouter lui-même, pour conserver ses positions chancelantes.

M. Béïque (Chambly): Mais usez donc de votre droit de vote.

Un député: Mettez donc un candidat dans la Beauce.

M. Boyer (Châteauguay): Donnez-nous le nom de votre candidat dans la Beauce.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous n'avons pas de candidat. Le jour où l'opposition présentera

un candidat dans une élection, vous vous en apercevrez.

Des députés: Whoop là!

(Rires à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce que fait là le gouvernement n'est pas nouveau. Il a fait de même pendant toute la dernière session. Pendant toute la session d'urgence, nous avons eu des farces. On veut tâcher d'empêcher notre voix de se faire entendre.

Ça n'est pas nouveau. Mais l'opinion de la province est heureuse de constater que les six principaux artisans de la victoire de l'Union nationale sont sortis du gouvernement, en sont devenus des adversaires.

L'opinion est heureuse de constater que le gouvernement chancelle; il chancelle au point qu'il est obligé de cadenasser les portes du parlement pour ne pas avoir à l'intérieur une foule qui lui soit hostile, pour empêcher l'opinion publique de se manifester.

L'opposition, comme elle l'a fait au cours de la dernière session, proteste et continuera de protester contre ce manquement aux règlements. On continuera de violer les règlements, mais on n'empêchera pas le chef de l'opposition de protester, au nom de la liberté, au nom de la population bien pensante de la province...

Une voix: Et au nom de votre candidat dans la Beauce.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef du gouvernement n'a pas le droit de parler deux fois sur la même motion. Il a parlé tantôt. Point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas encore parlé sur cette motion des pêcheries.

M. l'Orateur suppléant: Je crois que l'honorable premier ministre n'a pas encore parlé sur la deuxième motion.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste contre l'affirmation du premier ministre, savoir qu'il n'a pas parlé. Il a parlé une fois, quelque court qu'ait été son discours, et je maintiens mon point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous sommes en présence d'une question urgente. L'objet de la seconde motion est d'aider les pêcheurs. Il faut de toute nécessité venir en aide aux pêcheurs qui sont dans une situation très difficile. La province a dû leur payer l'an dernier \$300,000 en secours directs, et pourtant, nous avons le champ de pêche le plus merveilleux de l'univers. On ne prétendra pas qu'il s'agit des électeurs de Beauce, cette fois-ci, et que nous faisons cela pour la propagande électorale. C'est une motion qui affecte les pêcheurs de la Gaspésie et l'opposition s'y objecte parce que nous voulons réparer le mal qui a été fait par la négligence de l'ancien gouvernement. C'est la preuve que nous agissons dans l'intérêt général.

Le chef de l'opposition lance l'injure aux électeurs de la Beauce en disant que nous voulons agir ainsi pour les corrompre. Si nous passons une mesure pour toute la province, on dit que nous voulons corrompre les électeurs. Si on en propose une autre pour une région particulière, l'opposition critique encore. Mais ces critiques nous laissent froids. Nous ne sommes pas élus pour faire plaisir au chef de l'opposition, mais pour remplir notre mandat, pour travailler dans l'intérêt de la province. Le bill que nous présentons est nécessaire. Nous voulons organiser rapidement un système du transport du poisson, des chemins, une classification. C'est plus important, cela, que des discours et des points d'ordre.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): J'approuve hautement ce que vient de dire le premier ministre. Pour ceux qui connaissent la situation, le transport des pêcheries s'impose aux Îles-de-la-Madeleine dès le 15 avril. Si nous attendons pour passer cette mesure, si nous ne nous hâtons pas, nous serons en retard pour aider les pêcheurs, comme sous l'ancien régime.

(Applaudissements à droite)

Nous serons encore obligés de donner des secours directs. L'an dernier, nous en avons donné pour \$40,000 dans les Îles-de-la-Madeleine. Je n'entends pas qu'on continue ce régime. Nous voulons que la situation change. Nous voulons que le prêt agricole profite aux pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine, de la Gaspésie, de Bonaventure, et la mesure est très urgente. Il suffit d'y songer un moment. Laissons là les discours, supportons le gouvernement, allons de l'avant, faisons quelque chose pour notre peuple.

(Applaudissements à droite)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il est surprenant comme tout devient urgent depuis une heure. Si toutes ces mesures paraissent urgentes au gouvernement, elles devaient l'être en octobre dernier. À quoi nous a servi la session supplémentaire d'octobre, dite d'urgence?

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): On venait juste d'élire les députés. On ne connaissait pas encore les besoins.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Sur décision.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
Vous avez peur du vote.

La motion est adoptée sur division.

Municipalités des régions minières

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, appuyé par le représentant d'Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 13 concernant les municipalités dans les régions minières.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Même point d'ordre.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
Il est toujours après le même poisson.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Même argument.

M. l'Orateur suppléant: Même décision?
(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Même division. Il ne s'agit pas de farce.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Ça fait trois fois qu'il se lève pour dire la même chose.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si je n'avais pas posé d'objection, on aurait interprété cela comme un acquiescement. Je proteste de nouveau contre la pratique qu'a prise le gouvernement de ne pas respecter les règlements de cette Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. L'honorable chef de l'opposition n'a pas le droit de dire que les règlements ne sont pas respectés lorsque l'Orateur vient de rendre une décision là-dessus.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): C'est une farce qu'il fait.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Puis-je parler sur ce point d'ordre? Je puis différer d'opinion avec l'Orateur. Je crois que je ne peux pas admettre que les règlements sont respectés. Je proteste parce qu'il n'y a pas urgence de voter cette loi. Le Règlement spécifie qu'on peut déroger en cas d'urgence seulement. On ne me persuadera pas que la résolution des régions minières est une motion tellement pressante qu'il faille la passer avant l'adoption de l'adresse en réponse du discours du trône. Le premier ministre a dit que cela n'est pas pour l'élection de la Beauce...

M. l'Orateur suppléant: Vous ne parlez plus sur le point d'ordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je le sais, je parle sur la motion. J'en ai le droit. Je dis que le gouvernement a tort d'agir comme il le fait. Les règlements de la Chambre sont des bornes nécessaires et les vieux sages de la Grèce disaient que lorsqu'on sort des bornes, on s'expose à se livrer aux excès. Ce sont des lois importantes sans doute qu'on veut passer, mais il ne faut pas le faire avant l'adoption de l'adresse.

M. Béique (Chambly): Le chef de l'opposition ne devrait pas parler de la graisse (Grèce).

Plusieurs députés interrompent par des rires et des réflexions prononcées tout haut.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mon honorable ami le député de Chambly (M. Béique) n'a pas dû apprendre la politesse en Grèce, car on y savait vivre mieux que lui. Les Hellènes étaient des gens très polis. On ne peut m'interrompre ainsi constamment, M. l'Orateur. Nous nous embarquons dans un chemin qui nous conduira nous ne savons pas où.

M. l'Orateur suppléant: Je demandais aux députés de s'abstenir d'interrompre un député quand celui-ci a la parole.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement peut se leurrer sur sa majorité obtenue aux dernières élections, mais cette majorité est bien diminuée et elle va encore diminuer.

Un député: Vraiment?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Elle sera peut-être plus faible avant longtemps. J'espère que le gouvernement ne persistera pas à étudier ces résolutions maintenant. Mais je sais que le gouvernement voudra sincèrement procéder et je suis sûr que l'adresse sera adoptée.

Un député: Si le chef de l'opposition prend autant de temps, on ne pourra jamais adopter l'adresse.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'y a rien qui vous en empêche.

M. Béique (Chambly): Alors, pourquoi tant parler pour ne rien dire?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si vous en êtes si sûr, pourquoi tous ces discours?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Certainement que j'en suis sûr, parce qu'il n'y a pas un règlement qui autoriserait le gouvernement à procéder autrement. Quant à la majorité dont le chef du gouvernement dispose à l'heure actuelle...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si vous en doutez, que l'opposition et ses amis passent une motion de non-confiance contre le gouvernement, nous allons voter et vous verrez.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est un moyen trop radical. Les moyens radicaux, c'était bon durant la campagne, mais maintenant, c'est différent quand il s'agit de remplir ses promesses. Maintenant, on met la pédale douce parce qu'il s'agit d'administrer.

La province va être déçue de façon considérable dans la proportion de la majorité que le gouvernement a obtenue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La question est simple. Il s'agit d'une mesure importante pour le développement de la province.

La motion est adoptée sur division.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 9 mars, sur la motion proposée le jeudi 25 février dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. l'Orateur suppléant: La parole est au député de Berthier (M. Bastien).

(Des pages déposent six verres d'eau sur le pupitre de M. Bastien).

M. Bastien (Berthier): Je ne m'attendais pas à participer à un tel "cocktail party".

M. l'Orateur, je suis heureux d'offrir mes félicitations au proposeur, le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle) et au seconneur, le représentant de Westmount (M. Bulloch), de l'adresse en réponse du discours du trône. Tous deux se sont acquittés de leur tâche avec honneur.

Le député de Westmount (M. Bulloch) a exprimé des idées personnelles que je n'approuve pas, mais je ne puis l'en blâmer; il a eu le courage d'exprimer ses convictions.

Tant qu'au député de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle), il a, démontré une éloquence que tous les membres de cette Chambre soupçonnaient et il convient de l'en féliciter; étant donné son talent, j'ose espérer qu'il se familiarisera bien vite avec les règlements de la Chambre et les observera.

Je dis ceci sans malice, mais je crois sincèrement que ce sera à son avantage ainsi qu'au bénéfice de tous les députés de cette Chambre car, par ces temps de misère, je pense qu'il convient de délibérer dans le calme et sans soulever inutilement la partisanerie politique, d'un côté comme de l'autre de cette Chambre.

Mon collègue de Montréal-Laurier (M. Bertrand), que je tiens à féliciter avec sincérité pour l'excellent début qu'il a fait l'autre jour, remerciait les membres de la droite pour l'accueil bienveillant qu'il a reçu lors de la session d'urgence. Il m'est impossible d'en dire autant, car lors de cette première session, certains députés du côté ministériel m'ont fait la vie plutôt difficile, au cours de la dernière session, mais je ne m'en plains pas. Je les remercie. On m'a peut-être rendu service en m'aguerrissant, car dans l'ancien gouvernement, la majorité si nombreuse que nous avions ne m'avait pas préparé à la bataille parlementaire. Si jamais je deviens un "debater" passable, je le devrai à ceux qui m'ont le plus interrompu.

M. Béïque (Chambly): C'est du temps perdu; les journaux ne rapportent pas ces belles paroles de mon honorable ami⁴.

M. Bastien (Berthier): Il s'est dit beaucoup de choses depuis le début de ce débat sur l'adresse en réponse au discours du trône. Je ne puis tout relever, mais je voudrais relever certaines remarques du député de Rouville (M. Barré). Il s'est rapproché du gouvernement. Peut-être a-t-il eu des remords de ses moments d'indépendance, de ses moments de friction avec le gouvernement. Peut-être son indépendance lui a-t-elle coûté un portefeuille, le portefeuille de l'Agriculture.

M. Barré (Rouville): M. l'Orateur...

M. Bastien (Berthier) continue à parler.

M. Barré (Rouville): À l'ordre!

M. Bastien (Berthier): Comment, à l'ordre?

(Les députés s'amuseant, y compris MM. Barré et Bastien).

M. Bastien (Berthier): C'est une supposition que je fais.

M. Barré (Rouville): Je soulève un point d'ordre, et c'est mon droit. Il dit: "C'est une supposition que je fais." Il n'a pas le droit de faire une supposition au sujet de ses collègues. Et j'en profiterai pour établir...

M. Béïque (Chambly): Le député de Berthier est nerveux. Il n'a qu'une voix. Il ne veut pas la perdre.

M. Bastien (Berthier): M. l'Orateur, parlant sur le point d'ordre...

M. Barré (Rouville): Je dois avoir le droit d'en finir avec mon point d'ordre. J'en profiterai, dis-je, pour demander aux membres de cette Chambre de respecter les règlements. Car après tout, il y a des règlements dans cette Chambre et, quand un député viole ces règlements, on a le droit de se lever pour mettre les choses au point.

Allons-nous, par la violation de nos propres règlements, donner un exemple de désordre au peuple de cette province? Si les députés n'observent pas eux-mêmes les règlements, comment demander au peuple de respecter les lois? Si le peuple copie un exemple venu d'ici, je dégage ma responsabilité, car j'ai toujours pour ma part respecté les règlements de la Chambre.

Je dis donc que le député de Berthier n'a pas le droit de faire une supposition et d'attribuer des motifs de lâcheté ou de veulerie à ses collègues.

M. l'Orateur suppléant: Le point d'ordre est bien fondé. Je demande aux députés de s'en tenir aux règlements de cette Chambre.

M. Bastien (Berthier): Je regrette d'avoir fait cette malice, car au fond, je n'aurais pas été froissé que le député de Rouville soit nommé ministre de l'Agriculture. Je crois qu'il aurait fait un excellent ministre. Cependant, il ne se sent pas tout à fait en sûreté avec le gouvernement de l'Union nationale.

Le député de Rouville a dit: "Le peuple veut un gouvernement stable, il réclame un gouvernement stable."

Il a raison. Qu'est-ce à dire, M. l'Orateur, sinon que le parti de l'Union nationale s'effrite peu à peu? Le parti de l'Union nationale se désagrège plus vite que le gouvernement d'Aberhart⁵. Six députés l'ont laissé; un ministre a démissionné. Le député de Rouville, comme le peuple, devrait comprendre que ce gouvernement n'est pas un gouvernement stable.

Le discours du député de Québec-Centre (M. Hamel) est remarquable. En plus de contenir des révélations sensationnelles, ce discours dénotait une connaissance profonde de la politique et de la sociologie dans la province de Québec, dans le Canada et dans le monde entier. La soirée d'hier a été une vraie soirée nationale. Les ministériels ont été comme brûlés par des charbons ardents. Ils se sont levés trois ou quatre à la fois pour parer les coups.

Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) s'est inscrit contre une affirmation du député de Québec-Centre au sujet de la baisse des taux de l'électricité.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Je soulève un point d'ordre. Ça peut amuser l'honorable député de parler comme il le fait, mais il devrait se servir du temps à sa disposition pour dire des choses intéressantes, et surtout ne pas fausser les faits. On devrait rapporter les faits tels qu'ils sont. Ce que dit le député de Berthier est faux et j'en prends la Chambre à témoin.

M. Bastien (Berthier): Je prends la parole du ministre du Travail. Il y avait tellement de ministres qui se levaient pour répondre au député de Québec-Centre que je ne lui ai pas porté une attention spéciale. J'ai pu me tromper. À tout événement, ça nous faisait l'effet de ministres défendant implicitement la conduite des compagnies d'électricité.

Cette chicane au sein de l'Union nationale, nous l'observons avec attention, comme le public d'ailleurs. Et je n'ai pas d'objection à dire que nos sympathies vont à ceux qui ont refusé les portefeuilles et les honneurs pour rester fidèles aux idées préconisées devant le peuple. De tous les députés nationaux, il n'y en a plus que six qui défendent encore le programme soumis au peuple.

M. Béique (Chambly): Comme ça, il en reste 67 avec le gouvernement.

M. Bastien (Berthier): L'honorable député de Rouville a parlé, comme toujours, d'une façon disserte et éloquente; il s'est attaqué à une question qui me passionne beaucoup et que je prétends connaître un peu: la petite école du rang⁶. Il a émis à ce sujet une idée que je ne puis accepter. Le député de Rouville a eu tort de dire que le gouvernement libéral n'a pas fait assez pour la construction des écoles. Au contraire, il en a construit beaucoup. L'honorable député de Rouville a dit que, dans sa paroisse, les écoles étaient dans un état délabré et antihygiénique.

En entendant cette affirmation, je suis porté à me demander pourquoi le député de Rouville et les commissions scolaires de son comté ne se sont pas prévalués de la loi que le Parti libéral a inscrite dans nos statuts et par laquelle le gouvernement s'engage à payer les deux tiers de la construction d'une école dont le coût ne dépasse pas \$2,500. De plus, cette loi

décète que, dans les centres pauvres ou de colonisation, lorsqu'une école ne coûte pas plus de \$1,200, le gouvernement en paie le coût en entier. Tous les députés de l'opposition savent aussi que l'ancien gouvernement aidait les commissions scolaires pour la réparation et le maintien de leurs écoles, dans une proportion variant de 40 % à 50 %.

Le député de Rouville a donc tort de laisser croire que le Parti libéral n'a pas aidé les municipalités pour la construction des écoles; le fait est que dans les 10 dernières années, des centaines et peut-être des milliers d'écoles nouvelles ont été construites ou remodelées; les statistiques de la province attestent ce que j'avance.

Là où je m'accorde entièrement avec le député de Rouville, c'est sur la question du salaire des institutrices. À ce propos, c'est regrettable de le dire, mais nous sommes peut-être la province la plus en retard. Sur qui devons-nous rejeter les responsabilités?

Un député: L'ancien régime.

M. Bastien (Berthier): Un peu à tout le monde, à nos classes dirigeantes, à nos municipalités rurales et scolaires et aux deux partis politiques, je ne crois pas exagérer. Voilà 10 ans que je siége dans cette Chambre, et bien peu de fois j'ai entendu des députés de l'opposition du temps réclamer qu'un meilleur salaire soit payé à nos institutrices. Le député de Rouville s'est contenté de signaler le mal, mais il n'a offert aucun remède. A-t-il craint d'embarrasser son chef et le gouvernement?

Si nous voulons exempter les erreurs, grosses de conséquences, que les deux partis politiques ont commises dans le passé, il est temps de cesser de faire des discours patriotiques à ce sujet et de prendre action. La vieille province de Québec a trouvé de l'argent pour progresser dans tous les domaines, excepté dans celui-là. Pour résoudre le problème de l'école rurale, il faut d'abord le nerf de la guerre: l'argent. Je me permets de suggérer que les compagnies qui exploitent nos ressources naturelles soient taxées, et là nous pourrions payer un salaire convenable à nos institutrices et, à ce moment, nous aurons, comme dans les autres provinces, des institutrices de carrière.

Les premières compagnies que nous devrions taxer, ce sont celles qui exploitent nos chutes d'eau, celles-là qui paient de jolis dividendes à leurs actionnaires et qui gagnent à chaque année trois ou quatre fois les intérêts sur le capital investi. Sur chaque cheval-vapeur développé dans la province,

une taxe devrait être imposée, qui irait à un fonds pour relever le niveau intellectuel de nos écoles de rang.

L'industrie papetière est sur le point de revenir à un degré normal; les prévisions sont que, d'ici quelques mois, le commerce du papier sera payant. Voilà une autre catégorie de gens qui devraient payer eux aussi une taxe sur chaque tonne de papier fabriqué, pour payer le salaire de celles qui se sacrifient pour instruire les enfants du peuple. Les compagnies minières, lorsque les mines ont atteint un certain degré de développement, devraient aussi nous aider à donner une meilleure instruction à nos enfants des campagnes.

Quelle est la manière la plus efficace pour augmenter le salaire de nos institutrices, afin qu'elles restent le plus longtemps dans l'enseignement? Je crois que d'abord, des officiers spéciaux du département de l'Instruction publique ou nommés par le gouvernement devraient s'entendre, après une campagne de propagande, avec les municipalités, pour que ces dernières s'engagent à payer un salaire minimum à leurs institutrices.

Lorsque ces conventions auraient eu lieu, le gouvernement utiliserait les fonds perçus par les compagnies qui développent nos ressources naturelles, pour augmenter graduellement les salaires des institutrices. Peut-être le gouvernement a-t-il l'intention d'obliger les municipalités scolaires à payer un salaire plus élevé. L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) a annoncé dernièrement qu'une loi sera passée pour obliger les municipalités à mieux payer les institutrices...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais cela n'a été dit, pas même pensé.

M. Bastien (Berthier): Pourtant, certains journaux en ont parlé, il me semble.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous avez dû lire cela dans *Le Soleil* ou dans *Le Canada*, je suppose?

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre se rapproche des rayons vivifiants du *Soleil*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, du soleil levant.

M. Bastien (Berthier): Par exemple, si les municipalités consentaient à payer un salaire minimum de \$250, le gouvernement, avec son fonds

spécial, donnerait une augmentation annuelle de \$50 à nos institutrices rurales, jusqu'à ce qu'elles aient atteint un maximum de \$600. Les pessimistes diront peut-être que j'expose là un projet irréalisable, mais je répète: nous avons réussi dans tous les domaines. Avec de la bonne volonté et du travail, pourquoi ne réussirions-nous pas dans cette sphère si importante de l'enseignement rural? Si nous ne nous mettons pas à la tâche immédiatement pour résoudre ce problème, il ne nous sert à rien de dépenser des millions pour garder nos gens sur la terre. J'irai plus loin, je dirai aussi que l'argent que nous dépensons pour améliorer le sort de nos cultivateurs sera dépensé plus ou moins inutilement.

Ce qu'il nous faut pour concurrencer avec les provinces sœurs, c'est une classe agricole instruite, imbue des idées de la terre et l'aimant. C'est à la campagne que réside notre plus grande force pour se maintenir comme province catholique et française.

Les politiciens diront peut-être pourquoi votre gouvernement ne l'a-t-il pas fait lorsqu'il était au pouvoir? Je réponds que la question de l'instruction publique et de l'agriculture n'en est pas une qui se borne à un parti politique, mais à toutes les bonnes volontés.

Une des principales raisons pour lesquelles j'étais heureux de voir arriver l'honorable M. Adélaïde Godbout comme premier ministre, c'était pour résoudre cette question assez difficile, je l'admets, mais je lui connaissais l'envergure nécessaire pour donner l'élan à de semblables idées. Il avait cette idée à cœur. Je dis au premier ministre que, s'il ne réalise pas cette idée primordiale, nous la réaliserons lorsque nous prendrons le pouvoir, et j'espère que cela sera avant cinq ans.

L'autre jour, lorsque le premier ministre a parlé devant cette Chambre, il a fait un grand effort, il en sentait le besoin; malgré le vote de confiance qui lui a été donné au caucus, craignait-il que d'autres députés se détachent de son parti et s'en aillent rejoindre l'ancien ministre des Terres (M. Drouin)? Quoi qu'il en soit, le premier ministre, dans son discours, a mis en branle toute sa science politique, toute la ruse dont il est capable ainsi que toute son énergie, et il a fait un appel extraordinaire pour garder près de lui ses disciples.

Si on lit attentivement le discours du premier ministre, l'on y trouve plusieurs contradictions et certaines inexactitudes ainsi que plusieurs manières rusées d'éluder les faits posés par le chef de l'opposition, sous leur vrai jour. Comme contradiction, je ne crois pouvoir citer mieux que celle où le premier ministre dit: "Nous avons pris la

province dans un état effroyable." Il y avait, dit-il, un gaspillage des deniers publics, l'agriculture et la colonisation étaient dans le marasme, mais quelques minutes après, il nous dit que le fameux emprunt Pittfield de \$51,000,000 a été souscrit dans deux heures. Il a déployé un grand effort; il craignait que d'autres députés ne se détachent de lui. Le premier ministre croit-il que les financiers ont souscrit cet emprunt dans deux heures à cause de son ascension au pouvoir et du cabinet qu'il venait de former dans le tumulte et la discorde? Évidemment non. Grâce au crédit réalisé par qui?

Un député: Par le nouveau gouvernement.

M. Bastien (Berthier): Ce n'est pas le nouveau gouvernement qui a pu en quelques jours faire le crédit de la province. C'est parce que le crédit de la province, administré pendant 40 ans par les libéraux, lui a été remis intact. C'est là, je pense, ce que l'on peut appeler une contradiction flagrante. Personne n'accuse le premier ministre ou le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) d'avoir retiré quelque chose.

M. Boyer (Châteauguay): Le député de Berthier peut-il citer un seul emprunt, depuis la Confédération, qui ait été contracté dans des conditions aussi avantageuses?

M. Bastien (Berthier): Cette question est inutile. Le député oublie qu'il n'est pas ici devant ses électeurs de Saint-Rémi ou de Scott. Il parle à des hommes sérieux.

M. Monette (Napierville-Laprairie): Je proteste contre ces paroles injurieuses au nom de mes électeurs de Saint-Rémi et je demande que l'honorable député retire ses paroles.

M. Bastien (Berthier): Je me suis trompé de comté.

M. Boyer (Châteauguay): Je proteste. Ces électeurs sont de mon comté.

M. Bastien (Berthier): Je ne veux leur faire de peine ni aux uns ni aux autres.

Quels moyens le premier ministre n'a-t-il pas pris, dans son fameux discours, pour justifier cet emprunt de \$51,000,000 par arrêté ministériel? Il dit: "Nous n'avions pas d'argent pour payer nos hôpitaux, nos colons et nos cultivateurs." Le premier ministre a

l'habitude d'argumenter d'une façon plus serrée; encore là, il a avancé une inexactitude. Tout le monde sait que les banques lui auraient avancé de l'argent jusqu'à la session d'urgence, car l'emprunt a été fait 15 jours ou trois semaines avant l'ouverture de la session. Le premier ministre, comme l'exigeait la loi, pouvait donc soumettre cet emprunt à la Chambre des députés. Le premier ministre était pressé pour faire cet emprunt, ses amis l'étaient aussi. C'est à se demander lequel des deux avait le plus hâte? Je crois que c'est M. Pittfield, parce que c'est lui qui a retiré le magot.

Pour atténuer les attaques du chef de l'opposition sur ce sujet, le premier ministre a lancé un défi au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard): "Mettez votre siège en jeu, je vais vous prouver que le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) et moi-même n'avons pas reçu un sou de cet emprunt." Ce n'est pas sur ce terrain que le chef de l'opposition a placé la discussion. Le député de Saint-Hyacinthe a dit: "Si des soumissions avaient été demandées, la province aurait épargné au-delà d'un demi-million."

Nous n'avons jamais prétendu que le trésorier de la province et le chef du gouvernement avaient touché de l'argent lors de cette transaction, mais ce que nous prétendons, c'est que l'ami Pittfield en a reçu plus qu'il ne devait en recevoir. J'ai le droit de faire ce reproche au chef du gouvernement, je l'ai entendu tonner tant de fois en faveur des demandes de soumissions.

Le premier ministre devrait savoir que le mauvais exemple entraîne. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) l'imita: il a donné lui aussi d'importants contrats se chiffrant par millions, sans demander de soumissions. Voilà autant de belles promesses du programme de la Baie-du-Febvre qui ont été reléguées au grenier de l'oubli par notre gouvernement pseudo-national, qui devait incarner toutes les vertus et être aussi pur que les chérubins du ciel.

Le premier ministre, dans un mouvement oratoire grandiloquent, n'a pas fourni d'explications sur ces réductions de droits de coupe du mois d'octobre, qui font perdre, disent les connaisseurs, \$600,000 à la province. Il s'est servi de sa méthode habituelle: il a accusé plutôt que de répondre ouvertement au chef de l'opposition. Il a dit: "Lorsque vos amis étaient au pouvoir, vous avez réduit les droits de coupe pour \$7,000,000." Il est vrai que, pendant la crise, les droits de coupe ont été réduits. Le premier ministre n'ignore pas que durant la période la plus aiguë de la crise, les compagnies forestières sont venues sur le bord de la faillite, au

point que les banques hésitaient à leur avancer de l'argent pour qu'elles puissent continuer leurs opérations.

C'est à cette époque que l'ancien gouvernement a réduit les droits de coupe, mais à la fin du printemps, cet ancien gouvernement, se rendant compte que le marché du papier ainsi que le prix du bois de sciage se relevaient, a dressé une liste des droits de coupe, pour les opérations de la saison de coupe 1936-1937. Ces taux de droits de coupe n'ont pas été préparés à l'aveuglette, mais avec la collaboration du ministre des Terres et des experts du département. Les compagnies, à cette époque, ont malgré à peu près comme toujours, mais elles ont finalement accepté.

Le premier ministre national est arrivé au pouvoir et qu'a-t-il fait? Il a réduit de moitié les droits de coupe édictés par l'ancien gouvernement. Il a crié, depuis des années, que nous étions des trustards. J'ai donc droit de lui dire aujourd'hui qu'il est plus trustard que les prétendus trustards eux-mêmes. Mais, dans ce fameux arrêté ministériel préparé par le premier ministre national, il y a une phrase qui le qualifie bien, à mon sens, c'est celle où il est dit que, pour le paiement des droits de coupe, le bois sera mesuré au petit diamètre, et entre parenthèses, il ajoute: au petit bout.

C'est ce qui fait dire avec justesse au chef de l'opposition: "Le petit bout pour le peuple et les grosses prébendes pour les grandes compagnies." Dans l'arrêté ministériel, on lit après les mots "petit diamètre": "Pour les fins de la statistique, le bois devra être mesuré aux deux diamètres, et l'on devra prendre le diamètre moyen." Pour les statistiques, le diamètre moyen, mais pour faire payer les droits de coupe aux magnats de la forêt, permission leur est donnée de mesurer au petit bout.

Le premier ministre a aussi parlé de l'agriculture et du prêt agricole. J'étais heureux de l'entendre aborder ce sujet, car je croyais qu'il avait oublié cette classe importante de notre société. Je me suis imposé le sacrifice de lire les multiples discours qu'il a prononcés aux nombreux banquets auxquels il a assisté, et j'ai remarqué qu'il promettait le bonheur à toutes les classes de la société, excepté celle des agriculteurs. Le discours modèle de promesses a été celui qu'il a prononcé au banquet du député de Dorion (M. Bélanger); dans sa litanie de promesses, il a repassé tous les professionnels, y compris les opticiens, mais, encore une fois, il avait oublié les ouvriers et les cultivateurs.

J'étais donc heureux, l'autre jour, de l'entendre aborder le sujet intéressant de la classe

agricole. Il a parlé de l'Office du prêt agricole; ce n'est pas une commission, car l'on sait que le premier ministre a horreur des commissions. Il a rappelé qu'il avait mis \$10,000,000 au service des cultivateurs à ce sujet. Il ne doit pas trop se faire de gloire avec ce montant de \$10,000,000, car c'est la somme que le fédéral a mise à la disposition des cultivateurs, l'année dernière. Le Parti libéral croyait que cette tâche de prêter aux cultivateurs devait être assumée par le fédéral.

Nous étions soucieux, à la suite des expériences malheureuses faites avec un prêt agricole provincial, par toutes les provinces du dominion. Le premier ministre a pensé qu'il ferait mieux que partout ailleurs dans le pays. Quelques députés de la droite croient que j'ai tort de parler ainsi, car ils sont sur l'impression que le prêt fédéral ne prête pas. Ce qui les porte à juger ainsi, c'est que le gouvernement conservateur, de 1930 à 1935, ne s'est pas soucié de prêter. Sous le nouveau gouvernement fédéral, le prêt fédéral a été bien organisé. L'on y a nommé 80 inspecteurs dans la province, et je puis affirmer sans crainte d'être contredit que, depuis le 1^{er} février 1936, le fédéral a prêté à nos cultivateurs \$6,000,000.

Pour une première année que le prêt fédéral est réellement en existence, je crois pouvoir affirmer que c'est un joli montant et que les dirigeants du prêt fédéral sont sérieux.

Le Parti libéral se proposait d'aider lui aussi le cultivateur dans les frais de recherche des titres. De plus, il s'engageait à organiser un prêt d'urgence pour prêter un petit montant variant de \$100 à \$500 à un taux d'intérêt modéré. Ce prêt d'urgence aurait été fait par les caisses populaires ou par les banques et il rendrait d'énormes services. Une quantité de petits cultivateurs, qui ne pourront obtenir de l'argent des deux prêts en existence, auraient été secourus.

Le gouvernement devrait établir un système de prêt d'urgence, car un grand nombre de petits cultivateurs ne peuvent bénéficier ni du prêt fédéral ni du prêt provincial.

Dans son discours, le premier ministre disait qu'il avait pris la province dans un état de désordre lamentable. Le premier ministre est toujours plutôt sévère pour ses adversaires. L'expérience va lui prouver que ce n'est pas aussi facile qu'il le pense que d'administrer. Il me permettra de lui dire, quoiqu'il ne soit en office que depuis six mois, que déjà le désordre règne dans ses services d'importance primordiale comme l'agriculture et la colonisation.

Sous l'administration libérale, le département de l'Agriculture était dirigé par un technicien de

première valeur. Sous M. Godbout, l'agriculture allait rondement. M. Godbout en était venu à la conclusion que l'agriculture devait être divisée en quatre grands services et il avait placé à la tête de ces services un directeur.

Nos adversaires disaient que ce système d'administration était trop coûteux et que nos cultivateurs ne recevaient que les miettes des argents votés pour eux. M. l'honorable député d'Yamaska (l'honorable M. Élie) était l'un de ceux qui se plaignaient à répéter ces arguments. Il ne pensait jamais à cette époque qu'il deviendrait l'assistant du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault). Il protestait contre les dépenses du département; il disait que les miettes seulement du budget de l'agriculture allaient aux cultivateurs.

Mais qu'a fait le régime d'hommes nouveaux pour réduire le coût de l'administration? Croyez-vous qu'il a diminué le nombre de ces services? Non, il l'a triplé. Il y a maintenant 12 services. Tout le monde sait qu'un chef de service doit être payé plus cher qu'un chef de section, mais les nouveaux experts ne se sont pas arrêtés là; ils ont nommé en plus deux assistants sous-ministres, dont M. Chagnon que l'on a nommé chef de la propagande et M. René Trépanier, aviseur technique. L'on est allé chercher ce dernier en dehors des services de l'agriculture.

C'est une contradiction de plus dans le programme des hommes de l'ordre nouveau, car l'ex-président de l'U.C.C.⁷, le sous-ministre actuel, a toujours prêché que l'aviseur technique d'un département comme celui-là devait être le chef de l'économie rurale. Il faut croire que M. Trépanier, que l'on est allé chercher à l'extérieur, est protégé par un député influent.

Que ressort-il de tout ceci? D'abord, une dépense inutile d'au moins \$100,000 faite aux dépens des cultivateurs, et bientôt le désordre dans le département de l'Agriculture parce que, avec une administration aussi nombreuse, il sera impossible de maintenir l'unité de commandement dans un département dirigé par deux ministres, le titulaire d'abord et, comme assistant, l'honorable député de Yamaska (M. Élie).

La preuve qu'il n'y a pas de coopération au département de l'Agriculture, c'est que le département n'a préparé aucun programme pour la prochaine saison. Nos agronomes de comtés ont passé l'hiver dans leurs bureaux et ils attendent vainement le programme du département qu'ils sont chargés d'habitude de transmettre et d'expliquer aux cercles agricoles et aux sociétés d'agriculture. Ils attendent des directives qui ne viennent pas.

Il (M. Bastien) parle encore des réductions des droits de coupe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Elles ont été proposées par le député de Québec-Est (M. Drouin).

M. Drouin (Québec-Est): Nous allons en parler bientôt.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre confond les bonnes économies avec les mauvaises; il aurait dû empêcher cette multiplicité de services et maintenir le *Journal d'agriculture*; 60,000 cultivateurs étaient abonnés à cet hebdomadaire; en plus, 10,000 amis de la classe agricole le recevaient régulièrement, tels que les membres du clergé et tous les vrais amis de la classe agricole. Pour impressionner le public, le premier ministre a jugé bon de couper, au milieu de l'année, tous ces abonnements pour lesquels tous ces gens avaient payé. Je laisse à la Chambre le soin de juger si c'est là de la saine économie.

Un député: Combien ce journal rapportait-il au *Canada*?

M. Bastien (Berthier): Ce n'est pas là la question. Ce journal rendait de grands services.

Des officiers du ministère de l'Agriculture se vantent de choses qui existaient sous l'ancien régime. Ils font des découvertes, alors que les choses existaient déjà. Les nouveaux dirigeants du ministère de l'Agriculture commencent à constater leur incompétence et ils sentent le besoin de donner des entrevues aux journaux pour annoncer des choses qui existaient déjà.

Exemple, l'annonce de l'École d'agriculture de l'Abitibi qui était en opération depuis quelques années et dirigée par les Clercs de Saint-Viateur, école qui était subventionnée sous le régime libéral par le département, et à laquelle le secrétariat provincial avait promis \$25,000 pour les aider à se reconstruire.

Le député de Joliette (M. Barrette), mon aimable voisin, y est allé lui aussi de sa découverte qu'il a annoncée dans les journaux locaux. Il a découvert la culture du tabac à cigarette qui se fait dans notre région depuis trois ans.

Et je dirai au député de Joliette (M. Barrette) que c'est le Parti libéral qui a pensé d'envoyer un Canadien français, M. Turcot, étudier cette culture spéciale dans la Virginie et que, depuis quelques

années, dans le nord des paroisses de Lanoraie et de Lavaltrie, des cultivateurs ont commencé cette culture.

Le choix du représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger) comme ministre de la Colonisation est une grave erreur, puisque le député de Montréal-Saint-Jacques est un citadin. Que l'honorable premier ministre ne commette donc pas les erreurs des autres⁸.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rit.

Un député: Ah! Vous étiez dans l'erreur.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre a aussi parlé de la colonisation. De tous les coins de la province, des plaintes émouvantes nous arrivent des centres de colonisation. Le mal est encore plus grand qu'à l'agriculture. Dans certaines parties de la province, l'on enlève aux colons des lots régulièrement acquis parce qu'ils ont été libéraux à la dernière élection et on les donne à des amis qui ont voté national. Je vais citer quelques exemples: Henri Carrière, Émilien Goulet, Lambton et Roland Bernier. Ces colons résident dans les paroisses de Lambton, comté de Frontenac.

Dans le comté de Témiscouata, un homme de bonne foi m'a affirmé qu'on laissait littéralement mourir de faim des colons. Ceci peut paraître de la politacaillerie, mais je connais depuis longtemps mon informateur, j'ai confiance en ce qu'il m'a dit. De plus, il doit me donner par écrit des preuves que je soumettrai à la Chambre durant cette session.

Le premier ministre a aussi fait grand état des travaux qu'il avait fait exécuter en coopération avec le fédéral, pour secourir les ouvriers chômeurs. Mais les centres ruraux souffrent aussi du chômage. Je regrette pour les comtés ruraux que les chômeurs n'aient rien obtenu, ou à peu près.

Sous le ministère Godbout, une somme de \$175,000 avait été attribuée au comté de Berthier, non dans le but de faire des améliorations, mais avec l'idée d'aider les véritables chômeurs de Berthierville, de l'île Saint-Ignace et de Saint-Michel-des-Saints. Avec le nouveau gouvernement, pas un seul sou n'a été attribué pour secourir ces malheureux. Je suis convaincu que mes voisins de L'Assomption et de Joliette n'ont rien eu.

M. Raynault (L'Assomption): Pardon, nous avons eu des secours.

(Applaudissements à droite)

M. Larochelle (Lévis): Mon comté, qui a des centres ruraux, a obtenu \$112,000.

(Applaudissements à droite)

M. Barrette (Joliette): Dans Joliette, nous avons obtenu \$50,000 de secours au chômage.

(Applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): Nous aurions pu penser que l'exercice du pouvoir aurait un peu assagi le premier ministre, mais il est demeuré quasi aussi violent et aussi imprudent que d'habitude. Il a fait une charge à fond de train contre l'ancien gouvernement. Il a dit que l'agriculture était dans le marasme, les colons dans l'insuffisance, que les trusts continuaient leurs déprédations partout et que la province allait vers l'abîme.

Je me demande sincèrement si les cultivateurs seront mieux traités sous l'égide du gouvernement nouveau. À date, nous avons les preuves du contraire. Il y a bien trois fois plus de chefs de service payés à de gros salaires, mais qu'est-ce que cela donnera de plus à nos cultivateurs? Les colons étaient dans l'insuffisance, dit-il. Cependant, de tous les centres de colonisation, les colons se plaignent amèrement, et bientôt ce sera la révolte ouverte chez ces derniers. Dans un certain centre de colonisation, on a même dû envoyer la police provinciale. Quant à la dernière affirmation faite par le chef du gouvernement, "que la province allait vers l'abîme", lorsqu'il affirme cela, il sait que pour le moment il a encore des chances d'être cru par un certain public.

J'attire l'attention du premier ministre sur le fait que, dans nos petits centres ouvriers, il y a beaucoup de misère et les travailleurs sont dans une position plus difficile que celle des villes parce que nos municipalités ne distribuent pas de secours directs. C'est là une lacune qui devra être corrigée et, lors d'une prochaine distribution semblable, si le cabinet provincial néglige les chômeurs de la campagne, je me permets de faire appel aux dirigeants d'Ottawa, afin que nos gens obtiennent eux aussi une part raisonnable.

Le premier ministre aime bien aussi à parler des prétendues économies qu'il a réalisées. Au banquet du député de Wesmount (M. Bulloch), il a déclaré qu'elles étaient de \$4,000,000. À la Chambre, il a dit \$3,000,000. Le chef de l'opposition a expliqué cette prétendue économie par la réduction des services à leur minimum d'efficacité, du mois de juin à celui de novembre. Ces explications sont justes et répondent pour une bonne partie à cette prétendue

économie. Je mets d'abord en doute le montant de \$3,000,000 d'économies.

De plus, est-ce que les économies que le premier ministre prétend avoir faites sont saines? Par exemple, est-ce une économie saine que d'enlever l'assurance collective à près de 300 vieux employés qui comptaient sur cette assurance pour leurs derniers jours? Est-ce également une bonne économie que de canceler l'assurance-feu sur toutes les bâtisses appartenant à la province? Dans ce vieux parlement même où nous siégeons, si un incendie se déclarait, la province n'est-elle pas exposée à subir des pertes se chiffrant à des millions?

Est-ce aussi une bonne économie que de canceler les assurances qui protégeaient les employés en vertu de la loi des accidents du travail? Si la province n'a pas déjà payé des réclamations, elle est exposée à en payer durant la saison active des travaux. Y a-t-il un homme sérieux qui croit que c'est de l'économie que de canceler les assurances sur les camions et les autos des employés? Quel est le gérant d'une industrie importante qui consentirait à laisser circuler des employés avec de lourds camions, sans un sou d'assurance?

Ces faits que je cite expliquent pour une bonne partie les prétendues économies du premier ministre. On a ri des assurances de l'ancien régime sur les réfrigérateurs. Mais c'est un risque dangereux, qu'un grand nombre de compagnies n'osent pas prendre.

M. Béïque (Chambly): Est-ce qu'on assure la glace dans les réfrigérateurs?

(Rires)

M. Bastien (Berthier): Je suis informé que l'honorable premier ministre, mieux avisé, a commencé à réassurer les propriétés du gouvernement.

Une voix: Les rouleaux à vapeur aussi?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Même les pelles mécaniques. Si la pelle mécanique avait été assurée, le gouvernement y aurait trouvé son profit. Cela eût été une bonne chose d'assurer les pelles mécaniques de Champigny.

M. Bastien (Berthier): Lorsque l'on faisait des observations semblables au premier ministre, lors de la session d'urgence, il nous faisait des gorges chaudes sur l'assurance que détenait l'ancien gouvernement sur les réfrigérateurs de la province,

qui contiennent les produits de la pêche de nos gens de la Gaspésie. Je puis dire au premier ministre qu'il a tort de rire. La preuve du danger, c'est le taux: il est plus de \$4 par \$100 de la police d'assurance. Si mes informations sont bonnes, le premier ministre est revenu sur ses idées et il a commencé à protéger les biens de la province au moyen de polices d'assurance. Le nouveau gouvernement est-il aussi économe que cela?

Le gouvernement n'a pas fait d'économie en changeant ses officiers car, dans le comté de Berthier, on a nommé deux nationaux pour remplacer l'assistant divisionnaire de la voirie; on a aussi nommé deux gardes-chasse, pour surveiller cinq paroisses, lorsque autrefois il n'y en avait seulement qu'un. Cela veut dire: double salaire et doubles dépenses. Sous l'ancienne administration, au garage de Bordeaux, il y avait 20 employés; aujourd'hui, sous le régime de l'économie, il y en a 40 pour réparer le même nombre d'automobiles. Dans le comté de Témiscouata, pour remplacer un officier de colonisation, on en a nommé cinq nouveaux. Serait-il vrai qu'il faut cinq nationaux pour remplacer un libéral?

(Rires à droite)

M. l'Orateur suppléant: Il est 6 heures. Je quitte le fauteuil. La séance continuera à 8 h 30.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée le jeudi 25 février dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements

pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Larivière (Témiscamingue): M. l'Orateur, je me lève sur une question de privilège. Dans son discours, le député de Berthier (M. Bastien) a été injuste à l'égard de l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger).

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je soulève un point d'ordre. Il ne s'agit pas là d'une question de privilège ni d'un point d'ordre. Le député pourra répondre à son collègue après le discours de celui-ci.

M. Bastien (Berthier): Je n'ai pas terminé mon discours; on pourra me répondre après.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'on laisse au moins dire au député où il veut en venir. Le député de Témiscamingue est très intéressé à cette question de colonisation. Il représente un comté de colons. On ne sait pas encore ce qu'il va dire. On va l'entendre, le laisser parler, et on verra.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) veut répondre au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup ne peut parler deux fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) veut protester.

M. l'Orateur suppléant donne la parole au député de Témiscamingue (M. Larivière).

M. Larivière (Témiscamingue): Cet après-midi, le représentant de Berthier (M. Bastien) a prétendu que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) représentait un comté de ville, cherchant ainsi à contester sa compétence. Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) est très compétent et tout marche bien dans ce domaine, à en juger par les œuvres dans mon comté. Le député de Berthier (M. Bastien) n'a pas de reproches à lui faire.

(Applaudissements)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) fait remarquer au député de Témiscamingue qu'il n'a pas le droit de dire cela, parce qu'il ne s'est levé ni sur un point d'ordre ni sur une question de privilège. S'il fallait

que tous les députés de colonisation prennent la parole pour dire de pareilles choses... On sait maintenant ce qu'il voulait dire, c'est suffisant.

Des députés: Taisez-vous donc.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il me semble qu'on sait ce que le député voulait dire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député de Témiscamingue a été obligé de parler, c'est de la faute du député de Berthier (M. Bastien). Ce n'est pas leur faute si le député de Berthier dit des faussetés.

M. Bastien (Berthier): Il y a des règlements ici, on ne veut pas qu'un député ait le droit de me répondre avant que j'aie terminé mon discours.

M. l'Orateur suppléant maintient la décision antérieure permettant au député de Témiscamingue de parler.

M. Larivière (Témiscamingue): Je tiens à protester énergiquement contre les paroles du député de Berthier et à proclamer la compétence du ministre de la Colonisation.

M. Bastien (Berthier): Je n'ai pas attaqué le ministre. Je prétends que ce département devrait être dirigé par un député rural.

M. Boyer (Châteauguay): Comme M. Irénée Vautrin? M. Vautrin était cultivateur, lui?
(Rires)

M. Bastien (Berthier): Lors de l'ajournement, à 6 heures, je disais...

M. Béïque (Chambly): C'était bien ennuyant, à 6 heures.
(Rires)

M. Bastien (Berthier): Le député de Chambly est donc intelligent et brillant! J'étais à parler des économies que le régime entend réaliser. Il aime à parler de ses économies, et pourtant je pourrais lui recommander de surveiller l'administration de son département au lieu de se vanter de travailler 16 ou 17 heures par jour. Il y a un item sur lequel le premier ministre revient souvent: le premier ministre a parlé de l'économie qu'il a faite au bureau d'enregistrement de Montréal. Je ne l'ai pas vérifiée,

mais voudrait-il dire à la Chambre comment il se fait que, depuis le mois d'août, il paie les agents de la police de la Commission des liqueurs, et cependant, ces gens n'ont pas fait une heure d'ouvrage depuis l'entrée en fonction du nouveau gouvernement? Seulement là, il a dû y avoir un gaspillage d'une trentaine de mille piastres. Dans un discours où il s'est appliqué à redonner confiance à ses députés et à leur redonner la foi...

(Rires à droite)

Le chef du gouvernement, lorsqu'il est mal pris, nie avec beaucoup de facilité lorsque cela peut l'avantager ou il aime à lancer des défis qui bien souvent sont tout à fait hors de la question. À propos de défis, relèvera-t-il celui que vient de lui lancer M. Édouard Lacroix, député fédéral de Beauce? C'est un défi intéressant pour le premier ministre. Le premier ministre aime à lancer des défis.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Que vous avez peur de relever.

M. Lesage (Abitibi): Des défis avec des petits canons à Lacroix.

M. Bastien (Berthier): De plus, ce dernier a nié que sa caisse électorale avait reçu \$150,000 des trusts de l'électricité. Sa réponse à la Chambre a été catégorique; il a répondu "C'est faux." Mais nous aimerions mieux qu'il accepte le tribunal d'honneur qui lui est proposé. Le défi du député fédéral de Beauce est équitable et sérieux; il ne met qu'une condition, celle de soumettre son défi à trois juges de la Cour supérieure. Il est vrai que M. Lacroix ajoute qu'au cas où le premier ministre serait confondu devant le tribunal, il devra verser cette somme et démissionner. Le premier ministre aime la bataille et les défis; j'espère qu'il relèvera celui du député de Beauce.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Si le député de Berthier veut prendre à son compte toutes les injures et les calomnies de M. Lacroix, d'un homme que nous allons rencontrer au comité des comptes publics, je dis: Debout! Et portez vos accusations comme un homme, et mettez votre siège en jeu.

(Applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre prend la mouche bien facilement.

M. Béïque (Chambly): Tu vas prendre autre chose.

M. Bastien (Berthier): Je n'ai pas eu de relations intimes avec le premier ministre comme M. Lacroix en a eues. Je n'insulte pas le premier ministre. C'est une chicane entre amis, c'est une affaire de famille, et je ne suis pas dans les secrets de la défunte Union nationale ou de la "Division nationale"; je répète simplement une déclaration de M. Lacroix, répandue dans tous les journaux du pays.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le calomniateur qui lance l'injure n'est pas plus coupable que celui qui répète ses calomnies. J'espère que celui qui répète les injures de M. Lacroix aura le courage de mettre son siège en jeu comme un homme et de porter ses accusations.

(Applaudissements à droite)

M. Béïque (Chambly): C'est une moitié d'homme.

Un député: Envoye, envoye, Cléophas⁹!

D'autres députés: Allez-y, allez-y. Portez-les, vos accusations.

M. Bastien (Berthier): Donnez-moi la chance de causer avec M. Lacroix. Je ne suis pas au courant de tout ça, moi. J'ai entendu un son de cloche, je voudrais entendre l'autre.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le député voudra-t-il me permettre une interruption?

M. Bastien (Berthier): Le ministre doit savoir qu'on ne permet pas une interruption, mais une question.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Savez-vous la nouvelle? Le député de Berthier est-il au courant de ce qui s'est passé cet après-midi à l'appel nominal de la Beauce, où j'étais? Cet après-midi, à l'assemblée de la mise en nomination - M. Lacroix a été mis en nomination - M. Lacroix a été mis en demeure de nommer un seul ministre, un seul député qui aurait reçu quelque chose de cet argent. Il s'est réfugié derrière le prétexte de l'organisation électorale. Je l'ai sommé de nommer un seul homme et, en brave, il n'en a rien fait.

(Applaudissements à droite)

Des députés: En a-t-il assez?

M. Barrette (Terrebonne): Une autre cheville!

M. Béïque (Chambly): Il a fait comme Bastien, il a eu peur.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Continuez les insinuations, puis cachez-vous.

M. Bastien (Berthier): Je vais maintenant relever quelques passages du discours du premier ministre. L'honorable premier ministre n'a pas aimé les félicitations que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a offertes au député de Québec-Est (M. Drouin).

Il l'a même mis en garde contre cette opposition qui, au dire du premier ministre, aurait des idées pernicieuses et ne mérite pas la confiance de ceux qu'elle représente.

À propos de la confiance populaire, je puis dire au chef du gouvernement qu'il n'y a que six mois qu'il est en office et que, durant cette courte période, il s'est fait déjà autant d'ennemis que l'ancien gouvernement s'en était fait durant 15 ans.

Les scènes qui se sont déroulées lors du banquet du député de Québec-Centre (M. Hamel), l'automne dernier, ainsi que celles de l'assemblée du dimanche 28 février prouvent amplement mes avancés.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): C'étaient tous des libéraux.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tiens. Il y en a encore.

M. Bastien (Berthier): Le gouvernement a perdu la confiance du public. C'est le ministre des Terres (M. Drouin) qui a offert sa démission.

M. Bastien (Berthier): Un ministre l'a laissé...

M. Larochelle (Lévis): Un apôtre a bien trahi Notre-Seigneur.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre a parlé de son ancien ministre des Terres et Forêts, qui a suscité une crise ministérielle sans précédent. Le premier ministre ne s'est pas attardé sur ce sujet. Il a tout simplement déclaré: "La politique générale est plus importante que les relations entre particuliers." Il ne s'agit pas dans ce cas de relations entre particuliers, mais d'une affaire qui intéresse toute la province. C'est une crise ministérielle sans précédent qui sera consignée dans les annales de notre histoire politique.

Si l'on songe que les relations entre particuliers, comme dit le premier ministre, n'ont duré que six mois: encore un autre mariage rompu en pleine lune de miel. De plus, il ne faut pas oublier que l'ancien ministre des Terres et Forêts était l'homme de prédilection du premier ministre; qu'il l'avait nommé organisateur de son parti, et même premier ministre intérimaire durant qu'il voguait vers des cieux plus cléments.

M. Béique (Chambly): Il ne t'a pas toujours aimé comme ça, hein, ti-Car¹⁰²

M. Bastien (Berthier): Le chef du gouvernement nous a laissé entendre que cette démission était d'importance mineure. Je crois qu'il a déguisé sa pensée, car, lorsque cette nouvelle a percé pour la première fois dans le public, un certain samedi, les journalistes de Montréal l'ont interviewé à la gare Windsor. Le chef du gouvernement a nié catégoriquement la nouvelle, mais les journalistes, qui sont des psychologues, nous ont rapporté qu'il était d'une excessive nervosité.

M. Béique (Chambly): C'est bien vieux, ce que vous racontez là.

M. Bastien (Berthier): Nous aurions pu penser que l'exercice du pouvoir aurait un peu assagi le premier ministre, mais il est demeuré quasi aussi violent et aussi imprudent que d'habitude. Il a fait une charge à fond de train contre l'ancien gouvernement. Il a dit que l'agriculture était dans le marasme, les colons dans l'insuffisance, que les trusts continuaient leur déprédation partout et que la province allait dans l'abîme.

Je me demande sincèrement si les cultivateurs seront mieux traités sous l'égide du gouvernement nouveau. À date, nous avons les preuves du contraire. Il y a bien trois fois plus de chefs de service payés à de gros salaires, mais qu'est-ce que cela donnera de plus à nos cultivateurs? Les colons étaient dans l'insuffisance. Cependant, de tous les centres de colonisation, les colons se plaignent amèrement, et bientôt, ce sera la révolte ouverte chez ces derniers. Dans un certain centre de colonisation, on a même dû envoyer la police provinciale.

Quant à la dernière affirmation faite par le chef du gouvernement: "que la province allait vers l'abîme", lorsqu'il affirme cela, il sait que pour le moment, il a encore des chances d'être cru par un certain public. On ne peut blâmer l'ancien

gouvernement des abus qui se sont commis. Le premier ministre peut bien continuer sa marotte: il fait allusion à l'enquête des comptes publics où des irrégularités, et même des illégalités ont été commises. Lorsque l'effervescence populaire sera calmée, le public s'arrêtera pour penser que dans tous les gouvernements, qu'ils soient rouges, bleus et même nationaux, il s'est commis de tout temps des irrégularités et même des illégalités.

Pas un homme renseigné ne soupçonnera l'intégrité des chefs politiques comme les honorables Bennett et King. Cependant, sans qu'il ne soit de leur faute, sous chacun de ces régimes, on a découvert après enquête que même sous ces hommes d'État intègres, les employés avaient commis des fautes.

Je citerai comme exemple la dernière enquête qu'il y a eu à Ottawa sur la commission de radio, enquête faite par des libéraux, mais qui n'ont pas pris avantage de ce fait pour ternir la réputation de l'ancien chef du gouvernement fédéral. Les enquêteurs libéraux n'ont pas donné de publicité à cette enquête parce qu'ils craignaient d'endommager la réputation de notre pays. Les enquêteurs se sont rendu compte du mal qu'il y avait dans cette commission, ils ont opéré des changements, mais ils n'en ont pas fait l'article favori de leur programme comme le fait actuellement le chef du gouvernement provincial, qui prend avantage politiquement de cette enquête, au risque de salir à jamais la réputation de la province de Québec. Le temps assagira certainement le premier ministre actuel.

Voilà six mois seulement que le gouvernement est au pouvoir, et je suis positif que les ministres qui dirigent chacun des ministères ne sont pas en état d'affirmer que certains de leurs employés n'ont pas déjà commis des irrégularités.

M. Béique (Chambly) ou M. Pelletier (Lotbinière)¹¹: Il n'y a pas eu de vol.

M. Boyer (Châteauguay): Il n'y a pas eu d'iniquité.

M. Bastien (Berthier): La preuve de ce que j'avance réside dans le fait que plusieurs personnes dignes de foi m'ont rapporté qu'il y avait eu du gaspillage dans la dépense des argents pour faire certains travaux de chômage à Montréal. Cette rumeur est persistante dans la métropole. Je n'ai pas l'habitude de flagorner le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), mais je ne suis pas prêt à le tenir responsable du fait qu'il y a eu des dépenses inutiles et du gaspillage dans l'accomplissement de

ces travaux. Je sais qu'il a une lourde besogne à accomplir, mais pourquoi vilipender les anciens administrateurs qui ont eux-mêmes été en butte à tous ces tracasseries de l'administration?

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Si le député de Berthier veut me permettre, je veux lui faire remarquer qu'il a fait allusion à des choses qui dépendent de mon département. Je le mets en garde.

Je l'avertis que je ne souffrirai pas d'insinuations, et je suis en mesure de prouver le contraire des affirmations gratuites du député de Berthier.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): "Switch" sur une autre affaire, Cléophas.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Quatrième cheville.

M. Larochelle (Lévis): "Next."

M. Bastien (Berthier): Je n'ai pas l'intention d'attaquer le ministre. Je ne dis rien contre le ministre, mais j'affirme que les travaux de chômage ont été administrés de façon ridicule. Si nous sommes encore en pays libre, je lui dirai qu'un bon samedi, je suis passé à Montréal-Est et il y avait 75 hommes pour charger un camion. J'ai constaté de visu.

Un député: Nommez-les!

M. Bastien (Berthier): Il n'y avait pas d'espace pour lever les pelles. Je ne dis pas que le ministre est responsable de cela, mais pourquoi être si sévère pour les autres? Je lui dis cela pour lui rendre service. Qu'il se renseigne. Au lieu de me rabrouer, il me félicitera de lui souligner cela et me remerciera.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député veut-il me permettre une question?

M. Bastien (Berthier): (Hésitant) Bien! Je voudrais bien finir mon discours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député ne permet pas, je vais m'asseoir.

M. Bastien (Berthier): O.K. Je ne peux rien lui refuser. Le premier ministre est si aimable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Berthier nous reproche de donner de l'ouvrage à des vivants. Sait-il que, dans son comté, à Saint-Norbert, son organisateur ne se gênait pas pour mettre des listes de paye des gens morts depuis 10 ans et des bébés de trois ans comme chauffeurs de camion?

(Rires et applaudissements)

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre use d'un raisonnement faux, celui de s'excuser du mal qu'on fait par celui des autres.

M. Barrette (Terrebonne): Est-ce que vous trouvez ça aimable?

M. Bastien (Berthier): Je n'ai pas fait de grandes études comme le premier ministre...

M. Béïque (Chambly): Ça paraît.

M. Bastien (Berthier): ... mais je ne puis comprendre que deux noirs fassent un blanc. C'est la première fois que j'entends dire cela: parce que vous avez un ami qui a fait mal un jour, nous avons le droit de faire mal aujourd'hui. C'est l'Union nationale.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): C'est bien beau de lancer des insinuations.

M. Béïque (Chambly): Il ne peut pas dire autre chose.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):

Je dis au député de Berthier que s'il n'a pas le respect de soi-même, qu'il respecte au moins ses collègues. Le député de Berthier est assez écarté dans ses documents qu'il est en train d'accuser mes organisateurs. Quand il dit que 75 personnes travaillaient à charger un camion, il sait qu'il trompe sciemment la Chambre.

M. Dumaine (Bagot): Le respect pour les collègues...

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Il s'agit d'une question de régie.

M. Bastien (Berthier): Un samedi soir, j'ai arrêté. J'ai causé avec un contremaître qui m'a dit ça. J'ai pris ça en toute bonne foi. L'homme se réclamait de l'honneur d'être du beau comté de Maisonneuve, mais les travaux étaient dans Laval.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Il se sauve.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est vrai que les bébés étaient sur la liste de paye. Est-ce que le député le nie?

M. Bastien (Berthier): Nier quoi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'affaire de Saint-Norbert.

Des députés: Les bébés, la...
(Rires)

M. Bastien (Berthier): En quelle année, cette affaire-là? Je ne m'en rappelle plus.

(Les députés rient de bon cœur, y compris le premier ministre)

M. Bastien (Berthier): Je vais cesser d'être désagréable au premier ministre. Je vais lui rappeler de beaux moments, sa victoire. Le premier ministre a parlé à satiété de sa victoire. C'est compréhensible, il l'attendait depuis sa tendre enfance.

Voilà au moins 45 ou 46 ans que le premier ministre lui-même n'avait pas connu de jours victorieux pour son parti. À un moment donné, il s'est posé la question: "À qui la victoire?" et il ajoutait: "Cette opposition a fait des brèches profondes dans les rangs ministériels d'alors." J'ai cru comprendre par là qu'il appropriait cette victoire à lui et à son petit groupe d'oppositionnistes d'autrefois.

Un député: Vous ne vous attendiez pas à ça.

M. Bastien (Berthier): Me permettra-t-il de lui dire, sans aigreur, que je diffère d'opinion avec lui sur ce point. En parlant de sa victoire, le premier ministre n'a pas été juste pour ceux qui l'ont aidé.

Ce n'est pas la petite vieille opposition qui a gagné. La victoire lui est venue d'abord de ses différentes alliances ou mariages qu'il a par la suite répudiés. Si le premier ministre a le talent de se marier politiquement, il a aussi une souplesse admirable pour rompre.

Il n'y a personne pour se marier politiquement aussi souvent que le premier ministre¹². Mais il a une âme de bronze pour les ruptures; il est un peu là.

(Hilarité générale. Le premier ministre rit de bon cœur).

L'honorable M. Gagnon (Matane) se lève pour poser une question.

M. Bastien (Berthier): Je ne sais si c'est trois ou quatre fois qu'il s'est marié.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je veux demander au député de Berthier s'il doute de la fécondité de celui qui a contracté ces mariages.

M. Bastien (Berthier): Le secret de son succès, c'est son alliance avec le groupe de l'Action libérale nationale. Il a bénéficié du travail énorme que s'était imposé ce groupe. Il a aussi profité et bénéficié des idées nouvelles que ce groupe a formulées dans un programme dont le chef actuel du gouvernement s'est emparé. Je n'accepte pas toutes les idées émises dans ce programme, mais ces idées, qui étaient nouvelles, ont fait impression sur le public. Voilà, à mon sens, l'explication de son quasi-succès de 1935.

Sa victoire de 1936 lui a été donnée par des circonstances extraordinaires, ainsi que par la crise mondiale qui avait fait contre nous une quantité de mécontents parmi nos partisans. Durant toute cette campagne, le premier ministre continuait à se servir du programme de l'Action libérale nationale, qu'il répudia pour une bonne part maintenant. Ceci explique que cinq de ses partisans l'aient déjà abandonné.

Le premier ministre a exalté, comme il fallait s'y attendre, le mérite des lois qu'il a fait adopter lors de la session d'urgence. Il a longuement parlé de la nouvelle loi électorale qui a été adoptée à la vapeur sans même que les deux Chambres n'aient eu le temps de la lire en entier. Le temps nous dira ce que valent ces lois.

En essayant de les mettre à l'épreuve, le public réalisera que le plus grand nombre d'entre elles sont futiles. À ce moment, le peuple comprendra mieux le caractère du premier ministre; il réalisera que ce ne sont pas des lois efficaces, mais des lois portant des titres pompeux, faites dans un but de propagande électorale.

Lors de la discussion de ces lois, le premier ministre nous a donné plusieurs fois implicitement raison lorsqu'il disait: "Regardez donc le titre!" Oui, de beaux titres, mais rien d'utile dans la loi. Par contre, certaines classes regrettent déjà l'abrogation de certaines anciennes lois telles que l'abolition de la commission des bûcherons, et bientôt les cultivateurs et les petits propriétaires déploieront l'abrogation de la loi abolissant la Commission des services publics.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas être désagréable au député de Berthier. On aime à l'entendre, ça ne nuit pas, mais il n'a pas le droit de dire que nous avons passé la loi électorale pour allonger la session d'urgence et payer pleine indemnité.

C'est contraire aux règlements d'imputer de pareils motifs. Seul le chef de l'opposition a gardé son plein salaire. Tous les salaires des ministres, des députés et celui du premier ministre ont été réduits.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je désire protester contre l'affirmation fausse du premier ministre. Je lui demande si les salaires des ministres sans portefeuille ont été diminués, si celui du président de la Chambre a été diminué.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette que le chef de l'opposition me pose une question pour empêcher son rival de démontrer sa supériorité sur lui. Je le dis et le répète, mon salaire a été diminué de \$2,000; celui des ministres de \$1,000 et celui des députés de 10 %.

J'affirme que le salaire du chef de l'opposition n'a pas été diminué. Le chef de l'opposition s'est objecté à la réduction du sien.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je nie les déclarations du premier ministre. Je ne suis pas ministre. Je n'ai pas été consulté.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Le chef de l'opposition doit se rappeler qu'à la dernière session, alors qu'il discutait sur la longueur de la session, le premier ministre lui offrit de payer tant par jour les deux indemnités complètes, et le chef de l'opposition a refusé.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est absolument faux et inventé de toutes pièces.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le chef de l'opposition doit savoir qu'il n'a pas le droit de dire que la déclaration d'un député est fausse. Cette déclaration serait retirée par quelqu'un qui aurait une connaissance élémentaire des règlements de la Chambre. Ces paroles sont antiparlementaires. Le député devrait les retirer.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne retirerai pas mes paroles. Le député de Montréal-Saint-Henri sait qu'il dit des choses fausses.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends, comme le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), que les paroles du chef de l'opposition ne sont pas parlementaires. Mais il ne faut pas être trop exigeant pour lui et lui demander de perdre subitement ses habitudes. Le chef de l'opposition doit se rappeler que c'est exact. L'an dernier, le chef de l'opposition a parlé un quart d'heure pour s'opposer aux réductions des indemnités des députés. Je lui ai offert alors de réduire son indemnité comme chef de l'opposition et il a refusé.

M. Bastien (Berthier): Je m'aperçois qu'il va falloir être bien circonspect, si je veux terminer mon discours ce soir.

(Rires)

À ce propos d'abrogation d'anciennes lois, le public doit être de plus en plus surpris de constater que le premier ministre n'annonça pas l'abrogation de l'insupportable loi qui hypothèque, au dire du premier ministre, notre domaine forestier pour \$483,000,000 par année. L'on se rappelle les diatribes du premier ministre à ce sujet, lorsqu'il nous parlait de cette loi indigne qui grève le glorieux patrimoine qui nous a été légué par nos aïeux. Nous sommes à la deuxième session du grand réformateur et pas un mot de cette loi infâme. Est-ce que ce cas aurait été réglé avec les barons du papier en même temps que la réduction des droits de coupe de l'automne dernier?

Le premier ministre a affirmé, l'autre jour, que le discours du trône de cette session était l'un des plus généreux que jamais aucun gouvernement n'avait soumis à cette Législature.

M. Taché (Hull): Quelles mesures généreuses? Les mères nécessiteuses?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme représentant d'un comté ouvrier, je trouve généreuse cette loi de l'aide aux mères et aux orphelins nécessiteux qu'annonce le discours du trône.

M. Bastien (Berthier): Justement. J'ai laissé mon discours sur mon bureau pendant l'heure du souper; le député a dû le voir, et c'est justement ce que j'allais dire. Quelles sont les mesures constructives que l'on y trouve? D'abord, l'aide aux

mères et aux orphelins nécessiteux. C'est là, je l'avoue, une pensée humanitaire. J'en parle justement dans mon texte. Pour une fois que le gouvernement fait bien, j'ai pensé à le féliciter. Si le gouvernement présente un projet de loi convenable, je l'appuierai avec joie pour aider cette catégorie de notre société qui mérite toute notre sympathie. J'appuierai aussi cette réforme parce qu'elle était contenue dans le programme de notre chef distingué, l'honorable M. Godbout.

Le discours du trône parle aussi de projet de loi permettant à la province de construire des centrales électriques ainsi que le droit de municipaliser et aussi de former une commission qui surveillera les compagnies électriques. Si l'on examine attentivement ce projet du discours du trône, tout homme sérieux et impartial est obligé d'admettre que le gouvernement revient aux idées préconisées par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), en 1935, idées qui ont été concrétisées par des lois qui sont actuellement dans nos statuts.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Bien, bien. (Amusement dans la Chambre)

M. Bastien (Berthier): Après tant de discours pathétiques faits durant les deux dernières élections, le premier ministre se voit dans l'obligation de demander à sa députation de camoufler et d'adopter trois lois identiques à celles que nous avons déjà.

Une centrale électrique sera construite dans l'Abitibi, où il y a peu de population qui est disséminée sur un territoire immense, et les grandes compagnies hydroélectriques pourront continuer à abuser de leurs clients et aussi à faire perdre à la province des industries qui viendraient s'établir ici, si la force motrice était meilleur marché. Avec toutes les chutes d'eau que nous possédons, nous pourrions faire une compétition avantageuse à la province d'Ontario qui est obligée d'acheter son électricité, pour une bonne partie, de la province de Québec. Avec toutes nos chutes d'eau que la Providence nous a données...

M. Béique (Chambly): On va te noyer.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le député n'a pas le droit de mettre en doute la sincérité du gouvernement. Je demande aux députés et à tous les hydrophiles dans cette Chambre s'il reste une seule chute dans les environs de Québec et de Montréal, une seule chute qui n'a pas été concédée par ses amis de l'ancienne administration.

(Applaudissements à droite)

M. Béique (Chambly): C'est trop fort pour lui.

M. Bastien (Berthier): Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) n'a pas eu le temps de savoir qu'il est encore possible de développer 1,000,000 de chevaux-vapeur avec les pouvoirs de la Beauharnois Company qui n'ont pas été concédés.

M. Barrette (Terrebonne): Êtes-vous en faveur de l'acheter, la Beauharnois?

M. Bastien (Berthier): Je n'ai pas compris. Ce que je sais, c'est que jamais le gouvernement Godbout ne s'est prononcé en faveur de l'achat d'une compagnie. Sa politique était d'épuiser tous les moyens pour obtenir des taux raisonnables, avant d'en arriver là.

Le peuple est déçu du gouvernement actuel. La division est dans ses rangs. Les trusts ont plus d'emprise que jamais. Le premier ministre répudie les promesses qu'il avait faites de sévir contre eux. Les destitutions en grand nombre des employés ont diminué l'efficacité des services qui ordinairement aident la population.

En présence de cet état de choses qui est préjudiciable au progrès de notre province, le peuple est inquiet. Il commence déjà à regretter de ne pas avoir appuyé le gouvernement Godbout et le programme qu'il lui offrait. Ce programme était le fruit de la réflexion d'un économiste et d'un homme d'État.

Ce programme avait pour but de donner une instruction solide et appropriée à notre jeunesse. Ce programme visait aussi le relèvement du niveau intellectuel et pécuniaire de notre classe agricole autour de laquelle pivotent les autres catégories de notre société.

L'honorable M. Godbout, en nous donnant ces réformes, aurait aussi fait renaître la paix et l'harmonie dans notre province, condition essentielle au bonheur d'un peuple. Ce n'est que partie remise. Je demande à tous ceux dans la province qui ont foi en un chef distingué et compétent de se rallier autour de lui pour qu'il obtienne une revanche méritée, et ce, pour le plus grand bien de notre province et de son peuple.

M. Drouin (Québec-Est)¹³: Un grand homme politique français...

Un député: Ce n'est pas moi!

M. Drouin (Québec-Est): Un grand homme politique français, M. Adolphe Thiers, disait à un moment donné: "Ce n'est rien d'être ministre, l'important c'est de l'avoir été." Je ne sais pas si la formule s'applique bien à la situation présente, mais je sens bien toute la délicatesse de ma situation et de ma position dans le discours où je serai forcément obligé de différer d'opinion avec ceux qui, il y a quelques semaines, étaient mes collègues. Comme je le disais précédemment, je ne veux mettre aucune amertume à l'égard de mes collègues d'hier, et je prie la Providence de me guider afin que je ne fasse aucune erreur, que je ne commette aucune injustice, en narrant les événements qui se sont passés il y a quelques semaines. Je veux rester sur la haute forteresse des arguments de première grandeur et je n'ai aucun goût pour descendre dans les marais et les bas-fonds de la basse politique. Je n'ai pas l'intention de brûler ce que j'ai adoré, ni d'adorer ce que j'ai brûlé.

J'ai toujours cru à la loyauté en politique et j'y crois encore. Je ne puis oublier que j'ai eu au moins six mois de solidarité avec mes anciens collègues. Je ne veux pas esquisser ici des questions personnelles, je connais trop les droits de la vérité et les règles des convenances qui ont des lois en politique comme ailleurs. C'est pourquoi je n'ai pas d'amertume en aucune façon envers mon ancien chef dont je connais la cordiale amitié. Pourquoi aurais-je de l'amertume envers l'ancien chef, avec lequel j'ai eu les meilleures relations, qui m'avait confié un des plus hauts postes dans l'administration de la province, celui de ministre senior de son cabinet, et qui m'avait même fait le plus grand honneur politique que j'atteindrai jamais, celui d'occuper le poste de premier ministre intérimaire de la province?

Le chef de l'opposition et le député de Berthier (M. Bastien) ont touché à deux problèmes concernant le ministère des Terres et Forêts sous mon administration. Le premier ministre y a aussi fait référence dans ses remarques. Aussi, je veux dire quelques mots des droits de coupe, du mesurage de bois et du salaire des bûcherons. Je ne peux pas ne pas toucher à ces questions. La mesure cubique venait justement d'être introduite quand nous avons pris le pouvoir. Avant ça, c'était la mesure de planche. Dès notre entrée au pouvoir, des petits propriétaires de moulins à scie sont venus représenter que ce système n'était pas aussi satisfaisant pour le bois de sciage que pour le bois de pulpe, parce que dans la fabrication du bois de sciage, il y a beaucoup plus de perte, et ils demandaient que l'on revienne au mesurage de planche pour le bois de sciage.

Le ministère a alors décidé que le système cubique s'appliquerait même pour le bois de sciage, mais avec cette différence qu'au lieu de se baser sur "les deux bouts", le bois serait dans ce cas mesuré par le "petit bout" seulement. En autorisant ce système de mesurage par le "petit bout", le cabinet a eu soin d'inscrire dans les arrêtés ministériels une clause, la clause 5, garantissant des salaires raisonnables aux bûcherons. Nous voulions payer des salaires raisonnables, mais nous ne voulions pas nous baser sur la mesure du "petit bout" pour déterminer la fixation des salaires des bûcherons.

Le cabinet a aussi accordé certaines réductions de droits de coupe. La chose s'était faite chaque année, sous l'ancien ministère. Chaque année, sous l'ancienne administration, il y avait réduction des droits de coupe, surtout pour le bois exporté en Angleterre. Cependant, on a eu soin de préciser, cette fois, que le privilège accordé ne constituait pas un précédent. Je n'en veux pas d'autres preuves que l'arrêté ministériel suivant. (M. Drouin cite un texte)

On a prétendu qu'en changeant les méthodes d'administration, aux Terres et Forêts, nous avions fait perdre \$650,000 en droits de coupe à la province. Quand nous avons fait cette réduction, nos experts ont dit que la province ne perdait rien, au moins par comparaison avec les années précédentes. Il serait juste d'avoir les chiffres et les détails pour étudier ce point.

Si j'insiste sur ces questions compliquées, c'est parce que le chef du gouvernement a fait des remarques à ce sujet. Je veux lui montrer que j'entends bien rester solidaire de ce qui s'est passé pendant les six mois que j'ai passé au gouvernement, et j'ai confiance que mes anciens collègues manifesteront le même esprit de solidarité à mon égard. Je souhaite que mes anciens collègues du cabinet penseront que je suis sincère sur ce point. Les calculs nous ont convaincus que nous n'avons rien perdu par comparaison avec les années précédentes.

Pour les salaires des bûcherons, nous avons promis de les améliorer. Jamais il n'y eut promesse plus sacrée. Elle lie tous les députés de l'Union nationale. L'ancienne commission des bûcherons avait fixé les salaires à \$30 et à \$35. J'ai étudié l'ancien statut et n'y ai trouvé aucun pouvoir légal de sanction. Si les compagnies refusaient de payer, aucun avocat ne pouvait les y forcer. Le Statut était inefficace et nous avons aboli la commission. On a cru, par la suite, que nous avions passé un arrêté ministériel fixant les salaires à \$40. Jamais nous

n'avons fixé de salaire spécifique. Mais il y a certains règlements très vieux et désuets, et le gouverneur en conseil a posé des conditions à ceux qui nous ont demandé des faveurs pour les droits de coupe.

Nous avons exigé des salaires raisonnables. Nous avons dit que l'on devrait payer au moins \$40, cette année, en attendant un rajustement. Cette question des salaires des bûcherons est un peu un football politique et devrait être mise hors de la politique. Nous n'avions pas le droit de laisser subsister cela. Il y eut un congrès forestier, surtout dans l'intérêt des meilleurs salaires, et je me flatte que les conclusions de ce congrès, que j'avais l'honneur de présider, seront adoptées. Je le répète, c'est surtout pour les salaires que nous avons convoqué ce congrès.

À ce congrès, nous avons soumis nous-mêmes les conditions à l'étude des compagnies et des bûcherons: la convention collective de travail. Ce mode d'entente entre le travail et le capital devient de plus en plus en vogue dans la province, depuis quelques années, et c'est la meilleure solution à de nombreux problèmes. En France, par exemple, les conventions collectives ont été adoptées par toute l'industrie. Ces suggestions ont été soumises non seulement aux délégués de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.), section des bûcherons, mais aux représentants des concessionnaires forestiers.

Ces derniers ont montré non seulement un esprit général de coopération, mais un désir réel d'étudier le projet de convention dans un esprit de collaboration marqué. On a décidé alors que les représentants du gouvernement rencontreraient les représentants des bûcherons et des compagnies, et je souhaite que le projet de convention collective réussisse, car alors on aura contribué à débarrasser la politique d'un problème épineux. J'exhorte le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) à continuer ses efforts pour la réussite du projet.

J'en viens maintenant au discours du trône. Il me faut d'abord commencer par des préliminaires nécessaires pour bien exposer mon point de vue. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons été assermentés le 26 août dernier. Aussitôt après, la session a été convoquée pour le mois d'octobre.

Je veux être franc; je veux dire ce que j'ai pensé dans le temps et je ne veux pas dire ce que je n'ai pas pensé. Il est clair que nous ne fixions pas la session d'urgence comme la date pour y déposer tous les articles de notre programme. C'était une session d'urgence pour rétablir l'assiette financière de la province, pour parer aux éventualités nécessaires.

Le peuple n'exigeait pas plus de nous, dans le temps. Pour moi, ma conscience politique me dictait de nous mettre à l'œuvre pour accomplir immédiatement, ou penser à accomplir immédiatement, toutes nos promesses. C'est comme ça que je comprends la vie publique. Si on me prouve que j'ai tort, alors je comprendrai que le régime actuel, que le régime parlementaire où nous vivons est une "jouerie" politique, et je conclurai qu'il nous faut recourir à un autre mode d'administration, qu'un autre régime s'impose.

Quel était le sentiment populaire, quel était le pouls, la pulsation du peuple? J'ai cru interpréter, et je crois encore interpréter, le sentiment du peuple en disant ceci: Le peuple attendait, il nous attendait jusqu'à la présente session régulière pour nous juger, pour voir si, dès la première session, nous poserions des actes indiquant notre intention de remplir intégralement nos promesses. Voilà comment, pendant tout l'automne, j'ai compris et j'ai analysé notre situation.

À mon sens, un chef de parti n'a pas le droit, au point de vue de sa conscience politique, de décider lui-même quelle promesse il va d'abord remplir et quelle promesse il va retarder; de choisir dans le programme les réformes qu'il va appliquer plus tôt qu'une autre, celles qu'il va appliquer une année plutôt qu'une autre année.

Un chef n'a pas le droit de suivre son goût personnel, mais suivre la prépondérance des problèmes suivant leur importance nationale, et ne pas choisir d'accomplir une promesse plutôt qu'une autre, surtout dans les promesses qui ont frappé le plus la psychologie populaire, celles surtout qui ont été le fondement de la lutte, celles dont l'objet était de briser le mal suprême et qui sont à la base du programme.

Je ne crains pas de dire que l'idée de fond, l'idée principale qui a présidé aux deux dernières élections, celle qu'a comprise le peuple, celle sur laquelle le peuple a voté, l'idée sans laquelle le premier ministre actuel n'aurait pas obtenu les alliances qui l'ont porté au pouvoir, c'était de briser la dictature économique, et briser cette dictature pas demain, pas après-demain, pas par étapes, pas par périodes espacées, pas mollement, pas doucement, pas d'année en année, mais aujourd'hui et tout de suite, sans pitié, avec une détermination implacable, avec une main de fer.

Examinons donc si le présent gouvernement a rempli ses promesses principales, si le discours du trône est de nature à calmer les appréhensions de ceux qui, depuis des années, ont lutté pour demander

la transformation sociale, morale et économique dans la province de Québec, qui ont prêché l'idée nationale. Le cabinet actuel a rempli nombre de promesses. Il y en a certaines autres dans le discours du trône, je tiens à le reconnaître.

Mais le gouvernement actuel n'a pas encore rempli, il ne veut pas remplir ou il hésite à remplir les promesses fondamentales faites au peuple; le discours du trône ne comprend pas les réformes basiques nécessaires pour amener la transformation morale, politique et économique de la province de Québec. J'ai lu, j'ai relu le discours du trône; j'ai cherché, j'ai recherché la moindre allusion au conseil économique. Je n'y ai pas trouvé la moindre allusion, et pourtant, c'est là une des réformes les plus demandées par les esprits bien pensants de la province, une des promesses fondamentales du Parti conservateur, de l'Action libérale nationale, de l'Union nationale.

S'il y a une réforme urgente, c'est bien celle-là. Comment le gouvernement actuel peut-il oublier une telle réforme? Comment peut-il se justifier de retarder l'institution immédiate de ce conseil économique demandé, réclamé depuis nombre d'années, demandé par tous les esprits bien pensants de la province? D'abord, pourquoi cette idée a-t-elle germé dans le peuple?

Nous voulons un conseil économique pour suppléer aux déficiences du régime démocratique. Nous voulons que les parlementaires aient des aviseurs qui soient des techniciens, les meilleurs hommes de chaque catégorie. C'est ainsi que les richesses économiques et les ressources naturelles de notre province iront en grande partie à ceux de notre race, aux Canadiens français d'abord, et non pas aux gens qui ne sont pas de notre race et de notre croyance d'abord.

Cette question est liée à celle de l'abolition ou de la réforme du Conseil législatif. Quelle est mon attitude au sujet du conseil économique? Le conseil économique ne peut se concevoir sans la réforme du Conseil législatif. On pourrait nommer un conseil économique sans toucher au Conseil législatif. Mais la psychologie populaire et l'attitude des partis font que ces questions sont devenues inséparables. Le Parti libéral pendant son long séjour au pouvoir, avant 1887, s'était prononcé pour l'abolition du Conseil législatif. On disait alors que le Conseil législatif ne répondait pas aux principes de la Confédération, sans préconiser, alors à sa place, un conseil économique. Il n'était pas alors question de conseil économique. Cette réforme s'est imposée à l'opinion au cours de ces dernières années.

À la convention de Sherbrooke, qui a choisi le chef actuel du gouvernement comme chef du Parti conservateur, la question a été étudiée et une résolution a été adoptée en faveur de la transformation ou de la réforme du Conseil législatif suivant l'idée de 1867 et en conformité avec les idées d'aujourd'hui. Depuis, le Parti conservateur a appuyé cette idée. Notre programme préconisait cela. Le 7 novembre 1935, lors de l'entente conclue entre le chef actuel du gouvernement et M. Paul Gouin, cela figurait dans le programme de l'Action libérale nationale. C'est clairement écrit: "Transformation du Conseil législatif en un conseil économique". À la dernière élection, nous avons tenu à le faire publier, ce programme. Le 7 novembre 1935, lors de l'entente entre le Parti conservateur et l'Action libérale nationale, quand on accepta le programme commun, la transformation du Conseil législatif était de nouveau acceptée, et il en fut de même lors de la rupture et de la fondation de l'Union nationale actuelle. Le gouvernement est donc obligé, de par ses engagements, à nous donner un conseil économique.

J'espère qu'il me sera permis de parler de mon attitude personnelle. En novembre 1934, je décidais de tenter un dernier effort pour rester dans les rangs du Parti libéral. Je présentais, à la session de 1935, des motions qui contenaient les principales réformes que je désirais. L'une de ces motions disait:

Que cette Chambre est d'opinion que la Constitution de cette province devrait être amendée pour permettre la modification du Conseil législatif;

Que les conseillers législatifs, à l'avenir, ne devraient plus être nommés à vie et par le gouvernement, mais pour une certaine période seulement et sur une base de représentation corporative, de manière à permettre à toutes les classes de la population de se choisir des représentants suivant leurs intérêts moraux, économiques et sociaux, et sans nuire aux droits présumés acquis.

C'est-à-dire que chaque catégorie de citoyens organisée corporativement devait être représentée. Je voulais que les ouvriers, les patrons, les universitaires, les professionnels de toutes les catégories, intellectuels et manuels élisent des représentants au conseil économique. C'est le principe même du corporatisme. Je me rendais déjà compte des déficiences de la démocratie. Je croyais encore, et je crois encore, en une démocratie saine et éclairée. Mais je pense que nous sauverons la démocratie en la tempérant de corporatisme, et c'est vers ça que je tendais par ma motion. C'est d'ailleurs ce que pensent les esprits avertis de cette province.

Tout le Parti libéral a voté contre et trois députés de l'opposition, du gouvernement d'aujourd'hui, les représentants de Rouville (M. Barré), de Saint-Sauveur (M. Bertrand) et de Hull (M. Guertin) me donnèrent leur appui. Je ne blâme pas l'opposition du temps de ne m'avoir pas davantage appuyé. La phraséologie de ma motion ne correspondait pas tout à fait aux idées de l'opposition. Je ne suis pas fanatique sur cette question, je suis prêt à me rallier à une formule quelconque dans le sens de notre programme. Ce n'est pas la seule forme sous laquelle on pourrait racheter une promesse de base, mais je dis au gouvernement actuel: Faites au moins quelque chose, rachetez votre promesse. Je dirai même qu'on aurait dû la racheter, cette promesse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je m'en voudrais d'interrompre le député de Québec-Est (M. Drouin), mais, s'il me permettait une question? Le député qui parle dit: "Faites au moins quelque chose." Peut-il dire honnêtement, pense-t-il dire honnêtement, pense-t-il qu'il est correct de dire que nous ne faisons rien? Le député ignore-t-il que nous avons créé un organisme composé d'experts et dirigé par M. Esdras Minville¹⁴, pour faire l'inventaire de nos ressources naturelles? De plus, nous avons dans chaque département des experts indépendants de la politique pour nous conseiller.

Est-ce que ce n'est pas là non seulement un embryon, mais un commencement de conseil économique? C'est même un commencement considérable. Le député ne se souvient-il pas que, lors du débat sur la motion dont il vient de parler, nous avons dit que nous étions en faveur de la réforme du Conseil législatif et chaque conseiller que nous avons nommé s'est engagé à appuyer cette réforme? Enfin, est-ce qu'à chaque nomination d'un nouveau conseiller législatif nous n'avons pas exigé du titulaire qu'il vote en faveur de cette réforme lorsque viendra le temps?

(Applaudissements à droite)

M. Drouin (Québec-Est): Je regrette de ne pas partager la première opinion que vient d'exprimer le premier ministre. Je ne crois pas que ce soit la façon normale de procéder que de faire l'inventaire avant de créer un conseil économique. Je crois que nous devrions laisser d'abord faire l'inventaire. Bien sûr, j'approuve l'idée d'inventaire, mais il faudra du temps. Des experts sont au travail. Je le sais, mais ce n'est pas ça, un conseil économique. D'après ce que nous avons promis, les experts et les techniciens seraient nommés

officiellement dans le conseil économique et nous pourrions bénéficier de leurs connaissances. Ils seraient nos aviseurs et non pas des employés du gouvernement.

Je n'ai jamais compris qu'un conseil économique, c'était de faire en sorte qu'il y ait des aviseurs techniques dans chaque département. Ce n'est pas ça non plus qu'a compris le peuple. Quand nous avons parlé d'un conseil économique au peuple, le peuple n'a pas compris que nous devions employer des experts dans chaque département. Les mots sont là, les textes sont formels. Ce que je prêche vient du programme de la convention de Sherbrooke, de l'Action libérale nationale (A.L.N.) et de l'Union nationale.

Il ne s'agit pas seulement d'employer des techniciens; il s'agit bien d'une transformation du Conseil législatif en un conseil économique. Si le premier ministre n'entend pas la chose de la même façon que moi, je me sépare complètement de lui sur cette question. Les conseillers nommés par le gouvernement, et c'est le privilège reconnu du premier ministre de les choisir, ont promis de voter pour la réforme du Conseil. Je dois admettre que le premier ministre me l'a dit, et à plusieurs reprises. D'après nos théories et nos promesses, le gouvernement aurait dû présenter dès la présente session une loi pour abolir le Conseil législatif.

Le Conseil législatif, tel qu'il est actuellement, je n'ai pas d'objection à dire ce que j'en pense et je vais le dire bien franchement: c'est une vétusté de l'ancien temps, c'est une vieille relique de l'époque quaternaire au point de vue politique, c'est une institution désuète qui ne rend aucun service à la province, qui n'est plus qu'une chambre de confirmation, qui n'est plus qu'une institution protectrice des gros intérêts et c'est le château fort législatif de la dictature économique dans cette province.

Le présent gouvernement ne l'a pas aboli, il n'a pas l'intention de l'abolir et il ne veut même pas le modifier; il ne veut même pas le remplacer par un conseil économique. Je ne m'accorde pas sur ce point avec l'honorable premier ministre. Le premier ministre a semblé dire que nous avons un commencement de conseil économique; à mon sens, nous n'en avons pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'honorable député ne m'a pas compris. Ce que j'ai dit, c'est ceci: Nous avons un inventaire de nos ressources naturelles, dirigé par M. Minville, qui est au-dessus de la politique et qui ferait partie d'un

conseil économique. Il a sous ses ordres des adjoints qui sont des experts qui font des travaux et qui seraient nécessaires même pour les grands "finfins" qui s'imaginent tout connaître.

J'ai dit de plus que les conseillers législatifs que nous avons nommés se sont engagés à voter pour la réforme dans le sens d'un conseil économique. Quant à la majorité des conseillers législatifs actuels, ils ont été nommés par des politiciens qui sont des amis de ceux que mon honorable ami a supportés pendant 25 ans.

M. Drouin (Québec-Est): Ceux que j'ai supportés pendant 25 ans. Il fallait que l'honorable premier ministre ajoute une petite malice à la fin de sa remarque. Les conseillers nommés par ceux que j'ai supportés pendant 25 ans, dire cela, c'est ne pas faire entrer en ligne de compte le fait qu'il y a beaucoup de libéraux qui ont lâché loyalement et sincèrement leur parti et qui, j'en suis convaincu, ont aidé le chef de l'autre parti à arriver au pouvoir.

L'inventaire de nos ressources naturelles, ce n'est pas une réforme du Conseil législatif telle que nous l'avons promise. Si c'est là ce que le premier ministre entend par un conseil économique, je ne suis pas de son opinion. Est-ce là ce que le peuple a compris par la promesse que nous lui faisons? Je me rappelle qu'un ex-ministre de l'ancien régime m'arrêta, l'autre jour, et me dit: "Tu sais, l'abolition du Conseil législatif, ça se promet quand on est dans l'opposition, mais ça ne se voit jamais quand on est au pouvoir." Cela, c'est du cynisme politique.

Je fais remarquer que ça ne s'applique pas aux membres du gouvernement actuel, mais nous allons savoir une fois pour toutes si l'on peut tromper ainsi le peuple pendant de longues années. Je tiens déjà le gouvernement responsable devant le peuple s'il ne remplit pas ses promesses à ce sujet, et la voix nationale qui, comme une ombre menaçante, surplombe cette enceinte saura être plus forte que toutes les influences antinationales et antipatriotiques.

Je passe à un autre sujet. On lit dans le discours du trône: "Le gouvernement désire aider dans la mesure du possible au maintien du crédit municipal, qui est à la base du crédit de la province. Il vous invitera à étudier un projet de conversion volontaire des dettes municipales." Je dis que le gouvernement actuel ne fait pas ce qu'il devrait faire. Il n'annonce pas ce qu'il devrait annoncer pour aider les municipalités. C'est très bien d'étudier un projet de conversion volontaire, et j'approuve ce projet, mais ce n'est pas suffisant. Je dis que l'on ne va pas à

la source du mal, que l'on n'emploie pas le véritable remède, que l'on ne fait pas ce que le bon sens dicte en cette matière et ce que la saine population demande.

Pour résumer ma pensée, je pose immédiatement en principe que les municipalités ne devraient plus être appelées à supporter le coût du chômage et du secours direct, et que la province devrait immédiatement assumer le coût total de la surcharge, et cela, sans attendre la réponse d'Ottawa. C'est un fardeau qu'elles ne peuvent plus supporter, qui a entraîné la faillite de plusieurs et qui a découragé les petits propriétaires trop lourdement grevés.

Il (M. Drouin) parle des villes ruinées qui seront toujours sous la domination de la Commission municipale. Il dit que ce qu'il prêche, il l'a prêché pendant plusieurs années. Il rappelle la correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement Taschereau qui se dit prêt à dégager les municipalités, à condition que les deux gouvernements paient chacun la moitié des frais. Il savait que la réponse du gouvernement fédéral serait défavorable et elle lui servait de prétexte pour ne rien faire.

Comment voulez-vous que la propriété reprenne sa valeur d'autrefois, avec un tel état de choses? C'est le gouvernement fédéral qui devrait assumer tout le coût des secours directs, mais, en attendant qu'il le fasse, que la province prenne le fardeau à sa charge. J'espère que nous avons maintenant des hommes qui n'attendront pas toujours Ottawa. M. Taschereau, par exemple, disait toujours: "Ottawa ne veut rien faire, donc je ne puis rien faire." Des hommes politiques qui attendent toujours Ottawa, nous n'en voulons plus. Nous voulons des chefs qui prennent avant tout l'intérêt public et celui de la province de Québec sans s'occuper d'Ottawa.

C'est le cri de la jeunesse; c'est le cri de la jeune génération. Nous sommes fatigués de ce jeu de football; nous ne voulons plus de ce jeu. Nous voulons des hommes publics qui soient 100 % pour la province de Québec. C'est ce que nous voulons et, tôt ou tard, c'est ce que nous aurons. Le présent gouvernement ne doit pas reculer devant cette réforme radicale pressante, urgente, et je la lui demande au nom des intérêts supérieurs de la province de Québec. Je lui demande par-dessus tout de ne pas nous répondre qu'Ottawa ne veut pas faire sa part, qu'il ne la fera pas lui-même...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le député de Québec-Est me permettra-t-il une

question? Le chômage coûte actuellement à la province de Québec une somme de \$11,000,000 par année, dont \$9,000,000 à la ville de Montréal et une somme supplémentaire de \$700,000. Si la province prenait à sa charge tout le chômage, il lui en coûterait \$20,000,000 par année. Où allons-nous prendre l'argent pour payer tout cela?

M. Drouin (Québec-Est): Pour ne pas déranger mon argumentation, je répondrai tout à l'heure. Je prévoyais cette question et, si le chef du gouvernement veut attendre quelques minutes, je lui répondrai, car j'avais précisément pensé à cet argent. Et je prévoyais la réponse du ministre: Cela va coûter trop cher, nous n'avons pas les finances nécessaires. À ceci, je répondrai que c'est le cabinet lui-même, dans le discours du trône, qui donne la meilleure réponse quand il dit que le crédit municipal est à la base du crédit provincial. C'est tellement vrai que ceux qui prêtent à la province ne pensent jamais uniquement au crédit même de la province, mais aussi à celui des municipalités. Les dettes des municipalités sont au fond celles de la province.

Au fond, aussi, ce que nous demandons, c'est simplement un changement de responsabilités, changement de dettes en faveur des municipalités pour permettre à ces municipalités, à ces villes de se développer, de grandir avec optimisme, au grand soleil de la province. Je sais que l'argent ne se crée pas, mais je sais qu'en 1934 le coût total payé par les municipalités, pour le chômage, a été de \$7,000,000. Est-ce que le gouvernement va continuer même à payer pour une chose qui ne le regarde pas? C'est simplement un changement de dette, car le crédit municipal est uni au crédit provincial.

Aux États-Unis, Roosevelt a souvent dit: "Il y a un cercle vicieux dans chaque question; il faut en sortir et je fais quelque chose pour en sortir, autrement il reste un cercle vicieux et je n'en sortirai jamais." Et je dis au gouvernement: Sortez de ce cercle vicieux; brisez-le, déclarez tout de suite que vous libérez les municipalités de la part de chômage sans attendre la réponse d'Ottawa, tout en continuant à réclamer qu'Ottawa fasse la même chose. Et vous verrez qu'Ottawa aura honte, qu'il sera mal à l'aise devant la population et que la force morale de l'opinion publique le forcera à céder.

Car si on attend qu'Ottawa fasse sa part, pour commercer, on va attendre très longtemps. Il est temps que le gouvernement fasse un effort courageux et libère les municipalités sans attendre la réponse d'Ottawa. Et, sur ce point, je désire dire toute la vérité tout de suite: J'accuse la société actuelle de

s'être rendue coupable de la plus grande injustice sociale des temps modernes. J'accuse la société et j'accuserai le gouvernement, s'il ne donne pas un vigoureux coup de barre dans la vraie direction, de laisser injustement, volontairement, avec égoïsme, croupir une partie notable de la population dans l'ignorance, dans le dénuement, dans l'immoralité, dans l'insuffisance, dans la misère, dans l'inconfort, les dangers nationaux, moraux, sociaux, économiques des secours directs.

Je m'explique. Quelle race est-on après nous bâtir pour l'avenir, dans cette province? Je souhaiterais que tous ceux qui ont le sens des responsabilités se regardent dans le miroir national. Ils y verraient la réponse terrifiante du Seigneur: "Coupables, vous êtes tous coupables." Coupables de manque de sens moral, d'injustice, de manque de patriotisme, coupables d'égoïsme déclassé, de manque de sens social, coupables d'incompréhension des véritables besoins du peuple, des véritables problèmes nationaux. Pendant qu'on s'assied confortablement d'un côté, l'autre côté croupit.

La société actuelle, en résumé, s'assied dans son plus ou moins grand confort et proclame: "Nous vivons, nous; l'autre partie de la société ne gagne pas sa vie, donnons-lui quelques sous par jour, juste pour les empêcher de crever de faim, et attendons que la crise soit finie et que l'industrie et le commerce les absorbent."

Oui, attendons que l'industrie redevienne prospère et les absorbe, et, pendant ce temps-là, la meilleure partie peut-être de notre société court les rues sans travail, sans confort, heureuse encore quand elle a assez de pain pour son repas, juste pour ne pas crever de faim, et quand elle a assez de bois pour que les petits ne crient pas qu'ils sont gelés sans crier qu'ils ont chaud.

À quoi bon que la crise soit finie, si un tel état de choses doit continuer? Société chrétienne de surface qui est capable de tolérer tout cela? Mais où est donc le sens social de notre société? Attendre que l'industrie absorbe de nouveau les sans-travail, ceux qui sont sous les secours directs?

Attendre que la crise se règle d'elle-même, M. l'Orateur, c'est illusoire, c'est un endormitoire. Ça ne viendra peut-être jamais. J'ai consulté les plus hautes autorités de cette province, sur la question du chômage, elles semblent toutes d'accord sur ce que je viens de dire. Alors, qu'allons-nous faire de ces gens? Les parquer dans la misère pour le restant de leurs jours. Qu'a fait Roosevelt, aux États-Unis? À un moment donné, en 1934, il a fait voter un programme de travaux publics permanents pour

\$2,800,000,000. C'est de là que sont sortis les travaux de la C.C.C., de la T.V.A., de la T.W.A.¹⁵, etc. Toute la structure économique des États-Unis s'en est ressentie et je ne crains pas de dire que la situation économique de l'autre côté des frontières est meilleure qu'ici, et que l'optimisme qui règne ici, au Canada, depuis quelques mois, a sa source principale dans le renouveau économique créé aux États-Unis par la politique du président Roosevelt. Ici, au Canada, dans la province de Québec qu'a-t-on fait et que fait-on?

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): La province n'a pas la puissance des États-Unis. Est-ce que l'honorable député prétend comparer les pouvoirs du gouvernement du Québec avec ceux de Roosevelt?

M. Drouin (Québec-Est): Je n'ai jamais dit cela. Je n'ai jamais eu l'intention de faire une telle comparaison.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): C'est la comparaison que vous faites.

M. Drouin (Québec-Est): Évidemment, nous ne pouvons pas comparer les pouvoirs et la puissance de la province de Québec avec ceux des États-Unis. Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) va voir où je veux en venir. Ici au Canada, dans la province, qu'a-t-on fait, que fait-on pour combattre le chômage? Des travaux saisonniers, uniquement des travaux saisonniers. J'approuve les travaux saisonniers que l'on fait. Ici, je ne veux pas mésestimer les travaux de chômage qui se sont exécutés et qui s'exécutent actuellement dans la province. Ils ont rendu un précieux service à certaines régions, surtout dans le district de Québec; ils ont permis à un certain nombre de voir ce que c'était que l'argent et le confort.

Mais est-ce cela, le règlement du chômage? Je ne veux pas blâmer le gouvernement ni le département du Travail de tout l'état de choses qui existe, mais je veux suggérer une politique vigoureuse et efficace. Mais est-ce là le règlement du chômage? Est-ce qu'un os à gruger donné de temps en temps à une population affamée peut lui ôter la faim journalière dont elle souffre? Non. Ce qu'il faut, c'est un système de travaux nationaux permanents pouvant profiter à la nation, aux générations futures, soigneusement choisis par des gens compétents.

M. l'Orateur, en 1935, en même temps que mes autres motions, je mettais sur le *Feuilleton* de la

Chambre une résolution que je demande la permission de vous lire:

Que cette Chambre est d'opinion que le système de secours directs institué et suivi depuis le commencement de la crise économique, tout en soulageant les misères immédiates, a été désastreux au point de vue économique, moral et social, et qu'il devrait être remplacé par des travaux;

Que le gouvernement de cette province soit invité à inaugurer une politique nouvelle et de haute envergure à ce sujet;

Que ces travaux devraient être d'une nature permanente, d'un bénéfice certain pour l'État, et profitant autant aux générations à venir qu'à la population actuelle;

Que, pour les entreprendre, cette Chambre suggère à l'exécutif de négocier, si nécessaire, des emprunts à longue échéance, de manière à faire contribuer aussi également que possible toutes les générations qui en profiteront;

Que les secours directs devraient être ainsi progressivement abandonnés, sauf pour les cas urgents et les nécessiteux.

Cette résolution avait le but suivant: le système des secours directs ayant eu des effets désastreux au point de vue économique et moral, on devrait instaurer un système de travaux de nature permanente qui rapporteraient un bénéfice à l'État. Je suggérais alors à l'exécutif de contracter des emprunts à longue échéance pour payer ces travaux. Je disais que les secours directs devaient être abandonnés, sauf pour quelques cas extraordinaires de nécessiteux et d'indigents. Cette idée-là, je suis allé à plusieurs reprises, à plusieurs endroits l'exposer. Je suis convaincu que les travaux de chômage rapportent des bénéfices à certains moments, font du bien, mais ce n'est pas suffisant. Il faut une politique provinciale de travaux permanents. C'est ce que je demandais au gouvernement Taschereau.

Quels sont ces travaux? Des travaux permanents de nature nationale, pouvant profiter aux générations futures. Et maintenant, comment les organiser? Comment les payer? Par des emprunts à longue échéance. Pourquoi cela? Pour faire payer leur part aux générations futures qui en profiteront, pour que la présente génération ne paie pas tout, pour qu'elle ne soit pas écrasée sous le fardeau, pour que l'avenir paie pour les bienfaits qu'il retirera du passé. Les générations de l'avenir devraient payer pour les bienfaits du passé. Au nom de la race, je le demande au gouvernement, s'il ne veut pas que les Canadiens français perdent leur caractéristique de travailleurs en les habituant à l'oisiveté.

Qui est contre le remplacement des secours directs par des travaux provinciaux réguliers? Les magnats de la dictature économique, les magnats des banques et des gros intérêts, qui avisent ordinairement les gouvernements, et j'espère que le gouvernement actuel ne se laissera pas aviser par eux. Pourquoi? Parce qu'eux ne pensent qu'au présent, qu'à leur présent. Quel est ordinairement leur grand argument qu'ils font triompher sur les gouvernements qu'ils essaient d'influencer? Leur raisonnement est celui-ci: que, si l'on fait des travaux, on va endetter la province et le pays. Ils prétendent qu'il vaut mieux donner quelques sous aux chômeurs et qu'au surplus, il ne faut pas hypothéquer les générations futures.

Hypothéquer les générations futures! Pour ma part, je relève le gant et je dis sans hésitation: Oui, pour sauver la génération présente, il ne faut pas hésiter à hypothéquer les générations futures, du moment qu'elles en profiteront pleinement. L'argument de l'hypothèque sur les générations futures est un argument inventé de toutes pièces par les philanthropes, par les mystiques de la dictature économique. C'est la pyramide des trusts, qui éteignent la vie nationale, sociale, économique de la province de Québec et du Canada français en particulier.

Le ministère actuel doit être à la hauteur de la situation. Ce qu'il faut, c'est du travail; ce qu'il faut, c'est faire cesser progressivement cette multitude de notre race, oui, M. l'Orateur, d'hommes de notre race, de notre sang, qui courent les rues de nos villes, de nos municipalités, déprimés, déformés, découragés, désabusés, démoralisés, pessimistes, et qui viennent chercher à l'hôtel de ville une maigre pitance qui leur permet de continuer leurs jours dans le dénuement et la désespérance. C'est au nom de ma race tout entière que je demande au gouvernement s'il va laisser perdues pour l'avenir les qualités de notre race, s'il va condamner les travailleurs canadiens-français à la paresse. Va-t-il laisser les Canadiens français s'accoutumer à cela?

Et, par-dessus tout, nous ne souffrirons pas du présent gouvernement qu'il nous dise qu'il attend après Ottawa. Comme pour la question des municipalités, nous ne voulons pas un gouvernement qui attend après Ottawa. Nous n'en voulons plus de ces gouvernements, nous voulons encore une fois un gouvernement qui règle les problèmes nationaux. Le problème est vraiment national, mais doit se régler dans la province de Québec. Si Ottawa nous fait attendre, Québec doit être assez forte pour prendre elle-même l'initiative. Si Ottawa ne veut pas

collaborer, tant pis pour lui, la province de Québec marchera quand même, car elle n'a pas le droit d'hésiter alors que ses fils sont dans la misère et la souffrance¹⁶.

Une voix: 11 heures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne veux pas empêcher le député de Québec-Est de continuer, mais, s'il en a pour longtemps encore...

M. Drouin (Québec-Est): Ah oui! Pour quelque temps encore.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

lui offre de prolonger la séance s'il croit terminer ses remarques rapidement.

M. Drouin (Québec-Est): Je propose, dit-il, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. M. Jean Sénécal remplace encore M. L.-P. Geoffrion, greffier de l'Assemblée législative, qui est absent pour cause de maladie, rapporte *Le Soleil* du 11 mars 1937, à la page 3.

2. Le député fait allusion à l'élection très serrée de M. Bastien qui, le 17 août 1936, fut élu avec une seule voix de majorité dans son comté.

3. *L'Illustration nouvelle* du 11 mars 1937, à la page 5, attribue ces paroles au député de Châteauguay (M. Boyer).

4. Les sources ne permettent pas d'identifier avec certitude le moment où fut prononcé ce passage, dans le texte.

5. William Aberhart (1878-1943), premier ministre de l'Alberta de 1935 à 1943. Il fut le premier à mener le Crédit Social au pouvoir.

6. M. Bastien est un ancien instituteur, rapporte *Le Journal* du 11 mars 1937, à la page 4.

7. U.C.C: Créée en 1924, l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C) était à la fois un groupe de pression et un syndicat agricole. L'U.C.C devint l'Union des producteurs agricoles (U.P.A.) en 1972.

8. M. Bastien fait allusion au ministre de la Colonisation dans le cabinet Taschereau (M. Vautrin).

9. Prénom de M. Bastien.

10. Diminutif pour Oscar (Drouin).

11. Les journaux ne s'accordent pas sur le nom de celui qui a fait cette interruption.

12. M. Duplessis est, comme on le sait, célibataire.

13. M. Drouin prend la parole peu avant 10 heures.

14. Esdras Minville (1896-1975), professeur et économiste. Professeur (1924-1938), puis directeur (1938-1962) à l'École des hautes études commerciales (HEC). Conseiller technique au ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (1936-1939). Il sera notamment membre de la Commission des semaines sociales du Canada, membre de la commission Tremblay (1953-1956) sur les problèmes constitutionnels. Doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal (1950-1957). Durant sa carrière, il collabora à de nombreuses revues et rédigea plusieurs ouvrages dans lesquels il développa une pensée économique et sociale axée sur le nationalisme qui faisait la promotion de la libération économique des Canadiens français.

15. Pour contrer la Grande Dépression, provoquée par le krach de la bourse de New York, le 24 octobre 1929, Roosevelt lance des programmes de travaux publics utilisant beaucoup de main-d'œuvre. Pour lutter contre le chômage de 15,000,000 d'Américains, et réaliser ces grands travaux, il met sur pied diverses associations telles la Civilian Conservation Corps (C.C.C.), la Civil Works Administration (C.W.A.) ainsi que la Tennessee Valley Authority (T.V.A.). Cette dernière a pour but premier la construction de barrages en vue d'aménager le territoire de la Tennessee, de limiter les inondations, d'augmenter la production hydroélectrique et ainsi fournir des emplois aux chômeurs.

16. M. Drouin allait prendre un autre feuillet d'un brouillon manuscrit qu'il consultait sur son bureau.

Séance du jeudi 11 mars 1937

Présidence de M. Trudel

La séance est ouverte à 3 h 30.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

Auguste DeVillers

M. Bélanger (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition d'Auguste DeVillers, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Société des comptables agréés de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition d'Auguste DeVillers, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Société des comptables agréés de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Bélanger (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi la concernant.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la Commission des écoles catholiques de Montréal,

demandant l'adoption d'une loi la concernant est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 2 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 9 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

M. Boyer (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de référer à la Chambre le bill 75 concernant la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce contre l'incendie.

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Three Rivers Grain & Elevator Company Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et certaines résolutions concernant l'évaluation et la taxation de ses biens;
- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte;
- de Canadian Home Assurance Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Compagnie du chemin de fer Alma et Jonquière, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de dame Marion Anderson Davidson, veuve de Leslie H. Gault, et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Leslie H. Gault;

- de The Bishop's College School Association, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de Henry Hawkins Rath et de dame Dorothy Gertrude Silcock, son épouse, demandant l'adoption d'une loi pour changer le nom d'Elizabeth Ann Wilson en celui de Elizabeth Ann Rath, et le nom de George Silcock Wilson en celui de George Silcock Rath pour autres fins;

- de William Ernest Greer et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Congregation of Christians";

- du Crédit Foncier Franco-Canadien, demandant l'adoption d'une loi validant l'acte de dation en paiement par la Chambre de commerce du district de Montréal;

- de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Commission des écoles catholiques romaines de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à faire certains emprunts;

- de A. Joly de Lotbinière et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Conseil armorial de Québec;

- de Henry D. Clapperton en sa qualité de fiduciaire des biens de J. K. L. Ross, demandant l'adoption d'une loi relative à la vente par lui du droit de réversion dans un fonds de rente créé en vertu du testament de feu James Ross;

- de "Le Sun Trust limitée", demandant l'adoption d'une loi confirmant les droits et pouvoirs octroyés à Quebec Saguenay and Chibougamau Railway Company par sa charte et prolongeant les délais pour construire;

- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 2 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 9 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

Charte de La Tuque

M. Ducharme (Laviolette) demande la permission de présenter le bill 89 amendant la charte de la cité de La Tuque et ratifiant le règlement no 229

de ladite ville, ainsi que le contrat en découlant, intervenu entre ladite ville et la Brown Corporation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dation en paiement par la Chambre de commerce de Montréal au Crédit Foncier Franco-Canadien

M. Boyer (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 113 concernant la dation en paiement par la Chambre de commerce du district de Montréal à Crédit Foncier Franco-Canadien.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Société Saint-Jean-Baptiste de Québec

M. Bélanger (Montréal-Dorion) pour **M. Boiteau (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 110 amendant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Quebec Saguenay and Chibougamau Railway Company

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) demande la permission de présenter le bill 99 modifiant la charte de Quebec Saguenay and Chibougamau Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Conseil armorial de Québec

M. Pelletier (Lotbinière) demande la permission de présenter le bill 109 constituant en corporation le Conseil armorial de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sherbrooke

M. Beaudry (Stanstead) demande la permission de présenter le bill 88 refondant la charte de la cité de Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Three Rivers Grain Elevator Company

M. Barrette (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 76 ratifiant un

règlement et des résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la Three Rivers Grain Elevator Company Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commissaires d'écoles catholiques
romains de Québec**

M. Delagrave (Québec-Ouest) demande la permission de présenter le bill 112 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession
James Ross**

M. Robinson (Brome) demande la permission de présenter le bill 126 autorisant la vente d'un droit de réversion dans un fonds d'annuités créé conformément aux termes du testament de feu James Ross.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Elizabeth Ann Wilson
et George Silcock Wilson**

M. Robinson (Brome) demande la permission de présenter le bill 81 changeant le nom d'Elizabeth Ann Wilson en celui d'Elizabeth Ann Rath, et le nom de George Silcock Wilson en celui de George Silcock Rath, et confirmant à toutes fins légales l'adoption desdits enfants mineurs par Henry Hawkins Rath et Dorothy Gertrude Rath.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Bishop's College School
Association**

M. Robinson (Brome) demande la permission de présenter le bill 115 modifiant la charte de Bishop's College School Association.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Succession
Leslie Hamilton Gault**

M. Robinson (Brome) demande la permission de présenter le bill 86 concernant la succession de feu Leslie Hamilton Gault.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Compagnie du chemin de fer
Alma et Jonquière**

M. Robinson (Brome) demande la permission de présenter le bill 124 modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer Alma et Jonquière.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Congregation
of Christians**

M. Robinson (Brome) demande la permission de présenter le bill 94 constituant en corporation une congrégation religieuse appelée The Congregation of Christians.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Canadian Home
Assurance Company**

M. Robinson (Brome) demande la permission de présenter le bill 122 concernant la Canadian Home Assurance Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Aide à
la petite propriété**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 2 modifiant la loi pour aider à la solution des problèmes affectant la petite propriété de cette province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) soulève des réserves.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

M. Béique (Chambly): Voir si l'on n'a pas le droit de présenter des bills!

Lettre du professeur Pitkin

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, je demande l'ajournement de la Chambre pour parler d'une question excessivement importante, en dehors de la politique. Un ami canadien-français de New York me signale un article écrit par un professeur de l'Université Columbia, M. Pitkin, à un citoyen de Toronto, et qui a été reproduit le 27 février dans un journal de cette ville, le *Globe and Mail*. Cette lettre contient les pires injures à l'adresse des Canadiens français qui habitent le continent

américain. J'ai cru de mon devoir, après avoir été mis en possession de cet article, d'attirer l'attention de la Chambre et de demander à mes collègues des deux côtés de protester contre le langage de cet individu, et de mettre le président de l'Université de Columbia au fait des insultes révoltantes de cet écrivain américain, pour qu'il proteste à son tour auprès de son professeur.

Cette lettre est d'autant plus révoltante qu'elle a été écrite par un Américain. Je proteste. Je crois que si le seul Parlement français d'Amérique ne protestait pas contre cet article, nous manquerions à notre devoir et à l'amour de la race à laquelle nous appartenons. Cet article est très veule. Je crois que pour bien savoir de quoi il s'agit, je dois lire cet article pour placer les responsabilités sur les épaules de ceux qui doivent les porter. Avec votre permission, M. l'Orateur, je vais donc donner lecture à la Chambre d'une traduction que j'ai faite de cet article.

Dans son volume intitulé: "Life begins at forty", le professeur W.-B. Pitkin, de l'Université Columbia, fait une prédiction que le travail à bon marché aurait une tendance à dériver vers les États-Unis, du Canada et du Mexique, deux pays où les conditions habituelles de vie sont au plus bas niveau. Cette affirmation a été niée par M. W. D. Northgrave, de Toronto, qui a reçu la lettre qui suit du professeur Pitkin:

"Votre lettre m'amuse. J'en ai reçu plusieurs de Canadiens, toutes prétendant la même chose et toutes basées sur une ignorance singulière du Canada et des gens qui viennent en plus grand nombre aux États-Unis. Il arrive que j'ai connu le Canada à partir du haut Yukon jusqu'à Halifax, étant venu au monde à sa frontière et ayant voyagé 10,000 milles au moins sur son territoire. Il arrive que j'ai fait des enquêtes sur les immigrants, et je puis vous dire - ce que vous ignorez certainement - que les Canadiens français qui se déversent dans nos États de l'Est sont les échantillons les plus bas de l'humanité, excepté sur certaines caractéristiques élémentaires d'économie et d'honnêteté simple.

"Les gens d'Ontario ne se déversent pas à flots dans les États-Unis. Je n'ai jamais dit que Toronto et Winnipeg sont des pays primitifs, et vous déformez mes mots quand vous imputez cette affirmation. Mais les populations de cette partie du Canada ne se transportent pas en grand nombre aux États-Unis. Venez dans nos petites villes industrielles de la Nouvelle-Angleterre un jour ou l'autre, et voyez l'espèce de bétail que nous recevons de Québec, non à la douzaine, mais par milliers. Je préfère des nègres

de l'Alabama à des rats musqués. J'ai parcouru 3,000 milles, l'été dernier, dans les provinces de l'Est et je remercie le ciel qu'elles n'appartiennent pas aux États-Unis, mais je souhaiterais que tout le pays, à partir d'Ottawa en gagnant l'Ouest jusqu'à Victoria, fasse un pays unique avec le nôtre.

"S'il doit y avoir une réponse à ceci, elle devrait venir certainement d'un écrivain canadien-français."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne veux pas interrompre mon honorable ami, mais, M. l'Orateur, je ne crois pas que ce soit assez important pour demander l'ajournement de la Chambre. Je soulève un point d'ordre. Et surtout si on publie des insanités d'un individu insignifiant sur notre compte, le moins que l'on puisse faire, c'est que la Chambre ne serve pas de mégaphone à ces élucubrations, à toutes les insanités de cette nature. Cela ne changera rien. Si certains Américains veulent donner des preuves de leur ignorance, de leur mauvaise foi et de leur manque de savoir-vivre, nous ne devons pas répéter leurs paroles en Chambre, car ce serait faire écho aux élucubrations de cette sorte.

Nous n'allons pas donner de publicité et de notoriété à des écrits comme ceux-là. Ce serait faire plaisir à ces gens qui nous injurient. Je ne doute pas du mobile du chef de l'opposition. Je crois que toute la Chambre, sans partisanerie politique, s'unira au gouvernement pour manifester les sentiments que mérite un individu de cet acabit. Ce serait mal, dans le Parlement, de faire écho à de telles paroles. Je veux bien que la Chambre s'unisse pour réprouver cet article, mais ne faisons pas de publicité à son auteur.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne sais quels sont les motifs qui animent la conduite que tient actuellement le premier ministre. À la lecture de cet article, j'ai été, pour ma part, révolté, profondément humilié. Nous devons non seulement à l'honneur des Canadiens français du Canada, mais aux Canadiens français des États-Unis, de protester contre un article de cette nature. Je considère que c'est notre devoir d'attirer l'attention du président de l'Université Columbia, l'une des plus grandes au monde, sur les paroles d'un de ses professeurs à notre égard.

C'est une question qui est d'autant plus grave que l'article a été publié par un journal très important. Celui qui l'a publié demande d'ailleurs aux Canadiens français de protester. Je demanderais donc au premier ministre de retirer son point d'ordre.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Je soulève un point d'ordre. Le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) demande au premier ministre de suspendre la séance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des objections. Je n'ai aucune objection à ce que le chef de l'opposition proteste s'il y tient, mais je ne veux pas que l'on fasse écho ici à ces injures du professeur de Columbia, je ne veux pas qu'il se fasse en Chambre l'écho des gens qui lancent l'injure à notre race. Notre race est bien au-dessus de cela. Nous ne devons pas perdre notre temps aux insignifiances d'un insignifiant. Ses paroles ne sont pas si importantes que cela.

Les Canadiens français sont au-dessus de ces injures. Leur histoire, remplie d'épopées et de prouesses, leurs faits d'armes, leurs exploits, leurs traditions, leur caractère, la noblesse de leur race sont là pour démentir les affirmations de ces détracteurs. C'est une insignifiance que cet écrit, et je crois que la Chambre ne doit pas perdre son temps à s'en occuper.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Moi aussi, j'ai lu cette lettre dans les journaux, mais je considère la question autrement. Je considère que les Canadiens français sont tous des sujets britanniques. Or, nous avons au gouvernement fédéral un ministre des Affaires étrangères, l'honorable W. Lyon Mackenzie King. Le chef de l'opposition devrait donc s'adresser au premier ministre d'Ottawa; comme cette insulte nous vient d'un citoyen d'un autre pays, le mieux que nous puissions faire, c'est de lui demander de protester, au nom du gouvernement canadien, auprès du gouvernement américain qui verra à faire rétracter l'auteur de cet article. Je crois que c'est le meilleur procédé à suivre.

M. Barrette (Terrebonne): Dites à Lapointe de sortir ses petits canons.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si l'on ne veut pas que je lise cet article, je suis prêt à m'asseoir. Je proteste cependant au nom des Canadiens français qui ont le droit d'être protégés par leur Législature. Je continue quand même de protester et je considère que c'est le devoir de ce Parlement de prendre énergiquement une attitude à ce sujet.

(Applaudissements dans un coin de la galerie)

M. l'Orateur suppléant: Une motion de la nature de celle qui est présentée par le chef de l'opposition peut très bien être faite en vertu des règlements de la Chambre, mais seulement lorsque la Chambre n'est saisie d'aucune autre affaire. L'article 17 du Règlement prévoit l'ajournement de la Chambre en tout temps, mais le paragraphe 2 ajoute "lorsqu'il s'agit d'une question grave et urgente". À mon avis, la question soulevée par le chef de l'opposition n'est ni grave ni urgente, et je maintiens le point d'ordre soulevé par le premier ministre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Parfait, je protesterai autrement.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 10 mars, sur la motion proposée le jeudi 25 février dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Drouin (Québec-Est)¹: M. l'Orateur, avant de continuer le discours que j'ai commencé, hier soir, dans le sens que je l'ai commencé, je veux parler d'autre chose. Je lis, ce matin dans *L'Événement*, le compte rendu de l'assemblée tenue hier à Saint-Joseph de Beauce par M. J.-E. Perron, candidat de l'Union nationale². J'y lis les paroles suivantes prononcées par M. Perron, le candidat ministériel dans ce comté. Ce M. Perron a dit en substance: "On a accusé notre chef d'avoir reçu de l'argent des trusts, mais celui qui a dit cela, le 4 mars, a fait une rectification dans *L'Événement* en disant qu'il n'accusait pas le représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis), mais qu'il voulait parler de la caisse du parti." Il a aussi ajouté: "Et qui était l'organisateur du parti dans le temps? Ce n'était pas le premier ministre, mais le représentant de Québec-

Est (M. Drouin). Il a démissionné comme ministre, et j'en suis content."

Ces jours derniers à la Chambre, à une rectification du premier ministre, le chef de l'opposition a déclaré sans malice, je l'avoue, que c'était l'organisation qui était accusée d'avoir reçu l'argent des trusts et non le premier ministre directement. Sur ce, le premier ministre a dit: "Est-ce une allusion au député de Québec-Est?" Je veux croire qu'il a agi sans malice, mais il a ajouté le nom de celui qui était organisateur dans le temps.

Je suis forcé cet après-midi, en face de ces remarques, je suis forcé, dis-je - je n'y tenais pas - en face de ces affirmations de M. Perron, de faire une déclaration, vu que l'on a semblé rejeter certaines accusations sur mes épaules. Je n'ai pas le droit de laisser passer cela, et je vais dire à la Chambre ce que je sais, ce qui s'est passé, ce que je connais personnellement de la souscription aux fonds électoraux lors des élections de novembre 1935 et d'août 1936.

Chacun sait qu'en novembre 1935, l'Union nationale - si personne ne le sait, il est bon qu'on l'apprenne - n'avait pratiquement pas de fonds électoraux. J'étais l'organisateur en chef de l'Union nationale dans le temps à Québec, et M. Édouard Masson était l'organisateur du district de Montréal. Aux élections de novembre, j'ai reçu les argents nécessaires, pour l'organisation du district de Québec dont je m'occupe principalement, de M. Paul Gouin, de M. Édouard Masson et d'un autre citoyen dont je ne me souviens pas du nom, je crois que c'est l'un des propriétaires de la maison de meubles appelée Valiquette, de Montréal.

Un député de l'opposition: On le sait, nous autres.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): M. Langevin... M. Hector Langevin.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): L'ancien secrétaire privé de l'honorable J.-L. Perron.

M. Drouin (Québec-Est): C'est cela. Peu importe. J'ai reçu très peu d'argent cependant pour l'organisation des élections de 1935...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On ne s'était pas encore abouché avec les trusts.

M. Drouin (Québec-Est): ... et je donne ma parole d'honneur que je n'ai jamais su non plus

officiellement, dans le temps, où cet argent avait été pris. Je m'occupais de l'organisation et non de la collection des fonds électoraux. Ici à Québec, nous avons une organisation locale basée sur les appels au dévouement personnel de nos amis et aux petites souscriptions. Je me rappelle le dévouement de nos amis qui se sont saignés pour nous aider.

Pour les élections du mois d'août, je devins organisateur en chef de la province pour l'Union nationale. Cette fois encore, je m'occupais particulièrement de la région de Québec et j'ai encore reçu l'argent nécessaire de deux personnes: de l'honorable premier ministre actuel et de l'honorable M. Alphonse Raymond³. (Saisissant sa serviette noire et la montrant à la Chambre) Qu'il soit bien entendu que je n'ai pas de reproches à leur faire, mais il me faut rétablir les faits et la Chambre le comprendra.

Je déclare la même chose pour les élections de 1936. Je ne sais pas d'où ces fonds venaient, et jamais je ne l'ai su, car ce n'était pas moi qui les collectais. Je n'en sais rien. Tout ce que je sais, c'est que j'ai ici un dossier de l'argent que j'ai reçu et de l'argent que j'ai payé, et que je suis prêt à le soumettre sans avoir rien à changer, car je n'ai rien à cacher. Je le montrerai, si nécessaire, en temps et lieu. Et je proteste de nouveau contre les affirmations que vient faire M. Perron. Il n'avait donc pas raison de faire cette déclaration à Saint-Joseph.

Je dis que, quand M. Perron insinue des choses semblables, il rend un bien mauvais service à sa cause et à son parti. Il me force contre mon gré à dire des choses; à dire que je ne sais rien de la provenance de ces fonds, et que c'est aux personnes qui les ont eus à déclarer d'où ils viennent. Je ne sais rien de plus que ce que j'ai déclaré à ce sujet.

J'ai discuté plusieurs points, hier. L'Union nationale a fait une autre promesse aux dernières élections: elle a promis une prime sur la fabrication du beurre et du fromage aux cultivateurs de la province de Québec. L'Action libérale nationale, par l'entremise de M. Édouard Lacroix, avait d'abord fait cette promesse capitale à la classe agricole. Plus tard, M. Godbout réitéra pour le Parti libéral la promesse d'une prime sur la fabrication du beurre et du fromage, mais pour certaines saisons seulement. Je me souviens bien - et on me corrigera dans les termes que j'emploie si je suis dans l'erreur, car je ne veux commettre aucune erreur de détail - le chef du gouvernement actuel avait déclaré au cours d'une assemblée: "M. Godbout vous promet cette prime pour certains mois seulement, moi je vous la promets pour toute l'année."

Aussi, je me demande pourquoi une promesse aussi importante n'a pas été incluse dans le discours du trône. Le premier ministre a déclaré dans le discours du trône que son gouvernement allait encourager la fabrication du beurre et du fromage. C'est une belle déclaration, mais on admettra que c'est plutôt vague, et qu'entre cela et l'octroi de la prime, il y a une marge qui peut être aussi large que l'océan. Et c'est une promesse qui, de par sa nature, doit être appliquée aujourd'hui même et non pas seulement demain ou après-demain, car c'est aujourd'hui et non après-demain que les cultivateurs ont besoin de cette prime.

Car elle a été promise, pour être payée jusqu'à ce que le prix du beurre atteigne 30¢ la livre et le prix du fromage, 15¢ la livre pour les cultivateurs. C'est donc une promesse qui, de sa nature, ne doit pas être différée. Je serais curieux d'entendre le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) dire pourquoi il ne l'accorde pas dès la présente session, car il n'en est pas fait mention dans le discours du trône.

Que dire aussi de la loi du salaire minimum des hommes? Voici une réforme sociale claire, qui avait été promise dans notre programme. Je dois ici rendre justice à M. Paul Gouin, malgré les divergences d'opinion sur diverses questions, qu'il tenait beaucoup à cette réforme sociale. Or, il n'en est pas fait mention dans le discours du trône. C'est pourtant là une question de la plus haute importance. On y parle bien de lois ouvrières, mais, si on veut donner le salaire minimum, pourquoi ne pas le dire? Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) me fait signe que oui. Si le ministre est capable de m'indiquer une référence dans le discours du trône à une loi du salaire minimum, de m'indiquer le paragraphe où cela se trouve, je m'inclinerai. Mais, pour une question d'une si haute importance, je ne puis concevoir que l'application d'une pareille promesse ne reçoive pas une mention dans le discours du trône.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): passe un texte souligné du discours du trône au représentant de Québec-Est.

M. Drouin (Québec-Est): Si mon ami le ministre du Travail veut dire que cela est couvert par les mots où il est question de lois ouvrières, je crois qu'on aurait dû le dire plus explicitement parce qu'il s'agit d'une loi très importante. Le ministre du Travail me passe le discours du trône et souligne un passage où il est question de salaires raisonnables,

mais ce n'est pas clair. On y lit que le ministère du Travail a veillé à l'exécution des lois, qu'il a pris les moyens nécessaires pour faire payer des salaires raisonnables aux ouvriers. Je le répète, si le ministre dit qu'il a l'intention de présenter une loi du salaire minimum pour les hommes, je le croirai et je m'incline. Mais, s'il ne me le dit pas, je...

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Il n'est pas obligé.

M. Drouin (Québec-Est): Ah! Il n'est pas obligé. Eh bien! Si le ministre du Travail ne le dit pas, je vais interpréter la déclaration du discours du trône suivant le sens normal. Est-ce qu'il faut interpréter les mots "salaires raisonnables" pour leur faire dire "salaires minima"? Ça ne se ressemble pourtant pas.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Je suis surpris d'entendre les déclarations du député de Québec-Est quand déjà toute la province est au courant depuis cinq semaines, par les journaux, que le gouvernement va présenter une loi du salaire minimum pour les hommes. Le fait est si bien connu et il a été si bien compris que la province d'Ontario va adopter une loi calquée, si l'on peut dire, sur la loi que présentera la province de Québec. Je suis d'autant plus surpris que pendant les six mois que l'honorable député a été avec nous, il était au courant des projets du ministère du Travail.

M. Drouin (Québec-Est): J'accepte la déclaration du ministre du Travail. Si mon intervention a eu pour résultat de faire connaître en cette Chambre la résolution du gouvernement d'adopter un projet de salaire minimum pour les hommes, j'en suis heureux. Le ministre du Travail dit que quand j'étais ministre, j'étais au courant de ce qu'on faisait.

Mais je lui répondrai que non, je n'étais pas au courant d'un projet aussi défini. J'ai entendu dire, j'ai vu dans certains journaux qu'il était question d'une loi du salaire minimum, mais je n'ai rien trouvé dans le texte du discours du trône. Mais, encore une fois, si le ministre du Travail dit qu'il y aura une loi du salaire minimum, j'accepte sa déclaration.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Je regrette vivement d'avoir à revenir sur la question. L'ancien régime était habitué à parler seulement de salaire minimum. Or, dans la loi que nous allons

présenter, le mot n'est employé que le moins possible parce qu'ordinairement les patrons faisaient et font un maximum du minimum de la loi. Nous employons plutôt les termes "salaire raisonnable" - le terme est meilleur. Je crois que l'honorable député va comprendre son erreur sur ce point.

M. Drouin (Québec-Est): Je n'ai jamais compris que "salaire raisonnable" voulait dire "salaire minimum".

Une voix à droite: C'est parce que vous ne voulez pas comprendre.

M. Drouin (Québec-Est): Je suis prêt à reconnaître l'erreur, s'il y en a une...

M. Barrette (Terrebonne): Et il y en a une.

M. Drouin (Québec-Est): Je ne comprends pourtant pas que loi du salaire raisonnable veuille dire loi du salaire minimum. Je n'admets quand même pas le principe de la législation préconisée et je ne crois pas que ce soit là remplir la promesse que nous nous étions engagés de réaliser en arrivant au pouvoir.

Je veux maintenant arriver à la dernière partie de mon discours pour prouver que la dictature économique ne peut disparaître si nous ne faisons pas disparaître les trusts. Cette dictature économique, elle existe encore; elle n'a pas perdu son emprise depuis que nous sommes là. Elle empoisonne l'atmosphère de notre province, elle étrangle notre vie économique, elle paralyse les activités sociales de nos compatriotes en les empêchant d'acquérir les richesses auxquelles ils ont droit; en enlevant la chance aux Canadiens français de profiter du développement de nos ressources naturelles, elle les laisse délibérément dans la pauvreté, car le contrôle est entre les mains de la haute finance anglaise et américaine.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je vois que le député de Québec-Est parle de dictature économique et de capital anglais. L'honorable député de Québec-Est a dit à Saint-Joseph de Beauce, à une assemblée, que le capital anglais empêchait la réalisation des réformes que nous avons préconisées. Le journal *Le Devoir* rapporte cette déclaration dans laquelle l'honorable député dit qu'il a démissionné parce qu'il a réalisé que les réformes désirées ne vont pas s'accomplir à cause de l'opposition du capital anglais.

Le Devoir est un journal bien informé, mais comme cette déclaration est de nature à jeter du discrédit sur ses anciens collègues, comme elle contient des insinuations blessantes pour les anciens collègues de l'honorable député, je lui demanderai de dire à la Chambre s'il a été correctement rapporté et s'il est vrai que le capital anglais peut empêcher l'accomplissement de ces réformes. Je voudrais lui demander de donner des précisions, de nous dire quel est le capital anglais qui a ainsi établi une opposition et quels collègues il veut viser.

M. Drouin (Québec-Est): J'ai fait une déclaration dans le comté de Beauce à ce sujet; j'en ai fait une aussi au Manège militaire. Je ne sais pas si j'ai été bien compris, mais je vais répéter ce que j'ai dit dans la Beauce. Ce que j'ai dit, c'est que j'avais senti que, pour avoir des réformes économiques importantes, et des réformes sur la question de l'électricité, j'avais senti, dis-je, que l'influence de la haute finance anglaise était sur mon chemin et que je ne pouvais réussir. L'honorable ministre me parle d'allusions blessantes à l'égard de quelques ministres; je déclare qu'il n'y a pas eu d'allusions blessantes. Il me demande d'indiquer quel capital anglais et quels ministres sont visés. Je dis et je répète que c'est la haute finance anglaise qui contrôle les compagnies d'électricité, qui s'est dressée sur ma route et qui m'a empêché d'avoir les réformes que je demande.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je regrette d'être obligé d'intervenir. Il y a des limites que je ne laisserai pas dépasser. Il y a des règles de convenance et de loyauté que je ne laisserai pas violer et fouler aux pieds. Si l'honorable député de Québec-Est, qui a siégé six mois avec nous, est capable et s'il a l'audace d'affirmer que, de près ou de loin, directement ou indirectement, celui qui vous parle, à sa connaissance personnelle, a subi l'influence du capital anglais, du capital français ou du capital chinois, qu'il ait le courage d'apporter des précisions et de remettre son siège en jeu.

(Applaudissements)

Mais je ne reconnais pas là la conduite d'un homme traité comme il l'a été par ses anciens collègues. Ce n'est pas là la conduite d'un collègue que nous avons choyé, que nous avons porté sur la main, qui a eu la pleine et entière confiance de ses collègues. Ce n'est pas une conduite digne que d'attaquer ainsi ses anciens collègues, que de lancer de pareilles accusations qu'on ne peut prouver. Les paroles qu'il a eues, cet après-midi, à l'adresse de ceux qu'il a abandonnés ne sont pas dignes de lui.

Je l'ai dit et je le répète, je n'ai qu'une chose: ma réputation, et j'y tiens. Je suis pauvre, je n'ai que ma réputation et le nom de ma famille à défendre et je n'endurerai pas que qui que ce soit attaque l'une ou l'autre, qu'on cherche à les ternir par des insinuations, et je défie qui que ce soit, le député de Québec-Est comme les autres, de porter des accusations de cette nature et de tenter de les soutenir.

(Applaudissements à droite)

M. Drouin (Québec-Est): M. l'Orateur, l'honorable premier ministre a ici un privilège qui n'est pas concédé aux autres membres de la Chambre, celui de poser des questions, de faire des corrections et d'en profiter pour faire un discours.

Des députés ministériels murmurent.

M. Drouin (Québec-Est): J'espère que l'on voudra bien me concéder le même privilège quand je poserai moi aussi des questions.

Dans les paroles que j'ai prononcées dans la Beauce et ici même, en quoi ai-je attaqué l'intégrité personnelle de l'honorable premier ministre? Il n'est pas question de cela. Je ne l'ai pas attaquée...

Un député: Indirectement.

M. Drouin (Québec-Est): ... pas même indirectement. L'une des réformes auxquelles je tiens le plus, c'est l'établissement d'une hydro et j'ai senti, je répète, que les grosses compagnies, contrôlées par la haute finance anglaise, étaient sur mon chemin. Ai-je dit que les compagnies d'électricité, contrôlées par cette finance, ont influencé le premier ministre? Je n'ai rien dit en Beauce contre le premier ministre personnellement. Je n'ai pas l'intention d'attaquer personnellement le premier ministre ni aucun membre de son cabinet, ni de porter des accusations, et ils le savent, mais j'ai l'intention de dire et de répéter - et de parler avec fermeté - que dans la province de Québec, nous n'endurerons plus que la dictature économique, composée surtout de la haute finance anglaise, empêche les réformes que nous préconisons, empêche le progrès économique des Canadiens français. Voilà la thèse que j'avais exposée.

Je ne porte aucune accusation contre le premier ministre et les membres du cabinet, je le répète. C'est vrai que j'ai été bien traité par eux. Je l'ai dit hier dès le début de mon discours, je n'ai pas reculé, cela ne m'a pas gêné. Je me suis montré solidaire du gouvernement pour le temps que j'en ai

fait partie, les derniers six mois que nous avons passé ensemble. Je n'ai pas eu peur de dire que j'ai été bien traité, choyé, même. Je souhaite une chose, c'est qu'on suppose que ces bons traitements, ils sont venus un peu en retour de quelques services que j'ai pu rendre à l'Union nationale et à quelques députés depuis deux ans.

(Applaudissements de quelques membres dans les galeries)

M. l'Orateur suppléant: Je rappelle au public dans les galeries, et pour la dernière fois, qu'il n'a pas le droit de manifester ni pour ni contre un orateur. Je serai forcé de faire évacuer si l'on ne se conforme pas aux règlements.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le député de Québec-Est (M. Drouin) admet-il que la dictature économique dont il parle est le résultat de la politique du gouvernement qui a précédé celui qui préside actuellement aux destinées de la province?

M. Drouin (Québec-Est): Mais certainement. Qu'est-ce que j'ai prêché? Pourquoi me suis-je séparé de mon parti, le Parti libéral? C'est exactement cela que j'ai dit, et je le dis depuis trois ans. On le sait, je me suis séparé du Parti libéral parce que j'ai prétendu qu'il était contrôlé par la dictature économique. L'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. Paquette) admettra-t-il à son tour que j'ai quitté le Parti libéral parce qu'il était lié par la dictature économique? On devrait m'en rendre justice. Quant à mon départ du gouvernement actuel, ce n'est pas la même chose. Je suis un idéaliste, peut-être, on m'en a fait le reproche. J'ai peut-être tort de rester unioniste, mais je tiens à le rester, car je tiens à l'exécution de certaines idées. Je veux des réformes dans la province de Québec et je vais me battre avec mes amis pour les obtenir, quelles qu'en soient les conséquences. Si j'ai tort, je succomberai peut-être, mais j'aurai eu conscience d'avoir accompli mon devoir. Ceux qui sont forts nous suivront. Je dis aux nationaux qui sont trop faibles de s'écarter pour nous laisser passer.

M. Boyer (Châteauguay): S'il le veut bien, je vais poser une question, une seule, à l'honorable député de Québec-Est. L'honorable député admet que la dictature économique est l'œuvre du parti qu'il a abandonné. Je demande poliment au député de nous dire bien sincèrement si, dans son opinion, les ministres et les députés actuels de l'Union nationale sont liés par la dictature économique.

M. Drouin (Québec-Est): La question du député est très habile, très, très habile. Je réponds simplement en disant que je me bats pour certaines réformes pour lesquelles je me suis battu dans les rangs du Parti libéral, et je me bats maintenant dans les rangs de l'Union nationale. Je me bats pour avoir ces réformes. Je ne les ai pas encore eues.

M. Barrette (Terrebonne): L'honorable député de Québec-Est est-il au courant du fait que ce matin, au comité des bills privés, les députés de l'Union nationale ont refusé des privilèges à un trust que nous avons combattu, qu'ils se sont battus contre la dictature économique en prenant une attitude nette et catégorique au sujet d'une évaluation de la Montreal Light, Heat and Power Company et contre la dictature des magasins en série? Qu'il vienne au comité et il verra que les députés de l'Union nationale, et moi pour un, sommes contre la dictature économique autant que n'importe qui dans cette Chambre, et peut-être plus, et nous combattons les trusts.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, voilà une tactique étrange dont on use cet après-midi pour empêcher le député de Québec-Est de parler. On ne répond pas aux discours de ceux qui parlent sur l'adresse, mais, depuis quelque temps, on interrompt les orateurs à toute minute. Ceci est tout à fait à l'encontre des règlements de la Chambre. On nous dira que les députés demandent d'intervenir. Je comprends que le député de Québec-Est permet les questions, mais on admettra qu'il est assez difficile pour un député de refuser. En toute justice, on ne devrait pas abuser, et cela hâterait les délibérations. J'ai le droit de considérer les interruptions de cet après-midi comme une tactique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable chef de l'opposition donne l'exemple en empêchant l'honorable député de Québec-Est de continuer.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je dis que j'ai le droit de protester contre les interruptions. Je demande qu'on observe le règlement. J'en ai le droit. Je proteste parce qu'il y a toujours une vingtaine de députés qui n'ont d'autre idée que d'interrompre l'orateur.

M. Barrette (Terrebonne): Parlant sur le point d'ordre, il n'y a pas très longtemps que le

député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) est dans l'opposition. Le chef de l'opposition croit que son gouvernement est encore au pouvoir et que c'est toujours à lui de parler. Son groupe est formé d'un petit groupe de 10 députés et ils parlent toujours aux moments les plus inopportuns. Sa déclaration est incorrecte quand il dit qu'on se met une vingtaine pour interrompre l'orateur.

Il n'a pas le droit d'accuser les députés d'utiliser la tactique d'interrompre l'orateur. J'ai le moyen de poser des questions sans concertation. Quand j'interromps quelqu'un, je n'ai d'entente avec personne. Nous avons le droit de poser une question avec la permission de celui qui a la parole. Il n'y a pas de tactique là-dedans. Nous représentons l'élément sain de la province et je voudrais que l'on sache que nous le représenterons pour longtemps.

M. l'Orateur suppléant: Je donne raison au chef de l'opposition et je profite de l'occasion pour demander aux députés qui soulèvent des points d'ordre de bien lire leurs règlements avant d'interrompre les orateurs. Il est permis de poser des questions si l'orateur y consent. Dans le cas qui nous occupe, comme le député de Québec-Est a toujours donné la permission, je ne vois pas qu'il y ait lieu de rappeler qui que ce soit à l'ordre.

M. Drouin (Québec-Est): Je félicite le député de Terrebonne (M. Barrette) de son attitude, au comité ce matin, envers le trust de la Montreal Light, Heat and Power. Je félicite tout le monde, si tous ont eu la même attitude au comité des bills privés. Je n'ai pas dit encore que la dictature économique contrôle le gouvernement de l'Union nationale. Qu'on prenne mes paroles telles que je les dis. Je ne dis pas encore que le gouvernement est contrôlé par la dictature économique.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Au moins, donnez-nous le temps d'agir.

M. Drouin (Québec-Est): Je n'ai pas d'objection. Mais, sur cette question de l'électricité, comme sur la question du charbon, il y a des choses qui se font vite et d'autres qui se font plus lentement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Encore des insinuations. Quelles sont celles qui se font vite et celles qui se font lentement?

M. Drouin (Québec-Est): L'électricité, par exemple. La concurrence immédiate.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Accordez vos violons, au moins.

M. Drouin (Québec-Est): Je veux maintenant parler du trust du charbon. Je n'entends pas blâmer le gouvernement actuel, du moins pas tout de suite, mais je blâmerai le gouvernement s'il n'agit pas le plus tôt possible, immédiatement, s'il ne se sert pas de la loi à sa disposition, si le procureur général (l'honorable M. Duplessis) ne prend pas d'action contre le trust du charbon, contre des compagnies reconnues coupables d'avoir formé un trust, d'après l'enquête fédérale présidée par M. McGregor.

On connaît cette histoire. Des compagnies ont été trouvées coupables, dans le passé, d'avoir formé un trust. Ce fut la conclusion du rapport McGregor dont le dossier fut transmis au procureur général du temps, M. Taschereau. Ces compagnies ont été poursuivies. J'ai dit alors et je le répète: On n'a pas voulu poursuivre personnellement les directeurs. Dès l'automne 1934, j'envoyais au greffier de la Chambre une motion sur ce sujet du charbon, et je vous demanderai la permission de la lire pour démontrer l'attitude que je prenais déjà. J'ai réclamé des procédures à chaque jour et à chaque occasion pour lutter contre le trust du charbon. On exprimait certains doutes sur l'application de la loi. Pourquoi ai-je demandé cela? Parce que nous poursuivions les compagnies, alors que la loi nous donnait le pouvoir de poursuivre les directeurs de ces compagnies.

Cette histoire de poursuite entreprise alors contre le trust du charbon fut la plus belle "jouerie" légale qu'on puisse imaginer. Depuis deux ans, devant la population et ailleurs, j'ai demandé personnellement que l'on poursuive le sénateur Webster et certains autres directeurs suivant l'article 26, chapitre 32 des Statuts d'Ottawa, mais je savais que les directeurs ne seraient pas personnellement poursuivis. C'est pour cela que je n'ai cessé d'attirer l'attention des gouvernements et du peuple sur les procédures que nous pouvons prendre. Je n'en ai jamais eu la satisfaction et je soumetts la question pour que le procureur général, que je ne blâme pas, puisse procéder comme il le doit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député de Québec-Est, après avoir dit qu'il ne me blâme pas, paraît insinuer que nous ne voulons pas procéder contre le sénateur Webster et les autres, que le gouvernement est en faveur du trust du charbon. Je déclare ici que jamais il n'y a eu d'application pour nous inviter à procéder. Jamais, ni directement ni indirectement, il n'y a eu la

moindre opposition de la part de ses collègues à prendre des procédures contre les directeurs de compagnies. Jamais nous n'avons refusé de poursuivre le sénateur Webster. Lorsque le député de Québec-Est était premier ministre intérimaire et procureur général, il pouvait le faire; il l'a probablement oublié.

M. Drouin (Québec-Est): Je m'attendais à cette remarque. Le premier ministre aurait dû me laisser poursuivre mon discours. Savez-vous, M. l'Orateur, quelle était ma phrase suivante: voici justement la suite du texte que j'avais préparé. Je ne veux pas qu'il soit compris que le procureur général actuel (l'honorable M. Duplessis) a refusé de poursuivre les directeurs de ces compagnies. Je veux être juste à l'égard du premier ministre. Je ne dis pas qu'il a refusé, et je ne veux pas le dire. Ainsi donc, s'il m'avait laissé poursuivre mon discours, il aurait été très satisfait.

Je prends la responsabilité de déclarer que jusque vers les premiers jours de février, je n'avais pas exigé personnellement cette condition du premier ministre, il ne fut jamais question des poursuites contre le trust du charbon. Ce n'est que vers les derniers jours de janvier que je lui ai demandé de poursuivre le sénateur Webster et les autres directeurs. Il ne m'a pas refusé, M. l'Orateur. Est-ce assez clair? Alors, je demande au premier ministre de déposer immédiatement des actes d'accusation contre ces directeurs. Pourquoi ai-je attendu jusqu'en février?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Est-ce que le député de Québec-Est, dans sa lettre⁴ de démission adressée au premier ministre et qui a été lue dans les journaux, n'a pas laissé entendre au public que sa démission était due au fait que le cabinet avait refusé de poursuivre le sénateur Webster et les autres directeurs?

M. Drouin (Québec-Est): Je vais lire ce paragraphe et le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) verra qu'il n'a pas été question de laisser entendre au public ce refus du procureur général (l'honorable M. Duplessis) au sujet de M. Webster. J'ai dénoncé le trust. Dans cette lettre, j'en profitais pour exposer simplement certaines réformes que je réclamaï. Je ne pouvais donner à entendre que le premier ministre m'a refusé toutes ces réformes. J'ajouterai, en toute justice pour le premier ministre, qu'il y avait également dans cette lettre des choses dont il n'avait pas encore été question entre le premier ministre et moi.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Lors de la réunion à laquelle nous participions, le député de Québec-Est et moi-même, à l'hôtel Saint-Louis, est-ce que je ne vous ai pas demandé dans quel but vous aviez écrit toutes ces choses, et vous avez répondu: "À part la question de l'électricité, le reste n'est pas important. J'ai écrit cette lettre pour me protéger."

M. Drouin (Québec-Est) va reprendre la parole, mais il hésite un moment.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Écoutez, écoutez!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ah! Ah!

M. Drouin (Québec-Est): Ah! Non.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Pardon, monsieur, pardon.

M. Drouin (Québec-Est): J'ai été convoqué à cette réunion le vendredi précédant ma démission. Il y avait également à cette réunion les représentants de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) et de Labelle (l'honorable M. Paquette). De quoi a-t-il été question? Dans cette entrevue avec le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bourque), le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) et le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette), il a été presque exclusivement question de l'hydro. On venait me demander d'accepter une hydro dans l'Abitibi. Je ne voulais pas. Il n'a presque pas été question des autres sujets mentionnés dans la lettre, dans cette entrevue.

Je nie carrément avoir dit que le reste n'était pas important, mais je n'ai pas objection à dire que le sujet principal sur lequel je me suis séparé du cabinet, c'est la question de l'hydro. Je n'ai jamais dit que j'avais écrit cette lettre pour me protéger, mais j'ai déclaré que j'avais envoyé cette lettre parce que, après les séances du cabinet auxquelles il a été question de l'hydro, je réalisais que je n'étais pas capable de faire triompher mes points de vue au sein du cabinet et que l'on me refusait toutes mes demandes au point de vue de l'hydro.

C'est ce que j'ai dit. J'ai tenu à envoyer cette lettre-là pour qu'on sache que je n'étais pas capable de faire triompher mon point de vue et que j'y tenais toujours.

Et cette lettre, je ne regrette pas de ne pas l'avoir envoyée au cabinet pour qu'on sache quel était mon point de vue. À ce moment, dès mes premières difficultés, j'étais décidé à ne participer à aucune séance du cabinet jusqu'à ce que mon point de vue fût accepté. En fait, je n'ai pas assisté aux autres séances. Si les ministres présents à l'entrevue ont cru que je voulais me protéger, ils ont bien mal compris. J'ai écrit cette lettre pour exposer mon point de vue et pour ma garantie personnelle en même temps.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le député me permet-il de le contredire? J'affirme de mon siège de ministre, et je donne ma parole d'honneur, que l'honorable député de Québec-Est (M. Drouin) a déclaré, lors de cette réunion, en ma présence et également en présence de MM. les représentants de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger) et de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), qu'il avait écrit cette lettre afin de se protéger. Alors, contre qui se protège-t-on? Je me le demande encore. Mais il a déclaré la chose de façon bien catégorique. On ne se protège pas contre ses amis. Je constate une fois de plus que la mémoire du député de Québec-Est n'est guère heureuse.

M. Drouin (Québec-Est): Si ma mémoire, au dire de l'honorable ministre, n'est pas heureuse, nous allons faire un marché, le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) et moi-même. Nous allons demander au peuple quel est celui des deux qui a la mémoire la plus heureuse au sujet du programme que nous avons promis d'appliquer dans l'Union nationale. M. l'Orateur, vous avez la version de l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette), celle de l'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bourque) et il est probable qu'elle sera confirmée par celle de l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger). Cela fera trois contre un.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): Absolument. Je corrobore les remarques du représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette).

M. Drouin (Québec-Est): Trois contre un. Je m'attendais à cela. Mais, au fond, M. l'Orateur, même si c'était vrai, la Chambre et la province jugeront nos déclarations respectives. Mais voyons donc, qu'est-ce que M. Stevens⁵ a fait avant de se séparer de M. Bennett? Il y a eu des pourparlers, il a produit de la correspondance tout comme moi, et ça c'est vrai. C'est naturel, c'est logique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Est-ce que le député de Québec-Est (M. Drouin), en dehors des séances du cabinet, n'a pas déclaré à maintes reprises, en présence de plusieurs personnes, qu'il agissait ainsi à cause de son point de vue de l'hydro et que les autres questions n'étaient pas importantes, qu'elles ne comptaient pas?

M. Drouin (Québec-Est): Voyez-vous la tactique suprême? Si nous étions capables de faire croire à la province que seule l'hydro m'intéressait et que je considérais le reste comme peu important, ce serait donc habile. Je n'ai qu'une réponse. Tout ce que j'ai dit, c'est que parmi ces questions, je considérais principalement la question de l'électricité dans toutes ses difficultés et les aspects qu'elle représente. C'est ce que j'ai déclaré à tout le monde. Mais je tiens aussi à d'autres réformes. Je suis heureux qu'on m'ouvre ainsi la porte pour les conversations particulières.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne s'agit pas d'une conversation privée; vous avez dit ceci devant plusieurs personnes.

M. Drouin (Québec-Est): À tout événement, je ne m'attarderai pas à me demander si le caractère privé d'une conversation dépend du nombre de personnes qui y ont pris part.

Je le répète, j'ai dit partout que le point principal pour me séparer du cabinet, c'est l'électricité. Pourquoi ai-je demandé les réformes dans le domaine de l'électricité d'abord? Pourquoi n'ai-je pas demandé des poursuites contre les directeurs de compagnies avant le mois de janvier, lorsque j'étais premier ministre intérimaire? Parce que je considérais - je ne sais pas si c'est une erreur - que certaines questions controversées devaient être abordées avant la session seulement, parce que nous avions beaucoup d'ouvrage et que nous venions d'arriver. Étant donné l'ouvrage que nous avons eu, je m'en suis tenu à cette ligne de conduite.

J'admire le premier ministre de pouvoir dire: Le député de Québec-Est a été premier ministre intérimaire et procureur général en mon absence, pourquoi n'avoir pas intenté d'action contre les trusts? Et ici, je voulais justement répondre à une objection qui vient de m'être posée. Certains esprits naïfs - je demande pardon au premier ministre, je lis sur mon texte et quand je l'ai rédigé, je ne croyais pas que l'objection me viendrait de lui - penseront: pourquoi n'a-t-il pas pris lui-même des poursuites alors qu'il était premier ministre intérimaire et procureur général intérimaire?

M. l'Orateur, quels sont les pouvoirs ordinaires du premier ministre intérimaire qui remplace le premier ministre en vacances? Le premier ministre intérimaire doit se borner à des affaires de routine et à des décisions non controversées. C'est d'ailleurs la ligne de conduite que m'avait dictée le premier ministre avant son départ. Je crois d'ailleurs que ce serait le comble de l'indélicatesse que de profiter de l'absence du chef d'un gouvernement pour faire prévaloir ses idées personnelles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

D'après la théorie du député de Québec-Est, s'il se commet un meurtre dans la province pendant l'absence du premier ministre, le procureur général intérimaire sera obligé d'attendre le retour du premier ministre avant de procéder, pour se mettre à la recherche des meurtriers. S'il y a eu des plaintes contre le sénateur Webster alors que le député de Québec-Est (M. Drouin) était le procureur général, c'était à lui de prendre des procédures. Étant donné la latitude qu'il avait, vu que nous n'avions pas d'objection, il pouvait parfaitement agir contre le trust du charbon. C'est simplement une affaire de routine et d'administration que de prendre des procédures.

M. Drouin (Québec-Est): Je comprends que, dans un cas de meurtre, de la recherche des meurtriers, cela fait partie de l'administration de la police. C'est la routine du département qui doit marcher. Mais prendre des procédures contre le sénateur Webster et les directeurs de compagnie personnellement, M. l'Orateur, c'est une question controversée. Je ne pouvais profiter du fait que le premier ministre était absent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(Riant) Il n'y a pas de préférence personnelle sur cette question, tout le monde est d'accord sur les poursuites à intenter.

M. Drouin (Québec-Est): Alors, si tout le monde est d'accord, je demande immédiatement au premier ministre de prendre tout de suite des procédures contre le sénateur Webster, de déposer immédiatement une plainte contre le trust du charbon. Alors nous serons d'accord.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Est-ce que le ministre niera que je lui ai dit à plusieurs reprises: Vous êtes pleinement autorisé à

prendre toutes les procédures nécessaires contre le sénateur Webster, contre n'importe quel autre sénateur et n'importe quel trustard?

M. Drouin (Québec-Est): Avant que j'aie quitté mon poste de premier ministre intérimaire, il n'avait jamais été question d'une action à intentar contre le trust. Je n'en fais pas de reproche au premier ministre. Je dois déclarer que lorsque, pour la première fois, j'ai agité la question devant le premier ministre, à la fin de janvier, il a consenti à prendre des procédures, et il m'a dit qu'il allait consulter ses officiers pour s'assurer si le département avait bien le droit de procéder, mais jamais auparavant il ne m'avait dit cela. Depuis le 10 février cependant, je l'ai mis en demeure de poursuivre ces compagnies. Il me répondit: "Nous sommes d'accord", mais j'attendais et rien ne se fit. Mais nous allons être d'accord. Aujourd'hui, il déclare qu'il veut les poursuivre et moi aussi. Que le premier ministre dépose les mandats tout de suite et je le féliciterai. Sommes-nous d'accord? Peut-être.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Cela va se faire demain.

M. Drouin (Québec-Est): En voilà un vrai trust difficile à combattre parce que la province n'a pas un grand contrôle sur lui, sauf lorsqu'il s'agit des taxes. Les prix de la gazoline sont excessifs. Nous payons l'essence plus cher qu'aux États-Unis, parce qu'il y a une combine. Tout ce commerce est entre les mains de la Standard Oil du New Jersey ou d'un syndicat anglo-hollandais. J'attire l'attention de mes compatriotes sur la nécessité de démolir ce trust s'ils ne veulent pas rester pauvres pendant que les autres races s'enrichissent. Sans doute voit-on des Canadiens français qui sont employés de ces stations de gazoline, des "pompeurs" de pneu, des essuyeurs de vitres, des balayeurs, mais enfin tout le gros de l'argent qui découle de ce commerce, zéro, trois fois zéro, ça va aux États-Unis. Voilà ce qu'il nous reste.

L'honorable M. Leduc (Laval): Est-ce que l'une des causes pour lesquelles le commerce de la gazoline n'est plus entre les mains des nôtres, ce n'est pas que trop de Canadiens français n'ont pas eu assez de confiance et de courage et ont préféré vendre ce qu'ils avaient entre les mains? Souvent quelques-uns des nôtres avaient une belle organisation, mais ils se sont empressés de la vendre aux étrangers, pour retirer des profits plus élevés, sans se préoccuper de l'avenir de leur race.

M. Drouin (Québec-Est): Certainement. Quand nous parlons des trusts, cela ne veut pas dire que les nôtres ne sont pas coupables quelquefois eux aussi. Je répète ce que M. l'abbé Groulx disait: "Ce qui nous manque, malheureusement, c'est une âme vraiment nationale dans Québec." Dès qu'il s'agit de commerce ou d'industrie, on oublie qu'on appartient à une race qu'il faut aimer et soutenir. L'heure est venue, et je prends la responsabilité de mes paroles, de parler en termes canadiens-français dans la province de Québec. À mon humble avis, le gouvernement devrait faire une enquête générale et complète sur la hausse des prix de la gazoline et sur les moyens de rendre ce commerce aux nôtres.

Il (M. Drouin) lit le paragraphe du discours du trône qui concerne l'électricité:

"Le gouvernement n'a accordé aucun permis autorisant l'aménagement de chutes d'eau; il a amené certaines compagnies à vendre l'électricité à des taux plus bas, mais il n'entend pas s'arrêter là dans la voie des réformes qui s'imposent. Les abus dans la distribution de l'électricité doivent cesser partout où ils existent, et le ministère est bien déterminé à les combattre avec énergie, par tous les moyens à sa disposition, mais avec toute la prudence dont les administrateurs de la chose publique ne doivent jamais se départir. Dès cette session, il vous soumettra toute la législation actuellement possible en vue de remédier aux abus des compagnies d'électricité. Entre autres choses, il vous proposera d'accorder, de façon efficace et juste, à toute municipalité de notre province le droit de municipaliser le service de l'électricité dans son territoire. De plus, il vous demandera de créer un organisme possédant le pouvoir d'installer certaines centrales électriques, qui devront rester la propriété de la province et dont l'exploitation, indépendante des compagnies d'électricité et des clientèles politiques, devra s'effectuer dans l'intérêt général."

C'est un chef-d'œuvre de trompe-l'œil complet, rempli d'expressions que j'ai rencontrées sur d'autres lèvres, un chef-d'œuvre débordant de termes ambigus, équivoques, de phrases amphigouriques tendant à démontrer qu'on donne beaucoup alors qu'on donne très peu. C'est un chef-d'œuvre de rédaction qui ne réussit pas à impressionner ceux qui ont l'expérience des discours du trône dans le passé. Ce sont des termes pour promettre ce que l'on pourra et pour tenir ce que l'on voudra.

Parlons de l'électricité. J'ai l'intention de vider cette question. Il nous faut considérer tout d'abord l'attitude des personnes et des partis. Cette question est devant le public depuis plusieurs années. Deux

hommes ont accaparé l'attention de la population sur ce problème: le député de Québec-Centre (M. Hamel) et le chef de l'opposition, qui a fait un gros travail dans sa ville pour solutionner ce problème. En 1932, la ville de Québec a demandé le pouvoir de municipaliser. M. Ernest Lapointe⁶ a piloté ce bill au comité. Nous avons été très heureux alors de la collaboration du premier ministre actuel qui nous avait beaucoup aidés.

En 1933, nous sommes revenus au comité des bills privés. Nous avons rencontré les mêmes hommes et le premier ministre actuel nous a prêté encore une grande collaboration. En réponse à nos revendications, on nous parlait toujours de prudence, de cessation d'abus, de réduction des taux, et de la frayeur qu'inspirait le patronage politique. La même année, 1933, je fondais un journal, *l'Ère Nouvelle*, pour combattre le contrat, que je trouvais inique, de la Québec Power avec la ville. En 1934, j'étais candidat à la mairie et je faisais ma lutte sur cette question de l'électricité. La même année, le premier ministre du temps, M. L.-A. Taschereau, présentait une loi de municipalisation qui ne fut pas votée et qui fut retirée vers la fin de la session.

Là encore, on nous parla de réductions de taux, de prudence, de cessation des abus et de la frayeur du patronage politique. En 1934, il y eut recrudescence dans la lutte contre le trust de l'électricité dans la campagne de municipalisation à Saint-Hyacinthe. Le chef actuel de l'opposition avait entrepris une grande campagne contre le trust de l'électricité. Je ne m'étais pas encore séparé de mon parti, mais j'appuyais le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). La même année, devant la commission Lapointe, nous avons demandé une hydro, l'étatisation de pouvoirs d'eau par la concurrence immédiate.

On nous a répondu en créant, en 1936, la Commission de l'électricité, en passant une loi de municipalisation, et des amendements à la loi de la Commission des eaux courantes. Pour ce qui concerne cette Commission, j'ai voté en faveur de la deuxième lecture des résolutions sans considérer le bill comme satisfaisant, parce que j'y voyais un germe de l'étatisation des pouvoirs d'eau. Quelques semaines plus tard, dans quatre causeries à la radio, je me séparais de mon parti; je n'étais pas satisfait de son programme sur l'électricité. Je me suis joint à l'Action libérale nationale dont le programme correspondait à mes idées, puis à l'Union nationale Duplessis-Gouin, puis à l'Union nationale actuelle. J'ai défendu toujours les mêmes principes en me battant pour l'établissement d'une hydro dans la province.

Et maintenant, M. l'Orateur, quelle a été la politique d'électricité des partis politiques de la province de Québec? Je dis tout de suite que tous les partis politiques sont liés par des textes ou moralement engagés à l'établissement d'une hydro dans cette province. Plus expressément encore, l'Union nationale s'est engagée officiellement à la concurrence immédiate d'État aux compagnies d'électricité sur des points stratégiques. Et points stratégiques ne veut pas dire dans les endroits les plus éloignés de la province, le plus loin possible. Les points stratégiques, c'est, par exemple, la Montreal Light, Heat & Power, la Shawinigan et autres compagnies importantes d'électricité.

Voyons d'abord pour le Parti libéral. Le Parti libéral jusqu'en 1935 n'était pas engagé au principe de l'hydro. Mais, comme je l'ai dit, à la session de 1935, il a fait amender la loi de la Commission des eaux courantes. Je votais en faveur, car c'était déjà un germe des réformes que je préconisais. Sur cette question, l'Union nationale s'est engagée officiellement et a promis une hydro, comme on l'avait fait à la convention conservatrice de Sherbrooke, en 1933, où l'on choisit le chef du gouvernement. Le Parti conservateur, par sa convention de 1933 qui a choisi comme chef le premier ministre actuel, a adopté le principe suivant:

"Le Parti conservateur demande la création d'une commission hydroélectrique provinciale et la réserve de tous les pouvoirs d'eau qui ne sont pas encore aliénés, pour lui en confier l'exploitation; le droit aux municipalités qui le jugeront à propos d'aménager et d'exploiter les services d'utilité publique, si, après un référendum, la majorité des propriétaires en a ainsi décidé."

Le 7 novembre 1935, le premier ministre a signé une entente avec M. Paul Gouin, créant une Union nationale Duplessis-Gouin. Il acceptait, au nom de son parti, le programme de l'Union libérale nationale, qui, disait-il, venait de la même source que celui du Parti conservateur. Ce programme, afin d'obtenir la baisse des taux d'électricité, prévoyait l'aménagement par la province, au fur et à mesure des besoins, des pouvoirs d'eau non encore concédés ainsi que de ceux concédés, mais non encore exploités; elle prévoyait de plus, une enquête immédiate par une commission indépendante spécialement nommée dans ce but et possédant tous les pouvoirs nécessaires, afin de déterminer s'il est dans l'intérêt de la province d'acquérir graduellement, à un coût permettant de baisser substantiellement les taux actuels, tout en amortissant le coût d'achat, les compagnies produisant ou distribuant l'électricité dans la province.

Puis vint la rupture d'avec M. Gouin, mais le programme de l'Action libérale nationale continue à être le programme de l'Union nationale et il fut même publié dans toute la province. Il promet une enquête sur les compagnies, dont la Beauharnois. Mais il y a plus que cela; l'Union nationale s'est engagée à aller encore plus loin que le programme de l'Action libérale nationale. Voici le document signé par plusieurs ministres et députés de l'Union nationale:

"Je m'engage sur mon honneur, par la présente, à appuyer toute législation:

"1. Qui décrètera qu'à l'avenir, aucun pouvoir d'eau ne devra être concédé à des particuliers sans une loi de la Législature;

"2. Qui favorisera la concurrence d'État immédiate au trust de l'électricité sur des points stratégiques."

Ce qu'il faut retenir, c'est que ces ministres et ces députés se sont engagés pour une concurrence immédiate sur des points stratégiques, pas en Abitibi, ni au Témiscamingue, ni à Chibougamau, mais à la Shawinigan, à la Montreal Light, Heat & Power, à la Southern Canada Power et autres compagnies importantes de l'industrie électrique.

De tous ces faits, il résulte, M. l'Orateur, que l'Union nationale est engagée par écrit, par des textes formels, à la concurrence d'État immédiate, pas dans deux ans, pas dans 10 ans, pas l'an prochain, mais cette année même; concurrence sur des points stratégiques, pas n'importe où, je le répète, mais sur des points stratégiques.

Voyons donc maintenant jusqu'à quel point le discours du trône remplit ce programme, ces promesses, en prenant en considération aussi les déclarations et les discours du premier ministre. Le discours parle de réduction des taux. J'en suis pour la réduction des taux. Quand j'étais dans le cabinet, j'en ai moi-même obtenu en me rappelant les promesses que, pour ma part, j'avais faites d'obtenir pour la ville de Québec les taux réclamés par les experts. Encore une fois, je ne brûlerai pas ce que j'ai adoré et je n'adorerai pas ce que j'ai brûlé.

L'honorable premier ministre a annoncé la création d'une commission de l'électricité pour contrôler les taux. Mais, M. l'Orateur, nous en avons une commission; elle ne donne pas satisfaction, je le dis tout de suite. Même en supposant qu'il y aurait une amélioration sur celle de M. Taschereau, même en supposant qu'elle donnerait des taux basés seulement sur l'actif physique des compagnies et non pas sur la capitalisation, ce ne serait encore qu'une commission de contrôle d'État. C'est le même principe avec les améliorations.

Ces commissions, services publics, commissions d'électricité, n'ont jamais donné satisfaction, n'ont jamais donné de résultats pratiques, et le premier ministre le sait bien. C'est changer simplement le mal de place; c'est changer une commission de M. Taschereau par une commission de M. Duplessis, voilà tout. Je le répète, le peuple n'a plus confiance dans ces commissions. C'est régler la question de l'électricité par des méthodes vieux jeu, alors qu'elle doit l'être par de nouvelles méthodes tant au point de vue social qu'au point de vue économique. Une commission de réduction des taux n'a jamais pratiquement rien réduit.

Passons maintenant à la municipalisation. Le discours du trône dit: "Entre autres choses, il vous proposera d'accorder, de façon efficace et juste, à toute municipalité de notre province le droit de municipaliser le service de l'électricité dans son territoire." Quand je pense aux titres de certains journaux! Il y a eu des gens sérieux pour dire qu'enfin nous avons la municipalisation, comme si nous n'en avions jamais eu! Je ne dis pas que les lois sont satisfaisantes, mais nous prend-on pour des naïfs?

On veut nous faire croire qu'il n'y en avait pas jusqu'à maintenant. La municipalisation existe depuis longtemps dans la province. Avant même la loi du premier ministre Taschereau en 1935, elle existait sauf pour Montréal et Québec. Les municipalités régies par la loi des cités et villes peuvent se prévaloir de la loi. La municipalisation existe depuis longtemps dans la province. Elle est dans le Code civil aux articles 455 et 464 ainsi qu'à l'article 408 du Code municipal.

M. Barrette (Terrebonne): L'honorable député est-il au courant que la municipalité de Saint-Jérôme a essayé de municipaliser en vertu de la loi de l'ancien gouvernement, mais qu'elle a été bloquée par la Commission de l'électricité, qui a établi des zones et des cloisons étanches et des zones d'influence?

M. Drouin (Québec-Est): Je suis obligé d'accepter la déclaration du député de Terrebonne. Je n'ai aucun doute là-dessus, mais je parle des textes d'avant 1935. Comme question de fait, Sherbrooke, Rivière-du-Loup, Westmount ont municipalisé l'électricité en vertu de ces lois.

M. Barrette (Terrebonne): Je vais être obligé de faire un discours.

M. Drouin (Québec-Est): (Souriant) Le député de Terrebonne a sûrement le droit de faire un discours, d'autres en font.

M. Barrette (Terrebonne): C'est parce que je ne veux pas vous interrompre tout le temps.

M. Drouin (Québec-Est): Il y a des équivoques qui ont frappé et trompé la psychologie populaire. Québec est venue pour demander la municipalisation. On la lui a refusée. Chose étrange, les villes qui n'ont pas de charte spéciale peuvent municipaliser. Québec a le droit pour le service domestique, pour les fins commerciales, mais pas pour la force motrice.

C'est sur cela qu'il a fallu continuer la bataille. Jusqu'en 1935, Montréal n'avait pas le droit pour les besoins domestiques ni pour la force motrice. L'avantage de la loi de 1935, c'est qu'elle définit ces droits.

Le discours du trône nous promet de rendre la municipalisation plus efficace. Je ne sais pas au juste de quelle manière. Si le gouvernement a l'intention de faire disparaître les entraves au droit de municipaliser, je l'approuverai.

S'il veut améliorer la loi, la rendre plus parfaite, il pourra trouver en moi un vrai collaborateur. Mais, encore une fois, ce contre quoi je m'insurge, ce sont les grands titres des journaux ministériels annonçant que toutes les municipalités pourront municipaliser.

M. Barrette (Terrebonne): Le gouvernement veut rendre les lois opérantes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est parce qu'elle n'est pas opérante, je suppose, que 26 villes ont pu s'en prévaloir?

M. Barrette (Terrebonne) et M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) échangent quelques opinions sur un ton animé.

M. l'Orateur suppléant les rappelle à l'ordre.

M. Drouin (Québec-Est): J'ai voulu contribuer à mettre la situation au clair; on pourra se comprendre mieux. Et maintenant, l'hydro! Avons-nous réellement une hydro dans le discours du trône? "De plus, il vous demandera de créer un organisme possédant le pouvoir d'installer certaines centrales électriques, qui devront rester la propriété de la province et dont l'exploitation, indépendante des compagnies d'électricité et des clientèles politiques, devra s'effectuer dans l'intérêt général." Avons-nous une hydro dans la province? Quelles phrases pour le dire, phrases ambiguës, amphigouriques!

L'honorable M. Gagnon (Matane): Mon ancien collègue me permettra-t-il de lui poser deux questions? Premièrement, l'honorable député a-t-il vu la définition du mot "hydro" dans le dictionnaire Larousse et, deuxièmement, voudrait-il me dire la différence entre une hydro et une centrale?

M. Drouin (Québec-Est): Je vais vous faire la définition du mot "hydro". Dans le dictionnaire, il doit y avoir le mot "hydro"... Je vais le dire. Je vais le dire pour ceux qui ne le savent pas.

L'honorable M. Paquette (Labelle): C'est peut-être le mot "hydropique" que vous avez vu dans le dictionnaire. Il y a l'hydrophilie, l'hydropisie...

(Rires)

M. Drouin (Québec-Est): Ah! Oui, si on veut continuer de m'interrompre par des farces, il y a aussi hydrothérapie, hydrologie et il y a surtout hydrophobie.

L'honorable M. Paquette (Labelle): (Souriant) Hydro-folie aussi.

(Rires et applaudissements à droite)

M. Drouin (Québec-Est): Le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) a l'air de s'y connaître.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je suis bactériologiste.

M. Drouin (Québec-Est): Je dois dire que je n'ai pas regardé dans le dictionnaire au mot "hydro".

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça y est: c'est clair!

M. Drouin (Québec-Est): En tout cas, je ne suis pas un puriste comme l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette).

L'honorable M. Paquette (Labelle): Le député voudrait-il me donner la définition du mot "puriste"?

(Rires)

M. Drouin (Québec-Est): Je n'ai pas de dictionnaire ici. Mais il y a une différence considérable entre une hydro et une centrale. Une hydro, c'est une commission...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, non.

M. Drouin (Québec-Est): C'est l'ensemble d'un système de développement de pouvoirs d'eau par l'État pour faire concurrence aux compagnies, ou encore un système aménagé par l'État et nationalisé. Les centrales, ce sont des pouvoirs d'eau aménagés en des endroits déterminés, en Abitibi, par exemple. L'hydro, c'est l'ensemble des centrales que possède un gouvernement. Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) a-t-il compris?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Non, je parlais à mon voisin.

M. Drouin (Québec-Est): Cela devrait être bien important ce qu'il avait à dire à son voisin, car il a insisté pour m'interrompre et me poser une question, tout à l'heure.

Je lui donne la réponse et il dit qu'il n'entend pas parce qu'il parle à son voisin. L'hydro est un ensemble de centrales.

L'honorable M. Gagnon (Matane): On trouve tout ça dans le discours du trône; il n'y a que le mot "hydro" qui n'y soit pas.

M. Drouin (Québec-Est): Je ne dis pas que le mot n'y est pas.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le mot n'y est pas, mais la chose y est.
(Applaudissements à droite)

M. Drouin (Québec-Est): Reste à savoir si les mots veulent dire quelque chose! Les centrales aménagées en certains endroits déterminés. Quels endroits? En Abitibi par exemple. L'hydro est donc un ensemble de centrales...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député admettra qu'on ne peut pas avoir un ensemble de centrales avant de commencer à en établir. Il faut commencer par avoir quelques centrales avant de commencer à avoir une hydro complète.

(Rires)

M. Drouin (Québec-Est): Le premier ministre est plein d'esprit, mais, s'il voulait sérieusement commencer par établir des centrales, nous finirions par avoir un ensemble.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Ils ont déjà été ensemble!

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Y a pas grand-chose qui les sépare.

M. Drouin (Québec-Est): Oh oui! Nous avons déjà marché ensemble. Il y a des phrases dans lesquelles sont inclus les mots: Les trusts! Prudence! Cessation des abus. Réduction des taux. Frayeur du patronage! Que je les ai donc entendus, ces mots-là! Je veux des explications. Des centrales électriques en Abitibi, au Témiscamingue, qui devront rester la propriété de la province? Ces mots-là intriguent. Savez-vous pourquoi? Parce que j'ai entendu dire par plusieurs que l'on procéderait peut-être par le système suivant: les compagnies bâtiraient les centrales - et, remarquez bien, je ne dis pas que c'est l'intention du gouvernement. J'attendrai le bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est au contraire ainsi. Le député sait les intentions du gouvernement. Pourquoi critiquer avant le temps?

M. Drouin (Québec-Est): L'honorable premier ministre sait que j'ai plusieurs raisons, et de bonnes raisons, de critiquer le gouvernement. Il sait ce qui s'est passé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'honorable député de Québec-Centre (M. Hamel) veut entreprendre là-dessus un débat, je suis prêt.
(Applaudissements à droite)

M. Drouin (Québec-Est): Il est dans la Beauce.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je veux dire le député de Québec-Est.

M. Drouin (Québec-Est): J'ai donc entendu dire que les compagnies bâtiraient des centrales et que le gouvernement, au bout d'un certain temps, en deviendrait le propriétaire. On dit que c'est pour éviter le patronage. Frayeur du patronage politique! Tout le monde sait qu'il n'y a pas de patronage, que le patronage a été écarté dans l'administration de Rivière-du-Loup, de Sherbrooke et de Westmount.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): On a parlé de Sherbrooke. Je veux éclairer la situation. À Sherbrooke, l'électricité est administrée par un conseil de ville, sous la direction d'un gérant qui a tous les pouvoirs. Il n'y a pas de patronage du tout.

M. Drouin (Québec-Est): Nous nous entendons, c'est ce que je viens de dire.

M. l'Orateur suppléant): Il est 6 heures, je quitte le fauteuil. La séance continuera à 8 h 30.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, suspendu ce jour, sur la motion proposée le jeudi 25 février dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Drouin (Québec-Est): Lors de l'ajournement, M. l'Orateur, nous en étions à la définition des termes "hydro" et "centrale". J'emploie donc le mot "hydro-centrale"... (Souriant) ... *et cetera*.

M. Béique (Chambly): Oui, *et cetera*.

M. Drouin (Québec-Est): On se servait alors de toutes sortes d'expressions: hydro-folie, hydrophobie, hydropisie et hydrothérapie. Je vais maintenant essayer d'employer l'expression "centrale-hydro". Je suis heureux de l'intervention du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bourque) cet après-midi. Nous parlions de patronage dans les centrales par l'étatisation. Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bourque) a bien fait d'attirer mon attention sur le fait qu'à Sherbrooke il ne se fait pas de patronage avec ce système, parce que la municipalité a nommé un gérant.

Je suis convaincu également que dans l'administration des centrales à Rivière-du-Loup, à Westmount, il ne s'y fait pas de patronage non plus;

et j'ajoute la même chose pour ce qui concerne Saint-Hyacinthe. J'attire l'attention de cette Chambre sur le fait que, du moment que l'État décide d'étatiser, le patronage n'entre pas en ligne de compte. C'est d'ailleurs le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bourque) qui vient de me convaincre de cela.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Vous allez admettre qu'il y a une grosse différence entre l'étatisation et la municipalisation.

M. Drouin (Québec-Est): Je suis content de cette remarque du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bourque) parce qu'elle marque la différence qui me sépare, moi et mon groupe, du gouvernement. Je vois qu'il croit à la municipalisation et non à l'étatisation. Si c'est un tel succès dans Sherbrooke, à Westmount, à Rivière-du-Loup et ailleurs, au point de vue municipal, alors, M. l'Orateur, cela suffit à me convaincre que l'administration provinciale des services publics tels que l'électricité peut être un succès également. Je dis que l'administration des centrales électriques contrôlée par l'État peut être un succès, et il ne se glissera pas plus de patronage si les centrales sont administrées par l'État, au lieu de l'être par les municipalités. Il semble également ressortir que, du côté du ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bourque), l'on croit plus à la municipalisation qu'à l'étatisation.

J'ai parlé du discours du trône et j'ai dit ce que j'en pensais. Ce discours a été distribué. Il a eu un secondeur dans la personne du député de Westmount (M. Bulloch) que je regrette de ne pas voir à son siège en ce moment. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'un secondeur est solidarisé avec le discours du trône, mais j'ai remarqué qu'alors que le discours du trône parlait des centrales, le député de Westmount (M. Bulloch) a dit qu'il ne fallait pas faire trop de tort aux compagnies d'électricité; qu'il fallait être prudent, et faire des enquêtes. Il est pour le moins étrange d'entendre le secondeur mettre le Parlement en garde contre le danger de compromettre les compagnies d'électricité.

Dans l'autre Chambre, un membre du cabinet, Sir Thomas Chapais, a rappelé les paroles d'un évêque décédé, Mgr Freppel, contre l'étatisation. Il est aussi pour le moins étrange d'entendre un ministre du gouvernement parler contre l'étatisation au Conseil législatif. Je me suis dit alors: On nous donne des centrales, mais avec combien peu de vigueur, puisqu'un secondeur fait des appels à la

prudence et qu'un membre du cabinet laisse échapper des paroles contre l'étatisation.

Il y a encore plus que cela: les circonstances qui ont entouré ma démission. Ici, je me vois placé dans une situation difficile. Je sais ce que c'est que le secret ministériel, et je vais le garder. Toutefois, après avoir consulté les plus hautes autorités constitutionnelles dans le pays, je sais ce que je puis dire: je puis dire pour quelles raisons je suis sorti du cabinet.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le député voudrait-il nous nommer quelles sont ces autorités?

M. Drouin (Québec-Est): Ça fera plaisir au ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), mais je vais garder mes secrets. Ces autorités sont unanimes. Ces autorités, donc, disent qu'un ministre a le droit de donner les raisons pour lesquelles il a démissionné.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je veux que le député de Québec-Est soit bien à l'aise. Le député de Québec-Est peut continuer; j'aime mieux une déclaration complète qu'une insinuation qui laisserait croire à des scandales. Il parle du secret ministériel comme si le cabinet avait quelque chose à cacher. Il peut révéler son secret. Je déclare ici, comme chef du gouvernement, comme chef du cabinet ayant la confiance de tous ses ministres, quoi qu'on en dise...

(Applaudissements à droite)

... que je suis prêt à le délier de son secret ministériel, s'il veut bien nous délier du nôtre!

(Applaudissements)

M. Drouin (Québec-Est): Évidemment, je ne suis pas surpris d'entendre le premier ministre dire qu'il a la confiance de ses ministres. C'est tellement vrai qu'ils furent tous contre moi. C'est clair?

(Rires)

Le premier ministre se dit prêt à me délier de l'obligation de garder le secret ministériel si je veux faire la même chose vis-à-vis du cabinet. Je suis prêt moi aussi à délivrer mes anciens collègues de leur secret, mais ce n'est pas cela que je veux. Le premier ministre va s'apercevoir que je ne révèle aucun secret du cabinet. Ce que je dirai, c'est ce que j'ai le droit de dire conformément à la doctrine constitutionnelle. Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) qui veut savoir quelles personnes j'ai consultées ne le saura pas. Un ministre démissionnaire a le droit de dire pourquoi il a

démissionné, en quoi il ne s'accorde pas avec le cabinet. L'exemple de M. Stevens est classique. Ce dernier a entretenu de la correspondance avec ses chefs.

Qu'il me suffise de dire que, pendant plusieurs semaines, je ne suis pas tombé d'accord avec le ministère sur l'installation... non, sur la concurrence d'État aux compagnies d'électricité. J'ai présenté mon point de vue pendant plusieurs semaines. Je suis d'accord avec le premier ministre quand il dit qu'il a la confiance de tous les membres du cabinet, car tous les ministres étaient contre moi.

C'est clair, c'est précis. Si c'est ça qu'il voulait que je dise, très bien. Après avoir été en désaccord avec le cabinet parce que je voulais une concurrence d'État, à un moment donné - ici je réfère à la conversation dont il a été question entre les représentants de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), de Labelle (l'honorable M. Paquette) et moi-même, à l'hôtel Saint-Louis - on m'a parlé d'accepter, j'allais dire une hydro, je ne le dirai pas - une centrale électrique en Abitibi. J'étais en désaccord avec la totalité du cabinet parce que je demandais une hydro.

M. Larivière (Témiscamingue): Dans le Témiscamingue.

M. Drouin (Québec-Est): Le député de Témiscamingue a raison. Mais ça doit servir au comté d'Abitibi quand ce sera développé.

Un député: Ce ne sera pas long.

M. Drouin (Québec-Est): Jusqu'au 5 février, j'étais en désaccord avec le cabinet parce que je demandais une hydro dans la province. Après cela, j'ai écrit la lettre du 9 février, lettre bien connue. J'attire l'attention de la Chambre sur plusieurs paragraphes de cette lettre. Au paragraphe 3, je dis: "J'en viens à la conclusion que je ne pourrais continuer à faire partie d'un cabinet qui n'établirait pas immédiatement une hydro provinciale, et ce, dès la première session."

Au paragraphe 6⁷, je disais, en résumé, que je m'étais engagé à remplir et à mettre en opération le programme de l'Action libérale nationale, tel qu'accepté par l'Union nationale, et à en demander l'exécution immédiate, et qu'à cette seule condition, je continuerais ma participation au cabinet. Je disais que je ne pouvais plus faire partie du ministère, à moins que mes collègues ne changeassent leurs vues.

Je dis encore que jusqu'au 5 février, pour des raisons que je n'ai pas à mentionner ici, le cabinet refusait de me faire la moindre concession sur l'étatisation des pouvoirs d'eau, et il ne voulait pas permettre le développement d'aucun pouvoir d'eau par l'État.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Québec-Est (M. Drouin) admettra que sa déclaration n'est pas tout à fait conforme aux faits. Elle laisse entendre que, jusqu'au 5 février, nous lui avons refusé ce dont il est question. Ceci comporterait qu'il a fait cette demande depuis le 26 août dernier. Or, il en a été question seulement avant les élections de la Beauce. C'est l'élection de Beauce qui a tout déclenché. L'honorable ministre des Terres et Forêts nous a dit: "S'il n'y avait pas d'élection dans la Beauce, je laisserais faire", mais il a dit: "comme il y en a, il faut que je me protège."

M. Drouin (Québec-Est): Je suis content que le premier ministre rappelle des faits que j'ai oubliés. Ma lettre est là, et elle parle par elle-même. J'y dis qu'après avoir mûrement réfléchi, j'en suis venu à la conclusion qu'il vaut mieux exposer mon point sans attendre plus longtemps, vu l'élection de Beauce. Je disais que l'élection de Beauce ne pouvait avoir lieu avant le discours du trône, avant que le discours du trône ne fût lu à la Chambre, et que je voulais être en mesure de défendre le gouvernement aussi bien après ce discours que je l'étais avant. De fait, le bref d'élection devait être émis, et je savais, chose certaine, que l'élection ne pouvait faire autrement que d'avoir lieu après la lecture du discours du trône.

Or, j'étais l'organisateur en chef de l'Union nationale. Pouvais-je prendre part à l'élection de Beauce pour le gouvernement et, après le discours du trône, me déclarer non satisfait? C'est pourquoi j'ai demandé au cabinet de préciser sa politique d'hydro et d'étatisation. Car j'ai dit au début de mon discours que je n'avais pas voulu exiger immédiatement l'accomplissement des promesses dès l'entrée au pouvoir, sans laisser un court délai. Je ne pouvais attendre parce que la session allait s'ouvrir.

J'ai dit que notre premier devoir était d'asseoir l'assiette financière de la province, et j'ai dit aussi qu'alors le peuple nous attendait à cette session, et que notre premier devoir était de mettre nos promesses à exécution. Et la lettre est là comme preuve. Je voulais savoir si le programme et les promesses que nous avions faites aux électeurs allaient être exécutés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Alors, s'il n'y avait pas eu d'élection dans la Beauce, le député de Québec-Est n'aurait donc jamais eu de principes?

M. Drouin (Québec-Est): J'ai dit à plusieurs reprises que le premier ministre a de l'esprit. Tout le monde lui reconnaît du talent. Ce que le peuple aimerait...

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Qu'il reste là longtemps. Et il va rester là au moins cinq ans.

M. Drouin (Québec-Est): C'est une grosse question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je vais rester au moins cinq ans.

M. Drouin (Québec-Est): Le grand mal, c'est que le premier ministre a beaucoup d'esprit.

Des députés: Ça, c'est vrai!

M. Drouin (Québec-Est): Le premier ministre a diminué. Il parlait autrefois de 20 ans. Je voulais dire qu'il a beaucoup d'esprit. Il vient d'en donner la preuve. Ce que la province attend, c'est qu'il ait beaucoup d'esprit national.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

(D'un ton ironique) Et moins d'esprit de famille!

M. Drouin (Québec-Est): Je ne sais où le premier ministre veut en venir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je le dirai plus tard.

M. Drouin (Québec-Est): Le premier ministre peut le dire. Il a dit qu'il ne craint pas le député de Québec-Est. Mais que le premier ministre sache que je n'ai pas peur. Je ne crains pas le premier ministre de la province de Québec!

(On entend quelques rares applaudissements)

Un député: Les applaudissements sont nombreux, hein!

M. Boyer (Châteauguay): J'avais promis cet après-midi de ne poser qu'une seule question. Le député m'excusera; je vais me permettre d'en poser une seconde. Je lui promets que ce sera la dernière. Je

voudrais savoir ce qu'il pense du chef de l'opposition libérale qui applaudit constamment son discours, alors que, cet après-midi, le député de Québec-Est a déclaré qu'il s'est séparé du Parti libéral parce que celui-ci était lié aux puissances d'argent et aux trusts?

M. Drouin (Québec-Est): Il y a une chose claire et sûre, une chose claire pour le peuple de la province de Québec, une chose claire pour le district de Québec en particulier, c'est ceci: j'ai donné assez de preuves dans le passé, preuves de désintéressement, quand j'ai abandonné le Parti libéral parce qu'il ne voulait pas accepter mes idées, et j'ai abandonné un autre parti pour la même raison. Mais trêve à ces affaires-là. On parle d'esprit de famille, d'esprit de corps, c'est l'esprit national qu'il faut avant tout. Nous discutons des affaires sérieuses, et l'esprit, même familial, ne peut solutionner les problèmes importants. J'étais à dire que le premier ministre peut poser toutes les questions qu'il voudra. Jusqu'au 5 février - et ça reste clair en dépit des questions d'esprit et des diversions - le cabinet n'avait consenti à aucun développement hydroélectrique par l'État.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne veux pas intervenir inutilement, mais je crois que le député de Québec-Est admettra que lorsqu'il s'est agi de développer le pouvoir du Témiscamingue, le premier ministre a imposé comme première condition que, si la compagnie de M. Murdock, sénateur, développait ce pouvoir, la province de Québec pouvait l'acquérir au prix coûtant, plus 5 %, et le député de Québec-Est, alors ministre des Terres et Forêts, était en faveur d'accorder le pouvoir à cette compagnie sans ces conditions.

M. Drouin (Québec-Est): Quelle farce! Mais peu importe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La farce n'est pas pour celui qui a défendu les intérêts de la province, mais pour celui qui était prêt à consentir à abandonner le pouvoir d'eau à une compagnie, la Noranda, sans les conditions et les sauvegardes que voulait poser le premier ministre. C'est le chef du gouvernement qui s'est opposé à l'exploitation par la compagnie, et c'est le chef du gouvernement qui a dit que ce pouvoir serait développé par la province.

M. Drouin (Québec-Est): On va en parler. J'y reviendrai tantôt à cette affaire de la Noranda. On tente de détourner la question.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Ça va nous faire plaisir.

M. Drouin (Québec-Est): Si ça fait plaisir à quelqu'un, je ne sais pas si ça fera plaisir à tout le monde. Donc, j'étais à dire que le 5 février, le cabinet n'avait encore consenti à aucun développement hydroélectrique par l'État. Le premier ministre parle des questions de principe; il sait que sur les questions de principe, je ne fléchis pas, et je l'ai prouvé en cette occasion. Ce n'est pas à cause de l'élection de Beauce que j'ai demandé au gouvernement de définir sa politique. C'est à cette occasion seulement. Alors qu'il devait y avoir une élection dans la Beauce, et qu'en qualité d'organisateur en chef de l'Union nationale je devais y participer avant la lecture du discours du trône, et que ce discours du trône serait lu avant l'élection, je ne pouvais pas faire autrement que de demander et d'obtenir une réponse catégorique sur la politique du gouvernement quant à l'accomplissement des principales promesses de notre programme. Si j'avais agi autrement, ça n'aurait pas été loyal, mais il n'y avait pas de danger que je fasse cela.

Alors, le 9 février dernier, j'ai écrit une lettre, et cette lettre, elle reste comme preuve et comme document. J'ai fait des admissions, cet après-midi, les admissions que je devais faire, et je ne pense pas que j'aie manqué de loyauté. J'ai répondu librement aux questions des ministres. Le 9 février, j'ai dit: "Si vous ne voulez pas que l'établissement d'une d'hydro soit inséré dans le discours du trône, je démissionnerai."

Qu'est-ce qui est arrivé ensuite? C'était ma détermination de ne pas accepter de participer aux séances du cabinet tant que mon point de vue ne serait pas accepté. Le 12 février, j'ai été convoqué à une réunion du cabinet, mais je ne puis vous dire autre chose sinon que je n'ai pu gagner mon point. Le dimanche soir suivant, je suis allé à Montréal et, le lundi 15 février, je rencontrais le premier ministre à l'hôtel Mont-Royal. C'est la première fois qu'il a été question entre nous de l'établissement d'une hydro dans l'Abitibi ou le Témiscamingue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je regrette, M. l'Orateur, mais je me vois forcé une fois de plus de rétablir les faits. Dès les premiers jours de mon administration, j'ai personnellement déclaré aux ministres qu'il y avait dans la région de Chibougamau un pouvoir électrique que le Canadian Pacific Railway voulait avoir; j'ai dit que le devoir de la province était de le développer, et je défie n'importe quel ministre, ceux qui ne sont pas loyaux,

de nier cela. Ici, bien entendu, je ne parle pas des ministres qui sont loyaux. Et je répondrai à celui qui a l'audace d'affirmer que je n'avais pas parlé avant le 15 février des intérêts de la province au développement du pouvoir d'eau au Témiscamingue.

Car, lorsque M. Murdock est venu demander pour la Noranda la permission de développer le pouvoir d'eau, j'ai dit à M. Murdock: Si nous accordons ce que le ministre des Terres et Forêts veut vous accorder, vous devez d'abord inclure une clause par laquelle la province aura le droit d'acheter l'énergie produite, plus 5 %. C'est donc alors que nous pensions dès ce moment à établir une centrale dans le Témiscamingue.

M. Drouin (Québec-Est): Le premier ministre veut absolument m'engager sur la voie d'évitement de la Noranda, mais il ne m'amènera pas là tout de suite. Quand il parle d'audace, je peux lui dire ceci. C'est que l'audace, je n'en ai pas peur. Je suis ici pour expliquer ma position. Quand le premier ministre parle de Chibougamau, je lui dirai tout à l'heure ce que je pense de l'affaire de la Noranda. Mais une réflexion s'impose, c'est qu'il semblerait extraordinaire qu'on aurait parlé du projet de développement de Chibougamau avant la séance du cabinet et qu'on aurait décidé dans la séance du cabinet de ne pas accorder une hydro.

Le 12 février, donc, il y a eu une séance du cabinet. Le 13 février au matin, la radio était en ébullition, les journaux du dimanche annonçaient ma démission. Pendant la semaine qui a suivi, la population de cette province se demandait comment se réglerait le différend et si j'allais obtenir ce que je demandais. À un moment donné, j'ai reçu la visite du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) qui est venu me parler de l'hydro. Il venait me proposer un compromis: celui de la centrale dans le Témiscamingue.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): J'y suis allé d'abord pour lui dire que sa lettre était odieuse.

M. Drouin (Québec-Est): Le ministre dit que ma lettre était odieuse; passons sur cela.

M. Boyer (Châteauguay): Est-il vrai qu'il y est allé pour cela?

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): Veut-il nous dire qui l'attendait dans l'antichambre quand j'y suis allé? N'y avait-il pas M. Chaloult en particulier?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le député de Kamouraska (M. Chaloult).

M. Drouin (Québec-Est): Il y avait, dans l'antichambre, de mes électeurs qui venaient me demander de l'ouvrage. Le représentant de Kamouraska (M. Chaloult) est venu lui aussi. Mais qu'est-ce que ça a à faire à la question? Il a bien, je pense, le droit d'aller dans l'antichambre d'un ministre.

M. Chaloult (Kamouraska): J'espère bien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il n'est pas venu voir les ministres loyaux.

M. Drouin (Québec-Est): Ministres loyaux! J'attendais le mot. J'ai un portrait du premier ministre chez moi dans mon salon. Je m'en honore et je vais le garder. C'est marqué: "À mon adversaire d'hier, mon sincère ami de toujours, le loyal et patriote député de Québec-Est". Et c'est signé: Maurice Duplessis.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Il ne vous connaissait pas, dans ce temps-là.

M. Drouin (Québec-Est): Voyons donc! Mais y a-t-il quelqu'un qui vous a aidé plus que les libéraux nationaux, pour vous faire élire dans votre comté?

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Bien, voici. Lorsque je me suis présenté candidat conservateur au comté fédéral du Lac-Saint-Jean, en octobre 1935, j'ai été défait, mais j'ai pris dans la partie qui compose la majorité du comté provincial une majorité de 194 voix. Je me suis présenté à l'élection provinciale et j'ai eu une majorité de 53 voix. Où est votre support? Le député de Québec-Est n'a donc pas tant à se vanter comme question d'appui. Les libéraux nationaux, dégoûtés du régime Taschereau, m'avaient déjà donné leur généreux appui avant que vous ne veniez au Lac-Saint-Jean.

Des députés discutent sur l'allégeance du représentant de Lac-Saint-Jean⁸.

M. Drouin (Québec-Est) veut démontrer que l'Action libérale nationale (A.L.N.) avait donné tout son concours sans marchander. Puis il revient à sa lettre.

On parle de ma lettre, de "mon odieuse lettre", parce qu'un ministre ne partage pas les idées

du gouvernement et demande que les promesses et le programme soient respectés. Dans cette entrevue, le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) m'a demandé d'accepter comme compromis l'hydro en Abitibi⁹. Après cela, je n'assistais plus aux séances du cabinet parce que je me disais que, si mes conditions n'étaient pas acceptées, je devrais démissionner.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):

N'est-il pas vrai que, lors de cette entrevue, je vous ai demandé d'abord de retirer votre lettre odieuse? Et je vous ai demandé pourquoi vous aviez inscrit les autres demandes. Et vous m'avez répondu: "Ces demandes n'ont aucune importance, c'était pour me protéger." Je vous ai alors demandé: Protéger contre qui? On ne se protège pas contre les gens honnêtes.

M. Drouin (Québec-Est): Je dis que jamais dans cet entretien il n'a été question de retirer ma lettre. Le ministre fait son affirmation; moi, je fais la mienne. Je n'ai pas assisté aux séances du cabinet. Le 22 février au matin, le premier ministre m'a demandé à son bureau: le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) était là. Après une conversation, nous sommes tombés d'accord que l'accord était impossible. Il a été convenu alors que j'envverais ma résignation. Je l'ai envoyée. Notez que dans un moment où toute la province de Québec attendait cette démission et se demandait si j'allais la donner ou si les choses allaient s'arranger, le premier ministre, comme consolation, à un moment donné, a lancé le mot: "Il m'a fait demander de démissionner." Mot suave! Comment venir prétendre qu'on me demande de démissionner quand ma démission était offerte depuis 15 jours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je regrette que le député de Québec-Est me force à mettre les choses au point. Ce n'est pas un plaisir. Lorsque le député de Québec-Est, sans avertissement aucun, est venu porter à mon bureau sa lettre du 9 février, lettre qu'on ne peut concilier avec les faits, ni avec la loyauté, ni surtout avec l'amitié de cœur que j'avais pour lui, je dois avouer que j'ai ressenti une profonde déception, une déception qui m'a été douloureuse et amère.

La politique ne doit pas empêcher un homme d'avoir du cœur. Je me suis dit: Si celui à qui j'avais donné ma confiance la plus entière, la plus absolue, celui que j'avais appelé à une position écrasante et qui l'écrasait, me fait une telle chose, cela fait mal au cœur.

Mais cela aussi m'a stimulé pour connaître ceux qui sont nos ennemis sous le couvert d'amitié déguisée, afin que l'on puisse se battre à visage découvert, en pleine clarté. J'ai fait venir le député de Québec-Est, et je l'ai appelé au téléphone à son bureau. Il ne voulait pas répondre. Mon secrétaire insista, au nom du premier ministre, et le secrétaire du ministre a dit que son ministre ne pouvait répondre. J'ai insisté et j'ai dit que c'était le premier ministre qui voulait lui parler. Le secrétaire m'a répondu que le ministre ne voulait pas être dérangé. Enfin, j'ai pu le rejoindre et il est venu à mon bureau.

C'est un secret que j'aurais voulu toujours garder que celui-ci, mais qu'il me faut livrer devant les manifestations de déloyauté et d'ingratitude. J'ai dit au député de Québec-Est: "Tu dois être fatigué, épuisé, la charge que nous t'avons donnée doit t'écraser, pour manifester des sentiments que je ne t'ai jamais connus jusqu'ici, pour m'envoyer, sans même m'avoir averti, cette lettre insolente qui est contraire aux faits, où tu mentionnes des choses dont jamais tu ne m'avais parlé, à moi qui t'avais donné toute la confiance et ma plus profonde amitié. Je ne te connais plus. Cette lettre insolente ne vient pas de toi. Penses-y, repose-toi, réfléchis et tu me répondras."

J'ai ajouté: "Je sais que tu dois être conseillé par des amis qui ne veulent pas ton bien, que tu es la victime de gens de l'ancien régime, par des gens qui ont peur de m'attaquer en face, par ceux-là que j'ai entraînés devant les *Comptes publics* et qui veulent nous diviser pour nous empêcher d'accomplir nos réformes, qui ont peur de l'enquête qui va continuer et qui va révéler leurs turpitudes, et qui te demandent de créer une division favorable aux ennemis de la province, à ceux qui l'ont pillée sans scrupules."

Et le député de Québec-Est a répondu: "J'ai écrit la lettre; c'est mon opinion." Je lui ai dit: "Tu peux croire que ça me fait mal au cœur qu'un homme qui jusqu'alors avait mon entière confiance, en la loyauté duquel je croyais et qui m'avait coûté bien cher, dût agir ainsi de son propre mouvement." Et cet homme tenait à mon égard une conduite semblable! Je lui ai dit: "Retourne à ton bureau et penses-y."

Jamais je n'aurais pu penser que, sous l'influence de considérations personnelles et sans les conseils de qui que ce soit, un homme pût poser un acte semblable, qui m'a fait mal, qui m'atteignait en plein cœur. Mais, devant cet acte de déloyauté, qui m'a aiguillonné à la bataille, j'ai redoublé de courage pour combattre ces ennemis qui, embusqués dans l'ombre, cherchent à diviser, au détriment de la

justice et de la province. J'ai attendu, croyant que la réflexion dissiperait les conseils malsains qui avaient été donnés.

Mais, après quelques jours, lorsque après des démarches qui comportent le souvenir de relations amicales, qui éprouvent tout un passé d'amitié profonde et de confiance, lorsque j'ai dû constater que nous étions arrivés au point où il fallait établir le point qui sépare la plus grande condescendance de la faiblesse, j'ai dit au député de Québec-Est, le lundi: "Eh bien! ton devoir est de démissionner. Tu démissionnes demain"¹⁰. Si tu veux que la chose se fasse sans éclat, j'y consens, et alors envoie une lettre diplomatique rédigée dans les termes usuels. Mais, si la lettre cynique et odieuse du 9 demeure, je dirai à la province ce qu'il en est."

Voilà les faits. Je n'ai rien à cacher, je n'ai rien à craindre, ni du député de Québec-Est, ni de n'importe qui. Et encore une fois, je délivre le député de député de Québec-Est de porter atteinte à ma loyauté, à mon honneur, à mon intégrité et à mon patriotisme.

(Applaudissements sur le parquet et dans les galeries)

M. Drouin (Québec-Est)¹¹: Le premier ministre revient avec cette question d'intégrité personnelle. Il n'en a jamais été question. En quoi ai-je attaqué, directement ou indirectement, l'intégrité personnelle du premier ministre? Il a su prononcer de belles paroles. Je l'aime infiniment mieux avec ces paroles qui lui venaient du cœur, lorsqu'il rappelait l'amitié qui nous a unis, et il avait là ses meilleurs arguments, beaucoup plus forts et plus puissants que ses dernières paroles. C'est là qu'il m'émouvait profondément. Des paroles comme le premier ministre a prononcées à propos du cœur ne peuvent pas faire autrement que d'émouvoir un ancien collègue. Mais pourquoi a-t-il besoin, en parlant de cœur, de paroles d'ingratitude et de déloyauté?

Ingratitude? Quand je l'appuyais sur une vingtaine de mesures, à la session de 1935, alors qu'il était dans l'opposition? Ingratitude? Quand j'ai été le principal artisan, je ne crains pas de le dire, le principal instrument qui a réalisé l'union Duplessis-Gouin, qui lui donnait la victoire et le titre de chef de l'Union nationale? Jamais je n'ai prouvé mon ingratitude. J'ai travaillé un an et demi avec la plus absolue loyauté pour lui donner la victoire. Et je ne le regrette pas, car c'était lui, je croyais et je crois encore, qui devait avoir la victoire, car il était l'homme pour la conquérir, le chef pour nous donner nos réformes. Et, s'il fallait recommencer, je ferais la même chose. Ingratitude et déloyauté?

Ah! Parlons-en. Quand, au mois de juin 1936, alors que la dissension menaçait une rupture désastreuse avec Paul Gouin, moi, ancien libéral, membre de l'Action libérale nationale, parce qu'elle était conforme à mes idées, moi et nos amis, qui avons-nous choisi, nous de l'Action libérale nationale, sinon Maurice Duplessis? Je me suis séparé d'hommes qui avaient mes idées pour suivre le chef du gouvernement. Et je n'ai pas peur de le dire: nous l'avons choisi parce qu'il présentait les meilleures garanties pour le succès de l'Union nationale. Et je n'ai rien à redire à la décision que nous avons prise alors.

J'ai fait des sacrifices pour l'Union nationale. Qu'est-il arrivé? On parle de déloyauté et d'ingratitude. Qu'est-il arrivé après la formation du cabinet? Qui gagna la campagne, le district de Québec, et à qui s'adressait-on dans toute la province pour convaincre la population en faveur de notre programme? Au député de Québec-Centre (M. Hamel) et au député de Montmagny (M. Grégoire). Parlons d'ingratitude puisqu'il faut en parler. Quand tout l'électorat les désignait comme ministres, quand j'avais lutté pendant des mois et des mois avec ces frères d'armes, on nous a subitement séparés.

J'avais été organisateur en chef de l'Union nationale. Je ne pouvais refuser de faire partie du cabinet. Mais on me séparait de mes amis. Ils avaient des idées à moi, conformes à ma mentalité, à mes aspirations. Mais, par loyauté envers le premier ministre, pour faire mon devoir, j'ai accepté d'entrer dans le cabinet. Depuis, quelle déloyauté ai-je commise? Quand bien même on voudrait m'accuser de déloyauté, pas un homme dans cette province ne le croirait.

Parlons cœur à cœur. C'est le meilleur argument du premier ministre que de parler ainsi. Nos relations, je ne les oublie pas. Ce que je regrette le plus, et je ne crois pas que personne pense à m'accuser de ne pas dire la vérité, c'est d'avoir été obligé de me séparer du chef du gouvernement. Il sait que je n'ai aucun sentiment contre lui. Qu'il n'oublie pas qu'il peut me blesser aussi quand il parle de déloyauté et d'ingratitude. Je ne crois pas que cette accusation puisse être fondée. Il sait que j'admire sa personnalité, que je l'admire comme chef. Nous avons eu de profondes relations d'amitié. Le cœur, les sentiments, les personnalités, tout cela compte pour moi.

Mais, je l'ai dit et je le répète, je préfère rester fidèle aux idées plutôt que de rester fidèle aux personnalités, et là-dessus, nous ne nous entendons pas. Je garde de mon séjour dans le cabinet le

souvenir de relations cordiales, de beaux souvenirs de notre amitié, et quand le premier ministre a parlé de cela, c'est là qu'il a employé de vrais arguments. Mais je ne veux pas m'éterniser sur cette question. Nous ne nous entendons pas sur un point qui n'est pas capital, après tout. Qui a donné sa démission et qui l'a demandée? Je n'ajouterai pas un mot là-dessus. Les documents et les événements sont là.

Une hydro en Abitibi et à Chibougamau. Je ne m'étendrai pas longuement sur Chibougamau. Ce qui ressort du discours du trône et des déclarations du premier ministre, c'est qu'il y aura une centrale en Abitibi, et pas ailleurs. Qu'arrive-t-il? Cette hydro fera concurrence à une compagnie de l'Abitibi, la Quebec Northern. Où est la concurrence à la Shawinigan Power et à la Montreal Light, Heat & Power?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député veut-il me dire comment la faire, cette concurrence?

M. Drouin (Québec-Est): Je vais le dire dans quelques minutes. Mais le nœud de la question, c'est que le gouvernement veut installer une centrale là-bas. (Rires)

Ce n'est pas pour une centrale en Abitibi ou dans le Témiscamingue que nous nous sommes battus. Nous nous sommes battus pour faire une concurrence immédiate sur des points stratégiques. Pense-t-on que les députés de Québec-Centre (M. Hamel), de Montmagny (M. Grégoire) et de Kamouraska (M. Chaloult) seraient restés dans l'Union nationale si on leur avait dit, avant les élections, que c'est tout ce que nous obtiendrions?

L'honorable M. Gagnon (Matane): L'honorable député de Québec-Est croit-il que c'est possible de ruiner en six mois un monopole qui s'est établi pendant 50 ans, alors que l'hydro de l'Ontario a coûté 40 ans d'efforts persévérants?

M. Drouin (Québec-Est): Si nous pouvons ruiner les monopoles en six mois? Il ne s'agit pas de ça. Il s'agit de faire la concurrence. D'après l'argumentation de l'honorable ministre, il ne faudrait jamais commencer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) va se lever...

M. Drouin (Québec-Est): Si on ne me laisse pas parler, je ne pourrai jamais finir ce soir. Le peuple a compris, pendant la lutte, que nous voulions

faire concurrence aux monopoles par une hydro, et c'est cela qui nous sépare.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député ne considère-t-il pas que le fait de développer un pouvoir en Abitibi, où le développement est intense et les perspectives brillantes, ce n'est pas lutter sur un point stratégique?

M. Drouin (Québec-Est): Je répondrai à une seule partie de la question du premier ministre. J'ai un chapitre spécial sur l'Abitibi, la Noranda et M. Murdock. Où sont les points stratégiques? La Montreal Light, Heat & Power et la Shawinigan. Il y a encore des pouvoirs d'eau non exploités, et, s'il le faut, utilisons même ceux qui sont exploités pour faire concurrence à ces deux compagnies.

M. Tellier (Montcalm): Le député me permettrait-il de lui poser une question?

M. Drouin (Québec-Est): Je le veux bien, mais je ne pourrai terminer avant 11 heures.

M. Tellier (Montcalm): Quelles sont les compagnies que l'honorable député de Québec-Est voudrait étatiser, de quelle façon va-t-il procéder, par quels moyens, quelle est l'attitude qu'il veut prendre envers les porteurs d'actions et d'obligations, et quelle serait la dépense des deniers publics?

M. Drouin (Québec-Est): Je n'ai pas pris note de toutes ces questions. Pour commencer, je vais essayer de répondre au premier ministre. Ma lettre du 9 février est là. Mes conditions sont là. Nous voulons une vraie concurrence d'État. Je ne parle pas d'étatiser pour le moment, je parle de faire concurrence. À côté de la Beauharnois, nous pouvons développer 50,000 chevaux-vapeur.

M. Tellier (Montcalm): L'honorable député veut-il étatiser la Beauharnois? Comment s'y prendrait-il?

M. Drouin (Québec-Est): Je n'ai pas dit cela. Je n'étais pas pour ça sans faire une enquête. Je veux auparavant faire une enquête complète par une commission indépendante et sérieuse.

Des députés: Mais c'est ce que le gouvernement a décidé.

M. Drouin (Québec-Est): Alors, nommez la commission.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Si l'honorable député et ses alliés veulent mettre fin au débat, nous allons passer nos lois à ce sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si les orateurs de l'opposition officielle et de l'opposition déguisée veulent cesser leurs discours, nous pourrions passer nos lois.

M. Robinson (Brome) et M. Lesage (Abitibi) se lèvent en même temps.

M. l'Orateur suppléant: Je demanderais aux députés de laisser répondre l'Orateur avant de lui poser de nouvelles questions.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Ce sont des farceurs.

M. Drouin (Québec-Est): M. l'Orateur, j'ai été condescendant. Je ne veux pas refuser aux députés la permission de m'interpeller, mais, mon Dieu, si on veut que je termine avant 11 heures, qu'on me donne une chance.

Un député: C'est long.

M. Drouin (Québec-Est): C'est long. Mais, c'est drôle, l'an dernier, il y a presque exactement un an, on aimait ça quand je faisais des discours. On me pose une foule de questions. Je ne suis pas capable de répondre à toutes, mais le nœud de la question, c'est que le cabinet, pour une raison ou pour une autre, ne veut pas, comme nous, la concurrence aux grosses compagnies. Et maintenant, la Noranda et l'Abitibi.

Un député: Bon voyage.

M. Drouin (Québec-Est): La Noranda a un pouvoir au Témiscamingue et en Abitibi de 20,000 à 23,000 chevaux-vapeur. Elle s'est adressée au gouvernement pour avoir le droit d'en développer 30,000 et de vendre l'électricité. Elle aurait fait concurrence à la Quebec Northern Power, qui est la seule compagnie actuellement en Abitibi, à part quelques petites compagnies à La Sarre. Elle vend aux compagnies de mines \$0.50 le cheval-vapeur. À ses clients, elle impose des contrats perpétuels. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, la Noranda nous a demandé de faire concurrence à la Quebec Northern; M. Murdock est venu nous voir. On avait consulté des gens pour savoir ce qu'il fallait penser de l'étatisation dans ce coin-là.

On nous a dit: De grâce, n'allez pas vous installer là; ce serait un mauvais "test". C'est vrai que j'étais pour la Noranda, pour qu'elle fasse concurrence à l'autre compagnie, et réduire les taux. J'ai déjà dit que je ne brûlerais pas ce que j'ai adoré et que je n'adorerais pas ce que j'ai brûlé. J'ai été pour faire concurrence à la Quebec Northern par la Noranda jusqu'au jour où je me suis convaincu que, eu égard à la politique générale du gouvernement en matière d'électricité, nous ne pouvions plus permettre à des compagnies de développer nos pouvoirs d'eau.

Et je réponds à la déclaration du premier ministre. Je parle de ses déclarations au Café du Parlement, à M. Murdock, en présence du ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) et de M. Gaby. C'est vrai qu'il a posé ces conditions. Je ne me suis jamais opposé à ces conditions-là.

L'honorable M. Gagnon (Matane): N'est-il pas vrai que le premier ministre a dit: "Take it or leave it"?

M. Drouin (Québec-Est): Je n'ai jamais nié cela. Mais je tiens aussi à ce qu'on ne nie pas que je n'ai jamais refusé ces conditions. Pendant tout le cours de l'automne dernier, j'ai cru sincèrement, consciencieusement, qu'il conviendrait d'accorder la faveur à la Noranda dans cette région. Si on veut que le premier ministre ait le bénéfice d'avoir imposé les conditions, je n'ai aucune objection, mais avec cette réserve. Le député de Témiscamingue (M. Larivière) sait que moi j'ai dit à M. Murdock que j'exigeais que les techniciens, les ingénieurs fussent des Canadiens français.

M. Larivière (Témiscamingue): Mais le député de Québec-Est admettra que le premier ministre a posé ses conditions?

M. Drouin (Québec-Est): Certainement. Mais, encore une fois, je ne me suis pas opposé à ces conditions-là, bien au contraire. On sait ce qui se passe dans les séances du cabinet, si on ne sait pas toujours ce qui se dit. Un principe est établi, on décide quelque chose, on fait préparer un arrêté ministériel, et ensuite on peut le modifier suivant les conditions convenues.

Par la suite, j'ai changé d'opinion. Je me suis dit que, étant donné la politique du gouvernement avec l'étatisation possible, nous ne sommes pas justifiables d'accorder à la Noranda le pouvoir qu'elle nous demande. J'aime bien mieux maintenant que ce soit le gouvernement que la Noranda. C'est

toujours ça. Et je déclare que si le gouvernement crée une centrale de la province à la place de la Noranda, je l'approuverai.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je comprends que l'honorable député félicite le gouvernement de sa politique.

M. Drouin (Québec-Est): L'honorable ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) est intelligent. Il voudrait m'arracher des félicitations pour s'en servir dans la Beauce. Il me permettra de ne pas tomber dans ce piège.

L'honorable M. Gagnon (Matane): (Souriant) L'honorable député a tort de me supposer de pareilles intentions. Je ne voudrais pas que l'honorable député se méprenne sur mes intentions; elles ne sont pas si noires. Je veux seulement montrer que nous ne sommes séparés que par de très légères divergences de vues...

M. Drouin (Québec-Est) fait un signe négatif.

L'honorable M. Gagnon (Matane): ... et que ce sont ces divergences qui nous ont donné le spectacle navrant du premier ministre et de son ancien collègue discutant comme ils l'ont fait tout à l'heure. Spectacle qui nous a autant peiné qu'il a dû peiner l'honorable député.

(Applaudissements à gauche)

Je tiens à dire que nous avons tous regretté, que nous regrettons tous son départ du cabinet.

M. Drouin (Québec-Est): Je crois le ministre sincère quand il a parlé du spectacle navrant. Mais les divergences qui nous séparent ne sont pas légères. Mon Dieu, je voudrais bien lui dire quelque chose, si je savais que les ministres n'exploiteront pas cela dans la Beauce.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Allez-y quand même.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Pour rassurer mon bon ami, j'ajourne mes questions au lendemain de l'élection de Beauce.

M. Drouin (Québec-Est): Je termine. Je dirai simplement qu'il n'y a pas seulement de légères différences, il y a de grandes différences. Il y a dans tout ceci le point de vue du cabinet et le nôtre. Je ne suis pas d'accord avec le cabinet sur la compétition

aux grandes compagnies, mais je dirai que, quant à ce qui concerne le pouvoir de l'Abitibi, j'aime mieux que le pouvoir soit développé par le gouvernement que par la Noranda elle-même.

La question de l'électricité n'est pas la seule qui soit importante, et quand le premier ministre dit cela, il a raison. C'est l'une des plus importantes, non pas seulement à cause des taxes, mais à cause du conflit social de la question et de son aspect économique. Le trust de l'électricité est, chez nous, le centre de la dictature économique. Pour casser les reins à cette dictature, il nous faut l'étatisation des pouvoirs d'eau. Quant à l'aspect national de la question, je n'ai aucune hésitation à répéter ce que j'ai dit au Manège militaire, et je n'ai aucune objection à répéter en Chambre les paroles suivantes: Les événements m'ont convaincu que, dans la province de Québec, il est temps que nous ayons une politique de nationalisme économique.

Le mot est grand, mais je l'ai déjà lancé sans aucune hésitation. Il peut évoquer toutes sortes de choses, mais je n'en ai pas peur. Je n'ai aucune excuse à offrir en présentant ce mot aux autres minorités de cette province. Qu'il me suffise de dire: Nous sommes chez nous ici dans cette province, et il me reste assez de libéralisme dans le cœur et la pensée pour permettre qu'aucune minorité ne soit persécutée. Je n'ai aucun préjugé quelconque contre les autres races, et je n'en ai jamais eu contre les autres races qui habitent notre province.

Je dis ceci sans idée d'amener quoi que ce soit au détriment d'aucune minorité. Car ce que je regrette quand je regarde à travers le monde, c'est que les minorités soient persécutées. Et je continuerai cette lutte sans préjugé. Ceci dit, j'ajoute et je répète: Le Canada aux Canadiens, mais la province de Québec aux Canadiens français; les ressources naturelles aux Canadiens français, afin d'apporter aux mains des Canadiens français les pouvoirs d'eau par l'étatisation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si les Anglais de l'Ontario, les Anglais du Manitoba, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick avaient les mêmes principes que le député de Québec-Est, s'ils prêchaient les mêmes idées et si les Anglais de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Nouvelle-Angleterre faisaient la même chose, où seraient les Canadiens français?

M. Drouin (Québec-Est) veut répondre.

M. Bulloch (Westmount) veut poser une question.

M. l'Orateur suppléant intervient.

M. Drouin (Québec-Est): Cette question du premier ministre a son importance. Dans la province de Québec, je suis un de ceux qui ont toujours cru à la bonne entente. Si cette question était acceptée par la province, elle contribuerait à nous laisser dans la pauvreté économique où nous sommes aujourd'hui. Avec toute la déférence que j'ai pour les droits des minorités, je dis que nous sommes chez nous ici.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Nous sommes chez nous non seulement dans la province de Québec, mais dans tout le Canada.
(Applaudissements prolongés)

M. Drouin (Québec-Est): Le premier ministre a raison, mais on sait qu'il y a l'histoire des époques où un peuple doit se ressaisir et faire un examen de conscience que j'appellerais national. Nos pères nous ont conquis le sol, ils nous ont assuré nos libertés civiles, politiques, religieuses et nationales, mais quelle est donc la richesse économique de la race à laquelle j'appartiens? Depuis 50 ans, on nous a dit: "Faites instruire vos enfants, faites-en des techniciens, et ils vont conquérir leur place dans l'industrie et le commerce."

Nous leur avons donné cette instruction avec ce résultat qu'on ne leur accorde pas dans les développements des ressources naturelles la place que nous devons occuper. Nous avons donné à nos enfants la meilleure éducation, et cependant, nous sommes chez nous les derniers au point de vue économique. On a confié ces ressources à des gens qui ne sont pas de notre mentalité, qui ne sont pas de notre race. Je suis prêt à donner aux autres minorités la place qui leur convient, mais où donc est notre place dans l'industrie?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Pour démontrer sommairement, bien sommairement, une petite partie de notre activité dans ce domaine, depuis six mois, depuis que l'honorable député de Québec-Est est parti du cabinet, je dirai que nous avons réussi à réorganiser la compagnie Price avec trois Canadiens français sur le bureau de direction, et prochainement il y aura un Canadien français sur le bureau de direction de la Canadian International. Un Canadien français sera également nommé directeur de la Banque Royale. Les Anglais veulent nous rendre justice, mais ils n'endureront pas de provocations. Ils sont chez eux ici comme nous sommes chez nous.

Pour l'amour de Dieu, M. l'Orateur, pour l'amour de la paix sociale, laissons ces questions de côté et n'essayons pas de rapetisser la mentalité de la race en commettant des actes qui provoqueront la persécution de nos frères des autres provinces. N'essayons pas de provoquer le désaccord et l'animosité entre les races à l'heure où des problèmes sérieux nécessitent la collaboration de tous les gens honnêtes à quelque religion ou à quelque race qu'ils appartiennent. Il sera plus facile de faire respecter nos droits quand nous respecterons ceux des autres.

(Applaudissements)

M. Robinson (Brome): Je vais poser une question à l'honorable député de Québec-Est. Je vais vous demander si vous avez été sincère dans vos remarques, cet après-midi et ce soir, si ce que vous dites est bien ce que vous pensez. Est-ce, au contraire, parce que vous avez fait une déclaration à l'effet que vous continuerez ce débat jusqu'à l'élection de Beauce? Comprend-il la gravité de ses paroles, dans une Législature dont la mentalité est plus belle que celles de toutes les autres provinces? Si vous êtes sérieux, vous attirez du mépris et de la disgrâce sur votre race, sur votre province, et c'est vous qui en porterez la responsabilité. Eh bien! Que Dieu vous aide.

M. Drouin (Québec-Est): J'ai dit que le premier ministre semblait satisfait si, à un moment donné, après 10 années d'attente, l'un des nôtres est nommé directeur d'une compagnie forestière. On semble dire que nous sommes prêts à attendre encore 10 ans jusqu'à ce que la même proposition soit faite à un autre. Ce n'est pas cela qu'il nous faut. Je dis que si nous n'étatisons pas les pouvoirs d'eau, jamais nous n'aurons le contrôle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le député de Québec-Est dit que si nous n'avons pas l'étatisation, nous n'aurons pas le contrôle. Il a prétendu tout à l'heure qu'il faut de l'argent pour cela, et il a dit que l'argent appartient aux Anglais, de sorte que si nous étatisons, les Anglais auront encore le contrôle. Alors, il aura besoin d'eux?

M. Drouin (Québec-Est): L'argent appartient aux Anglais, mais à l'État quand il a le courage d'agir. J'ai déjà dit que l'hydro n'est pas une dépense, mais un placement qui rapporte. Qu'on regarde dans l'Ontario. On parle de bonne entente et de respect des minorités. Je suis pour le respect des minorités, mais, si nous n'avons pas un nationalisme économique,

nous continuerons à rester pauvres et à rester dans la même situation pendant que les richesses seront entre les mains de gens qui ne sont pas de notre race.

Prenons le cas de la jeunesse. Je pense que c'est bien interpréter le sentiment des jeunes gens que de réclamer une politique nationaliste. Si nous donnons des pouvoirs à une compagnie et que des travaux sont entrepris, l'ingénieur est un Anglais, l'architecte également, l'entrepreneur, le gérant et souvent le médecin en chef. Nous, nous obtenons les positions inférieures. J'en ai assez de ces arguments, de ces représentations.

Nous devons entrer en possession de nos pouvoirs d'eau par l'étatisation. Sans ce moyen, nous continuerons à mener, comme depuis 50 ans, la vie économique que nous avons menée. On continuera à nous faire luire la possibilité d'une réalisation qui ne viendra jamais. Nous avons besoin d'une politique de nationalisme économique; il est temps qu'elle vienne et elle viendra, car le peuple est dégoûté des conditions économiques et sociales. Je connais le poulx de notre peuple. Il nous faut une âme nationale, une culture intensifiée, une éducation intensifiée. Je prononce des paroles graves et j'en prends la responsabilité. Le premier ministre a peur des conséquences.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'honorable député de Québec-Est doit me connaître assez pour savoir que je n'ai pas peur. Ce n'est pas la peur ni la crainte qui me guide, c'est le sens des responsabilités. Je demande aux hommes publics, comme Canadiens, de ne pas enflammer la jeunesse en qui nous avons confiance, en période de crise, dans un temps où la tempête souffle, où l'horizon est obscur, et de ne pas jeter une semence de discorde qui se résumera en une récolte de déceptions amères pour lesquelles notre race, notre province, notre jeunesse, tout le pays paieront pendant des années à venir.

(Applaudissements à droite et dans les galeries)

M. Drouin (Québec-Est): Le premier ministre a son point de vue, je le respecte. Semence de discorde quand nous voulons une amélioration pour les nôtres? Ce sont ces arguments qui nous ont paralysés pendant 50 ans. Je dis que si nous voulons avoir une amélioration de la situation des nôtres, il faut cesser de recourir à ces arguments qui sont précisément ceux qui nous ont arrêtés dans notre vie économique. Je prends position. Je n'ai pas peur de le faire. Il est temps qu'on le fasse. Notre jeunesse, il

faut lui donner autre chose que des paroles. Elle a besoin de pain, d'idéal et qu'on lui donne la foi en son avenir.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Le député de Québec-Est peut-il nous dire quels sont les Canadiens français qui, depuis l'avènement du nouveau gouvernement, ont été empêchés de reprendre leur position dans la vie économique de notre province?

M. Drouin (Québec-Est): La question est beaucoup plus importante que la question du ministre. Je le dis et je le répète, on se flatte de toutes sortes d'arguments de bonne entente. Si nous n'étatisons pas les pouvoirs d'eau...

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Répondez à ma question.

M. Drouin (Québec-Est): Je réponds au ministre. Je ne parle pas de ce qui s'est passé depuis l'avènement du nouveau gouvernement, je dis que toute la nation s'est trouvée dans cette situation. Nos pères nous ont donné nos libertés civiles et politiques, mais ils n'ont pas pu nous donner les richesses économiques. Quand nous les aurons, j'en serai heureux. Si nous ne faisons rien, nous laisserons nos compatriotes dans la situation de pauvres gens.

M. Dumaine (Bagot): M. l'Orateur, je propose l'ajournement du débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne comprends pas pourquoi l'opposition retarde l'adoption de l'adresse. On ajourne le débat après avoir fait des discours de quatre heures pour ne rien dire. Le débat sur l'adresse, il me semble, a été assez long. Nous avons beaucoup de lois importantes à soumettre et nos amis de la gauche pourront parler toute la session lorsqu'elles seront étudiées devant les comités et lorsqu'elles seront étudiées devant la Chambre, mais nous voulons adopter l'adresse afin de nous mettre au travail.

Pourquoi ajourner le débat? Ou l'adresse a l'appui de la Chambre ou elle ne l'a pas. Que ceux qui prétendent que le gouvernement perd sa majorité, qu'il est en danger aient le courage de proposer une motion de non-confiance et nous allons prendre le vote. Je les défie tous du premier au dernier. Mais battez-vous donc au lieu de parler. Allez-y, si vous n'avez pas peur. Vous devriez le faire, dit-il, au lieu de nous faire perdre notre temps.

(Applaudissements)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce la loi du bâillon qu'on nous annonce?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oh non! Le député de Rivière-du-Loup ne s'aperçoit pas qu'il y a eu un changement de gouvernement. S'il y avait un bâillon, ce serait encore le meilleur service à rendre au député de Rivière-du-Loup. Que l'opposition officielle et déguisée soit sérieuse et courageuse. Au lieu de se promener et de dire que le gouvernement est en danger, qu'elle ait donc le courage de proposer un amendement comportant un vote de non-confiance au gouvernement.

Je suis très accommodant. Je suis prêt à suggérer un amendement disant que la Chambre remercie le lieutenant-gouverneur, mais qu'elle n'a pas confiance dans le gouvernement. L'opposition a dit qu'elle aimait à se battre. (Élevant la voix) Ayez donc du courage. Battez-vous donc, au lieu de parler. Nous sommes prêts à présenter des lois.

(Applaudissements à droite)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Comment le premier ministre veut-il qu'on se batte dans cette Chambre si l'on n'est plus capable de parler?

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La meilleure manière pour l'opposition d'obtenir du succès, c'est de ne pas parler.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce n'est pas ce que vous avez fait pendant 10 ans.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Il parlait pour dire quelque chose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je propose que le vote soit pris immédiatement sur la motion d'ajournement et nous allons savoir si le gouvernement a la confiance de la Chambre ou s'il ne l'a pas.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Que le premier ministre est donc courageux, qu'il est donc beau de voir le chef des braves à trois poils lancer des défis! Voilà un homme qui commande avec un avantage de sept contre un et qui nous dit: "Nous n'avons pas peur." Quel courage! Mais nous n'avons pas peur.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Ça paraît.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous allons nous battre. On n'empêchera pas la loyale opposition de Sa Majesté de dire ce qu'elle a à dire. Si le chef du gouvernement veut imposer un bâillon, c'est son affaire. Quand il vient dire que nous ne sommes pas des braves, que nous avons peur de nous battre quand ils sont sept contre un, c'est assez pour faire rire tous les gens à qui il reste une once de bon sens.

Le premier ministre se plaint de la longueur des discours. Il se plaint que l'opposition retarde les délibérations. Il dit que le chef de l'opposition a parlé trois ou quatre heures. Oublie-t-il que celui qui vient de terminer siège à la droite de l'Orateur, qu'il est un des dissidents de son parti et non un des membres de l'opposition? Oublie-t-il que sur six discours sur l'adresse, il y en a trois seulement par des députés de l'opposition?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si nos députés nous laissent, c'est le temps de prendre le vote.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, ce n'est pas le temps. Nous avons le droit d'exprimer nos opinions. C'est la droite qui retarde la Chambre. Les membres du gouvernement nous font perdre du temps, quand ils posent des objections ou des questions, au lieu de prononcer des discours. J'ai connu un temps où les députés à la droite de l'Orateur se levaient pour parler et suivre les règlements de la Chambre. Je proteste contre la tactique employée par le gouvernement. C'est un acte qui lui coûtera cher, peut-être même dans l'élection de Beauce.

Des députés: Quel est votre candidat dans la Beauce?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On va voir, nous allons étudier leur programme. On ne peut pas se prononcer avant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un candidat se choisit le jour de la mise en nomination et non le jour de l'élection.

Un député: Les chefs libéraux de la Beauce nous ont déclaré qu'ils n'appuyaient pas de candidat en particulier.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, des chefs libéraux. En tout cas, s'ils ont dit ça, ils vont changer d'idée à partir de ce soir. Vous aurez peut-

être des surprises le jour de l'élection. Peut-être que le résultat va vous surprendre, car les libéraux devenus nationaux vont voter contre vous. Ils sont désabusés comme l'ancien ministre des Terres (M. Drouin). Je ne crois pas que le chef du gouvernement puisse ainsi bâillonner l'opposition, une opposition aussi peu compétente et si peu brave, d'après ses paroles. L'opinion publique réclame des éclaircissements sur la politique du gouvernement et nous allons l'éclairer. Nous allons continuer le débat¹².

M. l'Orateur suppléant: Le représentant de Bagot (M. Dumaine) propose l'ajournement du débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il est 11 heures.

Des députés: À l'ordre!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est le bâillon. Je suis surpris de voir le premier ministre s'en servir, lui qui a tant abusé du droit de parler.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas le bâillon. On va le continuer, le débat. Continuez votre vote absurde. C'est de la farce, du camouflé.

(On demande de nouveau le vote)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Adopté sur division.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) veut un vote.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Afin que la farce soit parfaite.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit¹³:

Pour: MM. Bastien, Bercovitch, Bouchard, Casgrain, Delagrave, Dumaine, Lawn, Turcotte, 8.

Contre: MM. Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Bourque, Boyer, Carignan, Caron, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Élie, Fleury, Gagnon, Goudreau, Jolicoeur, Labelle, Lafleur, Langlais, Larivière,

Larouche, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Rochefort¹⁴, Roy, Sauvé, Taché, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 46.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée¹⁵.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parlez maintenant.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, il est 11 heures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Chambre a voté contre l'ajournement du débat. Alors, que l'opposition parle.

M. Dumaine (Bagot): M. l'Orateur, il est 11 heures et je ne comprends pas...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Le député de Bagot devra prononcer son discours à la prochaine séance. Il s'est levé avant 11 heures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Chambre est maîtresse des règlements. C'est elle qui contrôle les délibérations. Elle peut voter à l'encontre des règlements. C'est tellement vrai qu'une décision de l'Orateur peut être renversée par la Chambre. Le vote a été demandé avant 11 heures. Il a été ordonné et on en connaît le résultat. Il est trop tard pour que le député commence son discours.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On viole la coutume et les règlements les plus impératifs de cette Chambre. Dès qu'il est 11 heures, l'Orateur doit ordonner l'ajournement. L'article 100a dit: "À moins que la Chambre n'en ait décidé autrement après l'avis, l'Orateur, dès qu'il est 11 heures du soir le mardi, le mercredi, le jeudi, et 1 heure de l'après-midi, le vendredi, prononce l'ajournement de l'affaire en cours et celui de la Chambre sans consulter celle-ci, et toute motion dilatoire alors pendante devient caduque." Nous n'avons pas eu d'avis et, d'ailleurs, le texte est très clair.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève pour répondre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de parler deux fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

le somme de citer l'article du Règlement qui lui défend de parler et le prévient qu'il en citera un autre décisif à l'encontre de celui que citera le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain).

M. l'Orateur suppléant: La prétention du premier ministre est bien fondée. Le point d'ordre est rejeté.

La Chambre ayant rejeté la motion d'ajournement, le débat doit continuer.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)¹⁶: Comme, selon toute vraisemblance, l'opposition n'est plus nécessaire à cette Assemblée, et comme les membres du gouvernement de Sa Majesté ne peuvent apparemment plus compter sur la protection du Règlement de cette Chambre, puisque rien ne nous protège plus et que nous sommes un contre sept, il est parfaitement inutile de venir siéger ici, si le gouvernement procède, fier de sa force, comme dans les temps antiques.

Alors, dans ce cas, je me retire et je demande à mes collègues de me suivre tout simplement. Nous laisserons le gouvernement faire ce qu'il veut, puisque c'est son intention évidente de faire les choses comme dans l'ancien temps¹⁷.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): Où sont-ils, les braves?

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): (Entonnant)

"Ils sont partis, les petits moineaux."

Une voix: (Murmurant d'un ton nostalgique)

"Quand les vaches s'en vont aux champs,

"La première passe par-devant,

"Les autres viennent par-derrrière."

M. l'Orateur suppléant: L'adresse est adoptée à l'unanimité, sans amendement¹⁸.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

11 mars 1937

Résolu: Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Bryson, Garneau, Giroux, Grothé, Létourneau, Marchand, Martin, Moreau, Nicol, Ouellet, Raymond, Roy et Scott, auxquels avait déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session.

Il est ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Subsides

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Voies et moyens

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à Sa Majesté.

Adopté.

La Chambre s'ajourne jusqu'à 11 heures demain matin.

La séance est levée.

NOTES

1. Ce discours dure presque six heures, selon *La Patrie* du 12 mars 1937, à la page 5.

2. Il y aura une élection dans la Beauce, le 17 mars 1937.

3. Président du Conseil législatif.

4. Cette lettre a déjà été lue en Chambre. Se référer à la séance du 4 mars 1937.

5. Ministre dans le cabinet Bennett.

6. Ministre dans le cabinet King.

7. "à la page 6", selon *Le Nouvelliste* du 12 mars 1937, à la page 7.

8. *Le Devoir* du 12 mars 1937, à la page 7, indique qu'il s'ensuit divers échanges où l'on voit que M. Duguay avait été le choix des oppositionnistes en général, et que les libéraux nationaux avaient déjà assuré M. Duguay de leur appui avant l'union Duplessis-Gouin.

9. "Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) ne niera pas que dans cet entretien il m'a demandé d'accepter comme compromis une hydro dans l'Ontario", selon *Le Nouvelliste* du 12 mars 1937, à la page 7.

10. "démissionne aujourd'hui si tu veux", selon *Le Nouvelliste* du 12 mars 1937, à la page 7.

11. Le représentant de Québec-Est (M. Drouin) est vivement ému, rapporte *Le Devoir* du 12 mars 1937, à la page 7.

12. Comme la Chambre est aux trois quarts vide, les whips de l'Union nationale vont chercher les députés; ceux de l'opposition se concertent avec animation.

13. MM. Oscar Drouin et René Chaloult étaient sortis pendant le vote. MM. le Dr Hamel et Grégoire n'avaient pas assisté à la séance, selon *Le Devoir* du 12 mars 1937, à la page 3. M. Drouin a expliqué au journal *Le Soleil* qu'il s'était absenté pendant le vote "parce que tout cela était illégal et contraire au Règlement; il était passé 11 heures". M. Chaloult a donné la même raison en ajoutant: "Le gouvernement a laissé violer les règlements de la Chambre, suivant sa coutume", selon *Le Soleil* du 12 mars 1937, à la page 3.

14. Des applaudissements éclatent quand le premier ministre et M. Candide Rochefort se lèvent pour voter contre la motion d'ajournement. M. Rochefort

explique son vote aux journalistes en déclarant qu'il est inutile de poursuivre le débat sur l'adresse alors que plusieurs lois importantes attendent: "Cette controverse qui existe au sujet de l'Union nationale trouvera sa réponse dans la législation qui sera apportée bientôt. Si l'on veut que le public soit bien renseigné, il est temps de faire trêve aux discours", selon *Le Journal* du 13 mars 1937, aux pages 3 et 7.

15. Aussitôt le vote pris, le résultat est proclamé par le vice-président, selon *Le Soleil* du 12 mars 1937, à la page 10.

16. On entend difficilement à cause du tapage, explique *Le Devoir* du 12 mars 1937, à la page 3.

17. Tous les députés libéraux sortent de la salle: MM. Bouchard, Dumaine, Casgrain, Bercovitch, Delagrave, Lawn et Turcotte. L'honorable M. Bastien ferme son pupitre à clé et sort le dernier, en souriant. Après la séance, M. Bouchard déclare au représentant du *Soleil* qu'il était dégoûté. "Nous sommes un contre sept et les règlements sont pratiquement abolis. L'opposition ferait aussi bien de ne plus participer aux délibérations et de mener la lutte sur un autre terrain."

18. Il est 11 h 30, précise *La Patrie* du 12 mars 1937, à la page 5.

Séance du vendredi 12 mars 1937

Présidence de M. Trudel

La séance est ouverte à 11 h 1¹.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

Absence de l'opposition²

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le chef de l'opposition n'est pas arrivé, on pourrait peut-être aller le chercher.

M. l'Orateur suppléant suspend alors la séance pour quelques minutes et envoie un officier aux bureaux du chef de l'opposition (M. Bouchard).

(Les députés libéraux présents à l'ouverture sont disparus).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
L'Orateur me fait rapport que l'opposition ne s'intéresse pas au travail de la Chambre. Nous allons donc procéder.

Rapports de comités:

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- des sœurs hospitalières de Saint-Joseph, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de Les religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal;

- des inspecteurs d'appareils sous pression, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation;

- du Dr Chs Langlois et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité un

certain territoire du canton de Fournière, comté de l'Abitibi, et concernant The Canadian Malartic Gold Mines Ltd.;

- de Joseph-Anatole Marier et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville de Baie-Comeau.

Inspecteurs d'appareils sous pression

M. Boyer (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 114 constituant en corporation les inspecteurs d'appareils sous pression.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sœurs hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal

M. Raynault (L'Assomption) demande la permission de présenter le bill 116 modifiant la charte de Les religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi 25-26 George V, chapitre 59

M. Pouliot (Gaspé-Sud) demande, appuyé par le représentant de Gaspé-Nord (M. Pelletier), la permission de présenter le bill 151 abrogeant la loi 25-26 George V, chapitre 59.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Association des optométristes et opticiens

M. Bélanger (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 refondant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Crédit agricole provincial

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un

projet de résolution relative au bill 6 augmentant à quinze millions de dollars le crédit agricole provincial.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose: Que le montant de dix millions de dollars autorisé par l'article 8 de la loi Édouard VIII (2^e session), chapitre 3, soit porté à quinze millions de dollars, conformément aux dispositions de la loi qui sera basée sur la présente résolution.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 6 augmentant à quinze millions de dollars le crédit agricole provincial.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 augmentant à quinze millions de dollars le crédit agricole provincial soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit tout simplement d'amender la loi passée à la dernière session, pour porter l'octroi de \$10,000,000 à \$15,000,000. L'agriculture est chez nous une industrie basique et il faut la sauver. (Montrant les sièges vides de la gauche) Je regrette que l'opposition ne porte même pas assez d'intérêt à la classe agricole pour venir en Chambre étudier avec les députés de l'Union nationale une loi aussi importante³. Il semble que l'opposition a décidé de se battre en se sauvant. Alors que le gouvernement veut voter une somme de \$5,000,000 pour augmenter le crédit agricole provincial, l'opposition ne s'occupe pas des cultivateurs. À la session d'octobre, le gouvernement s'est déjà saisi de cette question.

Si l'ancien régime a trouvé bon de fournir une garantie de \$15,000,000 pour sauver une banque et que cette mesure était importante, à plus forte raison

de se porter au secours de la Banque Nationale où sont déposées non seulement des valeurs matérielles, mais toute la richesse du pays, quand il s'agit de nos traditions qui sont préservées au sein de la vie rurale⁴. Ces \$15,000,000 ne sont pas une dépense, mais un placement, parce que ce crédit favorisera l'établissement des jeunes, mettra du soleil dans les foyers, alors qu'avec l'ancien régime il n'y avait que de l'angoisse et de l'anxiété.

Les frais de recherche de titres et d'enregistrement restent à la charge du gouvernement, de sorte que les cultivateurs bénéficieront de cette somme entièrement. Nous avons l'avantage de prêter aux cultivateurs à 2.5 %. Nous n'avons pas besoin de dire tout le bénéfice que la province retirera de la circulation de ce \$15,000,000 qui aura, entre autres avantages, celui de faire reprendre confiance aux prêteurs individuels qui s'apercevront que la province n'hésite pas à prêter aux cultivateurs. Les prêteurs vont reprendre confiance en voyant l'attitude du gouvernement et les prêts individuels vont se multiplier.

Je n'hésite pas à dire que cette législation est la plus prospère et la plus progressive jamais présentée ici. L'ancien premier ministre, M. Taschereau, a déclaré un jour que la loi du crédit agricole était la plus néfaste, et il a dit que, dans 25 ans, on la regrettera. Voyez-vous, ça ne prend pas de temps à comprendre... seulement 25 ans. C'est la loi la plus bienfaisante, la plus saine, la plus juste et, en présence de la législation qui nous est soumise, je regrette que l'opposition ne porte pas plus d'intérêt au sort de la classe agricole et qu'elle juge à propos de ne pas assister aux séances de la Chambre quand nous voulons aider les cultivateurs.

(Applaudissements)

M. Boyer (Châteauguay): Les jours se suivent et ne se ressemblent pas. À la session de 1936, alors que je n'étais pas encore député, j'assistai à une séance, dans les galeries. Le député de Rouville (M. Barré) demandait au gouvernement de l'ancien régime de constituer d'urgence un crédit agricole. Ce fut l'un des premiers votes pris à cette session de l'ancien régime. Quand le débat prit fin, sa motion fut battue par quatre voix, et l'ancien régime a fait grand bruit. Les députés ministériels applaudissaient cette victoire à rompre leurs pupitres.

Aujourd'hui, l'Union nationale revient à la charge pour remplir un des articles les plus importants de son programme. Mais, pendant que nous nous intéressons au sort des cultivateurs, les députés libéraux sont absents. Ces argents que nous votons

aujourd'hui nous aideront à maintenir l'agriculture au premier plan. Or, comme dans le temps, l'opposition s'est opposée à la motion Barré, on dirait qu'elle veut aujourd'hui, par son absence, remporter une deuxième victoire contre les cultivateurs.

(Applaudissements)

Nous votons \$5,000,000 de plus pour le crédit agricole. Si l'an prochain nous ne sommes pas satisfaits, je suis convaincu que le gouvernement de l'Union nationale ira encore de l'avant pour faire marcher la province dans la bonne voie.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Je comprends que la province est appelée à contribuer aux prêts faits en vertu de la loi fédérale. Est-ce que la province va continuer cette contribution?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite le député de Lac-Saint-Jean de sa bonne compréhension de la question agricole. Cette question du député est très à propos. Cette somme que nous votons ne représente qu'une partie de nos activités agricoles. Le gouvernement va continuer de payer quand même la différence après 2½ %. On sait que le prêt fédéral ne donne pas satisfaction ici, mais il y a déjà des prêts consentis. C'est pourquoi il nous faut maintenir notre contribution, afin que les deux systèmes se complètent.

(Applaudissements)

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): À titre de représentant d'un comté rural, je tiens à féliciter et il me fait plaisir de remercier le gouvernement d'avoir ajouté un autre \$5,000,000 pour aider les cultivateurs.

Je suis heureux de souligner aux cultivateurs que les champions de la défense de nos réformes économiques sont absents, alors que nous discutons un projet de loi pour venir en aide à la classe agricole, le plus important projet de loi jamais présenté ici. Je remarque également que l'opposition divisée et apparente est absente comme l'autre opposition. Ceci montre bien que l'opposition libérale a toujours été contre le crédit agricole.

(Applaudissements)

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

L'honorable M. Dussault (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Tout comme moi, la Chambre constate que nous procédons vite et bien, dans l'intérêt de la population, quand il n'y a pas devant nous des obstacles qui ne devraient jamais exister.

(Applaudissements)

Île Saint-Bernard, Châteauguay

M. Monette (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 modifiant la charte de la ville Châteauguay, concernant l'île Saint-Bernard, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession Georges-Élie Amyot

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 concernant la succession de feu l'honorable Georges-Élie Amyot soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

The Sherbrooke Railway and Power Company

M. Marier (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 87 modifiant la charte de The Sherbrooke Railway and Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Créanciers de Kénogami

M. Larouche (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 ratifiant le règlement no 119 de la ville de Kénogami et la convention

proposée à ses créanciers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Frères des écoles chrétiennes de Québec

M. Marcoux (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 constituant en corporation les Frères des écoles chrétiennes de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte des Frères des écoles chrétiennes

M. Marcoux (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 modifiant la charte des Frères des écoles chrétiennes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

The Quebec Goldfields Transportation Company

M. Barrette (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 constituant en corporation The Quebec Goldfields Transportation Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Droit de propriété d'Adélard Bélanger

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 rétablissant le titre de propriété de Adélard Bélanger à un certain emplacement situé à Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Syndics de Sainte-Philomène-de-Rosemont

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 relatif aux syndics de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Rosemont soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Droit de propriété de Louis-Philippe Lafond

M. Marier (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 ratifiant et validant le titre de Louis-Philippe Lafond, relatif à la propriété d'un emplacement sis et situé en la cité de Drummondville, comté de Drummond, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Fonds des veuves et orphelins des ministres de l'Église presbytérienne

M. Bulloch (Westmount) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 concernant les directeurs du fonds destiné aux veuves et orphelins des ministres du synode de l'Église presbytérienne du Canada en rapport avec l'Église d'Écosse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie

M. Messier (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 modifiant la charte de la Compagnie des tramways Verchères, Chambly et Laprairie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Commission des écoles catholiques de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Alfred Dalbec

M. Jolicoeur (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 concernant la succession de feu Alfred Dalbec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Syndics de
La-Sainte-Famille-de-Granby**

M. Choquette (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 85 concernant les syndics de la paroisse de La-Sainte-Famille-de-Granby soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Granby**

M. Choquette (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 modifiant la charte de la cité de Granby soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Contrat entre la ville de La Tuque
et la Brown Corporation**

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 modifiant la charte de la ville de La Tuque et ratifiant le règlement no 229 de ladite ville, ainsi que le contrat en découlant, intervenu entre ladite ville et la Brown Corporation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Dation en paiement par
la Chambre de commerce de Montréal
au Crédit Foncier Franco-Canadien**

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 concernant la dation en paiement par la Chambre de commerce du district de Montréal à Crédit Foncier Franco-Canadien soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Société Saint-Jean-Baptiste
de Québec**

M. Boiteau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 refondant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Quebec Saguenay and Chibougamau
Railway Company**

M. Duguay (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 modifiant la charte de Quebec Saguenay and Chibougamau Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**Conseil armorial
de Québec**

M. Pelletier (Lotbinière) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 constituant en corporation le Conseil armorial de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Sherbrooke**

M. Beaudry (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88 refondant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Three Rivers Grain
Elevator Company**

M. Barrette (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 ratifiant un règlement et des résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la Three Rivers Grain Elevator Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession James Ross

M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 autorisant la vente d'un droit de réversion dans un fonds d'annuités créé conformément aux termes du testament de feu James Ross soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Elizabeth Ann Wilson
et George Silcock Wilson**

M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 changeant le nom d'Elizabeth Ann Wilson en celui d'Elizabeth Ann Rath, et le nom de George Silcock Wilson en celui de George Silcock Rath, et confirmant à toutes fins légales l'adoption desdits enfants mineurs par Henry Hawkins Rath et Dorothy Gertrude Rath soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Bishop's College School
Association**

M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 modifiant la charte de Bishop's College School Association soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
Leslie Hamilton Gault**

M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 concernant la succession de feu Leslie Hamilton Gault soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Compagnie de chemin de fer
Alma et Jonquière**

M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**The Congregation
of Christians**

M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 constituant en corporation une congrégation religieuse appelée The Congregation of Christians soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Canadian Home
Assurance Company**

M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 concernant la Canadian Home Assurance Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Exemptions et commutations
des taxes municipales et scolaires**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 9 autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires.

Adopté.

**École du meuble
de Montréal**

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 autorisant la création de l'École du meuble dans la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**Aide à la
petite propriété**

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 modifiant la loi pour aider à la solution des problèmes affectant la petite propriété en cette province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁵:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 6 de la loi 1 Édouard VIII (2^e session) chapitre 38, est modifié en remplaçant le mot: "février", dans la troisième ligne du deuxième alinéa, par le mot: "mai"."

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Nous demandons de prolonger par ce bill un délai pour les commissaires nommés en vertu de cette loi. Le délai d'abord prescrit expirait en février; nous voulons le porter jusqu'à la fin d'avril, afin de leur donner le temps de présenter leur rapport.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Est-ce que les membres de cette commission doivent travailler seulement dans les grands centres ou partout dans la province?

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Partout où c'est nécessaire. Ils sont allés à peu près partout, principalement dans tous les grands centres comme Montréal, Québec, Trois-Rivières et plusieurs autres villes. Si l'on désire qu'ils se rendent dans la région du Lac-Saint-Jean, ils y iront puisque le délai demandé aujourd'hui leur permettra de compléter leur rapport.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): C'est à ce sujet que je faisais cette observation. Je demande au ministre de les faire venir dans mon comté.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): C'est entendu.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Propagande communiste

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant que la Chambre ne s'ajourne, je crois de mon devoir comme premier ministre de la province de Québec de faire certaines déclarations. Je lis dans les journaux que le député fédéral de Trois-Rivières

(M. Gariépy) a demandé au gouvernement fédéral de collaborer avec les autres provinces pour enrayer les menées et les démarches des communistes. Je ne partage pas toutes les opinions du député de Trois-Rivières, mais je crois devoir dire qu'il mérite des félicitations de toute la population pour l'attitude qu'il a prise en Chambre, si les journaux ont bien rapporté les choses.

Le communisme constitue dans notre province un danger qu'il faut craindre. Nous n'en avons pas peur ici dans cette Chambre, mais la nature de ses tractations, de ses menées, est telle qu'elle met en danger notre foi et les traditions qui nous sont chères dans cette province. Les activités communistes sont dirigées vers la destruction des assises économiques, sociales et nationales de notre province. Depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir, nous avons mené une lutte active et sans répit contre le communisme. Mais nous sommes cependant liés par la juridiction de la province de Québec. Nos pouvoirs sont limités par la Constitution de 1867. Ottawa se doit donc d'aider les provinces.

C'est pourquoi je fais un appel à Ottawa, qui a des pouvoirs beaucoup plus étendus, pour qu'il appuie les efforts du gouvernement de la province de Québec et des autres provinces. Cette question, ai-je besoin de le dire, est au-dessus de la politique. C'est une question trop importante pour qu'on se laisse conduire par des considérations partisans. Il ne s'agit pas ici de partisanerie, de bleu ou de rouge, je parle comme premier ministre de la province de Québec, sur des problèmes essentiels, et parce qu'il est de notre devoir de faire entendre la voix de la province de Québec.

Aux remarques de l'honorable M. Gariépy, d'après les journaux, l'honorable M. Ernest Lapointe et M. Michaud auraient répondu au député de Trois-Rivières: "Qui est le député provincial?" - Est-ce qu'il n'est pas le procureur général de la province? Je ne sais si ces remarques ont été faites; j'espère qu'elles n'ont pas été faites, car, si tel est le cas, elles comportent une attitude que je ne veux pas leur attribuer. Il ne s'agit pas de savoir qui est tel ou tel député, mais d'attaquer un ennemi de la province qui est la pire menace pour la nation canadienne. Je dis donc que le gouvernement de la province de Québec est prêt à aller jusqu'à l'extrême limite de ses pouvoirs.

(Applaudissements)

Ce n'est pas ici une question de gouvernement bleu ou rouge, ni de partisanerie, mais de l'honneur et de la sécurité du pays, et d'assumer chacun ses responsabilités.

D'après les journaux, on aurait répondu au député fédéral de Trois-Rivières qu'il y a une loi provinciale pour le contrôle des circulaires. Ce n'est pas avec une loi pour les circulaires que l'on va atteindre efficacement le communisme. Car il y a d'abord les journaux communistes, dont l'entrée est permise au pays. Ils ne sont pas sous notre contrôle. Il y a les journaux qui circulent aussi entre les provinces. Il y a également le danger dans l'immigration, quand on emmenait ici des gens indésirables.

(Applaudissements)

Je dis, enfin, que le communisme existe aussi dans des activités particulièrement fédérales. Je demande à tous les gouvernements, qu'ils soient rouges, qu'ils soient bleus, au lieu de vouloir lancer la balle à droite et à gauche, d'adopter les mesures nécessaires et efficaces pour sévir.

Si le gouvernement fédéral ne veut pas coopérer, le gouvernement du Québec va faire son devoir quand même, et chacun portera ses responsabilités. Nous avons à faire face à une campagne sournoise.

Le communisme s'introduit dans de nombreux domaines, dans des endroits surprenants. Nous avons des rapports précis et documentés sur ce point, et qui indiquent des activités sournoises et vives en certains domaines assez inattendus, et la Chambre serait surprise d'apprendre où vont se nicher les communistes et avec qui ils travaillent. Je demande au gouvernement des autres provinces et au gouvernement fédéral de se tendre une main franche et loyale et de travailler en collaboration, car c'est ainsi que nous apporterons un remède efficace.

Par exemple, le gouvernement fédéral a le droit de déporter les communistes. Qu'il le fasse et, s'il a besoin de la province de Québec, notre concours lui est acquis. Nous allons continuer la lutte, et nous avons une loi au sujet du communisme.

Je lis dans la *Gazette* de Montréal de ce matin une lettre qui me surprend beaucoup, et je ne comprends pas comment M. Chipman, un avocat distingué et éminent, a pu mettre sa signature sur une lettre pareille. Nous allons faire la lutte au communisme envers et contre tous, contre tous ceux qui les aident et les supportent hypocritement, et je suis sûr que la Chambre aura assez d'énergie pour faire cette lutte sans pitié, pour remplacer les veules et les lâcheurs qui ne veulent pas combattre.

(Applaudissements)

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Il y a une question qui est importante pour faire une

lutte efficace au communisme. Est-ce que le communisme comme parti politique a un caractère légal? Si le communisme a le droit de s'incorporer comme parti politique, de prendre un caractère légal qui lui permet de vivre, je me demande comment nous pourrions le combattre. Car on comprend que, dans ce cas, la lutte prend un caractère particulièrement difficile.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La question que vient de poser le député de Montréal-Sainte-Marie est très importante, car elle illustre bien la situation. Je puis lui dire que si les communistes sont incorporés en parti ailleurs, ce n'est pas dans la province de Québec.

(Applaudissements)

Ici, nous ne reconnaissons pas et nous ne reconnaitrons pas la légalité du Parti communiste, car nous estimons que la multiplicité des désordres et la légalité du désordre ne peuvent produire de bien. Le gouvernement de la province de Québec ne permet pas aux communistes, pas plus qu'aux anarchistes de s'incorporer en compagnies ou en partis politiques. S'ils sont en nombre assez considérable pour former un groupement, nous allons faire disparaître le groupement. Ils n'ont pas le droit de s'incorporer en parti politique. C'est un mal très grand, un danger.

Tant que j'aurai un souffle de vie, je n'épargnerai rien, je ferai tout en mon pouvoir pour faire disparaître le communisme de la province de Québec. Les scènes effroyables qui se déroulent dans l'Europe ensanglantée ne nous permettent pas d'hésiter un moment. Je demande aux hommes publics d'être prudents dans leur langage, afin de ne pas fournir aux communistes des occasions, même éloignées, de se réjouir des excès de langage et des attitudes désordonnées, afin de s'en servir.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Si j'apporte une attention particulière à cette question, c'est que j'ai été en mesure par suite de mes activités ouvrières de bien connaître le communisme sous certains angles. C'est pourquoi je me demandais si le communisme est reconnu comme entité politique et légale, et quels sont les moyens à prendre pour que Québec exerce des sanctions.

Depuis qu'on a abrogé l'article 98, je me demande si ça n'équivaut pas, en pratique, à une sorte de législation du Parti communiste, et je me demande quels sont les pouvoirs de la province de Québec pour lutter contre certains partis? Nous avons le communisme. Si les autres provinces et le parti

fédéral le reconnaissent, il y a une question très grave qui se pose, car est-ce que pareille situation n'excuserait pas alors un mouvement séparatiste?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il est évident que la province de Québec n'a pas des pouvoirs aussi efficaces que ceux du gouvernement central. On ne peut contrôler l'immigration d'une province à l'autre, l'immigration étrangère, l'entrée au pays de journaux communistes, la circulation interprovinciale de ces journaux et revues. Aussi, c'est au gouvernement fédéral d'agir et de faire son devoir. C'est à celui qui a le plus de pouvoirs qu'incombent le plus de devoirs.

Tout de même, la province de Québec garde certains pouvoirs. Ainsi, nous pouvons décréter qu'aucun candidat du Parti communiste ne pourrait être candidat aux élections. Et nous avons le pouvoir de cadenasser les maisons, les endroits où on fait du communisme.

Ce pouvoir a été maintenu dans la cause de Bédard. Les juges de la Cour d'appel ont décidé que Québec n'avait pas juridiction en matière criminelle, qui relève du fédéral, mais que Québec a des droits en matière civile. Or, les maisons relèvent du droit civil. Nous avons aussi le droit de lui dire, en face de certaines attitudes prises, de disperser les turbulents.

Je remercie le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) de ses déclarations. Celui-ci, en plus de ses remarques, a tenu à déclarer qu'il n'a aucune sympathie pour les communistes et que la province se doit de les combattre. Nous savions quels étaient ses sentiments et la Chambre est heureuse de constater qu'il n'y a pas de gens aux sympathies communistes parmi nous.

C'est en tout cas le devoir de tout le monde de placer ces questions au-dessus des considérations partisans. Je suis heureux également qu'on ait placé cette question sur le terrain où elle doit être. Il est inutile de bâtir sur le sable mouvant et d'édifier l'avenir sur la ruine et le désastre.

M. Thibault (Montréal-Mercier): Les remarques du premier ministre sont très justes. J'ai eu l'occasion, à Montréal, de discuter avec des communistes, et je puis dire que nous ne serons jamais trop prudents. Pendant quelques années, nous avons fait la lutte à Montréal contre les doctrines subversives.

Moi-même, j'ai rencontré des communistes en assemblées contradictoires, et la lutte n'était pas toujours égale, car dans leurs assemblées, nous étions parfois un contre six. Je n'hésite pas à dire qu'ils

emploient tous les moyens et qu'ils ne craignent pas de contaminer même les enfants. Après quelques années de cette propagande ouverte, j'ai vu de braves ouvriers devenir des chefs communistes dans la métropole. Mais le communisme profite de tout. Plus nous ferons de publicité aux communistes, plus ils seront contents.

Nous devrions cesser de leur faire tant de publicité, et, comme le premier ministre, je dis qu'il est temps d'agir. Mais le communisme se répand partout et nous devons surveiller même notre enseignement. Un de mes anciens professeurs me disait récemment avoir rencontré une petite écolière avec qui il causa. Après quelques instants, il fut forcé de lui demander: "Comment se fait-il que vous soyez aussi pervertie et instruite, à votre âge?" Et par les aveux qu'il retira de la gamine, il apprit que des communistes étaient rendus jusque dans l'enseignement, gagnant l'esprit qu'ils agrémentent de bonbons pour ne pas se faire dénoncer.

L'honorable M. Leduc (Laval): Sur cette question de communisme, on peut aller très loin, M. l'Orateur. J'ai devant moi une petite brochure à l'allure inoffensive, une revue communiste, qui s'appelle *Le Réveil*. Eh bien! Savez-vous quels sont ceux qui sont cités en toutes lettres dans ce pamphlet? Il y a là-dedans des citations de gens qu'on ne supposerait pas communistes, que nous ne croyons pas communistes. On cite par exemple des paroles de certains de nos collègues: du député de Québec-Centre (M. Hamel), du député de Montmagny (M. Grégoire) et de l'abbé Lionel Groulx, des hommes qui, j'en suis sûr, ont parlé, ont fait de grands discours sans penser aux conséquences de ce qu'ils disaient.

Souvent, ainsi, ceux qui luttent contre notre système économique réveillent dans toutes les sphères le désir du communisme. Quand ils parlent de cette façon, ces hommes n'ont pas la moindre idée de servir au communisme, mais c'est ainsi. Certes, ce ne sont pas des communistes. Mais on fait des affirmations si rapidement que nos adversaires s'en emparent; on se sert de leurs paroles comme arguments pour la cause communiste. Aussi, quand le premier ministre parle de prudence dans les affirmations, dans un temps aussi troublé, il a donc parfaitement raison.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-

Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. Les députés de la gauche n'assistent pas à cette séance pour protester contre le vote de l'adresse en réponse au discours du trône de la veille, et les députés dissidents de l'Union nationale (MM. Hamel, Chaloult, Rochefort, Marcoux, Drouin et Grégoire) sont également absents, selon *Le Soleil* du 13 mars 1937, à la page 3.

2. Au début de la séance, le chef de l'opposition n'est pas à son siège, quelques rares députés libéraux arrivent et, dans toute la Chambre, la députation est clairsemée.

3. Pendant cette séance, M. Bouchard reste à son bureau et remet une déclaration aux journalistes, demandant à ses 13 collègues libéraux d'imiter son geste, selon *Le Journal* du 13 mars 1937, à la page 3.

Les journaux du 13 mars 1937 font mention de cette déclaration de M. Bouchard: "Nous avons décidé de ne pas assister ce matin à la séance de 11 heures de la Chambre parce que nous désirons protester contre le despotisme et les dénis de justice du premier ministre qui nous prive des moyens que mettent à notre disposition les règlements de l'Assemblée législative pour remplir convenablement notre devoir de membres de l'opposition. C'est ainsi que le chef du gouvernement est en train d'abolir, et rapidement, les privilèges des représentants du peuple pour faire de notre Parlement provincial un simulacre d'assemblée représentative, pour la remplacer par l'autocratie la plus absolue. Il est un règlement qui empêche l'Assemblée de prendre en considération aucune mesure importante et non urgente avant l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône. Le premier ministre s'est fait rendre une décision par l'Orateur de la Chambre lui permettant de faire voter une loi

augmentant de \$10,000,000 à \$15,000,000 le budget du crédit agricole, alors que la commission qui l'administre n'a pas encore un seul sou de prêt à même les \$10,000,000 qui ont été votés à la session de fin d'année.

Nous avons protesté contre cette violation flagrante des règlements, mais en vain; le premier ministre voulait faire passer la loi immédiatement pour s'en servir dans les élections de la Beauce. Sa volonté a fait loi. Nous avons un Règlement permanent fixant à 11 heures du soir la fin des séances, et ce règlement décrète qu'il ne peut pas être modifié par la Chambre, à moins d'un avis public. Ce règlement dit qu'on ne peut y déroger que pour prendre un vote en cours. Hier soir, malgré nos protestations, le premier ministre a obtenu du président de la Chambre, en violation des règlements, la permission de continuer la séance. Le premier ministre voulait empêcher des membres de l'opposition absents de parler sur l'adresse pour la faire adopter au cours d'une séance de nuit maintenant défendue par les règlements. En face d'un pareil déni de justice, nous n'avions qu'une chose à faire, c'était de nous retirer et c'est ce que nous avons fait. Le premier ministre abuse de la force numérique de son parti en Chambre pour nous priver par tous les moyens possibles de la liberté de parole qui est essentielle chez les représentants du peuple dans toutes nos assemblées délibérantes. Il m'a même empêché de présenter une motion pour protester contre les insultes dont notre race vient d'être l'objet de la part d'un professeur de journalisme à l'Université Columbia de New York, mais ce n'est que partie remise, car le bâillon du premier ministre, qui était si dévoué aux intérêts canadiens-français au cours des élections, nous allons le déchirer d'une façon ou d'une autre. Le député de Kamouraska (M. Chaloult) avait grandement raison quand il déclarait que nous n'avions jamais eu dans la province un chef de gouvernement tyrannique qui nous avait promis de nous faire jouir de toutes nos libertés constitutionnelles. C'est ce gouvernement de braves, qui compte six députés partisans contre un oppositionniste, qui viole les règlements de la Chambre édictés pour assurer au peuple que leurs représentants pourront librement exercer leurs mandats et faire connaître les erreurs de l'administration; c'est avec ces dénis de justice que le gouvernement compte se maintenir. Il espère pouvoir, grâce à eux, cacher ses turpitudes, mais il se trompe; si l'opposition ne peut plus se faire entendre

sur le parquet de l'Assemblée législative, nous nous ferons entendre au dehors. Veut-on une opinion d'un député de l'Union nationale sur ce qui se passe en Chambre? La voilà telle que je la trouve dans la déclaration du représentant de Kamouraska (M. Chaloult), publiée le 10 mars dans *L'Action catholique*: "Il règne, en Chambre, un régime de tyrannie et d'arbitraire", tel qu'indiqué par *Le Soleil* du 13 mars 1937, aux pages 1 et 22.

4. Ce passage, repris dans l'ensemble des journaux, porte à confusion. Cette allusion à l'ancien régime, à l'effet d'avoir fourni une garantie de \$15,000,000, fait référence au crédit de \$15,000,000 accordé, en 1924, par les libéraux alors au pouvoir, à la Banque Nationale à ce moment en difficultés. Cette garantie évite ainsi des pertes à ses actionnaires et à ses déposants, dont un certain nombre sont des parlementaires, des parents et amis du premier ministre L.-A. Taschereau.

Le sens de cette remarque serait plutôt le suivant: "Si l'ancien régime a trouvé bon de fournir une garantie de \$15,000,000 pour sauver une banque et que cette mesure était importante, quand il s'agit de se porter au secours de la Banque Nationale où sont déposées non seulement des valeurs matérielles, mais toute la richesse du pays, cela est indiqué à plus forte raison, quand il s'agit de ses traditions qui sont préservées au sein de la vie rurale.

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

Séance du mardi 16 mars 1937

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes¹!

Boycottage de l'opposition

M. Bélanger (Montréal-Dorion): S'en vont-ils? Je ne crois pas.

M. Béïque (Chambly): Pour moi, ils vont s'en aller.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Mais non, ils se sont ennuyés!

M. Béïque (Chambly): Si vous êtes pour rester, décidez-vous! Qu'on le sache!

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Hé! Les amis! On part-y ou si on reste?

M. Béïque (Chambly): Pour moi, ils s'en vont.

Une voix: Ils ont pris le courant de la rivière Yamaska...

**Succession
de feu James McCready**

M. Bulloch (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Robinson), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Henry Judah Trihey, de la cité de Westmount, avocat, Patrick Mullin, comptable, et Michael James McCrory, agent, tous deux de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu James McCready et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Henry Judah Trihey, de la cité de Westmount, avocat, Patrick

Mullin, comptable, et Michael James McCrory, agent, tous deux de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu James McCready est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Charte
de Québec**

M. Delagrave (Québec-Ouest): (Lisant la formule usuelle) M. l'Orateur, j'ai l'honneur de faire motion pour qu'il me soit permis de présenter le bill 78 amendant la charte de la cité de Québec et je demande que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus, le délai pour la présentation des bills privés étant expiré.

M. Béïque (Chambly): Pendant la grève, vous auriez eu le temps de l'apprendre par cœur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne vois pas pourquoi on suspendrait les règlements pour présenter ce bill. La session est commencée depuis trois semaines. M. l'Orateur, le maire de Québec, qui est député de Montmagny, sait quels sont les délais pour la présentation des bills privés et je suis surpris que l'on nous mette dans l'obligation de suspendre les règlements. Le maire de la ville, qui prétend que le gouvernement actuel ne fait rien et qu'il n'agit pas assez vite, savait qu'il y avait une date fixée dans les règlements pour présenter le bill. Lui qui reproche aux autres de ne rien faire, il n'est même pas capable d'arriver à temps pour présenter son bill. Pour moi, je ne puis voter pour pareille chose. Pour ma part, je m'oppose à la suspension des règlements.

M. Béïque (Chambly): Le maire s'attendait à un *blow out*.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous ne pouvons pas refuser de suspendre les règlements pour la cité de Québec quand nous l'avons fait pour d'autres municipalités, comme Westmount par exemple. Même si le maire de Québec ne partage pas les opinions du gouvernement de l'Union nationale, nous ne devrions pas lui refuser ce privilège. Pourquoi refuser la même demande à Québec? Pourquoi deux poids et deux mesures dans le gouvernement de l'Union nationale? On vient de

consentir à la suspension de ces règlements en faveur du représentant de Westmount (M. Bulloch), pour la pétition du bill de Westmount, et on ne le ferait pas dans le cas présent parce que le maire de Québec est indépendant?

Il me semble que le gouvernement ne devrait pas se livrer à ce système de favoritisme. Parce que le gouvernement n'aime pas le représentant de Montmagny (M. Grégoire), qui est un député indépendant et qui veut avoir son opinion, est-ce qu'on va priver la ville de Québec de présenter son bill? Je ne vois pas pourquoi on priverait les citoyens de Québec de ce privilège parce que leur maire est quelqu'un qui a son franc-parler. Les bills présentés après la limite fixée par les règlements, ça se fait à toutes les sessions. Je ne vois pas pourquoi on ferait une différence parce que le député de Montmagny ne partage pas les vues du gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La cité de Québec est mieux protégée sous le gouvernement de l'Union nationale qu'elle ne l'était sous l'ancien régime. Il y a une grande différence entre les administrés et les administrateurs. C'est pour cela que nous avons tenu à attirer l'attention. Nous n'avons aucunement l'idée d'embarrasser la ville de Québec. Ce que j'ai dit, c'est surtout pour faire remarquer aux contribuables de Québec la logique des gens qui reprochent au gouvernement de ne pas tout faire en six mois et qui, n'ayant à songer qu'à leur bill, ne sont pas capables de le présenter en temps.

Nous n'avons pas objection à ce que la ville de Québec bénéficie des bonnes intentions du gouvernement. Je trouve étrange que le maire, qui ne fait rien et qui reproche aux autres de ne pas tout faire en six mois, ne soit même pas capable de présenter son bill en temps. J'attire l'attention de la cité de Québec sur le fait que le maire aurait dû présenter son bill dans les délais fixés. Il est étrange qu'on ait eu recours à un autre député pour présenter ce bill quand le premier magistrat de la ville fait lui-même partie de la Chambre.

L'enfant qu'il a préparé était tel qu'aucun député n'a voulu le présenter, d'après les renseignements que j'ai eus. Le maire de Québec a préparé un bill qui doit contenir des choses assez extraordinaires, puisque aucun député n'a voulu le présenter tout d'abord. Le maire lui-même a eu honte de son enfant. A-t-on déjà vu un maire avoir honte de son bill?

À tout événement, nous sommes prêts à aider les contribuables, et les remarques que j'ai prononcées étaient pour faire comprendre la logique

de certaines attitudes et de certains hommes. On n'a jamais vu cela. Je n'ai pas d'objection à la présentation du bill parce que nous voulons aider la cité de Québec.

La motion est adoptée.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill 80 modifiant la charte de la cité de Verdun, y a fait certains amendements et a retranché du préambule les clauses 1 à 23 inclusivement.

M. Marier (Drummond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Order Sons Of Italy in Quebec, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation;
- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- d'Auguste DeVillers, demandant l'adoption d'une loi autorisant la Société des comptables agréés de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres.

**Charte
de Malartic**

M. Lesage (Abitibi) demande la permission de présenter le bill 107 constituant en corporation la ville de Malartic.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Baie-Comeau

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 108 constituant en corporation la ville de Baie-Comeau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Assurance mutuelle des fabriques de Québec

M. Boiteau (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 106 modifiant la charte de l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Auguste DeVillers

M. Bélanger (Montréal-Dorion) demande la permission de présenter le bill 84 autorisant la Société des comptables agréés de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Auguste DeVillers.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Trois-Rivières

M. Ducharme (Laviolette) demande la permission de présenter le bill 102 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si c'était un mal pour le maire de Québec de ne pas présenter son propre bill, pourquoi ce ne l'est-il pas pour le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) qui a recours à un autre député pour présenter celui de sa ville?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La question de l'honorable député de Rivière-du-Loup est candide et de la plus belle naïveté. Il devrait savoir qu'un ministre n'a pas le droit de présenter un bill privé.

Je dirai de plus que je n'ai jamais présenté de bill municipal pour la ville que je représente. Je ne suis pas maire ni échevin de Trois-Rivières, mais, si je faisais partie du conseil municipal, je serais heureux de me faire le parrain de ses amendements à la charte de ma ville et n'en aurais pas honte!

(Applaudissements)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si le premier ministre était maire ou échevin, sa ville serait en faillite!

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Order Sons of Italy in Canada

M. Monette (Napierville-Laprairie) demande la permission de présenter le bill 123 constituant en corporation The Order Sons of Italy in Quebec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Leduc (Soulanges) demande la permission de présenter le bill 121 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Municipalisation de l'électricité

M. Lafleur (Montréal-Verdun) pour l'honorable **M. Bilodeau (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 17 autorisant toutes les corporations municipales à municipaliser l'électricité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Bien-être de la jeunesse

M. Lafleur (Montréal-Verdun) pour l'honorable **M. Tremblay (Maisonnette)** demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 11 relatif au bien-être de la jeunesse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande que le bill soit lu une deuxième fois immédiatement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je m'oppose, dit-il, à ce que la deuxième lecture ait lieu immédiatement. Nous devrions attendre que le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) soit présent. Il pourrait fournir les explications nécessaires.

Voix à gauche: Il est parti pour la Beauce.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'opposition nous reproche de ne pas travailler, et maintenant, elle s'oppose à la marche des bills. Si le chef de l'opposition s'oppose à ce qu'on marche, c'est son affaire. Le chef de l'opposition a fait l'autre jour un discours de quatre heures pour dire que nous ne faisons rien et, quand nous travaillons, il s'objecte encore. La loi est bien simple. Nous voulons nous opposer au travail des enfants ayant moins de 16 ans dans les établissements industriels et commerciaux. C'est simple. Si le chef de l'opposition ne connaît pas la loi, je vais lui en donner une copie.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le bill est imprimé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le bill est bien imprimé, puisqu'il est accompagné des lettres "F.A." (français, anglais) sur le *Feuilleton* du jour.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non seulement le bill devrait être imprimé, mais il devrait être distribué. Nous ne l'avons pas.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Y a-t-il encore des règlements dans cette Chambre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition s'opposera s'il le veut. Je répète que c'est son affaire. Vu que l'opposition a fait une grève de deux jours, nous pensions qu'elle voulait se reprendre et se mettre au travail pour de bon. Ce n'est cependant pas ce qu'elle fait. Elle veut continuer à parler. Il s'agit de défendre le travail des enfants dans les établissements commerciaux et industriels. À l'heure qu'il est, plusieurs lois permettent le travail des enfants dès l'âge tendre dans nos industries. C'est une chose nuisible aux jeunes qui, au lieu de travailler, devraient avoir la chance de poursuivre leurs études. Il y a des enfants qui prennent la place des hommes. Les enfants, dans bien des cas, occupent l'emploi de soutien de famille. Nous considérons qu'ils devraient plutôt avoir l'opportunité de poursuivre leurs études dans nos maisons d'éducation.

Cette loi est d'ailleurs un corollaire de la loi que nous entendons proposer pour venir en aide aux mères nécessiteuses, à qui nous voulons donner une pension suffisante pour leur permettre de poursuivre l'éducation et l'instruction de leurs enfants. C'est une protection pour l'enfant. Nous voulons aider les mères nécessiteuses afin qu'elles puissent envoyer

leurs enfants à la classe. Le travail des enfants a pour conséquence la baisse des salaires. Souvent, les enfants ayant moins de 16 ans travaillent pour un maigre salaire, et ils causent même du tort aux autres classes de travailleurs. Ils ne retirent aucun avantage du peu qu'ils gagnent, car ils sont exposés à le gaspiller inutilement. Ils n'ont pas le goût de rester à la maison.

Nous voulons garantir à l'enfance les avantages qui découlent de l'enfance: les soins maternels, l'éducation dans nos maisons d'éducation, qui sont des monuments de gloire et d'activité. Cette nouvelle loi est une loi large, car il se trouve des ouvrages qui peuvent être effectués par les enfants sans qu'ils en subissent aucun tort. Il y a sans doute des cas où il n'y a aucun inconvénient à laisser travailler les enfants, par exemple celui des pages ici à la Chambre.

Par cette loi, le lieutenant-gouverneur en conseil aura le pouvoir de déterminer là où les enfants en bas de 16 ans pourront travailler. Nous étudierons les conditions, dans chacun des cas, et nous verrons si des enfants peuvent être admis dans tel ou tel milieu pour travailler. Par exemple, il ne pourra être question d'empêcher les jeunes de travailler sur la ferme de leurs parents. Au contraire, nous voulons encourager cela, car nous estimons que c'est un bel enseignement physique. Ce travail leur inculque le goût de la culture et l'amour de l'agriculture et il répond au *mens sana in corpore sano*. Il se présente des exceptions, et la loi est assez large pour prévoir tous les cas exceptionnels.

Nous croyions que l'opposition voudrait procéder avec diligence pour l'adopter. Mais elle ne veut pas, c'est parfait. Si elle veut s'en tenir strictement aux règlements, qu'elle en prenne la responsabilité. Vu l'importance de la mesure, je crois que nous pourrions l'adopter en deuxième lecture dès aujourd'hui.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je m'oppose à ce qu'on fasse la deuxième lecture de ce bill aujourd'hui, car je ne veux pas que nous passions les bills à la vapeur. C'est parce que l'opposition a l'intention de travailler dans l'intérêt de la province qu'elle s'y oppose. Le projet est important car il donne au gouvernement le pouvoir de faire des lois en ce qui concerne le travail des enfants. Le chef de l'opposition a le droit d'exiger que la Chambre ne soit pas appelée à voter des bills sans les connaître.

Les remarques que le premier ministre vient de faire nous prouvent que nous avons raison. Il a dit, par exemple, que le lieutenant-gouverneur en

conseil déterminera lui-même comment on devra appliquer cette loi. Nous soumettons que le lieutenant-gouverneur n'a pas le droit de remplacer la Chambre pour faire des lois, comme on l'a reproché à l'ancien gouvernement. Nous avons raison de demander que les lois ne soient pas passées à toute vitesse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Puisque l'opposition veut retarder notre travail, très bien. Deuxième lecture à la prochaine séance. Mais j'espérais qu'après une grève de deux jours l'opposition consentirait à travailler.

Corporations subventionnées

L'honorable M. Paquette (Labelle) demande, appuyé par le représentant de Laval (l'honorable M. Leduc), la permission de présenter le bill 12 relatif à certaines corporations subventionnées par la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Terrains sous
billet de location**

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 14 relatif aux terrains détenus sous billet de location.

Le but de la loi est de faire disparaître la clause de 16 mois qui permet aux marchands et aux compagnies de piller les lots et de priver le colon de revenus dont il a besoin.

(Applaudissements à droite)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous pourrions adopter la deuxième lecture maintenant.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, non.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis de nouveau très surpris de l'attitude de l'opposition. Cette loi est très importante. Autrefois, suivant une loi à base de camouflage, pour employer une expression chère au chef de l'opposition, quand des lots étaient détachés du ministère des Terres et cédés aux colons, les marchands de bois qui les

occupaient auparavant pouvaient continuer à y couper du bois pendant 16 mois après l'acte de transfert. Les colons devaient endurer ces marchands qui prenaient le meilleur de leurs lots. C'était exactement le contraire de la politique des "terres libres pour les colons libres" que nous appliquons.

Aujourd'hui, le gouvernement, voulant faire de la colonisation intense, assure la liberté du colon sur son lot. Nous ne croyions pas que l'opposition s'opposerait à une loi aussi juste. Si l'opposition s'obstine à ce bill, c'est son affaire; on croira qu'elle veut s'identifier avec les marchands de bois, qui pillaient les lots, en retardant la passation de la loi destinée à aider les colons. C'est du moins la seule conclusion qu'on puisse déduire de sa conduite.

M. Bastien (Berthier): On connaît le premier ministre. C'est une manie, je dirais une lubie, du premier ministre de ne pas respecter les règlements de la Chambre. C'est parce qu'on ne les respectait pas que nous avons quitté la Chambre. On connaît le premier ministre. Il est fort sur les beaux titres de loi et, quand il se sent mal pris, il y réfère. Le premier ministre aime à jouer avec les titres des bills et demander la deuxième lecture seulement d'après la présentation du titre d'une loi. Le premier ministre devrait se conformer à la loi qui dit que nous ne devons pas faire subir deux lectures à un bill au cours d'une même séance.

Si le bill est bon, nous l'appuierons, mais auparavant nous voulons le lire. Nous voulons l'étudier avant de nous prononcer. Je ne comprends pas que l'honorable premier ministre, qui a une formation légale et qui est bon avocat, selon ce qu'il a dit lui-même au banquet de Trois-Rivières, s'acharne à ne pas respecter les règlements de la Chambre.

Il y a des journaux sympathiques au chef du gouvernement qui l'ont blâmé, la semaine dernière, de ne pas avoir respecté les règlements. Nous voulons que les règlements soient respectés en Chambre, car autrement c'est l'anarchie comme la semaine dernière. Il y a moins de décorum que dans un conseil municipal de deuxième ordre. On est en train de nous ridiculiser.

M. l'Orateur: Je rappellerai au député de Berthier qu'il n'a pas le droit de faire mention d'un débat antérieur.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est cela, les règlements fonctionnent contre nous autres seulement.

M. l'Orateur: Je rappelle l'honorable député de Rivière-du-Loup à l'ordre. Il n'a pas le droit de discuter les décisions de l'Orateur.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) continue à parler.

M. l'Orateur: Je demande au député de Rivière-du-Loup de respecter les règlements et de ne pas me forcer à le nommer.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est bien beau, ça! On ne se fie qu'aux beaux titres des bills.

M. Bastien (Berthier): Je demande que les règlements soient respectés et qu'il y ait plus de décorum ici. Je me soumetts à la décision de l'Orateur, mais j'insiste sur ce point, dans l'intérêt de la province.

(Un auditeur applaudit dans les galeries)

M. l'Orateur: Je rappelle aux gens des galeries qu'ils n'ont pas le droit de manifester pour ou contre un orateur. Je dis ça en particulier pour la personne qui a déjà applaudi à une couple de reprises. Je serai forcé de la faire sortir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'opposition ne veut pas approuver la deuxième lecture de ce bill, je répète qu'elle en portera la responsabilité. Le député de Berthier a fait une digression; d'après les règlements, les digressions venant d'un député donnent droit à un ministre d'y répondre. J'ai donc le droit de relever les faits avancés. Le député de Berthier prétend que nous avons empêché l'opposition de continuer le débat la semaine dernière. C'est de mon devoir...

M. Bastien (Berthier): Point d'ordre. On vient de me refuser ce même droit de commenter les événements de la semaine dernière.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Berthier a dit que nous avions empêché l'opposition de parler la semaine dernière. Ce n'est pas conforme aux faits.

M. Bastien (Berthier): Ce n'est pas cela que j'ai dit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition anticipée a prétendu que

c'était l'anarchie ici, la semaine dernière, que nous avons voulu empêcher l'opposition de parler. L'opposition a parlé pour ne rien dire, la semaine dernière et durant trois semaines, et nous lui avons demandé d'agir pour voter la loi du crédit agricole. La semaine dernière, elle a refusé d'agir.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): En vertu de quel article le premier ministre peut-il parler ainsi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a trois fois que je le cite.

M. l'Orateur: Le premier ministre s'est prévalu du Règlement qui l'autorise pleinement à parler sur une digression.

Un député ministériel: Il n'a pas compris.

M. Bêïque (Chambly): Ne parlez pas tous ensemble. Vous n'êtes plus en vacances.

M. l'Orateur: Le premier ministre peut répondre au député de Berthier (M. Bastien); il a cité les articles qui lui donnaient le droit de parler, mais je ferai remarquer à la Chambre que lorsque le député de Berthier a fait sa digression, je l'ai rappelé à l'ordre lorsqu'il a commencé et il n'a pas continué.

Voix à gauche: Ainsi, cette digression disparaît!

M. Barrette (Terrebonne): (À M. Casgrain) C'est drôle, c'est toujours l'article 390 qui revient.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): De crainte d'obliger l'opposition à faire une autre grève, je vais suspendre mes observations, pour aller plus vite, et je les ferai plus tard.
(Applaudissements à gauche)

Envoi en possession

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 15 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'envoi en possession.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne suis pas obligé d'en donner, mais je vais le faire par condescendance pour le chef de l'opposition. Le but de cette loi, c'est de simplifier les frais payables par la province dans les successions où il n'y a pas d'héritier connu. Pour les biens en déshérence, pour les meubles de succession vacante, sans héritier connu, la province a droit de se constituer administratrice de la succession.

Sous l'ancienne loi, on exigeait autant de procédures qu'il y avait de biens et que de districts où ces biens se trouvent situés, en sorte que l'on multipliait les procédures, ce qui entraînait des dépenses considérables et un patronage politique intensif. Le nouveau bill a pour but de simplifier les procédures, de diminuer les frais, les poursuites, etc.

En vertu du nouveau bill, nous pourrions prendre l'ensemble de ces biens sans recourir à la nécessité d'invoquer des procédures pour chacun des immeubles quelquefois répartis dans toute la province. Désormais, il suffira d'une seule procédure pour tous les biens dans la province et en dehors de la province, du moment que tous les biens à administrer découlent d'une même succession.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi 24 George V,
chapitre 51**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 16 abrogeant la loi 24 George V, chapitre 51.

La loi, dit-il, a pour effet de rétablir l'ordre...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est le temps plus que jamais de rétablir l'ordre surtout en Chambre.

(Rires du côté de l'opposition)

M. Barrette (Terrebonne): Commencez donc par l'observer vous-même en vous levant pour parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi a pour effet de rétablir l'ordre dans une partie de la législation. L'ancien gouvernement a fait voter une loi défendant la distribution des circulaires annonçant des assemblées publiques sans la permission du chef de police local ou de la police

provinciale. On disait que c'était pour enrayer la propagande communiste. C'était un leurre. Cette loi de 1934 ne concerne que les circulaires et ne met pas un terme à la propagande communiste. Les communistes n'annoncent pas ce qu'ils entendent faire, et interdire les circulaires n'empêche pas d'autres moyens de dissimulation. Cette loi ne fonctionne pas.

En réalité, le gouvernement voulait exercer un certain contrôle sur les assemblées politiques. Nous avons combattu cette loi, dans le temps, parce que nous la jugions inefficace. Cela entraînait des dangers, particulièrement contre la liberté de parole. Ce n'est pas ainsi qu'on peut frapper les communistes. La loi a été absolument inutile, car elle visait à empêcher les assemblées des communistes qui opèrent dans l'ombre. Nous proposons de l'abroger et de la remplacer plus tard par une loi qui sera vraiment utile pour faire la guerre au communisme.

Nous aurons une loi prochainement, nous n'avons pas besoin de celle de 1934. L'ancienne loi présentait le désavantage de ne pas faire connaître les assemblées communistes. Nous voulons une loi qui soit efficace contre le communisme et non une loi soumise aux caprices des chefs de police ou autres. Les communistes n'opèrent pas au grand jour, mais dans le noir. Nous ne sommes pas contre le fait qu'ils annoncent leurs rencontres, plutôt nous préférons qu'ils agissent de cette façon. Il n'y a pas de mal à ce que les assemblées soient annoncées, car alors la police peut les surveiller et intervenir. Le danger est plutôt dans la littérature.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Taxes sur la
machinerie imposable**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

pour l'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 18 abolissant les exemptions et réductions de taxes accordées à des établissements industriels ou commerciaux sur leur machinerie imposable.

Il s'agit d'une loi très importante. Cette loi a pour but de faire disparaître une injustice. Il y a deux théories différentes sur la machinerie et le machinisme. Il y en a beaucoup qui disent que la machine remplace les travailleurs et les prive de leur gagne-pain. D'autres prétendent que la fabrication de la machine donne du travail à un grand nombre et qu'on ne peut demander la disparition de ce qui rend

le travail plus facile. On ne veut pas faire disparaître la machinerie, car elle aide au progrès humain et à diminuer l'effort pénible du travail.

Mais la loi ancienne présentait une lacune grave et indiquait la nature essentiellement matérialiste de cet ancien régime, son culte des choses au mépris des personnes, son culte du capital argent et son mépris du capital humain. Nous, nous avons au contraire le culte du capital humain. Cette lacune, c'était l'exemption de taxes accordée aux machineries de certains établissements industriels. Le but de notre projet est d'abroger toutes les exemptions et réductions de taxes, qui disparaîtront *ipso facto*.

(Applaudissements à droite)

Nous considérons injuste d'exempter de taxes des machines qui remplacent les ouvriers. Nous voulons que toute exemption de taxes sur la machinerie soit abrogée dès la sanction de la présente loi. Car il était injuste et indécent de faire payer par les personnes les taxes enlevées aux machineries qui enlèvent du travail.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On voit que nous sommes dans l'élection de Beauce qui a lieu demain.

(Rires)

M. Barrette (Terrebonne): Le pauvre homme! Il n'a pas encore compris. Quel intérêt avez-vous dans cette élection où vous n'avez pas de candidat?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je vois que l'argument n'a pas été saisi par des gens qui veulent rapetisser les bonnes actions du gouvernement au niveau de leur intelligence.

(Rires et applaudissements)

C'est une loi à base de paix sociale. Je continue en disant que nous ne voulons rien bouleverser, nous voulons rétablir l'équilibre, et nous rétablissons l'ordre normal qui veut que le capital humain soit placé au-dessus du capital argent. L'être humain aura toute la considération. Nous donnerons aux choses le rang qu'elles méritent. L'homme ne doit pas être subordonné aux choses, ce sont les choses qui doivent être subordonnées à l'homme.

(Applaudissements à droite)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si l'honorable premier ministre veut mettre en pratique ce qu'il vient de dire, je l'appuierai tout de suite.

(Rires)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Immeubles imposables

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), la permission de présenter le bill 19 modifiant le Code municipal relativement aux immeubles imposables.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Par cette loi, nous voulons redonner à l'agriculture l'importance qu'elle doit avoir. Le cultivateur, sous l'ancien régime, a été appauvri par des exemptions de taxes. Nous voulons donner aux municipalités le droit de taxer des choses que le Code municipal considère comme meubles et exempts d'impôts. La loi aidera aux municipalités rurales, c'est-à-dire à la classe agricole. Nous voulons rétablir une justice à base de progrès agricole.

Les revenus que nous voulons assurer aux municipalités leur ont été enlevés par l'ancien régime. Nous croyons qu'ils doivent leur être rendus. L'ancien régime avait multiplié les exemptions de taxes, d'abord par sa politique de voirie et ensuite en prohibant les taxes sur certains biens mobiliers, et avait accru les obligations des municipalités après les avoir grevées par une politique de voirie extravagante. Ainsi, le Code municipal ne permet pas de taxer les fils, les poteaux comme immeubles.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les poteaux?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le chef de l'opposition veut passer le bill en deuxième lecture, je vais lui prouver aussi cela. Nous voulons augmenter les revenus des corporations en classifiant comme immeubles des choses qui étaient jusqu'ici considérées comme meubles. Désormais, on aura le droit de les taxer dans les municipalités, et ainsi les cultivateurs seront dégrevés d'autant. Nous voulons que les cultivateurs ne soient pas obligés de payer des taxes pour les compagnies qui bénéficient des faveurs de l'ancien régime.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'espère qu'on va prendre note que, en fait, le gouvernement demande le droit de taxer.

M. Barrette (Terrebonne): Il n'a pas encore compris.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne dis pas que le député de Rivière-du-Loup a dit quelque chose. En fait de taxation, il n'en est pas de

pire que celle qu'il impose à la patience de ses collègues. Nous donnons le droit de taxer pour que les cultivateurs ne soient pas obligés de payer les taxes des compagnies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

École du meuble de Montréal³

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération le bill 4 autorisant la création de l'École du meuble dans la cité de Montréal.

Adopté.

En comité:

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) s'oppose à l'adoption du bill. Le bill n'est pas imprimé en anglais et en français. Nous l'étudierons plus tard.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Parce que nous ne l'avons pas.

M. Barrette (Terrebonne): Faites donc une grève à côté du tas comme la semaine dernière, on s'arrangera tout seul.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La prochaine fois, ce sera une grève sur le tas: sur vous autres.
(Rires à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons rapporter progrès. C'est parfait. Pendant la grève, les députés de l'opposition pourraient au moins se renseigner et lire les journaux pour savoir ce qui se passe.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Municipalités des régions minières

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un

projet de résolutions relatives au bill 13 concernant les municipalités dans les régions minières.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁴:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse aussi, aux fins mentionnées dans l'article 31c de la loi des mines du Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 80), tel qu'édicte par la loi 1 Édouard VIII, (2^e session), chapitre 21, section 1 et modifié par l'article 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, disposer en faveur de tout exploitant de mines, aux prix, charges et conditions qu'il jugera à propos, de toute étendue de terrain nécessaire.

Adopté.

2. Que les revenus provenant de la vente des terrains situés dans les villages ou les villes établies en vertu de l'article 31c de ladite loi des mines de Québec soient employés, selon que le déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, pour aider à l'organisation de la municipalité et de ses services, pour faciliter la vente des terrains ou pour indemniser ceux qui pourront y avoir des droits et que le montant qui pourra être affecté à l'organisation de la municipalité et de ses services forme un fonds municipal qui sera détenu en fidéicommiss par le trésorier de la province et administré par le ministre des Mines et des Pêcheries et par le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, qui pourront en déterminer l'emploi aux conditions qu'ils imposeront.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il s'agit d'une loi qui fait corps avec celles que nous avons adoptées à la dernière session, pour décréter que dorénavant les villages dans les régions minières seront organisés sous la surveillance du ministère des Mines et des Pêcheries et du ministère des Affaires municipales.

Autrefois, on faisait payer un certain droit sur chaque lot subdivisé et les abus, dans certaines régions, étaient nombreux. On laissait de nouvelles municipalités sans le secours des utilités publiques. Val-d'Or, par exemple. Le gouvernement veut, avec les amendements à la loi, empêcher la spéculation immobilière et, en même temps, protéger les contribuables de ces municipalités.

On veut organiser un système spécial par lequel, chaque fois que des terrains seront offerts en vente, on paiera des droits à la province; le vendeur gardera une certaine proportion et le reste sera versé à un fonds spécial pour les utilités publiques.

Le propriétaire aura une récompense pour son travail, mais il ne pourra plus spéculer au profit du public. À l'avenir, lorsqu'un lot sera vendu, le vendeur paiera une prime de \$30 au gouvernement. De ce montant, une somme de \$15 sera gardée pour constituer un fonds afin d'aider aux contribuables à se procurer les utilités publiques dont ils ont besoin.

M. le président: Adopté?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Adopté sur division.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi sur division?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas les informations complètes et je ne veux pas prendre la responsabilité d'adopter une loi à la course. Nous n'allons pas à l'aveuglette quand le gouvernement veut faire passer ses lois à la vapeur.

Si la loi donne les bons résultats que le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) prétend, je l'approuverai. Nous verrons les conséquences avant de nous prononcer. Nous voulons une bonne administration et n'entendons pas adopter des lois à l'aveuglette sans avoir le temps de les étudier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Évidemment, le chef de l'opposition veut-il admettre qu'il est incapable de prévoir et qu'il ne veut pas prendre de chance?

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si l'on veut. Nous ne pouvons prendre la responsabilité de lois passées aussi vite.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois sur division, une deuxième fois sur division, et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le

bill 13 concernant les municipalités dans les régions minières.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 concernant les municipalités dans les régions minières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Exemptions et commutations des taxes municipales et scolaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 9 autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁵:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose:

Attendu que de nombreuses exemptions et commutations de taxes municipales et scolaires ont été légalisées ou accordées depuis au moins 20 ans;

Attendu qu'au cours de la session de 1931 le gouvernement d'alors a déclaré ne pas connaître la valeur réelle des biens immobiliers appartenant à des corporations industrielles ou commerciales bénéficiant d'exemptions ou de commutations de taxes, soit municipales, soit scolaires;

Attendu qu'il est du devoir d'un gouvernement de protéger et garantir les droits de la population en se rendant compte de la situation qui est faite à celle-ci par les lois adoptées;

Attendu qu'il est urgent et d'intérêt public d'établir le bilan des exemptions et réductions de taxes municipales et scolaires accordées aux

établissements industriels et commerciaux et de connaître la valeur des biens immobiliers de ces établissements;

1. Que le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce soit autorisé à établir:

1^o La valeur réelle de tous les biens immobiliers appartenant à des corporations industrielles ou commerciales bénéficiant d'une exemption ou d'une commutation de taxes municipales ou scolaires; et

2^o À combien s'élèvent les exemptions et les commutations des taxes municipales et scolaires accordées à ces établissements industriels ou commerciaux, et que pour les fins ci-dessus, une somme de dix mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu, soit mise à la disposition du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce.

2. Que le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce puisse nommer les officiers et les employés dont il a besoin pour l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Pendant de nombreuses années...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Du temps de l'ancien régime.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Pendant longtemps, sous le gouvernement d'autrefois, l'ancien régime, les municipalités avaient le droit d'accorder des bonis et des gratifications aux promoteurs d'industries qui voulaient s'établir dans une municipalité de préférence à une autre, quand c'étaient des amis de l'ancien régime. Il y eut une orgie, tellement d'abus que l'on a pris peur et que les bonis et gratifications ont été défendus par la suite. Je vais vous donner un exemple.

Chez nous à Trois-Rivières, des amis influents de l'ancien régime sans doute ont demandé un octroi de \$250,000 à la municipalité pour promouvoir une industrie de fil de fer et de broche à clôture, la Page Wire Fence. On a accordé le bonus et le montant fut séparé entre des amis de l'ancien régime, de sorte que la population de Trois-Rivières dut un quart de million pour rien du tout, car pas un clou ne fut planté, jamais la manufacture ne fut construite.

Plus tard, sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement défendit les exemptions et commutations de taxes, mais on les permettait. Sous les régimes Taschereau et Godbout, on a tellement

passé de lois d'exception pour accorder des exemptions et commutations de taxes que la législation en cette matière représentait 20 % de la législation totale, avec ce résultat que 20 % de la législation consistait à accorder des privilèges pour les amis souscripteurs de la caisse électorale...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce que le premier ministre n'a pas de souscripteurs à sa caisse électorale?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous, quand nous étions dans l'opposition, nous nous sommes toujours opposés à cela, à ces commutations et à ces exemptions, parce qu'elles ruinent le petit propriétaire. Les commutations et les exemptions de taxes en faveur des grosses compagnies représentaient 20 % de la législation dans une session. Il y a eu des abus criants. Nous voulons protéger le capital sain, sauvegarder le fruit du travail honnête. Les gros paieront et ceux-là qui sont infortunés ne devront payer que dans la proportion de ce qu'ils ont. Mais nous voulons aussi mettre tout le monde sur le même pied.

Les exemptions ont un premier désavantage: elles répandent chez la population l'idée que les exemptions sont pour les riches et les puissants et que les taxes sont pour les pauvres et les faibles. Nous voulons sauvegarder la petite propriété, le plus puissant facteur de progrès et de paix sociale, notre meilleure arme dans la lutte contre le bolchevisme. Nous voulons mettre fin au danger et à l'injustice des exemptions. Or, toutes les taxes, d'après le régime des exemptions, doivent être supportées par les petits propriétaires.

À Trois-Rivières, les exemptions aux grosses compagnies sont dans une proportion de 53 %. C'est 53 % qui ne paient pas de taxes scolaires et municipales. À part cela, il y a 12 % de la même valeur qui jouit d'exemption totale et, celui-là avec raison, les maisons religieuses bénéficient aussi d'exemptions. Mais cela fait 65 %. C'est dire que 35 % de la population paie 100 % des taxes et des impôts. C'est injuste. À l'avant-dernière session, en 1931⁶, nous avons posé une question au gouvernement Taschereau...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le gouvernement répondait plus vite, alors que vous ne répondez vous-mêmes à mes questions⁷.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les questions étaient plus sérieuses. Nous avons demandé au gouvernement Taschereau de nous dire

quel était le montant total des exemptions et commutations de taxes dans la province, et M. Taschereau a répondu: "Le gouvernement l'ignore." Quelle ignorance! Ce gouvernement-là n'avait pas même la décence de se rendre compte de la portée de ses actes. Nous voulons apporter un remède à cette situation. Nous voulons nous rendre compte de la valeur réelle des immeubles bénéficiant d'exemptions et du montant total de ces exemptions.

Ainsi, l'ancien gouvernement favorisait chaque année de puissantes compagnies, il permettait une aggravation du mal par des réductions de taxes incessantes, mais il ne se renseignait pas pour connaître l'étendue du mal. À la session de la déconfiture ministérielle, lors du désastre de ceux qui font la grève, le député de Beauharnois (M. Sauvé), un studieux, a demandé la création d'un organisme pour se rendre compte de la valeur réelle des biens imposables mais exemptés, et du total des biens qui bénéficiaient d'exemptions. Il y a des compagnies, comme la Montreal Light et la Southern Canada Power, qui bénéficient d'exemptions depuis 25 et 30 ans. Je puis affirmer tout de suite qu'il y a au moins pour \$300,000,000 de biens de grosses compagnies ainsi exemptés de taxes municipales et scolaires. C'est dire que les corporations municipales et scolaires sont privées chaque année des revenus de \$2,000,000 au moins, de \$20,000,000 en 10 ans. Dans 15 ans, cela fait \$30,000,000.

Notre loi nous autorise à prendre des renseignements sur les lieux et à les obtenir rapidement. Nous voulons créer un organisme qui aura les pouvoirs voulus pour faire une enquête pour connaître exactement l'étendue des ravages, et nous prendrons ensuite les moyens appropriés, dès la prochaine session. Pas de bouleversement, mais restitution et réparation.

Dans la province de Québec, il n'est pas juste que nos institutrices reçoivent un salaire de \$200 par année alors que ces grosses compagnies ne paient pas de taxes scolaires. Nous verrons à faire faire des restitutions et des réparations sans injustice pour personne.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai écouté avec attention le beau discours du premier ministre. À l'entendre, on dirait que seul l'ancien régime est responsable des exemptions de taxes accordées au cours des dernières années. Il y eut le problème des bonis, mais le premier ministre a admis qu'on avait adopté une loi pour mettre fin aux gratifications et aux bonis. Le chef du gouvernement n'était même pas dans la politique à ce moment-là, et il ne pourra

se vanter d'avoir influencé le gouvernement qui passa une loi à cette époque pour condamner la pratique des bonis.

Ces exemptions de taxes n'étaient accordées que par des bills. Il y a déjà une loi dans les statuts, elle est de 1919, et il ne peut pas dire que son influence y a été pour quelque chose. Nous avons fixé un certain pourcentage. Nous avons fait notre devoir pour protéger les municipalités contre ces pirates. De plus, pour accorder une commutation ou une exemption, il fallait le vote de la majorité des propriétaires. C'est ainsi qu'on assurait la pleine autonomie des intéressés.

Le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) n'était pas là non plus quand l'ancien gouvernement a passé une autre loi interdisant aux municipalités d'accorder des exemptions de taxes, à moins d'y être autorisées par une loi spéciale de la Législature. Il dit que nous avons fait plusieurs lois pour autoriser de tels privilèges. Est-ce que le député de Trois-Rivières s'est lui-même opposé aux exemptions et aux commutations de taxes à l'Assemblée législative? L'ancien régime, à ce sujet, fit son devoir, et il a continué à faire son devoir en prévoyant que les exemptions ne pourraient plus se faire que d'un quart de l'évaluation. C'était accorder la complète autonomie des municipalités.

Depuis ce temps-là, il n'a plus été possible d'accorder des exemptions de taxes scolaires sans la présentation d'un bill à la Législature. C'était ce que j'appelle contrôler. Mais, lorsque la Three Rivers Grain and Elevator, une compagnie américaine de Chicago, présenta un bill d'exemption, le défenseur des victimes de l'exemption s'est déclaré en faveur. C'était pourtant une compagnie de Chicago. Le même défenseur a aussi plaidé en faveur de l'exemption du Manoir de Drummondville, une petite hôtellerie qui appartenait à la Southern Canada Power; puis il y est allé d'une autre grosse compagnie, la compagnie Rolland, qui demandait aussi une exemption de taxes.

M. Barrette (Terrebonne): Le chef de l'opposition me permet-il une question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, M. le président. Nous sommes en comité plénier et chaque député peut parler aussi longtemps qu'il le veut sur chaque article du bill, de sorte qu'il n'est pas juste d'interrompre les orateurs pour essayer de leur faire perdre le fil de leurs idées.

Cette loi est une autre loi de camouflage. Si le premier ministre veut se donner la peine de consulter son collègue des Affaires municipales, du

Commerce et de l'Industrie, il verra que nous avons fait préparer des tableaux par lesquels on peut connaître ce qu'il veut savoir par ce bill. Il n'a qu'à consulter M. Laberge.

Ce travail a été commencé par le gouvernement Godbout, ce n'est pas nouveau, et ce n'est pas le régime actuel qui l'a inventé. De plus, pour connaître la valeur réelle des propriétés imposables et exemptées de taxes, il y a déjà une loi qui force les conseils municipaux à répondre à toutes les questions du gouvernement.

Quant à entreprendre de savoir quels sont les montants perdus, il faudrait entreprendre une évaluation fixe. Les exemptions sont basées sur les évaluations, et le taux des évaluations est variable.

Il est impossible de dire dans une ville quel sera le taux de l'année prochaine. Nous étions aussi à faire ce travail. On vient aujourd'hui avec une nouvelle loi pour faire croire que c'est le gouvernement qui l'a entrepris tandis qu'il s'y prend après nous.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce mot "camouflage" revient souvent à l'esprit du chef de l'opposition. Je le comprends. Si le chef de l'opposition parle tant de camouflage, c'est qu'il a vécu dans un régime de camouflage perpétuel. Il a commencé la lutte dans le camouflage ministériel; il a émis des principes, mais il les a camouflés dans le portefeuille ministériel. Le chef de l'opposition admet qu'il n'a rien à dire contre la loi; il admet qu'il faut se renseigner à ce sujet. Pourquoi alors faire de l'opposition?

Je demanderais cependant pourquoi l'ancien gouvernement n'avait pas pensé plus tôt à cette espèce d'inventaire. Le devoir d'un gouvernement n'est pas de s'apprêter à faire quelque chose, c'est d'agir. Si la loi que nous passons était dans les statuts, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas fait le travail que nous voulons faire? Il y a au moins 30 cas d'exemptions par année, ce qui fait 300 exemptions en 10 ans.

Si l'ancien gouvernement, après 40 ans, n'y a pas pensé plus tôt, ce n'est pas notre faute et, s'il vient maintenant prétendre que lorsque le gouvernement ancien est tombé la loi était à se faire, c'est parce que le peuple était tanné de les attendre pour faire quelque chose et qu'il a décidé de s'en défaire. L'ancien gouvernement passait son temps à dire qu'il était sur le point de faire quelque chose.

Le chef de l'opposition a dit que je n'étais pas contre les exemptions de taxes et que j'en ai appuyé trois. Je les ai, au contraire, combattues du

commencement à la fin. Je vais lui en parler. Je ne veux pas faire de peine au chef de l'opposition, car il est capable de se remettre en grève de nouveau, mais je lui dirai que la première année que je suis venu ici en Chambre, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), qui alors n'apercevait que de très loin le portefeuille ministériel, disait: "Il y en aura au moins un contre les exemptions de taxes." Et, quand venait un bill, il me disait: "Trois-Rivières va combattre ce bill."

Je combattais et en dehors de la Chambre et en Chambre. Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) commençait à combattre en dehors de la Chambre, mais, en Chambre, il restait assis près des ministres qui avaient des portefeuilles et il cessait alors de combattre. Il a parlé de trois lois que j'avais particulièrement favorisées. Les trois cas qu'il a cités sont du camouflage? Même si c'était vrai, son argument ne serait pas bien solide, puisque 20 % de la législation, dans une session, concernait les exemptions.

Il a parlé de la compagnie des élévateurs à grain de Trois-Rivières. Il s'agit d'une compagnie possédée en grande partie par l'un de ces chefs à Ottawa, l'honorable M. Howe, ministre fédéral des Transports. C'est M. Wilfrid Gariépy, qui est l'actuel député de Trois-Rivières aux Communes, qui est venu demander cette exemption. Aussitôt qu'il a été présenté, j'ai combattu le bill, mais le représentant de Saint-Hyacinthe a attendu longtemps pour le faire même si la question de l'électricité, dont il s'occupait, n'avait pas été réglée à sa satisfaction.

(Rires)

J'ai dit que jamais je n'accepterais une pareille proposition, que je n'accepterais pas de commutation pour les taxes scolaires, ni 80 % sur les taxes en général, ni pour une période de 10 années. On est venu me trouver et on m'a représenté que ces travaux emploieraient un bon nombre de chômeurs et qu'il fallait mettre tout le monde sur le même pied, attendu que les autres villes avaient accordé des commutations dans pareil cas. Je suis contre les exemptions de taxes, mais je ne voulais pas que, dans un cas particulier, la ville de Trois-Rivières fût placée sur un pied d'infériorité avec les autres villes, surtout quand il faut la décentralisation dans la province.

Le chef de l'opposition a parlé de la question du Manoir, de la Southern Canada Power et prétend que j'ai voté pour la mesure, ce qui est contraire aux faits. Il est évident que la mémoire du chef de l'opposition fait défaut, puisque c'est le chef de l'opposition lui-même, le député de Saint-Hyacinthe

(M. Bouchard), le farouche ennemi de la Southern Canada Power, qui a présenté le bill qui accordait une exemption en faveur de la Southern, et qui, les larmes dans la voix, demandait à la Chambre d'accorder une exemption de taxes à la Southern Canada Power.

(Applaudissements)

Et remarquez que c'était en dehors de son comté, à Drummondville. À Saint-Hyacinthe où il était maire, ce farouche ennemi de la Southern a fait mieux. Au débat sur le discours du trône, il a demandé au gouvernement de hausser les taux de la Southern, à Saint-Hyacinthe même.

Quant à la compagnie Rolland, il s'agissait d'un bill de la ville de Saint-Jérôme où le conseil de ville demandait d'exempter en bloc toutes les industries.

Là aussi, il s'agissait de placer sur un pied d'égalité avec des compagnies anglaises une compagnie canadienne-française. J'ai dit alors: "Je n'endurerai pas qu'une compagnie canadienne-française soit placée dans un état d'infériorité vis-à-vis les autres." J'ai cru qu'il était juste d'accorder les mêmes privilèges à une compagnie de chez nous qu'aux grosses compagnies amies de l'ancien régime.

Bien plus, le chef de l'opposition a appuyé une commutation de taxes, à cette session-ci, en faveur de la Southern Canada Power. Il y a un petit bill dont le chef de l'opposition avait honte et qui affectait un terrain appartenant à la Southern, et d'un boni en marge de la loi, et en faveur de la Southern. Car nous avons découvert que le boni accordé en marge de la loi était pour l'avantage de la Southern, propriétaire du terrain.

Autant le chef de l'opposition a été un partisan déterminé des exemptions de taxes aux grosses compagnies, autant il a été le grand taxeur des communautés religieuses. Quel est le grand taxeur des communautés religieuses, si ce n'est le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard)?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Voilà pour le moins une question étrangère au débat. Le premier ministre n'a pas le droit de discuter en dehors des questions soumises dans la loi. Je n'ai pas l'intention d'entreprendre un débat sur ma carrière politique. Aussi, je dis que le premier ministre n'est pas dans l'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends la situation du chef de l'opposition. Il n'aime pas les souvenirs pénibles.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La question n'est pas devant la Chambre, mais, si on veut l'y amener régulièrement, je n'ai pas peur de définir mon attitude à ce sujet. Je n'ai pas d'objection à en parler, mais je veux avoir le droit de discuter, car nous avons été si mal traités en Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement. Nous ne voulons pas faire de peine au chef de l'opposition. Nous ne voulons pas qu'il fasse la grève. Nous aimons à l'avoir ici avec nous, afin qu'il voie ce que nous faisons et comme nous le faisons bien.

(Rires et applaudissements)

Parlons des exemptions. Le chef de l'opposition n'aime pas qu'on dise qu'il favorise les grosses compagnies. Je ne veux pas priver la Chambre de l'immense plaisir de l'entendre justifier son attitude en matière de taxation de communautés religieuses. Le chef de l'opposition a droit d'en parler et, bien plus, je vais m'asseoir pour permettre au chef de l'opposition de nous parler des taxes sur les communautés religieuses.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je comprends que nous continuons la discussion du bill. J'ai voulu démontrer que le chef du gouvernement parle contre les exemptions de taxes, mais qu'il vote pour quand ça fait son affaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous discuterons ce point plus tard. J'offre au chef de l'opposition de suspendre le débat pour qu'il nous définisse son attitude au sujet des biens religieux. Je n'ai pas agi comme cela à Trois-Rivières. Quand on estime que 20 % de la législation comprenait des exemptions de taxes et que ce 20 % représente une moyenne de 350 bills sur le sujet, il n'y aurait eu que trois lois au sujet desquelles il voudrait me reprocher quelque chose. Il reste quand même 347 lois contre lesquelles je me suis levé.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Au sujet du bill de Trois-Rivières, il a été le premier à parler de l'exemption de taxes pour la compagnie de Chicago. Il a mis là-dedans le nom de M. Howe, je ne vois pas bien pourquoi. Mais le premier ministre est fort dans l'art du camouflage, et il nous a expliqué la manière dont il s'y est pris pour camoufler son vote. Il a parlé de 350 bills d'exemptions de taxes contre lesquels il se serait prononcé. Or, il n'y a jamais eu 350 bills de ce genre. Ces chiffres ne sont pas exacts. Vous inventez cela de toutes pièces. Le premier ministre dit une fausseté...

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je soulève un point d'ordre. Comme le chef de l'opposition est un ancien président de la Chambre et qu'il se pique de connaître les règlements, je lui ferai observer qu'il n'a pas le droit de dire ce qu'il a dit. Il m'étonne avec son langage qui n'est pas très parlementaire dans le "Salon de la race".

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais alors, comment vais-je m'y prendre pour dire de façon parlementaire qu'une chose est fausse?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est facile. Vous n'avez qu'à dire: Le gouvernement parle comme l'opposition, et tout le monde va comprendre que vous voulez dire: Le gouvernement ne dit pas la vérité.

(Rires et applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Allons donc, 347 bills d'exemptions, voyons! Ça n'est pas avec des exagérations et des affirmations de cette nature que l'on va prouver qu'il y a eu 350 bills d'exemptions de taxes. Le premier ministre niera-t-il encore qu'il a plaidé pour des exemptions de taxes lui-même? Le premier ministre parlait contre, mais votait pour. Quand le bill de l'élèveur de Trois-Rivières est venu, je me rappelle, j'étais ministre des Affaires municipales alors. Vous ne vous en êtes pas aperçu, mais...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne paraissait pas.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): ... c'est le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) qui a camouflé la situation et qui a fait passer le bill. Je ne dis pas qu'il a eu raison ou tort, mais il a tort de prétendre qu'il a été le champion contre les exemptions de taxes. Quand il a voté pour l'exemption de taxes pour le Manoir...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vous défie de prouver que j'ai voté. Produisez les documents ou bien acceptez ma parole.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vais les produire. Je veux prouver que, si c'était un crime pour les libéraux d'accorder des exemptions de taxes, cela en fut un aussi pour le chef de l'opposition du temps. Pour la compagnie de papier Rolland, il a voté pour, il a voté comme nous autres,

il n'a pas tant de raisons de nous critiquer. Quant au bill de la Chambre de commerce, je ne l'ai pas présenté parce que la ville de Saint-Hyacinthe, dont je suis le maire, est intéressée dans l'issue de ce bill.

La Chambre de commerce avait organisé, en 1931, un syndicat pour acheter le terrain et avait transporté ce terrain à la St. Hyacinthe Development, prétendant que le conseil municipal paierait le terrain qui a été payé quatre fois ce qu'il faut. La chose avait été machinée par le conseil du temps. La Chambre de commerce a donné le terrain à la St. Hyacinthe Development, succursale de la Southern. Il s'est présenté à l'hôtel de ville et a fait voter illégalement \$8,000⁸, sous raison de favoriser une industrie. Il restait une balance de \$7,000 due et le conseil a refusé de la voter.

J'ajouterai que l'affaire s'est passée au temps où le maire Pagé était au conseil de ville. Je n'ai donc eu rien à voir là-dedans. C'est le régime Pagé qui a commis cette irrégularité à Saint-Hyacinthe, et le bill dont je suis le parrain est pour faire rentrer les créanciers dans l'argent qu'ils avaient investi dans cette affaire. La Banque Canadienne Nationale détient le billet et la Chambre de commerce est menacée de faillite si le conseil ne paie pas.

Mais, pour revenir au bill dont nous parlions, je vois que le gouvernement veut faire une dépense de \$10,000 pour inventorier la valeur des commutations et des exemptions. Pourquoi, si nous avons déjà la même loi dans le Code municipal? On n'a pas besoin de voter \$10,000 pour obtenir ces renseignements; on n'a qu'à écrire aux municipalités. Des blancs avaient été préparés dans ce but par le ministère des Affaires municipales. Les municipalités connaissent parfaitement le montant de ces exemptions.

Quant à la valeur des immeubles qui en bénéficient, on ne peut la connaître qu'en consultant les rôles d'évaluation. Le tout peut se faire par simple correspondance. Pour faire la vérification des compagnies qui ont des exemptions de taxes, il faut non pas \$10,000, mais \$100,000.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): J'avais compris que le premier ministre vous avait laissé la parole pour vous permettre de parler des taxes sur les communautés religieuses. Vous n'en avez pas dit un seul mot. Est-ce que le chef de l'opposition va nous dire quelle est son attitude au sujet des biens des communautés religieuses?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le Règlement de la Chambre me défend de traiter une question qui

ne relève pas du présent débat. Mais le premier ministre connaît sans doute le moyen à prendre pour m'en faire parler, s'il le désire tellement. Je lui suggère donc de prendre ce moyen et j'en parlerai.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette question peut relever des résolutions et, avec le consentement de la Chambre, nous pourrions permettre au chef de l'opposition de s'exprimer tout de suite. Le député de Saint-Hyacinthe aurait alors le droit de se prononcer sur la taxation des biens religieux. Nous serions anxieux de l'entendre. Si ses collègues ne s'entendent pas avec lui, qu'il les fasse sortir. Je voudrais savoir ce qu'il pense de cette taxation.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si le premier ministre veut écarter le débat et amender cette question, je l'inviterai à respecter les règlements. Comme député de Saint-Hyacinthe, je n'ai aucune objection à défendre l'attitude prise à Saint-Hyacinthe, attitude qui nous a valu un concordat avec l'évêque de l'endroit, que je respecte et que j'estime plus que le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Tout comme Saint-Hyacinthe, Saint-Jérôme a voulu suivre l'exemple, et le chef de l'opposition s'est prononcé en faveur de ce système. Je voudrais savoir s'il a encore la même opinion.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je demanderais au premier ministre de ne pas affirmer des choses qu'il sait ne pas être conformes aux faits, pour me servir d'une expression bien parlementaire.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il serait aussi intéressant de connaître l'opinion du chef du gouvernement en la matière.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Oui, et nous verrions alors quels sont ceux qui ont le courage de défendre les idées qu'ils n'ont cessé de prêcher et quels sont ceux qui mettent leur idée sous le boisseau alors qu'ils aspirent à la chefferie de leur parti. Nous n'avons pas peur, nous, de prendre une attitude. En ce qui concerne la position du gouvernement actuel, elle est simple. Notre position est la même que lorsque nous nous acheminions vers le pouvoir. Si l'ancien gouvernement a commencé d'entreprendre sérieusement la taxation des communautés religieuses, le gouvernement actuel est opposé à cette taxation. C'est clair, n'est-ce pas?

(Applaudissements)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mais jusqu'à quel point et de quelle manière?

M. Barrette (Terrebonne): Jusqu'au point de faire l'opposé de ce que vous avez fait.
(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On remarquera que le député de Rivière-du-Loup pose des questions pour mousser sa candidature à la chefferie.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste contre ces insinuations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Est-ce contre l'insinuation du député de Rivière-du-Loup?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tout ce débat est hors d'ordre. Le décorum doit exister pour tout le monde. Permettre à des farceurs comme cela de parler, c'est ravalier la Législature à des petits conseils de ville.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition veut-il dire que la question du député de Rivière-du-Loup n'est pas conforme au décorum de cette Chambre?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je dis que si le premier ministre veut soulever cette question de taxation des biens religieux, nous ferons un "full-dress debate".

M. Bastien (Berthier): D'après cette loi et bien d'autres, nous pouvons qualifier le présent régime de "régime d'inventaires" et non de régime d'action. Inventaire des ressources naturelles, inventaire de ci, de cela. Depuis que le gouvernement est au pouvoir, il ne fait que des inventaires et il demande des octrois pour les faire. Voilà encore \$10,000 pour inventorier une chose qu'on pourrait obtenir tacitement sans payer un sou.

Ceux qui connaissent bien le premier ministre savent son attitude à l'égard des trusts. Il dit prudemment: Pas de bouleversement, pas de commotion et de confiscation. On ne veut pas de commotion à l'égard des trusts, on manie le fouet de laine angora à l'égard des trusts. Et, pour tromper l'opinion publique, on passe des lois de camouflage, des lois pour jeter de la poudre aux yeux. Tout ce que le premier ministre veut avec ce bill, c'est un crédit de \$10,000 pour favoriser des amis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre pour conserver le décorum de la Chambre, car je me soucie peu des injures personnellement.

M. le président (M. Boyer): Le député de Berthier n'a pas le droit de lancer des insinuations. Il ne peut non plus parler des \$10,000 parce que nous étudions l'article premier de la résolution. Ce n'est qu'à l'article 2 qu'il est question de \$10,000.

M. Bastien (Berthier): C'est donc le régime de l'inventaire. Le premier ministre a un but avec cette loi. Il se souvient qu'il a trop promis dans la dernière lutte et il veut en effacer un peu, pendant son court stage ici. Dans la métropole, on dit couramment que le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) va le remplacer, tellement celui-ci est en danger de passer sous une vague d'impopularité.

Le premier ministre veut inventorier durant tout son court terme. Des inventaires de cette nature, c'est, comme dit le chef de l'opposition, du camouflage. Si l'on veut connaître la valeur des exemptions de taxes, il n'y a qu'à s'adresser aux municipalités. Le premier ministre aime des lois de ce genre. Cela lui permet de faire une série de petits discours. Si le débat avait été plus serré, il aurait sans doute sorti le grand vocabulaire: patrimoine national, etc.

Il aura mérité bientôt le titre envié de grand manufacturier de lois. Des lois inutiles, pour essayer de se satisfaire, pour jeter de la poudre aux yeux, mais des lois dont il se réclamera. J'ai le grand honneur de connaître le premier ministre depuis 20 ans et je sais sa nature. Il a parlé de ce mauvais régime qui permettait des exemptions de taxes, les bonis. Il sait que les conseils municipaux n'ont qu'une idée: c'est de donner des bonis.

La preuve, c'est que les particuliers souscrivent pour ces bonis, même sous le régime nouveau, car on trouvera toujours le moyen de circonvenir la loi. Je dis que sous les hommes nouveaux, il y aura encore un grand nombre de municipalités qui voudront prendre tous les moyens pour assurer des bonis aux compagnies et les attirer par toutes sortes de moyens. Tout comme cela se fait en Ontario, on verra encore ici des compagnies qui chercheront à obtenir des privilèges spéciaux.

L'honorable M. Leduc (Laval): Cette loi est nécessaire. Ceux qui s'occupent des finances municipales doivent savoir combien représentent ces exemptions et ces commutations aux compagnies.

Un tel inventaire est important et les municipalités ne peuvent s'en charger seules. Les villes doivent savoir où elles en sont, afin de pouvoir limiter les exemptions. Ce bill vient en aide non seulement au gouvernement, mais aux municipalités. À l'avenir, les compagnies n'obtiendront de diminutions de taxes qu'en autant qu'elles augmenteront le salaire de leurs ouvriers.

M. Bastien (Berthier): Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) est-il sous l'impression que ces exemptions ne sont pas portées au rôle d'évaluation?

L'honorable M. Leduc (Laval): Oui, mais, dans bien des cas, la valeur portée au rôle d'évaluation ne représente pas la valeur réelle des biens des compagnies⁹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le régime ancien a fait perdre d'un seul coup aux corporations municipales, surtout dans les municipalités rurales, des sommes très élevées, en faisant passer avant les élections de 1931 une loi pour exempter de taxes les poteaux, les lignes de transmission, ou en fixant un prix minimum peu élevé. Il l'a fait sans consultation. De plus, la même loi permettait aux municipalités d'accorder aux compagnies une réduction de 75 % des taxes sur simple résolution. Les compagnies n'avaient alors qu'à payer de 10 % à 15 %, et le peuple payait 100 %. On a même exempté les compagnies des droits de coupe sur les poteaux.

Nous voulons obtenir \$10,000 pour nous procurer des renseignements, et nous aurons un rapport complet à la prochaine session, et, dès la prochaine session, nous ferons une loi en conséquence. Nous allons taxer les compagnies sur ces biens-là. Nous déciderons également de ne décréter aucune exemption et, s'il y a des commutations, elles seront subordonnées à une loi ayant trait aux salaires raisonnables. Nous allons instituer des procédures pour que les revenus provenant de ces commutations aillent dans les coffres de la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre est très habile. Il a dit que les poteaux étaient exemptés de taxes, mais il s'est repris ensuite. Il vient de découvrir le texte de loi, chapitre 119, 21 George V, par lequel nous avons rendu possible la taxe sur les poteaux. Il a cité la loi pour jeter du discrédit sur le Parti libéral, mais il nous prouve que

la loi existait. Nous avons passé une loi pour rendre possible l'évaluation des poteaux et cette loi a été obtenue par les municipalités après trois années de démarches. Les municipalités pouvaient évaluer ces poteaux à \$20 chacun.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les pylônes sont évalués à \$400, dans certains cas, et les compagnies les évaluaient à \$4,000 dans leurs rapports.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je l'admets. Chaque poteau est évalué à \$20, pour fins de taxation, et il y a 30 poteaux par mille de ligne. Un mille de ligne coûte généralement de \$500 à \$700. Quand nous avons autorisé les compagnies à les taxer ainsi, nous n'avons fait aucun cadeau aux compagnies. Il est faux que cette loi ait été adoptée pour accorder des faveurs aux compagnies. Cette loi est à l'honneur de l'ancien gouvernement et le premier ministre n'a pas le droit de lancer de telles accusations.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Au Lac-Saint-Jean, il y avait des tours de compagnies d'électricité qui étaient évaluées à \$700. En réduisant leur valeur à \$500, à la veille des élections de 1931, le gouvernement a causé un tort considérable aux municipalités en les privant de revenus dont elles avaient besoin. Ainsi, la municipalité de Saint-Henri-de-Taillon a emprunté \$40,000 en se basant sur les revenus que lui assurait l'impôt sur les tours évaluées à \$700. On comprend l'embarras dans lequel l'a placée l'ancien gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je veux rétablir les faits, brièvement. L'honorable chef de l'opposition dit, en résumé: "Nous avons évalué les poteaux à \$30 et les tours à \$500." Mais cela comprend les fils, les droits de passage. Cela comprend tout.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Un poteau, ça coûte \$4. Une ligne de transmission, ça coûte \$1,000 du mille.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les tours sont évaluées dans le bilan des compagnies à \$4,000. L'on n'évaluait pas la ligne. On ne comptait pas, par l'ancienne loi, le droit de passage, la franchise, l'électricité qui passait, les pylônes, les tours, les fils. Une ligne de transmission, cela représente jusqu'à la franchise de la compagnie.

L'ancien gouvernement a basé son évaluation pour fins de taxation sur les poteaux et les tours, afin, tout simplement, de pouvoir faciliter l'exemption de taxes.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois sur division, une deuxième fois sur division, et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 9 autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**Contrat entre les commissaires
d'écoles de Donnacona
et la Donnacona Paper Company**

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 ratifiant une résolution et un contrat passé entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Contrat entre la ville de Donnacona
et la Donnacona Paper Company**

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 ratifiant un règlement et un contrat passé entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commissaires d'écoles catholiques
romains de Québec**

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Sœurs hospitalières
de l'Hôtel-Dieu de Montréal**

M. Raynault (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 modifiant la charte de Les religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Inspecteurs
d'appareils sous pression**

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 constituant en corporation les inspecteurs d'appareils sous pression soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ajournement¹⁰

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons fait distribuer le projet de loi sur le communisme, mais nous en entreprendrons l'étude demain, si l'opposition le veut bien.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très bien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce soir nous siégerons au comité des bills privés, il y a beaucoup de législation à étudier. Ce sera à 8 h 30.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est un gouvernement de nuit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est peut-être un gouvernement de nuit, mais qui ne nuit pas, le comité des bills privés siégeant ce soir.

Je propose l'ajournement de la Chambre à demain après-midi, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Lorsque la séance s'ouvre, les députés de l'opposition sont à leur siège. On se lance des plaisanteries sur la grève faite par l'opposition la semaine précédente, rappelle *Le Soleil* du 17 mars 1937, à la page 18.

2. *Le Nouvelliste* du 17 mars 1937, à la page 8, attribue plutôt ces paroles au député de Châteauguay (M. Boyer).

3. Cette loi est établie sur les mêmes bases organiques que les écoles techniques, selon *Le Devoir* du 17 mars 1937, à la page 8.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boyer (Châteauguay).

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boyer (Châteauguay).

6. Bien que *L'Action catholique* mentionne "1931", cette question a été effectivement posée à maintes reprises à la session de 1936, et non en 1931.

7. M. Casgrain a des questions sur le *Feuilleton* de la Chambre depuis le début de la session au sujet de certaines destitutions dans Rivière-du-Loup, Témiscouata et les Îles-de-la-Madeleine.

8. *Le Canada* du 17 mars 1937, à la page 8, indique que la compagnie s'était fait voter illégalement \$2,000.

9. La première résolution de ce bill est alors adoptée sur division. On passe ensuite à la deuxième section, selon *Le Soleil* du 17 mars 1937, à la page 18.

10. Au moment de l'ajournement, le premier ministre fait distribuer le projet de loi protégeant la

province contre la propagande communiste, précise
Le Journal du 17 mars 1937, à la page 4.

Séance du mercredi le 17 mars 1937

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

Présentation de pétitions:

Joseph Rivard

M. Trudel (Saint-Maurice) demande, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Pouliot), que les articles 510 et 511 du Règlement de cette Chambre soient suspendus pour qu'il lui soit permis de présenter une pétition du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières et des sœurs du Bon-Pasteur, demandant l'adoption d'une loi précisant les clauses 4 et 5 du testament de feu Joseph Rivard.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition du Séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières et des sœurs du Bon-Pasteur, demandant l'adoption d'une loi précisant les clauses 4 et 5 du testament de feu Joseph Rivard est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 96 modifiant la charte de la cité de Lachine. Certains articles sont soumis à votre honorable Chambre pour considération;
- bill 85 concernant les syndics de la paroisse de La-Sainte-Famille-de-Granby;
- bill 82 modifiant la charte de la cité de Granby.

M. Pouliot (Missisquoi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du

comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 93 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

M. Boyer (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 126 autorisant la vente d'un droit de réversion dans un fonds d'annuités créé conformément aux termes du testament de feu James Ross;

- bill 77 concernant la succession de feu l'honorable Georges-Élie Amyot;

- bill 115 modifiant la charte de Bishop's College School Association;

- bill 81 changeant le nom d'Elizabeth Ann Wilson en celui d'Elizabeth Ann Rath, et le nom de George Silcock Wilson en celui de George Silcock Rath, et confirmant à toutes fins égales l'adoption desdits enfants mineurs par Henry Hawkins Rath et Dorothy Gertrude Rath.

Fête des Irlandais

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous célébrons aujourd'hui la fête nationale et patronale de nos distingués compatriotes, les Irlandais². M. l'Orateur, avant de passer aux affaires du jour, j'invite la Chambre à souhaiter bonne fête à nos compatriotes d'origine irlandaise et je profite de l'occasion pour offrir mes vœux à nos collègues irlandais dans cette Chambre. L'un d'entre eux, et qui n'est pas des moindres, a bien voulu offrir au premier ministre le bouquet que vous voyez sur mon bureau. Je l'en remercie de tout cœur. Combien ce bouquet de trèfles est symbolique pour nous!

Il y a du vert dans ce bouquet et le vert représente l'espérance. Dans les époques troublées que le monde traverse, dans ces temps de dépression, il faut savoir espérer. Le vert dans nos prés signifie aussi la vitalité et la force. Le vert qu'il y a dans ce bouquet indique également la combativité et la persévérance au travail de nos compatriotes irlandais. L'espérance et la combativité sont l'apanage de cette vaillante race irlandaise qui a joué un rôle considérable dans le monde. L'ensemble de ce bouquet est l'emblème de son patriotisme, de sa foi et de ses convictions.

Je crois que la Chambre sera heureuse de s'unir au premier ministre pour offrir ses hommages à nos compatriotes irlandais, en cette fête de la Saint-Patrice. De plus, je propose que la Chambre ne siège pas ce soir, en marque d'estime et de considération pour nos amis les Irlandais.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je seconde avec plaisir les paroles et la motion du premier ministre. Je suis heureux, comme chef de l'opposition, de me joindre au premier ministre pour souhaiter une joyeuse fête à nos bons amis les Irlandais. Je suis heureux d'avoir l'occasion, tout comme le chef du gouvernement, de faire l'éloge de cette race vigoureuse et tenace. Nos concitoyens irlandais méritent notre respect et notre considération. C'est une race fière, qui a eu des malheurs, mais qui a su triompher. Les Irlandais ont combattu pour établir une grande république dans le Royaume-Uni, et ils ont joué un grand rôle dans le monde. Qu'il me soit permis de souhaiter aux Irlandais une bonne et heureuse Saint-Patrice, comme disent les Canadiens français qui sont leurs meilleurs amis. Encore une fois, tous les membres de l'opposition sont heureux de se joindre au gouvernement en cette circonstance.

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

Questions et réponses:

Destitution d'Ernest Pettigrew³

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. À quelle date le Dr Ernest Pettigrew a-t-il été destitué comme médecin de la prison de Rivière-du-Loup, dans le district de Kamouraska?

2. Sur la recommandation de qui?

3. À quelle date, par qui et de quelle manière a-t-il été averti que ses services n'étaient plus requis?

4. Pour quelle raison a-t-il été destitué?

5. Si le gouvernement a destitué le Dr Pettigrew pour cause, y a-t-il eu enquête?

6. S'il y a eu enquête: a. Quand, où et par qui cette enquête a-t-elle été tenue? b. Le docteur Pettigrew a-t-il été averti, a-t-il eu l'opportunité d'y comparaître et de faire entendre des témoins?

7. Pendant combien de temps le Dr Pettigrew a-t-il été médecin de la prison de Rivière-du-Loup?

8. Pendant cette période, y a-t-il eu des plaintes contre lui?

9. Le département du procureur général (l'honorable M. Duplessis) n'a-t-il jamais été informé qu'il n'avait pas rempli son devoir?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le Dr Ernest Pettigrew n'a jamais été officiellement médecin de la prison de Rivière-du-Loup, mais il était, de temps à autre, appelé pour y donner ses soins professionnels, probablement à la demande du shérif. Depuis son arrivée au pouvoir, le nouveau gouvernement a décidé de nommer officiellement un médecin permanent et il a choisi un homme compétent, après avoir obtenu les renseignements qu'il a jugés nécessaires.

Il est impossible de dire s'il y a des plaintes contre le Dr Pettigrew au département du procureur général parce que, sous l'ancien gouvernement, des papiers et documents de ce département ont été détruits, enlevés ou sont disparus.

(Rires)

Congédiements à la Commission des liqueurs

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. MM. Olivier Gagné, Gérard Viel, Yvon Lavoie et Mlle Anne-Marie Pelletier, employés au magasin de la Commission des liqueurs à Rivière-du-Loup, ont-ils été congédiés?

2. À quelle date?

3. De quelle manière et à quelle date ont-ils été avertis que leurs services n'étaient plus requis au magasin de la Commission des liqueurs?

4. Depuis quand ces quatre personnes étaient-elles à l'emploi de la Commission des liqueurs à Rivière-du-Loup?

5. Y a-t-il eu des plaintes contre elles durant qu'elles ont été à l'emploi de la Commission des liqueurs?

6. Dans l'affirmative, y a-t-il eu enquête?

7. S'il y a eu enquête, les intéressés ont-ils eu l'opportunité de se faire entendre, ou cette enquête s'est-elle faite *ex parte*?

8. Pour quelle raison ces quatre employés ont-ils été congédiés?

9. Qui a recommandé leur destitution ou leur renvoi?

10. Y a-t-il eu enquête avant leur destitution?

11. Dans l'affirmative, les intéressés ont-ils eu l'opportunité de se faire entendre ou cette enquête s'est-elle faite *ex parte*?

12. Par qui ont-ils été remplacés?

13. Qui a recommandé à la Commission des liqueurs le choix de leurs remplaçants?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. Oui.

2. Les instructions ont été données à cet effet le ou vers le 28 janvier 1937.

3. Il est impossible de dire si des plaintes ont été faites contre ces personnes parce que plusieurs dossiers ou documents sont disparus.

8. Pour ingérence politique et dans l'intérêt public. Ces anciens employés ont été remerciés de leurs services à la demande de nombreux citoyens du comté de Rivière-du-Loup. Ont été nommés à la place desdites personnes renvoyées: MM. Ovide Laplante, Omer Lévesque, Gérard Lévesque, de Rivière-du-Loup, et Mlle Pelletier a été remplacée par M. Camille Marquis.

Entretien des chemins dans Rivière-du-Loup

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Puisque nous en sommes sur les réponses aux questions, pourquoi le gouvernement ne répond-il pas à ma question no 1: Le gouvernement a-t-il payé les salaires des cantonniers et des hommes qui ont travaillé sous leurs ordres à l'entretien des chemins, dans le comté de Rivière-du-Loup, pour la période s'étendant du 17 août au 29 août 1936?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répondrai au député de Rivière-du-Loup que, dans son comté comme ailleurs, l'ancien gouvernement pratiquait une corruption étendue à même les fonds publics. Nous sommes actuellement à faire une enquête sur les faits qui intéressent l'honorable député, et ceux qui ont gagné leur argent seront payés, tandis que ceux qui ne l'ont pas gagné ne le seront pas. L'opposition nous blâmerait d'agir autrement quand il s'agit de fonds publics.

Municipalités des régions minières

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 concernant les municipalités dans les régions minières soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

École du meuble de Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Paquette (Labelle)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 4 autorisant la création de l'École du meuble dans la cité de Montréal.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Une initiative féconde et pleine de promesses a déjà été créée dans ce sens et cette école va continuer son travail. Elle a décidé de s'incorporer et d'augmenter son champ d'action pour le bien général, et le gouvernement lui-même a décidé de présenter cette mesure afin d'épargner les frais de cette entreprise. Celle-ci apprend à utiliser les sous-produits, à employer diverses variétés de nos bois pour les fins de la petite industrie. Dans cette loi, il s'agit purement et simplement de donner une existence légale à l'École du meuble qui existe depuis déjà quelque temps.

Pour éviter à cette école les dépenses coûteuses de l'incorporation, le gouvernement a décidé de lui donner lui-même une existence légale en passant une loi. Le gouvernement a tenu à encourager une initiative aussi féconde. C'est une institution qui a joué et jouera un rôle considérable. La province a tout intérêt à la voir se développer. Nos bois n'avaient pas été assez utilisés ou pas encore comme ils auraient dû l'être dans la fabrication des meubles. Je ne crois pas que l'opposition fera d'objection à l'incorporation demandée.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je suppose que l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) est dans la Beauce?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je puis vous dire que le gouvernement a plus d'amis dans la Beauce que l'opposition n'en a jamais eus.
(Rires et applaudissements)

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Exemptions et commutations des taxes municipales et scolaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 9 autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un projet de loi du gouvernement pour inventorier les nombreuses exemptions de taxes accordées aux compagnies et pour faire une enquête approfondie sur ces questions, afin que nous puissions, lorsque nous aurons toutes les données voulues, adopter les mesures qui s'imposent pour redresser les abus et rectifier la situation.

Les articles 1 à 6, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division⁴.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Propagande communiste⁵

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 protégeant la province contre la propagande communiste soit maintenant lu une deuxième fois.

M. l'Orateur, il s'agit, je dois le déclarer tout de suite, d'un projet de loi un peu inusité. Nous devons faire face à des circonstances hors de

l'ordinaire et, en conséquence, recourir à des moyens hors de l'ordinaire. Aux grands maux les grands remèdes. La province de Québec se distingue par son amour de ses traditions, de la paix, de la justice, du bon ordre. Ce sont les biens qui lui sont les plus chers et qu'elle veut conserver à tout prix. Dans certains pays d'Europe, des mouvements à base d'athéisme, des mouvements de désordre se sont fait jour et on sait les résultats de ces mouvements. Des mouvements à base de désordre ont entraîné l'anarchie! Je n'ai pas besoin de rappeler à la Chambre les scènes d'horreur qui se sont déroulées dans certains pays à la suite de l'attitude de certains chefs et propagandistes des idées communistes.

Il y a quelques mois, à Québec, Son Éminence le cardinal Villeneuve invitait le premier ministre à assister à une assemblée publique pour étudier les meilleurs moyens à prendre pour lutter contre le communisme. Son Éminence invitait le premier ministre et les autres représentants des différentes autorités constituées à proposer des suggestions. Son Éminence est issue du peuple, du peuple ouvrier de cette province, qui a su maintenir les plus belles et les plus nobles traditions, et je suis heureux de saluer le cardinal Villeneuve - je le dis sans flatterie - comme l'une de nos gloires nationales.

(Applaudissements)

Notre vénéré archevêque de Québec, qui est le primat de l'Église canadienne, fait partie de la communauté des Oblats, un des ordres les plus distingués de notre pays et qui a écrit dans l'histoire de la civilisation canadienne des preuves de son grand zèle apostolique et de son patriotisme. Les talents, les dévouements et la compétence de Son Éminence étaient tels que celui qui sur terre dispense la lumière et est le gardien de la foi, de la vérité, le pontife (Pie XI) glorieusement régnant, l'a élevé à la très haute dignité de Prince de l'Église.

(Applaudissements)

Ce fut donc un véritable plaisir pour nous de répondre à son appel. Nous avons accompli notre devoir avec joie en nous rendant à sa demande. L'assemblée convoquée par Son Éminence a adopté une résolution adressée au ministre de la Justice à Ottawa et aux autres gouvernements pour leur demander d'enrayer la propagande communiste en cette province. Nous avons dit que le département du procureur général serait anxieux de seconder les efforts patriotiques de Son Éminence et c'est pourquoi, dès sa première session régulière, le gouvernement présente ce projet de loi.

Il ne s'agit pas ici d'une question politique, et le gouvernement ne veut pas revendiquer le mérite

de la législation actuellement devant la Chambre, car tous les bons citoyens sont unanimes à vouloir combattre le communisme. Il ne veut que le mérite de collaborer avec les amis de l'ordre, avec ceux qui veulent garder les traditions chrétiennes, maintenir l'ordre, pour présenter devant l'ennemi commun un front patriotique, car il ne faut pas se faire d'illusions: si le communisme pénètre dans la province de Québec, s'il réussit à se gagner de nombreux adeptes - ce n'est pas que nous ayons cette crainte, mais nous estimons qu'il vaut mieux prévenir que guérir - il portera ici les mêmes fruits qu'ailleurs.

Nous voulons atteindre le communisme à sa source même, car il nous ferait perdre, s'il était victorieux, notre principal actif, qui est la foi et nos convictions religieuses. Et je parle ici non seulement pour le gouvernement, mais pour tout le monde en cette Chambre, sachant que nous avons tous, sur ce point, les mêmes opinions. Je n'aurais aucune difficulté, je pense, à faire admettre que le communisme en attaquant les principes religieux, quels que soient le degré de croyance et la religion de chacun d'entre nous, est l'ennemi de tous. Le jour où le communisme triompherait et renverserait ce rempart de l'ordre et du bien qu'est notre clergé, cela en serait fait de la province de Québec et de sa population. Le communisme doit être considéré comme l'ennemi public numéro un, méprisé et méprisable.

Le temps est venu de se montrer courageux, de se dresser devant cet ennemi. Il faut donner l'exemple aux autres provinces. Montrons à tous que devant cet ennemi, nous ne souffrirons ni compromissions, ni faiblesses, ni lâchetés et que nous serons ses pires ennemis. Évidemment, nous ne pouvons cependant le combattre que dans une certaine mesure, car nous sommes limités par la juridiction provinciale. Celle-ci n'a le droit de légiférer qu'en matière civile seulement et non en matière criminelle. Cette juridiction appartient au gouvernement fédéral. C'est pourquoi je demande au gouvernement fédéral et à tous les partis à Ottawa de s'unir à nous pour établir dans la loi les moyens nécessaires pour combattre efficacement les idées malsaines du communisme.

(Applaudissements)

Je ne passe aucun jugement sur le passé ou le présent du gouvernement fédéral, mais je demande, comme premier ministre de cette province, comme législateur, comme un homme conscient des devoirs de tout législateur, aux gouvernements fédéral et provincial de poser des actes concrets pour nous aider à faire la lutte, car le gouvernement fédéral peut déporter les étrangers indésirables.

Le gouvernement fédéral peut faire beaucoup: le ministre de la Justice peut prohiber l'immigration, déporter les propagandistes d'idées dangereuses; le ministère des Postes peut, s'il le veut, exercer un contrôle efficace sur la propagande par les journaux, revues et feuilles communistes, alors que nous, nous n'avons aucun contrôle dans ce domaine. Avec notre loi, nous faisons dans ce sens tout ce que nous pouvons faire, et c'est pourquoi je demande aux autres de faire tout ce qu'ils peuvent faire de leur côté. Si, pour des motifs que je ne veux pas discuter, d'autres autorités hésitent ou refusent, je dirai que la province de Québec fera son devoir jusqu'au bout.

Avec cette loi, nous avons le droit de cadénasser tous les endroits où il se fait de la propagande communiste. Notre loi a pour but de nous permettre d'agir ainsi. Les tribunaux décideront ensuite. Les causes seront soumises à la Cour supérieure. Afin que justice soit rendue à tous, nous avons donné les garanties judiciaires que l'on pourra exercer devant les tribunaux. C'est une loi qui presse énormément. Le Conseil législatif siège, et c'est l'intention du gouvernement, si l'on n'a pas d'objection, de suspendre les règles de la Chambre pour adopter la mesure sans retard et l'envoyer au Conseil législatif le plus tôt possible et de la faire sanctionner immédiatement.

Je suis convaincu que l'opposition va collaborer avec nous et montrer qu'à la Législature, s'il y a des divergences d'opinions, nous sommes unis pour combattre le mal du communisme dans l'intérêt de la province de Québec. Nous la ferons sanctionner dès qu'elle aura été adoptée par les deux Chambres. Nous sommes respectueux des règlements.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Depuis quand?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prie l'honorable député de poser des questions sérieuses.

M. Béïque (Chambly): Il n'est pas capable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous devons respecter les règlements de la Chambre, mais, lorsqu'il s'agit de questions aussi importantes, il serait ridicule d'attendre trois séances. Nous voulons mettre de côté les questions partisans pour dire que le feu est à la porte, les incendiaires ne sont pas loin, et ce n'est donc pas un temps pour s'accrocher aux règlements. Il faut intervenir tout de suite. Si nous suspendons les règlements, nous serons

justifiés et justifiables. L'opposition va collaborer avec le gouvernement, croyons-nous, pour montrer qu'il n'y a pas de divergence lorsqu'il s'agit de combattre les ennemis de l'ordre. Montrons donc qu'à la Législature de Québec, malgré les divergences politiques, nous sommes au moins unis sur une question: celle de se débarrasser du communisme.

(Applaudissements)

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):

M. l'Orateur, je suis d'accord avec presque tout ce que vient de dire l'honorable premier ministre. Je félicite le gouvernement d'entreprendre une campagne contre le communisme et j'espère qu'elle ne s'arrêtera pas là, mais qu'elle se poursuivra contre tous les autres "ismes" tout aussi dangereux. Mais j'aimerais voir autre chose dans le bill que nous étudions. Je suis heureux de dire que je suis contre le communisme et que je l'ai toujours été. Les remarques que je vais faire n'ont donc pas pour but d'approuver ce mouvement en quoi que ce soit. Je n'ai jamais eu la moindre sympathie pour le communisme, je suis absolument opposé à ce système, mais on admettra que malgré cela, je tiens à faire remarquer que le gouvernement n'a peut-être pas la formule exacte pour atteindre le but qu'il se propose.

Je vois, par exemple, que, s'il juge du cas d'une maison où l'on aura prêché le désordre, il voudra appliquer sa loi en se servant du cadenas. Ce système du "padlock" existe depuis très longtemps dans notre province et nous l'avons dans nos Statuts depuis 10 ans pour les maisons de désordre. A-t-il donné des résultats? En donnera-t-il dans ce cas-ci? Il n'a pas été efficace. Si l'on regarde Montréal, aujourd'hui, après l'application de cette loi, il n'y a rien de changé. Le procureur général (l'honorable M. Duplessis) sait aussi bien que moi que l'expérience du passé nous enseigne qu'en pratique ce remède n'a jamais été bon. Je suis sûr que le gouvernement veut combattre le communisme, mais je doute fort que cette loi atteigne le but proposé.

Autre chose, je remarque aussi qu'on ne s'est pas arrêté à aucune sorte de définition exacte du mot "communisme" ou "bolchevisme". Qu'est-ce au juste? Quelle sera celle que le gouvernement voudra adopter entre 100 qui existent? Le bolchevisme et le communisme peuvent se manifester sous bien des formes et l'on peut confondre des systèmes opposés au nôtre avec le communisme. Le projet de loi que nous étudions est très vague là-dessus. Qui dira qu'un tel ou un tel est communiste, qu'il fait de la propagande communiste? Il sera difficile de le prouver et je doute que cette loi, excellente en soi,

atteigne les vrais coupables. Quant au système de "padlock" appliqué dans son cas, je souligne encore une fois qu'il est très dangereux. On s'expose à des ennuis judiciaires, des innocents pourront souffrir à la suite de méprises. Il me semble que l'on devrait faire une enquête sur les chances de succès du système de "cadenassement" des foyers de communisme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que le député de Montréal-Saint-Louis me pardonne. Je ne veux pas l'interrompre, mais, s'il veut bien, nous pourrions adopter le bill en deuxième lecture et prendre ses remarques en considération lors de l'étude en comité plénier, car j'ai été frappé par certaines choses que vient de dire le député.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Très bien. Je n'ai aucune objection.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai écouté avec beaucoup d'attention les remarques qui viennent d'être faites sur le principe du bill. Je n'ai pas besoin de dire que les députés de l'opposition sont sympathiques à toute mesure destinée à arrêter le mal du communisme dans sa racine. Nous croyons que le communisme doit être combattu surtout dans ses causes, pour empêcher toutes les perturbations qu'il provoque dans le monde entier. C'est un mal qui doit être détruit à son origine. Nous croyons qu'il est la cause des diverses perturbations économiques et sociales que l'on voit dans tous les pays. Le communisme ne fait peut-être pas des progrès énormes dans notre province, mais c'est un mal à guérir dès son apparition. Je ne crois pas que le communisme fasse de grands progrès en dehors des grands centres.

L'opposition est sympathique à toutes les mesures que prendra le gouvernement contre ces gens, mais naturellement, nous laissons au gouvernement la responsabilité des sanctions à prendre et des moyens d'application qu'il prendra. Car, sous prétexte de combattre les communistes, il ne faut pas attaquer ceux qui ne le sont pas. Nous discuterons plus longuement plus tard. Quant à la demande de suspendre les règlements pour hâter la passation de cette mesure, nous n'avons aucune objection à ce que l'on adopte cette mesure en deuxième et en troisième lecture aujourd'hui, premièrement parce que c'est une mesure extraordinaire et surtout parce que c'est le premier bill que l'on nous fait distribuer 12 heures à l'avance, avant de l'étudier en Chambre, ce qui m'a donné le

temps de le lire. Ensuite, en comité plénier, nous pourrions présenter nos objections.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je félicite sincèrement l'honorable premier ministre de l'attitude qu'il prend. Je tiens à dire, toutefois, que des communistes, il n'y en a pas dans cette Chambre, pas plus à droite qu'à gauche. Ce n'est pas l'opinion qu'on partage dans tous les milieux, cependant, si l'on en juge par un article de *L'Action catholique* du 13 mars où l'on accuse M. Godbout.

Il (M. Casgrain) cite cet article de M. L.-P. Roy où l'on dit que les libéraux n'encouragent pas le communisme et lit la réponse qu'y fit M. Godbout, le lendemain, dans le même journal.

Voici le texte de M. Louis-Philippe Roy:

"Messieurs les politiciens, prenez garde!

"Profitons du réveil anticommuniste pour dénoncer certains procédés indignes. Nous allons y mettre le plus de pondération possible sans cependant négliger les précisions qui s'imposent.

"Les communistes toujours à gauche.

"Que les communistes de chez nous soient opposés aux gouvernements existants, cela est normal et logique. Il est dans le programme de la III^e Internationale que ses partis bolchevistes travaillent constamment contre le régime établi. Cette tactique durera aussi longtemps que la lutte des agents de Moscou pour l'avènement des classes laborieuses à la gouverne des États.

"Ce serait donc une injustice que de reprocher aux groupes oppositionnistes la présence des réactionnaires même extrémistes dans leurs rangs.

"Encore faut-il que ces groupes oppositionnistes évitent d'appuyer leur lutte contre les partis au pouvoir sur les agents de désordre ou sur les organisations suspectes de sympathies pour le communisme.

"Souscriptions aux agents de désordre.

"Lors des dernières élections provinciales, les amis de Tim Buck⁶ ont travaillé contre le gouvernement dans le seul but de le renverser pour le renverser. Pour la même raison, ils se liguent aujourd'hui contre le nouveau gouvernement.

"La tentation est grande alors pour les vaincus de canaliser ces forces antigouvernementales, de les solidifier même dans le but d'en tirer un plus grand avantage.

"Nous savons pertinemment que certaines organisations suspectes ont obtenu des subsides de la part des battus d'hier... et non des moindres! Grâce à ces générosités, les agents de désordre poursuivent leurs activités, intensifient leur propagande.

"Les donateurs avaient-ils conscience de la portée antisociale et antireligieuse de leurs souscriptions? Savaient-ils qui ils aidaient? Nous n'osons le dire. Chose certaine, ces organisations dénoncées naguère comme dangereuses par ceux mêmes qui les encouragent aujourd'hui ne se sont pas améliorées!

"Nous espérons que les partis eux-mêmes ne sont pas en cause, que l'aide accordée jusqu'ici est le fait d'initiatives individuelles. Nous savons cependant que les bénéficiaires s'adresseront maintenant aux organisations politiques elles-mêmes afin d'en obtenir des fonds substantiels dans le but de détruire les adversaires. Les chefs feraient donc preuve de prudence en avertissant sérieusement leurs principaux organisateurs, leurs clubs et surtout les gardiens des caisses électorales.

"Au reste, les citoyens de toute teinte politique auraient grandement tort de ne point user de leur influence, de ne pas contribuer de leurs deniers ou de leur travail à enrayer la propagande communiste, sous prétexte que la multiplication des agents de désordre favoriserait l'accession au pouvoir du groupe dont ils se réclament.

"Invitation superflue, diront quelques-uns. Hélas! Non. L'esprit de parti n'est pas encore mort. Il se manifeste même dans ce domaine. Et, si tous les hommes politiques s'entendent pour clamer à tour de rôle contre le communisme, ils ne travaillent pas toujours avec la même unanimité, la même harmonie et le même élan... dans les coulisses!

"L'inertie et l'incurie des gouvernants.

"On dira peut-être: Vous tenez ce langage afin de protéger les gouvernements actuels, afin de gêner la critique de leurs adversaires.

"Nous ne sommes pas de ces pusillanimes qui prêchent le silence, qui craignent la critique constructive même modérée sous le fallacieux prétexte que les revendications soulèvent les masses contre l'autorité établie. Quels que soient les partis au pouvoir, nous ne cesserons de répéter avec le pape Pie XI:

"Ceux-là surtout méritent d'être condamnés pour leur inertie, qui négligent de supprimer ou de changer des états de choses qui exaspèrent les esprits des masses et préparent ainsi la voie au bouleversement et à la ruine de la société."

"Nous ne pouvons voir sans une profonde douleur l'incurie de ceux qui, apparemment insouciant de ce danger imminent et lâchement passifs, laissent se propager de toutes parts des doctrines qui, par la violence et le meurtre, vont à la destruction de la société tout entière.

"Ce que nous reprochons aux adversaires des politiciens au pouvoir, ce n'est donc pas de s'appuyer sur les encycliques pour réclamer une restauration économique-sociale. Nous dénonçons le recours de quelques-uns aux agents de désordre pour des fins politiques, leur encouragement financier aux organisations suspectes de sympathies communistes, leur propre inertie en face de l'ennemi commun.

"Nous espérons être bien compris.

"Si les intéressés ne saisissent pas, nous préciserons davantage. Menacer de recourir à des moyens légitimes pour empêcher de mauvaises actions, ce n'est pas du chantage, c'est de la prudence!

"Qu'on se le tienne pour dit."

Voilà la réponse de M. Godbout:

"Québec, le 12 mars 1937

"M. L.-P. Roy
"L'Action catholique
"Blvd Charest
Québec

"Cher Monsieur,

"Vous avez, hier, sous votre signature, dans un *Premier-Québec* à *L'Action catholique*, déclaré que des membres du parti vaincu aux dernières élections - et non des moindres, - fournissaient des fonds à certaines organisations communistes.

"Comme chef du Parti libéral, "le vaincu d'hier", je crois de mon devoir de vous demander à ce sujet les précisions que vous prétendez être en mesure de donner.

"Le Parti libéral au pays, et en particulier dans Québec, a toujours été soucieux du maintien de l'ordre, et tout le monde sait qu'à l'occasion de la dernière campagne électorale, comme chef de ce parti, je n'ai pas attendu au lendemain du scrutin pour me poser en adversaire irréductible de ces doctrines perverses. Dans toutes et chacune des villes de quelque peu d'importance, à Lévis, à Hull, à Québec, à Montréal, j'ai fait les déclarations les plus catégoriques à ce sujet; et je suis, des chefs de groupements politiques en cette province, le seul à les avoir faites à ce moment. Notre attitude n'a pas changé, et je suis convaincu qu'aucun de ceux qui jouissent de quelque prestige et de quelque autorité dans le groupement politique dont j'ai la direction ne voudrait sciemment encourager directement ou indirectement, pécuniairement ou autrement, les

fauteurs de désordre chez nous. Après la défaite du 17 août, notre meilleure consolation est de ne pas compter un seul révolutionnaire parmi les quelque 240,000 électeurs qui nous ont donné leur confiance, et c'est là une marque de distinction que nous tenons à garder dans l'opposition comme à l'exercice du pouvoir.

"Permettez-moi de trouver très opportune votre mise en garde contre certains soupçons que votre attitude, semblez-vous croire, pourrait éveiller.

"Je dois vous avouer qu'ayant en vain fouillé ma mémoire pour y trouver le souvenir d'une simple allusion de votre part à l'action concertée, que vous admettez aujourd'hui, des communistes contre les anciens gouvernements, et n'ayant pas été plus heureux dans un effort honnête pour retrouver la trace d'un mot d'encouragement pour l'attitude courageuse, il me semble, que nous avons tenue au cours de la dernière campagne électorale, en face des groupes révolutionnaires que trop de gens contribuaient à amener contre le gouvernement établi, je vous avoue, dis-je, que votre mise en garde m'est apparue comme nécessaire.

"Je veux bien essayer de voir dans votre article un appel sincère à la prudence; et quand vous m'aurez convaincu qu'il n'est que cela, j'oublierai facilement qu'il aurait pu être plus discret et j'y applaudirai sans réserve: nous l'attendions, en effet, cet appel, depuis de si longs mois.

"Et maintenant, si vous avez seulement un soupçon de mon désir ardent et sincère de croire en votre bonne foi et de collaborer ardemment à la poursuite du seul but que vous visez, vous serez, j'espère, aussi catégorique que vous le laissez espérer en nous disant: Qui des dirigeants du Parti libéral, puisque c'est "le vaincu d'hier", soudoie des organisations communistes chez nous?

"Quelles organisations ont été soudoyées; pour quels montants et par quelle entremise?

"Avant même que me soit venue votre réponse, je déclare, comme chef du Parti libéral provincial, que là où les personnes qui se seraient sciemment rendues coupables de telles manœuvres seront désormais considérées comme nos adversaires au même titre que les organisations que vous les accusez de soutenir.

"Je n'ai pas l'intention d'entreprendre une polémique à ce sujet; au contraire, je voudrais m'en tenir à cette simple demande de renseignements que vous offrez. C'est pourquoi je tiens à dire immédiatement que je vous crois assez sérieux pour ne pas tenter de vous retrancher derrière le mot "sciemment" qui est, il me semble, bien à sa place,

dans la déclaration que je viens de faire. J'avoue que si je devais répondre à l'accusation d'encouragement aux communistes pour avoir fait la charité d'une obole qu'on aurait détournée de sa fin, il ne me resterait qu'à plaider coupable et à attendre dans la plus parfaite quiétude le verdict du bon sens.

"Je sais que le même bon sens vous aurait indiqué le procédé courtois et efficace d'un avis personnel s'il s'était agi d'une surprise de la bonne foi, comme il doit, à vous comme à moi, en arriver un bon nombre chaque mois.

"Je vous prie de me croire,

"Votre tout dévoué,
"Adélar Godbout "

Nous sommes heureux de voir le gouvernement prendre des mesures pour combattre cette dangereuse doctrine. Le premier ministre a raison de dire qu'il ne doit pas s'attribuer tout le mérite de la législation actuellement devant la Chambre. Je dirai même qu'il pourrait fort bien s'attribuer le démérite des progrès du communisme chez nous.

Pourquoi combattre le communisme? Pour avoir l'ordre, le respect de l'autorité. Commençons donc ici. L'ordre, nous ne l'avons pas dans cette Chambre. Qui a troublé l'ordre, dans la province et dans la Chambre?

M. Béique (Chambly): Quand vous êtes sortis, il n'y a pas de désordre.
(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quand sommes-nous capables de travailler ici en toute tranquillité? On est pour l'ordre, mais on ne peut l'avoir ici. Au cours de la dernière session, on n'a pas été capable de parler sans de nombreuses interruptions.

Au mois de juin dernier, par un bel après-midi, quand la foule s'ameutait aux abords du parlement, quand celui qui est aujourd'hui le chef parlementaire de l'opposition, avec un courage qui l'honore, faisait face à la foule, qu'a fait le premier ministre, le chef de l'opposition alors? S'est-il objecté? Non. Je me souviens de l'attitude du premier ministre: il était assis dans son fauteuil, les bras croisés, et il riait.

Se protéger contre le communisme, c'est se protéger contre le désordre; mais, depuis une année, le parti du gouvernement a soulevé l'opinion et fait appel au désordre. Pendant la campagne électorale de

1935 et 1936, les ministériels ont-ils assez soulevé l'opinion publique? Ont-ils assez provoqué le désordre? J'ai ici une petite brochure communiste que je puis montrer au premier ministre. Je ne la lirai pas à la Chambre, car je ne veux pas faire de propagande au communisme. Je la prêterai au premier ministre, s'il le désire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je ne lis jamais ces brochures-là.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Cette brochure, on l'a distribuée jusque dans la petite ville de Rivière-du-Loup.

L'honorable M. Paquette (Labelle): C'est le Parti libéral qui a fait cela.

M. Barrette (Terrebonne): Vous avez cru ce qui y était écrit.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Nous ne l'avons pas cru. On y dit: "Le gouvernement est arrivé au pouvoir grâce à une campagne extraordinaire." La démagogie et les appels au désordre, les communistes connaissent cela, et ils en accusent le gouvernement. Ils citent dans leurs brochures des promesses d'une démagogie extrême. Si on veut que l'ordre règne dans la province, qu'il règne ici dans la Chambre, qu'on commence par l'assurer dans le "salon de la race", pour employer une expression chère au premier ministre. Que les minorités, y compris les minorités parlementaires, soient respectées si on veut que le peuple respecte l'autorité. Qu'on ne fasse de coup d'État dans le genre de celui de la semaine dernière.

En dehors de cela, je suis de tout cœur avec l'honorable premier ministre. Je le félicite sincèrement. Nous allons voter cette loi comme il nous l'a demandé. J'approuve et félicite le premier ministre pour sa loi, et j'approuve aussi ses paroles à l'adresse du cardinal.

Mais qu'il commence par donner le bon exemple. Ses députés l'écoutent bien. Il n'a qu'à faire un clin d'œil pour les faire obéir. J'espère sincèrement qu'après l'adoption de cette loi, il n'y aura plus de communisme.

Une voix: On n'est pas des moutons comme c'était autrefois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Y en a-t-il d'autres qui veulent parler?

M. Bastien (Berthier): Nous approuvons tous cette mesure du gouvernement. Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) a fait des remarques très justes. Comme tous les députés de la gauche et de la droite, je suis contre le communisme. Mais, si le projet du gouvernement est assez mûri, le temps le dira. Pour une fois, je suis d'accord, en principe, avec le premier ministre. C'est une excellente intention. Je me permettrai cependant de dire qu'il fait trop de bruit avec le communisme. Le communisme n'est pas un sujet autour duquel nous devons faire de la politique. Il y a des foyers de communisme dans la province, c'est certain.

Mais, en général, le premier ministre a tort de tant en parler. Il en parle dans tous ses discours et il est en train de faire croire aux autres provinces et aux autres pays que la province de Québec est en train de rompre avec ses traditions. Moins de discours à ce sujet, c'est ce que je recommande au premier ministre. Qu'il parle moins du communisme et qu'il mûrisse davantage ses projets de loi! Je suis en faveur du bill. Mais pourquoi mettre de nouveau les règlements de côté? Pourquoi suspendre les règlements de la Chambre pour adopter la loi immédiatement?

Demain, dans toute la province et ailleurs, on dira que nous avons tellement peur du communisme, que ce danger nous menace à ce point, que nous sommes obligés de passer à la vapeur des lois pour le combattre. Il ne faut pas exagérer aux yeux de ceux qui nous observent. Nous sommes le point de mire des autres provinces, ne laissons pas croire aux étrangers que nous sommes plus contaminés que les autres, que le péril du communisme est plus grand chez nous que dans les autres parties du dominion. Je recommande au premier ministre d'être plus sobre dans ses discours et de mettre moins d'apparat dans ses discours. J'approuve le principe du bill, mais soyons réservés sur la question.

L'honorable M. Paquette (Labelle): M. l'Orateur, l'honorable député de Berthier trouve que l'on parle trop de communisme actuellement, de ce côté-ci de la Chambre. L'opposition n'en parle pas et n'aime pas à en parler. Pourquoi? Mais qui a provoqué ce communisme dans la province si ce n'est l'opposition elle-même, du temps qu'elle détenait le gouvernement? Si le premier ministre en parle beaucoup et l'opposition peu, c'est que l'opposition, le gouvernement ancien, a fait une multitude de lois qui y conduisent, a posé un grand nombre d'actes qui ont provoqué du mécontentement dans la province. Ce mécontentement bouillonne et incite au communisme.

Elle (l'opposition) serait en meilleure posture pour en parler si les actes de l'ancienne administration n'avaient pas eu des résultats aussi nocifs. L'ancien gouvernement aurait dû parler un peu plus du communisme pour en prévenir la venue. Il aurait dû y penser tout au moins. On prétend qu'il n'existe pas ici à l'état aigu. C'est possible, mais je crois que cette mesure est urgente et que nous devons l'adopter sans retard parce que les effets de sa propagande sont tellement nocifs que la population risque de s'ameuter. L'opposition ne devrait pas nous refuser son concours, car c'est le Parti libéral qui est responsable de l'état de choses d'où est sorti le communisme et il devrait nous aider à l'enrayer.

(Applaudissements à droite)

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Je ne voudrais pas me priver de cette occasion de dire que le communisme existe et qu'il fait des progrès considérables. Il n'y a peut-être pas autant de communisme qu'on le dit. Il faut le combattre cependant, mais il faut aussi combattre la cause du communisme qui est le régime capitaliste, dont on affirme avec raison qu'il a failli à sa tâche. Le communisme est dû aux causes qui l'engendrent bien plus qu'à la propagande. Il s'agit de vivre avec un ordre de choses périmé. Il y a la propagande sous ses diverses formes, mais ce n'est pas le principal danger, le principal moyen de diffusion. Les causes véritables du communisme reposent dans les erreurs d'un capitalisme mal compris.

Dans tous les tracts que vous lisez, on attaque les trusts. On écrit des tracts contre l'autorité établie et l'on pense que ce sont là les seuls moyens de propagande, mais pensez aussi à la publicité que l'on fait aux enquêtes diverses qui ont montré l'exploitation de la main-d'œuvre, des masses ouvrières, par exemple l'enquête des textiles, qui révèle des faits inouïs. Les conditions de travail sont déplorables, on découvre que des ouvriers sont payés 7¢ de l'heure. L'enquête sur le charbon et sur l'écart des prix, l'enquête sur certains trusts, tout cela alimente le communisme. Le communisme existe chez la jeunesse qui ne trouve pas à s'employer.

Il faut faire la lutte à ces causes et à des erreurs du régime capitaliste. Les individus veulent travailler. Si l'on ne peut leur fournir du travail, on pourra passer toutes les lois qu'on voudra, on n'enrayera pas le communisme. Les mesures répréhensives sont nécessaires, mais elles n'arrêteront pas les communistes. On ira peut-être jusqu'à se servir de cette loi pour faire encore plus de propagande. Cela ne servira à rien de donner aux

communistes l'occasion de poser en martyrs. C'est cela qu'ils recherchent. Ils n'ont pas peur de la prison, ils la recherchent pour s'attirer la sympathie des classes populaires. Cela fait leur affaire. Les coups, les émeutes, les bagarres, ils n'en ont pas peur. Ce sont des moyens qu'ils emploient, qu'ils font naître, au besoin, et qui servent à leur propagande.

Il est important de savoir si c'est là une législation d'exception, ou de classe, que l'on va passer. Il est nécessaire, si nous voulons vraiment lutter, que les autres provinces coopèrent avec nous, ainsi que le pouvoir central. La lutte ne doit pas se limiter aux cadres provinciaux. Tous les éléments sains de la population doivent s'unir pour faire disparaître le communisme et ses causes. La province de Québec seule, avec les moyens dont elle dispose, ne peut faire de lutte convenable au communisme. Il faut que les autres provinces et l'État fédéral l'aident.

Mais nous sommes en présence d'un grand problème. Pendant que Québec a semblé pendant des années trouver le complet épanouissement de l'individualisme, les autres provinces cheminaient de l'avant. C'est le libéralisme économique pratiqué trop longtemps dans cette province qui nous a entraînés sur la pente du communisme. Dans les autres provinces, les partis politiques en présence alternaient plus régulièrement au pouvoir, et c'est ainsi que dans l'Ouest les gouvernements sont peu à peu devenus socialistes. Dans Québec, nous avons retardé notre évolution économique. Dans quelle position serons-nous pour combattre le communisme chez nous? Nous sommes entourés de provinces socialistes à l'extrême pendant que nous sommes restés en arrière.

Comment définir le communisme? Il est fort possible que cette lutte contre une doctrine subversive nous entraîne, pour cette raison même, dans un mouvement sérieux de séparatisme, voire de nationalisme intégral, si les autres provinces ne veulent pas collaborer. Nous serons conduits vers un nationalisme qui nous permettra de nous libérer de ces idées. Nos Canadiens français sont soucieux de leur patrie et de leur religion. J'estime que tout en passant une législation contre le communisme, il nous faudrait aussi bien passer une loi adéquate pour s'opposer, avec les mêmes moyens énergiques, à des tendances économiques qui semblent prendre prise sur les nôtres.

Je ne crois pas aux effets de ce bill et il serait important de le compléter. À mon sens, il est urgent que nous réalisions, par une législation adéquate, le programme de l'Union nationale. Je crois que, dans

le programme de l'Union nationale, nous avons le complément de cette loi. Je ne crois pas que le bill présentement devant la Chambre suffise à enrayer la propagande communiste, mais on pourra le compléter par une législation sociale appuyée sur une doctrine nationale.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Il ne faut pas qu'il y ait de doute sur l'attitude de l'opposition. Le principe de la loi que nous étudions est excellent. L'honorable premier ministre a raison de dire que nous devons prendre des mesures pour protéger notre patrimoine national. Certains pays dont la mentalité correspondait, il y a quelques années, à la mentalité de la population de notre province sont passés sous le bolchevisme et ont été ensanglantés. On constatera que je veux ici parler du Mexique et de l'Espagne - bien que leur population fût profondément catholique - et je souhaite que la Providence nous évite les horreurs qui sont le lot des populations de ces pays.

Nous sommes en communion d'idées avec le gouvernement sur l'opportunité et le principe de ce projet de loi. Je veux cependant souligner qu'en supprimant les effets extérieurs du communisme, on ne va peut-être pas à la racine du mal. Avec le capitalisme actuel, il faut supprimer les causes. L'honorable représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) a dit avec raison que le régime capitaliste était une cause du communisme. Il y a plus. Or, en pratique, quelle est la cause des menées communistes qui se poursuivent actuellement, j'entends la cause véritable, si ce n'est le manque de travail et le manque de pain?

Il y a trop de chefs de famille de nos jours qui sont sans travail, qui tendent le poing vers l'autorité parce qu'elle ne peut entendre toutes leurs revendications. Il y a trop de jeunes au berceau qui tendent une main à leurs parents et qui ne reçoivent pas tous les secours que ceux-ci voudraient leur donner. Tout en adoptant le principe de la loi, nous devrions voir aussi à mieux orienter ceux qui, à cause de leur misère, sont prêts à embrasser le communisme et à se jeter dans les bras de ceux qui leur font voir qu'ils seront prêts à satisfaire toutes leurs exigences. Si nous réussissons à mieux orienter tous ceux qui, en raison de leur misère, sont prêts à accepter les idées subversives, je crois que nous aurons fait un grand pas.

(Applaudissements à droite)

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Les remarques du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) m'ont

quelque peu surpris. Le député de Rivière-du-Loup a voulu insinuer que, quand nous étions dans l'opposition, nous avons été responsables de la situation qui s'est présentée quand une délégation d'ouvriers, en juin dernier, est venue sur la colline du parlement réclamer ce que l'ancien régime avait toujours refusé au peuple.

(Applaudissements à droite)

Je ne cache pas que ces reproches devraient s'adresser à l'opposition, au gouvernement de l'époque, le gouvernement Taschereau. Je ne vois pas pourquoi le député de Rivière-du-Loup veut nous faire porter cette responsabilité aujourd'hui. Je connais trop le bon esprit qui anime le chef de l'opposition du temps, son esprit de combativité et son sens des responsabilités, pour croire qu'il ait voulu encourager cette situation.

(Applaudissements à droite)

Ce jour-là, lorsque les chômeurs furent devant le parlement, le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), qui était alors ministre des Affaires municipales, a cru bon de descendre rencontrer la délégation parce que son chef, M. Taschereau, n'a pas voulu y aller. Pour ma part, j'endosse entièrement sur ce point l'attitude du gouvernement et je déclare me fier au premier ministre quand il prend une attitude aussi énergique pour combattre le communisme.

(Applaudissements à droite)

Je suis assez satisfait de l'attitude de l'opposition. Je ne sais pas si l'honorable député de Berthier (M. Bastien), le futur chef de l'opposition...

M. Bastien (Berthier): Je ne tiens pas à être shérif, moi, pas plus que je ne tiens à être chef de l'opposition!

M. Boyer (Châteauguay): Ah! Vous pensez que le chef de l'opposition est un shérif?

M. Bastien (Berthier): C'est le député de Montréal-Dorion qui a voulu devenir chef de l'opposition, mais...

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Je n'ai jamais demandé de position de shérif. Le député de Berthier confond. Je n'ai pas sollicité un poste de ministre comme l'a fait le député de Berthier, pas même celle de ministre sans portefeuille.

Le député de Berthier a été malcommode pour son parti. Il se mettait à faire des discours un peu violents. L'an dernier, pour lui faire garder le silence, l'ancien gouvernement l'a nommé ministre sans portefeuille et il s'est contenté de cela.

Je crois que le meilleur moyen d'empêcher le communisme, ce serait de montrer ici en Chambre plus d'esprit de coopération dans l'approbation des mesures qui nous seront soumises au cours de la présente session. C'est peut-être pour elle le meilleur moyen d'enrayer les menées communistes. Pour la première fois peut-être depuis 40 ans, nous prenons ici une attitude définie et tranchée sur les questions sociales. L'opposition doit se rendre compte que les députés de l'Union nationale, à la Chambre et dans les comités, veulent doter la province de lois sociales dans l'intérêt de toutes les classes de la société.

(Applaudissements à droite)

C'est ce que nous avons commencé à faire dès la session d'urgence. Je demanderais à nos amis de l'opposition de discuter nos lois sans esprit de parti, sans esprit mesquin, et de ne pas essayer de ressusciter aux dépens de nos lois le vieux Parti libéral qui est la source de tous nos maux. Nous ne sommes pas de ceux qui veulent faire revivre le vieux Parti conservateur. Nous devrions plutôt travailler à établir au Parlement un véritable esprit national.

(Applaudissements à droite)

Je dirai à nos amis de la gauche: Mettez l'esprit de parti de côté. Je comprends que parfois vous vous plaignez qu'il n'y a pas de décorum ici, qu'il y a un relâchement évident dans les règlements...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe), M. Bastien (Berthier) et M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Très bien, très bien.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): ... mais, si cela se produit, si nous ne sommes pas parlementaires, c'est plutôt parce que nous voulons nous déridier un peu, et prendre quelquefois les choses sur un ton badin, que pour vous créer des embêtements.

Il ne devrait plus être question du bleu ou du rouge ici. Si le Parti libéral a pris une telle dégringolade, c'est dû à l'esprit de parti qui a subsisté trop longtemps ici. Nous en étions rendus à un point où, pour gagner sa vie dans la province de Québec, il fallait être "rouge". Je fais appel aux honorables messieurs de la gauche et je leur demande d'apporter dans les débats un peu plus de largeur de vues, un peu plus de charité et d'équité pour le gouvernement. Il ne devrait plus être question des vieux partis politiques dont nous avons tant souffert. Mais j'espère que cet esprit est maintenant mort.

S'il ne l'est, je dirai à nos amis de l'opposition: "Pendant votre long séjour sur les

froides banquettes de la gauche, méditez ceci et, à la prochaine session, il n'y aura plus d'opposition systématique." J'espère que nos amis de la gauche vont méditer et apprendre à développer chez eux un véritable esprit national. Je comprends qu'ils ne peuvent pas avoir la contrition parfaite dès la présente session, mais qu'ils aient au moins la contrition imparfaite, et, à la prochaine session, j'espère qu'il n'y aura plus d'opposition en cette Chambre. C'est ce que je souhaite. Nous devrions tous être unis afin de travailler pour la race canadienne-française et donner justice à toutes les classes de la société.

(Applaudissements à droite)

M. Chaloult (Kamouraska): M. l'Orateur, je suis heureux de faire entendre la voix du gouvernement et la voix de l'opposition. Il serait peut-être à propos maintenant d'entendre une voix de l'opposition déguisée, pour me servir d'une expression chère au député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis)

Un député: Dites le premier ministre.

M. Chaloult (Kamouraska): Pas plus que je ne puis admettre le servilisme sous toutes ses formes en cette Chambre, je ne puis admettre l'esprit de parti. Ceci étant dit, je suis heureux d'apporter mon faible concours à cette mesure et de féliciter le gouvernement qui veut combattre le communisme. Nous devons être unanimes à l'approuver. Cependant...

M. Boyer (Châteauguay): Est-ce que le député de Kamouraska me permettra de lui poser une question?

M. Chaloult (Kamouraska): Certainement.

M. Boyer (Châteauguay): Est-ce que le député de Kamouraska n'a pas compris les paroles du premier ministre quand il a dit, en présentant son bill, que ce ne sont pas seulement les Canadiens français, mais tous les Canadiens qui veulent combattre le communisme?

M. Chaloult (Kamouraska): Je ne vois pas à quelle remarque de mon discours se rapporte cette question du député de Châteauguay. Je dirai toutefois que si nous devons combattre le communisme et que, si les Canadiens, tout comme les Anglais, sont prêts à le combattre, j'ajouterai que, si nous devons rendre justice à la minorité, nous devons songer également à

la majorité de cette province. Si nous nous entendons pour combattre le communisme, nous n'avons peut-être pas tous les mêmes principes.

L'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) a eu raison de dire que le gouvernement que nous avons eu pendant trop longtemps et que nous avons renversé est une des causes du communisme. Le libéralisme économique est la cause du communisme qui est un danger et un écueil. L'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) a également raison de croire que le régime capitaliste en est une autre. Cependant, il ne faut pas s'en faire. Ceci m'amène à dire que le communisme est beaucoup moins dangereux que le capitalisme abusif. Lorsque la cause du mal disparaîtra, l'effet disparaîtra de même.

Tous les Canadiens français sont soucieux de l'ordre. Comme question de fait, je ne connais pas de Canadiens français qui aient des sentiments communistes. Si l'on est communiste dans cette province, c'est parce que l'on est malheureux, c'est qu'on n'a pas de quoi manger, et qu'il y a de la misère. Si on veut supprimer la source même du communisme, supprimons les monopoles, celui du charbon, celui de la gasoline, celui de l'électricité, du lait et les autres et, si nous réussissons à combattre loyalement tous les monopoles, nous pourrions nous en réjouir: il n'y aura plus rien à craindre du communisme dans la province de Québec. Quand on n'a pas de pain à manger, on est porté à devenir communiste.

Comme membre de l'opposition déguisée, pour me servir d'une expression chère à certains membres de cette Chambre, je suis très heureux de féliciter le gouvernement de cette mesure et d'apporter mon concours au gouvernement pour l'adoption de cette loi, tout en attirant l'attention du gouvernement sur le fait qu'il est plus important de combattre les causes du communisme que le communisme lui-même. Voilà ce que pense sur le sujet l'opposition déguisée.

Un député: Ah! Ah!

M. Chaloult (Kamouraska): Et je n'ai aucune objection à ce qualificatif de "déguisée".

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 8 protégeant la province contre la propagande communiste.

Adopté.

En comité⁷:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi protégeant la province contre la propagande communiste*."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): La loi devrait définir quels sont ceux qui pourront être considérés comme des communistes...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite le député de Montréal-Saint-Louis de la manière dont il discute. Il n'a pas tenté, comme certains membres de cette Chambre, d'abaisser le niveau de la discussion à de mesquines questions de partisanerie.

Avant de répondre à cette question, je voudrais faire certaines remarques, en réponse à d'autres. Ni de près ni de loin nous n'avons nous-même tenté d'atteindre, dans la discussion de ce bill, le domaine politique, mais, dès le début, certains députés l'ont fait entrer sur le terrain politique dans une campagne injurieuse à base de haine, à base de rancunes, et ce n'est pas bien vu à cette époque.

Nous ne voulons pas la coopération de l'injure et de la haine, mais nous voulons l'union et la coopération des bonnes volontés. Je n'ai voulu faire aucune insinuation blessante et je n'en ferai pas. On a dit - c'est le député de Kamouraska (M. Chaloult), je crois - que le premier ministre est combattu par les communistes. C'est vrai et c'est là un titre de gloire. J'aime mieux être combattu par eux que d'avoir leur approbation.

(Applaudissements à droite)

Le député de Kamouraska nous dit de combattre la source du mal, qu'il faut changer les lois, tout chambarder, tout révolutionner. Nous avons commencé à améliorer notre législation et nous allons continuer. Je crois que le gouvernement va assez vite en matière de législation sociale. Nous savons qu'il y a des réformes qui s'imposent et nous allons les appliquer, mais avec prudence. Plusieurs députés ont critiqué la loi. Ce n'est rien de parfait. Il n'y a rien de parfait en ce monde.

Il n'est point besoin d'être un grand savant pour savoir que, dans un cas de picote ou de consommation, on n'applique pas tous les antiseptiques à la fois et l'on a recours à la quarantaine. On commence par mettre les malades au grand air et à purifier la maison au moyen d'antiseptique. C'est ce que nous voulons faire. Si on appliquait tous les

antiseptiques à la fois et qu'on négligeait la quarantaine, on tuerait les malades du coup au lieu de les guérir. Cette législation que nous allons passer sera à la fois un antiseptique et une quarantaine. Nous allons mettre les communistes dehors, nous allons adopter une législation antiseptique!

(Applaudissements à droite)

Le député de Berthier (M. Bastien) nous dit: "Pourquoi une loi contre les communistes? Vous allez attirer l'attention sur le communisme."

M. Bastien (Berthier): Je n'ai pas dit cela; j'ai dit que le premier ministre parlait trop et qu'il devrait agir plus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Berthier (M. Bastien) nous a dit que nous parlons trop de communisme, qu'une loi contre le communisme ferait supposer que la province est remplie de communistes.

Des députés: C'est ça, c'est ça qu'il a dit.

M. Bastien (Berthier): Non. J'ai bien dit que si nous la passions trop vite, nous donnerions l'impression de gens terriblement alarmés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est comme s'il disait: "Ne parlez pas de la punition des crimes, car vous donnez des idées aux criminels."

(Rires)

Ainsi donc, d'après sa théorie, il ne faudrait jamais avoir de lois pour punir les meurtriers, car on nous dirait: "Vous allez laisser l'impression qu'il y a plus de meurtres qu'il n'y en a en réalité, vous allez faire une propagande pour le meurtre." Ça ne tient pas debout. Nous savons quels sont les moyens auxquels les communistes ont recours.

Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) nous demande de définir les termes, de donner une définition du communisme. La définition est bien difficile à donner. On sait ce que c'est que le communisme. C'est justement parce qu'on ne sait pas ce que c'est, que l'on se sait communiste. Il y a des communistes qui se réclament de la religion, qui se croient plus catholiques que le pape, qui se prétendent plus catholiques et plus honnêtes que tous les catholiques. Or, si nous définissons le mot "communiste", nous allons ouvrir la porte à bien des abus et empêcher l'application de la loi. Nous entendons par le communisme ce que tout le monde entend par le communisme. Il ne faut

pas ouvrir la porte aux arguties des avocats brillants. Il s'est trouvé des avocats assez forts pour dire que deux et deux ne font pas quatre mais vingt-deux.

(Rires)

Nous connaissons les méthodes des communistes. C'est par notre action que nous allons définir ce que c'est que le communisme. Le juge pourra protéger les gens de bonne foi.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):

Mais il peut arriver des cas. Supposons le cas d'organismes d'ouvriers. La loi prévoit-elle le cas de clubs ouvriers dans lesquels se glisseraient des communistes, à l'insu des officiers de ces clubs? Dans ces cas, les locaux de ces organisations seront-ils cadenassés? Vous savez qu'on se taxe assez souvent de communistes les uns les autres. Et en admettant qu'il y ait grève, serait-on susceptible d'être molesté en vertu d'une loi anticommuniste?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne crains pas de préciser ma pensée. Je vais dire carrément, sans détours ni ambages, ce que je vais faire exactement, comme procureur général, en vertu de cette loi. Tous ceux qui feront de la propagande communiste habituellement dans un local connu seront susceptibles d'être arrêtés. Qu'il s'agisse d'un ouvrier, d'un avocat, d'un professionnel, d'un étudiant, d'un professeur d'université, d'un député, d'un jeune ou d'un vieux, nous verrons à prendre les moyens pour faire cesser leurs activités.

(Applaudissements à droite)

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Nous

ne devrions pas nous arrêter en si bon chemin et poursuivre tous les "ismes" qui s'attaquent à la démocratie et aux institutions démocratiques. "Let us go a step further." Inclurons dans ce bill les mots "fascisme" et "anarchie", car le fascisme est un autre système qui constitue un danger et une menace pour la démocratie. Je n'ai rien, personnellement, contre le sieur Hitler, mais il est reconnu comme un adversaire de la démocratie, et la doctrine qu'il préconise est tout aussi dangereuse que celle que l'on veut combattre. Certains moyens dont on veut se servir sont plutôt illusoirement quant à leur efficacité. Cette loi autorise des procédures très rapides.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je comprends la remarque du député de Montréal-Saint-Louis, mais je lui ferai remarquer qu'il a précédemment dit que la loi ne serait pas applicable dans le sens que l'on voudrait. Commençons donc

par l'essayer avec une étendue restreinte, en nous contentant de communisme, quitte à prendre plus tard les mesures voulues pour aller plus loin.

La loi va ajouter aux nombreuses charges du procureur général et ce n'est pas par agrément que je les prends, dit-il, mais je le fais pour répondre au désir de ceux qui veulent prendre les meilleurs moyens pour enrayer le communisme et parce que je ne veux pas me soustraire aux devoirs qui m'incombent.

Nous ne pouvons pas commencer par faire le procès des communistes avant de décider s'ils doivent subir un procès. Mais je garantis qu'en autant que c'est humainement possible, il n'y aura pas d'injustices...

M. Marier (Drummond): Dans le cas de ceux qui seront acquittés, est-ce que la question des frais est prévue?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je n'ai aucun doute que le juge recommandera à la couronne de les payer. Quant à l'argument invoqué par l'honorable député sur la question de démocratie et de fascisme, je lui dirai qu'il y a moins de danger pour la démocratie véritable dans la province de Québec qu'ailleurs.

Nous avons conquis, au prix de luttes très dures, notre régime parlementaire et nous entendons le garder. Il n'y a pas de danger, dans notre province, de fascisme, de séparatisme et de nationalisme étroit et mesquin, ni d'autres maux en "isme". Si l'on veut un mot en "isme" sur lequel on puisse s'entendre, prenons le patriotisme.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Le fascisme est essentiellement la réaction contre le communisme. Lorsqu'on aura pris les moyens d'enrayer le communisme, les dangers du fascisme disparaîtront d'eux-mêmes.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi les termes et expressions qui suivent ont la signification qui leur est ci-après donnée:

"1° Le mot "maison" désigne tout bâtiment, abri, appentis, hangar ou autre construction, sous quelque nom qu'elle soit connue ou désignée, attachée au sol ou portative, érigée ou placée au-dessus ou au-dessous du sol, de façon permanente ou temporaire; et lorsqu'il s'agit d'une maison au sens

du présent paragraphe située partie dans le territoire de la province et partie hors de ce territoire, le mot "maison" désigne la partie située dans le territoire de la province de Québec;

"2° Le mot "personne" signifie et comprend tout individu, corporation, société, raison sociale, fidéicommissaire, locataire, agent ou cessionnaire;

"3° Le mot "propriétaire" comprend aussi ses ayants droit."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):
L'application de la loi ne donne pas assez de temps à ceux qui sont chargés des raids contre les communistes de juger convenablement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Nous y avons songé. Mais, pour que la loi soit efficace, il nous faut une chose essentielle: la célérité dans l'action, et cela n'est pas incompatible avec la prudence, le réflexe et la maturité. Si nous mettons trop de réserve, il nous faudra faire un procès d'abord pour savoir s'il faut cadencasser la maison ou non. On risque de ralentir le travail du procureur général. Le député de Montréal-Saint-Louis peut être assuré que nous procéderons toujours pour éviter les injustices en autant qu'humainement possible, mais avec la célérité qui s'impose.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7 qui se lit comme suit:

"7. Si le propriétaire établit qu'il était de bonne foi et ignorait que sa maison ait été ainsi employée en contravention à la présente loi et s'il fournit un cautionnement, que le juge détermine, garantissant que cette maison ne sera pas de nouveau employée auxdites fins, le juge peut ordonner la suspension de l'ordre du procureur général.

"Le registraire de la division d'enregistrement dans laquelle est située cette maison doit, sur réception d'une copie certifiée de l'ordonnance, radier l'ordre dont l'exécution est ainsi suspendue.

"Sur demande du procureur général, avec preuve à l'appui que l'on continue de faire usage de la maison en contravention à la présente loi, le juge peut, par ordonnance, déclarer la forfaiture du cautionnement en faveur de la couronne, et la remise en vigueur de l'ordre de fermeture. L'ordonnance du juge doit être enregistrée en suivant la procédure prévue à l'article 4.

"La loi des cautionnements dans les causes criminelles (Statuts refondus, 1925, chapitre 149) s'applique aux cautionnements visés par le présent article."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): À l'article 7, n'y a-t-il pas moyen de changer la phraséologie de l'article⁸?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le gouvernement ne sera pas ainsi obligé d'attendre huit jours et plus, car les délais ordinaires sont parfois plus étendus.

M. Marier (Drummond): Mais, dans le cas de celui qui est de bonne foi, ne peut-on garantir les frais de cautionnement et, s'il est parfaitement innocent, le dédommager?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je suis satisfait de la question du député de Drummond, membre distingué du Barreau rural. Je lui ferai remarquer que ceci serait contraire à l'économie des lois. La couronne ne peut se condamner elle-même. C'est un principe constitutionnel. "The King can do no wrong." Le juge recommandera dans ce cas un dédommagement et nous nous autoriserons de cela.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): Je désirerais savoir si, depuis l'abolition de l'article 98⁹, on a, dans la province de Québec ou dans le pays, le pouvoir d'empêcher les assemblées communistes et d'arrêter les prédicants communistes qui font de la propagande extérieure.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je félicite le député de Charlevoix-Saguenay de sa question et le félicite aussi d'avoir été nommé président de l'Association des éleveurs de renards, hier, à Saint-Hyacinthe?

(Applaudissements)

Comme je ne fais pas de politique fédérale, je tiens de nouveau à déclarer que je ne discute pas l'opportunité d'avoir ou de ne pas avoir l'article 98. Mais je crois qu'il est du devoir des autorités fédérales, rouges ou bleues, d'adopter les mesures, que ce soit avec le no 98 ou 75 ou 48, peu importe, pour lesquelles il a, seul, juridiction, pour empêcher la propagande et les menées communistes. Je demande au gouvernement fédéral de mettre de côté les couleurs politiques et même l'amour propre, si nécessaire, et de revenir sur sa décision.

Je n'ai pas étudié de façon spéciale l'article 98, parce que je me suis occupé de politique provinciale et non de politique fédérale. Mais il y a une chose certaine, c'est que les droits du gouvernement fédéral dans pareil domaine sont très étendus. Mais à des droits étendus correspondent aussi des obligations également considérables. C'est pourquoi je demandais au gouvernement fédéral, parce qu'il a des pouvoirs très étendus que la province ne possède pas, d'adopter les mesures nécessaires, de revenir s'il le faut sur des décisions antérieures, afin d'adopter les mesures efficaces pour enrayer le communisme. J'ai été surpris de voir, en certains milieux, avec quelle facilité les communistes pouvaient procéder dans leurs activités.

Il y aura une motion présentée dans cette Chambre, pour laquelle la Législature demandera au gouvernement fédéral d'adopter une ou des lois dans le sens préconisé par le député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc), avec les numéros qui lui plairont, pour donner pleins pouvoirs d'action contre le communisme. Il lui donnera le numéro qu'il voudra.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"7. Dans le cas du paragraphe *a* de l'article 6¹⁰, le juge peut ordonner la suspension de l'ordre, si le propriétaire donne en faveur de la couronne un cautionnement, que le juge détermine, garantissant que cette maison ne sera plus employée auxdites fins.

"Le registrateur de la division d'enregistrement dans laquelle est située cette maison doit, sur réception d'une copie certifiée de l'ordonnance du juge, radier l'enregistrement de l'ordre de fermeture.

"Le procureur général peut, en s'adressant à un juge de la Cour supérieure siégeant dans le même district et en prouvant que l'on fait usage de la maison contrairement à la présente loi, obtenir une nouvelle ordonnance remettant en vigueur l'ordre de fermeture. Le cautionnement devient exigible dès l'émission de cette ordonnance.

"La loi des cautionnements dans les causes criminelles (Statuts refondus, 1925, chapitre 148) s'applique au cautionnement visé par le présent article."

L'amendement est adopté.

L'article 7, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 9 à 11 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12 qui se lit comme suit:

"12. Il est illégal d'imprimer, de publier de quelque façon que ce soit ou de distribuer dans la province un journal, une revue, un pamphlet, une circulaire, un document ou un écrit quelconque propageant ou tendant à propager le communisme ou le bolchévisme."

M. Bertrand (Montréal-Laurier): L'article 12 de cette loi dit qu'il est illégal d'imprimer, de publier de quelque façon que ce soit ou de distribuer dans la province un journal, une revue, un pamphlet, une circulaire, un document ou un écrit quelconque propageant ou tendant à propager le communisme et le bolchevisme; et pour une telle infraction, l'article suivant fixe une pénalité de trois à 12 mois d'emprisonnement. Mais on ne parle pas des discours que pourront faire les agents communistes. Le procureur général (l'honorable M. Duplessis) croit-il qu'il pourrait atteindre une salle où il se fait de la propagande au moyen de discours?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas d'hésitation à dire que nous sommes allés au plus loin que nous puissions aller en vertu de la juridiction provinciale. Car nous n'avons juridiction que sur le Code civil et l'application des lois fédérales sur les offenses criminelles. Je demanderai à mon honorable ami, l'ancien procureur général, s'il veut employer son influence auprès de ses amis d'Ottawa pour modifier l'attitude du gouvernement fédéral de façon à prohiber les assemblées communistes, et alors nous adopterons, nous aussi, toutes les mesures possibles pour compléter l'armature nécessaire.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Le chef du gouvernement n'a pas saisi le sens de mes remarques. Je suppose qu'un conférencier parle communisme ou bolchevisme dans une réunion. Vous pouvez parfaitement, en vertu de la loi que vous présentez, fermer la maison.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le Code criminel qui pourvoit à la légalité des groupements. La Législature ne peut interdire les assemblées communistes, car c'est un pouvoir qui relève du fédéral. En droit criminel, la province n'a pas de pouvoir législatif, mais un pouvoir policier seulement. C'est le fédéral qui a droit de dissiper les attroupements illégaux, qui légifère contre les fauteurs de la paix publique.

Autrefois, avant le rappel d'une certaine loi, qui portait un certain numéro, loi que je ne connais

pas parce que je ne l'ai pas étudiée, on pouvait empêcher les bolchevistes de tenir des assemblées publiques. Ce droit est disparu et la loi provinciale ne peut empêcher ces réunions. Nous allons aux extrêmes limites des pouvoirs conférés aux Législatures, mais il ne reste que des pouvoirs policiers.

Ah! Si Ottawa voulait se rendre compte de la situation; si l'autorité fédérale voulait faire seulement que le quart de ce que fait le gouvernement de Québec, proportionnellement aux pouvoirs qu'il possède, nous pourrions combattre le communisme avec encore plus d'efficacité. Si Ottawa voulait se rendre aux demandes de Son Éminence le cardinal Villeneuve et des autorités religieuses faites il y a un mois, la situation deviendrait bien plus simple: nous serions bien vite débarrassés du communisme.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): D'après l'article 12 du bill que nous étudions, cela n'atteint pas les assemblées de ce genre-là.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montréal-Sainte-Marie a mieux saisi la question que le député de Montréal-Laurier. Evidemment, nous pouvons fermer la salle où se tient une assemblée communiste, mais après l'assemblée seulement, alors que le mal est fait.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Pourquoi pas pendant?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faudrait que l'assemblée dure deux ou trois jours, parce qu'il nous faudra au moins une couple de jours pour vérifier les plaintes et constater la situation. Avant de fermer la salle, il faut que nous prenions les procédures voulues, que nous soyons avertis, etc.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): S'il arrive par exemple que l'on prêche du communisme dans les salles de la commission scolaire de Montréal que va-t-on faire? Car il faut envisager certaines éventualités même improbables. La fermerait-on pendant un an?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montréal-Sainte-Marie a raison d'attirer l'attention sur les divers problèmes. Si les assemblées communistes sont tenues dans les salles des commissions scolaires, il y a évidemment lieu d'intervenir pour remplacer ceux qui n'ont pas assez de jugement pour faire les distinctions élémentaires

et prendre les précautions voulues. Nous poursuivrions les commissaires eux-mêmes qui se seraient d'ailleurs montrés incapables de veiller à l'instruction des enfants, puisqu'ils se seraient laissés bernier par des communistes.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Et dans une salle de la ville?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Même principe. Si l'on préconise le communisme dans les salles d'hôtel de ville, je n'ai pas d'hésitation à déclarer que, s'il arrive que la majorité du conseil décide de prêter la salle de l'hôtel de ville dans un but de propagande communiste, pour ma part, je cadennasserai l'hôtel de ville.

(Applaudissements)

On me fait remarquer que les contribuables ne s'en trouveraient peut-être pas plus mal.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne partage pas l'opinion du premier ministre au sujet de l'article 98. Le premier ministre porte la question un peu loin quand il dit que nous n'avons pas d'armes pour lutter contre le communisme dans le Code criminel. Ce n'est pas l'opinion d'éminents criminalistes. Comme il est certain que le communisme ne peut s'installer sans renverser l'ordre établi, il ne pourra jamais s'installer ni penser de s'installer.

Il y a un article qui stipule qu'il faut dissoudre toute assemblée séditeuse, dans la province comme dans le reste du pays. Or, le procureur général (l'honorable M. Duplessis) a le droit de faire cesser les assemblées séditeuses, en vertu du Code criminel.

C'est là l'opinion d'un juriste distingué, celle de l'honorable Ernest Lapointe, ministre de la Justice, qui a déclaré que nous avons dans le Code tout ce qu'il nous faut pour nous protéger contre le communisme. Ah! Je comprends qu'on a intérêt, dans cette Chambre, à faire croire que le parti actuellement au pouvoir à Ottawa ne protège pas suffisamment la province. Mais les affirmations du premier ministre sont contraires aux faits et à notre droit criminel: le procureur général a bel et bien le droit d'arrêter toute personne qui prêche le communisme et d'interdire toute assemblée où l'on prêche le communisme.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voyons!

M. Barrette (Terrebonne): Aie, aie!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Que le premier ministre dise "voyons!" et que son écho fidèle, derrière moi (M. Barrette), fasse des protestations! Je soutiens que l'article 98 a été aboli parce qu'il y avait dans le Code criminel des moyens d'empêcher les assemblées séditeuses et les menées qui ont pour objet d'obtenir par la violence un renversement de l'ordre établi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous confondez sédition avec communisme. Ce n'est pas la même chose.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pas du tout. C'est votre opinion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon honorable ami me permettra de lui dire, sans aucune intention de le blesser, que j'ai fait des études légales plus longues et plus approfondies que les siennes, sans me vanter.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous avez admis tout à l'heure ne pas connaître l'article 98.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas critiqué ni approuvé l'article 98. Je n'ai pas dit s'il convenait ou non de l'amender, de le modifier. J'ai dit simplement que l'article 98, que je n'ai même pas voulu nommer, allait assez loin pour empêcher les assemblées communistes, mais qu'aujourd'hui nous n'avons plus ce moyen-là. J'ai voulu ménager la susceptibilité de nos amis, et c'est pourquoi j'ai supposé qu'on pourrait prendre d'autres mesures pour arriver au même but. Ce n'est donc pas une injure au gouvernement fédéral, pour le premier ministre et le procureur général de la province de Québec de demander au gouvernement fédéral de faire droit aux demandes des autorités les plus hautes que je reconnaisse.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce que j'observe depuis tantôt, c'est qu'on ravale cette question de communisme à une question de partisanerie politique. Le procureur général de la province (l'honorable M. Duplessis) est chargé de l'administration de la justice criminelle dans la province. C'est lui qui peut empêcher les assemblées communistes. Si le procureur général (l'honorable M. Duplessis) n'est pas capable de faire son devoir, qu'il ne jette pas ses responsabilités sur le dos de l'autorité fédérale. Il n'a pas le droit de venir demander à la Chambre de réclamer d'Ottawa le

rétablissement de l'article 98. Vous avez toujours eu le pouvoir d'arrêter les assemblées communistes. Nous avons suffisamment de lois dans le Code criminel.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Je proteste contre les paroles du chef de l'opposition. Le chef de l'opposition veut faire croire que les recommandations du premier ministre au gouvernement d'Ottawa sont faites dans un but politique, alors que les intentions du premier ministre sont nobles et droites quand il dit vouloir poursuivre les communistes avec vigueur et qu'il demande la collaboration du gouvernement fédéral.

(Applaudissements)

Je remarque que l'honorable chef de l'opposition est chatouillé lorsqu'on parle du pouvoir fédéral.

(Rires)

Il oublie trop facilement qu'on a mis, dans le temps que son gouvernement était au pouvoir, tous les péchés d'Israël sur le gouvernement fédéral lorsque ce dernier s'adonnait à n'être pas de la même nuance politique qu'à Québec.

Nous sommes d'opinion que l'article 98 permet les assemblées que nous voudrions empêcher. Cet article a été inscrit dans les Statuts à l'occasion des émeutes de Winnipeg, en 1922. Il y avait déjà un article relatif à la sédition.

C'est donc que l'article 98 était nécessaire et nous demandons au gouvernement fédéral, s'il ne veut pas rétablir cet article, de prendre la responsabilité d'établir une législation ayant la même portée légale.

M. Marier (Drummond): Je ne suis pas un criminaliste, mais l'article 98 semblait faire l'affaire de ceux qui veulent combattre le communisme. C'était une arme parfaite. On avait jugé d'abord à propos de faire des recommandations sur l'esprit de ce débat. Il ne devait y entrer aucune considération partisane. Je regrette que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) ait abaissé le débat au niveau de ses idées à lui.

(Rires)

Le premier ministre et le chef de l'opposition s'étaient placés au-dessus des considérations de parti.

L'article 12 est adopté.

L'article 13 est adopté.

Le comité étudie l'article 14 qui se lit comme suit:

"14. Tout constable ou agent de la paix peut saisir et confisquer tel journal, revue, pamphlet, circulaire, document ou écrit quelconque, imprimé, publié ou distribué en contravention."

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): C'est laisser un homme de police juge et censeur de ce qui est communiste et de ce qui ne l'est pas. Le moindre camelot est susceptible d'être arrêté dans la rue sous un prétexte ou un autre. Le principe ne me paraît pas bon.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous avez raison, c'est vrai. On pourrait modifier, au lieu de constable "toute personne désignée par le procureur général".

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ça revient pas mal au même.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"14. Tout constable ou agent de la paix peut, sur instructions du procureur général, de son substitut ou d'une personne spécialement autorisée par lui à cette fin, saisir et confisquer tel journal, revue, pamphlet, circulaire, document ou écrit quelconque, imprimé, publié ou distribué en contravention à l'article 12, et le procureur général peut en ordonner la destruction."

L'amendement est adopté.

L'article 14, ainsi amendé, est adopté.

L'article 15 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Exemptions de taxes municipales

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 relatif aux exemptions de taxes municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹¹:

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Par ce bill, le gouvernement veut faire disparaître de nos Statuts une loi qui permettait aux municipalités d'accorder des commutations de taxes à certaines personnes ou compagnies jusqu'à concurrence de 75 % de la valeur réelle des biens imposables, et ce, par simple ordre en conseil.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le ministère est-il sympathique pour empêcher les conseils municipaux d'accorder des exemptions de taxes?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi est claire. Toute municipalité a le droit d'accorder des commutations de taxes jusqu'à concurrence de 75 % de la valeur des immeubles, pourvu que cette exemption soit approuvée par les contribuables et le lieutenant-gouverneur en conseil. Sous l'ancien régime, les ministres pouvaient tout faire sans le consentement des députés. C'était un abus, et nous voulons le faire disparaître.

Nous disons dans la nouvelle loi que, si toutefois il se présente des cas particuliers, ces demandes d'exemptions devront être soumises à la Législature. Nous abolissons le principe de la commutation par une loi générale. Ce ne sera plus le gouverneur en conseil qui décidera, comme auparavant. Nous sauvegarderons ainsi les prérogatives des députés, qui ont le droit de décider. Le bill a pour effet d'empêcher les corporations des commutations de taxes aux établissements industriels et commerciaux.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il faudra maintenant procéder au moyen d'un bill privé. Mais qui va en payer les frais? La municipalité?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup est naïf dans sa candeur. Quelle dépense les municipalités vont-elles encourir? Quand ces municipalités voudront venir devant la Législature dans des cas semblables, ce

sont les industries qui paieront les frais. Elles ont tout intérêt à le faire.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Cette loi s'appliquera-t-elle aux industries de Montréal et de Québec qui vont s'établir à la campagne?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous avons aboli totalement, en 1921, cette loi des exemptions, mais en 1922, sur la demande expresse des municipalités, nous avons passé une loi pour leur permettre certaines commutations. Cette loi avait été adoptée pour protéger les industries dans les petits centres. Nous avons dû passer cette loi parce que, dans les villes de Montréal et Québec, les machineries et l'outillage des industries ne sont pas taxés.

Or, pour concurrencer ces exemptions sur les machineries, les petites municipalités rurales n'avaient pas le droit d'accorder des exemptions. Ces municipalités se trouvaient dans une position inférieure quand elles voulaient attirer de nouvelles industries, car les industries bénéficiaient d'une exemption dans les villes, et les municipalités n'avaient rien à leur offrir. Pour rétablir la justice, il fallait accorder des diminutions. De là la nécessité de rétablir la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons présenter ici un projet de loi pour faire disparaître les exemptions de taxes sur les machineries et l'outillage.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, mais cette loi ne s'appliquera qu'aux municipalités rurales. Si le premier ministre peut me donner la certitude que cette loi s'appliquera aux industries dans les villes de Québec et de Montréal, je suis prêt à approuver son bill.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le principe sera le même partout. Nous ne voulons pas que la machinerie qui contribue à diminuer le travail soit protégée mieux que le travailleur. La machine remplace l'homme. Il n'est pas juste que l'homme paie des taxes et que la machine, qui le remplace, n'en paie pas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis heureux de prendre note que la loi s'appliquera à

toutes les villes. Je la supporterai, parce que je prêche cette doctrine depuis mon arrivée à la Législature, soit depuis 1912.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Vous n'avez pas eu de succès.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Dans les villes de Montréal et de Québec, les propriétaires des grandes industries ont des exemptions de taxes considérables sur leurs machineries. Chez nous également, une compagnie a des immeubles et des terrains évalués à \$500,000, mais ses machineries valent \$1,500,000.

Je suis heureux de noter cette observation du premier ministre à l'effet que la loi s'appliquera aux villes à charte spéciale. Je supporterai ce bill renfermant la politique que je prêche depuis 1912. Il faut que ces machineries soient taxées sur un même pied partout.

Depuis, en 1910, nous avons défendu par une loi la pratique des bonis, qui permettait apparemment aux municipalités d'attirer chez elles des industries, mais qui favorisait certains "schemers" qui, une fois l'argent du boni dans leur poche, ne construisaient rien. En 1921, nous avons fait une autre loi pour limiter les exemptions.

Si la loi de la taxation sur les machineries est approuvée, on verra que dans Montréal les taxes rapporteront de \$2,000,000 à \$3,000,000 de plus. Dès 1928, j'ai prêché la municipalisation de l'électricité, et je n'ai pas changé d'attitude. Nous avons réalisé des progrès et je suis heureux de constater que ce gouvernement vient confirmer ce que nous pensions alors.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Mais avons-nous prévu le cas d'industries qui se feront faire des offres alléchantes pour aller s'établir de Québec en Ontario?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les deux provinces devraient travailler dans l'union sur plusieurs de ces questions. J'ai rencontré le premier ministre Hepburn¹² pour régler avec lui plusieurs problèmes découlant du voisinage des deux provinces, et le gouvernement d'Ontario est disposé à collaborer avec Québec. J'ai l'intention de rencontrer M. Hepburn de nouveau et nous allons jeter les bases d'une étroite coopération dans tous les domaines.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il est 6 heures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis en train de répondre au député de Montréal-Sainte-Marie. Le député de Rivière-du-Loup veut-il insinuer que la question ne vaut pas la peine? Le député de Montréal-Sainte-Marie a le droit d'être renseigné.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je suis aussi intéressé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le député est intéressé, qu'il se rende plus intéressant.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours¹³.

Charte de Malartic

M. Lesage (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 constituant en corporation la ville de Malartic soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Baie-Comeau

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 constituant en corporation la ville de Baie-Comeau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

L'Assurance mutuelle des fabriques de Québec

M. Boiteau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 modifiant la charte de L'Assurance mutuelle des fabriques de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Auguste DeVillers

M. Bélanger (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 autorisant la Société des comptables agréés de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Auguste DeVillers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Order Sons of Italy in Canada

M. Monette (Napierville-Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 constituant en corporation The Order Sons of Italy in Quebec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Leduc (Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

La séance est levée à 6 h 20.

NOTES

1. Selon *Le Soleil* du 18 mars 1937, à la page 3, pour la première fois, la section nord de la galerie, du côté ministériel, est occupée par un groupe de dames. Il y a des années que la porte donnant accès à cette section de la galerie des hommes n'a pas été ouverte au cours d'une séance de la Chambre. Les sièges disponibles sont occupés par les premiers spectateurs arrivés à l'Assemblée législative. En droit, cette galerie est réservée au vice-président de l'Assemblée législative, mais des invités de M. Trudel ont eu le privilège de l'occuper pour suivre les débats.

2. Plusieurs députés portent le ruban vert, selon *L'Action catholique* du 18 mars 1937, à la page 3.

3. M. Casgrain est invité à poser les questions qu'il a inscrites au *Feuilleton*, selon *Le Journal* du 18 mars 1937, à la page 3.

4. L'honorable M. T.-D. Bouchard enregistre sa dissidence, selon *Le Soleil* du 18 mars 1937, à la page 3.

5. La discussion sur cette loi dure 1 h 30, selon *La Patrie* du 18 mars 1937, à la page 4.

6. Timothy Buck (1891-1973). Né à Beccles en Angleterre. Il émigre au Canada en 1910. Machiniste de profession, il milite d'abord dans le mouvement ouvrier à Toronto puis participe à la fondation du Parti communiste du Canada en 1921. Secrétaire général du parti de 1929 à 1962. Accusé de sédition, il sera incarcéré de 1932 à 1934. Entre 1935 et 1958, Buck, à six reprises, brigue les suffrages pour obtenir un siège aux Communes, sans toutefois réussir à se faire élire.

7. La Chambre se forme en comité plénier pour étudier les clauses du bill les unes après les autres. Le premier article définit les termes, mais il ne donne pas la définition du communisme, selon *L'Action catholique* du 18 mars 1937, à la page 6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel, vice-président de la Chambre, selon *Le Canada* du 18 mars 1937, à la page 8.

8. Il y est dit que le procureur général peut obtenir une ordonnance remettant en vigueur l'ordre de fermeture et que le cautionnement devient exigible dès l'émission de cette ordonnance, selon *Le Canada* du 18 mars 1937, à la page 8.

9. Abolition de la clause 98 de notre Code criminel par le gouvernement King.

10. Article 6a: "Qu'il était de bonne foi et qu'il ignorait que la maison fût employée en contravention à la présente loi."

11. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

12. Mitchell Frederick Hepburn (1896-1953), premier ministre libéral de l'Ontario de 1934 à 1942.

13. On termine la séance en passant "en bloc", d'après l'expression du chef de l'opposition, qui y

consent, une quantité de bills privés qui seront étudiés pour la plupart au comité permanent des bills privés, et d'autres au comité permanent des bills publics, selon *Le Canada* du 18 mars 1937, à la page 8.

Séance du jeudi 18 mars 1937

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 15¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 117 autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à emprunter pour rencontrer les obligations de la Chambre de commerce de Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 101 relatif aux syndics de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Rosemont.

**Parc national
de la Gaspésie**

L'honorable M. Gagnon (Matane) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 20 concernant le parc national de la Gaspésie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Nouveau député de Beauce²
M. J.-Émile Perron,**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant de passer à l'ordre du jour, je désire faire quelques remarques. M. l'Orateur, nous avons le plaisir de voir au parlement aujourd'hui le nouveau député de Beauce, M. Émile Perron.

(Applaudissements)

C'est une coutume de cette Chambre de recevoir dignement les visiteurs distingués et de les inviter à prendre un siège à côté du fauteuil de

l'Orateur de la Chambre. En conséquence, je propose que le nouveau député de la Beauce soit admis sur le parquet de cette Chambre³.

Je n'ai pas besoin de dire que le gouvernement et la province sont très heureux de l'élection du nouveau député de Beauce, car elle prouve que la classe agricole et la classe ouvrière reconnaissent les mérites du gouvernement et qu'elles savent apprécier sa politique et faire la sourde oreille aux appels démagogiques et aux injures.

(Applaudissements prolongés)⁴

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas d'objection à ce que l'on suspende les règlements de cette Chambre pour admettre, sur le parquet de la Chambre, le nouvel élu du comté de Beauce, en attendant qu'il prenne son fauteuil dans cette Législature. Je m'explique aussi très facilement l'enthousiasme de ses amis du gouvernement qui ont passé à deux doigts de la défaite.

(Rires)

M. Bélanger (Montréal-Dorion): On n'a pas attrapé la clique!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis très satisfait de l'élection de Beauce. Le résultat a dépassé mes espérances. Je ferai remarquer cependant que le candidat du gouvernement a été élu par une minorité dans le comté de Beauce, alors que l'ancien député, représentant de l'Union nationale, M. Poulin, avait été élu sur tous ses adversaires par une pluralité de 800 voix. Je ne croyais pas qu'une pluralité de 800 voix serait changée en six mois en une minorité de 498 voix.

Un député: Et la majorité augmente encore!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je le répète: je m'explique facilement l'enthousiasme du gouvernement, car, après une lutte comme celle que le gouvernement a faite et un résultat semblable, on ne sait pas ce qui va arriver du gouvernement.

Des députés protestent.

Des députés ministériels: N'ayez pas peur!

M. l'Orateur rappelle tout le monde à l'ordre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis heureux de saluer le nouveau député de Beauce.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Parlez-nous donc de la majorité du député de Berthier (M. Bastien)⁵.

M. Bastien (Berthier): Et celle de Chambly?

M. Béïque (Chambly): Ah! Ces anguilles de Berthier!

(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): M. l'Orateur...

Des députés: Tiens! Tiens! Lui aussi?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je comprends que le chef du gouvernement soit enthousiaste, car il a eu assez peur hier; il a eu peur toute la semaine.

Un député: C'est vous autres qui avez eu peur! (Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le nouveau député de Beauce est bien en effet l'élu d'une minorité, mais il y a plus...

Un député ministériel: Vous n'aviez même pas de candidat en présence.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Justement, nous n'avions pas de candidat. C'est précisément parce que nous n'avions pas de candidat que nous sommes à l'aise pour parler de l'élection de Beauce. L'élection est censée avoir été faite en vertu de la loi des élections honnêtes du gouvernement.

Le gouvernement, dans le temps de sa campagne électorale, faisait la guerre à la boisson électorale. Or, je lis dans *L'Action catholique* du 12 mars: "Guerre à la boisson électorale", que la boisson coulait à flots et qu'elle n'a pas coûté cher aux électeurs de Beauce. Voici ce texte:

"L'élection de la Beauce s'annonce rude, si nous en jugeons par le tumulte de l'assemblée qui a suivi la nomination des candidats.

"De toutes parts nous vient la nouvelle que la boisson coule à flots en certains lieux et qu'elle ne coûte pas cher aux électeurs. Dès lors, il n'est pas étonnant que les assemblées soient troublées.

"Nous avons la certitude que les électeurs, laissés à eux-mêmes, sont assez gentils pour laisser parler les orateurs, même ceux-là dont ils ne

partagent pas les opinions. C'est si facile de quitter une salle sans causer le moindre désordre.

"Pourquoi les organisateurs rendent-ils donc aux électeurs le mauvais service de les empêcher de comprendre le côté sérieux d'une élection et de les faire passer pour moins courtois qu'ils ne le sont?

"La province de Québec a eu ses campagnes de moralité publique. L'effet en serait-il donc déjà disparu?

"Pour l'honneur de notre peuple, les citoyens les plus conscients de leur dignité d'hommes devraient, en chaque paroisse, mettre à la raison tous les distributeurs de boisson électorale, à quelque parti qu'ils appartiennent. Ils auraient tort de compter sur les autres pour l'accomplissement d'une tâche d'assainissement public qui est vraiment de leur ressort à tous."

Comment se fait-il que sous un gouvernement honnête et avec une loi électorale si honnête, on fasse des élections non honnêtes? *L'Action catholique* n'est pas un journal hostile au gouvernement, et pourtant, elle signale de graves abus qui se seraient commis pendant l'élection de Beauce.

Un député: *L'Action catholique*, elle a perdu son élection elle aussi.

M. l'Orateur: Suivant la coutume établie en cette Chambre, on a invité un nouveau député à entrer sur le parquet de la Chambre et, suivant le même usage, le chef du gouvernement et le chef de l'opposition lui ont fait des compliments et certaines remarques.

Ce n'est pas dans les règlements, mais la coutume veut que nous saluions ainsi l'arrivée de tout nouveau député. Mais je ne crois pas que je puisse permettre qu'un débat s'engage sur cette question et qu'on en profite pour discuter toutes sortes de choses qui n'ont rien à voir à la question. Je ne puis permettre un débat dans lequel il est question de choses qui se seraient passées en dehors de cette Chambre. Que le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) s'en tienne aux règlements, et qu'il respecte la tradition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, puisque le député de Rivière-du-Loup est entré dans ces digressions, je veux rétablir les faits...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je soulève un point d'ordre. Si on me refuse le droit de parler

sur l'élection de Beauce, cela devrait être de même pour le premier ministre. Il doit y avoir un même point et une même mesure pour tout le monde.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, M. l'Orateur, parlant sur le point d'ordre du représentant de Rivière-du-Loup...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je soulève un deuxième point d'ordre! Il y a des règlements à observer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sur quoi? Je n'ai pas encore parlé.

M. l'Orateur: Je ne puis décider immédiatement sur le point d'ordre. Le premier ministre n'a pas encore parlé. Avant de disposer du point d'ordre, il faut que je sache quel sujet il veut traiter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, parlant sur le premier point d'ordre, tout en réservant mes observations sur le deuxième...
(Rires)

... je dirai que le député de Rivière-du-Loup s'est levé et il a fait certaines assertions...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je soulève un point d'ordre, M. l'Orateur! Le premier ministre n'a pas le droit de parler de l'élection de Beauce.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce un autre point d'ordre? Ça fait déjà trois points d'ordre, et je n'ai pas parlé. Le député de Rivière-du-Loup, qui représente un parti qui n'a pas eu le courage de présenter un candidat dans la Beauce, a fait certaines assertions en lisant des articles de certains journaux, mais il n'a pas osé prendre à sa charge les accusations qu'il vient de porter.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'ai pas parlé d'un parti plus que de l'autre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dois rétablir les faits. Je dirai au député de Rivière-du-Loup que ces assertions comportent une insulte. J'ai le droit de dire au sujet de l'élection de Beauce que la population de ce comté est honnête, et il est souverainement injurieux pour la brave population de ce comté de laisser entendre que la population s'est laissée influencer par des causes sordides.

(Applaudissements)

M. Bastien (Berthier): L'Orateur avait dit que l'incident était clos. Je ferai remarquer à l'Orateur que le premier ministre continue à parler du même sujet que le député de Rivière-du-Loup. Je soulève un point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parlant en réponse au quatrième point d'ordre...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous n'avez pas le droit. M. l'Orateur, on devrait faire respecter les règlements par tout le monde, et ne pas commettre d'injustices.

M. l'Orateur: Je rappelle le député de Rivière-du-Loup à l'ordre et je lui demande de se conformer aux décisions de l'Orateur. Il n'a pas le droit d'en appeler de ma décision et de laisser ainsi entendre que je n'ai pas été impartial depuis le début de la session dans mes décisions. Qu'il ne me force pas à intervenir. Je crois avoir rendu toutes mes décisions avec impartialité depuis que je suis dans cette Chambre. Ça fait la deuxième fois que je l'avertis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour savoir si je parle comme le député de Rivière-du-Loup, il faudrait savoir ce que je vais dire. Le député de Rivière-du-Loup prétend qu'il y a eu de la boisson distribuée dans le comté de Beauce. Il ne sait pas qu'il y avait trois candidats sur les rangs.

(Applaudissements)

Il ne faut pas oublier non plus certaines tactiques de nos adversaires. Il manquait le candidat de l'opposition, qui a eu honte de se battre et d'appuyer un candidat, et qui vient ici lancer l'injure à l'électorat honnête d'un comté en disant que le gouvernement répandait de la boisson. Je ne comprends pas qu'un parti qui a eu honte d'avoir un candidat vienne lancer ainsi des accusations gratuites.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'ai pas dit par qui la boisson avait été distribuée. J'ai bien tenu, au contraire, à n'accuser personne dans l'organisation des trois partis en présence. Je n'avais pas encore dit lequel des partis, quand on m'interrompt.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'Orateur a-t-il rendu une décision sur le premier point d'ordre du député de Rivière-du-Loup?

M. l'Orateur: Il est permis de répondre aux digressions d'un député. Des affirmations ont été

faites sur des faits qui se sont passés en dehors de cette Chambre, et le premier ministre a le droit de répondre aux paroles et aux affirmations du député de Rivière-du-Loup. Tant qu'il n'ira pas plus loin, je ne vois pas pourquoi je le rappellerai à l'ordre. Le premier ministre pourra continuer à répondre tant qu'il restera sur la question soulevée par la partie du discours du député de Rivière-du-Loup que j'ai permise.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): En vertu de quel article, cette décision?

M. l'Orateur: En vertu de la coutume parlementaire et des articles qui permettent à un député de répondre aux digressions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les membres de l'opposition veulent faire perdre le temps de la Chambre, en se levant les uns après les autres à tout propos, mais ils ne réussiront pas. Nous allons passer à l'ordre du jour.

Questions et réponses:

Païement des cantonniers à Rivière-du-Loup

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'honorable premier ministre va-t-il répondre à ma question sur le *Feuilleton* de la Chambre, au sujet du paiement des cantonniers qui ont travaillé pour le gouvernement, du 17 août au 29 août 1936, dans mon comté? Je dois dire que mes électeurs sont anxieux de savoir si ces paiements seront effectués.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai répondu hier que l'ancien gouvernement, réplique de l'ancien régime, s'est servi durant la campagne électorale de fonds publics pour des fins électorales.

Il s'agit, dans plusieurs cas semblables, d'argent dépensé pendant la période électorale par les hommes nouveaux de l'ancien régime. C'est le devoir du gouvernement de faire une enquête avant de payer des dépenses faites dans un but purement électoral.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ces argents ont été dépensés après la période électorale. Ce sont des travaux qui ont été effectués du 17 août au 29 août 1936. Les élections ont eu lieu le 17. Il ne saurait s'agir de travaux d'élection dans ce cas-ci.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Rivière-du-Loup n'a pas l'air de savoir que le gouvernement qu'il a supporté s'est cramponné au pouvoir non seulement avant, mais aussi après l'élection du mois d'août. Le gouvernement auquel appartenait le député de Rivière-du-Loup, après s'être cramponné deux mois au pouvoir, à la suite de la dissolution des Chambres, s'est de nouveau cramponné après les dernières élections du 17 août au 26 août, jour de l'assermentation.

Je réponds au député que nous sommes à faire une enquête là-dessus pour savoir dans quelle proportion ces travaux accordés dans cette période de temps par un régime mort ont été des travaux d'élection. Il faut prendre des précautions, car le gouvernement qui nous a précédés n'était que la réplique de celui que nous avons renversé.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Cette enquête devrait être finie. Je ferai remarquer que je ne demande pas qu'on paie des gens qui ne le méritent pas, je ne demande pas qu'on paie des dépenses illégales.

Bien-être de la jeunesse

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 11 relatif au bien-être de la jeunesse.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je dois faire remarquer à la Chambre que ce bill n'a pas encore été imprimé en français et en anglais. Il ne serait que juste d'attendre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) acquiesce.

Corporations subventionnées

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour l'honorable M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 12 relatif à certaines corporations subventionnées par la province soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Voilà un projet de loi qui s'impose. Le gouvernement subventionne à même l'assistance publique des hôpitaux laïques. Une somme de \$6,000,000 à \$7,000,000 de l'argent de la province est actuellement engagée dans la construction

d'hôpitaux et d'hospices. Ces hôpitaux et hospices sont administrés par des corporations civiles, laïques et ces dernières reçoivent des subventions annuelles considérables. L'hôpital Sainte-Justine, le sanatorium Cooke, Chez Nous, l'hôpital Saint-Luc sont dans ce cas. Le gouvernement a dépensé et engagé une somme de \$17,000,000.

C'est l'opinion du gouvernement d'avoir dorénavant un de ses représentants dans le conseil d'administration de ces hôpitaux, afin de contrôler la façon dont on utilise les octrois; \$17,000,000, cela en vaut la peine. Il paraît que certains membres, dans certaines de ces corporations, se sont payé, sous l'ancien régime, des salaires considérables et déraisonnables avec cet argent parce qu'il n'y avait aucun contrôle du gouvernement. C'est le temps d'en établir un. Le gouvernement veut mettre fin aux abus. C'est le but de la loi et l'intérêt public le commande.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je comprends parfaitement les raisons du gouvernement, mais, tel que rédigé, le bill n'est pas dans l'intérêt public. L'intérêt public ne commande pas au gouvernement de prendre la responsabilité de l'administration des hôpitaux laïques. Que le gouvernement fasse toutes les enquêtes et les inspections qu'il voudra, que l'on exerce un contrôle, très bien. Le gouvernement peut faire les enquêtes qu'il veut sans avoir de représentant dans le bureau de direction de ces corporations. Je n'ai pas d'objection à ce qu'on fasse enquête dans l'administration de certains hôpitaux, mais je ne crois pas qu'il y ait lieu d'en faire. Nous n'avons jamais fait d'enquête à ce sujet, malgré le fait qu'il nous soit venu des plaintes par la voie de la rumeur.

Mais le bill va loin et permet au gouvernement de s'ingérer dans l'administration de corporations privées. Il semble qu'il est injuste de s'ingérer ainsi dans les affaires privées de ces institutions. Il ne semble pas urgent et d'intérêt public de permettre au gouvernement de prendre directement une part de responsabilité dans l'administration de ces hôpitaux. Je serais disposé à appuyer un projet de loi pour permettre au gouvernement de tout soumettre à son examen, mais je ne crois pas devoir lui donner le droit de prendre une part directe de responsabilité dans l'administration de ces institutions, sauf dans le cas de stricte nécessité dans le cas de ces corporations.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
pour **l'honorable M. Paquette (Labelle)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁶:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Tout contrat, tout projet, toute résolution et toute décision du bureau de direction comportant une dépense quelconque doivent, pour avoir effet, être préalablement approuvés par la personne ainsi nommée pour représenter le lieutenant-gouverneur en conseil."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je m'oppose à la clause du bill qui donne pratiquement au gouvernement le contrôle de ces institutions laïques. Si on veut nationaliser les hôpitaux, qu'on le dise, je n'ai pas d'objection. Le gouvernement en portera la responsabilité. J'avais cru comprendre qu'en vertu de ce bill, le gouvernement voulait avoir un représentant comme directeur de chaque hôpital subventionné par lui.

Je l'imaginai au rang des autres directeurs, usant de son droit de vote, mais je m'aperçois que c'est un dictateur qu'on veut nommer, et je dis que cela n'est pas juste lorsqu'il s'agit d'hôpitaux qui appartiennent à des corporations privées. Si le gouvernement nomme un dictateur, c'est lui seul qui sera responsable de l'administration des hôpitaux.

Il pourra s'objecter à toute dépense. Ceci donnera lieu à des abus. On va, en somme, en remettre toute la question au gouvernement. Il vaudrait mieux laisser l'administration des corporations laïques à leurs propriétaires; il faut laisser aux directeurs la responsabilité de ce qui se fait dans les hôpitaux.

Ces corporations devraient pouvoir administrer leurs affaires. La loi que l'on nous propose va tout simplement introduire le patronage politique dans nos hôpitaux laïques.

Des députés protestent et font des interruptions.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'heure n'est pas arrivée dans la province de donner la mainmise au gouvernement sur nos hôpitaux laïques.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Il n'est aucunement question de mainmise du gouvernement. Les institutions garderont leur autonomie, mais le gouvernement exercera un contrôle sur les fonds publics. La province a bien le droit de savoir quel emploi on fait de l'argent qu'elle donne. Sous l'ancien gouvernement, on ne s'occupait pas du tout de la façon dont l'argent de l'assistance publique était dépensé dans ces hôpitaux laïques et on pratiquait le favoritisme dans les subventions. Sous l'ancien régime, on a favorisé des institutions et des gens que nous connaissons, d'une manière injuste.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il faut lire l'article tel qu'il est. On s'est plaint de l'ingérence politique sous l'ancienne administration. Je ne connais pas de fait de cette nature. Je ne connais pas une plainte dont on ait eu connaissance, mais il est clair qu'on veut introduire la politique dans les hôpitaux, et je proteste. Il n'y a jamais eu de plaintes. Tout cela a germé dans la cervelle de l'honorable ministre des Affaires municipales et de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau).

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Pas plus que dans la vôtre!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Dans la Beauce, dites-vous? La loi de la Beauce, nous en parlerons.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): (Riant) Pas la Beauce, la vôtre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (N'ayant pas saisi la correction) Dans la Beauce, le candidat du gouvernement est l' élu d'une minorité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable chef de l'opposition veut revenir sur la question de la Beauce. Il a parlé, au début de la séance, de l' élu de la minorité. Quoi qu'il en soit, nous serons toujours prêts à recevoir avec nous dans cette Chambre tous les élus du genre du nouveau député de la Beauce (M. Perron). C'est le genre d'arguments qu'emploient ces gens-là qui n'avaient pas de candidat: ils disent " élu de la minorité". C'est sans doute avec des calculs semblables que son régime annonçait des surplus alors qu'il aurait dû en réalité annoncer des déficits de \$35,000,000. Notre candidat a été élu par une majorité de 400 voix contre deux candidats. Celui qui devait tout corriger, tout électrocuter sur son passage, a perdu son dépôt

300 fois⁷. L'opposition dit: " élu de la minorité", quelle farce!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas une farce!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition est entouré d'élus de la minorité. Le député d'Argenteuil (M. Dansereau) en est un, ainsi que le député de Pontiac (M. Lawn) et le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Connors).

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je soulève un point d'ordre.

M. Béique (Chambly): C'est tout ce qu'il peut soulever.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le chef de l'opposition est satisfait du succès qu'il a remporté dans la Beauce, nous le sommes aussi. Nous sommes fiers d'avoir l'avantage de voir siéger parmi nous un homme aussi bien qualifié, aussi dévoué aux intérêts de son comté et de sa province en général.

Maintenant, le chef de l'opposition a dit que le gouvernement ferait une mainmise sur l'administration des hôpitaux et parle d'abus. Il est drôle, M. l'Orateur, d'entendre ces gens-là parler d'abus. M. l'Orateur, nos adversaires sont vraiment extraordinaires. Sous l'ancien régime, on spéculait sur la misère humaine en favorisant des contracteurs dans la construction d'hospices et d'hôpitaux. Il en coûtait des millions et des millions pour la construction d'hôpitaux laïques. Il fallait, pour obtenir des contrats, être ami d'amis du régime, et ces contrats on les donnait à des prix très élevés, deux fois plus cher que cela le méritait. On payait \$400,000 ce qui coûtait en réalité \$200,000⁸.

L'ancien régime a favorisé la création de corporations à base de politique, où de ses affidés, où de ses créatures étaient nommées directeurs, se payaient des salaires disgracieux et abusifs à même les fonds de l'assistance publique. Il n'y avait aucun contrôle ni surveillance sur une somme de \$25,000,000 investie dans ces hôpitaux. Vingt-cinq millions de dollars de comptes publics! Il y a eu des abus criants. Que faisons-nous? Laisser les corporations laïques telles quelles?

Le représentant du gouvernement empêchera une dilapidation autorisée presque ouvertement par l'ancien gouvernement. Les corporations laïques, nous voulons les surveiller, car il n'est pas exagéré

de dire que nous avons \$25,000,000 d'engagés. Le gouvernement a cependant le droit de surveiller les dépenses des fonds publics et d'empêcher des parents de ministres et des hommes riches d'aller aux hôpitaux gratuitement, aux frais de la province. Sous l'ancien régime, des hommes puissants, des protégés de l'ancien régime passaient parfois trois mois dans les hôpitaux à la charge de l'assistance publique.

Qui va empêcher les hommes puissants d'aller passer trois semaines ou un mois dans les hôpitaux aux frais de la province? Nous ne voulons plus que les fonds publics servent à constituer des castes, des clans dans la profession médicale, à base d'exclusivité. Nous voulons que tous les talents soient récompensés.

Nous voulons avoir un représentant du gouvernement qui contrôlera les dépenses dans les corporations, qui empêchera que les parents des ministres, des hommes riches soient admis dans les hôpitaux aux dépens de l'assistance publique et y passent des mois aux frais de la province. Nous voulons que, dans les hôpitaux, le talent soit reconnu, que ces institutions soient des foyers de science et non de favoritisme politique, nous voulons ouvrir à tous la science médicale. Nous voulons aider le talent, le travail, le dévouement.

(Applaudissements à droite)

Autrefois, sous l'ancien régime, il fallait être une créature du gouvernement, ou un ami des créatures du gouvernement, pour réussir, pour avoir le droit de vivre. Le talent importait peu. Les bourses d'études étaient données pour envoyer les favoris du gouvernement en Europe.

Des députés: Ça, c'est vrai.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On donnait des bourses aux parents, aux fils et aux neveux de ministres et de députés, et on en refusait aux étudiants qui se recommandaient par leurs qualités personnelles. Les hommes de talent et de cœur qui voulaient conserver leur liberté de penser ce qu'ils voulaient du régime devaient souvent tenir le rôle de mendiants. Ils ne crouperont plus dans la misère. Nous croyons que le talent et l'honnêteté n'ont pas de couleur. Nous mettrons fin à cette politique de patronage qui a subsisté sous l'ancien régime, et les abus, nous les empêcherons.

Les corporations privées de ces hôpitaux vont subsister. Notre intervention n'est pas une intervention qui paralyse, elle est simplement un frein à des abus criants. On a spéculé sur la misère humaine de façon odieuse et scandaleuse. Le but de

notre loi est de mettre un frein aux dépenses dans des institutions, qui reçoivent leur argent de la province. C'est une mesure d'intérêt public.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'honorable premier ministre a voulu savoir si je suis satisfait du résultat de l'élection de la Beauce. Je vais lui dire franchement que j'aurais préféré évidemment un autre résultat, j'aurais aimé voir un autre élu, je n'ai pas à m'en cacher. Mais l'élection me satisfait tout de même si je prends en considération le fait qu'après six mois de gouvernement, celui-ci a perdu du suffrage dans le comté. Le candidat du gouvernement a été élu par plus de 800 voix de majorité et le nouveau par 490, et encore. C'est un déplacement de 1,300 voix contre le gouvernement. Je suis relativement satisfait du résultat comme lui d'ailleurs. Le résultat dépasse encore mes espérances.

Des députés chahutent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quant aux hôpitaux, le premier ministre a affirmé que les hôpitaux laïques hébergeaient des malades qui n'étaient pas des indigents, qui n'avaient pas le droit de profiter des fonds de l'assistance publique, et il blâme pour cela l'influence politique. Cela n'est pas conforme aux faits.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Attention.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pour entrer dans un hôpital comme indigent, personne n'y peut être admis sans un certificat du maire de sa municipalité ou du conseil municipal. C'est pour cela qu'à Saint-Hyacinthe notre budget n'est pas grevé par les charges de l'assistance publique.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Ou du lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, la permission du maire suffit.

L'honorable M. Paquette (Labelle): À Saint-Hyacinthe peut-être.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Puis-je poser une question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Certainement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition prétend que pour être admis comme indigent, il faut obtenir le consentement des municipalités. Il y a aussi d'autres moyens. Sait-il que des gens peuvent être admis dans les hôpitaux grâce à une décision du lieutenant-gouverneur en conseil, malgré les municipalités, comme cela s'est fait sous l'ancien régime?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On ne le peut pas. Je défie le premier ministre de me montrer de ces arrêtés ministériels. Si la signature du conseil municipal n'est pas obtenue, un appel peut être inscrit devant un magistrat. Ce que le premier ministre a dit est contraire aux faits.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'honorable chef de l'opposition veut-il contredire mon opinion? Est-ce pour l'article de la loi que le chef de l'opposition lance ce défi?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, non. (Rires)

Je parle des faits. Si l'indigent ne peut avoir l'autorisation de sa municipalité, je dis qu'il faut que le magistrat décrète que la personne est indigente pour que celle-ci soit admise dans un hôpital. Jamais un indigent n'est entré autrement que par une autorisation de cette nature. Jamais un indigent n'est allé dans un hôpital contrairement à la loi. Et jamais une autre personne qu'un indigent n'a pu obtenir l'hospitalisation gratuite.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je reconnais à l'honorable chef de l'opposition beaucoup de talents. Il a le tour de faire un argument, de feindre d'être content de l'élection de Beauce, de présenter habilement les choses. Mais nous voyons clair dans son argumentation. Ainsi, il se dit satisfait de l'élection de Beauce quand, dans son cœur, cela saigne...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous croyez sincèrement que mon cœur saigne?

Des députés: Il n'en a pas.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Il y a peut-être des faits que le député ne connaît pas; je vais les lui apprendre. Sait-il que dans un sanatorium, tout près de Québec, dans la province de Québec, sous le gouvernement Taschereau, dont il était l'un des piliers tremblants...

(Rires)

... de nombreux favoris du gouvernement, des membres du Conseil législatif, des ministres et des amis des membres du cabinet, des fonctionnaires touchant de gros salaires allaient se reposer, ont été hospitalisés aux frais de la province et n'ont jamais payé un sou? Pour les indigents, oui, il faut une autorisation. Mais l'honorable chef de l'opposition, quand il parle de l'hospitalisation des indigents, joue sur les mots.

Je lui dirai même plus. Je lui dirai que sous l'ancienne administration, certaines institutions ont servi parfois pour les fins personnelles des politiciens. Ce ne sont pas des indigents, mais des politiciens qui ont été admis gratuitement dans des hôpitaux laïques par favoritisme politique. Si le chef de l'opposition le désire, je lui dirai tout bas, dans le tuyau de l'oreille, de qui il s'agit et le nom du politicien. Je lui dirai que, dans certaines institutions, certaines personnes amies de M. Taschereau avaient été hébergées gratuitement et que c'est après cela que ces institutions recevaient des octrois substantiels du gouvernement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'espère que le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) me soufflera dans le tuyau de l'oreille les noms des personnes et des institutions qu'il vient de mentionner. Mais je lui dirai que la province ne s'administre pas avec des souffles dans le tuyau de l'oreille, avec des secrets et des confidences. Il s'agit des fonds publics.

Le gouvernement, s'il estime que ces deniers ont été mal employés, si des gens ont profité indûment des octrois de la province, sait ce qu'il doit faire et ce qu'il a à faire. Ce sont les municipalités qui ont été trop négligentes, à mon point de vue. Quand on fait l'affirmation que c'est par ingérence politique que les hôpitaux sont encombrés, il doit dire carrément les faits. La loi est sévère, très sévère, et je suis convaincu que, si elle était suivie, les municipalités épargneraient les trois-quarts de l'argent qu'elles paient pour les fins d'assistance publique.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je suis intéressé d'entendre dire qu'il n'y aura plus de patronage politique sous le nouveau gouvernement, car je dirai qu'il n'y a jamais eu autant de patronage, dans mon comté, que depuis le 26 août dernier. Je vois aussi par *L'Action catholique* qu'il y en a eu dans la Beauce. Je vous conseille de lire les déclarations du maire de Québec et de M. Vital Cliche.

Le premier ministre a dit tantôt que j'avais insulté les électeurs du comté de Beauce. Je n'ai pas insulté les électeurs du comté de Beauce, et j'ai aussi confiance en eux que le premier ministre.

M. le président (M. Trudel, Saint-Maurice): À l'ordre! Je rappelle au député qu'il n'a pas le droit de parler sur une question étrangère au débat. Il doit s'en tenir à la discussion de l'article du bill étudié.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Décidément, c'est un parti pris. Le premier ministre, lui, parle tant qu'il veut.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Terrains sous billet de location

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 relatif aux terrains détenus sous billet de location soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁹:

M. Barrette (Terrebonne): (Au premier ministre) Est-ce que la loi vaudra pour les lots qui sont déjà sous location à l'heure présente? Dans mon comté, les colons ont eu particulièrement à souffrir de l'ancienne loi que l'on change présentement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Notre loi est la suivante. Voici l'effet de cette loi.

L'ancien régime multipliait les lois qui ne voulaient rien dire pour faire croire que le gouvernement faisait quelque chose. C'était une administration "statutaire". Ainsi, l'ancien régime, sous couleur d'aider à la politique de colonisation, avait décrété le transport de lots du département des Terres et Forêts au ministère de la Colonisation et l'échange de lots avec les compagnies.

La loi édictait en plus que lorsque le lot était concédé à un colon par la couronne, le concessionnaire forestier avait un délai de 16 mois, voire même jusqu'à cinq années, pour y continuer l'exploitation forestière. En plus de ses difficultés, le colon avait à supporter le marchand de bois. Le résultat était que lorsque le colon avait son lot à lui, il ne restait plus de bois. Le colon était obligé de faire face aux difficultés du début et, en même temps, il était en butte à la concurrence des compagnies. Le gouvernement actuel va faire disparaître ça, et il va donner des terres libres aux colons libres.

(Applaudissements)

Le bill décrète que, pendant le billet de location, personne d'autre que le colon ou les officiers du gouvernement n'a droit de faire de l'exploitation forestière. L'officier du gouvernement fera la surveillance nécessaire avant l'arrivée du colon, pour savoir si le terrain se prête à la colonisation pratique et pour que les conditions imposées pour la location du lot soient remplies. Le bill procurera à la colonisation et à l'agriculture les éléments de stabilité et de sécurité dont ils ont tant besoin.

Maintenant, on demande si le bill s'appliquera aux lots concédés dans le passé. Non, car le bill est fait pour les lots qui seront concédés à l'avenir et n'affectera pas les colons déjà établis. Nous avons étudié l'opportunité d'étendre la loi aux lots déjà concédés, mais le problème est si complexe et la loi ainsi appliquée pourrait entraîner tant de difficultés que nous n'avons pas voulu la faire rétroactive. Le problème était trop complexe pour que nous l'envisagions immédiatement. D'autant plus que la rétroactivité est d'habitude contraire à l'économie de nos lois. Cependant, nous allons adopter des mesures remédiatrices pour faire disparaître autant que possible les abus commis dans le passé.

L'ancien gouvernement, pour les soins de sa caisse électorale, passait des contrats avec les grosses compagnies de bois au détriment du colon. Ainsi, la veille des élections provinciales de novembre 1935, alors que le chef actuel de l'opposition était ministre, le gouvernement a conclu un échange avec la Brompton Pulp. On a d'abord multiplié les

conventions dans le contrat, au point que ce dernier comprenait, en somme, trois ou quatre contrats. De plus, des contre-lettres de garantie ont été échangées pour cacher les conditions onéreuses et injustifiables de ce contrat. Et tout cela a été fait en période électorale de 1935. Le gouvernement donnait deux lots et deux tiers¹⁰, lots boisés, en échange d'un lot de la Brompton, lot non boisé.

On sait pourquoi l'on a agi ainsi. Inutile d'insister sur le sens de pareils échanges, à la veille des élections. Il fallait des fonds électoraux, aux dépens de la province. Le gouvernement va réviser ce contrat. Lorsque nous avons pris charge de l'administration, j'ai dit au ministre des Terres et Forêts¹¹ de suspendre toute transaction ultérieure et nouvelle ou en cours, au sujet du contrat avec la Brompton. Si mes instructions ont été suivies, et je crois qu'elles ont été suivies...

M. Drouin (Québec-Est): (Avec un sourire)
Elles ont été suivies¹².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai dit au ministre de suspendre aussi toutes les procédures au sujet de l'échange des lots avec M. Paradis, dans les Cantons-de-l'Est, échange conclu pendant la période électorale. On ne pourra expliquer ni justifier la précipitation extraordinaire pendant la période électorale. On accordait des contrats. Nous avons l'intention non seulement de défaire ce qu'avait établi l'ancien régime, mais nous allons aller de l'avant. Le gouvernement va voir à rétablir la justice.

De plus, le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) va présenter un projet de loi pour le comté de Témiscouata, à la suite des initiatives du distingué député de ce comté, pour donner au gouvernement le droit d'acheter et d'échanger des lots pour l'établissement des colons et des jeunes gens de la campagne dans cette région. De plus, quand nous ferons des échanges, nous les ferons, un lot pour un lot, un lot boisé pour un lot boisé, à condition que l'acre que nous échangerons ne vaille pas plus que l'acre que nous recevrons en retour des grosses compagnies concessionnaires, et même moins. Nous allons ainsi établir dans la Gaspésie un grand mouvement de colonisation semblable à celui de Grande-Vallée.

De plus, nous avons reçu de M. Heenan, ministre des Terres et Forêts dans le gouvernement Hepburn, un projet de loi pour protéger les colons. D'après ce projet, le ministre des Terres et Forêts a droit de fixer le prix que les marchands seront

obligés de payer pour le bois acheté des colons. Pour que les colons puissent vendre leur bois, on pourra établir aussi quelle quantité de bois minimum les compagnies devront acheter des colons. Nous allons constituer, pour débarrasser la colonisation de la politique, un organisme qui comprendra un représentant du ministère de la Colonisation, un représentant du ministère des Terres et Forêts, un représentant du ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, qui a un intérêt primordial à promouvoir ce commerce.

Ces trois représentants feront des études et des suggestions, adopteront des décisions qui seront soumises au conseil des ministres, qui agira ensuite suivant les meilleurs intérêts de la colonisation et de la province, et pour empêcher que l'on pille les colons sur le prix du bois ou qu'on les ostracise. Nous allons révolutionner entièrement la politique de la colonisation vers le progrès et le bon sens.

Nous, nous voulons la séparation complète et définitive des terrains de colonisation des terrains d'exploitation forestière, en assurant à l'industrie forestière la stabilité et la sécurité et en assurant aussi le progrès de la colonisation. Nous allons tout faire cela, je le répète, indépendamment de la politique. Nous croyons que ces deux principes contribueront efficacement à maintenir les colons sur leurs lots, sur la ferme, et à l'établissement des fils de cultivateurs sur des terres de colonisation libres.

J'avais, dit-il, annoncé que le gouvernement n'échangerait pas les lots à des conditions désavantageuses, mais qu'il recevrait plus qu'il ne donnerait.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Chose curieuse, le premier ministre, au début des remarques qu'il vient de faire, a dit que l'ancien gouvernement a fait des échanges de lots de colonisation, pour former une caisse électorale. Il ne parle pas des accusations qui ont été faites contre lui au sujet des souscriptions que son parti aurait reçues des trusts de l'électricité. Il nous accuse de cela sans avoir lui-même relevé le défi pourtant bien clair et bien catégorique de M. Édouard Lacroix, à l'effet qu'il aurait obtenu des compagnies d'électricité la somme de \$150,000 pour faire la campagne du mois d'août dernier.

Il devrait nous dire ce qu'il a fait, de son côté, pour se procurer les fonds électoraux dont a parlé M. Lacroix, puisque, d'après le député de Québec-Est (M. Drouin), ancien ministre des Terres et Forêts, les fonds électoraux, pour sa campagne dans le district de Québec en 1936 alors qu'il était encore organisateur en chef de l'Union nationale, lui ont été

distribués par le premier ministre et le président actuel du Conseil législatif. Il serait intéressant de savoir d'où venaient ces fonds.

Le premier ministre dit aussi qu'il veut faire des échanges. Nous voilà embarqués dans une politique d'échanges. Il parle des échanges de lots, comme source de fonds électoraux, puis il nous dit qu'il va faire de ces échanges. Plus ça change, plus c'est pareil. Le premier ministre nous dit qu'il va être assez habile pour échanger un lot qui vaut moins pour un lot qui vaut plus. C'est extraordinaire. Quand le premier ministre dit qu'il donnera un lot moins bon en échange d'un lot meilleur, c'est pour le public qu'il dit cela. Ordinairement, les personnes qui font des échanges ne les font pas avec l'idée de faire des pertes.

Quelles compensations le gouvernement donnera-t-il à ceux qui feront avec lui ce genre d'échanges? On a tout lieu de croire que, si c'est avec les grandes compagnies, il leur prépare quelque compensation. Je serais curieux de voir les noms de grandes compagnies, si désintéressées, qui sont si désireuses que cela de faire des échanges de bons lots pour de mauvais ou de moins bons, qui consentiront à des échanges désavantageux pour elles. Je connais assez les grandes compagnies pour savoir qu'elles ne seront pas si dévouées qu'elles consentiront à perdre pour l'amour du public.

Puisque le premier ministre parle des grandes compagnies, peut-il nous expliquer pourquoi il a réduit les droits de coupe pour un montant de plus de \$650,000, surtout quand le prix du bois est monté de \$5 à \$7.50 de plus cher du mille pieds?

Je suis disposé à favoriser par tous les moyens possibles la colonisation, mais j'espère qu'on trouvera un système qui permettra au colon de vivre après avoir été aidé pendant trois ou quatre ans, et non d'être une charge parce qu'il ne trouve pas sa subsistance sur son lot. Je suis favorable à un système de colonisation qui fera vivre son homme et sa famille. Je sais que le gouvernement a les mêmes idées que nous à ce sujet. C'est pourquoi nous allons adopter cette loi sur division, en attendant la loi qui va suivre, loi complémentaire de ce bill, et qui doit régler les cas que celle-ci ne prévoit pas.

M. Dubé (Témiscouata): Je félicite le gouvernement de passer cette loi qui spécifie que les marchands de bois seront exclus des terrains de colonisation. Avec cette loi, les terres qui passeront sous le contrôle de la colonisation seront exclues du domaine forestier. Je veux bien apporter au comité plénier des éclaircissements sur la façon dont on

faisait de la colonisation électorale en 1931. Dans le Témiscouata, j'ai trop souvent constaté sous l'ancien régime que souvent, après avoir été installés sur les lots, les colons ne recevaient pas même un billet de location, aucun contrat de vente. On faisait de la colonisation électorale.

On plaçait des colons sur des lots sans rien leur donner pour les protéger. Ici, on a prétendu que l'ancien gouvernement permettait aux compagnies la coupe pendant 16 mois, même après que le colon fut entré en possession de son lot. Je veux renchérir. Moi je dis que, sous l'ancien régime, des compagnies concessionnaires et des marchands ont été autorisés à couper le bois pendant cinq ans sur le domaine du colon. C'est le gouvernement libéral du temps qui donnait la permission de le faire.

M. Bastien (Berthier): Le député aurait-il objection à nous citer des cas où cette autorisation a été donnée pour cinq ans par l'ancien gouvernement?

M. Dubé (Témiscouata): Mais oui. Par un ordre en conseil en date du 2 juin 1932, il a permis à des compagnies concessionnaires de couper le bois sur les lots des colons cinq ans après la date de l'établissement du colon.

Voici l'arrêté ministériel:

"Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 1^{er} juin 1932, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 2 juin 1932, concernant la colonisation dans les cantons de Biencourt et Auclair, comtés de Rimouski et Témiscouata. L'honorable ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 1^{er} juin 1932, déclare:

"Que, dans le cours du mois de juin 1931, le gouvernement de la province de Québec, poursuivant sa politique de colonisation et pour promouvoir le retour à la terre, a déclaré disponibles pour fins de colonisation certains territoires situés dans les cantons de Biencourt et d'Auclair, comtés de Rimouski et Témiscouata, territoires qui faisaient et font encore partie de limites de Fraser Companies Limited;

"Que, en date du 12 août 1931, ces territoires ont été transférés du département des Terres et Forêts à celui de la Colonisation et des Pêcheries;

"Que, pendant l'été de 1931, le département de la Colonisation a placé sur des lots situés dans les cantons ci-haut mentionnés un grand nombre de colons;

"Que la permanence et la stabilité de l'établissement des colons dans cette région

requerront que ces colons qui, pendant plusieurs années au moins, sont occupés au défrichement et à la préparation du sol pour fins de production agricole (occupations qui ne leur permettent guère de retirer quelque profit en argent), aient l'opportunité de se faire un revenu en travaillant d'une façon régulière et profitable dans les entreprises d'industrie forestière;

"Qu'il est opportun, dans l'intérêt de la colonisation, que les bois qui se trouvent dans ce territoire ne soient pas coupés immédiatement et jetés sur un marché déjà compromis par la crise actuelle, mais soient plutôt coupés graduellement et vendus systématiquement afin de procurer en même temps du travail aux colons et un revenu adéquat à l'industrie forestière et à la couronne;

"Que la réalisation de ces fins et le succès de l'établissement de cette colonie exigent la coopération et l'effort conjoints des détenteurs de limites et du département de la Colonisation;

"Que ladite loi pour promouvoir le retour à la terre, chapitre 41, 22 George V, 1931-1932, prévoit les moyens susceptibles de produire une semblable coopération et permet de passer des contrats à cet effet;

"Pour quoi l'honorable ministre recommande:

"1. Que le département de la Colonisation et des Pêcheries puisse, à sa discrétion, émettre en faveur des colons de cette région des permis d'occupation, sujets aux conditions édictées par arrêté ministériel et prévoyant, après l'expiration d'une certaine période d'occupation de bonne foi, que le colon puisse obtenir un titre définitif de propriété, pourvu qu'il se soit conformé aux conditions édictées au permis d'occupation, tout comme s'il avait reçu un billet de location en la forme ordinaire;

"2. Que le concessionnaire forestier, pendant une période de cinq ans à partir de la date des présentes, ait le droit de couper le bois suivant le règlement du département des Terres et Forêts;

"3. Qu'une étendue de huit acres en bois debout, à être choisie et déterminée par les officiers du département de la Colonisation agissant de concert avec les représentants du concessionnaire forestier, soit réservée sur chaque lot pour l'usage exclusif du colon, avec droit complet pour lui d'en disposer entièrement et absolument à sa convenance, sous la direction du département de la Colonisation;

"4. Que le colon, sous la surveillance et la direction du concessionnaire forestier, ait la préférence de couper le bois que tel concessionnaire forestier est en droit d'enlever suivant les méthodes usuelles et au prix que ce concessionnaire forestier paie pour un ouvrage du même genre dans la localité;

"5. Que le concessionnaire forestier s'engage à acheter du colon, au prix courant de l'endroit, le bois que les conditions de son billet de location lui permettent de vendre, à moins que les conditions économiques du commerce de bois et de pulpe ne soient telles qu'il ne serait ni recommandable ni profitable de faire semblable achat;

"6. Que le colon doive donner au concessionnaire la préférence d'acheter, au prix courant de la localité, le bois que son certificat et les règlements du département de la Colonisation lui permettent de vendre;

"7. Que les colons qui seront placés sur des lots situés dans le territoire ci-dessus mentionné, après la date de la signature des présentes, reçoivent des permis d'occupation ou des billets de location sujets aux mêmes termes et conditions que ceux qui ont été émis pour les colons qui y sont déjà installés et que le délai qu'aura le concessionnaire forestier pour couper du bois commence à courir du jour où le colon aura pris possession de son lot;

"8. Que le ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries soit autorisé à signer avec la Fraser Limited un contrat pour arrêter les conventions plus haut mentionnées et leur donner effet."

M. Bastien (Berthier): Je veux parler des cas semblables qui se seraient présentés dans Témiscouata.

M. Dubé (Témiscouata): Il y eut une prise de possession de la part des colons, en 1931. Dans les cantons Auclair, Saint-Émile et autres, on a installé des colons en 1931 et, un an après, en 1932, à part cet ordre en conseil que je vous cite, on a passé un ordre en conseil pour donner aux compagnies le droit d'y couper du bois, dans les endroits précités, pendant cinq ans¹³. Cela s'est produit à Saint-Émile.

(Applaudissements)

Non seulement le gouvernement libéral a permis aux compagnies de couper du bois sur les lots concédés aux colons, mais il les a autorisées à retirer des loyers du lot des colons. Cela s'est pratiqué dans le canton Auclair, dans la saison 1930-1931. Pendant les années qui suivirent jusqu'en 1936, le département des Terres du vieux gouvernement a retiré \$680 la première année. Le département des Terres et Forêts a ainsi retiré des montants de \$680, en 1934-1935 et de \$552, en 1936-1937. Le gouvernement a fait mieux que cela. Il a autorisé, de plus, des compagnies à retirer de l'argent du bois des colons dans le canton Auclair en 1931-1932.

Des députés: Honte! Honte!

M. Bêque (Chambly): Vous frappez un nœud, hein?

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Le loyer du bois du colon de l'habitant de Sainte-Barbe s'en va à Montréal...

M. Bastien (Berthier): Alors, si tout cela est vrai, comment le député de Témiscouata (M. Dubé), qui a l'air de croire à ce qu'il dit, peut-il s'arranger avec sa conscience? Car, si j'ai bonne mémoire, c'était un bon libéral lui-même, dans ce temps-là.

Un député ministériel: Il a décidé de mieux faire, et c'est bien!

M. Larochelle (Lévis): C'est à son honneur s'il s'est converti.

M. Dubé (Témiscouata): Je n'étais pas libéral, monsieur.

M. Bastien (Berthier): Pardon, pardon.

M. Thibeault (Montréal-Mercier): Il a prouvé son intelligence en se convertissant?

M. Dubé (Témiscouata): Nous parlons en ce moment de colonisation. Il s'agit d'une question importante et je veux m'en tenir *ad rem*. Je dis, en terminant, que cette loi est la plus belle qui ait été passée depuis 40 ans. Le gouvernement avait promis, dans le discours du trône, de séparer le domaine forestier du domaine de la colonisation et il remplit aujourd'hui cette promesse. Il faut que le colon soit libre sur une terre libre. Le colon sera maintenant libre chez lui, et il sera maître sur son domaine. C'est ce que nous avons prêché et c'est ce que nous avons aujourd'hui. (Applaudissements)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Envoi en possession

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'envoi en possession soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi 24 George V,
chapitre 51**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 abrogeant la loi 24, George V, chapitre 51, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁴:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi que nous abrogeons était une loi dirigée contre la distribution des circulaires à l'occasion des assemblées publiques. L'ancienne loi disait qu'il fallait la permission du chef de police pour distribuer, pour imprimer de telles circulaires. Elle était destinée à enrayer la propagande des idées subversives, mais elle était inefficace. Or, étant donné que nous avons adopté, hier, des mesures beaucoup plus efficaces contre le communisme, elle ne tient plus, nous n'en avons plus besoin et nous la faisons disparaître.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il me semble que la loi qu'il s'agit d'abroger avait son utilité. Je ferai remarquer qu'en vertu de l'ancienne loi, pour tenir une assemblée communiste, il fallait l'approbation d'un chef de police; aucune circulaire ne pouvait être distribuée sans la permission du chef de police.

Cette loi présentait des garanties d'ordre. Et, par cette loi que nous abrogeons, il était plus facile d'empêcher la tenue d'une assemblée communiste, contraire à notre mentalité, même avant la réunion des propagandistes dans une salle, qu'en se prévalant de la loi que nous avons adoptée hier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non seulement cette loi devient inutile, mais elle devient plutôt nuisible, vu le bill que nous avons passé hier.

Ainsi, plus les communistes annonceront des assemblées en distribuant des circulaires, plus nous pourrons les suivre et empêcher leurs assemblées. C'est en connaissant bien le lieu et l'heure des assemblées communistes que nous pourrons les empêcher.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il est plus facile d'empêcher la tenue d'une assemblée que de disperser une assemblée. D'après la loi, dont on prévoit l'abrogation, il fallait montrer la circulaire à la police avant même de la distribuer. C'est alors qu'on pouvait intervenir.

Si le chef de police gardait le contrôle des circulaires, il pourrait empêcher ces gens de les distribuer. Je crois que c'était une bonne loi, mais enfin, puisqu'on la juge inutile, si le premier ministre a un moyen plus efficace de contrôler la situation, tant mieux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Plus on connaît la nature de l'assemblée, plus il sera facile de l'empêcher.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxes sur la machinerie imposable

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 abolissant les exemptions et réductions de taxes accordées à des établissements industriels ou commerciaux sur leur machinerie imposable soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁵:

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Cette loi a pour but d'abolir les privilèges accordés par les corporations municipales ou scolaires sur la machinerie utilisée par les établissements intéressés, mais sur celle-là seulement qui est immeuble au sens du Code civil.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis sympathique à cette loi que je réclame depuis plusieurs années, mais j'aimerais mieux une loi qui couvrirait absolument tous les cas, même ceux des villes à charte spéciale. Dans certaines villes comme Montréal et Québec, ces machineries sont exemptes de la taxation, tandis que dans plusieurs municipalités rurales, elles ne le sont pas.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Cette première loi fait disparaître les exemptions et les réductions qui existent, et une autre loi couvrira les cas dont parle le chef de l'opposition.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il nous faudrait une loi qui, en conformité avec le code napoléonien, décréterait que les machines sont des biens immobiliers pour fins de taxation. Il faudrait y mettre une clause en vertu de laquelle les évaluateurs seraient tenus d'inscrire les machineries dès cette année sur le rôle d'évaluation. De plus, cette loi ne couvre que les cas des municipalités régies par le Code municipal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas celle-ci. Par le présent bill, nous faisons disparaître toutes les exemptions sur les machines

accordées par une loi générale ou par une loi spéciale. Le bill suivant, que nous étudierons ensuite, amende le Code municipal de façon que la définition qu'on y trouve des immeubles inclue toutes les machineries qui sont déjà immeubles d'après le Code civil et qu'un jugement a déclaré meubles d'après le Code municipal.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai peur qu'en pratique on se butte à des complications graves. Dans certaines municipalités, on a exempté de taxes l'ensemble de l'usine et des machineries sans spécifier un montant séparé pour chaque item. Si nous décrétons que les exemptions sur les machineries ne valent plus, comment fera-t-on pour déterminer de façon juste la valeur des édifices et la valeur des machineries? Il me semble qu'il vaudrait mieux rendre les machineries imposables par toute la province sans toucher à ce qui a été fait jusqu'ici.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous présenterons bientôt un autre bill décrétant que toutes les machines qui, de par la loi, sont déclarées immeubles seront sujettes à la taxation.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je demande que cette loi s'applique à toutes les municipalités sans aucune distinction.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ceci est prévu dans l'autre bill. Nous savons que la machine remplace l'homme et qu'elle doit être taxée.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis d'accord avec le gouvernement. J'ai toujours réclamé cette loi.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Actuellement, la loi des cités et villes permet des taxes, mais une autre loi accorde certaines exemptions ou réductions. Nous amendons la loi pour que les municipalités qui ne peuvent taxer la machinerie aient le droit de le faire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cette loi abolira toutes les exemptions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Alors, puisqu'un autre bill doit compléter celui-ci, selon les remarques du ministre des Affaires municipales, de

l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau), nous pourrions peut-être attendre que celui-là soit passé avant d'adopter celui-ci?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons y venir aussitôt après.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Immeubles imposables

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 modifiant le Code municipal relativement aux immeubles imposables soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁶:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans le cas des industries textiles, par exemple, les machineries étaient exemptées de la taxe. Nous allons faire disparaître ces exemptions, et nous n'hésiterons pas à faire notre devoir.
(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous devrions ajouter le mot "accessoires" à la loi. On devrait rendre immeuble et imposables non seulement les machineries, mais les accessoires indispensables à leur fonctionnement dont se servent les établissements industriels ou commerciaux et qui sont immeubles par destination, par l'objet auquel ils s'attachent ou par la détermination de la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Bien, il y a un danger. On pourrait dans ce cas désigner les marteaux, les clous et les vis comme des accessoires. Nous ne pouvons pas faire cela. Suivant la suggestion du chef de l'opposition, nous pouvons amender comme suit l'article 656 de la loi des cités et villes.

"Toutefois, sont considérés comme immeubles et biens-fonds imposables, sujets à taxation, les machineries et les accessoires indispensables à leur

fonctionnement dont se sert un établissement industriel et commercial, et qui sont immeubles soit par leur destination, soit par l'objet auquel ils se rattachent, soit par la détermination de la loi."

Les articles 1 et 2 sont adoptés

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi 25-26 George V, chapitre 59

M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 abrogeant la loi 25-26 George V, chapitre 59 soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le but de cette loi est de faire disparaître la juridiction concurrente qui existe dans le district judiciaire de Bonaventure aux dépens de la Gaspésie, au détriment des avocats du Bas-du-Fleuve. Ainsi, si un citoyen de Percé est poursuivi par une autre personne, la cause est portée devant les tribunaux de New Carlisle. Nous voulons revenir à l'ancienne loi, afin d'éviter des frais à tous les intéressés.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession Georges-Élie Amyot

M. Boyer (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 77 concernant la succession de feu l'honorable Georges-Élie Amyot.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Boyer (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Bishop's College School Association

M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 115 modifiant la charte de Bishop's College School Association.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Robinson (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux de la Chambre:

Demande de renseignements

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce que l'on siège demain matin?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas mon intention de siéger demain si on fait assez de travail aujourd'hui. Si on peut faire quelque ouvrage aujourd'hui, nous ajournerons à mardi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Au premier ministre) Le gouvernement a-t-il arrangé le programme de la semaine prochaine, la Semaine sainte?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Chambre siégera les mardi, mercredi et jeudi. Ensuite, nous allons donner un grand congé à l'opposition.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qui l'aura bien mérité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
La province aussi.
(Rires)

La Chambre s'ajournera au mardi de Pâques. Après Pâques, c'est mon intention de faire amender les règlements pour avoir des séances le vendredi après-midi. Vendredi de la semaine de Pâques, la Chambre siégera dans l'après-midi au lieu de siéger le matin. Je m'arrangerai sur ce point avec le chef de l'opposition.

Ajournement¹⁷

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
Il y a ce soir un dîner en l'honneur des courriéristes parlementaires, et il est évident que nous ne devrions pas siéger, car ce serait injuste pour les courriéristes parlementaires que de ne pas leur donner l'occasion de participer à ce dîner. Ce ne serait pas convenable de siéger en leur absence. Nous avons travaillé cet après-midi; nous avons abattu de la bonne besogne et nous pourrions ajourner immédiatement pour permettre aux journalistes de se préparer et de se rendre à Spencer Wood où ils sont les invités du lieutenant-gouverneur. Nous ajournerons *pro forma* à 11 heures vendredi, afin de pouvoir convoquer le comité des bills publics. Ce comité doit considérer le bill de la commission scolaire de Verdun et, comme les intéressés sont présents en ville, nous ne pouvons les retarder.

Il (l'honorable M. Duplessis) propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 11 heures vendredi.

Adopté.

La séance est levée¹⁸.

NOTES

1. Selon *Le Soleil* du 19 mars 1937, à la page 3, lorsque le premier ministre, M. Duplessis, vient prendre place à son siège, au début de la séance de la Chambre, ses collègues lui font une longue ovation. Les ministériels veulent ainsi rendre hommage à leur chef dont le candidat a remporté la victoire contre deux adversaires dans l'élection partielle de la Beauce.

2. M. Perron remplace M. Raoul Pouliot qui a démissionné.

3. M. Perron ne pouvant prendre séance parmi ses collègues avant le rapport officiel de son élection (fin mars), M. Duplessis trouve une manière de lui permettre d'occuper un siège sur le parquet, comme les visiteurs distingués, à la droite du président et, aux acclamations de tous ses collègues, il en fait la suggestion à l'Orateur.

4. À ce moment, M. J.-Émile Perron vient prendre place au fauteuil qui lui est réservé, près du président, du côté ministériel. Il est accompagné de MM. Dussault, Bilodeau, du notaire Émile Boiteau, de M. Patrice Tardif et de M. Tancrede Labbé qui, avec M. Onésime Gagnon, ont pris une part prépondérante à l'élection de Beauce. Le nouveau député salue alors le président de la Chambre, et on lui fait une longue ovation. Plusieurs députés crient, tel que rapporté par *Le Canada* du 19 mars 1937, à la page 8. Selon *Le Devoir* du 19 mars 1937, à la page 3, l'entrée de M. Perron sur le parquet de la Chambre ne provoque pas une joie bien vive de la part de l'opposition libérale. Les représentants du groupe dissident, MM. Grégoire et Drouin, décachettent ou écrivent ostensiblement des lettres pendant que l'on parle de l'élection de la Beauce et que leurs voisins applaudissent à grands coups, à main ouverte sur le dessus de leurs pupitres.

5. Le député fait allusion à l'élection très serrée de M. Bastien qui, le 17 août 1936, fut élu avec une seule voix de majorité dans son comté.

6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice), selon *Le Canada* du 19 mars 1937, à la page 8.

7. *Le Canada* du 19 mars 1937, à la page 8, indique 800 fois.

8. *Le Journal* du 19 mars 1937, à la page 4, pour sa part, indique qu'"un hôpital qui devait coûter \$400,000 en a coûté \$800,000".

9. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

10. "2 lots et trois dixièmes", selon *Le Nouvelliste* du 19 mars 1937, à la page 7.

11. Le 22 février 1937, à la suite d'une divergence d'opinion sur la question de l'électricité, M. Drouin

avait dû donner sa démission comme ministre des Terres et Forêts.

12. Il est à noter que le moment exact pendant lequel eut lieu cet incident, au cours de la séance n'est pas mentionné. Alors que le premier ministre passait devant M. Drouin, après avoir quitté son siège pour causer avec le Dr Pouliot (voisin de M. Drouin), l'ancien ministre des Terres et Forêts lui a fait remarquer en souriant, sur un ton amical: "Vous n'avez rien à me dire à moi aussi!" Le premier ministre s'est amusé de cette remarque et il a répondu, également en souriant: "Pas pour aujourd'hui.", tel que rapporté par *Le Soleil* du 19 mars 1937, à la page 3.

13. *Le Devoir* du 19 mars 1937, à la page 3, indique que "tant que le concessionnaire forestier a coupé du bois, sur les lots concédés depuis un an aux colons, le gouvernement a retiré, pendant ces cinq années, la somme globale de \$43,675 en droits de coupe. La compagnie doit encore \$4,411 au gouvernement. De plus, le gouvernement a retiré du concessionnaire forestier, en rentes foncières, de 1930 à 1936 inclusivement, la somme de \$3,697".

14. Voir note 9.

15. Voir note 9.

16. Voir note 9.

17. Il est 5 h 30, selon *L'Événement* du 19 mars 1937, à la page 3.

18. Cette séance dure 2 h 30, selon *La Patrie* du 19 mars 1937, à la page 4.

Séance du vendredi 19 mars 1937

Présidence M. Trudel

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Sauvé).

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain, à 3 heures.

Comme c'est aujourd'hui la fête de saint Joseph², le patron du Canada, il convient de célébrer dignement cette fête et de témoigner à ce grand saint notre attachement³.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 20.

NOTES

1. La séance dure à peine une minute, selon *Le Canada* du 20 mars 1937, à la page 14.

2. M. Duplessis a une dévotion particulière pour saint Joseph.

3. "Hier soir, on avait ajourné à ce matin pour la forme, afin de permettre au comité des bills publics de siéger pour étudier le bill de la Commission scolaire catholique de Verdun. Ce matin, il fallait que la Chambre siège pour ajourner à mardi, explique *L'Action catholique* du 20 mars 1937, à la page 3.

Séance du mardi 23 mars 1937

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 15¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Compagnie de chemin de fer
Témiscamingue et Abitibi**

M. Larivière (Témiscamingue) propose, appuyé par le représentant d'Abitibi (M. Lesage), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Louis-de-Gonzague Prévost, avocat et conseiller du roi, Daniel Hilman, ingénieur civil, et Geoffrey G. Ommanney, ingénieur civil, tous trois de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Temiscamingue et Abitibi Railway Company, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Louis-de-Gonzague Prévost, avocat et conseiller du roi, Daniel Hilman, ingénieur civil, et Geoffrey G. Ommanney, ingénieur civil, tous trois de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Temiscamingue et Abitibi Railway Company est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 104 modifiant la charte des Frères des écoles chrétiennes;
- bill 105 constituant en corporation les Frères des écoles chrétiennes de Québec;
- bill 118 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 111 ratifiant le règlement no 119 de la ville de Kénogami et la convention proposée à ses créanciers.

Le bill suivant a été référé à la Chambre:

- bill 92 concernant les directeurs du fonds destiné aux veuves et orphelins des ministres du synode de l'Église presbytérienne du Canada en rapport avec l'Église d'Écosse.

Les bills suivants ont été rejetés:

- bill 86 concernant la succession de feu Leslie Hamilton Gault;
- bill 84 autorisant la Société des comptables agréés de la province de Québec à admettre au nombre de ses membres Auguste DeVillers.

M. Boyer (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 116 modifiant la charte de Les religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal.

M. Pouliot (Missisquoi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 87 modifiant la charte de "The Sherbrooke Railway and Power Company";
- bill 124 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière.

**Assistance aux
mères nécessiteuses**

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): demande, appuyé par le représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette), la permission de présenter le bill 21 instituant l'assistance aux mères nécessiteuses².

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Intérêt des taxes municipales et scolaires

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), la permission de présenter le bill 22 relatif au taux d'intérêt des taxes municipales et scolaires.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de cette nouvelle loi, le taux d'intérêt exigé par les municipalités sur les arrérages de taxes scolaires et municipales est réduit à un maximum de 5 %. Certaines municipalités exigeaient un intérêt de 6 % et même 7 %.

Nous avons voulu réduire le taux d'intérêt à 5 %. C'est un exemple à d'autres autorités d'abaisser les taux d'intérêt.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Déclarations des compagnies et des sociétés

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), la permission de présenter le bill 23 relatif aux déclarations des compagnies et des sociétés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsque des sociétés se forment en corporation, elles sont obligées de faire une déclaration soit au protonotaire, soit au bureau d'enregistrement, en sorte qu'en cas de recherches, il faut aller aux deux endroits. Désormais, pour simplifier la procédure, la déclaration devra être faite seulement chez le protonotaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 24 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le projet comprend deux amendements à la loi des liqueurs. Ce sont des amendements que nous apportons à la loi, surtout au point de vue administratif. L'article 37 de la loi des liqueurs établissait un montant fixe pour permis et licences. Or, il se trouve des compagnies qui vendent beaucoup plus que d'autres, et nous ne voulons pas de ce qui équivaut en certains cas à un traitement de faveur. Dans certains cas, la loi est injuste. Quand, par exemple, la Compagnie de la baie d'Hudson, qui fait pourtant un commerce considérable de liqueurs alcooliques, ne paie qu'un permis de \$100 par année, nous croyons que ce n'est pas juste. Nous voulons faire que ce montant déterminé par la loi soit minimum et sujet à être augmenté, au besoin, par le gérant de la Commission des liqueurs.

Le second amendement a pour but de rendre plus facile la preuve de la dénonciation, dans les cas d'infraction à la loi des liqueurs. À l'heure actuelle, on peut exiger de prouver l'authenticité de la plainte, en sorte que l'on fait venir les employés un peu partout et d'un peu partout. Actuellement, n'importe qui peut mettre en doute la capacité de celui qui signe la plainte. Désormais, la plainte sera une preuve *prima facie* de l'authenticité de la dénonciation, et ceux qui voudront contester le feront à leurs frais et dépens.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Refonte des lois

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 26 pourvoyant à la refonte des lois de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Assistance aux aveugles

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) demande, appuyé par le représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette), demande la permission de présenter le bill 25 de l'assistance aux aveugles.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Une explication, s'il vous plaît.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): C'est pour donner aux aveugles de la province le bénéfice immédiat de la loi fédérale qui vient d'être

adoptée. Il s'agit d'étendre à la province de Québec la loi fédérale en faveur de pensions aux aveugles à partir de 40 ans, et cela, contrairement à l'ancien régime qui ne bénéficiait pas des lois fédérales. Le gouvernement actuel adopte une mesure que l'ancien gouvernement a toujours refusée.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mon honorable ami est-il bien sûr de ce qu'il avance sur ce dernier point, et que c'est le contraire qui est vrai? Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) est-il certain qu'en vertu de la loi des pensions, les aveugles n'en bénéficiaient pas? L'article 17 de la loi prévoit ce cas. L'article 17 de la loi des pensions de vieillesse, passée par l'ancienne administration libérale, dit bien: "Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à étendre aux aveugles âgés de plus de 40 ans le bénéfice de la présente loi au cas où le gouvernement fédéral adopterait un amendement à la loi des pensions de vieillesse permettant aux personnes souffrant de cécité totale de réclamer le bénéfice de cette loi dès l'âge de 40 ans révolus", et cela, bien avant que le fédéral ait songé à passer une législation de ce genre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Notre loi des aveugles nous permet de bénéficier d'un nouveau fonds fédéral souscrit par les provinces pour venir en aide aux provinces. Lors de la conférence interprovinciale tenue à Ottawa, le gouvernement de la province de Québec a réclamé une loi plus juste et plus humaine en faveur des aveugles. Le député de Montréal-Saint-Georges (l'honorable M. Layton), dont le père est un grand philanthrope reconnu et qui s'est occupé de l'œuvre des aveugles d'une façon particulière, a pris une part importante dans les réclamations que nous avons faites.

À la suite des représentations de la province de Québec, secondée par les autres provinces, le gouvernement fédéral a passé la loi dont une copie nous a été transmise. L'ancienne loi dont parle le chef de l'opposition était inopérante et ne valait pratiquement rien. Elle valait si peu que le gouvernement fédéral n'a pas pensé à s'en prévaloir. Nous, nous avons posé des actes. Le gouvernement d'Ottawa, sur la demande du gouvernement de Québec, a bien voulu coopérer, et je l'en remercie et je l'en félicite.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous verrons ça quand nous discuterons le bill.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 27 relatif à la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Systèmes de taxation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 28 concernant la révision des divers systèmes de taxation dans la province.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce projet de loi annoncé par le gouvernement, pendant la campagne électorale des élections provinciales, est la réalisation d'une autre promesse du gouvernement, après les nombreuses autres promesses que nous avons tenues.

(Applaudissements)

M. Bastien (Berthier)³: Une des nombreuses promesses! Nombreuses? "Only one".

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne me surprends pas d'entendre le député de Berthier (M. Bastien): il est ici le représentant d'une voix⁴. Sous l'ancien régime, le système de taxation était défectueux, sans ordre ni logique; l'on taxait à l'aveuglette. Nous voulons remodeler le système de taxation.

Actuellement, les impôts ne sont pas répartis équitablement. Nous voulons y remédier, en appliquant le principe suivant: que les taxes doivent peser sur ceux qui sont capables de les payer. Nous allons adopter un système suivant un plan méthodique, avec la collaboration d'experts compétents.

Nous allons demander l'aide et les conseils d'experts et remodeler la taxation de façon à dégrever ceux qui sont trop taxés, et taxer davantage ceux qui éludent les taxes au détriment des autres contribuables.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions de privilège:

Flotteurs de bois

M. Dubé (Témiscouata): M. l'Orateur, sur une question de privilège, je désire faire la remarque suivante. Avant de passer à l'ordre du jour, j'attire l'attention du gouvernement sur le fait qu'il s'est tenu un grand congrès forestier, ici même, il y a quelque temps. Employeurs et employés ont accepté le principe du contrat collectif. Les représentants des employeurs et des employés se sont réunis de nouveau le 19 du courant, pour étudier les clauses du contrat. Toutes ont été acceptées, mais les employeurs ont refusé de signer le contrat, le remettant au 9 avril. Or, d'après la loi, si le contrat est signé le 9 avril, il faut 30 jours pour qu'il soit en force, c'est-à-dire le 9 mai.

D'autre part, le gouvernement du Nouveau-Brunswick vient de passer une loi pour donner aux flotteurs de bois un salaire raisonnable. Le gouvernement aurait-il la bonté de nous dire ce qu'il a l'intention de faire pour que les flotteurs bénéficient de l'augmentation du salaire dès ce printemps? Est-ce l'intention du gouvernement de faire quelque chose pour élever le salaire des flotteurs de bois de la province, dès ce printemps?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je félicite le distingué député de Témiscouata de sa question. C'est une question importante et qui permet au gouvernement de dire à la province ce qu'il fait et ce qu'il entend faire. Nous sommes justement en pourparlers avec les employeurs. Depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons posé des actes que jamais l'ancien gouvernement n'avait eu le courage d'accomplir, et nous avons fait gagner aux bûcherons et aux ouvriers de la forêt des centaines de milliers de dollars de plus qu'ils ne gagnaient sous l'ancien gouvernement. Il faut que les employés de la forêt soient payés raisonnablement, car la forêt doit être exploitée pour le bénéfice du peuple. Nous avons mis dans les arrêtés ministériels une clause en vertu de laquelle toute exploitation forestière était assujettie aux clauses du salaire raisonnable.

Dans les contrats avec les concessionnaires, nous avons imposé des clauses pour toutes les opérations de coupe, de transport, de navigation dans les opérations communément appelées "drave", quant aux salaires et aux conditions de travail raisonnables. Le département des Terres et Forêts a été établi le seul juge. Nous nous réservons le droit d'imposer des amendes sévères pour les infractions. Les

compagnies qui ne respectent pas leurs engagements devront payer deux ou trois fois les droits de coupe. À l'heure actuelle, les flotteurs de bois sont aussi amplement protégés parce que le gouvernement avait prévu, qu'il a su et qu'il a agi.

Depuis que j'ai l'honneur d'être ministre des Terres et Forêts par intérim, j'ai de nouveau manifesté aux compagnies notre intention de voir à ce que les travailleurs de la forêt soient bien payés et bien traités. J'ai conclu d'autres ententes avec les compagnies, ententes qui sont toutes à l'effet que la forêt doit servir aux besoins du peuple, tout en rendant justice au capital qui les exploite.

De plus, je dirai que, l'an prochain, les ouvriers de la forêt recevront un salaire beaucoup plus considérable que celui de cette année. L'an prochain, je puis vous le garantir, les salaires payés par les compagnies forestières seront beaucoup plus considérables que le salaire de \$40 par mois dont on a parlé pour cette année.

(Applaudissements)

Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) présentera bientôt une loi progressive, que jamais le régime ancien n'a eu le courage de présenter en 40 années. Cette loi créera un organisme qui sera chargé d'appliquer les salaires raisonnables dans toutes les activités industrielles et commerciales, dans tous les domaines, masculins et féminins de la province, dans toutes les branches de l'activité humaine, quelle qu'elle soit, dans la forêt comme ailleurs. Ce n'est pas là, je pense, ce qu'on peut appeler la protection aux compagnies jadis accordée sous l'œil paternel de l'ancien régime. Cet organisme aura les pouvoirs nécessaires, des pouvoirs étendus et amples, et il sera assez souple pour s'adapter aux besoins de la population. Il y aura, de plus, un tribunal d'arbitrage sur les plaintes qui seront faites, tribunal qui comprendra un représentant des ouvriers, un des patrons et un représentant de la province. Nous allons ainsi faire cesser les abus de l'ancien régime que le peuple a rejeté avec raison.

(Applaudissements)

M. Bastien (Berthier): Qu'est-ce que les compagnies se proposent de payer aux draveurs? Qu'est-ce que l'augmentation représentera en piastres et en cents pour les draveurs de bois? Le député de Témiscouata a clairement demandé au premier ministre si les compagnies se proposaient de payer ce printemps même des salaires plus élevés aux flotteurs de bois. Que le premier ministre donne donc le renseignement précis, ce serait plus joli que tous les discours qu'il peut faire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne s'agit pas de savoir ce que les compagnies se proposent de payer, mais ce qu'elles vont payer. Ce ne sont pas les compagnies qui mènent le gouvernement, comme la chose se faisait sous l'ancien régime. Les flotteurs de bois vont retirer un salaire plus considérable que celui qu'ils retireraient sous l'ancien régime.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce n'est pas encore la réponse à la question. C'est le montant qu'il s'agit de connaître.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ils vont retirer un montant suffisant pour qu'ils réalisent le changement d'avec l'ancien régime.

M. Bastien (Berthier): Ça ne répond pas à notre question. Nous voulons savoir le salaire en piastres et en cents; cela serait plus important. "Considérable" et "raisonnable", on entend rien que ça dans la bouche du premier ministre depuis qu'on est en Chambre. La Chambre veut le savoir, la province aussi.

M. Béïque (Chambly): La province voudrait aussi savoir combien de piastres et de cents vous avez laissés dans la caisse avant de partir.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Berthier parle de piastres et de cents. Je dis que l'augmentation représentera des centaines de milliers de dollars de plus pour les draveurs de bois, preuve que le nouveau gouvernement bénéficie à toutes les classes. C'est beaucoup plus que ce qui, sous l'ancien régime, n'a jamais obtenu.

Université de Montréal

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Avant de passer à l'ordre du jour, je veux attirer l'attention du gouvernement sur un article paru dans *Le Devoir* d'hier, une interview accordée par le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) qui aurait dit que l'Université de Montréal, bâtie sur le flanc du mont Royal, était un monument à la sottise, etc. Voici le texte en partie:

"L'immeuble universitaire de la montagne est le plus beau monument à la sottise, à la folie, qui se puisse concevoir. Le secrétaire provincial, l'honorable M. Paquette, n'a pas qualifié autrement, ce matin, devant les journalistes, ce qu'il pense de cette construction. Le problème que crée cet immeuble est presque

insoluble. Le ministre est allé jusqu'à dire que, selon lui, il vaudrait mieux l'abandonner tout simplement plutôt que d'engager le gouvernement à souscrire au moins un demi-million par année pour son entretien, outre les quelque quatre millions de dollars qu'il faudra pour l'achever.

"- Ne pourrait-on l'utiliser comme hôpital de convalescents?

"- L'entretien de l'immeuble comme hôpital plutôt que comme université ne sera pas moins élevé, répond le ministre.

"M. Paquette se demande pourquoi l'Université ne se déclarerait pas en banqueroute, d'autant plus qu'elle l'est en réalité depuis longtemps. De cette façon, elle pourrait racheter l'immeuble de la montagne pour \$1, le céder à la maison Boileau à qui elle doit quelque \$300,000. À celle-ci de le vendre. Comme l'acheteur aura de lourdes taxes à payer, il retombera sur les épaules de la ville, qui pourra en faire ce qu'elle voudra. Vaut mieux pour le gouvernement faire une perte limitée que de s'engager dans une aventure financière apparemment sans issue, déclare M. Paquette.

"- À quand alors la solution du problème universitaire?

"- Quelles que soient les difficultés présentes, il faut résoudre ce problème sans tarder.

"- Pendant la session courante?

"- Très probablement. Si on finit l'immeuble de la montagne, ce sera contre ma volonté et mon goût. Il y a, dans l'est de Montréal, l'espace suffisant pour construire des pavillons et faire un beau quartier universitaire. Le ministre laisse entendre que le parc de Maisonneuve aurait dû être le choix d'il y a 12 ans. Il favoriserait davantage maintenant, si nous avons bien compris sa pensée, le vaste terrain libre qui s'étend entre les rues Ontario et De Montigny, et entre Saint-Denis et Saint-Hubert. Il y a là un noyau universitaire, avec l'ancienne université, l'École polytechnique, la Faculté de chirurgie dentaire, l'École des hautes études, la salle Saint-Sulpice.

"Le ministre prend son crayon et dessine l'emplacement des pavillons qu'on pourrait construire, un par année, sur ces terrains appartenant à la ville et que l'Université ou le gouvernement pourrait avoir à de bonnes conditions. Rien n'empêcherait plus tard d'exproprier les maisons en bordure de la rue Saint-Denis entre Ontario et De Montigny, et d'y construire un conservatoire, une salle municipale, d'autres pavillons universitaires, etc.

"De toute façon, M. Paquette est contre l'achèvement et l'habitation de l'immeuble de la montagne comme université."

Je veux savoir si l'article en question exprime bien les vues du gouvernement.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Cette entrevue est une entrevue que le secrétaire provincial a donnée aux journalistes, hier, et dont une partie n'était pas destinée à la publication, mais qui exprime quand même mon opinion personnelle et non pas celle du ministère provincial et de mes collègues, car je ne me reconnais pas l'autorité, dans une entrevue aux journalistes, de parler au nom du ministère. Je ne parle que pour moi-même, quand je donne une entrevue aux journalistes, et je n'ai pas peur d'exprimer toute ma pensée. C'est l'opinion que j'entretiens sur cette question.

J'ai droit à mon opinion et je l'exprime librement. Nous avons, chacun de nous, le droit d'exprimer notre opinion, à titre personnel. Ce qui nous distingue, ce côté-ci de la Chambre, de l'autre côté, c'est que nous restons libres de penser ce que l'on veut, sans engager le ministère. Le jour où on ne pourra plus exprimer d'opinions, on sera mieux de ne plus exister. Probablement que dans son cœur, l'honorable chef de l'opposition pense la même chose que moi sur le nouvel immeuble de l'Université, mais il n'a jamais eu le courage de le dire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) m'avait demandé mon opinion sur l'Université et son immeuble de la montagne, je l'aurais donnée franchement et il la connaîtrait aujourd'hui. Il y a la solidarité ministérielle, qui est un article de la Constitution. Je trouve étrange qu'il n'y ait pas chez nos amis de la droite plus de solidarité ministérielle, car généralement, quand un ministre parle, il doit exprimer les vues du gouvernement dont il fait partie. Quand un ministre ne veut pas engager le gouvernement, il n'a qu'à ne pas exprimer d'opinion.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Ce n'est plus de votre temps!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai trouvé cette déclaration si étrange que je me suis demandé si le secrétaire de la province exprimait l'opinion du gouvernement ou la sienne propre. La Constitution veut que tous les ministres soient solidaires.

M. Bastien (Berthier): Je me demande pourquoi, dans cette déclaration, le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) a pensé plus à Boileau & Frères qu'aux autres créanciers? Pourquoi

l'honorable secrétaire de la province a-t-il parlé uniquement de la réclamation de \$300,000 de M. Boileau? L'Université a d'autres créanciers. Pour moi, les autres créanciers vont être de mauvaise humeur!

L'honorable M. Paquette (Labelle): L'honorable député de Berthier (M. Bastien) n'a qu'à nommer les autres créanciers qui ont une créance qui vaille, s'il les connaît.

M. Boyer (Châteauguay): Vas-y.

Un député ministériel: Nommez-les! Nommez-les!

M. Bastien (Berthier): Voici, je vais dire toute ma pensée. Il y a plusieurs fournisseurs qui n'ont pas été payés. Il y a aussi des privilèges de salaires ouvriers à rencontrer. Il y a des entrepreneurs qui n'ont pas payé les salaires raisonnables à leurs ouvriers. Je connais des fournisseurs de l'Université qui sont restés créanciers de cette institution.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Nommez-les! Nommez-les!

M. Bastien (Berthier): Il n'y a pas que Boileau & Frères qui soient créanciers...

L'honorable M. Paquette (Labelle): Mais nommez donc les autres.

M. Bastien (Berthier): Je les nommerai en temps et lieu. C'est un peu comme l'histoire du char de Chinois. On me force de nommer ces gens, comme jadis, lorsqu'il fut question de milliers de Chinois, à Ottawa, quelqu'un s'écria: "Nommez-les". Mais il y en a trop. On nous dit: Nommez-les, nommez-les, mais on sait bien que je n'ai pas tous ces noms dans la mémoire.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Nommez-en un.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il ne serait pas juste de demander ainsi de nommer tous les créanciers, qu'on vienne mêler leurs noms dans un débat. Nous pourrions faire tort à plusieurs citoyens.

Des députés: Ah! Ah!

M. Bastien (Berthier): Je vais être bien conciliant. Si le secrétaire de la province peut me

déclarer sur sa parole d'honneur qu'il n'y a pas d'autres créanciers que Boileau & Frères, je suis prêt à retirer ma question.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Je déclare que j'ai eu l'occasion de voir la liste des créanciers; j'ai vu le bilan de l'Université et je puis dire que seul Boileau & Frères est un créancier important.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah! "Important", il faut s'entendre.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Enfin, si l'on doit \$25 à quelqu'un pour du papier, on ne peut toujours pas dire qu'il s'agit d'une créance importante! Quand j'ai fait cette déclaration, j'ai parlé des créanciers sur l'immeuble, et je défie le député de Berthier d'en nommer d'autres.

(Rires et applaudissements à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, il est amusant, il est délicieux, je dirais, pour ne pas dire autre chose, de voir ce concours entre le député de Berthier (M. Bastien) et le député de Saint-Hyacinthe, qui se disputent la place du chef de l'opposition, et qui veulent tous deux remplacer celui à qui l'électorat n'a pas donné de siège, qui aspirent à remplacer celui qui l'est de droit. Si l'un prend la parole, dès qu'un se lève, l'autre se lève immédiatement après pour essayer de démontrer qu'il est meilleur que l'autre. C'est cela qu'on appelle peûcher la bonne entente!

Nos honorables amis disent que le chef du gouvernement est un autocrate et un tyran qui ne permet pas aux ministres d'exprimer leurs opinions, qui ne laisse pas à ses ministres la permission de penser, et cependant, on s'objecte à ce que l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) donne son opinion personnelle sur un problème important; mais on a là, dans la déclaration du secrétaire de la province, un exemple en foi de quoi il laisse penser ses ministres comme ils veulent penser. On en a aujourd'hui la preuve du contraire. Le secrétaire de la province a donné son opinion comme c'était son droit de le faire. Tous les ministres peuvent donner leur opinion comme ils le désirent, car, si les ministres n'avaient pas le droit de donner leur opinion, autant vaudrait mieux n'en jamais avoir.

(Applaudissements)

En ce qui concerne l'Université de Montréal, le gouvernement n'est pas prêt à dire ce que sera sa politique. L'Université de Montréal présente un problème très complexe dont les aspects sont

nombreux. Le gouvernement, en tant que gouvernement, n'a pas eu encore l'opportunité de l'étudier à fond, mais, pour l'Université, je déclare qu'en matière d'enseignement supérieur, qu'il s'agisse de l'enseignement primaire ou de l'enseignement secondaire, de l'enseignement rural à l'enseignement universitaire, l'opposition peut être certaine que le gouvernement fera tout son devoir. Nous ferons tout en notre pouvoir pour aider ceux qui méritent d'être aidés. Nous agirons ainsi pour toutes les branches de l'enseignement, à partir des universités jusqu'à la petite école du rang, et ce, dans la mesure de nos ressources.

(Applaudissements)

Dépôt de documents:

Rapport des chemins de fer

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1935, conformément aux dispositions de l'article 4, chapitre 31, des Statuts refondus de la province de Québec de 1925. (Document de la session no 9)

Statistiques sur les chemins de fer

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) dépose sur le bureau de la Chambre les états, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1935, conformément aux dispositions de l'article 187, chapitre 230, des Statuts refondus de la province de Québec de 1925. (Document de la session no 10)

Rapport de l'archiviste

L'honorable M. Paquette (Labelle) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1935-1936. (Document de la session no 12)

Rapport de l'assistance publique

L'honorable M. Paquette (Labelle) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'assistance publique pour l'année finissant le 30 juin 1936. (Document de la session no 11)

Travaux de la Chambre:**Horaire des séances**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), qu'à partir du 30 mars la Chambre tienne une séance à 3 heures de l'après-midi tous les jours de la semaine, le samedi et le dimanche exceptés, et qu'à chaque séance, sauf celle du mercredi, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi.

Adopté.

**Gratitude
des Irlandais****L'honorable M. Coonan (Montréal-Saint-Laurent):**

M. l'Orateur, au nom des Irlandais de cette province, je désire exprimer mes remerciements au premier ministre et au chef de l'opposition pour les bonnes paroles qu'ils ont eues, la semaine dernière, à l'adresse de leurs compatriotes d'origine irlandaise, à l'occasion de la fête de la Saint-Patrice. Je regrette de n'avoir pu assister à la Chambre ce jour-là, mais je suis heureux aujourd'hui de remercier les Canadiens français des bons sentiments qu'ils ont toujours entretenus à l'égard des Irlandais et de l'hospitalité qu'ils ont manifestée envers eux.

Les Irlandais du Canada ont toujours apprécié les sentiments des premiers Canadiens de ce pays, qui les ont accueillis il y a un siècle sur ce sol hospitalier et leur ont permis de se développer dans toutes les branches de la vie canadienne. Je remercie également la Chambre des vœux exprimés à l'égard des Irlandais en cette circonstance.

(Applaudissements)

Comme il y a quelque temps que je n'ai pas paru en cette Chambre, j'ajouterai à cela, à mon tour, mes sincères félicitations au nouveau député de la Beauce (M. Perron) dont l'élection a constitué un nouveau vote de confiance à l'égard du gouvernement. Je suis heureux de constater que la formule d'un gentilhomme, que je ne veux pas blesser dans ses sentiments, n'a pas été approuvée par l'électorat. Je veux parler de celui qui a lancé le cri: "Le Canada aux Canadiens et la province de Québec aux Canadiens français." Ce ne sera là jamais l'opinion, je pense, de la race canadienne-française elle-même. Le résultat a démontré que les Canadiens français voulaient vivre en harmonie avec leurs voisins parlant l'autre langue. Les Canadiens de langue anglaise savent que ce n'est pas là le

sentiment de leurs compatriotes de langue française, et le peuple du comté de Beauce l'a démontré de façon catégorique.

(Applaudissements à droite)

**Hommages
à Sir Thomas Chapais****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

M. l'Orateur, les journaux nous rapportent que l'un de nos compatriotes les plus distingués, les plus illustres, commence aujourd'hui sa 79^e année, et c'est le leader du gouvernement à la Chambre haute, Sir Thomas Chapais. La Chambre, j'en suis certain, voudra être unanime pour offrir ses meilleurs vœux à Sir Thomas Chapais. Je me sens très ému en me levant aujourd'hui pour lui exprimer, de la part de cette Chambre, mes félicitations et mes meilleurs vœux, ainsi que ceux de la députation⁵.

(Applaudissements à droite)

J'ai connu Sir Thomas Chapais dès ma plus tendre enfance. Sir Thomas est un ami de ma famille. Je l'ai vu souvent chez nous et, alors que je n'avais que sept ans, je me souviens qu'il accompagnait mon père dans des luttes politiques qui sont restées mémorables. Tous deux étaient unis par une solide amitié et une estime profonde que jamais je n'oublierai et dont je garde les plus beaux souvenirs. Lorsque le père de celui qui vous parle est parti pour un monde meilleur, sa succession s'est formée de souvenirs, mais de tous ces biens, il n'en était pas de meilleur que l'estime qu'il me léguait du sénateur Chapais. Mes souvenirs se sont formés de cette amitié à base de dévouement, de sincérité et de désintéressement qu'avait pour lui celui que nous fêtons aujourd'hui. Aucun souvenir ne m'est plus cher que cette estime et cette admiration dont j'ai hérité de mon père à l'égard de M. le sénateur, Sir Thomas Chapais.

M. Chapais a joué un rôle important dans le passé. Au cours de sa longue carrière, il a acquis une vaste expérience et beaucoup de culture dont toute la province a bénéficié. Je n'hésite pas à dire qu'il est incontestablement et incomparablement le meilleur historien de notre époque, le meilleur historien que la race ait produit dans la génération actuelle, et cela, par une très large marge. Il aime sa province. Il a vécu nos traditions les meilleures, a toujours aimé le sol.

Il est attaché au pays de Québec et on sait le culte qu'il a gardé pour son beau village de Saint-Denis de Kamouraska, qui l'a vu naître et grandir. À son âge, il nous donne encore un bel exemple de vitalité. Il est encore très actif. La neige et les ans

n'ont pas diminué sa force et sa valeur intellectuelles. Il est en quelque sorte la fontaine de Jouvence qui est une source précieuse pour la jeunesse, et il occupe une grande place au-dessus des couleurs bleu et rouge des partis. C'est l'historien d'hier dans ce qu'il y a de mieux. Au milieu de nous, c'est l'histoire d'hier qu'il représente, la lutte d'aujourd'hui qu'il manifeste. Il symbolise le passé dans ce qu'il y a de mieux; il est le trait d'union pur, merveilleux, entre hier et demain, entre un passé glorieux et un avenir brillant, et l'artisan de la construction de l'avenir.

(Applaudissements)

Au nom du gouvernement, je félicite Sir Thomas Chapais. À titre de fils de son ami personnel, je le remercie d'avoir mis de côté ses opinions personnelles, toutes ses affiliations politiques, après mon élection, et d'avoir voulu participer à un gouvernement vraiment national à l'heure où les couleurs comptent pour peu. Je sais que je suis l'interprète de toute la Chambre et de toute la province en lui exprimant nos plus cordiaux sentiments et nos vœux les plus sincères.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je me joins avec plaisir au chef du gouvernement et je seconde ses remarques. J'approuve tout ce que l'honorable premier ministre a dit de l'honorable leader du gouvernement au Conseil législatif, en faisant évidemment quelques réserves sur l'évocation de ses opinions politiques, quelques restrictions quant aux luttes politiques du sénateur Chapais. Sir Thomas Chapais est l'une de nos plus belles figures et constitue un bel exemple pour notre jeunesse intellectuelle. Il est également un bel exemple pour ceux qui se destinent à la politique - il y occupa une carrière distinguée, et j'en suis heureux - et je crois représenter l'opinion de l'opposition en lui souhaitant encore de nombreux anniversaires de naissance comme celui qu'il célèbre aujourd'hui au milieu de nous.

(Applaudissements)

Questions et réponses:

Paiement des cantonniers à Rivière-du-Loup

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Avant de passer à l'ordre du jour, je voudrais obtenir du gouvernement une réponse à ma question au sujet de cantonniers de mon comté qui n'ont pas encore été

payés pour des travaux effectués du 17 au 19 août dernier. On a dit qu'il se poursuivait une enquête. Cette enquête est-elle terminée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Non seulement le département de la Voirie continue son enquête sur ce cas, celui du Trésor enquête aussi, mais l'enquête des comptes publics se continuera plus vite que ne le désire le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain).

Assistance aux mères nécessiteuses

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)

propose, appuyé par le représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 21 instituant l'assistance aux mères nécessiteuses.

Adopté.

Loi des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 24 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

Adopté.

Refonte des lois

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 26 pourvoyant à la refonte des lois de la province.

Adopté.

Assistance aux aveugles

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)

propose, appuyé par l'honorable représentant de Labelle (l'honorable M. Paquette), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier

pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 25 de l'assistance aux aveugles.

L'honorable M. Layton (Montréal-Saint-Georges):

Je désire féliciter le gouvernement et l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) de l'attitude qu'ils prennent aujourd'hui et d'avoir agi si promptement, en présentant une loi qui assurera une pension aux aveugles, à l'âge fixé par la loi qui est à l'étude au Parlement fédéral. La province de Québec a été la dernière à voter la loi des pensions de vieillesse.

Ce retard fut une des raisons pour lesquelles le gouvernement fédéral ne vota pas auparavant un amendement à la loi pour l'étendre jusqu'aux aveugles, parce que ç'aurait été discriminatoire pour les aveugles de notre province. Aujourd'hui cependant, la province de Québec sera la première à voter une loi pour aider les aveugles. Grâce à cette loi, les aveugles nécessiteux de cette province pourront bénéficier d'une pension, tel que prévu par toute loi du Parlement du Canada, et la province de Québec pourra payer sa part contributive desdites pensions.

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

**Raids de la police provinciale
aux bureaux de la Commission du chômage
à Montréal**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. l'Orateur, je remarque sur le *Feuilleton* une motion de l'honorable chef de l'opposition, qui demande la production de documents au sujet d'un raid aux bureaux de la Commission du chômage à Montréal et de l'expulsion des officiers de cette Commission. La rédaction de cette question est contraire aux règlements de la Chambre.

La motion du chef de l'opposition se lit comme suit: "Copie de tous documents et correspondance concernant le raid fait par les autorités provinciales dans l'édifice de la Commission du chômage à Montréal, et l'expulsion par la police des officiers de ladite Commission."

Le gouvernement actuel ne fait pas de raids. C'est l'ancien régime qui faisait des raids sur le Trésor provincial, mais il n'y a pas eu de raid ni d'expulsion dans ce cas-ci. La phraséologie de cette question n'est pas conforme aux règlements de la Chambre et,

pour que la motion soit conforme aux faits et par respect pour le décorum de la Chambre, je demanderais à l'honorable chef de l'opposition de corriger sa motion, d'en changer le texte, de rédiger son avis de motion d'une autre façon. Nous la discuterons ensuite, et nous la distribuerons quand il le voudra. Il faut faire respecter les règlements.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne vois pas en quoi cette question n'est pas conforme aux faits. Je ne sais sur quelle définition le premier ministre veut s'appuyer, mais il me semble que lorsqu'il y a des officiers de la force provinciale dans un certain endroit et qu'ils empêchent les gens d'y entrer, ça ressemble à de l'expulsion. Tout le monde sait que des policiers sont entrés dans les bureaux de la Commission du chômage à Montréal. C'est pourtant un fait reconnu qu'un beau matin, des officiers et employés de la Commission du chômage étaient de faction sur les lieux, n'ont pu avoir accès aux bureaux, en étant empêchés par des officiers de la police provinciale qui avaient été postés à toutes les portes et qui empêchaient les gens d'y entrer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne s'agit pas de cela. Il n'y a pas eu de raid et je soutiens que le mot "raid" n'est pas juste et n'est en tout cas pas parlementaire du tout. Disons une intervention de l'autorité provinciale. Ces expressions, que je signale en passant, sont de nature à laisser entrer dans la procédure parlementaire des locutions qui ne sont pas parlementaires. On ne peut parler non plus de choses qui ne se sont pas produites. Je suis par ailleurs prêt à entreprendre un débat en n'importe quel temps pour discuter de l'intervention des autorités à Montréal. Si le chef de l'opposition désire voir la correspondance qui a été échangée à ce sujet, je suis prêt à tout discuter avec lui. S'il le désire, je suis prêt à discuter sa motion immédiatement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai aucune objection à modifier le texte de ma motion, mais tout ceci ressemblait à un raid. Je remarque que le chef du gouvernement est bien scrupuleux sur la phraséologie de cette motion, mais qu'il l'est beaucoup moins sur le préambule de certaines de ses lois. À tout événement, j'espère qu'on pourra discuter cette question cette semaine.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est tout ce que je demande. Ce soir, si vous le voulez.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'aurai pas le temps de changer le texte de ma motion. L'honorable premier ministre est peut-être un peu susceptible, mais je vais modifier ma motion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Alors, entendu pour demain.

Systèmes de taxation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 28 concernant la révision des divers systèmes de taxation dans la province.

Adopté.

Taxes sur la machinerie imposable

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 18 abolissant les exemptions et réductions de taxes accordées à des établissements industriels ou commerciaux sur leur machinerie imposable.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Aide aux pêcheurs

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 7 favorisant le progrès des pêcheries et venant en aide aux pêcheurs.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁶:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:
Attendu qu'il y a lieu d'aider les pêcheurs à disposer avantageusement du fruit de leur pêche en leur procurant l'organisation frigorifique nécessaire à la conservation du poisson;

Attendu qu'il importe aussi d'assurer aux pêcheurs une réserve constante de boëtte et que cette organisation frigorifique permettra d'atteindre cette fin:

Qu'il soit, en conséquence, résolu:

1. Que le ministre des Mines et des Pêcheries soit autorisé à établir et à aménager des entrepôts frigorifiques pour y conserver le poisson et la boëtte et qu'il puisse aux mêmes fins acquérir des entrepôts frigorifiques existants.

2. Que le ministre des Mines et des Pêcheries soit autorisé à fixer le site de ces entrepôts; établir un plan d'aménagement des entrepôts qu'il construira ou acquerra, et déterminer les conditions auxquelles ces entrepôts seront mis à la disposition des pêcheurs.

3. Que tout immeuble dont la prise de possession sera nécessaire pour l'établissement d'un entrepôt frigorifique puisse être acquis par le ministre des Mines et des Pêcheries, à l'amiable ou par expropriation, et que cette acquisition s'étende à tous les droits immobiliers, charges, baux à loyer ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant l'immeuble.

4. Que les dépenses encourues pour l'établissement, l'acquisition et l'aménagement d'entrepôts frigorifiques en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions soient payées par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu, sur certificat du ministre des Mines et des Pêcheries, mais que, cependant, ces dépenses ne doivent pas excéder cent mille dollars.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je vois que le projet assure la construction de nouveaux entrepôts frigorifiques. Le gouvernement a-t-il l'intention de ne venir en aide qu'aux pêcheurs de la Gaspésie? Est-ce que je dois comprendre que cette clause s'appliquera aussi aux pêcheries de Rivière-du-Loup et de Montmagny?

L'honorable M. Gagnon (Matane): L'honorable député peut être tout à fait rassuré, nous penserons à tous les pêcheurs. Le projet de loi démontre que le nouveau gouvernement pense à une partie de la population de cette province qui a été lamentablement négligée dans le passé sous l'ancien régime; je veux parler de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine en particulier. Nous commencerons dans les régions les plus affectées, celle, par exemple, représentée par un député très dévoué, le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais). L'ancien ministre de l'Agriculture et son fils, qui ont été tour à tour députés des Îles-de-la-Madeleine, ont semblé ignorer les

pêcheurs. Sous l'ancien régime, jamais on n'avait pensé à améliorer le sort des pêcheurs. Québec jusqu'à ces derniers temps était resté stationnaire.

Le député actuel des Îles-de-la-Madeleine s'intéresse activement au sort des pêcheurs de son comté, et le département des Pêcheries, que je dirige bien modestement et de façon bien indigne, est heureux d'annoncer qu'il va faire quelque chose tout de suite pour aider les pêcheries des Îles-de-la-Madeleine et de la Gaspésie. Il est vrai que les pêcheries maritimes des Îles-de-la-Madeleine étaient sous le contrôle d'Ottawa, qu'ils avaient l'excuse de la juridiction du gouvernement fédéral, mais était-ce une raison pour que le gouvernement de Québec ne fasse rien pour des citoyens de notre province?

Nous, nous voulons donner la preuve que nous allons coopérer avec Ottawa et aider les pêcheurs. L'honorable député de Rivière-du-Loup demande si nous aiderons son comté à ce sujet. Est-ce la première fois qu'il fait une requête au gouvernement de la province?

Quant à la construction d'entrepôts frigorifiques dans les comtés de Rivière-du-Loup et de Rimouski, le gouvernement sera heureux d'étudier la question s'il y a des pêcheries maritimes importantes, si on y pêche la morue. Si le député nous démontre qu'il se pêche beaucoup de poisson dans ces centres, nous serons heureux d'aider les pêcheurs.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Dans mon comté, on n'y pêche pas de morue, mais on prend beaucoup de hareng, d'aloise, d'éperlan et de la sardine. Les pêcheurs sont obligés de sacrifier à vil prix leur poisson, tout particulièrement dans le bas du comté de Rimouski et à l'Île Verte. L'honorable ministre dit que l'ancien régime a négligé les pêcheries.

Je m'adresse à lui, car il a promis de faire mieux. Comme tout ce poisson se pêche à la même époque, il nous faudrait des entrepôts frigorifiques pour aider les pêcheurs. L'honorable ministre rendrait service à la population des pêcheurs de ces régions en étudiant les possibilités d'un entrepôt.

M. Boyer (Châteauguay): N'avez-vous pas eu le temps d'en construire un, de votre temps?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Encore un reproche à l'ancien régime. Dès qu'on demande une question, on nous répond toujours: l'ancien régime. Mais est-ce que le nouveau régime ne devait pas tout réformer, et est-ce qu'il ne devait pas mieux faire?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je rappellerai au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) qu'il n'a pas à se formaliser de cela. Il peut être sûr que le gouvernement national va s'occuper des pêcheries de toutes les parties de la province. Connaissant le zèle du député de Rivière-du-Loup, particulièrement pour l'article 390...

(Rires)

Je lui ferai remarquer qu'il a été député de Rivière-du-Loup pendant 15 ans et qu'il aurait dû constater l'état de choses qu'il nous soumet. J'avoue que je suis surpris de voir qu'il n'ait pas songé à intéresser l'ancien gouvernement au sort des pêcheurs de son comté. C'est un aveu candide qu'il nous fait. Son comté sera traité comme les autres, car nous ne nous occupons pas des convictions politiques des députés lorsqu'il s'agit de l'intérêt public. Puisqu'il remarque que nous sommes en faveur de faire quelque chose, enfin pour les pêcheurs, nous pouvons lui dire que si la quantité de poisson pris dans son comté nécessite la construction d'un entrepôt, nous serons heureux d'en étudier les possibilités.

À tout événement, nous allons étudier ses suggestions avec bienveillance. Je demanderai à mes officiers d'aller étudier la situation sur place. Si un réfrigérateur est nécessaire, ce n'est pas parce que le député de Rivière-du-Loup siège avec l'opposition que son comté en sera privé.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'y ai songé depuis longtemps à aider les pêcheurs et j'ai fait des demandes privément à plusieurs reprises. Sous l'ancien gouvernement, je n'ai pas fait de représentations à la Chambre, mais dans les départements.

M. Tardif (Frontenac): On ne vous a pas écouté.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je soumetts cette suggestion de bonne foi, sans vouloir faire de politique mesquine avec cette mesure, et je déplore qu'on en fasse une question de politique. Je suis le premier à respecter tous les règlements, quoi que dise l'honorable ministre au sujet de mon interprétation de l'article 390 aux *Comptes publics*, l'an dernier⁷.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): M. le président, je félicite le gouvernement de passer cette loi qui donne à mon comté un entrepôt frigorifique et qui va sauver les pêcheries dans les Îles. On avait besoin depuis longtemps d'un entrepôt frigorifique

aux Îles-de-la-Madeleine. Je trouve curieux que l'ancien gouvernement n'y ait pas pensé avant. Il fallait un gouvernement d'Union nationale pour le faire, pour nous donner ce que nous demandions. La population de ce beau coin de terre, les électeurs de mon comté vont s'apercevoir qu'il y a quelque chose de changé dans l'administration provinciale et chez eux.

Avant longtemps, les citoyens des Îles-de-la-Madeleine n'auront plus besoin des secours directs comme ce fut le cas depuis quatre ou cinq ans. Ils attendent ce jour de délivrance et reprendront avec joie leurs activités comme pêcheurs. La pêche est leur principale occupation. Grâce à l'honorable ministre des Mines et Pêcheries (M. Gagnon), le gouvernement va assurer aux pêcheurs des Îles un entrepôt frigorifique, qui est nécessaire au développement de leur industrie. L'entrepôt sera inauguré au début de juin et il sera grandement de nature à aider les citoyens de mon comté. C'est le début des initiatives du gouvernement. C'est le commencement de nombreuses entreprises dont le comté que j'ai l'honneur de représenter a un pressant besoin. Avant longtemps, il y aura d'autres améliorations, et on ne sera plus obligé de faire vivre la population de secours directs.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'honorable ministre disait tantôt que nous n'avons rien fait pour les Îles-de-la-Madeleine, et il est secondé dans cette assertion par l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais). On dit que l'ancien gouvernement a négligé les pêcheurs, mais est-ce qu'on n'a pas accordé des primes aux pêcheurs pour la construction des barques? Le gouvernement d'autrefois est venu en aide, et très souvent, à la population des Îles-de-la-Madeleine. Je suis informé par une lettre que les personnes qui construisent des barques ne reçoivent plus les primes qu'on leur octroyait auparavant. Précisément, j'ai une lettre, que je vais passer au ministre, d'un homme qui a construit des barques dans l'hiver de 1936 et qui se plaint que la prime ne lui est pas payée. J'espère que le ministre et le député, qui sont si dévoués, y verront.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Nous avons fait une petite enquête sur les octrois aux pêcheurs pour les barques. Quand l'enquête sera terminée, et que la province ne pourra plus être pillée, nous verrons s'il faut continuer. Nous avons découvert que des favoris de l'ancien régime avaient

obtenu des octrois, mais n'avaient jamais construit de barques. Il y en a même qui ont obtenu trois ou quatre primes pour une seule barque.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne demande pas au gouvernement de payer des primes sur des barques qui n'existent pas. On demande dans ces lettres de payer sur les barques nouvelles construites en 1936. Le gouvernement va crier au scandale. Je demande seulement qu'on paie ce qui est dû. Il n'y a nul doute que l'on trouvera des irrégularités, même des vols. Ce serait une merveille s'il en était autrement, même dans votre gouvernement où vos ministres sont déjà approchés par des gens bien douteux. D'ici quelques mois, d'ailleurs, nous serons en mesure de démontrer au nouveau gouvernement qu'il n'est pas, lui non plus, à l'abri des exploiters de toute nature, qui se glissent autour de tous les ministres, de tous les députés.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): L'ancien gouvernement a permis la falsification des listes d'octrois aux pêcheurs. On me dit que les octrois étaient beaucoup plus considérables à la veille des élections.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Dans la Beauce, est-ce qu'il n'y a pas eu des octrois irréguliers?

Un député ministériel: Nommez-les.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le député des Îles-de-la-Madeleine a-t-il pris part à l'élection de la Beauce? C'est ce qu'on me dit, que le gouvernement a été très généreux.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Je suis allé dans la Beauce et il n'a pas été question d'octrois.

M. Bastien (Berthier): Est-ce qu'on a fait des promesses avec le prêt agricole?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a la mémoire bien courte. Comme l'a dit l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine, nous avons découvert que des octrois avaient été payés à des favoris qui n'ont jamais construit de barques. C'est un fait qu'on se faisait souvent payer pour des embarcations qui n'existaient pas et que des personnes touchaient plusieurs octrois pour la même. Il faut de toute nécessité que le gouvernement sache à quoi s'en tenir avant de recommencer dans ce domaine une politique d'octroi.

Il y a eu d'autres irrégularités. De son temps, non seulement il y avait des gens qui recevaient des octrois sans y avoir droit, mais il y avait des députés qui falsifiaient des listes, forgeaient des noms, encaissaient des chèques qui étaient destinés à leurs électeurs. Des chèques destinés à des pêcheurs et à des cultivateurs ont été retirés et même endossés. C'est arrivé surtout pour les octrois aux fils de cultivateurs. Nous aurons l'occasion de révéler tout cela.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): J'ai été enchanté et très fier du gouvernement quand j'ai vu cette loi inscrite au programme législatif. D'ailleurs, je n'ai jamais hésité à dire à mes électeurs, sans attendre le discours du trône, que le gouvernement s'occuperait d'eux, que leur cause serait bien défendue dans cette Chambre, et je vois que j'avais raison. J'étais certain que le gouvernement voulait aider toutes les classes de la société. Qu'on me permette, à titre de député maritime, de féliciter sincèrement le gouvernement sur la loi que nous adoptons. Le problème des pêcheurs et des pêcheries a été étudié à plusieurs reprises dans le passé, mais sans apporter beaucoup de changements à la situation.

Les représentants fédéraux et provinciaux des comtés de pêcheurs avaient coutume de faire des suggestions. Elles n'étaient pas toujours écoutées. Souvent ces suggestions étaient inutiles. L'industrie de la pêche a parfois augmenté, mais les pêcheurs n'en ont pas tiré plus de rémunération. Ma vie est intimement liée à celle des pêcheurs du Bas-Saint-Laurent. Depuis 15 ans que j'habite le Bas-du-Fleuve, je connais les misères des pêcheurs et leurs succès. Je connais leur vie rude et leur courage. Je connais leurs besoins. Que de fois je les ai vus dans l'angoisse! Que de fois j'ai été témoin impuissant de l'exploitation de ces travailleurs par des compagnies étrangères! Depuis cinq ans, les pêcheries de Québec n'ont pas doublé leur rendement, et ailleurs, il a triplé.

J'ai fait des suggestions à l'ancien gouvernement et on ne m'a jamais écouté. Avec le résultat que, depuis 50 ans, nos pêcheries n'ont fait aucun progrès. De 1876 à 1880, la production de nos pêcheries avait une valeur de \$2,000,000 à \$2,500,000. De 1926 à 1936, la valeur n'a été que de \$2,500,00 à \$3,000,000. Dans les autres provinces, les résultats ont été tout différents. Les revenus des pêcheries ont doublé et même triplé. Dans la Nouvelle-Écosse en particulier, avec un nombre de pêcheurs moindre, on a des revenus de beaucoup supérieurs. Depuis 35 ans, le nombre des pêcheurs a diminué dans la Nouvelle-Écosse, et cependant, la

valeur de la production a augmenté. Dans le Québec, rien de tel. Ici, c'est tout le contraire. On n'a pas réussi à améliorer le sort du pêcheur. C'est qu'on ne s'est pas appliqué à la cause du mal. On a eu recours à des palliatifs qui n'ont eu que de très faibles résultats.

M. Drouin (Québec-Est): Sur quoi l'honorable député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) base-t-il ces chiffres?

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Sur les statistiques officielles.

Il est temps de suggérer une réorganisation complète de l'aide aux pêcheurs, indépendamment de toute politique et de tout intérêt. Cette réorganisation devra reposer sur des bases solides, avec des fonctionnaires plus désintéressés et plus dévoués, peut-être, en certains milieux. Il y a comme quatre piliers à la base de l'organisation des pêcheries: l'organisation éducative et sociale; l'organisation industrielle et scientifique; l'organisation législative et administrative; l'organisation économique et commerciale. Que les deux gouvernements fassent leur part! Laissons au fédéral sa part d'administration, mais gardons et exerçons la nôtre.

Le fédéral pourrait contrôler le législatif, le scientifique et le commerce international. Pour le gouvernement provincial, c'est surtout le point de vue social, économique et commercial qu'il doit développer. L'organisation sociale demande surtout du dévouement de la part du commerçant qui verra ses profits devenir raisonnables. Mais se borner à l'organisation sociale, cela ne peut l'empêcher de diminuer le coût de la production. Au point de vue social, il faudrait une coopérative, afin de supprimer le plus possible les intermédiaires inutiles, qui sont les ennemis des pêcheurs. Il faut augmenter le prix de revient.

Il faut mettre les pêcheurs à l'abri de certaines choses et mieux répartir les recettes et les octrois obtenus du gouvernement fédéral. À l'heure actuelle, quand le pêcheur reçoit deux ou trois sous et demi la livre pour le poisson, le consommateur paie pourtant entre 14 et 15 sous⁸. La différence est absorbée par les frais de transport et les autres dépenses, mais surtout par les intermédiaires qui font des profits exorbitants, et de toutes sortes d'autres causes auxquelles il faudrait mettre fin. J'approuve le ministre qui favorise l'obtention des appâts, des boîtes.

Je rappelle que nos pêcheurs ont besoin d'aide plus substantielle. L'automne dernier, à la

Rivière-au-Renard, il y en a un qui fut victime de son travail et ses trois compagnons ont failli subir le même sort. Quelques-uns ont été complètement ruinés par la perte de leur embarcation et de leur outillage. Le gouvernement, j'en suis sûr, fera en sorte d'aider les pêcheurs de toutes les façons possibles en facilitant le crédit maritime surtout. Il y aura un montant voté par Ottawa.

Il s'agit de le répartir le plus équitablement possible pour que l'industrie de la pêche en général en profite. Il faudrait établir un système de secours maritime qui serait un prêt, au lieu de secours directs. Je compte bien que le gouvernement ira toujours de l'avant; il ne faut pas faire un pas, puis reculer. Cette loi, c'est un premier pas. Le gouvernement ne se croisera pas les bras, après cela, il continuera à travailler pour que l'industrie de la pêche connaisse un essor sans cesse plus grand.

M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay): Au nom des pêcheurs de mon comté, je tiens à féliciter et remercier, moi aussi, le gouvernement et particulièrement le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) pour cette loi et pour ce qu'ils font pour les pêcheurs; et je suis d'accord avec ce qu'a dit mon collègue de Gaspé-Sud. Le comté de Charlevoix-Saguenay est beaucoup intéressé dans cette question. Cette loi est aussi importante pour les pêcheurs que celle du crédit agricole pour les cultivateurs. Encore une fois, je remercie le gouvernement de ce qu'il fait. J'espère que le travail du gouvernement se poursuivra, et que ce ne sera pas seulement l'affaire de quelques mois ou de quelques années. Je suis convaincu que l'on ne s'arrêtera pas là, mais que l'on continuera!

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je remercie les honorables députés des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), de Gaspé-Sud (M. Pouliot) et de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) de leurs encouragements. Le député de Gaspé-Sud, qui porte un intérêt si admirable aux pêcheurs, est trop modeste. Le député de Gaspé-Sud a traité la question de très haut. Je le félicite de son travail pour les pêcheurs de son comté. Il a bien exposé la situation, mais il a oublié de dire qu'il est l'un de ceux qui ont travaillé le plus, l'un de ceux qui ont sollicité cette loi. Il me fait plaisir de lui dire que nous allons installer un de ces réfrigérateurs à Gaspé même.

(Applaudissements)

En vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, les pêcheries ont été soustraites à la juridiction des provinces. De 1880 à 1920, les deux

gouvernements ont plaidé l'un contre l'autre. La province de Québec, notamment, a eu un procès qui a duré plus de 30 ans. En 1920, le Conseil privé a délimité la juridiction des pouvoirs respectifs. En 1920, un jugement du Conseil privé décréta que lorsque les instruments des pêcheurs ne sont pas attachés au sol, ils sont sous le contrôle du fédéral; lorsqu'ils sont attachés au sol, ils tombent sous le contrôle des deux pouvoirs. Il va de soi que cela devait amener des conflits. Si les deux gouvernements ne s'entendaient pas, la situation était rendue plus difficile. Le gouvernement décrétrait une licence et le provincial aussi.

En 1922, il y eut un accord pour remettre le contrôle au provincial. Je dis que cet arrêté était illégal; il violait l'Acte de l'Amérique britannique du Nord: il y eut un ordre en conseil *ultra vires*, qui venait en conflit avec la juridiction exposée par le Conseil privé. Il est arrivé que la province de Québec assumait le contrôle des pêcheries. Mais notre province n'avait pas un seul homme de préparé pour assumer cette charge. Il n'y avait aucun enseignement, aucune base scientifique.

On disait, dans les journaux du temps, que c'était une grande victoire pour l'honorable J.-É. Perrault. On a envoyé des jeunes gens étudier à Seattle, mais, chose étrange, à leur retour ils n'ont pas réussi à se placer. À Ottawa, quand j'y étais député, de 1930 à 1935, on admettait l'erreur du gouvernement de Québec. Le provincial n'était pas préparé pour la tâche qu'il assumait. De plus, la province de Québec se trouvait privée des secours de l'Office biologique.

Les gouvernements qui ont précédé le gouvernement de l'Union nationale ont dépensé de \$100,000 à \$200,000 par année pour les pêcheries, sans méthode et sans but rationnel. On dépensa de l'argent sous forme de secours directs. C'était en quelque sorte un os que l'on jetait aux pêcheurs sous forme de secours directs, et tout était dépensé sans aucun système. Que nos amis de la gauche relisent le mémoire adressé par Son Excellence Mgr Ross⁹ à l'honorable L.-A. Taschereau, en 1934. Dans ce mémoire, Son Excellence Mgr Ross réclamait la rétrocession des pêcheries maritimes par le fédéral au provincial. Le gouvernement du temps a refusé, pour ne pas admettre qu'il avait commis une erreur.

Le gouvernement n'a fait que continuer à donner des octrois et des secours directs aux pêcheurs. L'ancien gouvernement, que je ne veux pas blâmer à tout propos, donnait des octrois pour les barques, les filets de pêche, les agrès, mais il ne s'est pas suffisamment occupé de l'enseignement

scientifique. On n'établit rien sur une base scientifique quand il est reconnu que cela est important. Mais il y a l'océanographie à étudier; la migration des poissons est une question importante à connaître pour ces pêcheurs. Cette question des pêcheries est très complexe. Il faut absolument en Gaspésie une école scientifique semblable à celle de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie.

Je profite de cette occasion pour féliciter le fédéral, je dois cependant le reconnaître, d'avoir établi une école scientifique, ou plutôt un embryon d'école scientifique des pêcheries à l'exemple de celles, plus florissantes, d'Halifax et d'Esquimalt (Colombie-Britannique). Il est vrai que la faible somme de \$8,000 a été votée à cette fin, mais cette école devra être agrandie un jour ou l'autre, et c'est un bon commencement.

Quand nous avons pris le pouvoir, nous avons fait enquête sur la distribution des octrois aux pêcheurs. Nous avons constaté qu'Ottawa donnait une somme de \$75,000, à la condition que le provincial en fasse autant.

Nous avons aussi constaté que l'ancien régime a attendu au 19 juillet, en pleine période électorale, pour conclure l'entente définitive avec Ottawa et obtenir \$150,000 pour nos pêcheurs gaspésiens. Cela a servi à pratiquer du brigandage électoral, une expression plus modérée m'échappe. Le lieutenant-gouverneur a refusé de sanctionner le tout, mais on a quand même dépensé \$30,000¹⁰ au cours de l'élection dans les comtés de Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, les Îles-de-la-Madeleine et dans Matane. À l'heure actuelle, bien que nous n'ayons pas obtenu l'argent du fédéral, nous avons déjà payé une grande partie des sommes dues. Il y aura dans les estimés supplémentaires un montant pour payer la balance qu'il reste à payer.

Les causes de la situation précaire des pêcheries sont multiples. Les pêcheurs de la Gaspésie souffrent parce qu'il n'y a pas de marchés. Cela provient souvent du manque de coopération. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir et jusqu'à date, nous avons été obligés, malgré que nous n'ayons pas reçu un seul sou des argents d'Ottawa, de créer des marchés. Il n'y en avait pas. Sous l'ancienne administration, lorsque le gouvernement conservateur vint au pouvoir à Ottawa, on disait ici: "C'est la faute d'Ottawa; nous n'avons pas de marchés avec l'extérieur."

Nous, nous n'avons pas voulu jouer au football avec Ottawa. Nous ne voulons pas attaquer le fédéral injustement et inutilement. Sans vouloir injustement attaquer nos amis de l'opposition, n'était-

il pas possible pour eux de faire de même du temps qu'ils occupaient ce côté-ci de la Chambre? Ne pouvaient-ils, comme nous, aller voir les grands épiciers et les grands consommateurs de Montréal afin de placer du poisson? Nous demandons au fédéral de faire sa part pour trouver des marchés extérieurs, mais nous voulons faire la nôtre en cherchant des marchés intérieurs.

Nous avons commencé à travailler et, au cours des mois de septembre, octobre et novembre, nous avons fait vendre plus de 6,000,000 de livres de poisson dans la province de Québec, sans compter les exportations sur les marchés étrangers. Nous avons étudié sérieusement la question des marchés dans la province de Québec. Nous ne sommes pas des génies. Nous ne prétendons pas ramener tous les problèmes à une seule question. Nous avons pris des mesures pour faire transporter du poisson frais dans tous les coins de la province, et ainsi, nous aurons bientôt livré 12,000,000 de livres de poisson frais.

Nous ferons également une campagne auprès des marchands, les marchands de Montréal, par exemple, qui parfois s'approvisionnent en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. Nous leur demanderons de songer dans leurs achats aux pêcheurs de la province de Québec plutôt qu'à ceux des provinces maritimes. N'était-il pas possible à l'ancien gouvernement d'en faire autant?

L'honorable député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) a parlé tout à l'heure de l'institution d'un crédit maritime. Cette question est très compliquée. Le crédit maritime est la partie la plus difficile du problème, mais nous réussirons à la résoudre. Nous avons des officiers qui étudient cette question depuis plusieurs mois. Je crois qu'il a voulu que nous étudions le système en cours en France: le crédit maritime mutuel français; en France, ils ont le crédit à base contributoire. Tous les ans, le crédit maritime mutuel français a un déficit et le gouvernement français doit lui venir en aide.

Serait-ce efficace ici? Où faut-il greffer ce crédit sur le crédit agricole? Je ne le sais. Nous voulons procéder lentement. Quoi qu'il en soit, nous étudions les possibilités d'un pareil crédit. À tout événement, nos experts étudieront cette suggestion, et c'est mon intention de demander à la Chambre la permission d'organiser une petite commission de trois experts qui étudieront l'efficacité d'un tel système dans la province de Québec, qui étudieront le projet d'un crédit maritime pour les pêcheurs qui n'ont pas de garantie à offrir, et nous faire rapport. Y aura-t-il lieu de faire bénéficier les pêcheurs du crédit agricole provincial? La question est à l'étude.

Quant aux désavantages, ils sont nombreux. Dans le cas des pêcheurs, par exemple, qui souvent sont sans propriétés immobilières, c'est offrir des garanties bien maigres. Nous apprenons, de plus, que le fédéral a voté une somme de \$400,000 à être distribuée dans le but d'aider les pêcheries dans les provinces. Nous ne savons encore comment cette somme sera répartie, mais, dès cette semaine, pour ne pas être en retard, le surintendant des Pêcheries, M. Gibaut, se rendra à Ottawa pour consulter le ministre des Pêcheries à ce sujet, et il nous fera rapport: à la fin de la semaine, nous aurons des détails que je pourrai communiquer au député de Gaspé-Sud (M. Pouliot).

D'ici à l'automne prochain, le gouvernement sera en mesure de venir en aide aux pêcheurs du comté de Charlevoix-Saguenay. Le comté du député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) comprend 300 milles de côtes et il y a peu de moyens de s'y rendre en hiver. Toutefois, je me propose de m'y rendre au cours de l'été. D'ici l'automne, j'espère, dit-il, que le gouvernement pourra venir en aide aux pêcheurs de la Côte-Nord. Tout ce que nous voulons, c'est qu'on nous accorde un peu de patience pour nous permettre de terminer l'étude du problème.

Je félicite le député de Charlevoix-Saguenay d'avoir participé à ce débat. Déjà nous avons réussi à faire vendre pour \$10,600 d'anguilles qui étaient dans les entrepôts frigorifiques, à la Commission du port de Québec, depuis 1935. Nous avons vendu cela à l'Allemagne. Je me demande si l'ancien gouvernement n'aurait pas pu faire la même chose. Pourquoi n'était-ce pas possible sous l'ancien gouvernement?

De plus, en dépit de l'application des sanctions contre l'Italie, nous avons rencontré M. le marquis Del Simone, le consul italien à Montréal, et nous avons réussi à passer un marché en vertu duquel nous avons vendu de la morue sèche à l'Italie, à la condition d'acheter du vin italien. Nous avons fait de si gros marchés que les courtiers ont été alertés de cette concurrence que nous faisons aux autres provinces du dominion. Mais il y a ceci de remarquable, que ce sont des courtiers anglais qui ont bâclé notre transaction de morue sèche avec l'Italie. Aujourd'hui, nous sommes organisés pour pouvoir vendre de la morue sèche à l'Italie en grande quantité et notre poisson frais dans la province de Québec.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Il s'en vendait de la morue sèche, en Italie, bien avant votre temps.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je ne le conteste pas. Je ne crois pas cependant que l'ancien gouvernement ait fait quelque chose pour faire enlever les sanctions.

Ce n'est que trop vrai. Mais, alors que l'ancien gouvernement conservateur fédéral avait développé des relations commerciales avec l'Italie, le gouvernement qui lui succéda aux Communes entreprit une politique de sanctions, et il nous a fallu recommencer, en dépit d'Ottawa, à reprendre nos marchés.

J'ajouterai cependant que nous voulons que Québec ait sa part des millions votés par Ottawa pour les pêcheries, afin d'aider les pêcheurs de la province de Québec. Nous voulons tendre une main amie à Ottawa dans l'intérêt des pêcheries, et nous ne voulons pas qu'Ottawa décline notre invitation à collaborer. Il me semble que ce sera très facile de s'entendre pour le plus grand bien des pêcheurs.

Je termine, dit-il, en parlant de l'école des pêcheries que je veux ériger en une école aussi bien équipée que celles d'Halifax et d'Esquimalt.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): Puisque nous en sommes à parler du parc national de la Gaspésie, et que le gouvernement a annoncé dans un journal de Montréal son intention d'en aménager un dans le nord de Montréal ou peut-être plus au sud, je suggère que la Gatineau, mon comté, est l'endroit tout désigné pour un pareil aménagement.

Il (l'honorable M. Auger) décrit alors les beautés naturelles de la Gatineau et fait une description lyrique...

L'honorable M. Gagnon (Matane): À l'ordre. Le gouvernement étudie avec sympathie et intérêt le projet en question. Le comité de la chasse et des pêcheries se réunira demain matin, à 10 h 30, et étudiera divers projets qui lui seront soumis en ce sens.

Il faut cependant observer que tous les députés, ou presque, ont des projets similaires à présenter et que, dans les circonstances, le choix devient parfois embarrassant.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): La région de Hull et Ottawa jouira d'un parc...

M. Taché (Hull): La région de Hull n'est pas la région d'Ottawa.

M. Barrette (Terrebonne) parle d'un autre projet de parc au Mont-Tremblant.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On discute en dehors de la question.

M. le président: J'en conviens, dit-il, et je demande aux députés de discuter pêcheries.

M. Bastien (Berthier): Le ministre a fait un discours très intéressant; il a de l'éloquence et une imagination fertile, mais il n'est pas tout à fait juste pour ses prédécesseurs qui ont fait beaucoup pour les pêcheries, n'en déplaise au ministre qui, lui, leur reproche de ne pas avoir tout organisé sur une base très scientifique. Le ministre a cependant admis que l'ancien régime dépensait \$200,000 par année pour aider les pêcheurs, pour octrois de barques, d'après de pêche.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pendant les élections!

M. Bastien (Berthier): Ça n'est rien, comparé aux \$5,000,000 du prêt agricole pendant l'élection de Beauce. Au surplus, le premier ministre devrait donner une chance au ministre des Pêcheries de parler, au lieu d'intervenir si souvent. Le ministre a parlé de diverses choses, mais il n'a pas parlé beaucoup d'entrepôts frigorifiques, car l'ancien gouvernement avait doté la région de plusieurs entrepôts suivant une politique bien conçue.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Pas conçue sans péché.

M. Bastien (Berthier): Une politique basée sur les besoins des pêcheurs. Le ministre a dit que la politique de l'ancien gouvernement n'était pas organisée sur une base scientifique. Lui, il l'est scientifique. Il nous a parlé d'océanographie. (M. Bastien prononce ce mot lentement)

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Hein! Dis-le encore, Cléophas!

M. Bastien (Berthier): J'ai parlé d'océanographie, c'est quelque chose de difficile à enseigner.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Et surtout à prononcer.

M. Bastien (Berthier): Ça prend un homme aussi instruit que le député de Montréal-Dorion (M. Bélanger) pour le faire.

Le ministre a dit qu'il tendait une main loyale à Ottawa, pour coopérer pour le bien général. Je comprends qu'il n'est pas très intime avec le premier ministre, mais qu'il l'invite donc à cesser ses coups de langue contre le gouvernement fédéral. Je lui recommande de lui dire d'éviter de faire des accrocs comme il le fait au prestige du gouvernement fédéral dans le domaine fédéral. Il tend une main loyale quand il s'agit d'obtenir de l'argent. Mais le premier ministre devrait cesser de dire, par exemple: "Nous faisons notre devoir, même si en d'autres domaines d'autres autorités ne le font pas."

Le ministre a dit comment il avait vendu de l'anguille et de la morue séchée à l'Italie, malgré les représailles du gouvernement, à condition de leur acheter du vin. Le gouvernement se fait un titre de gloire d'avoir vendu des anguilles et de la morue séchée. Qu'il s'en fasse gloire avec les anguilles et la morue, mais il ne faut pas oublier que depuis l'arrivée du gouvernement King au pouvoir, les exportations sont devenues plus nombreuses.

Le ministre a tort de prendre tout le crédit sur les anguilles et la morue. Il ne fait qu'en parler. Dans toutes les assemblées, en Chambre, partout, il nous dit: "Nous n'avons pas fait ça, mais on a vendu de l'anguille et de la vieille morue de l'année 1935!" Or, il devrait savoir que le gouvernement fédéral, en activant le mouvement du commerce, y a une grande part de crédit. Il ne faut pas oublier que si le provincial a pu vendre du poisson aux pays européens, c'est grâce à la politique libérale d'Ottawa.

Le ministre a parlé d'électoralisme avec les \$75,000¹¹ et a dit qu'au 19 juillet, on a pris l'argent pour l'école de Grande-Rivière.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je n'ai jamais dit ça.

M. Bastien (Berthier): C'est ce que j'avais compris.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Vous entendez dur.

L'honorable M. Gagnon (Matane): J'ai dit qu'on a dépensé les octrois affectés aux pêcheries, pour des fins de propagande et de corruption électorale.

M. Bastien (Berthier): Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) est sévère pour l'ancienne administration, lui qui n'a pas voulu aller

dans la Beauce avant que la Chambre ne vote \$5,000,000 de plus pour le crédit agricole.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je soulève un point d'ordre. Cette déclaration n'est pas conforme aux faits et le député le sait. Il n'a rien exigé, dit-il. J'exige que l'honorable député de Berthier (M. Bastien) retire ses paroles.

M. Bastien (Berthier): M. le président, je crois...

Des voix: Retirez! Retirez!

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Allons, Cléophas, vas-y!

M. Béïque (Chambly): Il est gelé comme les anguilles de l'entrepôt.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) insiste pour que le représentant de Berthier retire ses paroles.

M. Bastien (Berthier): Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) m'interrompt avec une violence inaccoutumée. Pour satisfaire mes honorables amis, je dirai que le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) a bénéficié du fait que la Chambre avait voté \$5,000,000 pour le crédit agricole pour obtenir une minorité dans la Beauce. M. le président, je déclare que mes paroles ont dépassé ma pensée.

(Rires et applaudissements)

L'honorable M. Gagnon (Matane): L'honorable député de Berthier ne peut se lever sans toujours mettre une petite note politique dans ses remarques. Il a accusé le premier ministre de lancer des flèches dans le domaine fédéral.

Mais l'honorable député, qui critique le gouvernement en Chambre, n'a pas eu le courage de venir dans la Beauce, devant le peuple, faire entendre sa voix. On aurait su quel ton elle avait. Nous aurions aimé entendre la voix de trombone du chef de l'opposition.

(Rires)

Son parti n'a pas osé même présenter un candidat. Pourquoi n'est-il pas venu?

M. Bastien (Berthier): Le ministre veut-il dire de combien il a été en minorité dans son comté de Dorchester, à l'élection fédérale de 1935?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je n'ai aucune hésitation à lui dire que j'ai été en minorité de 88 voix, la plus basse minorité de tout le pays.

(Applaudissements)

Mais le député de Berthier, qui déplore ici les actions du gouvernement, qui critique, qui exhale sa mélancolie en cette Chambre, pourquoi n'est-il pas venu dans l'élection de Beauce redire ce qui le chagrine? Les électeurs s'attendaient à ce qu'il vînt; ils s'attendaient aussi à entendre la voix plus grave du chef de l'opposition. Pourquoi le député de Berthier (M. Bastien) n'est-il pas venu faire entendre sa voix dans la Beauce?

M. Bastien (Berthier): Aurais-je profité des \$5,000,000?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Mais ce que nous avons entendu dans la Beauce, ce fut M. Lacroix, député fédéral de Beauce, qui est venu mélanger les questions fédérales et provinciales et rompre la neutralité que nous voulons garder entre les domaines provincial et fédéral. Ce n'est pas nous qui avons parlé de fanal, sans vouloir blesser mon ami de Montréal-Laurier (M. Bertrand)¹². C'est M. Lacroix qui a parlé de fanal, ce n'est pas nous. Le député fédéral de Beauce aurait dû garder le silence.

Je tiens à dire que, dans cette élection, M. Lacroix, comme représentant du gouvernement fédéral, aurait dû rester chez lui. Il aurait ainsi épargné à son parti une humiliation inutile et des ennuis qu'il ne recherchait pas. C'est bien l'opinion des électeurs qui ont élu le candidat de l'Union nationale par une belle majorité. Notre député a été élu quand même, dans le comté le plus libéral, par l'immense majorité de 542 voix.

(Applaudissements à droite et rires à gauche)

Il y a eu une élection complémentaire fédérale dans le comté de Bonaventure, hier. Mais, au contraire de la Beauce, quelle a été l'attitude du gouvernement national? Je défie qui que ce soit de prouver que le gouvernement national de Québec ait fait quoi que ce soit pour s'ingérer dans cette élection, qu'il a tenté de nuire à l'honorable M. P.-É. Côté, qui a été élu comme libéral.

Le député de Berthier (M. Bastien) a ridiculisé la vente des anguilles. Il est évident que nous n'avons pas à parler d'anguille ni de morue séchée dans une question de terres et forêts ou de colonisation, mais, lorsque nous discutons pêcheries, il est normal d'en parler. Si c'est si ridicule d'en parler, et si le député tient à en accorder le mérite à d'autres, pourquoi l'honorable chef de l'opposition,

lui qui est allé aux États-Unis rencontrer tant de messieurs reluisants, ne s'en est-il pas occupé? Il aurait pu vendre lesdites anguilles.

Le député a voulu essayer de piquer le premier ministre en parlant des chances de succession possibles. Or, je tiens à lui déclarer, pour le rassurer une fois pour toutes, qu'il n'y a pas eu de député mieux traité par le premier ministre que le député de Matane, et que l'un des plus beaux ministères qui aient été donnés est celui de votre humble serviteur. J'ai obtenu le plus beau portefeuille, moi humble député de Matane, et j'en suis fier. Qu'il calme ses craintes et ses angoisses, il n'y a pas de conspiration de palais dans l'Union nationale. J'ai l'ambition de servir ma province, et je suis heureux de servir ma province sous la direction d'un chef valeureux...

(Applaudissements)

... et de haute vision politique comme le député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis).

(Applaudissements)

M. Taché (Hull): On a parlé de la pêche au fanal, et le député de Berthier (M. Bastien) a longuement parlé de la pêche à la morue, si féconde en son temps. Il a oublié aussi une pêche qui se pratiquait sur une grande échelle de son temps: la pêche des petits poissons, et surtout celle plus renommée: la pêche des sangues qui ont drainé l'épargne de la population, qui ont saigné la province à blanc.

(Applaudissements et rires)

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je suggère que l'on utilise la somme de \$150,000, qui serait versée conjointement par le fédéral et le provincial, pour constituer un crédit maritime pour les pêcheurs. Ce serait un prêt à court terme, cinq, six ou sept mois. On pourrait accorder une prime de 50 % de remise à ceux qui rembourseraient dans les délais voulus et qui en auraient profité de façon utile et progressive.

L'honorable M. Gagnon (Matane) félicite le représentant de Gaspé-Sud de ses suggestions et demande un mémoire des observations qu'il a bien voulu faire. Il fait remarquer toutefois que l'argent du fédéral ne put être détourné de sa destination officielle.

Je promets que le gouvernement étudiera et établira, dès que la chose sera possible, un crédit maritime.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 7 favorisant le progrès des pêcheries et venant en aide aux pêcheurs.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Mise en valeur des ressources naturelles

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 relatif à la mise en valeur des ressources naturelles de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier pour étude au cours de la présente séance.

Condoléances au député de Roberval, M. Castonguay

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je viens d'apprendre le deuil qui frappe un de nos collègues les plus distingués. Je tiens à lui présenter, tant en mon nom personnel qu'au nom du gouvernement et de cette Chambre, un témoignage de sympathie dans le deuil qui le frappe par la mort de son fils âgé de 25 ans seulement. Le député de Roberval (M. Castonguay) vient de recevoir un autre témoignage éloquent lorsqu'il a été élu à l'unanimité maire de sa municipalité et préfet du comté. On dirait que de si bonnes choses ne pouvaient avoir de lendemain.

Il est inutile pour nous de vouloir sonder les secrets de la Providence. Je crois traduire les sentiments de cette Chambre en offrant au député de Roberval (M. Castonguay) et à sa famille nos sympathies les plus vives, les plus profondes et les plus sincères, et je propose que la Chambre suspende ses travaux, dès maintenant, en signe de deuil.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis heureux de me joindre au premier ministre pour présenter au député de Roberval (M. Castonguay) mes sympathies et celles de mes collègues. Je m'associe à l'expression de sympathie du chef du gouvernement et je seconde sa motion de suspension.

La motion est adoptée.

À 5 h 30, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Charte de la ville LaSalle

M. Carignan (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 95 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Trudel (Saint-Maurice)

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Le conseil de la ville peut faire des règlements pour exercer à l'égard de toute personne, société, compagnie ou corporation faisant le commerce d'huiles, de gazoline, de liqueurs douces, de victuailles n'ayant pas de place d'affaires dans la ville, mais y apportant sa marchandise non vendue à l'avance et l'y vendant et délivrant, tous les pouvoirs que la ville possède à l'égard de toute personne, société, compagnie ou corporation dont l'établissement pour le même genre de commerce est situé dans ses limites."

L'honorable M. Leduc (Laval): Plus on ajoute de taxes, licences, permis, plus on nuit au commerce, et plus on favorise les monopoles. Nous voulons aider le commerce, mais ce n'est pas avec des mesures de ce genre que nous favoriserons les petits. Il faudrait en venir une fois pour toutes à définir le genre de commerce qu'on peut exercer librement partout dans la province.

M. Robinson (Brome): J'ai reçu, dit-il, des lettres d'hommes d'affaires me demandant s'il n'était pas préférable de déménager. J'insiste sur le fait qu'on ne doit pas exagérer ce genre de propagande.

M. Carignan (Jacques-Cartier): Si cette clause n'est pas approuvée, il y a des gens qui seront appelés à payer une licence de colporteur, tandis que d'autres n'en paieront pas du tout.

L'honorable M. Leduc (Laval): Ce sont là des mesures vexatoires.

Il (M. Leduc) parle de compagnies qui ont comme spécialité la fabrication du fromage.

M. Carignan (Jacques-Cartier): En quoi cette discussion a-t-elle trait à l'article que nous discutons?

M. Boyer (Châteauguay): Absolument en rien.

L'honorable M. Leduc (Laval): Au contraire, elle s'applique aux mesures que vous prenez contre le colportage en général. Cela va gêner considérablement l'expansion du commerce. Je suggère que nous abrogiions cet article.

M. Carignan (Jacques-Cartier) revient à la charge, signalant la différence de conditions faites, par exemple, à la Coca-Cola qui vient vendre ses boissons à Lachine en camion, et à la Pepsi-Cola, qui possède une propriété à Lachine. Cette dernière propriété est impossible, tandis que la Coca-Cola s'en tire gratuitement. Il en conclut que l'insigne privilège pour une compagnie de s'établir à Lachine lui vaut une taxe.

L'honorable M. Leduc (Laval): Mais cette taxe n'est qu'en fonction de résidence ou de local occupé.

M. Boyer (Châteauguay): C'est au contraire en fonction de commerce.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques): Nous pourrions amender le bill de manière à rencontrer les vues du maire de Lachine.

M. Boyer (Châteauguay): Changez d'avocat. (Rires)

M. Pouliot (Missisquoi): On devrait renvoyer ce bill au comité des bills privés.

L'honorable M. Leduc (Laval) revient sur les conséquences de l'inter-taxation, principe qu'il reconnaît dans la teneur de cet article.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri) l'appuie chaleureusement. Il cite son expérience personnelle. J'ai, dit-il, eu un commerce d'électricité en 1933 et un contrat à Lachine me coûtait une taxe, de même qu'un contrat à Hampstead.

M. Carignan (Jacques-Cartier): Ces considérations ne touchent pas à la clause.

M. Boyer (Châteauguay): L'exemple du représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle) ne fait que confirmer le principe de cette clause.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Et l'entrepreneur de Lachine qui vient travailler à Montréal est-il taxé?

M. Carignan (Jacques-Cartier): Il n'est pas taxé, mais c'est pire. J'en ai connu un de votre métier. On l'a traîné en prison 48 heures pour être venu travailler à Montréal.

L'honorable M. Leduc (Laval): Avec cet article, c'est le gros commerçant qui a le moyen de payer une licence qui pourra continuer son commerce, tandis que le petit négociant ne pourra rencontrer cette charge. C'est une étrange manière d'aider les petits négociants. Je sais trop par mon expérience de quelques années au conseil de ville quelle est la situation qui résulte de l'inter-taxation.

M. Boyer (Châteauguay): Vous n'êtes pas au conseil de ville, ici.

L'honorable M. Leduc (Laval): Peut-être, mais la Législature doit bénéficier de ceux qui sont au courant des choses municipales. Si nous sommes ici pour ne pas appliquer ce que l'expérience a pu nous apprendre, je crois que ma place n'est pas au Parlement.

M. Carignan (Jacques-Cartier): Je ferai remarquer au ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) que chez nous, ce sont les gros qui très souvent ne paient pas, tandis que les petits n'hésitent pas à payer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le débat est très intéressant. On suggère de changer

la forme de l'article, mais, pour en arriver à ceci, il faut un avis officiel. Je crois que le plus sage parti serait de rapporter progrès et de retourner le bill au comité des bills publics.

L'honorable M. Leduc (Laval): Je soumetts également que le maire de Montréal (M. Raynault) nous a demandé de retarder l'étude de la clause 5.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Renvoyons le bill comité des privés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills privés en général.

Adopté.

Charte de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 80 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté.

En comité¹³:

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Nonobstant toute loi à ce contraire, la Compagnie des tramways de Montréal devra, à compter du 1^{er} janvier 1936, payer la somme de quinze mille dollars pour contribuer au coût de l'entretien des rues où circulent les autobus de la compagnie."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne sais pas si la somme de \$15,000 représente bien une somme équitable et juste comme contribution, mais j'avertis la Montreal Tramways que nous allons réviser entièrement le contrat du tramway dont elle bénéficie actuellement, contrat qui a été imposé à la population de Montréal par le régime Gouin avec des conditions très injustes pour la population de

Montréal qui a dû l'accepter sans avoir été consultée. On a imposé d'abord une commission qui a fait une étude, puis on a imposé le contrat appliqué par une commission du tramway également imposée à la population de Montréal.

Le contrat a été fait par le régime Gouin, qui, indépendamment du conseil municipal de Montréal et des contribuables, a décidé que la ville de Montréal garantit à la compagnie 6 % sur l'actif physique, grâce à quoi elle paie les intérêts sur les débetures et un dividende de 9 % ou 10 % aux actionnaires.

Le gouvernement va réviser ce contrat suivant la justice, de façon à ce que l'accord ne soit pas seulement à l'avantage de la compagnie, mais aussi du côté des citoyens de Montréal, des contribuables et du public voyageur.

(Applaudissements)

M. Boyer (Châteauguay): Les journaux ont donné en fin de semaine un résumé des demandes que fera la ville de Montréal à la Législature. Je vois que la ville de Montréal, dans son bill, va demander que la Compagnie des tramways soit tenue de payer pour les circuits d'autobus et l'enlèvement de la neige tout comme dans les rues à voies ferrées, soit 50 % du coût d'enlèvement de la neige et d'entretien dans les rues où passent ses tramways.

Il me semble qu'au lieu de fixer un montant de \$15,000, que la compagnie devra payer à la cité de Verdun, on devrait amender le bill de façon à y inclure la clause que nous adopterons probablement pour Montréal. Je propose que la compagnie soit tenue de défrayer le coût d'entretien des rues de Verdun, où circulent ses autobus, dans une proportion de 50 %. Je crois qu'il serait juste et équitable que la même mesure s'applique à Verdun. Je suggérerais donc d'amender la section du bill en conséquence.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Comme parrain de ce bill, je veux dire quelques mots. Je trouve que cette clause devrait être adoptée telle quelle. Depuis quelques années, la Compagnie des tramways de Montréal s'est emparée des principales artères de Verdun pour y faire circuler ses autobus. Ce ne serait pas exorbitant que de lui faire payer un montant de \$15,000. Je crois donc que nous devrions accorder à la municipalité le droit de charger \$15,000 à la compagnie pour l'entretien des rues.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je félicite l'honorable député de Montréal-Verdun de l'attachement qu'il porte à son projet de loi. Nous sommes ici pour rendre justice, au peuple d'abord, puis aux autres ensuite. Je ne sais pas sur quoi on se base pour fixer à \$15,000 la contribution de la compagnie. Je crois qu'on ne devrait pas la fixer sans une considération attentive. Le député de Montréal-Verdun défend la cause de sa ville, et je l'en félicite, mais il faut étudier la question d'un point de vue plus général. Je le répète: le contrat de la Compagnie des tramways de Montréal a été imposé par le régime Gouin sans consulter les intéressés, contrat où l'on a jugé à propos de garantir un intérêt très considérable aux porteurs de débetures, et des dividendes plus considérables encore aux porteurs d'actions, mais sans aucune garantie pour la population.

Il y a des clauses pour fixer l'intérêt et les dividendes, mais il n'y en a pas pour fixer des taux raisonnables pour les consommateurs et les ouvriers. La compagnie qui exploitait un service public, en utilisant nos ressources naturelles, avait des garanties pour ses actionnaires, pour ses obligataires, mais aucune garantie de taux raisonnables aux citoyens qui se servent des tramways. Pas une clause du contrat ne garantit les taux de faveur du public. Pendant les années de crise, la compagnie a payé non seulement 9 % à ses actionnaires, voyait son actif physique assuré d'un intérêt de 6 %, mais elle n'a même pas payé à la ville de Montréal la somme annuelle de \$500,000 placée là comme camouflage, pour me servir d'une expression chère au chef de l'opposition. On l'avait obligé de payer à la ville, et il a cependant jugé à propos d'augmenter les taux de façon très considérable. Et, avec ce contrat, les taux ont augmenté, ainsi qu'ont pu le vérifier ceux qui ont connu le régime.

Ainsi donc, on n'avait aucune protection pour le consommateur, mais on a consenti à pyramider les profits, au détriment de la population, par les compagnies de gestion, avec la permission des régimes Gouin, Taschereau et Godbout, de constituer des "holding companies". C'est ainsi que la Compagnie des tramways est sous le contrôle de la United Securities qui, elle, à son tour, est sous le contrôle de la Shawinigan et de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated.

Je me souviens du temps que j'étais élève au collège de la Côte des Neiges. Pour s'y rendre, il fallait prendre le tramway de la Compagnie Park and Island, qui est devenue la propriété de la Compagnie du tramway. Nous payions meilleur marché que les citoyens ne paient aujourd'hui.

Cette exploitation du public doit cesser et elle va cesser. Au nom de mon gouvernement, je dis qu'il faut que ça cesse, et ça va cesser. Nous allons réprimer ces abus et nous allons combattre le trust. Les critiques des gens qui disent des injures pour mieux couvrir leurs intérêts personnels nous laissent indifférents. Les injures et les insultes de ceux qui posent au patriotisme pour cacher des sentiments et des motifs personnels qui les animent ne nous atteignent pas, ne nous empêcheront pas de poser les actes de justice que nous devons poser.

Nous allons les poser après étude mûrie, réfléchie et sans passion, sachant que les actes que nous posons, s'ils sont trop onéreux, auront des conséquences malheureuses sur les ouvriers, les classes de petits propriétaires, parce que les dettes de la province seront payées par ces gens. Réalisant la situation où nous sommes, non comme ceux-là qui, dans une ville où il y a du chômage et de la misère, retirent deux ou trois salaires, mais avec une pleine conscience de nos responsabilités, nous disons:

Nous allons rétablir la justice, nous voulons rétablir l'équilibre sans menaces, sans violence, indifférents aux insultes et aux injures, avec la conscience du devoir accompli, sans crainte des gens qui utilisent le patriotisme non comme fin, mais comme moyen, en mesurant la portée de nos actes, sans révolution, sans commotion, sans faiblesse comme sans démagogie.

Car l'équité et la justice ne peuvent être établies de façon durable si le gouvernement ne pèse pas toutes les conséquences de ses actes, de sa législation. Nous sommes indépendants des trusts. Nous posons des actes qui profitent à la population. Nous allons dans la province de Québec, indépendamment des trusts et des puissances d'argent, établir la justice, nous allons poser des actes après les avoir mûris, après y avoir réfléchi, sans qu'il en coûte à la population, et en nous souvenant de ce vieux principe de civilisation chrétienne que l'argent doit être un serviteur, mais non pas un maître et un tyran dont les humains soient les esclaves.

Nous voulons que le contrat du tramway soit révisé et il va être révisé. Le contrat du tramway sera révisé avec toute la prudence nécessaire et avec précaution et, aussi, suivant la justice, et sans faiblesse; c'est le devoir des gouvernants qui veulent bien faire. D'aucuns, qui posent aux patriotes, prétendent que la prudence ne vaut rien. Le gouvernement ne s'occupe pas de ceux qui n'ont pas même la prudence de cacher les sentiments qui les inspirent, si on peut appeler ça des sentiments. Dans la province de Québec, indépendamment des trusts et

des puissances d'argent, nous voulons et nous allons établir des termes raisonnables, nous allons redresser les griefs de tous les citoyens dans la mesure de la justice et de l'ordre.

Celui qui parle en ce moment remplira son mandat, et je le dis pour ceux qui, dans une capitale, retirent double salaire¹⁴ quand la misère et le chômage règnent et qui ambitionnent des positions pour les traitements qu'elles comportent. Je puis dire aux ennemis qui aspirent à ma position, croyant que le salaire représente beaucoup, que ce salaire ne vaut rien s'il n'est pas utilisé pour le bien de la province; que ce capital ne vaut pour un homme de cœur que parce qu'il fournit les moyens de répandre largement le bien et pour accomplir les mesures qui feront le bien du peuple alors que d'autres vivent non pour soulager la souffrance, mais vivent à même la souffrance de la population. Nous voulons que les hommes publics donnent l'exemple dans leurs actes et non pas seulement dans leurs paroles, et que la province soit dirigée et administrée de façon que les droits du peuple soient respectés et sauvegardés dans une politique mûrie dans l'ordre et le bon sens. La province va reprendre ses droits.

Je dis aux compagnies comme la United Securities, la Montreal Light, Heat & Power Consolidated et autres que le contrat des tramways de Montréal va être révisé, que les abus des trusts vont être réprimés, que la province de Québec va reprendre sa marche en avant dans le droit, dans l'ordre et la justice, je le répète, sans révolution, sans démagogie, sans commotion et aussi sans faiblesse.

(Applaudissements à droite)

M. Robinson (Brome): Je suis d'accord avec l'honorable premier ministre. Les ouvriers de la province de Québec n'ont pas obtenu justice dans le passé. Les ouvriers ont souffert, surtout chez les Canadiens français, qu'ils n'ont pas été payés par les grosses compagnies comme ils auraient dû l'être, trop souvent. Ils n'ont pas eu les salaires qu'ils méritaient. Aucun des anciens gouvernements n'a songé à élever le standard de vie des ouvriers. Le gouvernement actuel s'en occupe, et j'en suis heureux. Mais, d'un autre côté, il ne faut pas faire peur au capital. Il ne faut pas chasser les grandes compagnies. Il ne faut pas donner l'impression que la province de Québec est opposée au capital, mais il faut le rencontrer sur des bases de justice et de bon sens.

Depuis deux semaines, on m'a dit que devant certaines agitations, de grandes compagnies avaient songé à aller s'établir dans l'Ontario. Je ne sais si cela est exact. Nous avons la meilleure province et le

meilleur gouvernement. Mais les déclarations intempérées de certains groupes radicaux ont jeté du malaise. Ce qui est important, c'est de ne pas écouter la voix des radicaux, qu'ils soient en cette Chambre, du côté de la droite ou ailleurs. Il faut être prudent, agir avec fermeté, réparer le mal, préparer l'avenir, mais agir avec prudence.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je remercie l'honorable député de Brome de ses déclarations qui sont au point. Je dis que l'heure est arrivée, cependant, où nous devons agir avec énergie et justice. Le capital honnête n'a pas raison d'avoir peur de la franchise, et nous allons agir avec franchise. Le capital malsain, il nous chaut peu. Mais une chose me frappe. Chaque fois que le gouvernement du Québec - et je le dis sans vantardise, le gouvernement le plus énergique et le plus conscient de ses responsabilités que nous ayons eu depuis 30 ans au moins - chaque fois que le gouvernement, dis-je, pose des actes de bon sens et de probité politique, chaque fois que le gouvernement de Québec pose un acte en accord avec les principes de son programme, tels qu'approuvés par le peuple de cette province, chaque fois que le gouvernement prend une décision importante, nous entendons des financiers s'écrier que si le gouvernement du Québec persiste, ils vont aller s'établir dans l'Ontario. Nous ne sommes pas animés d'un esprit étroit de paroisse. Nous voulons vivre en paix dans la Confédération canadienne et nous réprouvons l'esprit de "paroissialisme" étroit, comme les préjugés de race et les menées de la démagogie.

Nous avons d'abord l'amour de notre pays, du Canada. Nous aimons notre petite patrie de la province de Québec, mais nous voulons aussi que notre pays soit grand, nous voulons rétablir la justice. Aux capitalistes qui menacent d'aller s'établir en Ontario, si nous passons telle ou telle loi, nous disons bien franchement: Ne soyez donc pas des farceurs! Vous prétendez que le crédit d'Ontario est ruiné, que sa réputation est perdue, parce que le gouvernement y a répudié les contrats, par suite de certaines attaques à la soi-disant sainteté des contrats, et du même souffle vous voulez nous faire des menaces parce que nous voulons donner justice à tout le monde, vous nous dites que vous allez dans Ontario où, d'après vous, le crédit est ruiné. Quels farceurs! Le capital honnête, nous en avons besoin et nous voulons le protéger. Car le capital d'aujourd'hui, c'est le travail d'hier, et le travail d'aujourd'hui, c'est le capital de demain.

Je dis à ces gens que ceux qui font leur devoir, qui ne s'occupent pas des insultes ni des menaces des gens déçus et qui, après avoir mûrement réfléchi, agissent sans peur, sans tergiversations quand l'heure est venue, je dis que ceux-là n'ont pas peur de se dresser devant n'importe quelle puissance pour établir des législations à base de justice et de bon sens.

Tant que je serai premier ministre de la province de Québec, tant que j'aurai ce grand honneur - et c'est une tâche lourde si elle comporte des honneurs, et des honneurs qu'un homme de cœur ne supporte qu'avec peine lorsqu'il est attaqué sauvagement, lorsqu'il est assailli par des gens dont les sentiments ne sont inspirés ni par la justice, ni par la charité chrétienne, ni par la vérité - tant que j'aurai l'honneur d'être premier ministre, jamais je n'endurerai qu'aucune puissance d'argent ne vienne se dresser devant les mesures de justice accomplies dans l'ordre, la mesure et la réflexion. Je ne permettrai à aucune puissance d'argent de m'empêcher de réaliser les réformes que je crois nécessaires à ma province.

(Applaudissements à droite)

Je dis à ceux qui ont la prétention de vouloir gouverner, et dont la déception se mesure non pas par le patriotisme qui est, lui, large et franc, mais sur les désillusions d'un pouvoir auquel ils aspiraient et que la population n'a pas voulu leur accorder, et avec raison; aux ambitieux et aux déçus, je dis tout de suite que, de leurs injures, je ne m'inquiète pas. Car, lorsqu'un homme a conscience d'être insulté par des hommes déçus, des démagogues et non par des gens qui veulent faire du bien à la population, il ne doit pas s'inquiéter davantage. C'est une gloire pour un homme qui fait son devoir que d'être la victime de leurs mesquines attaques. C'est un compliment d'être injurié par ceux qu'inspirent le désir du pouvoir et non pas la volonté de faire du bien à leur province.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'honorable premier ministre parle-t-il pour l'opposition libérale officielle, l'opposition déguisée?

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je le regrette, mais j'ai parlé des ambitieux, des gens déçus et de ceux qui n'ont pas été élus à cause de leur patriotisme. Or, si l'honorable député de Rivière-du-Loup s'y est reconnu avec ses amis, que voulez-vous que j'y fasse?

(Rires et applaudissements)

Des députés: Adopté!

L'article 4 est adopté.

Le comité poursuit l'étude du bill.

M. Boyer (Châteauguay): Je voudrais tout de même savoir si l'on a adopté la clause de \$15,000 ou l'amendement que j'ai proposé à l'effet de faire payer par la compagnie 50 % du coût de l'entretien des rues. J'attire l'attention de la Chambre sur le fait que cette clause est très importante en raison des demandes qui seront soumises dans le bill de Montréal. On devrait adopter la même politique pour Verdun que pour Montréal. Il y a un principe en jeu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne comprends pas que les champions de la lutte contre les monopoles, ceux qui ont le monopole de la vertu et du patriotisme, restent aussi indifférents quand nous luttons contre une compagnie, qu'ils s'intéressent si peu à la lutte que nous faisons contre le capital malsain.

Quel spectacle! Voyez-vous l'attitude des monopolisateurs de la vertu? Quand nous parlons contre un trust, ils restent assis. Nous voulons les rencontrer en face; ils ont peur...

M. Sauvé (Beauharnois): Ils sont meilleurs à la radio qu'en Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): De loin, de très loin, ils combattent les trusts dont ils bénéficient de près, mais, quand ils ont l'ennemi en face, ils n'osent pas se lever, ils ont peur. Ils sont meilleurs lorsqu'ils parlent de lois. J'espère que ces faux champions de la lutte contre les monopoles sauront se lever et les rencontrer en face, et qu'ils ne nous laisseront pas combattre les trusts seuls.
(Applaudissements)¹⁵

M. Boyer (Châteauguay): Je demande si la clause 4 a été adoptée.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Je suis prêt à accepter un amendement pour que la Compagnie des tramways de Montréal soit appelée à payer 50 % du coût de l'enlèvement de la neige dans les rues où circulent les autobus, pourvu que ce revenu ne soit pas inférieur à \$15,000.

Les articles 5 à 14, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie

M. Messier (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 93 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

Cette compagnie, explique-t-il, demande de prolonger pour trois autres années les privilèges qu'elle a obtenus de par sa charte.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Mise en valeur des ressources naturelles

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre de ce jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 5 relatif à la mise en valeur des ressources naturelles de la province.

Adopté.

En comité¹⁶:

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): M. le président, nous voulons par ce bill que les corporations soient incorporées ici dans la province en vertu de nos lois provinciales, et qu'elles ne puissent acquérir les ressources naturelles de notre province pour les exploiter sans cette incorporation.

Je crois que le présent bill aura deux bons résultats. Premièrement, les compagnies seront obligées d'avoir leur siège social dans la province de Québec si elles veulent exploiter nos ressources naturelles et, deuxièmement, ces compagnies devront payer des taxes au Trésor provincial. Nous bénéficierons en conséquence de nouveaux impôts. De plus, cette loi permettra à nos techniciens d'obtenir du travail plus facilement dans les compagnies exploitant nos ressources naturelles.

En 1935, lors de la campagne électorale, j'ai accusé le gouvernement libéral d'avoir concédé nos ressources naturelles aux étrangers sans exiger des compagnies l'embauchage d'une proportion raisonnable de Canadiens français, non seulement pour les positions inférieures, mais également pour les postes supérieurs.

J'ai porté cette accusation et pour nos ressources forestières et pour nos pouvoirs d'eau.

Lors de la session qui suivit l'élection de 1935, le secrétaire provincial d'alors a dit que l'ancien gouvernement aurait dû, lorsque des concessions étaient faites, exiger qu'on fasse une plus large part à nos techniciens. C'est pourquoi, dès l'assermentation du nouveau cabinet, lorsque des compagnies sont venues nous demander des droits, nous avons posé comme conditions qu'elles emploient nos techniciens, qu'elles paient des salaires raisonnables et qu'elles achètent leurs matériaux, la nourriture des employés dans la province de Québec.

Depuis 20 ans, on a fait l'industrialisation de la province sur un vaste plan, mais en oubliant que le capital humain doit passer avant le capital argent. Je lis justement dans *L'Action catholique* d'aujourd'hui cette remarque: que nous occupons des positions inférieures parce que nous avons faussé notre vocation, parce que, M. le président, nous n'avons pas su nous développer dans le sens de nos traditions, vers l'agriculture. Cela ne veut pas dire qu'il faut négliger l'industrie et le commerce qui constituent les débouchés normaux de nos produits agricoles.

L'ancien régime aurait dû développer davantage l'agriculture et prendre soin de notre classe agricole. Tout en tenant compte que l'agriculture est à la base de notre vie économique, nous devons d'abord développer l'agriculture, et ensuite protéger l'industrie et le commerce en aidant ceux qui veulent s'établir ici, à la condition qu'ils dépensent leurs capitaux dans notre province et qu'ils emploient nos techniciens. Nous nous sommes battus pour deux résultats: épurer notre administration et notre politique; pour un programme de restauration nationale, économique et sociale que nous sommes en train de réaliser.

Je suis très fier de présenter cette loi, car cette législation constitue un grand pas dans le sens du nationalisme bien compris; elle est basée sur l'orientation que nous avons donnée à notre programme politique au cours de la dernière campagne. La même orientation qui nous animait durant la dernière campagne nous anime encore. Pour ceux qui ont le courage de professer la doctrine de l'Union nationale, je crois qu'ils doivent être aujourd'hui satisfaits. Nous voulons légiférer en tenant compte des besoins de la majorité à laquelle je suis fier d'appartenir, mais sans préjudice à la minorité qui est venue chez nous chercher le bien-être et la sécurité. Cette loi permettra l'exploitation des ressources naturelles au bénéfice de nos concitoyens.

(Applaudissements)

M. Pelletier (Lotbinière): Je tiens à dire que je voterai cette loi avec un extrême plaisir. Cette loi est la réalisation d'un des plus beaux articles de notre programme, et je suis heureux de l'approuver. Le peuple de cette province n'a pas voté seulement pour un changement de gouvernement, en 1936, mais aussi pour obtenir des réformes économiques et sociales que nous avons promises et que nous sommes en train de réaliser. Cette loi est conforme à nos idées, à la doctrine que nous avons prêchée, et elle est imbue du plus sain nationalisme canadien-français. J'insiste sur ce dernier mot.

(Applaudissements)

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je félicite le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) de cette loi. Je veux souligner le fait que cette loi n'est pas mentionnée dans le discours du trône, mais qu'elle sera dans nos Statuts et qu'elle constitue une réforme très importante. Je m'étonne cependant de constater que lorsque nous passons des lois sociales aussi importantes, l'opposition reste muette et elle se contente de briller par son silence. C'est une belle occasion pour entendre la voix mélodieuse du député de Berthier (M. Bastien) et la voix claironnante du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), sans faire allusion au *Clairon*¹⁷.

(Rires et applaudissements)

Des députés: En avant¹⁸.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je suppose que l'opposition officielle va céder la place à l'opposition déguisée. Puisqu'on n'a rien à dire contre la loi, j'espère qu'on va s'empresse de la voter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis vraiment surpris moi aussi de constater que l'opposition officielle et l'opposition déguisée ne s'intéressent aucunement, ne semblent pas attacher d'importance à une loi qui constitue une réforme très importante.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre fait-il de l'obstruction à la loi présentée par son collègue?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne faisons que multiplier les jets de lumière pour effacer l'obstruction mentale de ceux qui ne semblent pas se rendre compte de l'importance de cette loi.

(Rires et applaudissements)

Dans le passé, on nous disait que, pour passer ces lois, il fallait attendre la décision du pouvoir central. On disait qu'il était inutile de faire des lois de compagnie dans la province de Québec, à moins que les autres provinces ne fissent des lois identiques. On prétendait que les compagnies s'en iraient s'établir dans les autres provinces. Nous, nous disons qu'il n'existe aucune raison pour empêcher Québec de donner l'exemple. Nous avons prétendu que c'était à la province de Québec à faire des lois saines et justes. L'ancien régime n'avait pas songé à cette loi. À la première session, nous passons une loi disant que les compagnies minières, les compagnies forestières et autres devront s'incorporer dans la province de Québec en vertu des lois provinciales.

Nous n'agissons pas ici par esprit paroissial. Nous avons le droit d'exiger l'incorporation provinciale de toutes les compagnies qui exploitent nos ressources naturelles. Voilà une bonne politique que nous appliquons, non pas parce qu'elle nous semble animée de ce nationalisme étroit qui caractérise les activités de certains démagogues, mais parce que c'est de la charité, car la charité bien ordonnée, on le sait, doit commencer par soi-même. Nous posons un principe en vertu duquel nos ressources naturelles devront servir d'abord au bénéfice de la province.

Nous disons par cette loi que les ressources naturelles ne sont pas l'apanage de telle race, de telle religion, car pour ceux-là qui soulèvent le cri de race et de patriotisme, il conviendrait peut-être d'appliquer le vieux dicton: "Le cri du patriotisme est souvent le dernier refuge de la canaille." Nous ne disons pas que nos ressources appartiennent à une race plus qu'à l'autre, mais nous disons qu'elles appartiennent à la population de la province de Québec.

Il faut qu'elles servent d'abord à favoriser l'expansion des habitants de la province de Québec. Nous posons un acte non de séparatisme ou de démagogie, mais un acte énergique pour inviter les étrangers à venir chez nous. Nous leur disons: Que ceux qui ont des capitaux viennent ici, ils seront traités avec justice, mais ils seront chez nous. Nous voulons que l'exploitation de nos ressources naturelles soit légiférée et qu'elle tombe sous la juridiction de nos lois provinciales.

(Applaudissements)

C'est une des lois des plus importantes qu'ait passées le gouvernement depuis longtemps. Je ne puis comprendre l'attitude de ces orateurs qui parlent pendant une heure pour dire, dans les 50 premières minutes, que les Canadiens français n'ont rien et qui, pendant les 10 autres minutes, prétendent qu'ils

devraient s'emparer de tout, que nous allons empêcher les capitaux étrangers de venir ici procurer de l'ouvrage aux nôtres. Nous ne les empêcherons pas de venir ici du moment que les compagnies auront l'incorporation provinciale. Que les étrangers viennent ici, qu'ils soient les bienvenus, pourvu qu'ils nous aident à mettre nos ressources naturelles au service de la jeunesse. Et nous leur garantissons que la législation d'ici sera tellement meilleure que celle de certains autres pays que ces placements seront les meilleurs.

(Applaudissements)

Je profite des circonstances pour féliciter le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau), un jeune rempli de talents. C'est lui-même qui a pensé à cette législation. Je l'en remercie non seulement au nom du gouvernement, mais au nom de la province.

M. Bastien (Berthier): Je regrette d'être obligé de parler. Si nous ne parlons pas, c'est que nous ne voulons rien déranger ce soir, car nous nous sommes rendu compte que le gouvernement est trop occupé à promener l'encensoir sous son propre nez. Le premier ministre disait qu'il parlait sans vantardise, mais il se vantait constamment. Je me lève pour faire remarquer que le premier ministre a parlé pour contredire les remarques du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce. Ce dernier a dit: "J'ai accusé le Parti libéral d'avoir vendu nos ressources naturelles à l'étranger." Une phrase qui a fait fortune.

Le premier ministre, tellement occupé à faire l'éloge du gouvernement, a dit que les capitaux étrangers seront bien accueillis, que le capital étranger est bienvenu chez nous. Le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce a dit: "Nous avons lutté pour trois buts." Le premier, il ne l'a pas dit, c'était pour prendre le pouvoir. De plus, je constate que le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce a pris beaucoup de temps à se rendre compte que la politique libérale était mauvaise.

En 1931, il a parlé pour nous et, dans le temps, il approuvait la politique de MM. Gouin et Taschereau. En 1935, je crois qu'il commençait à se refroidir. Le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) est enthousiasmé de son chef. Ce dernier a le don d'enthousiasmer. On l'a vu se marier et se démarier.

Un député: Il a fait des petits par exemple.

M. Bastien (Berthier): Quant au premier ministre, il a parlé des salaires raisonnables. Un grand mot qui ne veut rien dire dans la bouche du gouvernement. C'est le meilleur moyen de permettre l'exploitation de l'ouvrier. Ainsi, dans le cas des bûcherons, il a enlevé de la loi les montants que nous avions fixés pour les remplacer par les mots "salaire raisonnable". Dans le cas des flotteurs de bois, c'est la même chose. Et ces printemps, ceux-ci vont retirer beaucoup moins que sous l'ancien régime.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mes plus profondes sympathies au député de Berthier.

M. Bastien (Berthier): Je n'ai pas besoin de sympathies, il n'y a personne de mort chez moi.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre mérite des sympathies, il a perdu un collègue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Chez nos amis de la gauche, nous avions le chef, le chef parlementaire et le chef aspirant. Je croyais franchement que le chef aspirant, le député de Berthier, serait mieux. En entendant celui-ci, ce soir je me suis dit qu'il avait droit à toutes mes sympathies. Pauvre député de Berthier qui ne réalise pas la différence qui existe entre le régime ancien et le gouvernement actuel! Il aime tellement l'ancien régime qu'il a oublié toute cette différence. Sous l'ancien régime, le capital étranger était le tyran, et maintenant, sous le nouveau régime, il sera le serviteur. Autrefois, le capital étranger nous asservissait; maintenant il va nous servir.

(Applaudissements)

Le député de Berthier (M. Bastien) n'a pas compris cela. Il s'est fait dommage. Les talents sont tellement multiples et les ambitions si nombreuses qu'on va faire une convention pour choisir un chef à l'opposition. Il y a le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), le député de Berthier (M. Bastien) et le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), sans compter le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) qui prépare des motions auxquelles ne pensait pas le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

Le député de Berthier parle des salaires raisonnables et prétend que nous faisons des lois de camoufflage. Il semble oublier tous les ordres en conseil de l'ancien gouvernement où l'on fixait des salaires raisonnables. Avec nous, des salaires

raisonnables, cela signifie la reconnaissance des droits de l'ouvrier de préférence aux droits de l'employeur. Nous voulons favoriser ceux qui ont besoin de protection, car les puissants et les riches ont toujours suffisamment de moyens de protection à leur disposition.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Sur division.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, M. l'Orateur, je réclame le vote.
(Applaudissements à droite)

(Les whips sortent pour avertir les députés)

M. Chaloult (Kamouraska) se lève de son siège et semble se diriger vers la sortie de la Chambre.

Des députés: Va-t-en pas, Chaloult! Restez pour voter! Hé! Chaloult, sauve-toé pas!

Un député: Il est meilleur à la radio¹⁹!

M. Béique (Chambly): On va vous donner cinq minutes pour vous consulter!
(Rires)

La motion est mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit²⁰:

Pour: MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Boyer, Bulloch, Carignan, Caron, Chaloult, Choquette, Coonan, Drouin, Dubé (Témiscouata), Duplessis, Élie, Fleury, Gagnon, Goudreau, Grégoire, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larouche, Layton, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Monette, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Sauvé, Taché, Tardif, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 54.

Contre: MM. Bastien, Bercovitch, Bouchard, Casgrain, Connors, Dansereau, Delagrave, Dumaine, Messier, 9.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 modifiant la loi pour aider à la solution des problèmes affectant la petite propriété en cette province;
- bill 3 relatif aux exemptions de taxes municipales;
- bill 4 autorisant la création de l'École du meuble dans la cité de Montréal;
- bill 8 protégeant la province contre la propagande communiste;
- bill 9 autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires;
- bill 13 concernant les municipalités dans les régions minières;
- bill 14 relatif aux terrains détenus sous billet de location;
- bill 15 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'envoi en possession;
- bill 16 abrogeant la loi 24 George V, chapitre 51.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Au cours de cette séance, les députés saluent la présence du brigadier général C. A. Smart, ancien député conservateur de Westmount, indique *Le Soleil* du 24 mars 1937, à la page 3.

2. Selon cette loi, explique *Le Devoir* du 24 mars 1937, aux pages 1 et 2, pour avoir droit à cette assistance, la bénéficiaire doit être veuve, ou femme d'un mari interné; être sujette britannique depuis au moins 15 ans; avoir résidé dans la province depuis au moins 7 ans; offrir à l'Office chargé d'appliquer la loi des garanties raisonnables d'habilité à donner à ses enfants les soins d'une bonne mère; enfin, ne point posséder les moyens nécessaires à l'entretien de ses enfants âgés de moins de 16 ans. De plus, la bénéficiaire devra garder avec elle au moins deux de ses enfants. Dès que la mère cessera de résider dans la province, elle perdra le bénéfice de toute allocation. Si la bénéficiaire décède ou est internée, les privilèges passent à la grand-mère, aux mêmes conditions. Chaque allocation sera fixée par l'Office. Il est entendu que le gouvernement pourra fixer les bases de l'allocation. Ces dernières sont insaisissables et exemptes de toutes taxes provinciales et municipales.

3. D'autres sources attribuent ces paroles au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

4. Le député fait allusion à l'élection très serrée de M. Bastien qui, le 17 août 1936, fut élu avec une seule voix de majorité dans son comté.

5. Le chef du gouvernement a fait déposer une riche gerbe de 79 roses sur le pupitre de Sir Thomas Chapais, au Conseil législatif, avec la dédicace suivante: "Avec mes hommages et mes meilleurs vœux à l'ami de mon père et à mon distingué collègue. Maurice Duplessis", rapporte *Le Soleil* du 24 mars 1937, à la page 3.

6. Le comité se réunit sous la présidence du vice-président M. Trudel (Saint-Maurice), selon *Le Journal* du 24 mars 1937, à la page 12.

7. *Le Canada* du 24 mars 1937, à la page 8, précise que M. Casgrain était président de ce tribunal sous l'administration libérale.

8. "il se vend 12¢ et 14¢", selon *Le Soleil* du 24 mars 1937, à la page 10.

9. François-Xavier Ross (1869-1945), premier évêque du comté du diocèse de Gaspé nommé en 1922; il demeure en poste jusqu'à son décès. Il assume également le poste de directeur de l'École normale de Rimouski.

10. *L'Action catholique* du 24 mars 1937, à la page 8 indique plutôt \$130,000.

11. "\$150,000", selon *Le Nouvelliste* du 24 mars 1937, à la page 5.

12. Se référer à la séance du 4 mars 1937.

13. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

14. Le premier ministre regarde le député de Montmagny, M. Grégoire, selon *La Patrie* du 24 mars 1937, à la page 7.

15. La députation tourne ses regards vers le représentant de Montmagny (M. Grégoire), mais le député de Montmagny reste silencieux, et l'étude du bill se continue, selon *Le Devoir* du 24 mars 1937, à la page 7.

16. Voir note 13.

17. De 1900 à 1902, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) fut journaliste à *l'Union*, organe libéral de Saint-Hyacinthe, dont il devint directeur en 1902 et propriétaire en 1903. En 1912, le journal devint *Le Clairon de Saint-Hyacinthe*.

18. *En Avant* (1937-1939) est le titre du journal fondé par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Cet hebdomadaire faisait la lutte à l'Union nationale et défendait les principaux idéaux du Parti libéral.

19. M. Chaloult (Kamouraska) se dirige vers la fenêtre. M. Drouin (Québec-Est) va causer avec le représentant de Montmagny (M. Grégoire). Les membres de l'opposition causent avec leur chef, rapporte *Le Devoir* du 24 mars 1937, à la page 2.

20. M. Hamel n'assiste pas à la séance du soir, selon *La Patrie* du 24 mars 1937, à la page 5.

Séance du mercredi 24 mars 1937

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Hommages
à l'Orateur M. Sauvé²**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce m'est un devoir des plus agréables d'offrir, au nom du gouvernement et de toute la Chambre, mes meilleurs souhaits à l'Orateur de la Chambre à l'occasion de son 30^e anniversaire de naissance. Hier, nous fêtions le 79^e anniversaire de naissance de l'honorable sénateur Sir Thomas Chapais, leader du gouvernement au Conseil législatif. Aujourd'hui, nous avons l'occasion de rendre hommage à l'honorable Orateur de la Chambre qui célèbre le 30^e anniversaire de sa naissance.

J'ai eu l'avantage de connaître l'Orateur de l'Assemblée législative, M. Sauvé, depuis qu'il est entré en Chambre dès le lendemain de son élection, il y a sept ans, et j'ai pu apprécier les hautes qualités qui le caractérisent et le désignaient pour le poste élevé qu'il occupe avec tant de dignité et d'honneur. Il est arrivé ici avec une réputation enviable, qui ne s'est pas démentie, puisque, député à l'âge de 23 ans, il a déjà fourni une carrière des mieux remplies.

Ce m'est aussi un plaisir tout particulier de lui offrir mes meilleurs vœux, à titre d'ami personnel, et je suis certain que je suis l'interprète de toute la Chambre en lui présentant des hommages sincères. M. l'Orateur permettra d'unir dans ma pensée son père distingué, qui a joué un rôle considérable dans cette Assemblée, et sa mère qui est le type parfait de la Canadienne française, ainsi que sa charmante compagne.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est avec plaisir que je me joins au chef du gouvernement pour exprimer au président de cette Chambre mes meilleurs vœux. Je m'unis de tout cœur à la délicate pensée de l'honorable premier ministre en offrant mes hommages à l'Orateur de la Chambre, à l'occasion de son anniversaire de naissance. Je n'ai eu avec M. l'Orateur que des relations de bonne camaraderie. L'opposition tient à lui offrir ses meilleurs souhaits et à

former le vœu d'un grand nombre d'autres anniversaires comme celui d'aujourd'hui.
(Applaudissements)

M. l'Orateur: Je ne sais pas si les règlements de la Chambre prévoient le cas où l'Orateur doive répondre à des paroles aussi aimables, dans une occasion comme celle-ci, mais je manquerais à un devoir très agréable si je n'exprimais pas les sentiments que je ressens. Je suis profondément ému de la manifestation que la Chambre a bien voulu me faire. Je remercie le premier ministre des bonnes paroles qu'il a eues pour moi, de ses éloges, mais je les mets sur le compte de son amitié dont il a voulu me donner des témoignages tangibles et qui m'honorent profondément.

Il m'en a donné des preuves dans le passé et je les ai vivement appréciées. Je remercie aussi le chef de l'opposition de ses bons souhaits, de ses paroles fort aimables, de son amitié, et j'offre à la Chambre l'expression de ma gratitude pour la façon dont elle a accueilli ce qui a été dit de son humble président. Je remercie toute la Chambre et tous ceux qui ont bien voulu me témoigner leurs bons sentiments. Je puis assurer cette Chambre que mon plus entier dévouement lui est acquis et que je m'efforcerai toujours de maintenir une attitude d'impartialité, en toute occasion, envers tous les membres de cette Chambre.

(Applaudissements)

Rapports de comités:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 123 constituant en corporation The Order Sons of Italy in Quebec.

Demandes de documents:

**Occupation de l'édifice
de la Commission du chômage,
à Montréal, par la police provinciale**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier

(M. Bertrand), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de tous documents et correspondance concernant les activités de la police provinciale dans l'occupation de l'édifice de la Commission du chômage à Montréal, au cours du présent mois³.

M. l'Orateur, j'ai mis cette motion sur l'ordre du jour pour attirer officiellement l'attention de la Chambre sur l'aventure qui a eu lieu à Montréal, récemment, et qui tient du roman policier et dans laquelle, je crois, le gouvernement ne tient pas le plus beau rôle.

Au cours des deux dernières élections et à chaque session de la Chambre, depuis 1928, nous avons entendu celui qui, dans le temps, était le chef de l'opposition se plaindre amèrement de ce qu'il prétendait être les activités excessives du département du procureur général au sujet de certaines arrestations sans mandat. Le chef actuel du gouvernement nous avait promis que, si l'Union nationale était portée au pouvoir, les activités de la police provinciale, sans mandat des cours ou des juges, cesseraient. Et on a fait une loi, à la dernière session, pour empêcher les officiers de police d'arrêter les citoyens sans mandat, à domicile. Mais à cela se sont bornées les activités du nouveau gouvernement quant à ses promesses sur les arrestations et les perquisitions. L'application de cette loi s'est limitée aux causes de la régie des liqueurs.

Mardi le 16 mars, nous apprenions - c'était assez étrange puisque le journal en question est imprimé dans la nuit - par *l'Illustration Nouvelle*, journal de Montréal sympathique au gouvernement, une nouvelle où l'on disait que la direction de ce journal venait d'être informée que la police provinciale était à faire un raid dans les bureaux de la Commission du chômage à Montréal.

J'emploie le mot "raid" car c'est un raid qui a été fait, parce que c'est le mot que le journal a employé lui-même, parce qu'on le mit en vedette dans la manchette et parce que ce mot représente bien exactement les activités de la police provinciale en cette occasion. On se rappelle que c'était au matin de la plus forte tempête de l'hiver. Les officiers de la police provinciale se sont introduits à 2 heures du matin, dans la bâtisse où se trouve logée la Commission du chômage nommée par le conseil de ville de Montréal, et où se trouvaient les employés nommés par l'hôtel de ville, et on a sorti tous ceux qui étaient là. Le lendemain matin, les 500 ou 600 employés⁴ de la Commission sont arrivés à la bâtisse de la Commission, et ils ont trouvé là des hommes de la police provinciale qui les ont empêchés de pénétrer dans la bâtisse.

Je dis ceci pour montrer le peu de cas que l'on a fait, pour signaler à la Chambre la sorte de respect du gouvernement actuel pour l'autonomie municipale de Montréal. Dans le passé, on se rappelle que du temps de l'ancien gouvernement, ce dernier était accusé d'intervenir à tout propos dans l'administration des affaires municipales. Or, la Commission du chômage, qui a été l'objet d'une descente par la police provinciale, est une commission nommée par le conseil municipal de Montréal, dont les salaires des officiers sont payés par la cité de Montréal. C'est cette Commission dont le gouvernement provincial a suspendu les opérations, les activités, en faisant une descente sans que les policiers provinciaux n'aient signifié aucun mandat signé par aucune cour de police. Cette Commission est sous la tutelle du conseil de ville, elle travaille pour le conseil de ville de Montréal, et la police provinciale l'a empêchée de remplir ses devoirs.

Le chef du gouvernement a publié dans les journaux une déclaration indiquant que les ordres relatifs à la descente étaient bien partis du gouvernement de Québec.

Le Devoir du 16 mars 1937 rapporte cette déclaration où le premier ministre déclare qu'à la suite d'abus ruineux et intolérables, la police provinciale est allée à la Commission du chômage et a pris la garde des dossiers de la Commission. Or, comment ces ordres ont-ils été exécutés? *Le Star* du 16 mars indique comment on s'y est pris, et cela semble du roman policier. *Le Star* dit que les employés se virent refuser l'admission dans la bâtisse, sauf à midi, alors qu'on leur a dit qu'ils ne pourraient pas sortir avant telle heure. Plusieurs refusèrent d'entrer à ces conditions. Ils avaient peur évidemment d'être emprisonnés. À 2 heures du matin, une escouade de la police provinciale est entrée et a pris charge de l'établissement, en mettant à la porte les gens de la bâtisse. Quand les employés sont arrivés le matin, des policiers provinciaux étaient aux portes et on leur a refusé l'admission.

On a nié dans cette Chambre, lorsque j'ai affirmé que l'on avait évincé les officiers de la Commission. Le général Panet, président de la Commission, le sait mieux que quiconque. Le général Panet a raconté comment il avait été accueilli, comment après avoir été averti par M. Mathieu, vers 1 heure, il s'était rendu à son bureau avec un de ses collègues, le colonel Perry, et y avait trouvé quatre constables. Dans sa lettre au procureur général (l'honorable M. Duplessis), il dit que, dans son bureau, il y avait plusieurs personnes

présentes, des policiers apparemment sous la conduite de M. Alfred Wagner³. Les policiers lui ont montré leurs insignes, mais non un mandat, ni une autorisation du juge de paix.

On lui a dit de communiquer avec M. Philippe Aubé, chef de la police provinciale par intérim, qui a déclaré qu'il avait reçu des ordres télégraphiques de Québec et un message de l'auditeur de la province. M. Aubé a envoyé des copies, le tout après de nombreuses demandes réitérées de M. Panet. Les ordres venaient de M. Edgar Vézina. L'agent Wagner a suggéré au général de quitter les lieux. Le général a refusé, mais voyant que les officiers se préparaient à l'éconduire de force, il a obéi. Les policiers ayant mis la main sur l'épaule de MM. Panet et Perry, ces derniers sont partis. Entre-temps, le premier ministre avait déclaré que des abus ruineux et intolérables avaient été découverts et que le procureur général devait intervenir pour protéger les intérêts de la province, qui paie les deux tiers du coût du chômage, et de la cité de Montréal.

Nous constatons que cette occupation des bureaux a été faite sans que la police n'eût un seul mandat en main, sans aucun ordre d'un juge ou d'un tribunal de cette province. Dans cette circonstance, on a restreint la liberté des citoyens qui étaient au service du conseil de ville de la métropole, citoyens contre lesquels il n'y avait pas même une seule accusation, citoyens contre lesquels personne n'a jamais porté plainte connue du public, soit auprès des autorités municipales de Montréal, soit auprès du gouvernement. Il n'est donc pas étonnant alors que dans ces circonstances, tous ceux qui sont les amis de la liberté civile se soient émus et que les corps publics se soient réunis pour protester contre cette ingérence de la police du procureur général (l'honorable M. Duplessis) dans l'administration de Montréal et contre ces infractions aux droits qu'ont les citoyens de circuler librement si aucun mandat n'a été émis contre eux.

Les membres de la commission d'enquête qui venait d'être instituée par la cité de Montréal pour faire un examen complet de la situation du chômage ont été les premiers à protester contre ces abus de pouvoir. Quelques heures plus tard, les membres de la Ligue de protection des citoyens de Montréal se sont réunis et ont protesté contre l'occupation de cet édifice par la police et contre les agressions dont les commissaires et les employés de la Commission ont été l'objet. La Ligue pour la défense des libertés civiles a protesté aussi. De même, le Board of Trade s'est réuni pour étudier la situation afin de faire connaître ses vues sur la question. En face de telles

protestations, le gouvernement a cru bon de retraiter prudemment.

Des députés ministériels: (Des députés de la droite font mine de bâiller intensément et s'étirent). Ah! Ah! On sait tout ça.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous pouvez bâiller si vous voulez. Vous allez bâiller bien plus que ça quand j'aurai fini mes remarques. J'ai autre chose à vous dire. Je disais donc que six heures plus tard, après cette descente, des employés ont commencé à réintégrer leurs bureaux, et un M. Marion a congédié tous les chefs des départements et tout le personnel, sauf les sténographes et les officiers chargés d'enquêtes spéciales.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): On en a gardé un peu.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Plus tard, ces officiers supérieurs ont été réinstallés dans leurs fonctions. On a prétendu alors que le gouvernement ferait enquête lui-même sur l'administration des affaires de la Commission. On a mis les scellés sur les documents et, dans la suite, l'échevin Brien, président de la commission échevinale d'enquête, a déclaré dans une entrevue à *La Presse* que tous les documents avaient été mis sous garde et qu'il était impossible pour cette commission de continuer son travail. Plus tard, soit le 17 mars...

M. Bélanger (Montréal-Dorion): On a hâte d'arriver à aujourd'hui.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Dans une entrevue à *La Presse*, le 17 mars, le chef du gouvernement a déclaré que ce ne serait pas le gouvernement qui ferait enquête, mais qu'il y aurait un commissaire adjoint à ceux nommés par la ville de Montréal, nommé par le provincial pour aider la commission échevinale dans son travail. Là, le premier ministre de la province...

(Applaudissements à droite)

Vous pouvez applaudir. L'honorable premier ministre a déclaré dans les journaux que le gouvernement n'a rien à dire contre l'intégrité et la respectabilité de M. Panet ou de ses collègues de la Commission. Les citoyens commencent à se demander alors pourquoi, si le chef du gouvernement n'a pas changé d'opinion, on avait autorisé la police à

faire une descente en plein cœur de la nuit dans des bureaux de ces messieurs, des commissaires dont personne ne soupçonne l'honorabilité ou l'honnêteté ni la respectabilité. Si le premier ministre...

(Applaudissements des ministériels)

Il me fait plaisir de voir les amis du premier ministre de l'Union nationale...

(Applaudissements)

...applaudir à ce qui restera la plus grande gaffe du gouvernement et qui a été la plus réprouvée par l'opinion publique de la province.

(Applaudissements à gauche)

Ceci démontre que l'on a voulu abuser de la bonne foi de la population de cette province, que l'on s'est moqué du peuple quand on a promis qu'il n'y aurait plus d'arrestation sans mandat, que la police provinciale ne remplacerait plus la police municipale et qu'il n'y aurait plus d'entraves à la liberté des citoyens. Je constate que non seulement le premier ministre est dans ces idées actuellement, mais que ses partisans le félicitent lorsqu'il viole une de ses promesses.

(Applaudissements à gauche)

Maintenant nous trouvons quelle est la véritable raison du coup de force contre le conseil de ville et les citoyens de la ville de Montréal. L'honorable premier ministre...

(Applaudissements à droite)

...dit qu'il n'avait jamais soupçonné l'intégrité, l'honorabilité et la respectabilité du général Panet et de ses collègues. Mais, dans des communiqués aux journaux, nous constatons que le premier ministre a accusé à deux ou trois reprises le général Panet d'incompétence, ajoutant qu'il n'était pas un homme qualifié pour les fonctions qu'il avait à remplir, pour occuper une position qu'il remplit depuis plusieurs mois à la satisfaction des échevins et de la commission d'enquête, ainsi que le prouve une déclaration à cet effet publiée dans les journaux.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): C'est vrai.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) lit la déclaration du comité d'enquête sur l'administration des secours directs à Montréal qui fut présidée par l'échevin Brien. Cette déclaration dit qu'il est impossible d'en arriver à une conclusion pratique propre à changer l'opinion sur le personnel de l'administration des secours et que l'on se propose de continuer à accorder sa confiance à la Commission du chômage.

La commission d'enquête municipale, qui a reconnu son travail, dit pourtant que le général Panet remplissait ses fonctions à sa satisfaction. Ils sont les mieux placés pour en juger. C'est clair, très clair...

Une voix: Clair comme de la purée.
(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Voilà une opinion de gens qualifiés puisqu'ils étaient chargés de tenir une enquête sur cette Commission. Ils disent que les preuves soumises à ce comité d'enquête, pour tâcher d'appuyer le coup de force, étaient des preuves futiles et l'échevin Brien, je crois, les a qualifiées de niaiseries. L'échevin Brien a dit que rien ne justifiait ce raid. On a dit que l'on a agi sur des niaiseries. Des niaiseries, c'est avec cela que l'on administre depuis quelques mois. C'est pour des niaiseries comme celles-là que, depuis que le gouvernement est au pouvoir, des citoyens sont exposés à être arrêtés sans mandat et qu'ils sont empêchés dans leurs activités journalières. Nos adversaires peuvent applaudir à ce retranchement des libertés et appuyer les abus du gouvernement, mais il n'en reste pas moins que les gens qui préfèrent la liberté à la partisanerie se joindront aux corps publics, à tous les organismes qui, à Montréal, ont tous protesté contre ce coup de force à la Commission du chômage, qui est une atteinte à la liberté des citoyens.

(Applaudissements à gauche)

M. Boyer (Châteauguay): On dirait que l'opposition a fini de faire la grève.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, la grève est finie, mais elle aura prouvé son utilité. Elle a eu son utilité comme ce coup de force de Montréal aura son utilité, car il montre comment la police provinciale procède et pour dessiller les yeux de ceux qui ont tenté une expérience et qui ont abandonné le Parti libéral, parti des libertés, pour essayer un gouvernement tory comme celui que nous avons présentement.

(Applaudissements à gauche)

Cet exemple n'est pas le seul dont s'est rendu coupable la police provinciale depuis que l'expérience du manque de respect à l'égard des lois lui vient de haut. Les abus de la police provinciale, je puis en parler. Je connais un citoyen qui a été arrêté ces jours derniers par un policier qui s'était trompé: mardi 16 mars, un de mes employés a été arrêté à Montréal, sans mandat et sans que la police n'ait pu dire pourquoi on l'arrêtait. Ceci démontre que personne ne peut plus rester chez lui sans être molesté. Personne n'est sûr, dans la province, s'il n'est pas *persona grata* auprès du gouvernement. J'ai le document assermenté relatant les tristes péripéties de ce citoyen. La police semblait rechercher un

nommé A. Duquette⁶ âgé de 20 à 23 ans. On se présenta donc chez lui pour l'arrêter en lui disant qu'on venait de recevoir ordre de le faire. Deux constables lui ont dit de les suivre.

Mais il protesta de toute son énergie qu'il ne s'appelait pas Duquette et qu'il n'était pas le M. Duquette qu'ils cherchaient. Sur quoi le policier répondit: "Vous ne vous appelez peut-être pas Duquette, mais vous paraissez être âgé de 20 à 30 ans." On l'a amené.

Une voix: C'est la faute du gouvernement, cela?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui. Si la police municipale avait agi comme le département du procureur général, dans cette circonstance, la municipalité aurait été poursuivie. M. Duquette fut conduit au poste. Rendu au poste, deux officiers de police n'ont pas voulu mettre ce jeune homme dans une cellule sans preuve et ne se sont pas fiés à la description donnée par téléphone. Ce n'est qu'en arrivant au poste qu'on voulut bien le relâcher. Ces officiers pas tout à fait aveugles se sont aperçus qu'on se trompait d'individu, qu'il y avait eu erreur. On avait voulu arrêter un M. A. Duquette, on s'est trompé.

Ces arrestations sans mandat, il faut que cela cesse! Il y a des tribunaux, des juges dans cette province; ce sont les juges qui doivent enquêter sur la suffisance, sur le bien-fondé des plaintes qui provoquent les arrestations. On admettra que c'est la pire des choses pour un citoyen honnête que d'être arrêté sans raison.

M. Boyer (Châteauguay): La loi Roberts?

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Vous dites là ce qui se passe depuis 40 ans. C'est une confession de Pâques.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qu'est-ce que l'on veut dans toute cette affaire? L'honorable premier ministre...

(Applaudissements à droite)

Vous pouvez applaudir. Je veux dire que l'honorable premier ministre n'aime pas le général Panet. Je l'ai connu, moi, et je l'ai suivi...

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Au front?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, dans son travail à la Commission du chômage. Je ne

crains pas de lier mon sort à celui du général Panet, pas plus que je n'ai craint de le lier à celui de M. Williams que l'on a destitué au Trésor.

(Applaudissements et rires à droite)

Des députés ministériels: Oh! Oh⁷!

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous pouvez applaudir une infamie⁸...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je voudrais dire au chef de l'opposition de ne pas s'emporter avec sa délicatesse habituelle, il devrait considérer que l'on vient de présenter un bouquet de fleurs à l'Orateur et suspendre au moins ses remarques. La courtoisie habituelle exige pourtant du chef de l'opposition qu'il félicite l'Orateur en termes plus appropriés.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais je n'ai pas vu, mon cher ami!

(Rires)

Mais on parle de la police provinciale...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Je demanderais au chef de l'opposition de s'en tenir à la motion. Il a commencé par parler de raid. Il est tombé dans l'affaire Panet, pour descendre dans l'affaire Duquette, et il nous entretient de l'affaire Williams et de toutes sortes de choses, alors que la discussion porte sur la Commission du chômage de Montréal.

(Rires)

Des députés chahutent.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre devrait demander à ses députés de laisser parler le chef de l'opposition et non approuver leurs interruptions comme il le fait. Il me semble que l'on devrait empêcher les députés ministériels de manifester constamment. L'honorable premier ministre devrait arrêter les applaudissements.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Les applaudissements sont des réponses à des provocations. Nous sommes des humains. Nous voulons bien nous en tenir aux règlements, mais, lorsque l'honorable chef de l'opposition, à plusieurs reprises, montre le poing aux députés de la droite et

leur dit en les provoquant: "Vous pouvez applaudir", c'est un appel au désordre dans cette Chambre. Le poing que le chef de l'opposition tend vers nous n'est rien d'autre chose qu'une provocation. Le député de Rivière-du-Loup, qui a manifesté un si grand amour pour l'article 390⁹, devrait se joindre à nous pour faire respecter les règlements.

(Rires et applaudissements)

M. l'Orateur: (Souriant) Il est évident que je ne puis pas tenir compte au chef de l'opposition du fait qu'il ne s'est pas aperçu que les applaudissements avaient changé de destinataire.

(Applaudissements)

Quant à la deuxième partie du point d'ordre du premier ministre, je rappelle le chef de l'opposition à l'ordre et je lui demande de s'en tenir à la question. Je prierais les députés de s'en tenir à la motion.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas d'objection. Je suis prêt à m'en tenir à la question. Mais il faut reconnaître que la patience humaine a des limites. J'ajouterai que l'on viole, de l'autre côté, les règlements 10 fois, contre moi, une fois. Quand on est interrompu à tout bout de champ et que l'on entend crier autour de soi et que l'on a les oreilles à la place ordinaire...

(Rires)

... il est assez difficile de faire un discours. Je serais plus bref si l'on ne m'interrompait pas.

M. l'Orateur: J'ai rappelé les députés à l'ordre plusieurs fois. Ils ne doivent pas couper le discours du chef de l'opposition par de continuels applaudissements. Je prie les députés d'observer les règlements, mais il ne faut pas provoquer inutilement les applaudissements. Je demande au chef de ne pas les inviter à continuer à applaudir quand je les rappelle à l'ordre.

(Rires et applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): "Never mind"! Si on examine le détail de la question, l'on peut dire que le général Panet a été accusé d'incompétence.

Je veux attirer l'attention et vous parler d'un incident à propos d'un nommé René Marion qui occupe une position de confiance au département du chômage à Montréal pour le gouvernement provincial. Ce personnage, destitué par M. Panet, entra par la suite au département des enquêtes et en

sortit pour s'occuper d'élections municipales dans le quartier Saint-Denis. Il entra ensuite au bureau du chômage comme représentant du gouvernement provincial. M. Panet protesta en vain pour obtenir la destitution de M. Marion qui garda son emploi. M. Marion est resté à son poste. C'est lui qui surveillait la Commission avant cela avec deux policiers. C'est même lui qui voit maintenant à la destitution des employés. C'est ce même personnage qui s'était occupé d'élections.

Ceux qui ne sont pas étrangers à ces choses savent que c'est Marion qui, avec MM. Alfred Wagner et Jacques Lessard, a donné tous les ordres de suspension. Or, c'est lui, un employé provincial, qui suspend les employés payés et engagés par la municipalité.

Il est un règlement que le général Panet a toujours mis en pratique dans l'administration des fonds de secours et a toujours respecté dans l'exercice de ses fonctions. Ce règlement dit que tout employé de la Commission, qu'il soit employé provincial ou municipal, doit cesser immédiatement de faire partie du personnel s'il s'occupe de politique municipale ou provinciale. Je comprends que M. Panet a demandé que Marion soit relevé de ses fonctions après sa participation à la lutte municipale et il n'a pas été écouté. Il n'a pas reçu de réponse.

Lorsque j'étais ministre chargé du chômage, le général m'a fait une demande semblable contre deux employés placés par les libéraux. Je me rappelle une de ses lettres lorsque je pris la direction du ministère de qui relevait l'administration des secours directs à Montréal. Elle demandait le retrait de deux ou trois employés entrés au bureau pour le service du gouvernement. Ce retrait était demandé parce que ces employés s'étaient occupés d'élections. J'ai eu une conversation avec M. Panet à ce sujet.

Je lui ai demandé s'il n'avait pas d'autre raison pour demander le renvoi de ces employés. M. Panet m'a déclaré qu'il ne connaissait pas d'autre raison. Il insistait quand même. Lorsque je me fus convaincu qu'il avait raison, en dépit de toutes les répugnances que je pouvais avoir à renverser la décision de mon prédécesseur, je me suis rendu aux demandes de M. Panet et j'ai ordonné la destitution de ces deux ou trois employés.

La situation était la même que celle qui se présente aujourd'hui. C'est la même histoire qui se répète. On accusait les gouvernements de faire du patronage dans tous les domaines, autrefois. Et on nous accuse d'avoir fait du patronage politique avec l'administration des secours directs. Ce fait prouve pourtant qu'ils n'en faisaient pas dans

l'administration des fonds de chômage. Aujourd'hui, on demande le retrait d'un fonctionnaire, le gouvernement le refuse. Il va encore plus loin et charge ce fonctionnaire, Marion, de rester dans les bureaux de la Commission du chômage pour y surveiller les agissements des divers membres de la Commission, les officiers supérieurs, avec l'instruction de faire un rapport au gouvernement.

Le gouvernement voulait faire un coup de théâtre, il aime les coups de théâtre; c'en était un beau que de faire un raid au bureau de la Commission du chômage de Montréal, si on avait pu le justifier. Malheureusement pour lui, ce raid n'était pas justifié. On ne pourra jamais le justifier si on n'a pas d'autre preuve à offrir que celle qui a été soumise au comité d'enquête présidé par l'échevin Brien.

Trois hommes depuis deux ou trois mois surveillaient ces bureaux. Puis tout à coup, au milieu de la nuit du 15 au 16 mars, on reçoit un ordre de s'emparer de ces bureaux et de voir à ce que personne ne puisse toucher aux dossiers. Il serait peut-être bon de se demander si les officiers de la police provinciale pouvaient agir autrement quand on connaît le témoignage rendu par M. Wagner à l'enquête. Ce dernier avait reçu un télégramme disant qu'il devait prendre la direction des bureaux et que seuls ses employés et lui-même auraient accès aux dossiers. C'est la substance de l'ordre qui est venu de Québec, on ne sait comment.

Comment se fait-il également qu'un seul journal de Montréal, un journal ami du gouvernement, ait pu annoncer, avant d'aller sous presse, avant sa livraison, que les bureaux de la Commission du chômage seraient l'objet d'une descente qui devait avoir lieu durant la nuit? Comment cela se fait-il? De quelle source a-t-il su cela? Nul ne le sait. C'est un point qu'il faudra éclaircir. Nous constatons, dans toute cette histoire, que M. Marion, en dépit de M. Panet, est encore à la Commission du chômage où il était chargé de faire de la surveillance depuis deux mois.

Voyons maintenant qu'est-ce qui a déclenché toute l'affaire. Un ami du gouvernement, le docteur Zénon Lesage, échevin, l'a établi assez clairement. Dans la soirée du 15 mars, il y a eu, à la Commission du chômage, une réunion du comité spécial des médecins et pharmaciens chargés d'examiner les comptes, reçus et factures se rapportant aux achats de produits pharmaceutiques et de produits médicaux. Ce comité a reçu instruction de vérifier l'exactitude de tous ces comptes. Pendant un mois, il s'accumule un nombre très considérable de factures et de reçus.

Le comité a siégé durant toute la veillée, et même jusqu'à 1 heure dans la nuit. Comme à ce moment il n'avait pu terminer son travail, les membres du comité se sont partagé les factures et les reçus qui restaient pour les vérifier chacun chez soi durant ses moments de loisir, et continuer ainsi le travail qu'ils n'avaient pu terminer.

Ce sont ces factures que les hommes chargés par le gouvernement de faire la surveillance, les gardes au service de la police provinciale, ont vu sortir de la bâtisse. Les policiers du gouvernement qui veillaient ont cru à un vol de documents. On a vu les médecins monter dans leurs autos; bien plus, ces policiers ont enregistré les numéros des licences des automobiles des médecins, et c'est dans tout ceci que le gouvernement a découvert que les prétendus escamoteurs de documents étaient les pharmaciens et les médecins du comité de vérification qui apportaient des dossiers chez eux. De là tout l'incident. C'était une belle occasion pour le département du procureur général (l'honorable M. Duplessis) de crier au scandale et de prétendre que des dossiers étaient disparus. C'était une occasion superbe pour crier au vol de documents et de dossiers. On sait que l'auditeur de la province, M. Vézina, a l'habitude de voir disparaître des dossiers, car c'est lui l'auditeur provincial qui avait vu disparaître des dossiers des voûtes du Trésor. On a téléphoné à Québec d'où est venu l'ordre du raid.

J'ai cru de mon devoir de faire cette protestation parce que je veux m'élever contre toute atteinte à l'autonomie de notre conseil municipal le plus important dans la province. Si j'ai demandé la production de ces documents, M. l'Orateur, c'est parce que je suis convaincu que le gouvernement a l'intention de pratiquer une mainmise sur les conseils municipaux. Le gouvernement avait promis de donner toute autonomie à la ville de Montréal et le gouvernement violant cette promesse a fait remplacer, par des officiers à sa solde, des employés du bureau de chômage nommés par le conseil de ville de Montréal. Il a envahi, sans l'autorisation du maire et du conseil de ville de Montréal, les bureaux les plus importants de cette administration municipale, ceux de la Commission du chômage, et cela, sans aucun ordre d'un juge ou d'une cour de justice.

Ce gouvernement, qui avait promis de respecter la liberté des citoyens, empêcha les employés de la ville d'entrer au bureau de la Commission du chômage et n'a pas laissé à ceux qui étaient à l'intérieur la latitude d'en sortir. Ces attitudes absolument opposées au respect de la

liberté, ces attentats à la liberté, seront sûrement réprouvés dans toute la province par tous les gens qui s'imaginent qu'il doit encore exister une certaine liberté dans la province de Québec, car les citoyens doivent avoir des libertés ici et ils ne veulent pas se croire encore sous la botte du soviétisme de Russie. Les citoyens ont le droit de circuler sans être molestés par la police provinciale. Les citoyens ont des libertés dans cette province, et je proteste au nom de tous les citoyens contre la façon dont on a procédé dans cette affaire, contre cette atteinte à la franchise du conseil municipal et à la liberté des citoyens.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
se lève.

(Applaudissements à droite)

De ce côté-ci de la Chambre, M. l'Orateur, nous étions d'opinion, nous avons toujours pensé et nous pensons toujours que dans des questions concernant la souffrance humaine, dans des questions concernant le chômage et son triste cortège, c'était petit, bien petit, et bien bas, d'abaisser le niveau de la discussion à des questions de mesquine partisanerie. Dans des cas semblables, nous avons toujours considéré que le devoir des hommes publics est de coopérer avec le gouvernement au pouvoir, avec toute administration, dans les mesures qu'il juge bon de prendre, sans tenir compte de ses affiliations politiques lorsqu'il s'agit de prendre des décisions de nature à aider et à soulager la misère humaine, pour empêcher les abus de se commettre aux dépens des pauvres et pour amener l'arrestation des canailles. Mais nous voyons aujourd'hui qu'on ne craint pas, de l'autre côté de la Chambre, de faire de la petite politique avec la misère du peuple.

Malheureusement, cette importante question du chômage, question vitale pour des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants - qui n'ont pas de quoi manger, sauf par les secours directs - n'a pas réuni toutes les bonnes volontés, mais elle vient de servir de prétexte, de petite argumentation, à des politiciens qui ne réalisent pas leurs responsabilités, à des politiciens qui essaient d'escamoter l'attention publique en faisant de la petite politique, qui essaient d'escamoter le point principal: savoir si on a volé l'argent destiné aux chômeurs. J'avais l'intention d'expliquer les événements immédiatement et sans détour, d'expliquer les faits simplement et de les montrer comme ils s'étaient passés, mais les affirmations extraordinaires du chef de l'opposition, la tournure qu'il a donnée au débat, nous obligera à le suivre sur son terrain.

Tout d'abord, on remarquera que la motion n'est devant la Chambre que depuis hier et nous n'avons pas voulu qu'on retardât à la discuter, et nous l'appelons sans délai à cause de l'intérêt public qui s'y rattache. Cependant, cette motion a été présentée sous une telle forme, de telle façon, dans une teneur telle que nous avons dû demander au chef de l'opposition de respecter l'ordre, de la rédiger, de la changer pour qu'elle soit conforme aux règlements de cette Chambre. C'est sa façon à lui de respecter l'ordre que d'inscrire des motions absolument contraires aux règlements.

Le chef de l'opposition a répondu que la traduction française était incorrecte parce qu'il avait fallu traduire de l'anglais au français. Pourquoi avait-elle été rédigée en anglais? Si le chef de l'opposition, qui est le parrain de la motion, nous déclare qu'il a fallu la traduire en français, c'est parce que d'autres que lui l'ont faite, c'est qu'elle fut peut-être dictée par le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) ou par un autre membre de l'opposition qui parle une autre langue.

Nous croyions, nous espérions que le chef d'un parti, qui fut autrefois un grand parti, aurait dit devant la Chambre: "Nous sommes prêts à coopérer avec le gouvernement; nous voulons rechercher et punir les coupables, quels qu'ils soient, et nous voulons empêcher désormais les abus." Mais non. Ni les abus, ni les coupables n'intéressent le chef de l'opposition. De cela, il n'en est pas question pour lui. Il s'intéresse à la petite politique seulement. Pourtant, voilà les faits qui éclairent d'un jour singulier l'attitude de l'opposition. Ce qui l'intéresse, c'est de créer des embarras au gouvernement qui veut faire régner l'ordre, à ceux qui veulent capturer les coupables et supprimer les abus. C'est pour lui la grande question.

A part cela, n'est-il pas ridicule d'entendre le chef de l'opposition, partisan, ancien député et ancien ministre du régime qui a tout fait pour tuer l'autonomie municipale, qui a saboté les libertés des villes et des municipalités, du régime qui n'a même pas respecté l'autonomie des coffres municipaux, venir nous parler du respect de l'autonomie des municipalités? S'il fut un régime qui sabota l'autonomie des villes et des coffres municipaux, ce fut bien l'ancien régime et ses amis.

L'opposition a les mains encore toutes sanglantes des meurtrissures qu'elle s'est infligées en s'acharnant à tuer l'autonomie des villes pour s'emparer des coffres municipaux, afin de gaver des amis, alors que l'ancien gouvernement dont elle faisait partie a imposé commissions sur commissions

à la ville de Montréal, lui a imposé des contrats ruineux, même la tutelle, lui a imposé des taxes contre son gré. Elle a mauvaise grâce à venir revendiquer le respect de l'autonomie. Les derniers à parler de l'autonomie des municipalités devraient être ceux qui l'ont violée pendant 30 ans de régime.

(Applaudissements)

L'ancien gouvernement a conduit Montréal à la faillite en lui imposant des obligations contraires à son autonomie. Si la question n'était pas si grave, ce serait suffisant pour nous faire rire que d'entendre le chef de l'opposition. Ce serait à rire, s'il ne s'agissait d'une question aussi grave que le pain de milliers de pauvres gens.

Le chef de l'opposition a parlé de la police provinciale. Et pourtant, comment le chef de l'opposition peut-il nous faire des reproches? Il aurait dû songer qu'il siège aux côtés d'un homme comme le représentant de Montréal-Laurier (M. Bertrand) qui, en dépit de toutes les lois, de tous les avertissements, malgré les conseils des officiers de son département, a, comme procureur général, gaspillé \$20,000 de fonds publics, de l'argent de la province, pour faire faire de la politique par des agents de la police provinciale et empêcher la tenue des assemblées de l'opposition d'alors, pour permettre à la police provinciale de s'immiscer dans la politique et pour engager des hommes spéciaux pour bâillonner les adversaires lors de la dernière élection et pratiquer la corruption électorale.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je soulève un point d'ordre. Le chef du gouvernement n'a pas le droit de prêter des motifs semblables. Si le chef de l'opposition n'avait pas le droit tantôt de parler de la police provinciale, le premier ministre n'a pas plus le droit de le faire. L'honorable premier ministre n'a pas le droit de sortir de la question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne sais ce que je vais répondre au député de Rivière-du-Loup. Il est vrai que le chef de l'opposition a soutenu, il y a quelques minutes, pendant longtemps, l'opinion que le député de Rivière-du-Loup attaque précisément. Mais le chef de l'opposition a parlé pendant 10 minutes de ce qui se faisait autrefois dans la police provinciale. Le chef de l'opposition a dit que la police provinciale se conduisait mieux autrefois qu'aujourd'hui. Peut-être estime-t-il qu'il ne vaut pas la peine de répondre au chef de l'opposition. Je n'aurais pas le droit de répondre pour rétablir des faits comme celui-là? J'ai au moins le droit de répondre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous n'avez pas le droit de le faire, mais la force qui permettra de le faire.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Le pauvre homme, il fait pitié!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas le député de Rivière-du-Loup qui fait pitié, mais ce sont ses électeurs. Nous allons voir si je n'ai pas le droit. Donc, comme je le disais tantôt, sur la question d'autonomie, je dis que le chef de l'opposition est en mauvaise compagnie pour parler de la police provinciale. Le chef de l'opposition, au cours de ses remarques, a donné l'impression de quelqu'un qui rend jugement avant d'entendre les parties en cause. Le chef de l'opposition admet qu'il ne sait pas ce qui s'est produit, il demande des renseignements, puis, avant de savoir, il rend jugement. Il n'a pas entendu les parties, il ne connaît pas les deux côtés de la médaille, mais il rend jugement avant de connaître les faits, et il reproche au procureur général de s'être hâté, d'avoir agi avec rapidité, lui qui manifeste une telle précipitation dans ses propres jugements.

Voyons un peu les faits. Nous avons été avertis, dès l'automne dernier, qu'il se commettait des abus considérables à la Commission de chômage de Montréal. Nous avons été avertis que des centaines de milliers de dollars avaient été détournés de leur destination, du peuple, parce qu'il existait ce qu'on appelle un véritable racket organisé sur un plan à base de commissions et autrement. Nous savions que les organisateurs avaient constitué un ring à base de commissions et d'exploitation aux dépens de la misère humaine.

Nous ne sommes pas allés à l'aveuglette. Nous avons dit cependant: Il faut d'abord voir à ce que les chômeurs soient secourus. Nous avons attendu pour agir. Même s'il y a des abus, il faut continuer la distribution des secours directs. Le chef de l'opposition a dit qu'il liait son sort, qu'il identifiait son parti, à l'administration de la Commission du chômage et aux abus qui s'y commettaient.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit seulement que j'endossais, que je ne craignais pas de lier mon sort à celui du brigadier général Panet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la même chose. Mais quelle différence si

grande fait-il entre le général Panet et la Commission, puisque lui-même dit que le brigadier général Panet menait tout, faisait tout, conduisait tout? Que l'opposition accroche son char à celui du général Panet, cela ne nous empêchera pas de faire notre devoir.

Le chef de l'opposition s'est donc identifié directement ou indirectement avec les abus. Des abus, il n'a pas dit un seul mot, se contentant de faire de la petite politique. Il n'a pas dénoncé ces abus, alors que la ville de Montréal paie des millions, que Québec paie des millions, que le gouvernement fédéral paie des millions pour le chômage. Ce dernier coûte actuellement un million et plus par mois à Montréal. D'où vient cet argent? Cet argent, c'est l'argent du peuple, c'est l'argent de la misère humaine, pour ainsi dire. S'il est mal de voler une somme d'argent au peuple en général dans les circonstances ordinaires, je dirai que voler de l'argent destiné à soulager la misère et la souffrance, c'est tout simplement odieux et révoltant.

Nous avons bien des problèmes à régler: celui de la jeunesse, des vieillards, de la colonisation, de l'agriculture. Actuellement, avec la misère qui existe, s'il est une chose abominable, c'est bien de spéculer sur la misère et les souffrances humaines. On dépense \$11,000,000 par année pour le chômage, et on en laisserait gaspiller une partie importante, quand il y a les pensions de vieillesse, les allocations maternelles, le crédit agricole, la colonisation, etc., qu'il faut pourvoir, alors que nous avons tant de problèmes et tant de places utiles où employer l'argent de la province? C'est voler le tronc des pauvres, ni plus ni moins.

Avant de prendre aucune mesure, nous avons vérifié certaines choses et nous avons mis de la patience jusqu'à l'extrême limite, jusqu'à la limite qui sépare la patience de la lâcheté. Car, après une enquête, nous avons constaté que le chômage augmentait sans cesse dans la ville de Montréal et que la ville de Montréal a été mieux traitée par le gouvernement actuel que jamais elle ne l'a été par aucun gouvernement précédent.

Or, nous avons constaté que le chômage avait diminué dans une proportion de 15 % à 20 %. Nous avons découvert que les manufactures produisaient plus, qu'il y avait plus d'ouvrage.

Le gouvernement avait dépensé \$3,000,000 pour faire des travaux à Montréal, sans contribution de la municipalité, et donné de l'ouvrage à 10,000 personnes. En dépit de tout cela, nous avons découvert que le chômage coûtait plus cher qu'auparavant.

Nous avons le droit de conclure qu'il y avait évidemment là quelque chose d'anormal et qui n'allait pas. Ça ne marchait pas. Nous avons constaté aussi qu'au conseil municipal, des échevins ont discuté la question, ont parlé de la nécessité d'une enquête; d'autres ont demandé la démission du général Panet; d'autres enfin ont demandé publiquement l'établissement d'une commission échevinale d'enquête. Nous n'avons voulu nous mêler en rien de ces questions d'ordre municipal, nous contentant cependant de dire que c'était à la ville de Montréal de décider.

Le général Panet, ayant peur d'être destitué, m'a même téléphoné pour me demander d'intervenir afin de lui garder sa place que des échevins voulaient lui enlever. Je me suis contenté de lui répondre que la Commission du chômage était libre de nommer la commission de son choix et que le gouvernement n'avait aucunement l'intention d'intervenir, et je ne suis pas intervenu. Entre parenthèses, il est bon de remarquer comment le général Panet, qui prétend être prêt à s'en aller, a pris les moyens d'intervenir pour qu'on le garde.

Une enquête a été faite et elle a révélé plusieurs choses anormales. Nous avions cependant des renseignements donnés par des personnes dignes de foi que, par exemple, l'on payait 17 fois le même loyer de chambre, à \$5 par mois, pour la même chambre, que des allocations avaient été payées pour 17 bébés qui étaient venus au monde trois fois dans la même année.

(Rires et applaudissements)

Une foule d'autres abus ont aussi été dénoncés.

Si le procureur général, qui est chargé de faire respecter les lois, n'avait rien fait en face de ces faits, s'était croisé les bras, on aurait protesté. On l'aurait accusé d'avoir permis la commission d'abus, on lui aurait reproché de ne pas faire son devoir, on aurait dit qu'il laissait voler l'argent, l'argent destiné à soulager la misère, qu'on laissait les voleurs impunis. On nous aurait fait des reproches nombreux, et avec raison. Quand on ne fait rien, vous nous reprochez de ne rien faire et, quand on fait notre devoir, vous nous accusez d'aller trop vite.

C'est un peu la conduite de certains échevins de Montréal qui protestaient avec véhémence parce que nous avions demandé à la police municipale de maintenir l'ordre, la veille des fêtes, aux portes des débits de liqueurs, et qui aujourd'hui nous reprochent de ne pas avoir recouru aux policiers municipaux. Ce sont là les raisons de l'homme qui a tout intérêt à laisser fuir les voleurs. Mais nous l'avons fait, notre devoir.

Il y a actuellement un devoir impérieux pour le gouvernement, pour l'opposition et pour les hommes publics consciencieux, de rechercher et de punir les gros coupables, de faire cesser le coulage des fonds publics, au besoin. C'est le devoir de tout homme consciencieux de ses responsabilités, de ceux qui aiment leur province, d'agir ainsi.

(Applaudissements)

Ce n'est cependant pas l'attitude que prend l'opposition. On se demande si le département laisse en fonction les agents Wagner, Lessard et Marion. Je n'ai pas peur de prendre mes responsabilités et je ne me cache pas derrière quelqu'un pour les prendre. Quand il s'est agi d'assurer le contrôle et la possession des documents, j'ai pris moi-même les mesures voulues. Quand les abus ont été dénoncés, j'ai ordonné de se rendre au bureau de la Commission du chômage, de mettre la main sur les documents, afin de faire une preuve des abus et de voir les réformes qu'il faudrait faire.

Le chef de l'opposition a parlé d'arrestations sans mandat. D'abord, il n'y a pas eu d'arrestations sans mandat, car nous n'avons arrêté personne.

M. Bastien (Berthier): Est-ce que vous aviez demandé des documents auparavant et qu'on vous les aurait refusés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si j'avais demandé des documents? Non, seulement cela, mais je les ai fait garder, et nous avons pris les moyens légitimes pour que les documents ne disparaissent pas. Nous en avions besoin. On a remarqué que le chef de l'opposition a admis lui-même que les documents sortaient des bureaux. Ce n'était donc pas régulier, surtout dans un bureau où l'on fait des enquêtes. Quel beau bureau où les gens sortent librement avec les documents le soir! Quelle belle administration que celle-ci! Quel aveu! Bien plus, il y a eu des documents déchirés, il y a eu des documents détruits, d'autres disparurent complètement, et on vient ensuite nous reprocher de prendre les mesures nécessaires pour que l'argent du gouvernement fédéral, l'argent du gouvernement provincial et l'argent des citoyens de Montréal soit dépensé honnêtement, à bon escient. Nous n'avons donné aucun ordre d'arrêter qui que ce soit.

Le conseil de Montréal le sait. Tout ce que nous voulons, c'est garder les dossiers. Le lendemain, les commissaires de l'exécutif sont venus et je leur ai dit ce que je dis aujourd'hui, à savoir que nous voulons garder les documents intacts pour nous permettre de continuer l'enquête que nous avons

commencée. Ce ne sont pas les petits coupables que nous recherchons et voulons punir, mais ce sont les gros coupables qui nous intéressent, et nous allons les punir. Quels sont ceux qui ne veulent pas cette punition? Ceux-là qui font de la politique avec cette question pour détourner l'attention publique.

Il est malheureux que des gens essaient de détourner l'attention du public, alors que la Commission du chômage présente une comptabilité inqualifiable, alors que son devoir élémentaire était de tenir une comptabilité claire, simple, facile et multiple, avec des copies certifiées. On était loin de cela. On n'avait même pas de doubles et tout était fait sur des feuilles volantes. Nous avons dit à Montréal que nous allions les aider et collaborer. Nous leur avons dit que s'ils aimaient mieux la police municipale, nous n'y avions pas d'objection, mais que nous ne voulions pas, par exemple, que les échevins viennent ensuite se plaindre que nous retenions les services de la police municipale et qu'ils s'insurgent encore de nouveau quand nous employons la police provinciale. Ceci fut déclaré au conseil exécutif et au maire.

M. Bastien (Berthier): À qui avez-vous ainsi offert la police provinciale ou municipale?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pauvre député de Berthier! Je viens de déclarer que j'ai fait cette offre au comité exécutif et au maire. Je demande à la Chambre de remarquer de quelle façon se comporte l'opposition. Les honnêtes gens sont ceux qui cherchent à faire triompher partout l'honnêteté, en travaillant à la punition des coupables et à la disparition des abus, et essaient d'aider la police à capturer les voleurs. Les gens malhonnêtes essaient toujours de créer des entraves à la police pour lui nuire dans son travail, ce sont ceux qui mettent des entraves contre ceux qui essaient de capturer les voleurs.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste contre les insinuations du premier ministre. Le chef du gouvernement n'a pas le droit de laisser entendre de pareilles choses. Il n'a pas le droit d'inférer que nous sommes des gens malhonnêtes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais dit cela. Je n'ai nommé personne. Dois-je considérer la déclaration du chef de l'opposition comme un aveu? Je me suis simplement contenté de poser une règle générale. Si le chef de l'opposition s'est reconnu, ce n'est pas ma faute. Je sais ce qui est

au fond de la question. Des gens qui n'aiment pas le gouvernement et le premier ministre - je ne leur en fais pas de reproche - n'aimeraient pas la révélation de certaines choses. Je demande aux députés de faire de la politique, s'ils le veulent, sur les questions normales. Je dis à tous les hommes politiques que c'est un devoir sacré de ne pas faire de politique avec les questions qui touchent la misère du peuple. Si l'opposition veut faire cela, il faut que sa cause soit bien triste et bien pauvre.

Nous voulons, dans l'intérêt de Montréal, de la province et des chômeurs, que les coupables soient punis et que les abus cessent. Nous sommes prêts à collaborer avec tous ceux qui veulent les intérêts de Montréal et nous demandons la collaboration de tous pour empêcher que le Trésor public, fédéral, provincial et municipal, soit pillé.

Nous ne voulons, dans cette histoire, que la garde des documents. On peut commettre des erreurs, mais cela ne changera aucunement le nœud de la question. Pourquoi discuter sur les moyens à prendre pour empêcher les abus? Est-ce qu'on discute sur la porte par où l'on va entrer lorsque des voleurs sont dans une maison? Pénétrons donc tous ensemble par la même porte lorsqu'il s'agit d'empêcher que le Trésor de la province et de Montréal ne soit dilapidé.

M. l'Orateur, je prends toute la responsabilité de l'attitude que j'ai prise et des ordres que j'ai donnés. J'ai donné ordre que l'on garde avec soin les documents. Cette responsabilité, je la prends, et je la prends seul.

(Applaudissements)

Je dirai plus: s'il y a des gens qui s'imaginent que le premier ministre n'a pas droit d'intervenir, je leur déclare que je me fiche de leur opinion. S'il y a des gens qui s'imaginent que le gouvernement de la province et le procureur général n'ont pas le droit de prendre les précautions nécessaires pour garder les documents qui feront trouver les coupables, pour punir la fripouille, je garde tout de même la satisfaction du devoir accompli. Jamais le procureur général ne chantera devant qui que ce soit et on ne l'empêchera pas de faire son devoir. La ville de Montréal peut être assurée que l'action que nous avons prise est dans son intérêt et qu'elle n'aura jamais d'ami plus sincère et dévoué et de protecteur plus loyal de son autonomie que le gouvernement actuel.

(Applaudissements prolongés)

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Je demande l'ajournement du débat.

Je propose, dit-il, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), que le débat soit ajourné à la présente séance.

La motion est adoptée. Le débat est ajourné à la présente séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 6 augmentant à quinze millions de dollars le crédit agricole provincial.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme, huissier de la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

Sanction royale

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 2 modifiant la loi pour aider à la solution des problèmes affectant la petite propriété en cette province;

- bill 3 relatif aux exemptions de taxes municipales;

- bill 4 autorisant la création de l'École du meuble dans la cité de Montréal;

- bill 6 augmentant à quinze millions de dollars le crédit agricole provincial;

- bill 8 protégeant la province contre la propagande communiste;

- bill 9 autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations de taxes municipales et scolaires;

- bill 13 concernant les municipalités dans les régions minières;

- bill 14 relatif aux terrains détenus sous billet de location;
- bill 15 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'envoi en possession;
- bill 16 abrogeant la loi 24 George V, chapitre 51.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séance.

**Occupation de l'édifice
de la Commission du chômage,
à Montréal, par la police provinciale**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné plus tôt, ce jour, sur la motion de l'honorable M. Bouchard, dont elle a été saisie à la présente séance, demandant qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de tous documents et correspondance concernant les activités de la police provinciale dans l'occupation de l'édifice de la Commission du chômage à Montréal, au cours du présent mois.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): On me permettra de répondre au premier ministre avec plus de calme et de pondération qu'il a répondu au chef de l'opposition. Notre question, qui, comme l'a dit le premier ministre, touche par un côté à la misère humaine, notre question, dis-je, a été noyée par lui dans un flot d'éloquence. Nous ne contestons pas que cette question touche au chômage et à son triste cortège. Aucun membre de l'opposition n'est animé du sentiment de spéculer sur la misère humaine, et le discours du chef de l'opposition n'avait pas ce ton. Si le premier ministre avait surpris le chef de l'opposition à se rire de la misère humaine ou à faire de ceci une question politique, il aurait eu raison de parler comme il l'a fait.

Le premier ministre a escamoté la question avec une grande habileté, mais il n'a pas traité de ce qui relève du débat. Nous prétendons que le premier ministre, au lieu de répondre à la seule question qui ressort de la motion en discussion, n'a fait que noyer sa réponse dans un déluge de mots. Le premier ministre a exposé les faits. Qu'est-ce qu'on a fait? Une commission a siégé, commission formée de citoyens, et elle avait pour mission de faire une enquête complète. Pendant qu'elle faisait cette

enquête, la police provinciale a fait irruption dans les bureaux du chômage et elle en a expulsé les commissaires ainsi que leurs employés.

Les policiers sont arrivés dans la nuit, ils se sont emparés de tout et ont mis tout le monde dehors. Tels sont les faits résumés *grosso modo*. Le premier ministre, dans une déclaration faite à la presse, d'après *Le Canada*, a dit qu'il s'est commis des irrégularités et des abus considérables et ruineux à la Commission du chômage à Montréal. Je présume, pour les fins de la discussion, que tout ceci est exact et que le premier ministre fait cette affirmation après une enquête sérieuse, qu'il était raisonnablement informé qu'il s'était commis des abus et parle d'un fait qu'il a constaté.

Mais, même si c'est le cas, est-ce que le premier ministre pouvait se baser sur cela pour autoriser une descente nocturne inopinée dans les locaux de la Commission du chômage, une prise de possession des documents et l'expulsion par la force physique des commissaires et des employés au lendemain de cette descente? On a procédé d'une façon absolument injuste.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Est-ce que le député de Montréal-Laurier sait que le général Panet n'avait pas confiance en certains membres du conseil de Montréal, et que certains membres de ce conseil n'avaient pas confiance au général Panet? Il y avait manque de confiance, de la défiance, d'une part et de l'autre.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Je ne suis au courant de rien.

(Rires)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Montréal-Laurier sait-il également que, quand le général Panet est allé aux bureaux de la Commission du chômage, le matin du 16, il s'est comporté non seulement comme s'il eût été l'empereur de Montréal, de toute la province, mais comme l'empereur de tout le Canada? Il a provoqué un employé - il n'est donc pas surprenant qu'on lui ait répondu sur le même ton - et l'employé provoqué a été obligé de lui dire: "Vous pouvez être immémorial, mais vous n'êtes pas le gouvernement de toute la province." M. Panet peut conduire la ville de Montréal, mais il ne conduira pas le gouvernement.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Admettons encore cela, pour les fins de la discussion. Mais, en supposant que tout cela est vrai, je le demande: Était-

ce quand même une raison pour autoriser la façon dont on a procédé? Pourquoi cette descente nocturne? Notre prétention est que l'on aurait dû procéder autrement; c'est toute la question. Pourquoi cette irruption soudaine, et en vertu de quelle autorité, de quelle loi?

Un député ministériel: Le premier ministre l'a dit.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Le premier ministre savait depuis le début de l'automne que la Commission était mal administrée. Il sait aussi que notre organisation sociale et politique comprend trois branches: il y a le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. Je comprends que le procureur général (l'honorable M. Duplessis) a le droit indiscutable de surveillance et de répression sur l'administration du chômage, vu que le gouvernement de la province paie une petite partie des argents du chômage...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous payons les deux tiers.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Nous concédons que le procureur général a un droit de surveillance, de regard, de répression. Ce droit de surveillance et de répression, nous ne le chicanons pas. Vous aviez ce droit de surveillance, vu que vous étiez appelés à payer, mais il y a des formes à mettre dans ces procédures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ah! Ah! Dois-je comprendre qu'il ne s'agit que d'une question de forme pour le député de Montréal-Laurier? Je comprends que pour lui, si un policier n'a pas son uniforme, si le policier n'est pas costumé, il ne devra pas faire d'arrestations. Il n'aura donc pas le droit d'arrêter le bandit qui vient de commettre un meurtre?

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Il ne s'agit pas d'un cas de meurtre. Notre opinion, c'est que le procureur général aurait dû passer par les formes légales comme n'importe quel autre citoyen. Il aurait dû faire comme le font les locataires pillés pour chasser un locataire. C'est un exemple qui se présente tous les jours devant les tribunaux. Un locateur, quel que soit le traitement dont il est l'objet de la part de son locataire, ne peut prendre son locataire par le bras et le chasser; il s'exposerait à des poursuites. Il n'a pas le droit de l'expulser par la force et doit se faire autoriser par la justice. Et il

nous semble que le procureur général (l'honorable M. Duplessis) aurait dû faire de même avant d'employer la force.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je déclare que ni de loin ou de près, ni directement ou indirectement, ni aujourd'hui, ni hier, ni avant-hier, le procureur général n'a autorisé qui que ce soit à employer la force dans les circonstances pour expulser qui que ce soit. Nous avons dit simplement à la police que nous voulions que la documentation soit conservée intacte, que les documents devaient rester là.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Est-ce que vous désavouez la descente qui a été faite dans la nuit du 15 au 16?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne puis pas me prononcer avant que l'enquête nous ait mis au courant de tous les faits. Mais, si les faits sont tels que rapportés et s'il est vrai que MM. Lessard et Wagner ont agi de façon répréhensible comme on me l'a dit, s'il est vrai également que le général Panet a agi de façon répréhensible en se constituant empereur, il fallait procéder ainsi.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Est-ce que le gouvernement approuve l'acte de la prise de possession des documents? Est-ce que le premier ministre désavoue la prise de possession forcée des documents et des livres, dans cette nuit-là?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons donné des instructions à la police; j'ai moi-même donné ces ordres, seul, de prendre les mesures nécessaires pour que les documents soient conservés intacts, et j'en prends la responsabilité. Ces instructions venaient à la suite de renseignements dignes de foi, obtenus après une enquête de plusieurs mois, à l'effet que plusieurs argents de la misère humaine avaient été volés. Le seul moyen de contrôler était d'examiner les documents. Nous avons donné des instructions pour que les documents soient gardés intacts. Rien de plus, rien de moins. Les instructions formelles du procureur général étaient de ne molester personne, ni de n'arrêter personne. Si ces instructions ont été outrepassées, si on a fait plus, on n'avait pas de mandat pour le faire, on a excédé le mandat que j'ai donné. Seulement, je dis que ce n'est pas une question de forme, mais une question de fond. La principale chose, c'est que les documents restent là.

(Applaudissements)

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Je ne crois pas qu'il s'agisse seulement d'une question de forme. Vous saviez depuis l'automne, vous l'avez vous-même déclaré, qu'il y avait des choses à surveiller, des choses à corriger, qu'il y avait du coulage dans ce bureau. Nous prétendons qu'il y avait plusieurs moyens légaux pour remédier à cette situation, à un tel état de choses. Nous prétendons que le procureur général pouvait se servir de mandats: le mandat de recherche, le mandat d'arrestation et le mandat de prise de possession. Dans l'espace d'un quart d'heure, les avocats de la couronne à Montréal auraient obtenu ces mandats de recherche ou d'arrestation si on leur avait donné des instructions. Et pourquoi a-t-on fait cette descente au milieu de la nuit?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce une question?

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Non, ce n'est pas une question. Quand on vous pose une question, vous en profitez pour faire un discours. Quand on dit que c'est une question de forme, nous revendiquons cette forme de liberté des citoyens.

Il (M. Bertrand) cite des exemples de la pratique du droit.

Les compagnies de meubles doivent suivre les procédures légales pour entrer en possession de meubles pour lesquels ils n'ont pas été payés. Le même principe s'applique dans le cas présent.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Le député de Montréal-Laurier est-il au courant qu'un juge de Montréal, lors d'un récent jugement, a déclaré qu'une compagnie de meubles pouvait entrer en possession de son bien sans ces formalités?

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Oui, mais des jugements, il y en a dans tous les sens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il y a du doute, pourquoi ne nous entendons-nous pas pour chercher la canaille? On veut des formes quand le pays brûle. On nous reproche tantôt de ne pas aller assez vite, tantôt d'aller trop vite.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Je ne vous reproche pas d'avoir été trop vite, mais je vous reproche d'avoir agi sans procédures légales. Quand vous dites que nous prenons fait et cause pour les coupables, je vous réponds que, pour ma part, je suis prêt moralement, spirituellement et physiquement à vous aider à rechercher tous les voleurs et à les faire

emprisonner, quelque nom qu'ils portent. Mais prenons les moyens légaux.

Je dois maintenant relever une expression d'amabilité dont le premier ministre a usé à mon égard et répondre à l'accusation portée par le premier ministre à l'effet que durant mon terme d'office, comme procureur général, j'aurais collaboré à une dépense de \$20,000 pour l'emploi de constables spéciaux, pendant le court espace de mon mandat.

M. Béique (Chambly): Vous n'avez pas eu le temps de gaspiller plus que cela.
(Rires)

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Le premier ministre a dit qu'il prenait toute la responsabilité de ce qu'il disait. L'exemple part de haut. Pour ce qui me regarde, en ce qui concerne les actes de mon administration comme procureur général, je prends moi aussi toutes les responsabilités de mes déclarations.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'ancien procureur général nie-t-il?

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Nier quoi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsqu'il s'est agi d'engager des constables spéciaux pour faire de la cabale électorale, est-ce vrai qu'on vous a dit que ce n'était pas nécessaire et que l'engagement de 300 de ces constables l'était encore moins et que vous avez passé outre? Des officiers du département vous disaient que c'était scandaleux!

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Le premier ministre n'est pas au courant de tous les faits. Ce que le premier ministre sait n'est qu'une partie des renseignements que le procureur général du temps avait reçus.

La vertu n'est pas que d'un côté dans cette Chambre. On multiplie les gorges chaudes et les affirmations blessantes. On vient tout près, chaque jour, de salir quelques réputations. Le premier ministre, comme procureur général, est extrêmement partisan. Je ressens vivement ces insultes. Mais, lorsque cela touche à mon administration, je dis que j'ai agi avec la confiance la plus absolue et la conviction que j'accomplissais mon devoir. Il fallait protéger l'ordre public. Ce que j'ai fait, je l'ai fait pour la protection des citoyens, la protection de leur vie et la protection de la propriété.

Un député: Puis-je poser une question?

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Non. Le premier ministre sait parfaitement qu'il fait une injustice à l'ancienne administration du département du procureur général quand il m'accuse. Je puis affirmer que je n'ai agi que sur des informations et des dictées que je croyais sûres, justifiables. La conduite que j'ai tenue a été autorisée par une époque, par une situation sociale troublée, dangereuse même au point que certaines autorités, que l'on ne peut accuser de partisannerie, ont exprimé des inquiétudes.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
Qui était responsable de cette situation?

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Peu importe qui était responsable. Je prends occasion de vos paroles pour dire...

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
Vos bandits que vous aviez envoyés dans mon comté et que j'ai sortis.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Vous voyez, le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) dit qu'il était en train de se battre avec des citoyens.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)¹⁰:
Pas des citoyens, des bandits soudoyés par le régime.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Cela veut dire que la situation était excessivement grave.

M. Lesage (Abitibi) bondit de son côté et lance des paroles qu'on ne peut saisir.

Des députés vocifèrent¹¹.

M. l'Orateur suppléant: Je serai obligé de sévir si on continue à agir de cette façon. Je demande aux députés de s'en tenir aux règlements.

M. Bertrand (Montréal-Laurier) continue.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
Je n'ai pas d'objection à me retenir, en autant que je suis capable, mais à condition que le député de Montréal-Laurier reste dans l'ordre et s'en tienne à la motion. Je sais ce qui s'est produit chez nous. Si on amène la discussion sur ce sujet, si le député de Montréal-Laurier veut un débat général sur la police provinciale comme il semble vouloir le faire, je serai prêt à y prendre part.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est le premier ministre qui a commencé.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):
On parle de la Commission du chômage, le député de Laurier est hors d'ordre.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Le ministre du Travail fait une injure directe à son chef le premier ministre. Je réponds à des remarques du chef du gouvernement.

(Applaudissements à gauche)

Qui alors est hors d'ordre, moi ou nos adversaires? J'ai le droit de me défendre, je suppose. Je prends occasion des remarques du ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) pour dire que ma conduite était autorisée par les circonstances qui exigeaient de la vigilance et même des moyens de répression, au besoin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Demandez au député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) ce qui s'est passé dans son comté.

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Cela confirme ce que je disais: la situation était la même partout et nécessitait la conduite que j'ai tenue. Je puis dire cependant qu'aux dernières élections le premier ministre actuel n'était pas assermenté comme ministre de la couronne. J'avais prêté un serment d'office et je sais, pour ma part, ce que c'est qu'un serment et je me suis appliqué à le respecter.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement, malgré qu'il ne veuille point l'admettre, s'est trompé dans cette affaire du raid à la Commission du chômage de Montréal et il ferait bien mieux de l'admettre immédiatement.

(Applaudissements)

M. Lorrain (Papineau): Le député de Montréal-Laurier, qui aime à aller chercher des exemples dans la jurisprudence, a oublié de nous parler de la police de la Commission des liqueurs qui, sous un simple soupçon, entrait chez de paisibles citoyens, sous l'ancien régime, et se mettait à perquisitionner dans les maisons à toute heure du jour et de la nuit. S'il était si soucieux du bien du peuple, alors qu'il était procureur général, il aurait pu faire cesser cet état de choses: il avait une chance de rabrouer sa police des liqueurs.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Nous ne sommes pas dans l'ordre, M. l'Orateur. Le député de Montréal-Laurier a répondu aux affirmations du

premier ministre. Allons-nous maintenant discuter toutes sortes de sujets, toutes les affaires de l'ancien régime?

Un député ministériel: Ça vous fait mal, hein?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Papineau est parfaitement dans l'ordre. Il ne fait que répondre au député de Montréal-Laurier. On a voulu considérer l'affaire de la Commission du chômage à son mérite, mais on a voulu ensuite entrer dans une foule de considérations politiques. Le député de Papineau ne fait que répondre au député de Laurier.

M. l'Orateur: (De retour à son fauteuil) Je n'ai entendu qu'une partie du débat, à cause de conditions particulières. Je puis dire qu'on s'est éloigné de part et d'autre de la motion d'une façon considérable. Je ne vois pas comment je pourrais défendre au député de Papineau de faire certaines affirmations en réponse à ce que l'on a dit.

M. Lorrain (Papineau): Je suis surpris de voir que ces messieurs sont scandalisés, alors qu'ils toléraient des abus vraiment révoltants lorsqu'ils étaient au pouvoir. Ils se scandalisaient parce qu'on emploie les moyens nécessaires pour contrôler les employés de la province qui détiennent en main les argents de la province, qui ont à dépenser des millions. Ce beau zèle, ils devraient l'employer à donner plus de confort et plus d'aise à ceux qui reçoivent les secours directs. On devrait plutôt nous aider en Chambre afin de secourir ceux qui souffrent.

M. Taché (Hull): Des sommes considérables ont été dépensées au cours de la dernière élection. À Hull, quand le premier ministre est venu...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je soulève un point d'ordre. On devrait s'en tenir à la question.

M. l'Orateur: Le point d'ordre étant le même, la décision est la même.

M. Taché (Hull): Le soir de l'assemblée du premier ministre actuel à Hull, le seul désordre est venu de la présence d'une centaine de constables spéciaux, engagés par le procureur général du temps, venus dans 25 automobiles. Il y a eu des provocations de la part de ces constables. Les gens de Hull, eux, sont respectueux de l'ordre.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) proteste.

M. l'Orateur: Je demanderais au député de Rivière-du-Loup de respecter l'ordre.

M. Bastien (Berthier): J'ai l'honneur de proposer l'ajournement du débat.

Un député ministériel: Il n'est pas encore 6 heures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne conçois pas l'attitude de l'opposition. Nous avons des problèmes considérables à régler, beaucoup de législation à étudier, des lois à passer beaucoup plus importantes que la discussion oiseuse provoquée par le chef de l'opposition à la demande du député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), et on s'éternise sur cette question. L'opposition veut faire perdre le temps de la Chambre avec ce débat.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas à la demande du député de Montréal-Saint-Louis que j'ai présenté cette motion.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je tiens à rectifier: la motion n'a pas été présentée à ma demande. Ce n'est pas moi qui ai présenté cette motion ou provoqué cette discussion. Je demande pardon au premier ministre. Tel n'est pas le cas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prends la parole du député de Montréal-Saint-Louis, mais, en premier lieu, la motion était rédigée en anglais, et ce n'est pas le chef de l'opposition qui est capable de la rédiger dans cette langue.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je puis vous rédiger en anglais toutes les motions du gouvernement, si vous le voulez.

(Rires)

Un député ministériel: Vote... Vote.

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre a eu des paroles savoureuses. Il a dit au cours de ses remarques: "On me déteste! On déteste le gouvernement et le premier ministre personnellement!" Pour ma part, je proteste. Je ne déteste pas le premier ministre.

(Applaudissements à droite)

Je remarque que, quand il est mal pris, il fait de grandes phrases sentimentales. J'aime à l'entendre dans ses grandes périodes sentimentales au cours desquelles il prétend qu'on spéculé avec la misère

humaine, et prétend qu'il veut chasser la canaille. Il a parlé avec volubilité, mais il a oublié cependant de parler de la motion en discussion...

Des députés: Il est 6 heures.

M. l'Orateur: Il est 6 heures et je quitte le fauteuil.

M. Bertrand (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), que le débat soit ajourné au cours de la présente séance.

Adopté. Le débat est ajourné.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Occupation de l'édifice de la Commission du chômage, à Montréal, par la police provinciale

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné cet après-midi, sur la motion de l'honorable M. Bouchard, dont elle a été saisie à la présente séance, demandant qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de tous documents et correspondance concernant les activités de la police provinciale dans l'occupation de l'édifice de la Commission du chômage à Montréal, au cours du présent mois.

M. Bastien (Berthier): Cet après-midi, le premier ministre a terminé ses remarques dans un geste tragique et il a déclaré: "Je suis prêt à prendre la responsabilité de cette affaire."

Un député ministériel: Ça, c'est un homme.
(Applaudissements)

M. Bastien (Berthier): Il a parlé de la ville de Montréal, lui le grand partisan de l'autonomie municipale.

Un député ministériel: C'est vrai.

M. Bastien (Berthier): Lorsque le premier ministre était dans l'opposition, il déclarait que s'il devenait premier ministre, la police provinciale n'irait pas se mêler des affaires de la métropole.

Toutefois, cet après-midi, quand il a réalisé qu'il avait été mal inspiré dans ceci, il a dit: "J'en prends la responsabilité."

Il a donc trompé la population. Dans toute cette affaire, il a été bien mal inspiré par le vérificateur de la province, M. Edgar Vézina. Le gouvernement d'Union nationale, quelle union? Pour nous éclairer, il faut savoir un peu ce qui s'est fait au conseil municipal de Montréal¹².

M. Béique (Chambly): Si vous prenez cela dans *Le Canada*...
(Rires)

M. Bastien (Berthier): Quelle Union nationale, quand on voit le premier ministre envoyer la police provinciale faire un raid à la Commission du chômage et terroriser la population de Montréal, alors qu'hier, au conseil de ville, le maire de Montréal, député de L'Assomption (M. Raynault), élève et enfant chéri du premier ministre, a décidé d'envoyer sa police surveiller celle du procureur général! Quelle belle Union!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Union nationale, c'est l'union de tous les policiers contre la canaille.
(Applaudissements)

M. Bastien (Berthier): La suggestion a été faite, hier, à Montréal même.

M. Raynault (L'Assomption): Je soulève un point d'ordre. La police municipale n'a pas été envoyée sur les lieux pour surveiller la police provinciale, mais pour surveiller les dossiers et documents avec la police provinciale, pour surveiller les fautifs avec cette police.

M. Bastien (Berthier): Ce raid me paraît avoir été ourdi par les deux frères siamois, le procureur général (l'honorable M. Duplessis) et le maire de Montréal (M. Raynault). Des amis du gouvernement, dont M. Biggar, échevin à Montréal, suggèrent que la police municipale aille surveiller la police provinciale. Je lis dans *Le Canada*...

Un député: Ah!

M. Bastien (Berthier): ... et dans la *Gazette*.

M. Barrette (Terrebonne): C'est la même chose.

M. Bastien (Berthier): Le maire de Montréal vient de faire une distinction qu'il n'a pas osé faire devant son conseil, car son conseil a été unanime à le blâmer au sujet de cette affaire. Je veux répondre aussi succinctement que possible aux remarques du premier ministre.

M. Béïque (Chambly): Cela va être difficile! (Rires)

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre a accusé le chef de l'opposition de faire de la politique avec ceci, mais ce n'est pas une question de partisanerie politique quand on voit des hommes comme MM. Biggar et Lesage, amis du gouvernement, blâmer ce geste du premier ministre. Ce sont des gens de son propre parti: M. Hector Dupuis - tout le monde connaît M. Dupuis pour un bon bleu - le Dr Zénon Lesage, qui siégeait du côté de l'ancienne opposition - voilà un autre bon bleu - et ils ont condamné l'attitude du gouvernement dans cette affaire, cette inqualifiable descente nocturne.

Quelle en est la raison? C'était perpétré dans le local d'une commission d'enquête nommée par le conseil du bras droit du premier ministre, son enfant chéri.

Pourquoi le gouvernement a-t-il fait faire cette intrusion nocturne? Nous ne trouvons aucun motif sérieux pour justifier cette conduite du procureur général (l'honorable M. Duplessis). Une commission présidée par l'échevin Brien, et sur laquelle siègent plusieurs amis du gouvernement, a été chargée de faire enquête. Est-ce que cette commission a refusé au procureur général la permission de voir certains dossiers? Jamais.

Or, pendant cette enquête, le procureur général (l'honorable M. Duplessis) laisse faire une incursion nocturne. Je ne sais qui a inspiré le procureur général. Quel peut être ce maladroit qui fit faire une incursion nocturne? C'est là la plus grande insulte pour Montréal. Le conseil municipal de Montréal a été unanime à envoyer sa police et nous voulons venger la population de Montréal, qui a été ainsi insultée.

M. Béïque (Chambly): Est-ce qu'elle vous l'a demandé?

M. Bastien (Berthier): Nous sommes capables de la venger. C'est la plus grande insulte jamais faite à la ville de Montréal, dont le maire est le député de L'Assomption (M. Raynault). Ce dernier a reçu des faveurs extraordinaires du parti au pouvoir, lors des dernières élections municipales.

L'homme qui connaît mieux cette affaire que n'importe qui, qui connaît tous les dessous de l'affaire, c'est le maire de Montréal, député de L'Assomption.

(Applaudissements à droite)

Il a reçu une motion de protestation de la part du général McQuaig, président du comité des citoyens de Montréal. Le général McQuaig, le Board of Trade, la Ligue des citoyens et le Conseil des métiers ont protesté contre cette affaire.

Il (M. Bastien) cite la lettre et fait mention de la délégation des citoyens.

Cette délégation, qui représente l'élite financière de la métropole, ainsi que le Conseil des métiers et du travail sont venus protester auprès du conseil. C'est le maire qui les a reçus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Berthier paraît insinuer que le gouvernement va être dirigé par le général McQuaig, le Board of Trade, la Canadian Manufacturers Association ou la Ligue des citoyens. Il voudrait que ceux qui veulent étouffer la ville de Montréal, l'autonomie du peuple, aient de l'influence dans la province de Québec. Je lui dirai que le gouvernement est dirigé par la population. Ni le général McQuaig ni le Board of Trade ne conduiront le gouvernement. Nous représentons le peuple ici et nous n'accepterons de leçons et de directions d'aucun de ces messieurs du Board of Trade.

(Applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): C'est le premier point d'ordre de ce genre que j'entends en cette Chambre. Le premier ministre ne se laisse conduire par personne et c'est pour cela qu'il commet tant d'erreurs. L'honorable premier ministre s'exposerait à moins d'erreurs s'il prenait l'avis de ces messieurs. Mais par qui le premier ministre s'est-il laissé inspirer? Serait-ce par cet illuminé de M. Edgar Vézina, l'auditeur général de la province, qui voit des malfaiteurs partout?

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Le député de Berthier a parlé du Board of Trade. Est-ce qu'il représente ici le Board of Trade de Montréal ou le comté de Berthier?

(Rires et applaudissements)

M. Bastien (Berthier): (Souriant) Comme question, ça n'est pas très fort. Je me demande par qui le premier ministre a été inspiré pour agir ainsi: par M. Edgar Vézina, l'auditeur de la province, ou par le maire de Montréal, enfant chéri?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Est-ce une question que l'honorable député me pose?

M. Bastien (Berthier): ...

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):
Mais réponds donc!
(Rires et applaudissements)

M. Bastien (Berthier): On va faire demander la Police montée pour protéger le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger).

(Rires)

Le gouvernement a donné un spectacle pénible. Cette affaire est une insulte aux citoyens de Montréal qui paient 60 % des revenus de la province. Le conseil municipal de Montréal est prêt à collaborer avec le gouvernement provincial, mais ce dernier préfère ignorer, semble-t-il, ce désir de collaboration. Il fonce la nuit. L'honorable premier ministre a prétendu encore que le général Panet tient tellement à sa position qu'il lui a téléphoné à ce sujet. S'il connaît le général Panet comme nous le connaissons, il fait erreur. Le général Panet n'a pas téléphoné pour garder sa position.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Est-ce que l'honorable député de Berthier peut nous dire pourquoi le général Panet a résigné comme chef de la police de la Commission des liqueurs en disant que, sous l'ancien régime, cette Commission était une caverne de voleurs?

(Applaudissements)

M. Bastien (Berthier): Je n'ai pas à détourner la discussion. Je ne me permettrai pas de digresser. Le général Panet n'est pas payé. Je dirai au premier ministre que le général Panet n'attend pas après la position de président de la Commission du chômage qui lui donne un dollar par année pour ses services.

Il a un poste de confiance au Pacifique Canadien qui lui donne \$12,000 par année; il est l'un des hommes les plus distingués de notre race; il a de l'étoffe; il s'est distingué, il a fait honneur à sa race sur les champs de bataille. S'il a demandé d'être réinstallé, c'est pour que sa réputation ne soit pas salie injustement. S'il a téléphoné au premier ministre, c'est qu'il ne voulait pas que son honneur fût soumis à une enquête du genre de celles que tient l'administration.

Que le premier ministre accorde donc au général Panet l'enquête royale qu'il a demandée dans

une lettre. Le général Panet ne veut pas d'une enquête ordinaire. Il sait de quelle façon les enquêtes sont conduites autrement, avec le premier ministre. Mais voyons maintenant par qui l'honorable premier ministre a remplacé le général Panet, l'homme de confiance du C.P.R., cet homme distingué à la Commission. Il l'a remplacé par un nommé Wagner.

Des députés: "Vaguenere".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je pensais avoir parlé clairement. J'ai déclaré que le gouvernement de Québec n'était pas intervenu, ni de près ni de loin, dans le choix des commissaires. Le gouvernement n'a nommé personne à la Commission du chômage de Montréal. Nous avons nommé des gens chargés du soin des dossiers. De plus, si le général Panet est l'agent du C.P.R. comme le prétend le député de Berthier (M. Bastien), il n'est certainement pas qualifié pour représenter les chômeurs.

(Applaudissements à droite)

Un député ministériel: En avez-vous assez?

M. Bastien (Berthier): Le général Panet est également chef de la police du C.P.R.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Alors, s'il est qualifié comme policier, pourquoi a-t-il résigné comme chef de la police de la Commission des liqueurs?

M. Bastien (Berthier): Si le premier ministre veut inscrire une motion à cette fin sur l'ordre du jour, je lui répondrai. Que l'honorable premier ministre mette une motion à l'ordre du jour et nous verrons. Mais qui est ce M. Wagner? C'est un ancien syndic qui, dans le règlement d'une faillite retardée de trois ans, a eu trois jugements contre lui.

M. Pouliot (Missisquoi): L'honorable député de Berthier sait-il que le principal écrivain, l'un des principaux collaborateurs du journal *En Avant*¹³, organe libéral, est un individu qui signe Valdombre, un ancien détenu de Bordeaux dont la photo figure dans la galerie des criminels?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, je proteste.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Le chef de l'opposition devrait attendre qu'un député ait fini, avant de protester.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je félicite le ministre de l'acuité de son esprit.

M. Bastien (Berthier): Je suis à parler des personnes mêlées au raid en discussion. Le juge Boyer a condamné M. Wagner à payer les créanciers dans les 10 jours et il ne les a pas payés. C'est une compagnie de garantie qui a payé.

Le juge a aussi diminué de \$3,000 à \$700 des honoraires qu'il avait chargés pour une affaire de \$6,000. Sur les produits d'une vente de \$6,050, M. Wagner demandait des honoraires de \$3,435. Le juge ne lui en accorda que \$705.27 en commentant l'affaire par ces mots: "La liquidation a été faite plutôt dans l'intérêt du syndic que dans celui des créanciers." Et le montant de \$705.27 n'a pas été payé par Wagner, mais par les Employers Liabilities Limited.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député de Berthier sait-il que M. Brochu, auditeur pour M. Panet à la Commission du chômage, est un ancien défalcatore de la maison Price, qu'il a détourné les fonds de la compagnie Price et qu'il a spéculé avec les billets de tramways de Montréal?

M. Bastien (Berthier): Je ne connais pas M. Brochu et ce n'est pas là une question qui concerne le débat. Mais est-ce que son cas blanchit l'homme de confiance du premier ministre, M. Wagner, le protégé du procureur général?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais, ni de près ni de loin, je n'ai contribué à la nomination de M. Wagner ou d'aucuns membres à la Commission du chômage, mais je puis dire au député de Berthier que si on me prouve que M. Wagner ou un autre supporteur de l'Union nationale n'est pas honnête, je m'engage à le poursuivre. Mais l'honorable député de Berthier ne nous a pas encore dit s'il sait que dans un journal qu'il connaît bien, *En Avant*, il y a un homme, le principal écrivain, qui a été derrière les barreaux de la prison de Bordeaux et dont la photo est classée dans la galerie des criminels.

(Applaudissements et rires)

M. Bastien (Berthier): Le gouvernement provincial a fait une erreur de s'ingérer ainsi. Nous ne sommes pas ici pour discuter les affaires d'*En Avant*. Le maire de Montréal a dit au conseil municipal de Montréal: "Je ne les aime pas ces MM. Wagner et Lessard." Pourquoi l'honorable premier ministre n'écoute-t-il pas son enfant chéri, le maire

de Montréal, et ne retire-t-il pas ces deux hommes? L'échevin Biggar a déclaré au conseil municipal que ceux qui avaient renseigné l'auditeur de la province, M. Vézina, et le gouvernement étaient des vauriens destitués par la Commission du chômage.

Il (M. Bastien) parle du maire tampon (M. Raynault) qui voulait avoir les sympathies de son conseil de ville et, en même temps, ne pas déplaire au premier ministre. Il cite ensuite les paroles récentes du maire de Montréal.

Cela ne cadre pas avec son attitude à Québec.

MM. Brien, Taillon, de bons bleus, ont dit des preuves apportées à l'enquête par les représentants du procureur général, que ce sont là des niaiseries.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député de Berthier (M. Bastien) a du courage, est-il prêt à mettre son siège en jeu? Si nous prouvons que la ville et la province se sont fait voler? Si nous ne pouvons prouver que la province et la ville de Montréal ne se sont pas fait voler dans l'affaire des secours directs à Montréal, je mettrai mon siège en jeu.

(Applaudissements)

M. Bastien (Berthier): Ce n'est pas la question. Je ne suis pas pour mettre mon siège en jeu, car ce n'est pas moi qui ai fait la gaffe. Jamais le conseil de ville n'a refusé de coopérer avec le gouvernement dans la question du chômage. L'attitude du procureur général est une insulte à la police de Montréal. Il est regrettable de voir deux corps de police s'espionner. Dans un temps difficile comme nous traversons, c'est un mauvais exemple à donner au peuple que ces descentes nocturnes, cette confrontation de deux polices, la provinciale et la municipale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le corps de police de Montréal est le plus efficace, le meilleur dans la Confédération et l'un des meilleurs non seulement du Canada, mais sans contredit du monde entier, et il a toute mon admiration. Mais la police de Montréal a une lourde tâche à accomplir et la police provinciale a voulu faire sa part. La police provinciale est intervenue parce que la police de Montréal a beaucoup d'ouvrage et que je voulais lui donner le temps de poursuivre les voleurs de l'ancien régime. C'est parce qu'elle a beaucoup à faire, de ce temps-ci, à rechercher ceux des amis de l'ancien régime qui restent, qui n'ont pas tous disparu, et à les surveiller, que nous lui avons envoyé du renfort.

M. Bastien (Berthier): Voilà certes un modèle parfait de point d'ordre! Je regrette cet acte du gouvernement, qui est un mauvais exemple. Je regrette aussi que l'on ait essayé de diminuer un Canadien français distingué comme le général Panet, un homme intègre, et son ami Alphétus Mathieu qui est l'intégrité même et qui représente la classe ouvrière dans la Commission du chômage.

(Applaudissements à gauche)

Ce que le premier ministre aurait mieux à faire, ce serait de s'excuser auprès du conseil municipal de Montréal.

(Applaudissements à gauche)

M. Raynault (L'Assomption): Je n'avais pas l'intention de parler sur cette question parce que j'ai une autre tribune pour exposer les questions municipales, et aussi parce que je ne voulais pas faire perdre le temps de la Chambre. Je n'ai pas le droit de me taire maintenant et de laisser planer des soupçons sur la conduite du gouvernement. Il s'agit là d'un débat pour le conseil municipal et non pour la Chambre, débat que l'opposition s'est plu à embrouiller et compliquer à plaisir alors que les choses sont plutôt assez claires.

On a prétendu qu'il n'y avait jamais eu de plaintes au conseil de ville contre le général Panet. Je tiens tout d'abord à faire remarquer au député de Berthier, qui a fait un éloge dithyrambique du général Panet, que, contrairement à ce qu'il a dit, le général Panet a été souvent critiqué au conseil municipal. En maintes occasions, un des amis de l'ancien régime, un échevin, qui fut candidat libéral aux dernières élections provinciales, ne se gênait pas pour lancer des choses insolentes au général Panet.

Il est arrivé notamment qu'en une circonstance où le général Panet accompagnait un visiteur de marque, des personnalités importantes, ledit candidat, ami du député de Berthier, l'a injurié devant le visiteur en lui disant: "Je vous vois petit comme ça." Un autre candidat libéral l'a attaqué un jour dans le bureau du maire.

M. Bastien (Berthier): Est-ce que le député de L'Assomption n'a pas lui-même fait l'éloge du général Panet?

M. Raynault (L'Assomption): C'est vrai et je n'ai rien dit personnellement contre lui. Je ne fais que rapporter les paroles d'un ancien candidat libéral. Et, si le député de Berthier, au lieu de se confiner à l'exclusive lecture de *En Avant*, avait lu les journaux,

il aurait lu par exemple que le premier ministre et moi-même avons dit que nous considérions M. Panet comme un honnête homme. C'est pourtant bien clair, cela. Toute la question, en somme, n'est pas si compliquée. Un jour, le procureur général (l'honorable M. Duplessis), averti qu'on vole pour des milliers de dollars de l'argent de la province et de la ville, envoie des policiers assurer la garde des dossiers.

Certains de ces policiers excèdent leurs instructions. Je l'ai dit et je ne m'en cache pas. Le premier ministre, mis au courant, déclare que jamais il n'a donné des instructions de molester qui que ce soit et que tout ce qu'il a ordonné, c'est la garde des dossiers. Et le premier ministre ajoute que, si les policiers ont dépassé leurs ordres, il les condamne. C'est pourtant clair, et la discussion aurait dû finir là. C'est ce qu'on a compris au conseil municipal de Montréal et il appartenait à l'opposition d'essayer de mêler les cartes.

M. Barrette (Terrebonne): Pourquoi essayer de lui faire comprendre? Vous n'y réussirez pas.

M. Raynault (L'Assomption): On a parlé du respect de l'autonomie de Montréal. Sur la question d'autonomie de Montréal, je ne vois pas en quoi celle-ci a souffert. J'entends la faire respecter, mais elle n'a rien à craindre lorsqu'il y a intervention du procureur général et de la police provinciale pour protéger les fonds de la province et de la cité.

(Applaudissements)

Le premier ministre ordonne simplement d'assurer la garde des dossiers. Il laisse la ville libre de maintenir ou de rejeter sa Commission de chômage, il laisse la ville libre d'envoyer les policiers municipaux pour coopérer pour la garde des dossiers. À cela seulement se bornent ses activités.

J'ai dit que je n'aimais pas MM. Wagner et Lessard. J'avais bien le droit de le dire. Je dois admettre que j'ai dit au conseil, et je le pense encore, que les Wagner et Lessard ne se sont pas bien conduits dans cette affaire. J'appartiens à un parti où un homme a le droit de dire ce qu'il pense. Mais cela ne veut pas dire, parce que je n'approuve pas la conduite de deux hommes, que je trouve condamnable la conduite du procureur général. C'est aux hommes eux-mêmes que je m'en suis pris. Il me semble que je suis franc, lorsque je parle ainsi.

Le gouvernement avait des bonnes intentions lorsqu'il a décidé cette mesure, mais il n'y a rien qui empêche que les hommes choisis pour l'appliquer aient dépassé leur mandat. En les condamnant, je me suis basé sur ce que j'ai vu, et je me suis cru justifié

de les blâmer comme le gouvernement pourra se croire justifié de le faire. On parle de M. Biggar, le protecteur du protégé du premier ministre. Je n'ai aucune objection à ce titre. De ce que l'échevin Alfred Schubert a pu dire, on ne doit pas conclure que c'est l'idée du conseil de Montréal. Il y a une résolution qui reflète cependant son opinion. Étant donné que ces deux hommes n'ont pas donné satisfaction, le conseil a décidé d'envoyer notre police aider la police provinciale à surveiller les documents. La police provinciale est intervenue pour empêcher de mal faire. Dans le passé, elle intervenait pour aider les gens à se faire réélire afin de continuer à mal faire. Parce que l'échevin Schubert a dit cela, ça ne veut pas dire que c'est le sentiment de la population. Prenons plutôt la résolution qui a été adoptée par le conseil. C'est simple: pouvons-nous blâmer le gouvernement lorsqu'il vient protéger les fonds de Montréal?

M. Bastien (Berthier): Est-ce que le député de L'Assomption approuve le raid qui a été fait?

M. Raynault (L'Assomption): J'approuve n'importe quel moyen qu'on prendra pour empêcher le gaspillage des deniers publics. J'approuve n'importe quel mouvement des autorités constituées, qui ont des raisons sérieuses de croire que les deniers de la province et de la ville, et surtout du pauvre, sont en danger, et qui montent la garde autour des dossiers.

(Applaudissements à droite)

Ça ne veut pas dire que je n'ai pas droit, cependant, de condamner la conduite de deux hommes. L'échevin Trépanier, qui n'est pas un protecteur de notre mouvement, a cependant admis qu'on devait laisser la police provinciale faire la surveillance des dossiers en disant qu'on pouvait aussi envoyer la police municipale. Les échevins de Montréal qui connaissent leur affaire, après tout, ont reconnu, en somme, que le procureur général avait droit d'assurer la garde de dossiers et ils ont demandé que les policiers municipaux coopèrent pour assurer cette garde, ce à quoi d'ailleurs le gouvernement provincial n'avait pas la moindre objection. Tout le monde s'entend à Montréal pour assurer la garde des dossiers.

On a dit que des gens sont venus me voir. C'était pourtant 15 jours avant ces incidents que je reçus une délégation qui demandait une enquête, en plus de demander de laisser les commissaires en fonction durant qu'elle se ferait. J'ai répondu que nous ferions cette enquête en laissant les commissaires en fonction.

On a parlé du général Panet, payé \$1.00 par année à la ville, et prêté gratuitement à la ville par le Pacifique Canadien. J'ai blâmé l'ancienne administration d'avoir engagé M. Panet à \$1.00 par année. Je trouve qu'il est ridicule pour une ville importante comme Montréal d'emprunter un fonctionnaire à une compagnie privée. J'ai toujours prétendu et je prétends qu'une ville avec un budget de \$50,000,000, budget plus considérable que celui de la province, doit réprover le principe de se faire prêter gratuitement des fonctionnaires à haut salaire, par de grosses corporations. Je dis que, si la grosse compagnie fait cette offre, c'est parce qu'elle attend quelque chose en retour.

On a aussi parlé d'une enquête royale. Je tiens à déclarer que je suis contre une commission royale dans un cas comme celui-là. Je n'y ai pas confiance. On en a déjà eu à Montréal et les résultats n'ont pas été merveilleux. Des hommes qui furent trouvés coupables furent démis de leurs fonctions et ils retirent maintenant une pension de \$4,000 par année. Cela se passait sous l'ancienne administration.

M. Bastien (Berthier): Pourquoi avez-vous été élu maire de Montréal?

M. Raynault (L'Assomption): Parce que j'ai eu la majorité.

(Rires et applaudissements)

M. Bastien (Berthier): Est-ce pour administrer la ville ou la faire administrer par la province?

M. Raynault (L'Assomption): J'ai été élu par un cri populaire qui disait à Montréal comme on avait dit dans toute la province: "Nous voulons un nettoyage."

(Applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): Plusieurs organismes de Montréal ont protesté contre l'atteinte à l'autonomie de leur ville.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montréal-Laurier se fait le complice du Board of Trade, de la Ligue des citoyens...

M. Bertrand (Montréal-Laurier): Je n'ai pas dit un mot de cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'accepte la parole du député de Montréal-Laurier et j'en suis heureux pour lui. Je constate que le chef de l'opposition et le chef aspirant...

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre sera-t-il aussi généreux pour moi? J'ai aussi parlé du Conseil central des métiers et du travail qui représente une forte partie de la population de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dis que le Board of Trade, la Ligue des citoyens, la Ligue de protection des libertés civiles, qui est à la base de communisme, sont en faveur de l'attitude de l'opposition. Ce sont ces associations autocrates qui m'ont demandé déjà d'interdire, de répudier des représentants du peuple à Montréal, et j'ai refusé avec indignation. Je n'accepterai jamais qu'une association vienne me demander une telle chose. Je suis heureux de voir les membres de l'opposition s'identifier avec ces personnes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai le droit de protester contre l'emploi du mot "complice" par le premier ministre. Il dit que je suis d'accord avec le Board of Trade, la Chambre de commerce, le Conseil central des métiers et du travail. Je suis heureux d'être d'accord avec ces associations lorsqu'elles défendent les bonnes causes. Dans ce cas-ci, elles défendent la liberté civile de la population et je me flatte d'être d'accord avec toute association qui est en faveur des libertés civiles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
En faveur de l'émancipation.

M. Raynault (L'Assomption): Il y a des gens à Montréal, comme ici, qui sont intéressés à trouver des prétextes à faire de la politique. La ville de Montréal saura toujours se lever pour défendre son autonomie si elle est attaquée, sans recourir aux deux échevins qui ont toujours appuyé l'ancien régime au détriment de la cité elle-même. Mais ce n'est pas dangereux avec le gouvernement actuel. On a reproché au procureur général son intervention. Il a répondu: "Étant informé qu'il y avait eu des irrégularités, j'ai donné ordre de placer les documents sous bonne garde, afin de faire enquête." Et le premier ministre a ajouté: "Si MM. Wagner et Lessard ont outrepassé mes ordres, je ne puis accepter cela." Il me semble, M. l'Orateur, que le débat aurait dû s'arrêter là.

(Applaudissements à droite)

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):
Laissez-moi d'abord dire que ce n'est pas mon intention de faire de la politique avec cette question.

Je ne nie aucun pouvoir au premier ministre, sinon celui de procéder sans mandat. Nous sommes ici en pays britannique, je pense. Cela dit, s'il y a des coupables, que le procureur général (l'honorable M. Duplessis) les poursuive, mais qu'il les poursuive selon la loi, selon les moyens qui sont à sa disposition. Si le procureur général a voulu réellement protéger les deniers publics, il ne trouvera personne en cette Chambre et dans la province pour protester. Personnellement, je souhaite que tous les voleurs soient poursuivis avec toute la rigueur voulue.

Mais il y a un vieux principe qui nous garantit les libertés britanniques depuis le roi Jean sans Terre, il est cependant un principe essentiel sur lequel je veux appuyer et que personne ne doit oublier, c'est que personne ne peut être dépossédé de ses biens et de sa liberté, à moins qu'on ne suive les procédures légales. Il y a un principe de droit qui veut qu'aucune personne ne soit molestée dans sa liberté. La seule ambition qui m'anime et que je chéris, c'est de faire respecter ce principe. Personne ne doit être privé de liberté ni de ses droits de propriété.

Le principe dit aussi qu'il n'y a personne au-dessus de la loi. Tout homme est sujet de la loi dans cette province. Le procureur général peut procéder, en autant que la loi l'autorise à le faire, et il aura toujours raison tant qu'il se limitera aux prescriptions de la loi. Mais en vertu de quel procédé légal a-t-on opéré cette descente nocturne? Quel est le procédé suivi par le procureur général dans cette affaire? C'est ce que je veux tenter d'établir.

Il semble, d'après ce qu'il a dit en cette Chambre, que le procureur général a voulu procéder sur une information qu'il aurait reçue. Il s'est basé sur certaines informations pour fermer la Commission. Mais le procureur général a été plus loin. Il a révélé que, si les officiers de police, les employés qu'il avait chargés de cette descente, ont outrepassé leur droit, en expulsant les membres de la Commission avec plus ou moins de violence, ils sont blâmables. Mais jamais ces officiers n'auraient dû aller là. Montréal a ses officiers de police, le premier ministre a dit tout à l'heure que c'étaient les meilleurs du monde. Il aurait dû se servir de ces officiers.

Encore une fois, je le répète, personne ne doit être privé de ses libertés de citoyen et de ses propriétés sans mandat. Si le procureur général avait découvert quelque chose de mal dans l'administration des secours directs à Montréal, c'était un devoir pour lui de procéder suivant la loi, de poursuivre les coupables, selon les excellents moyens mis à sa disposition. Je veux, moi aussi, que justice soit faite.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Montréal-Saint-Louis va-t-il prétendre que le procureur général ne peut se servir de la loi et n'a pas le droit que tout citoyen possède d'arrêter un voleur surpris en flagrant délit?

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Mon honorable ami me permettra de lui faire remarquer que c'est exactement ce que je suis à lui dire. Il a ce pouvoir, je le lui reconnais. C'est justement ce que j'ai dit: Si le procureur général avait la preuve absolue d'abus, si on avait découvert quelque chose de mal, c'était le devoir du gouvernement d'agir suivant la loi, c'était de son devoir d'arrêter les coupables. Mais j'ajoute que personne dans le pays ne peut procéder en violant la loi en force sans y être autorisé par le gouvernement. Le maire de Montréal dit que le gouvernement a bien fait d'agir comme il a fait.

Le député de L'Assomption (M. Raynault) vient de nous dire que le procureur général a fait venir la police provinciale à Montréal afin d'aider la police municipale. Et il me semble - est-ce un paradoxe de la part du gouvernement? - avoir entendu tomber des lèvres du procureur général un éloge à l'adresse de la police de Montréal qu'il prétend être la meilleure non seulement de la Confédération, mais l'une des meilleures du monde. Si la police de Montréal est aussi bonne que le premier ministre l'a dit, pourquoi ne l'avoir pas utilisée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Après des mois d'enquête, on a pris toutes les précautions jugées nécessaires. Il ne faut pas tout attendre du procureur général. La Providence sait que j'ai à peine trois heures par jour pour dormir. Après un mois d'enquête, la Providence et ceux qui sont au courant savent que, dans la nuit, j'ai reçu un appel téléphonique de Montréal d'une personne en qui j'ai toute raison d'avoir entière confiance, pour me dire que l'enquête que nous avons instituée était paralysée parce que des documents importants allaient être enlevés durant la nuit même. Il n'était plus temps de réveiller les procureurs de la couronne et les juges.

Alors, j'ai dit à la police: Rendez-vous au bureau de la Commission du chômage et surveillez-y les documents. Ne molestez, n'arrêtez personne, mais voyez à ce que les documents soient conservés intacts. Nous voulions par là continuer notre enquête et, pour punir les coupables, nous voulions avoir les preuves que contiennent les documents qui étaient en

train de disparaître. N'avais-je pas le droit d'ordonner que l'on sauvegarde ces documents? N'avais-je pas le droit de dire de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la garde des documents dont nous avions besoin?

Je l'ai dit et je le répète, il est temps que les gros soient punis. Le moyen de faire enquête résidait dans la connaissance de ces documents. Je ne crois pas que le député de Montréal-Saint-Louis puisse me nier ce droit. Le député de Montréal-Saint-Louis est trop bon avocat pour nier que c'était notre devoir de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la garde des documents. Mais je m'étonne que le député de Montréal-Saint-Louis, devant cette enquête, et peut-être pour détourner l'attention du public, vienne exercer ici, dans des circonstances aussi graves, ses principes de "fair-play" et qu'il s'en serve pour des considérations de partisanerie politique. Il veut faire de cette affaire une question politique.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je puis assurer que c'est une question trop importante à mon point de vue pour que je fasse de la politique. La politique n'a pas d'importance pour moi. Je ne suis pas du tout intéressé dans la politique et ce n'est pas sur cette question que j'ai entrepris ce débat. Je le dis bien sincèrement: la politique ne représente pas pour moi une importance suffisante. Le premier ministre dit qu'il punira les gros coupables. J'ai confiance dans ce que dit le premier ministre et je suis le premier à l'approuver de prendre tous les moyens de punir les coupables. S'il y en a qu'il doive punir, c'est son devoir.

Et je pense qu'il n'aura aucune difficulté, car il y a d'habiles procureurs de la couronne à Montréal. C'est ce qui m'amène à lui dire que lorsqu'il reçut un téléphone l'avertissant d'une disparition de dossiers, il pouvait fort bien téléphoner et donner instruction à ces procureurs de la couronne et les faire se munir d'un mandat de perquisition. Le premier ministre sait qu'il était facile pour la police de se procurer un mandat. Je répète que le procureur général aurait dû suivre le procédé légal, enquêter sur le bien-fondé de ces renseignements, faire des recherches et opérer par un mandat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Montréal-Saint-Louis parle de mandat de recherche. Pourquoi un mandat de recherche? Pour connaître ce que nous savions déjà? Fallait-il prendre le temps, M. l'Orateur, d'aller réveiller un juge au milieu de la nuit, éveiller les avocats de la

couronne, pour faire signer un mandat, alors que nous avions des renseignements à l'effet que des documents allaient être volés? Il s'agissait d'aller droit au but, c'était urgent, comme c'est toujours urgent quand l'argent disparaît. Quand il s'agit d'empêcher les argents du peuple, l'argent des miséreux, d'être pillés par la canaille et les bandits, il ne faut pas hésiter à sévir. C'était notre devoir d'intervenir tout de suite.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Le procureur général dit que les documents étaient volés la nuit. Il aurait pu, après avoir fait surveiller l'immeuble du chômage la nuit, se munir d'un mandat le lendemain matin à 10 heures, à l'ouverture des tribunaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le devoir d'un médecin de courir à son patient pour le soigner en cas de mort, et de ne pas attendre qu'il soit mort. Ce n'est pas le temps de soigner un malade quand il est mort.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Tout cela est très bien, mais je ne sais ce que cela a à faire dans le débat. Il s'agit de faire respecter la loi. Le procureur général est là pour cela. Tout homme doit suivre la loi, quel qu'il soit, et on ne peut arrêter sans mandat. C'est surtout au procureur général de donner l'exemple. Le procureur général aurait dû avoir assez de dignité pour respecter lui-même la loi qu'il est chargé de faire respecter par les autres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris d'entendre le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) parler du respect des lois, lui qui a fait arrêter un adversaire qui était son confrère au Barreau et qui eut sa valeur morale et intellectuelle, pendant les élections en 1927, en se servant d'un mandat en blanc, ce qui est illégal et malhonnête. Lui qui fit saisir M. Louis Fitch parce que M. Fitch se présentait contre lui dans le quartier Saint-Louis! Son adversaire était aussi respectable que lui-même. C'est cet homme, dont l'organisation politique, pendant ce temps, passait des télégraphes en gros, qui vient nous parler du respect des lois? J'aime mieux, M. l'Orateur, avoir une conscience blanche et ainsi protéger le chômage à base de blancheur et ne pas me servir de mandat en blanc pour permettre à un organisateur de voler une élection.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je suis peiné de cette attitude du premier ministre. Je

n'aurais pas voulu amener le débat sur un sujet aussi éloigné de la question. Mais laissez-moi vous parler un peu de ces mandats en blanc, puisqu'il en est question, contre moi cette fois. Ces mandats en blanc avaient été émis pour combattre des organisations de télégraphes qui travaillaient contre moi dans le comté de Saint-Louis. Ils furent exécutés à 5 heures du matin pour prévenir des fraudes.

À l'aide de ces mandats, émis pour une question d'urgence, nous arrêtons 50 télégraphes dans une maison. Mon adversaire était parmi eux. J'en fus extrêmement choqué et bouleversé. Je n'ai pas voulu porter plainte contre lui comme on me le demandait. Quarante autres télégraphes furent dirigés vers les quartiers généraux, avec l'avocat de mon adversaire. Lorsque je m'y rendis, cet avocat n'a pas voulu plaider d'aucune façon et il s'est retiré. Pourquoi n'a-t-on pas demandé de jugement dans cette affaire, si on croyait que ce n'était pas moi qui avais raison, si l'on se croyait trompé?

Quoique ce cas remonte déjà à neuf ans, je suis prêt à entreprendre de nouveau les procédures. "I am ready to go on". J'invite même le procureur général à ramener le cas devant les tribunaux. Les exhibits sont encore disponibles. Il y aura sans doute des témoins de disparus, mais tout l'attirail (paraphernalia) reste. Nous arrêtons encore 19 autres télégraphes dans un garage de la rue McCord, puis 14 autres personnes. Je défie qui que ce soit d'attaquer ma vie publique. Ceux qui le feront, qu'ils aillent au diable!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais il s'agit d'une autre élection. Qui, à ce moment, était candidat?

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je ne veux pas le nommer. J'espère que mon honorable ami ne m'obligera pas à lancer un nom sur le parquet de la Chambre. Je n'y suis d'ailleurs pas tenu, car l'honorable premier ministre le connaît parfaitement et sait qui je veux dire. Vous le savez et je sais pourquoi vous voulez que je le nomme.

Un député ministériel: Répondez donc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Répondez.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): Je ne m'attendais pas à ce que mon honorable ami voulût recourir à des procédés de ce genre. Il sait dans quelle situation il me place en exigeant que je

prononce ce nom ici. Je ne veux absolument pas ternir une réputation. Je sais que le premier ministre veut jeter de la poudre aux yeux du peuple. Ma vie publique a été telle qu'aujourd'hui je peux regarder n'importe quel homme dans les yeux et lui dire, lorsqu'on m'attaque: *Go to hell!* Je regrette que le premier ministre soit si impétueux. Je le connaissais comme un gentilhomme, intègre, courtois et je l'admirais franchement. Mais il a de désastreux écarts parlementaires et dirige le débat sur des terrains qui n'ont rien à voir avec la question. Il est trop prompt, peut-être.

Pour revenir au débat, je recommande qu'on mette la procédure de la loi dans le genre de descente opérée récemment à Montréal. S'il y a du monde à poursuivre pour fraudes et vols, des gros coupables comme il le dit, eh bien, qu'il y aille avec vigueur. Mais il le dit depuis si longtemps déjà que je me demande si des arrestations seront faites. J'ai hâte de savoir si, à la suite de cette affaire de Montréal, des arrestations seront faites et des procédures intentées. Je serai aux aguets pour savoir si elles sont faites et, lorsqu'elles le seront, je surveillerai de quelle façon on entreprendra les procédures.

Mais, en terminant, je veux bien dire ceci. Supposons que le gouvernement fédéral, qui contribue un tiers de ces montants des secours directs, soit informé d'irrégularités dans l'administration de ces fonds dans Québec et qu'il mobilise, après avoir tenté une enquête, sa Police montée, supposons qu'un jour il envoie la Police montée à Québec, sous prétexte de surveiller des documents, et que les gendarmes fédéraux ferment le Parlement - je ne dis pas qu'Ottawa voudra entreprendre cela, mais je le suppose pour donner un exemple - l'honorable premier ministre protesterait vigoureusement, éloquentement. Le premier ministre, j'imagine bien, serait le premier à crier à l'intervention du dominion dans des matières d'autonomie provinciale, et il aurait raison.

(Applaudissements à droite)

Une pareille chose ne surviendra jamais, tant que nous aurons des libéraux à Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montréal-Saint-Louis a de belles expressions parlementaires. Il dit "*Go to hell!*" Comme cela reflète la mentalité de ses amis de l'opposition! J'aime à l'entendre dire "*Go to hell!*", lui, le pur. Il dit cela, pensant me viser probablement, mais, dans l'autre monde, je me flatte de n'être pas dans la même place.

(Applaudissements)

Le député de Montréal-Saint-Louis a représenté des faits qui ne sont pas conformes à la vérité. Ce qui est arrivé, c'est que, serré de près par son adversaire M. Louis Fitch, il l'a fait arrêter au moyen d'un mandat en blanc. Il a fait arrêter son adversaire, un collègue au Barreau, un homme de sa foi et un citoyen distingué, procédé que je qualifie de malhonnête et de déloyal.

Je répète qu'en vertu d'un mandat en blanc, irrégulier, malhonnête, le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch)...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre a déjà parlé une fois; il n'a pas le droit de parler deux fois. Je n'aurais pas insisté si le ton que prend le premier ministre ne m'alarmait pas.

M. Béique (Chambly): Ça fait mal, hein!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un ministre a le droit de réplique pour rétablir les faits.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Non.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vais vous lire l'article 230¹⁴. À l'heure qu'il est, le député de Montréal-Saint-Louis a représenté des faits non conformes à l'exactitude. Il dit: "J'ai fait arrêter mon adversaire parce qu'il se cachait..."

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je soulève un point d'ordre. L'article...

Des députés: (D'un ton goguenard) L'article 390¹⁵.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est une vieille farce.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui fait toujours mal.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le débat doit se limiter au seul point soulevé et le premier ministre n'a pas le droit de parler une seconde fois.

Il (M. Casgrain) cite le règlement 70¹⁶ et veut censurer le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député de Rivière-du-Loup ne veut pas respecter son mandat, qu'il respecte au moins la Chaise.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous n'avez pas le droit d'insinuer...

M. l'Orateur: À l'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'article 235 dit ce qui suit: "Un ministre de la couronne, qui a pris la parole sur une motion demandant communication de documents ou sur une motion proposant que la Chambre se forme en comité des subsides, ou en comité des voies et moyens, peut la prendre de nouveau pour établir, s'il y a lieu, des faits qui ont été avancés, après son premier discours, mais il doit se borner à expliquer ou à rétablir ces faits." M. l'Orateur, c'est ce que je fais.

Le député de Montréal-Saint-Louis pose à l'homme magnanime. Il ignore la politique. Il défend son adversaire quand ce dernier est arrêté avec des télégraphes dans une maison. Puis il dit de son adversaire qui n'est pas là pour se défendre contre ses basses attaques...

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): "I'm not speaking of that."

Des voix: Parlez donc français.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montréal-Saint-Louis, voulant poser comme un homme magnanime, accuse son adversaire et s'écrie: "Qu'on me poursuive!" Le député de Montréal-Saint-Louis sait bien que ces paroles sont assurées de l'immunité lorsqu'elles sont prononcées en cette Chambre.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): La cause est encore pendante.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député sait que les causes sont proscrites après deux ans. D'ailleurs, on voit comment l'iniquité se ment à elle-même. Les procès dans l'affaire des télégraphes sont pendants, dit-il. Si le procès est encore pendant, que l'honorable député se dépêche de se disculper. Il sait fort bien qu'il y a neuf ans que les irrégularités sont survenues, grâce aux mandats en blanc.

Avec des complicités inavouables, il a fait arrêter un membre du Barreau, un homme distingué, un homme de sa religion, au moyen d'un mandat en blanc. Avec la bravoure qui le caractérise aujourd'hui, il vient dire cela en faisant le magnanime à distance et

en laissant planer des soupçons sur son collègue et sur ses coreligionnaires télégraphes. Et, pour montrer sa sincérité, il envoie tout le monde dans les régions de l'au-delà. L'honorable député de Montréal-Saint-Louis a dit: "*Go to hell!*" Il a alors parlé de la patrie qui leur est destinée dans l'autre monde. L'expression n'est pas parlementaire et je ne lui souhaite pas la même place dans l'autre monde.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis): (Souriant) Je n'ai pas dit cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Et c'est ce pur qui est venu affirmer à la Chambre que le procureur général n'a pas fait son devoir en arrêtant le vol des documents nécessaires à la punition des gros coupables. Cela montre la sincérité de ces hommes qui posent à la pureté, tandis que dans le fond, ils n'ont pas la blancheur qu'ils veulent montrer, surtout lorsqu'ils accusent le procureur général parce qu'il a comme adversaires au conseil de ville des hommes comme l'échevin Jos. Schubert, qui est un communiste, qui est enragé contre le gouvernement parce qu'il n'aime pas la loi que nous avons passée contre le communisme, et qui trouvent leur écho en Chambre dans le député de Montréal-Saint-Louis.

Si je fais ces remarques, si je dis cela, M. l'Orateur, ce n'est pas pour faire de la peine, mais pour faire connaître, pour souligner l'inconséquence de ceux qui se drapent du manteau de la liberté pour cacher la tyrannie de l'exploitation du pécule et du pécule. Quand on veut protéger les deniers publics et que des gens s'élèvent contre nos actes, c'est que nous avons dû faire notre devoir.

M. Barré (Rouville): La police provinciale est venue me rendre visite lors des dernières élections dans mon comté et elle n'a pas pu entraîner le désordre, tant le calme régnait. Je voudrais profiter de ce débat pour remercier la police provinciale de la visite qu'elle a faite chez nous durant les élections. D'ailleurs, c'est une bonne chose pour nous, gens de la campagne, qui voulions savoir comment c'était fait, une police provinciale.

(Rires)

Il y a à Montréal des autorités compétentes, il y a le conseil de ville. S'il y a quelque chose d'irrégulier qui s'est commis, c'est aux gens de Montréal à le dire s'ils ne sont pas contents, et non pas aux gens de la campagne, comme moi, ou aux autres députés ruraux. On a parlé d'arrestations, mais j'en suis encore à me demander qui est-ce qui a été

arrêté. L'un prétend que les pouvoirs ont été dépassés; le député de Montréal-Laurier dit que certaines formalités n'ont pas été observées. Seulement, je voudrais savoir s'il y a quelqu'un qui a subi un préjudice quelconque, quelqu'un qui a réellement souffert de cela. Mais il est un point qui m'intéresse plus que cela, c'est l'absurdité du système social des secours directs.

(Applaudissements)

La source du mal, c'est l'absurdité du système qui force les gens à vivre sans rien faire.

Ce système, c'est fait pour cela. Ce n'est pas étonnant, car c'est une école de vol et de voleurs que ce système qui nourrit des milliers de gens à ne rien faire. Mais les coupables ne sont pas ceux qui vivent à ne rien faire. Je tiens à signaler ici que, si ces gens sont à ne rien faire, ce n'est pas leur faute, mais parce qu'on les y a forcés. On dépense \$15,000,000 par année à Montréal pour payer les secours directs. La ville en fournit un tiers, mais les deux autres tiers sont fournis par la province et par le gouvernement fédéral.

Et, de cet argent, mes électeurs ruraux en sont responsables en ce que leurs propriétés garantissent les dettes contractées. Elles sont garanties par des gens qui ne mangent pas toujours trois fois par jour, qui ne reçoivent pas de secours directs, eux. C'est pourquoi nous avons droit de savoir ce qu'il en est, au moins pour cette proportion. On dit qu'il y a eu vol à Montréal, et je le crois. Quant aux formalités, si Montréal n'est pas contente, c'est à elle de le dire. Mon devoir de représentant du peuple, c'est de protester contre le système des secours directs, qui est un régime destructeur.

En terminant, j'ai une prière à faire à tous les hommes publics de ma province et de mon pays. Cessons donc de nous chicaner sur des bagatelles, sur des niaiseries, sur des chinoïseries de procédure. Ensemble, faisons plutôt un effort surhumain pour donner de l'ouvrage à tout le monde. Mort au chômage, du travail pour tout le monde: que ce soit là notre mot d'ordre.

(Applaudissements)

M. Lamoureux (Iberville): La question n'est pas bien compliquée. Le premier ministre a été informé par des personnes sérieuses qu'on volait l'argent de la province et il a envoyé la police. Je ne sais pas s'il avait le droit ou s'il n'avait pas le droit. Ce que je sais, par exemple, c'est que son devoir était d'empêcher le vol, et c'est ça qui comptait d'abord.

Le chômage est devenu une question bien embarrassante pour tous les gouvernements. Le système des secours directs est un système de

"boodlage" parmi ceux qui distribuent l'argent du chômage. Il n'y a pas à se tromper, le travail augmente, le nombre des chômeurs diminue, et ça coûte plus cher. Alors, l'argent, où va-t-il? Aussi, je félicite le procureur général d'avoir adopté l'attitude qu'il a prise.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Le chef de l'opposition s'est servi d'un incident bien simple pourtant pour se faire un tremplin politique. Si le chef de l'opposition avait voulu réellement savoir ce qui s'était passé, il n'avait qu'à le demander franchement au premier ministre. Si l'opposition veut se faire du capital politique, qu'elle attende donc la fin de l'enquête. Plutôt que de faire une motion, le chef de l'opposition aurait dû se contenter d'une simple question. Connaissant le caractère, la franchise avec laquelle le premier ministre aborde et traite les questions, il aurait expliqué l'affaire en quelques mots et tout aurait été dit.

Mais l'opposition a voulu faire un débat politique. Je demanderais au chef de l'opposition s'il croit que les chômeurs de Montréal sont bien satisfaits de ce débat, parce qu'on a perdu une journée à discuter sur des formalités, et pense-t-il que ça va régler leur sort, que nous avons avancé d'une ligne le règlement de la question du chômage? Ou il y a eu du vol, ou il n'y en a pas eu. S'il y a eu du vol, c'est le devoir élémentaire des autorités de faire enquête. Le chef de l'opposition aurait dû attendre que l'enquête soit faite, et alors il aurait pu faire ses remarques avec à-propos et bon sens, au lieu de faire une tempête dans un verre d'eau¹⁷.

Au lieu de se chicaner avec le député de Berthier (M. Bastien) pour savoir lequel est le meilleur chef de l'opposition, qu'il s'occupe donc de questions sérieuses. Le gouvernement fédéral devrait assumer la question du chômage et collaborer dans l'harmonie et la bonne entente avec les provinces et les municipalités pour régler ce problème. Nous sommes au milieu de la Semaine sainte; je suis sûr d'être bien écouté par le chef de l'opposition en lui demandant de prendre de bonnes résolutions. Que le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) en profite pour faire une retraite.

(Rires)

Lorsqu'il fera ses pâques, et lorsque nous les aurons faites tous ensemble, je suis certain qu'il prendra de bonnes résolutions pour travailler au bien des citoyens, au lieu de faire perdre le temps de la Chambre. Lorsque nous aurons fait nos pâques, nous travaillerons à régler la question du chômage, mais sans partisanerie politique.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je voudrais ajouter quelques mots.

Un député ministériel: Il est 11 heures.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je propose l'ajournement du débat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Finissez. Ce débat a duré toute la journée. Il ne serait pas raisonnable de recommencer à une autre séance.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas d'objection, mais ça peut prendre un certain temps. Combien de minutes le premier ministre peut-il m'accorder?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand bien même ça prendrait cinq heures, j'aime autant dormir que dormir debout.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, je serai bref.

(Acclamations et rires auxquels M. Bouchard s'associe de bon cœur)

Je veux être bref. C'est une résolution de la Semaine sainte et je veux bien la tenir. Je regrette d'être obligé de répondre à quelques arguments. Le maire de Montréal (M. Raynault) m'a accusé d'avoir déclaré qu'il n'y avait pas eu de plaintes contre la Commission du chômage de la part du conseil de ville de la métropole. C'est justement ce que je prétendais. Je soumets que ce monsieur qui a critiqué la Commission ne représentait pas tout le conseil de ville. Les conseils ont une manière de s'exprimer et ils procèdent par voie de résolution.

M. Raynault (L'Assomption): Le chef de l'opposition avait déclaré que pas un membre du conseil ne s'était plaint.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le conseil de ville n'a pas fait de plaintes contre le général Panet, et à deux reprises, la Commission a manifesté sa confiance envers cet homme. Le général Panet méritait d'être traité comme tout citoyen. J'ai voulu démontrer, par cette motion, le danger qu'il y a de faire des arrestations sans procéder légalement, de faire des perquisitions sans mandat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas eu d'arrestations.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai parlé des perquisitions sans mandat et de l'occupation des bureaux. On a violé la liberté des commissaires et employés en les empêchant d'entrer dans ces bureaux. D'après les rapports, ces gens ont également été empêchés de sortir desdits bureaux. On a fait une perquisition sans mandat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition se plaint qu'ils n'aient pas été capables d'entrer, et maintenant il se plaint qu'ils n'aient pas été capables d'en sortir. Le chef de l'opposition admet qu'il n'y eut pas d'arrestations, mais tout simplement occupation des lieux. La province, parce qu'elle paie une certaine proportion des secours directs, avait une partie de la propriété de ces documents. Ce n'est pas une saisie. Le gouvernement contribue pour deux tiers: ça lui appartenait autant qu'à la ville.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): D'après le rapport des officiers, les personnes qui étaient à l'intérieur n'ont pas pu sortir.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Ils n'ont pas été arrêtés.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si quelqu'un ne peut pas circuler, il est arrêté. Je suis sûr qu'on a suspendu les commissaires qui étaient des employés du conseil de ville de Montréal, les officiers de la Commission du chômage, et je vois que le maire de Montréal (M. Raynault) explique avec une certaine gêne la conduite du gouvernement.

Celui qui a téléphoné au premier ministre aurait dû assermenter sa plainte. Si l'officier qui a téléphoné au premier ministre avait été obligé d'assermenter sa plainte, il n'aurait pas été capable d'assermenter le fameux vol de documents qui n'exista que dans son esprit.

Nous sommes convaincus que le vol des documents n'a pas existé, sauf dans la cervelle de celui qui a téléphoné au procureur général (l'honorable M. Duplessis). On a parlé de l'enquête devant un juge, comme le suggérait le général Panet. On a dit que ce serait inutile, mais je me souviens qu'à Montréal il y a déjà eu une enquête devant une commission royale et que tous les échevins, moins un, ont été battus aux élections suivantes.

Il n'y a pas de doute qu'il se produit des abus dans la distribution des secours directs. J'ai toujours été en faveur de leur disparition et les secours directs ont été abolis dans Saint-Hyacinthe.

M. Raynault (L'Assomption): Et vous nous envoyez vos chômeurs à Montréal.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous ne les envoyons pas; c'est encore une accusation à travers votre chapeau. Vous ne pouvez pas prouver cela.

M. Raynault (L'Assomption): Oui, un individu avait une lettre de l'autorité municipale.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ceci n'a jamais été fait avec le consentement ou la connivence de l'autorité municipale.

Il peut arriver, chez nous comme ailleurs, que des chômeurs passent dans d'autres villes, mais c'est une situation que nous ne pouvons pas éviter. À Saint-Hyacinthe, comme ailleurs, il n'y a pas que des anges.

Enfin, j'ai voulu, par cette motion, signaler le danger des arrestations sans mandat et souligner le danger auquel les citoyens sont exposés si n'importe qui peut restreindre leurs libertés.

La motion, demandant qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de tous documents et correspondance concernant les activités de la police provinciale dans l'occupation de l'édifice de la Commission du chômage à Montréal, au cours du présent mois, est adoptée.

La séance est levée à 11 h 20.

NOTES

1. Le nouveau député de Beauce, M. Perron, assiste à la séance de l'après-midi, et cela, sans avoir cependant pris possession de son siège. Il ne peut être admis à la Chambre comme député qu'après l'expiration des délais légaux, comme le rapporte *Le Soleil* du 25 mars 1937, à la page 3.

2. Une gerbe de 30 roses, venant du premier ministre, a été posée sur la table de l'Orateur en cette circonstance, selon *Le Soleil* du 25 mars 1937, à la page 3.

3. Selon *The Herald* du 25 mars 1937, à la page 12, ce débat dura cinq heures.

4. *L'Événement* du 25 mars 1937, à la page 3, indique plutôt 600 ou 700 employés.

5. M. Wagner est le successeur du brigadier général Panet dans l'administration de la Commission du chômage à Montréal.

6. Les journaux ne s'accordent pas sur l'orthographe de ce nom. Les uns indiquent "Duquette" et les autres "Duquet".

7. Un petit page apporte une gerbe de 30 roses au président de la Chambre, mais M. Bouchard ne l'a pas vu, explique *Le Soleil* du 25 mars 1937, à la page 3. Ces fleurs sont offertes par les courriéristes parlementaires au président honoraire de la galerie de la presse.

8. M. Bouchard, ayant échappé la scène de la présentation des fleurs, croit que les ministériels veulent encore le narguer comme ils avaient fait antérieurement, selon *L'Action catholique* du 25 mars 1937, à la page 3.

9. Allusion à l'article 390 souvent invoqué à la première enquête des comptes publics pour faire rejeter certaines questions.

10. Le député est "dressé à son siège et rouge de colère", selon *Le Soleil* du 25 mars 1937, à la page 20.

11. Selon *Le Soleil* du 25 mars 1937, à la page 21, c'est un beau vacarme.

12. M. Bastien prend *Le Canada* dans ses mains, rapporte *Le Journal* du 25 mars 1937, à la page 12.

13. *En Avant* (1937-1939) est le titre du journal fondé par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Cet hebdomadaire faisait la lutte à l'Union nationale et défendait les principaux idéaux du Parti libéral.

14. Article 230: Un député ne peut prendre la parole deux fois sur la même question, si ce n'est pour répliquer ou pour s'expliquer. Geoffrion, L.-P. *Règlement annoté de l'Assemblée législative de Québec*, page 63.

15. Se référer à la note 9.

16. Article 70: Toute question d'ordre ou de règlement peut être discutée avant que l'Orateur prononce; mais le débat doit se borner rigoureusement au point soulevé. Une fois que l'Orateur a prononcé, il n'est pas permis de critiquer sa décision ni de revenir sur la question d'ordre. Geoffrion, L.-P. *Règlement annoté de l'Assemblée législative de Québec*, 1915, page 18.

17. Selon *Le Soleil* du 25 mars 1937, à la page 21, le représentant de Montréal-Dorion (M. Bélanger) aurait dit "...une enquête dans un verre d'eau."

Séance du jeudi 25 mars 1937

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 95 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Code du notariat

M. Boiteau (Bellechasse) demande, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Pouliot), la permission de présenter le bill 152 modifiant le Code du notariat.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Explications.

M. Boiteau (Bellechasse): Par cette loi, nous demandons à la Chambre de modifier le Code du notariat afin que les étudiants en notariat, après leurs trois années d'études universitaires, soient obligés de faire, en plus, une année de cléricature, un stage d'une année dans un bureau de notaire avant d'être admis à la pratique de la profession.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Chiens errants

M. Barré (Rouville) demande, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Trudel), la permission de présenter le bill 153 modifiant le Code municipal concernant les chiens errants.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Explications.

M. Barré (Rouville): C'est là une vieille question, un vieux bill qui devient historique. Ce même bill a marqué le dernier épisode de l'agonie du régime défunt. Lorsque, en effet, j'ai présenté cette loi, en juin dernier, le premier ministre du temps,

M. L.-A. Taschereau, au soir précédant sa démission et son départ de la vie publique, disait: "N'est-ce pas le chien qui est encore le meilleur, le plus fidèle ami de l'homme?" Je n'ai pu comprendre et saisir toute sa pensée cette fois-là, je n'ai pas tout de suite compris l'émotion qu'il y avait dans sa voix, mais plus tard, j'ai réalisé qu'il disait ceci parce qu'il se trouvait à un doigt du reniement de tous les siens et qu'il prévoyait la parole qu'on a si souvent prononcée à son sujet: "Je ne connais plus cet homme".

(Rires)

En un mot, M. l'Orateur, nous demandons que le Code municipal soit amendé pour que les municipalités puissent désigner un officier spécial qui aura toute la latitude voulue pour abattre les chiens - les mauvais chiens, non les bons - qui errent dans son territoire et qui lui paraîtront mériter cet abattage.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Rapport annuel de la Commission des accidents du travail de Québec**

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette) dépose sur le bureau de la Chambre le neuvième rapport annuel de la Commission des accidents du travail de Québec, 1936. (Document de la session no 13)

**Assistance
aux mères nécessiteuses**

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 21 instituant l'assistance aux mères nécessiteuses.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹:

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette) propose: 1. Que les dépenses nécessitées par

l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions soient payées à même le fonds consolidé du revenu; que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse toutefois autoriser le trésorier de la province à emprunter, pour un terme n'excédant pas 30 ans et à des taux d'intérêt n'excédant pas 4 % par année, les sommes requises pour le paiement de ces dépenses extraordinaires; que le produit de ces emprunts ne doive être employé qu'au paiement des allocations et des autres dépenses encourues pour l'application de ladite loi et que, en attendant le produit de ces emprunts, le trésorier de la province puisse avancer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises aux fins prévues par la présente résolution et que ces avances doivent être remboursées à même le produit des emprunts.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Explications!

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):

Je ne croyais pas devoir être appelé à donner de grandes explications sur une loi qui nous paraît aussi juste que celle-là, mais, puisque le chef de l'opposition semble insister, je vais en parler un peu. Nous voulons introduire dans notre législation, dans nos Statuts, une autre de ces nombreuses lois sociales réclamées depuis longtemps, depuis de nombreuses années, par les députés de l'Union nationale. Peut-être ce projet n'est-il pas la perfection même, mais il y aura lieu de l'améliorer suivant les finances de la province.

Je comprends que cette loi devrait être à base contributive. Mais ça fait 25 ans que nous devrions les avoir. Il serait bien préférable de ne pas faire porter par l'État seul le coût de ces allocations. Dans les années qui ont précédé la crise actuelle, alors que nous réclamions déjà cette mesure, il eût été facile de créer un fonds à même les contributions des industries et des employés. Lorsque nous étions assis à la gauche, en cette Chambre, nous avons préconisé l'application de cette loi dont les autres provinces bénéficient depuis longtemps. Ce système existe déjà dans les provinces sœurs; pourtant le régime précédent a toujours refusé de considérer un tel plan.

Le gouvernement n'ira pas jusqu'à prétendre que cette loi est la perfection même, mais elle constitue un grand pas pour améliorer le sort des mères nécessiteuses. C'est notre intention de perfectionner cette loi dans la mesure que le permettront nos finances. C'est en étudiant cette loi que vous avons réalisé comment les administrations antérieures auraient dû être plus prévoyantes. L'imprévoyance des anciens gouvernements rend

nécessaire une loi, telle que la présente, dépendant uniquement des subsides de l'État.

Il aurait fallu que ceux du passé s'occupent de concilier le progrès aux nécessités sociales qu'il faisait naître. Il aurait fallu dire aux inventeurs de machines: "Vous voulez remplacer 10 hommes avec une seule machine dans certaines industries; contentez-vous, avec votre invention, du salaire de trois personnes." Il aurait fallu que la somme des salaires de ces personnes remplacées par le progrès ait été prélevée sur l'industrie pour constituer un fonds subvenant aux lois sociales au fur et à mesure de leur nécessité.

On ne l'a pas fait, et c'est pourquoi le projet de loi actuel n'est pas contributoire. Si l'ancien régime avait mieux suivi les conseils et les recommandations des associations ouvrières, des organismes qui s'appliquent à améliorer le sort des classes moins fortunées, nous serions aujourd'hui en mesure de présenter une loi contributoire, plus parfaite, et pour laquelle la province ne serait pas seule appelée à payer, qui n'affecterait pas le Trésor provincial.

Mais, j'espère que dans un avenir assez rapproché, il nous sera possible d'établir le système contributoire et d'en faire bénéficier un plus grand nombre. Si on avait été plus prévoyant, si on avait adopté la législation bien avant, il aurait été facile de percevoir une légère contribution des travailleurs et des patrons, et aujourd'hui, nous aurions une réserve qui faciliterait la tâche de l'État. Dans ces conditions, l'État est obligé de prendre en charge l'ensemble du programme.

De même, si l'on avait été prévoyant, nous pourrions dès aujourd'hui établir l'assurance-chômage, ce qui n'est pas possible dans l'état actuel de nos finances. Seulement, sous l'ancien régime de mon honorable ami, régime que je ne veux pas qualifier...

(Rires)

... on a marché à l'aveuglette, pour m'abstenir d'employer une expression plus forte. Il aurait fallu compter avec l'accélération de la vitesse, de l'homme souvent remplacé par la femme dans les manufactures. Dans les temps de prospérité, sous l'ancien régime, il aurait été facile de prévoir, de faire en sorte que le capital humain ait sa protection. Si les lois avaient été adoptées autrefois, durant la prospérité, nous aurions formé un fonds, et aujourd'hui nous ne serions pas obligés d'emprunter.

Le gouvernement de l'ancien régime n'a jamais voulu demander aux industries de former ce fonds, afin de secourir les travailleurs au fur et à

mesure que leur place est envahie par la machine. On a été trop imprévoyant lorsque la machinerie a commencé à remplacer l'homme. À cette époque, on aurait dû dire aux patrons de l'industrie: "Nous ne pouvons arrêter le progrès, mais il nous faut prévoir pour la protection du capital humain, et nous allons passer des lois pour prévenir la réaction qui résultera de l'emploi de la machinerie à la place de l'homme."

Je remercie le premier ministre de m'avoir facilité la présentation de cette loi sociale, et j'espère qu'il nous sera possible d'aider ainsi le plus grand nombre de mères nécessiteuses. Si cette loi avait été en force depuis des années, le chômage serait moins aigu aujourd'hui.

(Applaudissements à droite)

Nous avons l'exemple des provinces voisines qui ont mis en force ces lois, et ces lois ne les ont pas appauvries. Il y a longtemps que nous aurions dû passer une loi comme celle-là, car il y a longtemps qu'on répand le principe du "dole plan" des assurances au chômage où cela est préconisé. Si on avait adopté tout le principe, cette plaie du chômage n'existerait pas et nous aurions été en mesure de tenir la roue de l'industrie en marche. Au contraire, nous sommes des gens qui vivent dans un pays riche, où il y a abondance de ressources naturelles, et nous en sommes rendus au point de soigner une grande partie de la population à la cuillère.

Il (l'honorable M. Tremblay) termine par un vibrant éloge du premier ministre.

M. Pelletier (Lotbinière) félicite le gouvernement. J'ai écouté, dit-il, avec plaisir les remarques du ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay). On me permettra, M. le président, de souligner que cette loi est un article essentiel du programme que nous avons préconisé au cours des campagnes électorales de 1935 et 1936. Depuis longtemps, l'opinion publique réclamait une politique de cette sorte. Je dis que cette loi influera indirectement sur les salaires en déterminant une rehausse des salaires en général. On sait en effet que le travail féminin a entraîné partout une baisse des salaires.

Or, si nous venons en aide aux mères nécessiteuses - la mère nécessiteuse n'étant plus obligée de travailler - nous contribuerons à rehausser les salaires en enlevant la main-d'œuvre féminine dans bien des milieux. En enlevant la main-d'œuvre féminine, la femme disparaissant de la vie économique, de la vie de bureau²..., il en résultera une ouverture pour les hommes et les jeunes gens.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il s'agit seulement de subsides à voter pour l'application de la loi et le député de Lotbinière parle du principe du bill. Je soulève un point d'ordre. Si j'ai demandé tout à l'heure des explications à l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), c'était au sujet des subsides et des moyens que le gouvernement veut prendre pour les obtenir, et non pas le principe de la loi. Nous sommes en faveur de la loi. Les remarques que l'honorable député de Lotbinière est à faire ne sont pas du genre qu'on entend en comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition n'est pas sérieux. Les résolutions qui sont actuellement devant la Chambre comportent une dépense d'argent. Or, il devrait savoir que la Chambre ne peut voter des crédits sans savoir ce que nous demandons dans la loi. Pour savoir si la dépense est légitime, il nous faut savoir si la loi est légitime. D'ailleurs, en comité plénier, les députés ont le droit de parler de tout sujet connexe et relatif à la loi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Du moment que nous nous accordons sur le principe, il ne nous reste qu'à discuter comment la Chambre doit voter l'argent. Mais je remarque que dans les résolutions du bill, les montants sont indéterminés. Je n'ai pas d'objection à entendre des discours, mais cela retarde le temps de la Chambre. À tout événement, je soumets la question pour ne pas retarder le temps de la Chambre.

M. Pelletier (Lotbinière): Je n'ai pas le brillant ni le brio du chef de l'opposition. Je n'en suis qu'à ma deuxième session et je n'ai pas son expérience parlementaire. Mais j'estime que lorsque nous sommes appelés à approuver des dépenses des deniers publics, nous avons le droit de motiver des dépenses. Le chef de l'opposition, qui a fait perdre hier le temps de la Chambre dans une discussion oiseuse sur un prétendu bill, sur une motion concernant de petites affaires de Montréal, devrait savoir cela. Je voulais aussi montrer la haute portée morale et sociale de cette nouvelle loi que nous allons insérer dans les Statuts. Cette loi permettra à la jeunesse de se trouver plus facilement une situation, car la main-d'œuvre féminine diminuera.

M. Bastien (Berthier): Le chef de l'opposition a soulevé un point d'ordre, tout à l'heure, et je demanderais que le président rende sa décision.

M. le président: Lorsque la Chambre est appelée à discuter une résolution, elle doit s'en tenir strictement à la résolution, d'après les règlements. Je maintiens le point d'ordre soulevé par le chef de l'opposition.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ces résolutions étudiées ici suggèrent deux moyens pour l'application de la nouvelle loi, pour payer les allocations. Le premier est rationnel, l'autre ne l'est pas. L'un de ces moyens vient en contradiction avec les promesses faites par le gouvernement et le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher).

Quand l'honorable trésorier de la province a présenté son budget, à la dernière session, l'automne dernier, lors de la session d'urgence, il a blâmé, dans son discours, le gouvernement précédent d'avoir emprunté pour payer des dépenses courantes. Il nous l'a reproché et, entre autres choses, on nous a fait un crime d'emprunter pour rencontrer les dépenses du chômage, et on a prétendu que le chômage devait être porté au compte des dépenses courantes.

Est-il maintenant une dépense plus courante que celle du paiement des allocations aux mères nécessiteuses, tel que l'entend faire le gouvernement? Les dépenses prévues par ces résolutions pour payer les allocations aux mères nécessiteuses sont certainement des dépenses courantes, et cependant, dans ce bill, le gouvernement demande la permission d'emprunter à 30 ans. Cette dépense reviendra pourtant chaque année, et elle devrait être classée avec les dépenses courantes.

Le gouvernement pourra dire au peuple que malgré les pensions de vieillesse, les pensions aux mères, etc., il a réussi à équilibrer son budget. Il veut faire croire à la province qu'il est capable d'équilibrer son budget tout en assumant de nouvelles charges. C'est une dépense essentiellement courante qui ne laissera aucun caractère réel et physique dans la province. Je suis opposé, pour ces raisons, à ces résolutions; elles ne devraient pas être votées dans leur forme actuelle.

La première phrase seule des résolutions devrait être adoptée. Elle dit: "Que les dépenses nécessitées par l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions soient payées à même le fonds consolidé du revenu." Ceci est parfait. Ah! Si l'on disait que les allocations seront payées "à même le fonds consolidé de la province", nous en serions aussitôt. Mais je soumets que cette résolution ne devrait pas être acceptée dans sa forme. La résolution autorise non seulement le gouvernement à emprunter pour aider les mères nécessiteuses, mais elle stipule

que les dépenses d'administration et d'application de cette loi devront être payées avec des emprunts.

Voici ce qu'on y lit ensuite: "Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse toutefois autoriser le trésorier de la province à emprunter, pour un terme n'excédant pas 30 ans et à des taux d'intérêt n'excédant pas 4 % par année, les sommes requises pour le paiement de ces dépenses extraordinaires." Le texte va jusqu'à dire que les dépenses encourues pour l'administration de la loi pourront être payées à même le produit de ces emprunts. Pourtant, le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) nous avait promis de ne plus payer les dépenses courantes avec des emprunts, et la nouvelle loi constituera une dépense essentiellement courante puisque ces pensions seront payables chaque année. Tout ceci est en contradiction directe et formelle avec les promesses faites par le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher)!

Ah! Si l'on paie les dépenses courantes avec des emprunts et si ces emprunts ne sont pas chargés aux dépenses courantes, il n'y a aucun doute qu'on n'enregistrera pas, qu'il n'y aura jamais de déficit dans la province de Québec. Or, si le gouvernement veut faire des emprunts à 30 ans pour payer les déficits, ce sera merveilleux d'abord, mais cette politique d'emprunts à 30 ans sera finalement désastreuse puisqu'elle accumulera les dettes alors que l'on continuera tout de même à payer les pensions aux mères nécessiteuses. Ce sera un beau résultat de camouflage. Le gouvernement d'Union nationale aura réussi à équilibrer son budget à coups d'emprunts, mais cette politique finira par être désastreuse, ruineuse. Un budget ne s'équilibre pas avec des emprunts quand ces emprunts servent à payer les dépenses courantes.

Nous approuvons la loi, c'est une excellente loi, mais nous ne voulons pas de cette clause qui finance la loi d'une façon irrationnelle. Je suggère, je propose, et j'espère que je serai appuyé par le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher), qu'on change cette disposition, que l'on biffe toutes les clauses qui autorisent à emprunter. Le trésorier provincial qui a toujours été opposé aux emprunts pour payer les dépenses courantes de l'ancienne administration, devrait être le premier à s'opposer à la loi telle qu'on nous la présente.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve): Je suis surpris de l'attitude du chef de l'opposition en cette matière. Il fait de la politique avec ce bill des mères nécessiteuses. Il le critique, pensant ainsi en retirer des bénéfices politiques pour son parti. Je sais

que, de l'autre côté, on veut se servir de tous les moyens pour faire de la petite politique, mais je ne croyais jamais qu'on se servirait d'une loi comme celle-là. Je dis que ce n'est pas une dépense courante, j'affirme au contraire que c'est une dépense de la négligence de l'ancien régime.

(Rires)

On ne serait pas justifiable de mettre ce fardeau sur les épaules du contribuable en faisant porter cette dépense au fonds consolidé. Il nous faut prendre le temps d'établir le mécanisme nécessaire pour alimenter ce fonds de pension.

M. Bastien (Berthier): L'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) n'a pas compris le chef de l'opposition. L'opposition ne veut pas faire de politique avec ce bill. Nous sommes en faveur du principe de la loi. C'est une excellente mesure, une très bonne mesure. Le chef de l'opposition, tous les députés de la gauche sont en faveur de l'assistance aux mères nécessiteuses; nous discutons sur la manière de la financer. La preuve, aussi, c'est que lorsque l'honorable M. Adélar Godbout a été nommé premier ministre, les députés libéraux ont inscrit cette loi dans leur programme. C'est une excellente loi. Ce qui est malheureux, c'est que le ministre du Travail n'ait pas compris la question soulevée par le chef de l'opposition.

Là où nous différons, c'est sur les moyens à prendre pour payer ces allocations. Nous nous opposons uniquement à ce que le Trésor soit autorisé à emprunter pour venir en aide aux mères nécessiteuses. Et à emprunter quoi? Il n'y a pas de montant de fixé, la résolution ne mentionne pas de montant maximum, il n'y a rien de spécifié dans le projet de loi. Ce n'est ni plus ni moins qu'un mandat en blanc. Les résolutions autorisent le gouvernement à emprunter une somme indéterminée.

Ce bill de l'assistance aux mères nécessiteuses, cela s'apparente aux crédits de l'hygiène et de l'assistance publique. Mais les lois de l'hygiène et de l'assistance publique sont alimentées par le fonds consolidé. L'on n'a jamais songé à emprunter pour défrayer le coût de l'assistance publique. Il n'y a que le ministre du Travail pour présenter des lois de cette sorte. Nous le connaissons bien, ce ministre, de ce côté-ci.

Nous le savons capable de présenter des lois contraires aux bonnes finances. Mais j'espère que, comme toujours quand son ministre du Travail est mal pris, le premier ministre voudra venir à sa rescousse et nous donner des explications. C'est la Semaine sainte, la semaine des bonnes résolutions, et

le premier ministre sera mieux disposé aujourd'hui qu'hier.

(Rires à gauche)

Encore une fois, c'est une bonne loi, mais on nous propose une façon dangereuse de l'appliquer. C'est une bonne loi, une excellente loi, mais il faut en faire la finance de façon saine. Le projet de loi est excellent, mais le gouvernement peut en faire un mauvais usage, et c'est ce que nous ne voulons pas. Je suis sûr que la race que représente ici l'honorable trésorier de la province n'approuverait pas la façon de financer une loi comme celle-là.

Le ministre du Travail, lui, vient l'imposer en autocrate, un peu. Il est victime de son compagnonnage avec le premier ministre. Le premier ministre, qui dit travailler de 16 à 20 heures par jour et n'avoir que trois heures pour dormir, est apparemment débordé d'ouvrage, et c'est sans doute pourquoi il laisse passer de telles lois par son ministre du Travail qui manque d'expérience. Le principe de finance, ici, est exécrable.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):

Je ne m'attarderai pas à relever tout ce que dit l'honorable député de Berthier qui ne comprend rien, mais je veux protester contre l'affirmation qu'il a faite dans son discours. Ce n'est pas ici une loi d'assistance publique ou d'hygiène, ni une loi de charité, comme le laisse entendre l'honorable député de Berthier, car en votant les pensions aux mères nécessiteuses, l'État ne lui fait pas la charité. Au contraire, l'État fait sa part pour que la mère élève de bons fils à la patrie. C'est non une charité, mais un droit acquis que la mère nécessiteuse possède envers la société. Ce n'est pas une pitance ni une aumône que l'on donne, c'est un droit que l'on concède. Maintenant, par suite de la négligence et de l'obstination de l'ancien gouvernement, rien n'a été fait ni préparé. La société a des droits envers les mères nécessiteuses.

(Applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): Ce devrait être une loi contributoire, alors. Que le ministre prenne aussi note que je n'ai pas dit que c'est là une loi d'assistance publique, j'ai dit que la mesure s'apparente avec la loi de l'assistance publique. La loi, en effet, est intitulée "Loi d'assistance aux mères et aux orphelins nécessiteux".

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):

L'honorable député de Berthier ne me comprend pas et il ne me comprendra jamais. Il est d'ailleurs trop

intéressé à faire de la petite politique. Je soutiens que notre loi des mères nécessiteuses n'est pas une loi d'assistance publique, que la société a des droits et des devoirs envers les mères nécessiteuses. Je ne veux pas qu'elles se croient obligées envers l'État par l'allocation que nous leur donnerons.

(Applaudissements à droite)

C'est un dû de la part de la collectivité à la veuve et à l'orphelin. Même n'étant pas contributoire, le gouvernement doit être autorisé à la payer par les moyens qu'il jugera bons. Il faut donc que la province prenne les moyens pour organiser rapidement et efficacement cette pension qui n'est pas une pitance ni une aumône, mais une chose due aux mères pour le travail accompli et l'enrichissement de la province. L'État n'a pas prévu pour l'avenir, du temps que les amis de nos amis de la gauche étaient au pouvoir. Je ne veux pas que ces personnes assistées soient sous l'impression que c'est une aumône que nous leur faisons.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y a deux espèces d'assistances: l'assistance publique et l'assistance privée. Cette loi est intitulée "Assistance aux mères nécessiteuses", et l'assistance, si elle n'est pas publique, est donc privée. Mais nous ne voulons pas faire ici de politique sur le sujet. L'opposition ne considère pas les mères nécessiteuses et les orphelins qui tomberont sous le coup de la loi comme des mendiants. Quand nous parlons d'assistance publique, nous voulons dire ce que disent simplement les mots, que l'État vient au secours des mères dans le besoin, et nous ne voulons pas faire de la politique.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):
Mais vous en faites, là.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)³:
Je m'excuse d'interrompre mon honorable ami au milieu de ses remarques, on me pardonnera cette digression, mais pendant que j'y pense, il vient d'être décidé de ne plus permettre que l'on fume sur le parquet de la Chambre, ni en retrait ni en arrière du trône de l'Orateur. Je ne veux froisser personne, je ne veux blesser personne en particulier, mais nous avons décidé de maintenir dans cette Chambre le décorum le plus parfait possible.

M. le président, nous voulons qu'il y ait du décorum dans la Chambre et que le bon ordre soit maintenu dans l'Assemblée législative de Québec. Or, je constate que des députés fument sur le parquet de la Chambre, près de la sortie, autour du trône de

l'Orateur pendant que nous discutons une loi sociale. C'est une chose disgracieuse que des députés s'intéressent si peu à la discussion des bills comme celui que nous étudions. Les règlements doivent être observés, et les députés qui veulent fumer, qu'ils s'en aillent ainsi pour fumer en arrière de la Chambre⁴.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'appuie avec plaisir la déclaration du premier ministre. C'est une excellente résolution que j'approuve de tout cœur. Nous voulons, nous aussi, que le décorum règne ici. Mais⁵ le premier ministre aurait bien fait d'attendre que quelqu'un de son parti fume également, comme la chose leur arrive plus souvent qu'à nous, pour faire ses observations. Nous sommes pour l'observance des règlements, surtout en ce qui concerne les interruptions. J'approuve entièrement la décision prise de faire disparaître la fumée des pipes, des cigares et des cigarettes, et aussi j'espère qu'on fera également disparaître la fumée dans le cerveau de certaines gens qui ne songent qu'à interrompre les députés de l'opposition.

Je puis promettre au chef de l'opposition...

(Rires et amusement général)

... au chef du gouvernement, dis-je, que le chef de l'opposition va l'aider. Nous sommes le seul gouvernement français dans ce pays, dans l'Amérique du Nord, et nous devons garder tout le décorum et la dignité qui conviennent.

On peut différer d'opinion sur les mesures politiques, et c'est le droit de chaque député, mais nous sommes dans une Chambre de gentilshommes et nous devons nous efforcer de donner le bon exemple et de procéder aux délibérations dans l'ordre et le décorum.

Pour en revenir aux résolutions du bill⁶, on nous dit à peu près ceci, en nous demandant de les adopter: "Il est bien que les générations futures paient pour les dépenses que nécessiteront ces allocations aux mères nécessiteuses." Ce n'est pas juste pour elles. Elles auront des doubles fardeaux à porter, car il y aura toujours des mères nécessiteuses et des orphelins. C'est pour cette raison que je ne trouve pas raisonnable d'avoir recours à des emprunts pour payer ces dépenses. Nous ne faisons pas de politique avec cette loi, mais nous ne voulons pas que les allocations soient payées par des emprunts, car c'est engager les générations de l'avenir qui devront alors payer double allocation.

L'honorable trésorier de la province nous a dit qu'il ne voulait plus payer les dépenses courantes avec des emprunts. Il a promis dans son discours du budget, à la dernière session, que la province

n'emprunterait pas pour payer des dépenses courantes. J'aimerais beaucoup avoir l'opinion de l'honorable trésorier de la province sur cette politique d'emprunt, parce que parlant en anglais, je veux que l'ancien gouvernement soit lavé de l'accusation d'avoir fait porter sur les dépenses courantes les dépenses de l'assistance au chômage⁷.

L'honorable M. Fisher (Huntingdon): C'est la première fois que le trésorier provincial a l'occasion de parler depuis l'ouverture de la session. Le chef de l'opposition se dit en faveur du principe du bill. La seule chose à laquelle il s'objecte, c'est le mode de payer. Il a pourtant été membre de l'ancien gouvernement dont nous avons critiqué les emprunts excessifs. C'est vrai que nous avons critiqué les actions de l'ancien régime quand il s'agissait de dépenses courantes. L'ancien gouvernement, que mon honorable ami appuyait, a endetté la province. Il a en effet emprunté \$100,000,000 au cours de son administration, et est incapable d'en montrer le bénéfice en matière de lois sociales.

Je crois que la dépense demandée par le ministre du Travail est juste. Cette loi est le meilleur investissement en capital de cette province en une décennie. L'argent qui sera ainsi employé au paiement des allocations ne sera pas une perte, mais constituera un excellent placement. Le gouvernement de l'Union nationale croit que le capital humain est le premier à conserver dans cette province.

(Applaudissements)

Les mères et les enfants nécessiteux ont besoin d'assistance. Il ne faut pas laisser les enfants dans la rue, mais leur procurer le moyen de s'instruire. En préparant la jeunesse pour l'avenir, nous assurons un capital inestimable à la province. C'est une excellente loi, comme l'a reconnu l'opposition, car elle sauve le capital humain et économise par là des frais futurs considérables dans divers domaines. Tous les gouvernements n'empruntent-ils pas? L'opposition s'objecte à ce que nous empruntions pour cela, mais ce serait un excellent placement pour la province.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):⁸ Le trésorier de la province, dit-il, n'a aucunement répondu à ma question.

Je voudrais avoir une meilleure raison. Vous parlez du capital humain. Vous ne parlez que de cela, c'est votre façon de trouver réponse à tout.

Mais pourquoi nous avoir blâmés, dans votre discours du budget, à la dernière session, du fait que

nous, de l'ancien gouvernement, avions porté aux dépenses courantes des dépenses encourues pour empêcher les gens de mourir de faim dans la rue? Je me rappelle fort bien que vous fûtes sévères pour nous, et que vous avez bien accusé l'ancien régime de venir en aide aux chômeurs au moyen de dépenses courantes. Mais, tout trésorier que vous êtes, vous avez bien le droit, comme tous ceux de votre gouvernement, de changer d'idée très souvent. Vous avez changé d'idée et nous le prouverons. Nous ne pouvons pas capitaliser des dépenses que nous ne pouvons réaliser par des recettes actuelles.

Vous avez dit que le gouvernement n'emprunterait pas pour ses dépenses courantes. Vous consentez donc à vous contredire ou vous avez changé d'idée. Je ne vous demande que d'admettre le fait que vous avez changé d'idée. Ainsi, vous allez emprunter pour venir en aide aux mères nécessiteuses; nous empruntions pour venir en aide aux indigents. Vous vous justifiez de le faire, vous nous blâmiez de le faire. Vous vous contredisez et vous ne donnez aucune explication du fait que vous suivez les mêmes traces, la même conduite que l'ancien gouvernement relativement aux emprunts.

Vous demandez à la Chambre de vous autoriser à emprunter pour une période illimitée, si je comprends bien, puisque, vous le savez comme moi, il y aura toujours des veuves et des orphelins dans la province. Les allocations aux mères nécessiteuses, ce sont des dépenses courantes, des dépenses qui vont se renouveler à chaque année. Je crois que c'est la génération actuelle qui doit porter le coût du paiement aux mères nécessiteuses d'aujourd'hui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Quel spectacle bien pénible que celui que nous offre l'opposition! L'opposition adopte une attitude assez étrange. Nous sommes à étudier un moyen de venir en aide aux mères nécessiteuses, nous présentons une résolution pour procurer de l'argent nécessaire au paiement des allocations maternelles, pour sauver l'esprit de famille dans notre province, la jeunesse, les enfants, pour conserver dans les familles, où le chef est parti, le lien familial si essentiel pour l'éducation, pour la formation morale et spirituelle - ces allocations qui vont laisser aux enfants les soins que procure la vie de famille, ces allocations qui vont permettre de faire valoir le capital humain à sa source même, l'enfance - et nous prenons les moyens que nous croyons bons.

Nous voulons que la mère reste au foyer pour garder et élever ses enfants, au lieu de les disperser aux quatre coins de la province. Les allocations, les

pensions aux mères nécessiteuses, M. le président, cela ne se paie pas avec des discours de l'opposition. Les mères nécessiteuses n'ont pas besoin de discours, mais d'allocations. Assez de discours. De l'action, des actes. Des emprunts, dans des cas comme celui-là, c'est encore mieux que des discours. Et quels discours? Des discours comme ceux du député de Berthier (M. Bastien) et du chef de l'opposition qui disent quoi? "Emprunt à blanc".

L'opposition parle depuis une heure pour dire que la loi est excellente. Si tel est le cas, que l'opposition vote donc la loi. Ce ne sont pas les discours de l'opposition qui vont payer les pensions aux mères nécessiteuses. Ce n'est pas de discours qu'elles ont besoin. Des discours, mais quels discours...

(Applaudissements)

L'opposition veut que nous distribuions les pensions aux mères nécessiteuses et elle s'oppose à ce que nous empruntons les sommes pour le faire. L'opposition nous dit: "Vous demandez l'autorisation d'emprunter pour venir en aide aux mères nécessiteuses. Quel crime abominable! C'est criminel, tellement criminel que nous allons, par des discours, retarder la mise en force de cette loi réclamée depuis 15 ans et toujours refusée par l'ancien régime." Nous devons, faute d'un système social que l'ancien régime a toujours refusé, agir rapidement, et il nous faut emprunter, car aucun système, aucun fonds préalable n'avait été pourvu par l'ancien gouvernement pour le paiement régulier de ces pensions.

Les grands libéraux d'autrefois doivent être humiliés de l'attitude des libéraux d'aujourd'hui, de voir l'opposition qui déclare vouloir donner les pensions et ne veut pas que l'on emprunte l'argent pour le faire. Comme les grands libéraux d'autrefois ne reconnaîtraient pas leurs descendants, dans le sens précis du mot, s'ils revenaient parmi nous.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est de la blague encore.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition veut donner une pension sans payer, une pension basée sur des discours, sur de la petite politique. L'opposition, au lieu de faire de la petite politique, devrait voter la loi puisque, d'après nos honorables amis, elle est bonne.

M. Bastien (Berthier): Mais on nous demande de voter de l'argent. Où précise-t-on le montant? C'est un mandat en blanc.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Berthier a parlé de mandat en blanc, pour se scandaliser de cela. L'honorable député de Berthier nous a affirmé sérieusement: "Vous créez un précédent en demandant un mandat en blanc." Pauvre député de Berthier! Pauvre lui! Il reproche au gouvernement de demander un mandat en blanc. Vraiment, a-t-il oublié que le gouvernement qu'il appuyait, dont il a fait partie, a passé, en 1933, une loi pour le chômage, où l'on accordait le blanc-seing le plus absolu, où le gouvernement était autorisé à dépenser pour le passé, le présent et l'avenir, indéfiniment, sans limitation de délai, les montants illimités, sur ce qu'il croyait utile pour combattre le chômage?

C'étaient des emprunts illimités non seulement pour un an, mais pour toujours. Ces messieurs auraient pu emprunter jusqu'à la fin des siècles s'ils étaient restés au pouvoir. Et c'est lui, le député de Berthier, qui a maintenant l'audace de venir parler de mandat en blanc? Ce n'est pas ce que nous faisons. Nous cherchons seulement à prendre tous les moyens possibles pour assurer le paiement de ces pensions. Nous voulons donner des pensions. Il faut les payer. Nous prenons les moyens de le faire.

Il faut avoir du sens commun. Nous décrétons des pensions aux mères nécessiteuses. Au contraire de l'ancien gouvernement qui votait des lois et ne payait rien, nous voulons payer des pensions, et les payer le plus tôt possible. Nous disons dans la loi que si le gouvernement manque d'argent, vu le gaspillage de 40 ans de régime néfaste, il aura droit d'emprunter pour payer les allocations aux mères et aux orphelins nécessiteux, si les revenus ordinaires ne suffisent pas. Nous ne voulons pas d'un statut inopérant. Nous prenons les moyens de payer, car c'est urgent de payer.

Si la loi est tellement bonne, tellement urgente et qu'il faille la voter sans retard, nous ne voulons pas que le paiement des allocations soit retardé. Si les finances laissées dans un tel état par l'ancien régime sont insuffisantes à en assurer le paiement, il faudra emprunter. Nous avons prévu que les revenus ne suffiraient pas et nous avons pourvu pour un emprunt.

Nous allons emprunter parce que les revenus ordinaires sont insuffisants après les trous faits au Trésor sous l'ancien régime. Comme il faut réorganiser entièrement la finance, la sortir de l'abîme créé par l'ancien régime, réorganiser aussi la taxation, nous devons alors emprunter. C'est l'accomplissement d'un devoir patriotique.

L'opposition elle-même admet que la loi est excellente. Le gouvernement et la Législature manqueraient à leur devoir s'ils ne prenaient pas tous les moyens de parer à toutes les éventualités que porte l'administration, s'ils n'avaient pas paré à un manque de revenus pour payer nos mères nécessiteuses. Les mères nécessiteuses ont attendu pendant 20 ans le paiement de telles allocations. Allons-nous les faire attendre encore parce que l'ancien gouvernement n'a pas laissé d'argent dans le Trésor? Nous ne voulons pas qu'elles attendent plus longtemps.

Je demande à l'opposition de cesser de faire de la politique, de mettre la politique de côté pour aujourd'hui et de passer la loi au lieu de faire des discours, puisqu'elle trouve qu'elle est bonne. Il y a eu assez de discours. Si l'on est contre la loi, qu'on le dise. Pour réaliser une chose qui est bonne, je crois encore qu'il est plus pratique d'avoir recours à des emprunts qu'à des discours sans résultat.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On cherche toujours, dans chaque discours, à blâmer les anciens gouvernements. L'honorable premier ministre blâme l'ancien gouvernement de n'avoir pas donné d'allocations aux mères nécessiteuses. Mais il a voté contre lui-même dans le temps. Le chef du gouvernement a blâmé ses prédécesseurs parce qu'ils n'ont pas voté cette loi. A-t-il voulu également viser le député de Rouville (M. Barré), son collègue, qui a dit un jour qu'il était le principal adversaire de l'aide aux mères nécessiteuses? Ah! Je regrette que le député de Rouville ne soit pas ici. On se rappelle que j'ai cité ses paroles dans un de mes discours.

Le député de Rouville avait écrit dans un article que le chef du gouvernement d'aujourd'hui fut toujours opposé à l'adoption des législations sociales de cette nature. Il accusait le premier ministre actuel d'avoir toujours retardé le vote de ces lois, et il ne l'a pas nié. C'est pour cela qu'il s'est séparé de son chef dans le passé.

Dans son discours sur l'adresse en réponse au discours du trône, le député de Rouville a omis de répondre aux citations que j'avais faites. Il s'est contenté de dire: "Je n'ai jamais changé d'opinion là-dessus." Comment se fait-il que le chef du gouvernement blâme les administrations précédentes de ne pas avoir voté une loi dont le député de Rouville ne voulait pas lui-même? Je sais que, depuis, le député de Rouville a modifié ses opinions.

Pour ma part, je n'ai jamais changé d'opinion sur cette question des allocations familiales et j'ai

toujours été en faveur de cette réforme dans le passé. J'ai toujours été pour les allocations aux mères nécessiteuses et je suis encore en faveur. Je ne m'oppose pas au bill comme veut le laisser entendre le premier ministre, mais je demande qu'on l'applique avec une administration rationnelle, je veux que l'on procède comme il faut. Toutefois, je suis opposé au système des emprunts pour rencontrer une dépense courante.

On doit charger le coût de ces pensions aux dépenses courantes et non pas taxer les générations à venir. Nous sommes pour la loi, mais, pour payer les allocations, on pourrait taxer les compagnies qui exploitent nos ressources naturelles. On pourrait peut-être imposer, par exemple, une bonne petite taxe sur les trusts électriques pour payer le coût de ces pensions aux mères nécessiteuses à même les charges courantes. Ce serait une méthode rationnelle de financer la loi de pension. Les trusts en ont, eux, des recettes courantes et ils pourraient nous aider.

Je me plais de voir que le trésorier de la province ait si radicalement changé d'opinion sur l'item des dépenses courantes, en regrettant toutefois de ne pouvoir le lui faire admettre. Nous sommes en faveur de la loi, mais nous voulons, de ce côté-ci de la Chambre, faire cesser ce système actuel de camouflage qui règne dans toutes les sphères de l'administration actuelle, avec ces emprunts pour payer les dépenses courantes. Nous voudrions aussi savoir comment il se fait que le trésorier, un bon Écossais, ait si soudainement changé son fusil d'épaule.

En 1933, le premier ministre actuel a blâmé le gouvernement qui a précédé le sien d'avoir contracté un emprunt pour payer les dépenses du chômage, et aujourd'hui, on veut contracter un emprunt pour payer le coût de l'aide aux mères nécessiteuses. L'honorable premier ministre a cité la loi de 1933 qui donnait au gouvernement du temps le droit d'emprunter sans limites. Il a été le premier à critiquer ce chèque en blanc. La vérité en est une, et ce qui était vrai en 1933, pour une chose qu'on nous reproche, cela reste vrai aujourd'hui.

Ce qui était mal en 1933 n'est pas mieux en 1937. Il n'a pas raison de changer son fusil d'épaule aujourd'hui. Je dis ceci afin d'attirer l'attention de la population sur les promesses faites par le gouvernement afin d'escamoter le pouvoir. En somme, ce que vous faites, c'est une violation des promesses lancées en l'air pour escamoter le pouvoir.

L'honorable M. Gagnon (Matane): M. le président, nous assistons à un spectacle vraiment

décourageant. Pourquoi ces grands gestes d'emportement, cette rage, ces cris de l'opposition, ces éclats de voix de la gauche quand nous voulons voter la loi qui est sans contredit la plus désirable et la plus désirée? Essayons un peu de la comprendre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas une rage. Nous ne sommes pas contre la loi.

L'honorable M. Gagnon (Matane): C'en est une et qui provient sûrement du fait que le gouvernement, dans une seule journée, le lundi 23 mars courant, avait sur le *Feuilleton* de la Chambre trois lois de très grande portée sociale, qui ont été inscrites en lettres d'or: la loi de l'assistance aux mères et aux orphelins nécessiteux, la loi relative au bien-être de la jeunesse et la loi de l'assistance aux aveugles.

(Applaudissements à droite)

Le 23 mars a été un grand jour pour le gouvernement de l'Union nationale. Les membres de l'opposition n'en croyaient pas leurs yeux. Comment! Après quelques mois seulement, l'Union nationale tenait ses promesses au peuple, comprenait ses devoirs envers la société? Voilà pourquoi on rage. Alors que nous nous battions depuis 15 ans pour obtenir certaines réformes sociales, le gouvernement de l'Union nationale les accordait six mois à peine après son arrivée au pouvoir, au moment où des gens qui se prétendent sincères et de bonne foi venaient de parcourir un comté en disant que nous n'avions rien fait.

Le même jour, trois lois de haute portée sociale étaient inscrites sur le *Feuilleton* du jour, et cela, en dépit du fait qu'au cours d'une récente élection partielle, des députés inspirés par le dépit et la haine colportaient partout que le gouvernement ne faisait rien et retardait d'agir. L'opposition a alors décidé, dans son mécontentement, de faire de l'obstruction à ces lois et nous assistons à ce spectacle. Je comprends que l'opposition veuille faire de l'obstruction par tous les moyens. Depuis que ces lois sont au *Feuilleton* de la Chambre, on tente de détourner l'attention.

Nous étions prêts à en disposer, mais, hier encore, l'opposition a consacré de huit à neuf heures⁹ à un grand débat, seulement pour demander une quelconque production de lettre relative à une affaire qui est survenue à Montréal récemment. Pourquoi cette rage? Pour essayer de tromper le peuple et de détourner son attention sur l'importance des lois sociales que lui donne le gouvernement de l'Union nationale; pour essayer de lui faire croire que le gouvernement ne fait rien.

Le chef de l'opposition a l'audace de citer le député de Rouville pour reprocher au premier ministre de n'avoir pas toujours été favorable aux allocations aux mères nécessiteuses, mais on me permettra de rappeler ici qu'en 1933, le gouvernement, dont faisait partie le chef actuel de l'opposition, a créé une commission des assurances sociales et, dans son rapport, cette commission parlait de l'aide aux mères nécessiteuses. Le parti du chef de l'opposition n'est pas justifiable de n'avoir rien fait pour appliquer ce rapport.

À la session de 1933, je n'étais pas ici, mais le gouvernement dont faisait partie l'honorable chef de l'opposition n'avait même pas encore déposé devant la Chambre le rapport de la Commission des assurances sociales qu'il avait nommée. Le premier ministre actuel était donc parfaitement justifiable d'attendre la production de ce rapport qui recommandait les allocations aux mères nécessiteuses, avant de se prononcer. Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que l'ancien gouvernement n'ait rien fait malgré cette recommandation du rapport.

M. Bastien (Berthier): Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) me permettra-t-il une question?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Oui, pourvu que ce ne soit pas un discours.

M. Bélanger (Montréal-Dorion): Parlez, dites quelque chose, car vous êtes toujours debout pour ne rien dire.

M. Bastien (Berthier): Le ministre des Mines et Pêcheries parle de 1933. Où était-il alors, sinon dans un gouvernement qui a réduit les dépenses en temps de crise?

Est-ce que, pendant que le ministre des Mines et Pêcheries siégeait à Ottawa, il a fait quelque chose pour accorder l'allocation aux mères nécessiteuses? Est-ce que le gouvernement d'Ottawa a augmenté les dépenses, en 1933?

L'honorable M. Gagnon (Matane): Cette question est enfantine. La question est tellement oiseuse et inutile qu'elle ne mérite pas de réponse.

(Applaudissements à droite)

D'ailleurs, pour un député qui aspire à devenir chef de l'opposition...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mon Dieu que vous me faites peur!

M. Barrette (Terrebonne): Les dépenses des petits canons à Ottawa, parlez-en donc, vous autres!

L'honorable M. Gagnon (Matane): En 1930, le gouvernement Taschereau a nommé une commission présidée par Son Excellence Mgr Georges Courchesne¹⁰, évêque de Rimouski, et qui comptait parmi ses membres le très révérend Archdeacon Scott, M. Édouard Montpetit¹¹, etc. La Commission des assurances sociales a étudié certaines réformes sociales pendant trois ans et, en novembre 1933, elle a présenté son rapport qui recommandait, entre autres choses, des allocations aux mères nécessiteuses. Le rapport de cette commission Courchesne-Montpetit, je me rappelle encore avec quel enthousiasme la voix "stentorienne", si je puis dire, de l'honorable ministre de la Justice, l'honorable Ernest Lapointe, le salua et l'avait accepté.

Quelques jours plus tard, les libéraux offraient un grand banquet au très honorable chef du Parti libéral. Le ministre actuel de la Justice, l'honorable M. Lapointe, y assistait, faisait l'éloge du gouvernement Taschereau et, brandissant une copie du rapport en question, il s'écriait alors: "Voilà un document libéral." Nous sommes rendus en 1933 et le gouvernement libéral n'avait pas levé un doigt pour donner un centin aux mères nécessiteuses.

Eh bien! M. le président, nous sommes en 1937 et le gouvernement d'alors n'eut le temps de ne rien faire. Sous l'ancien gouvernement, le rapport de la Commission des assurances sociales, le "document libéral", est resté lettre morte, et c'est le gouvernement de l'Union nationale qui lui donne effet aujourd'hui en accordant des allocations aux mères nécessiteuses et en acceptant d'autres de ses recommandations.

(Applaudissements à droite)

Nous, de l'Union nationale, après sept mois de travail, nous présentons trois lois de haute portée sociale. Nous avons réalisé presque toutes nos promesses en matière de législation sociale. Je comprends pourquoi, alors, nos amis de la gauche sont si tristes et si enragés. Je comprends pourquoi, ne trouvant rien à redire à cette loi sociale, l'opposition invente aujourd'hui des raisons enfantines, et elle s'attarde à blâmer le gouvernement d'emprunter pour payer la pension des mères nécessiteuses. Le chef du gouvernement a répondu de façon si péremptoire en faveur de l'adoption sans retard de cette loi que je ne m'attarderai pas à les expliquer de nouveau.

Je veux en ajouter une autre. L'opposition veut que nous imposions une taxe pour la mise en vigueur de cette mesure. Nous allons être obligés d'organiser l'administration de cette loi. Sera-t-il juste, dès cette année, de grever tout le budget des frais de la mise en application de cette loi, frais d'installation, d'établissement d'un office des pensions, et autres, alors que ces dépenses ne reviendront pas chaque année, et qu'elles doivent être réparties, j'oserais dire, sur plusieurs générations?

Serait-il juste, d'ailleurs, comme le suggère le chef de l'opposition, de faire porter sur le dos des contribuables ce nouveau fonds pour les mères nécessiteuses? Serait-il juste de taxer la seule génération actuelle pour la mise en vigueur d'une législation qui va bénéficier aux mères nécessiteuses des générations futures? Pourquoi imposer toutes ces charges aux citoyens dans la même année?

C'est un principe de saine administration que nous appliquons avec cette loi. De plus, cette loi constituera un paiement de la société pour les bienfaits que rendent les mères. Elle contribuera également à soulager les municipalités d'une partie de l'assistance publique, car souvent les municipalités devaient se charger d'aider un grand nombre de mères nécessiteuses. Ce n'est pas une loi d'assistance publique que nous avons devant nous, mais une loi de haute portée sociale.

Nous ne demandons rien aux municipalités. C'est la province qui en paiera tous les frais. J'ai le droit de m'étonner de l'attitude renversante de l'opposition qui manifeste son mécontentement de n'être pas l'auteur d'une législation qui assurera à l'Union nationale la reconnaissance de la société et des générations de demain.

(Applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) a répondu violemment. Si le ministre des Mines et Pêcheries a fait un discours comme celui-là, s'il a parlé de cette façon à la convention conservatrice de Sherbrooke, il n'est pas étonnant qu'il n'ait pas été choisi comme chef de son parti et qu'il ait été battu à la convention.

(Rires à gauche)

Mais il oublie, en parlant des conditions de l'ancien régime, de mentionner le fait que, de 1930 à 1935, il y eut une commotion formidable par tout le Canada et que son gouvernement alors a comprimé les dépenses. Il se dit national, mais il a déjà été le bras droit de M. Bennett, un tory. Je n'ai pas objection à ce qu'il soit tory et national, mais ma question est posée et je demande une réponse. Il me

semble que ma question n'est pas si sotté. J'ai demandé au ministre s'il avait fait quelque chose pour les mères nécessiteuses alors qu'il était à Ottawa.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): M. le président, je soulève un point d'ordre. Le député s'éloigne de la question. Ces remarques sont en dehors du sujet débattu. Tout à l'heure, le député de Lotbinière (M. Pelletier) était beaucoup plus dans l'ordre que lui, et on l'a empêché de parler. En vertu des mêmes règlements qui ont prévalu tout à l'heure pour la censure du député de Lotbinière, je prétends que le député de Berthier parle de questions étrangères au débat.

M. le président: Le point d'ordre du ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) est maintenu: le député de l'opposition est rendu à Ottawa.

M. Bastien (Berthier): Mais j'étais à répondre au ministre des Mines et Pêcheries qui, le premier, a parlé de la question.

M. le président: À l'ordre, à l'ordre!

M. Bastien (Berthier) veut continuer de parler et dit quelques mots.

M. le président: Je rappelle le député de Berthier à l'ordre. Que le député ne m'oblige pas à le nommer, ce que je serai forcé de faire s'il continue.

M. Bastien (Berthier): Je vois, je vois. Il y a une justice pour le ministre des Mines et Pêcheries et une autre justice pour ceux de l'opposition.

Des députés ministériels: Adopté, adopté!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, non, c'est loin d'être adopté.

M. Bastien (Berthier): Non, non, c'est loin d'être adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député dit que c'est loin d'être adopté. Le gouvernement dit ceci, lui: Si l'opposition, qui se dit en faveur de la loi, ne veut pas approuver cette clause, veut retarder son adoption, c'est son affaire; nous allons ajourner la question et le chef de l'opposition portera la responsabilité de ce retard dans l'application de la loi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas mon intention de prolonger le débat, mais quand j'entends dire au ministre des Mines que la population écrira en lettres d'or dans les annales les trois lois de haute portée sociale qui sont au *Feuilleton* de la Chambre, cela me laisse songeur. Le premier ministre dit que nous n'avons rien fait dans le domaine des réformes sociales. Nous revendiquons au moins une de ces lois, celle de l'assistance aux aveugles qui existe déjà grâce à une administration libérale. Cette loi a été insérée dans les Statuts par l'ancien gouvernement. Un jour, M. Layton, le père du ministre sans portefeuille, est venu me voir...

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Depuis quand est-elle en force?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Elle a été sanctionnée par le lieutenant-gouverneur bien avant que vous ne fussiez dans la politique, mon ami.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, je demande qu'on s'en rapporte au principe même des résolutions étudiées.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'honorable ministre des Mines et Pêcheries a eu l'autorisation de parler des trois lois à "inscrire en lettres d'or" et nous, nous ne pouvons pas en parler. Qu'en pensez-vous?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition est hors d'ordre. D'abord, il dit "vous" en parlant au chef du gouvernement, tandis qu'il devrait dire "M. le président" au lieu de me parler directement. Cela m'étonne, car on vante les connaissances parlementaires du chef de l'opposition.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mon honorable ami me permet-il de l'interrompre chaque fois qu'il dérogera à cette règle et qu'il dira lui aussi "vous" en s'adressant à ce côté-ci de la Chambre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'y manquerai pas.
(Rires)

Il commence à parler de la pension aux aveugles qui existe déjà.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition parlera de cette pension en

temps et lieu. Nous étudions actuellement la loi des pensions aux mères nécessiteuses. J'étais à dire que nous avons eu assez de discours. Est-ce que l'opposition veut de cette loi, oui ou non? L'opposition veut-elle, oui ou non, donner une pension aux mères nécessiteuses à qui le gouvernement doit tant? Si elle en veut comme elle le dit, eh bien, qu'elle se taise, et nous allons voter.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'opposition se taira quand elle le voudra et quand l'heure sera sonnée; elle entend étudier la question à fond. Nous sommes actuellement en présence des résolutions d'un bill qui comporte une dépense de millions de dollars pour la province. C'est là-dessus uniquement que nous discutons. Le gouvernement ne peut nous accuser de faire de l'obstruction. Nous ne voulons pas faire d'obstruction, mais nous sommes à voter une loi qui comporte des dépenses énormes pour la province. Je comprends que le gouvernement est pressé de faire voter cette loi. Ce n'est pas de notre faute si le gouvernement s'est organisé pour que les charges découlant de cette loi, pour que les dangers de l'application de cette législation ne figurent pas sur son prochain budget, mais nous avons le devoir de discuter ces dangers.

Encore une fois, je le répète, nous sommes en faveur du principe de cette loi, mais nous voulons une loi non seulement dans les Statuts, mais aussi dans la pratique. Nous voulons que chaque génération paie sa part. Je dis que ce sont des charges annuelles, renouvelables annuellement. Je dis que nous allons encore emprunter, alors que la province a les moyens de payer le coût de l'application de cette loi à même ses dépenses ordinaires. Si l'honorable trésorier de la province n'avait pas blâmé l'ancienne administration de faire porter des dépenses du chômage sur les dépenses courantes, je me serais moins objecté. Mais, une fois ce principe établi, on viendra demander la même chose pour les autres bills à être "inscrits en lettres d'or": l'assistance aux aveugles et le bien-être de la jeunesse.

Quand nous soulevons des objections sérieuses, on nous répond par des raisons de "capital humain." Le capital humain, pour vous autres, c'est beau pour les élections. Si le trésorier veut retrancher la dernière partie de sa résolution, nous allons l'adopter.

M. Bastien (Berthier): Que l'on ne se méprenne pas sur l'attitude de l'opposition. Nous sommes prêts à voter les résolutions et le bill

immédiatement, si seulement l'on veut nous fixer un montant afin que nous sachions où va la province. On continue une politique d'emprunt sous l'Union nationale, tout en blâmant l'ancien gouvernement d'en avoir fait autant. Ah! Je comprends pourquoi l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) peut annoncer, dans un discours qu'il a fait récemment à Montréal, que les affaires allaient bien dans la province, si les surplus sont camouflés à coups d'emprunts.

M. le président: Adopté?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Adopté?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous allons adopter les résolutions sur division.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi sur division? Alors, je demande le vote.

La résolution est adoptée¹².

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose: 2. Que les employés nécessaires à l'application et au bon fonctionnement de la loi qui accompagne les présentes résolutions soient nommés et leur salaire fixé et payé conformément aux dispositions de la loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10) ou de la loi du service civil extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitre 10A), selon le cas.

Adopté¹³.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande le vote sur la deuxième lecture des résolutions.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

M. l'Orateur: Appelez tous les députés¹⁴.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bélanger, Bellemarre, Bilodeau, Boiteau, Carignan, Chaloult, Coonan, Dubé (Rimouski), Ducharme, Duplessis, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Hamel, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Larouche, Layton, Leclerc, Leduc (Soulanges), Marcoux, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Rochefort, Roy, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 42.

Contre: MM. Bastien, Bouchard, Bouthillier, Connors, Delagrave, Messier, 6.

Ainsi, la motion est adoptée. Lesdites résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose que les résolutions soient adoptées.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Sur division.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Même vote?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Même vote.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 21 instituant l'assistance aux mères nécessiteuses.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 instituant l'assistance aux mères nécessiteuses soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je tiens à dire qu'en dépit de ces votes qui ont été pris sur la façon d'administrer les fonds de secours aux mères nécessiteuses, nous sommes toujours en faveur de la loi, dans son principe. J'ai toujours été et je suis toujours en faveur du principe du bill de l'aide aux mères nécessiteuses. Je suis cependant opposé à ce que la province soit autorisée à emprunter pour payer des dépenses courantes de la province. L'aide aux mères nécessiteuses, c'était un article de notre programme lors des dernières élections. Nous voulons cependant des allocations réelles dont les montants seront fixés par la loi.

La motion est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Loi des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 24 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse augmenter, au montant qu'il déterminera, les droits prévus par l'article 37 de la loi des liqueurs alcooliques (Statuts refondus, 1925, chapitre 37) pour chaque catégorie des permis visés par ledit article 37.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois être dans la nécessité de m'opposer à cette loi qui permet au gouvernement de décider de la taxe à être imposée aux compagnies qui font le commerce de liqueurs. Ceci veut dire que le gouvernement exercera un contrôle tyrannique sur l'octroi des licences, dans le but possible de favoriser ses amis politiques.

Cette législation extraordinaire entraînera une diminution des pouvoirs de la Législature au profit du lieutenant-gouverneur en conseil. L'ancien gouvernement a été accusé d'administrer par des arrêtés en conseil. Je suis opposé au principe de ce bill parce qu'il accorde au lieutenant-gouverneur en conseil le droit de dire, le droit de fixer le taux des licences se rapportant au commerce des liqueurs dans cette province. On nous a reproché souvent d'accorder trop de pouvoirs au lieutenant-gouverneur en conseil.

On dira qu'il y a des gros et des petits commerces et que tout le monde paie la même licence. Qu'on dise donc que le prix de la licence sera basé sur l'évaluation des biens-fonds, et je voterai pour cette loi, mais je ne crois pas que l'Assemblée législative devrait se prononcer en faveur de la délégation de ce pouvoir au gouvernement. Nous savons ce qui se produit en pratique. Les gouvernements sont accusés de favoritisme et cette mesure en ouvre la porte toute

grande. Le privilège qu'on nous demande est dangereux. Il n'y aura pas de stabilité, personne dans le commerce des liqueurs ne pourra prévoir quel sera le tarif qu'on lui demande. On accusait le gouvernement précédent de gouverner par ordre en conseil, et ce gouvernement demande à la Législature le pouvoir d'augmenter le champ d'action du lieutenant-gouverneur en conseil. Ceci est un pas dangereux et je suis contre les résolutions présentées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition parle d'une diminution de pouvoir de la Chambre et d'une augmentation de pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil. Ce n'est pas cela.

La question est fort simple. Il s'agit simplement d'une augmentation de revenus pour les coffres de la province, revenus dont nous avons besoin pour appliquer les réformes que nous avons commencé à appliquer. Cette mesure est destinée à augmenter les revenus de la province en établissant un ratio par lequel un détenteur de licence paiera en fonction de l'évaluation de sa propriété et non en fonction d'un taux fixe comme aujourd'hui. C'est une diminution du favoritisme pratiqué par l'ancien régime et une augmentation des revenus de la province.

(Applaudissements)

On a constaté que certaines compagnies recevaient, avec l'ancienne loi, des traitements de faveur, bénéficiaient de faveurs exorbitantes incompatibles avec le traitement équitable qui doit être accordé à tous. C'était tout particulièrement le cas pour la Compagnie de la baie d'Hudson. La loi, telle qu'amendée, dit que nous garderons les prix actuels.

En vertu de la loi, le lieutenant-gouverneur en conseil n'aura pas le droit de les diminuer, mais de les augmenter seulement, pour prévenir certains abus. Nous déclarons que le taux fixé par la loi n'est qu'un taux minimum et qu'il peut être augmenté par arrêté ministériel. Qui peut se plaindre d'une loi susceptible d'apporter des revenus à la province? À l'avenir, les taux fixés dans la loi deviennent tout simplement des taux minimums.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est un raisonnement qui porte faux. Les revenus de la Commission des liqueurs ne sont pas constitués par le paiement des licences seulement. Quand une compagnie comme la Compagnie de la baie d'Hudson vend des liqueurs alcooliques pour

\$500,000, la province fait 40 % sur cette somme ou \$200,000, plus les taxes fédérales. Le gouvernement veut tout contrôler, et c'est une grave erreur que de diminuer les pouvoirs de la Législature en matière de taxation.

Le gouvernement viole une promesse qu'il avait faite à l'électorat. Le premier ministre sait aussi que la compagnie paie plus de taxes fédérales que le petit tenancier de taverne.

Je vois qu'on demande le droit de jouer avec les licences de manière à tenir toute une classe de vendeurs sous le talon du gouvernement. L'homme qui a le plus crié contre les abus du lieutenant-gouverneur en conseil, c'est le premier ministre actuel, et je suis surpris de voir son attitude.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois, une deuxième fois sur division et adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 24 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant la loi des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce que le bill présente beaucoup de différence avec les résolutions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'en offre qu'une qui a pour résultat de laisser à l'accusé le fardeau de la preuve lorsqu'une plainte aura été signée par un officier. Le bill ajoute ceci: Ceux qui voudront contester la capacité d'un officier qui a signé la plainte devront faire la preuve eux-mêmes et donc en payer les frais.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous allez diminuer les dépenses du gouvernement pour les remettre sur les épaules de l'accusé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Personne ne paiera, à moins que l'on ne conteste la plainte, et il n'est que juste que celui qui conteste paie.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre a-t-il une idée de l'heure à laquelle nous allons finir¹⁵? Nous voudrions, comme plusieurs députés, prendre le train de 6 heures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons passer le bill en comité plénier et nous en renverrons la troisième lecture à la prochaine séance.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette): propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Fédération des scouts catholiques de la province de Québec

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Roy), que les articles 497, 498, 499, 503, 510, 511, 542 et 543 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de M. le chanoine Drouin et de Me Jean-Marie Bruneau, demandant l'adoption d'une loi pour modifier la loi constituant en corporation la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec; que cette pétition soit immédiatement lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill 132 constituant en corporation la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de M. le chanoine Drouin et de Me Jean-Marie Bruneau demandant l'adoption d'une loi pour modifier la loi constituant en corporation la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Thibeault (Montréal-Mercier) demande la permission de présenter le bill 132 modifiant la charte de la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports du comité spécial:

Comité spécial de la chasse et de la pêche

L'honorable M. Gagnon (Matane): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial de la chasse et de la pêche. Voici le rapport:

Votre comité s'est réuni ce matin et a choisi pour son président l'honorable M. Onésime Gagnon; il a en plus fixé son quorum à cinq membres. M. William Ross Bulloch a été choisi vice-président du comité. M. L.-P. Gagnon a été nommé secrétaire du comité. Le comité s'ajourne au 31 mars, à 10 heures du matin.

Adopté.

Ajournement¹⁶

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain, à 3 heures.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

2. Il est à noter que c'est *Le Canada*, un journal libéral, qui indique cette remarque du député de l'Union nationale.

3. M. Duplessis constate que des députés de l'opposition fument le long du mur, près du trône de l'Orateur, où ordinairement tous les députés se réfugient de temps à autre pour "tirer une touche", selon l'expression de l'un d'eux. Mais il n'y a pas cette fois de nationaux qui fument, souligne *Le Canada* du 27 mars 1937, à la page 3.

4. Sur ce, les députés en question s'esquivent vers la porte, sauf un anglophone à qui un fonctionnaire vient discrètement expliquer la chose et qui s'en va à son tour, selon *Le Soleil* du 27 mars 1937, à la page 13.

5. M. Bouchard sourit, selon *Le Soleil* du 27 mars 1937, à la page 13.

6. Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) répétera ensuite cette partie du discours en anglais.

7. Selon *La Patrie* du 27 mars 1937, à la page 47, M. Bouchard élève la voix en anglais pour parler à M. Fisher qui souffre de surdité.

8. En anglais, selon *Le Canada* du 27 mars 1937, à la page 3.

9. Le débat d'hier aurait plutôt duré cinq heures.

10. Georges-Alexandre Courchesne (1880-1950). Né à Saint-Thomas-de-Pierreville le 13 septembre 1880. Ordonné prêtre le 10 juillet 1904, il est élevé au rang d'évêque du diocèse de Rimouski le 1^{er} février 1928. Le 12 février 1946, il deviendra le premier archevêque de l'archidiocèse de Rimouski et demeurera en poste jusqu'à sa mort.

11. Édouard Montpetit (1881-1965) est avocat, économiste et professeur universitaire. En 1920, il fonde l'École des sciences sociales économiques et politiques de l'Université de Montréal et en prend la direction. Dans ses travaux, il prône un nationalisme économique et le développement de l'enseignement des sciences économiques et administratives, afin que le Québec soit capable de gérer ses ressources naturelles. Pour le gouvernement de la province de Québec, il préside deux commissions d'enquête: la Commission des assurances sociales, de 1930 à 1932, et la Commission d'enquête sur la fiscalité, de 1937 à 1940.

12. La résolution est adoptée par un vote "debout", tel que prescrit par l'article 358 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1915, à la page 175, par 31 voix contre 6. Les quotidiens notent que les absences sont nombreuses. Trois dissidents de l'Union nationale sont en Chambre: MM. Philippe Hamel, (Québec-Centre); René Chaloult, (Kamouraska) et Adolphe Marcoux, (Québec-Comté). Le Dr Hamel s'abstient de voter, mais il reste à son siège. Il votera cependant plus tard pour la deuxième

lecture de la loi. MM. Chaloult et Marcoux votent avec le gouvernement sur cette clause. M. Rochefort est alors absent. Le maire Grégoire, quant à lui, s'étant retiré quelques minutes plus tôt de la Chambre, n'a pas voté. M. Drouin n'a pas assisté à la séance. Chez les libéraux, ont voté MM. T.-D. Bouchard (Saint-Hyacinthe), C. Bastien (Berthier), F. L. Connors (Sainte-Anne), C. Delagrave (Québec-Ouest), Alexis Bouthillier (Saint-Jean), Félix Messier (Verchères).

13. Voir note précédente.

14. Selon le journal libéral *Le Canada* du 27 mars 1937, à la page 3, les deux whips du parti ministériel, MM. Pouliot (Missisquoi) et Boiteau (Bellechasse), vont chercher des députés qui flânaient au café ou dans les couloirs. M. Rochefort prend son fauteuil.

15. Il est environ 5 heures, selon *Le Canada* du 27 mars 1937, à la page 3.

16. Il est peu avant 6 heures, selon *Le Soleil* du 27 mars 1937, à la page 3.

Séance du mardi 30 mars 1937

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Amélioration des propriétés

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 29 favorisant, par une exemption de taxes, l'amélioration des propriétés.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Explications.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Cette loi a pour objet de permettre aux municipalités d'accorder des exemptions de taxes...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Comment! Encore des exemptions de taxes?

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Des exemptions de taxes à ceux qui voudront améliorer leurs propriétés dans le but d'aider la construction et de remédier au chômage, conformément au plan fédéral.

On sait qu'avec l'aide d'une commission formée à cet effet Ottawa a voulu favoriser la construction pour alléger le chômage, et le gouvernement de Québec veut aussi faire sa large part. C'est le but de cette loi.

(Applaudissements à droite)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Occupation de l'édifice
de la Commission du chômage,
à Montréal, par la police provinciale**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Avant de passer à l'ordre du jour, est-ce que nous pourrions avoir des informations du premier ministre au sujet de la conduite de M. John Dunning, agent de la police provinciale, et de l'ingérence de la province

dans le domaine municipal? Ce M. Dunning s'est permis de congédier des employés de la Commission du chômage de Montréal. Est-ce sur les ordres du gouvernement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis surpris de l'attitude du chef de l'opposition qui représente ici un parti qui fut grand. Il me semble que nous avons des législations trop importantes à considérer aujourd'hui pour que le chef de l'opposition nous pose de telles questions, pour que nous perdions notre temps avec des interpellations de ce genre. Je suis surpris de voir que le chef d'un parti qui fut grand autrefois se fasse ici l'écho de choses qui sont des commérages purement et simplement¹.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Voyons, j'ai lu cela dans *La Presse*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai lu ceci dans les journaux et je me suis hâté de téléphoner à Montréal où on m'a dit que tel n'était pas le cas, qu'il n'y avait rien de vrai là-dedans. J'ai dit, et je le répète pour la cinquième fois - au bout de cinq fois, l'opposition comprendra peut-être - que des instructions formelles ont été données aux agents d'avoir soin des documents et des dossiers purement et simplement, vu que ces dossiers constituent la preuve des abus criants commis au détriment des chômeurs et contrairement aux intérêts de la ville de Montréal et de toute la province. C'est tout.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas d'objection à ce qu'on surveille les dossiers, mais je demande au gouvernement si des officiers à qui il a donné ces ordres vont continuer d'agir comme ils le font. Va-t-on continuer à mettre dehors des employés de la Commission du chômage dans le but unique de surveiller des dossiers? Est-ce que le gouvernement va laisser ainsi des officiers molester injustement des employés de la Commission du chômage et se contenter de nous répondre toujours qu'on veut la garde des documents?

On rapporte qu'un nommé Dunning jette des employés à la porte. Si le gouvernement veut mettre fin à des abus qui se commettent dans la distribution des secours directs, nous ne pouvons que le féliciter, mais nous ne voulons pas une telle ingérence. Je ne sais pas si l'employé était ivre lorsqu'il a fait ces renvois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je regrette de constater, et je ne crois pas que ce soit gentil, que le chef de l'opposition attaque un homme qui est absent et qui n'est pas ici pour se défendre. S'il conserve une telle attitude, s'il croit représenter l'opinion de son parti en portant ces accusations, je dis que ce n'est pas digne. Si le chef de l'opposition veut ainsi faire des accusations à l'adresse d'absents, qu'il en prenne la responsabilité. J'ai téléphoné à Montréal pour m'informer de ces expulsions et l'on m'a dit que le fait n'est pas vrai.

Quoi qu'il en soit, pour la sixième fois, je vais le répéter: Nous ne voulons pas que les dossiers disparaissent, parce qu'ils constituent une preuve et il faut qu'ils demeurent intacts. S'il y a des abus, le gouvernement verra à les réprimer. Si le chef de l'opposition, en parlant de la question, persiste à se fier aux commérages, il se fait actuellement complice, directement ou indirectement, consciemment ou non, des gens qui veulent créer des embarras pour permettre aux coupables de se sauver de l'enquête et d'être dans une telle situation que l'on ne pourrait avoir contre eux la preuve nécessaire.

**Paiement des cantonniers
à Rivière-du-Loup**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je comprends que le premier ministre est de mauvaise humeur, mais je me permettrai quand même de lui demander s'il a l'intention, s'il est en état, de répondre bientôt à la question no 1 de l'ordre du jour, qui intéresse beaucoup de gens de mon comté, concernant des cantonniers qui n'ont pas été payés pour des travaux de voirie exécutés du 17 au 29 août 1936. Je sais d'avance la réponse qui m'attend, c'est toujours la même, mais je répète quand même la question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Ce n'est pas un sentiment de mauvaise humeur qui nous anime, surtout en face du député de Rivière-du-Loup, mais c'est un sentiment de pitié. C'est difficile d'être de mauvaise humeur avec le député de Rivière-du-Loup dont les observations font toujours rire. Je puis lui dire que je lui donnerai une réponse officielle à sa question au cours de la séance.

Pour le moment, qu'il me soit permis de rappeler cependant que l'ancien gouvernement, le gouvernement qu'il a supporté et dont faisait partie le chef de l'opposition, a permis de dépenser plus de \$100,000 durant les élections, afin de réparer ou construire des routes dans le district de Rivière-du-Loup simplement dans un but électoral.

Nous voulons savoir dans quelle mesure certains en ont profité et nous faisons une enquête à ce sujet: nous avons constaté notamment que si les travaux ont eu lieu pendant l'élection et quelque temps après, c'est que des amis politiques du régime dont faisait partie le député, dans certaines parties de Rivière-du-Loup, ont continué à travailler bien que les ingénieurs eussent donné instruction de discontinuer les travaux.

L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) lui répondra au complet, tout à l'heure ou ce soir.

Mais je dis que nous avons obtenu des renseignements précis, et ceux qui doivent être payés le seront, tandis que ceux qui ne le méritent pas, qui ont obtenu de l'argent injustement, ne le seront pas.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Et que cela veut-il dire exactement? Le premier ministre veut-il dire que seuls les amis du gouvernement seront payés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous paierons tous les amis de la justice. Nous voulons donner justice à tous, mais non pas gaspiller inutilement les argents de la province.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce que ceux qui n'auront pas été payés pourront obtenir du procureur général (l'honorable M. Duplessis) la permission de poursuivre le gouvernement en vertu de la pétition de droit?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Rivière-du-Loup parle comme avocat. Il doit avoir des clients qui ont envie de poursuivre le gouvernement. Nous accorderons justice à tous, même à Rivière-du-Loup. Nous verrons à ce que tous aient justice et à ce que les coupables soient châtiés.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ceux qui croiront ne pas avoir eu justice auront-ils la permission de poursuivre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pour ceux-là, je n'ai pas d'objection à dire qu'on les laissera dans cette opinion. Nous ne les laisserons pas poursuivre la province si, après une étude sérieuse, nous en venons à la conclusion qu'ils ont eu justice.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quelle réponse!

Propagande politique par Achille Joli-Coeur

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. M. Achille Joli-Coeur, avocat, c.r., qui parlait dimanche soir le 14 mars à la radio, est-il le même M. Achille Joli-Coeur, avocat, c.r., employé civil, aviseur légal au département de prêt agricole?

2. Si oui, à la demande de qui cet employé civil a-t-il accepté le rôle de faire publiquement de la propagande politique?

3. Dans l'affirmative, quelle attitude le gouvernement entend-il prendre dans le cas de cet employé civil et envers ceux qui lui ont fait jouer ce rôle?

4. Quel est le salaire de M. Achille Joli-Coeur?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): 1. Le gouvernement l'ignore.

2. et 3. Répondu par le no 1.

4. M. Achille Joli-Coeur, c.r., avocat de la cité de Québec, a été nommé aviseur légal relativement au crédit agricole provincial, et son traitement est de \$150 par mois.

Employés aux départements du commerce et de la colonisation

M. Chaloult (Kamouraska): 1. Quels sont les noms des économistes experts et techniciens que le député de Trois-Rivières a déclaré, à la séance du 10 mars, avoir été retenus par les départements du commerce et de la colonisation et qui sont destinés à faire partie du conseil économique de la province?

2. Quel est le traitement de chacun de ces employés?

3. Quand feront-ils partie du conseil économique?

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Cette question n'est pas conforme aux déclarations faites par le premier ministre à la séance du 10 mars.

Usine de Chandler, Gaspé-Sud

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. L'usine de Chandler, dans le comté de Gaspé-Sud, est-elle rouverte?

2. Si oui:

a. Depuis quand?

b. Par qui est-elle exploitée?

c. Combien d'ouvriers y sont employés?

d. Quel est le montant des salaires payés chaque mois?

e. À quelles conditions le gouvernement a-t-il obtenu la réouverture de cette usine?

f. Le gouvernement a-t-il engagé le crédit de la province, et, si oui, jusqu'à concurrence de quel montant?

3. Si l'usine de Chandler n'est pas encore rouverte, quand le sera-t-elle?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. Cette usine est fermée depuis plusieurs années.

2. a, b, c, d, e, f, répondus par le no 1.

3. Grâce aux démarches du gouvernement actuel, nous avons lieu de croire que l'usine sera ouverte prochainement et qu'elle commencera ses opérations dans le plus court délai possible.

Parc national de la Gaspésie

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 20 concernant le parc national de la Gaspésie.

Adopté.

Loi des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant la loi des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Refonte des lois

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 26 pourvoyant à la refonte des lois de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse désigner trois personnes qu'il choisira parmi les juges ou les avocats de cette province et auxquelles il confiera la révision et la refonte des lois d'un caractère général et permanent et que ces personnes reçoivent le traitement que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera.

2. Que, chaque fois qu'elles jugeront qu'une partie de ce travail de refonte est suffisamment avancé, ces personnes le fassent imprimer et en transmettent un nombre suffisant d'exemplaires au procureur général avec leur rapport.

3. Que le procureur général puisse adjoindre à ces personnes pour les aider dans l'accomplissement de ce travail de refonte les secrétaires, commis et autres employés dont il jugera nécessaire de retenir les services et qu'il puisse fixer leur traitement.

4. Que les dépenses nécessitées par l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions soient payées par mandats du lieutenant-gouverneur à même le fonds consolidé du revenu.

Il est malheureusement vrai que l'ensemble des lois diverses édictées depuis de nombreuses années forme une véritable cacophonie légale qui n'est pas un honneur pour la province.

Nous avons une infinité de lois mal construites, mal conçues, embrouillées et souvent inopérantes, qui sont toutes à refaire, avec le résultat qu'elles engendrent le mépris des lois en général.

Nous voulons nommer des personnes compétentes qui, non seulement fassent la refonte des Statuts, classifient et clarifient et classent les textes, mais fassent les suggestions utiles.

Nous voulons qu'il y ait de la cohésion et de la clarté. Ça demandera du temps et beaucoup de travail.

M. Boiteau (Bellechasse): M. le président, je constate que l'on propose de nommer des juges ou des avocats pour faire la refonte des lois. Le projet de loi décrète que le lieutenant-gouverneur choisira trois personnes dans la magistrature ou le Barreau. Je suggérerais au gouvernement de ne pas oublier la famille légale des notaires, que je représente dans cette Chambre, qui compte parmi ses membres des juristes éminents. Les notaires d'expérience pourraient être fort utiles dans cette œuvre de mise au point en agissant de concert avec les juges et les avocats.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je félicite et je remercie l'honorable député de Bellechasse de son observation et de sa suggestion. Le député de Bellechasse a raison. Nous devrions enlever les mots "juges" et "avocats" et dire tout simplement "trois personnes", sans désignation. Le gouvernement choisira les personnes les mieux qualifiées.

Comme le dit d'ailleurs la note explicative du bill, le lieutenant-gouverneur en conseil aura le pouvoir de nommer des personnes compétentes pour faire ce travail et de fixer leur rémunération. Nous n'oublierons aucun homme de loi.

L'amendement est adopté,

La résolution 1, ainsi amendée, se lit désormais comme suit:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse choisir trois personnes de cette province auxquelles il confiera la révision et la refonte des lois d'un caractère général et permanent et que ces personnes reçoivent le traitement que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Quel salaire le gouvernement entend payer aux personnes chargées de la refonte des lois? Pourquoi ne fixez-vous pas le salaire de ceux qui feront la besogne?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le travail sera considérable. Nous ne savons pas ce que pareil travail va coûter. C'est pourquoi il nous est difficile de fixer d'avance un montant déterminé. Nous sommes pour les salaires raisonnables. Les réviseurs seront payés à un salaire raisonnable suivant l'œuvre qu'ils devront accomplir.

Nous allons choisir les hommes les plus qualifiés, des hommes compétents, les meilleurs hommes de loi que nous pourrions trouver, afin d'assurer la constitution d'un corps de loi cohérent, clair et pratique; nous les choisirons au-dessus des considérations partisans, et nous paierons ce que le travail vaut, pas un sou de plus, pas un sou de moins, afin que le travail soit bien fait et exécuté rapidement. Nous voulons surtout que ces personnes soient bien en mesure de ne pas faire d'autre travail que cette refonte, et c'est pourquoi nous ne pouvons fixer d'émoluments déterminés. Nous demanderons à ces gens de ne faire que cela.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'honorable premier ministre peut-il nous donner une idée du salaire maximum, au moins?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous engagerons des hommes compétents et nous ne voulons pas lésiner. Mais ce sera moins que les émoluments que l'ancien régime payait à certains avocats amis.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est la réponse habituelle qui ne répond à rien. Je ne demande pas le prix exact et précis; ainsi je voudrais savoir au moins quel salaire maximum sera payé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je puis assurer mon honorable ami que le salaire que nous paierons représentera 30 % de moins que les prix payés par l'ancien gouvernement à des favoris qui recevaient \$350 par jour, sans compter les dépenses de voyage.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce n'est pas une réponse! Je pose pourtant une question raisonnable, sérieuse. Nous sommes députés et nous avons le devoir de nous enquerir de l'emploi des crédits de la province. (Souriant) Je vais poser une autre question, bien que je sache que je n'aurai pas de réponse. Je veux savoir jusqu'à quel point nous allons engager le crédit de la province avec cette loi où il est dit que le lieutenant-gouverneur en conseil détermi niera les salaires. Qu'on nous donne le minimum. Je ne suis pas contre le principe du bill, j'admets que nos lois ont besoin d'être clarifiées et surtout d'être écrites en français.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député parle d'engager le crédit de la province. N'est-ce pas prendre le crédit de la province que lui assurer des lois logiques, claires et pratiques? C'est une œuvre importante et considérable. Et il nous est difficile d'annoncer des chiffres précis. Sur la question des traitements, tout ce que je peux affirmer à mon honorable ami, c'est que les salaires de ceux qui feront la refonte des lois seront une juste moyenne entre le maximum auquel il pense et le minimum auquel nous pensons.

(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est une réponse qui n'en est pas une.

Le comité continue l'étude des résolutions.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce que le premier ministre a une idée quand le rapport des réviseurs sera prêt?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le plus tôt possible. Plus vite la loi passera en cette Chambre, qu'elle sera sanctionnée, plus vite le gouvernement nommera les personnes compétentes chargées de la refonte des lois et pourra mettre les réviseurs à la besogne, plus vite ces personnes commenceront à travailler et naturellement, plus vite elles présenteront leur rapport.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pensez-vous que le rapport a la chance d'être adopté avant que le gouvernement actuel n'ait changé? Le rapport sera peut-être prêt quand le gouvernement actuel sera dans l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'honorable député pourrait poser des questions sérieuses. Nous serons encore de ce côté de la Chambre quand le rapport sera présenté. L'honorable député imagine-t-il que nous allons suivre l'exemple de son ancien gouvernement et prendre 30 ans pour faire et adopter ce rapport? Nous ne sommes pas pour faire comme ceux qui ont fait des promesses pendant 30 ans et n'en ont jamais tenues. Nous sommes au pouvoir pour 15 à 20 ans, si l'honorable député veut le savoir, et je puis lui dire que lorsque ce rapport aura été adopté, le gouvernement actuel aura encore de nombreuses années devant lui. Quand ces 20 ans seront écoulés, nous y serons 14 ans de plus.

(Applaudissements)

Si l'opposition a des noms à suggérer pour faire partie de cette commission, qu'on nous donne des noms, nous sommes prêts à les considérer.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Certainement.

Cela est considéré. Nous allons y penser. Nous allons en transmettre au premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

N'avez-vous pas aucun nom?

M. Barrette (Terrebonne): Vous n'avez pas

envie de nommer M. Charles "ti-Char" Lanctôt?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je répète que nous sommes prêts à accepter de vraies suggestions. Je fais une offre à l'opposition en lui demandant si elle a des noms à suggérer. Si elle n'en a pas, qu'elle le dise tout de suite.

Si ces noms sont si peu connus que l'opposition ne puisse s'en rappeler, nous voulons le savoir. Que l'opposition nous suggère un nom tout de

suite. Je comprends qu'il faut qu'elle cherche dans son imagination...

(Rires)

M. Bastien (Berthier): Nous avons tellement de bons légistes dans notre parti qu'il faut bien penser un peu avant d'en nommer un.

M. Tardif (Frontenac): L'opposition n'a pas raison de ne pas avoir confiance.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 26 pourvoyant à la refonte des lois de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 26 pourvoyant à la refonte des lois de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²:

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Le procureur général soumettra à la Législature des exemplaires imprimés des projets et rapports, lorsque le travail de refonte des lois sera terminé."

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce le procureur général (l'honorable M. Duplessis) qui va faire la refonte?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas d'objection à faire disparaître cette clause. Le procureur général (l'honorable M. Duplessis) a

assez à faire en réparant les erreurs de l'ancien gouvernement.

(Rires et applaudissements)

L'article 4 est biffé. En conséquence, l'article subséquent est renuméroté article 4.

Le nouvel article 4 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Assistance aux mères nécessiteuses³

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 21 instituant l'assistance aux mères nécessiteuses.

Adopté.

En comité⁴:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Dans la présente loi, le mot

"a. "office" désigne l'organisme ou le ministre auquel le lieutenant-gouverneur en conseil confiera l'application de la présente loi en vertu de l'article 12;

"b. "mère" désigne une mère d'au moins deux enfants qui n'ont pas atteint l'âge de 16 ans;

"c. "interné" signifie gardé et entretenu dans un asile d'aliénés suivant la loi et à la charge publique."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je m'aperçois que l'on remplace encore le mot "commission" par le mot "office" qui veut dire la même chose pour l'administration de la loi. Ce régime devait pourtant être fini. On devrait les abolir, toutes les commissions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Toutes les commissions sont abolies, ou le seront, surtout celles que le gouvernement, dont faisait partie mon honorable ami, payait à certaines personnes.

(Rires)

La question est de savoir qui administrera. Un office? Une commission? Le département des pensions de vieillesse? Nous ne savons pas si la loi sera administrée par le ministre ou par la commission des pensions de vieillesse. Nous allons choisir le mode le plus expéditif et le moins coûteux pour la province. L'office sera ici chargé de l'administration complète des allocations.

Nous allons donner à la mère de famille nécessiteuse la chance de donner de l'instruction à ses enfants, de les élever convenablement. La province assume le paiement complet de la pension, 100 centins dans la piastre. On remarquera que, dans Ontario, les municipalités contribuent 50 % de la pension et la province, 50 %, alors que, dans notre loi, la province paie 100 % de la pension et les corporations municipales ne paient pas un sou.

(Applaudissements à droite)

Nous voulons dégrever nos municipalités de ce fardeau. Nous allons dégrever le budget municipal de diverses dépenses d'assistance publique considérables que les municipalités étaient obligées de supporter auparavant.

De plus, et c'est là le plus important, nous allons donner aux mères de famille les facilités d'élever leurs enfants, de leur donner tous les soins que seule une mère de famille peut donner à ses enfants. Nous allons lui permettre ainsi de les élever et d'en faire de bons citoyens, ce qui sera un gain appréciable pour la province et la communauté en général.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Dans l'article 2, je remarque que la mère nécessiteuse peut n'être pas seulement une veuve, mais aussi la femme d'un homme qui serait interné, et dans les dispositions interprétatives, "interné" signifie gardé et entretenu dans un asile d'aliénés. Mais il y a aussi le cas des mères dont le mari est atteint, par exemple, d'une maladie incurable quelconque, qui est hospitalisé et ne peut subvenir à l'entretien de sa famille.

Est-ce que l'allocation sera donnée à la femme dont le mari est interné pour maladie mentale et à celle dont le mari est hospitalisé pour maladie? Je comprends que le bill ne couvre que le premier cas. N'y aurait-il pas lieu de modifier ici le texte du bill?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Si le député s'était donné la peine de lire la loi, il ne poserait pas cette question. Il verrait qu'on étudie les dispositions interprétatives; ce n'est pas là la loi. Au lieu de répéter à toutes les clauses, ce qu'on entend par le mot "interné", on le dit ici une fois pour toutes. Le mot "interné" est expliqué dans la loi. Celui-là est interné qui est fou, celui-là hospitalisé qui est malade. D'ailleurs, lorsque nous parlons des internés, la mère est considérée comme nécessiteuse. Dans le cas où le mari est hospitalisé par l'assistance publique, la mère est aussi considérée comme mère nécessiteuse. Que le mari soit interné ou hospitalisé, nous disons plus loin que la loi s'applique à toute mère nécessiteuse, si elle n'a pas d'autres moyens de subsistance.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Mais on ne le dit pas dans la loi. La loi ne fait mention que du mot "interné". Ce n'est pas clair.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): "Interné" veut dire une personne dans un asile d'aliénés. Les députés de Québec-Ouest et de Rivière-du-Loup ont raison.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le cas est prévu par l'alinéa *e* du paragraphe de l'article 3, lequel dit que "peut être admise à bénéficier d'une allocation mensuelle déterminée par l'office, toute mère qui... *e*. ne possède point les moyens nécessaires à l'entretien de ses enfants âgés de moins de 16 ans".

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) se lève.

M. Barrette (Terrebonne) fait une réflexion à mi-voix.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas besoin du député de Terrebonne pour exprimer mes opinions...

M. Barrette (Terrebonne) fait d'autres remarques.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. le président, est-ce qu'il y a moyen de parler dans cette Chambre? Je parle ici sérieusement. La question est sérieuse, et tous les députés veulent améliorer la loi, si possible, dans l'intérêt de la province.

Les qualifications dont le premier ministre parle ne peuvent exister ensemble. L'alinéa *e* ne doit

pas être interprété comme le prétend le premier ministre, car l'article indique les conditions que doit remplir une mère pour avoir droit à une pension. Elle doit remplir toutes et chacune de ces conditions si elle veut avoir droit à ces pensions. Les clauses du bill sont cumulatives. Dans le cas où les mères nécessiteuses ne seront pas des veuves, elles n'auront droit à leur pension que si le mari est interné.

M. Bastien (Berthier): Les députés ont en effet raison. Dans le rapport des assurances sociales, dont l'honorable ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), sous l'ancienne administration, a parlé jeudi dernier, il est dit, au chapitre des allocations aux mères nécessiteuses: "Veuves chargées de un ou de plusieurs enfants; femme dont le mari est aliéné...", mais il est une autre catégorie de mères que le premier ministre n'inclut pas dans son bill, et c'est la femme dont le mari est incapable de travailler par suite de maladie grave et incurable. Est-ce que la loi y pourvoit?

Le bill ne remplit pas les conditions suggérées par le rapport de la Commission des assurances sociales, quant aux femmes dont le mari est frappé d'incapacité permanente. Je soumets que ce bill devrait couvrir le cas d'une femme dont le mari est atteint d'une maladie incurable, et non seulement le cas des maris internés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes à l'article 2 tout simplement. Si on se donnait la peine de lire la loi, on verrait qu'on étudie des dispositions interprétatives. Ce n'est pas la loi. Ainsi, au lieu de répéter continuellement, à toutes les clauses, la définition du mot "interné", nous la donnons une fois pour toutes et, chaque fois que ce mot reviendra, nous saurons à quoi nous en tenir.

M. Delagrave (Québec-Ouest): C'est bien celui-là que nous discutons. Il me semble que cela serait facile d'ajouter, dans la loi, le mot "hospitalisés" pour désigner les maris qui ne sont pas internés, mais qui sont victimes d'une maladie incurable, et dont la femme n'a aucun secours. Ça couvrirait tous les cas.

C'est ainsi que la loi devrait se lire, si l'on veut aider cette catégorie de femmes. Si c'est l'intention du gouvernement d'aider les mères dont le mari est atteint d'une maladie incurable, qu'on le dise dans la loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Bien voici, M. le président, nous sommes sérieux...

Un député de l'opposition: Et nous aussi!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): ... sauf que nous, nous voulons poser des actes et aider les mères nécessiteuses dans le plus court délai possible. Nous ne voulons pas discuter sur des chinoïseries.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. Peut être admise à bénéficier d'une allocation mensuelle déterminée par l'office toute mère qui

"a. est veuve ou épouse d'un mari interné;

"b. est sujet britannique depuis au moins quinze ans;

"c. a résidé dans la province durant les sept années qui ont précédé la demande d'allocation;

"d. offre, à la satisfaction de l'office, des garanties raisonnables d'habileté à donner à ses enfants les soins d'une bonne mère; et

"e. ne possède point les moyens nécessaires à l'entretien de ses enfants âgés de moins de seize ans."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'article 3, nous donnons l'énumération des mères qui ont droit à la pension. C'est la partie la plus importante de la loi.

M. Delagrave (Québec-Ouest): Ce n'est pas pour faire de l'opposition que je parle, c'est simplement parce que je voudrais que la loi fût bien claire. Nous ne voulons pas faire d'obstruction mais clarifier la loi. Nous remarquons que la loi protège l'épouse d'un mari interné, tandis qu'elle ne protège pas celle du mari victime d'une maladie incurable. Je suis en faveur du principe de la loi, comme le chef de l'opposition l'a dit l'autre jour en parlant en notre nom, mais je ne veux pas que la portée de cette législation soit mal interprétée.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): La loi dit que les allocations ne seront payées qu'aux mères de deux enfants. Dois-je comprendre que si elle n'a qu'un seul enfant, elle ne bénéficiera pas de l'allocation?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les pensions sont payables avec de l'argent. Il faut tenir compte que ces allocations sont basées sur des taxes.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ou sur des emprunts!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. Avec des emprunts quand on doit faire face à une situation telle que celle dans laquelle l'ancien gouvernement a réduit la province, quand un gouvernement trouve dans le Trésor un abîme creusé par les amis de l'opposition.

Ces réformes sociales retombent sur les payeurs de taxes. Les pensions de vieillesse vont nous coûter plus de \$2,500,000. Il y aura aussi à payer les pensions des aveugles, des veuves et des mères nécessiteuses. Dans ceci comme dans bien d'autres mesures, il faut procéder avec une certaine prudence et avec soin. Le gouvernement a déjà fait beaucoup dans le domaine des pensions. Que l'on n'oublie pas que, dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement donne des pensions aux vieillards, aux aveugles, aux veuves, aux mères nécessiteuses, un crédit aux cultivateurs.

Le gouvernement fait preuve de son désir d'avancer dans la passation des lois sociales, en votant cette loi. Donner la pension aux mères de deux enfants, dont le mari est interné, c'est la limite à laquelle nous pouvons aller. Plus tard, si la chose est possible et si nos revenus le permettent, nous ferons plus. Pour le moment, c'est le plus que nous puissions donner.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Combien vont coûter au gouvernement la pension aux aveugles, la pension aux mères nécessiteuses?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous estimons que la pension aux aveugles, à l'âge de 40 ans, devrait coûter de \$700,000 à \$800,000. Les pensions de vieillesse coûteront de \$2,500,000 à \$3,000,000⁵ par an. Pour ce qui est de la pension aux mères nécessiteuses, il est impossible d'en connaître le montant actuellement, le coût ne peut en être calculé immédiatement. Il ne faut donc pas aller trop vite.

Mais nous savons que dans l'Ontario, elles coûtent chaque année \$6,000,000: la part du gouvernement provincial est de \$3,000,000 et celle des municipalités, de \$3,000,000 également, puisque ces dernières sont appelées à contribuer dans une proportion de 50 %. Chez nous, le gouvernement paiera tout, car il ne veut pas faire porter une partie de ce fardeau aux municipalités. Nous devons tenir compte des revenus et des obligations de la province.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Sur quoi le gouvernement va-t-il se baser pour estimer le coût de la loi? Jusqu'à quel point vont se chiffrer les pensions

aux mères nécessiteuses? Avez-vous des statistiques permettant de fixer approximativement le coût de cette dépense? Combien ça va-t-il coûter à peu près?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je trouve étrange que l'on nous pose cette question alors que nous sommes ici depuis six mois, et que l'ancien gouvernement n'a adopté aucune législation sociale. C'est malheureux. M. le président, nous sommes à la tête de l'administration depuis le 26 août. Nous avons remplacé un gouvernement de 40 ans qui n'avait pas pensé à cela, qui n'avait adopté aucune législation sociale de ce genre, qui n'avait pas songé à l'établissement de lois sociales à base contributoire, qui avait fermé les yeux quand dans tous les pays, on votait des lois sociales à base contributoire.

Lorsque la prospérité régnait, l'ancien régime aurait pu créer des pensions et des assurances sur la base contributoire. Tout ce qu'on fit, ce fut de nommer une commission formée de gens compétents, des gens sérieux et responsables. La Commission d'assurances sociales avait présenté un rapport à l'ancien régime qui l'a laissé dormir dans les archives. Le gouvernement n'a donné aucune suite aux recommandations de la Commission.

Nous ne pouvons dire ce que cela coûtera, car les statistiques ne sont pas faites. On ne songeait même pas à dresser de statistiques sur le nombre de personnes qu'on devrait secourir. Le représentant de Rivière-du-Loup prétend que nous n'avons pas de statistiques, mais nous ne voulons pas nous endormir sur des statistiques, nous voulons donner des pensions. Ce qui importe, c'est que les allocations soient payées, et elles vont l'être. Si ça doit coûter \$4,000,000 ou \$5,000,000, nous les donnerons. Nous réalisons, nous considérons que l'éducation familiale est la meilleure sauvegarde possible, que le meilleur moyen d'assurer l'avenir, c'est de garantir aux jeunes l'éducation familiale et les soins familiaux.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Nous sommes en faveur du principe de la loi, mais nous voulons savoir combien son application va nous coûter. Vous devriez au moins nous donner un aperçu. Le premier ministre nous a toujours dit que gouverner, c'est prévoir. Nous sommes prêts à voter la loi, mais en sachant à l'avance ce qu'elle nous coûtera.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): L'opposition ne devrait pas éprouver ces craintes exagérées pour le crédit de la province. Je comprends que le gouvernement a raison de ne pas vouloir trop

engager le crédit de la province et je n'en vois pas de meilleure garantie que le fait qu'il limite la pension aux mères de deux enfants. Sans cela, s'il avait l'intention d'engager le crédit de la province, il ne ferait pas de distinction sur le nombre d'enfants et il accorderait cette allocation à toutes les mères nécessiteuses. C'est une garantie que le gouvernement donne à l'opposition en ne voulant pas engager trop fortement le crédit de la province. Ce qui importe, c'est la passation de la loi, car les mères nécessiteuses attendent depuis longtemps, c'est que les mères nécessiteuses aient cette pension à laquelle elles avaient droit depuis longtemps et qu'on leur a toujours refusée.

Je suis heureux de reconnaître, approuver et accueillir favorablement cette législation sociale au nom des mères nécessiteuses et au nom des organismes ouvriers. Combien de fois nous, des associations ouvrières, avons-nous fait des représentations, en vain, pour obtenir cette loi sociale sous les anciens gouvernements! Le crédit de la province a son importance, mais le capital humain aussi. Sans doute, je voudrais qu'on aille plus loin et je serais heureux de voir cette loi couvrir le cas de toutes les mères nécessiteuses et je n'hésiterais pas à engager plus avant le crédit de la province.

On devrait faire confiance au gouvernement sur des crédits comme celui-là. Je le dis au nom des organismes ouvriers qui ont demandé, lors de leurs congrès, des allocations pour toutes les mères nécessiteuses et leurs enfants ayant moins de 16 ans. Je suis heureux que le gouvernement actuel nous la donne, mais je crois que l'on devrait payer l'allocation aux mères d'un enfant comme aux autres. Quant aux crédits, on a assez dépensé dans le passé, pour des fins que je ne qualifierai pas, pour ne pas avoir le droit de se montrer mesquin pour les mères nécessiteuses.

M. Tellier (Montcalm): Pour éviter toute ambiguïté, nous devrions ajouter le sous-paragraphe *e* au paragraphe *a* du bill. De cette façon, les mères dont le mari souffre d'une maladie incurable auraient l'allocation. On pourrait amender le paragraphe que nous discutons en ajoutant les mots "toute mère veuve ou épouse d'un mari interné ou ne possédant pas assez pour la subsistance de ses enfants".

Un député de l'opposition: Très bien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne devons pas oublier que nous devons prendre la situation qui nous est faite. Il nous faut tenir

compte que nous venons de donner \$15,000,000 pour le crédit agricole et que, s'il faut faire plus, comme il y a tout lieu de croire que cette loi donnera de bons résultats, nous le ferons. Nous considérons qu'il nous faut commencer par la base, par l'agriculture. Et ce n'est pas de notre faute si l'ancien régime, à l'époque de la prospérité, alors qu'il aurait été facile de voter des lois à base contributive, n'a pas songé aux lois sociales. Nous considérons aussi que les législations sociales sont nécessaires.

Dans les années de prospérité, je l'ai dit tantôt, un grand nombre de pays ont adopté des lois d'assurances sociales à base contributive. Un gouvernement qui aurait pensé à autre chose qu'à protéger les amis aurait doté notre province d'une pareille législation. Dans le temps, pour l'application des réformes sociales, le gouvernement aurait dû songer à une contribution de l'employeur, de l'employé et de l'État qui sont les trois groupes contributeurs. Dans le reste de l'univers, on passait cependant des lois de cette nature. Employés et employées étaient appelés à contribuer aux dépenses nécessitées par ces lois. On encourageait ainsi l'épargne, le travail et l'initiative. C'étaient là les meilleures lois.

On ne l'a pas fait et, aujourd'hui, il ne peut en être question, nous ne pouvons songer à demander une contribution à l'employé et à l'employeur. Ce n'est pas l'heure du système contributive chez nous. C'est l'heure où l'État, à cause de la négligence des anciens gouvernements, doit assumer toutes les charges. Nous allons assumer toutes les charges, du moins d'ici à quelque temps. Je ne suis pas pour le paternalisme d'État et il est vrai que les pensions ne sont pas un encouragement au travail. Ce n'est pas encourager le travail, ni l'épargne. La Commission des assurances sociales l'a dit, très justement.

Ces mesures s'imposent en ce moment et nous n'hésitons pas à les proposer à la Législature. Sur ce point, je n'hésite pas à déclarer que depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons fait plus qu'aucun autre gouvernement en 20 ans. C'est cependant un moindre mal et nous le faisons en posant les sacrifices que nous pouvons faire. C'est d'une nécessité impérieuse, et nous devons, en conséquence, agir suivant nos moyens. Cependant, n'oublions pas que ce ne sont pas les ministres et les députés qui paient les taxes, mais c'est le peuple auquel on impose des taxes.

Quand une taxe est imposée à un marchand, il se reprend sur le consommateur. En dépassant la mesure dans la création de lois sociales, quand le gouvernement fait des actes de nature à diminuer le

crédit de la province, nous hypothéquons les terres et les propriétés de chacun d'entre nous. De plus, songeons que les dettes de la province ne portent pas intérêt sur les ministres et les députés, mais sur les colons, les cultivateurs, les propriétés, et nous n'avons pas le droit de passer des lois qui entraîneront toutes les classes de la société dans des dépenses ruineuses pour la province et son crédit.

Nous ne voulons pas cela. Nous ne voulons pas de nouvelles hypothèques sur des biens que nous cherchons à libérer de leurs hypothèques. Conscients de nos responsabilités, nous aidons ainsi, par cette loi, la circulation de l'argent et le crédit de la province en dépensant suivant nos moyens. Nous voulons protéger le crédit de la province en y allant prudemment. Nous nous engageons avec prudence dans la voie des réformes sociales.

(Applaudissements à droite)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre fait bien d'être prudent, de commencer à l'être. C'est pour toutes ces raisons, c'est parce que nous sommes prudents que nous voulons savoir ce que coûtera l'application de la loi, que nous voulons savoir combien ces pensions vont coûter à la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi ne sera pas passée pour les mères nécessiteuses du comté de Rivière-du-Loup seulement. Il ne faut pas confondre une dépense avec un placement. Si nous dépensons \$5,000 pour faire un solage, c'est un placement; mais, si nous dépensons \$5,000 pour les meubles du salon comme sous l'ancien régime, c'est du gaspillage, c'est une dépense. Les mères nécessiteuses doivent être traitées avec toute la générosité possible. Si nous n'allons pas plus loin, c'est parce que nous voulons prévenir un désastre en protégeant le crédit de la province. Je répète que nous ne voulons pas aller au-delà de nos moyens.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Combien cela doit-il coûter? Qu'est-ce que coûtera l'application de la loi, c'est ce que nous voulons savoir!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition envisage la question sous l'angle du sou et de la piastre. Nous, nous croyons que nous accomplissons un devoir social.

M. Paradis (Matapédia): Je me demande pourquoi l'on fait une distinction entre la mère dont

le mari est interné et celle dont le mari ne peut aider sa famille parce qu'il est atteint d'une maladie incurable ou incapable de travailler. Le mari atteint d'une maladie incurable, qui reste avec son épouse, c'est une charge pour la femme. Celui qui est interné est déjà une charge pour l'État, car il bénéficie de l'assistance publique; mais celui qui est atteint d'une maladie incurable n'est pas une charge pour l'État. Alors, nous n'aurions qu'une fois à payer.

Un député de l'opposition: Très bien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas douteux que les paroles du député de Matapédia (M. Paradis) sont vraies. Une mère dans cette position devrait être aidée. Ceci est absolument vrai. Mais, si cependant nous avons trois catégories de miséreux, de mères nécessiteuses, et que nous en aidons déjà deux, c'est infiniment mieux que n'a fait l'ancien gouvernement. Il faut que tout le monde réalise que ce sont les deniers publics que nous engageons avec cette loi.

Je répète que nous devons dépenser suivant nos moyens. Il aurait été facile d'accorder \$50,000,000 pour le crédit agricole pour commencer, au lieu de \$15,000,000. Mais, si nous allons vers des lois qui donnent lieu à des abus, nous allons tarir nos sources de revenus.

Il faut éviter des abus et aussi empêcher la formation de cette mentalité qui a pour conséquence de faire croire aux gens qu'il ne s'agit que de demander au gouvernement pour avoir de l'aide. Nous travaillons pour le bien public et il faut administrer en donnant à chacun sa part selon nos moyens. Nous pourrions bien, si nous voulions, donner la pension de vieillesse à 50 ans⁶, mais...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous n'en avez pas le droit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup est bien jeune. La province a le droit d'établir la pension comme elle le veut. L'honorable député n'a évidemment pas lu le jugement du Conseil privé, qui vient d'être rendu et décrète que les provinces ont le droit d'avoir les lois de pensions qu'elles veulent. Nous ne devons pas prendre d'engagement que nous n'entendrons pas respecter. Pour les mères nécessiteuses, nous allons pourvoir à la majorité des cas et, surtout, aux cas les plus faciles à vérifier. Si nous ne prenons pas les moyens d'éviter les abus, nous allons retarder la marche vers les réformes sociales.

Nous avons des lois de pensions, nous avons une loi taxant les machineries, nous aurons des lois sur l'électricité, nous aurons un tribunal d'arbitrage. Qu'on me trouve un autre gouvernement qui a fait plus en 20 ans que le quart de ce que nous avons fait en six⁷ mois dans ce domaine, de ce que nous avons réalisé depuis que nous sommes au pouvoir.

Maintenant, comme nous sommes anxieux de faire voter la loi, si l'opposition veut suggérer un chiffre pour les allocations, nous allons l'accepter.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je suppose que c'est vrai. Mais pourquoi s'oppose-t-on aux suggestions que viennent de faire deux députés? Je veux savoir jusqu'à quel point le crédit de la province sera engagé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup me fait penser à un père de famille...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je suis père de famille.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): ... il me fait penser à un père de famille dont le fils serait malade et qui téléphonerait au médecin pour lui demander de venir soigner son fils en lui disant: "Il faut que ça ne coûte pas plus que \$5."; et qui dirait au pharmacien: "Il faut que les remèdes ne coûtent pas plus que \$5." Ce père se ferait traiter de père sans cœur. Est-ce vrai que ce sont les sous et les dollars qui comptent pour l'opposition? Dans une loi de cette nature, ce qui est important, c'est d'aider les veuves. Je vais faire un marché aux amis de l'opposition: si l'opposition veut fixer un montant, nous sommes prêts à la laisser faire et à voter le montant qu'elle déterminera.

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie): Cela s'appliquera-t-il dans le cas d'enfants qui auront été adoptés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut que ce soit les enfants de la mère. Sans cela, il serait facile d'en adopter.

M. Bastien (Berthier): Il me semble que le premier ministre devrait se rendre aux suggestions du député de Matapédia (M. Paradis). Pourquoi ne pas payer d'allocations aux femmes dont le mari est atteint d'une maladie incurable? Ce ne sera pas une dépense extraordinaire, une dépense si considérable

pour le gouvernement si on ajoute les mères dont le mari est atteint d'une maladie incurable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pouvez-vous nous dire combien ça va coûter tout ça? (Rires et applaudissements)

M. Bastien (Berthier): Si j'étais premier ministre, je le saurais. Le gouvernement a tort de faire, dans cette loi, une distinction entre les maris internés et ceux gardés à la maison, quoique incapables de travailler ou atteints d'une maladie incurable. Je ne puis dire au gouvernement combien coûtera l'application de la loi, mais je soumets qu'on fait là une mauvaise distinction. Rappelons-nous, de plus, que nous n'avons pas de statistiques et que le gouvernement pourra emprunter à sa guise. Le premier ministre fait des reproches à ses prédécesseurs, mais il est sévère.

L'honorable premier ministre a dit: "Vous n'avez rien fait quand vous étiez au pouvoir." Dans le passé, le gouvernement, il est vrai, avait nommé une commission. Son rapport ne fut prêt qu'en 1933. À cette époque, à cause de la crise, les revenus de la province avaient baissé de \$42,000,000⁸ à \$28,000,000 en trois ans. C'est la dépression qui nous a empêchés de donner suite au rapport de la Commission des assurances sociales. Est-ce que, dans le temps, la Commission des assurances sociales ne disait pas que l'opinion publique n'était pas disposée à accepter une telle loi? Le premier ministre d'aujourd'hui, alors chef de l'opposition, n'insista pas pour obtenir cette loi.

Nous comprenions le problème, mais la province n'était pas encore préparée pour recevoir une telle loi. Avec son habilité ordinaire et son peu de charité pour ses prédécesseurs, le premier ministre dit: "Mais vous n'avez même pas de statistiques." Il n'en a pas lui-même. Le premier ministre a de la misère avec ses ministres: il a perdu un collègue, et je ne lui souhaite pas de traverser une période aussi difficile comme nous en avons traversé de 1931 à 1935, d'administrer dans une époque comme celle qu'a connue l'ancien gouvernement pour lequel il est souvent trop sévère, alors que les revenus sont tombés rapidement.

Il est trop sévère pour ses prédécesseurs. Le premier ministre devrait accepter notre suggestion et appliquer la loi aux maris victimes d'une maladie incurable.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Il est étonnant d'entendre les députés de la gauche nous faire des

reproches, eux qui n'ont jamais voulu nous donner les lois sociales que nous demandions. J'ai envie de rire lorsque j'écoute l'opposition, ces gens qui ont gardé le pouvoir aussi longtemps. Cette loi de l'aide aux mères nécessiteuses a été demandée depuis longtemps. À chaque fois que nous avons réclamé cette loi, au nom de la population ouvrière sous l'ancien gouvernement, nous avons été battus.

L'autre jour, le chef de l'opposition a fait un discours de deux heures pour retarder l'adoption de la loi, afin d'attendre ses collègues qui devaient voter avec lui. On demande combien ça va coûter, c'est des farces. On peut faire cela pour tuer le temps, mais non pour être sérieux, car on ne peut pas savoir d'avance ce que va coûter l'application d'une loi comme celle-là.

Cette loi a toujours été réclamée par les ouvriers. Je comprends qu'elle n'est pas encore parfaite, mais, d'un autre côté, c'est la reconnaissance du principe: elle reconnaît qu'une mère nécessiteuse avec deux enfants a droit à sa pension. Nous sommes contents même si nous aimerions à obtenir plus. C'est un bon commencement; c'est un pied de placé dans l'étrier. Je félicite le gouvernement de cette loi qui n'est peut-être pas parfaite, mais qui rendra de grands services. Dans les années à venir, nous demanderons de l'améliorer, cette loi. C'est en tout cas quelque chose que nous avons espéré avoir depuis toujours.

Nous sommes toujours certains d'avoir cette loi dans nos Statuts. Je ne dis pas que c'est la perfection, mais nous obtenons quelque chose que nous n'avons jamais espéré obtenir sous l'ancien régime. Les gens qui sont ici, M. La voix⁹ (M. Bastien)...

(Rires)

M. Bastien (Berthier): L'honorable député de Saint-Sauveur est un futur ministre.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Je n'ai jamais couru après les places de ministres. Il y a un an, l'ancien gouvernement m'a offert d'être ministre du Travail, à la fin de la session, et j'ai refusé.

(Applaudissements à droite)

Au nom des ouvriers que je représente, je remercie le gouvernement, le félicite et lui dis de continuer.

M. Béïque (Chambly): Le député de Berthier a pris des chiffres qui faisaient son affaire. Il a dit qu'il n'y avait pas de statistiques. Sans avoir à payer des pensions de vieillesse ou le crédit agricole, sans aide

aux mères nécessiteuses, son gouvernement, l'ancien régime, a cependant trouvé le moyen de porter la dette de la province de \$5,000,000¹⁰ à \$140,000,000 en 39 ans. De 1920 à 1935, l'ancien régime a également perçu une somme de \$500,000,000 en taxes, et a augmenté la dette à \$50,000,000, ce qui fait une somme de \$640,000,000.

Pendant ce temps, même avec ce montant, il n'a pas eu le cœur de donner aux mères nécessiteuses une partie de ses revenus. Il n'a pas donné un seul sou aux vieillards, aux mères nécessiteuses, aux veuves et il a refusé un crédit provincial à la classe agricole.

L'opposition dit: "Qu'est-ce que cela va coûter?" Sous le régime de l'opposition actuelle, nous ne savons pas et nous n'avons pas su où est allé tout cet argent, mais aujourd'hui, avec le nouveau régime, nous le saurons certainement.

(Applaudissements à droite)

La province sait que son argent ira aux mères nécessiteuses, aux aveugles, aux vieillards et aux cultivateurs. C'est pour cela que la loi est claire. On la critique à gauche de cette Chambre, mais il y en a qui se lèvent lourdement parce qu'ils n'ont qu'une voix...

M. Bastien (Berthier): M. le président...

M. Béïque (Chambly): Demandez-moi la permission de parler.

M. Bastien (Berthier): Je n'y suis pas habitué, c'est la première fois que mon honorable ami se lève pour parler.

M. Béïque (Chambly): Il en est qui se lèvent à tout propos pour dire des niaiseries. Le député de Berthier aime à faire entendre sa voix.

M. Bastien (Berthier): Le député me permettra-t-il une question?

M. Béïque (Chambly): Vas-y, Francis... Il s'agit de la voix unique du député de Berthier.

M. Bastien (Berthier) proteste¹¹. Est-ce que le député de Chambly sait que ma voix a été ratifiée par la Cour d'appel, vendredi dernier?

M. Béïque (Chambly): Ce n'est pas la voix du peuple qui a été ratifiée, mais la voix de l'officier-rapporteur.

La province dépensera suivant ses finances.

M. Hamel (Québec-Centre): Inutile de dire que je suis en faveur du principe de la loi qui constituait d'ailleurs un article de notre programme. Je ne puis m'empêcher cependant de constater que le gouvernement veut légiférer rapidement sur cette question; il n'a pas eu le temps de définir l'échelle des pensions.

Je voudrais, dit-il, une gradation. On ne donne aucune idée approximative de ce que coûtera l'application de la loi. Il n'y a aucune échelle dans la loi; on ne mentionne pas si une veuve ou une mère nécessiteuse retirera plus que telle ou telle autre. On a prévu le cas des maris internés, mais l'époux atteint d'une maladie incurable restera sans aucun secours, n'aura pas d'allocation. La loi, selon moi, donnera lieu à des abus. Nous ne savons pas ce que cela va coûter. Il n'y a pas de limites comme dans la loi du crédit agricole.

On nous dira que l'on ne connaît rien du coût de la loi. Dans le cas du crédit agricole, on ne savait pas ce que cela coûterait, combien de cultivateurs bénéficieraient de la loi, mais on a fixé un montant quand même, on a mis une limite. Je ne dis pas que le gouvernement commettra des abus, j'ai confiance, mais je crois que cette manière de légiférer ouvre la porte à un précédent dangereux. On ne définit pas de quelle façon la pension sera administrée. De plus, on dit que l'on va emprunter. Je dis que l'assistance aux mères nécessiteuses doit être payée par la génération actuelle, et il me semble qu'il n'est pas bien de charger les générations futures pour soulager les miséreux de notre temps, la misère de la génération actuelle.

La génération actuelle paiera des pensions aux mères nécessiteuses, mais la génération future paiera, elle aussi, des pensions aux mères nécessiteuses. La génération qui monte aura ses misères à soulager. Je dis alors que nous n'avons pas le droit d'imposer à la génération future, qui devra payer sa part à elle, notre part à nous. On empruntera s'il le faut pour payer les allocations. Je veux être de bon compte, mais je ne peux pas approuver la loi dans ce sens tel que rédigée.

M. Bêique (Chambly): L'honorable député de Québec-Centre parle de limite; il me semble que les électeurs de Beauce en ont mis une limite significative.

M. Hamel (Québec-Centre): Si l'honorable député de Chambly veut additionner les votes donnés, il constatera qu'il y a une limite qui équivaut à une défaite morale pour son gouvernement et non à une victoire.

M. Taché (Hull): M. le président, je n'ai aucune hésitation à dire - puisque l'on vient de parler d'élections - que lorsque nous irons devant le peuple, nous aurons son entière approbation pour la mesure qui est actuellement en discussion.

(Applaudissements à droite)

J'appuie sans réserve la loi que le gouvernement a eu le courage de présenter et de nous amener dès le début de son administration. L'ancien régime l'avait promise sur les tribunes publiques pendant des années, mais il n'a rien fait dans ses 40 années d'administration. Le gouvernement actuel, après six mois à peine de nouvelle administration, nous l'amène. Nous avons promis de donner à la province une loi des allocations maternelles: le gouvernement tient sa promesse. Nous devons féliciter le nouveau gouvernement.

La loi n'est peut-être pas parfaite, comme l'a dit mon honorable ami de Saint-Sauveur (M. Bertrand), mais c'est une bonne loi qui rendra de grands services. C'est bon pour l'opposition officielle de dire que le gouvernement n'est pas dans la bonne voie. L'honorable député de Québec-Centre (M. Hamel) n'est pas satisfait de cette législation. Il exige la perfection pour voter la loi. Il a fait remarquer que la loi n'indiquait pas de montant fixe à dépenser. Sans doute le gouvernement a dit dans la loi du prêt agricole qu'il limitait la dépense à \$15,000,000, mais ce n'est pas le même principe administratif qui est en jeu.

Pour un prêt, on peut mettre une limite, mais pour la pension, c'est extrêmement difficile. La loi du crédit rural est pour répondre à un besoin de crise, tandis que la loi des mères nécessiteuses a pour but d'établir un régime de secours qui va se continuer indéfiniment.

On ne peut estimer d'assez près pour le moment le nombre de femmes et d'enfants qui vont en bénéficier, ni la dépense qui en résultera. C'est pourquoi le gouvernement, tout en donnant une large mesure de justice, y apporte de la prudence. Je comprends que la loi n'est pas parfaite. Il est des améliorations que moi aussi je voudrais voir dans la loi. J'aurais préféré que l'allocation fût payée à toutes les mères nécessiteuses.

J'aimerais que la pension soit payée à partir du premier enfant. Mais le gouvernement ne peut pas tout faire à la fois. Il accomplit par cette loi, telle quelle est, un geste magnifique en donnant cette pension qui était promise à la veille des élections dans le passé, mais jamais donnée. Le gouvernement veut y apporter la prudence voulue, quitte, plus tard, à l'améliorer.

Il me semble que, dans certains milieux, on fasse preuve, envers le gouvernement actuel, d'exigences et de sévérité que l'on n'avait pas pour d'autres. Les membres dissidents de l'Union nationale, le représentant de Kamouraska (M. Chaloult), le représentant de Québec-Est (M. Drouin), le représentant de Montmagny (M. Grégoire), le représentant de Québec-Centre (M. Hamel), le représentant de Québec (M. Marcoux) et le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort), sont d'une sévérité extraordinaire pour le gouvernement actuel et surtout pour le premier ministre.

Je demanderais aux dissidents de l'Union nationale de ne pas être plus sévères pour le premier ministre que le député de Montmagny demande de n'être pas sévère à son égard. L'autre jour, il y a eu une grande délégation à l'hôtel de ville de Québec, qui a pris fin seulement vers 1 heure du matin. Je lis le compte rendu de cette entrevue chez M. le maire dans *Le Journal* de Québec: Aux délégués qui le pressaient de se rendre à leur demande, l'honorable député de Montmagny, en désespoir de cause, terminait en disant que son administration tâchait de boucher tous les trous et qu'il y avait tant de besogne à accomplir qu'il ne pouvait tout accomplir en un tour de main, et qu'il y faut le temps nécessaire.

C'est la même chose pour le gouvernement. Il ne peut tout faire. Pour le temps qu'il a été au pouvoir, le premier ministre a fait énormément. Je demande aux dissidents d'être un peu plus justes pour le gouvernement et de lui donner la même chance, de faire pour le premier ministre ce que le maire de Québec veut que l'on fasse pour lui.

(Applaudissements à droite)

M. Barré (Rouville): La loi devrait déterminer la durée de l'internement dans le cas où la mère reçoit l'allocation.

On parle de secourir la mère de deux enfants. Il me semble que la femme dont le mari est à l'hôpital mériterait d'être secourue comme celle dont le mari est interné. La situation de la mère nécessiteuse, femme d'un interné n'est pas pire que la situation d'une mère nécessiteuse, femme d'un incurable qui est éliminée, elle, de l'application de la loi.

Toutefois, il faut aussi tenir compte qu'il y a des incurables qui peuvent subvenir aux besoins de leur famille. De même, celle qui n'a qu'un enfant est souvent obligée de gagner sa vie.

Il y aurait lieu d'accorder la pension pour la mère d'un seul enfant, car, si la mère travaille, elle

devra se séparer de l'enfant. Je crois que les secours devraient s'étendre à tous les enfants qui sont dans le besoin, soit que le père est mort, soit qu'il n'a pas le cœur de s'occuper d'eux. Je comprends la situation du gouvernement. Ce dernier doit trouver l'argent - il y a tellement de maux à guérir - et attendre d'avoir constitué l'armature de la loi avant de s'engager dans tous les détails susceptibles d'améliorations.

On a affirmé que j'étais opposé à l'allocation aux mères nécessiteuses.

Il (M. Barré) prouve le contraire en citant les procès-verbaux de la Chambre aux dates du 24 janvier 1934 et du 30 avril¹² 1935¹³. Non seulement, ajoute-t-il, le gouvernement d'alors ne voulait pas de l'assistance aux mères nécessiteuses, mais il refusait la discussion.

Le procès-verbal du 24 janvier 1934 se lit comme suit:

"M. Barré propose, secondé par M. Guertin, que, vu la recommandation de la Commission des assurances sociales au gouvernement de la province de Québec d'instituer un régime d'assistance aux mères nécessiteuses, cette Chambre est d'avis que ce régime peut et doit être institué au plus tôt et invite le gouvernement à présenter dès cette session la législation nécessaire.

"La motion est mise en délibération. Un débat s'élève.

"Sur la motion de M. Gauthier, secondé par M. Saurette, il est ordonné que le débat soit ajourné."

Le procès-verbal du 30 avril 1935 se lit comme suit:

"M. Barré propose, secondé par M. Guertin, que, vu la recommandation de la Commission des assurances sociales au gouvernement de la province de Québec d'instituer un régime d'assistance aux mères nécessiteuses;

"Vu l'approbation donnée en principe par la Législature à sa séance du 31 janvier 1934;

"Cette Chambre invite le gouvernement à instituer ce régime au plus tôt et à présenter dès cette session la législation nécessaire.

"Et un débat s'élève.

"Sur la motion de M. Bergeron, secondé par M. Côté (Bonaventure), il est ordonné que le débat soit ajourné."

Voici maintenant une loi que je crois imparfaite, une loi que je voudrais voir meilleure, une loi dont je condamnerai peut-être certains points. Mais, après tout, c'est un pas dans la bonne direction. Je sais qu'on ne peut pas tout mettre dans une loi, et j'aime mieux approuver une loi qui n'est pas parfaite que de tout condamner et ne rien avoir du tout.

La société a un intérêt impérieux et immédiat à donner des pensions aux mères nécessiteuses, car il s'agit ni plus ni moins de l'éducation aux enfants par la mère, il s'agit de former de bons citoyens. Je dis que les secours aux mères et aux orphelins devraient s'étendre à tous ceux qui n'ont pas le secours d'un homme. Cette pension devrait aller à toutes celles qui ont charge d'enfants et sont dans la nécessité, car la pension vise surtout le bien de l'enfant, son éducation et sa formation morale et matérielle. C'est pourquoi, dans pareil cas, on ne doit pas marchander avec la misère humaine, par suite des résultats de tout premier ordre qui s'imposent.

Par ailleurs, le gouvernement doit trouver les revenus et il faut évidemment tenir compte des réalités. S'il faut que l'on emprunte, qu'on le fasse. Il faut éviter le pillage, le gaspillage. Ainsi, dans la loi des pensions de vieillesse, parce qu'elle manque de souplesse et qu'elle ne peut être adaptée aux différentes conditions, il se trouve que dans certaines localités elle entraîne le pillage.

Il (M. Barré) cite le cas de certaines municipalités où des gens, propriétaires, reçoivent des pensions de vieillesse, alors qu'ils pourraient vivre autrement. Il rappelle une entrevue qu'il a eue avec deux citoyens d'une paroisse qu'il ne nomme pas et dont on lui a dit: "Comment se fait-il qu'il se fait tant de vol et de gaspillage avec la pension de vieillesse? Dans ma paroisse, il y a trois ou quatre vieillards nécessiteux seulement et 18 reçoivent la pension de vieillesse."

Il y a du coulage parce que le système de contrôle est nul. Ce n'est pas la faute du gouvernement, mais la faute d'un état de choses, et si on ne remédie pas à cet état de choses, il en sera de même avec les allocations aux mères nécessiteuses. Il n'y a qu'un moyen d'en arriver à un contrôle dans nos campagnes, c'est que le conseil municipal paie la piastre mensuelle de contrôle pour la pension et l'allocation. Il faut établir le système de contrôle municipal, afin que le conseil municipal, étant appelé à payer, apporte une vigilance spéciale à n'approuver que les cas de véritable nécessité. Si les 18 vieux dont j'ai parlé avaient été obligés d'aller devant le conseil, ils auraient été plus gênés. Il devrait y avoir dans la loi une disposition en vertu de laquelle la municipalité serait appelée à contribuer à la pension et à la façon dont elle sera payée.

Pour la pension de vieillesse, on paie dans une foule de cas à des gens qui ne les méritent pas. Le contrôle municipal actif et intéressé empêche le gaspillage. Que ce soit la municipalité ou le gouvernement qui paie, c'est le contribuable, c'est

toujours le même "Baptiste" qui paie, en définitive. Je suis prêt à faire confiance au gouvernement.

À tout événement, la loi telle quelle mérite d'être passée par la Chambre. Mais il faudra veiller à éviter la fraude, le coulage et le gaspillage des deniers publics et à ce que la loi ne constitue pas une pension ni un salaire, mais un secours. C'est une pension de secours et non une rente ou un salaire. L'allocation devrait être basée sur le coût de la vie, mais au coût le plus minime.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4 qui se lit comme suit:

"4. Aucune allocation ne peut être accordée à une mère qui ne garde pas avec elle au moins deux enfants qui n'ont pas atteint l'âge de seize ans."

M. Barré (Rouville) et M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) se demandent si cet article n'est pas un peu étroit et si l'on ne devrait pas accorder la pension même lorsqu'il n'y a qu'un enfant en bas de 16 ans.

M. Marier (Drummond): C'est entendu que nous voudrions tous voir toutes les mères nécessiteuses recevoir leur pension. Mais j'accepte les explications du premier ministre. Il serait difficile de faire la démarcation entre les maris impotents et ceux qui se prétendent tels. En établissant une loi semblable, on étudie la somme que l'on peut dépenser pour cette fin. Il faut d'abord savoir où l'on va. Pour le moment, on doit adopter l'article tel que rédigé. Lorsqu'on aura constaté combien il en coûte à la province, on pourra étendre les libéralités aux autres cas dignes d'attention, si les finances de la province le permettent. Qu'on essaie la loi telle qu'elle est et, lorsqu'on saura exactement où l'on en est, on pourra alors apporter au fur et à mesure les améliorations.

M. Pouliot (Missisquoi): La loi ontarienne exige cette condition, que la mère soit gardienne de deux enfants en bas âge pour avoir droit à la pension. Quand une femme a deux enfants, est-ce qu'elle cesse de recevoir sa pension du moment que le plus vieux atteint l'âge de 16 ans?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris de certaines remarques présentées. Quelqu'un dit, notamment, qu'on ne doit pas hypothéquer la génération future pour soulager la misère humaine, les maux du présent. Je dis, moi,

qu'il faut hypothéquer l'avenir pour soulager la misère humaine et qu'il ne faut pas oublier qu'en épargnant la misère d'aujourd'hui, on épargne de la misère pour la génération de demain.

Un autre dit que c'est mal pour la province d'emprunter. En même temps, le député de Berthier demande que l'on étende le privilège de la pension à d'autres catégories de mères nécessiteuses qui ne sont pas protégées par la présente loi, et il ne dit pas combien il en coûterait à la province. Il me semble que c'est déjà beaucoup de prévoir les deux tiers ou les quatre cinquièmes des cas. C'est en tout cas beaucoup plus que ce que n'avait fait l'ancien régime.

La loi représente au moins 45 % des cas. Le fait indiscutable, c'est qu'avec cette loi non seulement le gouvernement fait un pas, mais c'est un pas de géant, car il accorde au moins aux deux tiers de toutes les mères nécessiteuses de toutes catégories des pensions, alors que l'ancien gouvernement, malgré ses promesses électorales, n'avait rien fait.

Le député de Rouville (M. Barré) a dit, avec raison, qu'il faut prendre les moyens nécessaires pour exercer un contrôle sur les octrois de pensions, qu'il faut contrôler la dépense des fonds publics. Or, c'est ce que nous faisons. Nous avons pris le bon moyen de le faire, puisque nous disons que "seules les veuves de la province de Québec ont le droit de recevoir des pensions". Il est facile de déterminer si une femme est veuve ou non. Nous y avons aussi ajouté que "seules les épouses dont le mari est interné suivant la loi auront droit à une pension". Voilà encore une chose facile à déterminer. Il est évident que la chose sera facile à vérifier, à contrôler, dans chaque cas. Si nous n'avons pas voulu aller plus loin pour le moment, c'est qu'il aurait été impossible de faire respecter la loi avant même de la faire observer. Nous sommes actuellement outillés pour faire face aux deux tiers ou aux trois quarts des cas. C'est déjà beaucoup.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous avez promis plus que cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous établissons les bases normales, quitte, plus tard, au fur à mesure, à amener les améliorations possibles. Il ne faut pas faire des lois de façon à se laisser déborder, car alors on nuit à la cause que l'on veut défendre. Il convient de faire remarquer que le gouvernement actuel a tenu plus même qu'il n'avait promis, car sur la grande législation sociale, il a déjà passé, en sept mois, les trois-quarts de ce qu'il avait promis de faire pendant les 15 années qu'il serait au

pouvoir, alors qu'il aurait raisonnablement pu prendre un temps plus long. Si le député de Rivière-du-Loup voulait avoir 25 % plus de compréhension avec 100 % plus de sérieux, les débats en Chambre y gagneraient terriblement.

Quand une femme a deux enfants, elle cesse de recevoir l'allocation du moment que le plus vieux atteint 16 ans. Si l'un meurt ou qu'il vient à dépasser 16 ans, la mère n'y a plus droit. En vertu de nos lois, les parents sont obligés à leurs enfants jusqu'à l'âge de 16 ans. Plus tard, il y aura peut-être lieu de porter cette limite à un âge plus élevé, on pourra discuter s'il convient d'accorder la pension avec des enfants de plus de 16 ans. Mais, pour le moment, la clause vient en harmonie avec notre Code civil qui établit jusqu'à 16 ans d'âge pour l'enfant l'obligation des parents de le nourrir.

La loi pourvoit dans une très large mesure aux besoins des mères nécessiteuses. Nous ne prévoyons pas tous les cas, c'est peut-être vrai, mais n'empêche que nous donnerons des millions aux mères nécessiteuses. Il faut aussi penser aux autres branches de l'administration. Il faut également se rappeler qu'elle entraînera des dépenses pour des millions de dollars, alors que nous avons besoin d'autres millions pour l'éducation, pour l'hygiène, pour la colonisation, pour l'agriculture, pour le développement minier, pour le travail, pour le commerce, etc. Car tout doit être réorganisé. Nous sommes dans une période de réorganisation complète. Si la Chambre veut discuter encore longtemps, c'est son droit, mais pendant que nous discutons, la loi n'est pas votée.

M. Hamel (Québec-Centre): Je prétends que le gouvernement ne fait pas son devoir; il n'a pas le droit d'hypothéquer la génération future pour soulager la misère normale du présent, lorsque la génération future aura son cortège de misères, son propre fardeau à porter. On endette injustement les générations futures en couvrant le coût des pensions au moyen d'emprunts. On peut faire cela, par exemple, pour soulager les soldats blessés à la guerre. Ce serait fort bien d'hypothéquer l'avenir dans le cas d'un désastre subi, la guerre par exemple, mais il n'en est pas de même pour les pensions de vieillesse et aux mères nécessiteuses. Chaque génération a ses misères, et des mères nécessiteuses, il y en aura toujours.

L'article 4 est adopté.

L'article 5 est adopté.

Le comité reprend l'étude de l'article 3, adopté précédemment, plus précisément sur le paragraphe *b.* à l'effet que, pour être admise à bénéficier d'une allocation mensuelle, la mère devra être sujet britannique depuis au moins quinze ans et résider dans la province depuis sept ans.

M. Barré (Rouville): D'après ces dispositions, il suffira à un pur étranger, venu ici d'une partie quelconque de l'Empire, d'avoir résidé sept ans ici pour avoir l'allocation, alors que les nôtres revenus des États-unis, après s'être fait naturaliser sujets américains devront attendre 15 ans avant d'être protégés par cette loi. Je suppose le cas d'une petite Canadienne qui s'en va aux États-Unis. Un jour, elle se marie avec un Canadien. Elle devient sujet américain. Il lui faudra donc attendre 15 ans, attendre d'être sujet britannique pour retirer l'allocation, si elle devient veuve?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il me semble que ces dispositions sont justes. Cette clause est pour nous empêcher de donner l'allocation aux étrangers. Le gouvernement fait la loi de telle sorte qu'elle ne serve pas d'appât à l'immigration et aux immigrés. La politique d'immigration rouge et bleue de nos gouvernants à Ottawa nous a valu une immigration débordante, qui n'est pas conforme à nos intérêts. Aussitôt que nous passons des lois sociales, nous voyons arriver ici des immigrants et même des gens des autres provinces. Nous ne sommes pas des séparatistes ni des nationalistes étroits comme il n'y en a heureusement qu'un petit nombre. Nous ne voulons pas du séparatisme, mais nous n'entendons pas que l'argent de la province serve surtout aux étrangers ou aux habitants des autres provinces.

C'est le devoir de l'administration du Québec de sauvegarder avant tout les intérêts de la population de Québec, et employer l'argent de Québec pour les gens de Québec. Nous ne voulons pas que l'on vienne de l'étranger pour retirer l'argent des pensions. Nous ne voulons pas que les crédits du Québec, payés par la population du Québec dans des temps particulièrement difficiles, alors que nous avons des besoins impérieux, servent à des étrangers venus ici dans le seul but de profiter des avantages que nous offrons. Nous considérons que la pension est un droit acquis en considération des sacrifices de la maternité et de ce que représente l'enfance pour l'avenir.

Par conséquent, pour jouir d'un tel droit, il faut des états de service. C'est pourquoi nous avons dit dans la loi qu'une mère nécessiteuse, pour

bénéficier de la pension, devra avoir été citoyenne britannique depuis 15 ans et avoir résidé dans la province depuis sept ans. Il me semble que ce n'est pas trop d'exiger que l'on soit sujet britannique depuis au moins 15 ans. Payons la pension aux gens de chez nous d'abord. Ensuite, si nous en avons le moyen, nous pourrions voir à protéger les autres.

M. Barré (Rouville): J'habite près de la frontière, et plusieurs de mes concitoyens ont des filles qui épousent des sujets américains. Leur mari peut mourir, et elles reviendront dans la province de Québec. Elles seront nécessiteuses, et elles n'auront pas droit à la pension, alors que des personnes originaires de l'Hindoustan et de n'importe quel pays y auront droit. Si c'est tout ce que le gouvernement peut faire, je ne le lui reproche pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tant que je serai premier ministre, nous ne parlerons pas, dans nos lois, de Canadiens français, de Canadiens anglais, de Canadiens écossais, de Canadiens hongrois ou de Canadiens irlandais. Nous ne sommes pas des séparatistes étroits. Nous savons que la province de Québec a été développée d'abord par des Français, puis par des Canadiens français, et ensuite grâce à nos compatriotes de langue anglaise. Nous n'allons pas diviser les classes de citoyens en petites cloisons. Nous sommes chez nous partout au Canada; nous ne sommes pas pour la réserve québécoise.

Il n'y a qu'un seul moyen d'éviter les abus, c'est de poser comme condition que la mère nécessiteuse qui aura droit à une pension devra être sujet britannique depuis 15 ans. Je ne fais pas de politique fédérale, mais, depuis des années, les deux partis ont une politique d'immigration qui n'est pas dans le meilleur intérêt du pays. Avant de servir les étrangers, nous voulons servir les Canadiens. S'il y a de nos compatriotes naturalisés américains qui sont revenus au pays, tant mieux. Nous les accueillons avec plaisir quand ils reviennent, mais nous devons d'abord protéger ceux qui restent ici. Mais nous ne pouvons pas prévoir tous les cas individuels.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Si une femme revient s'établir dans la province de Québec, elle redevient sujet britannique.

M. Barré (Rouville): Ça lui prendra 15 ans pour tomber sous le coup de la loi.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. Lorsqu'une mère a été admise ou aurait pu être admise à recevoir une allocation et qu'elle décède ou est internée, la grand-mère, qui garde avec elle et entretient au moins deux des enfants de cette mère âgés de moins de 16 ans, peut bénéficier de la même allocation que la mère, si elle réunit, *mutatis mutandis*, les conditions énumérées dans l'article 3.

"L'article 5 s'applique à la grand-mère qui reçoit une allocation."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi n'est pas étroite, puisqu'elle permet à la grand-mère qui garde les enfants de bénéficier de l'allocation.

M. Barré (Rouville): Qu'arrivera-t-il dans le cas suivant: une femme a quatre enfants, par exemple, elle en garde deux et la grand-mère garde les deux autres?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement verra à les aider. Si la mère garde deux enfants et en confie deux autres à la grand-mère, il y aura des allocations pour la mère et pour les quatre enfants en bas de 16 ans.

L'article 6 est adopté.

Le comité étudie l'article 7 qui se lit comme suit:

"7. L'office a les pouvoirs suivants:

"a. Recevoir les demandes d'allocation, recueillir les renseignements dont il a besoin et décider ces demandes conformément à la présente loi;

"b. Fixer le montant de chaque allocation, en tenant compte des dispositions des articles 165 à 172 du Code civil et des règles établies par le lieutenant-gouverneur en conseil, et ordonner le paiement des allocations qu'il accorde;

"c. Faire au lieutenant-gouverneur en conseil rapport de son administration de la présente loi au moins une fois par année et aussi souvent durant l'année que le lieutenant-gouverneur en conseil peut l'exiger."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois que la loi devrait prévoir davantage. Il faudra nécessairement taxer pour rencontrer les dépenses. Toute pension est, en somme, une taxe que l'on impose. La taxe sera proportionnelle aux allocations.

Et c'est la Chambre qui devrait établir le montant des pensions payables à la veuve et aux orphelins. Nous remettons, par ce texte, à l'office le soin d'établir quelles seront les pensions. Il n'y a rien qui l'empêche de changer à volonté le montant des pensions. On met l'argent à la discrétion d'un office; c'est un autre mot pour commission.

D'après la loi, la nouvelle commission pourra tout faire et, bientôt, la Chambre se sera départie de son pouvoir de légiférer et ne sera plus qu'une succursale de ces commissions que l'on établit. J'admets que sous l'ancien gouvernement, il y avait aussi des commissions, mais elles n'avaient que des pouvoirs administratifs. Aujourd'hui, on les appelle des offices, et on leur donne des pouvoirs législatifs. Nous donnons à l'office le pouvoir de légiférer. C'est lui qui fixera le montant des allocations. Je dis que c'est la Chambre qui, de par la Constitution, doit voter les dépenses. Le premier ministre a pourtant assez promis qu'il ferait cesser les abus et les arrêtés du lieutenant-gouverneur en conseil. Il n'a pas promis de diminuer les pouvoirs de la Chambre.

C'est mal de passer une loi sans établir quel sera le montant des pensions. On ne veut pas nous dire combien coûteront les pensions parce qu'on n'en a pas la moindre idée. Le gouvernement ne sait même pas le tarif des pensions. Nous sommes dans l'impossibilité absolue de savoir quel fardeau nous imposons à la province.

De plus, le texte donne à l'office le pouvoir de recevoir les demandes d'allocations. On parle d'éliminer le favoritisme politique, mais à qui la mère nécessiteuse s'adressera-t-elle? Si nous voulons suivre les instructions données par la Commission des assurances sociales et abolir le patronage politique dans l'application de nos lois sociales, il faudra donner aux conseils municipaux au moins le pouvoir de recevoir les demandes de pensions aux vieillards ou aux mères nécessiteuses.

Suivant le système projeté, on s'adressera à des gens qu'on ne connaît même pas et dont personne n'a jamais entendu parler. Non seulement on continue d'administrer la province au moyen d'ordres en conseil, mais voilà qu'on demande à la Chambre de se départir de son droit de légiférer et de contrôler les dépenses au profit du lieutenant-gouverneur en conseil. Je recommande au gouvernement de cesser de transporter ses pouvoirs et les pouvoirs de la Chambre à des commissions. Nous sommes certainement en faveur des allocations aux mères nécessiteuses, mais, tel que le gouvernement veut agir, le système est contraire au programme de notre parti et au programme du parti ministériel.

Avec le député de Québec-Centre (M. Hamel), je dis que nous sommes en faveur d'une loi qui donnera la pension aux mères nécessiteuses, mais que je ne suis pas en faveur de certains articles de cette loi.

M. Béique (Chambly): Si on donnait aux mères nécessiteuses une pension égale à celle de M. Cordeau, l'opposition serait-elle en faveur de la loi?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. Cordeau ne retire pas un centin de pension.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous demandons des pouvoirs à la Chambre. C'est donc que nous admettons l'autorité de la Chambre...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Vous ne vous rappelez pas, quand vous étiez ici?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, je me rappelle, il y avait quelqu'un qui nous disait: "Nous sommes ici, vous êtes là et vous allez rester là!" Aujourd'hui, nous sommes ici et vous autres, vous êtes là.

Nous faisons acte de soumission à la Chambre, puisque nous lui demandons des pouvoirs pour l'office. À qui allons-nous demander ces pouvoirs, si nous ne les demandons pas à la Chambre? Certainement pas à l'opposition. Nous ne demandons pas des pouvoirs comme ceux qu'exerçait l'ancien régime. L'ancien régime a passé une loi pour donner au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de passer toutes les lois qu'il voulait en matière d'assurances. Je ne sais pas si le chef de l'opposition se rappelle?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne me rappelle pas, pour la bonne raison que c'est inexact. Cela n'a jamais eu lieu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition veut-il mettre son siège en jeu?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oh, nous sommes habitués à ces tactiques qui consistent à défier les députés de mettre leur siège en jeu. Le premier ministre dit trop souvent qu'il est prêt à mettre son siège en jeu. Il devrait plutôt répondre au défi de M. Édouard Lacroix, le député fédéral de Beauce, qui lui a offert, lui, de mettre son siège en jeu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai qu'une chose à dire. Je dirai au chef de l'opposition parlementaire que lui et M. Édouard Lacroix, nous allons les rencontrer très prochainement au comité des comptes publics, et nous verrons.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'espère que vous l'assignerez et que vous ne ferez pas seulement en parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): continue à parler des abus de l'ancien régime.

M. Bastien (Berthier): C'était mauvais alors?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui.

M. Bastien (Berthier): Et c'est bien aujourd'hui!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous demandons simplement le pouvoir de faire des règlements. Il est juste qu'un office de cette sorte ait le droit de faire des règlements sous la surveillance du lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Des règlements, très bien. Mais, quand il s'agit de fixer le *quantum* de la pension, ce n'est pas un règlement, c'est un vote de dépenses. Je répète qu'on devrait fixer le montant de la pension. Toutes les sommes dépensées par la province doivent être votées par la Chambre. Le gouvernement nous nie un droit qui nous est garanti par la Constitution britannique.

L'article 7 est adopté sur division.

Le comité étudie l'article 8 qui se lit comme suit:

"8. La demande d'allocation peut être adressée à l'office ou à l'un des officiers nommés en vertu de l'article 4 de la loi des pensions de vieillesse de Québec."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les secrétaires-trésoriers des municipalités devraient pouvoir recevoir les demandes de pensions.

L'article 8 est adopté.

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. L'officier qui reçoit une demande d'allocation fait enquête pour vérifier les faits contenus dans la demande, puis la transmet à l'office avec son rapport et ses recommandations.

"Lorsqu'une demande est adressée à l'office, celui-ci la transmet à l'un des officiers désignés à l'article 8; celui-ci fait enquête et retourne la demande à l'office avec son rapport et ses recommandations.

"Pour la conduite de toute enquête, l'officier possède et exerce les pouvoirs conférés à un commissaire nommé en vertu de la loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1925, chapitre 8)."

M. Bastien (Berthier) reproche au gouvernement de ne pas suivre les recommandations de la Commission des assurances sociales.

Dans certains comtés, dit-il, certains inspecteurs des pensions de vieillesse se font accompagner par le chef national. Je déplore l'ingérence de la politique dans l'administration de nos lois sociales. On devrait plutôt laisser l'officier en charge en contact avec les sociétés bénévoles, comme la Saint-Vincent-de-Paul, et alors il y aurait moins de danger d'ingérence politique.

M. Pelletier (Lothinière): Le député pourrait-il prendre ses responsabilités et dire dans quels comtés ces choses se produisent?

M. Bastien (Berthier): Dans le comté de Berthier. J'ai été député 10 ans et je n'ai jamais toléré cela.

(Rires à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je conseillerais au député de Berthier d'être prudent dans ses déclarations.

M. Bastien (Berthier): Je n'ai pas besoin des conseils du premier ministre. Je suis plus jeune que lui, il est vrai, mais je suis plus sage.

(Rires à droite)

M. Béïque (Chambly): Dans mon comté, un inspecteur a été nommé; je n'en ai pas eu connaissance et je ne l'ai jamais vu. Ce n'est toujours pas du favoritisme.

M. Labbé (Mégantic): Dans mon comté, sous l'ancien régime, les inspecteurs de colonisation, lorsqu'ils devaient coucher quelque part, en tournée d'inspection, devaient coucher chez un libéral. C'était

la même chose pour les inspecteurs des pensions de vieillesse. Mais, Dieu merci, ça ne se pratiquait plus.

L'article 9 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie

M. Messier (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 93 modifiant la charte de la Compagnie des tramways de Verchères, Chambly et Laprairie.

Adopté.

En comité¹⁴:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 18 de la loi 6 George V, chapitre 77, tel que remplacé par les lois 11 George V, chapitre 138, article 1; 14 George V, chapitre 106, article 1; 16 George V, chapitre 85, article 1, et 21 George V, chapitre 136, article 1, est de nouveau remplacé par le suivant:

"18. L'article 180 du chapitre 230 des Statuts refondus, 1925, est remplacé pour la compagnie, par le suivant:

"180. Si la construction du chemin de fer n'est pas commencée et achevée dans les cinq ans à compter du 25 mars (1936) les pouvoirs de la compagnie cesseront et deviendront nuls et de nul effet pour toute la partie du dit chemin de fer restant alors inachevée."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce bill était venu devant nous à la dernière session. La compagnie intéressée a obtenu une charte, il y a une quinzaine d'années; la majorité de ses officiers sont morts, et aujourd'hui, on nous demande de prolonger les délais qui lui avaient été accordés au

début. Peut-être que le député de Chambly (M. Béïque), qui est plus au courant que le député de Verchères (M. Messier), pourrait nous renseigner.

M. Béïque (Chambly): J'ai refusé d'être le parrain de ce bill que je ne connaissais pas, et jamais je n'attache mon nom à des demandes que j'ignore. C'est pour cette raison qu'il m'est impossible de fournir des renseignements à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On pourrait amender le bill en disant que les travaux devront être commencés cette année et terminés dans trois ans.

M. Béïque (Chambly): Disons qu'il en sera ainsi, qu'il s'agisse d'un service d'autobus ou de tramways.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 18 de la loi 6 George V, chapitre 77, tel que remplacé par les lois 11 George V, chapitre 138, article 1; 14 George V, chapitre 106, article 1; 16 George V, chapitre 85, article 1, et 21 George V, chapitre 136, article 1, est de nouveau remplacé par le suivant:

"18. L'article 180 du chapitre 230 des Statuts refondus, 1925, est remplacé pour la compagnie, par le suivant:

"180. Si la construction du chemin de fer (ou l'établissement d'une ligne d'autobus) ne sont pas commencés (dans l'année à compter de la sanction) et achevés dans les trois ans à compter de la même date, les pouvoirs de la compagnie cesseront et deviendront nuls et de nul effet."

Les amendements sont adoptés.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2, ainsi que le préambule, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Messier (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chambre de commerce de Saint-Hyacinthe

M. Marier (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à emprunter pour rencontrer les obligations de la Chambre de commerce de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

En comité¹⁵:

M. Barrette (Terrebonne): Nous devrions attendre le résultat de ce référendum avant de nous prononcer.

M. Marier (Drummond): Nous ne faisons que décréter la tenue d'un référendum. Si le résultat de ce référendum est favorable, la ville n'aura pas à revenir devant nous. Nous lui disons que son bill sera approuvé *ipso facto* si le référendum est favorable à la demande d'emprunt.

M. Barrette (Terrebonne): Je n'ai pas d'objection au bill, mais, comme je me suis levé pour protester au comité des bills privés, je veux justifier mon attitude. Certaines villes, se servant d'influences, ont obtenu des privilèges...

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Point d'ordre, M. le président.

M. le président: Le point d'ordre n'est pas maintenu. Le député de Terrebonne paraît vouloir se tenir dans l'ordre du débat.

M. Barrette (Terrebonne): Les points d'ordre du député de Rivière-du-Loup sont toujours les mêmes.

M. Béïque (Chambly): Je veux bien croire que ce qui s'est passé autrefois, c'est eux, mais il nous faudrait savoir si le conseil de Saint-Hyacinthe est prêt à légaliser l'illégalité qui a été commise dans le passé. J'aimerais avoir l'opinion du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), qui est maire de cette ville. Il ne semble pas vouloir se prononcer.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je me suis pleinement exprimé sur la question au comité et, quand j'ai tout expliqué, le député de Chambly

n'était pas là. J'ai donné au comité les raisons que j'avais à soumettre. Mais le fait est bien simple. Ces obligations ont été contractées du temps que j'ai pris des vacances forcées, ayant été battu comme maire par l'un de vos amis.

C'est l'ancien conseil municipal qui a passé ces résolutions engageant ainsi le crédit de la Chambre de commerce. Par la suite, plusieurs personnes se sont consultées, et elles ont endossé l'acte de la Chambre de commerce et le principe du bill. Maintenant, ce sont les contribuables qui seront appelés à se prononcer, et nous nous soumettrons à leur décision.

Les articles 1 à 3, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marier (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte des Frères des écoles chrétiennes

M. Marcoux (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 modifiant la charte des Frères des écoles chrétiennes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marcoux (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Trois-Rivières

M. Ducharme (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Fédération des scouts catholiques de la province de Québec

M. Thibeault (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 modifiant la charte de la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Assistance aux mères nécessiteuses

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 21 instituant l'assistance aux mères nécessiteuses.

Adopté.

En comité¹⁶:

Les articles 10 et 11 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12 qui se lit comme suit:

"12. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut confier l'administration de la présente loi:

"a. à un organisme qu'il crée à cette fin sous le nom qu'il désigne, ou

"b. à un organisme déjà existant, sous quelque nom qu'il soit désigné, ou

"c. à un membre du conseil exécutif chargé de l'administration d'un département."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cette clause nous donne le choix entre trois moyens d'appliquer la loi. Il s'agit de savoir si la loi sera appliquée par l'organisme qui se charge des pensions de vieillesse. Il y a du pour et du contre. Devons-nous créer un autre organisme spécial ou confier l'application de la loi au ministère du Travail? Il y a également du pour et du contre, car nous voulons diminuer autant que possible les frais d'administration de la loi, afin d'accorder des sommes plus élevées aux mères nécessiteuses.

Nous reconnaissons également que le ministre du Travail, un homme qui a connu les misères du peuple, qui a connu les besoins des classes pauvres, est tout qualifié pour administrer cette loi. Comme je

l'ai dit, nous avons le choix entre trois systèmes qui offrent tous des garanties, et c'est ce choix que nous accorde la clause à l'étude. Le lieutenant-gouverneur en conseil optera en faveur du système qu'il jugera le plus efficace et offrira le plus de garanties.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je proteste parce que cette clause substitue le cabinet à la Chambre. C'est aux députés qu'il appartiendrait de décréter comment sera administrée cette loi, et non au cabinet. On crée un office et on décrète dans une deuxième clause que ce sera l'office. Il y a beaucoup de vague dans cette loi. Je ne m'étonne pas non plus que l'on demande au lieutenant-gouverneur des pouvoirs extraordinaires pour pouvoir sortir de la vague. Les députés devraient pouvoir décider quel système est le meilleur. Je n'ai pas d'objection à l'un ou l'autre système, à ce que la loi soit administrée par l'organisme qui est chargé des pensions de vieillesse, mais j'aimerais que la loi le précisât. Pourquoi donner tous les pouvoirs au lieutenant-gouverneur en conseil?

Ce serait ici une bonne occasion de remplir une promesse électorale et de décréter que le mode d'application de la loi sera désigné par les députés et non par le cabinet provincial.

Le premier ministre a beaucoup confiance dans le cabinet. Mais c'est le même système que l'on reprochait à l'ancien gouvernement. Les gens auprès du lieutenant-gouverneur ne sont plus les mêmes, mais ils peuvent changer. Alors, le chef du gouvernement actuel, redevenu chef de l'opposition, devra protester contre la part trop grande faite au cabinet: il pourra reprocher au lieutenant-gouverneur en conseil de remplacer les députés.

J'aimerais que la Chambre décide. Dans le cabinet, la Chambre secrète dénoncée dans le passé par le premier ministre actuel, on ne sait pas ce qui se passe. Les ministres sont liés par le secret. Nous ne savons pas ce que le cabinet décidera, car les décisions du cabinet, on les apprend quand on peut les apprendre, tandis qu'à la Chambre, toujours on discute, et il y a encore moyen de savoir ce qui se passe par certains journaux qui finissent par renseigner le public. On ne sait pas ce qui se passe dans le cabinet que le député de Trois-Rivières appelait autrefois la Chambre secrète, et quand le poulet sera tout cuit, on nous le présentera.

Si le système d'administration de la loi était choisi par la Chambre et non par le cabinet provincial, on nous donnerait au moins le dixième de un pour cent des promesses faites à l'électorat durant la dernière campagne.

(Rires)

Nous avons encore confiance dans la démocratie. Actuellement, on s'achemine vers la dictature comme en Italie, mais je crois que si le premier ministre, avec des lois comme celle-là, trouvait dans la Constitution un moyen d'abolir le cabinet et la Chambre, il le ferait. Mais notre peuple n'aime pas la dictature.

Je crois que le peuple n'est pas disposé à abandonner nos franchises constitutionnelles. S'il y avait tant de danger dans le passé à confier des pouvoirs au lieutenant-gouverneur en conseil, le danger n'est pas moins grand cette année.

Les électeurs auront à se prononcer contre cet état de choses. Ils l'ont pratiquement fait dans la dernière élection de Beauce. Pourtant, le premier ministre ne devrait pas poser en dictateur, surtout après le résultat de la Beauce. Nous n'avons pas d'objection à ce que le lieutenant-gouverneur en conseil administre la province, mais il y a toujours un danger quand une loi enlève des pouvoirs à la Chambre pour les donner au cabinet provincial. C'est ce que le premier ministre actuel a souvent prétendu quand il était chef de l'opposition.

Le gouvernement, dit-il, est au pouvoir depuis six mois et il n'a pas fait encore grand-chose.

Un député ministériel: Attendez neuf mois et vous allez voir que ça va être beau.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On parle de la Beauce¹⁷. Songez un peu que le verdict de la Beauce n'est pas trop consolant pour le gouvernement. Le premier ministre a rattrapé son député, mais il a passé près de le perdre. Si on additionne les votes, le résultat n'est pas aussi encourageant.

Si j'avais été ministre et si j'avais présenté la loi, je le saurais autant que je savais que la loi des pensions de vieillesse coûterait près de \$2,500,000 quand je la présentais. Attendez un peu, et vous verrez que je ne me suis pas trompé beaucoup.

Le cabinet n'est pas très sûr de la quantité de millions que ça va prendre pour les allocations. C'est pour cela qu'il ne veut rien préciser.

Un député ministériel: Le savez-vous, vous autres?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il parle d'emprunt. On empruntera pour payer les allocations, et ensuite on arrivera avec un surplus qui sera en réalité un déficit.

Les membres du gouvernement actuel ont dit qu'il ne fallait pas être trop longtemps au pouvoir pour ne pas faire de mal. Soyez tranquilles: vous n'aurez pas le temps de faire grand mal. Nous marchons dans le vague. On a tort de remettre les pouvoirs de l'Assemblée législative au cabinet. Nous avons tort de remettre entre les mains du lieutenant-gouverneur en conseil les franchises des députés. Nous n'avons plus un gouvernement représentatif, mais un gouvernement d'ordres en conseil. Nous ne sommes plus maîtres dans notre province avec une loi comme celle présentement devant la Chambre.

Quand j'ai présenté la loi des pensions de vieillesse, j'ai établi des chiffres, et j'ai dit qu'elle entraînerait une dépense de \$2,000,000 à \$2,500,000 par année. Attendez un peu, et vous verrez que je ne me suis pas trompé. Nous avons le droit de savoir ce que pourraient coûter ces pensions. Nous avons le droit de voir clair dans la loi et de connaître quel organisme sera chargé de l'appliquer. La Chambre est unanime en faveur du principe de la loi. Toutefois, nous ne savons même pas quel corps va administrer cette loi. L'article en discussion est extraordinaire et en contradiction flagrante avec ce que vous avez promis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a fait un grand effort oratoire. Il a fait montre de beaucoup d'imagination, mais de bien peu de réalisations. Je le félicite de l'imagination qu'il y a mise, mais non de l'absence des réalités qu'il s'y manifeste. L'opposition est illogique. Son chef nous dit depuis deux jours qu'il est en faveur de la loi, de cette pension, et depuis deux jours, il discute, il argumente, il multiplie les objections et empêche la loi de franchir la troisième lecture. Il a d'autant moins de raisons de tenir pareille attitude qu'il a déclaré qu'il n'avait objection à aucun des trois systèmes que nous avons en vue pour administrer la loi: organisme des pensions de vieillesse, commission ou office.

Alors, s'il n'a pas d'objection, qu'il se taise donc et laisse passer la loi. Car pourquoi tant retarder cette loi? Il parle pour empêcher la loi des pensions aux mères nécessiteuses de passer, tout comme il a parlé pour empêcher la loi des pensions de vieillesse de passer. Le chef de l'opposition dit qu'il y a beaucoup de vague. Il y en a eu le 17 août et on en voit les résultats.

(Rires)

Le chef de l'opposition parle d'abus de pouvoir, de mandat en blanc. Je vais lui rappeler quelques souvenirs à ce sujet. Je vais lui parler des

abus de son régime. Le chef de l'opposition, dans un grand effort oratoire, est remonté jusqu'en 1837. Il me permettra alors de ne pas remonter aussi loin pour lui rappeler certains abus du régime dont il était ministre. Car, en 1933, le gouvernement qu'appuyait le chef de l'opposition actuel a passé une loi donnant au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir d'autoriser le ministre des Travaux publics à conclure toutes les conventions qu'il jugeait nécessaires pour lutter contre le chômage. Il n'y avait ni limitation quant au montant, ni quant au temps. C'était un véritable mandat en blanc.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous vous en servez encore de cette loi-là.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition n'a pas de mémoire. Je ne peux obliger le chef de l'opposition à se confesser, mais je peux lui reprocher de ne pas se souvenir de la session de l'automne dernier. Je ne vous reproche pas de ne pas vous souvenir, car vous avez trop de choses à oublier, mais je tiens à rappeler que nous avons, l'automne dernier, passé une loi pour abolir les droits qu'avait le lieutenant-gouverneur en conseil d'emprunter sans passer des Statuts. Dans la loi que nous avons fait adopter, nous avons fait disparaître le pouvoir d'emprunt.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais vous avez mis ça dans une autre loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a été saisi d'une grande indignation sur les pouvoirs que, prétend-il, le gouvernement enlève aux députés; il a parlé de 1837, des luttes de nos pères au prix de leur sang pour conquérir nos libertés sacrées. Et c'est le même personnage qui votait, qui approuvait les pouvoirs exorbitants conférés au gouvernement.

D'autant plus que cette loi de 1933 avait un effet rétroactif, qu'elle sanctionnait les emprunts conclus en 1932 et en 1933¹⁸. Était-il plus grand empiètement sur les pouvoirs des députés? Et c'est le même homme qui aujourd'hui s'indigne, qui alors approuvait ces empiètements, c'est lui qui pose au protecteur des droits des représentants du peuple.

J'ai déclaré cet après-midi que le gouvernement du chef de l'opposition... Le chef de l'opposition! On ne sait plus qui l'est. Le député de Saint-Hyacinthe prétend l'être, M. Godbout dit que c'est lui, le député de Berthier voudrait l'être et le député de Rivière-du-Loup fait ce qu'il peut. Cet

après-midi, j'ai dit que le gouvernement dont le chef de l'opposition a fait partie avec tant de plaisir - car je l'ai connu le chef de l'opposition, dans le temps où il n'était pas encore ministre, alors qu'il était simple député dans l'ancien gouvernement, j'ai eu connaissance de son anxiété et de son emportement alors qu'il voulait être ministre et qu'il a été nommé président de la Chambre, le député de Saint-Jacques¹⁹ passant par-dessus sa tête. Il aurait voulu être ministre avec effet rétroactif...

(Rires)

Ce gouvernement a passé le chapitre 86, 23 George V, sur les assurances, une loi qui autorisait le lieutenant-gouverneur en conseil à abroger les lois. Peut-on trouver pire violation des droits des représentants du peuple? Car dans cette loi on disait que le lieutenant-gouverneur en conseil avait tout pouvoir "pour modifier, suspendre, abroger ou ajouter toute disposition à la loi des assurances de Québec ou à toute autre loi de la Législature relative aux assurances" par arrêté ministériel.

Voilà un abus de pouvoir, voilà un excès de tyrannie. Voilà véritablement où l'ancien gouvernement s'arrogeait les droits qui appartiennent aux députés, où il se rendait coupable de tyrannie et d'abus graves, et pourtant, le chef actuel de l'opposition approuvait ces abus, et il vient maintenant nous parler avec des accents émus des droits des représentants du peuple.

Le chef de l'opposition, le député de Saint-Hyacinthe, nous parle de l'élection de la Beauce, où il n'a pas eu le courage de faire présenter un candidat et où il se cachait alternativement derrière l'un ou l'autre des candidats oppositionnistes. Pendant ce temps-là, le chef de l'opposition siégeait en dehors de la Chambre, se tenant sur la clôture le nez dans le vent, et faisait la grève, tout comme son candidat était en dehors du comté de Beauce.

Notre candidat dans la Beauce, M. Perron, a eu 428 voix de majorité. Le député de Rivière-du-Loup trouve que c'est peu. Ce qu'il est difficile, et ce que ces messieurs de l'opposition ont fine bouche!

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Est-ce que je pourrai parler de la Beauce moi aussi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Rivière-du-Loup parlera de ce qu'il voudra. Pour vous montrer comme c'est une belle victoire, je vais vous donner les majorités obtenues le 17 août par l'opposition: le député libéral de Bagot (M. Dumaine) a obtenu une majorité de 32 voix, le député de Berthier (M. Bastien) a obtenu 1 voix, cela fait 33; le député de Laurier (M. Bertrand) a eu 14 voix,

ce qui fait 47 voix; le député de Pontiac (M. Lawn) a obtenu 86 voix; le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a obtenu 85 voix, et le chef de l'opposition - ou du moins celui qui se dit chef, car il y a le chef de l'opposition (M. Godbout) qui n'est pas en Chambre, il y a le député de Berthier (M. Bastien) qui prétend que ça devrait lui revenir à lui, et le député de Rivière-du-Loup qui jette un regard d'envie - 57 voix. Tous ces six députés de l'opposition mis ensemble ont récolté une majorité globale de 275 voix, soit pas la moitié des votes que notre candidat a obtenus dans la Beauce.

(Rires et applaudissements à droite)

Maintenant, j'espère qu'on s'en tiendra à la loi.

(Rires et applaudissements)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je ferai remarquer au premier ministre que si les députés de l'opposition ont eu de petites majorités, ils ont au moins obtenu la majorité des votes des électeurs...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député sait-il que, dans Argenteuil, le député (M. Dansereau) est l'élu de la minorité; que dans Sainte-Anne, le député (M. Connors) est aussi l'élu de la minorité, et que dans Pontiac, le député oppositionniste (M. Lawn) a été aussi élu par la minorité par rapport à ses deux adversaires?

(Applaudissements)

M. Lawn (Pontiac): J'ai été l'élu de la minorité. Il est vrai que la majorité du député de Pontiac n'est que de 86 voix, mais je tiens à rappeler à cette Chambre qu'il y avait deux libéraux en lutte aux dernières élections et que, si l'on additionne les votes libéraux, nous arrivons à 600 voix de majorité sur le candidat de l'Union nationale, ce qui rend la victoire encore plus glorieuse.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Dans l'élection de Beauce, admettons même que votre candidat a été élu par la majorité absolue des votes. Mais quand on sait comment le gouvernement a obtenu sa majorité dans la Beauce... De quelle manière l'aurait-il obtenue?

M. Tardif (Frontenac): De première classe. De la bonne manière. J'y étais, moi.

(Rires et applaudissements)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'y étais pas, mais je vois ici que *L'Action catholique*, journal très sympathique au premier ministre et qui l'a

appuyé beaucoup, a publié dans un cadre une nouvelle intitulée "Guerre à la boisson électorale".

Il (M. Casgrain) lit une partie de cette dépêche où l'on se dit informé qu'il y aurait de la boisson. Voici cette nouvelle:

"L'élection de la Beauce s'annonce rude, si nous en jugeons par le tumulte de l'assemblée qui a suivi la nomination des candidats.

"De toutes parts nous vient la nouvelle que la boisson coule à flots en certains lieux et qu'elle ne coûte pas cher aux électeurs. Dès lors, il n'est pas étonnant que les assemblées soient troublées.

"Nous avons la certitude que les électeurs, laissés à eux-mêmes, sont assez gentils pour laisser parler les orateurs, même ceux-là dont ils ne partagent pas les opinions. C'est si facile de quitter une salle sans causer le moindre désordre.

"Pourquoi les organisateurs rendent-ils donc aux électeurs le mauvais service de les empêcher de comprendre le côté sérieux d'une élection et de les faire passer pour moins courtois qu'ils ne sont?

"La province de Québec a eu ses campagnes de moralité publique. L'effet en serait-il donc déjà disparu?

"Pour l'honneur de notre peuple, les citoyens les plus conscients de leur dignité d'hommes devraient, en chaque paroisse, mettre à la raison tous les distributeurs de boisson électorale, à quelque parti qu'ils appartiennent. Ils auraient tort de compter sur les autres pour l'accomplissement d'une tâche d'assainissement public qui est vraiment de leur ressort à tous."

Le premier ministre nous a reproché de ne pas avoir de candidat dans la Beauce, mais lui qui disait que le Parti libéral était corrompu et corrupteur, qu'est-ce que fait alors son parti? D'après *L'Action catholique*, la boisson a coulé dans la Beauce. C'est de cette victoire-là que l'on se réclame.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): En avez-vous vu?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Non, je n'y étais pas.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Parlez donc alors de ce que vous savez.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce n'est pas moi qui le dis, c'est *L'Action catholique*.

M. Labbé (Mégantic): Personne ne l'a vue, la boisson.

M. Tardif (Frontenac): *L'Action catholique* dit: "On nous informe". Ce n'est pas la direction qui dit ça.

M. Béique (Chambly): Ils ont été informés par les adversaires.
(Rires)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) cite un article éditorial de *L'Action catholique*.

Vantez-vous-en de votre victoire dans la Beauce. Vantez-vous-en, vous les gens purs, les seuls blancs de la province. Voici ce que dit *L'Action catholique*... (autre citation).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Jamais *L'Action catholique*, ni aucun journal respectable, n'aurait eu l'audace de rapporter des choses et ne se serait prononcé sur des faits qu'il ne connaissait pas, surtout sur des déclarations tellement peu sérieuses, de certaines gens qui parlent ainsi parce que leur candidat a perdu trois fois son dépôt, ce qui était leur seule manière de contribuer au bien de la province.

(Applaudissements)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce que je cite a été écrit par le Dr Jules Dorion. Pour en revenir à la question, c'est la première fois que j'ai l'occasion de parler de l'élection de la Beauce et c'est la première fois que j'entends le premier ministre faire un discours original.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): L'honorable député de Rivière-du-Loup dit qu'il a pris ses renseignements dans *L'Action catholique*, un journal que je lis et estime.

Il a pris beaucoup de temps pour nous dire qu'il y a eu de la boisson. Le journal a-t-il dit quel candidat s'était rendu coupable de manœuvres par la boisson?

L'honorable député a-t-il lu la déclaration du candidat national et de l'organisateur de notre parti, qui déclare sous sa signature que notre parti n'a pas mis une goutte de boisson dans cette élection? Car dans cette élection, il y avait trois candidats.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Le premier ministre dit que nous n'avons pas eu le courage de mettre un candidat. Il y avait comme candidats de l'opposition M. Vital Cliche et M. Wilfrid Doyon. Tous deux accusent le candidat ministériel, M. Perron, de manœuvres électorales.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Je demande au député de Rivière-du-Loup s'il a lu la déclaration de notre organisateur.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Ce sont MM. Doyon et Cliche qui lancent les accusations.

M. Labbé (Mégantic): C'étaient aussi les deux candidats battus.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Ce sont les deux qui ont perdu.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je lis deux déclarations sous la signature de M. Vital Cliche et de M. Doyon. Ils disent que le candidat ministériel a fait des promesses et usé de manœuvres électorales.

M. Tardif (Frontenac): Ce sont des faussetés.

M. Boiteau (Bellechasse): Le député de Rivière-du-Loup me permet-il une question?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si elle se rapporte à la Beauce.
(Rires)

M. Boiteau (Bellechasse): Je demande au député s'il exprime sa déception. Si vous aviez su qu'il y avait de la boisson dans la Beauce, seriez-vous venu?
(Rires et applaudissements)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): J'imagine que c'est pour cela que mon honorable ami n'a pas seulement participé à la campagne, mais fut le premier arrivé et le dernier à partir.
(Rires)

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): La rumeur qu'il y avait de la boisson dans le comté s'est répandue dans la Beauce dès qu'on sut que le chef de l'opposition était là.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'y ai pas mis les pieds.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) veut continuer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas d'objection à ce que le député de Rivière-du-Loup se fasse l'écho de commérages, si cela

l'amuse, mais nous avons une loi sérieuse à étudier, et je propose que nous reprenions notre travail. Il y a déjà assez longtemps que l'opposition retarde l'adoption de cette loi. On devrait s'en tenir à la question. Nous discutons un projet de loi sérieux.

Le député de Rivière-du-Loup prend soin de dire qu'il ne prend pas ces déclarations à sa charge. Nous ne sommes pas ici pour des commérages. Si des députés ont des accusations à porter, qu'ils le fassent comme des hommes et non comme des commères.

On n'a pas le droit d'insulter ainsi un comté aussi respectable que le comté de Beauce, en insinuant qu'ils auraient voté à cause de la boisson, parce qu'on est déçu de n'avoir pas été élu.

(Applaudissements)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je n'ai fait que rapporter les articles de journaux. Je savais qu'on m'empêcherait de répondre au sujet de la Beauce. Je savais bien que le premier ministre ne me laisserait pas lire *L'Action catholique*.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Au lieu de nous servir des hors-d'œuvre de cette sorte, pourquoi le député ne tente-t-il pas de réveiller son chef de l'opposition en dehors de la Chambre et le chef de l'opposition parlementaire pour leur demander quel candidat ils appuyaient dans la Beauce: M. Doyon ou M. Cliche?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Nous étions de l'opposition et l'opposition a failli battre le gouvernement.

M. Boiteau (Bellechasse): Le député me permettrait-il une question?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Si c'est encore sur la Beauce, je veux avoir le droit de vous répondre. Qu'on ne m'interrompe pas avec un point d'ordre. Il ne doit pas y avoir deux poids et deux mesures.

M. Boiteau (Bellechasse): Quand l'ancien premier ministre, M. Taschereau, qu'appuyait le député de Rivière-du-Loup, traitait *L'Action catholique* d'école maudite, le député citait-il et lisait-il alors ce journal?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je le lis et le reçois depuis 1912, du temps qu'on l'appelait *L'Action sociale*.

M. Boiteau (Bellechasse): Vous avez alors mal profité de vos lectures. Je ne croyais pas que vous preniez tant de temps à assimiler.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Pour en revenir à la loi, je remarque que le premier ministre défend sa loi des mères nécessiteuses avec des lois de l'ancien régime, qu'il dit. Le gouvernement agit très mal quand il parle de faire "aussi bien que l'ancien régime" comme il dit. Lors des élections, vous avez promis de "faire mieux" et "beaucoup mieux" que l'ancien gouvernement, et aujourd'hui, vous demandez des pouvoirs excessifs. Pour se disculper de nous demander des pouvoirs excessifs, il nous dit: "Regardez ce que vous avez fait." Mais, si cela était mal, cela l'est encore aujourd'hui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si on fait de travers, le député devrait nous supporter, car il a supporté l'ancien gouvernement lorsqu'il demandait la même chose. Si on fait bien, pourquoi nous critique-t-il?

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Autrefois, le premier ministre critiquait sans cesse lorsqu'il était dans l'opposition. Aujourd'hui, il ne voudrait pas qu'on le critiquât. Jamais aucun gouvernement, sauf le gouvernement Bennett, n'a agi avec un tel caractère de dictature.

L'article 12 est adopté.

Le comité étudie l'article 13 qui se lit comme suit:

"13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter, modifier ou abroger les règlements qu'il juge utiles à l'application de la présente loi, et notamment il peut:

"a. Adopter des règles pour la régie interne de l'organisme visé au paragraphe a de l'article 12;

"b. Fixer les bases des allocations, selon le nombre d'enfants, leur âge, leurs besoins et ceux de la mère et toute autre circonstance dont il juge à propos de tenir compte pour la détermination des montants à accorder;

"c. Établir une base *minima* et une limite *maxima* pour les allocations;

"d. Prescrire la forme et le mode de transmission de la demande d'allocation et la preuve qui doit l'accompagner;

"e. Déterminer la procédure relative à l'examen, à la preuve, à l'audition et à la décision des demandes d'allocation;

"f. Fixer le temps et le mode des allocations;

"g. Prescrire un mode de notification ou d'avis à l'office, au cas de décès d'une personne qui reçoit une allocation ou l'un de ses enfants."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement s'autorise des précédents qui, dit-il, n'en sont pas, à mon avis. Cet article 13 constitue un abandon de trop de pouvoirs au lieutenant-gouverneur en conseil. On peut critiquer les précédents établis autrefois, mais jamais aucun gouvernement ne s'est fait octroyer autant de privilèges. On parlera sans doute de la loi du chômage, que tous les gouvernements ont votée à peu près dans les mêmes termes. Loin de faire la même chose, l'ancien gouvernement n'a fait que passer une loi pour venir en aide aux chômeurs, et c'est une loi qui a été passée par les autres provinces.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition dit que la loi de chômage passée par son gouvernement fut adoptée par tous les autres gouvernements provinciaux. Peut-il me citer une seule province qui a fait la même chose? Je le défie d'en nommer une qui l'adopta pour plus d'un an.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quand même on aurait passé ces lois seulement pour six mois ou un an. Elles étaient renouvelées ensuite, c'est à peu près la même chose. Mais je remarque que c'est avec des lois comme celle-là que vous vous êtes autorisés à emprunter \$51,000,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Hyacinthe revient avec sa rengaine. Nous allons siéger au comité des comptes publics, prochainement, cette semaine probablement. Le chef de l'opposition pourra inviter, assigner M. Pitfield et n'importe qui pour montrer qu'il y eut quelque chose de reprochable dans cet emprunt. S'il est capable de prouver la moindre chose, une illégalité, s'il peut prouver quoi que ce soit de malhonnête, je m'engage à démissionner.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous allons montrer que l'emprunt a coûté beaucoup plus cher que vous ne l'avez prétendu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je l'espère.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce que nous voulons, c'est montrer à la province que cette

transaction n'a pas été faite dans les conditions avantageuses que les journaux ont rapportées. Ce que nous allons prouver, c'est que l'emprunt ne coûte pas 70¢ comme le prétend le premier ministre, mais \$1.23.

Nous allons l'établir clairement. Il est question de minimum et de maximum dans la loi. La loi actuelle en est une qui va vous permettre de jouer avec les pensions, puisqu'elle vous permettra de fixer une base minimum et une limite maximum sans que vous soyez tenu de donner la moindre spécification. Le premier ministre veut-il s'expliquer?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est bien simple. Nous voulons établir un minimum de la pension, et un maximum. Cela permettra de fixer le montant le plus bas et le montant le plus élevé qui pourront être payés. Tout le monde sera sur le même pied en face des directives qui détermineront le montant des allocations. Disons que l'on ne devra pas payer plus de \$60 par mois et pas moins de \$30.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est l'office, ou le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), ou la Commission des pensions de vieillesse qui va décider ça?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Absolument pas.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Quel sera le genre de formules? De qui viendront-elles? À qui seront-elles envoyées? Une base minimum. Par famille? Je veux savoir si cela ne voudra pas dire que le gouvernement aura le droit de décider que telle famille recevra \$30 et telle autre, \$60.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les décisions seront soumises à la Chambre, à qui le bilan sera présenté. Avant et après la dépense, la Chambre est appelée à décider. Nous devrons lui demander d'abord le pouvoir de fixer les pensions, et ensuite lui rendre compte de notre administration. Est-il raisonnable de penser qu'un gouvernement, même le pire, même celui de mon honorable ami, pourrait pour un instant penser à établir des pensions pour des familles déterminées? Il est raisonnable et plausible de dire qu'aucun gouvernement, pas même celui du chef de l'opposition, ne songerait à payer \$15, disons, au député de Rivière-du-Loup et \$25 au député de Saint-Hyacinthe. Nous allons fixer le minimum et la limite extrême.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Est-ce que cela veut dire qu'on sera autorisé à fixer la pension suivant le nombre d'enfants? Si vous fixez la pension ainsi, pourquoi pas autoriser la Commission à fixer la limite?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est évident que le montant à une famille nombreuse sera plus élevé qu'à une autre famille. Pour une famille de cinq enfants, mettons que la pension sera de \$8 par enfant. Pour une de 10 enfants, mettons qu'elle sera de \$7 par enfant.

Si nous avons affaire à une famille nombreuse, ce n'est pas la même chose que pour une famille de deux enfants. Bien que nous en soyons à l'abri, la fixation d'un maximum et d'un minimum, c'est le moyen d'éviter toute tentation de faire du favoritisme.

Il y a aussi des villes où le coût de la vie est moins élevé. Comme le disait le député de Rouville (M. Barré), il faudra encourager les mères de famille et les orphelins à vivre dans les endroits les plus appropriés. Dans la pension de vieillesse, il y a un maximum de \$240 par année. On a cependant le droit d'accorder moins. Nous fixons un minimum dans la loi des pensions aux mères nécessiteuses. C'est encore mieux.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cela veut dire que la pension sera de tant dans une ville de 100,000 âmes et de tant dans une autre de 10,000²⁰?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répète que le coût de la vie n'est pas le même partout. Nous ne voulons pas faire de favoritisme et nous délimitons les pouvoirs. Je me demande pourquoi l'on critique tant. Depuis deux jours qu'on fait perdre le temps de la Chambre. Nous allons voter la loi aujourd'hui et la soumettre au Conseil législatif demain, pour pouvoir payer les pensions le plus tôt possible. L'an prochain, si le chef de l'opposition est encore ici, il pourra critiquer et proposer des réformes.

Il (l'honorable M. Duplessis) reproche à l'opposition de critiquer sans cesse et parle des "chefs" de l'opposition, de M. Godbout²¹.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il est bien meilleur que moi. C'est un bon homme.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Chose certaine, on s'entend mieux de ce côté-ci de la Chambre.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande de nouveau des explications sur ce minimum et ce maximum.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un minimum, par exemple, c'est ce qu'il faut à un député pour être élu, une voix comme dans le cas du député de Berthier; 57 voix de majorité pour un chef de l'opposition, c'est encore un minimum.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et un maximum, pour vous autres, dans la Beauce, c'était \$20 par tête.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un maximum, c'est une majorité de 6,000 voix comme pour le ministre du Travail, le député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay).

M. Bastien (Berthier): Le premier ministre ne me fait pas de peine quand il parle de cette voix. D'ailleurs, en 1923, il a été battu par un maximum par son adversaire: par 1,500 à 2,000 voix. À d'autres élections, il a été à peine élu.

Je connais la mentalité des populations rurales, et je puis assurer le gouvernement qu'il aurait été battu s'il avait manifesté son intention de présenter une loi de la nature de celle-ci, si le gouvernement avait parlé qu'il demanderait le droit d'emprunter pour payer des dépenses courantes.

Nous en sommes rendus à payer des dépenses courantes avec des emprunts. Le premier ministre ne sera pas surpris un jour s'il n'a pas d'autres succès que celui de la Beauce...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, je soulève un point d'ordre. Les résolutions ont été adoptées et l'on n'a plus le droit de parler d'emprunt. Le député de Berthier (M. Bastien) parle de la clause des emprunts et elle a été adoptée. Il doit s'en tenir à l'article que nous étudions.

M. Bastien (Berthier): Très bien. Le premier ministre a commencé de bonne humeur; le député de Rivière-du-Loup l'a fait fâcher en lui parlant de l'élection de Beauce. Mais je soumets que cette loi est une loi de dictature qui n'a pas été étudiée. Cette loi n'a pas d'autre but, il me semble, que de contrebalancer l'effet créé par la démission du ministre des Terres et Forêts²² et par la dissidence de plusieurs députés de droite. C'est une loi de dictature, une loi de peur, et la moins inspirée qu'un premier ministre ait jamais présentée encore.

M. Barré (Rouville): Je demande au gouvernement d'exiger que ceux qui veulent avoir cette allocation s'adressent à des gens qui les connaissent, dans leur municipalité, afin de ne pas payer à des personnes qui n'en ont pas besoin. Les demandes de pensions devraient être faites au conseil municipal, à qui on devrait laisser un certain contrôle pour ne pas habituer les gens à dépendre de l'État et du gouvernement pour tout. J'espère que le lieutenant-gouverneur en conseil prendra les moyens pour que les applications des mères nécessiteuses soient présentées aux conseils municipaux, qui les transmettront ensuite à l'office des pensions. Il faut que les conseils municipaux soient appelés à une contribution, minime si l'on veut, mais ceci nous permettra d'éviter la fraude, le vol et même les tentatives de vols. Il est temps de songer à faire l'éducation d'un peuple et à prévenir l'exploitation d'un peuple qui, depuis 25 ans, a été dirigé vers la fraude gouvernementale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remercie le député de Rouville de ses suggestions et je puis l'assurer que, quant à sa suggestion au sujet de l'organisation municipale, nous allons l'étudier sérieusement, avec soin. S'il y a un moyen de la réaliser, nous le ferons avec plaisir. En principe, nous nous accordons avec le député de Rouville. Il faut prendre toutes les mesures pour éviter que la misère soit exploitée.

L'article 13 est adopté.

Les articles 14 à 18 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) pour **l'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Connors), que ce bill ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité plénier avec instructions de l'amender:

1. En étendant le bénéfice de la loi aux mères nécessiteuses quel que soit le nombre des enfants et à celles dont l'époux est hospitalisé ou incapable de travailler en raison d'une maladie incurable;

2. En établissant dans la loi la quotité de la pension;

3. En décrétant que les pensions seront payées à même le fonds consolidé de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cet amendement n'est pas dans l'ordre car il comporte un amendement aux résolutions. Je demande le vote sur l'amendement. Je ne crois pas qu'on puisse attaquer des résolutions qui ont été adoptées.

Il n'y a pas d'autre moyen que d'insérer un avis pour demander de les étudier de nouveau. Pour amender les résolutions, il faut procéder par des avis légaux et revenir sur l'étude de ces résolutions.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Maintenant que le vote est appelé, nous n'avons pas le droit de considérer le point d'ordre du premier ministre. Le vote a été demandé et il est trop tard pour songer à protester.

M. l'Orateur: Je ne peux pas prendre en considération le point d'ordre parce qu'il a été soulevé après la demande du vote.

D'après l'article 257, il est impossible de revenir sur une question mise aux voix avant la présentation d'un point d'ordre, et ce point d'ordre a été soulevé après l'ordre d'appeler les membres.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Connors, Dansereau, Delagrave, Lawn, Messier, Turcotte, 9.

Contre: MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Bourque, Carignan, Caron, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Labbé, Labelle, Lafleur, Larouche, Layton, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Marier, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Roy, Sauvé, Taché, Tardif, Trudel, Vachon, 45.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Même division pour la troisième lecture?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non. Je tiens à faire remarquer que nous approuvons le principe de la loi, mais que nous avons voulu l'améliorer par cet amendement. Nous avons tenté, au cours de la discussion, de lui apporter toutes les améliorations possibles, mais nous n'avons pas pu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition dit qu'il est en faveur du principe de la loi, mais il a commencé par voter contre les moyens à prendre pour l'appliquer. La loi a pour but de payer des pensions et l'opposition s'oppose à ce que nous prenions les moyens pour les payer. Lors de l'étude de la loi en comité, l'opposition ne présente pas un amendement et, quand la troisième lecture est appelée, elle arrive avec un amendement pour demander d'aller plus loin que nous n'allons, et sur les autres clauses, elle déclare que si la loi est passée, il faudra imposer des taxes.

Nous ne sommes pas pour taxer pour payer ces pensions. Pour employer une expression populaire, je lui dirai que nous ne sommes pas un gouvernement de taxeux. Nous allons payer les pensions aux mères nécessiteuses malgré l'opposition, et la gauche portera la responsabilité d'avoir retardé la loi pendant deux jours et d'avoir voulu faire avec tout ceci une question de partisanerie.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai jamais prétendu que nous ne voulions pas payer les pensions. Le premier ministre n'a pas le droit de me prêter des paroles que je n'ai pas prononcées.

L'honorable M. Leduc (Laval) répond à quelques interpellations de la gauche.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) pose des questions.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques) répond à quelques interpellations de la gauche.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je félicite sincèrement le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger). Il est le premier membre du cabinet à répondre aux questions de la manière spécifiée par les règlements.

La motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte sur division. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:**Paiement des cantonniers
à Rivière-du-Loup**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): 1. Le gouvernement a-t-il payé les salaires des cantonniers et des hommes qui ont travaillé sous leurs ordres à l'entretien des chemins, dans le comté de Rivière-du-Loup, pour la période s'étendant du 17 août au 29 août inclusivement, 1936?

2. Dans la négative:

a. Quel est le montant total dû?

b. Sur la recommandation de qui ces paiements ont-ils été différés ou refusés?

c. Qui a donné les instructions de ne pas payer: est-ce le ministre de la Voirie ou le procureur général?

3. Pour quelles raisons le gouvernement a-t-il négligé ou refusé de payer ces comptes?

4. Est-ce l'intention du gouvernement de payer?

5. Dans l'affirmative, quand les paiements seront-ils faits?

6. Dans la négative, quelles raisons a le gouvernement de refuser de payer?

L'honorable M. Leduc (Laval): Après l'entrée en fonction du gouvernement actuel, des enquêtes s'imposaient, afin de connaître le montant des deniers publics détournés par l'ancien gouvernement durant son stage au pouvoir, en vue de préparer les élections générales de 1936. Ces enquêtes ont été poursuivies avec toute la célérité possible, vu l'urgence des problèmes nombreux légués par l'ancien gouvernement. Elles ont révélé de nombreux abus. Elles ont été terminées ces jours-ci, et tous ceux qui ont droit d'être payés le seront sans délai.

**Secours directs
à Gaspé-Nord**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. Combien y a-t-il d'enquêteurs pour distribuer les secours directs dans le comté de Gaspé-Nord?

2. Quels sont leur nom et leur adresse?

3. Quel salaire mensuel reçoivent-ils?

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):

1. Dix enquêteurs. (Voir le tableau ci-dessous)

1. Noms des enquêteurs	2. Adresses	3. Salaire mensuel
MM. Côté, L.-P.	Cap-Chat.....	\$75.00
Pelletier, Alexis	Saint-Bernard des Caps.....	75.00
Boucher, Jos	Manche d'Épée	75.00
Côté, Georges	Saint-Yvon.....	75.00
Lescelleur, John.....	Cloridorme.....	75.00
Bérubé, Ephrem.....	Cap-Chat.....	75.00
Anctil, Ernest.....	Saint-Maurice	75.00
Blanchet, Adalbert.....	Rivière Madeleine.....	75.00
Richard, Irénée	Grande Vallée	75.00
Saint-Laurent, Edmond	Saint-Joachim	75.00

**Bien-être
de la jeunesse**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
pour **l'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)**
propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 relatif au bien-être de la jeunesse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
pour **l'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)**

propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²³:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le travail des enfants n'est pas recommandable dans les usines et les établissements commerciaux. C'est cela que nous voulons empêcher. Comme je l'ai déjà expliqué, il s'agit de défendre le travail des enfants

en bas de 16 ans, excepté dans certains emplois comme celui de la terre, pour trois raisons: parce que les enfants sont mieux placés dans les maisons d'éducation que dans les usines; parce que souvent n'ayant pas fait d'études, les enfants qui travaillent prennent la place de personnes plus âgées; et parce que le travail des enfants amène parfois la diminution des salaires dans les usines. Nous voulons rétablir l'équilibre.

En vertu de ce bill, le lieutenant-gouverneur en conseil aura le pouvoir d'empêcher le travail des enfants de moins de 16 ans dans les établissements industriels et commerciaux en général, et le travail des jeunes gens de 16 à 18 ans dans les endroits particulièrement dangereux et insalubres.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les mêmes remarques que je faisais tout à l'heure s'appliquent encore ici. On réduit les prérogatives des représentants du peuple dans cette Chambre. Le premier ministre dit qu'il veut empêcher les enfants de travailler. Si on ne veut pas que les enfants travaillent dans les usines, pourquoi ne pas faire une loi en ce sens?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi du bien-être de la jeunesse ne pourra entrer en vigueur que si elle a paru dans la *Gazette officielle*.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est bien évident, et ce n'est pas cela que je discute. Je parle d'une loi qui ne remet pas tous les pouvoirs au lieutenant-gouverneur en conseil. Pourquoi ne pas tout décréter dans la loi, au lieu de dire que le lieutenant-gouverneur en conseil passera un règlement à cette fin?

Personne ne saura à quoi s'en tenir sur la loi car les ordres en conseil n'ont jamais toute la publicité nécessaire. Quand une pareille loi est passée, on l'annonce dans les journaux, les électeurs peuvent en parler à leur député. Les intéressés peuvent venir faire ici des représentations. Je dis que nous avons tort de tout abandonner ces prérogatives.

Je proteste encore une fois, non contre la loi, mais contre le fait que l'on s'empare des prérogatives des députés pour les remettre au lieutenant-gouverneur en conseil par qui l'on semble vouloir faire remplacer l'Assemblée législative. Pour certaines questions d'administration, cela est à propos, mais non lorsqu'il s'agit de législation comme c'est le cas pour cette loi. Il faut cesser d'administrer le pays par des décrets-lois. Le

lieutenant-gouverneur en conseil va bientôt rendre les deux Chambres inutiles et ce sera la dictature.

Nous voulons qu'aux élections chaque député soit responsable de tout son comté. Il aura transféré ses pouvoirs aux ministres si l'on continue à administrer la province par des arrêtés en conseil. Chaque fois qu'on viendra demander de réduire ainsi les privilèges des députés, je m'y opposerai, car je suis contre la dictature, et c'est s'acheminer vers la dictature que de passer de pareilles lois.

Le peuple est contre l'administration par ordres en conseil. C'est là-dessus qu'il s'est prononcé aux dernières élections, car le chef de l'opposition du temps blâmait alors l'ancien gouvernement de passer des lois de cette nature. Le peuple est contre parce qu'il ne veut pas revenir 75 ans en arrière.

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
pour **l'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)**
propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. l'Orateur suppléant: Le bill est-il adopté?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Adopté.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Sur division.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Vote! Vote!

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Béique, Bélanger, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Bourque, Carignan, Caron, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duguay, Duplessis, Dussault, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Labbé, Labelle, Lafleur, Larouche, Layton, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Marier, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Sauvé, Taché, Tardif, Trudel, Vachon, 39.

Contre: MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Connors, Dansereau, Delagrave, Lawn, Messier, Turcotte, 9.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code du notariat

M. Boiteau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 modifiant le Code du notariat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *L'Action catholique* disait dans sa dernière édition que M. John Dunning avait congédié des employés de la Commission du chômage.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

3. Cette discussion dure cinq heures, selon *La Patrie* du 31 mars 1937, à la page 4.

4. Voir note 2.

5. *The Gazette* du 31 mars 1937, à la page 1, indique \$3,500,000 à \$4,000,000.

6. *Le Journal* du 31 mars 1937, à la page 8, indique 60 ans.

7. *L'Action catholique* du 31 mars 1937, à la page 3, et *Le Canada* du 31 mars 1937, à la page 7, indiquent quatre mois.

8. *Le Journal* du 31 mars 1937, à la page 8, indique \$44,000,000.

9. Le député fait allusion à l'élection très serrée de M. Bastien qui, le 17 août 1936, fut élu avec une seule voix de majorité dans son comté.

10. *Le Journal* et *Le Canada*, du 31 mars 1937, respectivement aux pages 8 et 7, indiquent \$6,000,000.

11. Selon *L'Événement* du 31 mars 1937, à la page 4, M. Bastien proteste en ne pouvant s'empêcher de rire.

12. Les journaux indiquent le 12 avril 1935.

13. Selon *Le Soleil* du 31 mars 1937, à la page 8, M. Barré avait présenté et appuyé des motions pour réclamer l'application immédiate d'une loi des pensions de vieillesse, et l'ancien gouvernement avait non seulement rejeté ces motions, mais en avait bloqué la discussion dans une certaine mesure.

14. Voir note 2.

15. Voir note 2.

16. Voir note 2.

17. Cette discussion sur la Beauce dure une demi-heure, selon *L'Action catholique* du 31 mars 1937, à la page 3.

18. *L'Action catholique* du 31 mars 1937, à la page 3, indique 1931 et 1932.

19. Il s'agit d'Irénée Vautrin.

20. "1,000", selon *Le Nouvelliste* du 31 mars 1937, à la page 7.

21. Allusion au fait que M. Godbout est effectivement chef du Parti libéral, bien qu'il n'ait pas été élu député aux élections générales tenues le 17 août 1936. M. T.-D. Bouchard est alors chef de l'opposition officielle en Chambre. Pour cette raison, M. Duplessis se plaît à faire référence aux nombreux "chefs" de l'opposition.

22. Il est à noter que puisque aucun ministre des Terres et Forêts ne sera nommé d'ici la fin de la session, M. Duplessis s'occupera de ce ministère que la démission de M. Drouin a laissé vacant.

23. Voir note 2.

Séance du mercredi 31 mars 1937

Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

**Commissaires d'écoles
de Longueuil**

M. Boyer (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant de Napierville-Laprairie (M. Monette), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des commissaires d'écoles de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant les limites scolaires de ladite cité, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition des commissaires d'écoles de la cité de Longueuil, demandant l'adoption d'une loi modifiant les limites scolaires de ladite cité est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Bégin (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 109 constituant en corporation le Conseil armorial de Québec, et soumet le préambule à votre considération.

M. Pouliot (Missisquoi): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 103 constituant en corporation The Quebec Goldfields Railway Company.

Demande et dépôt de documents:

**Rivières
à saumon**

M. Pouliot (Gaspé-Sud) propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

1. Combien y a-t-il de rivières à saumon:

a. sur la Côte-Nord?

b. sur la Côte-Sud du fleuve Saint-Laurent, y

compris la Gaspésie et le comté de Bonaventure?

2. Combien de ces rivières ont été louées à des clubs et à des individus, et à qui?

3. Sur la recommandation de qui, à quelles dates et pour combien de temps le droit de pêche dans ces rivières a-t-il été loué?

4. Dans combien de rivières à saumon un citoyen de la province de Québec qui ne fait pas partie d'un club a-t-il le droit de pêcher le saumon?

Adopté.

L'honorable M. Gagnon (Matane) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour un état indiquant:

1. Combien y a-t-il de rivières à saumon:

a. sur la Côte-Nord?

b. sur la Côte-Sud du fleuve Saint-Laurent, y

compris la Gaspésie et le comté de Bonaventure?

2. Combien de ces rivières ont été louées à des clubs et à des individus, et à qui?

3. Sur la recommandation de qui, à quelles dates et pour combien de temps le droit de pêche dans ces rivières a-t-il été loué?

4. Dans combien de rivières à saumon un citoyen de la province de Québec qui ne fait pas partie d'un club a-t-il le droit de pêcher le saumon? (Document de la session no 14)

Questions et réponses:

**Destitution de P. Coulombe
garde-chasse et pêche, Abitibi**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): 1. À quelle date M. Philippe Coulombe, garde-chasse et pêche, d'Oskélanéo, Abitibi, a-t-il été destitué?

2. Y a-t-il eu une enquête dans son cas?

3. Si oui, par qui cette enquête a-t-elle été faite?

4. Pour quelle raison a-t-il été démis de ses fonctions?

L'honorable M. Gagnon (Matane): 1. 5 novembre 1936.
2 et 3. Non.
4. Dans l'intérêt public.

Demandes de documents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
M. l'Orateur, l'honorable député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) a trois interpellations au *Feuilleton*.

Je propose que ces questions soient converties en motions pour demander la production de la liste des octrois accordés aux cultivateurs dans toute la province depuis le 26 mars 1936².

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) enregistre sa dissidence.

Établissement des terres libres en Beauce

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

1. Le gouvernement a-t-il payé des subventions à des cultivateurs du comté de Beauce depuis le 26 août 1936, en vertu de la loi pour promouvoir la colonisation et le retour à la terre, 25-26 George V, chapitre 35 (établissement des terres libres)?

2. Dans l'affirmative:

a. Quels sont les cultivateurs qui ont ainsi reçu des subventions?

b. À quel endroit résident-ils?

c. À quelle date ces subventions ont-elles été payées?

d. Ont-elles été payées à chacun des cultivateurs directement ou par l'entremise d'une ou de plusieurs personnes?

e. S'il y a eu un ou des intermédiaires pour la distribution de ces subventions, donnez les noms, prénoms, occupations et adresses de ce ou de ces intermédiaires?

f. Quel montant chaque cultivateur a-t-il reçu?

Adopté sur division.

Établissement de fils de cultivateurs en Beauce

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

1. Le gouvernement a-t-il payé des subventions à des cultivateurs du comté de Beauce depuis le 26 août 1936 à date, en vertu de la loi désignée par le ministère de la Colonisation sous le nom de, et communément appelée "la loi dite de l'établissement des fils de cultivateurs et par laquelle un père peut obtenir un octroi de \$300 pour l'établissement de son fils"?

2. Dans l'affirmative:

a. Quels sont les cultivateurs qui ont ainsi reçu des subventions?

b. À quel endroit résident-ils?

c. À quelle date ces subventions ont-elles été payées?

d. Ont-elles été payées à chacun des cultivateurs directement ou par l'entremise d'une ou de plusieurs personnes?

e. S'il y a eu un ou des intermédiaires pour la distribution de ces subventions, donnez les noms, prénoms, occupations et adresses de ce ou de ces intermédiaires?

f. Quel montant chaque cultivateur a-t-il reçu?

Adopté sur division.

Octrois aux aides-cultivateurs dans Saint-Gervais, Honfleur et Saint-Lazare

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

1. Quels sont les aides de cultivateurs qui sont placés avec les octrois du gouvernement dans les paroisses de Saint-Gervais, Honfleur et Saint-Lazare?

2. Chez quels cultivateurs sont-ils ou elles placés?

3. De quelle paroisse viennent-ils ou viennent-elles?

4. Quels sont les noms de pères ou mères de famille dont ils ou elles dépendent?

5. Quel montant ont-ils ou ont-elles reçu comme octrois, frais de déplacement ou autres?

Adopté sur division.

Construction de ponts à Rivière-du-Loup

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Anne (M. Connors), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, depuis 1930, entre le gouvernement et toute personne, relativement à la reconstruction de deux ponts à Saint-Clément, dans le comté de Rivière-du-Loup: l'un sur la rivière Sènescoupé, et l'autre sur la rivière des Trois Pistoles, ce dernier communément appelé "pont du moulin Beaulieu".

Il (M. Casgrain) explique les démarches faites en plusieurs milieux pour la reconstruction de ces ponts et soumet qu'il ne soulève pas cette question dans un but politique. Il insiste sur l'urgence qu'il y a de réparer ou refaire ces ponts.

Mes adversaires des deux dernières élections ont promis la reconstruction de ces deux ponts qui s'impose. Le gouvernement a promis de faire mieux que ses prédécesseurs et je voudrais savoir quelle est son intention.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): La construction de ce deuxième pont remonte à 1904 et il est en bois. En 1935, le député de Rivière-du-Loup a transmis au département des Travaux publics une résolution du conseil municipal de Saint-Clément. Depuis, nous avons été informés que les ponts étaient dangereux. Nous avons donc inscrit leur reconstruction au programme des travaux de chômage de 1937.

Il (M. Bourque) donne des explications sur l'enquête que les ingénieurs du département ont conduite sur ces deux ponts, en 1933.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je remercie l'honorable ministre de sa réponse, qui est la plus complète que j'aie obtenue. C'est la première réponse satisfaisante que nous avons.

Un député ministériel: Vous avez dit la même chose hier soir³.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): À tout événement, je sou mets que les deux ponts sont nécessaires et qu'il est urgent de les refaire. Les deux ponts doivent être rebâti s et ils devraient l'être tous deux cette année, mais c'est le pont Beaulieu, le pont rouge⁴, qu'il faut reconstruire en premier lieu. On nous répondra peut-être que nous aurions dû le

faire, mais le gouvernement a promis de faire mieux, et j'espère qu'il donnera suite à notre recommandation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ça bon...

La motion est adoptée.

Bureau de colonisation à Notre-Dame-du-Lac, Témiscouata

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Connors), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne, depuis le 17 août 1936, relativement à l'établissement d'un bureau de colonisation à Notre-Dame du Lac, dans le comté de Témiscouata et à la fermeture du bureau de colonisation de Rivière-du-Loup.

Je comprends, dit-il, que mon bon ami de Témiscouata (M. Dubé) travaille dans l'intérêt de son comté, et je l'en félicite sincèrement.
(Applaudissements)

Nous travaillons tous deux pour nos comtés, mais il ne faut pas le faire au détriment des centres les plus importants. Toutefois, je tiens à faire remarquer que Rivière-du-Loup est le centre le plus important du Bas-du-Fleuve et que l'on va encore essayer de détruire ce centre important en dirigeant le commerce vers le Nouveau-Brunswick, et particulièrement à Edmunston. Il ne faut pas, par exemple, détourner le commerce de Notre-Dame-du-Lac vers Edmunston. Ce commerce appartient à Rivière-du-Loup. Le rôle du bureau est de servir les colons, et la plupart n'en sont éloignés que de 7 à 15 milles, alors que la majorité de ces mêmes colons habitent à environ 50 milles de Rivière-du-Loup.

Je crains les conséquences de ce déménagement du bureau de colonisation. Il ne faut pas détruire un centre comme Rivière-du-Loup, et cependant, Edmunston est plus près de Notre-Dame-du-Lac. Il est même question d'y faire passer la route Trans-Canada de préférence à Rivière-du-Loup. Le ministre de la Colonisation, qui est bien disposé, doit savoir qu'en fermant le bureau de colonisation de Rivière-du-Loup pour le transporter à Notre-Dame-du-Lac, on enlève un actif précieux à cette ville importante du Bas-du-Fleuve. J'attire son attention sur le danger que je signale.

L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):

Il m'a fait plaisir d'entendre l'honorable député de Rivière-du-Loup féliciter l'honorable député de Témiscouata (M. Dubé). Cela prouve que ce que nous avons fait en déménageant ce bureau a été bien fait.

(Applaudissements à droite)

Si nous avons fait ce changement - nous avons déménagé le bureau de colonisation du comté de Rivière-du-Loup au comté de Témiscouata - c'est parce qu'il ne se fait pratiquement plus de colonisation à Rivière-du-Loup⁵, tandis qu'aujourd'hui le comté de Témiscouata compte 12 paroisses où il se fait beaucoup de colonisation. Nous avons voulu placer le bureau dans un endroit plus central pour les colons, plus effectif et plus économique, le nombre des employés ayant été réduit de moitié. Nous avons procédé à ce déménagement dans l'intérêt des colons, et en même temps, c'est une économie.

(Applaudissements à droite)

M. Dubé (Témiscouata): Je veux bien croire à la sincérité de l'honorable député de Rivière-du-Loup. Le député de Rivière-du-Loup prétendra qu'il ne veut pas faire de petite politique avec cette question et il fait une motion sur une question routinière comme le déménagement de ce bureau de colonisation. Je me demande s'il était bien important de soulever cette affaire de routine à la Chambre.

Si le ministre a fait le changement, c'est qu'il avait raison. Je vais lui donner quelques-unes des nombreuses raisons de ce déménagement. Notre-Dame-du-Lac est au centre de la région de colonisation de Témiscouata qui comprend les paroisses de Saint-Godard-de-Lejeune, Saint-Médard-de-Letendre, Saint-Émile-d'Auclair, Saint-Juste-du-Lac, Saint-Jean-de-la-Lande, les Étroits, Saint-Elzéar, etc. Toutes ces colonies convergent vers Notre-Dame-du-Lac. C'est le bon sens même que de placer ce bureau à cet endroit.

Les colons qui ont besoin de renseignements sur les billets de location, la coupe du bois, les primes n'ont plus besoin de faire 48 milles pour se rendre à Rivière-du-Loup; ils n'ont qu'à venir à Notre-Dame-du-Lac, tout à côté de leur paroisse. Ce changement constitue une économie d'argent pour le gouvernement et une économie de temps pour les colons.

L'honorable député de Berthier a dit l'autre jour que nous avions augmenté le nombre des employés de la colonisation dans Témiscouata. Au bureau de Rivière-du-Loup, il y avait huit employés. À Notre-Dame-du-Lac, il y en a quatre.

(Applaudissements)

Le gouvernement va voir à ce que ce bureau soit payant, au lieu d'engloutir les revenus de la province.

L'honorable député de Rivière-du-Loup n'a pas tout dit dans ses remarques. Il ne doit pas être surpris de ce qui lui arrive, car il pourrait lui en arriver d'autres. Je n'ai pas d'intérêt électoral dans cette affaire. L'Union nationale pense d'abord au bien général des citoyens.

(Applaudissements)

Mon honorable ami a oublié de dire qu'à Rivière-du-Loup il y a une agence des terres, et cependant, il n'y a pas de terres. Cette agence coûte \$1,800 et elle ne rapporte que \$900. À Notre-Dame-du-Lac, notre agence des terres a un surplus de \$3,200.

(Applaudissements)

Le député de Témiscouata va continuer de faire son devoir, n'en déplaît à l'honorable député de Rivière-du-Loup.

(Applaudissements à droite)

M. Tardif (Frontenac): Il me fait plaisir d'appuyer les remarques de l'honorable député de Témiscouata. Il a dit que l'ancien régime avait ouvert des colonies dans son comté. L'ancien régime les a pillées aussi, ces colonies. Je ne veux pas être malin pour l'honorable député de Rivière-du-Loup.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Soyez-le tant que vous voudrez, ça ne fait pas mal.

M. Tardif (Frontenac): Les colons économiseront de l'argent par suite du déménagement de ce bureau et ils s'éviteront des démarches dans un centre éloigné. Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) a su pratiquer une belle économie tout en accommodant les colons. Si les colons étaient ici, ils demanderaient à l'honorable député de se tenir tranquille. Il est mécontent de ce déménagement. Il pourrait bien y avoir des déménagements de députés avant longtemps.

(Rires et applaudissements)

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): On a bien déplacé la question. Je mets le gouvernement en garde contre le grand danger qu'il y a, pour notre région, de détourner le commerce de Rivière-du-Loup en favorisant la circulation en direction du Nouveau-Brunswick. Incidemment.

Il (M. Casgrain) soulève la question du tracé de la route Trans-Canada dans le Bas-du-Fleuve, disant qu'il aimerait savoir où elle va passer.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Je soulève un point d'ordre. On ne peut, à ce stade du débat, parler d'autre chose que du bureau de colonisation. L'honorable député parle de détournement du commerce quand il s'agit tout simplement du déménagement d'un bureau de colonisation à un endroit plus approprié.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): S'il n'y avait que la question du bureau de colonisation, je n'aurais pas fait cette motion.

M. l'Orateur: Le point d'ordre est maintenu.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): L'honorable ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) sait bien qu'il est question de détourner la route Trans-Canada vers le Nouveau-Brunswick. Je plaide la cause du Bas-du-Fleuve dans cette affaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève de nouveau la question d'ordre. Dans sa réplique, l'honorable député doit s'en tenir aux faits mentionnés dans sa motion.

M. l'Orateur: L'honorable député ne peut oublier qu'il s'agit exclusivement d'un bureau de colonisation, dans sa motion.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Je me reprendrai pour l'autre question.

La motion est adoptée.

Chiens errants

M. Barré (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 modifiant le Code municipal concernant les chiens errants soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

M. Barré (Rouville) propose que la Chambre se forme en ledit comité.
Adopté.

En comité⁶:

L'honorable M. Layton (Montréal-Saint-Georges): M. le président, la Société protectrice des animaux m'a demandé de suggérer à la Chambre de

modifier le projet de loi de façon à ce que les chiens errants soient abattus par des officiers de la Société protectrice des animaux ou par des vétérinaires. Je transmets son désir à la Chambre.

M. Connors (Montréal-Sainte-Anne): J'appuie cette requête et je crois que nous devrions accepter la suggestion.

Il y a un risque, fait-il remarquer, pour que les chiens appartenant à des citoyens partis en vacances estivales soient victimes de cette mesure.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le bill dit que seuls les chiens dangereux doivent être abattus. Un chien muselé, bien que pas dangereux, peut cependant s'attaquer à un mouton et causer sa mort. C'est la même chose pour un petit chien. Un petit chien, comme il arrive souvent, effraie les moutons et les fait courir jusqu'à l'épuisement.

Il y a des chiens qui ne sont pas considérés comme dangereux et peuvent causer des dommages considérables. Ils sautent au cou des moutons, s'accrochent à leur laine et les pauvres moutons se mettent à courir en entraînant les chiens qui les font mourir.

À mon avis, le bill ne va pas assez loin. Il devrait avoir une plus grande portée, si l'on veut aider l'élevage du mouton. Le fait de laisser l'exécution des chiens à un officier de la Société protectrice des animaux n'est pas suffisant, car cette Société n'existe pas partout. L'officier dont la loi permet la nomination devrait donc avoir le droit d'abattre les chiens errants.

M. Barré (Rouville): Je suis surpris de l'importance que l'on donne à cette loi plutôt anodine, et aussi de voir que l'on s'oppose à une loi qui ne peut nuire à personne.

Un député: Et les chiens, eux...

M. Barré (Rouville): Doit-on exiger, comme on l'a suggéré, que les chiens soient tués par des officiers de la Société protectrice des animaux? Ce serait donner lieu à des abus que de laisser l'exécution des chiens à un officier de la Société protectrice des animaux.

Il me semble que l'on abuse un peu de la protection des animaux. À tel point qu'il y a actuellement des fils d'hommes qui, au point de vue protection, aimeraient peut-être autant être des fils de chiens.

(Rires)

M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):

L'énergumène que l'on a muselé ces jours derniers entre-t-il dans cette catégorie?

(Rires)

M. Barré (Rouville): Je ne connais pas ce chien-là. "Pitkin" que vous l'appellez? L'honorable député fait sans doute allusion au professeur Pitkin⁷. Je l'ignore.

Je crois comme l'honorable député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) que le bill ne va pas assez loin. Les chiens errants sont ramassés par la police dans les villes. Les chiens errants empêchent une foule de cultivateurs de faire l'élevage du mouton. Dans mon cas, j'ai eu 24 moutons d'étranglés en une nuit. La loi devrait permettre à tout citoyen de tuer un chien qui erre sur sa ferme sans être accompagné de son maître et qui menace sa propriété.

Quant aux craintes de la Société protectrice des animaux (S.P.A.), l'officier spécial choisi par le conseil municipal sera un homme prudent et, s'il doit tuer un chien, il le fera souffrir le moins de temps possible. Ce ne sera pas l'affaire d'un gamin qui s'amusera à martyriser une jeune bête.

Par la loi, on demande de nommer un officier municipal qui serait autorisé à tuer les chiens. Il est possible qu'on puisse se trouver en présence d'un cas où l'officier aura tué le chien d'un autre à qui il veut faire tort. Si c'était nécessaire, on pourrait ajouter à la mesure la disposition que s'il y a preuve de malice, l'officier devra payer les dommages qu'il aura ainsi causés.

La loi m'a été demandée il y a cinq ou six ans, entre autres par le lieutenant-colonel Campbell, maire de Saint-Hilaire où l'on élève des chiens dangereux. À Saint-Hilaire, les chiens métis policiers sont devenus une vraie plaie. La seule objection que j'ai sur ce bill, c'est qu'il ne va pas assez loin. Les cultivateurs souffrent beaucoup des chiens errants et ils devraient avoir le privilège de tuer ceux qui sont dangereux.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): C'est dans la loi déjà.

M. Barré (Rouville): Si l'on peut me prouver ça, si l'on peut me prouver qu'une juste protection est assurée par cette loi, je suis prêt à retirer mon bill, mais vous allez voir qu'il y aura une mort de chien en quelque part avant longtemps.

(Rires et applaudissements)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La loi à laquelle on a fait allusion ne s'applique pas. La loi n'est pas aussi claire que le dit l'honorable

député de Rivière-du-Loup. L'article 265 des Statuts refondus exige que l'on prenne le chien en flagrant délit. Il faut que le chien soit pris avec un mouton à demi mort et il est trop tard.

M. Barré (Rouville): La loi ne permet seulement pas à l'homme de se défendre contre un chien avec les mêmes moyens qu'il peut le faire contre un homme. La loi est étrange à ce point qu'elle est plus sévère pour un homme qui abat un autre homme que pour un homme qui tue un chien⁸.

M. Tardif (Frontenac): Votre chien est encore mort. Je comprends qu'il s'agit simplement de donner aux conseils municipaux le droit de nommer un officier, mais qu'ils ne sont pas tenus de le faire.

M. Barré (Rouville): C'est facultatif.

M. Tardif (Frontenac): Ceux qui n'aimeront pas la loi pourront ne pas s'en prévaloir.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup): Voici ce que dit la loi: L'article 406 du Code municipal est modifié en ajoutant après le mot "municipalité", dans la septième ligne du premier alinéa, les mots suivants: "pour faire abattre par un officier nommé à cette fin tout chien errant non muselé et considéré dangereux par cet officier".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça revient à ce que je disais. Le bill est très important tout en ayant l'air anodin. Un cultivateur à qui on tue une vingtaine de moutons subit une très lourde perte. Il y a une quinzaine d'années, quand je pratiquais le droit, j'ai été souvent l'avocat pour des cultivateurs qui avaient tué des chiens pour se protéger et protéger leurs biens et qui poursuivaient pour les dommages causés à leurs troupeaux par des chiens. Quand 15 moutons sont étranglés dans une nuit, cela cause un dommage considérable au cheptel et, s'il y a répétition de pareille chose, on place les cultivateurs dans une situation qui cause du découragement et provoque l'exode vers les villes. J'ai constaté qu'il fallait trouver le chien en flagrant délit pour gagner une cause. Le flagrant délit ne couvre pas suffisamment le cas.

Quand les chiens courent après les moutons, quand un chien est en train de dévorer des moutons, ce n'est pas le temps de convoquer le juge de paix - comme le veut la loi actuellement - pour faire un procès et lui demander d'abattre le chien. La loi est insuffisante et trop lente dans son application pour

être efficace. Je trouve cependant que la loi offre un danger, celui que l'officier municipal tue par malice le chien d'un individu qu'il n'aime pas. Il peut arriver cependant des abus, et je suggère qu'on ajoute une clause. Nous devrions amender le projet de l'honorable député de Rouville en disant que s'il est prouvé qu'il y a eu malice, l'officier municipal sera responsable des dommages.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): J'ai été pendant longtemps dans la police municipale et tous les ans, cette même question est revenue sur le tapis. Il est un fait indiscutable, c'est que l'élevage du mouton est gravement compromis à cause des ravages faits par les chiens. Quand il arrive que les chiens font des dommages aux moutons, ce sont des procès à n'en plus finir. Car le cultivateur n'a guère de protection. Quand il a réussi après beaucoup de difficultés à retracer l'auteur des massacres dans les bergeries, il entreprend des poursuites pour se voir en définitive débouté, pendant que l'animal continue à peu près impunément ses ravages. Avec ce bill, le conseil municipal pourra, à son gré, donner à un fonctionnaire le pouvoir de tuer les chiens errants ou qu'il trouve dangereux.

Le principe de remettre ce pouvoir aux municipalités est excellent, car c'est un pouvoir qui normalement leur appartient. La loi que l'on propose n'est pas une loi coercitive, c'est l'octroi d'un simple pouvoir aux municipalités. On a peut-être trop restreint dans le passé les pouvoirs des municipalités. Quand je vois une loi qui donne aux municipalités un pouvoir qu'elles devraient normalement avoir, celui de se protéger chez elles, je ne puis m'empêcher de l'approuver. J'approuve cette loi de grand cœur. J'ai été longtemps à la tête d'une municipalité rurale et je sais les dommages causés par les chiens errants. La Chambre devrait être unanime à approuver cette mesure qui donne aux municipalités le droit de se protéger.

(Applaudissements)

L'honorable M. Dussault (Portneuf): C'est un cultivateur qui la présente et je l'appuie de tout cœur.

(Applaudissements)

L'ancien gouvernement avait fait une loi pour protéger les moutons, mais cette loi est restée inefficace et impraticable parce qu'elle ne donnait pas de pouvoirs assez étendus. La loi actuelle est présentée par un cultivateur, un homme d'expérience, qui connaît la question et les ennuis considérables qu'éprouvent les cultivateurs, et elle devrait être adoptée.

M. Boiteau (Bellechasse): Je suis heureux de féliciter mon estimé collègue de Rouville pour la mesure qu'il présente. J'ai reçu des résolutions du comté de Bellechasse approuvant cette loi, et je suis heureux de l'appuyer.

M. Lamoureux (Iberville): J'approuve la loi, dit-il. Je voudrais même la voir obligatoire, car il arrive que la majorité des électeurs n'élèvent pas de moutons et sont hostiles à toute réglementation sévère.

Nous pourrions dire dans la loi que le conseil municipal aura le droit de nommer un officier spécial, à la demande de cinq contribuables.

M. Barré (Rouville): L'honorable député d'Iberville a peut-être raison.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Je crois que nous ne devrions pas permettre que cinq contribuables puissent forcer un conseil municipal à passer un règlement.

M. Choquette (Shefford): Les dommages causés aux troupeaux de moutons sont très élevés. Dans ma région, à la demande de 21 personnes, on fut forcé d'établir une taxe sur les chiens, qui affectait 400 personnes. La taxe a déjà rapporté \$420 par année auparavant, et cette somme n'est pas suffisante pour payer les dommages réclamés pour les méfaits causés par les chiens errants dans une année.

J'approuve la loi, dit-il, que je trouve sage et pratique.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Le bill emploie les mots "chiens considérés dangereux". Ne serait-il pas mieux de dire "considérés comme nuisibles"?

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Il faut faire attention aux abus. Ce terme serait trop large, à mon sens.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas d'objection à adopter le bill, tel que rédigé, pour un an et, si des réclamations se font entendre, on pourra apporter les correctifs nécessaires. La loi peut présenter certains inconvénients, notamment celui que des fonctionnaires ainsi nommés par le conseil pour abattre les chiens dangereux ou errants tuent des chiens par malice et pour faire du tort. Il est dangereux de laisser à quelqu'un la liberté de juger *ex parte*. D'ailleurs, le danger des abus n'est pas si grave. Si les officiers nommés par les conseils municipaux commettent des abus, il y aura toujours

moyen de les réprimer. Mais je propose un amendement: dans les territoires non organisés en municipalités, les pouvoirs devraient être transportés au conseil de comté.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): On devrait autoriser non seulement les officiers à tuer les chiens, mais tout propriétaire et tout cultivateur qui verront un chien errant sur leur terrain.

M. Barré (Rouville): Les propriétaires de troupeaux de moutons peuvent difficilement se protéger, car il n'y a pas de loi qui sauvegarde leurs droits. D'autant plus que nombre de propriétaires de chiens ne sont pas financièrement solvables en cas de poursuite. Il ne s'agit pas seulement de protéger les moutons, mais qu'on protège aussi les humains en prenant les moyens raisonnables pour se débarrasser des chiens vicieux.

M. Béïque (Chambly): Ça fait deux heures que nous parlons des chiens. Afin de ne pas faire une vie de chien ici, je propose qu'on en finisse avec cette séance de chiens. On serait mieux d'adopter la loi.

L'honorable M. Dussault (Portneuf): Au risque de faire "une vie de chien", je trouve que cette loi est plus importante qu'elle ne le paraît. Bien que le sujet du bill puisse prêter à des plaisanteries, la question est des plus sérieuses. Cette loi est très importante et ce n'est pas perdre son temps que de consacrer tout le temps nécessaire à la discussion de ce bill. Il y a des années qu'elle est demandée par les maires. Elle est présentée par le député de Rouville, qui est un homme d'expérience et connaît bien le problème. Car on voudra bien ne pas s'y tromper, le bill n'est pas seulement pour la protection des moutons, il est aussi pour la protection des enfants qui sont toujours exposés à être les victimes de chiens non muselés. Ce sont nos enfants que nous protégeons contre les chiens errants ou vicieux.

Les enfants sont exposés surtout depuis que la race des chiens-loups récemment introduite dans la province s'est multipliée, produisant des sujets féroces et sauvages, à tel point qu'on doit s'en garder, en certains endroits, comme des bêtes féroces. En vertu du bill, si un chien est dangereux pour les enfants comme pour les animaux, on aura droit de l'abattre sans devoir remuer la Constitution pour y arriver.

L'honorable M. Paquette (Labelle): On pourrait amender le bill en décrétant que cet officier de la municipalité pourra abattre les chiens errants

non muselés seulement. Il ne faut pas oublier que, dans bien des cas, il sera difficile de retracer le chien qui aura fait le mauvais coup. Si on attend de prendre le chien sur le fait, on pourra parfois attendre longtemps. J'ai devant moi le cas d'un cultivateur de mon comté qui s'est fait manger 20 moutons, et il n'a pu savoir d'où venait ce chien. Comment pourra-t-il le faire abattre? Si tous les chiens errants non muselés étaient abattus, il n'en serait pas ainsi.

M. Boyer (Châteauguay): D'ailleurs, l'officier de la municipalité lui-même ne pourra pas toujours retracer le chien errant.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Barré (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Parc national de la Gaspésie

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 20 concernant le parc national de la Gaspésie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁹:

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:

1. Que le ministre des Mines et des Pêcheries puisse nommer des gardiens et autres fonctionnaires pour l'application de la loi du parc national de la Gaspésie édictée par la loi qui accompagne les présentes résolutions et déterminer leurs fonctions et leur traitement.

2. Que le gouvernement de la province puisse acquérir, de gré à gré ou par voie d'expropriation, tout terrain privé situé dans le parc national de la Gaspésie ou tout droit ou intérêt affectant tel terrain

et qu'il puisse aussi donner des biens du domaine public en échange de tel terrain, droit ou intérêt.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse nommer un surintendant pour prendre charge de l'application de la loi du parc national de la Gaspésie et des règlements établis sous son empire, et déterminer son traitement.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse faire des règlements pour l'octroi et le prix des licences et des permis.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le trésorier de la province à payer une somme annuelle de vingt-cinq mille dollars pendant dix ans pour l'exécution de ladite loi du parc national de la Gaspésie et que toute partie non dépensée du montant prévu pour une année soit ajoutée à celui de l'année suivante.

Les membres de l'opposition ont l'habitude d'être plus alertes quand il s'agit de prolonger la discussion. Ce silence¹⁰ s'explique par le fait que les députés de la gauche reconnaissent la négligence de l'ancien régime à l'égard de la Gaspésie. M. le président, je n'ai pas besoin de donner de longues explications à la Chambre sur ce projet qui a pour but de doter la Gaspésie - pays splendide, merveilleux - d'un parc national. Notre loi n'est pas seulement une loi qui tend à créer une nouvelle source de revenus pour la Gaspésie, mais c'est également une loi de réparation que nous faisons aux citoyens de cette région.

Car, en 1906, sous Sir Lomer Gouin, le premier ministre du temps avait chargé son ministre des Terres et Forêts, l'honorable Adélard Turgeon, de présenter une loi intitulée "Loi établissant une réserve forestière de chasse et pêche dans la Gaspésie". On avait même exprimé l'intention de faire de cette réserve un sanctuaire pour la protection de la faune.

J'ai ici *Le Soleil* du 6 février 1906 - et *Le Soleil* était l'organe du Parti libéral à cette époque - il faisait de grands éloges du projet dans une lettre de son chroniqueur parlementaire et il citait les remarques de l'honorable Adélard Turgeon.

Le ministre disait que ce parc était pour conserver le gibier et le poisson de la Gaspésie et le perpétuer. Le lendemain, *Le Soleil* publiait un éditorial pour faire l'éloge du gouvernement. Là encore, on explique bien qu'il ne s'agit pas seulement d'une réserve forestière, mais d'un parc pour la chasse et la pêche.

Il (l'honorable M. Gagnon) lit des extraits de ces articles pleins d'éloges.

Or, M. le président, cette loi est dans nos Statuts depuis 1906 comme vient de faire remarquer le premier ministre, mais elle est restée inopérante; elle est restée sur le papier; cette loi est restée lettre morte et l'on a continué à concéder des droits de coupe et des droits de chasse et de pêche dans le territoire désigné. Non seulement le gouvernement de l'époque n'a pas créé de réserve en Gaspésie, mais il a loué les rivières à des clubs américains, accordé des droits de coupe pour le bois des forêts de la Gaspésie, et la faune est restée sans protection. On n'a même pas songé à protéger le gibier!

Il y a un autre point de vue. Ce matin, au comité de la pêche, M. le sous-ministre L.-A. Richard déclarait que l'original et le chevreuil, qui étaient en si grande abondance dans la Gaspésie, sont en voie de disparaître complètement de la région, et la Gaspésie est le seul territoire où il y ait encore du caribou. L'original est disparu de la Matapédia, le chevreuil disparaît rapidement et le caribou est devenu très rare dans la Gaspésie. Notre projet est donc une réparation.

Nous ne voulons plus d'un parc national dans les Statuts. Nous voulons un vrai parc national et nous voulons que la Gaspésie devienne une terre d'espérance. La loi ne dit pas quel site sera choisi pour y établir ce parc. Dans le choix d'un site pour l'établissement d'un parc national, il faut tenir compte de plusieurs éléments principaux. Le premier élément, c'est la beauté de la nature. Il faut qu'un parc national attire par la beauté de ses lacs, de ses sites, de ses rivières et de ses panoramas. Il faut observer la beauté du site, car une nature quelconque fait un parc quelconque.

Il n'y a pas d'endroit plus pittoresque que la Gaspésie, et tout le monde l'admet. Un parc, c'est un véritable musée où, au lieu de trouver une nature morte, on trouve une nature vivante. En Gaspésie, il y a des panoramas qui sont uniques dans l'Amérique du Nord, par exemple Sainte-Anne-des-Monts. Or, tous ceux qui connaissent le territoire situé près de Sainte-Anne-des-Monts, territoire où se trouve le mont Albert, admettront qu'il n'y a pas de plus bel endroit dans la province pour y situer un parc national.

La deuxième qualité que doit offrir un parc, ce sont ses avantages au point de vue sportif. Il faut tenir compte de la valeur de la faune. Or, la Gaspésie possède toutes les facilités voulues pour la pêche de poissons vigoureux, comme le saumon et la truite, et pour la chasse. Là encore, la Gaspésie bénéficie d'une faune très riche. Un article paru dans la revue *Hunting and Fishing in Canada*, en octobre 1936, dit

même que cette région, à ce point de vue, est l'une des plus avantageuses de tout le pays. C'est même le seul territoire de la province où l'on rencontre encore le caribou. Aujourd'hui, en Gaspésie, il ne reste que 30 % du gibier que l'on y trouvait à la fin du siècle dernier, mais en le protégeant, on ne tardera pas à obtenir une faune aussi riche que dans le passé.

Enfin, un troisième élément est essentiel: les facilités d'accès doivent également entrer en ligne de compte. Il serait inutile d'avoir un parc si on ne peut s'y rendre. La Gaspésie a une faune précieuse, et plusieurs artères nous fournissent des facilités d'accès vers cette région. À l'heure actuelle, les touristes ne peuvent que faire le tour de la Gaspésie. Il n'y a rien pour les retenir. C'était un non-sens que de ne pas construire une route traversant la Gaspésie du nord au sud. Nous voulons qu'il y ait une route au centre. Lors de sa tournée triomphale, l'été dernier, l'honorable premier ministre a promis une route à l'intérieur de la péninsule.

Une route est maintenant commencée du nord au sud, et cette route sur laquelle \$20,000 de la colonisation a été dépensé traversera le nouveau parc national. Les arpenteurs rapportent que ce sera une route vraiment magnifique, qu'il n'y aura pas de plus belle route dans la province. De plus, nous avons obtenu des plans, et nous avons fait faire des relevés en vue de la construction d'une autre route d'intérieur qui va la traverser de l'est à l'ouest, c'est-à-dire dans le centre, qui partira de Gaspé même, passera par le centre de la Gaspésie et aboutira au lac Sainte-Anne, où elle rencontrerait l'autre.

De plus, les facilités d'organisation sont nombreuses en Gaspésie. On y trouve des cabines, des hôtels et tout ce qu'il faut pour accommoder les visiteurs. On nous dira sans doute qu'il y a place pour d'autres parcs de ce genre dans la province et que très nombreux sont les centres pittoresques, mais, pour le moment, nos ressources sont limitées et c'est le devoir de l'Union nationale de commencer par présenter une loi de réparation.

Il semble que le gouvernement, qui avait projeté de créer une réserve à cet endroit, n'ait jamais eu l'intention d'appliquer sérieusement son projet. De là, nécessité d'une loi de réparation. Nous voulons également faire disparaître les intérêts privés dans les limites de ce parc et exploiter les rivières et lacs au bénéfice de la région gaspésienne. La loi prévoit l'expropriation de ces intérêts privés. Il y a actuellement des licences pour droits de coupe, des droits de mine, des concessions de lacs et de rivières. Toutes ces concessions seront retirées. Nous voulons établir un paradis des touristes et un sanctuaire de la

faune. On fera du parc national de la Gaspésie un centre touristique qui apportera de gros revenus aux Gaspésiens.

En un mot, nous voulons faire un parc selon toutes les théories modernes. C'est pour cela que nous voulons que ce parc soit bien libre, libre de tous les intérêts particuliers. Il n'y aura ni concession forestière ni concession de rivières à des clubs.

(Applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): J'approuve l'idée du ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), mais je m'accorde moins avec lui quand il parle d'une loi de réparation. Il parle d'une loi de 1906.

Le ministre a parlé d'une loi de réparation, mais sa loi de réparation devrait être plus étendue et plus généreuse. Il aurait dû faire plus large sa loi de réparation pour couvrir les erreurs de son propre parti, en 1895, alors que l'on a dénudé le parc du Mont-Tremblant. Ce parc n'a pas été créé. Il vient de faire des reproches aux libéraux de 1906, mais qu'il n'oublie pas que c'est le Parti libéral qui a été le premier à établir un parc national à Québec: le parc national des Laurentides.

Je demanderais que le ministre étende sa loi de réparation à la région de Montréal. Le district de Québec a été le plus favorisé dans ce domaine. Il a obtenu le parc national des Laurentides; il a obtenu le jardin zoologique de Charlesbourg, le pont de l'île d'Orléans, etc. Je me suis toujours intéressé au parc du Mont-Tremblant; il y a là plus de 200 lacs à la truite.

Je ne veux pas faire de discrimination, mais est-ce que, sous le rapport du tourisme, la ville de Montréal et ses environs n'ont pas toujours été un peu négligés?

M. Barrette (Terrebonne): Des démarches ont été faites à ce sujet et l'honorable député de Matane (l'honorable M. Gagnon) a laissé entrevoir une réalisation assez prochaine du projet.

M. Pelletier (Lotbinière): Le député de Berthier nous promène dans Montréal, et nous sommes sur un bill qui intéresse la Gaspésie. On m'a rappelé à l'ordre, l'autre jour, parce que je ne discutais pas une question se rapportant aux résolutions, et je crois que c'est le même cas. Je soulève un point d'ordre. Le député de Berthier doit s'en tenir à la question. Qu'est-ce que le pont de l'île d'Orléans a à voir avec les résolutions que nous étudions présentement?

M. Bastien (Berthier): Je réclame pour mon district, et c'est tout.

M. le président: L'honorable député de Berthier doit s'en tenir aux résolutions.

M. Bastien (Berthier) parle de réparation à faire pour la partie de Montréal négligée.

Un député: Mais par qui? Qui était au pouvoir?

M. Bastien (Berthier): Ça se continue. Nous de Montréal, nous sommes des malchanceux!

Il continue à réclamer l'établissement d'un parc au Mont-Tremblant, situé à 80 milles de Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): D'autant plus qu'il est très mal de la part du député de Berthier d'essayer de soulever une partie de la province contre l'autre, le district de Montréal contre le district de Québec. C'est indigne d'un membre de cette Chambre d'agir ainsi. Le député de Berthier, s'il parle de réparation, qu'il songe d'abord à la grande réparation qui est de réparer le mal qu'il a fait comme ministre et celui qu'il a laissé faire lorsqu'il appuyait l'ancien gouvernement.

M. Bastien (Berthier): Hors d'ordre! Je demande, dit-il, au représentant de Matane si, dans le territoire projeté pour le parc de la Gaspésie, il se trouve des territoires sous droit de coupe.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Il s'en trouve et le département veut libérer le territoire de tout lien privé.

M. Barrette (Terrebonne) félicite le gouvernement de son initiative.

En 1894, un arrêté ministériel a créé une réserve de chasse et de pêche dans le comté de Terrebonne. Il y a eu une loi en 1925 pour appliquer ce projet, mais tout en est resté là. Il n'y a pas eu de suite au projet qui était évidemment de créer un parc national dans le nord de Montréal. Je sais que l'honorable ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) est sympathique à ce projet.

Je formule l'espoir, dit-il, que le projet soit repris et mené à bonne fin.

Je ne veux pas cependant, dit-il, soulever une question de clocher, mais tout simplement rappeler un fait.

Je veux faire remarquer, dit-il, que mon prédécesseur, l'honorable Athanase David, n'a rien fait pour le projet du mont Tremblant pendant toutes les années où il fut ministre et je déplore que le député de Berthier essaie d'exciter les jalousies régionales.

Je demande au député de Berthier de ne pas trop critiquer parce que ce serait de nature à nuire au travail que moi et d'autres députés sommes à faire pour un parc pour la région de Montréal.

M. Duguay (Lac-Saint-Jean): Je félicite l'honorable ministre des Mines et Pêcheries de sa mesure. J'espère cependant que l'on ne sera pas aussi sévère dans ce nouveau parc national qu'on l'est dans le parc des Laurentides. Les règlements du parc des Laurentides sont si rigoureux que les cultivateurs n'ont même pas le droit d'y couper du bois mort.

Je suggère que l'on adopte des dispositions plus souples d'application, quant aux droits de coupe.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Nous ne voulons pas aller jusqu'à décréter que pas un seul arbre ne pourra être coupé. Il sera permis d'agir ainsi lorsque cela deviendra nécessaire pour la beauté et l'amélioration du parc. Tout ce que nous empêcherons, c'est l'exploitation sur une haute échelle et tout ce qui pourrait nuire à la croissance de la forêt.

Quant à la réserve du mont Tremblant, elle remonte, comme l'honorable député de Terrebonne l'a dit, à une loi de 1895. Je puis dire aux députés de la région de Montréal que c'est mon désir le plus ardent d'établir un parc national dans leur région. Depuis le mois de septembre, nous étudions le projet. Nous avons reçu plusieurs demandes des comtés de Gatineau, Hull, Joliette, Montcalm, Labelle. Nous voulons donner pleine justice à Montréal et nous cherchons depuis le mois de septembre quel est le meilleur endroit pour l'ouverture d'un parc. Ce choix est rendu difficile par le fait que tous les députés de la région le demandent pour leur comté respectif.

Le gouvernement provincial ne veut pas se soustraire à ses obligations, mais je ferai remarquer à la Chambre que Québec est la seule province du Canada à ne pas posséder un parc national fédéral. Nos ressources sont limitées. Nous ne demandons qu'une somme de \$25,000 pour l'ouverture d'un parc national en Gaspésie. Je demande aux députés, j'invite mes honorables collègues à examiner la question de savoir s'il ne serait pas opportun de demander au gouvernement fédéral de coopérer avec nous, afin que nous jouissions d'une petite part des

sommes considérables qui sont votées pour l'entretien des parcs nationaux du dominion. On vote des sommes imposantes, considérables pour les parcs de l'Ouest; nous pourrions en demander une partie. Je félicite le gouvernement fédéral de ces magnifiques initiatives. On a construit dans ces parcs des routes, avec l'argent du chômage. Nous devrions avoir notre part.

On a dit que nous avons reçu 600,000 autos américaines dans la province de Québec, l'an dernier. C'est bien peu en comparaison des 3,000,000¹¹ de voitures américaines qui ont visité l'Ontario. Je prévois le jour où le tourisme sera une de nos plus importantes sources de richesse, comme les mines seront notre plus importante richesse naturelle. Il faut utiliser ces sources de revenus.

Avant de terminer, je tiens à dire que je serais heureux de l'accepter si mes collègues veulent mettre à ma disposition une certaine somme pour l'ouverture d'un parc national dans la région de Montréal. Je demande à la Chambre de mettre à la disposition de mon département cette somme de \$25,000 que nous emploierons pour mener ce projet à bonne fin.

M. Bastien (Berthier): Quand le gouvernement fédéral crée un parc national, il exige de la province qu'elle lui cède le terrain.

L'honorable M. Gagnon (Matane): C'est probablement pour cette raison qu'aucun parc fédéral n'est établi dans la province. Le gouvernement ne consentira jamais à céder une seule parcelle de la péninsule de Gaspé, et Ottawa ne peut exiger cela. Pour jouir des octrois du fédéral, le gouvernement de la province doit abandonner tous ses droits sur les terrains ainsi affectés à un parc national.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 20 concernant le parc national de la Gaspésie.

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 concernant le

parc national de la Gaspésie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Intérêt des taxes municipales et scolaires

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 relatif au taux d'intérêt des taxes municipales et scolaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Déclarations des compagnies et des sociétés

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 relatif aux déclarations des compagnies et des sociétés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Systèmes de taxation

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 28 concernant la révision des divers systèmes de taxation dans la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Amélioration des propriétés

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 favorisant, par une exemption de taxes, l'amélioration des propriétés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Succession James Ross

M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 autorisant la vente d'un droit

de réversion dans un fonds d'annuités créé conformément aux termes du testament de feu James Ross.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Robinson (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Elizabeth Ann Wilson
et George Silcock Wilson**

M. Robinson (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 81 changeant le nom d'Elizabeth Ann Wilson en celui d'Elizabeth Ann Rath, et le nom de George Silcock Wilson en celui de George Silcock Rath, et confirmant à toutes fins légales l'adoption desdits enfants mineurs par Henry Hawkins Rath et Dorothy Gertrude Rath.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Robinson (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Frères des écoles chrétiennes
de Québec**

M. Marcoux (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 constituant en corporation les Frères des écoles chrétiennes de Québec.

Adopté.

En comité¹²:

Les articles 1 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7 qui se lit comme suit:

"7. La corporation devra transmettre au lieutenant-gouverneur en conseil, quand elle en sera requise, un état des biens qu'elle possède, les noms de ses officiers et une copie de ses règles et règlements."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je vois dans le bill une clause, un article de cette loi, l'article 7, qui dit que la corporation devra faire un rapport annuel au lieutenant-gouverneur en conseil, lorsque requis, de son personnel, de ses affaires, de ses règles et règlements et sur la valeur des biens mobiliers qu'elle possède.

Je n'ai aucune objection à faire disparaître cette clause basée sur l'ancienne loi et qui constitue une mainmise de l'État sur les biens religieux. C'est contraire aux principes de l'autonomie religieuse, et nous ne devons pas intervenir dans ce domaine. Je n'ai aucune hésitation à dire que lorsque j'étais chef de l'opposition, je me suis toujours opposé à la mainmise de l'État sur les biens des communautés religieuses.

C'est l'intention du gouvernement de ne pas intervenir dans les affaires des communautés, de respecter leur autonomie. Je propose donc que cette clause soit biffée immédiatement.

(Applaudissements à droite)

Je demanderais à ce sujet l'opinion de l'honorable chef de l'opposition.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le lieutenant-gouverneur en conseil s'arrose assez de pouvoirs, a tellement de choses à faire maintenant que je comprends qu'il n'ait pas le temps de recevoir ces rapports-là, qu'il n'ait plus le temps de lire ces rapports!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

L'honorable chef de l'opposition refuse de se prononcer. Je remarque que le chef de l'opposition fait de la politique quand nous traitons une question sérieuse, une question religieuse. C'était une mauvaise loi que celle qui obligeait les communautés à faire un rapport de la valeur de leurs biens mobiliers au lieutenant-gouverneur en conseil. Je laisse la Chambre juger l'attitude du chef de l'opposition qui ne semble pas intéressé à ce que nous supprimions cette clause.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Très bien.

L'article 7 est biffé. En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

L'article 7, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Marcoux (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Créanciers de Kénogami

M. Larouche (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 ratifiant le règlement no 119 de la ville de Kénogami et la convention proposée à ses créanciers.

Adopté.

En comité¹³:

M. Larouche (Chicoutimi): Le but de ce projet, qui a été étudié au comité des bills privés, est de permettre à la ville de Kénogami de convertir sa dette, de \$500,000 environ qui lui coûte 5 %, à 4 %. On estime que la ville va ainsi économiser une somme de \$18,000 par année environ. La ville de Kénogami veut faire honneur à ses obligations. Grâce à une autre économie sur son service d'aqueduc, Kénogami pourra boucler son budget.

(Applaudissements)

Les articles 1 à 4, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Larouche (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une troisième fois.

M. Monette (Napierville-Laprairie) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. Boyer), que l'ordre soit révoqué et que le bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier.

Adopté.

En comité¹⁴:

M. Monette (Napierville-Laprairie): Comme le bill de Verdun est présenté pour adoption finale, je suggère de biffer la clause suivant laquelle les municipalités de Laprairie et des environs auraient été obligées de payer leur quote-part de l'entretien d'un chemin de traverse en hiver.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si personne ne s'y oppose, le gouvernement n'a aucune objection à ce que cette clause soit retranchée.

Ladite clause est biffée.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sœurs hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal

M. Raynault (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 modifiant la charte de Les religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Raynault (L'Assomption) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Décompte judiciaire, Beauce

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)¹⁵: J'ai le plaisir d'annoncer à la Chambre que le décompte judiciaire dans la Beauce est maintenant terminé et que le candidat du gouvernement, le député de l'Union nationale, conserve une majorité de 408 voix, soit 20 voix de moins, parce que certains bulletins n'étaient pas initialement par le sous-officier-

rapporteur. Je crois que, dès demain, le nouveau député de la Beauce sera ici pour occuper son siège.

(Applaudissements à droite)

Assistance aux aveugles

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 25 de l'assistance aux aveugles.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose: 1. Que la part contributive des pensions aux aveugles mise à la charge du gouvernement de la province en vertu d'une convention prévue par l'article 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions soit payée par le trésorier de la province à même le fonds consolidé du revenu et qu'il en soit ainsi des autres dépenses occasionnées par l'exécution d'une telle convention et par l'application de ladite loi.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse toutefois autoriser le trésorier de la province à emprunter, pour un terme n'excédant pas 30 ans et à des taux d'intérêt n'excédant pas 4 % par année, les sommes requises pour le paiement des dépenses extraordinaires et que le produit de ces emprunts ne doive être employé qu'au paiement de la part contributive du gouvernement de la province pour les pensions aux aveugles et des autres dépenses encourues pour l'application de ladite loi qui accompagne les présentes résolutions.

3. Que, en attendant le produit de ces emprunts, le trésorier de la province puisse avancer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour l'application de ladite loi qui accompagne les présentes résolutions, et de toute convention conclue sous son empire, et que ces avances doivent être remboursées à ce fonds dès la perception du produit des emprunts.

4. Que les employés nécessaires à l'application de ladite loi qui accompagne les présentes résolutions et à l'exécution de toute convention visée par l'article 1 de ladite loi puissent

être nommés et leur salaire fixé et payé conformément aux dispositions de la loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10) ou de la loi du service civil extérieur (Statuts refondus, 1925, chapitre 10A), selon le cas.

Les résolutions relatives à cette loi ont pour but de permettre au gouvernement de manifester son désir de contribuer à soulager les déshérités envers lesquels la nature n'a pas été aussi généreuse qu'envers les autres être humains. Ces résolutions ont pour but de remplir un devoir d'État, dont le gouvernement est bien content et fier d'avoir l'opportunité encore une fois de démontrer le désir de venir en aide à ceux que la nature a privés de la vue, des citoyens de la province qui n'ont pas les mêmes avantages que la majorité de la population.

Cette loi nous permettra de démontrer la différence entre le gouvernement actuel qui veut soulager la misère et le régime défunt. Je désire attirer l'attention du gouvernement, et surtout de l'opposition, pour qu'ils aient le plaisir de constater les actions du gouvernement actuel et celles du régime défunt le 17 août dernier. En 1927, lorsque le fédéral a été appelé à approuver les pensions de vieillesse, nous avons en vain réclamé ici à la Chambre l'aide aux aveugles. Nous avons toujours rencontré un refus catégorique de la part de l'ancien gouvernement. Je suis heureux de constater que le gouvernement conduit par l'honorable premier ministre - l'honorable député de Trois-Rivières comme on tient à l'appeler en certains milieux de critique, que certaines personnes ont accusé de n'avoir pas rempli ses promesses, cet homme qu'on a cherché à critiquer par toute la province - ait réalisé si rapidement cet article de son programme et qu'il n'ait pas hésité à constater l'importance d'une telle législation. Je veux démontrer qu'il est vite en action, qu'il ne prend pas de temps à exécuter ses promesses. Le premier ministre ne regarde pas si la loi, à Ottawa, a été passée par un gouvernement d'une couleur ou de l'autre.

Le premier ministre avait recommandé cette réforme sociale à la dernière conférence interprovinciale. Il me fait donc plaisir de le remercier de l'occasion qu'il me fournit de présenter cette loi. J'espère que la loi passera à l'unanimité de la Chambre. Le cas des aveugles est prévu dans la loi des pensions de vieillesse passée par le gouvernement Taschereau, mais l'ancienne administration avait posé ce geste parce que l'on était à la veille des élections et qu'elle voulait se raccrocher à cet article de loi. Le chef de

l'opposition, qui l'autre jour se faisait fort d'avoir prévu l'avenir, pour se couvrir dans le naufrage de son parti en août, a voulu placer un article dans la loi de la pension des vieux, pour les aveugles. Mais c'était inopérant. Il fallait recommencer et nous allons le faire pour le plus grand bénéfice des aveugles de chez nous.

L'honorable premier ministre, en proposant cette législation pour assurer des pensions aux aveugles, nous montre qu'il est véritablement un homme d'action. Je tiens à lui en rendre hommage devant la province.

(Applaudissements à droite)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'honorable ministre vient de se complaire à parler de l'ancien régime. En effet, cette loi montre la très grande différence entre le gouvernement actuel et l'ancien. Il y a aussi cette différence que nous ne voterons pas deux lois pour dire la même chose. Cette loi dont il vient de parler abondamment est absolument inutile parce qu'elle existe dans nos Statuts, c'est la loi 1 Édouard VIII, 1936.

Elle a été votée en 1936 par l'ancien gouvernement. Lorsque j'étais ministre des Affaires municipales, c'est moi-même qui, lors de l'étude des pensions de vieillesse, ai reçu la visite de l'homme qui s'est le plus intéressé aux aveugles dans la province, car il est lui-même aveugle et qui est l'homme qui s'est probablement le plus dévoué à la cause des aveugles au Canada, M. Layton, le père de l'honorable ministre qui siège en face de moi, l'honorable député de Montréal-Saint-Georges (l'honorable M. Layton), ministre sans portefeuille.

Il m'a demandé de faire adopter une loi dont nous nous servirions pour décider le fédéral à permettre aux provinces de faire bénéficier les aveugles de cette loi à 40 ans. Je connais M. Layton père, depuis de nombreuses années, et je me suis intéressé à son œuvre. Je me suis rendu avec plaisir à la demande de M. Layton. Dans notre loi de pensions de vieillesse, encore une loi libérale, celle-là...

Des députés protestent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): ... nous avons mis une clause qui permettait à M. Layton de continuer à plaider sa cause à Ottawa. Nous avons inséré dans notre loi des pensions la clause 17 qui dit que la province paiera une pension aux aveugles dès l'âge de 40 ans, si Ottawa vote une semblable législation. Cela, c'étaient des lois. Ce n'était pas pour impressionner le public et pour faire croire que

nous faisons des législations sociales nouvelles jamais connues avant nous, comme c'est aujourd'hui le désir du gouvernement.

C'est dire que nous n'avons pas besoin de cette loi qui est faite pour tâcher de surprendre la population. Le gouvernement d'Union nationale n'existait pas quand notre loi a été passée. La différence qu'il y a, c'est que notre loi était une bonne loi et que celle-ci est une loi de camouflage. Aujourd'hui, le gouvernement a fait une loi pour répéter une autre loi. C'est là une autre formule de camouflage pour faire croire qu'il y a une différence entre les lois votées par l'ancien gouvernement et le gouvernement actuel. L'ancien gouvernement n'a jamais fait de lois pour ratifier des lois. C'est la différence entre nous et le gouvernement de camouflage que nous avons.

Des députés ministériels protestent.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Camouflage, je dis bien, parce que la loi des pensions aux aveugles existe déjà dans nos Statuts provinciaux. Le gouvernement fait camoufler une loi pour faire croire encore que nous n'avons pas voulu aider les aveugles. C'est notre loi qui a été présentée à Ottawa et qui a décidé le fédéral à faire quelque chose dans ce sens, à présenter une loi pour permettre aux provinces d'appliquer la loi des pensions de vieillesse aux aveugles à partir de 40 ans. Je n'ai pas d'objection à voter la résolution si cela peut faire plaisir au ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) et l'aider à faire voir à la population que son gouvernement est un gouvernement de camouflage.

(Applaudissements à gauche)

Des députés ministériels protestent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a un vieux dicton qui dit: "Les jours se suivent et ne se ressemblent point." Nous pourrions y ajouter à l'égard du chef de l'opposition: "Il ne se suit pas, mais il se ressemble toujours." Lorsque le ministre du Travail, l'honorable député de Maisonneuve - véritable représentant de la classe ouvrière qui a consacré à la solution des problèmes sociaux la meilleure partie de sa vie, qui a commencé au bas de l'échelle, qui a travaillé dans les chantiers de l'Ontario, et qui a connu le peuple, ses besoins, ses misères et qui, partant, était éminemment digne de remplir les fonctions importantes qu'il occupe - lorsque le ministre du Travail, dis-je, a présenté sa

loi qui accorde aux aveugles la pension de vieillesse, un projet de loi dans l'intérêt de malheureux déshérités de la vie, que l'ancien régime leur a refusé pendant longtemps, j'ai pensé que le chef de l'opposition réaliserait au moins que sur une pareille question, il n'est pas beau, il n'est pas digne de faire de la politiquerie ou de soulever les préjugés, lorsqu'il s'agit de soulager la souffrance.

Nous pensions que nos amis d'en face y comprendraient quelque chose, qu'un éclair subit se produirait dans leur esprit. J'ai cru qu'il aurait pensé que c'est le devoir des gens de cœur de collaborer pour venir en aide à une classe particulièrement infortunée. Mais non. Tout ce qu'il a trouvé, l'honorable chef de l'opposition, lui le génie, le découvreur, c'est que pendant qu'il était ministre, qu'il a occupé le fauteuil éphémère, hélas, si longtemps convoité, fruit d'ambitions si longtemps déçues, et si tôt écroulé, il avait pensé à suggérer à Ottawa de passer une loi pour accorder une pension aux aveugles.

Le chef de l'opposition pensait, nous, nous payons. Il se gardait bien de dépenser pour les aveugles et les vieillards et les mères nécessiteuses. Il a fallu l'avènement du gouvernement actuel pour que les vieillards reçoivent leur pension, pour que les mères nécessiteuses aient aussi des allocations, pour que les aveugles aient un sort mieux établi.

Nous, nous agissons. Alors qu'il était assis dans un fauteuil capitonné qu'il avait convoité pendant 12 ans, de peur d'être électrocuté par les sentiments qu'il exprimait sur la question électrique, il négligeait cependant le devoir fondamental de celui qui gouverne, la passation de lois sociales indiquant bien la primauté du capital humain. Sous l'ancien régime, sous l'administration dont il faisait partie, les lois sociales, les dépenses importantes étaient sous le contrôle du ministre des Affaires municipales, tandis que le ministre du Travail n'avait aucun crédit et que de maigres attributions.

Aujourd'hui, c'est le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), un ministre du Travail ami du peuple, qui présente et qui administre les grandes lois sociales. Quelle différence avec autrefois! Nous avons confié les lois sociales - l'administration de millions et de millions de dollars - au ministre du Travail, au représentant des travailleurs parce que nous reconnaissons la valeur d'un homme du peuple. Au lieu d'un maigre et insignifiant budget, le ministre du Travail est chargé de la répartition de millions de dollars pour l'amélioration des conditions sociales du peuple. Quelle différence!, dira l'honorable chef de l'opposition en y repensant.

L'honorable chef de l'opposition, ce génie, ce découvreur, auprès duquel Christophe Colomb ne serait rien, dit qu'il a pensé à cette loi, lui, le penseur, qui ne dépensait pas pour le peuple. Mais nous avons entendu le chef de l'opposition, et il nous a laissé entendre combien l'humanité avait été malheureuse de ne pas l'avoir connu au temps de Christophe Colomb qui découvrit l'Amérique. Car on peut être sûr que le chef de l'opposition eût offert à la civilisation des terres inconnues incomparablement plus étendues.

Pendant 16 ans, soupirant après un portefeuille éluif, il a supporté le régime qui refusait d'accorder les pensions de vieillesse, les allocations aux mères nécessiteuses, qui a refusé de reconnaître les droits des aveugles et des ouvriers, quand soudain, de son fauteuil capitonné du ministère, qui représentait des années d'ambitions déçues, de désirs insatisfaits, une idée géniale lui est venue comme d'un fil électrique.

Lui seul a eu un génie de découvreur, c'est son humble aveu, lui seul a pensé aux aveugles et il a dit à ses amis d'Ottawa, qui ne pensaient pas aux aveugles, qu'il pensait, lui, aux aveugles. Comment a-t-il pensé aux aveugles? De la manière suivante. Il a pensé faire insérer l'article 17 dans la loi des pensions de vieillesse que l'opposition du temps a dû enfoncer dans la gorge d'un gouvernement moribond, déconsidéré.

Pour bien mesurer la logique du chef de l'opposition, il faut lire cet article pour montrer où est le camouflage, où sont les penseurs qui ne dépensent pas et ceux qui se servent de l'argent du public pour le bien public. La clause 17 commence comme suit: "Le lieutenant-gouverneur en conseil...", y pensez-vous, M. le président, le chef de l'opposition qui avait peur du lieutenant-gouverneur en conseil lorsque nous avons discuté la loi pour donner une pension aux mères nécessiteuses, qui hier pleurait sur la Chambre dépouillée de ses droits au profit du lieutenant-gouverneur en conseil, le même homme présente une loi à son nom, et il commence sa grande découverte en disant que le lieutenant-gouverneur en conseil aura le droit d'étendre aux aveugles de 40 ans le bénéfice de la loi fédérale, si le gouvernement fédéral en fait une.

Autrement dit, le lieutenant-gouverneur aura le droit de faire lui-même une loi, sans consulter les Chambres pour appliquer la loi fédérale. Et celui qui présentait cette mesure violant les prérogatives de la Chambre, c'est le même qui hier parlait des prérogatives des représentants du peuple conquis par le sang des héros, des Patriotes de 1837, par les luttes

valeureuses de 1854 pour conserver les droits des représentants du peuple, pour obtenir les libertés constitutionnelles. Voilà sa logique!

Je reprends la lecture de la clause 17. "Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à étendre aux aveugles de plus de 40 ans les bénéfices prévus par la loi des pensions de vieillesse au cas où Ottawa se déciderait à faire un amendement pour accorder une pension aux aveugles." Ceci veut dire que le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à voter une loi si le gouvernement fédéral en vote une. Où sont les prérogatives des représentants du peuple là-dedans? Il ne faut pas reprocher au chef de l'opposition de les avoir oubliées.

C'est que, dans le temps, le portefeuille si longtemps caressé, si longtemps et ardemment rêvé, l'avait tellement ému, ses ambitions s'étaient réalisées si rapidement, avec la rapidité de la pile électrique, qu'il ne songeait pas alors aux "prérogatives des représentants du peuple", mais qu'il les violait au contraire ouvertement. Il avait oublié que le lieutenant-gouverneur en conseil ne peut pas avoir les pouvoirs de faire une loi. Ce n'était pas le temps pour lui, le génie et le découvreur, de penser à ces principes. Qu'est-ce qu'on a fait?

Ce grand découvreur, qui secourait sur ses bases le cabinet provincial par sa grande découverte, présente une loi à la veille des élections pour étonner la population; on laisse l'impression d'un geste magnifique pour aider les aveugles. Aujourd'hui, il réclame le crédit. Pourtant, on sait comment la loi des pensions de vieillesse fut passée de force, malgré l'ancien gouvernement, comment, sur une motion du député de Laviolette qui demandait l'adoption immédiate de la loi, le chef actuel de l'opposition parla pendant trois quarts d'heure pour empêcher de passer la loi.

Où est le camouflage? À la veille des élections, on a essayé de faire croire au peuple qu'on était pour les aveugles. On voulait donner une pension aux aveugles, à condition que ça ne coûtât rien. À la veille de l'agonie, on voulait donner une bonne impression. Cela, pendant l'agonie d'un régime à qui nous avons dû entrer de force dans le gosier la loi des pensions de vieillesse, au moment où il sortait par le soupirail, à la suite des révélations de l'enquête du comité des comptes publics.

Les pensions de vieillesse, c'est le gouvernement actuel qui les paie pour la première fois; les pensions aux mères nécessiteuses, c'est aussi le gouvernement actuel qui les accorde et va les payer, et c'est lui aussi qui va payer les pensions aux aveugles.

La loi actuelle ne parle pas de 40 ans. Le fait d'avoir mis une limite de 40 ans dans la clause 17, c'est tout de suite une preuve de camouflage. On nous dit que nous ne sommes pas sérieux parce que nous demandons le droit de faire une entente avec Ottawa, parce que nous demandons aux représentants du peuple d'adopter la loi d'Ottawa. Le chef de l'opposition nous reproche de demander aux représentants du peuple le droit de conclure un accord avec Ottawa.

Et l'honorable chef de l'opposition vient nous reprocher chaque jour de donner des pouvoirs trop étendus au lieutenant-gouverneur en conseil, lors de la discussion sur la loi pour venir en aide aux mères nécessiteuses.

Où est le camouflage? Cet article 17 avait pour but de jeter de la poudre aux yeux, mais non pas de soulager ceux que la Providence a tout particulièrement affligés. Le gouvernement actuel est national. Il a confiance dans les Chambres. Il se présente devant elles et leur demande la permission de conclure un accord. Le gouvernement est sincère. Au chef de l'opposition, je suis tenté d'appliquer ces mots de Mark Twain: Il avait raison de dire que la vérité est une chose si délicate, tellement précieuse, qu'il ne faut pas en abuser, de peur de l'user.

(Applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai écouté avec attention le discours de "husting" du premier ministre.

Un député ministériel: Ce n'est pas du camouflage.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le premier ministre a dit que la loi que nous avons adoptée est une loi de camouflage...

M. Boyer (Châteauguay): Par quel régime?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il dit que la loi de camouflage est celle qui fut adoptée par l'ancien gouvernement. J'aimerais avoir l'opinion du député qui m'écoute, le député de Montréal-Saint-Georges (l'honorable M. Layton), et qui est venu, lui ou son frère, avec son père (M. Layton) me demander de ne pas oublier d'ajouter une clause relative aux vieillards à la loi que nous allions passer, la loi des pensions de vieillesse, de façon à faire bénéficier les aveugles de la loi des pensions de vieillesse si Ottawa venait à amender sa loi. J'aimerais que le père du député de Montréal-Saint-

Georges (M. Layton) soit ici. Il dirait si notre loi de 1936 était du camouflage.

Le premier ministre a dit que je me contredisais. Ce contre quoi j'ai parlé, ce dont nous nous plaignons, c'est que l'on confie les pouvoirs de la Chambre au lieutenant-gouverneur en conseil. Nous n'avons pas d'objection à ce qu'il fasse ce qui est de son ressort. Nous ne voulons pas que la Chambre se départisse de ses pouvoirs de législation. Le premier ministre ne semble pas faire de différence entre donner des pouvoirs d'administration au lieutenant-gouverneur en conseil, comme le fait l'article 17, et lui transporter les pouvoirs enlevés aux représentants du peuple.

Nous, nous n'avons pas transféré les pouvoirs de la Chambre. Nous avons dit que, lorsque le gouvernement d'Ottawa adopterait la loi, le lieutenant-gouverneur en conseil pourrait en donner le bénéfice aux aveugles. Ce n'est pas l'Assemblée législative qui fixe une limite d'âge de 40 ans, c'est la loi fédérale. Ce n'est pas nous qui avons forcé le gouvernement fédéral à fixer cette limite. C'est après nous être consultés avec les intéressés que nous en sommes venus à cette conclusion. Nous avons mis 40 ans parce que nous avons pensé que ce serait plus facile de l'obtenir. La loi fédérale n'existait pas alors et il nous était impossible d'adopter une législation. Nous avons seulement décidé que le lieutenant-gouverneur pourrait étendre aux aveugles les bénéfices de la loi quand elle serait adoptée.

Nous avons inscrit l'article 17 qui est, en somme, le même que la loi du gouvernement actuel. L'article 17 ne cédaient aucun pouvoir de législation au lieutenant-gouverneur en conseil. Nous avons simplement décidé que le lieutenant-gouverneur en conseil pouvait attribuer aux aveugles de la province les bénéfices accordés par la loi de la pension aux vieillards du gouvernement fédéral. Nous ne pouvions faire autrement, la loi fédérale n'existait pas encore et nous désirions en hâter l'adoption. Le premier ministre peut dire non et peut essayer de surprendre l'opinion publique avec ses grandes envolées en narguant les Patriotes de 1837, mais il n'empêche que les Patriotes de 1837, ils ont rendu des services. Ceux qui étaient alors ou qui auraient été du côté des bureaucrates s'en réclament, des Patriotes de 1837. Ils proposent même qu'on leur élève un monument à ceux, ces braves, qui se sont battus, parce que ce sont eux qui nous ont obtenu nos libertés constitutionnelles. Quant à nous, nous sommes fiers des gens qui se sont battus à Saint-Denis et à Saint-Charles, dans le comté de Saint-Hyacinthe, et ailleurs à Saint-Eustache et en Ontario.

Je viens de lire une préface d'un livre où il est dit que c'est à la rébellion de 1837 que nous devons nos libertés. Je ne crains pas de les glorifier, les rebelles de 1837, et je sais que la province leur rendra cette année un digne hommage malgré tous les sarcasmes de la droite. On veut leur élever un monument aujourd'hui, à eux qui furent conspués dans le temps.

L'honorable M. Paquette (Labelle): (Souriant) Je soulève un point d'ordre. Je ne crois pas que l'honorable chef de l'opposition ait le droit de faire maintenant son discours de la Saint-Jean-Baptiste aujourd'hui.

(Rires et applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce discours, je ne le fais pas comme d'autres, un seul jour par année. Mon discours de Saint-Jean-Baptiste, je le fais le 24 juin, mais je fais du patriotisme 365 jours par année parce que c'est nécessaire. J'estime que le patriotisme ne doit pas se limiter à une journée. Je n'ai pas honte de cela.

Un député ministériel: Vous avez trop parlé, c'est pour cela que vous n'avez rien fait.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Voici le premier article des résolutions: "Le lieutenant-gouverneur en conseil peut conclure..."; "le lieutenant-gouverneur pourra..." Je me demande en quoi cela change l'ancienne loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que je peux poser une question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Allez-y, mon ami. Vous pouvez faire encore une couple de discours, même si vous êtes inspiré par votre question de portefeuille.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a fini en mettant en pratique la théorie suivant laquelle on finit par parler de ce à quoi on pense. Le chef de l'opposition en revient toujours à ce qui lui tient le plus à cœur, son portefeuille. Notre loi diffère en bien des choses de l'ancienne. L'ancienne loi demandait le droit pour le lieutenant-gouverneur en conseil de conclure un accord avec le gouvernement fédéral, pourvu qu'Ottawa consentît à une pension aux aveugles à partir de 40 ans. Nous n'avons pas mis de telles conditions. Notre contribution est sans condition.

Nous sommes prêts à payer la proportion qui nous reviendra lorsque Ottawa passera une loi pour payer sa part. Dans notre cas, nous prouvons notre sincérité; dans le cas de l'ancienne loi, je laisserai à la Chambre le soin de décider.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai compris qu'on vient de faire un discours, non une question.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Asseyez-vous.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je vais montrer à l'honorable premier ministre que sa loi ne diffère pas de la nôtre. Si nous avons forcé le gouvernement fédéral à payer la pension à partir de 40 ans, quels sont ceux qui en ont profité?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Impossible de les comparer. Vous fixiez l'âge de la pension à 40 ans. Nous ne fixons pas d'âge parce qu'Ottawa ne veut pas payer à 40 ans, je crois. Il ne paie qu'à 50. C'est 45 ans qui fut fixé. On l'a laissé à zéro.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah! Oui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai fait venir la loi.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) cite de nouveau les deux textes de la loi¹⁶.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soutient le contraire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): S'il y a des gens qui sont prêts à gober cela! Je crois que vous vous trompez. On avait d'abord fixé l'âge à 45 ans, puis on l'a abaissé à 40 ans. Mais le premier ministre, tout au long de son discours de "husting", n'a pas répondu à ma question. L'honorable premier ministre dit que l'ancien gouvernement n'a jamais voté de lois sociales. Les lois sociales ne sont pas toutes administrées par le ministère du Travail. La loi de l'assistance publique n'est pas administrée par le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay). C'est une loi sociale et qui est administrée par le secrétaire de la province. Il y en a bien d'autres. Nous en avons passé, nous aussi, des lois sociales. Les plus grandes réformes sociales ont été données par les administrations libérales.

M. Barrette (Terrebonne): Nommez-les. On va ouvrir un débat sur la question!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, oui, ouvrez-en des débats. Il doit y avoir des parlements-écoles, des parlements modèles dans Terrebonne, votre comté.

Un député ministériel: Il y a des députés modèles.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Que le député aille donc y faire ses discours. Allez-y tenir des débats!

Le Parti libéral ne prétend pas avoir tout fait, mais il a fait beaucoup. Il y a d'anciens gouvernements qui ont rendu des services, même des gouvernements conservateurs, même celui de M. Bennett. Nous n'avons pas peur de reconnaître les bonnes œuvres des autres, nous. Nous ne sommes pas de ceux qui croient que tout est mauvais dans les gouvernements rouge ou bleu, comme les gens de l'Union nationale veulent faire croire que l'ancien régime fut mauvais.

Un député ministériel: Ah! Ah! Les *Comptes publics*.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous sommes prêts pour l'enquête des comptes publics. Nous sommes disposés à aider le gouvernement. Il y a des gens qui crient fort et qui vont peut-être être surpris quand ils verront rouvrir les *Comptes publics*!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est justement ce que je pensais en entendant crier l'honorable chef de l'opposition. Je tiens à faire remarquer à la Chambre que le chef de l'opposition parle bien fort dans le moment.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas peur des *Comptes publics*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On verra ça.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On parlera aussi des fonds électoraux, des distributeurs de fonds électoraux. C'est peut-être les distributeurs des fonds électoraux qui vont être surpris. L'enquête des comptes publics, elle ne se fera pas seulement d'un côté, vous savez. L'enquête se fera à deux, à l'avenir.

Vous avez de vos employés qui sont des défalcataires (sic), et nous allons y voir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On va l'ouvrir demain matin, si le chef de l'opposition le désire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ouvrez-la quand vous voudrez. Nous sommes soumis à la volonté, aux ordres, à la disposition du gouvernement. Mais je trouve que le président du comité est bien généreux de laisser faire toutes ces digressions, de laisser ainsi dériver hors de la discussion.

Un député: C'est vous qui dérivez.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je réponds à vos amis qui m'interrompent. Ah! Je sais qu'on m'interrompt parce qu'on veut me faire perdre le fil de mon discours. Je suis habitué à la lutte et, au lieu de me faire perdre le fil de mon discours, on ne réussira qu'à perdre son temps.

M. Boiteau (Bellechasse): Est-ce que le chef de l'opposition me permet une question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Demandez au président.

M. Boiteau (Bellechasse): L'honorable chef de l'opposition dit que cette loi est inutile. Croit-il que les pensions aux aveugles sont inutiles parce que tout le monde voit clair dans la province depuis le 17 août, depuis les dernières élections?

(Rires)

Plusieurs députés parlent en même temps.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas pour cette raison, parce que, quant à cela, il y a beaucoup plus d'aveugles qu'on ne le croyait dans la province depuis le 17 août. Le gouvernement croit plutôt qu'il y a sans doute plus d'aveugles qu'il n'y en avait, puisqu'il pense qu'il faut deux lois de pensions au lieu d'une. C'est le gouvernement qui aveugle avec des lois comme celle-là. Mais on commence à voir clair dans le jeu du gouvernement.

Un député: L'opposition s'éclaire au fanal.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Laissez-le faire, le fanal. Un sage de la Grèce appelé Diogène,

un vieux philosophe, en portait un jadis. Il cherchait les hommes sages au moyen d'un fanal. Je crois que s'il promenait son fanal en cette Chambre aujourd'hui, il ne trouverait pas beaucoup d'hommes sages.

Un député: Pas du côté de l'opposition, toujours!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On essaie en vain de me faire perdre le fil de mon discours. La loi, je le répète, est inutile. Nous ne nous sommes pas lancés dans l'inconnu, malgré ce que dit le premier ministre. Nous n'étions pas des aveugles comme le gouvernement actuel. Quand nous avons présenté la loi, quand il en fut question, dans l'ancienne administration, je me rappelle avoir dit à la Chambre combien ça coûterait. Nous avons fait établir des statistiques par nos officiers. Nous n'avons pas voté cette loi en aveugle quoiqu'elle fut pour des aveugles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce une question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non. Une question porte généralement un interrogatoire. Je n'ai pas interrogé. On parle d'Ottawa, mais à Ottawa on ne passe pas des lois simplement pour le plaisir de changer ce qu'a fait le gouvernement précédent. M. Bennett en a fait quelques bonnes lois tout comme nous, et le fédéral ne les change pas par plaisir. J'ai confiance à Ottawa, au gouvernement actuel. Le gouvernement de M. Bennett a fait de bonnes lois, mais il en a fait plus qui étaient mauvaises. C'est pour cela qu'il est tombé.

Je soumets que cette loi est inutile, qu'elle est une loi de camouflage! Une loi existe à cette fin dans nos Statuts et on n'a aucune raison de la changer. Le gouvernement a déjà tous les pouvoirs de signer un accord avec le fédéral en vue de donner la pension aux aveugles.

D'ailleurs, le peuple de la province de Québec saura bien qui a eu l'idée d'adopter une loi des pensions qui permet d'aider les aveugles. Le gouvernement fédéral s'est rendu à notre loi passée en juin dernier par cette Législature. Nous avons un bien bon gouvernement...

(Applaudissements à droite)

... à Ottawa! Vous vous êtes trompés, si vous avez cru que j'étais pour vous féliciter, vous autres. Autant nous avons un bon gouvernement à Ottawa, autant nous avons un mauvais gouvernement ici.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La politique fédérale ne nous intéresse pas en tant qu'administrateurs provinciaux, et nous nous bornons à exercer notre droit de vote. Toutefois, puisque le chef de l'opposition veut entrer sur ce terrain et nous demander pourquoi nous présentons cette loi, je lui dirai que nous la présentons à la demande du gouvernement d'Ottawa qui m'a écrit après la conférence interprovinciale pour me demander de présenter une telle législation.

Si le chef de l'opposition a confiance à Ottawa, il ne supposera pas qu'Ottawa nous fasse des demandes inutiles. Le chef de l'opposition dit que le gouvernement est mauvais ici et qu'il est merveilleux à Ottawa. Notre mandat est provincial, et nous entendons le conserver¹⁷, mais je vais faire un petit tour à Ottawa. L'honorable Charles Dunning...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Un excellent homme!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le 17 mars¹⁸ 1937, l'honorable M. C. A. Dunning, ministre des Finances du Canada, m'écrivait ce qui suit: Dear Mr. Duplessis... "Dear" Mr. Duplessis... vous entendez? Cela surprendra sans doute l'honorable chef de l'opposition, mais il y a coopération entre le gouvernement d'Ottawa et celui de Québec.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il a le secret d'être poli.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

M. Dunning nous dit dans sa lettre: "Je présume que vous présenterez une loi pour collaborer avec le fédéral dans l'aide aux aveugles... Dès que votre loi sera passée, nous ferons une entente." ...je joins le bill no 42, loi modifiant la loi des pensions de vieillesse pour que soit créée une pension pour aveugles. Je souhaite que le gouvernement du dominion soit en mesure de rencontrer les provinces pour qu'elles puissent contribuer à hauteur de 75 % à cette pension aux aveugles..."

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) veut parler.

M. Labelle (Montréal-Saint-Henri): Point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je demanderai au député de Montréal-Saint-Henri d'avoir pitié du député de Saint-Hyacinthe. Si Ottawa ne pouvait rien faire avant cette loi, c'est

donc que les pensions aux aveugles n'étaient pas accordées par la loi des pensions de vieillesse!

(Applaudissements)

Nous sommes allés à Ottawa, non comme des amis ou ennemis politiques, mais comme des gens prêts à collaborer dans toutes les mesures nécessaires au bien de cette province. L'honorable M. Dunning nous a dit alors que le fédéral ne pouvait accorder une pension à un âge trop bas, car nous étions prêts à la donner aux aveugles à 20 ans; mais nous nous sommes parfaitement entendus, et nous avons donné à la province et au pays une leçon de patriotisme et de collaboration. Donc, au moins, M. Dunning a compris que la loi adoptée il y a deux ans n'était pas suffisante.

La lettre que je viens de citer prouve que nous ne sommes pas les tenants d'un drapeau unicolore. C'est le drapeau de l'Union nationale, trois couleurs représentées dans la députation et le ministère, ce qui prouve que nous avons le culte de la loyauté qui reflète l'honnêteté. Le ministre des Finances, M. Dunning, n'a pas voulu faire de politique avec les pensions aux aveugles, lui. M. Dunning donne à son lieutenant ici une leçon de patriotisme en collaborant avec nous. M. Dunning est un grand libéral. S'il voyait le chef de l'opposition, il se dirait: "Quelle différence entre les rouges d'Ottawa et ce qui reste à Québec de ce qui fut ici un grand parti!"

(Rires et applaudissements)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Si M. Dunning présumait cela, c'est sans doute qu'il ne connaissait pas notre loi provinciale en vertu de laquelle le gouvernement peut signer un contrat avec Ottawa en vue de secourir les aveugles. Le premier ministre est surpris, et avec raison, que M. Dunning l'appelle "cher". C'est qu'il n'est guère habitué à la politesse, notre premier ministre. Il y a aussi à ce point de vue une grande différence sous le rapport de la politesse entre les deux, entre la politesse de M. Dunning et celle du premier ministre.

L'honorable M. Paquette (Labelle): Quelle différence?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La différence, c'est que lorsque le premier ministre termine ses remarques, il a sans cesse le souci de nous insulter, il essaie toujours de diminuer l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pardon, c'est impossible de la diminuer.

(Rires)

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Encore un mot qui caractérise sa politesse. Vos injures ne me touchent pas. Je sais que des députés sérieux, pas ceux qui lancent toujours des interruptions, ont averti le premier ministre de changer d'attitude et de se faire plus poli et plus respectueux parce qu'ils veulent plus de décorum à la Chambre. Je les en félicite.

Pour revenir à M. Dunning, le premier ministre conclut de cette lettre que notre loi ne donnait pas au gouvernement provincial les pouvoirs de discuter avec Ottawa. M. Dunning a dit dans sa lettre: "Je présume...", alors il supposait que nous n'avions pas cette loi dans nos Statuts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je proteste au nom de M. Dunning. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de dire que le ministre des Finances d'un grand pays écrit sans savoir ce qu'il dit.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas ce que j'ai dit. C'est encore du camouflage. Le ministre des Finances savait ce qu'il disait, mais il voulait dire dans sa lettre: "Au cas où cette loi ne serait pas dans vos Statuts, au cas où vous n'auriez pas de lois vous permettant de profiter des mesures prises par le fédéral, je présume que vous en passerez une." Quand M. Dunning dit "je présume", cela veut dire: "Si vous n'avez pas les pouvoirs, adoptez une loi."

Le premier ministre n'avait pas besoin de cette loi pour signer une entente avec le fédéral. La loi que nous avons passée dit clairement que le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à régler cette question. La nouvelle loi du gouvernement actuel ne dit rien de plus. Nous ne ferons ce soir qu'adopter une loi qui existe et qui est parfaite dans le seul but de faire croire que c'est le gouvernement actuel qui donne la pension aux aveugles. Je trouve étrange cette attitude du premier ministre qui, au dire de M. Cardin et du député de Rouville (M. Barré), a été le pire agent de ceux qui étaient opposés à la loi des pensions de vieillesse.

L'honorable M. Layton (Montréal-Saint-Georges): Cette mesure ne devrait pas retarder à être adoptée car il y a longtemps que les aveugles attendent. J'ai ici des centaines de lettres d'aveugles et d'associations d'aide aux aveugles qui réclament l'application de la loi sans retard. Il y a 12 ans, ceux qui s'intéressent au sort des aveugles ont fait des démarches à Ottawa. À ce moment, la loi des pensions de vieillesse n'était pas en force, et on nous

a dit qu'il appartenait aux provinces de régler le cas. Les provinces ont été appelées à faire quelque chose, et Québec a refusé comme les autres provinces. Plus tard, une loi des pensions a été approuvée par Ottawa. Jusqu'à maintenant, Québec a peu fait pour les aveugles, si l'on compare avec l'Ontario. Dans cette province, on dépense environ \$200,000 pour les aveugles, alors qu'au Québec, on ne dépense que \$53,000.

Je profite ici de la circonstance pour remercier et les libéraux et le gouvernement de l'Union nationale d'avoir contribué à cette loi d'aide aux aveugles.

Il (M. Layton) rappelle ici d'autres démarches en faveur de cette loi.

Un jour, des délégations d'associations qui aidaient les aveugles, l'une de Canadiens français, présidée par le maire Beaubien, d'Outremont, et l'autre de Canadiens anglais, présidée par mon père qui est aveugle, sont allées soumettre le cas à M. Alexandre Taschereau, avant une conférence interprovinciale. M. Taschereau leur promet de piloter une demande, mais une journée s'est passée, une deuxième, et, comme je suis intervenu auprès de M. Taschereau, il m'a dit qu'il n'avait pas eu l'occasion de soumettre la question. Trois jours passèrent et la question ne fut pas soumise à la conférence. M. Taschereau déclara qu'il prenait son train et n'avait pas eu le temps de faire étudier la suggestion. Dès que j'en ai parlé au premier ministre actuel, il a dit: "Nous allons la promettre, cette pension, et l'accorder."

(Applaudissements)

Les aveugles de la province ont un champion dans la personne du premier ministre actuel qui a revendiqué leurs droits à la conférence interprovinciale.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je pourrais montrer au ministre une lettre de son père me disant: "Nous sommes maintenant assurés d'avoir la loi des pensions, grâce à vos démarches." Cette loi a été passée le 10 juin dernier et elle a été sanctionnée le même jour, le dernier jour de la session, et vous pouvez en remercier le gouvernement libéral.

L'honorable M. Gagnon (Matane): Est-ce que le chef de l'opposition est pour ou contre?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous vous le dirons quand nous voterons. Nous ne sommes que sur les résolutions et nous ne savons pas si vous-mêmes vous êtes pour ou contre.

M. Tardif (Frontenac): Je proteste car le chef de l'opposition doit s'adresser au président et non directement à un membre de cette Chambre.

M. Béïque (Chambly): Cet après-midi, le chef d'opposition n'a rien dit pendant les deux heures qu'a duré le débat sur les chiens, mais il vient de passer deux heures à discuter pour bloquer la pension sur les aveugles.

M. le président lit alors un autre paragraphe qui autorise le gouvernement à emprunter pour payer les pensions en discussion. Ce paragraphe se lit comme suit:

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse toutefois autoriser le trésorier de la province à emprunter, pour un terme n'excédant pas 30 ans et à des taux d'intérêt n'excédant pas 4 % par année, les sommes requises pour le paiement des dépenses extraordinaires et que le produit de ces emprunts ne doive être employé qu'au paiement de la part contributive du gouvernement de la province pour les pensions aux aveugles et des autres dépenses encourues pour l'application de ladite loi qui accompagne les présentes résolutions.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas besoin de répéter mon discours sur le principe des emprunts...

Des députés: Non.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis opposé à ce qu'on paie des pensions au moyen d'emprunts.

Le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) a dit qu'on n'emprunterait plus pour payer les dépenses courantes et qu'on ne ferait plus de camouflage du budget.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition me permettra-t-il de poser une question?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Seulement une?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Seulement une.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je veux bien, mais si le premier ministre ne remplit pas cette promesse-là mieux qu'il remplit les autres...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition peut-il me citer aucun gouvernement fédéral ou provincial qui ait considéré les dépenses de chômage autrement que comme une dépense capitale extraordinaire payable par des emprunts?

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y a une grande différence entre les dépenses du chômage et les dépenses de secours aux aveugles. Et ce n'est pas ça que vous disiez dans le temps. Vous avez dit qu'avec ces emprunts on ruinait le crédit de la province.

Dans le discours du budget, le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) a dit qu'on ne paierait plus ces dépenses à même des emprunts. Le chômage est une crise temporaire qui a pris les gouvernements par surprise et c'est pourquoi ils ont emprunté.

Mais nous aurons toujours des aveugles, et les générations à venir paieront non seulement leur part, mais la nôtre. Le premier ministre parle de son amour de la jeunesse, mais ne voit-il pas quel fardeau il impose à la jeunesse? Au lieu d'intituler des bills "lois pour promouvoir le bien-être de la jeunesse" et de parler d'autre chose dans ces bills, on ferait mieux de voir un peu à protéger la jeunesse contre les fardeaux injustes.

Vous dites que vous voulez aider la jeunesse, mais avec vos emprunts répétés, vous allez l'écraser sous un immense fardeau. La jeunesse, vous vous en occupez dans les titres de vos bills, mais pas ailleurs. C'est un bel avenir que vous lui préparez à la jeunesse, avec tous ces emprunts qu'elle devra payer, alors qu'elle aura son fardeau propre à payer. C'est pourquoi je suis opposé à la résolution qui a pour but d'autoriser le gouvernement à emprunter.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Je regrette les paroles malheureuses du chef de l'opposition à l'adresse de la jeunesse de notre province. Au nom de la jeunesse, je lui dirai que nous n'avons pas peur d'emprunter de l'argent pour permettre aux jeunes de se préparer un avenir, pour permettre aux veuves de surveiller l'éducation de leurs enfants.

Vous parlez d'emprunts sur l'avenir. Qu'a fait l'ancien régime? Il a hypothéqué l'avenir pour \$17,000,000 en fournissant des argents pour des hospices, en construisant des orphelinats. Si au lieu de cela on avait payé alors les pensions aux mères nécessiteuses, pour leur permettre de garder leurs enfants, c'est une dette qu'on aurait évitée, sans compter les autres ennuis beaucoup plus graves.

Et qu'est-ce qu'il lui a offert, à la jeunesse, en 1935? En 1935, alors que les jeunes souffraient de la crise et étaient sans espoir, qu'aviez-vous à leur offrir? L'ancien gouvernement n'a pas trouvé mieux à lui offrir qu'un bureau de placement. Au nom de la jeunesse, je remercie le premier ministre d'orienter la politique dans un sens social.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce n'est pas vrai que nous avons consacré \$17,000,000 à la construction d'orphelinats. Lorsque le ministre des Affaires municipales dit que nous avons endetté la province de \$17,000,000 pour construire des orphelinats, il représente mal les faits. Le ministre confond les orphelinats avec les hôpitaux. Qu'on fasse le calcul et l'on verra que ces \$17,000,000 ont été dépensés surtout pour la construction d'hôpitaux, pour des bâtisses qui restent et qui constituent actuellement un actif physique pour la province. Ces hôpitaux existeront d'une façon permanente et les générations en profiteront. La part des \$17,000,000 pour les orphelinats est restreinte.

D'ailleurs, ce système a été approuvé. Quand nous empruntons pour construire des hôpitaux, il en restait quelque chose: ce sont des immeubles durables, à l'épreuve du feu. Vous autres, vous empruntez pour vos dépenses courantes. Dans 25 ou 30 ans, lorsque la dette aura été éteinte, quand ces hôpitaux seront payés, ce sera un cadeau que nous ferons aux jeunes, ces hôpitaux resteront à la province, tandis que des \$100,000 que nous payons aujourd'hui, il n'en restera rien.

Avec votre système, ces générations devront subvenir à leurs propres miséreux et vos emprunts pèseront de plus sur leurs épaules. Que restera-t-il des emprunts faits pour payer la pension aux aveugles si ce n'est des dettes?

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Le chef de l'opposition admet que son parti a hypothéqué l'avenir pour les malades d'aujourd'hui. Mais il y en aura aussi des malades, demain. On hypothèque l'avenir pour les malades, mais nous voulons aussi aider les jeunes, ceux qui sont sains, ceux qui seront la force de demain. Si c'était important d'hypothéquer pour les malades, est-ce que ce ne l'est pas pour les orphelins, les vieillards et les aveugles? Dans 30 ans, vous serez un vieillard et j'aurai l'âge qu'a aujourd'hui le chef de l'opposition: si je le rencontre...

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Souriant)
Je serai alors dans le ciel, dans ce temps-là.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): C'est ce que je vous souhaite!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si vous y tenez, nous allons nous y rencontrer.

L'honorable M. Bilodeau (L'Islet): Alors qu'il bénéficiera de la pension de vieillesse, je serai appelé à payer les taxes pour les \$17,000,000.

M. Béique (Chambly): Cet après-midi, nous avons passé la loi des chiens. Le chef de l'opposition n'a rien dit. Ce soir, pour les aveugles, il fait de l'obstruction durant deux heures.

M. Bastien (Berthier): Le gouvernement en est rendu à proposer une loi par jour pour demander des emprunts afin de payer des dépenses courantes. À ce jeu-là, il pourra annoncer des surplus faits sur des emprunts, ce que le premier ministre a toujours blâmé.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve) propose que lesdites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

Voix à droite: Adopté! Adopté!

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Sur division.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je demande le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise¹⁹.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Bulloch, Carignan, Caron, Castonguay, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Langlais, Larouche, Layton, Lesage, Lorrain, Marier, Paquette,

Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Rousseau, Roy, Sauvé, Tardif, Thibeault, Tremblay, Trudel, 50.

Contre: MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Connors, Dansereau, Delagrave, Dumaine, Lawn, Messier, Turcotte, 11.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

Les résolutions sont adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 25 de l'assistance aux aveugles.

L'honorable M. Tremblay (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 25 de l'assistance aux aveugles soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je suis pour le principe de cette loi, quoiqu'elle ne soit pas nécessaire puisqu'elle est déjà dans nos Statuts. Comme nous sommes en faveur du principe du bill, nous allons voter en faveur de la deuxième lecture. Si le gouvernement croit qu'il a besoin de deux lois pour payer la pension aux aveugles, c'est son affaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est étrange, le chef de l'opposition est toujours pour les principes, mais l'ancien régime ne les appliquait jamais, ces principes. Nous, nous sommes pour les principes et leur application. Voilà la différence.

(Applaudissements)

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

La séance est levée après 11 heures.

NOTES

1. *Le Soleil* du 1^{er} avril 1937, à la page 3, fait remarquer que la foule est plus considérable qu'à

l'ordinaire dans les galeries, au début de la séance de l'après-midi, et ajoute que plusieurs membres de l'opposition libérale et membres du groupe dissident sont présents à leur siège après avoir été absents pendant quelques séances.

2. Du consentement unanime de la Chambre, certaines questions inscrites sur le *Feuilleton* du jour sont converties en motions, vu qu'elles exigent une réponse très longue, selon *Le Soleil* du 1^{er} avril 1937, à la page 3.

3. Allusion à un compliment semblable fait la veille par l'honorable M. T.-D. Bouchard à l'honorable Henry L. Auger, ministre de la Colonisation.

4. Il est à noter que c'est *Le Journal* du 1^{er} avril 1937, à la page 12, un journal sympathique à l'Union nationale, qui rapporte cette remarque du député libéral.

5. Selon *Le Journal* du 1^{er} avril 1937, à la page 12, il y a tout au plus une paroisse de colonisation dans Rivière-du-Loup.

6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

7. Se référer à la séance du 11 mars 1937.

8. *Le Journal* du 1^{er} avril 1937, à la page 12, a sans doute commis une malencontreuse inversion. Le sens de ces propos serait plutôt le suivant:

"La loi est étrange à ce point qu'elle est plus sévère pour un homme qui abat un chien que pour un homme qui tue un autre homme."

9. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

10. Les trois premières résolutions sont présentées sans soulever la moindre demande de renseignements, selon *L'Événement* du 1^{er} avril 1937, à la page 4.

11. *L'Événement* du 1^{er} avril 1937, à la page 4, indique 3,500,000 voitures.

12. Voir note 6.

13. Voir note 6.

14. Voir note 6.

15. Il est 9 h 10, selon *L'Action catholique* du 1^{er} avril 1937, à la page 6.

16. M. Bouchard est fréquemment interrompu par plusieurs intervenants et leur répond au fur et à mesure, selon *Le Journal* du 1^{er} avril 1937, à la page 12.

17. Selon *La Patrie* du 1^{er} avril 1937, à la page 5, M. Duplessis fait cette déclaration en réponse à la rumeur voulant qu'il soit candidat à la succession de l'honorable M. R. B. Bennett, le chef conservateur fédéral.

18. *Le Soleil* du 1^{er} avril 1937, à la page 3, et *Le Canada* du même jour, à la page 6, indiquent le 15 mars 1937.

19. Il est peu avant 11 heures, selon *Le Journal* du 1^{er} avril 1937, à la page 12.

